



BIBL. NAZ.
Vitt. Emanuele III

168

C

5

168

C

5-6

~~145~~

~~5~~

~~5~~

DE
L'INSTRUCTION
CRIMINELLE.

116

DE L'IMPRIMERIE DE MIGNERET,
RUE DU DRAGON, F. S. G., N.º 20.

DE
L'INSTRUCTION
CRIMINELLE,

CONSIDÉRÉE DANS SES RAPPORTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS AVEC
LES LOIS NOUVELLES ET LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE
CASSATION;

PAR M. CARNOT,

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION, CHEVALIER DE L'EMPIRE,
MEMBRE DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

TOME PREMIER.



A PARIS,
CHEZ NÈVE, LIBRAIRE DE LA COUR DE CASSATION,
AU PALAIS DE JUSTICE, N.º 9.

1812.



INTRODUCTION.

L'ORDONNANCE criminelle de 1670 fut un des grands et utiles travaux du siècle de Louis XIV. Elle ramena la Législation à des idées justes et positives ; elle bannit du sanctuaire de la Justice, cet épouvantable arbitraire qui fut la seule loi des temps d'ignorance et d'anarchie.

Les règles qu'établit l'Ordonnance de 1670 furent sévères. On voulut prévenir les crimes en imprimant la terreur dans l'âme des méchants. On crut balancer la rigueur des poursuites, en autorisant la révision des jugemens.

On fit alors un grand pas vers la perfection, à laquelle on ne peut atteindre qu'en mettant à profit les observations qui naissent du temps et de l'expérience.

Cette loi renfermait, dans un même cadre, la forme de procéder et la partie pénale de la Législation criminelle : elle n'avait établi qu'une seule distinction entre les *délits* ; en sorte que l'injure la plus légère exigeait la même instruction que le délit le plus grave, lorsqu'il n'emportait pas des peines afflictives ou infamantes.

Le Législateur n'ayant pas attaché textuellement la peine de nullité à l'inobservation de ses dispositions, l'Ordonnance serait restée sans force, si la peine de nullité n'avait pas été supplée : on pensait, en conséquence, qu'il y avait nullité dans l'instruction, toutes les fois que la procédure n'avait pas été suivie dans la forme prescrite, lorsque le Législateur avait parlé en termes *impératifs* ou *prohibitifs*.

Mais aucune autorité n'était préposée pour garantir l'exécution des formes. Il manquait à l'organisation judiciaire, un Tribunal auquel le condamné pût recourir lorsqu'il y avait eu violation de la loi à son préjudice.

La publicité, cette barrière puissante élevée contre l'arbitraire dans les jugemens, n'était pas non plus entrée dans le système de la Législation.

Enfin, la conscience des Juges se trouvait enchaînée par l'obligation que la loi leur imposait, de prononcer la condamnation de l'accusé,

d'après telles ou telles preuves , sans qu'il leur fût permis d'en apprécier le mérite.

L'Ordonnance de 1670 avait fait cependant tout ce que l'on pouvait espérer de mieux à l'époque à laquelle elle parut.

Sous le règne de Louis XI, une Ordonnance criminelle eût porté l'empreinte du despotisme ; sous le ministère de Richelieu , elle eût encore porté celle d'une extrême sévérité ; et peut-être que les l'Hôpital , les d'Aguesseau n'eussent pu réussir eux-mêmes à en modérer la rigueur.

Les hommes éclairés reconnaissaient tous la nécessité de revoir et de réformer l'Ordonnance de 1670 : ils préparaient dans le silence cette utile révision , et toutes les provinces en réclamaient le bienfait.

La convocation des Etats-Généraux ouvrit le champ à toutes les réformes.

L'une des premières opérations de l'Assemblée constituante fut de décréter la *publicité* de l'instruction (1) ; elle ne tarda pas à établir un Tribunal protecteur des formes et de la scrupuleuse observation des termes de la loi (2).

Mais l'institution du Jury fut une innovation bien plus importante ; il fut alors décidé que le fait constitutif du délit serait constaté par la déclaration d'un Jury composé de simples citoyens , et qu'il ne resterait aux Tribunaux , que l'instruction de la procédure et l'application de la peine.

Cette base adoptée , il fallut établir une forme de procéder qui lui fût propre. Une instruction fut publiée à cet effet ; elle fut reçue avec acclamation ; elle ne peut être encore aujourd'hui trop méditée.

Mais comme le bien s'opère lentement , comme l'on touchait d'ailleurs à un bouleversement presque général , les passions mises en effervescence vinrent contrarier , dans son principe , cette belle institution.

On en abusa , comme on peut abuser des meilleures lois ; et prenant l'inconvénient de la chose pour le vice même de la chose , on entendit bientôt , réclamer le rétablissement des anciennes formes.

La création d'un Tribunal révolutionnaire , le caractère des Jurés appe-

(1) Décrets des 3 novembre 1789 , et 25 avril 1790.

(2) Décret du 27 novembre 1790.

lés à y siéger, donnaient beaucoup de force aux partisans du système contraire ; et l'exemple de quelques coupables échappés au glaive de la Justice, dans les Tribunaux criminels ordinaires, semblait ajouter un nouveau poids dans la balance. Mais il ne faut pas juger une institution par ses effets dans des temps de trouble ; c'est par ceux qu'elle doit produire dans un temps calme, qu'elle doit être appréciée.

Prétendre que l'institution du Jury est vicieuse, parce qu'il peut en résulter l'acquittement de quelques coupables, c'est fournir des armes contre l'institution même des Tribunaux en matière criminelle ; car, si le Jury acquitte quelques coupables, peut-on dire que jamais des innocens n'ont été les victimes des erreurs judiciaires ?

Les bons esprits, étrangers aux passions et aux préjugés, portaient leurs regards sur un avenir plus heureux ; ils voyaient déjà paraître sur l'horizon le Génie qui a délivré la France des convulsions qui semblaient devoir la précipiter dans l'abyme ; ces hommes sages soutinrent la nouvelle institution ; et l'événement a prouvé qu'il en résulterait une grande amélioration dans le système législatif, lorsque la réflexion y aurait opéré les changemens qui devaient en régulariser la marche et en écarter les abus.

Ce fut l'objet de la loi du 3 brumaire an iv ; elle en posa les principes élémentaires, et les développa avec beaucoup d'ordre et de méthode.

Cependant quelques taches légères, quelques lacunes s'y faisaient remarquer. On lui reprochait trop de métaphysique dans la manière de poser les questions ; on lui reprochait aussi de multiplier à l'infini les formalités prescrites sous peine de nullité.

Des lois additionnelles (1) avaient simplifié la marche de l'instruction ; elles avaient apporté au Code de brumaire, les changemens nécessités par les circonstances ; mais il en fallait une refonte générale pour mettre la Législation criminelle en harmonie avec la nouvelle organisation judiciaire.

Le Chef auguste de l'Etat voulant s'entourer de toutes les lumières qu'exigeaient l'importance et la difficulté du sujet, soumit le nouveau projet à la discussion de Magistrats d'un mérite éminent.

(1) Lois des 7 pluviôse an ix, 5 pluviôse an xiii, et 29 avril 1806.

Toutes les observations furent recueillies, méditées, discutées, mises à profit.

Les connaissances profondes du Prince Archi-Chancelier de l'Empire ; y imprimèrent le cachet de la sagesse et de la justice.

Son Exc. le Grand-Juge Ministre de la Justice y apporta le fruit de ses longues méditations.

Les discours des Orateurs du Gouvernement, ceux des Membres de la Commission du Corps-Législatif, renferment des explications lumineuses ; rédigées par des plumes exercées à traiter de grands intérêts.

Rien n'a été négligé pour faire un bon ouvrage, et pour le mettre à la portée de tous.

Comme il fallait passer brusquement à un nouvel ordre de choses, des lois transitoires devenaient nécessaires : elles furent rédigées avec le même soin (1).

Un nouveau Code des délits et des peines devenait également nécessaire : il fut mis en activité avec le Code d'instruction criminelle.

La Législation criminelle a éprouvé, sans secousse et sans interruption dans l'administration de la Justice, des changemens remarquables et d'une utilité facile à saisir.

Des Cours d'Assises qui n'ont rien de permanent, ont été substituées à des Cours de Justice criminelle établies à poste fixe dans chaque Département.

Une concentration de surveillance et de pouvoir a été mise dans les attributions des Procureurs-Généraux.

Le Jury d'accusation a été remplacé par une des Chambres de la Cour Impériale.

Les Jurés-Adjoints l'ont été par les Magistrats des Cours d'Assises.

L'accusé acquitté ne peut plus être remis en jugement *pour le même fait*, lors même que l'instruction serait annulée sur le recours de la partie publique.

La révision des procès criminels est autorisée dans les cas déterminés,

(1) Loi du 20 avril 1810. Décret impérial du 6 juillet suivant ; autres décrets des 18 août et 18 octobre de la même année ; autres des 30 janvier, 19 février, 18 juin et 15 novembre 1811.

lorsqu'il y a eu *condamnation* de l'accusé ; elle ne l'est *jamais* lorsque son *acquittement* a été prononcé.

La prescription a été réglée d'après des bases fixes, qui ne prêteront plus à l'arbitraire.

Les Préfets sont autorisés à remplir les fonctions d'Officiers de Police judiciaire ; et les Maires des Communes non chefs-lieux de canton , à présider les Tribunaux de police.

Les Magistrats prévenus de crimes ou délits commis, soit *dans* l'exercice de leurs fonctions , soit *hors* de cet exercice, trouvent, dans les nouvelles lois, une garantie plus forte que dans les anciennes.

Les attributions des Cours spéciales s'y trouvent, au contraire, infiniment restreintes : elles ne peuvent être saisies que par suite d'arrêt rendu par la Cour Impériale.

Ces divers changemens suffiraient pour établir combien le système actuel l'emporte en sagesse et en vues morales et politiques, sur tous ceux qui l'ont précédé.

Cependant il est deux autres dispositions encore qui méritent notre reconnaissance envers le Souverain qui en a eu la première pensée ; l'une est celle qui autorise le prévenu à fournir *des mémoires justificatifs*, soit devant la Chambre du Conseil, soit devant la Chambre d'accusation.

La deuxième est celle qui accorde aux Cours spéciales la faculté de recommander à la commisération de l'Empereur l'accusé condamné.

Ce n'est pas une procédure *inquisitoriale* que le Législateur a voulu établir : c'est une instruction faite à la décharge comme à la charge de l'accusé : d'aujourd'hui seulement cette théorie a été mise en action.

Si l'intérêt de l'ordre social exige qu'aucun crime ne reste impuni, la sûreté individuelle n'a pas des droits moins sacrés : la loi doit au citoyen injustement accusé, toute sa protection, comme elle doit à la société une vengeance éclatante, lorsqu'elle a été outragée.

Dans le nouveau système, tout se combine, tout est en harmonie ; si les formalités prescrites ne sont pas toutes recommandées sous peine de nullité, aucune de celles qui intéressent la défense de l'accusé ne peut être impunément violée ; l'accusé peut même exiger que celles qui ont été recommandées seulement pour régulariser l'instruction, soient exécutées.

« Ce n'est pas lorsque toutes les branches de l'Administration ont été assujetties à des règles sévères, par la prévoyance et la sagesse du Grand Homme qui tient les rênes de l'Empire, que la violation des formes en matière criminelle, pouvait être regardée comme indifférente, tandis qu'elles étaient respectées sous l'Ordonnance de 1670. (1)

Tant qu'un accusé n'a pas été condamné sur une instruction légale, la loi le répute innocent. Juger de sa culpabilité sur l'énormité du crime qui lui est imputé, sur la nature des preuves qui semblent s'élever contre lui, c'est se mettre en opposition avec la loi; c'est vouloir être plus sage qu'elle; c'est verser témérairement le sang d'un citoyen, lorsque la Justice n'a pas encore le droit d'appesantir sur lui sa main vengeresse.

L'accusé déclaré coupable, lorsque les formes prescrites par la loi n'ont pas été observées, peut établir son innocence dans la nouvelle instruction qui doit être ordonnée.

S'il décède avant l'exécution de son jugement, il meurt dans l'intégrité de son état.

De quel droit lui ravirait-on cet espoir du malheur, en maintenant les résultats d'une instruction irrégulière, quand la loi veut que cette instruction soit recommencée ?

De quel droit le priver de l'espoir d'un événement qui le tire de la liste trop nombreuse des individus qui laissent pour héritage à leurs enfans une mémoire flétrie ?

Convaincu de la nécessité d'une instruction régulière, nous avons cherché à mettre à la portée de tous les Fonctionnaires publics qui en sont chargés, celle que le Code a prescrite.

La marche qui nous a paru la plus simple pour remplir cet objet, a

(1) « C'est avec beaucoup de raison que les moyens nécessaires pour parvenir à la condamnation » de l'accusé, ont été assujettis à des règles et à des formalités auxquelles tous les Juges, et même » les Cours souveraines, doivent nécessairement se conformer. Ces règles ne sont point arbitraires; elles sont de tous les temps, et elles ont été en usage chez toutes les nations policées: » elles sont prises dans le sein même de l'équité, et l'on ne peut s'en écarter sans donner atteinte » aux droits de la nature, et sans violer les devoirs les plus essentiels de la Justice. Il ne suffit pas » que l'accusé soit criminel, pour qu'on puisse le condamner; il faut encore que cette condamnation soit établie sur des règles, et en suivant un certain ordre. » (Jousse, dans son *Avertissement*, édition de 1763.)

été de faire, sur chacun des articles du Code d'instruction criminelle, des observations particulières, en y rattachant les dispositions des autres articles, et celles des autres Codes, lorsqu'elles y *correspondent* ou qu'elles y servent de corollaires.

Lorsque nous avons aperçu quelques lacunes, nous avons indiqué la manière dont il convient d'y suppléer; nous nous sommes aidés pour cela des nombreux monumens de la Jurisprudence de la Cour de cassation; nous avons cherché la solution des difficultés dans les principes généraux, qui sont un guide avec lequel on ne peut s'égarer.

Si, dans le cours de la discussion, nous nous sommes permis quelques réflexions, dans la vue d'améliorer le système établi, ce n'a pas été dans un esprit de critique: pleins de respect pour la loi en vigueur, nous n'avons émis notre opinion que dans la confiance qu'un Gouvernement fort et sage ne demande qu'à être éclairé pour faire tout le bien possible, et pour assurer, par ce moyen, la tranquillité et le bonheur du peuple.

Le but de nos efforts a été de faire mieux respecter la loi, en la faisant mieux connaître; de faire bénir la sollicitude paternelle du Souverain dont les glorieux travaux forceront nos neveux à s'étonner qu'un seul homme ait pu concevoir et exécuter tant de choses grandes et utiles, et réunir à un aussi haut degré le génie qui conçoit, la puissance qui exécute, la sagesse du Législateur et la gloire du Héros.

T A B L E

DES TITRES ET CHAPITRES

CONTENUS DANS LE PREMIER VOLUME.

<i><u>D</u></i> ISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.	Page 1
<u>LIVRE I.</u>	
<i><u>De la Police judiciaire, et des Officiers de Police qui l'exercent.</u></i>	61
<u>CHAPITRE PREMIER.</u>	
<i>De la Police judiciaire.</i>	Ibid.
<u>CHAPITRE II.</u>	
<i>Des Maires, des Adjoints de Maire, et des Commissaires de police.</i>	69
<u>CHAPITRE III.</u>	
<i>Des Gardes champêtres et forestiers.</i>	73
<u>CHAPITRE IV.</u>	
<i>Des Procureurs-Impériaux et de leurs Substituts.</i>	101
<u>SECTION PREMIÈRE.</u>	
<i>De la compétence des Procureurs-Impériaux, relativement à la Police judiciaire.</i>	103
<u>SECTION DEUXIÈME.</u>	
<i>Mode de procéder des Procureurs-Impériaux, dans l'exercice de leurs fonctions.</i>	113
<u>CHAPITRE V.</u>	
<i>Des Officiers de police auxiliaires du Procureur-Impérial.</i>	149
<u>CHAPITRE VI.</u>	
<i>Des Juges d'instruction.</i>	157
<u>SECTION PREMIÈRE.</u>	
<i>Du Juge d'instruction.</i>	Ibid.
<u>SECTION DEUXIÈME.</u>	
<i>Fonctions du Juge d'instruction.</i>	170
<u>DISTINCTION PREMIÈRE.</u>	
<i>Des cas de flagrant délit.</i>	Ibid.
<u>DISTINCTION II.</u>	
<i>De l'Instruction.</i>	174

æjv TABLE DES TITRES ET CHAPITRES.

<u>Dispositions générales.</u>	<u>S. I.^{er}</u>	174
<u>Des Plaintes.</u>	<u>S. II.</u>	180
<u>De l'Audition des témoins.</u>	<u>S. III.</u>	205
<u>Des Preuves par écrit et des Pièces de conviction.</u>	<u>S. IV.</u>	242
<u>CHAPITRE VII.</u>		
<u>Des Mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt.</u>		247
<u>CHAPITRE VIII.</u>		
<u>De la liberté provisoire et du cautionnement.</u>		294
<u>CHAPITRE IX.</u>		
<u>Du Rapport des Juges d'instruction quand la procédure est complète.</u>		335
<u>LIVRE II.</u>		
<u>DE LA JUSTICE.</u>		370
<u>Des Tribunaux de police.</u>	<u>TITRE I.^{er}</u>	Ibid.
<u>CHAPITRE PREMIER.</u>		
<u>Des Tribunaux de simple police.</u>		383
	<u>S. I.^{er}</u>	
<u>Du Tribunal du Juge-de-peace comme Juge de police.</u>		Ibid.
	<u>S. II.</u>	
<u>De la Jurisdiction des Maires comme Juges de police.</u>		485
	<u>S. III.</u>	
<u>De l'Appel des Jugemens de police.</u>		496
<u>CHAPITRE II.</u>		
<u>Des Tribunaux en matière correctionnelle.</u>		512
<u>LIVRE II.</u>		
<u>DE LA JUSTICE.</u>		627
	<u>TITRE II.</u>	
<u>Des affaires qui doivent être soumises au Jury.</u>		Ibid.
<u>CHAPITRE PREMIER.</u>		
<u>Des mises en accusation.</u>		Ibid.

FIN DE LA TABLE DES TITRES ET CHAPITRES.

CODE

C O D E

D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

LES sept articles dont se composent les dispositions préliminaires du Code d'instruction criminelle, établissent des principes qui doivent avoir une influence si marquée sur le système général de la Législation, que nous n'avons pu nous dispenser d'entrer, sur chacun de ces articles, dans des détails qui pourront paraître quelquefois s'écarter du sujet, mais dont l'utilité sera facilement reconnue.

ARTICLE PREMIER.

L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux Fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi.

L'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle ne donnant action, pour l'application des peines, qu'aux Fonctionnaires auxquels il en a confié l'exercice, la première chose dont nous devons nous occuper est de faire connaître quels sont ces Fonctionnaires.

Ce sont les Procureurs-Généraux et Suppléaires, leurs Substituts, les Commissaires

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

de police, les Maires et les Adjoints de Maire, dans leur ressort respectif et dans les cas prévus par la loi.

II. Mais il ne faut pas conclure de ce que l'exercice de l'action pour l'application des peines n'est confié qu'à ces Fonctionnaires, que les Tribunaux qui se trouvent légalement saisis, ne puissent prononcer des peines qu'autant qu'il y en a eu réquisition, et qu'ils ne puissent en prononcer de plus fortes que celles qui ont été requises.

Ce serait confondre la voie d'action avec celle de réquisition.

III. Lorsqu'il n'y a pas action intentée, les Tribunaux commettraient un excès de pouvoir en appliquant des peines à un délit dont la connaissance leur serait parvenue par toute autre voie; mais lorsqu'ils se trouvent légalement saisis, l'appréciation du fait et l'application des principes du droit leur appartiennent.

Il est néanmoins quelques cas privilégiés où l'action des Tribunaux n'a pas besoin d'être provoquée par les Fonctionnaires auxquels le Code en a confié l'exercice. Lorsque, par exemple, soit à l'audience, soit en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistans se permettent d'exciter du tumulte, le Président, ou le Juge qui fait l'instruction, peut donner l'ordre de les arrêter, et même prononcer de suite contre eux les peines applicables au délit ou à la contravention dont ils se sont rendus coupables. (*Art. 504 et suivans du Code d'instruction criminelle.*)

IV. Dans les cas ordinaires, il suffit que les Tribunaux aient été légalement saisis par l'action intentée à la requête du Ministère public, pour être autorisés à appliquer les peines prononcées par la loi, contre les auteurs et les complices du délit reconnu et déclaré, lors même que le Fonctionnaire qui a dirigé l'action n'y aurait pas conclu.

C'est ce que la Cour de cassation a constamment jugé, et spécialement par ses arrêts des 24 nivôse an xi et 14 pluviôse an xii.

Dans l'espèce de celui du 24 nivôse an xi, une Cour de Justice criminelle, se croyant liée par les réquisitions du Procureur-Général, s'était bornée à prononcer des peines au-dessous du minimum fixé par la loi.

Dans l'espèce du second, une autre Cour de Justice criminelle s'était refusée à prononcer des peines, sur le motif que le Procureur-Impérial n'avait conclu à aucune peine devant le Tribunal de police correctionnelle.

Leurs arrêts furent annulés.

V. Mais suffit-il qu'il y ait eu crime, délit ou contravention, pour que le Fonctionnaire chargé de l'exercice de l'action publique, soit autorisé à en poursuivre d'office la répression?

Cela est hors de doute en principe général ; mais cette règle n'est pas , à beaucoup près , sans exception .

VI. Une première se tire de la *prescription* , et elle s'applique indistinctement aux crimes , aux délits et aux contraventions .

L'art. 1.^{er} du Code pénal a eu soin de définir ce qui caractérise chacun de ces trois genres de délits , et la définition qu'il en donne doit être bien connue , pour faire une juste application des principes du Code d'instruction criminelle sur la forme de procéder .

L'infraction que les lois punissent des *peines de police* , est une *contravention* .

Celle qu'elles punissent de *peines correctionnelles* , est un *délit* .

Celle qu'elles punissent de *peines afflictives* ou *infamantes* , est un *crime* .

VII. Les *peines afflictives* et *infamantes* sont la mort , les travaux forcés à perpétuité , la déportation , les travaux forcés à temps , la réclusion . (Art. 7 du Code pénal .)

Les *peines infamantes* sont le carcan , le bannissement , la dégradation civique . (Art. 8 , *ibid.*)

Les *peines correctionnelles* sont l'emprisonnement à temps dans un lieu de correction , l'interdiction à temps de certains droits civils , civils et de famille ; l'amende . (Art. 9 , *ibid.*)

Celles de police sont l'emprisonnement , l'amende , la confiscation de certains objets saisis . (Art. 464 , *ibid.*)

VIII. Si l'emprisonnement que prononce la loi , pour la répression du fait imputé au prévenu , peut être porté à plus de cinq jours , et si l'amende peut l'être à plus de quinze francs , l'emprisonnement et l'amende sont des *peines correctionnelles* . L'action à laquelle elles se rattachent constitue un véritable *délit* .

Il n'y a au contraire que simple *contravention* , si l'emprisonnement doit être de cinq jours au plus , et si le *maximum* de l'amende est de quinze francs .

IX. Ces premières notions données , revenons à la *prescription* que nous avons dit , N.º VI , s'appliquer indistinctement aux crimes , aux délits , et aux contraventions , et s'opposer à l'exercice de l'action publique , même à celle de l'action privée , lorsqu'elle se trouve acquise .

Nous pouvons faire observer dès-à-présent que le délai pour prescrire n'est plus aujourd'hui le même pour tous les genres de crimes , de délits et de contraventions .

Le Code d'instruction criminelle a établi des prescriptions particulières , suivant la nature du fait imputé au prévenu .

Nous devons ajouter que les délais pour prescrire , établis par le Code d'instruction criminelle , ne dérogent point à ceux qui l'ont été par des lois spéciales et relatives à certains genres de délits et de contraventions , (art. 643 .) Ce qui établit , en

point de doctrine, un principe qui n'avait été fondé, jusqu'à ce jour, que sur la jurisprudence de la Cour de cassation.

X. La chose jugée met également obstacle à l'exercice de l'action publique et privée; et l'amnistie, à celui de l'action publique; mais comme c'est par dérogation au droit commun, il faut, pour rendre l'action non-recevable, que l'amnistie s'applique bien précisément au fait imputé au prévenu; et que ce soit aussi bien précisément le même fait à raison duquel il y ait eu chose jugée.

XI. Pour que l'action soit recevable, il faut, de plus, que le fait imputé au prévenu, soit constitutif d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, et pour cela qu'on puisse le faire rentrer dans l'application de quelques articles d'une loi pénale antérieurement publiée et non abrogée, soit expressément, soit par une longue désuétude: d'où il suit que le Fonctionnaire chargé des poursuites, doit commencer par s'assurer, avant de se livrer à aucunes, qu'il existe un article de loi pénale applicable au fait dénoncé.

XII. Le 3 août 1810, on agita à la Cour de cassation la question de savoir si le Ministère public avait pu compétemment traduire au Tribunal de police un individu auquel il était imputé d'avoir contrevenu à un arrêté de la Mairie qui avait prononcé des peines de police, lorsque l'objet de la prohibition n'était susceptible de l'application d'aucune loi pénale; et la Cour décida pour la négative, sur le rapport de M. Ratant, et sur les conclusions de M. Lecoutour:

« Attendu que les Tribunaux criminels, applicateurs de la loi seulement, ne peuvent puiser des condamnations que dans la loi;

« Que si les Tribunaux ne peuvent pas connaître des actes administratifs, ni mettre des entraves à leur exécution, ils ne peuvent aider cette exécution que par les moyens qui rentrent dans le cercle de leur autorité;

« Qu'en matière de police municipale, en cas d'infraction aux réglemens faits par les Administrateurs chargés de cette partie, les Tribunaux ne peuvent punir ces infractions, qu'autant que ces réglemens se rattachent à l'exécution d'une loi existante, portant une peine contre les contrevenans, ou qu'ils rentrent dans les objets confiés à leur vigilance et à l'autorité des Administrations municipales, par l'art. 3 du titre II de la loi du 16 août 1790, qui, dans l'art. 5 du même titre, ordonne que les contraventions à ces réglemens soient punies d'une peine de police;

« Que dans l'espèce, les réglemens de police rendus par le Maire de la Rochelle et par le Préfet du département de la Charente-Inférieure, pour prohiber tous actes de travail et de commerce les jours de dimanches et fêtes, ne se rattachaient à l'exécution d'aucune loi précédente en vigueur, et particulièrement sur un objet non compris en la disposition générale du susdit art. 3, titre 2 de la loi du 16 août 1790;

« Que l'infraction à ces réglemens ne pouvait donc rentrer dans l'application
» d'aucune loi existante ;

« Que néanmoins le Tribunal de police du canton de la Rochelle s'est permis
» de prononcer contre cette infraction des peines de police ; que , par cette cou-
» damnation, ce Tribunal a commis excès de pouvoir ; casse , etc. »

XIII. Le 4 octobre suivant il fut jugé, sur le rapport du même Magistrat , qu'il y
avait nullité dans la procédure instruite, en police, contre un cultivateur qui avait
commis une anticipation sur le fonds voisin , par les contours de sa charrue.

« Attendu que la plainte sur laquelle était intervenu le jugement attaqué, portait
» uniquement sur une prétendue anticipation de terres appartenant à autrui, opérée
» lors du labourage d'une autre partie de terrain contigu ;

« Que ce fait n'est qualifié délit par aucune loi, et qu'il ne pourrait, par consé-
» quent, donner lieu qu'à une simple action civile ;

« Que cependant le Tribunal de police se fondant sur l'art. 605 du Code des
» délits et des peines, qui range dans les attributions des Tribunaux de police, les
» voies de fait et violences légères, s'est déclaré, nonobstant le déclinatoire opposé
» par le prévenu, compétent pour connaître de l'entreprise dont il s'agit, et s'est
» permis de prononcer les peines de police ;

« Que c'est avoir fait dans l'espèce une fausse application de la disposition dudit
» art. 605 du Code : »

Par ces motifs, la Cour cassa et annulla, pour violation des règles de compé-
tence et pour excès de pouvoir, le jugement qui lui était dénoncé.

XIV. L'article 7 du Code d'instruction criminelle renferme une nouvelle exception
à l'exercice des poursuites d'office ; il n'en autorise en effet, contre un Français qui
s'est rendu coupable, en pays étranger, d'un crime contre un autre Français, que
lorsqu'à son retour en France il est dénoncé par la personne offensée.

XV. L'art. 357 du Code pénal en établit une aussi pour le cas où le ravisseur
s'est marié avec la personne enlevée, et où le mariage n'est pas attaqué de la part
de ceux qui sont autorisés à contester sa validité.

XVI. On en trouve encore une dans l'art. 433 du même Code, relativement aux
crimes et délits des Fournisseurs, qui ne peuvent être mis en jugement pour faits
relatifs à leurs fonctions, que sur la dénonciation du Gouvernement.

XVII. L'art. 15 de l'acte constitutionnel de l'an VIII, ne permet pas non plus
d'exercer des poursuites contre les agens du Gouvernement, avant d'en avoir obtenu
l'autorisation du Conseil-d'Etat.

XVIII. L'art. 337 du Code pénal prononce la peine d'emprisonnement, par voie
de police correctionnelle, contre la femme adultère ; mais l'art. 336 n'en autorise
la poursuite que sur la plainte du mari offensé.

XIX. L'art. 429 du Code d'instruction criminelle nous fournit un nouvel exemple de ce genre, lorsqu'il décide que, dans le cas d'annulation par la Cour de cassation, du jugement de condamnation, il n'y a lieu à renvoi que lorsqu'il y a partie civile en cause, si le fait imputé au prévenu ne constitue qu'une simple *contravention*.

XX. Lorsqu'il n'y a eu appel du jugement d'*absolution* ou d'*acquit* que du chef de la partie civile, le prévenu ne peut être condamné à aucune peine, lors même que les poursuites seraient faites à la requête d'une Administration publique. (*Arrêt rendu au rapport de M. Rataut, le 23 février 1811.*)

C'est ce que le Conseil-d'Etat a décidé en termes formels, par son avis du 9 novembre 1806, sur lequel nous aurons occasion de revenir.

XXI. On tient de même pour constant que la condition du prévenu ne peut pas être aggravée sur son appel.

Il s'est élevé à ce sujet une question assez singulière pour mériter d'être rapportée.

Un condamné par voie de police correctionnelle s'était rendu seul appelant du jugement, et, sur son appel, l'annulation en avait été prononcée, mais avec renvoi devant le Directeur du Jury, pour l'affaire être suivie criminellement; ce qui avait été exécuté; et, par le résultat de l'instruction, l'accusé avait été condamné à six années de fers.

Il s'était pourvu contre les deux arrêts; contre celui de renvoi fait au Directeur du Jury, et contre celui qui l'avait condamné aux fers. Mais il n'avait déclaré son recours contre le premier, qu'après que sa condamnation définitive avait été prononcée; ce qui n'aurait pas été suffisant pour le faire rejeter, s'il avait été fondé; un arrêt de renvoi n'étant qu'un simple jugement d'instruction.

Il soutenait qu'ayant été *seul* appelant du jugement de police correctionnelle, sa condition n'avait pas pu être aggravée; que cependant elle l'avait été d'une manière très-forte, puisqu'au lieu de quelques mois de prison auxquels il avait été condamné par la sentence dont il s'était rendu appelant, il se trouvait, par suite de son appel, condamné à la peine des fers.

Mais par arrêt du 23 mars 1811, son recours en cassation fut rejeté, « attendu » que l'arrêt de renvoi se trouvait conforme aux dispositions de l'art. 203 du Code « de brumaire an IV. »

Et, comme cet art. 203 a été maintenu par le Code d'instruction criminelle, art. 214, il en résulte que, sous l'empire de ce Code, il faudrait encore le juger de même.

Cet article porte, en effet, que « si le jugement est annulé, parce que le délit est » de nature à emporter une peine afflictive ou infamante, la Cour ou le Tribunal

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

7

» décrènera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt, ou même le mandat d'arrêt, et
» renverra le prévenu devant le Fonctionnaire public compétent. »

XXII. Une loi du 30 avril 1790, qui n'a pas été révoquée, n'autorise non plus les poursuites d'office, en fait de chasse sur les terres des particuliers, que quand il y en a eu plainte portée ou dénonciation faite par le propriétaire; et la Cour de cassation l'a toujours ainsi jugé. (*Arrêts des 10 juillet 1807 et 12 février 1808.*)

XXIII. La Cour de cassation l'a de même constamment jugé ainsi, en matière de pêche dans les eaux des particuliers, ainsi qu'on le voit en recourant à ses arrêts des 5 février 1807 et 11 novembre 1808.

XXIV. Mais nous devons observer qu'il enflit qu'il y ait eu plainte portée ou dénonciation faite, pour autoriser les poursuites d'office, lors même que le propriétaire plaignant ou dénonciateur aurait déclaré depuis s'en départir. C'est la disposition formelle de l'art. 4 du Code d'instruction criminelle.

XXV. Si la chasse avait eu lieu en temps *prohibé*; si la pêche avait été faite pendant le *frai* ou avec des *engins défendus*, il ne serait pas besoin d'attendre la plainte ou la dénonciation du propriétaire, puisqu'alors il y aurait eu atteinte portée à l'ordre public. (*Arrêt du 27 décembre 1810.*)

Il y a également atteinte portée à l'ordre public dans le sens de la loi, lorsque la pêche a été faite à la *ligne dormante*, dans une rivière navigable, si celui qui se l'est permise n'est pas le fermier de la pêche, ou s'il n'en a pas obtenu licence, attendu que la loi n'autorise la pêche qu'à la *ligne flottante*. (*Arrêt du premier décembre 1810.*)

XXVI. Les dispositions de la loi du 30 avril 1790, ne sont point applicables à la chasse dans les bois des communes, qui sont soumis au même régime que les bois nationaux.

La permission que l'on aurait obtenue de la Commune serait insuffisante.

Il faut une autorisation spéciale du Gouvernement.

Mais si la chasse était *amodiée*, et que le fermier ne se plaignît pas, il n'y aurait pas lieu à poursuite d'office contre le chasseur. (*Arrêts des 28 janvier 1808 et 8 janvier 1809.*)

XXVII. Quoique la loi du 29 septembre 1791, et l'avis du Conseil d'État du 16 frimaire an 14, aient autorisé les particuliers à user et même à abuser de leurs bois, il est néanmoins des cas où le propriétaire lui-même ne pourrait contrevenir aux lois générales forestières, sans se rendre coupable d'un délit qui pourrait donner lieu à des poursuites d'office; et, à plus forte raison, seraient-elles autorisées contre l'étranger qui se serait permis d'y contrevenir, lors même que le propriétaire n'en aurait pas rendu plainte.

C'est ce qu'a jugé un arrêt du 5 novembre 1807, en rejetant le recours en

cassation d'un condamné, prévenu d'avoir fait paître ses moutons dans les bois d'un particulier, quoiqu'il alléguât et que cela résultât même de l'instruction, qu'il n'en avait usé ainsi que de l'agrément du propriétaire.

Cet arrêt a bien jugé la question d'une manière formelle, relativement à *l'étranger*; mais il ne l'a pas aussi disertement jugée au regard du propriétaire lui-même; et elle ne l'a pas été non plus par un autre arrêt du 5 avril 1811, qui a prononcé la condamnation d'une *Commune* qui s'était permis d'envoyer ses moutons au pâturage dans *ses propres bois*.

La question reste conséquemment entière, et il y a de bonnes raisons à faire valoir pour soutenir l'un et l'autre système; mais la loi du 29 septembre 1791, et l'avis du Conseil-d'Etat du 16 frimaire an 14, sont trop positifs pour que l'on puisse s'écarter de leurs dispositions, dans les cas où il n'y a pas été dérogé par une loi expresse.

Dans la rigueur des principes, aucunes poursuites ne peuvent donc être exercées contre les propriétaires de bois, quelles que soient les contraventions forestières qu'ils peuvent y commettre.

Si le Gouvernement y trouve des inconvénients, il a le pouvoir de les faire cesser; jusques-là le droit de propriété doit être respecté, dans l'abus même que le propriétaire pourrait s'en permettre.

XXVIII. Mais il ne faut pas qu'en usant de cette faculté, le propriétaire porte préjudice à autrui, comme cela était arrivé dans l'espèce suivante.

Il dépendait des propriétés du sieur Labatut, des canaux dont l'eau dérivait de la rivière du Gave.

Le sieur Labatut avait pratiqué dans ces canaux des trébuchets dont l'effet était de dépeupler cette rivière.

Il avait été actionné à la diligence de l'administration forestière, pour se voir condamner, à raison de ce fait, aux peines prononcées par l'ordonnance de 1669.

La Cour de justice criminelle avait prononcé son renvoi des demandes dirigées contre lui.

Mais sur le recours en cassation de l'Administration forestière, l'arrêt fut cassé au rapport de M. Bauchau, le 20 décembre 1810.

« Attendu que la prohibition des engins et de tous moyens de pêche qui tendent » à dépeupler les rivières, en enlevant les petits et les gros poissons, est com- » mune aux rivières qui sont une propriété particulière, comme à celles qui sont » une propriété publique, et qu'elle s'étend nécessairement aux canaux dont les » eaux dérivent d'une rivière pour y refluer ensuite. »

Le sieur Labatut se prévalait fortement de ce que les constructions qu'on voulait lui faire démolir étaient anciennes; mais la Cour ne s'arrêta pas à cette circonstance :

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

9

« Attendu que la possession ne peut jamais établir un droit contre une prohibition qui est d'ordre public, et conséquemment contre la prohibition de dépeupler les rivières par des modes de pêche qui doivent produire ce dépeuplement. »

XXIX. Le Gouvernement a tellement reconnu le droit qu'a le propriétaire d'user et d'abuser de sa chose, lorsqu'il n'en peut résulter aucun préjudice pour des tiers, qu'il a cru devoir déroger, d'une manière spéciale, pour certains cas, à la liberté illimitée accordée aux propriétaires de bois, par la loi du 9 floréal an xi, et par le décret impérial du 15 avril 1811.

Ce respect du Législateur pour la propriété, a été partagé par la Cour de cassation, qui a constamment déclaré n'y avoir lieu à condamnation des propriétaires à l'amende, pour défaut de déclaration à faire à l'Administration forestière avant la coupe de leurs bois, jusqu'à ce que le décret impérial du 15 avril 1811, ait attaché une peine à cette violation de la loi du 9 floréal an xi.

XXX. Aucune loi antérieure au Code d'instruction criminelle n'avait décidé d'une manière positive, que la personne civilement responsable d'un délit, pouvait être traduite en police correctionnelle; mais cela s'observait ainsi dans la pratique.

Cependant, lorsque l'auteur du délit n'y était pas lui-même appelé, on pensait que la personne responsable devait être traduite, à raison de sa responsabilité, devant les Tribunaux civils. M. Merlin, dans ses Questions de droit, tome 2, p. 55, nouvelle édition, cite un arrêt de la Cour de cassation, du 11 juin 1808, qui l'a ainsi jugé.

Aujourd'hui, le Code d'instruction criminelle l'autorise, d'une manière formelle, (art. 190 et 210); aussi fut-il jugé le 5 avril 1811, que la caution de l'adjudicataire d'une coupe de bois, avait été compétemment traduite à la police correctionnelle, pour raison des abus et des malversations commises dans la coupe, quoique l'adjudicataire fût décédé.

XXXI. Sous l'empire de la loi du 19 juillet 1793, qui avait réglé les droits des auteurs, on discuta long-temps sur le point de savoir si la contrefaçon pouvait être poursuivie en police correctionnelle, et si elle pouvait l'être d'office.

La première question souffrit peu de difficulté, attendu que la contrefaçon est un vol, et que tout vol rentre nécessairement dans la disposition des lois pénales.

Mais la seconde en présentait d'assez sérieuses, d'après les termes de la loi du 19 juillet 1793. Cependant elle fut jugée pour l'affirmative, par arrêt du 7 prairial an xi, dans l'affaire du Dictionnaire de l'Académie.

Ces deux questions se trouvent décidées dans le même sens, par les art. 425, 426 et 427 du Code pénal.

XXXII. Mais en matière de banqueroute, y a-t-il lieu à poursuites d'office,

lorsque le failli n'a pas déposé son bilan, et que le Tribunal de Commerce n'a pas déclaré qu'il y a faillite ?

La Cour de cassation a déclaré les poursuites *recevables*, par arrêt du 19 avril 1811, attendu qu'en aggravant ses torts, le failli n'avait pas pu se faire un titre d'impunité; et que d'autre part, le Tribunal de Commerce, par son silence, n'avait pu lier les mains au Ministère public, et lui interdire la poursuite d'un crime avéré.

XXXIII. Deux autres questions relatives s'étaient déjà présentées à juger le 9 mars précédent, au rapport de M. Schwendt de Saint-Etienne.

Il s'agissait de savoir si un créancier qui n'avait pas formé opposition au concordat, dans le délai fixé par l'art. 523 du Code de Commerce, était recevable dans sa plainte en banqueroute :

Et si, dans le cas où il n'y serait pas recevable, le Ministère public était autorisé à suivre d'office contre le prévenu ?

La Cour de cassation décida sur la première de ces questions, que le créancier plaignant s'était rendu non-recevable dans son action, en ne formant pas, dans le délai qui lui était accordé, son opposition au concordat; puisque, par ce moyen, il s'était mis dans la nécessité d'y acquiescer, ce qui le rendait sans intérêt dans les poursuites criminelles à exercer contre le failli.

Mais elle jugea, sur la seconde, que le crime de banqueroute étant un délit indépendant de l'intérêt des créanciers, la poursuite pouvait en être faite d'office.

XXXIV. S'il est des cas où il ne peut y avoir lieu à poursuites d'office, lors même qu'il y a crime, délit ou contravention, il en est d'autres où la partie publique est seule autorisée à agir, comme dans celui de poursuites à exercer contre les contrevenans à la marque d'or et d'argent : il faut en effet pour la régularité de la procédure, en cette matière, que les poursuites aient été faites à la requête du Ministère public. (*Arrêt du 25 avril 1811, au rapport de M. Busschop.*)

XXXV. Celui qui n'est pas personnellement intéressé au délit qui s'est commis, peut le dénoncer à la Justice, et la loi l'oblige même à lui en donner avis, lorsqu'il en a été le témoin, (*art. 30 du Code d'instruction criminelle*); ce que toute autorité constituée à laquelle la connaissance en parvient est également tenue de faire, (*art. 29*). Mais les poursuites contre les délinquans rentrent alors nécessairement et exclusivement dans les attributions du Ministère public.

XXXVI. La règle qui interdit à celui qui n'est pas *personnellement* intéressé à la répression du délit, d'en faire la poursuite de son chef, souffre plusieurs exceptions.

Il est des cas où il suffit de l'intérêt *indirect* que l'on peut avoir à la chose, pour autoriser à en rendre plainte.

Ainsi, le mari sera recevable à poursuivre, à sa requête, la réparation du dommage causé à sa femme ou le père à ses enfans, encore sous sa puissance; et même celui

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

11

qui pourrait avoir été causé à ses domestiques dans leur service. (*Arrêt au rapport de M. de la Chèze, du 26 vendémiaire an XIII.*)

La veuve pourra poursuivre l'assassin de son mari, et le mari l'assassin de sa femme ;

Et les enfans l'assassin de leurs père et mère, lors même qu'ils renonceraient à leur succession.

XXXVII. Mais la femme mariée ne peut former une demande en Justice, pas plus au criminel qu'au civil, sans y avoir été autorisée par son mari ou par la Justice.

C'est ce qu'a jugé un arrêt du 30 juillet 1808, par application de l'art. 215 du Code Napoléon.

D'autres arrêts l'avaient déjà jugé de même, quoique la femme poursuivante fût *séparée de biens*, ou qu'elle fût *marchande publique*.

La femme qui aurait procédé, soit en demandant, soit en défendant, sans y avoir été autorisée de son mari ou par la Justice, serait personnellement recevable à s'en prévaloir, et il y aurait lieu à prononcer l'annulation de l'arrêt sur son recours en cassation : c'est ce qui a été souvent jugé, ainsi qu'on peut s'en convaincre, en recourant aux arrêts des 16 prairial an XIII, 16 juillet 1806 et 29 mars 1808.

Ce dernier arrêt, rendu sur le rapport de M. Zangiacomi, et sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Pons-de-Verdun, est ainsi motivé :

- « Considérant que la femme Demaux étant dans le cas prévu par l'art. 221 du Code Napoléon, n'a pu ester en jugement sans y être autorisée par la Justice ;
- » Que ce moyen d'ordre public n'a pu être couvert par la négligence que cette femme a mise à se faire autoriser ;
- » Que, d'ailleurs, tous ceux qui intentent un procès, doivent s'assurer de la capacité de la personne qu'ils poursuivent, et veiller à ce que les formalités pour la validité des jugemens soient remplies ;
- » Qu'ainsi, la femme Demaux n'ayant pas requis l'autorisation sans laquelle elle était inhabile à se défendre, c'était à sa partie à la provoquer, ou aux Juges à la donner d'office.
- » Considérant qu'en s'écartant de ces principes, le Tribunal de Châteaudun a violé l'article ci-dessus cité,
- » La Cour casse et annule. »

XXXVIII. Mais, pour que le recours en cassation fait à la requête d'une femme mariée soit recevable, elle doit y être autorisée par son mari ou par la Justice.

Lorsqu'elle ne justifie pas de l'autorisation, et que, sur ce motif, ses parties adverses lui opposent une fin de non-recevoir, la Cour de cassation est dans l'usage de lui accorder un délai pour la rapporter. (*Arrêts des 21 germinal et 20 thermidor an XIII.*)

XXXIX. Le défaut d'autorisation ne peut cependant pas fonder un moyen d'annul-

lation des jugemens qui sont favorables à la femme, lorsque ce défaut n'a pas été opposé avant que les jugemens soient intervenus. (*Arrêt du 26 août 1808, motivé sur les dispositions de l'art. 225 du Code Napoléon.*)

XL. L'autorisation n'est pas nécessaire à la femme, lorsqu'elle est défenderesse en matière criminelle, correctionnelle ou de police : c'est le vœu de l'art. 216 du même Code.

Il fut jugé en conséquence, le 24 février 1809, que la femme *défenderesse* qui avait fait défaut à l'audience, avait pu, sans y avoir été autorisée par son mari, ni par la Justice, donner procuration pour revenir par opposition contre le jugement qui l'avait condamnée, attendu qu'elle n'en était pas moins restée défenderesse dans l'instance.

XLI. M. Bourguignon pense que le mineur émancipé peut, sans autorisation, poursuivre la réparation du dommage qui lui a été causé ; et il se fonde sur ce que le Code Napoléon, art. 482, ne lui interdit que l'exercice de ses actions immobilières.

Nous partageons la même opinion ; nous ne pensons même pas que le mineur émancipé soit tenu de se faire assister de son *curateur*, comme dans le cas d'acceptation d'une donation ; l'art. 935 du même Code ayant établi, pour ce cas particulier, un droit spécial.

ARTICLE II.

L'action publique, pour l'application de la peine, s'éteint par la mort du prévenu.

L'action civile, pour la réparation du dommage, peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentans.

L'une et l'autre action s'éteignent par la prescription, ainsi qu'il est réglé au livre II, titre VII, chapitre V de la Prescription.

OBSERVATIONS.

I. Il résulte de la première disposition de cet article, que dans aucun cas et pour raison d'aucun crime ou délit, le procès ne peut être fait à la mémoire d'un prévenu : mais il était juste de réserver à la partie lésée son action en réparation du dommage causé contre les représentans du prévenu décédé.

II. Si la mort du prévenu est arrivée avant qu'il soit intervenu contre lui un jugement de condamnation, la partie qui se prétend offensée doit porter son action devant les Tribunaux civils, puisqu'il ne peut plus être question au procès que de réparations civiles.

Telle est la règle générale.

Voyons si elle ne souffre pas d'exception.

III. Le prévenu a pu décéder *pendant* l'instruction en matière criminelle, mais *avant* le jugement.

Il a pu décéder *depuis* le jugement *contradictoire* ou par *contumace*.

Il a pu décéder *avant* ou *après* qu'il a été statué sur le recours en cassation.

Il a pu décéder *pendant l'instruction*, mais *avant* le jugement rendu en matière correctionnelle ou de simple police.

Il a pu décéder *depuis* le jugement de première instance, et *avant* qu'il ait été statué sur son appel.

La partie civile peut avoir commencé par *introduire* son action devant les Tribunaux civils, et n'avoir fait *qu'intervenir* sur les poursuites d'office.

IV. Si l'affaire s'instruisait au criminel, et que l'accusé fût décédé *avant* qu'il fût intervenu contre lui un jugement de condamnation, il serait hors de doute qu'il ne resterait à la partie offensée que l'exercice de l'action civile; car, en matière criminelle, il ne peut être fait droit sur les demandes de la partie civile qu'à la suite de débats, et les débats ne peuvent s'établir que contradictoirement avec l'accusé, ou qu'ensuite d'une instruction par contumace.

V. Mais si la condamnation de l'accusé avait été prononcée par une Cour d'Assises, et que l'affaire fût encore indécise sur son recours en cassation, lors de son décès, il faudrait y faire statuer dans l'intérêt de la partie civile; car s'il était rejeté, tout se trouverait avoir été jugé au regard des héritiers du condamné, qui ne pourraient recueillir sa succession, sans en acquitter les charges.

Au contraire, si l'arrêt était annulé, comme il ne resterait plus à la partie civile aucun titre à opposer aux représentans de l'accusé, elle devrait se pourvoir, par nouvelle action contre eux, devant les Tribunaux civils.

Mais elle n'aurait aucune nouvelle action à exercer, lors même que l'accusé serait décédé *avant* que l'arrêt eût reçu son exécution, dans le cas où son recours aurait été rejeté.

La partie civile pourrait alors poursuivre l'exécution de l'arrêt contre les héritiers du condamné, huit jours après leur en avoir fait faire la *signification* à personne ou à domicile, sans être tenue de le faire préalablement déclarer exécutoire contre eux. (Art. 877 du Code Napoléon.)

VI. Mais quoique le décret impérial du 18 juin 1811, porte, art. 157, que la condamnation aux frais sera prononcée *solidairement*, il n'en résulte pas que les héritiers du condamné soient tenus solidairement à faire le paiement de ceux adjugés, ni qu'ils puissent y être eux-mêmes solidairement condamnés; car l'article cité ne s'occupe que de la condamnation aux frais à prononcer contre les *auteurs et les complices du même délit*, et contre les personnes qui en sont *civilement respon-*

sables ; et les héritiers du condamné ne sont ni les auteurs, ni les complices du délit, et la loi ne les en a pas déclarés civilement responsables.

C'est dès-lors le cas d'appliquer la disposition de l'art. 873 du Code Napoléon, qui porte, « que les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession, » *personnellement* pour leur part et portion virile, et *hypothécairement* pour le tout. »

Il n'y a donc action contre les héritiers du condamné, pour le recouvrement des sais de Justice et autres adjudications civiles, que dans la proportion dont chacun d'eux a pris part dans la succession, sauf l'exercice de l'action hypothécaire pour le tout, sur les immeubles délaissés par le condamné.

VII. Lorsque l'arrêt de condamnation a été rendu par *contumace*, et que l'accusé est décédé dans les cinq ans, à compter du jour de son exécution, l'art. 31 du Code Napoléon veut que l'accusé soit présumé mort *dans l'intégrité de ses droits*.

Mais la disposition de cet article doit être entendue dans le sens de l'art. 2 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire, *sans préjudice* des droits de la *partie civile* contre les héritiers de l'accusé décédé.

VIII. Si l'accusé n'était décédé *qu'après les cinq ans* depuis l'exécution de l'arrêt qui l'aurait condamné par *contumace*, la partie civile pourrait *exiger* des héritiers le paiement des condamnations qu'elle aurait obtenues, sans qu'il lui fût besoin de se pourvoir par action *nouvelle* contre eux.

La raison de le décider de la sorte se puise dans l'article cité du Code Napoléon, qui n'oblige la partie civile à l'exercice d'une *nouvelle* action contre les héritiers du condamné, que lorsque celui-ci est décédé *dans les cinq ans*.

IX. Lorsque la *partie civile* a usé de la faculté qui lui est accordée de saisir directement les Tribunaux *correctionnels* ou de *simple police*, et que le prévenu est décédé *pendant l'instruction*, peut-elle assigner ses héritiers en reprise d'instance devant le Tribunal saisi, ou faut-il qu'elle les appelle par action nouvelle devant les Tribunaux *civils* ?

S'il n'y avait eu que suspension de l'action civile, sur les poursuites du Ministère public, la partie civile ne ferait que rentrer dans la position où elle se serait volontairement placée, en saisissant les Tribunaux civils : ce serait devant eux qu'elle devrait assigner en reprise les héritiers du prévenu.

X. Mais si la partie civile avait porté *directement* son action devant le Tribunal correctionnel ou de police, devrait-on en dire de même ?

Si elle est dans l'obligation de porter son action au civil, il pourra lui en résulter un grand préjudice ; car la preuve vocale au civil n'est pas toujours admissible ; et le défaut de recevabilité de la preuve, pourra rendre illusoire la demande en dommages-intérêts qu'elle avait compétemment portée contre le prévenu au Tribunal correctionnel ou de police.

Mais ce n'est là qu'une considération qui ne peut pas détruire le principe que l'indemnité prétendue par le plaignant ne peut être prononcée par les Tribunaux correctionnels ou de police, qu'accessoirement à la condamnation à des peines pour raison du délit ou de la contravention dont le prévenu est déclaré convaincu.

XI. Mais lorsqu'il y a eu *jugement de condamnation*, et que le prévenu n'est décédé que pendant l'instruction sur l'appel; que la partie civile ait été partie *principale* en première instance, ou qu'elle n'ait fait qu'*intervenir* sur les poursuites du Ministère public, c'est au Tribunal qui s'en trouve saisi auquel seul il appartient de prononcer sur les intérêts civils des parties; de sorte que les héritiers du prévenu peuvent y être assignés en reprise.

Ainsi l'ont jugé deux arrêts de la Cour de cassation, des 9 prairial an ix et 11 floréal an x.

XII. Cette jurisprudence est fondée sur ce qu'il n'appartient qu'aux Tribunaux chargés de prononcer sur les *appels* en matière *correctionnelle* et de *police*, de connaître du bien ou du mal jugé des sentences rendues en ces matières; et que si l'appellation n'en était pas recevable dans le cas de décès du prévenu, depuis sa *condamnation*, il en résulterait que le jugement devrait être exécuté, ou qu'il devrait être regardé comme non-venu; ce qui ne pourrait arriver sans blesser les intérêts de l'une ou de l'autre des parties.

XIII. Mais en réservant à la partie lésée l'exercice de l'action civile contre les héritiers du prévenu, l'art. 2 du Code d'instruction criminelle y a mis la restriction, que ce ne serait qu'autant que l'action ne serait pas prescrite; et pour l'exécution de cette disposition il s'est borné à renvoyer au chapitre V du titre VII, qui établit les règles à suivre en cette matière.

Nous nous bornerons également à renvoyer à ce chapitre, sur lequel nous aurons d'importantes observations à faire.

XIV. L'art. 2 n'ayant déclaré *éteinte*, dans le cas de décès du prévenu, que l'action pour l'application de la peine, en réservant expressément l'exercice de l'*action civile*, les héritiers du prévenu décédé, peuvent-ils être valablement poursuivis, aux fins de voir prononcer contre eux la *confiscation* encourue par celui qu'ils représentent?

On conçoit aisément qu'il n'est pas question ici de la *confiscation des biens*, qui ne peut jamais être prononcée que comme *accessoire* à la condamnation de l'accusé à des peines afflictives ou infamantes, et dans les cas déterminés par la loi.

La question ne peut se présenter que dans le cas de *confiscation des choses saisies* en contravention; mais sa décision n'en est pas moins d'un grand intérêt pour le Trésor public; car si la confiscation des choses saisies en contravention ne pouvait être prononcée lorsque le prévenu est décédé, il en résulterait qu'il faudrait remettre à ses héritiers, les denrées, marchandises et effets qui auraient constitué le corps du délit.

XV. Pour décider cette question, l'unique point à examiner est celui de savoir si la *confiscation* est une *peine*; car, si c'était une peine, elle se trouverait éteinte par le décès du prévenu.

XVI. Sous l'empire de l'Ordonnance de 1670, il n'y avait aucune loi qui établît des règles fixes sur la nature et l'étendue des confiscations.

Chaque Parlement avait, à cet égard, sa jurisprudence particulière.

L'Assemblée constituante ne pouvait pas laisser les choses dans un pareil chaos : elle devait établir une loi générale sur la matière, et c'est ce qu'elle fit le 11 janvier 1790, en supprimant la confiscation d'une manière absolue.

Aussi ne fut-il pas parlé de confiscation dans le Code pénal de 1791.

XVII. Bientôt on s'aperçut que cette mesure n'avait pas été assez réfléchie, et les confiscations furent successivement rétablies;

Elles le furent d'abord relativement aux choses saisies en contravention; puis contre les faux-monnayeurs, et contre les condamnés pour crimes attentatoires à la sûreté de l'Etat.

Le Code pénal les a maintenues, mais sans rien laisser à l'arbitraire;

Il a voulu qu'elles ne pussent être prononcées que dans les cas *déterminés par la loi*. (Art. 37.)

XVIII. Cette discussion, purement historique, ne décide pas la question présentée sous le N.^o 14, et qui consiste à savoir si c'est comme *peine* que la confiscation doit être prononcée.

S'il n'a pas été apporté de changement par la nouvelle législation, aux principes adoptés sous l'ancienne, nous sommes autorisés à penser que la confiscation n'est pas une peine proprement dite, mais une simple indemnité; et nous nous fondons, à cet égard, sur un arrêt rendu par la Cour de cassation le 11 messidor an XII, dont voici l'espèce :

Un individu avait été présenté aux débats sur prévention de crimes de meurtre et de fausse-monnaie.

Comme *meurtrier*, il était passible d'une condamnation à *vingt ans de fers*.

Comme *faux-monnayeur*, il ne l'était que d'une condamnation à *quinze années*; mais avec *confiscation de biens*.

La peine la plus forte devait seule être prononcée, et le condamné prétendait que la peine la plus forte était celle qui devait lui faire subir *vingt années de fers*; quo dès-lors la confiscation de ses biens ne pouvait être prononcée, puisqu'elle ne se rattachait qu'aux *quinze années de fers* dont il ne pouvait être question.

Mais la Cour de cassation jugea que la *confiscation des biens* n'était pas une peine proprement dite; qu'elle n'était que l'indemnité du dommage causé au Trésor public, par l'émission de fausses-monnaies.

La Cour décida, par suite de ce principe, que la confiscation avait pu être *cumulativement* prononcée avec la peine de *vingt années de fers*.

XIX. Ce qui fut jugé par cet arrêt, sur la confiscation des biens, le fut les 9 prairial an ix, 11 floréal an x, et 6 février 1807, sur la confiscation des choses saisies, ce qui n'aurait pu arriver, si la confiscation avait été considérée comme une peine, puisque les héritiers ne peuvent être tenus que des simples réparations civiles.

XX. Le Code Napoléon ne s'est occupé des confiscations dans aucun de ses articles.

Le Code d'instruction criminelle n'en a parlé que transitoirement en s'occupant de la manière dont le recouvrement devait s'en faire.

Le Code pénal renferme au contraire une foule d'articles qui y sont relatifs; et l'art. 464 de ce Code est le seul qui semble avoir mis la confiscation des choses saisies au nombre des peines de police.

XXI. Dans la nomenclature des peines *afflictives, infamantes et correctionnelles* dont il est parlé aux art. 7, 8 et 9, on ne voit pas figurer la confiscation.

On voit même, art. 7, que la *marque* et la *confiscation des biens* peuvent être prononcées *cumulativement* avec les *peines afflictives*; ce qui les place dans une catégorie particulière.

La *marque* n'est en effet qu'un mode d'exécution de l'arrêt de condamnation.

Elle est de même nature que l'était l'exposition du condamné, sous l'empire du Code pénal de 1791;

Et la Cour de cassation jugeait, sous l'empire de ce Code, que ce n'était qu'un mode d'exécution. (*Arrêts des 10 et 11 juin 1808.*)

XXII. Si l'art. 464 semble mettre au nombre des *peines de police*, la confiscation des objets saisis, c'est plutôt par simple assimilation à une peine, que comme en constituant une véritable; car, s'il avait été dans l'intention du Législateur d'établir comme *peine* la confiscation *des choses saisies*, il aurait fait un devoir aux Tribunaux de police de la prononcer, tandis que l'art. 470 leur laisse toute faculté à cet égard.

Ne serait-il pas d'ailleurs inconséquent de penser que ce qui constituerait une véritable peine en matière de *police*, ne pourrait cependant être considéré que comme une simple indemnité, en matière *criminelle* et *correctionnelle*?

XXIII. Nous devons ajouter, que l'art. 464 ne parle que de la confiscation des *choses saisies*; et qu'il n'a pu entrer dans l'esprit du Législateur, que le décès du prévenu pût empêcher de prononcer, contre ses héritiers, des confiscations de ce genre, qui ont toujours pour objet les choses constitutives de la contravention.

XXIV. Mais les frais de poursuite peuvent-ils être exigés des héritiers du prévenu ou de l'accusé décédé?

XXV. Lorsque l'accusé est décédé avant que sa condamnation ait été prononcée par un jugement en dernier ressort, on a constamment tenu que les frais de poursuite ne peuvent pas être réclamés contre ses héritiers, sauf à la partie civile d'exercer son action en dommages-intérêts contre eux, et à y faire entrer, sous forme d'indemnité, les frais faits à sa requête.

XXVI. En matière correctionnelle et de police, les frais de poursuites faites à la diligence du Ministère public, ne pourraient non plus être réclamés contre les héritiers du prévenu décédé, s'il n'était pas intervenu contre lui un jugement de condamnation en dernier ressort; mais ceux faits par la partie civile devraient lui être adjugés comme accessoires des condamnations principales qu'elle obtiendrait contre eux.

XXVII. S'il était intervenu un jugement, ou un arrêt de condamnation en dernier ressort contre l'accusé ou le prévenu, le Trésor public pourrait exiger de ses héritiers les frais de poursuite, lors même qu'il y aurait eu recours en cassation, si le recours avait été rejeté.

XXVIII. Si l'arrêt avait été rendu par *contumace*, les héritiers de l'accusé qui serait décédé dans les cinq années, ne seraient pas tenus de les payer, sauf l'action en indemnité de la partie civile.

XXIX. Si l'accusé n'avait été condamné qu'à une *peine* et aux *frais* sur poursuites *d'office*, sans que la partie civile fût intervenue au procès, et qu'il ne fût décédé qu'après s'être pourvu en cassation, devrait-il être prononcé sur son recours?

On peut dire pour la négative, que l'action pour l'application de la peine, se trouvant éteinte, et que la condamnation aux frais n'en étant que l'accessoire, il devient inutile de s'occuper du point de savoir si la procédure a été régulièrement instruite, si la peine a été justement appliquée.

La Section criminelle de la Cour de cassation, déterminée par ces motifs, déclara, le 28 août 1807, qu'il n'y avait pas lieu à statuer sur le recours.

Mais la Section civile jugea, le 16 janvier 1811, au rapport de M. Rousseau, que les héritiers du condamné qui s'était pourvu, et qui était décédé *avant* qu'il eût été prononcé sur son recours, pouvaient être contraints au remboursement des frais, lorsque le recours avait été rejeté, quoique la condamnation eût été prononcée sur des poursuites faites d'office.

Ce dernier arrêt est plus dans les principes; car ce n'est que la peine, proprement dite, que l'art. 2 considère comme non-avenue, et non les condamnations *civiles*, telles que les dommages-intérêts, restitutions et frais.

Nous estimons donc que le décès du condamné, qui s'est pourvu en cassation, ne

peut pas lier la Cour, et qu'elle doit statuer, après avoir entendu la défense des héritiers lorsqu'ils se présentent.

XXX. La Section criminelle de la Cour de cassation eut à juger, le 5 décembre 1806, une autre question relative au recouvrement des frais contre les héritiers d'un condamné, poursuivis à la requête de l'Administration de l'enregistrement et des Domaines, dans l'espèce suivante :

Le nommé Fournel avait été traduit à la Cour spéciale du département de la Meuse, qui avait reconnu sa compétence.

Elle avait de suite procédé au jugement de l'accusé, et elle avait prononcé sa condamnation.

Cet arrêt était devenu irrévocable, par la confirmation de celui de compétence ; mais l'arrêt confirmatif n'était pas encore parvenu sur les lieux, lorsque Fournel décéda ; de sorte qu'il n'avait pu recevoir son exécution.

L'Administration des Domaines décerna des contraintes pour le remboursement des frais de poursuite, contre les représentans de Fournel, qui se pourvurent devant la Cour spéciale, pour faire dire qu'ils demeureraient déchargés du remboursement des frais auxquels leur auteur avait été condamné.

La Cour spéciale prononça cette décharge. Il y eut recours contre son arrêt qui fut annulé, sur le rapport de M. Vergès ;

« Attendu que la compétence des Cours de Justice criminelle et spéciale est circonscrite par les lois, dans la connaissance des crimes dont il y est fait mention ;
 » Que les contestations purement civiles qui peuvent s'élever, soit par suite d'événemens postérieurs aux arrêts de ces Cours, soit relativement à l'exécution de ces arrêts, quant aux restitutions et indemnités, rentrent dans la compétence des Tribunaux ordinaires. »

On ne trouve pas d'autres motifs dans les considérans de l'arrêt de cassation.

Mais, par avis du Conseil-d'Etat, du 20 fructidor an XIII, approuvé par l'Empereur le 26 du même mois, il avait été décidé que *le condamné par arrêt irrévocable, qui décède avant son exécution, n'est libéré que de la peine proprement dite, et non du remboursement des frais, qui peut être poursuivi sur ses biens et contre ses héritiers.*

La Cour de cassation n'avait dès-lors plus rien à juger sous ce rapport.

XXXI. Mais sous un autre point de vue, son arrêt a jugé une question fort importante ; et c'est pour cela que nous en avons rapporté fidèlement les dispositions.

Il en résulte très-positivement, en effet, que les Tribunaux criminels ne peuvent pas connaître, quant aux intérêts civils, de l'exécution de leurs jugemens.

XXXII. Un condamné par la voie criminelle pourrait être décédé dans le délai que la loi lui accorde pour déclarer son recours, mais avant de l'avoir déclaré.

L'arrêt, en pareil cas, n'est point irrévocable, et ne peut pas le devenir.

Il n'y aurait pas lieu dès-lors à faire application de l'avis du Conseil-d'Etat du 23 fructidor an XIII.

Ce serait comme s'il n'était intervenu aucun jugement de condamnation.

XXXIII. Quoique la voie de la contrainte par corps ait lieu pour le recouvrement des frais de justice, en matière *criminelle*, *correctionnelle* et de *police*, ainsi que cela résulte des dispositions du décret impérial du 20 septembre 1809, ils ne pourraient cependant être exigés, par cette voie, *des héritiers* du condamné, car ce n'est que *par action civile* qu'ils peuvent être poursuivis et condamnés à en faire le remboursement; et l'art. 2063 du Code Napoléon n'autorise la contrainte par corps, en matière civile, que lorsqu'elle a été formellement prononcée par la loi.

Il importe peu que les héritiers soient personnellement condamnés sur assignation en reprise d'instance : ce n'en est pas moins une condamnation *civile* qui est prononcée contre eux, puisqu'elle ne l'est, ni contre le *délinquant*, ni contre la *personne civilement responsable* du délit ou de la contravention; mais contre les *héritiers du prévenu*, qui ne sont tenus d'en faire le paiement *qu'en cette qualité*.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé par arrêt du 18 mars 1809 (1).

XXXIV. Nous aurions regardé non-seulement comme *inutile*, mais même comme *absurde*, de faire observer que le *décès* de l'auteur du crime ne peut pas produire l'effet d'arrêter les poursuites contre *ses complices*, si un Tribunal n'avait élevé des doutes sur une question aussi simple, et si ses doutes n'avaient été portés à la Convention nationale.

Cette assemblée passa à l'ordre du jour, par son décret du 26 thermidor an 2, motivé,

« Sur ce que c'était se jouer de la justice, que d'en arrêter le cours par de semblables doutes. »

XXXV. On n'aura plus dorénavant à craindre de semblables écarts de la part des Tribunaux, auxquels l'art. 4 du Code Napoléon *défend de refuser de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi*, sous peine d'être poursuivis comme coupables de déni de justice.

(1) Pour le règlement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police, il faut recourir au décret impérial du 18 juin 1811.

Ce décret est très-bon à lire en entier, car il ne renferme pas un *simple règlement* pour la taxe des frais de Justice, mais plusieurs dispositions *législatives* que nous indiquerons dans le cours de cet ouvrage.

ARTICLE III.

L'action civile peut être poursuivie en même temps, et devant les mêmes Juges que l'action publique.

Elle peut aussi l'être séparément; dans ce cas, l'exercice en est suspendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est emprunté en entier du Code de brumaire an iv; et son texte est si clair, que son application ne semblerait devoir présenter aucune difficulté.

Cependant il reçoit une première exception tirée de l'art. 600 du Code de Commerce, portant, que les actions civiles, autres que celles dont il est parlé dans l'art. 598, resteront séparées, sans qu'elles puissent être attirées, attribuées, ni évoquées au Tribunal de police correctionnelle, ni aux cours de Justice criminelle.

II. Les actions civiles dont il est parlé dans l'art. 598, sont celles formées en réintégration à la masse des créanciers, des biens, droits et actions frauduleusement soustraits, et le paiement envers ladite masse des dommages-intérêts égaux à la somme dont on a cherché à la frauder.

Toutes les autres doivent être poursuivies par simple action civile.

Les dispositions de l'art. 600 du Code de Commerce forment une loi spéciale, à laquelle il n'a pas été dérogé par l'art. 3 du Code d'instruction criminelle; elle doit continuer à recevoir son exécution.

III. La banqueroute frauduleuse étant punie de peines afflictives et infamantes, doit être poursuivie d'office, par la voie criminelle, à la diligence du Procureur-Impérial, sur la notoriété publique ou sur la dénonciation, soit des Syndics, soit des créanciers. (Art. 595.)

Elle doit l'être non-seulement contre son auteur, mais contre ses complices; de sorte qu'il est important, pour la règle de conduite des Procureurs-Impériaux, de bien se pénétrer de ce qui constitue la banqueroute et la complicité en cette matière.

L'art. 593 répute banqueroutier frauduleux, et ordonne de poursuivre comme tel, tout commerçant failli qui se trouvera dans un ou plusieurs des cas suivans; savoir :

« 1.° S'il a supposé des dépenses ou des pertes, ou ne justifie pas de l'emploi de toutes ses recettes;

- » 2.° S'il a détourné aucune somme d'argent, aucune dette active, aucunes
 » marchandises, denrées ou effets mobiliers ;
- » 3.° S'il a fait des ventes, négociations ou donations supposées ;
- » 4.° S'il a supposé des dettes passives et collusoires entre lui et des créanciers
 » fictifs, en faisant des écritures simulées, ou en se constituant débiteur, sans
 » cause ni valeur, par des actes publics ou par des engagements sous signature
 » privée ;
- » 5.° Si, ayant été chargé d'un mandat spécial, ou constitué dépositaire d'ar-
 » gent, d'effets de commerce, de denrées ou marchandises, il a, au préjudice du
 » mandat ou du dépôt, appliqué à son profit les fonds ou la valeur des objets
 » sur lesquels portait soit le mandat, soit le dépôt ;
- » 6.° S'il a acheté des immeubles ou des effets mobiliers à la faveur d'un prête-
 » nom ;
- » 7.° S'il a caché ses livres. »
- « Et l'art. 594, que ceux-là *peuvent* être poursuivis comme banqueroutiers
 » frauduleux, qui n'ont pas tenu de livres, ou dont les livres ne présenteraient pas
 » leur véritable situation active et passive.
- » Celui qui, ayant obtenu un sauf-conduit, ne se serait pas représenté à la
 » Justice. »
- « Art. 597. Seront déclarés *complices* des banqueroutiers frauduleux, et seront
 » condamnés aux mêmes peines, les individus qui seront convaincus de s'être
 » entendus avec le banqueroutier pour receler ou soustraire tout ou partie de ses
 » biens-meubles ou immeubles ; d'avoir acquis sur lui des créances fausses, et qui,
 » à la vérification et affirmation de leurs créances, auront persévéré à les faire
 » valoir comme sincères et véritables. »
- « Les art. 555 et 556 déclarent aussi *complices* des banqueroutiers frauduleux,
 » la *femme* du prévenu qui aurait détourné, diverti ou recelé des effets mobiliers
 » portés en l'art. précédent, des marchandises, des effets de commerce, de l'ar-
 » gent comptant. »
- » Et celle qui aurait prêté son nom ou son intervention à des actes faits par le
 » mari en fraude de ses créanciers. »
- Voilà pour ce qui concerne la banqueroute *frauduleuse* et sa *complicité*.

IV. Mais la banqueroute frauduleuse n'est pas la seule que le Procureur-Impé-
 rial soit chargé de poursuivre d'office.

L'art. 588 le charge également de poursuivre le *banqueroutier simple* devant le
 Tribunal correctionnel.

« Le banqueroutier simple est celui qui se trouvera dans l'un ou plusieurs des
 » cas suivans ; savoir :

- » 1.° Si les dépenses de sa maison, qu'il est tenu d'inscrire mois par mois sur
 » son livre-journal, sont jugées excessives.

- » 2.° S'il est reconnu qu'il a consommé de fortes sommes au jeu, ou à des opérations de pur hasard ;
- » 3.° S'il résulte de son dernier inventaire , que son actif étant de 50 pour 100 au-dessous de son passif, il a fait des emprunts considérables, et s'il a revendu des marchandises à perte ou au-dessous du cours ;
- » 4.° S'il a donné des signatures de crédit ou de circulation pour une somme triple de son actif, selon son dernier inventaire. » (Art. 586.)
- » Pourra aussi être poursuivi comme *banqueroutier simple*, et être déclaré tel, le failli qui n'aura pas fait au greffe la déclaration prescrite par l'art. 440.
- » Celui qui, s'étant absenté, ne se sera pas présenté en personne aux *agens* et aux *syndics* dans les délais fixés, et sans empêchement légitime ;
- » Celui qui présentera des livres irrégulièrement tenus, sans néanmoins que les irrégularités indiquent de fraude, ou qui ne les présentera pas tous ;
- » Celui qui, ayant une société, ne se sera pas conformé à l'art. 440. (Art. 587.)»

V. Le Code de Commerce ne prévoit pas le cas de *complicité* en *banqueroute simple* ; ce qui peut faire supposer que le Législateur n'a pas cru qu'aucun acte pût la constituer, lorsqu'on voit sur-tout que dans son art. 597, il a grand soin de déterminer tous les genres de *complicité* de la *banqueroute frauduleuse*, et qu'il s'en était déjà occupé dans les articles 555 et 556.

Nous ne voyons pas trop, en effet, comment pourrait s'établir la *complicité* en matière de *banqueroute simple*, puisque les faits qui peuvent la constituer, aux termes des art. 586 et 587, sont tous du fait personnel du *failli*.

Cependant, dans le cas de la *faillite* d'une société, tous les *associés* pourraient y avoir *coopéré*, mais ils en seraient tous les *auteurs* et non les *complices*.

On oppose que, par suite de ce système, des personnes sans ressources pourraient souscrire, sans aucun risque, des effets de commerce en faveur du *failli*, et par ce moyen tromper la foi publique.

La réponse est que le Code n'a pas mis au nombre des circonstances qui peuvent faire condamner un *failli* comme *banqueroutier simple*, la circulation d'effets qu'il aurait fait signer par des personnes qui ne présenteraient aucune solvabilité personnelle.

Les conséquences en auraient été trop dangereuses.

Les personnes les plus solvables auraient hésité d'endosser des effets, dans la crainte d'être poursuivis devant les Tribunaux, comme complices des *faillis*, et de se trouver dans l'obligation de mettre à découvert leurs opérations de commerce, pour établir leur solvabilité.

Lorsque des personnes insolvables s'entendent ainsi avec le *failli* pour tromper la confiance, elles s'exposent à être poursuivies comme complices d'*escroquerie* ; mais

elles ne peuvent l'être comme complices de *banqueroute*, puisque l'effet de pareilles signatures données et reçues, n'est pas, d'après le Code, une circonstance constitutive de la *banqueroute*.

Cependant, si les faits de *complicité* imputés au prévenu, rentraient dans les principes généraux de la complicité, tels qu'ils sont établis en l'art. 60 du Code pénal, nous ne ferions aucun doute, qu'il pût être déclaré complice, et que les mêmes peines à prononcer contre le banqueroutier dussent lui être appliquées.

Tout ce qu'on peut conclure de ce que le Code de Commerce n'a établi aucun genre particulier de complicité de *banqueroute simple*, c'est qu'à cet égard les choses sont restées dans les termes du droit commun; et de droit commun, toute personne qui se rend complice d'un *crime* ou d'un *délit*, par des faits réputés capables de constituer la complicité, doit être poursuivie et punie, en cette qualité, des mêmes peines que l'auteur du crime ou du *délit*. (Art. 59, *ibid.*)

VI. Il n'y a que le *failli* contre lequel il ne peut être pris que la voie civile.

VII. Celui qui manque à ses engagements est un *failli*, un banqueroutier *simple*, ou un banqueroutier *frauduleux*.

Le commerçant qui manque à ses paiemens, mais qui a rempli toutes les formalités exigées par la loi, est un *failli*.

Celui-là est un banqueroutier *simple*, qui se trouve dans l'un des cas prévus aux art. 586 et 587.

Celui-là est un banqueroutier *frauduleux*, qui rentre dans les dispositions des art. 593 et 594.

VIII. La Société est si intéressée à la répression de ce genre de crime, que les Procureurs-Impériaux doivent mettre au nombre de leurs premiers devoirs, la surveillance la plus active, pour en atteindre les auteurs et leurs complices; ce qui est le seul moyen d'arrêter ce torrent dévastateur, et de rassurer le commerce qui fait la prospérité des Empires.

C'est pour se conformer à ce vœu du Législateur, que M. Courtin, Procureur-Impérial près le Tribunal de première instance de Paris, a fait une instruction pour les Agens, Syndics provisoires et définitifs des faillites.

Ce Magistrat nous a autorisés à l'imprimer en note dans cet ouvrage (1).

(1) Instructions pour MM. les Agens, Syndics provisoires et définitifs.

L'article 488 du Code de Commerce impose aux Agens, aux Syndics provisoires et définitifs l'obligation de remettre, dans la huitaine de leur entrée en fonctions, au Magistrat de sûreté,

IX. On mit en question, sous l'empire du Code de brumaire an 4, si la partie lésée, qui avait commencé par exercer son action au *civil*, était autorisée à *intervenir* sur l'action publique.

(aujourd'hui à M. le Procureur-Impérial), « un *mémoire ou compte sommaire de l'état apparent de la faillite, de ses principales causes et circonstances, et des caractères qu'elle paraît avoir.* »

L'article 489 autorise ce Magistrat à assister à la rédaction de tous les actes de la faillite, et à se faire donner tous les renseignements qui en résultent.

Il convient de fixer comment il faut entendre et exécuter ces dispositions.

Dans le délai de huit jours, la loi veut que MM. les Agens adressent à M. le Procureur-Impérial, un compte sommaire de l'état apparent de la faillite. Si ce mémoire était composé, dans des termes vagues et généraux, il rendrait illusoire la surveillance que ce Magistrat doit exercer; et de la part de MM. les Agens, ce ne serait pas exécuter, mais éluder les dispositions de la loi.

Ce compte sommaire doit énoncer :

1.^o Sur quelle réquisition les scellés ont été apposés; si les registres ont été extraits, cotés et paraphés par le Juge-de-peace, et remis à MM. les Agens.

2.^o Si le failli est en fuite, ou si, conformément aux dispositions de l'art. 455, et en exécution du jugement qui le déclare en faillite, il est en dépôt dans la maison d'arrêt pour dettes, ou sous la garde d'un officier de police, ou de justice, ou d'un gendarme.

3.^o La nature de son commerce, le genre de ses spéculations, la cause aperçue de sa faillite.

4.^o Ce que MM. les Agens pensent de sa moralité personnelle; s'il a consommé de fortes sommes au jeu; s'il a fait des opérations de pur hasard; s'il a emprunté des sommes considérables depuis que, par son inventaire, il a dû savoir que son actif était de cinquante pour cent au-dessous de son passif; s'il a vendu des marchandises à perte et au-dessous du cours; s'il a donné des signatures de crédit et de circulation pour une somme triple de son actif.

5.^o S'il y a quelque prévention de fraude, de soustraction d'une partie du mobilier, des marchandises; s'il a acquis des immeubles sous des noms supposés, ou s'il a simulé des dettes.

Ce compte doit sur-tout indiquer dans quel état se trouvent les registres; si les écritures ont été régulièrement passées; si les dépenses de la maison sont inscrites mois par mois; s'il existe des inventaires; si le journal est timbré, coté, paraphé; si enfin ces registres paraissent avoir été fabriqués récemment et pour le besoin de la faillite.

En supposant que MM. les Agens ne réunissent pas, dans les premiers momens, des données certaines sur tous ces points, ils peuvent au moins émettre une opinion quelconque.

Il peut arriver que les faillis aient préparé leur bilan avant de déclarer leur faillite, et qu'ils le remettent à MM. les Agens; ceux-ci doivent en joindre, au compte sommaire, une copie signée du failli, et certifiée conforme par eux.

Lorsque ce sont les Agens qui ont confectionné le bilan, ils en adressent une pareille copie à M. le Procureur-Impérial, en lui faisant connaître sur quels notions et renseignements ils sont parvenus à l'établir.

En cessant leurs fonctions, ils ne peuvent se dispenser de désigner à M. le Procureur-Impérial les noms, professions et demeures des Syndics provisoires qui leur succèdent,

X. Pour la décider d'une manière affirmative, il aurait fallu supprimer de l'art. 8 de ce Code, la disposition portant que l'exercice de l'action civile *est suspendu*, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé *définitivement* sur l'action publique; car ce ne serait plus une simple *suspension*, si l'action civile, comme l'action publique, pouvait être jugée par le même arrêt, sur l'intervention de la partie qui aurait commencé par exercer son action au *civil*.

XI. Aussi la Cour de cassation jugeait-elle sous l'empire de ce Code, que celui qui avait formé sa demande devant les Tribunaux civils, n'était plus recevable à *intervenir* devant les Tribunaux *criminels*, *correctionnels* ou de *police* saisis par l'exercice de l'action publique. C'est ce qu'elle décida notamment par son arrêt du 18 messidor an xii, dont voici les considérans :

« Attendu que Brasy ayant pris la voie *civile*, avait évidemment *renoncé* à la voie *criminelle* ;

» Que la loi lui imposait l'obligation d'attendre *qu'il eût été statué* sur l'action *publique*, pour *reprandre* la suite de son action *civile* qui avait été suspendue ;

« Qu'il y a par conséquent violation de loi dans la partie du jugement, par laquelle *l'intervention* de Brasy a été *reçue*. »

La loi veut que MM. les Syndics provisoires adressent à leur tour, dans la huitaine de leur entrée en fonctions, un compte sommaire.

Les opérations étant plus avancées, les renseignemens qu'ils ont à fournir doivent être plus détaillés, plus exacts, plus certains. Outre les points indiqués aux Agens, sur lesquels les Syndics doivent aussi s'expliquer, ceux-ci chargés de faire lever les scellés, de faire procéder à l'inventaire des marchandises, indiqueront également ce qu'ils auront découvert, sous ces scellés, dans la correspondance ; s'ils ont conçu des soupçons sur la sincérité de quelques créances.

Ils doivent prévenir le Procureur-Impérial du jour qui sera fixé pour former l'assemblée des créanciers, soit afin de proposer un concordat, ou de former un contrat d'union. Si le concordat est proposé, ils avertiront s'il a été accepté ou refusé par les créanciers ; ils diront quel motif a déterminé le refus de la masse ou de partie des créanciers.

Si c'est un contrat d'union qui intervient, MM. les Syndics provisoires sont invités à faire connaître les noms des Syndics définitifs, avec désignation de leurs demeures et professions :

Aux termes du même article 448, MM. les Syndics définitifs doivent aussi adresser au Procureur-Impérial un compte sommaire d'après les bases indiquées pour celui des Agens et Syndics provisoires, sans que la détermination des premiers influe sur la manière de voir de ceux qui leur ont succédé.

Ce compte indiquera le nom du Caissier choisi pour recevoir le produit des recouvrements, sa demeure, sa profession, et les raisons qu'on peut avoir de croire à sa solvabilité ; le détail des immeubles à vendre ; la somme à titre de secours demandée pour le failli sur ses biens, et accordée par le Tribunal de Commerce, avec la date du jugement qui aura été rendu.

XII. L'art. 3 du Code d'instruction criminelle étant conçu dans les mêmes termes que l'était l'article relatif du Code de brumaire an iv, la jurisprudence établie par l'arrêt du 18 messidor an xii, y trouve nécessairement son application.

XIII. Vainement opposerait-on que l'art. 67 du Code d'instruction criminelle autorise le plaignant à se rendre partie civile *en tout état de cause*; cet article est nécessairement subordonné à l'art. 3; il ne peut être entendu que dans le sens où, d'après cet article, il peut recevoir son exécution.

L'art. 67 ne parle d'ailleurs que du *plaignant*, ce qui ne peut s'appliquer à celui qui a porté son action devant les Tribunaux civils: car, celui-ci est un *demandeur* et non pas un *plaignant*; il ne peut ainsi changer de qualité à volonté.

XIV. La règle générale établie par l'arrêt du 18 messidor an xii, n'est pas néanmoins sans exception.

Si les Tribunaux civils avaient été saisis par une demande dont les éléments auraient paru absolument civils, et qui n'auraient acquis le caractère du crime que par l'instruction, on ne pourrait opposer aucune fin de non-recevoir à la partie civile qui interviendrait sur l'action introduite, à la requête du Ministère public, devant les Tribunaux criminels.

C'est ce que développe très-bien l'Auteur du nouveau Répertoire de Jurisprudence, tome III, page 416, première colonne.

Le motif de l'opinion adoptée par l'Auteur de cet ouvrage, est que *la voie civile ne peut exclure la voie criminelle, qu'autant qu'elle a été prise avec choix et en connaissance de cause*; de sorte que celui qui aurait formé au civil, contre son mandataire, une demande en restitution de titres emportant obligation ou décharge, n'en serait pas moins recevable dans la *plainte* qu'il porterait en *destruction* de titres, s'il avait *ignoré* cette destruction lors de la demande qu'il avait portée devant les Tribunaux civils, et qu'elle ne se fût trouvée acquise que par le résultat de l'instruction.

XV. Pour que l'action civile puisse être exercée *en même temps* que l'action publique, et devant les mêmes Juges, il faut que la demande formée par la partie civile procède précisément *du même fait* que celui qui sert de base à l'exercice de l'action publique, et qu'elle en soit une *conséquence nécessaire*.

C'est ce que la Cour de cassation a formellement jugé par son arrêt du 3 février 1809, en refusant au sieur Amelin l'exercice de l'action civile devant un Tribunal correctionnel, pour le fait d'*usure* qu'il reprochait au nommé Desjardin, quoiqu'il se plaignît d'une lésion personnelle qu'il imputait au prévenu.

Ce n'est en effet que *l'habitude* de l'*usure* qui constitue le véritable délit d'*usure* aux termes de la loi du 3 septembre 1807, et *l'habitude de l'usure* ne peut se constituer que par une réunion de faits qui ne permet pas qu'elle reste personnelle à aucun des individus que l'*usure* a pu atteindre.

XVI. Par le même arrêt, la Cour de cassation décida que la partie publique elle-même n'avait le droit d'introduire l'action pour fait *d'usure*, que lorsqu'elle résultait de plusieurs jugemens rendus au *civil* contre le prévenu, attendu que cette série de jugemens pouvait seule le mettre en prévention de l'*habitude* de l'*usure*.

XVII. Si la partie lésée laisse juger l'affaire par les Tribunaux criminels, correctionnels ou de police, sans y *intervenir*, elle ne peut plus introduire compétemment son action que devant les Tribunaux civils.

XVIII. De ce que la partie qui se prétend lésée, et qui a saisi le Tribunal civil de sa demande en indemnité, n'est plus recevable dans l'exercice d'une nouvelle action au criminel, on ne doit pas en conclure qu'elle ne puisse, dans aucun cas, revenir par action *civile*, après avoir porté sa plainte ou s'être rendue partie intervenante devant les Tribunaux *criminels, correctionnels ou de police*, sur l'action publique exercée à la requête du Ministère public.

L'art. 429 du Code d'instruction criminelle, non-seulement l'y autorise, mais lui impose même l'obligation de le faire, si elle veut donner suite à son action, lorsque, sur le recours en cassation, le jugement ou l'arrêt attaqué a été annulé au seul chef concernant les intérêts civils.

XIX. Il est un autre cas où les Tribunaux correctionnels ou de police, quoique compétemment saisis, d'après la nature de la prévention, doivent surseoir au jugement : ce cas est celui où le prévenu fonde sa défense sur une question *préjudicielle*.

Mais pour qu'il y ait question *préjudicielle*, il faut que le fait qui la constitue, venant à être établi, ne laisse plus aucune prévention possible de crime, de délit ou de contravention.

XX. Ainsi, lorsque le prévenu se présente à la Justice, et qu'en convenant du fait qui lui est imputé, il soutient avoir été dans le droit d'agir comme il l'a fait, le Tribunal saisi doit examiner si le fait constitue par lui-même un délit, ou s'il n'en constituerait un que dans le cas où le prévenu aurait été sans droit et sans qualité.

Si le fait imputé au prévenu constitue un délit indépendant de tout droit qu'il pourrait avoir à la chose, il n'y a pas lieu à surséoir.

Mais il doit nécessairement être sursis, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur la question *préjudicielle*, si le droit que le prévenu prétend avoir à la chose, se trouvant établi, peut justifier son action.

XXI. La question de savoir s'il y a question *préjudicielle*, est donc toute de *fait* : il n'y a de constant que le point *de droit* ; c'est-à-dire, que le sursis au jugement doit être prononcé, toutes les fois qu'il se présente une véritable question *préjudicielle*.

Cependant, comme dans cette matière, le *droit* s'identifie souvent avec le *fait*, il ne sera pas inutile d'entrer dans quelques détails sur les faits qui peuvent cons-

tuer ou qui sont insuffisants pour constituer une question préjudicielle; et sur ce point, nous ne pouvons mieux faire que de consulter la jurisprudence de la Cour de cassation.

XXII. Nous observerons néanmoins, avant d'entrer dans cette discussion, que quelquefois en prononçant le sursis, le Tribunal saisi peut ordonner provisoirement que les lieux seront remis en état, ce qui dépend des circonstances plus ou moins impérieuses qui peuvent se présenter.

C'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 10 mai 1811, au rapport de M. Brillat-Savarin, en rejetant le recours formé contre un jugement, par lequel, en prononçant le sursis, le Tribunal avait ordonné, sans préjudice du droit des parties, qu'un chemin serait désencombré, ce qui devenait d'une nécessité absolue, pour que les communications ne fussent pas interceptées.

Les Tribunaux ne doivent néanmoins user de ce droit qu'avec une grande circonspection, et lorsque l'état des choses et l'intérêt public l'exigent; car, dans la rigueur du droit, lorsqu'il y a question préjudicielle, le juge saisi qui prononce le sursis, se trouve incompétent, *dans l'état*, pour statuer même provisoirement. (*Arrêt du 19 février 1808, au rapport de M. Minier.*)

XXIII. Tous les arrêts intervenus sur cette matière, ont consacré deux principes que l'on ne doit pas perdre de vue dans l'examen de semblables questions.

Le premier, que la question préjudicielle ne peut résulter que de faits *antérieurs* au crime, au délit, ou à la contravention imputée à celui qui l'oppose. Le second, que le fait qui la constitue dépend uniquement d'*appréciation de titres* et de questions *indépendantes* du crime, du délit ou de la contravention.

XXIV. Le sieur *Biglione* avait été cité devant un Tribunal de police, sur la prévention d'avoir coupé un mûrier que le demandeur soutenait exister sur un terrain communal, et il alléguait que le mûrier qu'il avait coupé, était planté sur son propre terrain; ce qui aurait suffi pour *justifier* l'action qui lui était reprochée, si le fait avait été *prouvé*.

Le Tribunal de police, au lieu de *surseoir* jusqu'à ce qu'il eût été prononcé par les Tribunaux civils sur cette exception péremptoire, avait condamné le défendeur à l'amende, à l'indemnité et aux frais.

Mais sur le recours en cassation du sieur *Biglione*, le jugement fut annulé, « attendu que la coupe du mûrier en question ne constituait pas essentiellement un » délit, puisque, s'il était vrai que le réclamant l'eût coupé sur son propre terrain, » il n'aurait pu commettre aucune contravention. »

Cet arrêt fut rendu au rapport de M. Vasse de Saint-Ouen, le 30 août 1810.

XXV. Par autre arrêt du 24 février 1811, au rapport de M. Favard de Langlade, il fut jugé, d'après les mêmes considérations, qu'il y a question préjudicielle, lorsque la personne traduite devant le Tribunal de police, comme prévenue d'avoir

30 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

intercepté le passage ouvert sur son fonds, soutient que ce passage n'a existé que par simple *tolérance*.

XXVI. Il avait déjà été jugé le 9 du même mois, qu'il y a question préjudicielle dont la connaissance appartient aux Tribunaux civils, lorsqu'un adjudicataire de bois, traduit au Tribunal correctionnel, sur prévention de coupe d'arbres *réservés*, prétend qu'il résulte du cahier des charges, que les arbres qu'il a coupés lui ont été *réellement vendus*.

Cet arrêt fut motivé sur ce que, si les arbres coupés avaient réellement fait partie de l'adjudication, l'adjudicataire n'aurait fait qu'une chose *licite* en les faisant exploiter.

XXVII. Cet arrêt n'est point en contradiction avec un précédent du 3 novembre 1810, qui avait jugé n'y avoir pas question préjudicielle, quoique l'adjudicataire alléguât que les arbres qu'il avait coupés n'étaient pas du nombre de ceux *de lisière et de cordon réservés*, comme le prétendait l'Administration forestière.

L'adjudicataire ne soutenait pas en effet, comme le faisait celui en faveur duquel fut rendu l'arrêt du 9 février 1811, que les arbres coupés avaient été nommément *compris* dans la vente qui lui avait été faite; de sorte que le cahier des charges ne devait être examiné ni apprécié pour juger la contestation.

Les motifs de la Cour de cassation pour décider que, dans l'espèce de l'arrêt du 3 novembre 1810, il n'y avait pas question préjudicielle, furent que « si les Cours » de justice criminelle n'ont pas caractère pour statuer sur les droits et les obligations qui peuvent résulter de *contrats ou de conventions*, elles peuvent et doivent juger les *faits* qui leur sont soumis *accessoirement et accidentellement* à un délit de leur compétence, lorsqu'ils peuvent être appréciés par des *expertises*, des *vérifications* et d'autres *moyens étrangers à une interprétation d'actes ou de conventions* ;

» Qu'un Tribunal, juge de l'*action*, l'est nécessairement des *exceptions* proposées contre cette action, à moins que les faits dont on prétend les faire résulter ne puissent être *appréciés* que par l'examen d'*éléments d'instruction* essentielle-ment hors des attributions du Tribunal saisi. »

XXVIII. La question préjudicielle invoquée par un prévenu fut également rejetée par un arrêt rendu au rapport de M. Bazire, le 15 février 1811, dans l'espèce que voici :

Le sieur *Schmitt* avait coupé plusieurs branches d'arbres plantés sur la lisière d'un bois communal, et qui *avançaient sur sa propriété*.

Il avait été traduit, pour ce fait, à la Police correctionnelle, et sa défense avait été, qu'aux termes de l'art. 672 du Code Napoléon, il avait eu le droit de faire ce qui lui était reproché.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES. 31

La Cour de Justice criminelle du département des Forêts, avait renvoyé les parties devant les Tribunaux civils, pour juger cette exception :

Mais la Cour de cassation annula l'arrêt de renvoi ;

« Attendu que quand l'art. 672 du Code Napoléon serait applicable aux arbres »
 » faisant partie d'une forêt, cet article ne donnerait toujours pas le droit au »
 » propriétaire du fonds voisin d'ébrancher les arbres qui pourraient lui porter »
 » ombrage, mais seulement celui de contraindre le propriétaire de la forêt à faire »
 » lui-même l'ébranchement ; de sorte que dans le fait reproché au prévenu, il y »
 » avait délit indépendant de tout droit qu'il pouvait avoir. »

XXIX. Lorsque sur une plainte portée en violation de dépôt ou en destruction de titres, le prévenu dénie avoir reçu le dépôt, et que les titres lui aient été remis, il y a question préjudicielle qui doit être renvoyée à juger par les Tribunaux civils ; car si la violation du dépôt, si la destruction de titres sont des délits, il ne peut y en avoir prévention suffisante, que lorsqu'il est établi que le dépôt a réellement été fait, que les titres ont été réellement remis, et c'est ce qu'il appartient aux seuls Tribunaux civils de juger. (*Arrêt du 12 messidor an xi.*)

S'il en était autrement, il faudrait effacer du Code Napoléon les art. 1923 et 1924, qui ne permettent pas d'admettre la preuve par témoins des dépôts volontaires, puisque tous les genres de preuves sont admis en matière criminelle, correctionnelle et de police.

XXX. Mais s'il y avait commencement de preuves par écrit du dépôt ; si des interrogatoires subis par le prévenu, il résultait quelques aveux, il n'y aurait pas lieu à renvoi pour juger la question préjudicielle devant les Tribunaux civils ; car alors la preuve serait admissible même au civil : c'est ce que la Cour de cassation jugea le 20 fructidor an xii.

XXXI. La Cour décida, par le même arrêt, que le défaut de preuve écrite de l'existence du dépôt et de la remise des titres, ne peut rendre non-recevable la plainte en violation de dépôt, ou en destruction de titres, sauf au cas de dénégation de la part du prévenu, à être sursis à l'instruction de la procédure, jusqu'à ce qu'il ait été statué, par les Tribunaux civils, sur la question préjudicielle de l'existence du dépôt ou de la remise des titres.

XXXII. Mais lorsqu'il y a lieu à renvoi devant les Tribunaux civils, pour juger la question préjudicielle, et que le Tribunal saisi se trouve être en même temps juge de l'action civile ; peut-il, en déclarant qu'il va prononcer comme Juge civil, commencer par statuer en cette qualité sur la question préjudicielle, et reprenant ensuite son caractère de Juge correctionnel ou de police, prononcer sur le fond du procès ?

La question se présenta le 2 thermidor an xi, et elle fut jugée pour la négative ;

« Attendu que le Tribunal saisi avait confondu et cumulé des pouvoirs essen-

» *tiellement distincts*, en prononçant, par un seul et même jugement, sur l'action
 » *possessoire* comme Juge civil, et sur la poursuite d'un *délit* comme Juge de
 » *police*; ce qui était un véritable excès de pouvoir. »

XXXIII. Par suite du même principe, il fut jugé le 11 octobre 1810, qu'un Tribunal de paix, saisi d'une action d'injures, n'avait pu, se déclarant incompétent comme Tribunal de paix, retenir la connaissance de l'affaire, et la juger comme Tribunal de police, sans que les formalités préalablement requises pour saisir le Tribunal de police eussent été observées.

XXXIV. Nous ne nous sommes occupés jusqu'à présent de la question préjudicielle, que dans ses rapports avec les *délits* et les *contraventions*; parce qu'en thèse générale il n'y a pas de question préjudicielle proprement dite en matière *criminelle*.

XXXV. Cependant, lorsque l'accusé oppose pour exception, que son crime est *prescrit*, qu'il est *amnistié* ou qu'il y a *chose jugée*, si ce n'est pas une question préjudicielle, c'est du moins une question *préalable*, sur laquelle il doit être prononcé avant tout autre examen.

Mais c'est au Tribunal saisi à y statuer : c'est en effet le Juge saisi de l'action, qui reste nécessairement Juge de l'exception, toutes les fois que l'exception ne fait pas sortir l'affaire de sa compétence.

C'est de même une simple question préalable, et non pas une question préjudicielle, que celle de savoir si le fait reproché au prévenu constitue un véritable crime.

Et c'est encore une question préalable, que celle fondée sur l'incompétence du Tribunal, alléguée par le prévenu.

XXXVI. Lorsqu'un accusé a été jugé et condamné sur une prévention de crime, et qu'il lui a été fait de *nouvelles inculpations aux débats*, il peut s'opposer à être mis de nouveau en jugement sur ces nouveaux crimes; lorsqu'il n'a pas de complices en état d'arrestation, et que les nouveaux crimes qui lui sont imputés ne peuvent emporter une *peine plus grave* que celle à laquelle il a été condamné. (*Art. 379 du Code d'instruction criminelle.*)

Mais ce n'est pas toujours là une question *préjudicielle*, parce qu'il n'y a aucun renvoi à faire à un Tribunal *étranger*, pour prononcer sur l'incident.

XXXVII. Si le prévenu du crime de *suppression d'état*, par le moyen d'un *faux*, demandait son renvoi de la prévention, en se fondant sur les dispositions de l'art. 327 du Code Napoléon, qui porte : que *l'action criminelle en suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état*, n'y aurait-il pas question *préjudicielle*?

Non; car le Tribunal saisi n'a pas, en pareil cas, un simple *sursis* à prononcer,

mais le renvoi *pur et simple* du prévenu à ordonner, attendu qu'il ne reste aucune prévention *actuelle* de crime.

Cependant, s'il y avait action commencée *au civil*, il y aurait réellement question *préjudicielle*, et ce serait le cas du *sursis*, jusqu'à ce que les Tribunaux civils eussent définitivement *statué* sur la question d'état.

XXXVIII. Le renvoi ou le sursis doit être prononcé dans ces sortes d'affaires, soit que la poursuite ait été faite d'office, soit qu'elle l'ait été sur la *plainte* des parties intéressées : c'est ce que la Cour de cassation a souvent jugé, et notamment par ses arrêts des 10 messidor an xii, 25 brumaire et 12 germinal an xiii, et 2 mars 1809.

XXXIX. Il fut néanmoins jugé, le 28 décembre 1809, que l'individu qui avait présenté un enfant à l'Officier de l'état civil, dont il avait déclaré, sous un faux nom, être le père, quoiqu'il ne le fût réellement pas, avait pu être poursuivi criminellement, à raison de la *fausse signature* qu'il avait donnée sur le registre, sans attendre qu'il eût été prononcé sur l'état de l'enfant par les Tribunaux civils.

Mais, dans cette espèce, le faux était indépendant de la question d'état, puisqu'il consistait en ce que le prévenu avait signé d'un faux nom l'inscription faite de la naissance de l'enfant sur les registres de l'état civil.

Aussi la question dénuée de cette circonstance, s'étant depuis présentée plusieurs fois à la Cour de cassation, y a-t-elle été constamment jugée d'après les principes rappelés sous le N.^o précédent. (*Arrêts des 25 janvier et 24 avril 1810.*)

XL. Si le prévenu de *bigamie* propose pour défense la nullité de l'un de ses mariages;

S'il dénie les pièces produites pour justifier le crime qui lui est imputé, et qu'il déclare s'inscrire en faux contre elles, n'y aura-t-il pas une question *préjudicielle* à juger ?

Dans le second cas, il n'est pas douteux qu'il ne faille surseoir au jugement de la prévention de *bigamie*, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'inscription de faux, après une instruction régulière.

C'est un préalable indispensable à remplir, puisque, si les pièces produites à l'effet d'établir le double mariage, se trouvent être fausses, il en résultera nécessairement qu'il n'existe plus de prévention de *bigamie*.

XLI. Mais il ne suffit pas au prévenu de *bigamie* d'alléguer que les actes produits à l'appui de l'accusation sont *faux*; il doit indiquer par quels moyens il se propose d'en établir la fausseté, et la Cour saisie de la prévention, doit juger le mérite de ces moyens, après avoir entendu l'Officier du Ministère public.

C'est ainsi qu'on en use dans les inscriptions de faux contre les procès-verbaux des préposés et des gardes, et la raison dit assez qu'il doit en être de même dans tous les cas semblables : car, s'il suffisait d'alléguer que des actes opposés à l'appui d'une

prévention sont faux, pour nécessiter une instruction préalable sur le faux, il serait peu d'affaires où l'accusé ne pût employer et n'employât cette exception dilatoire.

XLII. Sous le rapport de la nullité qui peut être invoquée par le prévenu, contre l'un ou contre l'autre des mariages qu'on lui oppose, comme constitutifs du crime de *bigamie*, la question présente plus de difficultés; car c'est aux Tribunaux civils seuls qu'il appartient de connaître de la validité des mariages; et, dans aucun cas, les Cours criminelles ne sont compétentes pour prononcer sur ces questions, même accessoirement aux préventions de crime dont elles se trouvent saisies.

XLIII. L'art. 340 du Code pénal porte, que « quiconque étant engagé dans les » liens du mariage, en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, » sera puni de la peine des travaux forcés à temps; ce qui est une conséquence du principe posé en l'art. 147 du Code Napoléon, et ce qui n'est que la répétition des dispositions de l'art. 33, titre II, première section du Code pénal de 1791.

LXIV. Sous l'empire de ce Code il fut jugé, par arrêt du 12 pluviôse an xiii, qu'il y avait eu mauvaise position de questions dans la demande faite au Jury de jugement, si le prévenu de *bigamie* avait contracté son second mariage, avant d'avoir acquis la preuve légale de la dissolution du premier;

Que la question à poser devait être celle-ci : *Est-il constant que le premier mariage n'était pas dissous lorsque le second fut contracté*; de sorte que l'arrêt jugea d'une manière assez positive, que la dissolution du premier mariage était le seul cas qui pût autoriser à en contracter un second, et faire échapper à la peine prononcée contre la *bigamie*.

Cette manière d'envisager la chose ne présentait, sous l'empire du Code pénal de 1791, aucun inconvénient, puisque l'art. 33 de ce Code admettait l'exception de *bonne-foi*, lorsqu'elle était prouvée.

Mais la même disposition n'a pas été reproduite dans le nouveau Code pénal, et la question de *bonne-foi* ne pourrait être proposée au Jury.

Cette exception se trouve, à la vérité, implicitement renfermée dans la question de *culpabilité*, et l'on n'a pas à craindre que, d'après la bonne composition actuelle du Jury, il arrive jamais que celui qui aurait contracté un second mariage, dans la conviction où il aurait été que le premier était dissous, soit déclaré coupable de *bigamie*.

XLV. Mais ceci nous écarte du véritable point de la discussion, qui se concentre dans la question de savoir s'il y a vraiment question préjudicielle au jugement de la prévention de *bigamie*, lorsque l'accusé soutient que l'un de ses mariages est nul, et que conséquemment il n'est pas engagé dans les liens d'un double mariage.

Si le prévenu se bornait à soutenir qu'il n'a pas été marié une première fois, ce

serait une question de *fait* qui resterait entière dans les attributions du Tribunal saisi.

XLVI. La Cour de cassation jugea, le premier mars 1811, par arrêt rendu au rapport de M. Liborel, que la Cour de Justice criminelle du département du Mont-Tonnerre, qui avait renvoyé au Tribunal civil, pour prononcer sur la *validité* du premier mariage du prévenu de *bigamie*, s'était mal-à-propos dépouillée de la connaissance de l'affaire;

Qu'il n'y avait pas de question préjudicielle à juger.

XLVII. Le fait était que le nommé Barbier, avant la réunion à l'Empire Français, du pays qu'il habitait, avait été marié sans publication de bans, et sans que son mariage eût été inscrit sur aucun registre; de sorte qu'il était impossible d'en acquérir la preuve autrement que par témoins.

Mais la preuve par témoins n'est pas interdite en cette matière, aux termes de l'art. 198 du Code Napoléon, qui déclare que la preuve *légale* de la célébration du mariage peut s'acquérir par le résultat d'une procédure criminelle.

Des enfans étaient nés de cette union;

Ils avaient été inscrits sur les registres de l'état civil, comme en étant les fruits, et d'après la propre déclaration du prévenu.

Cependant, les époux s'étaient séparés volontairement, et, le 12 février 1807, Barbier avait contracté un second mariage, sans avoir fait déclarer son divorce.

Il fut accusé de *bigamie*, et poursuivi à la requête du Ministère public, sans qu'aucune plainte eût été rendue par sa première femme, dont l'existence n'était pas même constatée.

Pour défenses, Barbier fit plaider que le prétendu mariage qu'il avait contracté avant la réunion de son pays à la France, se trouvait vicié d'une foule de nullités qu'il développa.

Il conclut, en conséquence, à ce qu'il fût sursis au jugement sur la prévention de *bigamie*, jusqu'à ce qu'il eût été prononcé par les Tribunaux civils sur la validité de son premier mariage.

Ce moyen fut accueilli par arrêt du 16 janvier 1811, contre lequel se pourvut le Procureur-Général, et dont la Cour de cassation prononça l'annulation le premier mars suivant.

« Attendu qu'un mariage contracté devant les Officiers chargés par la loi d'en recevoir l'acte, est de *droit* réputé avoir été contracté régulièrement, et forme un lien civil jusqu'à ce que la nullité en ait été prononcée par les Tribunaux compétens;

» Qu'un pareil mariage suffit pour constater la *bigamie*, et soumettre aux peines

- » de ce crime celui qui, avant que sa *dissolution légale* ait été opérée par la
- » mort ou par le divorce, se permet d'en contracter un *second*;
- » Que la Cour de Justice criminelle, saisie de la prévention, n'avait qu'à faire
- » déclarer par le Jury, si le prévenu était engagé dans les liens d'un premier
- » mariage, lorsqu'il en avait contracté un *second*, et s'il y avait preuve d'une
- » exception de bonne-foi qui pût être admise;
- » Que ces faits, qui ne présentaient aucune question de *droit* à décider, ne pou-
- » vaient constituer une question *préjudicielle*. »

XLVIII. Il paraîtrait avoir été jugé en thèse générale, par cet arrêt, que la *nullité* du premier mariage ne peut point constituer une question *préjudicielle*, dans le cas où il en aurait été contracté un *second* avant que la nullité du premier eût été prononcée, attendu que la nullité rentre dans l'exception de *bonne-foi*, que les Tribunaux criminels sont seuls autorisés à apprécier.

Cependant nous allons voir que la Cour de cassation n'avait fondé sa décision que sur ce que l'arrêt qui lui était dénoncé, mal motivé d'ailleurs, avait été rendu sous l'empire du Code pénal de 1791.

C'est ce qui résulte très-positivement d'un autre arrêt, sous la date du 25 juillet 1811, rendu au rapport de M. Rataut, sur un *second* recours dans la même affaire que celle jugée le premier mars précédent.

La Cour d'Assises de Coblenz, à laquelle cette affaire avait été renvoyée, avait jugé, comme l'avait fait celle du Mont-Tonnerre, qu'il y avait question *préjudicielle*.

Mais son arrêt était mieux motivé.

Voici quels en étaient les considérans :

- « Considérant que le crime de *bigamie*, présuppose dans son effet et dans
- » l'esprit de toutes les législations, non-seulement l'existence, mais encore la légitimité
- » d'un premier mariage;
- » Que l'examen de cette légitimité renferme implicitement une question d'état
- » *préjudicielle*, dans laquelle il s'agit de constater l'état de l'un et l'autre conjoint,
- » ainsi que les effets de l'un et l'autre mariage;
- » Que si l'exception de nullité contre le premier mariage est proposée par
- » l'accusé, il en résulte deux actions, l'une civile, pour faire statuer par le Tribunal
- » civil sur la question d'état; l'autre criminelle, pour faire prononcer la peine de
- » la loi contre le *bigame* légalement reconnu; mais que, d'après les art. 326 et 327
- » du Code Napoléon, cette seconde action ne doit être exercée qu'après le jugement
- » définitif intervenu sur la première, ce qui résulte encore des dispositions des
- » art. 189 et 190;
- » Que ce n'est que par le renvoi de la décision sur la question d'état au Tribunal
- » civil, que l'on évite nécessairement la contradiction qui pourrait se trouver entre

» l'arrêt criminel rendu sur la déclaration du Jury, et la décision sur la question d'état, rendue postérieurement par les Tribunaux civils ;

» Considérant, enfin, que la loi ne veut qu'une suspension de l'action criminelle, et que, pour assurer l'exercice de cette action par le Ministère public, elle ne permet pas que l'accusé puisse être rendu à la liberté avant d'avoir détruit les inculpations qui sont à charge :

» La Cour, faisant droit sur l'exception proposée par le Conseil de l'accusé, renvoie la connaissance de la question préjudicielle et les pièces devant le Tribunal civil compétent : le prévenu demeurant en état d'arrestation. »

Le recours formé par le Procureur-Général contre cet arrêt fut rejeté ;

» Attendu qu'à l'ouverture des débats devant la Cour d'Assises, le défenseur de l'accusé a contesté formellement l'existence d'un premier mariage, et que rien dans l'arrêt attaqué ne détruit cette allégation dont il a été donné acte à l'accusé ; qu'il y est même reconnu qu'aucun acte de célébration n'a été représenté ;

» Qu'en renvoyant en cet état l'affaire devant les Juges civils, pour faire juger la question préjudicielle, que la défense de l'accusé faisait naître ; celle de savoir s'il avait existé véritablement un premier mariage, la Cour d'Assises a fait une juste application des dispositions du Code Napoléon, et que, sous ce rapport, son arrêt n'est point en opposition avec le principe qui a servi de motif à l'arrêt rendu par la Cour, le premier mars dernier, sur lequel s'appuie le Procureur-Général, pour fonder son recours. »

XLIX. Lorsque la nullité opposée attaque la validité du mariage dans sa *substance*, et que, se trouvant établie, il ne peut plus rester que l'ombre d'un mariage, on ne peut pas soumettre une pareille question *au Jury*, et le rendre ainsi Juge d'une action que la loi n'a pas mise dans ses attributions.

Un mariage nul dans sa substance n'est pas en effet réellement un mariage ; et l'art. 340 du Code pénal ne déclare *bigame* que celui qui a contracté un nouveau mariage avant la *dissolution du précédent* ; ce qui suppose nécessairement un mariage *préexistant*.

Ce qui le suppose encore mieux, c'est que le même article se sert de ces expressions : *quiconque est engagé dans les liens d'un premier mariage*.

L. On répondrait mal à cette objection, en disant que le mariage contracté devant l'Officier chargé par la loi d'en recevoir l'acte, est présumé de droit avoir été contracté légalement, et qu'il forme un lien civil, jusqu'à ce que son annulation ait été prononcée.

Cette supposition ne résulte de la disposition d'aucune loi ; elle ne peut dès lors être fondée que sur le raisonnement, et elle ne peut, par suite, autoriser la condamnation aux fers d'un individu qui a contracté un second mariage, lorsque le premier ne pouvait produire pour lui aucun engagement réel.

Faire une pareille supposition, ce serait substituer la volonté de l'homme à celle de la loi; ce serait transformer en crime une action que la loi n'a pas déclarée criminelle.

LI. Un accusé ne peut pas être condamné *provisoirement* aux fers.

Pour qu'une condamnation à une peine quelconque puisse être prononcée contre un accusé, il faut qu'il y ait preuve acquise et irrécusable du crime qui lui est imputé;

Il faut que l'action qui constitue ce crime, ne puisse cesser d'être crime par quelque événement que ce soit.

Cependant, si l'on condamnait aux fers un individu, comme *bigame*, lorsque son premier mariage serait nul d'une nullité radicale, en se fondant sur le motif qu'avant d'en contracter un second, il n'aurait pas fait prononcer *l'annulation du premier*, il subirait la peine des fers, après même que son premier mariage aurait été annulé; car on n'ira pas, sans doute, jusqu'à dire que sa condamnation aux fers, comme *bigame*, l'aurait rendu *non-recevable* à attaquer la validité de son premier mariage.

Cependant, l'arrêt qui en prononcerait l'annulation, ne pourrait produire l'effet de briser les chaînes de l'innocent condamné.

LII. L'accusé n'aurait plus alors été condamné aux fers comme *bigame*, mais pour avoir *négligé* de faire prononcer la nullité de son premier mariage, avant d'avoir contracté le second, ce qui n'a pu entrer dans les vues sages du Législateur.

Jamais dans les temps les plus barbares on ne prononça de pareilles peines, pour s'être rendu coupable d'une simple négligence.

S'il est résulté du scandale de ce qu'un individu aura vécu en concubinage sur la foi d'un mariage substantiellement nul, ce scandale ne peut constituer le crime de *bigamie*, puisque cet individu n'aura pas été réellement engagé dans les liens d'un double mariage; et que l'engagement dans les liens d'un double mariage peut seul constituer le crime de *bigamie*.

Nous pouvons tirer un fort argument à l'appui de cette opinion, de la combinaison des art. 188 et 189 du Code Napoléon.

Il résulte en effet de la disposition de l'art. 189, que quand *la nullité du second mariage est demandée* par l'époux *délaissé*, les nouveaux époux peuvent solliciter de leur part *celle du premier mariage*, et que sa validité doit être *préalablement jugée*.

Comment établirait-on que, par le seul fait d'un second mariage, l'époux qui en aurait contracté un premier, *nul dans sa substance*, pourrait être condamné aux fers, lorsque le second devrait être maintenu, la nullité du premier étant prononcée?

LIII. Ne serait-ce pas d'ailleurs faire juger une véritable question de *droit* par le

Jury, que de lui soumettre celle de savoir s'il y a réellement nullité dans le premier ou dans le second mariage ? Comment le Jury déclarerait-il, que le prévenu est *coupable*, ou qu'il *n'est pas coupable* du crime de *bigamie* dont il est accusé, s'il ne commençait par décider que l'un ou l'autre des mariages est nul, ou que tous deux ont été légalement contractés ?

Soumettre une pareille question au Jury, ce serait entièrement changer la nature de son institution.

LIV. Toutes les fois qu'il y a une question de droit à juger, et que cette question décidée dans un sens doit faire disparaître toute prévention de crime, les Cours de Justice criminelle, et à plus forte raison les Jurés sont notoirement incompétents pour en connaître.

Ceci s'établira mieux par des exemples que par des raisonnemens.

La pluralité des femmes qui fut permise chez les Athéniens, les Parthes, les Thraces, les Egyptiens, les Perses, est encore aujourd'hui en usage chez les Orientaux.

Supposons qu'un Musulman marié à Constantinople, eût obtenu sa naturalisation en France, et qu'il eût contracté un nouveau mariage devant l'Officier de l'état civil à Paris ;

Qu'à raison de ce nouveau lien, il fût traduit en prévention de *bigamie* devant une Cour d'Assises, et qu'il demandât son renvoi devant les Tribunaux civils, pour juger la question de savoir si un Musulman devenu Français, sans avoir changé de religion, a pu contracter un second mariage lorsqu'il était encore sous les lieux d'un premier :

La Cour d'Assises pourra-t-elle retenir la connaissance de cette question, toute de droit public, et la soumettre à un Jury ?

C'est ici une hypothèse qui peut ne se réaliser jamais ; mais voici une autre espèce dont les Tribunaux de France et de Russie ont retenti, et qui, par sa singularité, mérite de trouver place dans notre ouvrage.

LV. En 1789, Caroline Champeau-Grainmont, Française, épousa à Metz, chef-lieu du département de la Moselle, Antoine-François Millet, aussi Français.

En 1791, ces époux furent s'établir en Russie, où ils demeurèrent jusqu'en 1802 sans y obtenir de lettres de naturalisation.

Pendant la guerre de la première coalition contre la France, dans laquelle la Russie avait pris parti ; lorsqu'il n'y avait conséquemment à la Cour de Russie, aucun chargé d'affaires de France, Caroline Champeau-Grainmont s'adressa au Consistoire Métropolitain de Moïlhoff, pour y faire prononcer son divorce avec Millet, et ce divorce fut effectivement prononcé par jugement du 27 mai 1800, suivant les formes usitées dans le pays.

En 1801, Caroline Champeau-Grainmont contracta un nouveau mariage avec Jean-Baptiste Cardon, dont elle eut un enfant.

En 1802, la paix entre la France et la Russie étant conclue, Cardon et sa femme vinrent à Paris avec la possession d'état de mari et femme. Ils y achetèrent une maison.

En 1803, Cardon retourna à Saint-Petersbourg, pour y réaliser sa fortune.

Il y mourut.

Conformément à l'article 16 du Traité de commerce entre la France et la Russie, du 11 janvier 1787, confirmé par le traité de paix de 1801, c'était aux Tribunaux de Russie à procéder au règlement de la succession du défunt, et la Chambre aulique adjugea cette succession à Caroline Champeau-Grammont, sa veuve et son héritière instituée, au préjudice des frères du défunt qui la réclamaient.

Ceux-ci ne tardèrent pas à renouveler leur demande à Paris, contre Caroline Champeau-Grammont; ils attaquèrent la validité du mariage de cette dame avec Cardon, sur le fondement qu'elle l'avait contracté pendant l'existence de son mariage avec Millet, qui n'avait pas été légalement dissous par la sentence de divorce du 27 mars 1800.

Le Tribunal de première instance de Paris adjugea les conclusions prises par les frères Cardon, et les envoya en possession de tous les biens délaissés par le défunt, soit en Russie, soit en France.

Sur l'appel, leur sentence fut confirmée par la Cour d'appel de Paris, qui déclara nuls le mariage contracté par Caroline Champeau-Grammont avec Cardon, et le testament par lequel Cardon avait institué sa femme pour son héritière.

Il y eut recours contre l'arrêt, de la part de Caroline Champeau-Grammont, et ce recours fut jugé en sa faveur, par arrêt de la Cour de cassation, section civile, le 15 juin 1811, sur les conclusions de M. le Procureur-Général, au rapport de M. Babille.

LVI. Au lieu de prendre la voie civile, si les frères Cardon avaient dénoncé Caroline Champeau-Grammont comme *bigame*, et que cette femme, mise en accusation, eût été traduite devant la Cour d'Assises;

Que pour défense elle eût opposé le jugement du Consistoire métropolitain de Moïlhoff, qui avait prononcé la dissolution de son premier mariage;

La Cour d'Assises aurait-elle été compétente pour retenir la connaissance de l'affaire, et pour proposer au Jury de décider si l'accusée était coupable de *bigamie*, en lui donnant, par ce moyen, à juger la validité de l'acte de divorce et celle du second mariage?

Comment des Jurés qui ne peuvent s'occuper que du *fait*, pourraient-ils être autorisés à juger des questions de droit aussi ardues?

LVII. Les Cours de Justice criminelle ne peuvent prononcer l'annulation des actes, que lorsqu'ils sont le résultat nécessaire d'un délit, et non lorsqu'ils pourraient seulement en avoir été la cause.

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

41

S'ils en ont été le résultat, ils tombent d'eux-mêmes, lorsque le fait qui les a constitués est reconnu un véritable délit.

Mais si le fait dénoncé comme délit n'en a été que la conséquence, leur validité doit être préalablement jugée par les Tribunaux civils; et jusqu'à ce qu'il y ait été prononcé, il ne peut y avoir aucune prévention de délit proprement dite :

C'est nécessairement le cas d'un sursis aux poursuites par la voie criminelle.

Nous pensons donc que, lorsque l'accusé fonde sa défense sur des *nullités absolues* qu'il prétend exister dans l'un ou dans l'autre de ses mariages, il y a nécessairement lieu à renvoi devant les Tribunaux civils, pour juger la validité du mariage argué de nullité.

LVIII. De bons esprits vont même beaucoup plus loin.

Ils prétendent qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les nullités relatives et les nullités absolues.

Qu'il s'agit qu'il y ait nullité alléguée contre l'un ou contre l'autre des mariages, pour mettre les Cours d'Assises dans la nécessité de surseoir au jugement, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur la question préjudicielle.

La raison qu'ils en donnent est que les Cours de Justice criminelle n'ont pas plus dans leurs attributions de juger les nullités relatives, que les nullités absolues des mariages.

Mais celui qui a contracté un double mariage, et qui ne peut justifier sa conduite que par le moyen de nullités relatives, n'en était pas moins engagé dans les liens du mariage lorsqu'il a contracté le second; et la loi n'exige pas autre chose pour constituer le crime de *bigamie*.

Admettre qu'il y a question préjudicielle, toutes les fois que le prévenu allègue une nullité *relative* contre un de ses mariages, ce serait lui donner un moyen assuré de retarder sa condamnation; car, sachant qu'il lui suffira d'opposer une nullité quelconque contre l'un de ses mariages, pour arrêter le cours de la Justice, il en imaginerait plutôt dix, que de se laisser condamner faute d'en proposer une seule.

Aussi la Cour de cassation s'est-elle gardée d'adopter un pareil système : nous en trouvons la preuve dans son arrêt du 4 août 1811, rendu au rapport de M. Bailly, sur les conclusions de M. le Procureur-Général.

LIX. Le nommé Billecard s'était marié le 8 prairial an vi, avec Marie Pinet.

Il avait contracté un nouveau mariage le 4 mars 1811, avec Jeanne Kelsing...

La Chambre d'accusation de Nancy l'avait mis en accusation, comme prévenu du crime de *bigamie*, contre les réquisitions du Procureur-Général qui avait conclu à ce qu'il fût sursis jusqu'à ce qu'il eût été prononcé par les Tribunaux civils, sur la validité du premier mariage que le prévenu avait argué de nullité.

Le Procureur-Général s'était fondé sur ce que, dans le mémoire fourni par Billecard, il avait prétendu que son premier mariage n'était pas sérieux, qu'il n'avait été

qu'un acte simulé pour le mettre à l'abri des suites de son émigration; qu'il ne l'avait pas contracté devant l'Officier de l'état civil de son domicile; qu'il n'y avait pas eu publication de bans; que son père n'y avait pas été présent, ni représenté; que si sa mère y avait donné son consentement, c'était sans y avoir été autorisée de son mari.

Mais Billecard s'était marié devant l'Officier de l'état civil du domicile de sa femme; il avait cohabité plusieurs années avec elle; il en avait eu un enfant; son père n'avait jamais réclamé. Tous ces faits se trouvaient prouvés dans la procédure.

Sur le recours contre l'arrêt de la Chambre d'accusation, la Cour de cassation, ne voyant dans les moyens proposés par Billecard, que des nullités relatives, couvertes par défaut de réclamation de la part de l'accusé en temps utile, rejeta le pourvoi du Procureur-Général.

L'arrêt fut ainsi motivé :

« Attendu que les nullités proposées par Billecard, contre son premier mariage avec Marie Pinet, étaient couvertes, d'après les termes, tant de la loi du 20 septembre 1792, que du Code Napoléon; et qu'en rejetant en conséquence l'exception prise de ces prétendues nullités, et en mettant par suite ledit Billecard en accusation, comme prévenu de *bigamie*, devant la Cour d'Assises du département de la Meurthe, la Chambre d'accusation n'a contrevenu à aucune loi. »

LX. Il peut s'élever une question incidente, celle de savoir si le prévenu de *bigamie*, qui aurait opposé la nullité de l'un de ses mariages devant la *Chambre d'accusation* (1), serait recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de mise en accusation, en se fondant sur les dispositions de l'art. 299.

Nous pensons qu'il y serait recevable, attendu que s'il était vrai que l'un de ses prétendus mariages fût affecté d'une nullité radicale, il n'existerait plus réellement de crime à rechercher et à punir, et que l'art. 299 autorise le recours contre l'arrêt de mise en accusation, lorsque le fait n'est pas qualifié crime par la loi.

LXI. On dirait en vain que la *bigamie* est qualifiée crime par la loi : car, la *bigamie* disparaît avec la non-existence d'un double mariage.

Il faut donc, avant tout, s'assurer de l'existence d'un double mariage.

Dans le système contraire, ce serait commencer par livrer le prévenu à des débats, sur le simple soupçon qu'un crime aurait pu se commettre, lorsque rien

(1) C'est ainsi que se nomme la Chambre de la Cour Impériale, chargée de prononcer sur la mise en accusation des prévenus, à laquelle le Code d'instruction criminelle avait donné la dénomination de Section criminelle de la Cour Impériale. Celle de Chambre d'accusation lui a été substituée par décret Impérial du 6 juillet 1810, qui a divisé les Cours Impériales en Chambres et non plus en Sections; ainsi les Cours Impériales se composent de *Chambres civiles*, de *Chambres d'accusation*, et de *Chambres des appels* en matière correctionnelle.

encore n'en constaterait l'existence, et ne pourrait même la faire supposer; cette manière de procéder n'a point été et ne pouvait être dans la pensée du Législateur : avant qu'il puisse y avoir *prévention* de délit, il faut nécessairement qu'il y ait existence *du fait* qu'on prétend le constituer.

LXII. Lorsque l'art. 340 du Code pénal a déclaré que quiconque se trouvant engagé dans les liens d'un mariage, en aurait contracté un autre avant la dissolution du précédent, serait condamné aux fers, il n'a pu parler que de mariages *légalement* contractés.

Ainsi, celui qui aurait été marié en face de l'Eglise, sans l'avoir été devant l'Officier de l'état civil, depuis la loi qui ne fait produire d'effets civils qu'aux mariages contractés dans cette dernière forme, ne pourrait être considéré ni poursuivi comme *bigame*, lors même qu'il aurait contracté un second mariage, avant la dissolution du premier, puisqu'aux termes de la loi civile, il n'aurait pas été engagé dans les liens d'un précédent mariage.

Par la même raison, le prévenu se serait rendu coupable du crime de *bigamie*, s'il s'était engagé dans de nouveaux liens, avant la dissolution d'un précédent mariage contracté devant l'Officier de l'état civil, lors même qu'il ne l'aurait pas réitéré en face de l'Eglise.

LXIII. Ces règles ne pourraient recevoir leur application au cas où le premier mariage aurait été contracté devant l'Eglise avant la publication de la loi, qui n'a plus considéré le mariage que comme *un lien civil*; et le second devant l'Officier de l'état civil, depuis la mise en activité de cette loi.

Il serait vrai de dire, dans ce cas, qu'il y aurait eu un nouveau mariage contracté avant la dissolution d'un premier, auquel la loi du temps avait donné le caractère de légalité qui le rendait indissoluble.

Cette observation était nécessaire pour les pays réunis à l'Empire, où l'on ne connaissait de mariages valables que ceux contractés suivant les rites de la religion dominante.

Pour savoir si les habitants de ces pays étaient engagés dans les liens du mariage, on ne doit consulter que les lois qui étaient en vigueur sous leur ancien Gouvernement, lorsqu'ils les ont contractés.

LXIV. Mais quelle est la différence entre les nullités *absolues* et les nullités *relatives*?

Les nullités *absolues* sont celles qui vicient l'acte dans son *essence*.

Les nullités *relatives* ne sont au contraire que des moyens d'*annulation*.

Par exemple, il est de l'essence des contrats qu'ils aient été faits du *consentement* des parties.

Sans ce consentement, l'acte n'est qu'un vain simulacre de volonté, qui ne peut produire aucun effet *légal*.

Il est nul dans sa substance.

C'est ce que le Code Napoléon a posé en principe dans ses articles 1103 et 1109, en ces termes : *Le consentement de la partie qui s'oblige est essentiel pour la validité d'une convention : il n'y a pas de consentement valable, s'il n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol.*

Ces préceptes ont été particulièrement appliqués au mariage, par l'art. 146 qui porte, *qu'il n'y a pas de mariage s'il n'y a pas de consentement.*

LXV. Une remarque bien importante, c'est que cet article précède immédiatement l'art. 147, portant, *qu'on ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier*; de sorte que ces deux articles doivent servir mutuellement à leur explication, et il en résulte clairement, que c'est uniquement de la dissolution d'un premier mariage contracté du consentement de la partie, dont l'art. 147 a entendu parler.

Le défaut de *consentement* est donc un vice *substantiel* du mariage, qui doit le faire considérer comme n'ayant jamais réellement existé, lorsqu'il n'y a pas eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté, ou que l'erreur a été par lui reconnue. (*Art. 181.*)

Ainsi, lorsque le prévenu de *bigamie* soutient que le premier mariage qu'on lui oppose, n'a pas eu lieu de son *consentement*, nous pensons que c'est une question préjudicielle qui doit être renvoyée à juger par les Tribunaux civils.

LXVI. Les art. 161 et 162 du même Code renferment une *prohibition absolue* du mariage entre les *ascendants et les descendants légitimes ou naturels, et les alliés au même degré*; et en ligne collatérale, entre le frère et la sœur légitimes ou naturels, et les alliés au même degré.

Les mariages contractés contre la *prohibition* de ces articles, sont donc radicalement nuls.

Ils ne peuvent servir dès-lors à constituer le crime de *bigamie*.

C'est un *concubinage incestueux*, mais non pas un véritable *mariage*, puisqu'il ne serait pas même autorisé par les dispenses les plus formelles.

L'acte rédigé par l'Officier de l'état civil ne pourrait lui donner une force que lui refuse la loi, ou il faudrait dire que l'Officier de l'état civil pourrait, par un pouvoir magique, faire que ce qui n'est et ce qui ne peut être un mariage, produisît l'effet de constituer le crime de *bigamie* dans la personne qui en serait l'objet, par cela seul que l'acte s'en trouverait consigné sur son registre, si cette personne venait à contracter de nouveaux liens avant la dissolution légale de cette alliance chimérique.

LXVII. Il y a plus de difficultés dans le cas de l'art. 170 du même Code, lorsqu'il y a eu mariage contracté entre des Français, *en pays étranger*, dans les formes usitées dans le pays, sans avoir été précédé des publications prescrites par l'art. 63, ce qui semblerait le rendre nul, d'après les dispositions de l'art. 170. Mais il y en aurait

assez, dans tous les cas, pour que la personne qui aurait contracté un second mariage avant la dissolution de celui qu'elle aurait contracté à l'étranger dans cette forme irrégulière, ne pût être poursuivie comme *bigame* et déclarée telle, avant que la question relative à la validité de son premier mariage, eût été décidée par les Tribunaux civils; car ce serait une question de droit qui serait à juger; et une question de droit ne peut jamais entrer dans la compétence du Jury, qui n'est appelé à prononcer que sur les points de fait.

Le Code Napoléon n'a pas déclaré, comme il l'a fait par l'art. 181, pour les cas exprimés en l'art. 180, qu'un mariage contracté entre Français, à l'étranger, sans publication de bans en France, pût être validé par la cohabitation des contractans, ni d'aucune autre manière.

LXVIII. On peut opposer les dispositions de l'art. 196 du Code Napoléon, portant que « lorsqu'il y a possession d'état, et que l'acte de célébration de mariage devant l'Officier de l'état civil est représenté, les époux sont respectivement non-recevables à demander la nullité de cet acte. »

Mais pour rentrer dans l'application de cet article, il faut qu'il y ait *possession d'état*; et peut-on dire qu'il y ait réellement possession d'état, lorsque, depuis plusieurs années, les époux se trouvent engagés dans les liens d'un nouveau mariage?

Il faut, de plus, que la célébration du mariage ait eu lieu devant l'Officier de l'état civil; et un mariage contracté en pays étranger ne peut l'avoir été devant un Officier de l'état civil, dans le sens de l'article 196, lorsqu'il ne l'a pas été devant les Agens diplomatiques ou le Consul Français, qui le remplacent chez les Puissances étrangères.

L'art. 171 exige même des Français qui ont contracté mariage en pays étranger dans une forme légale, que, dans les trois mois après leur retour sur le territoire de l'Empire, ils fassent transcrire l'acte de célébration de leur mariage sur le registre de l'état civil du lieu de leur domicile.

Si les Français mariés en pays étranger avec toutes les formalités requises, ont fait faire cette transcription, c'est comme s'ils avaient contracté leur mariage devant un Officier de l'état civil en France; car, tout acte de l'état civil des Français, fait en pays étranger, fait foi, lorsqu'il a été rédigé dans les formes usitées dans le pays où il a été passé. (*Art. 47 du Code Napoléon.*)

Il en est de même lorsque les époux se sont mariés en pays étranger devant les Agens diplomatiques, ou le Consul accrédité près la Puissance sur le territoire de laquelle ils ont contracté: c'est la disposition de l'art. 48 du même Code.

Dans l'un et l'autre cas, nous pensons que les époux qui auraient la *possession d'état*, et dont l'acte de célébration de mariage sera représenté, seraient non-recevables à poursuivre la nullité de leur mariage, aux termes de l'art. 196.

Mais l'une de ces circonstances venant à manquer, nous pensons que le prévenu de *bigamie*, serait recevable à demander son renvoi devant les Tribunaux civils, pour y faire juger la question préjudicielle de la validité de son premier mariage.

LXIX. Un mariage qui ne pourrait produire d'*effets civils* en France, ne pourrait être la base de poursuites en *bigamie*.

L'arrêt rendu par la section des requêtes de la Cour de cassation, au rapport de M. Vallée, sur les conclusions de M. le Procureur-Général, le 19 juin 1811, n'est pas en opposition avec ce système.

Il déclara bien le mari non-recevable dans la demande en nullité du mariage qu'il avait contracté, quoique ce mariage fût nul *ab initio*, puisque le réclamant était en état de *mort civile* lorsqu'il l'avait contracté; mais il l'avait été devant un Officier de l'état civil en France;

Il y avait possession d'état constante, et l'acte de célébration du mariage était représenté;

De sorte que l'art. 196 du Code devenait nécessairement applicable à l'espèce.

Mais, quoi qu'il en soit, cette question tient à des intérêts trop majeurs pour qu'elle puisse être soumise à un Jury, et c'était tout ce que nous nous étions proposé d'établir.

Si la question de validité du mariage contracté en pays étranger par des Français, sans publication de bans, peut être susceptible de difficulté, les Tribunaux civils la jugeront; et lorsqu'ils l'auront jugée, les poursuites criminelles seront reprises ou abandonnées, suivant la décision qui aura été portée sur le point de droit.

LXX. Toutes les autres nullités qui peuvent être opposées contre les mariages contractés devant l'Officier de l'état civil, ne sont qu'*accidentelles* et *relatives*, puisqu'elles peuvent être couvertes par le silence des époux.

Il en serait de même de celle qui résulterait de ce qu'il n'aurait pas été rédigé d'acte de la célébration du mariage; car, quoique la possession d'état ne puisse dispenser les époux qui l'invoquent d'en faire la représentation (*art. 195 du Code Napoléon*), il résulte de l'art. 198 du même Code, que la preuve de cette célébration peut s'acquérir par le résultat d'une procédure criminelle; et ce fut d'après ce principe que la Cour de cassation ne s'arrêta pas, dans sa délibération du premier mars 1811, à la circonstance qu'il n'avait été rédigé aucun acte de la célébration du premier mariage de l'accusé.

LXXI. Il ne suffirait pas, au surplus, à l'accusé d'alléguer que l'un de ses mariages serait radicalement nul, pour obtenir le sursis qu'il solliciterait au jugement à intervenir sur la *bigamie*; il faudrait qu'il s'expliquât d'une manière claire, précise et circonstanciée, relativement aux motifs sur lesquels il ferait reposer la

nullité qu'il invoquerait, et sur la nature des preuves qu'il se proposerait de rapporter.

S'il n'en était pas ainsi, il n'y aurait pas un seul accusé qui n'abusât d'un semblable prétexte pour retarder sa condamnation.

Il conviendrait d'en user dans cette occasion, comme dans le cas où un contrevenant déclarerait se pourvoir en *faux* contre le procès-verbal qui constaterait le délit ou la contravention dont il serait prévenu.

Lorsqu'il ne précise pas ses moyens de faux ;

Lorsqu'il n'indique pas par quelle voie il prétend justifier son allégation ;

Lorsque les faits qu'il pose ne sont pas destructifs du délit qui lui est reproché :

Il n'y a aucun renvoi à faire, aucun sursis à prononcer. (*Art. 40 et 42 de la loi du premier germinal an XIII, et art. 1319 du Code Napoléon.*)

LXXII. Mais il reste un autre embarras.

Si c'est une nullité *radicale* qui soit opposée ; si la nullité, quoique simplement *relative*, ne se trouve pas couverte ; si les moyens en sont suffisamment précisés ; que, par suite, un sursis soit accordé ; qui sera chargé de faire les poursuites devant les Tribunaux civils ?

Ce sera au Ministère public, si les deux époux dont le mariage est attaqué sont encore *vivans* ; car si la voie *d'action* en matière civile, ne peut être exercée par l'Officier du Ministère public, que lorsqu'une loi formelle la lui donne, elle lui est accordée dans l'espèce particulière par les art. 184 et 190 du Code Napoléon.

L'article 184 ne renvoie, à la vérité, qu'aux art. 147, 161 et 162, et non pas à l'art. 170 ; de sorte qu'on ne pourrait dire que dans l'espèce de cet article, le Procureur-Impérial eût réellement caractère pour exercer l'action.

Il faudrait donc, dans ce dernier cas, procéder, comme nous le dirons dans un instant.

Mais dans celui des articles 147, 161 et 162, l'arrêt de sursis pourrait ordonner que les poursuites relatives à la validité du mariage, seraient faites à la diligence de l'Officier du Ministère public, sauf à l'accusé à prendre l'initiative, s'il en a les moyens ou la volonté.

LXXIII. Lorsque la voie d'action est accordée au Ministère public, il a le droit de suivre le jugement de l'affaire dans tous les Tribunaux, soit de première instance, soit d'appel, et même en cassation.

C'est ce qui fut jugé à l'unanimité, par arrêt rendu à la Section civile de la Cour de cassation, au rapport de M. Rupéron, le 12 juin 1811.

LXXIV. Mais si l'un des époux dont le mariage est attaqué, était décédé, et si, dès-lors, le Ministère public était non-recevable dans l'exercice de l'action en nullité du mariage, il faudrait bien chercher un autre moyen de faire juger l'affaire.

faire par les Tribunaux civils; et ce moyen pourrait être celui d'accorder un délai au prévenu pour faire procéder à l'instruction et au jugement.

Cela ne pourrait éprouver de grandes difficultés, si le prévenu était en état de faire les frais de poursuite, puisque n'ayant que ce moyen de faire cesser son arrestation, il ne négligerait certainement pas de l'employer.

Mais s'il était sans ressource, faudrait-il le condamner, sans l'avoir mis à même de faire entendre ses justes réclamations?

En pareilles circonstances, il est du devoir du Ministère public de provoquer du Tribunal civil, la nomination d'office d'un défenseur au prévenu.

Tout Avocat sera jaloux, sans doute, que le choix du Tribunal tombe sur lui : ce sera une marque de confiance qu'il s'efforcera de justifier; mais comme il faudra nécessairement des avances et l'assistance d'un Avoué, la Chambre des Avoués y pourvoira.

Le prévenu ne doit pas avoir à se plaindre que justice lui ait été refusée, et qu'à raison de sa pauvreté, il ait été condamné aux fers.

Dans les temps passés, le contrebandier surpris, qui ne pouvait payer l'amende qu'il avait encourue, était envoyé aux galères. Heureusement ce temps est loin de nous et ne peut revenir : le prévenu de *bigamie* ne sera pas condamné aux fers, parce qu'il n'aura pas eu assez d'argent pour faire prononcer au civil, qu'il n'était pas dans les liens d'un premier mariage, lorsqu'il avait contracté le second.

Justice égale est due à tous les citoyens.

Il doit y avoir un mode autorisé pour la leur faire obtenir, dans quelque classe qu'ils se trouvent placés.

ARTICLE IV.

La renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique.

OBSERVATIONS.

I. Le principe consacré par cet article, et qui l'avait déjà été par l'art. 2046 du Code Napoléon, est particulier à notre législation.

C'est ce que M. Daubersart a très-bien développé dans son discours de présentation du Code d'instruction criminelle à la Section du Corps législatif.

Ce précepte de la loi est fondé sur ce que dans tous les crimes et délits publics ou privés, il y a nécessairement atteinte portée à l'ordre social, et que l'on ne pourroit dès-lors laisser un fait de cette nature impuni sans offenser la morale publique.

II. Il ne résulte pas de ce que l'art. 4 ne s'occupe que de la *renonciation* du plaignant à l'action *civile*, qu'il n'y ait que la *plainte* qui puisse autoriser l'exercice de l'action publique.

Ce serait donner une fausse interprétation à la loi, que d'en restreindre ainsi la disposition.

Il était inutile de rappeler le principe qui venait d'être posé, et qui avait mis dans une indépendance mutuelle l'action de la partie publique et celle de la partie civile.

Le Législateur n'avait plus qu'à décider si la *renonciation* de la partie civile à son action pouvait arrêter le cours de la vindicte publique; et sous ce rapport, l'article ne pouvait être rédigé d'une manière plus satisfaisante.

III. Cet article est conçu dans des termes si généraux, qu'il s'applique également à toutes les infractions faites à l'ordre public, aux crimes, aux délits et aux simples contraventions.

Il doit conséquemment recevoir son application dans le cas même prévu par l'art. 7, c'est-à-dire, lorsque le Français offensé par un autre Français en pays étranger, a rendu *plainte* devant les Tribunaux Français au retour du coupable en France.

Le plaignant renoncerait à son action, que celle du vengeur de l'ordre public n'en subsisterait pas moins dans toute sa force, quoique l'art. 7 n'autorise l'exercice de l'action publique, que sur la plainte de la partie offensée.

IV. Il y a même raison de décider pour les contraventions en matière de chasse, de pêche et pour les délits forestiers sur les terres ou dans les eaux des particuliers.

La répression de tous ces délits rentre nécessairement dans le domaine de la vindicte publique, aussitôt que la partie lésée en a fait sa *dénonciation* à la Justice.

V. Il ne peut y avoir d'exception que dans le cas de *prescription*, d'*amnistie* ou de chose *jugée*; mais la fin de non-recevoir est fondée, alors, sur un autre principe que celui résultant de l'abandon de la plainte ou de la dénonciation.

ARTICLE V.

Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire de France, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'Etat, de contrefaçon du sceau de l'Etat, de monnaies ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque autorisés par la loi, pourra être poursuivi, jugé et puni en France, d'après les dispositions des lois Françaises.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne s'applique qu'au cas où un Français s'est rendu coupable hors

du territoire de France, de l'un des crimes qui s'y trouvent nommément spécifiés.

Le Français qui s'en est rendu coupable peut être jugé *en France*, lors même qu'il n'y serait pas rentré; ce qui déroge en ce point à l'art. 11 du Code de brumaire an 4, qui n'autorisait des poursuites en France, contre le Français qui s'était rendu coupable d'un crime d'État, en pays étranger, que lorsqu'il y était rentré.

Cependant, sous l'empire même du Code de brumaire an 4, lorsque le crime avait été commis par un chargé d'affaires du Gouvernement près d'une Puissance étrangère, il était jugé en France, lors même qu'il n'y était pas rentré. (*Arrêt du 23 fructidor an 13.*)

Ce qui se pratiquait sous l'empire du Code de brumaire an 4, à l'égard des seuls chargés d'affaires, doit se pratiquer aujourd'hui envers les simples particuliers : tel est le vœu de l'art. 5 du Code d'instruction criminelle.

II. Si l'ancienne résidence en France du prévenu est *connue*, c'est devant le juge d'instruction de cette résidence que l'affaire doit être portée.

S'il n'avait pas de résidence connue, il faudrait s'adresser à la Cour de cassation qui prononcerait alors par voie de règlement de Juges, ainsi qu'elle le fit le 6 juin 1811 dans le procès du général L***, en renvoyant, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général, la connaissance de l'affaire à l'un des Juges d'instruction de Paris.

III. La loi du 6 avril 1809 a fait une exception à cette règle, en donnant une attribution particulière à la Cour spéciale de Paris, pour juger les prévenus d'avoir porté les armes contre la France, ou de n'être pas rentrés sur le territoire de l'Empire, lorsqu'ils ont été sommés de le faire, et que leur ancien domicile en France n'est pas connu.

Mais cette exception confirme la règle.

IV. *Tout crime attentatoire à la sûreté de l'Etat* rentre dans l'application de l'art. 5.

Mais la *contrefaçon des monnaies nationales* n'y rentre que lorsqu'elle est de *monnaies nationales ayant cours*; ce qui n'empêche pas que la *contrefaçon des monnaies étrangères ayant cours légal en France*, ne constitue un véritable crime. (*Art 132 et suivans du Code pénal.*)

Il en résulte seulement que le Français qui n'est pas rentré en France, ne peut y être poursuivi et jugé pour raison de contrefaçon de monnaies étrangères.

V. La contrefaçon du *sceau de l'État* rentre nécessairement aussi dans les dispositions de l'art. 5; mais il ne faut pas confondre le *sceau de l'État* avec les *timbres et poinçons* qui doivent s'appliquer au nom et pour le compte du Gouvernement.

Il faut aussi qu'il s'agisse de *papers nationaux*, ou de *billets de banque autorisés par la loi*.

Ce sont les seuls cas prévus par l'art. 5, tandis que l'art. 2 du Code de brémaire an iv, comprenait généralement tous les crimes qui pouvaient emporter *peines afflictives*.

VI. Dans la catégorie des crimes *attentatoires à la sûreté de l'État*, le décret impérial du 6 avril 1809, a rangé celui commis par les Français qui portent les armes contre la France, ou qui se trouvant rappelés des pays étrangers, avec lesquels la France est en guerre, ne seraient pas rentrés dans le délai qui leur aurait été fixé. Il faut voir encore à ce sujet les décrets du 24 août 1811.

VII. La poursuite d'un crime commis en France, lors même qu'il n'aurait reçu son complément qu'en pays étranger, appartient aux Tribunaux Français.

Celui qui s'en serait rendu coupable, devrait être jugé et puni par les Tribunaux Français, lors même qu'il ne serait pas rentré en France. (*Arrêts des 18 avril et 21 novembre 1806.*)

VIII. L'arrêt de condamnation qui intervient contre l'accusé contumax, s'exécute sur tous les biens qui lui appartiennent en France. (*Avis du Conseil d'Etat du 31 mai 1806*); mais il ne peut avoir aucune autorité sur la personne du condamné, tant qu'il n'est pas rentré sur le territoire de l'Empire, ni sur les biens qu'il peut posséder à l'étranger.

IX. Le Code criminel n'a dérogé par aucun de ses articles au droit accordé par l'ordonnance de 1681, au Commissaire des relations commerciales, de juger les simples délits commis par les Français envers leurs compatriotes, en pays étranger.

ARTICLE VI.

Cette disposition pourra être étendue aux étrangers qui, auteurs ou complices des mêmes crimes, seraient arrêtés en France, ou dont le Gouvernement obtiendrait l'extradition.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons dit que le Français qui a commis à l'étranger un des crimes mentionnés en l'art. 5, peut être poursuivi et jugé en France, lors même qu'il n'y serait pas rentré.

Mais il n'en est pas de même de l'étranger qui s'en serait rendu coupable *hors* du territoire de l'Empire.

Il ne peut être procédé contre lui à aucune poursuite, que lorsqu'il a été arrêté en France, si le Gouvernement Français n'en a pas obtenu l'*extradition*.

II. Mais si la France était en guerre avec la Puissance dont le sujet se serait rendu coupable dans son pays, *pendant la guerre*, d'un crime attentatoire à la *sûreté de la France*, c'est-à-dire, d'un crime tel qu'il est défini au Chapitre premier, Titre premier du Code pénal, cet individu pourrait-il, par suite des dispositions de l'art. 6 du Code d'instruction criminelle, être poursuivi et condamné par les Tribunaux de France à raison de ce crime, s'il était arrêté sur le territoire Français?

L'art. 6 ne fait aucune distinction :

Sa disposition est générale.

Cependant le Code d'instruction criminelle ayant été converti en loi, deux années avant celui des délits et des peines, on pourrait supposer qu'il ne fût pas dans l'intention du Législateur de donner à la disposition de cet art. 6 toute la latitude qu'il comporte, par sa combinaison avec celle du Code pénal.

Beaucoup de personnes instruites tiennent qu'il faut le supposer ainsi, attendu que celui qui n'a fait qu'obéir aux ordres de son Souverain, en employant tous ses moyens pour la défense de sa patrie, ne peut s'être rendu coupable d'un crime; de sorte qu'il aura pu préparer des coalitions contre la France, envahir ses frontières, débaucher ses défenseurs, sans pouvoir être puni en France à raison de pareils faits, lors même qu'il serait arrêté sur le territoire Français, et sur-tout s'il avait un caractère public reconnu.

Mais le mot *pourra* qui se lit en l'art. 6, semble prévenir tous les inconvéniens qui pourraient résulter de la disposition générale de cet article; car il ne peut recevoir son application que sous les modifications du droit naturel et du droit des gens, qui ne permettent pas que les Agens accrédités près des Puissances étrangères, puissent être poursuivis ni jugés par des Tribunaux étrangers, à raison de préventions de crimes commis dans l'intérêt de leur Souverain.

Quant aux simples particuliers, nous pensons qu'il doit leur être fait application de l'art. 6 dans toute sa rigueur, lorsqu'ils sont *arrêtés en France pendant la guerre*.

On doit supposer alors qu'ils ne se sont rendus sur le territoire Français, que pour conduire à fin leur entreprise; de sorte que le crime qui leur serait imputé, aurait bien été commencé sur le territoire étranger, mais il se serait perpétué sur le territoire Français; ce qui rendrait l'étranger justiciable des Tribunaux de France.

Mais si les hostilités avaient cessé, et qu'il ne fût pas possible de supposer une perpétration du crime sur le territoire Français, d'après la conduite tenue par l'étranger depuis son arrivée en France, notre avis serait qu'en s'attachant au mot *pourra* de l'art. 6, il n'y aurait lieu à faire contre lui aucune poursuite.

III. Quant aux autres crimes dont il est parlé en l'art. 5, c'est-à-dire, à la contrefaçon du sceau de l'Etat, et à celle des monnaies nationales ayant cours et des billets de banque établis par la loi, comme ce sont des crimes aux yeux de toutes les nations civilisées, que c'est une violation du droit des gens, que c'est une action nuisible à la France et qui ne peut profiter à l'Etat au sein duquel il est commis, nous estimons que l'art. 6 devrait être exécuté contre leurs auteurs, lors même qu'ils ne seraient arrêtés en France que depuis la cessation des hostilités.

IV. L'art. 12 du Code de brumaire au IV en renfermait déjà une disposition expresse.

Le mot *pourra* ne s'y trouvait pas employé ;

Sa disposition était impérative.

Mais aussi ne s'occupait-il pas des crimes *attentatoires à la sûreté de l'Etat*, comme le fait l'art. 6 du Code d'instruction criminelle ; de sorte qu'il nous paraît résulter du rapprochement de ces deux articles, que le verbe *pourra*, ajouté dans l'art. 6 de celui d'instruction, n'y a été employé qu'à raison des crimes attentatoires à la sûreté de l'Etat, qui toujours crimes dans un Français, peuvent ne pas présenter le même caractère dans un étranger.

V. Cependant il en est dans le nombre qui sont de véritables crimes, sous quelque rapport que l'auteur puisse être envisagé ; tel serait, par exemple, l'attentat qui aurait été commis contre la vie de l'Empereur, dont parle l'art. 86 du Code pénal.

VI. L'art. 6 du Code d'instruction criminelle tient plus, au reste, à la politique et à l'administration générale qu'à la police judiciaire ; en sorte que le Magistrat chargé de la poursuite de pareils crimes, après s'être assuré, par un mandat de dépôt ou d'arrêt, de la personne de l'étranger prévenu de s'en être rendu coupable, doit prendre les ordres du Gouvernement, avant de donner suite à l'instruction de la procédure, afin de ne pas engager improprement une lutte entre la France et la Puissance à laquelle appartiendrait l'étranger.

VII. Lorsqu'il s'agit d'un crime d'Etat, l'extradition ne se refuse jamais, si les Puissances ne sont pas en guerre.

La stipulation s'en trouve presque toujours dans les Traités de paix ou de commerce ; et ces stipulations plus ou moins générales doivent s'exécuter d'après les termes qui en étendent ou qui en circonscrivent l'application.

VIII. Dans le Traité d'alliance de la France avec la Suisse, du 4 vendémiaire an XII, il fut stipulé (art. 17) que dans toutes les procédures criminelles pour *délits graves* dont l'instruction se ferait, soit devant les Tribunaux Français, soit devant ceux de Suisse, les témoins seraient tenus de se transporter près le Tribunal qui les aurait appelés, les deux Gouvernemens devant accorder tous les passe-ports nécessaires.

Mais l'art. cité apporte cette restriction, que si le témoin étranger se trouve *complice*, il doit être renvoyé devant son Juge naturel, aux frais du Gouvernement qui l'aura appelé.

IX. Que doit-on entendre par les *délits graves* dont parle l'art. 17 du Traité d'alliance?

Faut-il que le délit soit de nature à emporter *peine afflictive ou infamante*?

Cela semblerait assez résulter des termes de l'art. 18, qui venant de s'occuper des crimes d'État, de ceux d'empoisonnement, d'assassinat, de faux et de vol avec effraction, ajoute que, dans le cas de délits moins graves, mais qui peuvent emporter *peines afflictives ou infamantes*, chacun des deux États s'engage à punir lui-même le délinquant.

Cependant, comme l'art. 17 parle de *délits* et non de *crimes* d'une manière *restrictive*, et qu'un délit qui appartient à la Police correctionnelle peut être un *délit grave*, ce ne serait violer ni le texte, ni l'esprit du Traité, que de réputer *délits graves*, ceux de Police correctionnelle, dans le sens de cet article.

Mais c'est aux deux Gouvernemens seuls qu'il appartient de donner des ordres relatifs, et conséquemment à juger si le délit est de nature à autoriser la citation du témoin étranger.

Dans une affaire qui s'instruisoit sur *plainte en escroquerie*, rendue par le sieur Blum contre les Bourcard et complices, au Tribunal de première instance de Paris, le Gouvernement Suisse donna des ordres pour que des témoins de Bâle qui étaient indiqués, se rendissent à la citation; ce qui fait voir que telle est la manière dont l'art. 17 doit être entendu.

X. Ce n'est pas là une *extradition* proprement dite, puisque si le témoin se trouve *complice*, il doit être renvoyé devant son Juge naturel, lorsqu'il ne s'agit pas de crime d'État et autres spécifiés dans l'art. 18.

L'extradition dont parle cet article, ne se rapporte qu'aux *réfugiés* d'un pays dans l'autre, et non aux *étrangers* qui rentrent dans l'application de l'art. 6 du Code d'Instruction criminelle, l'unique loi à consulter sur ce point de compétence, dans les rapports de la France avec les autres Puissances.

XI. Le témoin cité d'après l'autorisation de son Gouvernement, qui refuserait de comparaître, pourrait-il y être contraint, et par quelle voie?

Si sa désobéissance ne pouvait être réprimée, il aurait été inutile de stipuler que le témoin pourrait être appelé.

Nous pensons également qu'en donnant défaut contre le témoin non comparant, le Juge saisi peut décerner contre lui un *mandat d'amener*.

Ce mandat doit être adressé, par la voie du Ministre des relations extérieures, au Gouvernement du lieu de la résidence du témoin pour le faire mettre à exécution.

Par ce moyen, toutes les convenances se trouvent ménagées ;
Tous les droits sont maintenus ;
Le traité reçoit sa pleine exécution.

XII. *Autre question.* Le Tribunal saisi de la connaissance du crime à raison duquel le témoin étranger a été appelé, peut-il le faire arrêter lorsqu'il se trouve prévenu de complicité par les débats ?

Nous pensons que le Tribunal saisi peut et doit user de cette voie, pour s'assurer de la personne du témoin ; car sans cela il pourrait trop aisément se soustraire aux recherches et à la peine qu'il aurait méritée.

Les Gouvernemens n'ont pas entendu favoriser l'impunité des coupables.

Ils ont seulement voulu maintenir leurs droits de souveraineté.

Ils s'en sont assez clairement expliqués, en déclarant qu'il était dans leur volonté que les témoins, prévenus de complicité, fussent renvoyés pour être jugés par les Tribunaux de leurs pays.

Le Traité de Bâle ne dit pas, il est vrai, de quelle manière le prévenu sera renvoyé ; mais c'est évidemment en état de prévention du crime qui lui est reproché ; et l'état de prévention d'un crime entraîne de droit l'arrestation provisoire du prévenu.

XIII. On vient de voir que l'étranger appelé comme témoin, ne peut être jugé, pour raison de sa complicité, par le Tribunal saisi ; mais cette règle doit-elle s'étendre aux intérêts civils de la partie offensée, de telle sorte qu'elle ne puisse conclure et se faire adjuger, contre le témoin reconnu complice, l'indemnité du dommage qui lui aura été causé par le délit ?

Le traité de Bâle ne fait aucune distinction entre l'application de la peine et la condamnation aux intérêts civils.

Il veut, sans entrer dans aucune autre explication, que le témoin prévenu de complicité soit renvoyé devant son Juge naturel ; et il faut s'en tenir là, d'autant mieux que la condamnation civile ne peut être que l'accessoire de la déclaration en fait, que le prévenu s'est rendu coupable du délit qui lui est imputé, et que le Juge naturel de l'étranger prévenu de complicité, est seul autorisé à donner cette déclaration sur le fait.

XIV. Nous ne pouvons néanmoins nous dissimuler qu'il y a de fortes objections à tirer contre ce système, de l'art. 14 du Code Napoléon, et des règles de compétence en matière criminelle.

L'art. 14 du Code Napoléon veut, en effet, que l'étranger puisse être cité en France, à la requête d'un Français, lorsqu'il s'agit d'obligations contractées en France, et même de celles contractées par l'étranger, dans son pays, au profit d'un Français.

Cet article ne restreint pas son application aux simples obligations civiles, par contrats ou par transactions ; et celui qui occasionne un dommage à autrui, contracte nécessairement l'obligation de le réparer : tout fait quelconque de l'homme

qui cause un dommage, porte l'art. 1382 du Code Napoléon, *oblige celui par le fait duquel il est arrivé à le réparer.*

Cependant, nous persistons à croire que des conclusions seraient mal dirigées devant les Tribunaux Français, contre un *témoin étranger* prévenu de complicité; car il ne suffit pas d'une simple *prévention* pour faire supposer l'existence d'une obligation; il faut que la preuve de la complicité soit acquise et déclarée; et nous avons déjà observé que le Juge du domicile du témoin étranger, prévenu de complicité, est seul compétent pour déclarer que la prévention est fondée.

XV. Le traité d'Amiens renfermait des dispositions à-peu-près semblables à celles qui se trouvent consignées en celui de Bâle; mais elles ont été révoquées de droit par la reprise des hostilités.

Ceux de Tilsit et de Vienne ne s'en sont pas occupés.

XVI. On ne trouve plus dans le Code d'instruction criminelle les dispositions de l'art. 13 du Code de brumaire an IV, qui autorisait les Tribunaux Français à condamner les étrangers réfugiés en France, à sortir du territoire Français, lorsqu'ils étaient poursuivis dans leurs pays pour crimes, avec défense d'y rentrer, jusqu'à ce qu'ils se fussent justifiés.

Cette mesure, qui appartenait à la haute police, est rentrée dans ses attributions; ce qui est plus conforme aux principes d'une bonne législation.

XVII. Le 11 juin 1808, il se présenta à la Cour de cassation une question digne de fixer l'attention.

Un individu avait été condamné aux fers par jugement d'un Tribunal de l'ancienne république de Gènes.

Il s'était réfugié en France, et il y avait servi assez long-temps dans les armées.

Depuis la réunion de Gènes à la France, cet individu avait été arrêté sur *l'ancien territoire Français.*

Son identité constatée, il avait été condamné à subir la peine prononcée contre lui par les Tribunaux Génois.

Sur son recours, l'arrêt fut confirmé :

« Attendu que le droit d'*asyle* n'est pas un droit *personnel aux réfugiés*, mais un droit de *souveraineté*; de sorte que, dans le cas de réunion des deux Etats, le droit d'*asyle* cesse *ipso facto.* »

ARTICLE VII.

Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire de l'Empire, d'un crime contre un Français, pourra, à son retour en France, y être poursuivi et jugé, s'il n'a pas été poursuivi et jugé en pays étranger, et si le Français offensé rend plainte contre lui.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 5 porte, *hors du territoire de France*, et l'art. 7, *hors du territoire de l'Empire*; mais, quoique les deux locutions diffèrent, elles présentent cependant le même sens;

Elles doivent recevoir la même application.

II. L'art. 7 prévoit le cas où un Français s'est rendu coupable d'un *crime* contre un autre Français, *hors* du territoire de l'Empire, et il autorise à poursuivre le coupable, *à son retour en France*, s'il n'a pas été *poursuivi et jugé en pays étranger*, mais seulement lorsque le Français offensé rend *plainte* contre lui.

III. Ainsi, trois conditions sont cumulativement requises pour qu'un Français qui s'est rendu coupable d'un *crime* envers un autre Français, *hors* du territoire de l'Empire, puisse être *poursuivi et jugé* en France pour raison de ce crime.

1.^o Il faut que le prévenu soit de *retour en France*;

2.^o Qu'il n'ait pas été *poursuivi et jugé* à raison du *même crime*, en pays étranger;

3.^o Que le Français offensé ait rendu *plainte* contre lui.

IV. Il ne suffit pas que le prévenu ait été *poursuivi*; il faut qu'il ait été *jugé*; mais ne l'eût-il été que par *contumace*, il serait à l'abri de toutes poursuites en France; car, il n'en serait pas moins vrai de dire qu'il aurait été *poursuivi et jugé*, seules conditions exigées par le Législateur.

V. L'art. 7 ne parle que de *crimes*, ce qui semble exclusif des délits et des contraventions.

L'art. premier a établi, en effet, une ligne de démarcation très-prononcée entre les *crimes*, les *délits* et les *contraventions*; et l'on ne peut supposer que le Législateur ait entendu les comprendre tous sous la même dénomination dans l'art. 7 qui fait partie du même chapitre.

Les seuls *crimes* commis par un Français contre un autre Français, *hors du territoire de l'Empire*, peuvent donc être poursuivis et jugés en France, lorsqu'ils ne l'ont pas été à l'étranger.

58 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

On pourrait induire le contraire de l'art. 24, mais on verra sur cet article, que ce ne serait pas en tirer une juste conséquence.

VI. Une fois que la partie offensée a rendu sa *plainte*, ou qu'elle a fait sa *dénonciation*, la partie publique se trouvant légalement saisie, les poursuites devraient être continuées dans l'intérêt de la vindicte publique, lors même qu'il y aurait désistement. (*Art. 4.*)

VII. Lorsque le Français qui s'est rendu coupable d'un *crime* envers un autre Français, *hors* du territoire de l'Empire, a été jugé à l'étranger et condamné à une peine et à des réparations civiles auxquelles il aurait échappé par la fuite, pourrait-on l'arrêter, à son retour en France, pour lui faire subir la peine qu'il aurait encourue?

Pourrait-il être poursuivi dans sa personne et sur ses biens, pour le paiement des réparations civiles, auxquelles il aurait été condamné?

VIII. Ce n'est pas, d'après les mêmes principes, que ces deux questions doivent être résolues.

La partie publique ne peut user de son droit de recherches et de poursuites d'office, qu'à raison des crimes commis *sur le territoire de l'Empire*.

Si l'art. 7 lui accorde celui de poursuivre et de faire juger par les Tribunaux Français, le régnicole qui s'est rendu coupable d'un *crime* envers un autre Français, *hors du territoire de l'Empire*, ce n'est que par exception à la règle générale, et toute exception doit être renfermée dans les bornes que la loi lui a prescrites.

Or, si la partie publique, hors le cas prévu par l'art. 7, ne peut poursuivre ni faire juger celui qui s'est rendu coupable d'un *crime* à l'étranger, sur quoi fonderait-elle son droit de faire exécuter contre lui des condamnations prononcées par un Tribunal étranger?

L'article 121 de l'ordonnance de 1629, et l'article 2123 du Code Napoléon, ne permettant pas que les condamnations *civiles* aient effet en France, lorsqu'elles ont été prononcées par des Tribunaux étrangers, comment supposerait-on que le Législateur aurait entendu établir ce droit exorbitant, pour les condamnations pénales?

IX. L'ordonnance de 1629 et le Code Napoléon autorisent bien celui qui a obtenu de Tribunaux étrangers, des jugemens de condamnation en matière civile contre un Français, à faire déclarer son titre exécutoire par les Tribunaux Français; mais le Français condamné à l'étranger peut remettre l'affaire en question et provoquer une nouvelle discussion; ce qui ne peut avoir lieu en matière criminelle.

X. Cependant il peut y avoir, dans les Traités, des dérogations à ce principe, même en matière civile, et l'art. 2123 du Code Napoléon en a maintenu l'exécution.

On en trouve un exemple dans l'art. 16 du Traité de commerce entre la France et la Russie, du 11 janvier 1787, et un second dans l'art. 15 du Traité de Bâle, du 15 vendémiaire an XII.

XI. Il y a plus de difficulté sur la question relative *aux condamnations civiles*.

La raison de douter se tire de ce que ces condamnations se trouvent résulter de jugemens rendus en matière criminelle; ce qui prive le défendeur de remettre de nouveau en question ce qui a été jugé par un Tribunal étranger.

Néanmoins notre avis est que l'offensé qui, ayant obtenu des adjudications prononcées par un Tribunal étranger, a pris la précaution de faire déclarer son titre exécutoire par les Tribunaux Français, peut en poursuivre l'effet contre son débiteur, tant sur sa personne que sur ses biens.

C'est ce que l'art. 2123 du Code Napoléon dit suffisamment, en décidant que l'hypothèque ne peut résulter d'un jugement étranger, *qu'autant qu'il a été déclaré exécutoire par un Tribunal Français*.

Si le Législateur n'avait pas pensé qu'un jugement rendu en pays étranger pût produire son effet en France, il ne se serait pas expliqué ainsi.

XII. Mais l'art. 121 de l'ordonnance de 1629, qui n'a pas été révoqué, n'autoriserait-il pas la partie condamnée par le jugement rendu à l'étranger, à demander à être admise à débattre de nouveau ses droits devant les Tribunaux Français?

Dès qu'il ne peut plus être question que de simples contestations civiles, il nous semble qu'elle le pourrait, puisque l'article est conçu sans restriction. Mais, alors, ne faudrait-il pas tenir pour constant le fait qui aurait été déclaré à la charge de la partie condamnée par le Tribunal étranger?

La question est très-problématique.

XIII. Lorsque l'art. 7 a parlé du retour en France de celui qui s'est rendu coupable d'un *crime* en pays étranger, et pour raison duquel il n'a été poursuivi ni jugé au lieu où il l'a commis, et qu'il a décidé qu'il pourrait être dénoncé, poursuivi et jugé à son retour en France, a-t-il entendu que *la seule présence* du prévenu sur le territoire de l'Empire, fût suffisante pour autoriser de pareilles poursuites, quel qu'en fût le motif?

N'a-t-il parlé, au contraire, que du cas où le prévenu se serait rendu *volontairement* sur le territoire Français?

Un prévenu pourrait ne se trouver en France que par un événement de force majeure.

Le bâtiment qui le portait aurait pu faire naufrage sur les côtes de France.

Le prévenu pourrait avoir été fait prisonnier de guerre.

Il pourrait avoir été amené en France comme otage, ou comme prévenu d'un autre crime.

Dans ces différens cas et autres semblables, y aurait-il bien réellement retour du prévenu en France, dans le sens de l'art. 7?

Abuserait-on ainsi de son malheur, pour aggraver sa condition?

L'art. 7 ne dit pas que le retour aura été *volontaire*; mais il ne dit pas non plus que la loi recevra son exécution dans le cas de *force majeure*; et la force majeure a toujours été considérée comme faisant exception au droit commun.

XIV. Nous convenons que le crime ne mérite aucune indulgence; mais la loi répute le prévenu innocent, jusqu'à ce qu'il ait été condamné; et tout doit dès-lors s'interpréter en sa faveur, tant qu'il n'a pas été rendu contre lui un jugement de condamnation irrévocable.

XV. La question pourrait présenter quelques difficultés, si le prévenu avait été amené en France comme prévenu d'un autre crime, par suite d'*extradition*; mais dans ce cas là même, nous ne penserions pas que l'on pût en abuser pour lui faire son procès à raison de tout autre crime que celui pour lequel son extradition aurait été demandée.

LIVRE PREMIER.

DE LA POLICE JUDICIAIRE,

ET DES OFFICIERS DE POLICE QUI L'EXERCENT.

CHAPITRE PREMIER.

De la Police judiciaire.

ARTICLE VIII.

La Police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves, et en livre les auteurs aux Tribunaux chargés de les punir.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle a pour objet de régulariser l'exercice de la Police judiciaire, qu'il faut se garder de confondre avec la Police administrative.

Le but de celle-ci est de *prévenir* les délits ;

Celui de la Police judiciaire est la recherche et la poursuite des coupables, lorsque le délit a été *commis*.

Cette distinction se trouve clairement établie dans le Code de brumaire an 4, que l'on consultera toujours avec fruit sur les principes fondamentaux de notre législation criminelle.

Il semblerait dès-lors que la Police administrative et la Police judiciaire auraient dû être exercées par des Fonctionnaires publics d'un ordre différent.

Nous verrons cependant qu'il a été fait, par le Code d'instruction criminelle, deux exceptions à cette règle générale.

II. La première se trouve consignée dans l'art. 10, en faveur des *Préfets* des départements, et du *Préfet de police de Paris*.

Le deuxième, dans l'art. 166, en faveur des *Maires*, autres que ceux des Communes chefs-lieux de canton.

Mais des considérations particulières ont déterminé ces exceptions dont on peut tirer un grand avantage pour le maintien de l'ordre public, et dont on sera toujours à même de réprimer les abus, si l'expérience en fait reconnaître.

III. Les *crimes*, les *délits*, les *contraventions* sont tous également du domaine de la Police judiciaire; c'est-à-dire, que toutes les actions qui tendent à troubler l'harmonie sociale doivent être recherchées, poursuivies et punies par le Magistrat.

Cette règle n'est pas néanmoins sans exception, sous le rapport des poursuites à faire contre les prévenus.

Elle en reçoit une première dans le cas de *prescription*, d'*amnistie* ou de *chose jugée*.

Elle en reçoit une deuxième dans celui du *décès* du prévenu.

Il ne peut, en effet, dans ces divers cas, être fait aucune poursuite.

IV. Il est aussi certains *crimes*, certains *délits*, certaines *contraventions* qui ne donnent lieu à l'*action publique*, que lorsqu'ils sont dénoncés par la partie offensée.

Mais ces exceptions ne peuvent être étendues, par assimilation, à d'autres cas que ceux exprimés dans la loi.

V. L'exercice des fonctions de la Police judiciaire cesse à l'instant que commence celui de la *Justice*.

Il doit essentiellement le *précéder*.

Aussi le Code d'instruction a-t-il adopté la grande division établie par celui de brumaire an 4, et s'occupe-t-il de la *Police* et de la *Justice*, dans des chapitres particuliers à chacune d'elles, et en a-t-il confié l'exercice à des Fonctionnaires d'un ordre différent.

VI. Le Code de brumaire an 4 ajoutait un troisième livre aux deux premiers, sous le titre des *Peines*; mais le Législateur en a fait l'objet d'un Code particulier, intitulé : *Code pénal*; de sorte que le Code d'instruction criminelle n'est bien réellement et uniquement qu'un Code d'instruction en matière criminelle, correctionnelle et de police.

VII. L'art. 8 ne fait qu'indiquer, d'une manière générale, le but de l'institution de la Police judiciaire.

Les suivans déterminent dans quelle forme il doit être procédé, suivant la nature des crimes, des délits ou des contraventions qui sont à rechercher et à punir.

ARTICLE IX.

La Police judiciaire sera exercée sous l'autorité des Cours Impériales, et suivant les distinctions qui vont être établies :

Par les Gardes champêtres et les Gardes forestiers ,

Par les Commissaires de police ,

Par les Maires et les Adjoints de Maire ,

Par les Procureurs-Impériaux et leurs Substituts ,

Par les Juges-de-paix ,

Par les Officiers de gendarmerie ,

Par les Commissaires-généraux de police ,

Et par les Juges d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. CHAQUE Cour Impériale est l'autorité régulatrice dans son ressort, en tout ce qui est relatif à l'exercice de la Police judiciaire ; c'est-à-dire que, par son Procureur-Général, elle dirige cet exercice, et que par elle-même, dans les cas prévus, elle lève les obstacles qui pourraient s'y opposer.

II. Nous allons examiner les droits et les devoirs des divers Fonctionnaires auxquels l'art. 8 confie l'exercice de la Police judiciaire ; mais nous devons commencer par observer que le Code d'instruction criminelle ne donne pas la même latitude de pouvoirs à chacun des Agens qu'elle appelle à ces fonctions importantes.

III. Ceux qu'il confie aux Gardes champêtres et aux Gardes forestiers, sont les plus restreints, et cela devait être, à raison du peu d'instruction que la loi leur suppose : aussi n'ont-ils pas été mis au nombre des Officiers de police *auxiliaires* du Procureur-Impérial.

IV. Les Gardes champêtres et forestiers n'ont été établis Officiers de police judiciaire, que pour la recherche et la constatation des délits ruraux et forestiers, et des *contraventions* de police.

Ils peuvent cependant arrêter les prévenus dans le cas de *flagrant délit*, mais seulement lorsqu'il s'agit d'un crime emportant peine afflictive ou infamante, d'un délit ou d'une contravention à réprimer par l'emprisonnement.

La loi ne leur confie même ce droit, qu'à la charge de conduire, *sans aucun retard*, le prévenu, soit devant le Juge-de-paix du canton, soit devant le Maire ou l'Adjoint de la Commune où se fait l'arrestation, sans qu'il soit permis aux gardes de faire aucun acte de la Police judiciaire.

V. Les Commissaires de police, les Maires, leurs Adjoints, les Juges-de-paix, les

Officiers de gendarmerie, les Commissaires-généraux de police, sont, au contraire, les *auxiliaires* du Procureur-Impérial. (*Art. 48 et 50.*)

Ils peuvent le remplacer dans tous les actes de son ministère relatifs à l'exercice de la police judiciaire.

Les Juges-de-peace peuvent même *hors de leur ressort*, dans le cas de distribution de *papiers nationaux falsifiés*, ou de *faux billets de banque*. (*Art. 464.*)

VI. Les Préfets de département, le Préfet de police de Paris, quoique n'étant pas Officiers de police *auxiliaires* du Procureur-Impérial, sont néanmoins autorisés, par l'art. 10, à faire arrêter les prévenus, à dresser des procès-verbaux et à procéder aux interrogatoires.

VII. Mais si les fonctions des Officiers de police judiciaire établies par le Code, sont plus ou moins restreintes, suivant la qualité des Fonctionnaires auxquels l'exercice en est confié, ils n'en sont pas moins tous soumis (les Préfets seuls exceptés) à la surveillance du Procureur-Général.

Les Maires et les Adjoints de Maires ne le sont cependant que sous le rapport des fonctions de la police judiciaire qu'ils peuvent exercer.

VIII. Le Garde, ou tout autre Officier de police judiciaire qui se rend coupable d'un délit, à quelque titre que ce soit, doit être puni plus sévèrement qu'un simple particulier.

L'article 462 du Code pénal, veut qu'il soit condamné au moins à un mois d'emprisonnement, et qu'il puisse même l'être à un tiers en sus de la peine la plus forte, qui pourrait être appliquée à une autre personne qui se serait rendue coupable du même délit, sans qu'il puisse l'être jamais au-dessous du maximum de la peine attachée au genre de délit qui lui est reproché.

IX. Nos anciennes lois pénales n'avaient pas admis cette distinction, et la Jurisprudence ne l'avait pas non plus autorisée.

On en trouve la preuve dans un arrêt du 12 janvier 1809, rendu en faveur d'un Garde forestier qui avait été surpris en délit dans un bois confié à sa surveillance.

X. L'art. 462 du Code pénal n'implique pas contradiction avec l'art. 198 du même Code.

Chacun doit recevoir son application particulière.

Lorsqu'un Garde ou un Officier de police s'est rendu coupable d'un délit commis *hors* de l'exercice de ses fonctions, c'est la disposition de l'art. 462 qu'il faut consulter.

S'il l'a commis *dans* l'exercice de ses fonctions, c'est à l'art. 198 qu'il faut recourir.

Il faut également y recourir, si c'est d'un crime dont un Garde ou un Officier public s'est rendu coupable *dans* l'exercice de ses fonctions; car cet article s'applique à tous les Fonctionnaires publics, sans exception,

Mais il ne prononce d'aggravation de peines, en matière de *crimes*, que lorsque celui qui en est déclaré convaincu, l'a commis dans l'exercice de ses fonctions.

L'art. 462, au contraire, est *spécial* pour les *Gardes et pour les Officiers de police*; de sorte qu'il n'y aurait lieu, pour application de cet article, à aucune aggravation de peines, pour *délits* commis par d'autres Fonctionnaires publics, *hors* l'exercice de leurs fonctions; quoique cette aggravation dût être prononcée contre le Garde ou l'Officier de police qui s'en serait rendu coupable.

XI. Le Code pénal ne renferme aucune disposition portant aggravation de *peines en matière de contraventions*; les choses restent, à cet égard, dans les termes du droit commun: d'où il suit que les peines de police doivent être les mêmes pour tous les contrevenans, de quelque qualité qu'ils soient.

A R T I C L E X.

Les Préfets des Départemens et le Préfet de Police à Paris, pourront faire personnellement ou requérir les Officiers de Police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires, à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux Tribunaux chargés de les punir, conformément à l'art. 8 ci-dessus.

O B S E R V A T I O N S.

I. L'ATTRIBUTION donnée par cet article aux Préfets des départemens et au Préfet de police de Paris, est de nouvelle institution.

Jusqu'à ce jour on n'avait pas cru pouvoir réunir sur la même tête les fonctions de la police administrative et celles de la police judiciaire; mais c'était peut être trop s'attacher à la rigueur du principe, dès qu'il pouvait en résulter des conséquences funestes à la tranquillité publique.

L'article 166 a fait la même délégation aux Maires des Communes, autres que celles des chefs-lieux de canton.

Le Législateur a pensé qu'il n'y avait aucun motif raisonnable de se priver d'une institution qui pouvait procurer les plus grands avantages, en y apportant les tempéramens convenables.

II. En accordant caractère aux Préfets des départemens et au Préfet de police de Paris, pour faire les actes nécessaires à la constatation des crimes, des délits et des contraventions, l'article 10 ne leur a pas conféré d'attributions plus étendues.

Il les charge au contraire de livrer, sans aucun retard, les prévenus aux Tribunaux préposés pour les punir.

III. Tout ce que les Préfets feraient au-delà serait une entreprise sur l'autorité judiciaire.

Il faudrait la réprimer comme attentatoire aux règles de la compétence.

IV. Les Préfets ne peuvent en conséquence décerner aucun *mandat* contre les *prévenus*.

Ils ont le droit cependant de donner l'ordre d'arrestation dans le cas du flagrant délit, et même celui de décerner *mandat de dépôt* contre la personne qui désobéirait à la défense qu'ils lui auraient faite de s'éloigner du lieu des recherches, conformément aux dispositions de l'art. 34.

V. Les Préfets ne doivent pas perdre de vue que, si la loi leur a confié l'exercice des fonctions d'Officier de police judiciaire, ce n'a été que pour assurer d'une manière plus certaine la répression des délits.

Qu'ils se trouvent dès-lors dans l'obligation étroite de se renfermer dans les bornes de leur attribution, sans jamais se permettre d'excéder les pouvoirs que la loi leur a confiés.

VI. Ce n'a pas été dans l'objet d'accorder aux Préfets des pouvoirs plus étendus que ceux que leur attribue la loi de leur institution, que le Code d'instruction criminelle les a autorisés à remplir les fonctions de la police judiciaire; c'est parce que le bien public exigeait qu'en certains cas ils fussent investis de ce pouvoir qui naturellement est hors de leurs fonctions principales.

VII. Il faut remarquer, au surplus, que ce n'est qu'aux Préfets *personnellement*, que l'art. 10 accorde le droit d'exercer les fonctions de la Police judiciaire : de sorte qu'à ne consulter que le Code d'instruction criminelle, ils ne pourraient déléguer ce pouvoir à aucun de leurs agens.

Mais un décret impérial, sous la date du 21 janvier 1810, a autorisé le Préfet de police de Paris, à charger les auditeurs en service près de son Administration, d'exercer quelques-unes des fonctions de la Police judiciaire qui lui sont personnellement attribuées par le Code.

VIII. Si le Préfet ne peut, ou ne veut agir par lui-même, ou par les Auditeurs établis près de lui, il doit se borner à requérir les Officiers de police judiciaire d'agir eux-mêmes.

Lorsqu'il s'en charge personnellement, il doit transmettre ses actes et renvoyer le prévenu au Procureur-Impérial, aussitôt qu'il a constaté les faits dont les traces pourraient disparaître, et recueilli les renseignemens qu'il aura pu se procurer.

Ce n'est pas à lui qu'il appartient de juger du mérite des preuves, de l'innocence ou de la culpabilité du prévenu; il ne peut même le retenir en arrestation, au-delà du temps strictement nécessaire pour faire l'instruction préliminaire qui lui est confiée.

IX. Lorsque les occupations du Préfet ne lui permettent pas de se livrer personnellement aux premières recherches, il doit requérir l'Officier de police judiciaire compétent d'y procéder.

Ce n'est pas, en effet, comme exerçant les fonctions de la police administrative qu'il agit, mais comme exerçant celles de la police judiciaire; et il doit, dès-lors, se conduire comme semit tenu de le faire tout autre Officier de police judiciaire, puisqu'il ne fait que le suppléer.

X. Le décret impérial dont nous avons parlé sous le N.^o VII, est ainsi conçu :

« Les individus arrêtés par ordre du Préfet de police, on conduits à la Préfecture, » qui ne seront pas interrogés par le Préfet lui-même, pourront l'être par un *Auditeur* qu'il commettra à cet effet.

« Quand le Préfet procédera lui-même à l'interrogatoire, un Auditeur y tiendra » la plume. (*Art. 8, section première, titre 2.*) »

Cet article se lie naturellement à l'art. 10 du Code d'instruction criminelle.

XI. L'Auditeur chargé par le Préfet de cette partie des fonctions de la police judiciaire, ne se trouve pas plus que le Préfet lui-même sous la surveillance du Procureur-Général.

L'art. 279 ne s'applique qu'aux seuls Officiers de police judiciaire, dont s'occupe l'art. 9.

XII. Mais les Préfets sont-ils autorisés à faire la recherche des crimes, des délits et des contraventions, *hors le cas du flagrant délit*?

L'art. 10 leur accorde sans réserve toute la latitude de pouvoirs établie par l'art. 8.

Ils peuvent donc faire la recherche des crimes, des délits et des contraventions, et en recueillir les preuves *dans tous les cas*.

Sous ce rapport, les Préfets ont des pouvoirs plus étendus que le Procureur-Impérial lui-même, puisque tous les actes d'instruction lui sont interdits, lorsqu'il n'y a pas *flagrant délit*, on lorsqu'il ne s'agit que de simples *contraventions de police*.

XIII. Cependant les Préfets ne sont pas Officiers de police judiciaire; ils ne l'ont qu'en exercer les fonctions par délégation spéciale.

On en trouve la preuve dans le Discours que prononça M. le Conseiller-d'Etat Treilhard au Corps-Législatif, lorsqu'il lui présenta le projet du premier livre du Code d'instruction criminelle.

« Le premier vœu de la loi, disait cet orateur, est que toutes infractions des » règles soient connues, soient poursuivies, soient jugées. C'est par ce motif que » l'exercice de la police judiciaire est confié à un grand nombre de personnes, et » c'est aussi dans la même intention qu'on a voulu que des Magistrats supérieurs » de l'ordre administratif, qu'on ne doit aucunement confondre avec les Officiers de » police judiciaire, puissent quelquefois requérir l'action des Officiers de police, et » même faire personnellement quelques actes tendant à constater les crimes: »

XIV. Nous avons observé sous le N.^o IX, que le Préfet qui ne juge pas à propos de faire personnellement les premiers actes de recherches, peut requérir l'action des Officiers de police judiciaire. L'Officier de police judiciaire se trouvant saisi par

cette réquisition, tout repire dans l'ordre accoutumé. Celui auquel il doit rendre compte du résultat de ses recherches est le Procureur-Impérial.

La réquisition qui lui a été faite par le Préfet, ne le met pas dans l'obligation de recourir à lui pour faire parvenir au Procureur-Impérial les renseignements qu'il a pu recueillir.

XV. Les Officiers de police judiciaire ne sont pas en effet, *dans cette qualité*, sous la surveillance des Préfets, lors même qu'ils rempliraient, sous un autre rapport, des fonctions *administratives*. Les Préfets n'ont sur eux qu'une surveillance administrative, comme le Procureur-Général n'a sur eux qu'une surveillance judiciaire. (*Art. 17 et 279 du Code d'instruction criminelle.*)

XVI. Cette observation est d'autant plus importante, qu'elle tend à simplifier les rouages de l'instruction et à mettre plus de célérité dans les poursuites.

La communication qui serait donnée au Préfet, des procès-verbaux et des premières informations auxquelles il aurait été procédé par l'Officier de police judiciaire qu'il aurait requis, ne ferait qu'arrêter la marche de l'instruction, sans qu'on pût s'en promettre aucun avantage.

Le Préfet, qui a en connaissance du délit, puisqu'il a requis un Officier de police judiciaire de procéder à sa recherche, peut adresser de suite au Procureur-Impérial les renseignements qu'il a sur le compte du prévenu, ou sur le crime en lui-même.

XVII. Le Préfet a fait tout ce que la loi exige de son ministère, lorsque, n'ayant pas agi par lui-même, il a requis un Officier de police judiciaire de se livrer aux recherches et à la constatation du délit.

L'Officier de police judiciaire requis, agissant légalement dans l'ordre de ses fonctions, doit faire, lorsqu'il a rempli ce que son devoir exige, ce que le Préfet aurait dû faire lui-même, s'il avait agi personnellement, c'est-à-dire, livrer les auteurs des crimes ou des délits, *aux Tribunaux chargés de les punir*.

XVIII. Ce n'est donc pas par l'entremise du Préfet que les pièces doivent être transmises au Procureur-Impérial, mais directement par l'Officier de police judiciaire qui a procédé aux recherches : aussi ne voit-on nulle part que les Préfets soient autorisés à compléter les actes faits par les Officiers de police judiciaire : ce droit n'appartient qu'aux seuls Juges d'instruction. (*Art. 61.*)

XIX. Si l'Officier de police judiciaire requis par le Préfet, ne s'est pas conformé à sa réquisition, ce sera au Procureur-Général, en usant de la surveillance que lui accorde l'art. 279, à réprimer cette négligence; de sorte qu'il est vrai de dire, comme nous en avons déjà fait l'observation, que les Préfets ne peuvent avoir aucun motif d'exiger que les actes de recherche faits par l'Officier de police judiciaire qu'ils ont requis, leur soient remis, afin d'en faire eux-mêmes la transmission au Procureur-Impérial.

Les réquisitions que font les Préfets emportent, de droit, l'ordre de constater le délit, et d'en livrer les auteurs aux Tribunaux.

CHAPITRE II.

Des Maires, des Adjoints de Maire, et des Commissaires de police.

ARTICLE XI.

Les Commissaires de police, et, dans les Communes où il n'y en a point, les Maires; au défaut de ceux-ci, les Adjoints de Maire rechercheront les contraventions de police, même celles qui sont sous la surveillance spéciale des Gardes forestiers et champêtres, à l'égard desquels ils auront concurrence et même prévention.

Ils recevront les rapports, dénonciations et plaintes qui seront relatifs aux contraventions de police.

Ils consigneront dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu où elles auront été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 11 met sur la même ligne, pour la compétence, les Commissaires de police, les Maires et leurs Adjoints; mais il ne leur donne cette compétence que *relativement aux contraventions de police*; de sorte que si le Code n'avait pas ajouté à leurs attributions par d'autres articles, ils ne pourraient légalement exercer les fonctions d'Officier de police judiciaire, que dans les matières de simple police.

II. Mais l'art. 50 les a autorisés, dans le cas de *flagrant délit*, ou réputé tel, à dresser des procès-verbaux, à entendre des témoins, et à faire les visites et autres actes de la compétence des Procureurs-Impériaux, sauf à céder la place au Procureur-Impérial, lorsqu'il se présente pour continuer l'instruction.

III. Le Maire doit-il également la céder au Commissaire de police qui survient, et l'Adjoint au Maire?

L'art. 51 ne l'ordonne qu'à l'égard du seul Procureur-Impérial, et ce serait aller au-delà de ses dispositions, que de l'appliquer aux Maires et à leurs Adjoints.

C'est celui d'eux qui a *prévenu*, qui doit continuer les recherches.

IV. Les Commissaires de police, les Maires et leurs Adjoints ont non-seulement concurrence, mais prévention sur les Gardes champêtres et forestiers, dans les matières même de leurs attributions spéciales.

V. Mais il ne suffit pas d'être Maire ou Adjoint de Maire, pour être Officier de police judiciaire.

Lorsque dans la commune il y a plusieurs Commissaires de police établis, les Maires et Adjoints ne peuvent exercer que de simples fonctions administratives.

S'il n'y a dans la Commune qu'un seul Commissaire de police, il peut être suppléé par le Maire, et, à son défaut, par l'Adjoint de Maire.

S'il n'existe pas dans la Commune de Commissaires de police, c'est le Maire qui est appelé directement à remplir les fonctions de la police judiciaire, et son Adjoint, dans le cas d'empêchement.

VI. Il n'est pas nécessaire que l'empêchement du Commissaire de police soit légalement constaté, pour que le Maire de la commune soit autorisé à en remplir les fonctions.

Cet empêchement est toujours présumé, lorsque le Commissaire de police n'est pas survenu, et qu'il n'a pas réclamé.

La même présomption doit avoir lieu de l'Adjoint au Maire, lorsqu'il n'y a pas eu réclamation de la part du Maire.

Il importe, en effet, au maintien de l'ordre public, que les crimes, les délits et les contraventions soient constatés à l'instant même que l'oreille du Magistrat s'en trouve frappée.

VII. Ce principe a été très-bien développé dans un arrêt du premier septembre 1809, rendu au rapport de M. Guieu.

Dans l'espèce de cet arrêt, un Adjoint avait reçu l'affirmation du procès-verbal d'un Garde forestier, sans avoir déclaré que c'était en l'absence, ou pour l'empêchement du Maire.

La Cour de Justice criminelle du département du Mont-Blanc avait déclaré cette affirmation *nulle*, sur le fondement que l'art. 11 de la loi du 28 floréal an x, n'appelant les *Adjoints qu'à défaut des Maires* à recevoir les affirmations, l'absence du Maire devait être constatée.

En annulant l'arrêt de la Cour de Justice criminelle du département du Mont-Blanc, la Cour de cassation a décidé que, par cela seul que l'Adjoint a procédé à un acte de la compétence du Maire, la présomption légale est qu'il y a procédé dans le cas déterminé par la loi.

VIII. Lorsque le Commissaire de police, le Maire ou l'Adjoint, est appelé à dresser un procès-verbal, il ne doit omettre aucune des circonstances qui peuvent éclairer sur le délit en lui-même, et sur l'individu qui est prévenu d'en être l'auteur ou le complice.

Il doit bien déterminer la nature du crime.

Il doit recueillir tous les indices capables d'amener à la manifestation de la vérité.

IX. S'il est question de constater une mort violente, ou un autre crime dont les traces ne puissent être appréciées que par des gens de l'art, l'Officier de police doit s'en faire assister. (*Art. 43.*)

Mais l'omission de cette formalité n'emporterait pas la nullité de son procès-verbal; ce qui ne doit cependant pas la lui faire négliger, car il pourrait résulter de graves inconvéniens de son inobservation, puisque l'accusé pourrait en tirer un moyen d'atténuation contre la lui due à de pareils actes.

X. Nous avons inséré en note, sous l'art. III, une instruction adressée par le Procureur-Impérial près le Tribunal de première instance de Paris, aux Agens et Syndics des faillies, et ce serait rendre un nouveau service aux Officiers de police auxiliaire, que de mettre encore sous leurs yeux une autre instruction du même Magistrat, adressée à MM. les Commissaires de police de la ville de Paris, pour servir à les diriger lorsqu'ils sont appelés pour la constatation des crimes et délits. Mais, à raison de sa longueur, nous nous bornons à l'indiquer. Elle est sous la date du 28 février 1811, et sa lecture sera très-utile.

ARTICLE XII.

Dans les Communes divisées en plusieurs arrondissemens, les Commissaires de police exerceront ces fonctions dans toute l'étendue de la Commune où ils sont établis, sans pouvoir alléguer que les contraventions ont été commises hors de l'arrondissement particulier auquel ils sont préposés.

Ces arrondissemens ne limitent ni ne circonscrivent leurs pouvoirs respectifs, mais indiquent seulement les termes dans lesquels chacun d'eux est plus spécialement astreint à un exercice constant et régulier de ses fonctions.

OBSERVATIONS.

Cet article n'a pas besoin d'explication; il en résulte clairement que tous les Commissaires de police établis dans une même Commune, le sont pour la Commune entière; et que s'il leur est désigné plus spécialement à chacun un arron-

ment particulier, c'est pour le bien du service; ce qui ne peut les dispenser de se suppléer lorsque le besoin l'exige, sans que, sous aucun prétexte, ils puissent s'y refuser, et sans que, par conséquent, leurs actes puissent être attaqués du chef de la compétence, pour n'avoir pas été faits dans leurs arrondissemens respectifs.

ARTICLE XIII.

Lorsque l'un des Commissaires de police d'une même Commune se trouvera légitimement empêché, celui de l'arrondissement voisin est tenu de le suppléer, sans qu'il puisse retarder le service pour lequel il sera requis, sous prétexte qu'il n'est pas le plus voisin du Commissaire empêché, ou que l'empêchement n'est pas légitime, ou n'est pas prouvé.

OBSERVATIONS.

Cet article présente, comme le précédent, un règlement de pure discipline; il ne fait que confirmer nos observations sur l'art. 12, dans lesquelles nous avons fait remarquer qu'aucun prétexte ne pouvait autoriser le refus que ferait un Commissaire de police de remplacer un de ses collègues empêché.

Celui qui refuserait de déférer à la réquisition qui lui serait faite, s'exposerait à être interdit, ou tout au moins à être suspendu de ses fonctions.

Le Commissaire requis doit commencer par se rendre à l'invitation qui lui est faite, parce qu'il n'est ni l'appréciateur, ni le juge de la conduite de son Collègue, sauf à dénoncer, s'il y a lieu, la négligence ou la mauvaise volonté de ce Collègue à l'autorité supérieure.

ARTICLE XIV.

Dans les Communes où il n'y a qu'un Commissaire de police, s'il se trouve légitimement empêché, le Maire, ou, à défaut de celui-ci, l'Adjoint du Maire, le remplacera tant que durera l'empêchement.

OBSERVATIONS.

Nous avons déjà eu occasion de rappeler sous l'art. 11, que les Maires et leurs Adjoints ne sont appelés à suppléer les Commissaires de police, que dans les Communes où il n'en existe qu'un seul.

Mais alors le Maire ou l'Adjoint requis ne peut se refuser à le suppléer : ce n'est pas plus en effet au Maire et à l'Adjoint à juger de la légitimité de l'excuse du Commissaire de police, qu'à celui-ci d'apprécier le motif du refus de ses collègues.

Celui d'entr'eux qui est requis doit provisoirement agir, parce que cela importe au maintien du bon ordre, sauf à l'autorité supérieure à examiner la conduite du Commissaire de police qui se serait abstenu, ou qui aurait quitté son poste sans motif raisonnable.

ARTICLE XV.

Les Maires ou Adjoints de Maires remettront à l'Officier par qui sera rempli le Ministère public près le Tribunal de police, toutes les pièces et renseignemens, dans les trois jours au plus tard, y compris celui où ils auront reconnu le fait sur lequel ils ont procédé.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 15 ne parle que des *Maires* et des *Adjoints*, et non des *Commissaires de police* qui, remplissant eux-mêmes les fonctions du Ministère public près les Tribunaux de police, n'ont dès-lors aucune pièce à envoyer.

A quoi aboutirait en effet ce renvoi ?

Il ne ferait qu'entraver la marche des poursuites, puisqu'un renvoi secondaire et nécessaire devrait leur être fait.

II. Quoique le délai fixé par l'art. 15 pour l'envoi des pièces ne soit pas de rigueur, cependant les Maires et Adjoints doivent scrupuleusement s'y conformer, s'ils ne veulent pas s'exposer à des reproches.

Les preuves d'ailleurs pourraient dépérir, et la prescription s'acquérir par suite de leur négligence, ce qui doit rendre l'Officier de police, qui a fait la première instruction, très-attentif à l'exécution rigoureuse de cette disposition de la loi.

CHAPITRE III.

Des Gardes Champêtres et Forestiers.

ARTICLE XVI.

Les Gardes champêtres et les Gardes forestiers, considérés comme Officiers de police judiciaire, sont chargés de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel ils auront été assermentés, les délits et les con-

traventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés rurales et forestières.

Ils dresseront des procès-verbaux, à l'effet de constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des délits et des contraventions, ainsi que les preuves et les indices qu'ils auront pu en recueillir.

Ils suivront les choses enlevées dans les lieux où elles auront été transportées, et les mettront en séquestre; ils ne pourront néanmoins s'introduire dans les maisons, ateliers, bâtimens, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence, soit du Juge-de-paix, soit de son Suppléant, soit du Commissaire de police, soit du Maire du lieu, soit de son Adjoint; et le procès-verbal qui devra en être dressé, sera signé par celui en présence duquel il aura été fait.

Ils arrêteront et conduiront devant le Juge-de-paix ou devant le Maire, tout individu qu'ils auront surpris en flagrant délit, ou qui sera dénoncé par la clameur publique, lorsque ce délit emportera la peine d'emprisonnement, ou une peine plus grave.

Ils se feront donner, pour cet effet, main-forte par le Maire ou par l'Adjoint de Maire du lieu, qui ne pourra s'y refuser.

OBSERVATIONS.

I. Les Gardes champêtres et forestiers sont mis, par le Code, au nombre des Officiers de Police judiciaire; mais ils ne sont pas les *auxiliaires* des Procureurs-Impériaux.

Dans aucun cas ils ne sont appelés à les suppléer.

Ils n'ont une véritable compétence que relativement aux délits et contraventions sur lesquels la loi leur a confié une surveillance particulière, sauf le cas de flagrant délit, ou de clameur publique.

II. Mais lorsque le délit ou la contravention rentre dans leur compétence, ils doivent en dresser procès-verbal, pour en constater la nature et toutes les circonstances.

III. Lorsque les choses constitutives du délit ou de la contravention ont été enlevées, ils doivent les suivre et les mettre en séquestre dans les lieux où elles ont été transportées, après en avoir décrit l'état de la manière la plus circonstanciée.

Mais il faut, pour assurer leur compétence à cet égard, que le lieu du dépôt soit dans le ressort du territoire confié à leur garde.

Si le lieu du dépôt était hors du territoire, le Garde qui aurait fait la découverte

du délit ou de la contravention, devrait se borner à en donner avis à un des Officiers de police de ce lieu.

IV. L'art. 16 porte que les Gardes *suivront les choses enlevées dans le lieu où elles seront transportées*; ce qui semblerait annoncer qu'ils ne pourraient en arrêter le transport: cependant il n'a pas été et il n'a pu être dans l'intention du Législateur, que le Garde fût tenu de suivre le délinquant par-tout où il lui plairait d'aller. Le Garde doit saisir l'objet du délit à l'instant qu'il peut le faire, sans attendre qu'il soit arrivé au lieu de sa destination.

V. Dans le cas de flagrant délit, les Gardes sont tenus de s'assurer de la personne du délinquant, et de le conduire, soit devant le Juge-de-paix du canton, soit devant le Maire ou l'Adjoint, du Maire de la Commune sur le territoire de laquelle l'arrestation a été faite.

Mais alors même ils ne peuvent rédiger des procès-verbaux, ni faire aucun acte d'instruction.

Ils ne peuvent non plus étendre cette mesure extraordinaire aux prévenus de délits qui n'emporteraient pas la peine d'emprisonnement ou autres plus graves.

VI. Si le Garde champêtre ou forestier ne peut, lui seul, s'assurer de la personne du délinquant, il doit requérir main-forte, et s'adresser, pour l'obtenir, au Maire du lieu ou à son Adjoint qui ne peut la refuser, lorsque le délit est de la nature de ceux qui donnent aux Gardes le droit d'arrestation.

C'est sous cette restriction que doivent être entendus ces termes de l'art. 16 *qui ne pourra s'y refuser*: car le garde ne peut requérir main-forte que pour ce cas, et conséquemment le Maire ou son Adjoint ne peut la lui accorder que dans le même cas.

VII. Le Code a refusé au Garde le droit de réquisition *directe*, à raison de l'abus qu'il pourrait en faire.

Mais si le Garde avait arrêté, si le Maire avait autorisé l'arrestation d'un individu, qui n'aurait pas été punissable, à raison de son délit, de *l'emprisonnement* ou de peines *plus graves*, le Garde et le Maire s'exposeraient à une action en dommages-intérêts de la part du prévenu, et même à des poursuites criminelles de la part du Ministère public, pour avoir porté atteinte, hors des cas prévus par la loi, à la liberté individuelle d'un citoyen.

VIII. La disposition de l'art. 16 qui autorise les Gardes à s'assurer de la personne des prévenus, n'a pas eu pour unique objet *les délits champêtres et forestiers*. Elle s'applique à tous les genres de crimes, de délits et de contraventions, qui peuvent emporter la peine d'emprisonnement, ou autres plus graves, lorsqu'il y a flagrant délit ou clameur publique.

Ce n'est pas du seul emprisonnement par voie de Police correctionnelle, dont parle l'art. 16, mais de tout emprisonnement comme peine, et conséquemment aussi de celui par voie de simple police.

IX. Les Gardes champêtres et forestiers ne sont que de simples particuliers hors du territoire confié à leur surveillance; ils ne pourraient, dès-lors, faire aucun acte légal hors l'étendue de ce territoire.

X. Il faut de plus, pour la régularité de leurs opérations, qu'ils aient été assermentés, et il faut même qu'ils l'aient été *pour le territoire actuellement soumis à leur garde*; de sorte que l'on ne pourrait argumenter, dans le nouvel ordre de choses, d'un arrêt rendu par la Cour de cassation le 14 avril 1808, qui jugea valable le rapport d'un Garde forestier assermenté pour un territoire, et qui avait passé dans un autre par ordre de l'Administration forestière, sur le motif que ce Garde avait fait enregistrer sa prestation de serment au greffe du Tribunal civil de sa nouvelle résidence.

L'arrêt fut encore fondé sur ce que le Garde n'avait pas changé de *sous-inspection*, et que la loi d'alors exigeait seulement que le Garde fût assermenté, sans ajouter, comme le fait l'article 16 du Code d'instruction criminelle, qu'il doit l'être *pour l'arrondissement où il exerce ses fonctions*.

XI. L'art. 16 fait un devoir aux Gardes de se faire assister, soit par le Juge-de-*paix* ou son Suppléant, soit par le Commissaire de police, soit par le Maire du lieu ou son Adjoint, lorsqu'ils veulent pénétrer dans les maisons, ateliers, *bâtimens*, cours adjacentes ou enclos des particuliers, et de faire signer leurs procès-verbaux par le Fonctionnaire en présence duquel la visite aura été faite.

Mais il ne dit pas que les Gardes s'en feront assister, sous peine de nullité de leurs procès-verbaux, et cette nullité n'était pas non plus prononcée par les anciennes lois de la matière.

Aussi la Cour de cassation a-t-elle constamment jugé que la nullité des procès-verbaux des Gardes ne peut être prononcée sur ce motif.

On en trouve la preuve dans ses arrêts des 21 mai 1807, et 3 novembre 1809.

La Cour de cassation l'a toujours jugé de même relativement aux procès-verbaux des Préposés des Douanes et des Employés de la Régie des Droits-réunis, ainsi qu'on peut le voir par d'autres arrêts des 30 juillet 1806, 30 et 31 juillet 1807 et 22 juillet 1808.

XII. Les espèces sur lesquelles intervinrent les arrêts des 21 mai 1807 et 3 novembre 1809, sont utiles à rappeler.

Dans celle du premier, rendu au rapport de M. Rataut, le Garde s'était fait accompagner du *Maire* d'une autre Commune que celle du territoire.

Dans celle du second, au rapport de M. Guieu, c'était un *Juge-de-paix* qui avait assisté le Garde dans ses opérations.

Ni l'un ni l'autre de ces Officiers n'avait de caractère; le Maire n'étant qu'un simple particulier hors le territoire de sa Commune, et le Juge-de-paix n'ayant pas

été mis, par le Code de brumaire an 4, au nombre des Officiers dont les Gardes devaient requérir l'assistance.

Il y aurait eu lieu, dès-lors, dans l'un et l'autre cas, de prononcer la nullité des procès-verbaux, si la formalité avait été de rigueur; mais comme les prévenus ne s'étaient point opposés aux recherches, la Cour n'eut aucun égard à ce moyen.

XIII. Cependant il y aurait réellement *nullité* du procès-verbal et des poursuites faites en conséquence, si le Garde s'était permis de s'introduire dans le domicile du prétendu délinquant, malgré son *opposition*, et sans s'être fait assister par un Officier public.

Les Gardes doivent être en pareil cas d'autant plus scrupuleux observateurs de la loi, qu'en la violant, ils peuvent compromettre leur sûreté personnelle, et se faire soupçonner d'avoir en des motifs secrets d'entrager ainsi.

XIV. Le Grand-Juge Ministre de la Justice ayant été consulté sur la question de savoir si les Agens forestiers sont tenus de se faire assister d'un Officier municipal, pour faire perquisition *dans les loges des Sabotiers et autres établissemens temporaires*, formés dans l'intérieur des forêts pour la mise en œuvre des bois en exploitation, répondit, le 21 juin 1809, que les perquisitions pouvaient être faites sans son assistance, attendu que les loges des *Sabotiers*, et autres établissemens de ce genre ne forment point un domicile et des ateliers *permanens*.

Cette décision se trouve rapportée dans les Annales forestières de la même année, page 231, n.º 394.

XV. Les auteurs de ces Annales pensent qu'on doit le décider de la même manière pour les visites à faire *dans les scieries, établies seulement pour le temps de l'exploitation du bois*; et nous adoptons cette opinion: car il y a même raison de décider dans ce cas, que dans celui rappelé dans la décision du Grand-Juge.

XVI. Ils mettent aussi dans la même catégorie les bateaux et les nacelles servant à l'adjudicataire pour la pêche qui lui a été affermée; mais ils pensent que les Gardes doivent se réunir au nombre de deux au moins pour en faire la visite.

Cette mesure de prudence ne peut-être blâmée; mais elle n'est nécessaire que dans le cas où le procès-verbal d'un seul Garde ne peut faire foi en justice jusqu'à inscription de faux; c'est-à-dire, lorsque le délit est de nature à emporter une condamnation de *plus de 100 fr.* pour amende et restitution, aux termes de l'art 13, titre 9 de la loi du 29 septembre 1791.

Sur quoi nous observerons que le montant de la confiscation ne doit pas être pris en considération dans cette somme de cent francs, ainsi que le jugea la Cour de cassation par son arrêt du 9 mai 1806.

XVII. Il fut jugé par le même arrêt, que lorsque le procès-verbal constate *plusieurs délits indépendans*, c'est comme s'il avait été rédigé un procès-verbal

particulier sur *chacun* d'eux ; de sorte que le second témoignage n'est requis que relativement à ceux des délits reconnus, qui peuvent emporter par eux-mêmes une condamnation à plus de 100 francs d'amende et de restitution.

XVIII. L'art. cité de la loi de 1791, n'est pas seulement applicable aux procès-verbaux des *Gardes*.

Le procès-verbal qui serait dressé par l'Inspecteur n'aurait pas plus de force que celui d'un simple Garde, s'il n'était accompagné d'un second témoignage : c'est ce qui fut jugé par arrêt du 8 frimaire an 1x ; mais les procès-verbaux des Inspecteurs et des autres Agens supérieurs de l'Administration ne sont pas soumis à l'affirmation, (*art. 15, titre 9 de la loi de septembre 1791*) ; et les *Gardes généraux* ayant été mis au rang des Agens supérieurs de l'Administration, par le décret impérial du 18 juin 1809, l'application de cet article de la loi de 1791 doit également leur être faite. (*Arrêt du 9 février 1811.*)

XIX. Quel est, dans le sens de la loi, le caractère du second *témoignage*, qui doit donner au procès-verbal pleine et entière foi en Justice ?

On a constamment tenu que le second témoignage résultait suffisamment de la signature de deux Gardes au procès-verbal, lorsque l'un et l'autre l'avaient affirmé. (*Arrêts des 15 frimaire an xii et 1.^{er} mars 1811.*)

Mais quand le procès-verbal aurait été signé par deux Gardes, s'il n'avait été affirmé que par l'un d'eux, il n'y aurait pas un second témoignage suffisant. (*Arrêt du 6 février 1806.*)

Le contraire semble cependant avoir été jugé au rapport de M. Chasle, le 29 mars 1811. Mais le procès-verbal avait été dressé par un *Garde général*, assisté de deux Gardes particuliers ; et le Garde général n'était pas tenu d'affirmer son procès-verbal.

D'autre part, le contrevenant n'avait pas contesté le fait établi par le procès-verbal ; il s'était borné à soutenir que le terrain qu'il avait défriché n'était pas en pleine nature de bois, en faisant néanmoins l'aveu qu'il était semé d'arbres épars et de souches d'anciens arbres coupés : ce qui suffisait pour le faire condamner.

Cependant la Cour de Justice criminelle du département de la Loire-Inférieure, avait admis le défendeur à prouver que le terrain qu'il avait défriché *n'était pas en nature de bois*.

Ce fut cet arrêt que la Cour de cassation annula le 29 mars 1811 ; mais il y avait dans la cause des circonstances particulières qui déterminèrent cette annulation.

Le plus prudent, en pareil cas, est de faire *répéter* à l'audience du Tribunal, les Gardes signataires du procès-verbal ; car le Code ne considère comme véritable témoignage que celui qui est fait sur la foi du serment ; et c'est un second témoignage, et non pas une simple déclaration qu'exige la loi de septembre 1791.

XX. On a constamment tenu que le second témoignage peut se constituer par

la déclaration *assermentée en Justice* de simples *particuliers*, et, à plus forte raison, par celle du second Garde signataire qui aurait négligé d'affirmer le procès-verbal; de manière que la partie poursuivante doit être admise à cette preuve *supplétive*, lorsqu'elle offre de la rapporter.

XXI. Mais lorsque cette preuve *supplétive* n'est point offerte, le Tribunal saisi n'est pas tenu de l'ordonner d'office. (*Arrêts des 5 janvier 1809 et 28 juin 1811.*)

Le défendeur, dans cet état de choses, doit être renvoyé; lors même qu'il n'offrirait *d'en rapporter aucune* pour détruire les énonciations du procès-verbal. (*Arrêt du 29 octobre 1808.*)

Cette Jurisprudence est fondée sur ce que le prévenu n'a rien à prouver, tant que le fait qui lui est imputé n'est pas légalement établi, ce qui amène naturellement à la question de savoir si les délits forestiers ne peuvent être légalement constatés que par des procès-verbaux.

XXII. Nous avons vu souvent discuter cette question en théorie, mais il n'est pas de notre connaissance qu'elle se soit jamais présentée nuement à juger à la Cour de cassation.

L'ordonnance de 1669 et toutes les lois forestières n'indiquent aucune autre manière de constater une contravention, que par des procès-verbaux réguliers; et nous n'avons jamais vu porter en Justice des demandes en condamnation, sans qu'il eût été dressé un procès-verbal préalable; ce qui nous paraît suffire pour donner la véritable interprétation des lois en cette matière.

Cependant il est de principe qu'en matière de délits, tous les genres de preuves sont admis, et les contraventions forestières sont de véritables délits, puisque la connaissance en est exclusivement attribuée aux Tribunaux correctionnels et de police; mais il n'est pas de règle sans exception.

XXIII. En matière de douanes, de droits-réunis, d'octrois, lorsqu'il n'y a pas de procès-verbaux, il n'y a pas lieu à poursuites.

Si le procès-verbal qui a été dressé est nul, la confiscation seule des choses saisies peut être prononcée.

Les contraventions aux lois sur les douanes, sur les droits-réunis et sur les octrois, doivent nécessairement être portées devant les Tribunaux correctionnels, comme les contraventions forestières.

XXIV. Il n'y a point en cela de contradiction dans les formes de procéder en matière correctionnelle.

C'est seulement une exception aux règles générales de procéder; exception qui est fondée en raison et en justice: car, si la preuve testimoniale en cette matière n'est pas admise, c'est que les procès-verbaux des Gardes et des Employés sont crus jusqu'à inscription de faux; tandis que les procès-verbaux dans les matières correctionnelles ordinaires, peuvent être détruits par la preuve contraire.

XXV. Notre opinion est, en conséquence, que la seule manière de constater légalement une contravention forestière, est de l'établir par un procès-verbal régulier.

Mais s'il y avait eu *crime* commis et non pas un simple délit, ou une simple contravention, la personne qui en serait prévenue pourrait être poursuivie, lors même qu'il n'aurait été dressé aucun procès-verbal.

XXVI. Chacun sait ce que l'on doit entendre par la *clameur publique*; mais le *flagrant délit* a dû être défini, et il l'a été dans l'art. 41.

« Le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre, porte cet » article, est un *flagrant délit*.

» Sera aussi réputé flagrant délit, le cas où le prévenu est trouvé nanti d'effets, » armes, instruments, ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice, » pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit. »

XXVII. Le Code ne considère pas la réquisition faite de la part d'un *chef de maison*, comme constituant un véritable flagrant délit.

Lorsqu'elle l'y assimile par l'article 46, ce n'est qu'à l'égard des Officiers de police *auxiliaires* du Procureur-Impérial, et les Gardes ne sont pas de ce nombre; de sorte qu'ils violeraient les règles de leur compétence, s'ils se permettaient de s'introduire dans la maison des particuliers, lors même qu'ils en seraient requis par le chef.

Ils doivent se borner à donner avis, sur-le-champ, de la réquisition, à un Officier de police *auxiliaire* du Procureur-Impérial.

XXVIII. Les Gardes forestiers peuvent légalement constater les délits *ruraux*, pourvu qu'ils fassent cette constatation dans le territoire pour lequel ils sont assermentés: il en est de même des Gardes champêtres à l'égard des délits *forestiers*; ils ont dans toute l'étendue de ce territoire le caractère d'Officiers de police judiciaire; et il est dans la nature des choses qu'un Officier de police judiciaire puisse faire, dans son ressort, tous les actes de sa compétence.

Le Garde forestier doit seulement faire porter plus spécialement sa surveillance sur les bois confiés à sa Garde, et le Garde champêtre sur les propriétés rurales.

Il en est des Gardes, sous ce rapport, comme des Commissaires de police chargés de remplir leurs fonctions plus spécialement sur un arrondissement que sur les autres de la Commune où ils sont établis, mais qui n'en ont pas moins caractère pour les exercer dans toute l'étendue de la commune.

XXIX. Pour la validité d'un procès-verbal, il faut que le Garde qui le rédige soit âgé au moins de *vingt-cinq ans*. (*Art. premier, titre 3 de la loi du 29 septembre 1791.*)

Cet âge, pour les Gardes, est requis avec tant de rigueur, que le 19 juin 1807, la Cour de cassation rejeta le recours contre un arrêt qui avait prononcé la nullité du procès-verbal d'un Garde âgé moins de *vingt-cinq ans*, quoique ce Garde en

exerçât les fonctions depuis plusieurs années, et qu'il eût déjà dressé une foule de procès-verbaux qui n'avaient pas été attaqués de ce chef.

XXX. Il faut aussi que le Garde ait fait l'affirmation de son procès-verbal dans les vingt-quatre heures, en conformité de l'article 7, titre 4 de la même loi; mais il n'y a pas de nécessité que l'heure à laquelle est faite l'affirmation soit indiquée par l'Officier qui la reçoit. (*Arrêt du 9 février 1811.*)

XXXI. Il faut enfin, pour que le procès-verbal d'un Garde puisse être un acte utile, qu'il ait été enregistré, ainsi que nous l'expliquerons plus au long sous le N.º 27 de nos observations sur l'art. 18.

XXXII. Chaque Commune est tenue d'avoir un Garde champêtre pour la conservation de ses récoltes. (*Loi du 20 messidor an 3.*)

Chaque propriétaire a le même droit, et il appartient également au simple fermier. (*Arrêt du 27 brumaire an xi.*)

XXXIII. Quoique les Gardes champêtres et forestiers des particuliers soient, comme ceux des Communes et de l'Administration forestière, des Officiers de police judiciaire, cependant il existe quelques différences entr'eux.

Si tous doivent prêter serment avant leur entrée en fonctions, les Gardes nommés par l'Administration forestière, doivent le prêter devant le Tribunal de première instance de l'arrondissement où se trouvent situés les bois confiés à leur Garde, (*art. 7 de la loi du 16 nivôse an 9*); tandis que le serment des Gardes des particuliers et des Communes, doit être reçu par le Juge-de-paix du canton. (*Art. 5, titre 1 de la loi du 28 septembre 1791.*)

XXXIV. Mais quelle est la foi due aux procès-verbaux dressés par les Gardes forestiers des particuliers et des Communes?

Les bois des Communes ayant été soumis au même régime que les bois nationaux, notre opinion est que les procès-verbaux dressés par les Gardes forestiers des Communes doivent être crus jusqu'à inscription de faux.

Nous pensons, au contraire, que les Gardes forestiers des particuliers ne peuvent donner plus d'autorité à leurs procès-verbaux, que ne peuvent en avoir ceux rédigés par tout autre Officier de police judiciaire, la loi n'ayant pas fait d'exception à leur égard.

Pendant, nous estimons qu'ils doivent être crus jusqu'à preuve contraire; de sorte que si la personne indiquée comme délinquante n'offre pas de rapporter cette preuve, elle doit être condamnée.

Elle pourrait même l'être lorsqu'elle offrirait de la rapporter, si le Tribunal ne jugeait pas à-propos de l'admettre: ce que l'art. 154 a entièrement laissé à sa disposition.

XXXV. Lorsque l'art. 13, titre 9 de la loi du 29 septembre 1791, a déclaré que

les procès-verbaux des Gardes forestiers feraient preuve suffisante, jusqu'à inscription de faux, elle ne l'a dit ainsi que relativement à la matérialité du délit qu'ils constatent.

Le véritable sens de cet article est que les procès-verbaux des Gardes doivent être crus jusqu'à inscription de faux, dans tout ce qui concerne la matérialité du délit, mais point au-delà. (*Arrêt du 9 février 1811, au rapport de M. Bailly.*)

Ce serait cependant aller trop loin que de rejeter des procès-verbaux les déclarations faites par les Gardes, lorsqu'elles ne tendent qu'à *fortifier* la constatation matérielle du délit, et qu'elles sont appuyées sur l'avou du prévenu qui a été interpellé de signer le procès-verbal, lors même qu'il l'aurait refusé, si son refus s'y trouvait consigné.

Si la mention du refus ne s'y trouvait pas, et que le prévenu déniât l'avou qui lui serait opposé, il pourrait être admis à la preuve contraire s'il offrait de la rapporter; mais s'il se bornait à une simple dénégation, il devrait être condamné. (*Arrêt du 20 juin 1806.*)

XXXVI. Si le Garde n'avait fait qu'énoncer une opinion, que porter un jugement, son procès-verbal sur ce point ne pourrait être cru jusqu'à inscription de faux : c'est ce que la Cour de cassation jugea au rapport de M. Chasle, le 21 février 1811, et ce qu'elle avait précédemment jugé le 15 décembre 1808.

XXXVII. Si les déclarations faites par le Garde, dans son procès-verbal, avaient pour objet de constater un autre délit, une autre contravention que celle résultante du délit forestier qu'il viendrait de reconnaître, il ne pourrait être cru sur ces faits étrangers que jusqu'à preuve contraire; le Garde n'aurait exercé, sous ce rapport, que les fonctions ordinaires d'Officier de police judiciaire. (*Arrêt du 6 juillet 1809.*)

XXXVIII. Mais pourrait-on refuser au prévenu de faire reconnaître, par le moyen d'une expertise, l'erreur dans laquelle il prétendrait que le Garde serait tombé, sur la nature et la qualité de la contravention qu'il aurait constatée par son procès-verbal?

La négative fut jugée le 14 décembre 1810, au rapport de M. Bailly, contre un adjudicataire de bois qui avait été *présent* au récolement de sa coupe, fait par un Inspecteur assisté d'un Garde forestier, dont il avait refusé de signer le procès-verbal sans en donner de motifs.

Il avait depuis soutenu qu'il s'était glissé des erreurs dans le procès-verbal, sur le nombre et sur la qualité des arbres coupés en délit, et il offrait de le faire reconnaître au moyen d'une expertise.

Mais la Cour n'eut aucun égard à cette exception, attendu que le refus qu'avait fait l'adjudicataire de signer le procès-verbal, ne pouvait porter atteinte à la foi qui lui était due, jusqu'à inscription de faux; de sorte qu'il était non-recevable à

venir alléguer après coup, devant les Tribunaux, que le déficit constaté par le procès-verbal n'était pas vrai.

La Cour se détermina par le motif que l'adjudicataire *présent* au procès-verbal n'avait pas réclamé contre l'erreur prétendue qu'il alléguait; d'où il semble que l'on peut conclure que, si l'adjudicataire *présent avait réclamé* à l'instant, et qu'il eût fait consigner sa réclamation dans le procès-verbal, son exception aurait dû être admise; et c'est notre opinion.

XXXIX. Mais le prévenu qui *n'aurait pas été présent* à la rédaction du procès-verbal, devrait-il être écouté dans sa réclamation et dans sa demande en expertise préalable au jugement définitif?

Nous pensons qu'il y aurait motif suffisant pour s'inscrire en faux contre le procès-verbal, mais que cette voie seule serait autorisée; car, autrement, ce serait admettre une *autre voie* que celle de l'inscription de faux, pour détruire la foi due au procès-verbal.

XL. Il fut cependant jugé le 7 floréal an xii, que, sans qu'il fût besoin de passer à l'inscription de faux, le prévenu pouvait être admis à la preuve que le bois dans lequel son bétail avait été surpris en délit, était *défensable*, malgré la déclaration contraire du procès-verbal; attendu qu'en faisant cette déclaration, le Garde n'avait fait qu'énoncer une simple opinion, et que l'inscription de faux n'est nécessaire que quand il est question de détruire le *fait* matériel de la contravention.

Nous ne rapportons cet arrêt que pour établir le point de *droit*: car une preuve de cette nature ne pourrait être admise aujourd'hui que les bois ne sont réputés *défensables* que lorsqu'ils ont été déclarés tels par des arrêtés de l'Administration générale dont le prévenu doit conséquemment justifier.

XLI. Il faut nécessairement passer à l'inscription de faux, pour détruire la foi due au procès-verbal d'un Garde qui, n'ayant pu constater le délit sur place, en a suivi les traces, et qui a déclaré s'être assuré, par ce moyen, du véritable délinquant. (*Arrêt du 20 juin 1806.*)

XLII. Les Gardes champêtres et forestiers ne peuvent se dispenser de rédiger un procès-verbal des faits qui sont de nature à constituer un délit ou une contravention, dans les vingt-quatre heures qu'ils en acquièrent la connaissance; ce n'est point à eux à juger si le délit ou la contravention qui existe *matériellement*, est de nature à faire infliger, ou non, une peine à son auteur.

Ils ne pourraient prendre l'initiative à cet égard, sans s'immiscer dans les fonctions judiciaires, lorsqu'ils ne sont institués que pour préparer les décisions des Magistrats.

Cette observation est d'une haute importance.

Un seul exemple suffira pour la justifier.

XLIII. L'adjudication d'une coupe de bois pour le *taillis* avait été faite à des

marchands qui l'avaient vidée dans le temps convenu , mais qui n'avaient pas encore obtenu *leur congé de cour*, lorsque l'adjudication pour *la futaie*, dans la *même* coupe, fut faite à d'autres individus qui en avaient commencé de suite l'exploitation :

Un rapport de Gardes constata *postérieurement* qu'il inanquait soixante-quatorze baliveaux marqués en réserve sur le taillis.

Les adjudicataires de la coupe du taillis furent cités en conséquence pour se voir condamner à l'amende et à la restitution , à cause du *déficit* de ces 74 baliveaux.

Ils opposèrent une fin de non-recevoir tirée de l'immixtion des adjudicataires de la futaie dans la coupe.

Cette fin de non-recevoir fut rejetée; et sur le recours en cassation l'arrêt fut maintenu.

Si la fin de non-recevoir avait paru fondée au Garde, et qu'il n'eût pas rédigé un procès-verbal, il se serait constitué le Juge de la question, et il en serait résulté un grand préjudice pour le Trésor public.

ARTICLE XVII.

Les Gardes champêtres et forestiers sont, comme Officiers de Police judiciaire, sous la surveillance du Procureur-Impérial, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'Administration.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle s'est borné à déclarer le principe de la *surveillance* du Procureur-Impérial sur les Gardes champêtres et forestiers, sans en déduire les conséquences; mais l'art. 17 n'a rien changé à ce qui se pratiquait à cet égard sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Cet article accorde au *Procureur-Impérial* la même surveillance que le Code de brumaire avait confiée au Directeur du Jury, par ses articles 47 et 141.

La surveillance du Procureur-Impérial doit dès-lors se porter sur les *négligences*, les *abus* et les *malversations* des Gardes.

II. Un simple avertissement pourra suffire en certaines occasions, tandis que dans d'autres, il conviendra de faire un exemple capable d'intimider la malveillance.

La loi laisse le tout à la prudence du Procureur-Impérial.

III. Mais quel que soit le genre d'abus ou de malversation qui soit reproché à un Garde, le Procureur-Impérial n'a le droit ni de le suspendre de ses fonctions, ni de provoquer sa destitution devant les Tribunaux.

Cela sort des bornes d'une simple surveillance, et les Tribunaux ne sont pas compétens pour prendre des mesures *administratives* de cette espèce.

IV. Si la plainte portée contre le Garde est grave, il est du devoir du Procureur-Impérial d'en instruire l'Administration, afin qu'elle avise aux moyens de le faire suppléer ou remplacer.

Les Tribunaux ne sont établis que pour l'application de la *peine*, et non pour prononcer la suspension ou la destitution d'un Agent administratif, lors même qu'ils le reconnaissent coupable et qu'ils prononcent sa condamnation.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 29 décembre 1808, et ce fut un nouvel hommage qu'elle rendit aux principes.

ARTICLE XVIII.

Les Gardes forestiers de l'Administration, des Communes et des établissemens publics, remettront leurs procès-verbaux au Conservateur, Inspecteur ou sous-Inspecteur forestier, dans le délai fixé par l'art. 15.

L'Officier qui aura reçu l'affirmation sera tenu, dans la huitaine, d'en donner avis au Procureur-Impérial.

OBSERVATIONS.

I. Pour que les procès-verbaux des Gardes puissent faire foi en justice jusqu'à inscription de faux, ils doivent être *affirmés*.

L'art. 18 ne s'explique ni sur le délai dans lequel ils doivent l'être, ni devant quel Officier l'affirmation doit être faite.

Mais comme il ne révoque pas les lois antérieures qui avaient déterminé le délai et la qualité de l'Officier qui a caractère pour recevoir l'affirmation, ces lois doivent encore aujourd'hui être exécutées.

II. Les Gardes doivent en conséquence affirmer leurs procès-verbaux dans les *vingt-quatre heures*, devant le *Juge-de-paix* du canton de leur domicile, au désir de l'art. 5, titre 4 de la loi du 29 septembre 1791.

III. Le même article les autorisait également à faire leur affirmation devant l'un des *Assesseurs* du Juge-de-paix; mais comme il n'existe plus d'*Assesseurs*, le Juge-de-paix seul aurait caractère pour recevoir l'affirmation, si la loi du 28 floréal an x, art. 11, n'avait donné la même autorisation à ses *Suppléans*.

IV. Cet article semble restreindre, il est vrai, le droit des Suppléans au seul cas où ils n'habitent pas la même Commune que celle du Juge-de-paix, et où la *contravention a été commise sur le territoire de la Commune de leur résidence*. Mais sa disposition doit être entendue dans ce sens, que si le Juge-de-paix n'est ni absent, ni empêché, c'est à lui que le Garde doit s'adresser, tandis que dans le cas d'absence ou d'empêchement, il peut faire son affirmation devant le Suppléant qui remplit alors les fonctions de Juge-de-paix.

Mais le Suppléant doit faire mention dans l'acte d'affirmation, de l'absence ou de l'empêchement du Juge-de-paix.

V. Le même article de la loi de floréal an x, donne caractère aux *Maires* et à leurs *Adjoints*, pour recevoir l'affirmation des procès-verbaux des Gardes, qui constatent des délits ou des contraventions commises dans leurs *Communes respectives*, lors même que ces Communes seraient celles de la résidence du Juge-de-paix ou de son Suppléant.

Mais ce n'est que dans le cas où *ceux-ci* sont *absens* ou *empêchés*.

Les Maires, comme les Suppléants, ne doivent, dès-lors, pas négliger de faire mention, dans l'acte d'affirmation qu'ils reçoivent, de l'absence ou de l'empêchement du Juge-de-paix et de ses Suppléants.

VI. La loi de floréal an x s'applique aux Gardes *champêtres* comme aux Gardes *forestiers*.

L'affirmation de leurs procès-verbaux était même déjà rendue indispensable par la loi du 22 avril 1790, art. 10, et par l'art. 6, titre premier de celle du 28 septembre 1791.

VII. Le défaut d'affirmation, ou, ce qui revient au même, l'affirmation irrégulière devant faire considérer les procès-verbaux comme nou-avenus, il s'est souvent élevé des contestations sur la *légalité* de pareils actes.

VIII. On a demandé si les *vingt-quatre heures* accordées pour l'affirmation, devaient être comptées *de momento ad momentum*, et il fut jugé pour l'affirmative, par arrêts des 18 janvier 1807, 5 janvier et 24 mars 1809.

Dans l'espèce de ces arrêts, les procès-verbaux et leurs affirmations indiquaient l'heure à laquelle ils avaient été rédigés, et il en résultait que les Gardes n'étaient plus dans les *vingt-quatre heures*, lorsqu'ils les avaient affirmés.

IX. Mais la loi n'exigeant pas du Garde l'indication de l'heure dans son procès-verbal, et cette indication n'étant pas non plus requise dans l'acte d'affirmation, il n'y aurait pas lieu de prononcer la nullité du *procès-verbal*, sur le motif du prétendu défaut d'affirmation dans les *vingt-quatre heures*, si l'un et l'autre de ces actes, ou l'un d'eux, n'avait fait qu'indiquer le jour de sa *rédaction*, et qu'il fût constaté que l'affirmation aurait été faite dans le jour *suivant*: c'est ce qui a été jugé par arrêt du 9 février 1811, rendu au rapport de M. Bailly, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Daniels :

« Attendu qu'aucune loi n'exige que l'heure de l'affirmation des procès-verbaux » soit énoncée dans l'acte d'affirmation, et que, dans l'espèce, l'affirmation ayant » été faite le 16 mai, c'est-à-dire dans le jour qui suivait celui mis en tête du » procès-verbal affirmé, la présomption légale était que l'affirmation avait été faite » dans le délai de la loi. »

Le prévenu ne serait pas recevable dans la preuve qu'il offrirait de rapporter qu'il se serait réellement écoulé plus de *vingt-quatre heures* entre le moment de la rédaction du procès-verbal, et celui de *l'affirmation*.

X. Un autre arrêt rendu le 19 janvier 1809, au rapport de M. Basschop, a même jugé qu'il n'y avait pas nullité du procès-verbal d'un Garde, portant la date d'une *heure de relevée*, quoiqu'il n'eût été affirmé qu'à *une heure de relevée du lendemain*, et qu'il ne puisse y avoir *deux* fois l'heure d'une de relevée dans les *vingt-quatre heures*.

Le motif de décider fut pris de ce que le procès-verbal prouvait bien que sa rédaction avait été *commencée* à une heure de relevée, mais non qu'à la même heure il eût été clos, ce qui n'était pas même possible, sa rédaction ayant nécessairement exigé un trait de temps quelconque.

Cet arrêt a jugé très-positivement que les vingt-quatre heures qu'accorde la loi pour l'affirmation des procès-verbaux, ne commencent à courir que de l'instant de leur *clôture*.

XI. La Cour de cassation jugea le 18 novembre 1808, au rapport de M. Guieu, qu'un procès-verbal affirmé devant un membre du *Conseil général de la Commune*, était infecté d'une nullité radicale, quoique l'affirmation portât qu'elle avait été faite devant lui, pour raison de *l'absence du Juge-de-paix, du Maire et des autres Officiers appelés à la recevoir*.

L'arrêt fut fondé sur ce que la loi n'a donné aux membres du *Conseil général* aucun caractère pour recevoir l'affirmation des procès-verbaux des Gardes.

XII. Sur le même motif, la Cour rendit un arrêt le 30 mars 1809, au rapport du même Magistrat, par lequel elle *annulla* le procès-verbal d'un Garde qui en avait fait l'affirmation devant un *Maire* qui n'était pas celui du territoire sur lequel le délit avait été commis.

XIII. Les *vingt-quatre heures* accordées aux Gardes pour l'affirmation de leurs procès-verbaux, ne doivent compter que du moment de leur *clôture*, et non de celui où le délit a été *reconnu*; car la loi accorde *vingt-quatre heures*, à compter de la connaissance du délit, pour *en rédiger* le procès-verbal; nous en avons déjà fait l'observation au N.º X. Cela fut ainsi disertement jugé le 15 frimaire an xiv.

XIV. L'art. 18 ordonne aux Gardes forestiers de l'Administration, des Communes et des établissemens publics, lorsqu'ils ont rédigé des procès-verbaux, de les remettre au Conservateur, à l'Inspecteur ou au Sous-Inspecteur de l'arrondissement, dans le délai de *trois jours*.

Mais pour s'assurer que le délit ne restera pas impuni, il charge l'Officier qui a reçu l'affirmation, d'en donner avis dans la *huitaine* au Procureur-Impérial chargé d'en activer la poursuite; et on ne peut trop recommander à l'Officier qui

a reçu l'affirmation, de se conformer à cet ordre dont l'importance se fait aisément sentir.

XV. En assimilant les Gardes forestiers des Communes et des établissemens publics, à ceux de l'Administration, l'art. 18 a confirmé le principe déjà consacré par les lois de ventôse an x et de floréal an xi, que les bois des Communes et des établissemens publics sont mis sous le même régime que les bois nationaux; en quoi il a été dérogé aux dispositions de la loi du 29 septembre 1791 qui ne les y assujettissait que sous certaines modifications.

XVI. Par une conséquence de ce principe, l'article 179 du Code d'instruction criminelle veut que les délits forestiers commis dans les bois des Communes et des établissemens publics, quelque légère que doive être la peine à infliger au prévenu, soient poursuivis devant les Tribunaux de police correctionnelle, tandis que par l'art. 139, le Code a laissé dans les termes du droit commun, la compétence pour les délits forestiers commis dans les bois des particuliers.

XVII. Mais résulte-t-il, de ce que les bois des Communes sont mis, par la loi, sous le même régime que les bois nationaux; de ce que les délits commis dans les bois des Communes doivent être poursuivis et jugés par la voie correctionnelle, que ce soient toujours les peines prononcées par l'ordonnance de 1669, qui doivent être appliquées au délinquant ?

Cette question a donné lieu à de grandes discussions, fondées sur ce que les délits commis dans les bois nationaux, doivent être punis des peines prononcées par cette Ordonnance, et que le Code rural du 28 septembre 1791 (art. 36, 37 et 38), y a dérogé, relativement aux peines à appliquer à certains délits commis dans les bois des Communes.

XVIII. Mais les lois de ventôse an x et de floréal an xi n'ont pas dérogé au Code du 28 septembre 1791, quant à la pénalité des délits qui peuvent se commettre dans les bois des Communes, et il n'y a rien d'inconciliable entre leur régime soumis à l'Administration forestière, et la pénalité des délits qui peuvent y être commis.

Les deux législations peuvent simultanément concourir, sans qu'il en résulte aucune contrariété.

La Cour de cassation a dû dès-lors établir en point de Jurisprudence, que toutes les fois que les délits ou contraventions commises dans les bois des Communes, rentrent dans les dispositions des art. 36, 37 et 38 du Code rural, ce sont les peines portées par ces articles qu'il faut appliquer, sauf à prononcer celles de l'ordonnance de 1669, dans tous les cas qui n'y ont pas été prévus.

Or, le Code rural du 28 septembre 1791, n'a appliqué de peines particulières aux délits commis dans les bois des Communes, et n'a dérogé à l'ordonnance de 1669, que pour les cas de *maraudage ou enlèvement de bois fait à dos d'homme, de vol*

dans les bois taillis, futaies et autres plantations d'arbres des Communautés, exécuté à charge de bête de somme ou de charrette, et de dégâts faits dans les bois taillis par des bestiaux.

Aussi la Cour de cassation s'est-elle toujours renfermée dans ce cercle étroit, lorsqu'il a été question de l'application des peines aux délits commis dans les bois des Communes.

Nous allons en rapporter quelques exemples.

XIX. L'art. 38, titre 2 de la loi du 28 septembre 1791, ne s'étant occupé que du *pâturage* des bestiaux dans les bois *taillis* des Communes, la Cour jugea, les 29 fructidor an xi et 22 février 1811, qu'il fallait appliquer les dispositions de l'ordonnance de 1669 au délit de *pâturage* commis dans leurs *futaies*, tandis qu'elle jugea, le 4 novembre 1808, que le délit de *pâturage* dans les bois *taillis*, ne devait être puni que des peines prononcées par le Code rural.

Deux autres arrêts, au rapport de M. Rataut, en date des 31 mars 1809 et 13 avril 1810, ont jugé, par suite du même principe, que la coupe *d'arbres* dans les bois des Communes, devait être punie des peines portées par l'ordonnance, ce genre de délit ne se trouvant pas précisé dans le Code rural.

XX. Toutes les fois que les délits commis dans les bois des Communes intéressent l'ordre public et la police générale des forêts, ils ont toujours été réprimés par les dispositions de l'ordonnance.

C'est ce qui résulte des arrêts des 21 et 26 brumaire an xii, et 5 novembre 1807.

Le maintien de cette Jurisprudence est d'autant plus important, que l'art. 643 du Code d'instruction criminelle n'apporte aucun changement aux *prescriptions* établies par des lois *particulières*; de sorte que les contraventions *forestières*, lorsqu'elles rentrent dans la classe des délits *ruraux*, se prescrivent par le simple laps d'un mois, tandis que celles qui restent sous l'empire des lois *forestières* ne se prescrivent que par celui de trois mois.

XXI. Tant que les bois nationaux, ceux des Communes et des établissemens publics ne sont pas déclarés *défensables*, le *pâturage* que l'on s'y permet, intéressant la police générale des forêts, les peines à appliquer aux délinquans sont nécessairement celles de l'ordonnance.

XXII. C'est à l'Administration *forestière seule* qu'appartient le droit de déclarer les bois *défensables*.

On peut consulter à ce sujet l'avis du Conseil-d'Etat, du mois de brumaire an xiv.

Cet avis a révoqué *ipso facto* tous statuts et réglemens locaux qui avaient déterminé l'époque après laquelle les bois seraient réputés *défensables*: c'est ce que la Cour de cassation jugea par son arrêt du premier avril 1810.

XXIII. Elle jugea de plus, le 22 février 1811, que la *seule* manière de justifier qu'un bois est *défensible*, est de rapporter un acte légal qui l'a déclaré tel, et que c'est au prévenu à représenter cet acte.

Dans l'espèce sur laquelle intervint cet arrêt, la Cour de Justice criminelle du département des Landes avait ordonné que l'Administration forestière *prouverait* que le bois dans lequel le bétail du défendeur avait été surpris au pâturage, *n'était pas défensible*; ce qui était contraire à tous les principes. Aussi son arrêt fut-il annulé.

XXIV. Pour constituer le délit de *pâturage*, il suffit que le bétail ait été trouvé *dans les bois*;

Que ce soit à l'*abandon*, comme dans l'espèce de l'arrêt du 1.^{er} thermidor an 12;

Ou que ce soit à la garde du prévenu, comme dans celle de l'arrêt du 30 octobre 1806;

Il n'y en a pas moins délit.

Il fut même jugé le 7 décembre 1810, qu'il y a délit de la part de celui qui a droit de passage dans un bois, lorsqu'il en a usé, sans avoir préalablement obtenu la désignation d'un chemin, lors même qu'il ne serait pas constaté que le passage du bétail eût occasionné aucun dommage.

La Cour de cassation avait déjà fait l'application du même principe, en condamnant un particulier qui avait allumé du feu dans un bois, quoiqu'il fût établi par les pièces du procès qu'il n'en était résulté aucun préjudice pour le propriétaire.

XXV. Lorsque des chevaux *non-atelés* à un char, ou des bœufs *non muselés*, quoique *attelés*, sont trouvés dans un bois qui n'a pas encore été déclaré *défensible*;

Lorsque des porcs y ont été envoyés à la glandée;

Les chevaux, les bœufs, les porcs appartenissent-ils aux habitants de la *Commune* propriétaire du bois, n'en seraient pas moins *en délit* dans le sens des lois forestières, quoiqu'il résultât du procès-verbal qu'ils n'auraient commis aucun dommage.

Ainsi jugé par arrêts des 26 et 28 novembre 1806, 15 avril 1809, et 15 février 1811.

XXVI. Si le délit avait été commis dans un bois tenu par *indivis*, à titre d'*engagement*, de *gruerie*, de *tiers* ou de *danger*, ou de telle autre manière que la Nation eût un *intérêt personnel* à sa conservation, les art. 36, 37 et 38 du Code rural de 1791, ne seraient plus la loi de la matière.

L'ordonnance de 1669 serait seule à consulter.

C'est ce qui fut jugé le 18 décembre 1806, et ce qui l'a été depuis au rapport de M. Basile, le 18 juillet 1811.

XXVII. Anciennement les *procès-verbaux des Agens forestiers* étaient affranchis de la formalité du *contrôle*.

Une déclaration du Roi du 21 mars 1671, et plusieurs arrêts du Conseil des 27 janvier, 10 février, 30 mars 1670, 31 juin et 30 août 1672, et 19 juin 1676, décidèrent, au contraire, que les exploits relatifs aux délits forestiers seraient sujets à cette formalité, mais qu'ils seraient affranchis du *paiement du droit*.

D'autres arrêts du Conseil des 12 septembre 1676, 26 février 1709, et 18 juillet 1729, et des déclarations du Roi des 30 décembre 1676, et 20 février 1677, rétablirent les choses sur l'ancien pied; la formalité du contrôle ne fut plus exigée.

Le principe de cette législation était que des Officiers publics assermentés en Justice, avaient un caractère suffisant pour donner à leurs actes *une date authentique*, et qu'il ne pouvait y avoir lieu à percevoir des droits *fiscaux* dans les affaires qui concernaient l'Etat.

XXVIII. Le 5 décembre 1790, l'Assemblée constituante assujettit tous les procès-verbaux à l'enregistrement, moyennant le droit fixe d'un franc.

Mais cette disposition n'énonçant pas textuellement qu'elle était applicable aux procès-verbaux des *Gardes*, donna lieu à de nouvelles difficultés.

XXIX. On crut en trouver la solution dans l'art. 22, titre 9 de la loi du 29 septembre 1791; mais comme cet article n'en parlait que d'une manière *transitoire* et sans préciser le délai dans lequel les procès-verbaux devaient être enregistrés; sans non plus appliquer aucune peine à l'inobservation de la formalité, les Tribunaux n'en prononcèrent pas moins la *nullité* des procès-verbaux des Gardes forestiers qui n'avaient pas été enregistrés *dans les quatre jours*, en se fondant sur les dispositions générales de la loi du 5 décembre 1790.

XXX. On trouva des inconvénients dans cette mesure; en conséquence, un décret de la Convention nationale du 27 pluviôse an II, ordonna, 1.^o que les *procès-verbaux* des Gardes forestiers ne pourraient être déclarés *nuls* par le défaut d'enregistrement, dans les quatre jours de leur date, dérogeant, quant à ce, à la loi du 5 décembre 1790.

2.^o Que les Gardes qui ne feraient pas enregistrer leurs procès-verbaux *dans les quatre jours*, seraient punis de 20 fr. d'amende pour la première fois, et de destitution pour la seconde.

XXXI. Ce décret semblait tout concilier avec beaucoup de sagesse, en ce qu'il ôtait aux délinquans l'espoir de profiter de l'annulation des procès-verbaux, et qu'il ne faisait porter la peine de l'omission de la formalité, que sur ceux qui l'avaient commise.

Cependant la loi du 22 frimaire an VII, vint encore innover dans la législation sur cette matière.

Non-seulement elle soumit les procès-verbaux des Gardes forestiers à l'enregistrement, mais encore elle en prononça la *nullité* à défaut d'enregistrement dans le délai,

XXXII. Il suffit que le *procès-verbal* soit enregistré; il n'est pas nécessaire que l'*acte d'affirmation* le soit également. La Cour de cassation le jugea ainsi par arrêt du 28 avril 1809.

XXXIII. Tel est le dernier état de la Législation et de la Jurisprudence, auquel il n'a point été dérogé par le Code d'instruction criminelle.

XXXIV. Une loi du 13 frimaire an 7 avait également soumis les procès-verbaux des Gardes à la *formalité du timbre*; mais la loi du 22 frimaire suivant, en modifia les dispositions; elle les assujettit simplement à être *visés pour timbre*, et à être *enregistrés en débet*. (Art. 70.)

XXXV. Nous devons faire ici une observation importante.

Il ne faut pas confondre les procès-verbaux des Gardes pour délits forestiers, avec les procès-verbaux des *Agens supérieurs* de l'Administration, qui ont pour objet la constatation de l'état des ventes et les malversations des *Adjudicataires* dans les coupes.

Ces procès-verbaux sont affranchis de la formalité de l'.

Ils le sont aussi de la formalité de l'*enregistrement*.

Ce sont bien plus, en effet, des actes d'*Administration* que des actes *judiciaires*; et la loi du 22 frimaire an VII, affranchit de l'enregistrement tous les actes d'Administration publique.

Les procès-verbaux de *récolement* doivent cependant être *enregistrés*, lorsque l'Administration forestière veut en faire usage en Justice; mais le laps de temps qui s'est écoulé depuis la date de leur rédaction, ne peut en faire prononcer la nullité.

Le Ministre des Finances l'a ainsi décidé par arrêté du 19 germinal an XIII.

XXXVI. Conformément à cette décision, l'Administration forestière a fait une circulaire sous la date du 3 floréal an XIII, qui est devenue la règle de conduire de tous ses Préposés.

La Jurisprudence de la Cour de cassation est conforme à cette règle.

Nous pouvons en rapporter deux arrêts.

Le 1.^{er}, sous la date du 8 avril 1808, rendu au rapport de M. Dutocq, rejeta le pourvoi du sieur Martin, adjudicataire d'une coupe de bois, contre un arrêt rendu par la Cour de Justice criminelle du département de la Marne, le 22 janvier 1807, qui avait jugé que les dispositions de l'art. 20 du titre 3 de la loi du 22 frimaire an VII, ne pouvaient recevoir application aux procès-verbaux de *martelage* et de *récolement*, « attendu que ces procès-verbaux ne pouvaient être considérés que » comme des actes d'*Administration publique*, qui ne doivent être revêtus de la » formalité de l'enregistrement, que lorsque l'une des Parties veut en faire usage. »

Le 2.^e rendu le 1.^{er} septembre 1809, au rapport de M. Guieu, prononça la cassation d'un arrêt rendu par la Cour de Justice criminelle du département de la Côte d'Or qui avait jugé le contraire.

XXXVII. Les Gardes-forestiers de l'Administration, des Communes et des établissemens publics, et les Gardes champêtres des Communes font partie de la force armée en ce sens, qu'ils sont tenus de se réunir, lorsqu'ils en sont requis, pour donner force à la loi. (*Loi du 9 floréal an xi, et décret impérial du 11 juin 1806.*)

Mais il n'en est pas de même des Gardes champêtres et forestiers des particuliers qui ne sont pas embrigadés.

Aussi, toutes les fois qu'il s'est agi de décider s'il y avait eu rébellion à la force armée, pour déterminer la compétence des Cours spéciales, la Cour de cassation a fait une distinction entre les Gardes forestiers de l'Administration, des Communes et des établissemens publics, et les Gardes forestiers des particuliers; et entre les Gardes champêtres des Communes et ceux des particuliers, ainsi qu'on peut s'en convaincre en consultant ses arrêts des 17 mai 1806, 23 avril 1807, 12 et 25 août 1808.

XXXVIII. Les Gardes champêtres et forestiers des particuliers, les Gardes champêtres des Communes, ne sont pas des *Agens* du Gouvernement.

Ils peuvent dès-lors être mis en *jugement*, pour faits relatifs à leurs fonctions, sans autorisation préalable du Conseil-d'Etat.

Cela fut ainsi jugé, le 19 août 1808.

Mais les Gardes forestiers de l'Administration, des Communes et des établissemens publics, ne peuvent être poursuivis dans le même cas, que lorsqu'il y en a eu autorisation spéciale du Directeur général de l'Administration forestière, délégué en cette partie, par arrêté du Gouvernement du 28 pluviôse an xi.

Ainsi jugé par arrêt du 3 novembre 1808.

XXXIX. L'autorisation n'est pas requise, lorsque les Gardes sont poursuivis à raison d'*injures*, de *violences* ou de *voies de fait* qu'ils sont prévenus d'avoir commises hors de l'exercice de leurs fonctions. (*Arrêt du 14 décembre 1810, au rapport de M. Busschop.*)

On lit dans les considérans de cet arrêt, que le jugement attaqué avait déclaré en point de *fait*, que le Garde n'était pas dans l'exercice de ses fonctions, au moment où il avait commis les *voies de fait* qui lui étaient reprochées;

Que cela résultait d'ailleurs de ce que, de son propre *aveu*, le Garde n'avait pas dressé un procès-verbal du prétendu délit qu'il imputait au prévenu, ainsi qu'il aurait dû le faire, s'il avait agi réellement dans l'exercice de ses fonctions.

XL. Pendant le délai nécessaire pour obtenir l'autorisation, la prescription de

trois mois, après l'expiration desquels les actions forestières se trouvent éteintes, ne court pas.

Elle est *suspendue* jusqu'à ce que l'autorisation ait été accordée, pourvu qu'il soit légalement établi que cette autorisation a été demandée dans le délai utile.

Cela fut ainsi jugé par arrêt du 13 avril 1810, au rapport de M. Guieu.

Cet arrêt prononça l'annulation de celui rendu par la Cour de Justice criminelle du département de la Loire-Inférieure, le 30 décembre 1809, en faveur du sieur Jounault, Maire de la commune de Saint-Julien, et du sieur Roul, Maire de celle du Petit-Auverney, qui étaient prévenus de *délits forestiers*, et qui se prévalaient de ce qu'ils avaient été cités *plus de trois mois après la date du procès-verbal* :

» Attendu, porte cet arrêt, qu'il était constaté que le temps qui s'était écoulé » depuis le procès-verbal jusqu'à l'introduction de l'instance, avait été employé à » solliciter du Conseil-d'Etat la mise en jugement de ces deux Maires. »

XLI. On aurait fait des *réserves* de se pourvoir contre le délinquant, que si elles n'avaient pas été suivies de l'exercice d'une action judiciaire, dans les trois mois, la prescription serait acquise, lors même que le délit n'aurait été constaté que depuis, par un procès-verbal; car les réserves faites auraient suffisamment annoncé qu'on aurait eu connaissance de la contravention, et la prescription commence à courir du jour de la connaissance acquise. (*Arrêt du 23 mars 1811.*)

XLII. Il en serait de même à plus forte raison, s'il avait été dressé un premier procès-verbal, par suite duquel il n'eût été fait aucune poursuite dans les trois mois, quoiqu'il en eût été dressé un second, pour raison du même fait, avant l'expiration des trois mois.

XLIII. L'Administration ou le Procureur-Impérial aurait rendu plainte du délit, que s'il n'avait été fait aucune instruction, la plainte ne pourrait produire l'effet d'interrompre la prescription.

ARTICLE XIX.

Le Conservateur, Inspecteur ou sous-Inspecteur fera citer les prévenus ou les personnes civilement responsables, devant le Tribunal.

OBSERVATIONS.

I. Cet article charge le Conservateur, l'Inspecteur ou le Sous-Inspecteur, des poursuites à faire sur les procès-verbaux des Gardes; ce qui donnerait l'exclusion aux Gardes généraux, s'ils n'y étaient pas autorisés par un autre article du Code.

Mais l'art. 182 les y autorise nommément, de manière que les Gardes particuliers sont les seuls Agens de l'Administration forestière auxquels le Code en refuse le pouvoir.

II. La Cour de cassation considérait déjà comme régulières les poursuites faites à la requête des Gardes généraux, lorsqu'ils avaient déclaré agir pour le *Sous-Inspecteur* dont la place était vacante, ou qui se trouvait empêché.

L'art. 182 va plus loin, puisqu'il autorise le Garde général à faire donner la citation à sa requête, sans y mettre aucune restriction.

III. Les Gardes généraux sont de plus exclusivement chargés du recouvrement des amendes, sous le nom de *Gardes-généraux collecteurs*, par décret Impérial du 2 février 1811, pour l'exécution duquel il a été donné des instructions très-détaillées et très-bien faites, par l'Administration générale des forêts.

On les trouve consignés dans les Annales forestières de 1811, pag. 114.

Les frais faits pour parvenir à ce recouvrement, doivent être taxés conformément au tarif établi par le décret Impérial du 16 février 1807. (*Art. 126 du décret du 18 juin 1811.*)

IV. L'art. 19 du Code d'instruction criminelle ne distingue pas les *genres de délits* que le Conservateur, l'Inspecteur, le Sous-Inspecteur et les Gardes généraux sont personnellement chargés de poursuivre.

Il leur accorde à tous le même droit dans tous les cas; ce que semblait leur refuser la loi du 28 septembre 1791.

Mais depuis assez long-temps la Cour de cassation ne considérait les distinctions établies par cette loi, que comme des réglemens de police intérieure; de sorte qu'elle validait les poursuites faites à la requête de l'Inspecteur ou du Sous-Inspecteur, comme celles faites par le Conservateur, quoiqu'il s'agit d'abus et de malversations dans les coupes.

Nous pouvons en citer des arrêts sous les dates des 6 et 13 août 1807, et 7 janvier 1808.

V. Les Agens forestiers, chargés des poursuites, peuvent faire donner les citations par les *Gardes*.

Ils ne sont pas tenus de se servir du ministère des *Huissiers*.

La Cour de cassation le jugea ainsi le 6 nivôse an xiv, et le Conseil-d'Etat l'a depuis formellement autorisé par son avis du 6 juin 1807.

Les Gardes sont également autorisés à signifier les jugemens, mais sans qu'il leur soit permis de les mettre à exécution.

Il ne doit être accordé aucune taxe aux Gardes, pour les citations, notifications et autres actes du ministère des Huissiers, lorsqu'ils en ont été chargés par des Officiers de police judiciaire : c'est la disposition de l'art. 72 du décret impérial du 18 juin 1811; car ils font partie de la force publique, suivant la loi du 9 floréal an xi, et le décret Impérial du 11 juin 1806.

VI. Le 5 mai 1809, il se présenta à la Cour de cassation, la question de savoir

si les Gardes qui donnent des citations, et qui font les notifications de jugemens, doivent y observer les mêmes *formalités* que les Huissiers, et la Cour jugea, au rapport de M. Guieu, sur les conclusions de M. Daniels, qu'ils n'y sont pas tenus, *sous peine de nullité*;

« Attendu, que les dispositions du Code de procédure civile sont étrangères aux » actes relatifs à la poursuite des délits forestiers devant les Tribunaux correction- » nels, et qu'il suffit, pour la validité de la citation donnée aux délinquans, qu'on » leur fasse connaître l'objet de cette citation, le Tribunal devant lequel ils doivent » comparaître, et les jour et heure de l'audience. »

Le même jour 5 mai 1809, la Cour de cassation jugea, sur le rapport du même Magistrat, et par suite du même principe, que la citation donnée par un Garde forestier n'était pas *nulle*, quoiqu'il n'y fût pas fait mention du lieu de sa résidence; mais dans l'espèce, cette mention se trouvait consignée dans le procès-verbal dont copie avait été laissée au prévenu; ce qui, dans tous les cas, aurait paru suffisant.

VII. Les exploits des *Gardes*, comme ceux des *Huissiers*, doivent être enregistrés, et s'ils ne l'étaient pas dans le délai, il y aurait nullité.

Le papier dont ils font usage doit être visé pour *timbre*; mais ce *visa* peut n'être donné qu'après la rédaction du procès-verbal.

VIII. Le Législateur a cru inutile de rappeler dans l'art. 19, que les *citations* données à la requête du Conservateur, de l'Inspecteur, du Sous-Inspecteur, ou de tout autre Agent supérieur de l'Administration, devaient l'être à comparaître devant les Tribunaux *correctionnels*, dès que c'était un point de compétence établi par l'art. 179.

IX. Mais, ce qu'il importait de déclarer d'une manière claire et précise, c'est que, non-seulement les *prévenus*, mais même les personnes *civilement responsables*, peuvent être traduites devant les Tribunaux correctionnels et de police, et c'est ce qui a été fait.

X. Eu donnant aux Conservateurs, Inspecteurs, Sous-Inspecteurs et Gardes généraux, le droit de poursuivre les contrevenans en matière forestière, l'art. 19 n'a pas interdit, dans cette matière, la voie d'action aux Procureurs-Impériaux.

Elle la leur a même expressément réservée par les art. 22 et 182.

Rien n'empêche, dès-lors, que l'action soit exercée à la requête des Procureurs-Impériaux, et ils ne doivent même pas négliger de l'intenter, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'il y a de la négligence de la part des Agens forestiers.

C'est pour leur en faciliter les moyens, que l'art. 18 a voulu que l'Officier public qui a reçu l'affirmation du procès-verbal, fût tenu d'en donner avis, dans la huitaine, au Procureur-Impérial.

XI. Il résulte de ce qui vient d'être dit, que lorsqu'il y a conviction acquise,

le Tribunal de police correctionnelle devrait condamner les délinquans aux *restitutions* et aux *confiscations*, qui sont un accessoire nécessaire de l'amende et de l'emprisonnement, quand même le Procureur-Impérial serait le seul poursuivant.

Ce principe était déjà consacré avant la mise en activité du Code d'instruction criminelle, par une Jurisprudence constante, fondée sur ce que les poursuites faites à la diligence de l'Administration, ne le sont pas plus dans son intérêt personnel, que celles qui sont faites à la requête du Ministère public.

Les uns et les autres ont pour unique objet *l'intérêt public*.

XII. Aussi, la Cour de cassation n'a-t-elle jamais hésité à *annuler*, sur le simple recours du Procureur-Général, les arrêts qui n'avaient pas appliqué au délinquant toutes les condamnations prononcées par l'ordonnance, quoique l'Administration forestière n'eût pas été partie dans la cause en première instance, ni en appel.

XIII. Nous avons observé que les restitutions sont purement accessoires de la condamnation à la *peine*; d'où il suit que lorsqu'il n'est pas appliqué de *peines*, le prévenu ne peut être condamné à aucune indemnité. C'est ce qui fut jugé le 31 août 1810, au rapport de M. Vergès, sur les conclusions de M. l'Avocat-général Jourde, par l'arrêt dont voici les motifs :

« Considérant que le Tribunal dont le jugement est attaqué, a reconnu qu'il résultait de l'instruction, que le sieur Hauchard réclamant avait tenu des propos injurieux et calomnieux dans la Commune de Gravenchon, contre la fille Massel, domiciliée en ladite Commune;

» Que néanmoins ce Tribunal n'a prononcé, pour raison du délit de police dont il a déclaré le sieur Hauchard convaincu, ni amende, ni emprisonnement; que ce Tribunal a, au contraire, purement et simplement condamné ledit sieur Hauchard à payer à la fille Mario-Rose Massel la somme de 3000 francs à titre de dommages et intérêts:

» Considérant que l'amende et l'emprisonnement sont les seules peines établies par la loi;

» Que, quoique les Tribunaux de police soient compétens pour prononcer sur les dommages et intérêts, ils ne le peuvent néanmoins qu'accessoirement à la peine principale déterminée par la loi;

» Que par conséquent le Tribunal dont le jugement est attaqué, en ne prononçant pas, par suite des faits par lui reconnus, la peine principale déterminée par la loi, a commis un excès de pouvoir:

» Considérant que, supposé au contraire que ce Tribunal eût reconnu, soit d'après les circonstances de la cause, soit d'après la nature de la défense et d'après les preuves de décharge, que le sieur Hauchard n'était pas coupable du

» délit qui lui était imputé, ledit sieur Hauchard n'aurait été passible, dans ce cas, » d'aucune condamnation à des dommages et intérêts;

» Qu'en effet, dès qu'il n'y aurait eu, dans cette hypothèse, aucune peine principale à appliquer, on n'aurait pas pu adjuger non plus des dommages et intérêts, puisqu'il ne peut y avoir d'accessoire là où il n'y a pas de principal:

La Cour casse et annule, etc. »

XIV. Ce principe ne doit cependant pas être appliqué hors de son sens naturel; et en effet, lorsque la partie civile se rend seule appelante du jugement qui a prononcé le renvoi du prévenu, il peut très-régulièrement lui être adjugé des dommages-intérêts par le Tribunal d'appel, quoique le prévenu ne puisse être condamné à aucune peine.

XV. Aussi, quoique sur l'appel des Administrations publiques, il ne puisse être prononcé d'amende ni d'emprisonnement contre le délinquant, lorsque l'Officier du Ministère public ne s'est pas lui-même rendu appelant, le contrevenant doit-il être condamné à l'indemnité résultante de sa contravention.

ARTICLE XX.

Les procès-verbaux des Gardes champêtres des Communes, et ceux des Gardes champêtres et forestiers des particuliers, seront, lorsqu'il s'agira de simples contraventions, remis par eux dans le délai fixé par l'art. 15, au Commissaire de police de la Commune, chef-lieu de la Justice de paix, ou au Maire de la Commune où il n'y a pas de Commissaire de police; et, lorsqu'il s'agira d'un délit de nature à mériter une peine correctionnelle, sa remise sera faite au Procureur-Impérial.

OBSERVATIONS.

I. Le délai fixé par l'art. 15 est de *trois jours*.

Les Fonctionnaires auxquels la loi attribue la surveillance sur les Gardes, doivent tenir la main à ce que cette disposition de la loi s'exécute à la rigueur.

Le temps est si court pour prescrire en cette matière, qu'il importe que toutes les *communications* se fassent rapidement.

II. L'art. 20 ne parle que des *Gardes champêtres des Communes*, et non de leurs *Gardes forestiers*, parce que le Code venait de s'occuper d'eux, dans l'art. 18.

III. Les *Gardes champêtres des Communes*, comme les *Gardes champêtres et forestiers des particuliers*, doivent transmettre leurs procès-verbaux au *Commissaire*

de police, et, à son défaut, au *Maire* de la Commune chef-lieu de canton, lorsqu'ils ne font que constater de simples contraventions.

IV. S'ils constataient un *délit* dont la répression fût de la compétence du Tribunal correctionnel, ce serait au *Procureur-Impéréal* que l'envoi devrait en être fait.

V. Mais comme il serait possible que les Gardes champêtres des Communes et les Gardes champêtres et forestiers des particuliers se trompassent sur la nature du délit ou de la contravention qu'ils auraient constatée, et que ce n'est pas la remise qu'ils font de leurs procès-verbaux qui peut constituer la compétence du Tribunal, l'Officier auquel la remise est faite, doit commencer par s'assurer de la nature du délit ou de la contravention, pour en faire le renvoi, s'il y a lieu, à l'autorité compétente.

VI. Si l'art. 179 donne la compétence exclusive au Tribunal correctionnel pour connaître des délits *forestiers* commis dans les bois nationaux, dans ceux des Communes et des *établissements publics*, l'art. 139 l'attribue aux Tribunaux de simple police, pour connaître de ceux commis dans les bois des *particuliers*, lorsque la peine à prononcer n'exécède pas la compétence de ces Tribunaux, et que les poursuites sont faites à leur requête.

Il suit de là, que quoiqu'il s'agisse de délits *forestiers*, il n'y en a pas moins lieu de traduire les delinquans devant les Tribunaux de simple police, lorsqu'il n'est question que d'une véritable contravention de police, commise dans les bois des *particuliers*, et lorsque c'est le particulier lésé qui exerce l'action.

Or, il y a simple contravention de police toutes les fois que la peine qui peut être appliquée n'exécède pas quinze francs d'amende ou cinq jours d'emprisonnement, outre l'indemnité due à la partie, et la confiscation des choses saisies, aux termes de l'art 137.

Ainsi, dans ce cas, c'est le Tribunal de police qui doit être saisi.

VII. Mais nous devons faire observer que, quoique les *Maires* des Communes non chefs-lieux de canton, soient autorisés à juger les affaires de simple police, il leur est néanmoins interdit, par la deuxième disposition de l'art. 166, de connaître des *délits forestiers* de quelque nature qu'ils soient.

La connaissance en demeure exclusivement réservée aux Tribunaux de police présidés par les Juges-de-peace. (*Art. 139, N.º 4.*)

ARTICLE XXI.

Si le procès-verbal a pour objet une contravention de police, il sera procédé par le Commissaire de police de la Commune, chef-lieu de la Justice de paix, par le Maire, ou, à son défaut, par l'Adjoint de Maire, dans les Communes où il n'y a point de Commissaire de police,

ainsi qu'il sera réglé au chapitre premier, titre premier du livre II du présent Code.

OBSERVATIONS.

I. La règle générale établie par cet article, ne souffre qu'une seule exception, qui résulte de l'art. 166, pour le cas où les Maires des Communes, autres que celles du chef-lieu, sont autorisés à connaître des contraventions de police.

Cette autorisation ne leur est donnée que dans la réunion des circonstances suivantes; savoir :

Que le prévenu et les témoins soient tous résidans dans la Commune, ou qu'ils y soient trouvés ;

Que le plaignant n'ait pas conclu à des dommages-intérêts au-dessus de la valeur de 15 francs ;

Que l'affaire ne rentre pas dans la compétence exclusive du Tribunal de police présidé par le Juge-de-peace ;

Que la contravention ait été commise sur le territoire de la Commune.

II. Dans la réunion de toutes ces circonstances, le Maire n'a même que la simple *concurrence* avec le Tribunal de police ordinaire.

III. L'art 21 renvoie, pour la forme de procéder, devant le Tribunal de police, au chapitre premier du livre deuxième, et c'est effectivement le siège de la matière.

IV. Quant à la conduite à tenir par le Commissaire de police, par le Maire ou par l'Adjoint de Maire, dans le cas où il n'y aurait pas de Commissaire de police établi dans le chef-lieu, elle se trouve tracée dans les art. 145, 146, 153 et 165.

V. L'art. 145 porte que la citation sera donnée par un *Huissier*, à la requête du Ministère public, ou à celle de la partie lésée, et qu'il sera laissé copie de l'exploit au prévenu, ou à la personne *civilement* responsable.

Mais lorsque l'affaire est portée devant le *Maire*, il n'est pas besoin du Ministère d'un *Huissier*. (Art. 169.)

Il n'en est pas non plus besoin, lorsque les parties consentent à comparaître *volontairement*. (Art. 147.)

VI. L'art. 146 veut que, lorsque la *citation* devient nécessaire, elle ne puisse être donnée à un délai moindre de vingt-quatre heures, augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance, sous peine de *nullité*, tant de la citation que du jugement, qui sera *rendu par défaut*.

S'il y a urgence, le délai peut être abrégé ; mais il faut en obtenir la permission par cédole du *Juge-de-peace*.

Si la permission était demandée au Maire, il pourrait la consigner dans l'*avertissement* qu'il ferait donner aux parties intéressées ; ce qui résulte nécessairement de ce que la citation n'est pas de rigueur en son Tribunal ; l'avertissement donné par le Maire en tient lieu.

VII. L'art. 153 exige de plus qu'à l'audience et après l'instruction, le Commissaire de police, le Maire ou son Adjoint, remplissant les fonctions du Ministère public, résume l'affaire et donne ses conclusions.

Lorsque c'est le Maire ou son Adjoint qui siège au Tribunal de police, les fonctions du Ministère public peuvent y être exercées par un membre du *Conseil Municipal*, désigné à cet effet par le Procureur-Impérial. (Art. 167.)

VIII. Enfin, l'art. 165 charge l'Officier qui remplit les fonctions du Ministère public près le Tribunal qui a rendu le jugement, d'en poursuivre l'exécution, quant à la *vindicté publique*.

Cette disposition est néanmoins subordonnée à deux exceptions.

La première, tirée du décret Impérial du 2 février 1811, qui charge les Gardes généraux du recouvrement des amendes prononcées pour délits forestiers;

La deuxième résulte d'une décision du Grand-Juge, Ministre de la Justice, sous la date du 18 janvier 1803, qui charge les Préfets de poursuivre la rentrée des amendes prononcées pour escroquerie en matière de conscription.

IX. Aucun article du Code n'autorise le Commissaire de police, le Maire ou son Adjoint, à se rendre *appelant* de la sentence d'*absolution* ou d'*acquit*.

L'appel leur en est même formellement interdit par l'art. 172, puisqu'alors le jugement est en dernier ressort.

Mais l'art. 177 autorise le recours en *cassation*.

CHAPITRE IV.

Des Procureurs-Impériaux et de leurs Substituts.

OBSERVATIONS.

I. Les *Procureurs-Impériaux*, dont il est parlé sous ce Chapitre, ne sont pas les *Procureurs-Impériaux criminels* qui sont établis près les Cours d'Assises, et dont s'occupe particulièrement le §. III, chap. II, tit. II du livre II, art. 284 et suivans du Code d'instruction criminelle; mais les *Procureurs-Impériaux* établis près les Tribunaux de première instance.

Lorsque le Procureur-Impérial *criminel* est momentanément empêché, c'est au Procureur-Impérial à le remplacer. (Art. 283, *ibid.*)

II. Un Procureur-Impérial est attaché à chaque Tribunal de première instance.

A peu d'exceptions près, les Procureurs-Impériaux ont des Substituts pour les aider dans leur service. (*Art. 16 du décret Impérial du 18 août 1810.*)

Ils sont autorisés à les attacher chacun à la partie pour laquelle ils le croient le plus propre : ils peuvent même changer leur destination toutes les fois qu'ils le jugent convenable. (*Art. 19, ibid.*)

Les délégations qu'ils font à leurs Substituts ne les privent pas de remplir par eux-mêmes les fonctions qu'ils leur ont confiées. (*Ibid.*)

III. Dans les cas d'absence ou d'empêchement d'un Procureur-Impérial ayant plusieurs Substituts, il doit être suppléé par le plus ancien de ceux qui ne sont pas chargés spécialement des fonctions d'Officier de police judiciaire. (*Art. 20, ibid.*) Le Procureur-Impérial ne pourrait intervenir cet ordre.

IV. Si les Substituts étaient eux-mêmes empêchés, ils seraient remplacés par un Juge ou par un Suppléant que désignerait le Tribunal. (*Ibid.*)

Ce ne serait pas au Président qu'appartiendrait la désignation.

Le Tribunal pourrait la faire porter indifféremment sur un Juge ou sur un Suppléant.

Si l'article cité ne parle pas de Juge-auditeur, c'est qu'alors il n'y en avait pas encore d'établis près des Tribunaux de première instance; mais étant des Juges et ayant rang au Tribunal avant même les Suppléants, ils rentrent nécessairement dans la disposition de cet article.

V. Si le Procureur-Impérial n'avait qu'un Substitut, ce Substitut serait son Suppléant de droit.

Ce ne serait qu'à son défaut que le Procureur-Impérial devrait être remplacé par un Juge, par un Auditeur ou par un Suppléant.

L'art. 21 ne répète pas que la désignation du Juge, de l'Auditeur ou du Suppléant, serait faite, dans ce cas, par le Tribunal; mais cela s'y trouve évidemment sous-entendu, puisqu'il ne confie pas à d'autres cette désignation.

VI. Lorsque c'est un Substitut spécialement chargé de la police judiciaire qui se trouve empêché, il doit être suppléé par le Substitut chargé des mêmes fonctions dans la partie la plus voisine de son quartier ou de sa résidence, et, à défaut, par un autre Substitut à la nomination du Procureur-Impérial. (*Art. 22, ibid.*)

VII. Lorsque les Substituts de service à l'audience ou au parquet sont empêchés, ils doivent être suppléés par leurs collègues, et, à leur défaut, par un membre du Tribunal à sa nomination. (*Art. 23, ibid.*)

VIII. Les Procureurs-Impériaux qui remplissent en chef les fonctions du Ministère public près des Tribunaux de première instance, ne sont cependant que les Substituts du Procureur-Général près la Cour Impériale du ressort. (*Art. 43 du décret Impérial du 6 juillet 1810.*)

Ils doivent exécuter tous les ordres qu'ils en reçoivent relativement aux actes de la police judiciaire. (*Art. 27 du Code d'instruction criminelle.*)

IX. Toutes les fonctions attribuées aux Procureurs-Impériaux et à leurs Substituts, sont, au surplus, clairement expliquées dans le Code d'instruction criminelle.

SECTION PREMIÈRE.

De la Compétence des Procureurs-Impériaux, relativement à la Police judiciaire.

ARTICLE XXII.

Les Procureurs-Impériaux sont chargés de la recherche et de la poursuite de tous les délits dont la connaissance appartient aux Tribunaux de police correctionnelle, aux Cours spéciales et aux Cours d'Assises.

OBSERVATIONS.

I. Tout ce que nous allons dire de relatif aux *Procureurs-Impériaux*, s'appliquera naturellement à leurs *Substituts*, quoiqu'il ne soit question d'eux que dans l'intitulé de ce chapitre ; car ils sont appelés à l'exercice des mêmes fonctions.

II. La loi ne charge pas seulement les *Procureurs-Impériaux* de la *poursuite* des délits : elle leur en attribue encore la *recherche*, ce qui réunit en leur personne toutes les fonctions que leur avait déléguées le Code de brumaire an iv, et dont quelques-unes leur avaient été enlevées par la loi du 7 pluviôse an ix, pour en investir les *Substituts des Procureurs-Généraux* près les Cours de Justice criminelle, plus connus sous le nom de *Magistrats de sûreté*.

III. L'art. 22 se sert du mot *délits*, pris dans son sens *générique*, et non pas simplement *restrictif* aux délits dont la connaissance appartient aux Tribunaux correctionnels.

IV. Mais si cette locution de l'art. 22 comprend les *crimes*, ce qui ne peut être mis en doute, il est de la même évidence qu'il ne s'applique pas aux simples *contraventions*, dont la *recherche* est confiée à d'autres Agens de l'autorité, et dont la *poursuite* doit être faite devant les Tribunaux de police.

C'aurait été surcharger, en effet, très-inutilement les *Procureurs-Impériaux*, et les distraire sans nécessité de la recherche et de la poursuite des crimes et des délits, dont la répression intéresse essentiellement le maintien de l'ordre public, que de

mettre encore dans leurs attributions la recherche et la poursuite des simples *contraventions*.

V. Cependant, le Procureur-Impérial ne doit pas rester tellement étranger à la recherche, à la poursuite et à la punition des simples contraventions, qu'il ne soit de son devoir de les provoquer, en faisant les injonctions convenables aux Officiers de police qui sont spécialement chargés de leur répression.

Lorsqu'il s'aperçoit de leur négligence, il doit les rappeler à leurs devoirs, et les dénoncer, s'il en est besoin, au Procureur-Général, ou au Procureur-Impérial criminel près la Cour d'Assises du ressort, chargé par l'art. 290 de rendre compte au Procureur-Général, au moins une fois tous les trois mois, de l'état de la Justice du département, en matière de simple police, comme en matière criminelle et correctionnelle.

VI. La *recherche* des délits confiée au Procureur-Impérial, l'oblige à s'environner de toutes les lumières ;

A consulter tous les renseignements qui peuvent être relatifs aux délits dont la connaissance lui est parvenue ;

A faire, en un mot, tout ce qui peut tendre à la déconverte de la vérité.

VII. Quant aux *poursuites* dont le Procureur-Impérial est chargé, elles varient suivant la nature du *crime* ou du *délit*.

Il doit dès-lors, avant d'en faire aucune, s'assurer quelle est la loi pénale applicable au fait qui lui est dénoncé ; car, c'est le genre de peine qui fixe la compétence, et c'est la compétence qui détermine la forme de procéder.

VIII. Si le délit lui semble assez grave pour mériter l'arrestation du prévenu, il doit requérir le Juge d'instruction d'en informer.

Dans le cas contraire, il peut faire citer directement le prévenu au Tribunal correctionnel.

Mais une fois que le Procureur-Impérial a donné ses réquisitions pour qu'il soit informé, il doit attendre le résultat de l'information, et ce qui sera décidé par la chambre du Conseil, sur le rapport du Juge d'instruction.

Le Juge d'instruction et lui se réuniraient pour la même opinion, qu'il n'en devrait pas moins être référé à la chambre du Conseil, sauf au Procureur-Impérial à requérir, devant elle, ce qu'il croirait convenable ; et sauf encore à lui à se pourvoir contre l'ordonnance qui interviendrait, si elle n'était pas conforme à ses réquisitions.

IX. Hors le cas du flagrant délit, les Procureurs-Impériaux, chargés de la recherche et de la poursuite des délits, n'ont pas caractère pour les *constater* : ce droit appartient au seul Juge d'instruction, et, par délégation de sa part, aux Officiers de police judiciaire auxquels il est autorisé à faire des réquisitions, ou qu'il commit à cet effet,

X. Les cas de flagrant délit sont clairement énoncés dans les art. 41 et 46 du Code d'instruction criminelle.

Ce n'est que par suite de leurs dispositions, que dans le cas de flagrant délit, les Officiers de police *auxiliaires* du Procureur-Impérial peuvent en faire la constatation. Leur qualité d'*auxiliaires* indique suffisamment qu'ils ne peuvent exercer que les droits que le Procureur-Impérial peut exercer lui-même.

XI. Tous les actes que le Procureur-Impérial fait, dans le cas du flagrant délit, ne sont, en quelque sorte, que préparatoires et provisoires, puisque l'article 61 autorise le Juge d'instruction qui les trouve incomplets, à les recommencer; c'est là une conséquence des pouvoirs respectifs que le Code confère à ces deux Magistrats; à l'un, de faire la recherche et la poursuite des crimes; à l'autre, de les constater et d'instruire sur le fait dénoncé.

ARTICLE XXIII.

Sont également compétens pour remplir les fonctions déléguées par l'article précédent, le Procureur-Impérial du lieu du crime ou délit, celui de la résidence du prévenu, et celui du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

OBSERVATIONS.

I. Le Législateur ne pouvait parvenir plus efficacement au but qu'il s'était proposé, qu'aucun crime ou délit ne restât impuni, qu'en étendant la concurrence pour en faire la recherche et la poursuite au Procureur-Impérial du lieu où le prévenu pourrait être trouvé.

II. La compétence qui se trouvait *restreinte*, d'après le Code de brumaire an iv, aux Officiers de police judiciaire du lieu où le crime avait été commis, et à ceux de la résidence du prévenu, appartient de plus aujourd'hui à l'Officier de police du lieu où le prévenu peut être trouvé.

III. Il résultera de ce nouvel ordre de choses beaucoup plus de difficultés pour le prévenu d'échapper aux recherches de la Justice, et sur-tout d'après les moyens donnés à la police administrative de faire parvenir dans toute l'étendue de l'Empire les signalements et autres marques de reconnaissance des individus soupçonnés de crime ou de délit.

Voici comment s'explique à ce sujet l'art. 77 du décret impérial du 18 juin 1811 :
 « Si, malgré les perquisitions faites par l'Huissier, le prévenu, accusé ou condamné, » n'est point arrêté, une copie en forme du mandat d'arrêt, de l'ordonnance de » prise de corps, de l'arrêt ou jugement de condamnation, sera adressée au Com-

» missaire-Général de police; à son défaut, au Commandant de la Gendarmerie, » et à Paris, au Préfet de police. »

Cet envoi doit être fait par le Procureur-Impérial chargé de surveiller l'exécution des jugemens et des ordonnances de Justice.

IV. Il eût été à désirer que le Code d'instruction se fût expliqué sur la manière de procéder dans le cas de *concurrency* entre l'Officier de police judiciaire du lieu où le prévenu peut être trouvé, celui du lieu du *délit*, et celui de la *résidence habituelle* du prévenu.

Dans le silence du Code d'instruction criminelle, il faut examiner ce qui se pratiquait sous l'empire du Code de brumaire an iv, et raisonner, par analogie, des cas qu'il a prévus, sur ceux qui ont pris seulement naissance dans la nouvelle législation criminelle.

Or, le Code de brumaire an iv, porte, art. 77, « *Qu'au cas de concurrency, l'instruction devra demeurer à celui qui aura le premier décerné le mandat d'amener.* »

Et l'art. 78, « *Que si le Juge-de-paix du lieu du délit et celui de la résidence du prévenu ont délivré le mandat d'amener le même jour, le Juge-de-paix du lieu du délit doit être préféré.* »

V. L'Officier de police judiciaire du lieu où le prévenu aura été trouvé, ne devra, d'après le même principe, conserver l'instruction, que dans le cas où il aurait été le premier saisi, et jamais dans celui de simple *concurrency*.

VI. S'il s'établissait un *conflit* entre les Juges d'instruction de ces arrondissemens, à quelle autorité faudrait-il s'adresser pour désigner celui d'entr'eux auquel l'instruction devrait rester?

Le Code d'instruction criminelle n'a point prévu ce cas; mais d'après son esprit, ce serait à la Cour Impériale du ressort qu'il faudrait recourir, si les Juges d'instruction saisis étaient de son ressort; s'ils n'étaient pas tous du ressort de la même Cour impériale, nous pensons qu'il faudrait porter le *conflit* à la Cour de cassation.

ARTICLE XXIV.

Ces fonctions, lorsqu'il s'agira de crimes ou de délits commis hors du territoire Français, dans les cas énoncés aux articles 5, 6 et 7, seront remplies par le Procureur-Impérial du lieu où résidera le prévenu, ou par celui où il pourra être trouvé, ou par celui de sa dernière résidence connue.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 24 parle des crimes et délits commis hors du territoire Français, dans les cas énoncés aux articles 5, 6 et 7; ce qui paraîtrait annoncer que les *délits*

commis hors le territoire Français, pourraient, comme les *crimes*, donner lieu à des poursuites devant les Tribunaux Français.

Cependant, en recourant aux articles cités, on remarque qu'il n'y est question que de véritables *crimes*, et qu'il n'est même question aux articles 5 et 6 que de crimes attentatoires à la sûreté de l'État.

II. Mais l'article 24 ne doit-il pas servir d'explication aux art. 5, 6 et 7 ?

D'une part, on peut dire que l'art. 24 ne parle que d'une manière transitoire, des délits commis hors du territoire Français; tandis que les art. 5, 6 et 7 ont eu principalement pour objet de déterminer les cas où un Français pourrait être poursuivi et jugé en France, à raison du crime qu'il aurait pu commettre en pays étranger.

Mais, d'autre part, on peut dire aussi que tous les articles d'une même loi doivent s'interpréter les uns par les autres; et que l'art. 24, parlant des crimes et délits commis par des Français à l'étranger, comme étant susceptibles de poursuites en France, il convient de suppléer le mot *délit* dans les art. 5, 6 et 7.

De bons esprits pensent que c'est le véritable sens de ces articles, par leur combinaison avec l'art. 24; mais est-il bien dans les principes d'étendre ainsi par induction, les dispositions des lois pénales ?

III. Dans le cas de *concurrence* entre les Procureurs-Impériaux déclarés compétens par l'art. 24, pour faire la recherche et la poursuite des crimes commis à l'étranger; la poursuite doit demeurer à celui d'entr'eux qui a *prévenu*; et dans le cas de concurrence, à celui de la résidence habituelle de la personne inculpée.

IV. Un décret impérial du 6 avril 1809, a établi des règles particulières de *compétence* pour le cas de poursuites contre les Français qui auraient porté les armes contre leur patrie, ou qui se trouvant employés dans l'étranger, au moment où la guerre éclaterait entre ce pays et la France, ne seraient pas rentrés sur le territoire Français, d'après l'ordre qu'ils en auraient reçu.

Si le prévenu a quitté la France depuis *dix ans*, on si son ancien domicile en France est inconnu, son procès doit être instruit et jugé par la Cour spéciale de Paris.

ARTICLE XXV.

Les Procureurs-Impériaux, et tous autres Officiers de police judiciaire auront, dans l'exercice de leurs fonctions, le droit de requérir directement la force publique.

OBSERVATIONS.

I. Quoique cet article semble accorder, sans limitation, à tous les Officiers de police judiciaire, le droit de requérir la force publique, il est néanmoins sous

entendu qu'ils doivent user de cette faculté avec circonspection, et seulement lorsqu'il est nécessaire d'assurer force à la Justice.

Jamais, par exemple, ils ne peuvent la requérir dans le cas d'une simple convention, lorsqu'elle ne peut emporter la peine d'emprisonnement. C'est une conséquence des dispositions de l'art. 16.

II. L'art. 25 autorise les Officiers de police judiciaire à faire directement des réquisitions à la force publique.

Mais il faut en *excepter les Gardes champêtres et forestiers*, qui doivent nécessairement s'adresser au Maire de la Commune, ou à son *Adjoint*, pour l'obtenir.

L'art. 16 fait une exception, pour ce cas, aux dispositions générales de l'art. 25.

III. La réquisition doit être faite *par écrit*.

C'est le vœu de l'art. 147 de la loi du 18 germinal an vi.

Cependant, dans le cas d'*urgence*, s'il y avait *péril dans la demeure*, la force publique ne pourrait se refuser à l'appel verbal qui lui serait fait.

IV. Le Fonctionnaire public qui fait la réquisition, doit en laisser l'exécution au Commandant de la force requise.

Il n'a aucun ordre à donner à cet égard. (*Art. 138 de la même loi.*)

V. L'art. 77 du décret impérial du 18 juin 1811, accorde le même droit de réquisition aux *Huissiers* chargés de mettre les mandats et les jugemens à exécution.

Le même article impose l'obligation à la force armée d'obtempérer à la réquisition.

ARTICLE XXVI.

Le Procureur-Impérial sera, en cas d'empêchement, remplacé par son Substitut, ou, s'il en a plusieurs, par le plus ancien.

S'il n'a pas de Substitut, il sera remplacé par un Juge commis à cet effet par le Président.

OBSERVATIONS.

I. La loi du 7 pluviôse an 9, art. 25, portait que le Magistrat de sûreté qui se trouverait empêché, serait remplacé par le Procureur-Impérial.

L'organisation judiciaire ayant changé, il devenait nécessaire d'établir un nouveau mode de remplacement, et il était naturel que le Procureur-Impérial fût remplacé par ses Substituts, suivant l'ordre de leur *ancienneté*.

Le Code a néanmoins dû le dire, parce que, dans une matière aussi grave, rien ne doit être laissé à l'arbitraire.

II. Lorsque le Procureur-Impérial n'a pas de Substituts, il doit être remplacé par un des Juges du Tribunal.

III. L'art. 26 ne parle que de *l'empêchement* du Procureur-Impérial, sans s'occuper du cas où la place est *vacante*, ni de celui où ses Substituts se trouveraient eux-mêmes *empêchés*; mais il suffisait de poser le principe et d'établir la forme du remplacement.

Il serait absurde, en effet, de supposer que la loi aurait été rédigée dans un sens limitatif.

IV. Le Législateur ayant déclaré que le Procureur-Impérial empêché, qui n'aurait pas de Substituts, serait remplacé par un Juge commis, le Président pourrait-il commettre un *Suppléant*?

On peut alléguer, pour l'affirmative, qu'un *Suppléant* est appelé à remplir les fonctions de Juge, et que la loi ayant parlé d'un Juge sans restriction, le Suppléant ne se trouve pas dans l'exclusion.

Cependant, si l'on s'en tient rigoureusement aux expressions de l'art. 26, les fonctions du Procureur-Impérial doivent être déléguées à un Juge, et les Suppléants ne sont pas des Juges *proprement dits*.

Ils n'ont pas obtenu du Gouvernement la même plénitude de confiance.

V. Si l'on n'avait donc à consulter que le Code d'instruction criminelle, il faudrait dire que les Suppléants ne pourraient être désignés pour remplacer le Procureur-Impérial dans le cas d'absence ou d'empêchement.

Mais le décret impérial du 18 août 1810 en a disposé autrement.

Si l'on consulte, en effet, les dispositions des art. 20 et 21 de ce décret, on voit que les Suppléants sont admis au remplacement des Officiers du Ministère public, concurremment avec les *Juges* et les *Auditeurs*.

Mais les Suppléants ne doivent être désignés qu'à défaut de Juges ou d'*Auditeurs* ayant l'âge de *vingt-deux ans*; ce qu'indique assez l'art. 21, en ajoutant, après avoir parlé des Juges et des Auditeurs, *ou, enfin, par un Suppléant*.

Le Code d'instruction criminelle laissait la désignation au choix du *Président*; mais le décret cité charge le Tribunal de cette désignation.

VI. Nous ne pensons pas néanmoins que les actes de recherche et de poursuite qui seraient faits par un Suppléant commis par le Tribunal pour remplacer le Procureur-Impérial empêché, lorsque la nomination aurait pu porter sur un Juge ou sur un Auditeur, fussent être rejetés comme nuls, et par suite, l'instruction annulée; car les actes de recherches et de poursuites du Ministère public, ne peuvent avoir aucune influence sur la validité de la procédure.

Mais le Tribunal chargé de la désignation du remplaçant, entrera plus dans l'esprit de la loi, et il se conformera mieux à son texte, en faisant suppléer le Procureur-Impérial par un Juge ou par un Auditeur.

VII. Lorsque le Procureur-Impérial se trouve empêché, il doit en prévenir celui de ses Substituts qui doit le suppléer.

S'il n'en a pas, il doit donner avis de son empêchement au Tribunal, afin que le service ne souffre aucune interruption.

VIII. L'empêchement momentané du Procureur-Impérial peut être relatif à une seule affaire, comme il peut l'être à toutes.

Dans l'un et l'autre cas, il faut suivre le même mode de remplacement.

Mais nous ne pensons pas que dans celui de *vacance* de la place, *d'absence* ou de *maladie* du Procureur-Impérial, le Tribunal fût autorisé à lui nommer un remplaçant *particulier* pour *chaque* affaire.

Cela tendrait trop à l'arbitraire.

ARTICLE XXVII.

Les Procureurs-Impériaux seront tenus, aussitôt que les délits parviendront à leur connaissance, d'en donner avis au Procureur-Général près la Cour Impériale, et d'exécuter ses ordres relativement à tous actes de police judiciaire.

OBSERVATIONS.

I. Quoique cet article soit de simple discipline, il n'en est pas moins d'une importance majeure, en ce qu'il tend à faciliter la recherche des crimes et l'arrestation des prévenus.

Sa première disposition est relative à l'avis que doit donner le Procureur-Impérial au Procureur-Général, de tous les délits qui parviennent à sa connaissance.

La deuxième, à l'exécution des ordres qui peuvent être transmis au Procureur-Impérial, relativement aux actes de la police judiciaire.

II. Sous le régime de la loi du 7 pluviôse an 9, quoique les *Magistrats de sûreté* ne fussent que les *Substituts* des Procureurs-Généraux criminels, ils avaient la prétention de ne leur être subordonnés en rien.

III. Le Procureur-Général ignorait souvent, par suite de cette prétention vraiment absurde, les crimes et les délits qui se commettaient dans son ressort.

L'instruction se trouvait, par ce moyen, entièrement concentrée dans les mains du Magistrat de sûreté, et dans celles du Directeur du Jury, qui pouvaient en abuser à leur gré.

IV. Il y avait bien lieu au recours en cassation de la part des Procureurs-Généraux contre les ordonnances de compétence; mais cela ne réparait que d'une manière très-insuffisante le mal causé par l'esprit d'insubordination qu'un grand nombre de Magistrats de sûreté avait érigé en système, et que les Procureurs-Généraux n'avaient aucun moyen de paralyser.

V. Les Magistrats de sûreté étaient les Fonctionnaires qui jouissaient de la plus grande masse d'autorité.

Ils pourraient suivre ou garder le silence sur les plaintes ou dénonciations qui leur étaient adressées.

Ils ne faisaient aucun acte de recherches ou de poursuites que ceux qu'ils jugeaient à propos.

VI. Les dénoncer au Gouvernement était la seule manière de s'opposer à l'espèce de tyrannie qu'ils pouvaient organiser dans leur ressort ; et comme ils avaient en leurs mains toutes les pièces, comme ils étaient investis d'un grand pouvoir, ils étaient trop redoutables pour qu'on s'exposât à leur ressentiment par une plainte ou par une dénonciation.

Il y en avait d'honnêtes, sans doute.

Ceux même dont la conduite était répréhensible, étaient en petit nombre.

Mais les droits des citoyens sont toujours menacés, lorsqu'une trop grande masse d'autorité est placée dans les mains d'un seul homme qui ne reconnaît pas de supérieur.

VII. Le Code d'instruction criminelle a fait disparaître cette trop grande latitude de pouvoirs accordés à des Magistrats du second ordre.

Il a rétabli la hiérarchie judiciaire, et cette innovation nécessaire dans le système de la législation actuelle, était la plus désirée, comme elle était peut-être la plus urgente.

VIII. Ce n'a pas été par de simples motifs de convenance, que l'article 27 a ordonné aux Procureurs-Impériaux de donner avis aux Procureurs-Généraux, des délits qui se commettent dans leurs arrondissemens respectifs, et de faire tous actes d'instruction qui leur seraient indiqués.

Les Procureurs-Généraux doivent trouver dans leur correspondance tous les renseignements désirables, et ils ne peuvent en avoir d'officiels que par l'organe des Procureurs-Impériaux, leurs subordonnés immédiats.

IX. Ces renseignements pouvant indiquer seuls la mesure des recherches et des actes d'instruction à faire, il était naturel de fournir aux Procureurs-Généraux le moyen de se les procurer.

X. Quoique l'art. 27 ne fasse injonction qu'aux Procureurs-Impériaux d'exécuter les ordres donnés par le Procureur-Général, relativement aux actes de police judiciaire, cet article s'applique nécessairement à tous les Officiers de police judiciaire, chargés de la recherche et de la poursuite des délits, même au Juge d'instruction, lorsqu'il remplace le Procureur-Impérial, dans le cas de flagrant délit.

Nous examinerons par la suite si le Juge d'instruction est tenu, comme le Procureur-Impérial, hors le cas du flagrant délit, de déférer aux ordres du Procureur-Général.

XI. L'exécution de l'art. 27 ne dispense pas le Procureur-Impérial de se con-

former aux dispositions de l'art. 249, qui lui impose l'obligation de transmettre tous les huit jours au Procureur-Général une notice des affaires criminelles, correctionnelles, ou de police, qui sont survenues dans son ressort.

ARTICLE XXVIII.

Ils pourvoiront à l'envoi, à la notification et à l'exécution des ordonnances qui seront rendues par le Juge d'instruction, d'après les règles qui seront ci-après établies au Chapitre des Juges d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. C'est principalement à la vigilance, à l'activité du Procureur-Impérial, qu'est confié le soin de rechercher les coupables, et de les faire punir.

Les fonctions du Juge d'instruction se concentrent presque entièrement dans le cabinet.

Cependant, s'il s'agit de flagrant délit, le Juge d'instruction est autorisé à faire tous les actes attribués aux Procureurs-Impériaux. (Art. 59). L'art. 60 l'autorise même à refaire les actes qui lui paraissent incomplets.

Mais le Juge d'instruction, en se livrant aux recherches, dans le cas du flagrant délit, n'agit que comme exerçant les fonctions déléguées par la loi au Procureur-Impérial.

II. Dans l'ordre général, en effet, le Procureur-Impérial est le seul Magistrat chargé de la recherche et de la poursuite des délits et des crimes : le Juge d'instruction n'est établi que pour recueillir les preuves des délits qui lui sont dénoncés.

III. Il était simple, dès-lors, que l'exécution des ordonnances rendues par le Juge d'instruction, fût placée dans le domaine des Procureurs-Impériaux.

Cette forme de procéder était déjà établie par les anciennes lois.

Il était cependant arrivé quelquefois que les Directeurs du Jury s'étaient permis de faire eux-mêmes exécuter leurs ordonnances.

Mais lorsque cette usurpation de pouvoir était dénoncée à la Cour de cassation, elle n'hésitait pas à en faire justice.

IV. Un Directeur du Jury de Paris s'était permis de faire mettre un prévenu provisoirement en liberté sans caution, par suite d'une ordonnance qu'il venait de rendre, quoique le prévenu se trouvât sous le poids d'un mandat d'arrêt.

Mais sur le pourvoi du Magistrat de sûreté, la Cour de cassation annula l'ordonnance et tout ce qui s'en était suivi, par arrêt du 8 mai 1807.

Il importait de prévenir de semblables usurpations de pouvoir ; et c'est ce qui a été fait par l'art. 28 du Code d'instruction,

V. On n'est pas d'accord sur le point de savoir si le Juge chargé de l'instruction d'une procédure dans laquelle se trouve impliqué un prévenu, atteint par un mandat d'amener, de dépôt ou d'arrêt, peut de son propre mouvement, ou de concert avec le Procureur-Imperial, déclarer qu'il *n'y a lieu à suivre*, sans avoir préalablement consulté la chambre du Conseil, à laquelle il doit faire le rapport des affaires qu'il instruit, d'après le vœu de l'art. 127.

S'il n'avait été décerné qu'un mandat d'amener contre le prévenu, et que, par ses réponses, il eût détruit les inculpations à sa charge, cette forme de procéder pourrait être sans inconvénient, mais elle n'en serait pas plus régulière.

Mais lorsqu'il y a eu mandat de *dépôt*, ou mandat d'*arrêt*, le Juge d'instruction commettrait incontestablement une usurpation de pouvoir très-répréhensible, s'il prenait sur lui de faire mettre le prévenu en liberté; c'est à la chambre du Conseil à en décider.

Nous reviendrons sur cette question, qui est d'une haute importance, en nous occupant des attributions confiées aux chambres du Conseil, par le Chapitre 9 du présent Livre.

SECTION DEUXIÈME.

Mode de procéder des Procureurs-Impériaux dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE XXIX.

Toute autorité constituée, tout Officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au Procureur-Imperial, près le Tribunal dans le ressort duquel ce crime ou ce délit aura été commis, ou dans lequel le prévenu pourrait être trouvé, et de transmettre à ce Magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

OBSERVATIONS.

I. Cet article, qui est la reproduction de l'art. 83 du Code de brumaire an iv, fait un devoir à toute autorité constituée, à tout Fonctionnaire et Officier public, de donner avis, sans le moindre retard, au Procureur-Imperial, des crimes et délits qui parviennent à leur connaissance, dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Législateur ne pouvait user de rigueur pour les y contraindre,

Il a dû s'en rapporter à leur amour du bien public.

II. L'art. 462 établit des règles particulières, lorsqu'il est question du crime de faux.

Il autorise le Tribunal saisi à décerner un mandat d'amener contre le prévenu.

III. Le Fonctionnaire public qui acquerrait la connaissance d'un crime ou d'un délit, *hors* l'exercice de ses fonctions, n'en serait pas moins tenu d'en donner avis au Procureur-Impérial.

Mais il agirait alors comme simple particulier, et pour se conformer aux dispositions de l'art. 30.

IV. Si l'art. 29 ne fait pas un devoir aux Fonctionnaires publics de donner avis au Procureur-Impérial des simples contraventions, c'est que, d'une part, ce Magistrat n'est pas chargé d'en faire la poursuite, et que, d'autre part, les simples contraventions n'intéressent pas aussi essentiellement le maintien de l'ordre public, que les crimes et les délits.

V. Le Fonctionnaire public qui acquiert la connaissance de *contraventions* qu'il juge assez graves pour mériter des poursuites d'office, doit en instruire le Commissaire de police, ou, s'il n'y en a pas, le Maire de la Commune, chef-lieu de la Justice de paix, le Code en ayant placé la recherche et la poursuite dans leurs attributions.

VI. L'autorité constituée qui donne avis au Procureur-Impérial, du crime ou du délit qui est venu à sa connaissance, doit transmettre à ce Magistrat toutes les pièces, renseignements et procès-verbaux qui y sont relatifs.

VII. L'art. 29 laisse au choix de l'autorité constituée, ou du Fonctionnaire public qui donne l'avis, de le transmettre au Procureur-Impérial du lieu du délit, ou à celui du lieu où le prévenu pourrait être trouvé, sans ajouter qu'il pourra également le transmettre à celui de la résidence *habituelle* du prévenu ; mais comme celui-ci est également compétent, rien n'empêche que l'avis lui soit directement adressé.

Mais une observation essentielle à faire, c'est que l'avis doit être donné au Procureur-Impérial de l'arrondissement dans lequel le Fonctionnaire qui le donne, exerce ses fonctions, lorsque le crime ou le délit rentre dans sa compétence.

Le choix laissé au Fonctionnaire qui donne l'avis, ne peut se rapporter, en effet, qu'au cas où le Procureur-Impérial de l'arrondissement, n'est ni celui du lieu du délit, ni celui de la résidence habituelle ou momentanée du prévenu.

VIII. L'art. 29 exige que ce soit au Procureur-Impérial que l'avis soit donné, parce que, s'agissant de la recherche de crimes ou de délits, c'est à lui seul que le Code la confie, et que si l'avis était donné à un Officier de police judiciaire du second ordre, il faudrait toujours que cet Officier le transmittât au Procureur-Impérial, ce qui entraînerait des longueurs inutiles et souvent préjudiciables.

IX. Le Code criminel ne dit pas que le Fonctionnaire public qui acquerra la

connaissance d'un crime ou d'un délit dans l'exercice de ses fonctions, le dénoncera, parce que ce n'est pas une véritable dénonciation que la loi le charge de faire, mais un simple avis qu'elle lui fait un devoir de donner.

Lors donc que le prévenu serait acquitté de l'accusation portée contre lui, à raison du crime ou du délit qui lui aurait été imputé, il n'aurait pas d'action en dommages-intérêts contre l'autorité constituée ou le Fonctionnaire public qui aurait donné l'avis, si les faits n'avaient pas été altérés, s'il n'avait pas été usé de mauvaises voies pour présenter comme criminel un fait innocent.

L'art. 358 n'autorise une pareille action que contre les véritables dénonciateurs.

X. Mais le même art. 358 réserve au prévenu acquitté, la prise à partie, *s'il y a lieu*, contre l'autorité ou le Fonctionnaire public qui aurait donné l'avis; de sorte que, si l'autorité ou le Fonctionnaire public avait agi dans un esprit d'injure ou de vexation, il y aurait lieu à la prise à partie, pour avoir abusé de ses fonctions.

XI. Pour donner l'avis que tel crime, tel délit a été commis, le Fonctionnaire public n'est pas tenu de se déplacer.

Il lui suffit de transmettre au Procureur-Impérial les pièces à l'appui, et de lui donner les renseignemens qui peuvent être à sa connaissance, lors même que la dénonciation porterait sur un faux en écriture.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 8 messidor an XIII.

XII. Par arrêt du 30 frimaire an 12, rendu sur le rapport de M. Seignette, il avait été jugé que quand un Tribunal se détermine à dénoncer officiellement un crime ou un délit, il doit le faire par un acte séparé du jugement intervenu sur le fond du procès.

L'avis que donne, en effet, le Tribunal saisi n'est pas un véritable jugement; et ce serait lui en imprimer le caractère, que de le consigner dans le dispositif du jugement qui intervient sur la contestation au principal.

Il serait contre toutes les règles de la morale et de la justice, de flétrir ainsi l'honneur et la réputation d'un citoyen, qui n'est pas même encore en prévention du crime ou du délit que le Tribunal saisi croit avoir à lui reprocher.

ARTICLE XXX.

Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenu d'en donner avis au Procureur-Impérial, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

OBSERVATIONS.

I. L'ARTICLE 30 impose aux citoyens le même devoir que l'art. 29 impose aux

Fonctionnaires publics ; mais avec cette différence que l'art. 30 ne l'impose au simple citoyen que lorsqu'il a été le *témoin* de l'attentat commis contre la sûreté publique, la vie ou la propriété d'un individu ; tandis qu'il suffit au Fonctionnaire public d'en avoir acquis la connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

II. L'art. 29 parle en général des crimes et délits , sans entrer dans aucun détail.

L'art. 30 détermine, au contraire, quelle est la nature de ceux dont les citoyens doivent donner avis au Procureur-Impérial , lorsqu'ils en ont été les témoins.

Si les deux articles ne se trouvent pas rédigés dans les mêmes termes, leurs dispositions n'en sont pas moins les mêmes : car tout attentat contre la sûreté publique, la vie et la propriété des citoyens, est un crime ou un délit ; et tout crime ou délit constitue nécessairement un attentat à la sûreté publique, à la vie ou à la propriété des citoyens.

III. Le Législateur ne paraît donc être entré dans ces détails dans l'art. 30, qu'à raison de ce que les citoyens n'étant pas présumés aussi instruits que les Fonctionnaires publics, il convenait de leur donner des renseignements plus positifs, et de leur désigner plus particulièrement ce que la loi considère comme véritables crimes, comme véritables délits.

IV. Cependant, tout attentat, commis à la propriété ne constitue pas nécessairement un délit, dans le sens du Code d'instruction criminelle.

Un pareil attentat peut n'être qu'une contravention de police.

Il peut même, dans certains cas, ne donner lieu qu'à une action civile.

V. Celui qui donne avis au Procureur-Impérial, du crime ou du délit dont il a été le témoin, n'est pas un dénonciateur dans le sens que la loi attache à ce mot.

Il ne fait que remplir un devoir civique.

Il ne pourrait donc être poursuivi en dommages et intérêts pour ce fait, à la requête du prévenu acquitté.

VI. Mais s'il en avait imposé à la justice ;

S'il avait déclaré avoir été le témoin d'un fait, lorsqu'il ne l'aurait appris que par une autre voie ;

S'il y avait ajouté méchamment des circonstances aggravantes ;

S'il y avait mis de l'animosité ;

S'il n'avait agi que dans un esprit d'injure ou de vengeance, il devrait évidemment être considéré comme un véritable dénonciateur.

Il ne pourrait être traité plus favorablement que ne devrait l'être le Fonctionnaire public qui, dans un pareil état de choses, pourrait être pris à partie et condamné.

VII. L'avis à donner au Procureur-Impérial n'est assujéti à aucune formalité, ni dans le cas du présent article, ni dans celui de l'art. 29.

Il suffit à celui qui le donne, si c'est un Officier public, de déclarer son nom et sa qualité ;

Et si c'est un simple citoyen, de déclarer qu'il a été témoin de l'attentat.

VIII. Le citoyen peut faire cette déclaration verbalement ou par écrit.

C'est en cela principalement que le simple avis diffère de la dénonciation et de la plainte, qui, d'après les articles 31 et 65, doivent être constatées par écrit, et être signées du dénonciateur ou du plaignant, et du Procureur-Impérial.

IX. L'avis que reçoit le Procureur-Impérial, ainsi que la dénonciation ou la plainte qui lui aurait été faite, met ce Magistrat dans l'obligation de requérir le juge d'instruction d'en informer. (*Art. 47.*) Cependant il peut porter l'affaire *directement* au Tribunal correctionnel. (*Art. 182.*)

Le Procureur-Impérial commettrait un excès de pouvoir négatif, si le fait dont il aurait reçu l'avis, ou qui aurait été l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation, constituant réellement la prévention d'un crime ou d'un délit, il n'en provoquait ou s'il n'en faisait pas directement la poursuite.

X. Celui qui aurait donné l'avis.

Le plaignant ou le dénonciateur, dont la plainte ou la dénonciation aurait été mise à l'écart, devrait en instruire le Procureur-Général, chargé, par l'art. 27, de donner des ordres au Procureur-Impérial, pour la recherche et la poursuite des délits.

XI. Celui qui a dénoncé l'accusé peut être entendu comme témoin aux débats, s'il n'y a pas d'autres reproches à lui faire ; mais nous pensons que le Jury doit être instruit de cette circonstance qui doit influer sur le poids du témoignage.

ARTICLE XXXI.

Les dénonciations seront rédigées par les dénonciateurs ou par leurs fondés de procuration spéciale, ou par le Procureur-Impérial s'il en est requis ; elles seront toujours signées par le Procureur-Impérial à chaque feuillet, et par les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoirs.

Si les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoirs ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention.

La procuration demeurera toujours annexée à la dénonciation, et le dénonciateur pourra se faire délivrer, mais à ses frais, une copie de sa dénonciation.

OBSERVATIONS.

I. La dénonciation peut être faite par le dénonciateur en personne, ou par son fondé de pouvoir spécial ; mais elle doit être signée à tous les feuillets par celui qui l'a faite, s'il sait signer.

118 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

S'il ne sait pas signer, ou s'il le refuse, l'Officier de police judiciaire qui la reçoit doit en faire mention dans son procès-verbal.

Néanmoins, la signature et la mention du refus de signer ne sont pas requises, sous peine de nullité.

Mais le défaut de signature ou de mention du refus, produirait nécessairement l'effet de diminuer la confiance qu'on doit avoir naturellement dans une dénonciation régulière.

Ce défaut pourrait même faire considérer l'Officier de police judiciaire qui l'aurait rédigée, comme ayant agi de son propre mouvement, dans le cas de dénégation de la part du dénonciateur; ce qui exposerait cet Officier à l'action en indemnité autorisée par l'article 358, et conséquemment à la prise à partie.

II. L'instruction criminelle de 1791, et le Code de brumaire an iv, ne voulaient pas qu'on eût égard aux dénonciations que les dénonciateurs avaient refusé de signer.

La même disposition ne se trouve plus dans le Code d'instruction criminelle.

On y voit même, art. 31, que si le dénonciateur ne veut pas signer, il doit en être fait mention, et que cette mention doit tenir lieu de sa signature.

III. La seule conséquence qu'on puisse tirer du refus de signer de la part du dénonciateur, c'est que le Procureur-Impérial n'est pas mis, par un pareil acte, dans l'obligation de faire des poursuites.

Quoique ce ne soit qu'un simple avis qui soit donné au Procureur-Impérial, il ne doit pas négliger de prendre tous les renseignements qu'il est en son pouvoir de se procurer, et de les consigner dans les états qu'il doit transmettre au Procureur-Général.

IV. La dénonciation, fût-elle signée, ne pourrait seule autoriser à décerner un mandat d'amener contre l'individu dénoncé. (Art. 40.)

V. Pour assurer l'authenticité de la dénonciation, l'Officier de police qui la reçoit doit la signer à tous les feuillets.

L'art. 31 n'exige la signature qu'à tous les feuillets, tandis que l'art. 76 l'exige à toutes les pages pour le cahier d'information.

Pourquoi cette différence? Il semble qu'il y ait même motif de l'exiger dans l'une comme dans l'autre espèce.

Ce motif est d'empêcher qu'il soit rien ajouté après coup au procès-verbal.

L'Officier de police qui recevra la dénonciation, agira donc prudemment en la signant, et en la faisant signer non-seulement à tous les feuillets, mais à toutes les pages.

Il doit même signer et faire signer tous les renvois qui peuvent s'y trouver, ainsi qu'approuver et faire approuver les *ratures*, *surcharges* et *interlignes*. L'art. 31 ne le dit pas; mais cela est nécessairement sous-entendu.

VI. On a douté si le dénonciateur est tenu, comme le Procureur-Impérial, de

signer à tous les feuillets, ou seulement à la fin de l'acte ; mais dès que la signature est requise pour constater la vérité des faits contenus dans la dénonciation , il en résulte que le dénonciateur , comme le Procureur-Impérial , doit apposer sa signature à tous les feuillets , afin qu'il puisse s'assurer dans tous les temps , qu'il n'y a rien été ajouté , et qu'il n'en a été rien retranché.

VII. Nous avons parlé indifféremment des plaintes et des dénonciations , quoiqu'à l'art. 31 ne parle que des dénonciations , parce que l'art. 65 qui s'occupe des plaintes , leur rend commun l'art. 31 , et qu'il résulte de l'art. 64 , que les Officiers de police judiciaire , autorisés à recevoir les dénonciations , le sont également pour recevoir les plaintes.

VIII. Quoique l'art. 31 semble indiquer que la dénonciation doit être faite au Procureur-Impérial , il faut tenir néanmoins qu'elle peut l'être tout aussi valablement à un Officier de police auxiliaire , qu'au Procureur-Impérial lui-même.

Cela résulte positivement de l'art. 48 et même des art. 54 et 64 , qui chargent les Officiers de police auxiliaires de transmettre au Procureur-Impérial les plaintes et dénonciations qu'ils auront reçues , afin qu'il puisse agir , ainsi qu'il est dit en l'article 47 ; elles peuvent même être faites directement au Procureur-Général. (*Article 275.*)

IX. Le Code n'impose pas l'obligation au Procureur-Impérial , comme l'art. 275 en fait un devoir aux Procureurs-Généraux , de tenir registre des dénonciations qu'ils reçoivent.

Mais cette obligation est nécessairement sous-entendue.

Il est même de leur intérêt de le faire , pour être en état de justifier leur conduite , lorsqu'ils en sont requis par leurs supérieurs.

X. Le dénonciateur est autorisé à se faire donner copie de sa dénonciation ; mais il doit faire les frais de cette copie.

XI. C'est par exception au droit commun , que le Code d'instruction criminelle accorde au dénonciateur la faculté de se faire délivrer copie de sa dénonciation.

Cette faculté lui est particulière ; elle ne s'étend pas au plaignant.

Elle ne s'étend pas même au prévenu de crime , avant que l'accusation ait été admise. (*Art. 305.*)

Mais en matière correctionnelle et de simple police , les parties peuvent se faire délivrer copie , à leurs frais , des dénonciations , des plaintes , des ordonnances et des jugemens définitifs , sans en avoir demandé ni obtenu l'autorisation. (*Art. 56 du décret impérial du 18 juin 1811.*)

Si les parties desiront se procurer la copie d'autres pièces , elles doivent s'y faire autoriser par le Procureur-Général. (*Ibid.*)

XII. L'Officier de police judiciaire qui reçoit la plainte ou la dénonciation , ne peut se refuser à les rédiger lui-même , lorsqu'il en est requis.

ARTICLE XXXII.

Dans tous les cas de flagrant délit, lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, le Procureur-Impérial se transportera sur le lieu, sans aucun retard, pour y dresser les procès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des personnes qui auraient été présentes, ou qui auraient des renseignemens à donner.

Le Procureur-Impérial donnera avis de son transport au Juge d'instruction, sans être toutefois tenu de l'attendre pour procéder, ainsi qu'il est dit au présent Chapitre.

OBSERVATIONS.

I. Dans le cas de flagrant délit, mais seulement lorsqu'il y a prévention de *crime*, le Procureur-Impérial est tenu de se transporter sur les lieux aussitôt que la connaissance lui en est parvenue, pour y dresser tous procès-verbaux, et y faire tous actes d'instruction nécessités par les circonstances.

Le Procureur-Impérial n'est tenu de déférer à la réquisition, au cas de simple *délit*, que lorsqu'elle lui est faite par un chef de maison, qui requiert de constater celui qui vient de se commettre dans son habitation.

Cette distinction se trouve établie par les art. 32 et 46.

II. L'art. 41 définit le flagrant délit, tout délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre.

Le Code répute aussi flagrant délit, le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique;

Et celui où il est trouvé saisi d'effets, armes, instrumens, ou papiers pouvant faire présumer qu'il est l'auteur ou le complice du crime commis; mais seulement lorsqu'il en est trouvé saisi dans un temps voisin du délit.

L'art. 46 répute tel, enfin, le crime ou le délit commis dans l'intérieur d'une maison, lorsque le chef de cette maison requiert de le constater.

Hors ces cas, le Procureur-Impérial n'a le droit que de requérir le Juge d'instruction d'en informer. (Art. 47.)

III. Lorsque le délit est de nature à emporter peine afflictive ou infamante, ou que la réquisition est faite par un chef de maison, le Procureur-Impérial doit se rendre à l'instant sur les lieux, et donner avis de son transport au Juge d'instruction; mais il n'est pas tenu de l'attendre.

IV. Le Procureur-Impérial doit requérir l'assistance du Commissaire de police, du Maire, ou de l'Adjoint de Maire du lieu où le crime a été commis, et à défaut de ces Fonctionnaires, la présence de deux citoyens domiciliés dans la Commune.

Le refus qu'ils feraient de se rendre à son invitation, ne pourrait être un obstacle à ses recherches. (Art. 42.)

Mais il devrait en faire mention dans son procès-verbal.

V. Si le Procureur-Impérial avait été prévenu par un des Officiers de police auxiliaires, il lui serait loisible de continuer personnellement l'instruction, ou d'autoriser l'Officier de police qui l'aurait commencée à la continuer, même de déléguer à d'autres quelque partie de l'instruction.

VI. L'art. 32 ne porte pas que le Procureur-Impérial sera assisté d'un Greffier, ainsi que l'ordonne l'art. 62 à l'égard du Juge d'instruction; mais rien n'empêche le Procureur-Impérial d'en requérir l'assistance, et il doit même s'en faire assister, toutes les fois qu'il est dans la possibilité de le faire.

Dans le cas contraire, il peut prendre son secrétaire, ou un scribe quelconque pour remplir les fonctions de Greffier, après avoir reçu son serment de remplir fidèlement les fonctions qui vont lui être confiées.

Le Procureur-Impérial ne doit pas négliger de faire mention de cette prestation de serment dans son procès-verbal.

VII. Aucun article du Code ne dit non plus que le Procureur-Impérial et le Juge d'instruction seront accompagnés d'Huissiers pour l'exécution de leurs ordres; mais leur assistance est rendue nécessaire par la nature même des choses.

VIII. Comme l'attribution n'est donnée au Procureur-Impérial, dans le cas de flagrant délit, que dans la crainte de voir dépérir les preuves, il doit se borner à dresser les procès-verbaux, à interroger le prévenu, et à recevoir les déclarations des personnes présentes.

Tous les autres actes de procédure restent dans les attributions du Juge d'instruction.

Le Procureur-Impérial n'est donc autorisé à décerner aucun mandat contre le prévenu.

Il peut seulement donner l'ordre de son arrestation provisoire, et de le conduire devant le Juge d'instruction.

Mais il peut délivrer mandat de dépôt contre les personnes qui s'éloigneraient du lieu où il s'est transporté, s'il leur avait donné l'ordre de rester présentes à ses opérations. (Art. 34.)

ARTICLE XXXIII.

Le Procureur-Impérial pourra aussi, dans le cas de l'art. précédent, appeler à son procès-verbal les parens, voisins et domestiques présumés en état de donner des éclaircissemens sur le fait; il recevra leur déclaration qu'ils signeront. Les déclarations reçues en conséquence du

présent article et de l'article précédent, seront signées par les parties, ou, en cas de refus, il en sera fait mention.

OBSERVATIONS.

I. Quoiqu'il semble restreindre ses dispositions à celles de l'art. 32, elles s'étendent néanmoins à celles de l'art. 46, qui assimile au flagrant délit la réquisition faite par le chef d'une maison, pour la constatation d'un crime ou d'un délit qui vient de s'y commettre.

II. L'art. 33 n'est que l'explication de l'art. 32, quant aux déclarations des parens, voisins et domestiques qu'il autorise le Procureur-Impérial à recevoir.

Cette explication était toutefois nécessaire pour lever le doute qui s'était élevé sous l'empire du Code de brumaire an iv, sur la question de savoir si les parens et alliés des parties pouvaient être entendus en témoignage dans l'instruction des procès criminels.

III. Il est vrai que ce doute se trouvait résolu par la Jurisprudence de la Cour de cassation, qui avait constamment refusé d'appliquer à l'instruction les dispositions de l'art. 358 du Code de brumaire an iv, qui prohibait d'entendre aux débats les parens ou alliés de l'accusé.

IV. Mais une Jurisprudence, quelque respectable qu'elle soit, ne peut équivaloir à l'autorité de la loi; et c'est aujourd'hui un point de doctrine que, quand il y a crime ou délit, l'Officier de police judiciaire peut appeler devant lui, pour faire leur déclaration, les parens, alliés et domestiques des parties, lorsqu'il croit pouvoir en recueillir quelques renseignemens.

V. Le Procureur-Impérial doit avoir la précaution de faire signer les déclarations qu'il reçoit par les personnes qui les ont faites.

Si elles le refusent, ou qu'elles déclarent ne savoir signer, il doit en faire mention dans son procès-verbal.

VI. Il doit aussi personnellement les signer, ainsi que les procès-verbaux qu'il rédige.

Il doit même signer le cahier d'information à toutes les pages. (*Art. 76.*)

VII. Mais le défaut de signature n'emporterait pas la nullité de l'acte qui serait seulement irrégulier et incomplet, et que le Juge d'instruction pourrait recommencer. (*Art. 60.*)

VIII. Le Procureur-Impérial ne doit pas négliger, pour cela, de remplir cette formalité; car les personnes qui auraient fait leurs déclarations devant lui, et qui ne les auraient pas signées, pourraient varier dans la suite, et atténuer, par ce

moyen, les preuves qu'on prétendrait faire résulter de leur première déclaration.

IX. Les déclarations ainsi reçues ne peuvent, au surplus, servir que de simples renseignements.

Ce ne sont pas de véritables dépositions.

Aussi le Code d'instruction criminelle n'exige-t-il aucune prestation de serment de ceux qui les font.

X. Ce n'est pas des seules personnes présentes que le Procureur-Impérial peut exiger des déclarations ; il peut faire appeler devant lui les parens, les voisins et les domestiques, par un simple avertissement qu'il leur fait donner par l'huissier dont il s'est fait assister, ou par un Agent de la force publique.

ARTICLE XXXIV.

Il pourra défendre que qui ce soit sorte de la maison ou s'éloigne du lieu, jusqu'après la clôture de son procès-verbal.

Tout contrevenant à cette défense, sera, s'il peut être saisi, déposé dans la maison d'arrêt ; la peine encourue pour la contravention sera prononcée par le Juge d'instruction, sur les conclusions du Procureur-Impérial, après que le contrevenant aura été cité et entendu, ou par défaut, s'il ne comparait pas, sans autre formalité ni délai, et sans opposition ni appel.

La peine ne pourra excéder dix jours d'emprisonnement et cent francs d'amende.

OBSERVATIONS.

I. Si le Code d'instruction n'avait pas donné l'autorité nécessaire au Procureur-Impérial, pour défendre que personne s'éloignât jusqu'à ce que ses opérations soient terminées, le but de la loi aurait été manqué.

Il l'aurait été encore si la loi, conférant ce pouvoir au Procureur-Impérial, ne lui avait pas donné les moyens d'exécution.

Ainsi le Code d'instruction a-t-il accordé au Procureur-Impérial, non-seulement le droit de faire la défense, mais celui de faire saisir le contrevenant, et de le faire déposer en la maison d'arrêt, à raison du refus d'obtempérer à ses ordres.

II. Ce cas n'est pas le seul où le Procureur-Impérial est autorisé à décerner un mandat de dépôt.

On en trouve un second dans l'art. 100, lorsque le prévenu contre lequel il existe

un mandat d'amener, est trouvé hors de l'arrondissement de l'Officier qui l'a délivré, et qu'il demande à n'être pas conduit devant cet Officier.

Ces deux cas exceptés, le Procureur-Impérial commettrait un excès de pouvoir, s'il décernait un mandat de dépôt, et, à plus forte raison, un mandat d'arrêt.

III. Le contrevenant à la défense faite de s'éloigner, soit qu'il ait été constitué prisonnier par suite du mandat de dépôt que le Procureur-Impérial a décerné contre lui, soit qu'il n'ait pu être arrêté, doit être cité à comparaître devant le Juge d'instruction, pour se voir condamner aux peines que la loi prononce contre sa désobéissance.

S'il est en état d'arrestation, il n'y a aucun délai à lui accorder.

S'il n'a pu être saisi, il doit lui en être accordé un suffisant pour se présenter.

Dès qu'en effet le Code exige une *citation*, ce ne peut être qu'afin de mettre le contrevenant à même de se défendre; cela est d'autant plus important pour lui, que le jugement qui doit intervenir, ne peut être attaqué par la voie de l'opposition, ni par celle de l'appel.

Le Juge d'instruction prononce, en dernier ressort, dans cette matière.

IV. Mais en établissant cette mesure, que les circonstances rendaient nécessaire, le Législateur a dû prévoir l'abus que le Juge d'instruction pourrait en faire.

Et comme la loi ne doit rien laisser à l'arbitraire, l'art 34 a établi un *maximum* de peines que le Juge d'instruction ne peut jamais dépasser.

V. Le Juge d'instruction est autorisé à cumuler la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement; car l'art. 34 s'est servi de la conjonctive *et*, et non de la disjonctive *ou*: ce qui explique suffisamment l'intention du Législateur.

Mais est-il autorisé à ne prononcer que l'amende ou que l'emprisonnement?

Si l'on recourt aux dispositions de l'art. 463 du Code pénal, on pourra penser que la faculté en est accordée au Juge d'instruction, et qu'il lui est même permis de réduire la peine à celle de simple police.

Cependant, nous devons observer que l'art. 463 ne s'occupe de la peine de l'emprisonnement, que dans le cas où elle se trouve prononcée par un article du Code pénal, et que ce n'est pas en conséquence des dispositions de ce Code, que le contrevenant aux ordres du Procureur-Impérial doit être condamné.

Nous devons également observer que l'art. 463 n'accorde ce pouvoir qu'aux Tribunaux; mais le Juge d'instruction remplit, en pareil cas, les fonctions d'un véritable Tribunal, puisqu'il rend un jugement, et qu'il le rend même en dernier ressort.

VI. L'art. 34 s'étant borné à fixer un *maximum* de la peine, sans établir de *minimum*, nous pensons que, sans violer la loi, le Juge d'instruction est autorisé à n'appliquer que le *minimum* des peines prononcées par le Code, c'est-à-dire, un

jour d'emprisonnement et un franc d'amende ; et même seulement l'amende d'un franc, ou l'emprisonnement d'un jour, suivant les circonstances.

VII. L'art. 463 du Code pénal ne peut recevoir d'application aux délits et contraventions dont une loi *spéciale* a fixé le *minimum* de la peine.

Ainsi la loi du 23 messidor an iv, répressive des délits ruraux, doit toujours être exécutée.

Et nous pensons également que l'article cité du Code pénal ne peut être appliqué aux peines à prononcer en matière forestière, qui ont fait l'objet de lois particulières et spéciales.

VIII. L'art. 34 ne réservant au condamné ni l'opposition, ni l'appel, en résulte-t-il que la voie de cassation lui soit interdite ?

Non : car, toutes les fois qu'il y a peine prononcée par un jugement *en dernier ressort*, le Code autorise la voie du recours en cassation. (Art. 407.)

Mais sur quels motifs un pareil recours pourrait-il être fondé ?

Ce n'est pas ce qui doit nous occuper ; il suffit d'avoir établi que le recours est recevable.

ARTICLE XXXV.

Le Procureur-Impérial se saisira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que de tout ce qui paraîtra en avoir été le produit ; enfin, de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité : il interpellera le prévenu de s'expliquer sur les choses saisies qui lui seront représentées ; il dressera du tout procès-verbal qui sera signé par le prévenu, ou mention sera faite de son refus.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne renferme pas un simple conseil ; il fait un devoir rigoureux au Procureur-Impérial de saisir, lors de son transport sur le lieu du délit, les armes, et tout ce qui lui paraîtra pouvoir servir à la manifestation de la vérité.

Il lui en fait également un de décrire dans son procès-verbal, avec la plus minutieuse et la scrupuleuse exactitude, les objets qu'il aura saisis.

II. Le Procureur-Impérial qui s'en tiendrait là, ne remplirait qu'en partie le devoir que la loi lui impose.

Il doit représenter les choses saisies au prévenu, s'il est présent ;

Il doit lui faire des interpellations relatives à l'usage des objets saisis ;

Il doit consigner le tout dans un procès-verbal revêtu de sa signature et de celle du prévenu, s'il peut ou s'il veut signer.

III. Quoique les armes et autres effets saisis aient été signalés au procès-verbal, cela ne peut dispenser de les clore et de les cacheter, si elles sont susceptibles de l'être, et de prendre toutes les précautions nécessaires pour en assurer l'existence d'une manière invariable. (*Art. 38.*)

IV. Si le prévenu n'était pas présent, le Procureur-Impérial n'en devrait être que plus sévère observateur des dispositions des art. 35 et 38.

ARTICLE XXXVI.

Si la nature du crime ou délit est telle, que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers et autres pièces et effets en la possession du prévenu, le Procureur-Impérial se transportera de suite dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des objets qu'il croira utiles à la manifestation de la vérité.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 35 s'est occupé de la saisie à faire sur le lieu du délit, des armes et autres objets qui auraient pu servir à la consommation du crime, ou à favoriser son exécution.

L'art. 36 prévoit le cas où l'on pourrait présumer qu'il se trouverait au domicile du prévenu, des papiers ou autres pièces et effets propres à donner quelques renseignements importants.

Il veut qu'alors le Procureur-Impérial se transporte à ce domicile pour y faire les perquisitions convenables.

II. Dans le cas de son transport, le Procureur-Impérial doit faire amener le prévenu sur le lieu, lorsqu'il est en état d'y être transporté, et s'il consent de s'y rendre. (*Art. 39*)

III. Le Procureur-Impérial doit procéder à l'opération en sa présence, ou avec son fondé de pouvoir, s'il lui a plu d'en indiquer un.

IV. Si le prévenu n'est pas *présent*, ou si l'étant il refuse d'assister à l'opération, s'il n'a pas chargé un fondé de pouvoir d'y paraître pour lui, il doit être passé outre.

V. Mais le Procureur-Impérial serait-il autorisé à faire perquisition dans une maison *étrangère* au prévenu, dans le cas où il croirait pouvoir y découvrir quelques papiers ou pièces à l'appui de l'accusation ?

L'art. 36 ne donne cette autorisation au Procureur-Impérial, que relativement au domicile du prévenu ; et comme ce n'est que par exception au droit commun,

que le Code la lui donne dans le cas de flagrant délit, il faut en conclure qu'il ne pourrait, sans excès de pouvoir, se permettre une perquisition dans un domicile étranger.

VI. Cependant on peut dire qu'il y a même raison de décider en faveur du Procureur-Impérial, que du Juge d'instruction, et que le Juge d'instruction est autorisé à prendre cette mesure.

Qu'il faut suivre la loi impérieuse de la nécessité, plutôt que de risquer de laisser dépérir les preuves, en s'attachant trop rigoureusement aux termes de la loi.

VII. Mais ces inconvéniens n'ont pu échapper à la sagacité du Législateur; et de ce qu'il n'a autorisé le Procureur-Impérial à faire des perquisitions qu'au domicile du *prévenu*, il faut conclure qu'il a voulu les lui interdire dans tous les autres lieux.

VIII. Cette disposition restrictive du Code peut avoir eu deux motifs.

Le premier, tiré de l'inviolabilité du domicile des citoyens;

Le deuxième, de l'inconvénient majeur de laisser planer un soupçon injurieux sur la personne dans le domicile de qui se ferait la perquisition.

Le Législateur a pu se décider encore par cet autre motif, qu'en autorisant le Procureur-Impérial à faire des perquisitions dans un domicile étranger au *prévenu*, il aurait donné, par suite, la même autorisation aux Officiers de police auxiliaires; ce qui aurait jeté nécessairement l'alarme parmi les citoyens qui se seraient vus sans cesse exposés à d'aussi désagréables visites.

IX. La preuve que l'intention du Législateur a été de ne pas donner au Procureur-Impérial toute la latitude de pouvoir confié, dans cet état de choses, au Juge d'instruction, résulte des dispositions combinées des articles 87 et 88.

On voit, en effet, que l'art. 87 donne au Juge d'instruction les mêmes pouvoirs que l'article 37 a donnés au Procureur-Impérial; et que l'art. 88 ajoute à ces pouvoirs restreints, en autorisant *spécialement* le Juge d'instruction à faire toutes les perquisitions qu'il trouvera convenables, dans quelque lieu qu'il veuille se transporter.

X. Il pourra bien résulter quelques inconvéniens de ce que la même autorisation n'a pas été donnée au Procureur-Impérial; mais ces inconvéniens n'ont pas paru suffisans pour balancer ceux qui seraient résultés du système contraire.

XI. La loi a mis d'ailleurs dans la main du Procureur-Impérial des moyens d'empêcher l'enlèvement des effets qu'il pourrait supposer exister dans un domicile étranger.

Il peut requérir la force publique mise à sa disposition par l'art. 25, d'investir la maison et faire défense à toute personne de sortir du lieu où il est occupé à la rédaction de son procès-verbal, jusqu'à l'arrivée du Juge d'instruction qu'il doit s'empresse d'instruire de ce qui se passe. (Art. 38.)

XII. S'il en résulte quelques embarras, quelques longueurs, le Procureur-Impérial du moins se sera renfermé dans les bornes de ses attributions;

Il n'aura pas jeté le soupçon du crime sur un citoyen que rien n'indique dans la procédure en avoir été l'auteur ou le complice.

XIII. Le Procureur-Impérial se conformera d'ailleurs au vœu bien prononcé de l'art. 36, et plus particulièrement encore à l'art. 184 du Code pénal, qui porte que tout Procureur-Général ou Impérial qui se sera introduit dans le domicile d'un citoyen, *hors les cas prévus par la loi*, sera puni d'une amende de seize francs au moins, et de 200 francs au plus; c'est-à-dire, par voie de police correctionnelle.

XIV. Le Procureur-Impérial doit être d'autant plus circonspect en pareil cas, qu'outre les peines auxquelles il s'exposerait, il pourrait être pris à partie, et condamné à des dommages-intérêts envers la personne dans le domicile de laquelle il aurait fait perquisition, lorsque sur-tout il n'aurait recueilli aucuns renseignements utiles des recherches qu'il s'y serait illégalement permises.

XV. Si le Procureur-Impérial y avait recueilli des indices de culpabilité, ces indices ne pourraient néanmoins être écartés, par la seule raison qu'ils seraient le résultat d'une opération vicieuse.

XVI. S'il y avait prévention de complicité contre la personne dans le domicile de laquelle auraient été faites les perquisitions, loin d'y avoir aucun reproche à faire au Procureur-Impérial, il n'aurait fait que remplir rigoureusement ses devoirs: car, en parlant du prévenu, l'art. 36 a nécessairement entendu l'auteur du crime et ses complices.

XVII. Il n'est pas nécessaire que la perquisition soit précédée d'une ordonnance qui en détermine l'objet.

Le Code d'instruction ne l'exige pas.

Ce serait effectivement un acte absolument inutile.

On le jugeait même ainsi sous l'empire du Code de brumaire an 4. (*Arrêt du 5 floréal an XIII.*)

XVIII. Si la perquisition devait être faite, et des procès-verbaux dressés hors de l'arrondissement, le Procureur-Impérial pourrait requérir un Officier de police judiciaire de cet arrondissement d'y procéder.

Ce pouvoir lui est formellement accordé par l'art. 283, mais sans que la réquisition qu'il ferait pût autoriser l'Officier de police requis, à décerner aucun mandat contre les prévenus, puisque le Procureur-Impérial lui-même ne pourrait en décerner.

XIX. Les Officiers de police auxiliaires qui suppléent le Procureur-Impérial, ont les mêmes droits que lui, puisque, dans le cas du flagrant délit, ils peuvent faire tous les actes attribués au Procureur-Impérial.

XX. Mais peut-il être procédé, pendant la nuit, aux visites et perquisitions autorisées par l'art. 36; c'est-à-dire, depuis le premier octobre jusques au 31 mars, avant six heures du matin et après six heures du soir; et depuis le premier avril jusqu'au 30 septembre, avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir, aux termes de l'art. 1037 du Code de procédure civile, qu'un décret impérial du 4 août 1806, a déclaré applicable à la défense faite d'entrer de nuit dans la maison des citoyens?

XXI. L'art. 76 de la constitution du 22 frimaire an VIII, n'autorise l'entrée dans la maison des citoyens, pendant la nuit, que dans le cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation faite de l'intérieur de la maison.

Cependant, l'art. 36 du Code d'instruction criminelle veut que, dans le cas où la nature du crime est telle que la preuve puisse vraisemblablement en être acquise par l'inspection des papiers et effets qui se trouvent en la possession du prévenu, le Procureur - Impérial se transporte *de suite* en son domicile; et le transport de ce Magistrat ne pourra être fait *de suite*, s'il faut attendre que le jour soit venu.

XXII. L'art. 36 du Code d'instruction criminelle aurait donc incontestablement rapporté la disposition de l'art. 76 de l'acte constitutionnel de l'an VIII, si cet art. 76 n'avait établi qu'un simple point de législation.

Mais une loi particulière peut-elle rapporter un article constitutionnel?

XXIII. Ce n'est pas aux Tribunaux qu'il appartient de décider une question de cette importance.

Il suffit que la loi existe, pour qu'ils doivent s'y conformer.

Nous estimons en conséquence que le Législateur ayant voulu que la perquisition fût faite de suite, il doit y être procédé de suite, sans s'informer si c'est le jour ou la nuit.

XXIV. S'il en a été autrement dans la pensée du Législateur, il manifestera plus clairement son intention, et, alors, on se soumettra à ce qu'il lui aura plu d'ordonner.

XXV. Une question qui serait plus difficile à résoudre, si l'on ne consultait que les dispositions du Code d'instruction criminelle, serait celle de savoir si le Procureur-Impérial a le droit, dans le cas prévu par l'art. 464, de suivre personnellement les traces du délit *hors de son ressort*.

Cet art. 464 s'occupe de la prévention de crimes de fabrication de faux papiers nationaux, de faux billets de la Banque de France, ou des Banques étrangères, de fausse monnaie, ou de contrefaction du sceau de l'Etat; et il n'accorde pas à tous les Officiers de police judiciaire le droit d'en suivre les traces.

Il ne le donne qu'aux Présidens des Cours d'Assises ou spéciales, aux Procureurs-Généraux et à leurs Substituts, aux Juges d'instruction et aux Juges-de-paix.

Les Procureurs-Impériaux ne se trouvant pas nommément désignés par l'article

cité, il ne pourrait leur être appliqué, si une loi nouvelle ne leur avait rendu sa disposition commune.

Mais l'art. 6 de la loi du 20 avril 1810, a formellement déclaré que les Procureurs-Impériaux étaient les Substituts des Procureurs-Généraux, et, en cette qualité, ils se trouvent placés au nombre des Officiers de police judiciaire, auxquels l'art. 464 a donné le pouvoir de suivre les traces du crime, dans les cas qu'il détermine, puisqu'il le donne aux Procureurs-Généraux et à leurs Substituts.

ARTICLE XXXVII.

S'il existe dans le domicile du prévenu des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou décharge, le Procureur-Impérial en dressera procès-verbal, et se saisira desdits effets et papiers.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 37 ordonne la saisie des papiers et effets dont l'art. 36 a autorisé de faire la perquisition; mais à la charge d'en dresser un procès-verbal détaillé, en présence du prévenu, s'il veut y comparaître, ou de son fondé de pouvoir, ainsi que l'exigeait déjà l'art. 35, et à la charge aussi de les lui faire reconnaître et parapher.

II. L'instruction des procès criminels devant être faite à charge et décharge, il en résulte que le Procureur-Impérial ne doit pas se borner à la saisie des papiers et autres effets qui peuvent tendre à compromettre le prévenu; il doit saisir également ceux qui seraient de nature à justifier son innocence, ou à atténuer sa culpabilité.

ARTICLE XXXVIII.

Les objets saisis seront clos et cachetés si faire se peut; ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel le Procureur-Impérial attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau.

OBSERVATIONS.

I. Les objets saisis ne doivent être clos et cachetés qu'après avoir été présentés au prévenu, ou à son fondé de pouvoir, pour les reconnaître, et qu'après avoir été paraphés, s'ils sont susceptibles de recevoir des caractères d'écriture.

S'ils ne le sont pas, l'art. 38 veut que les choses saisies soient renfermées dans un vase, ou dans un sac, sur lequel il doit être attaché une bande de papier, scellée du sceau du Procureur-Impérial.

II. Mais de ce que l'art. 38 n'ordonne que l'apposition du sceau du Procureur-Impérial, en résulte-t-il que le prévenu, ou son fondé de pouvoir, ne doit pas être interpellé d'y apposer le sien ?

Cette formalité est sous-entendue.

Elle résulte même de la disposition de l'art. 39, qui exige que le prévenu, ou son fondé de pouvoir, soit interpellé de déclarer s'il reconnaît les objets saisis, et de les parapher.

III. Si le prévenu ou son fondé de pouvoir a apposé son paraphe sur les pièces saisies, il devient assez inutile qu'il applique son sceau sur le vase ou sur le sac dans lequel les objets saisis et paraphés se trouvent renfermés.

Mais si les objets saisis n'étaient pas de nature à recevoir l'empreinte d'un paraphe, il serait nécessaire de remplacer cette formalité par l'application du sceau du prévenu, ou par le moyen d'une autre marque quelconque, qui lui garantît que les objets saisis ne seraient ni altérés, ni changés.

IV. L'application du sceau ou du paraphe du prévenu, étant toute entière dans son intérêt, il ne peut être contraint de l'apposer; mais s'il refusait, il devrait en être fait mention dans le procès-verbal. (Art. 39.)

V. Le paraphe du prévenu ou de son fondé de pouvoir, ni celui du Procureur-Impérial, ne sont cependant pas tellement de rigueur, que les papiers et effets saisis dussent être rejetés du procès, s'ils ne s'en trouvaient pas revêtus.

Mais à défaut de ces marques de reconnaissance, le prévenu pourrait les désavouer, et ce serait au Ministère public à en prouver la sincérité; cette omission pourrait nuire infiniment à la manifestation de la vérité, ce qui doit engager le Procureur-Impérial à veiller scrupuleusement à ce que la loi, sur ce point important, soit ponctuellement exécutée.

ARTICLE XXXIX.

Les opérations prescrites par les articles précédens seront faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté; et s'il ne veut ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer; les objets lui seront présentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher, s'il y a lieu; et au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal.

OBSERVATIONS.

I. L'art. 39 ne précise pas auxquels des articles précédens il se rapporte; mais il est évident que c'est aux art. 32, 33 et suivans, jusques et compris l'art. 38.

II. L'art. 39 portant que, si le prévenu arrêté ne peut ou ne veut assister aux recherches faites dans son domicile, en vertu de l'art. 36, la recherche et la saisie,

autorisées par l'art. 37, se feront en présence de son fondé de pouvoir; le Procureur-Impérial serait-il autorisé à ordonner que le prévenu y serait amené pour répondre aux interpellations qui pourraient lui être faites?

La présence du prévenu n'étant ordonnée que dans son intérêt, afin qu'il puisse s'assurer par lui-même que ses droits ne seront pas compromis, nous pensons que le Procureur-Impérial ne pourrait le faire amener contre son gré, lors même que le prévenu n'offrirait pas de se faire représenter par un fondé de pouvoir : car l'art. 39 se sert de ces termes : *si le prévenu ne peut ou ne veut*, ce qui rend sa présence facultative.

III. Mais si le prévenu a la faculté de ne pas assister personnellement à la perquisition, et même de ne pas s'y faire représenter, le Procureur-Impérial n'a pas, pour cela, le droit d'y procéder, sans l'avoir préalablement interpellé d'y être présent par lui-même ou par un Procureur fondé.

IV. Lorsque le prévenu est arrêté, toute l'instruction préliminaire doit être faite contradictoirement avec lui; de sorte que, s'il avait été fait dans son domicile une perquisition à laquelle il n'aurait pas été interpellé de se trouver, il pourrait en tirer un très-grand avantage pour sa défense; on ne pourrait accorder une entière confiance aux inductions que l'on prétendrait tirer contre lui, des papiers ou autres choses saisies.

V. Le Procureur-Impérial doit donc, lorsqu'il y a refus du prévenu, en faire mention expresse dans son procès-verbal, ainsi que de l'interpellation qui lui aurait été faite.

VI. Si le prévenu n'était pas en arrestation, le Procureur-Impérial serait autorisé à procéder seul aux recherches et à la saisie.

La loi s'en remet à sa loyauté.

Il ne serait pas même alors tenu de procéder avec le Procureur fondé, qui se présenterait de la part du prévenu *absent*; l'article 39 n'a autorisé le prévenu à se faire représenter par un Procureur fondé, que lorsque, se trouvant arrêté, il ne *peut ou ne veut pas* se présenter en personne aux opérations dont il s'agit.

VII. Mais si la personne dénoncée se trouvait absente, et que le Procureur-Impérial n'eût pas décerné de mandat d'amener contre elle, ainsi que l'art. 40 l'autorise à le faire, le Procureur fondé, qui se présenterait en son nom pour assister aux recherches, pourrait-il être éconduit?

Lors même qu'en pareil cas le Procureur-Impérial aurait le droit de faire des recherches dans le domicile de la personne dénoncée, qui ne se trouverait encore sous le poids d'aucun mandat, et qui ne serait dès-lors encore, aux yeux de la loi, que le propriétaire de la maison dans laquelle seraient faites les recherches, la raison dit assez que cette personne devrait être entendue, et qu'elle devrait l'être, soit par elle-même, soit par son fondé de pouvoir.

Dans ce cas, le propriétaire de la maison où se feraient les recherches, devrait être interpellé de signer le procès-verbal, et d'apposer son paraphe sur les objets saisis, quoique ne se trouvant point encore sous le poids d'aucune prévention.

IX. Il n'est pas nécessaire que la procuration soit dans une forme authentique; ce qui serait souvent impraticable.

Il suffit que le Procureur fondé ait été indiqué par le prévenu, et qu'il ait été fait mention dans le procès-verbal, des pouvoirs que le prévenu lui a donnés.

Mais si l'indication du Procureur fondé ne s'y trouvait pas consignée, il faudrait une procuration authentique, ou du moins qu'elle fût écrite ou signée de la main du prévenu, et que son écriture ou sa signature fussent légalisées de manière à en assurer la vérité: car le prévenu qui viendrait à désavouer la personne qui aurait comparu pour lui aux recherches, ferait, par là, tomber les inductions que l'on prétendrait tirer contre lui des reconnaissances et autres déclarations que le Procureur fondé aurait pu faire.

ARTICLE XL.

Le Procureur-Impérial, audit cas de flagrant délit, et lorsque le fait sera de nature à entraîner peine afflictive ou infamante, fera saisir les prévenus présents contre lesquels il existerait des indices graves.

Si le prévenu n'est pas présent, le Procureur-Impérial rendra une ordonnance à l'effet de le faire comparaître; cette ordonnance s'appelle mandat d'amener.

La dénonciation seule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner cette ordonnance contre un individu ayant domicile.

Le Procureur-Impérial interrogera sur-le-champ le prévenu amené devant lui.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 32 ne charge le Procureur-Impérial de se transporter sur les lieux, pour y faire la première instruction, que lorsque le délit dont il acquiert la connaissance, peut emporter peine *afflictive ou infamante*.

C'est aussi dans ce seul cas, sauf l'exception portée en l'art. 46, que l'art. 40 lui fait un devoir d'ordonner l'arrestation du prévenu contre lequel il existe des indices graves.

II. Mais quand par suite de renseignements pris sur les lieux, le délit dénoncé comme un crime ne pourrait emporter que la peine de l'emprisonnement, le Procureur-Impérial n'en serait pas moins autorisé à s'assurer de la personne du prévenu,

surpris en flagrant délit, puisqu'en pareil cas, la même faculté est accordée aux Gardes forestiers et même aux Gardes champêtres.

III. Cela ne peut faire la matière d'un doute, lorsque le prévenu est surpris en flagrant délit.

Mais si le prévenu était absent, et que, pour s'assurer de sa personne, il fallût recourir à la voie du mandat, cette mesure serait interdite au Procureur-Impérial, comme elle l'est aux simples Gardes.

L'art. 40 ne lui donne, en effet, le droit d'en décerner que lorsque le délit se trouve punissable de peines afflictives ou infamantes.

IV. Quoique l'arrestation du prévenu surpris en flagrant délit, ne soit qu'une mesure provisoire, l'art. 40 n'autorise cependant le Procureur-Impérial à l'ordonner, que lorsqu'il résulte de la procédure des *indices graves*.

V. La loi ne veut pas que la simple *dénonciation* puisse jamais être considérée comme une présomption suffisante pour autoriser à décerner un mandat d'amener contre un individu domicilié, lors même qu'il n'aurait pas son domicile dans la Commune où le crime aurait été commis (*Art. 40.*); ce qui laisse assez voir qu'elle peut paraître suffisante pour ordonner l'arrestation provisoire d'un inconnu ou d'un vagabond.

VI. Il faut dire la même chose de la *plainte* que de la *dénonciation*, le plaignant ayant encore un intérêt plus puissant que le dénonciateur, à donner aux faits dont il se plaint, toute la gravité dont il les croit susceptibles.

VII. Mais, s'il y avait eu un procès-verbal constatant un délit et donnant lieu de présumer que le prévenu s'en est rendu coupable, il nous paraîtrait suffisant pour autoriser le Procureur-Impérial à décerner mandat d'amener contre l'individu qui s'y trouverait compromis, si rien, dans l'instruction, n'en faisait suspecter la véracité.

VIII. Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, les procès-verbaux des Sergens et Huissiers, lorsqu'ils ne portaient pas prévention de rebellion à Justice, ne pouvaient être suivis d'un décret d'ajournement personnel, qu'après que l'Huissier et ses Recors avaient été *répétés* devant le Juge dans leur procès-verbal.

Mais les procès-verbaux dressés par les Magistrats pouvaient donner lieu au décret; et ceux des Présidens et Conseillers des Cours souveraines pouvaient même donner lieu au décret de prise de corps.

IX. Comme ce n'est souvent que par suite de recherches, et par le résultat des déclarations des personnes présentes, que l'on peut s'assurer de la culpabilité du prévenu; et que, s'il est réellement coupable, il n'attendra pas que les preuves se soient accumulées pour s'enfuir, le Code a su ménager ce qu'il devait à la liberté individuelle des citoyens, et ce qu'exige la vindicte publique, en autorisant le Procureur

reur-Impérial à défendre à toute personne de sortir de la maison ou du lieu où il fait ses recherches, avant la clôture de son procès-verbal, et en mettant en son pouvoir les moyens de faire exécuter ses ordres.

X. Lorsque l'individu contre lequel s'élèvent des indices graves, n'est pas présent, le Procureur-Impérial doit rendre une ordonnance pour le faire comparaître, c'est-à-dire, décerner contre lui un mandat d'amener; et en vertu de ce mandat, si le prévenu peut être saisi, il doit être conduit devant le Procureur-Impérial, pour y être interrogé, et pour être présent aux recherches et à la saisie des effets qui peuvent donner des renseignemens sur le crime dénoncé.

XI. Lorsque le Procureur-Impérial a ordonné l'arrestation du prévenu présent, ou si, à raison de son absence, il a décerné contre lui un mandat d'amener, est-il autorisé, lorsque le prévenu s'est disculpé, à révoquer l'ordre d'arrestation, et à ordonner sa mise en liberté?

Non; ne le pensons pas, d'après les dispositions de l'art. 45, qui charge le Procureur-Impérial d'adresser *sans retard* au Juge d'instruction toutes les pièces et procès-verbaux, et qui porte, de plus, que le prévenu restera sous la main de Justice *en état de mandat d'amener*.

La loi ne suppose pas que le Procureur-Impérial se soit décidé à ordonner l'arrestation, et à faire traduire devant lui, en état de mandat d'amener, l'individu inculpé, sans qu'il lui ait paru résulter de la procédure, des indices assez graves pour autoriser cette mesure.

Le Code ne lui a pas conféré le droit d'apprécier de nouveau les faits.

Ce droit n'appartient qu'à la Chambre du Conseil, établie près le Tribunal de première instance. (*Art. 127 et suivans.*)

XII. Le Procureur-Impérial doit agir avec d'autant plus de circonspection, que la loi répute le prévenu innocent, tant qu'il ne s'élève pas contre lui des indices assez graves pour le faire présumer coupable, et que l'arrestation d'un citoyen peut avoir, pour lui personnellement, pour sa famille et pour son crédit, les suites les plus fâcheuses.

XIII. Le Procureur-Impérial ne peut décerner des mandats d'amener, que dans les cas où le Code l'y autorise d'une manière expresse.

Il ne peut décerner des mandats de *dépôt*, que dans ceux prévus par les art. 34 et 100.

Mais il ne lui appartient jamais de décerner des mandats d'arrêt.

ARTICLE XLI.

Le délit qui se commet actuellement , ou qui vient de se commettre , est un flagrant délit.

Sera aussi réputé flagrant délit , le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique , et celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets , armes , instrumens ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice , pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 9 du titre 10 de l'ordonnance de 1670 autorisait, ainsi que le fait le Code d'instruction criminelle, l'arrestation du prévenu surpris en flagrant délit ; Mais elle n'avait pas déterminé les caractères constitutifs du flagrant délit.

Ces caractères ne se trouvaient non plus précisés dans aucune autre loi.

II. Cependant, l'usage constant était de s'assurer de la personne du prévenu qui était surpris commettant un délit, et d'arrêter également celui que la *clameur publique* indiquait comme l'auteur de l'attentat qui venait de se commettre.

Mais la raison ne peut avouer le motif qu'en ont donné certains auteurs, qu'il faut quelquefois céder aux cris de la populace pour apaiser sa fureur. (*Papon, en son Recueil d'Arrêts, liv. 24, tit. 3, art. 5 ; Imbert, en ses Institutions, liv. 3, chap. 2, N.º 5, et Airault, en son Instruction Judiciaire, liv. 3, art. premier, N.º 16.*)

Il est plus juste et plus naturel de regarder comme un indice grave de culpabilité, cette acclamation spontanée, cette accusation indélibérée de citoyens inopinément rassemblés aux cris de la victime, et qu'il n'est pas possible de soupçonner de passion ou de calomnie, lorsque le corps du délit atteste déjà l'existence d'un coupable.

III. Ce qui constitue le flagrant délit dans le sens du Code d'instruction criminelle, se trouve parfaitement expliqué dans l'art. 41 qui, sainement entendu, ne peut présenter aucune incertitude dans son application.

Le Code laisse, il est vrai, un peu dans le vague, ce que le Législateur a entendu par *le délit qui vient de se commettre*, mais le bon sens suffit pour en donner l'explication.

C'est lorsque le délit a été commis dans un temps assez rapproché pour que les choses n'aient pu changer de nature, au point de compromettre des personnes qui n'auraient aucun reproche à se faire.

Le premier instant passé, les choses rentrent dans les termes du droit commun.

IV. L'art. 41 a mis au nombre des faits qui constituent le flagrant délit, le cas où le prévenu se trouverait saisi d'effets, armes, instrumens ou papiers tendant à le faire présumer coupable.

Mais il faut qu'il en ait été trouvé saisi *dans un temps voisin du délit*.

Ces termes de l'art. 41, *dans un temps voisin du délit*, se rapportent, soit au cas où le prévenu se trouve indiqué par la clameur publique, soit à celui où il est trouvé saisi d'effets, d'armes ou d'instrumens qui peuvent le faire présumer coupable.

Il aurait été à désirer que le Législateur se fût expliqué d'une manière encore plus précise; mais il a cru devoir laisser quelque chose à la discrétion du Procureur-Impérial qui doit avoir égard, en de pareilles circonstances, au plus ou moins de gravité du délit, à la bonne ou à la mauvaise réputation du prévenu.

V. Il ne suffit pas que l'inculpé soit porteur d'armes ou d'instrumens quelconques, pour que l'affaire rentre dans le cas du flagrant délit.

Il faut que les effets, armes, instrumens ou papiers dont il est porteur, puissent le faire raisonnablement présumer l'auteur ou le complice du délit qui a été commis.

VI. Il est encore un cas que l'art. 46 assimile au flagrant délit; c'est celui où le délit ayant été commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison appelle l'Officier de police pour le constater.

Si la maison était occupée par plusieurs locataires, il suffirait que la réquisition fût faite par le chef de l'appartement dans lequel le délit viendrait de se commettre. C'est ainsi que l'art. 46 doit être entendu: car chaque appartement est bien réellement, dans l'esprit du Code, la maison de celui qui l'occupe.

VII. Il y a donc flagrant délit, proprement dit ou supposé, dans cinq cas déterminés par le Code d'instruction; savoir:

- 1.^o Lorsque le crime se commet actuellement;
- 2.^o Lorsqu'il vient de se commettre;
- 3.^o Lorsque, dans un temps voisin, le prévenu est poursuivi par la clameur publique;
- 4.^o Lorsque le prévenu arrêté se trouve porteur d'effets, d'armes, d'instrumens ou de papiers qui peuvent le faire présumer coupable, et qu'il est arrêté dans un temps voisin de celui auquel le crime a été commis;
- 5.^o Lorsque le chef de la maison dans laquelle le crime ou le délit a été commis, requiert l'Officier de police de le constater.

Il y a cette différence entre les cas prévus par l'art. 41, et celui prévu par l'art. 46, que dans ceux précisés par l'art. 41, il faut qu'il y ait crime, pour autoriser le Procureur-Impérial à en faire personnellement la constatation, tandis que, dans celui précisé par l'art. 46, il suffit qu'il y ait délit.

VIII. Hors de ces cas, le Code d'instruction ne donne au Procureur-Impérial que le droit de recherches et de poursuites, c'est-à-dire, celui de requérir le Juge d'instruction d'en informer.

ARTICLE XLII.

Les procès-verbaux du Procureur-Impérial, en exécution des articles précédens, seront faits et rédigés en la présence, et revêtus de la signature du Commissaire de police de la Commune dans laquelle le crime ou le délit aura été commis, ou du Maire, ou de l'Adjoint du Maire, ou de deux citoyens domiciliés dans la même Commune.

Pourra néanmoins le Procureur-Impérial dresser les procès-verbaux sans assistance de témoins, lorsqu'il n'y aura pas possibilité de s'en procurer tout de suite.

Chaque feuillet du procès-verbal sera signé par le Procureur-Impérial et par les personnes qui y auront assisté : en cas de refus ou d'impossibilité de signer de la part de celles-ci, il en sera fait mention.

OBSERVATIONS.

I. Le premier soin du Procureur-Impérial, lorsqu'il est requis dans le cas de flagrant délit, est de prévenir le Juge d'instruction, de son transport sur les lieux. (*Art. 32.*)

Mais ce ne serait pas assez pour remplir le vœu de la loi, que le Procureur-Impérial donnât cet avertissement au Juge d'instruction.

Il doit se faire assister, dans ses opérations, par le Commissaire de police de la Commune du lieu où il s'est transporté, par le Maire ou par l'Adjoint de Maire, et, à leur défaut, par deux citoyens de la Commune.

Il doit les faire appeler à l'instant même de son arrivée, afin qu'ils soient présents à toutes ses opérations.

II. Mais si le Procureur-Impérial se trouvait dans l'impossibilité de se faire assister du Commissaire de police, du Maire, de son Adjoint, et même de citoyens de la Commune, il devrait passer outre, en faisant mention, dans son procès-verbal, des démarches qu'il aurait faites pour s'en procurer l'assistance.

III. Ce n'est pas ici, en effet, une vaine formalité qu'exige la loi.

Elle veut tranquilliser le prévenu contre toute partialité dans les recherches, contre toute fausse interprétation de sa conduite.

Elle veut s'assurer, en même temps, que rien ne sera négligé pour que la vindicte publique soit satisfaite.

IV. Cependant, lors même que le Procureur-Impérial n'aurait requis ni fait mention, dans son procès-verbal, de la réquisition faite au Commissaire de police, au Maire, à son Adjoint, et, à leur défaut, aux citoyens de la Commune, d'être présents à ses opérations, les actes qu'il aurait rédigés n'en seraient pas moins valables, mais ils perdraient beaucoup de la confiance qu'ils méritent.

V. L'art. 42, comme l'art. 31, n'exige la signature des procès-verbaux qu'à chaque *feuille*; mais il sera plus sage de la part du Procureur-Impérial, qu'il les signe à chaque *page*, ainsi qu'il est ordonné par l'art. 76, pour le cahier d'information.

Cependant, comme l'art. 42 ne parle que de *feuilles*, et non de *pages*, il n'y aurait pas d'irrégularité si le Procureur-Impérial s'était renfermé strictement dans les termes de cet article.

ARTICLE XLIII.

Le Procureur-Impérial se fera accompagner, au besoin, d'une ou de deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit.

OBSERVATIONS.

I. Cet article prescrit une mesure purement facultative.

Il laisse au Procureur-Impérial, suivant les circonstances, le droit de requérir ou de se passer de l'assistance des gens de l'art.

Mais il ne doit pas négliger de s'en faire assister, toutes les fois qu'il s'agit d'apprécier la nature et les circonstances d'un crime dont la connaissance appartient plus particulièrement à certain art, à certaine profession.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a eu réellement effraction;

Si la personne blessée l'a été assez dangereusement pour que l'affaire mérite une instruction criminelle, il ne doit pas négliger de prendre cette précaution.

II. Lorsque le Procureur-Impérial se fait assister de gens de l'art, il doit leur faire prêter serment de procéder à leur opération en leur honneur et conscience, (Art. 44.) et en faire mention dans son procès-verbal.

Si rien ne constatait cette prestation de serment, le rapport des gens de l'art ne pourrait servir que de simple renseignement.

Il n'aurait pas l'authenticité désirable.

III. Dans tous les temps, la formalité du serment a été jugée indispensable pour faire accorder pleine et entière foi aux témoignages portés en Justice. (L. 8, Cod. de testibus; loi hinc edictali, §. Illud, Cod. de secund. nuptiis; et loi comparationes, ibid., de fide instrument.)

Cette formalité était regardée par l'ancien droit, comme tellement indispensable, qu'la loi déclarait nulle toute déposition qui n'avait pas été précédée du serment. (*L. non dubium, Cod. de legibus* ; 9 et 18 *ibid. de testibus*.)

Le Juge même ne pouvait dispenser le témoin ou l'expert de cette formalité, par la raison que *necessitatem lex imponit, non voluntatem permittit*.

L'article premier du titre 5, et l'art. 5 du titre 6 de l'ordonnance de 1670, avaient imposé la même obligation aux experts et aux témoins.

On jugeait cependant que le défaut de prestation de serment de la part d'un témoin, n'emportait pas la nullité de toute l'instruction.

On se bornait à rejeter la déclaration du témoin non assermenté. (*Arrêt du Parlement d'Aix, du 24 janvier 1665, rapporté par Boniface, tome 2, page 272.*)

Il en était de même du rapport de l'expert qui n'avait pas prêté serment.

Le rejet de son rapport n'emportait pas non plus la nullité de la procédure.

Mais la déposition du témoin, le rapport de l'expert, étaient rejetés du procès : ils ne pouvaient plus faire preuve contre l'accusé.

Aujourd'hui, ils pourraient servir de renseignemens pour l'instruction ; mais l'accusé pourrait s'opposer à ce qu'il en fût donné lecture aux débats. Cependant le témoin et l'expert pourraient y être appelés.

IV. Quant à la forme intrinsèque du serment, la loi n'en a déterminé spécialement aucune.

Il suffit qu'il apparaisse du procès-verbal, que le témoin a promis, *sous serment*, de déposer vérité ; que l'expert a fait le *serment* de remplir fidèlement les fonctions qui lui sont confiées. (*Arrêt du 16 avril 1807.*) Mais une simple *promesse* serait insuffisante : aussi fût-il jugé le 16 août 1811, au rapport de M. Bazire, qu'il y avait nullité dans l'affirmation d'un rapport fait par un Garde qui s'était borné à déclarer *sincères et véritables* les faits qui s'y trouvaient contenus.

V. Chaque témoin, chaque expert doit prêter son serment suivant les rites de sa religion.

La Jurisprudence, sur ce point, est constante.

M. Merlin en rapporte deux arrêts dans ses Questions de Droit.

VI. Dans l'espèce du premier de ces arrêts, John-Jones, *Quaker*, avait gagné son procès, à la charge de prêter *serment*.

Le 10 mars 1807, il l'avait prêté en ces termes : *lequel a affirmé, dans les principes de sa religion, en son ame et conscience.*

Masson et compagnie, ses parties adverses, appelèrent du jugement qui avait reçu cette prestation de serment, et ils soutinrent qu'affirmer un fait, sans prendre à témoin Dieu ou quelque chose de saint, ou de divin, ce n'était pas faire un serment.

Le 22 mars 1809, la Cour d'appel de Bordeaux prononça la confirmation du jugement.

Sur le recours en cassation de la compagnie Masson, il intervint arrêt de rejet, le 28 mars 1810, au rapport de M. Pajon, sur les conclusions de M. Merlin.

« Attendu, 1.^o que la liberté des cultes est garantie par les lois de l'Empire, à tous » ceux qui habitent son territoire ;

» 2.^o Qu'il est universellement reconnu que la religion connue sous le nom de » *quakérisme*, interdit à ses sectateurs de jurer au nom de Dieu, et ne leur permet » pas d'autre serment que d'affirmer en leur ame et conscience ;

» 3.^o Qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué, que le sieur John-Jones est un secta- » teur de cette religion. »

VII. Dans l'espèce du second, deux témoins de la religion *juive* étaient produits dans une enquête : il était question de savoir dans quelle forme ils prêteraient leur serment.

La Cour d'appel de Colmar, faisant droit sur l'incident, ordonna qu'ils prêteraient serment *more judaico*, sur le *Coscher sapher thora*.

Le Juge-Commissaire se transporta, en conséquence, à la Synagogue, et il y fit prêter aux deux temoins juifs le serment sur le *Coscher sapher thora*, entre les mains du Rabbín consistorial.

L'affaire jugée au fond, il y eut recours en cassation, qui fut fondé principalement sur ce que le serment des témoins avait été reçu en cette forme.

Mais, par arrêt du 12 juillet 1810, au rapport de M. Borel, sur les conclusions de M. le Procureur-Général, la Cour rejeta la requête ;

« Attendu que l'art. 252 du Code de procédure civile prescrit seulement l'obli- » gation de faire prêter aux témoins le serment de dire vérité, sans en déterminer » le mode ;

» Et que le serment étant un acte religieux, doit être prêté suivant le rite parti- » culier au culte de chaque témoin. »

VIII. Cependant, les sectateurs d'un culte *prohibé* dans un Etat, ne pourraient être admis à jurer dans la forme déterminée par les rites de ce culte ; ce qui est fondé sur les dispositions du §. 3 de la loi 5, ff. *de jurejurando*, qui ont toujours été suivies dans la Jurisprudence française.

IX. *Jurer et affirmer sont identiques* ; de sorte que le vœu de la loi qui exige de *jurer* est rempli, lorsque celui qui doit *jurer* déclare *affirmer*, comme il est rempli lorsque celui qui est tenu *d'affirmer* a déclaré *jurer* : mais une simple *déclaration* ou *promesse* ne le remplirait pas. (*Arrêt déjà cité, du 16 août 1810.*)

Si celui qui est tenu à l'affirmation se refusait à déclarer qu'il affirme, *sous la religion du serment*, ce serait comme s'il n'avait pas affirmé.

La Cour de cassation rendit arrêt dans ce sens, le 19 janvier 1810.

L'arrêt de la Cour de cassation fut ainsi motivé : « Considérant qu'en jugeant » qu'un acte d'affirmation dans lequel les préposés affirmans avaient refusé, sur la » réquisition *formelle*, de déclarer que leur affirmation était faite *sous la religion* » *du serment*, ne constituait pas une véritable affirmation, et, conséquemment, » était *nulle*; l'arrêt attaqué n'avait pas violé la loi, en en prononçant l'annul- » lation. »

S'il n'y avait pas eu réquisition *formelle* et *refus* d'y déléger, l'affirmation aurait été déclarée suffisante, quoiqu'elle ne portât pas qu'elle eût été faite *sous la religion du serment*. Il y aurait eu, en effet, présomption légale qu'elle aurait été faite ainsi.

X. Le Procureur-Impérial peut consigner dans son procès-verbal, le rapport que lui font les gens de l'art, en prenant soin de leur faire signer leurs déclarations.

Le Code n'exige pas un rapport *séparé*; ce qui est fondé sur un motif très-raisonnable.

Si les Officiers de santé appelés à faire une visite, doivent être présumés capables de rédiger leur rapport, celui qui exerce une profession mécanique, quelque intelligent qu'on le suppose d'ailleurs, peut n'avoir pas les connaissances nécessaires pour faire la rédaction d'un procès-verbal, et sur-tout pour lui donner toute la clarté dont il peut être susceptible.

ARTICLE XLIV.

S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue et suspecte, le Procureur-Impérial se fera assister d'un ou de deux Officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.

Les personnes appelées, dans le cas du présent article et de l'article précédent, prêteront, devant le Procureur-Impérial, le serment de faire leur rapport, et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

OBSERVATIONS.

I. Cet article n'est pas simplement *facultatif* comme le précédent.

Il fait un devoir au Procureur-Impérial de se faire assister d'un ou de deux Officiers de santé, dans tous les cas de *mort violente*, ou de mort dont la cause est *inconnue et suspecte*.

Cela devait être ainsi ordonné; il faut nécessairement un homme de l'art pour bien apprécier les circonstances dans un pareil événement.

Elles ne peuvent l'être souvent que par l'ouverture du cadavre, ou que par les procédés qu'un Officier de santé bien versé dans l'anatomie peut seul employer.

II. C'est par cette raison que l'art. 44 charge les Officiers de santé d'être eux-mêmes les rédacteurs de leur procès-verbal, qui doit devenir, dans la discussion, la pièce la plus importante : d'où il suit que ces Officiers doivent apporter la plus grande attention à ce qu'il soit rédigé avec cette précision, cette clarté que ne pourrait lui donner le Procureur-Impérial.

III. L'art. 44 ne prononce pas la peine de nullité par suite du défaut d'observation de cette formalité; mais le Magistrat qui aime à remplir ses devoirs, et qui desiroit mériter aucun reproche, ne se borne pas à l'exécution des formalités que la loi prescrit, sous peine de nullité.

Il emploie tous les moyens qui sont en son pouvoir pour parvenir à la manifestation de la vérité.

Il écarte avec soin tout ce qui tendrait à l'obscurcir.

Il ne néglige aucune des précautions indiquées par la loi pour arriver à ce but.

IV. Le Procureur-Impérial qui prendrait tout sur lui, ferait peser sur sa tête une grande responsabilité.

Il s'exposerait à en être repris par le Procureur-Général, son surveillant naturel. S'il tombait en récidive, il devrait être destitué, ou du moins suspendu de ses fonctions.

V. Sur la prestation de serment des Officiers de santé dont le Procureur-Impérial doit se faire accompagner, il faut recourir à nos observations sur l'art. précédent.

ARTICLE XLV.

Le Procureur-Impérial transmettra sans délai au Juge d'instruction, les procès-verbaux, actes, pièces et instrumens dressés ou saisis en conséquence des articles précédens, pour être procédé, ainsi qu'il sera dit au Chapitre des Juges d'instruction; et cependant le prévenu restera sous la main de la Justice, en état de mandat d'amener.

OBSERVATIONS.

I. La première instruction faite conformément aux précédens articles, le Juge d'instruction rentre dans la plénitude de ses droits.

Le Procureur-Impérial doit lui transmettre tous les procès-verbaux, actes, pièces, armes, instrumens et autres effets qu'il a cru devoir saisir, et lui faire cette

transmission de manière que le Juge d'instruction puisse procéder, sans aucun retard, à l'interrogatoire du prévenu, à l'audition des témoins, et que le procès puisse être mis en état de recevoir jugement le plus promptement possible; c'est là le but que le Législateur s'est proposé dans l'intérêt de la société et dans celui du prévenu.

II. L'art. 45 ne porte pas, comme le fait l'art. 47, que le Procureur-Impérial sera tenu de joindre un réquisitoire aux pièces qu'il transmet au Juge d'instruction; de sorte qu'il peut s'en dispenser.

Cependant, si le Procureur-Impérial pensait que pour compléter l'instruction, il y eût encore quelques procès-verbaux à dresser, quelques recherches à faire, et qu'il ne fût pas autorisé à y procéder lui-même, comme dans le cas où il faudrait se transporter au domicile d'une personne qui ne serait indiquée dans la procédure, ni comme auteur, ni comme complice du délit, non-seulement rien ne s'opposerait à ce qu'il fit des réquisitions relatives, mais il ne pourrait se dispenser de les faire, sauf au Juge d'instruction à en apprécier le mérite.

III. Mais qu'il y ait ou non réquisition, le Juge d'instruction ne peut être arrêté dans les actes qu'il juge utiles de faire pour parvenir à la manifestation de la vérité.

Le vœu de la loi a été rempli, puisque le Procureur-Impérial a eu communication des pièces de la procédure; s'il n'a pas fait de réquisition, c'est que pour l'instant il n'avait rien à requérir.

IV. Mais le Juge d'instruction, auquel est fait le renvoi des pièces dans le cas du flagrant délit constaté par le Procureur-Impérial, ne pourrait légalement procéder, hors de sa présence, à de nouvelles recherches; car ce n'est point ici le cas de l'application des dispositions de l'art. 59. Le renvoi des pièces par le Procureur-Impérial au Juge d'instruction, a fait rentrer l'affaire dans les termes du droit commun; et dans l'instruction des affaires ordinaires, le Juge d'instruction doit nécessairement se faire assister du Procureur-Impérial, lorsqu'il se livre à quelques perquisitions. (Art. 62.)

V. Lorsque le Procureur-Impérial a rempli toutes les formalités que le Code lui délègue, il ne pourrait retenir les pièces, sans donner lieu contre lui à la prise à partie; car le prévenu doit rester sous la main de Justice, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné; et chaque instant de retard apporté à la transmission des pièces, aggrave sa condition.

VI. Si le Code ne détermine pas un délai fatal pour la remise des pièces au Juge d'instruction, c'est que ce délai n'aurait pu être que comminatoire.

Le Législateur a donc dû se borner à dire, comme il l'a fait, que la remise en serait faite sans délai.

Il a dû compter sur le zèle et l'activité du Procureur-Impérial.

Sa confiance ne doit pas être trompée.

VII. Le prévenu dont l'arrestation a été ordonnée par le Procureur-Impérial, ne peut être déposé en la maison d'arrêt ; il doit rester sous la garde de l'Huissier ou de l'Agent de la force publique qui est chargé de sa conduite, jusqu'à ce que le Juge d'instruction l'ait interrogé et qu'il ait prononcé sur son sort.

Cela n'est cependant applicable qu'au cas où le prévenu peut être présenté le jour même au Juge d'instruction, pour être interrogé ; car, s'il fallait s'arrêter en quelque lieu pour y passer la nuit, le prévenu pourrait être déposé momentanément dans la maison d'arrêt où il devrait lui être fourni les alimens et autres secours indispensables nécessaires. (*Article 10 du décret impérial du 18 juin 1811.*)

VIII. Si le Juge d'instruction se trouvait absent ou empêché lorsque le prévenu lui serait amené, l'Agent de la force publique, chargé de sa conduite, devrait en donner avis au Président du Tribunal, pour faire procéder à son remplacement dans la forme prescrite par l'art. 58.

IX. Le prévenu peut toujours se faire transporter en voiture, à ses frais, en se soumettant aux mesures de précautions ordonnées par le Magistrat ou par le Chef d'escorte chargé d'exécuter la translation. (*Art. 7 du décret du 18 juin 1811.*)

X. Les Huissiers n'ayant le droit d'exploiter que dans l'arrondissement du Tribunal de première instance de leur résidence, si le prévenu doit être transféré hors de ce ressort, et qu'ils n'aient pas reçu mandement par écrit de l'accompagner, aux termes de l'article 84 du décret cité, ils devront le remettre entre les mains de la Gendarmerie, qui l'accompagnera *de brigade en brigade*, à moins d'un ordre exprès du Capitaine commandant dans le département, qui autoriserait le Gendarme à conduire le prévenu au lieu de sa destination. (*Art. 11, ibid.*)

ARTICLE XLVI.

Les attributions faites ci-dessus au Procureur-Impérial pour les cas de flagrant délit, auront lieu aussi toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison requerra le Procureur-Impérial de le constater.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons eu l'occasion de rappeler sur l'art. 41, les dispositions de l'art. 46, qui assimile les crimes et délits commis dans l'intérieur d'une maison, au flagrant délit, lorsque le chef de cette maison requiert de les constater.

Mais il reste d'autres observations à faire sur cet article qui n'ont pu trouver place dans celles faites sur l'art. 41.

II. D'abord, il n'est pas nécessaire que le *délit* soit flagrant ou qu'il vienne de se commettre, pour autoriser le Procureur-Impérial à le constater. Il suffit qu'il ait été commis dans l'intérieur de la maison, et que ce Magistrat ait été requis par le chef de cette maison, pour que l'affaire rentre dans sa compétence.

Il n'est pas même nécessaire que le fait dénoncé soit de nature à emporter *peine afflictive ou infamante*, conformément à l'art. 32; il suffit qu'il puisse constituer un *délit*.

III. Ainsi, lorsque le Procureur-Impérial est requis, il doit s'assurer :

1.° Si le fait dénoncé constitue bien réellement un crime ou un délit ;

2.° S'il a été commis dans l'intérieur d'une maison ;

3.° Si l'individu qui fait la réquisition en est réellement le chef.

Dans le cas où ces circonstances se réunissent, il est du devoir du Procureur-Impérial de déférer à la réquisition, sans s'informer s'il y a *flagrant délit*; ce qui devient absolument indifférent, puisque ce cas y est assimilé par le Code d'Instruction criminelle.

IV. Si la réquisition était faite par une autre personne que par le chef de la maison; si, par exemple, elle l'était par un père qui, du dehors, entendrait les cris de son enfant, et qui réclamerait du secours contre le chef de la maison qui se rendrait lui-même compable de l'attentat, le Procureur-Impérial devrait-il se borner à donner avis de la réquisition au Juge d'instruction ?

Le fait rentrerait alors dans les dispositions de l'art. 41, puisqu'il y aurait réellement flagrant délit, ou délit qui viendrait de se commettre.

Le Procureur-Impérial ne devrait donc pas hésiter à se transporter dans la maison indiquée, en exécution de l'art. 32.

V. Si rien, au contraire, n'annonçait un crime *flagrant*, ou un délit qui *viendrait de se commettre*, et que la réquisition fût faite par une autre personne que le chef de la maison, il faudrait distinguer le cas où la réquisition partirait de la maison même, du cas où elle serait faite par une personne étrangère.

Dans cette seconde espèce, la procédure devrait suivre la marche ordinaire : le Procureur-Impérial devrait donner avis de la réquisition au Juge d'instruction.

Mais dans la première, comme il pourrait y avoir péril dans la demeure, le Procureur-Impérial, comme tout autre Officier de police judiciaire, devrait se transporter sur les lieux, se faire ouvrir les portes, empêcher, par sa présence, la consommation du crime, et donner l'ordre de conduire le prévenu devant le Juge d'instruction.

Refuser ce droit au Procureur-Impérial, ce serait lui donner moins d'autorité.

que la loi n'en accorde aux simples Gendarmes qui peuvent s'introduire dans la maison des citoyens, même pendant la nuit, dans le cas de réclamation venant de l'intérieur. (*Loi du 28 germinal an 6, art. 131.*)

ARTICLE XLVII.

Hors les cas énoncés dans les art. 32 et 45, le Procureur-Impérial instruit, soit par une dénonciation, soit par toute autre voie, qu'il a été commis dans son arrondissement un crime ou un délit, ou qu'une personne qui en est prévenue se trouve dans son arrondissement, sera tenu de requérir le Juge d'instruction d'ordonner qu'il en soit informé, même de se transporter, s'il est besoin, sur les lieux, à l'effet d'y dresser tous les procès-verbaux nécessaires, ainsi qu'il sera dit au Chapitre des Juges d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. Toutes les fois qu'il n'y a pas flagrant délit, aux termes des art. 32 et 46, le Procureur-Impérial n'a que la voie de la réquisition.

C'est le Juge d'instruction qui est chargé de dresser les procès-verbaux, de recueillir les preuves.

II. L'art. 47 ne s'occupe pas restrictivement des crimes qui peuvent emporter peine afflictive ou infamante.

Il parle en général de tous les crimes et délits : de sorte qu'il suffit qu'il y ait prévention de crimes ou de délits, pour que le Procureur-Impérial doive agir ainsi qu'il est dit en l'art. 47, lorsqu'il ne juge pas à propos de saisir directement, par simple citation, le Tribunal correctionnel des matières de sa compétence, ainsi qu'il y est autorisé par l'article 182.

III. Le Procureur-Impérial n'est pas tenu d'attendre, pour faire sa réquisition, que le délit lui ait été dénoncé, ou qu'il lui en ait été porté plainte.

Il doit la faire aussitôt que la connaissance du crime ou du délit lui est parvenue de quelque manière que ce soit.

Mais il doit commencer par s'assurer que le crime ou le délit existe, ou du moins qu'il y a de fortes présomptions qu'il a été commis.

IV. Ce n'est pas seulement le Procureur-Impérial du lieu où le crime a été commis, que la loi charge de requérir l'information.

Elle impose la même obligation à celui du lieu où la personne qui en est prévenue a sa résidence habituelle ou momentanée. (*Art. 23.*)

V. L'art. 61 indique les autres cas dans lesquels les réquisitions du Procureur-Impérial deviennent nécessaires.

Ainsi, le Juge d'instruction ne peut faire aucun acte d'instruction ni de poursuite sans communication préalable de la procédure au Procureur-Impérial, et il doit de plus lui en donner une nouvelle communication lorsque l'instruction est achevée, pour en obtenir ses réquisitions définitives.

Cependant, les réquisitions du Procureur-Impérial ne sont pas nécessaires pour autoriser le Juge d'instruction à décerner contre le prévenu un mandat d'amener et même un mandat de dépôt. (Art. 61.)

VI. Si le Procureur-Impérial excédant les bornes de ses pouvoirs, se transportait sur le lieu ;

S'il dressait des procès-verbaux ;

S'il faisait des saisies ;

S'il ordonnait l'arrestation du prévenu, hors le cas du flagrant délit :

Tous les actes qu'il aurait faits seraient-ils tellement viciés, qu'il fallût les rejeter du procès ?

VII. Que ces actes fussent *irréguliers*, c'est ce qui ne peut être mis en question ; car, le Procureur-Impérial, hors le cas du flagrant délit, n'a aucun caractère pour faire les actes d'instruction, et les actes faits par un individu sans caractère, ne peuvent produire aucun effet.

Mais l'art. 60 autorisant le Juge d'instruction à *refaire* les actes, ou ceux des actes qui lui paraissent *incomplets*, ce Magistrat ne donne-t-il pas une nouvelle vie à l'instruction irrégulière de Procureur-Impérial, en ne l'annulant pas ?

VII. Cette question s'est souvent présentée sous l'empire de la loi du 7 pluviose an 9, qui renfermait (Art. 8) une disposition semblable à celle de l'art. 60 du Code d'instruction criminelle, et la Cour de cassation a toujours jugé que le silence du Directeur du Jury, en pareil cas, devait faire supposer une délégation tacite et suffisante : de telle sorte que les actes qu'il n'annulait pas, devaient être considérés comme étant son ouvrage.

VIII. On ne peut se dissimuler, cependant, qu'une pareille instruction ne mérite pas la même confiance que si elle était émanée du Fonctionnaire public auquel la loi a donné caractère pour y procéder : que, conséquemment, le Procureur-Impérial qui outre-passe ainsi les bornes du pouvoir qui lui est confié, ne soit très-représentable.

C H A P I T R E V.

Des Officiers de Police auxiliaires du Procureur-Impérial.

A R T I C L E X L V I I I.

Les Juges-de-paix, les Officiers de Gendarmerie, les Commissaires-généraux de police, recevront les dénonciations des crimes ou délits commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles.

O B S E R V A T I O N S.

I. Il ne s'agit, dans cet article, que du caractère imprimé à certains Officiers de police judiciaire pour recevoir, hors le cas du flagrant délit, les dénonciations des crimes ou délits commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles; ce qui en exclut nécessairement ceux qui ne s'y trouvent pas nommément désignés, tels que les Gardes champêtres et forestiers, que le Chap. V ne met pas au nombre des Officiers de police auxiliaires du Procureur-Impérial.

L'art. 48 ne donne ce caractère qu'aux Juges-de-paix, aux Officiers de Gendarmerie, et aux Commissaires-généraux de police.

L'art. 50 le donne également aux Commissaires de police, aux Maires et aux Adjoints de Maire.

Et l'art. 10 l'avait déjà donné d'une manière implicite aux Préfets de départemens et à celui de Police de Paris.

II. Ainsi, les Gardes champêtres et forestiers exceptés, tous les Officiers de police judiciaire peuvent recevoir les dénonciations des crimes et délits commis dans le lieu où ils exercent habituellement leurs fonctions.

Les Gardes champêtres et forestiers ne sont autorisés à recevoir que celles relatives aux *contraventions*.

III. Mais aucun Officier de police judiciaire ne peut recevoir de dénonciation que pour des crimes, délits et contraventions commis dans le lieu où il exerce habituellement ses fonctions; cela n'empêche pas que les Commissaires de police et les Juges-de-paix, dans les villes où il y en a plusieurs établis, ne puissent recevoir les dénonciations des crimes ou délits commis dans quelque quartier de la ville que ce soit, quoique leur service soit plus spécialement circonscrit dans un arrondissement particulier. (*Art. 13.*)

IV. S'il arrivait qu'un Officier de police judiciaire reçût une dénonciation sur des crimes ou délits commis hors du lieu où il exerce ses fonctions habituelles; comme la dénonciation est le premier acte du procès, et qu'il importe de le régulariser, le Juge d'instruction ferait bien, ainsi que l'y autorise l'art. 60, de faire comparaître devant lui le dénonciateur ou son fondé de pouvoir, pour lui faire réitérer sa déclaration, afin de s'assurer qu'il y persiste: mais le Juge d'instruction ne prendrait pas cette précaution, que la procédure qui s'instruirait par suite de la dénonciation, ne pourrait, par ce seul motif, être arguée de nullité.

V. Quel que soit l'Officier de police judiciaire qui reçoive la dénonciation, il doit y observer les formalités prescrites par l'art. 31, c'est-à-dire, la faire signer par le dénonciateur ou son fondé de pouvoir, et la signer lui-même à chaque feuillet.

Il en est de même lorsqu'il reçoit une plainte; quoique l'article 48 soit resté muet relativement aux plaintes, l'art. 64 suppose que cet article doit y recevoir son application.

VI. Aussitôt que la dénonciation est faite, si elle porte sur un crime ou sur un délit, l'Officier de police qui l'a reçue doit la transmettre au Procureur-Impérial, qui doit, de son côté, en faire l'envoi sans retard au Juge d'instruction, avec ses réquisitions, à l'effet d'informer sur les faits dénoncés. (*Art. 54 et 55.*)

Si c'est au Procureur-Impérial personnellement qu'elle a été faite, il doit la transmettre également sans délai, au Juge d'instruction chargé de procéder aux informations et de faire tous les actes de l'instruction, lorsqu'il n'y a pas flagrant délit.

VII. Si la dénonciation ne portait que sur une contravention, l'Officier de police judiciaire qui l'aurait reçue, devrait en faire l'envoi au Commissaire de police, ou au Maire du chef-lieu de canton, en se conformant aux dispositions de l'art. 20.

VIII. Mais l'art. 48 n'ayant donné d'attribution qu'aux *Officiers* de Gendarmerie, pour recevoir les dénonciations des crimes et délits, et les seuls *Officiers* de Gendarmerie ayant reçu par l'art. 9, le caractère d'*Officiers* de police judiciaire, doit-on en tirer la conséquence que les *Sous-Officiers* de Gendarmerie ne peuvent les recevoir dans aucun cas, et que celles qu'ils auraient reçues ne devraient servir que de simples renseignements?

L'art. 21 du Code de brumaire an iv, n'avait donné le caractère d'*Officiers* de police judiciaire, qu'aux *Capitaines* et aux *Lieutenans* de gendarmerie; ce qui était bien évidemment restrictif aux seuls *Officiers* de ces grades.

Mais l'art. 14 de la loi du 7 pluviôse an ix, appela à ces fonctions *tous* les *Officiers* de Gendarmerie sans distinction, et c'est ce que vient de faire aussi le Code d'instruction criminelle.

IX. La question consiste donc uniquement à savoir si par ces mots, *Officiers de Gendarmerie*, on peut entendre les *Sous-Officiers* de ce corps, ou si la loi s'applique

aux seuls Officiers, Colonels, Chefs d'escadrons, Capitaines, Lieutenans et Sous-Lieutenans, et non aux Maréchaux-des-logis et Brigadiers, que la loi du 6 prairial an viii qualifie de Sous-Officiers.

X. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, la Cour de cassation n'a jamais annulé les arrêts des Cours de Justice criminelle, qui avaient entretenu des procédures faites sur des dénonciations reçues, et sur des procès-verbaux rédigés par des Sous-Officiers de Gendarmerie, et même par de simples Gendarmes.

Il y aurait une raison de plus aujourd'hui pour ne pas s'arrêter à cette prétendue nullité, puisque les art. 9 et 48 parlent d'une manière générale des Officiers de Gendarmerie; ce qui n'est pas une exclusion formelle des Sous-Officiers, lorsque ceux-ci se trouvent commander dans leur résidence.

Ils remplissent alors, en effet, toutes les fonctions attribuées aux Officiers proprement dits.

XI. Mais quoiqu'on ne dût pas considérer comme nuls, dans un sens absolu, les dénonciations, plaintes, procès-verbaux et autres actes de police judiciaire que pourraient faire les Sous-Officiers de Gendarmerie, le Procureur-Général devrait, en usant de la surveillance qui lui est confiée, dénoncer à leurs supérieurs, les Sous-Officiers et Gendarmes qui se le seraient permis, dans les lieux sur-tout où il existerait des Officiers en titre, et ceux-là devraient leur infliger des peines de discipline suivant les circonstances.

XII. Mais si le Sous-Officier qui serait en tournée, ou le simple Gendarme qui le remplacerait dans ses fonctions de Sous-Officier, recevait la dénonciation, ne se conformerait-il pas à la lettre et à l'esprit de la loi?

A l'esprit, cela est incontestable: car, en parlant de l'Officier de Gendarmerie, le Code a nécessairement entendu celui qui commande dans le lieu.

Et si la lettre de la loi n'est pas absolument claire sur ce point, elle ne répugne pas néanmoins à cette interprétation.

Cependant, autant que la chose est possible, sans qu'il puisse en résulter d'inconvénients majeurs, il est plus régulier que le Chef de l'escouade ou du détachement, s'il n'est pas Officier, renvoie le dénonciateur devant l'un des Officiers de police indiqués par le Code, pour recevoir la dénonciation.

XIII. L'art. 48 n'autorise les Officiers de police judiciaire, autres que le Procureur-Impérial et le Juge d'instruction, à recevoir les dénonciations, que lorsque les crimes ou délits ont été commis dans les lieux où ils exercent habituellement leurs fonctions. Mais ne serait-ce pas prendre trop judaïquement les termes de la loi, que de vouloir en restreindre ainsi la disposition à l'égard des Officiers de Gendarmerie?

Ne peut-on pas dire que si la résidence habituelle d'un Gendarme est le lieu où se trouve établie sa brigade, la nature de ses fonctions doit faire considérer comme sa véritable résidence, toute l'étendue du territoire soumis à sa surveillance, puisqua

son service exige qu'il soit continuellement en tournée sur les routes de son arrondissement.

XIII. Quoi qu'il en soit, nous persistons à croire que, dans les cas urgents, et lorsqu'il pourrait y avoir des craintes fondées, que le dénonciateur, redoutant les démarches auxquelles il serait exposé, pour aller faire sa dénonciation ailleurs, aimera mieux garder le silence sur le crime ou le délit qu'il viendrait dénoncer, le Sous-Officier ou le Gendarme en tournée serait suffisamment autorisé à recevoir la dénonciation, sauf au Juge d'instruction à la régulariser, aux termes de l'art. 60, s'il la jugeait incomplète.

ARTICLE XLIX.

Dans les cas de flagrant délit, ou dans les cas de réquisition de la part d'un chef de maison, ils dresseront les procès-verbaux, recevront les déclarations des témoins, feront les visites et les autres actes qui sont, auxdits cas, de la compétence des Procureurs-Impériaux, le tout dans les formes et suivant les règles établies au Chapitre des Procureurs-Impériaux.

OBSERVATIONS.

I. Au cas de flagrant délit, l'art. 49 charge les Officiers de police auxiliaires de faire tous les actes que le Chap. IV venait de mettre dans les attributions des Procureurs-Impériaux, en se conformant aux règles établies dans ce Chapitre.

II. Les Officiers de police auxiliaires doivent donc, à l'instant même que le crime ou le délit parvient à leur connaissance, se transporter sur les lieux ;

Dresser les procès-verbaux ;

Se livrer aux recherches nécessaires ;

Faire saisir le prévenu s'il est présent ;

Donner l'ordre de le saisir où il pourra être trouvé ;

Défendre à toute personne de s'absenter ;

Et faire, enfin, tout ce qui est autorisé par les art. 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44, auxquels ils doivent recourir pour s'y conformer.

III. Les Officiers de police, auxquels le Code confie ce pouvoir, sont non-seulement les Juges-de-paix, les Officiers de gendarmerie et les Commissaires-généraux de police, mais aussi les Commissaires de police, les Maires et leurs Adjointes. (Art. 50.)

IV. Mais comme ce n'est qu'en qualité d'Officiers de police auxiliaires, que ces Fonctionnaires remplissent les fonctions du Procureur-Impérial, il est permis à ce

Magistrat, lorsqu'il survient, de continuer par lui-même l'instruction, ou d'autoriser l'Officier qui l'a commencée à la continuer.

V. Les Préfets de départemens et le Préfet de police de Paris, appelés à remplir les fonctions d'Officiers de police judiciaire, par l'art. 10, sont autorisés, comme les Officiers de police auxiliaires dénommés aux articles 48 et 50, à faire les actes d'instruction confiés aux Procureurs-Impériaux. Mais le Procureur-Impérial qui survient, peut-il s'en emparer pour la continuer, comme dans le cas où l'instruction aurait été commencée par un Officier de police auxiliaire, en se prévalant des dispositions de l'art. 51?

Le Chap. V du Livre premier du Code d'instruction criminelle, n'a pas mis les Préfets au nombre des Officiers de police auxiliaires du Procureur-Impérial; ce ne sont pas même des Officiers de police judiciaire proprement dits, ainsi que nous l'avons établi dans nos observations sur l'article 10 : ils ne font qu'en exercer les fonctions par délégation spéciale.

Les dispositions de l'art. 51 ne sont donc pas applicables aux Préfets; et nous ne pensons pas dès lors que le Procureur-Impérial qui surviendrait pendant l'instruction, pût s'en emparer.

Il y aurait même une sorte d'inconvenance qu'il fût autorisé à le faire.

Cela supposerait, dans le Procureur-Impérial, une suprématie sur les Préfets, que le Code ne lui donne pas, et qu'il ne pouvait même être dans les intentions du Législateur de lui accorder.

VI. Le Juge d'instruction n'aurait pas plus de droit à cet égard que le Procureur-Impérial.

A R T I C L E L.

Les Maires, Adjoints de Maires et les Commissaires de police recevront également les dénonciations et feront les actes énoncés en l'art. précédent, en se conformant aux mêmes règles.

O B S E R V A T I O N S.

I. Tout ce que nous venons de dire sur les art. 48 et 49, s'applique nécessairement aux Maires, Adjoints de Maires, et aux Commissaires de police qui ne doivent recevoir les dénonciations, hors le cas du flagrant délit, que lorsque le crime ou le délit dénoncé a été commis dans le lieu où ils exercent leurs fonctions *habituelles*.

II. Ils n'ont, comme les Juges-de-peace, les Officiers de Gendarmerie et les Commissaires-généraux de police, que la simple concurrence avec le Procureur Impérial, pour tous les actes d'instruction préliminaire dans le cas de flagrant délit. (Art. 51.)

ARTICLE LI.

Dans le cas de concurrence entre les Procureurs-Impériaux et les Officiers de police, énoncés aux articles précédens, le Procureur-Impérial fera les actes attribués à la police judiciaire : s'il a été prévenu, il pourra continuer la procédure, ou autoriser l'Officier qui l'aura commencée à la suivre.

OBSERVATIONS.

I. Nous ne reviendrons pas sur les observations déjà faites en discutant les art. 48 et 49.

Mais il est d'autres questions que nous n'y avons pas traitées, et que nous nous sommes réservé de discuter sur l'art. 51 auquel elles se rattachent plus directement.

II. Si les Préfets se trouvaient en simple *concurrence* avec les Procureurs-Impériaux, auquel de ces Fonctionnaires appartiendrait le droit de faire les recherches et de dresser les procès-verbaux ?

Ce serait nécessairement aux Procureurs-Impériaux chargés, par l'art 22, de la recherche et de la poursuite des délits.

Tous les autres Officiers de police judiciaire, et les Préfets eux-mêmes, ne sont appelés, en effet, qu'à suppléer les Procureurs-Impériaux.

III. Le Procureur-impérial et le Juge d'instruction sont les *seuls*, d'après les dispositions de l'art. 59, qui aient le droit de *continuer* par eux-mêmes l'instruction *commencée*, dans le cas de prévention des Officiers de police auxiliaires; de telle sorte que le Juge-de-paix ne pourrait prétendre le même droit sur les autres Officiers de police auxiliaires, quoique se trouvant le premier nommé dans l'art. 48.

Tous les Officiers de police auxiliaires ont le même pouvoir, la même autorité que lui.

Tous sont subordonnés au Procureur-Impérial* et au Juge d'instruction.

Ils ne sont tenus à aucune subordination entre eux.

IV. Dès que le Procureur-Impérial peut autoriser l'Officier de police auxiliaire qui l'a prévenu, à continuer l'instruction, il peut, à plus forte raison, lui en déléguer une partie, en se réservant ceux des actes qu'il juge à propos de faire lui-même. (Art. 52.)

ARTICLE LII.

Le Procureur-Impérial exerçant son ministère dans les cas des art. 32 et 46, pourra, s'il le juge utile et nécessaire, charger un Officier de Police auxiliaire de partie des actes de sa compétence,

OBSERVATIONS.

I. Cet article ajoute aux dispositions de l'art. 51, en ce qu'il autorise, dans tous les cas, le Procureur-Impérial à charger un Officier de police auxiliaire de partie des actes de sa compétence.

II. Mais le Procureur-Impérial ne peut déléguer cette fonction qu'à un Officier de police auxiliaire.

Il ne pourrait donc donner aucune délégation de ce genre aux Préfets, ni aux Gardes champêtres et forestiers.

Les Gardes sont sans caractère lorsqu'il faut rechercher et constater un crime ou un délit ;

Et les Préfets ne peuvent être tenus de remplir aucune des fonctions de la police judiciaire, contre leur propre volonté.

C'est ce qui résulte de ce mot *pourront* qui se lit dans l'art. 10.

Il serait contraire en effet à toutes les convenances, que les Préfets pussent être distraits de leurs fonctions administratives, par l'ordre qu'ils recevraient d'un Agent quelconque de l'autorité judiciaire.

III. Quoique l'art. 52 autorise le Procureur-Impérial à déléguer partie des actes de sa compétence à un Officier de police auxiliaire, il ne doit pas abuser de cette faculté.

Il ne doit déléguer que les actes qu'il ne pourrait faire lui-même, sans nuire à la recherche et à la constatation du crime.

ARTICLE LIII.

Les Officiers de police auxiliaires renverront sans délai les dénonciations, procès-verbaux et autres actes par eux faits dans les cas de leur compétence, au Procureur-Impérial, qui sera tenu d'examiner sans retard les procédures, et de les transmettre, avec les réquisitions qu'il jugera convenables, au Juge d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. Le Procureur-Impérial étant chargé de la poursuite des crimes et délits, et se trouvant l'intermédiaire entre les Officiers de police auxiliaires et le Juge d'instruction, c'est à lui que tous les actes relatifs à la recherche et à la constatation des crimes et délits, doivent être remis, afin qu'il en fasse l'examen et qu'il les transmette au Juge d'instruction, avec ses réquisitions.

C'est donc avec le Procureur-Impérial que les Officiers de Police auxiliaires doivent correspondre.

Lorsque les actes de leur compétence sont achevés, ils ne doivent pas perdre un instant pour les lui faire parvenir avec tous les renseignements qu'ils ont pu se procurer.

II. Si le Procureur-Impérial remarquait quelques vices ou quelques omissions dans les actes qui lui auraient été transmis, ce ne serait pas à lui à les régulariser.

Il devrait se borner à faire de simples réquisitions, pour qu'ils le fussent par le Juge d'instruction. (*Art. 60.*)

III. Aussitôt que les pièces sont transmises au Procureur-Impérial, l'affaire rentre dans la catégorie des affaires ordinaires.

La loi n'a dérogé à la forme de procéder que pour le cas du flagrant délit, et jusqu'au moment où il a été constaté.

IV. Le Procureur-Impérial n'est gêné en aucune manière dans ses réquisitions. Elles dépendent des circonstances et de l'état de la procédure.

V. Le Juge d'instruction n'est pas gêné davantage dans l'instruction dont il est chargé; mais il ne peut faire aucun acte de procédure ni de poursuites, sans une communication préalable au Procureur-Impérial; cependant il est autorisé à décerner des mandats *d'amener* et de *dépôt* sans cette communication. (*Art. 61.*)

VI. Sous aucun prétexte le Procureur-Impérial ne peut retenir les pièces plus de trois jours.

VII. Ce n'est plus au Juge d'instruction qu'il appartient de prononcer sur la compétence, ainsi que la loi du 7 pluviôse an ix y autorisait le directeur du Jury.

C'est à la chambre du Conseil, sur le compte qui lui est rendu de l'affaire par le Juge d'instruction, en la présence du Procureur-Impérial, et après avoir entendu ce Magistrat dans ses conclusions. (*Art. 127, 128, 129 et 130.*)

• ARTICLE LIV.

Dans les cas de dénonciation de crimes ou délits, autres que ceux qu'ils sont directement chargés de constater, les Officiers de police judiciaire transmettront aussi sans délai, au Procureur-Impérial, les dénonciations qui leur auront été faites; et le Procureur-Impérial les remettra au Juge d'instruction avec son réquisitoire.

OBSERVATIONS.

I. Dans le cas de dénonciation de crimes ou de délits ordinaires, c'est la même marche à suivre que celle indiquée par l'art. 53.

Il y a cette seule différence, que dans le cas de l'art. 53, c'est son propre ouvrage que transmet l'Officier de police auxiliaire au Procureur-Impérial; tandis que

dans celui de l'art. 54, c'est simplement la plainte ou la dénonciation, et les pièces produites à l'appui, qu'il doit transmettre.

II. Dans l'un comme dans l'autre, le Procureur-Impérial doit en faire la remise, *sans retard*, au Juge d'instruction, avec ses réquisitions, lorsqu'il s'agit de *crimes* ou de *délits assez graves* pour mériter une instruction préliminaire à la traduction du prévenu devant le Tribunal *correctionnel*.

III. Si le délit dénoncé n'était pas de nature à exiger une instruction préalable, rien ne s'opposerait à ce que le Procureur-Impérial, au lieu de faire la remise des pièces au Juge d'instruction, *traduisît directement* le prévenu devant le Tribunal correctionnel; car l'art. 54 a été modifié par les dispositions de l'art. 182, qui autorise, *dans tous les cas*, le Procureur-Impérial à saisir *directement* le Tribunal correctionnel.

CHAPITRE VI

Des Juges d'Instruction.

SECTION PREMIÈRE.

Du Juge d'Instruction.

OBSERVATIONS.

I. Les fonctions qui étaient déléguées aux Directeurs du Jury et aux Magistrats de sûreté, doivent être remplies conformément au Code d'instruction criminelle, par les Juges d'instruction et par les Procureurs-Impériaux. (*Art. 42 de la loi du 20 avril 1810.*)

II. Il doit y avoir un *Juge d'instruction* attaché à chaque Tribunal de première instance, composé d'une ou de deux *chambres*: il doit y en avoir deux, lorsque le Tribunal est divisé en trois *chambres*. (*Art. 11 du décret Impérial du 18 août 1810.*) Le même article en attachait six au Tribunal de première instance de la Seine; mais le nombre en a été porté à *neuf*; et ce nombre excédant demeure *hors ligne*, c'est-à-dire, que les Juges qui sont appelés à en remplir les fonctions, ne sont attachés particulièrement à aucune *Chambre* (*Art. 12, ibid.*); ce qui est la conséquence de la première disposition du même article, qui porte qu'il ne peut être attaché plus d'un Juge d'instruction à une même *Chambre*.

III. Mais à laquelle des chambres du Tribunal, les Juges d'instruction supplémentaires doivent-ils faire leur rapport?

L'art. 13 du décret cité, charge le Juge d'instruction, attaché à une des Chambres du Tribunal, de faire à cette Chambre les rapports dont il est chargé, sauf à les faire à la Chambre des Vacations pendant les feries.

Mais le décret du 18 août, ni aucun autre, n'a déterminé la conduite à tenir par les Juges d'instruction supplémentaires; cependant, il ne peut être laissé à leur volonté de faire leur rapport à celle des Chambres du Tribunal qu'il leur plaît de choisir; cela tendrait trop à l'arbitraire; cette lacune dans la loi sera facilement réparée par la désignation que fera le Président à chaque Juge d'instruction de la Chambre dans laquelle il fera ses rapports.

IV. Les Juges d'instruction n'ont pas de *vacances*. (*Art. 36 du décret cité.*)

Lorsque le Juge d'instruction est absent, malade, ou autrement empêché, et qu'il n'a pas de collègues, il doit être remplacé par un des Juges que le Tribunal désigne à cet effet. (*Art. 58 du Code d'instruction criminelle.*) Nous examinerons sur cet article si, à défaut de Juges disponibles, le Tribunal peut commettre un *Auditeur*, ou un *Suppléant*.

Si il existait près le même Tribunal plusieurs Juges d'instruction, ce serait à l'un des collègues du Juge empêché à le suppléer.

V. Le Juge d'instruction est sous la surveillance du Procureur-Général, et sous celle du Procureur-Impérial criminel. (*Art. 57, 279 et 289 du Code d'instruction criminelle.*)

VI. Il ne peut, dans aucun cas, concourir, comme membre de la Cour d'Assises, au jugement des affaires qu'il a instruites. (*Art. 257, ibid.*)

Mais il peut rester Juge en matière correctionnelle, ainsi que nous l'établirons sur l'art. 55.

ARTICLE LV.

Il y aura dans chaque arrondissement communal un Juge d'instruction. Il sera choisi par SA MAJESTÉ parmi les Juges du Tribunal civil, pour trois ans : il pourra être continué plus long-temps, et il conservera séance au jugement des affaires civiles, suivant le rang de sa réception.

OBSERVATIONS.

I. Il est établi un Juge d'instruction dans chaque arrondissement communal, c'est-à-dire, près de chaque Tribunal de première instance.

Il est choisi parmi les Juges du Tribunal auquel il est attaché.

La nomination en est réservée à Sa Majesté.

Elle dure *trois ans*.

Le même Juge peut être continué en cette qualité, après l'expiration des trois premières années.

Les Directeurs du Jury, aujourd'hui remplacés par les Juges d'instruction, faisaient au contraire le service par tour; ils étaient sans caractère après les six mois de leur exercice : ils devaient nécessairement être remplacés par le Juge qui les suivait dans l'ordre du tableau.

II. La dernière disposition de l'art. 55 peut seule donner lieu à une double interprétation.

Doit-on conclure, de ce que cet article a déclaré que le Juge d'instruction conserverait le droit de concourir au jugement des affaires civiles, qu'il lui soit interdit de connaître du jugement des affaires correctionnelles?

III. Pour l'opinion affirmative, on soutient que l'art. 55, autorisant le Juge d'instruction à concourir au Jugement des affaires civiles, lui a, par cela même, donné l'exclusion de concourir au jugement des affaires correctionnelles.

On ajoute que l'art. 257, interdisant aux membres de la Cour Impériale qui ont voté sur la mise en accusation, de devenir Juges de l'affaire à la Cour d'Assises, le Législateur a suffisamment manifesté son intention qu'il y eût incompatibilité entre les fonctions de Juge instructeur, et celles de Juge du fond.

On invoque aussi le principe de la démarcation des pouvoirs.

IV. Mais l'induction tirée de l'art. 257 est une pure chimère : car les membres de la Cour Impériale qui ont voté *la mise en accusation du prévenu*, n'ont pas fait un simple acte d'instruction; ils ont rendu un véritable jugement.

Les admettre à prononcer ensuite sur l'accusation, c'était les rendre Juges en premier et en second ressort, la mise en accusation étant le premier degré de juridiction en matière criminelle.

Le Juge d'instruction, au contraire, ne rend aucun jugement : il n'est chargé que de l'instruction de la procédure, et il doit faire cette instruction à charge et décharge; on ne peut donc lui supposer aucune prévention favorable ou défavorable à l'accusé.

S'il fallait écarter le Juge d'instruction, il faudrait, d'après le même motif, écarter les autres membres de la Chambre du Conseil, qui se réunissent à lui pour prononcer sur le renvoi du prévenu, soit devant le Tribunal correctionnel, soit à la Cour d'Assises ou spéciale, et pour décerner, dans ce dernier cas, l'ordonnance de prise de corps.

Cependant les membres de la Chambre du Conseil peuvent rester Juges des affaires renvoyées au Tribunal correctionnel.

V. L'argument tiré de l'article 55, ne pourrait être juste que dans le cas où il résulterait nécessairement de ce que le Juge d'instruction pourrait prendre

incompatibilités, les exclusions ont été disertement prononcées, lorsqu'on a voulu les établir.

IX. Vainement opposerait-on la Jurisprudence de la Cour de cassation, qui refusait au Directeur du Jury le droit de prendre séance au Tribunal correctionnel, pour le jugement des affaires qu'il avait instruites.

Cette Jurisprudence était fondée sur les dispositions de l'art. 175 du Code de brumaire an iv, qui avait prononcé cette incompatibilité dans la personne du Juge-de-peace ; il en résultait une analogie si complète, que l'intention du Législateur s'y trouvait manifestée de manière à ne laisser aucun doute.

Cependant, et malgré cette analogie évidente, l'application de cet article aux directeurs du Jury, fut long-temps combattue, elle ne s'établit même qu'à une faible majorité.

Ce qui en est une preuve irrécusable, c'est l'empressement que mit la Cour de cassation à revenir à la rigueur des principes, aussitôt que fut publiée la loi du 7 pluviôse an ix.

L'analogie ne se trouvant plus alors aussi complète, la Cour de cassation jugea constamment depuis, que les Directeurs du Jury pouvaient prendre séance au jugement des affaires correctionnelles dont ils avaient fait l'instruction.

Il en fut rendu arrêt solennel le 3 prairial an xi.

X. Le nouveau Code n'a pas donné au Juge d'instruction des pouvoirs plus étendus que ceux qui étaient confiés au Directeur du Jury, par la loi du 7 pluviôse an ix.

Ceux du Juge d'instruction sont même infiniment plus restreints, puisqu'il est tenu de rendre compte, chaque semaine, à la Chambre du Conseil, de l'état des affaires qu'il instruit, puisque ce n'est qu'avec elle qu'il prononce sur la compétence.

XI. Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, le Juge instructeur était le rapporteur né de l'affaire qu'il avait instruite.

Il participait au jugement.

Il y avait voix délibérative.

Le Code d'instruction criminelle accorde le même droit au Conseiller de la Cour Impériale délégué par la Chambre d'accusation, pour procéder à une plus ample instruction, et ce Magistrat peut prendre part à la délibération de la Chambre.

XII. Ce n'est plus le Juge d'instruction qui rédige l'acte d'accusation, comme sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Il ne fait que constater le crime ou le délit ;

Il se borne à recevoir les déclarations des témoins ;

Il n'émet pas d'opinion.

Quel inconvénient y aurait-il donc à ce qu'il restât Juge de l'affaire en police correctionnelle ?

XIII. Il y en aurait de très-grands, au contraire, à l'en écarter.

Outre que ce serait priver le Tribunal du Juge le plus instruit de l'affaire, ce serait rendre le service très-difficile, dans les Tribunaux sur-tout qui ne sont composés que de trois Juges.

Ce serait vouloir que ces sortes d'affaires qui sont les plus importantes, fussent jugées par des personnes en quelque sorte étrangères au Tribunal ; ce qui ne peut être autorisé que dans le cas d'une véritable nécessité.

XVI. Un autre inconvénient plus grave, ce serait d'exclure, par le même motif, les Juges-de-peace de la connaissance au Tribunal de police, des contraventions dont ils auraient fait la constatation en qualité d'Officiers de police judiciaire.

Comment pourraient-ils avoir, en effet, plus de privilège que le Juge d'instruction ?

XV. Tout se réunit donc pour démontrer que l'art. 55, non-seulement ne défend pas aux Juges d'instruction de prendre séance au jugement des affaires correctionnelles ; mais même que cette défense n'a été ni pu être dans la pensée du Législateur.

Aussi voyons-nous dans les réglemens faits pour le service des Juges dans les Tribunaux de première instance, qu'un Juge d'instruction se trouve attaché à la Chambre correctionnelle comme il s'en trouve d'attachés à toutes les autres, et que c'est à la Chambre correctionnelle seule, en temps de vacations, à former la Chambre du Conseil appelée à prononcer sur les rapports de tous les Juges d'instruction. (*Art. 36 du décret du 18 août 1810.*)

XVI. C'est ainsi que la Cour de cassation entend l'art. 55 ; on en trouve la preuve dans son arrêt du 17 août 1811, rendu au rapport de M. Charles, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Pons de Verdun.

Les sieurs Leroi et Boucard, l'un Directeur du Jury, l'autre Magistrat de sûreté, avaient commencé l'instruction d'une procédure dirigée contre le sieur Havard, traduit en conséquence devant le Tribunal correctionnel de l'arrondissement d'Évreux.

Ces deux Magistrats devenus Juges de ce Tribunal, par suite de la nouvelle organisation judiciaire, avaient concouru au jugement de condamnation du prévenu, qui tirait de cette circonstance une ouverture de cassation.

Mais ce moyen fut rejeté par l'arrêt ainsi conçu :

« Attendu que les sieurs Leroi et Boucard, qui avaient commencé l'instruction, n'avaient pas le caractère des Juges dont parle l'art. 257 du Code d'instruction criminelle, et qu'ainsi ils avaient pu concourir au jugement des prévenus. »

De sorte qu'il a été jugé d'une manière très-claire et très-positive, que le Juge ins-

• Instructeur ne se trouve pas dans l'exclusion de concourir au jugement des affaires correctionnelles dont il a fait l'instruction.

ARTICLE LVI.

Il sera établi un second Juge d'instruction dans les arrondissemens où il pourrait être nécessaire ; ce Juge sera membre du Tribunal civil. Il y aura à Paris six Juges d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. Cet article établit une faculté commandée par les circonstances. Sa Majesté peut en user de sa pleine autorité ; il lui suffit d'un règlement d'Administration publique. (*Art. 38 de la loi du 20 avril 1810.*)

II. Si l'article porte qu'à Paris il sera établi six Juges d'instruction, ce n'est pas d'une manière *limitative*.

Aussi, le nombre des Juges d'instruction, à Paris, est-il aujourd'hui porté à neuf ; trois Juges d'instruction supplémentaires ayant été établis par décret impérial du 8 mars 1811, mais sans augmentation du nombre des Juges dont ce Tribunal est composé.

Sa Majesté aurait pu faire porter son choix sur d'autres personnes que sur des membres attachés au Tribunal.

Le choix qui aurait été fait d'eux, aurait suffi pour les en constituer Juges.

ARTICLE LVII.

Les Juges d'instruction seront, quant aux fonctions de police judiciaire, sous la surveillance du Procureur-Général-Impérial.

OBSERVATIONS.

I. Cette restriction, quant aux fonctions de police judiciaire, devait nécessairement se trouver dans l'article 52 ; on aurait pu supposer, après les dispositions générales de l'art. 279, que le Procureur-Général-Impérial aurait eu sur les Juges d'instruction, comme sur tous les autres Officiers de police judiciaire, une surveillance absolue.

L'art. 279 n'a excepté, en effet, de cette surveillance générale, que les Fonctionnaires dénommés dans l'art. 10 ; c'est-à-dire, les Préfets des départemens et le Préfet de police de Paris ; ce qui doit s'appliquer, ainsi que nous l'avons observé, aux Auditeurs établis près d'eux.

II. Mais cette surveillance autorise-t-elle le Procureur-Général à donner des ordres au Juge d'instruction, relativement aux affaires qu'il est chargé d'instruire ?

Le Juge d'instruction est-il tenu d'y déférer, ainsi que cela est ordonné au Procureur Impérial par l'art. 27 ?

Le Code d'instruction criminelle ne le dit pas d'une manière formelle ; mais cela résulte suffisamment, pour le cas de flagrant délit, des dispositions de l'art. 59, qui charge le Juge d'instruction de se conformer aux règles établies au Chapitre des Procureurs Impériaux et de leurs Substitués ; et cela semble résulter d'une manière plus sensible encore, des dispositions de l'art. 57, qui met le Juge d'instruction, quant aux fonctions de la police judiciaire, sous la surveillance du Procureur-Général.

Le Juge d'instruction ne pourrait donc se refuser à exécuter les ordres qui lui seraient transmis par le Procureur-Général, ni se dispenser de lui donner avis des crimes et délits dont il ferait personnellement la recherche et la poursuite, dans le cas de flagrant délit, sans manquer au devoir que la loi lui impose.

III. Il est inutile de faire remarquer qu'il ne s'agit ici que d'une simple surveillance, qui consiste en un *avertissement*, et, dans le cas de *récidive*, en une dénonciation à la Cour Impériale. (Art. 280, 281 et 282.)

IV. Mais de ce que l'art. 57 ne donne la surveillance au Procureur-Général, sur les Juges d'instruction, que quant à l'exercice des fonctions de la police judiciaire, il ne s'ensuit pas que les délits dont ils pourraient se rendre coupables *hors* de leurs fonctions, sortent de sa compétence.

Ce n'est plus, à la vérité, en vertu des art. 27 et 279, que la compétence lui en appartient, mais en vertu de l'art. 479 et suivans, qui chargent le Procureur-Général de poursuivre tous les Officiers et Fonctionnaires publics, d'après la nature des faits à leur charge.

ARTICLE LVIII.

Dans les villes où il n'y a qu'un Juge d'instruction, s'il est malade ou autrement empêché, le Tribunal de première instance désignera l'un des Juges de ce Tribunal pour le remplacer.

OBSERVATIONS.

I. Dans les villes où il est établi plusieurs Juges d'instruction, il ne pourrait y avoir lieu à l'application de cet article, qu'autant que *tous* se trouveraient empêchés ; car ils doivent mutuellement se suppléer.

Le Législateur n'a accordé aux Tribunaux la faculté de remplacer provisoirement le Juge d'instruction, que pour éviter les inconvéniens qui pourraient résulter de l'interruption de leur service.

Il suit de là, que tant que ces inconvéniens ne sont pas à craindre, il n'y a aucun remplacement à faire.

II. Ce serait tenir trop strictement à la lettre de la loi, et ne pas assez se pénétrer de son esprit, que de supposer que l'art. 58 ait voulu restreindre dans un sens absolu, le remplacement *provisoire* du Juge d'instruction, au *seul* cas où il n'y en aurait qu'un *seul* attaché au Tribunal; de telle sorte que, lorsqu'il existerait *plusieurs* Juges d'instruction dans un même arrondissement, ils ne pussent être remplacés de la manière prescrite par l'art. 58, dans le cas où ils se trouveraient tous empêchés.

Cet article n'a pu parler d'une manière *limitative*; les inconvéniens de la vacance sont beaucoup plus graves dans les arrondissemens où il existe plusieurs Juges d'instruction, que dans ceux où un seul suffit à l'expédition des affaires.

III. L'art. 58 doit donc être entendu en ce sens, que les Juges d'instruction d'un même arrondissement, pouvant et devant se suppléer, le Tribunal ne doit se permettre la désignation provisoire d'un Juge remplaçant, que dans le cas où il en reconnaît véritablement la nécessité.

IV. C'est au Tribunal entier, et non pas au Président seul, que l'art. 58 délègue le pouvoir de nommer un remplaçant au Juge d'instruction empêché; de sorte que le remplacement doit être fait par le Tribunal, à la majorité des voix.

Il doit en être dressé procès-verbal.

V. Le Tribunal ne peut faire porter son choix que sur l'un des Juges, et non sur un Auditeur; encore moins sur un Suppléant, ou toute autre personne qui n'aurait pas la qualité de Juge.

Il n'en est pas, dans le cas de remplacement du Juge d'instruction empêché, comme dans celui où il est question du remplacement du Procureur-Impérial et de ses Substituts.

VI. Aussitôt que le Juge d'instruction nommé par Sa Majesté, en remplacement de celui qui se trouve empêché, a prêté serment en cette qualité, ou que l'empêchement du Titulaire a cessé, le Juge nommé provisoirement par le Tribunal, n'a plus aucun caractère.

Tous les actes qu'il ferait seraient nuls aux yeux de la loi.

SECTION DEUXIÈME.

Fonctions du Juge d'Instruction.

DISTINCTION PREMIÈRE.

DES CAS DE FLAGRANT DÉLIT.

ARTICLE LIX.

Le Juge d'instruction, dans tous les cas réputés flagrant délit, peut faire directement, et par lui-même, tous les actes attribués au Procureur-Impérial, en se conformant aux règles établies au Chapitre des Procureurs-Impériaux et de leurs Substitués. Le Juge d'instruction peut requérir la présence du Procureur-Impérial, sans aucun retard néanmoins des opérations prescrites dans ledit Chapitre.

OBSERVATIONS.

I. Quoique l'art. 32 ait autorisé le Procureur-Impérial à procéder à la constatation des crimes, dans le cas de flagrant délit, le Juge d'instruction n'en a pas moins conservé le droit de les constater lui-même, en observant les formalités prescrites.

Le Juge d'instruction a même, sous ce rapport, des attributions plus étendues que le Procureur-Impérial, puisque le Code l'autorise à faire des visites domiciliaires par-tout où il le croit nécessaire, lorsqu'il n'accorde cette autorisation au Procureur-Impérial que pour le domicile du prévenu.

II. Mais le Juge d'instruction, dans le cas de flagrant délit, pourrait-il refuser de se transporter sur les lieux, pour y faire les actes attribués au Procureur-Impérial?

Ce qui fait naître ce doute, c'est que l'art. 59 est conçu dans des termes qui semblent *facultatifs*; mais nous ne pensons pas que, sous ce prétexte, le Juge d'instruction pût s'en dispenser, lorsque le Procureur-Impérial ne s'y est pas lui-même transporté; il est de son devoir d'informer et de constater les crimes, aussitôt qu'il en a acquis la connaissance légale.

Aussi voyons-nous que l'art. 59 ne porte pas que le Juge d'instruction pourra renvoyer la constatation du délit au Procureur-Impérial, mais seulement qu'il *pourra* requérir sa présence; ce qui suppose bien la nécessité qu'il se rende lui-même sur les lieux, lorsqu'il en est requis.

Mais ce qui est purement facultatif de la part du Juge d'instruction, c'est de requérir le Procureur-Impérial d'être présent à ses opérations : rien ne l'oblige en effet à le faire, tandis que le Procureur-Impérial, aux termes de l'art. 32, est tenu d'avertir le Juge d'instruction de son transport.

III. Lorsque le Juge d'instruction et le Procureur-Impérial se trouvent simultanément sur les lieux, lequel des deux doit recueillir les renseignements, rédiger les procès-verbaux, et faire l'instruction préliminaire?

Il n'est pas douteux que ce doit être le Juge d'instruction ; car les opérations de ce genre rentrent naturellement dans ses attributions, tandis qu'elles ne rentrent dans celles du Procureur-Impérial, que par exception au droit commun.

IV. L'article 59 semblerait donner à entendre, par la manière dont il est rédigé, que la constatation des crimes, dans le cas de flagrant délit, est spécialement attribuée au Procureur-Impérial ; mais ce n'est pas dans ce sens qu'il doit être interprété.

Il en résulte seulement que le Procureur-Impérial qui acquiert la connaissance du flagrant délit, ne peut se refuser à se transporter sur les lieux pour le constater, sur le motif que ses fonctions se bornent à la recherche et à la poursuite des crimes.

Ainsi, lorsque le Juge d'instruction et le Procureur-Impérial se trouvent simultanément sur les lieux, c'est au Juge d'instruction à faire tous les actes de son ministère, le Procureur-Impérial devant se borner à de simples réquisitions.

Pour que l'on pût donner un autre sens aux dispositions de l'art. 59, il faudrait supposer que le Juge d'instruction, se trouvant sur les lieux, devrait y jouer un rôle absolument passif : car il n'a que le droit d'instruire et non celui de requérir, et s'il ne devait pas faire l'instruction, sa présence deviendrait absolument inutile.

V. Il ne peut être question, entre le Procureur-Impérial et le Juge d'instruction, ni de concurrence, ni de prévention.

La concurrence ne peut avoir lieu, et la prévention ne peut s'établir qu'entre des Fonctionnaires ayant les mêmes droits et le même caractère ; et si le Procureur-Impérial et le Juge d'instruction ont les mêmes droits, pour le cas de flagrant délit, ils n'ont plus le même caractère lorsqu'ils se trouvent réunis.

Dans le cas de concurrence, c'est au Fonctionnaire, dans les attributions duquel rentre spécialement l'opération, à y procéder.

Si les Fonctionnaires qui se trouveraient simultanément sur les lieux, avaient l'un et l'autre une mission spéciale, et qu'aucun d'eux n'eût supériorité sur l'autre, celui qui aurait prévenu devrait continuer l'instruction.

VI. L'ordonnance de 1670 ne regardait comme prévention suffisante, que la mise à exécution du décret décerné.

Le Code de brumaire an iv déclarait, au contraire, la prévention acquise par la délinquance du simple mandat, quoique non encore exécuté.

Le Code d'instruction criminelle n'a rien décidé sur la question ; mais comme il n'a pas abrogé les dispositions du Code de brumaire, c'est à elles, dans l'occasion, qu'il faut recourir.

VII. Le Juge d'instruction, comme le Procureur-Impérial, serait autorisé à continuer l'instruction lors de son transport sur les lieux, lors même qu'il aurait été prévenu par un Officier de police auxiliaire ; celui-ci ne pourrait prétendre plus de droit que n'en aurait le Procureur-Impérial qu'il ne ferait que suppléer.

VIII. Le Juge d'instruction aurait requis le Procureur-Impérial d'être présent à ses opérations dans le cas de flagrant délit, que le refus ou la négligence de ce Magistrat à déférer à la réquisition, ne mettrait aucun obstacle à ce que le Juge d'instruction fit tous les actes de son ministère, sauf à en donner ensuite communication au Procureur-Impérial.

Il a été fait par le Code, pour ce cas particulier, une exception à la règle générale.

IX. Nous avons vu que le Procureur-Général n'est autorisé à se transporter sur les lieux, dans le cas de flagrant délit, que lorsqu'il y a *crime*, à moins de réquisition d'un chef de maison, seul cas où il le peut, quand il n'y aurait prévention que de simple *délit*.

Mais l'article 59 n'a mis aucune restriction au transport du Juge d'instruction, qui est autorisé à se rendre sur les lieux, toutes les fois qu'il y a flagrant délit, soit que le fait qui le constitue puisse emporter peine afflictive ou infamante, soit qu'il ne puisse emporter que des peines correctionnelles.

ARTICLE LX.

Lorsque le flagrant délit aura déjà été constaté, et que le Procureur-Impérial transmettra les actes et pièces au Juge d'instruction, celui-ci sera tenu de faire, sans délai, l'examen de la procédure.

Il peut refaire les actes ou ceux des actes qui ne lui paraîtraient pas complets.

OBSERVATIONS.

I. LORSQUE la constatation du délit a été faite et les renseignemens pris par le Procureur-Impérial ou par les Officiers de police auxiliaires, le Procureur-Impérial doit en transmettre les actes et pièces au Juge d'instruction chargé d'en faire l'examen, sans délai, et de refaire les actes qui pourraient être incomplets.

II. Le Code n'a pas prévu le cas où les actes, au lieu d'être simplement incomplets, seraient irréguliers; mais il est évident que le Juge d'instruction serait également autorisé à les refaire.

Il ne doit néanmoins prendre ce parti que lorsque ces actes peuvent être de quelque importance dans le procès, et lorsqu'ils ne peuvent se régulariser par l'instruction.

Il serait inutile, en effet, que le Juge d'instruction se transportât de nouveau sur les lieux, pour y recevoir la déclaration d'un témoin qui n'aurait pas signé, à tous les feuillets, la déposition faite devant le Procureur-Impérial, ou devant l'Officier de police auxiliaire; il peut faire citer de nouveau le témoin devant lui, et rectifier ainsi l'irrégularité de sa première déclaration.

En user autrement, ce serait multiplier les frais sans nécessité.

III. Lorsque le Juge d'instruction ne rectifie pas les actes dans lesquels il remarque quelques vices, il se les rend propres; et si leur nullité était de nature à emporter celle de l'instruction, le prévenu s'en prévaudrait avec avantage.

C'est ce que la Cour de cassation a souvent jugé sous l'empire de la loi du 7 pluviôse an ix, qui renfermait, art. 8, la même disposition que l'art. 60 du Code d'instruction criminelle.

IV. Lorsque l'acte était *régulier dans la forme*, et qu'il n'y avait à lui reprocher que de n'avoir pas été fait par un Fonctionnaire ayant caractère, le Directeur du Jury qui ne l'avait pas refait, était présumé se l'être approprié, et par suite l'acte attaqué était déclaré valable.

Mais si l'acte était *nul dans la forme*, lors même qu'il avait été l'ouvrage d'un Officier de police ayant caractère, le Directeur du Jury ne l'ayant pas refait, était également présumé se l'être rendu propre, et on jugeait alors que la nullité de l'acte emportait celle de l'instruction qui en avait été la suite.

Cette distinction devrait encore être adoptée, si les actes préliminaires de l'instruction avaient une forme déterminée par le Code, sous peine de nullité; mais la nullité d'aucun acte préliminaire à l'arrêt de renvoi, n'est prononcée par le Code d'instruction criminelle.

V. Lorsque c'est le Juge d'instruction qui a fait les actes de constatation du délit, il doit en ordonner la communication au Procureur-Impérial, avant de faire aucune nouvelle instruction.

C'est par la voie du greffe que doivent se faire les communications qui ont lieu entre le Procureur-Impérial et le Juge d'instruction.

DISTINCTION II.

De l'Instruction.§. I.^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE LXI.

Hors le cas de flagrant délit, le Juge d'instruction ne fera aucun acte d'instruction et de poursuite, qu'il n'ait donné communication de la procédure au Procureur-Impérial. Il la lui communiquera pareillement lorsqu'elle sera terminée; et le Procureur-Impérial fera les réquisitions qu'il jugera convenables, sans pouvoir retenir la procédure plus de trois jours.

Néanmoins le Juge d'instruction délivrera, s'il y a lieu, le mandat d'amener et même le mandat de dépôt, sans que ces mandats doivent être précédés des conclusions du Procureur-Impérial.

OBSERVATIONS.

I. Cet article pose le principe général d'une communication préalable et nécessaire des pièces de la procédure au Procureur-Impérial, avant que le Juge d'instruction soit autorisé à faire aucun acte de son ministère.

Mais lorsque c'est le Procureur-Impérial lui-même qui a transmis les pièces au Juge d'instruction, il serait superflu de lui en donner la communication; le Juge d'instruction doit procéder de suite à l'information.

II. L'art. 61 n'exige pas non plus la communication préalable des pièces au Procureur-Impérial, dans le cas de flagrant délit, parce que, dans ce cas, toutes les fonctions attribuées au Procureur-Impérial, se concentrent dans la personne du Juge d'instruction.

La nature des choses a dû faire établir ce mode de procéder; car s'il avait fallu dans un pareil cas, une communication préalable au Procureur-Impérial, on aurait couru le risque de voir disparaître les traces fugitives du délit, et l'objet de la loi aurait été manqué.

III. Mais si le Juge d'instruction est autorisé à faire tous les actes de recherches et de poursuites, sans communication préalable au Procureur-Impérial, dans le

cas de flagrant délit, il ne peut aller plus avant sans lui communiquer les procès-verbaux et autres pièces de l'instruction.

IV. Pendant que nous remplissons les fonctions de Procureur-Général, nous avons été souvent à même de remarquer que les Directeurs du Jury, aujourd'hui remplacés par les Juges d'instruction, se bornaient à faire un simple récolement des interrogatoires des prévenus et des dépositions des témoins qui leur avaient été transmis par les Officiers de police judiciaire qui avaient recueilli les premiers renseignements.

C'était rendre la prévoyance de la loi inutile, c'était priver la Justice du moyen le plus certain de parvenir à la manifestation de la vérité.

Si le prévenu de nouveau interrogé, si le témoin entendu de nouveau, ne reproduit que les mêmes faits et les mêmes circonstances qu'il a déclarés à la Justice, lors de sa première comparution, la présomption est qu'il a dit la vérité.

Lorsqu'au contraire le prévenu, ou le témoin appelé de nouveau devant le Juge d'instruction, fait des changemens notables à sa première déclaration, il y a présomption que dans l'une ou dans l'autre de ses déclarations, il en a imposé à la Justice.

Se borner à lire au prévenu son interrogatoire, et au témoin sa déposition, et leur demander s'ils y persistent, c'est les induire à persister dans la fable qu'ils peuvent avoir ourdie, et les empêcher de tomber dans des contradictions dont l'objet serait nécessairement d'éclairer le Magistrat.

Les actes préliminaires ne doivent servir que de simples renseignemens ; ils ne doivent être dans les mains du Juge d'instruction, qu'un moyen de s'instruire de la nature du fait imputé au prévenu, et des circonstances qui peuvent l'avoir accompagné.

C'est une instruction pleine et entière qu'il doit faire lui-même.

V. Ici se présente une question de la plus haute importance.

Elle consiste à savoir si le Juge d'instruction qui a décerné mandat d'amener ou mandat de dépôt, de sa seule autorité ou sur les conclusions du Procureur-Impérial, peut, de lui-même, ou d'accord avec ce Magistrat, déclarer qu'il n'y a lieu à suivre.

Il s'en présente même une préliminaire, qui paraîtra peut-être encore plus importante, celle de savoir si le Procureur-Impérial qui a reçu une *plainte* ou une *dénunciation*, peut se dispenser d'en faire renvoi au Juge d'instruction, lorsqu'il ne la croit pas fondée.

VI. Cette seconde question nous paraît décidée par les dispositions de l'art. 47, qui charge le Procureur-Impérial de requérir le Juge d'instruction d'informer, lorsqu'il a connaissance, par dénonciation ou par toute autre voie, qu'un crime ou qu'un délit a été commis.

Pendant cet article ne parlant que de crimes ou de délits qui ont été *commis* ;

si le Procureur-Impérial n'en trouvait aucun indice dans les pièces qui lui seraient remises, on pourrait dire que sa disposition ne serait pas applicable à l'espèce.

Mais le Procureur-Impérial peut se tromper, et nous pensons, en conséquence, qu'il est dans l'obligation de requérir, dans tous les cas, le Juge d'instruction d'informer, lorsqu'il y a plainte ou dénonciation.

Cependant, s'il n'était question que de simples délits, le Procureur-Impérial pourrait porter *lui-même* l'affaire au Tribunal correctionnel, sans la soumettre préalablement au Juge d'instruction. (*Art. 182.*)

Si le Procureur-Impérial ne faisait aucune diligence sur la dénonciation ou sur la plainte, le dénonciateur ou le plaignant pourrait en informer le Procureur-Général, et l'inviter à donner l'ordre de suivre. (*Art. 27.*)

VII. La première question n'est pas aussi facile à résoudre ; cependant il nous paraît qu'elle doit l'être *négativement* ; c'est-à-dire, que lorsqu'il y a mandat décerné, le Juge d'instruction ne peut prendre sur lui *seul*, et pas même en se concertant avec le Procureur-Impérial, de déclarer qu'il n'y a lieu à suivre.

Nous pensons même que quand il n'aurait été décerné aucun mandat, le Juge d'instruction ne pourrait se dispenser de faire son rapport de l'affaire à la Chambre du Conseil, pour en délibérer.

Cela nous semble être le résultat nécessaire, de ce que le Procureur-Impérial est tenu de requérir l'information ; car, si le Procureur-Impérial ne peut se dispenser de la requérir, quelle serait la raison pour laquelle le Juge d'instruction pourrait se dispenser d'y procéder ?

Ces Magistrats sont autorisés, l'un à faire la recherche et la poursuite des crimes et délits, l'autre à faire l'instruction ; mais le Code n'a donné caractère à aucun d'eux pour juger du mérite des preuves.

VIII. Pour que le Juge d'instruction et le Procureur-Impérial eussent le droit, en agissant de concert, de mettre un prévenu en liberté, sans en référer à la Chambre du Conseil, il faudrait qu'ils pussent invoquer les dispositions de la loi du 7 pluviose an ix, qui a été implicitement révoquée par l'établissement d'une Chambre du Conseil et par les attributions dont elle a été investie.

Ce serait vainement, en effet, qu'il aurait été enjoint, par l'art. 47, au Procureur-Impérial de requérir d'informer ; et par l'art. 61, au Juge d'instruction, de procéder aux informations, si, de concert, ils pouvaient rendre inutiles, et la réquisition, et les informations faites en conséquence.

Nous ne saurions trop le répéter : c'est à la Chambre du Conseil établie par l'article 127, et ce n'est qu'à elle *seule* qu'il appartient d'en décider.

Il est impossible, suivant nous, d'élever à ce sujet un doute raisonnable, lorsqu'on veut prendre la peine de lire avec un peu d'attention le Chap. IX du Livre premier du Code d'instruction criminelle.

Le Législateur n'a pu vouloir donner au Juge d'instruction et au Procureur-Impérial, un droit tendant à rendre inutiles les pouvoirs accordés à la Chambre du Conseil par l'art. 128; et cela arriverait nécessairement, s'il leur était permis de prendre l'initiative, et de déclarer qu'il n'y a lieu à suivre.

Le Juge d'instruction ne peut donc se refuser à déférer à la réquisition qui lui est faite de procéder à l'information.

IX. Le Code fait cependant une exception à cette règle générale, pour le cas d'*incompétence*.

L'art. 69 charge le Juge d'instruction, dans ce cas particulier, de faire le renvoi de l'affaire devant l'Officier de police judiciaire compétent.

X. L'art. 61 autorise le Juge d'instruction à décerner mandat d'*amener* ou de *dépôt* contre le prévenu, sans communication préalable des pièces du procès au Procureur-Impérial; ce qui est fondé sur la crainte de laisser échapper le prévenu, comme cela pourrait arriver, s'il était besoin d'une communication préalable.

Mais le Juge d'instruction ne peut décerner mandat d'*arrêt*, sans avoir donné cette communication. (Art. 94.)

Le Code ne s'est pas expliqué sur le mandat de *comparution*; mais dès qu'il a autorisé le Juge d'instruction à décerner le mandat d'*amener* et le mandat de *dépôt*, sans communication préalable, et qu'il n'a exigé cette communication que pour le mandat d'*arrêt*, il est évident qu'il ne l'exige pas, lorsqu'il ne s'agit que d'un simple mandat de *comparution*.

XI. La loi du 7 pluviôse an ix, art. 12, décidait déjà que le Directeur du Jury ne pourrait faire aucun acte de *procédure* et d'*instruction*, sans avoir entendu le Magistrat de sûreté.

Mais l'art. 61 du Code d'instruction criminelle ne se sert plus de ce mot vague, *procédure*, qui aurait exigé une communication répétée presque à tous les instans, s'il avait été pris dans son acception rigoureuse.

Celui de *poursuites*, que le Code d'instruction criminelle y a substitué, présente une idée plus simple et plus vraie; il se rattache aux seuls actes qui tendent à régulariser l'instruction, et qui peuvent avoir une influence quelconque sur le fond de l'affaire.

La Cour de cassation entendait même déjà dans ce sens le mot *procédure*, qui se lisait dans la loi de pluviôse; de sorte qu'elle n'exigeait la communication au Magistrat de sûreté, que dans le cas où il y avait nécessité de faire un véritable acte d'instruction ou de poursuite.

Mais aussi, lorsqu'en pareil cas il n'avait pas été donné communication des pièces au Magistrat de sûreté, la Cour de cassation déclarait-elle nul l'acte fait en contravention à cet article, lorsque cet acte lui était déféré par un recours du Magistrat de sûreté. (*Arrêt du 24 avril 1807.*)

173 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

XII. La Cour annullait également les actes d'instruction de cette espèce, sur le recours du prévenu, mais seulement lorsqu'il était dans *son intérêt* que cet acte fût rédigé dans une forme plus régulière; car c'était uniquement l'intérêt du prévenu que la Cour de cassation prenait en considération, lorsqu'elle avait à prononcer sur des recours qui se trouvaient fondés sur la violation de quelques dispositions de la loi du 7 pluviôse an ix, dont aucun article ne prononçait textuellement la peine de nullité.

La Cour aurait vu un égal inconvénient à ne prononcer la nullité *dans aucun cas*, et à la prononcer indistinctement dans *tous*, ainsi que semblait l'exiger une instruction du Ministre de la Justice, du 29 floréal an ix.

Le Ministre avait fondé sa décision, sur le motif que la loi du 7 pluviôse était une loi *particulière* qui, ne faisant pas de distinction, devait être également exécutée, dans toutes ses parties, sous peine de nullité; cette proposition était trop générale pour qu'elle pût être adoptée.

XIII. Mais le Juge d'instruction ne doit pas s'occuper de la question de savoir s'il y aurait ou s'il n'y aurait pas nullité dans les actes qu'il se permettrait, et qui seraient contraires au vœu de la loi.

Il doit faire tout ce que la loi ordonne, par cela seul qu'elle l'a ordonné, et qu'il y aurait de sa part une présomption déplacée, de se croire plus sage et plus prévoyant qu'elle.

ARTICLE LXIII.

Lorsque le Juge d'instruction se transportera sur les lieux, il sera toujours accompagné du Procureur-Impérial et du Greffier du Tribunal.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 62 est rédigé dans des termes si impératifs, qu'il semblerait en résulter que, dans tous les cas, le Juge d'instruction devrait se faire accompagner du Procureur-Impérial, lorsqu'il se transporte sur les lieux; mais il est évident que cet art. 62 ne se rapporte qu'aux cas prévus dans l'art. 61, et non à celui du flagrant délit, sur lequel il venait d'être établi des règles particulières par l'art. 59.

Ainsi, lorsqu'il y a flagrant délit, et que le Juge d'instruction se transporte sur les lieux pour y faire les actes attribués au Procureur-Impérial, il lui est facultatif de requérir ou non la présence de ce Magistrat.

Mais lorsque dans le cours de l'instruction, et hors le cas de flagrant délit, le Juge d'instruction trouve convenable de se transporter sur les lieux; comme alors il ne peut faire aucun acte d'instruction et de poursuite, sans communication préalable des pièces au Procureur-Impérial, il doit nécessairement le requérir de l'accompa-

gner : car, sans son assistance, le transport du Juge d'instruction sur les lieux deviendrait inutile, puisqu'il ne pourrait y faire aucun acte d'instruction ni de poursuite.

II. Mais si le Procureur-Impérial ne déférerait pas à la réquisition, quel parti devrait prendre le Juge d'instruction ?

Il y a tout lieu de croire que la chose n'arrivera jamais ; cependant elle est possible, et cela suffit pour qu'il soit bon de savoir ce qu'il y aurait à faire en pareil cas.

Si le Procureur-Impérial a un Substitut, le Juge d'instruction doit lui faire une réquisition secondaire.

Mais s'il n'en a pas, ou que le Substitut, comme le Procureur-Impérial, refuse ou néglige de se rendre à l'invitation, le Juge d'instruction doit s'adresser au *Tribunal*, pour qu'il délègue un Juge, un Auditeur ou un Suppléant, à l'effet de remplir près de lui, les fonctions du Ministère public. C'est la disposition de l'art 20 du décret Impérial du 18 août 1810, lequel a modifié en ce point l'art. 26 du Code d'instruction criminelle, qui chargeait le *Président* du Tribunal de ce remplacement.

L'art. 26 du Code d'instruction criminelle ne parle, il est vrai, que d'*empêchement*, et l'art. 20 du décret du 18 août, que d'*absence* ou d'*empêchement* ; mais ce ne sera pas lui donner une fausse interprétation, ni une extension contraire au vœu du Législateur, que de supposer, dans le cas de négligence du Procureur-Impérial à déférer à la réquisition du Juge d'instruction, qu'il se trouve réellement empêché de le faire.

III. Lorsque l'art. 62 décide que le Juge d'instruction se fera toujours accompagner du Greffier du Tribunal, il établit une règle générale ; de sorte qu'elle s'applique aussi bien au cas de flagrant délit qu'à celui du transport du Juge d'instruction sur les lieux dans les affaires ordinaires : car le Juge d'instruction ne peut être chargé de l'opération mécanique de la rédaction de ses procès-verbaux ; cela nuirait nécessairement à la surveillance active qu'il doit avoir, et qui exige toute l'attention dont il est capable.

Le Greffier ne pourrait pas plus refuser son assistance au Procureur-Impérial, qu'au Juge d'instruction dans les mêmes circonstances : car il y a même motif de décider ; et si les art. 32 et 59 ne l'ont pas dit, c'est que le Législateur a regardé la chose comme si naturelle, qu'il n'a pas cru nécessaire de s'en expliquer particulièrement dans les articles cités.

IV. Si le Procureur-Impérial requis ne se transportait pas sur les lieux, et que le Juge d'instruction ne l'eût pas fait suppléer, faute d'avoir été instruit à temps de son empêchement, le Juge d'instruction pourrait-il procéder régulièrement en son absence ?

Lui refuser ce droit, serait peut-être suivre plus littéralement le texte de la loi ; mais ce serait contrarier l'intention du Législateur, qui n'a pu vouloir que le défaut de présence du Procureur-Impérial requis, pût mettre obstacle aux opérations du Juge d'instruction, lorsque le retard apporté aux recherches et aux poursuites serait irréparable en définitif.

Nous pensons, en conséquence, que le Juge d'instruction devrait agir comme si le Procureur-Impérial était présent, sauf à lui donner communication des pièces à son retour, et à ordonner de nouveau son transport sur les lieux, s'il en était requis.

V. Le même inconvénient n'est pas à craindre, lorsque c'est le Greffier qui ne défère pas à l'ordre qu'il a reçu.

Le Juge d'instruction peut le faire remplacer par le premier individu qui se présente et qui a l'âge requis, c'est-à-dire, au moins 27 ans (1), après avoir reçu son serment de remplir fidèlement les fonctions qui lui sont confiées, ce dont le Juge d'instruction doit faire mention dans son procès-verbal.

S. II.

DES PLAINTES.

ARTICLE LXIII.

Toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou délit, pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le Juge d'instruction, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé.

OBSERVATIONS.

I. Cet article n'est relatif qu'aux plaintes portées pour crimes ou délits, et non à celles qui ont pour objet de simples contraventions de police dont le Législateur s'était occupé dans l'art. XI.

II. Lorsque la plainte porte sur un crime ou sur un délit, elle doit être reçue par le Juge d'instruction, par le Procureur-Impérial, ou par un des Officiers de police auxiliaires du Procureur-Impérial *exclusivement* : cela résulte de la combinaison des art. 48, 50, 63 et 64.

Le Code veut, en effet, que les plaintes pour crimes et délits soient rédigées d'une manière convenable ;

(1) Les Greffiers des Cours Impériales doivent être âgés de 27 ans accomplis. (*Arr. 65 de la loi du 20 avril 1810.*)

Il faut qu'elles soient revêtues de certaines formalités qui en assurent l'authenticité, et les Gardes seraient souvent incapables de les observer.

Si la partie lésée s'adresse à eux, ils doivent la renvoyer à l'Officier de police auquel la loi a délégué le pouvoir de recevoir sa plainte, sauf, dans le cas de flagrant délit, à agir en conformité de l'art. 16.

III. Une remarque importante, c'est que le Code n'autorise les Officiers de police *auxiliaires* à recevoir les plaintes en matière de crimes et de délits, que relativement à ceux qui peuvent avoir été commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles (*article 48*) ; tandis qu'il suffit, pour autoriser le Procureur-Impérial et le Juge d'instruction, que le crime ou le délit ait été commis dans leur arrondissement, ou que le prévenu y fasse sa résidence habituelle ou momentanée. (*Art. 29 et 63.*)

Mais la plainte aurait été reçue par un Officier de police judiciaire incompétent, que la procédure instruite sur cette plainte ne pourrait être annulée par ce motif. (*Arrêt de la Cour de cassation du 8 prairial an xi.*)

IV. L'art. 63 suppose, ce que décide en termes exprès l'art. 66, que la plainte *seule* ne suffit pas pour faire considérer comme partie civile celui qui l'a portée.

Il était important que le Code s'en expliquât d'une manière aussi formelle, pour faire cesser les doutes qui s'élevaient journellement sur cette question.

V. Tous les Officiers de police judiciaire, autorisés à recevoir les plaintes, le sont-ils également à recevoir la déclaration du plaignant qu'il entend se rendre partie civile ?

L'article 63 ne donne cette attribution qu'au Juge d'instruction ; aucun autre article du Code n'étend cette mesure au Procureur-Impérial, ni aux Officiers de police auxiliaires.

Cependant, comme la partie plaignante pourrait faire cette déclaration par un acte extrajudiciaire, comme elle pourrait même se constituer partie civile par de simples conclusions prises en dommages-intérêts, nous pensons que l'Officier de police judiciaire, qui se bornerait à donner acte au plaignant de ce qu'il entend se rendre partie civile, ne commettrait pas un excès de pouvoir.

VI. La question envisagée sous un autre point de vue, pourrait paraître plus délicate.

L'art. 67 n'accorde qu'un délai de vingt-quatre heures au plaignant qui s'est rendu partie civile pour se désister.

Supposons qu'un plaignant ait déclaré devant un Officier de police judiciaire autre que le Juge d'instruction, qu'il entend se rendre partie civile, qu'il ne se soit pas désisté dans les vingt-quatre heures de sa déclaration, et que l'on n'ait à lui opposer aucuns autres actes pour établir sa qualité de partie civile.

Sera-t-il tenu, contre sa volonté, de rester sous cette qualité au procès ?

La solution de cette question peut devenir, pour le plaignant, du plus grand intérêt.

Pour le considérer comme partie civile, on peut dire que si le Code n'autorise pas le Procureur-Impérial et les Officiers de police auxiliaires à recevoir une pareille déclaration, il ne le leur interdit pas non plus.

Que cette déclaration est un acte émané de la libre volonté de la partie plaignante ;

Qu'elle ne peut revenir ainsi contre son propre fait, lorsque le délai fatal qui lui était accordé pour se désister est expiré ;

Que quand l'art. 64 a supposé que le Procureur-Impérial et les Officiers de police auxiliaires pourraient recevoir les plaintes, il a supposé nécessairement aussi qu'ils pourraient recevoir la déclaration que l'art. 66 autorise à y insérer.

VII. Mais on répondra que s'il avait été dans l'intention du Législateur, que le Procureur-Impérial et les Officiers de police auxiliaires pussent recevoir une pareille déclaration, il s'en serait expliqué aussi clairement qu'il l'a fait à l'égard du Juge d'instruction ;

Que si le Procureur-Impérial et les Officiers de police judiciaire peuvent recevoir les plaintes, c'est que leurs pouvoirs, à cet égard, résultent des dispositions claires et précises de l'art. 64 ;

Qu'en matière d'attribution et de compétence, il faut s'en tenir rigoureusement aux termes de la loi, sans se permettre de lui donner aucune extension ;

Que la déclaration que peut faire le plaignant, qu'il se rend partie civile, est absolument indépendante de la plainte, puisque l'art. 66 l'autorise à la faire par tous actes de quelque nature qu'ils soient.

VIII. Malgré ces raisons, nous estimons que la déclaration faite par le plaignant, qu'il se rend partie civile, quoiqu'elle ait été reçue par le Procureur-Impérial, ou par un Officier de police auxiliaire, est obligatoire contre le plaignant ;

Que lorsqu'il ne s'en est pas désisté dans les vingt-quatre heures, il doit être réputé partie civile, attendu que c'est son propre fait ; que c'est conséquemment à lui seul qu'il peut imputer de n'y avoir pas mis toute la réflexion nécessaire.

IX. Une autre question se présente.

Elle a pour objet de déterminer la force de ces mots de l'art. 63 : *Toute personne qui se prétendra lésée.*

On pensait, sous le régime de la loi de brumaire an iv, qu'il ne suffisait pas de se prétendre lésé par le crime ou par le délit ; qu'il fallait avoir un intérêt *direct, actuel, un droit formé*, pour être autorisé à rendre plainte.

L'art. 63 du Code d'instruction criminelle a-t-il innové à cet égard ?

Cet article n'est que la transcription fidèle de l'art. 94 du Code de brumaire ; il

semble dès-lors en résulter, que si celui qui se présente pour rendre plainte, ne paraît pas y avoir un intérêt direct et actuel, l'Officier devant lequel il se présente pour faire cette plainte devrait se refuser à la recevoir.

Nous pensons cependant que, lorsque la plainte porte sur un crime ou sur un délit, et que le plaignant se *prétend lésé*, sa plainte doit être reçue, sauf l'appréciation de ses droits, en procédant au jugement du fond du procès.

Si la plainte n'est pas valable en cette qualité, il faut la considérer comme une dénonciation.

X. Dans le cas où la plainte ne porterait que sur une contravention, le Procureur-Impérial devrait renvoyer le plaignant devant l'Officier du Ministère public attaché au Tribunal de police, ou le renvoyer simplement à se pourvoir directement devant ce Tribunal.

XI. Si la plainte avait pour objet une action purement civile, le Procureur-Impérial devrait renvoyer le plaignant à se pourvoir devant les Tribunaux civils.

Le Procureur-Impérial n'est tenu de requérir le Juge d'instruction d'informer, que lorsqu'il s'agit de plainte ou de dénonciation sur des crimes ou délits.

XII. Lorsque le plaignant pense que le Procureur-Impérial a mal apprécié le fait, en ne le considérant que comme pouvant donner lieu à une action civile ou de simple police, l'art. 279 lui ouvre une voie de révision.

Il peut s'adresser au Procureur-Général, et solliciter un ordre au Procureur-Impérial de suivre sur la plainte.

XIII. Le fait isolé sur lequel porte la plainte peut ne pas paraître criminel en soi; mais il peut le devenir en le rattachant à quelques circonstances étrangères.

Doit-il, en pareil cas, être donné suite à la plainte?

Il faut distinguer : si la loi autorise le Ministère public à faire la recherche et la poursuite, d'office, de ces circonstances étrangères, ou si le Ministère public est sans autorité pour en faire la recherche et pour en poursuivre les auteurs.

Ceci peut paraître un peu métaphysique; mais la chose va s'expliquer par un exemple qui s'appliquera à tous les cas semblables.

Le 3 février 1899, il se présenta à la Section criminelle de la Cour de cassation, la question de savoir si des poursuites avaient pu être faites à la requête d'un plaignant, contre un individu accusé d'usure.

Le plaignant se prétendait lésé par une obligation que cet individu lui avait fait souscrire.

L'usure était suffisamment établie.

Mais un seul acte usuraire ne peut faire considérer celui qui s'en est rendu coupable comme un usurier.

Il faut, pour mériter cette qualification, avoir fait habitude de l'usure.

C'est la disposition de l'art. 4 de la loi du 3 septembre 1807.

Ainsi le plaignant avait-il dénoncé le prévenu comme coupable de cette habitude, et rappelait-il une foule de circonstances qui devaient le faire présumer tel.

L'affaire portée à l'audience de la police correctionnelle, sur les poursuites de la partie plaignante, il intervint jugement par lequel le Tribunal se déclara incompétent.

Sur l'appel, la Cour de Justice criminelle réforma et ordonna la continuation des poursuites.

Cette Cour jugea par-là que, dans l'espèce, il y avait suffisante prévention du délit d'usure dont il avait été rendu plainte.

XIV. La Cour de cassation, sur le recours du prévenu, examina la question sous tous ses rapports, et elle se détermina, en très-grande majorité, à penser que, dans l'état des choses, il n'y avait prévention, ni de délit privé, ni de délit public.

En conséquence, elle annula l'arrêt de renvoi à la police correctionnelle.

Les motifs de la Cour, très-bien déduits dans son arrêt, sous la date du 3 février 1809, firent que chaque fait particulier d'usure, considéré isolément, ne peut porter le caractère de délit ;

Que l'habitude de l'usure peut seule la constituer ; mais que l'habitude de l'usure ne peut résulter que d'une réunion de jugemens rendus par les Tribunaux civils ;

Que dans ce cas-là seul, il peut y avoir lieu à des poursuites correctionnelles.

XV. Les Tribunaux correctionnels ne sont Juges, en effet, que des délits, et ils le deviendraient de la validité des actes, s'ils pouvaient déclarer un contrat usuraire sur la plainte d'un débiteur.

Les Tribunaux criminels et correctionnels peuvent bien déclarer un acte nul par suite d'un délit reconnu, mais non pas annuler un acte, pour en faire résulter un délit.

S'il pouvait en être autrement, il n'y aurait pas un acte à l'abri de l'entreprise des Tribunaux criminels et correctionnels.

Que deviendrait alors la foi due aux contrats ?

Il faudrait effacer du Code Napoléon les articles qui défendent d'admettre la preuve vocale contre et outre le contenu aux actes, puisque la preuve vocale est toujours reçue en matière criminelle.

XVI. Si la plainte est rendue par une personne incapable, elle ne doit pas pour cela être rejetée ; elle doit être considérée comme une dénonciation, comme un avis, comme un renseignement ; et si elle porte sur un crime ou sur un délit, il est du devoir du Procureur-Impérial de poursuivre d'office, après s'être assuré qu'il y a des indices suffisans que le crime ou le délit a réellement été commis.

Ainsi, la plainte qui serait rendue par un individu en état de mort civile, n'en devrait pas moins être reçue : car la Justice ne doit négliger aucun moyen d'éclaircir

sa religion; mais si cet individu voulait se rendre partie civile, il ne le pourrait que sous le nom et par le ministère d'un curateur spécial. (*Art. 25 du Code Napoléon.*)

XVII. Un étranger qui se prétendrait lésé par un crime ou par un délit, pourrait en rendre plainte; mais il ne pourrait être reçu partie civile, s'il ne donnait caution pour les frais et dommages-intérêts, à moins qu'il ne possédât en France des immeubles d'une valeur suffisante pour en assurer le paiement. (*Art. 16 du même Code.*)

XVIII. Mais pour être autorisé à se rendre partie civile, doit-on s'être rendu plaignant, et l'affaire a-t-elle dû être instruite sur la plainte?

Les art. 63, 66 et 67 du Code d'instruction criminelle sembleraient le supposer; cependant nous ne croyons pas que l'on puisse induire de leur rédaction, aucune fin de non-recevoir contre l'individu qui n'aurait pas rendu plainte, et qui, dans le cours de l'instruction, voudrait se rendre partie civile.

Notre opinion est, que tout individu qui se prétend lésé par le crime ou par le délit dont se fait la poursuite, peut déclarer qu'il se rend partie civile et intervenir au procès, en tout état de cause, lors même que l'affaire ne se serait pas instruite sur sa plainte.

XIX. Lorsqu'il y a des plaintes respectives, il faut instruire sur l'une et sur l'autre, et porter ensuite l'affaire à la Chambre du Conseil, qui décide lequel des plaignans doit demeurer accusateur.

S'il s'agissait d'un crime, et qu'il y eût des indices graves contre l'un et contre l'autre, le Juge d'instruction pourrait décerner contre tous les deux, des mandats d'amener ou des mandats de dépôt.

ARTICLE LXIV.

Les plaintes qui auraient été adressées au Procureur-Impérial, seront par lui transmises au Juge d'instruction, avec son réquisitoire; celles qui auraient été présentées aux Officiers auxiliaires de police, seront par eux envoyées au Procureur-Impérial, et transmises par lui au Juge d'instruction, aussi avec son réquisitoire.

Dans les matières du ressort de la Police correctionnelle, la partie lésée pourra s'adresser directement au Tribunal correctionnel, dans la forme qui sera ci-après réglée.

OBSERVATIONS.

I. Que les plaintes et les dénonciations portant sur des crimes ou des délits, aient été

reçues par le Procureur-Impérial, ou qu'elles l'aient été par un Officier de police auxiliaire, c'est toujours par l'intermédiaire du Procureur-Impérial qu'elles doivent être transmises au Juge d'instruction.

L'Officier de police auxiliaire qui les a rédigées, doit en faire l'envoi à ce Magistrat, sans qu'il lui soit permis de les faire passer directement au Juge d'instruction.

Le renvoi des plaintes et dénonciations à faire au Juge d'instruction, doit toujours, en effet, être accompagné des réquisitions du Ministère public; et les Officiers de police auxiliaires n'ont aucun caractère pour suppléer le Procureur-Impérial dans cette partie de ses fonctions.

II. L'art. 64 porte que les plaintes peuvent être adressées au Procureur-Impérial par les parties plaignantes, ce qui semble contrarier les dispositions de l'art. 65, qui exige qu'elles soient revêtues de la signature des plaignans, ou de celle de leurs fondés de pouvoirs : car, comment le Procureur-Impérial s'assurera-t-il que la plainte est réellement signée d'eux, si leur signature n'est pas donnée en sa présence?

III. Si la plainte a été reçue par un Officier de police auxiliaire, la signature du plaignant est suffisamment justifiée aux yeux du Procureur-Impérial, par celle de cet Officier.

Mais si elle est adressée directement au Procureur-Impérial de la part du plaignant ou de son fondé de pouvoir, le Procureur-Impérial ne peut avoir aucune assurance que la plainte soit réellement revêtue de sa signature.

IV. L'article 64 nous semble donc devoir être entendu de manière à laisser la faculté au Procureur-Impérial, d'exiger que la partie plaignante ou son fondé de pouvoir se présente devant lui pour signer la plainte.

Le Procureur-Impérial ne doit même jamais négliger cette précaution, lorsque la signature dont la plainte se trouve revêtue, ne lui est pas tellement connue, qu'il ne puisse lui rester aucun doute sur sa véracité.

Outre que c'est le devoir du Procureur-Impérial d'en user de la sorte, il lui importe, dans son propre intérêt, de le faire, puisque si le prévenu se trouvait acquitté, et que la signature du plaignant fût déniée, le Procureur-Impérial se trouverait personnellement compromis.

V. Il ne suffit pas que les plaintes et les dénonciations soient *adressées* aux Officiers de police auxiliaires; il faut qu'elles leur soient *présentées* : c'est la disposition formelle de l'art. 64.

Elles ne peuvent leur parvenir par aucune voie indirecte.

VI. Ce n'est pas au Procureur-Impérial, et moins encore à l'Officier de police auxiliaire, à juger du mérite de la plainte.

Toutes les fois qu'elle porte sur un fait qualifié crime ou délit par la loi, elle doit

être transmise au Juge d'instruction avec le réquisitoire du Ministère public, à moins que, lorsqu'il s'agit de simples délits, le Procureur-Impérial ne traduise *directement* le prévenu au Tribunal correctionnel, ainsi qu'il y est autorisé par l'art. 182.

Le Juge d'instruction, de son côté, ne peut se dispenser d'informer du fait qui est l'objet de la plainte.

VII. Quoique le Code appelle indistinctement à faire l'instruction, le Juge du lieu du délit, celui de la résidence du prévenu, et celui du lieu où il peut être trouvé, il n'appartient cependant pas à l'Officier de police auxiliaire qui a reçu la plainte, de la transmettre, à son gré, au Procureur-Impérial de celui de ces trois arrondissemens auquel il lui plaît de donner la préférence.

Il doit la transmettre au Procureur-Impérial de son arrondissement communal.

Le Procureur-Impérial n'a pas plus de droit, sous ce rapport, que l'Officier de police auxiliaire.

Il doit transmettre la plainte au Juge d'instruction du Tribunal près lequel il est établi.

VIII. L'art 64 donne à la partie plaignante, lorsqu'il ne s'agit que d'un délit, la faculté de saisir directement le Tribunal correctionnel.

Le Code de brumaire an iv l'autorisait déjà, et l'art. 14 du Code d'instruction criminelle, donne la même faculté au plaignant, en matière de simple police.

Mais le Code de brumaire an iv n'autorisait les poursuites directes de la partie lésée devant le Tribunal correctionnel, qu'à la charge du *visa* sur l'original de la citation, par le Directeur du Jury, et cette formalité n'est plus exigée par le Code d'instruction criminelle.

IX. Comme elle avoit pour unique objet d'empêcher qu'il fût porté au Tribunal correctionnel des affaires qui n'étaient pas de sa compétence, la Cour de cassation jugeait constamment, que le *visa* n'était pas nécessaire dans les affaires qui se trouvaient placées de droit dans les attributions des Tribunaux correctionnels.

La formalité du *visa* avoit ses inconvéniens comme elle avoit ses avantages ; mais elle ne pouvoit être maintenue dans le système du nouveau Code, qui n'a pas donné au Juge d'instruction le droit de prononcer sur la compétence, ainsi que le pouvoit le Directeur du Jury, sous l'empire du Code de brumaire an iv.

ARTICLE LXV.

Les dispositions de l'art. 31, concernant les dénonciations, seront communes aux plaintes.

OBSERVATIONS.

I. L'art. 65 déclarant communes aux plaintes, les dispositions de l'art. 31, il en

résulte que, dans l'une comme dans l'autre espèce, les mêmes formalités doivent être observées.

La plainte, comme la dénonciation, doit donc être rédigée par la partie plaignante ou par son fondé de pouvoir *spécial*, par le Procureur-Impérial ou par l'Officier de police auxiliaire qui la reçoit.

Il en résulte également que la plainte doit être signée à tous les feuillets, et, pour plus grande authenticité, à toutes les pages, tant par le plaignant ou son fondé de pouvoir, que par l'Officier de police auquel elle est présentée.

Que si le plaignant ou son fondé de pouvoir ne sait ou ne veut signer, il doit en être fait mention.

II. Mais a-t-il été, dans l'esprit du Législateur, que le plaignant ou son fondé de pouvoir qui sait signer, puisse se refuser à le faire comme dans le cas de la dénonciation, qui n'est, en quelque sorte, qu'un simple avis donné au Ministère public ?

Il faut le supposer ainsi, dès que l'art. 65 a rendu l'art. 31 commun aux plaintes, sans aucune restriction.

Cela paraît en effet sans inconvénient : car la plainte n'en est pas moins officielle que le plaignant l'ait signée, ou qu'il ait refusé de la signer, dès que sa présentation est certifiée par la signature de l'Officier de police judiciaire qui l'a reçue ; dès que, d'autre part, les plaintes ne constituent plus aujourd'hui parties civiles nécessaires, ceux qui les font.

III. Il faut de plus observer que quand la plainte est présentée par un fondé de pouvoir, il faut que la procuration soit *spéciale*, et qu'elle demeure *annexée* à la plainte.

L'art. 31 auquel renvoie l'art. 65, n'exige pas qu'il soit fait mention de cette *annexe* ; mais il est important de la faire.

Elle a toujours été exigée.

Ce ne peut être dès-lors que par un oubli involontaire, que le Code d'instruction ne l'a pas ordonnée.

IV. L'art. 31 ne dit pas non plus si la procuration doit être dans une forme authentique, ou s'il suffit qu'il soit constaté qu'elle émane personnellement du plaignant.

Il faut en conclure qu'il suffit qu'il ne puisse s'élever aucun doute raisonnable sur sa réalité, pour que l'Officier de police judiciaire auquel la plainte est présentée, soit autorisé à la regarder comme suffisante.

Mais, si l'Officier de police avait le plus léger doute sur sa véracité, il devrait exiger qu'il lui en fût présenté une autre dans une forme plus probante.

V. Le plaignant comme le dénonciateur, et plus encore le plaignant que le dénonciateur, ayant intérêt que l'affaire soit suivie, et qu'elle ait le résultat qu'il s'en

promet, il était naturel de l'autoriser à se faire délivrer copie de sa plainte, afin de le mettre à même d'agir en conséquence, et de recourir à l'autorité du Procureur-Général, dans le cas où elle resterait sans poursuites.

Mais comme le plaignant n'agit en cela que dans son intérêt, il était juste d'ordonner que les frais de copie seraient à sa charge.

ARTICLE LXVI.

Les plaignans ne seront réputés partie civile, s'ils ne le déclarent formellement, soit par la plainte, soit par acte subséquent; ou, s'ils ne prennent par l'un ou par l'autre des conclusions en dommages-intérêts, ils pourront se départir dans les vingt-quatre heures; dans le cas du désistement, ils ne sont pas tenus des frais, depuis qu'il aura été signifié, sans préjudice néanmoins des dommages-intérêts des prévenus, s'il y a lieu.

OBSERVATIONS.

I. Le plaignant n'est plus aujourd'hui réputé partie civile, par le seul fait de sa plainte.

Sur ce point de législation, on en est revenu aux dispositions de l'ordonnance de 1670.

La raison en est qu'en réputant le plaignant partie civile, par le seul fait de sa plainte, c'était se priver de la connaissance de beaucoup de crimes et de délits, que les personnes lésées laissaient ignorer, dans la crainte des suites fâcheuses que leur démarche pouvait entraîner.

II. Le Code de brumaire an iv se servait indifféremment des deux locutions : *partie plaignante* et *partie civile*.

Il y attachait la même signification.

Le Code d'instruction criminelle veut, au contraire, une déclaration *formelle* de la part du plaignant, qu'il se rend partie civile, pour qu'il puisse être considéré comme tel.

Mais cette déclaration est réputée suffisante, soit qu'elle se trouve consignée dans la plainte, soit qu'elle résulte d'un acte subséquent.

Le Code l'admet même par *équipollence*, puisqu'il décide que la demande en dommages-intérêts formée par le plaignant, tient lieu de la déclaration exigée.

Cette déclaration peut être faite, au surplus, en tout état de cause. (*Art. 67.*)

III. De simples *réerves* faites par le plaignant de former une demande en dommages-intérêts, ne pourraient le faire réputer partie civile.

La loi veut une déclaration actuelle, et non une simple déclaration d'intention conditionnelle et éventuelle.

IV. S'il est facultatif au plaignant de se rendre partie civile, il lui est de même loisible de se désister de la déclaration qu'il en a faite, pourvu qu'il fasse son désistement dans les vingt quatre heures.

Si le plaignant est encore dans ce délai, il peut même se départir de sa plainte : car l'art. 66, après avoir parlé des plaignans et des parties civiles, dit qu'ils *pourront* se départir dans les vingt-quatre heures; ce qui se rapporte également à tous.

V. Le plaignant peut persister dans sa plainte, et ne faire porter son désistement que sur la déclaration qu'il a faite de se rendre partie civile, puisque cette déclaration n'est pas le résultat nécessaire de sa plainte.

Mais on ne pourrait en dire de même du cas où le plaignant déclarerait se départir de sa plainte, et voudrait rester partie civile.

On ne peut former une demande en dommages-intérêts, à raison d'un crime ou d'un délit, sans se plaindre en même temps de l'offense que l'on prétend avoir reçue.

VI. L'art. 67 déclare que le plaignant peut se rendre partie civile en tout état de cause, et jusqu'à la clôture des débats; ce qui donnera lieu d'examiner quelques questions assez délicates.

Il en est particulièrement deux qui trouvent ici naturellement leur place.

La première est de savoir si les vingt-quatre heures accordées au plaignant pour se désister, doivent se compter *de momento ad momentum*.

La deuxième, dans quelle forme doit être fait le désistement pour être valable.

VII. L'art. 66 a décidé que le plaignant peut se rendre partie civile par acte subséquent à sa plainte, sans ajouter que l'acte en sera notifié; mais on peut induire qu'il doit l'être, de ce que la signification du désistement est exigée.

Cette induction est naturelle, et nous l'adoptons.

Mais à qui la notification doit-elle être faite?

Si le délinquant n'est pas dénommé dans la plainte; s'il n'a pas été mis en état de mandat, comme il n'est pas encore partie au procès, il ne peut y avoir aucune signification à lui faire, lors même qu'il serait notoire que les poursuites seraient dirigées contre lui.

Mais si la personne inculquée d'avoir commis le crime était dénommée dans la plainte, lors même qu'il n'y aurait encore aucun mandat décerné contre elle, le plaignant s'étant rendu sa partie, devrait lui faire notifier son désistement.

VIII. La notification faite à la partie est-elle suffisante?

Faut-il en donner connaissance au Procureur-Impérial et au Juge d'instruction?

Si la déclaration faite par le plaignant, qu'il se rend partie civile, ou qu'il se

désiste, a été reçue par le Juge d'instruction, l'original de sa déclaration devant rester en minute au greffe, nous semblerait devoir tenir lieu de la notification exigée.

IX. Mais si la déclaration de se rendre partie civile et si le désistement étaient faits par tout autre acte, il faudrait nécessairement que la notification en fût faite par copie laissée au greffe du Juge d'instruction, ou à la personne du Procureur-Impérial.

X. Le plaignant qui voudra agir avec prudence, ne se rendra partie civile qu'au dernier instant.

S'il le fait plus tôt et qu'il se désiste, il ne négligera pas de notifier son désistement dans la forme la plus régulière.

Ce sera le seul moyen d'éviter toutes les difficultés qui pourraient lui être faites.

XI. L'art. 66 n'accorde que vingt-quatre heures au plaignant pour se désister de sa plainte et de la déclaration qu'il a pu faire, qu'il entend se rendre partie civile, sans s'expliquer sur le point de savoir comment doivent se compter les vingt-quatre heures; si c'est de *momento ad momentum*, ou seulement d'un jour à l'autre, de manière que le plaignant ait toute la journée du lendemain pour faire son désistement.

Quel est le véritable sens de cette disposition du Code?

XII. Ce qui rend la question difficile, c'est que l'art. 31 auquel renvoie l'art. 65 pour les formalités à observer dans la rédaction des plaintes, ne porte pas qu'elles seront datées, et encore moins que l'heure à laquelle elles seront faites y sera désignée.

Que la formalité de la date soit sous-entendue, cela se conçoit, puisque, de droit commun, tous les actes de procédure et d'instruction doivent être datés.

Mais il n'est pas de droit commun que de pareils actes indiquent l'heure à laquelle ils sont faits, ni même qu'ils mentionnent s'ils l'ont été avant ou après-midi; et dès lors on peut dire que s'il avait été dans l'intention du Législateur que les vingt-quatre heures accordées pour le désistement de la plainte, fussent se calculer de *momento ad momentum*, il ne lui serait pas échappé d'ordonner que l'heure à laquelle la plainte aurait été reçue y serait rappelée.

Le plaignant a donc toute la journée du lendemain pour se désister, lorsque la plainte ne fait pas mention de l'heure à laquelle elle a été faite, ni si elle l'a été avant ou après-midi.

XIII. Mais on ne pourrait aller plus loin sans violer ouvertement l'art. 66, qui veut que le désistement soit fait dans les vingt-quatre heures.

Si l'heure se trouvait consignée dans la plainte, ce serait à compter de l'heure indiquée que le délai devrait commencer à courir; et ce serait de même de l'avant

ou de l'après-midi qu'il devrait commencer, si la plainte portait qu'elle aurait été reçue avant ou après-midi.

C'est ce qui fut jugé par la Cour de cassation, le 5 janvier 1809, dans une espèce absolument analogue.

Un procès-verbal de Garde forestier avait été affirmé le lendemain du jour de sa rédaction; mais il ne l'avait pas été dans les vingt-quatre heures, à compter de celle qui se trouvait rappelée dans cet acte.

Il fut annulé par ce motif, quoique les lois forestières n'aient pas exigé des Gardes, qu'ils indiquent dans leurs procès-verbaux l'heure à laquelle ils les ont rédigés.

XIV. Lorsque la loi accorde un jour de délai, ce délai n'expire qu'avec le jour du lendemain: c'est ce qui fut jugé les 4 décembre 1806, et 26 mars 1808, en matière de Droits-Réunis; et ce qui avait été jugé le 15 frimaire an xiv, en matière forestière.

La Cour de cassation décida, par ce dernier arrêt, que le lendemain tout entier du jour de la reconnaissance du délit, était utile pour la rédaction du procès-verbal.

Elle avait jugé, par les premiers, que lorsque la loi sur l'établissement des Droits-Réunis, avait ordonné la notification des procès-verbaux *dans le jour*, les employés pouvaient encore faire cette notification le lendemain, attendu que sans cela ils n'auraient pas le jour entier pour la faire, mais seulement le reste du jour: ce qui rendrait souvent impossible l'exécution de la formalité.

XV. Un Tribunal de police avait ordonné que l'emprisonnement d'un jour qu'il prononçait contre le prévenu, ne durerait que douze heures, attendu que le jour ordinaire ne se composait que de ce nombre d'heures, et que l'art. 606 du Code de brumaire an iv, n'avait parlé que du jour et non de la nuit.

Mais le jugement qui l'avait ainsi jugé, fut annulé par arrêt du 28 novembre 1803, par le motif que lorsque la loi parle d'un *jour*, c'est d'un *jour civil* composé de vingt-quatre heures, puisqu'elle en parle sans restriction.

L'art. 465 du Code pénal vient de décider la question dans le même sens, en déclarant que les jours d'emprisonnement sont des jours complets de vingt-quatre heures.

XVI. L'art. 1033 du Code de procédure civile, porte que le jour de la citation et celui de l'échéance ne sont pas compris dans les délais, lorsque la signification doit être faite à *personne ou domicile*; mais il n'est pas applicable au cas particulier: c'est aux termes rigoureux de la loi qu'il faut s'attacher.

Lorsque le Code d'instruction criminelle a voulu que le délai fixé ne fût pas de rigueur, il s'en est expliqué.

Lorsqu'il ne l'a pas dit, c'est qu'il ne l'a pas voulu.

XVII. Si le jour utile pour faire son désistement se trouve un jour férié, le plaignant aura-t-il la journée du lendemain pour le notifier ?

En matière civile, le jour férié n'est pas compté, lorsque le délai n'est que d'un jour. (*Arrêt du 3 ventôse an x.*)

Aussi l'art. 162 du Code de Commerce porte-t-il que, si le jour indiqué pour le paiement tombe un jour férié légal, le protêt en sera fait le lendemain.

Les jours de fêtes sont les dimanches et fêtes conservées; savoir : Noël, l'Ascension, l'Assomption et la Toussaint, suivant l'arrêté du 29 germinal an x; et le premier jour de l'année, d'après l'avis du Conseil-d'Etat, approuvé de l'Empereur le 13 mars 1810.

XVIII. Mais cette législation appartient toute entière aux matières civiles.

La loi du 27 thermidor an vi ne l'a pas étendue aux matières criminelles.

Elle autorise même, de la manière la plus expresse, la rédaction et la notification de tous les actes de procédure et d'instruction en matière criminelle, les jours fériés, à raison de l'urgence, et parce que le moindre retard, en cette matière, pourrait compromettre la tranquillité publique.

XIX. Le Concordat n'a apporté d'autres changemens aux dispositions de cette loi, que de substituer les dimanches aux décades, et les fêtes conservées aux fêtes nationales; c'est donc toujours la loi du 27 thermidor an vi qui doit être consultée.

Voici comment la Cour de cassation en a fait l'application dans les différens cas qui se sont présentés.

XX. Le Procureur-Général d'une Cour de Justice criminelle avait notifié un jour férié, son appel d'un jugement rendu en police correctionnelle, quoique ce ne fût pas le dernier jour de l'expiration du délai, de manière qu'il n'y avait pas nécessité de faire la notification ce jour-là.

On se prévalait de cette circonstance pour soutenir l'appel non recevable, et l'on opposait de plus que la loi du 27 thermidor an vi, n'ayant parlé que des affaires criminelles, c'était étendre ses dispositions, que de vouloir en faire l'application aux matières correctionnelles.

Mais on répondait, 1.^o que si la notification de l'appel ne pouvait être faite les jours fériés, il en résultait que le Procureur-Général, au lieu d'avoir un mois pour la faire, n'aurait plus réellement que vingt-cinq ou vingt-six jours, puisque, dans chaque mois, il se trouvait au moins quatre jours fériés.

2.^o Que la loi du 27 thermidor an vi avait parlé des affaires criminelles en général, et non restrictivement des affaires du grand criminel.

Que dans les matières criminelles, se trouvaient éminemment comprises les matières correctionnelles qui supposaient nécessairement l'existence de véritables délits.

La Cour de cassation adoptant ces motifs, rejeta la fin de non-recevoir proposée.
(*Arrêt du 27 août 1807.*)

XXI. Ce fut d'après les mêmes principes que, par arrêt du 12 janvier 1808, un recours formé seulement le cinquième jour, par le condamné, fut déclaré non-recevable, quoique, dans le nombre des jours intermédiaires, il s'en fût trouvé un férié.

XXII. Mais si le jour férié se trouvait être celui de l'expiration du délai, le recours du condamné devrait être déclaré recevable.

Il y eut un arrêt le 12 novembre 1808 qui le jugea ainsi, et cet arrêt n'a rien de contradictoire avec celui du 12 janvier précédent : car il n'a pas été dans l'intention du Législateur d'abréger le délai du recours, et il pourrait l'être pour le condamné, si le jour férié, se trouvant le dernier du délai, devait compter.

Le condamné n'a pas, en effet, de moyens pour contraindre le Greffier à rester à son greffe les jours fériés, et il ne tiendrait qu'à ce Fonctionnaire de rendre le recours du condamné non-recevable, en n'y restant pas.

XXIII. Vainement dirait-on que le condamné peut faire constater, par acte extrajudiciaire, que le greffe est fermé, et que s'il ne le fait pas, c'est à lui seul qu'il peut imputer la fin de non-recevoir qui lui est opposée.

Le condamné fait bien sans doute, lorsque la chose lui est possible, de prendre cette précaution ; souvent même il la prend ; mais presque toujours le condamné est hors d'état de faire les frais d'un pareil acte ;

Souvent aussi, retenu dans les fers, il n'en aurait pas même la possibilité.

XXIV. La même faveur ne peut être accordée à l'Officier du ministère public qui a l'entrée du greffe, toutes les fois qu'il le désire et qui ne peut dès-lors imputer qu'à sa négligence l'expiration du délai.

XXV. Le plaignant qui ne ferait pas son désistement dans les vingt-quatre heures, sous prétexte que le jour qu'il devrait le faire serait un jour férié, ne devrait pas plus être écouté que l'Officier du Ministère public.

Il jouit de toute l'étendue de ses facultés.

Rien ne l'empêche de notifier son acte de désistement.

La loi du 26 thermidor an vi l'y autorise.

Lorsqu'il ne le fait pas, il ne peut s'en prendre qu'à lui s'il est déclaré non-recevable.

XXVI. Les art. 66 et 67 du Code d'instruction criminelle, qui autorisent le désistement de la partie plaignante, ne disent pas dans quelle forme il doit être fait ; et on ne peut consulter sur ce point, ce qui se pratique en matière civile, pour y chercher la règle de sa conduite.

Cependant les art. 402 et 403 du Code de procédure civile, établissent un point de législation commun à tous les désistemens, en quelque matière que ce soit.

Il en résulte que le désistement emporte de droit l'engagement de payer les frais, ce qui l'aît cesser toute controverse sur la suffisance ou l'insuffisance des désistemens sous ce rapport.

Ainsi, l'engagement de payer les frais, résultant d'une manière absolue du simple désistement, il faut en conclure qu'il n'est pas rigoureusement nécessaire que le plaignant en fasse l'offre dans son acte de désistement, pour le rendre régulier.

XXVII. Mais en est-il de même des dommages-intérêts, dont le plaignant reste responsable envers le prévenu, malgré son désistement ?

La partie plaignante qui se désiste n'a rien à offrir à cet égard, puisque ce n'est qu'éventuellement qu'elle peut en être tenue.

Il suffit donc pour la validité du désistement, qu'il soit pur et simple, sans restriction, sans condition ni réserve; s'il était *conditionnel*, on ne devrait y avoir aucun égard.

XXVIII. Quant à sa forme extérieure, il peut être fait par acte signé du plaignant ou du porteur de sa procuration spéciale.

Dans ce dernier cas, la procuration doit être jointe à l'acte de désistement; cet acte devant avoir la même authenticité que la plainte.

Si le prévenu a été dénommé dans la plainte, ou qu'il ait été mis en état de mandat, l'acte de désistement doit être signifié à sa personne ou à son *dernier domicile connu*.

Si la prévention ne pèse encore sur aucun individu, il suffit que le désistement soit fait au greffe du Juge d'instruction : car, quoique l'art. 66 se soit servi du mot *signifié* (1), il ne l'a fait évidemment que pour en assurer la connaissance légale; et elle s'acquiert aussi bien, par une déclaration dont il reste minute au greffe du Juge chargé de l'instruction, qu'elle pourrait l'être par une signification faite à sa personne.

Mais si le désistement était fait entre les mains de l'Officier de police qui aurait reçu la plainte, et que cet Officier de police ne fût ni le Procureur-Impérial, ni le Juge d'instruction, il devrait nécessairement être notifié au greffe du Juge chargé de l'instruction, ou à la personne du Procureur-Impérial.

XXIX. Le désistement de la *plainte*, signifié dans le délai fixé, libère-t-il le plaignant des frais faits *avant* son désistement ?

En lisant superficiellement l'art 66, on serait porté à répondre que non : car, il

(1) Le Code s'est indifféremment servi des mots *signifier, notifier, donner copie, communiquer*; il les a tous employés dans le même sens.

semble parler des plaignans dans un sens générique, et non restrictivement du cas où le plaignant s'est rendu partie civile.

Mais en y réfléchissant davantage, on voit que ce n'est pas la véritable manière de l'entendre.

Le plaignant ne joue le rôle que d'un simple *dénonciateur*, tant qu'il ne s'est pas constitué partie civile au procès.

Si la loi lui donne une autre qualification, c'est pour annoncer qu'il a fait la dénonciation dans son intérêt, et non pour remplir un simple devoir civique ;

C'est pour lui réserver le droit d'intervenir, de solliciter la réparation de l'offense qu'il a reçue, lorsque la même faculté n'est pas réservée au dénonciateur dont les intérêts n'ont point été lésés.

Dans aucun cas, le dénonciateur ne peut être tenu des frais faits par suite de sa dénonciation.

Il peut bien devenir responsable des dommages-intérêts envers le prévenu acquitté ; mais le plaignant court le même risque lors même qu'il ne s'est pas rendu partie civile.

Si le plaignant qui ne s'est pas rendu partie civile, pouvait encore courir celui de payer les frais de l'instruction, il en résulterait que le dénonciateur serait plus favorisé que le plaignant : ce qui ne l'est avoir été dans l'intention du législateur.

Aussi, dans l'ancien ordre de choses, quoique le plaignant fût réputé partie civile par le fait seul de sa plainte, la Cour de cassation jugeait que lorsqu'il n'avait fait aucun acte d'où l'on pût induire qu'il eût agi comme partie civile, il devait être considéré comme simple dénonciateur, et qu'il ne pouvait être condamné aux frais. (*Arrêt du 3 juin 1808*)

XXX. L'art. 66 du Code d'instruction criminelle ne renferme pas une disposition contraire assez précise pour changer cette jurisprudence, qui est fondée d'ailleurs sur la plus exacte justice.

Ainsi, le plaignant qui ne s'est pas rendu partie civile, peut bien être déclaré responsable des dommages-intérêts envers le prévenu acquitté, comme le serait le simple dénonciateur ; mais il ne peut être tenu à rien de plus.

Si le plaignant s'est rendu *partie civile*, il est responsable au contraire de tous les frais de l'instruction, lorsqu'il ne s'est pas désisté dans les vingt-quatre heures.

XXXI. Mais il se serait désisté dans les vingt-quatre heures, qu'il n'en serait pas moins tenu des frais faits jusqu'à son désistement, ce qui a besoin d'explication.

L'art. 66 n'affranchit le plaignant qui se désiste de sa qualité de partie civile, que du paiement des frais faits *depuis* que son désistement a été signifié ; ce qui paraît supposer que tous ceux faits *antérieurement* doivent rester à sa charge.

On ne peut dire cependant qu'il y ait aucun motif de lui faire supporter ceux faits *antérieurement* à sa déclaration qu'il entend se rendre partie civile ; à moins

d'user d'une fiction qui ferait remonter sa déclaration au jour du premier acte de l'instruction.

Mais le Législateur l'a-t-il voulu ainsi ?

On ne peut chercher la solution de cette question dans aucune autorité étrangère, puisque dans cette disposition, le Code est absolument introductif d'un droit nouveau.

Et comme sa disposition est précise, quoiqu'elle établisse un droit rigoureux, nous estimons qu'il faut s'en tenir à sa lettre; qu'en conséquence, la partie plaignante qui se désiste de sa qualité de partie civile, lors même qu'elle aurait fait son désistement dans les vingt-quatre heures, n'en serait pas moins tenue de supporter, sans réserve, tous les frais faits jusqu'au jour de son désistement, sauf son recours contre l'accusé, s'il vient à être condamné : car ce n'est que comme *civilement* responsable, que le plaignant qui s'est déclaré partie civile, est tenu d'en faire les avances.

XXXII. Le plaignant qui déclare vouloir se rendre partie civile en matière correctionnelle, est tenu de consigner entre les mains du Receveur de l'enregistrement du lieu, les sommes présumées nécessaires pour l'instruction de la procédure. (*Art. 160 du décret du 18 juin 1811.*)

S'il se rend partie civile en matière criminelle, il n'est tenu à aucune consignation; mais lorsque l'affaire est jugée, l'exécutoire des frais peut être décerné contre lui, et il peut même être poursuivi, pour le paiement, par la voie de la contrainte par corps. (*Art. 174, ibid.*)

XXXIII. Le plaignant qui, s'étant rendu partie civile, se serait désisté, serait-il recevable à intervenir dans le cours du procès et à reprendre cette qualité ?

Les Criminalistes étaient d'accord, sous l'empire de l'ordonnance de 1670, que le plaignant qui s'était désisté, était non recevable dans son intervention, et ils fondaient leur opinion sur les dispositions des lois. *L. Accusa. Cod. qui accusare non possunt; L. postquam, Cod. de pactis.*

M. Merlin, dans son nouveau Répertoire de Jurisprudence, professe la même doctrine, et c'est également notre opinion.

Nous pensons même que le désistement fait par le plaignant, n'a pas besoin d'acceptation pour produire son effet, dès que le Code d'instruction criminelle ne l'exige pas.

Ainsi le désistement n'aurait pas été accepté, que le plaignant qui se serait départi de sa qualité de partie civile, n'en serait pas moins non-recevable dans l'exercice d'une nouvelle action.

XXXIV. Le désistement rendrait même non-recevable la partie qui l'aurait fait, à renouveler son action au civil. Il lui a été libre de choisir; mais son choix fait, elle a dû s'y tenir.

XXXV. Si, malgré le désistement, le Ministère public ni l'accusé ne s'étaient opposés à ce que le plaignant parût comme partie civile aux débats, seraient-ils fondés à se faire un moyen de cassation contre l'arrêt qui lui aurait adjugé des dommages-intérêts, ou qui aurait ordonné quelques restitutions en sa faveur ?

Nous ne croyons pas qu'ils y fussent recevables ni fondés, *volenti non fit injuria* ; il n'y a aucun article dans le Code qui déclare qu'il y a nullité dans ce cas ; c'est une simple fin de non-recevoir qui est toute dans l'intérêt des parties, et qui ne peut conséquemment fonder un moyen de cassation, parce qu'elles y ont tacitement renoncé, en ne l'opposant pas, lorsqu'elles étaient à même de le faire.

ARTICLE LXVII.

Les plaignans pourront se porter partie civile en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats ; mais en aucun cas leur désistement après le jugement ne peut être valable , quoiqu'il ait été donné dans les vingt-quatre heures de leur déclaration , qu'ils se portent partie civile.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons dit que le droit d'intervenir comme partie civile dans un procès criminel, n'appartient qu'à la partie plaignante, parce qu'il n'y a qu'elle qui puisse avoir un intérêt personnel à la condamnation du prévenu.

Le dénonciateur n'agit pas, en effet, dans son intérêt ; aussi peut-il être appelé en témoignage aux débats, lorsqu'il ne se trouve pas dans l'exception portée en l'art. 323.

Dans aucun cas, au contraire, le plaignant ne peut être ouï que par forme de renseignements.

II. Nous avons dit également que lorsque le plaignant se rend partie civile par un acte subséquent à la plainte, et pendant le cours de l'instruction, il doit notifier cet acte au prévenu et à l'Officier du Ministère public.

Mais si le plaignant n'intervient qu'aux débats, il lui suffit de demander acte de son intervention et des conclusions qu'il prend en dommages-intérêts : car, aux débats, tout devient oral.

III. Pour exiger une requête d'intervention, on ne pourrait se fonder sur les dispositions des art. 339 et 340 du Code de Procédure civile, qui ne peuvent avoir aucune application aux matières criminelles.

Il serait possible d'ailleurs que ce ne fût qu'aux débats que les preuves s'accumulassent contre l'accusé, de manière à rendre sa condamnation présumable ; et si l'on exigeait du plaignant qu'il intervînt par requête, ce serait lui interdire d'un

côté ce qui lui serait accordé de l'autre ; puisque , pendant qu'il s'occuperait de la rédaction de sa requête , les débats pourraient se clore..

Aussi , lorsque l'art. 67 autorise le plaignant à se rendre partie civile jusqu'à la clôture des débats , ne lui impose-t-il pas l'obligation de le faire par écrit.

IV. La faculté accordée par l'art. 67 au plaignant de se rendre partie civile en tout état de cause , est tirée des dispositions de l'ordonnance de 1670 qui ne se trouvaient plus , à la vérité , dans le Code de brumaire an 4 , mais que la jurisprudence avait maintenues.

V. Si le plaignant est autorisé à intervenir comme partie civile jusqu'à la clôture des débats , cette faculté lui est interdite aussitôt qu'ils ont été déclarés clos. Il était nécessaire que le Législateur s'en expliquât d'une manière aussi précise.

La Jurisprudence en effet avait varié sur cette question : car , si le 9 thermidor an 8 , la Cour de cassation avait jugé que l'individu qui se prétend lésé par le crime imputé à l'accusé , ne peut intervenir après la déclaration du Jury et conclure contre lui à des dommages-intérêts , elle avait depuis jugé , le 30 janvier 1808 , qu'un témoin ouï aux débats avait pu intervenir après le jugement et se faire adjuger des dommages-intérêts.

Il y avait bien , à la vérité , dans l'affaire des circonstances particulières.

L'arrêt d'ailleurs n'avait passé que *multis contradicentibus*.

Mais il n'en avait pas moins été rendu ; ce qui pouvait jeter les Cours de Justice Criminelle dans un grand embarras.

VI. En décidant que le plaignant ne peut se rendre partie civile , après la clôture des débats , le Code a fait une chose aussi juste qu'elle est morale et raisonnable.

Il n'est pas naturel , en effet , que le témoin qui vient d'assurer par sa déclaration la condamnation de l'accusé , puisse venir se prévaloir de cette condamnation , pour former contre lui une demande en dommages-intérêts.

VII. Si le plaignant est non-recevable à se rendre partie civile après la clôture des débats , il ne l'est pas à se désister de sa qualité de partie civile , lorsqu'il le fait dans les vingt-quatre heures , et avant le jugement ; c'est - à - dire , depuis même la clôture des débats.

Mais lorsque le plaignant a laissé rendre le jugement sans s'être désisté , il n'est plus recevable à le faire , lors même que les vingt-quatre heures ne seraient pas encore expirées.

VIII. Le désistement , au surplus , que fait la partie plaignante , ne peut lui être d'un grand avantage , lorsqu'elle ne le fait qu'aux débats , puisqu'en prenant la qualité de partie civile , elle s'est implicitement soumise au remboursement des frais de poursuites , et que son désistement ne le libère que de ceux faits depuis.

Le désistement n'affranchit pas non plus le plaignant des dommages-intérêts envers l'accusé, lorsqu'il y a lieu de lui en adjuger.

L'art. 66 en renferme une disposition expresse.

IX. Il est, dès-lors, prudent, ainsi que nous l'avons déjà observé, de ne se rendre partie civile qu'avec grande connaissance de cause, et lorsqu'il y a presque évidence que l'accusé ne peut échapper à sa condamnation.

Le plaignant doit s'assurer de plus, que les biens de l'accusé sont suffisants pour répondre des frais d'instruction et de poursuites dont il lui faudra faire l'avance en sa qualité de partie civile.

X. Si le plaignant borne ses prétentions à se faire remettre les choses qui peuvent lui avoir été enlevées, il n'a pas besoin de se rendre partie civile; il lui suffit de se présenter après le jugement, et d'en demander la remise; elle ne lui sera pas refusée, s'il résulte de l'instruction et du jugement, que les choses qu'il réclame lui ont réellement appartenu.

XI. Quoique la déclaration du Jury prépare la décision de la Cour, cependant, ce n'est qu'au moment où le jugement même est rendu, que le plaignant est non-recevable à se désister.

Vainement dirait-on que si le Juge fait l'application de la loi, c'est au Jury seul qu'il appartient de prononcer sur le fait; de sorte que sa déclaration est un véritable jugement.

Cela pouvait être vrai sous l'empire du Code de brumaire an iv, qui ne permettait pas aux Cours de rien changer à la déclaration du Jury; mais il n'en est plus de même aujourd'hui, que par ses articles 251 et 252 le Code d'instruction criminelle a soumis la déclaration du Jury à une espèce de révision.

L'art. 251 veut, en effet, que les membres de la Cour d'Assises réunissent leurs voix individuelles à celles du Jury, pour compléter la déclaration, lorsque le Jury n'a prononcé la condamnation de l'accusé, sur le fait principal, qu'à la simple majorité; et l'art. 252, que la Cour d'Assises puisse renvoyer l'affaire à un nouvel examen, lors même que la condamnation de l'accusé aurait été prononcée à l'unanimité.

XII. Mais celui qui n'a pas rendu plainte, peut-il intervenir dans le cours de l'instruction et aux débats?

Jousse, dans son Commentaire sur l'ordonnance de 1670, dit que toute partie civile est plaignante : c'était aussi le système du Code de brumaire an iv; le Code d'instruction criminelle ne renferme pas de dispositions contraires.

Si le plaignant ne devient partie civile que lorsqu'il l'a formellement déclaré, ou qu'il a pris des conclusions en dommages-intérêts contre l'accusé.

Si, dans notre législation actuelle, il ne peut être réputé partie civile par le seul

fait de sa plainte, la qualité de partie civile qu'il prend, lui imprime nécessairement celle de plaignant.

Il suffit, dès-lors, à un individu qui se prétend lésé, de déclarer qu'il se rend partie civile, ou de faire un acte qui doive le faire réputer tel, pour rentrer dans l'application des art. 66 et 67, qui autorisent le plaignant à se rendre partie civile.

XIII. Il semblerait, d'après les termes dont le Législateur s'est servi dans l'art. 67, que le plaignant ne pourrait jamais être déclaré non-recevable à prendre la qualité de partie civile, lorsqu'il se présente en cette qualité avant le jugement.

Mais ce serait aller trop loin, que de tirer une pareille conséquence des dispositions de l'article cité, et d'en induire que le Législateur a entendu révoquer les exceptions résultantes d'autres lois qui s'opposent à son application.

XIV. Pourrait-on dire, en effet, que le plaignant qui aurait transigé en connaissance de cause avec l'accusé, sur ses dommages-intérêts, fût recevable à prendre la qualité de partie civile, et à venir de nouveau former une demande en réparation du dommage causé?

Croirait-on que celui qui aurait introduit son action au *civil* contre l'accusé, soit avant, soit depuis les poursuites d'office devant les Tribunaux criminels, fût recevable à venir demander à ces Tribunaux de prononcer sur ses dommages-intérêts?

Lors donc que l'art. 67 a déclaré que les plaignans pouvaient se rendre parties civiles en tout état de cause, il ne l'a fait qu'autant qu'ils ne s'y seraient pas rendus non-recevables.

Le Législateur ne s'est occupé que du principe qui doit être appliqué d'après les règles établies par la raison et par la justice.

XV. Ainsi, l'on ne pourra tirer aucune fin de non-recevoir contre la personne qui se prétendra offensée, de ce qu'elle n'aura pas rendu sa plainte avant que l'instruction fût commencée ;

De ce qu'elle ne l'aura pas rendue avant la mise en accusation du prévenu ;

De ce qu'elle aura laissé instruire toute la procédure jusqu'aux débats, et même commencer les débats.

L'art. 67 a couvert toutes ces fins de non-recevoir, en autorisant le plaignant à se rendre partie civile en tout état de cause.

XVI. Mais s'il a porté témoignage aux débats ;

S'il y a fait sa déclaration sous la religion du serment ;

S'il a préparé ainsi la détermination du Jury, trouvera-t-il, dans l'art. 67, l'autorisation de venir profiter d'une condamnation qui aura été le résultat de son témoignage ?

Il faudrait que cette autorisation fût écrite d'une manière bien expresse dans la loi, pour qu'on pût soutenir l'affirmative de cette proposition.

XVII. On pourra bien dire, pour soutenir l'opinion contraire, que l'intervention de l'individu qui se rend partie civile, après avoir fait, comme témoin, sa déclaration assermentée aux débats, et après avoir ainsi préparé l'opinion des Jurés contre l'accusé, suffit pour détruire toute l'illusion que sa déclaration aurait pu faire naître dans leur esprit.

Mais croit-on donc qu'il soit si indifférent de donner au Jury une prévention défavorable contre l'accusé ?

Si le plaignant a eu un motif pour n'intervenir qu'après avoir fait sa déclaration comme témoin devant le Jury, pour n'intervenir qu'après avoir influencé son opinion, le même motif en fournit nécessairement un, non-seulement pour faire rejeter son intervention, mais même pour diminuer la foi que l'on aurait pu ajouter à son témoignage.

C'est une surprise qu'il a voulu faire à la Justice, et qui ne doit pas lui profiter.

XVIII. Nous n'en dirions pas de même de la personne qui demanderait à être reçue partie civile aux débats, si elle n'avait fait que déposer dans l'instruction, et si, avant de faire sa déclaration comme témoin appelé aux débats, elle avait annoncé la qualité qu'elle entendait prendre : car l'instruction n'est pas lue aux débats, et ce n'est qu'aux débats qu'il peut y avoir des reproches valables à proposer contre les témoins.

Tout ce qui se fait jusque-là ne sert que de renseignements.

ARTICLE LXVIII.

Toute partie civile qui ne demeurera pas dans l'arrondissement communal où se fait l'instruction, sera tenue d'y élire domicile, par acte passé au greffe du Tribunal.

A défaut d'élection de domicile par la partie civile, elle ne pourra opposer le défaut de signification contre les actes qui auraient dû lui être signifiés aux termes de la loi.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est tout entier dans l'intérêt de la partie civile :

Il lui importe d'avoir connaissance de tous les actes d'instruction et de procédure que la loi veut lui être signifiés ; et lorsqu'elle ne réside pas dans l'arrondissement communal du lieu où se fait l'instruction ; lorsqu'elle n'y a pas élu domicile, le Ministère public ni l'accusé ne sont tenus de lui en faire notifier aucun.

Son intervention ne peut arrêter la marche rapide de la procédure ; ce qui arriverait s'il fallait que les notifications lui fussent faites à un domicile éloigné.

II. L'élection de domicile doit être faite au greffe du Tribunal de première ins-

tance, par acte reçu du Greffier et signé de la partie, ou par un exploit d'Huissier signifié au greffe.

III. Si la partie civile n'a pas eu cette attention, elle ne serait pas recevable à se plaindre du silence qui aurait été gardé à son égard.

La procédure n'en serait pas moins aussi régulière que si les notifications lui avaient été faites.

ARTICLE L X I X.

Dans le cas où le Juge d'instruction ne serait ni celui du lieu du crime ou délit, ni celui de la résidence du prévenu, ni celui du lieu où il pourra être trouvé, il renverra la plainte devant le Juge d'instruction qui pourrait en connaître.

OBSERVATIONS.

I. Si l'incompétence est matérielle, le Juge d'instruction doit faire d'office le renvoi de l'affaire, sans qu'il soit besoin qu'il en fasse un rapport à la Chambre du Conseil.

Ce n'est pas de cette espèce d'incompétence que parlent les articles 129 et 130 ; mais simplement de celle relative à la nature du crime ou du délit, qu'elle est chargée d'apprécier.

II. Mais l'art. 61 voulant que le Juge d'instruction ne puisse faire aucun acte de procédure ou d'instruction sans communication des pièces au Procureur-Impérial ; peut-il prononcer le renvoi de l'affaire, au desir de l'art. 69, sans en avoir ordonné la communication préalable ?

Cette formalité n'est pas de rigueur.

Une pareille ordonnance n'est ni un acte de procédure, ni un acte d'instruction.

L'envoi fait des pièces au Juge d'instruction par le Procureur-Impérial, est d'ailleurs une véritable réquisition d'informer du fait porté dans la plainte.

Mais ce qui trancherait la question, si elle présentait un doute sérieux, ce serait la disposition de l'art. 70, qui n'exige la communication au Procureur-Impérial, que quand le Juge d'instruction est compétent.

III. Cependant, si le Juge d'instruction avait été directement saisi, comme dans l'espèce de l'art. 63, il paraîtrait assez convenable qu'il commençât par ordonner la communication des pièces au Procureur-Impérial, afin de ne prononcer qu'avec connaissance de cause : car une erreur de sa part sur la compétence, peut être très-préjudiciable au maintien de l'ordre public et aux parties intéressées.

Elle peut donner lieu à beaucoup de longueurs et à des frais inutiles qui restent presque toujours à la charge du Trésor public.

ARTICLE LXX.

Le Juge d'instruction compétent pour connaître de la plainte, en ordonnera la communication au Procureur-Impérial, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra.

OBSERVATIONS.

I. Nous venons de voir que lorsqu'il y a incompétence notoire dans le Juge d'instruction saisi, il peut rendre *de plano*, et sans communication préalable des pièces au Procureur-Impérial, une ordonnance de renvoi au Juge d'instruction compétent.

L'art. 70 n'ordonne cette communication, que dans le cas où le Juge d'instruction saisi est *compétent*.

II. Mais lorsque le Juge d'instruction est compétent, sous le rapport soit de la localité, soit de la résidence du prévenu, soit du lieu où il a été trouvé, il ne doit se livrer à aucun autre examen, avant d'avoir donné communication de la plainte au Procureur-Impérial, si ce n'est point par son intermédiaire qu'elle lui soit parvenue avec son réquisitoire.

C'est dans ce sens restrictif qu'il faut entendre l'art. 70 : car, si la plainte avait été adressée au Juge d'instruction par le Procureur-Impérial avec son réquisitoire tendant à ce qu'il fût informé, une nouvelle communication deviendrait inutile, tant que les choses demeureraient au même état.

Mais si le Procureur-Impérial s'était borné à la simple transmission des pièces, *sans réquisitoire*, il y aurait lieu, de la part du Juge d'instruction, d'en ordonner la communication, afin que cet oubli fût réparé; cependant, il pourrait encore s'en dispenser, la transmission des pièces tenant lieu de réquisitions.

III. Quelles que soient les réquisitions du Procureur-Impérial, le Juge d'instruction n'est pas tenu d'y déférer.

Malgré le discord qui peut s'établir à cet égard entre eux, l'instruction n'en doit pas moins être continuée, sauf à la Chambre du Conseil à ordonner ce qu'il appartiendra sur le rapport du Juge d'instruction, fait en exécution de l'art. 127, après avoir entendu le Procureur-Impérial dans ses réquisitions.

IV. Sous l'empire de la loi du 7 pluviôse an ix, le discord, en pareil cas, devait être porté devant le Tribunal de première instance, puis à la Cour de Justice criminelle, et même en cassation, lorsqu'il y avait recours contre l'arrêt.

Lorsque le Directeur du Jury et le Magistrat de sûreté étaient d'accord, il n'y avait, au contraire, aucun référé à faire : tout était consommé.

Le Code d'instruction criminelle a abrogé, en ce point, les dispositions de la loi du mois de pluviôse an vii;

Il exige que, dans tous les cas, il soit fait un rapport de l'état de la procédure, à la Chambre du Conseil chargée de régulariser l'instruction, et dont la délibération ne peut être gênée en aucune manière par les réquisitions du Procureur-Impérial, ni par l'opinion du Juge d'instruction.

§. III.

DE L'AUDITION DES TÉMOINS.

Tout ce que nous allons dire sous ce Paragraphe, n'a aucun rapport avec la forme dans laquelle il doit être procédé à l'audition en témoignage des Princes du Sang Impérial, des Grands-Dignitaires et autres Fonctionnaires publics dont il est parlé dans l'art. 510 et les suivans.

ARTICLE LXXI.

Le Juge d'instruction fera citer devant lui les personnes qui auront été indiquées par la dénonciation, par la plainte, par le Procureur-Impérial ou autrement, comme ayant connaissance soit du crime ou délit, soit de ses circonstances.

OBSERVATIONS.

I. Ces mots de l'article, *fera citer devant lui*, ne signifient pas que les témoins doivent être cités à la requête du Juge d'instruction; mais seulement qu'ils doivent l'être d'après ses ordres.

La citation des témoins, comme l'exécution des jugemens et ordonnances de Justice, sont exclusivement dans les attributions du Procureur-Impérial. (Art. 28 et 72.)

II. Il ne faut pas conclure non plus de la généralité des termes de cet article, que les témoins, de quelque qualité qu'ils soient, doivent être cités devant le Juge d'instruction; l'art. 510 et les suivans apportent une première exception à cette règle.

Nous examinerons sur l'art. 92, si l'on n'en trouve pas une seconde relativement aux témoins militaires, dans la loi du 18 prairial an II.

III. Mais résulte-t-il de ces termes de l'art. 71, *les personnes qui lui auront été indiquées par la dénonciation, par la plainte, par le Procureur-Impérial ou autrement*, que le Juge d'instruction doit nécessairement faire citer tous les témoins qui lui sont indiqués?

Si les témoins ont été indiqués comme ayant connaissance du crime ou de quelques circonstances qui peuvent s'y rattacher, le Juge d'instruction manquerait à ses devoirs, s'il négligeait de les faire appeler : car il ne doit rien omettre de tout ce qui peut contribuer à jeter la lumière sur l'affaire qu'il est chargé d'instruire.

IV. Mais, quoique les informations doivent être faites à charge et à décharge, il ne s'ensuit pas que le Juge d'instruction doive appeler devant lui toutes les personnes qui lui sont indiquées par le prévenu.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, les témoins ne pouvaient être indiqués que par le Procureur du roi, et par la partie civile. (*Tit. 6, Art. premier.*)

Sous le Code de brumaire an iv, ce n'était qu'aux débats que le prévenu était autorisé à amener des témoins.

Cependant, sous l'empire de ces deux lois, les procédures devaient s'instruire à charge et à décharge, comme sous la nouvelle législation ; mais la seule manière d'appliquer ce principe dans le sens qui lui convient, c'est d'exiger que les procès-verbaux soient rédigés avec soin ;

Que les dépositions des témoins le soient de manière à ce qu'aucun fait n'y soit altéré ;

Que l'accusé puisse y trouver sa justification, comme il doit y trouver la conviction de son crime.

V. Aucun article de l'ordonnance de 1670, ni du Code de brumaire an iv, ne portait, comme le fait l'art. 71 du Code d'instruction criminelle, que le Juge d'instruction ferait citer les personnes indiquées par la dénonciation, par la plainte, par le Procureur-Imperial ou autrement.

Mais l'article cité de l'ordonnance de 1670 recevait ainsi son application.

Quoique cet article ne parlât que de l'audition des témoins indiqués par le Procureur du Roi et par la partie civile, les commentateurs demeuraient d'accord, que le Juge d'instruction n'en était pas moins autorisé à faire appeler devant lui ceux que la partie publique et la partie civile avaient négligé de faire citer.

C'est ainsi, et sans qu'on puisse donner un sens plus étendu ni plus restreint à l'art. 71 du Code d'instruction criminelle, que sa disposition doit être exécutée.

VI. Le Législateur a voulu qu'il y eût une instruction prompte, et non des enquêtes respectives ; mais il n'a fait aucune défense au Juge d'instruction de chercher ailleurs que dans les témoignages offerts, les renseignemens qu'il pourrait se procurer.

Le Juge d'instruction qui se trouve requis par le prévenu, de faire citer telle ou telle personne en témoignage, doit l'interroger sur la nature des circonstances qu'il présume que les personnes indiquées pourraient attester, et ne citer que celles

qu'il juge devoir donner des renseignemens utiles; ce choix est abandonné par la loi à sa conscience et à son impartiale justice.

Le Juge d'instruction doit ménager les frais et éviter les longueurs, sans cependant rien négliger de ce qui peut être utile à la constatation du délit et servir à la défense du prévenu.

VII. On sera convaincu que telle est l'explication naturelle de l'art. 71, lorsqu'on se reportera aux dispositions de l'art. 2 de la loi du 5 pluviôse an XIII, qui ne permet au Procureur-Général de faire citer à sa requête, même aux débats, les témoins indiqués par l'accusé, qu'autant qu'il juge que leurs déclarations peuvent être utiles à la manifestation de la vérité.

C'est un pouvoir discrétionnaire que la loi confie au Juge d'instruction et à l'Officier du Ministère public, dont ils doivent user avec circonspection.

VIII. S'il restait du doute au Juge d'instruction, sur le point de savoir si les témoins indiqués par l'accusé doivent être cités, il pourrait le soumettre à la Chambre du Conseil, et il devrait suivre, à cet égard, ce qui serait ordonné.

ARTICLE LXXII.

Les témoins seront cités par un Huissier ou par un Agent de la force publique, à la requête du Procureur-Impérial.

OBSERVATIONS.

I. Quoiqu'il soit dit, art. 71, que le Juge d'instruction fera citer les témoins devant lui, la citation n'en doit pas moins être donnée à la requête du Procureur-Impérial, ainsi que nous en avons fait l'observation sur cet article.

C'est au Juge d'instruction à rendre l'ordonnance pour appeler les témoins, et au Procureur-Impérial à la faire mettre à exécution.

II. Mais la citation est de rigueur dans l'instruction faite devant le Juge d'instruction, en matière ordinaire, c'est-à-dire, hors le cas de flagrant délit.

Elle était de même commandée dans l'ancienne législation.

On a toujours regardé comme suspect l'individu qui s'est présenté pour déposer sans une citation préalable.

On a toujours exigé que le témoin qui venait déposer, représentât la copie de sa citation; et l'art. 74 renferme une disposition expresse à ce sujet.

Le Code d'instruction criminelle admet bien quelques exceptions à cette règle; mais ces exceptions ne doivent pas être étendues par induction.

L'article 169 n'exige pas une citation aux témoins pour comparaître devant le Tribunal de police, lorsque le Maire est autorisé à le présider; mais la citation, alors, est remplacée par un avertissement qui tend au même but.

L'art. 269 n'exige non plus qu'un simple avertissement donné par ordre du Président des Assises, pour faire appeler aux débats des témoins qui n'ont pas été cités; mais ces témoignages ne peuvent être appréciés que comme de simples renseignements.

Il en est de même dans l'application des articles 33, 49 et 59, qui chargent le Procureur-Impérial, le Juge d'instruction et les Officiers de police auxiliaires du Procureur-Impérial, de recevoir les déclarations des personnes présentes, lorsqu'ils se livrent à des recherches dans le cas de flagrant délit; mais c'est aussi par la raison que leurs déclarations ne sont reçues que par forme de renseignements.

Les personnes appelées aux débats, à la requête du Procureur-Général et sur la demande de l'accusé, peuvent aussi être entendues en témoignage, quoiqu'elles n'aient pas été citées, lorsqu'elles se trouvent portées sur la liste notifiée (*Art. 264*); mais toutes ces exceptions confirment la règle.

V. L'article 72 laisse la liberté au Procureur-Impérial de faire citer les témoins par un Huissier ou par un Agent de la force publique; tandis que l'art. 145 exige qu'au Tribunal de police présidé par le Juge-de-peace, les citations soient données par le ministère d'un Huissier.

VI. Par Agent de la force publique, le Code a entendu les Gendarmes, déjà désignés comme tels, et à raison du même fait, par la loi du 5 pluviôse an XIII; mais ce ne sont pas les seuls Agens qui peuvent y être employés.

Les Gardes forestiers, les Gardes champêtres des Communes font aussi partie de la force publique; ils peuvent être, comme les Gendarmes, chargés de donner les citations aux témoins.

VII. Quoique le Législateur ait laissé au choix du Procureur-Impérial de charger un Huissier ou un Agent de la force publique de donner les citations, le Procureur-Impérial doit cependant ne charger les Huissiers de pareilles commissions, que lorsque les citations sont à donner dans la ville où ils exercent leurs fonctions, ou dans la banlieue, et employer au dehors les Agens de la force publique.

C'est ce qui résulte très-clairement des termes de la loi du 5 pluviôse an XIII, qui défend d'allouer aucun frais de transport aux Huissiers, à moins qu'ils n'aient été chargés de la commission par un mandement exprès de l'Officier du Ministère public.

Ce mandement doit être *spécial*.

Il doit être donné par *écrit*. (*Art. 84 du décret impérial du 18 juin 1811.*)

VIII. L'application de l'article premier de la loi du 5 pluviôse an XIII, a donné lieu à un procès porté devant la Cour de cassation, dans l'espèce suivante.

Un Huissier, attaché à la Cour de Justice criminelle, avait donné citation au prévenu et aux témoins, hors du lieu de sa résidence, et même hors le ressort du Tribunal civil de son arrondissement, quoique dans le même département.

Sur le fondement de la violation de la loi du 5 pluviôse an XIII, le réclamant demandait la nullité de la citation, et par suite celle de toute la procédure.

La Cour de cassation jugea, le 12 septembre 1807 : 1.^o qu'il était inutile de s'occuper du point de savoir si l'Huissier avait exploité hors du ressort du Tribunal civil de sa résidence, puisqu'il aurait pu le faire s'il en avait obtenu mandement exprès du Procureur-Général.

2.^o Que le Procureur-Général ayant certifié à la Cour de Justice criminelle, qui lui en avait donné acte, qu'il avait réellement donné ce mandement, il ne pouvait y avoir eu violation de la loi, puisque l'article cité de celle de pluviôse n'avait pas exigé que le mandement fût donné par écrit.

S'il n'y avait pas eu mandement, les citations auraient été nulles; car un Huissier ne peut exploiter hors du ressort du Tribunal civil de son arrondissement, sous peine de nullité. (*Arrêts des 16 floréal an IX, 13 frimaire an XII, 12 avril 1808, et 17 juillet 1811.*)

X. Une pareille question ne pourra plus dorénavant se présenter, puisque l'article 84 du décret impérial du 18 juin 1811, en confirmant la disposition de la loi du 5 pluviôse an XIII, exige de plus que le mandement soit *spécial* et par écrit.

Cet article accorde, au surplus, le même privilège au Juge d'instruction et au Procureur-Impérial, que la loi de pluviôse an XIII accordait au seul Procureur-Général.

XI. Mais si un Conseiller de la Cour Impériale ou le Procureur-général se transportait sur les lieux pour remplir des fonctions de son Ministère, lors même que ce serait hors du ressort du Tribunal civil de l'arrondissement, il pourrait se faire assister d'un Huissier de la Cour pour exécuter ses ordres. (*Arrêt du 22 juillet 1811.*)

ARTICLE LXXIII.

Ils seront entendus séparément et hors de la présence du prévenu, par le Juge d'instruction, assisté de son Greffier.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle n'établit pas un droit nouveau, lorsqu'il défend d'entendre les témoins en la présence du prévenu.

La même défense se trouvait déjà dans l'art. 9 de la loi du 7 pluviôse an IX, et dans l'art. 23 de celle du 18 du même mois.

Mais cette disposition du Code n'est point applicable au cas de flagrant délit, non plus que l'obligation imposée par l'art. 73, d'entendre les témoins séparément les uns des autres.

Ce sont, en effet, de simples déclarations qui se font devant l'Officier de police judiciaire.

Il n'y a pas encore de prévenu proprement dit; on ne s'occupe encore que de la constatation du délit.

II. Mais, hors même le cas de flagrant délit, les témoins auraient déposé en la présence du prévenu, qu'il ne pourrait en résulter aucun moyen de nullité, puisque cette violation de la loi aurait été dans son intérêt.

III. Le Code n'a pas autorisé le Procureur-Impérial à assister à la déposition des témoins; mais il ne lui en a pas fait la défense d'une manière expresse, et sa présence ne pourrait entraîner la nullité de l'instruction.

Cependant on ne peut se dissimuler que le vœu du Législateur a été que le Procureur-Impérial n'y fût pas présent.

Il n'y avait point de motif à lui accorder un pareil avantage sur le prévenu.

Si le Code avait regardé la présence du Procureur-Impérial comme nécessaire, après avoir dit, dans l'art. 73, que les dépositions seraient reçues par le Juge d'instruction assisté de son Greffier, il aurait ajouté : et en la présence de l'Officier du Ministère public.

Mais sa présence ne peut y être d'aucune utilité, puisqu'il doit lui être donné communication de toutes les pièces de la procédure, avant qu'il puisse être fait aucun acte d'instruction et de poursuite.

Notre opinion est, en conséquence, que le Procureur-Impérial doit s'abstenir d'y assister; et que s'il y assiste, il doit s'attendre à de vifs reproches de la part de l'accusé.

IV. La faute commise par le Juge d'instruction serait beaucoup plus grave, s'il avait entendu les témoins en présence de la partie civile; mais alors même il n'y aurait pas encore de nullité dans l'instruction.

L'accusé en serait réduit à déclamer aux débats contre cette irrégularité et à en tirer des inductions pour atténuer les dépositions qui lui seraient opposées.

On lui répondrait vainement que si le témoin a été influencé dans sa déposition écrite, il ne l'est plus aux débats; et que s'il persiste dans sa déclaration, c'est qu'il l'a faite volontairement et sans insinuation étrangère.

L'accusé répliquerait, avec avantage, que c'est sur la déposition écrite du témoin qu'il a été mis en accusation;

Que si le témoin n'avait pas été influencé lors de sa déposition écrite, il aurait pu arriver que, sur le rapport fait par le Juge d'instruction, ou sur celui fait par le Procureur-Général, il eût été déclaré n'y avoir lieu à suivre;

Que le témoin peut ne persister dans sa déclaration que dans la crainte de se voir inculpé de faux témoignage.

V. On a jugé souvent, il est vrai, que le crime de faux témoignage ne peut résulter des dépositions reçues par le Directeur du Jury.

On le jugea notamment les 3 thermidor an xi, 19 brumaire an xii, et 22 messidor an xiii; et l'auteur du Manuel d'Instruction criminelle établit fort bien que cette jurisprudence doit être maintenue.

Mais elle n'est fondée que sur le simple raisonnement, et cela ne serait pas capable de rassurer entièrement le témoin qui se trouverait dans le cas de faire aux débats une déposition contraire à sa déposition *écrite*.

Une fausse pudeur pourrait le retenir, lors même qu'il n'aurait aucune poursuite à redouter.

VI. Non-seulement le prévenu, la partie civile et le Procureur-Impérial ne doivent pas être présents à l'information, mais les témoins ne doivent pas même déposer en présence les uns des autres.

L'art. 73 en renferme la disposition la plus expresse, et le vœu du Législateur sur ce point se trouvait déjà exprimé dans l'article 115 du Code de brumaire an iv, dans l'article 9 de la loi du 7 pluviôse an ix, et dans l'article 23 de celle du 18 du même mois.

Mais ni ces lois, ni le Code d'Instruction criminelle, n'ont attaché la peine de nullité à la violation de cette formalité.

Cependant elle est très-importante : car nous ne saurions trop répéter que le témoin ne doit être influencé en aucune manière; et comment ne le serait-il pas par la déclaration d'autres témoins qui auraient déposé en sa présence?

Ne craindra-t-il pas de se compromettre en déposant en sens contraire?

Ne rectifiera-t-il pas ses idées sur celles du témoin dont il aura entendu la déposition?

Ne sera-t-il pas tenté de dissimuler des circonstances qu'il aurait remarquées, lorsque d'autres témoins, présents comme lui à la consommation du crime, ne les auront pas révélées?

Il n'y aura pas nullité de la déposition, puisque le Code n'a pas attaché cette peine à l'inobservation de la formalité; mais l'accusé pourra tirer de ce fait le plus grand avantage pour sa défense;

Mais le Jury et les Juges ne pourront accorder la même confiance à la déposition.

C'est donc un devoir rigoureux au Juge d'Instruction, de se conformer exactement, sous tous ces divers rapports, au vœu du Législateur.

VII. Doit-on conclure par identité de raison, qu'il ne puisse être donné lecture au témoin, avant sa déposition, des déclarations faites par ceux qui ont été entendus avant lui?

Deux fois le moyen a été proposé sous l'empire de la loi du 7 pluviôse an ix, et

deux fois il a été rejeté par arrêts des premier juillet et 8 septembre 1808; non pas sur le motif qu'il n'y avait pas identité de raison, car elle existe toute entière; mais attendu que la loi ne prononçait pas la peine de nullité.

VIII. Il y a nécessité, au contraire, de la présence du *Greffier*.

Elle est même telle, qu'il y aurait nullité de la déposition du témoin, qui serait reçue et portée dans le cahier d'information, par le seul Juge d'instruction, hors la présence du Greffier, quoique le Code n'ait pas prononcé en termes exprès cette nullité.

Le Code a voulu donner, en effet, une double garantie au prévenu.

Si le Juge d'instruction a reçu de la loi le caractère nécessaire pour recevoir la déclaration des témoins, ce n'a été que sous la condition qu'il serait assisté de son Greffier.

Aussi l'art. 76 exige-t-il impérieusement leurs deux signatures.

Aussi, dans un cas semblable, la Cour de cassation n'hésita-t-elle pas à annuler un jugement rendu par un Juge seul, sans l'assistance du Greffier.

Dans l'espèce sur laquelle la Cour de cassation avait à prononcer, un Juge-de-paix, sans être assisté de son Greffier, avait tenu l'audience de police; et comme un Tribunal de police ne peut être complet que par la réunion du Juge-de-paix et de son Greffier, il en résultait que ce n'était pas un Tribunal légalement constitué qui avait rendu le jugement attaqué; cette circonstance entraînait l'annulation, qui fut, en effet, prononcée par arrêt du 27 prairial an ix.

IX. Toutes ces questions présenteraient bien plus d'intérêt, si l'arrêt de mise en accusation pouvait être attaqué sur de pareils motifs, par la voie du recours en cassation.

Mais les seules ouvertures de cassation, autorisées contre les arrêts de mise en accusation, sont celles qui peuvent être puisées dans l'arrêt lui-même.

On ne peut invoquer aucune irrégularité tirée de l'instruction préliminaire. (*Art. 299.*)

Le seul avantage de la discussion dans laquelle on vient d'entrer, réside donc dans l'indication des arguments que l'accusé peut tirer aux débats, de l'inobservation des formalités prescrites.

ARTICLE LXXIV.

Ils représenteront, avant d'être entendus, la citation qui leur a été donnée pour déposer; et il en sera fait mention dans le procès-verbal.

OBSERVATIONS.

I. La disposition de cet article est empruntée de l'art. 4, titre 6 de l'ordonnance de 1570.

Elle est une suite de celle portée en l'art. 71, qui ne permet pas d'entendre en déposition, les personnes qui n'auraient pas été préalablement citées.

Le témoin qui se présente pour déposer, sans avoir été cité, est réputé suspect par le fait seul de sa présentation volontaire.

Aussi les Cours jugeaient-elles, dans le dix-septième siècle, et même dans les premières années du dix-huitième, qu'il y avait nullité de toute la procédure, lorsqu'un témoin avait été ouï dans l'information, soit qu'il n'eût pas été cité, soit qu'il eût été omis de faire mention dans le procès-verbal, qu'il avait représenté sa copie de citation.

Il y eut arrêt dans ce sens, le 17 août 1706.

Mais peu-à-peu les Parlemens se relâchèrent de cette extrême rigueur; et lorsqu'il était constant que le témoin avait été réellement cité, la déposition n'était pas annulée, quoiqu'il n'eût pas été fait mention, dans le procès-verbal, que le témoin avait représenté la copie de sa citation.

Ce fut ainsi que le jugea le Parlement de Dijon, le 13 juillet 1775; et nous pensons que c'est la plus saine manière d'entendre les dispositions combinées des art. 71 et 74 du Code d'instruction criminelle.

II. Si le témoin ouï par le Juge d'instruction, n'avait pas été cité, la Chambre d'accusation ne devrait pas accorder pleine et entière foi à sa déposition qui ne pourrait servir que de simple renseignement.

Mais si le témoin avait été cité, lors même qu'il n'en aurait pas été fait mention au procès-verbal, la Chambre d'accusation devrait, au contraire, lui accorder une foi entière.

III. Il est inutile de répéter que les formalités prescrites par cet article, ne le sont que pour l'instruction des délits *ordinaires*, et non pour les cas réputés *flagrans délits*.

La raison en est sensible; elle sort de la nature des choses.

IV. Le Législateur a regardé comme si importantes les dispositions de l'art. 74, qu'il a voulu, par l'art. 77, que dans le cas d'inobservation des formalités qu'il prescrit, le Greffier fût condamné à l'amende, et que le Juge d'instruction pût être pris à partie.

ARTICLE LXXV.

Les témoins prêteront serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; le Juge d'instruction leur demandera leurs noms, prénoms, âge, état, profession, demeure, s'ils sont domestiques, parents ou alliés

des parties, et à quel degré : il sera fait mention de la demande, et des réponses des témoins.

OBSERVATIONS.

I. CET article ne porte pas non plus la peine de nullité, mais il doit être exécuté, comme le précédent, sous peine d'amende contre le Greffier, et de prise à partie contre le Juge d'instruction, s'il y a lieu (*AN. 77.*)

II. Après sa prestation de serment, le témoin doit être interrogé par le Juge d'instruction, sur ses noms, prénoms, âge, état, profession et demeure.

Il doit lui être demandé s'il est domestique, parent ou allié des parties, et à quel degré ;

Il doit en être fait mention au procès-verbal, ainsi que des réponses du témoin.

Cette disposition de la loi a pour objet de mettre la Chambre d'accusation en état de fixer son opinion sur la foi due aux dépositions, et afin aussi que le Procureur-Impérial criminel près la Cour d'Assises, ou spéciale, à laquelle l'affaire est renvoyée, n'appelle aux débats que les témoins dont les dépositions sont recevables d'après le vœu de l'art. 322.

III. Il résulte de ce que l'art. 75 exige que le témoin soit interrogé sur sa domesticité, sa parenté, son alliance avec les parties, que s'il y a partie civile, il doit en être donné connaissance aux témoins ; sans cela le témoin ne pourrait répondre catégoriquement aux questions qui lui seraient faites.

IV. L'ordonnance de 1670 voulait que le témoin fût interrogé, non-seulement sur le point de savoir s'il était *domestique* des parties, mais encore s'il était leur *serviteur* : et les Cours étaient fort sévères sur l'exécution de cette formalité.

Elles annulaient même les dépositions des personnes les plus qualifiées, lorsque la demande ne leur en avait pas été faite.

On en trouve la preuve dans des arrêts des 8 avril 1702, 31 mars et 16 septembre 1711.

Mais le Code d'instruction criminelle a dérogé, sur ce point, à la rigueur de l'ordonnance de 1670.

Il se borne à exiger qu'il soit demandé au témoin s'il est *domestique* de l'une des parties.

V. Le Code entend par la qualification de *domestique*, tout ce que l'ordonnance de 1670 entendait par celle de *serviteur* et de *domestique* ; c'est-à-dire, tous ceux qui sont attachés au service de la personne ou du ménage, ou qui occupent des emplois dans la maison, tels que ceux de secrétaire, d'intendant, d'aumônier, et autres du même genre.

Le témoin doit dès-lors envisager la question qui lui est faite sous tous ces différents rapports, et répondre en conséquence.

VI. Les témoins doivent prêter serment.

Cette règle souffre néanmoins plusieurs exceptions.

On en trouve une première dans les articles 33 et 59, pour le cas du flagrant délit.

Il en existe une deuxième dans l'art. 269, quant aux témoins appelés aux débats, en vertu du pouvoir discrétionnaire du Président;

Et une troisième encore, dans l'art. 79, relatif à la déposition des personnes âgées de moins de quinze ans.

VII. L'art. 75 s'étant borné à dire que le témoin prêtera serment *de dire la vérité, toute la vérité*, sans indiquer la forme de cette prestation de serment, il en résulte que chaque témoin doit suivre celle qui est établie dans la religion qu'il professe.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 28 mars 1810, en rejetant le recours exercé contre un arrêt qui avait déclaré valable le serment prêté par un *Quaker*, d'après les formes établies par les rites de sa religion.

Les Cours d'appel de Colmar, de Nancy et de Nîmes ont jugé de même à l'égard des *Snifs*, et la Cour de cassation a maintenu leurs arrêts.

VIII. L'art. 75 a simplifié la formule du serment à prêter par les témoins dans l'information écrite.

Il leur suffit de prêter serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; tandis que lorsqu'ils sont appelés aux débats, ils doivent promettre de parler *sans haine et sans crainte*, de dire toute la vérité, rien que la vérité. (Art. 317.)

IX. Le Code de brumaire an iv n'avait pas exigé le serment des témoins ouïs dans l'information, parce que leurs dépositions ne devaient pas être mises sous les yeux des Jurés d'accusation ni de jugement.

Le Code d'instruction criminelle ayant changé cette forme de procéder, et ayant exigé que l'arrêt de mise en accusation du prévenu fût rendu d'après dépositions écrites, il était naturel de leur donner un caractère plus solennel.

X. Si le prévenu avait *conclu au rejet* d'une déposition qui n'aurait pas été revêtue des formalités exigées par l'art. 75, dans le *Mémoire* que l'art. 217 l'autorise à présenter à la Chambre d'accusation, et que la Chambre eût omis ou refusé d'y avoir égard, l'arrêt de mise en accusation ne devrait-il pas être annulé sur le recours en cassation contre l'arrêt définitif?

Nous disons sur le recours contre l'arrêt définitif : 1.^o parce que l'art. 299 n'a pas mis ce moyen de cassation au nombre de ceux qui peuvent être préalablement proposés contre l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises;

2.^o Parce que la Cour d'Assises n'étant qu'une émanation de la Cour Impériale, et ne se trouvant saisie que par un arrêt de cette Cour, il ne serait pas proposable de l'autoriser à en prononcer l'annulation.

XI. La question est donc toute entière dans le point de savoir si le moyen de cassation dont il s'agit, serait recevable sur le recours contre l'arrêt définitif de condamnation; et il y a de fortes raisons à faire valoir en faveur des deux opinions.

Pour déclarer le moyen de cassation non-recevable, on peut dire qu'il est devenu sans objet, puisque les témoins ouïs aux débats ont justifié la mise en accusation du réclamant.

On peut ajouter que'en déclarant recevable un pareil moyen contre les arrêts de condamnation rendus par les Cours d'Assises, ce serait établir en principe, que les Cours *spéciales* seraient plus favorisées que les Cours d'Assises, puisque leurs arrêts définitifs n'étant pas susceptibles du recours en cassation, elles pourraient faire exécuter des arrêts de condamnation qui devraient être annulés s'ils avaient été rendus par les Cours d'Assises, lorsque les mêmes formalités doivent être observées dans l'instruction par les Cours spéciales et par les Cours d'Assises.

Cependant l'art. 408, dans sa seconde partie, déclare moyen valable de cassation, le refus ou l'omission de prononcer sur une ou sur plusieurs demandes de l'accusé, tendantes à user d'un droit ou d'une faculté autorisés par la loi, bien que la peine de nullité ne soit pas attachée à son observation.

Et dans la première partie, le même article autorise l'accusé condamné à conclure à la nullité de l'arrêt qui a ordonné son renvoi devant une Cour d'Assises, lorsqu'il y a eu violation de loi.

XII. En adoptant l'opinion de déclarer *recevable* l'accusé condamné par une Cour d'Assises, à proposer le moyen tiré du refus qui lui aurait été fait de rejeter la déposition du témoin dont la déclaration n'aurait pas été régulièrement admise dans l'information, il en résulterait, ainsi que nous venons de l'observer, que, dans le même état de choses, mais à raison de la qualité de la Cour saisie, l'instruction se trouverait *nulle* ou *régulière*.

Mais de ce qu'il y aurait une lacune dans les dispositions du Code, relativement aux condamnés par les Cours spéciales, pourrait-on en conclure qu'il faut priver les condamnés par les Cours d'Assises, du bénéfice que la loi leur accorde?

XIII. La discussion de cette question pourra paraître oiseuse, en ce que la procédure n'étant pas communiquée au prévenu, avant que le renvoi du procès soit fait à la Cour d'Assises, il ne peut savoir si toutes les formalités prescrites par la loi, dans la première instruction, ont été observées.

Mais le prévenu pourrait avoir été instruit par le témoin, ou de tout autre manière, que les formalités prescrites n'ont pas été remplies; et vainement on lui opposerait qu'il n'aurait pu en avoir une connaissance officielle.

Le fait qu'il dénonce est vrai, ou il ne l'est pas.

S'il est vrai, la Chambre d'accusation doit faire droit à sa demande;

S'il ne l'est pas, elle doit l'en débouter.

Dans tous les cas, elle doit prononcer sur la réquisition.

XIV. Faudra-t-il donc tout annuler, à commencer par l'arrêt de renvoi et de mise en accusation ?

Oui certainement, si l'arrêt de renvoi doit l'être : car l'art. 408 déclare que quand il y a lieu d'annuler, l'annulation doit porter sur toute l'instruction, à partir du plus ancien acte nul.

Mais nous ne pensons pas que l'arrêt de renvoi pût être annulé sur un prétexte aussi frivole, à moins que, devant la Cour d'Assises, l'accusé n'eût réitéré sa réquisition pour le rejet de la déposition du témoin non assermenté, et que la Cour d'Assises eût refusé de faire droit à cette réquisition; cependant la question n'est pas sans difficulté.

XV. Supposons que la Chambre d'accusation ait refusé de prononcer la nullité de la déposition du témoin non assermenté, sur la réquisition du prévenu, et que celui-ci, profitant de la faculté que lui accorde l'article 296, se fût pourvu contre l'arrêt de renvoi, serait-il recevable dans son nouveau recours contre l'arrêt définitif, à demander la nullité de l'arrêt de renvoi, sur le fondement de l'omission ou du refus fait par la Chambre d'accusation de prononcer sur sa réquisition ?

Nous n'en doutons point : car l'article 296 n'autorisait le recours de l'accusé avant l'arrêt définitif, que lorsqu'il était fondé sur un des trois cas précisés dans l'art. 299.

Il lui était défendu d'en alléguer aucun autre ; de sorte que la Cour de cassation n'aurait pu faire porter son examen que sur les trois points rappelés dans l'art. 299.

Elle n'aurait pu conséquemment rejeter les autres moyens de nullité dont la procédure aurait pu se trouver viciée.

Mais de ce que l'accusé condamné serait *recevable* à proposer le moyen, il n'en résulterait pas qu'il y fût fondé.

XVI. La faveur d'un nouveau recours n'étant accordée qu'aux accusés renvoyés devant la Cour d'Assises, et non à ceux qui l'ont été devant la Cour spéciale, (Art. 408 et 597) ; il en résulte que l'accusé renvoyé devant la Cour spéciale n'est recevable, à aucune époque, à demander la nullité de l'arrêt de renvoi, sur d'autres motifs que ceux exprimés dans l'art. 299, ce qui est très-rigoureux ; mais telle est la volonté de la loi.

XVII. Nous ne terminerons pas nos observations sur cet article, sans nous être expliqués sur une question qui s'est souvent présentée sous l'empire du Code de brumaire an iv, et qui se représentera sans doute encore sous le Code d'instruction criminelle.

Cette question est celle de savoir si le témoin qui a déposé dans l'information

écrite, peut être poursuivi comme faux témoin, lorsqu'il y a fait une fausse déclaration.

Sous le régime du Code de brumaire an iv, la Cour de cassation jugeait que le faux témoignage ne pouvait résulter que de la fausse déclaration du témoin aux débats.

Elle le jugea ainsi au rapport de M.^e Rataud, le 3 thermidor an xi, sur le recours des frères Brossard, condamnés à vingt années de fers pour avoir porté un faux témoignage dans leurs déclarations devant le Directeur du Jury, avant la mise en accusation du prévenu.

Les considérans de cet arrêt sont précieux à recueillir; les voici :

« Attendu que le fait imputé aux réclamaus, et pour lesquels ils ont été condamnés » à la peine de vingt années de fers par le jugement attaqué, était d'avoir fait une » fausse déclaration devant un Directeur de Jury, procédant sur une dénonciation » d'un prétendu empoisonnement de bestiaux.

» Mais que le fait ne constitue pas un faux témoignage dans un procès criminel, » qui ne commence que lorsque le Tribunal criminel a été saisi par suite d'une » accusation admise.

» Que cela résulte évidemment des termes mêmes de la loi, qui aggrave la peine » qu'elle prononce dans le cas où il serait intervenu condamnation à mort contre » l'accusé, dans le procès duquel le faux témoin aurait été entendu.

» Que dans l'espèce, la circonstance que la déclaration des frères Brossard avait » été faite et reçue sous le sceau du serment, ne changeait rien à la nature du fait, » puisque la loi n'autorisait pas le Directeur du Jury à faire observer cette forme- » lité, à la différence des dépositions à faire devant le Jury de jugement et devant » le Tribunal criminel, où les témoins appelés et entendus sont assujettis formelle- » ment à donner une garantie de la vérité de leurs dépositions.

» Par ces motifs, le tribunal casse et annule, etc., etc. »

XVII. Cette Jurisprudence doit-elle être maintenue?

L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* est de cette opinion, malgré que le témoin qui dépose devant le Juge d'instruction soit aujourd'hui tenu de prêter serment; ce qu'il n'était pas dans l'obligation de faire sous le régime du Code de brumaire an iv.

Son principal motif est que, si l'on punissait des mêmes peines les fausses dépositions écrites et orales, il en résulterait que le témoin qui aurait rendu un faux témoignage par écrit, n'oserait pas le rétracter aux débats, et qu'il se trouverait intéressé à le soutenir, pour échapper à la peine qu'il aurait méritée.

Ce n'est là qu'une simple considération qui pourrait déterminer le Législateur à traiter plus favorablement le témoin qui se rétracterait aux débats, mais qui ne pourrait le faire échapper à la peine, si sa déclaration pouvait être considérée comme renfermant un faux témoignage.

XIX. Pour que l'on pût dire qu'il y a faux témoignage dans la fausse déclaration faite par le témoin devant le Juge d'instruction, il faudrait que la loi eût établi sur ce point de droit, des principes qui nécessitassent à rétracter la jurisprudence établie; et, au contraire, l'arrêt cité qui était en parfaite concordance avec la législation du Code pénal de 1791, et avec celle du Code de brumaire an iv, même avec l'ordonnance de 1670, nous semble l'être encore avec le nouveau système.

XX. Le Code pénal de 1791 portait, art. 43 : « Quiconque sera convaincu du » crime de faux témoignage dans un *procès-criminel*, sera puni, etc. »

Le nouveau Code pénal se sert de termes équivalens dans son art. 361, ainsi conçu : « Quiconque sera coupable de faux témoignage en *matière criminelle*, sera » puni, etc. »

Il n'y a de variante que dans ces termes, *procès criminel* et *matière criminelle*; mais les uns et les autres présentent la même idée : celle d'un faux témoignage porté dans une affaire instruite *par la voie criminelle*.

Or il n'y a un *procès criminel*, une affaire instruite *par la voie criminelle*, que lorsqu'il y a une mise en accusation du prévenu.

Jusqu'alors il n'y a que simple *prévention* de délit;

Il n'y a pas même de *présomption légale* qu'il ait été commis;

Et encore moins de *délit qualifié*, puisqu'il ne peut l'être que par l'arrêt de renvoi et de mise en accusation.

XXI. Le seul motif d'après lequel on pourrait induire un changement de volonté dans le Législateur, pourrait se tirer de ce que le Code d'instruction criminelle assujettit à la prestation de serment le témoin qui dépose devant le Juge d'instruction, tandis que le Code de brumaire an iv ne l'exigeait pas.

Mais sous l'empire de l'ordonnance de 1670, les témoins devaient prêter serment, avant de déposer devant le Magistrat instructeur; et cependant ils ne pouvaient être poursuivis comme faux témoins, que lorsqu'au *récolement*, ils avaient persisté dans leurs fausses déclarations.

Ce qui tient lieu aujourd'hui du *récolement*, c'est la déposition orale du témoin aux débats.

Aussi voyons-nous que l'arrêt du 3 thermidor an xi, ne s'arrêta pas à ce que le témoin ouï par le Directeur du Jury, avait prêté *serment* de dire la vérité.

Ce n'est pas, en effet, le serment qui peut constituer une fausse déposition, mais la fausse déclaration en elle-même; et lorsque le témoin revient à la vérité, *avant* que sa déposition ait reçu son complément, on ne peut pas dire qu'il y ait eu *faux témoignage*.

Nous adoptons donc l'opinion de l'auteur du *Manuel d'instruction criminelle*.

ARTICLE LXXVI.

Les dépositions seront signées du Juge, du Greffier, et du témoin, après que lecture lui en aura été faite, et qu'il aura déclaré y persister : si le témoin ne veut ou ne peut signer, il en sera fait mention.

Chaque page du cahier d'information sera signée par le Juge et par le Greffier.

OBSERVATIONS.

I. Si l'art. 76 ne prononce pas la nullité dans le cas d'inobservation des formalités qu'il prescrit, malgré l'importance qu'il y attache, c'est que le Législateur a cru trouver une sanction suffisante dans les dispositions de l'art. 77.

II. Lorsque la déposition est rédigée, il doit en être donné lecture au témoin, avec interpellation de déclarer s'il y persiste.

S'il déclare y persister, elle doit lui être présentée à signer.

S'il s'y refuse, ou s'il déclare ne savoir signer, il doit en être fait mention dans le procès-verbal, et cette mention tient lieu de la signature.

III. Lorsque le témoin, après avoir entendu la lecture de sa déposition, veut faire quelques changemens qui exigent des ratures ou renvois, ils doivent être approuvés et signés du Juge, du Greffier et du témoin, afin d'en assurer l'authenticité.

Il ne suffirait pas d'une approbation générale, il en faut une particulière à chaque rature, à chaque renvoi. (Art. 78.)

Mais l'omission d'approbation des ratures et de signature des renvois n'emporte pas la nullité de la déposition entière.

Cependant elle ne peut mériter la même confiance.

IV. Le renvoi doit être porté à la marge.

Tout interligne doit être considéré comme non avenu.

Nous reviendrons sur ces différens points, lorsque nous ferons nos observations sur l'art. 78.

L'art. 76 exige la signature du Juge et celle du Greffier à chaque page du cahier d'information, et l'art. 78 a étendu cette disposition à l'approbation des ratures et des renvois qui peuvent s'y trouver.

La signature du témoin est également exigée à toutes les pages du cahier d'information, sur lesquelles se trouve écrite sa déposition, comme aussi à l'approbation de toutes les ratures et de tous les renvois qui peuvent y avoir été faits.

ARTICLE LXXVII.

Les formalités prescrites par les trois articles précédens seront remplies, à peine de cinquante francs d'amende contre le Greffier, même, s'il y a lieu, de prise à partie contre le Juge d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. Cet article détermine les peines encourues dans le cas d'inobservation des formalités prescrites par les art. 74, 75 et 76.

Ces dispositions s'appliquent également au défaut d'approbation des ratures et renvois qui peuvent se glisser dans la rédaction des dépositions. (Art. 78.)

II. Mais l'amende prononcée par l'art. 77 contre le Greffier, est-elle encourue de plein droit, de telle sorte que le Receveur des domaines puisse en poursuivre le paiement par voie de contrainte, sans l'opposition ?

Le Code d'instruction criminelle ne le dit pas ; mais cela peut s'induire des lois qui autorisent l'Administration de l'enregistrement et des domaines, à exercer des contraintes pour le recouvrement des amendes encourues par les Officiers ministériels, sur le simple procès-verbal des préposés.

III. Le Code n'autorise pas, il est vrai, les Receveurs de l'enregistrement et des domaines à prendre communication des pièces de l'instruction ;

Et si l'art. 77 prononce une amende fixe, d'autres articles ne la prononcent pas d'une manière déterminée.

Mais le paiement de l'amende ne peut être exigé par une voie dans un cas, et par une autre voie dans d'autres.

Il doit y avoir un mode uniforme de procéder.

IV. Faut-il conclure de là, qu'avant d'user de la voie de contrainte, il doit être rendu contre le Greffier un jugement de condamnation ?

S'il en faut un, quel est le Tribunal compétent pour le prononcer ?

Le droit en appartiendra-t-il à la Chambre d'accusation ?

Sera-t-il réservé aux Cours et Tribunaux auxquels sera fait le renvoi de l'affaire ?

Le Législateur ne s'est pas expliqué sur toutes ces questions.

Il a simplement manifesté sa volonté que le Greffier fût tenu de payer l'amende dans les cas qu'il a déterminés ; ce qui ne préjuge rien sur la manière dont peut s'en faire le recouvrement.

V. Dans cet état de choses, il semblerait que toutes les Cours, que tous les Tribunaux, sous les yeux desquels passent soit la déposition, soit l'acte irrégulier, auraient le droit de prononcer la condamnation à l'amende contre le Greffier.

Ce serait peut-être donner à la loi l'application la plus naturelle, que de l'entendre ainsi ; puisque ce serait le moyen le plus assuré qu'une pareille faute ne restât pas impunie.

Ce serait d'ailleurs un véhicule de plus pour engager le Greffier à se conformer aux obligations que la loi lui impose.

Cependant on peut dire que s'agissant de condamnation à une amende toujours au-dessus de quinze francs, le Greffier ne serait justiciable sous ce rapport que des Tribunaux correctionnels.

Mais l'amende prononcée par le Code d'instruction criminelle contre le Greffier, est purement civile et de simple discipline ; c'est comme l'amende du fol appel.

Elle est du genre de celles que les lois prononcent contre les Notaires et contre les Huissiers, lorsqu'ils négligent de se conformer au vœu de la loi sur quelques-unes de leurs obligations.

S'il faut nécessairement une condamnation préalable aux contraintes à exercer contre les Greffiers, nous estimons, en conséquence, qu'elle peut être prononcée par la Cour ou par le Tribunal saisi, de quelque manière que ce soit, et à toutes les époques de l'instruction.

VI. Mais est-il nécessaire qu'il existe un jugement préalable pour que le Receveur de l'enregistrement puisse exercer des contraintes contre le Greffier négligent, pour le recouvrement de l'amende ?

C'est l'opinion de l'auteur du *Manuel d'instruction criminelle*.

Nous pensons, au contraire, qu'il suffit aux préposés de l'administration de constater le fait par un procès-verbal, pour autoriser les contraintes.

Si le Greffier se croit fondé à s'opposer au commandement, la voie lui en est ouverte.

Sur son opposition on ira plaider devant le Tribunal civil, dans la forme prescrite pour l'instruction et le jugement de ces sortes d'affaires.

Nous reviendrons sur cette question dans nos observations sur l'art. 195.

VII. Mais à supposer qu'il fallût un jugement, le Greffier serait-il recevable à l'attaquer par la voie de l'opposition, par celle de l'appel ou par celle du recours en cassation, suivant qu'il aurait été rendu en premier ou en dernier ressort, contradictoirement ou par défaut ?

Si le Greffier avoit été condamné sans avoir été entendu, son opposition serait nécessairement recevable.

L'appel le serait également si le jugement étoit appellable ; c'est-à-dire, s'il avoit été rendu par un Tribunal correctionnel : car tous les jugemens rendus par les Tribunaux correctionnels sont susceptibles de l'appel lorsque la loi ne l'a pas formellement interdit.

VIII. Si la condamnation avoit été contradictoirement prononcée par la Chambre

d'accusation, par la Cour d'Assises ou par la Cour spéciale; ou que, prononcée par défaut, le Greffier eût été débouté de l'opposition qu'il aurait formée contre l'arrêt, le Greffier aurait la voie du recours en cassation, dès que le Code n'en a pas autrement disposé.

IX. Nous n'avons pas à examiner si l'opposition, si l'appel, si le recours en cassation seraient fondés; il suffit d'avoir établi que ces différents modes de se pourvoir seraient recevables suivant les circonstances.

Ce que nous pouvons dire cependant, c'est que lorsque la matérialité de la contravention est constante, le Greffier ne peut conserver aucun espoir d'obtenir la révocation du jugement qui l'a condamné; de sorte que son recours ne ferait qu'aggraver sa condition.

Nous devons ajouter que lors même que le Ministère public n'aurait pas requis la condamnation du Greffier, la Cour ou le Tribunal saisi n'en serait pas moins autorisé à la prononcer.

X. Mais, nous le répétons, nous ne croyons pas qu'un jugement de condamnation soit absolument nécessaire.

Si la contrainte est exercée pour le recouvrement du *maximum* de l'amende, elle pourra être réduite en prononçant sur l'opposition.

Nous ne pensons pas néanmoins que les Cours et les Tribunaux fussent incompétents pour condamner le Greffier à l'amende lorsqu'il l'a méritée.

Les deux voies peuvent concourir sans se détruire: et c'est par cette raison que nous avons indiqué la manière dont il doit être procédé dans les deux cas.

XI. La demande en prise à partie contre le Juge d'instruction, doit, au contraire, être intentée à la requête des intéressés, et suivie dans la forme prescrite par le Code de Procédure civile, art. 509 et suivans; car c'est une action toute civile.

Comme elle n'est pas autorisée par l'art. 78 d'une manière absolue, mais seulement lorsqu'il y a lieu, elle serait prématurée si elle était formée avant qu'il eût été définitivement statué sur la prévention.

C'est alors seulement que l'on peut savoir si le défaut de formalités sur lequel on prétend la fonder, a réellement blessé les intérêts du demandeur.

XII. Ces mots de l'art. 77, *s'il y a lieu*, annoncent clairement qu'il ne suffit pas que la matérialité du fait soit constante pour autoriser la prise à partie.

Celui qui forme une semblable demande doit en détailler les motifs dans sa requête, puisque l'art. 113 du Code de Procédure civile, autorise le Tribunal devant lequel la demande est formée, à la rejeter, sans même appeler le Juge inculpé.

Il y aurait lieu au rejet, par exemple, dans l'espèce particulière, si le prévenu, condamné d'après un débat solennel, venait se plaindre de ce qu'une déposition de témoin n'aurait pas été revêtue de toutes les formalités exigées par la loi.

XIII. Il devrait en être de même, à plus forte raison, si la partie civile, dans le cas de condamnation de l'accusé, venait se plaindre de ce que le Juge d'instruction n'aurait pas fait recevoir régulièrement la déposition d'un témoin dans le cahier d'information.

Mais le Juge d'instruction n'en doit pas moins être attentif à remplir les devoirs que le Code lui impose, et à ne mériter aucun reproche dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE LXXVIII.

Aucun interligne ne pourra être fait : les ratures et les renvois seront approuvés et signés par le Juge d'instruction, par le Greffier et par le témoin, sous les peines portées en l'article précédent. Les interlignes, ratures et renvois non approuvés, seront réputés non avenus.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque le témoin demande qu'il soit fait quelques changemens à la rédaction de sa déposition ; ils doivent l'être par renvois en marge ou à la suite, sans qu'il soit jamais permis de les faire par interlignes.

On ne peut tirer un argument en sens contraire de ce que l'art. 78 ajoute que les interlignes, ratures et renvois non approuvés seront réputés non-avenus.

Cette disposition du Code doit être lue ainsi : *les interlignes, les ratures et les renvois non approuvés, seront réputés non-avenus.*

On ne peut supposer, en effet, que le Législateur ait dit, dans le même article, qu'aucun interligne ne pourrait être fait, et que cependant il les ait autorisés lorsqu'ils seraient approuvés.

Pour tirer une aussi fausse conséquence de la dernière disposition de l'art. 78, il faudrait aller jusqu'à l'absurdité : car il en résulterait que les interlignes, qui sont formellement interdits lorsque les renvois sont spécialement autorisés, auraient cependant plus de faveur que les renvois qui ne peuvent être valables qu'autant qu'ils sont approuvés et signés.

II. Les renvois ne sont valables qu'autant qu'ils ont été approuvés et signés du Juge d'instruction, du Greffier et du témoin, et les ratures, que lorsqu'elles ont été approuvées.

C'est le seul moyen de s'assurer que les ratures et les renvois sont vraiment du fait du témoin, et que l'on peut y prendre confiance.

III. Les renvois et les ratures doivent être approuvés et signés individuellement, parce qu'ils constituent autant de faits particuliers qu'il en existe dans l'acte auquel ils appartiennent.

Mais il ne résulterait pas de ce que ces formalités n'auraient pas été remplies, que la déposition dût être rejetée en entier.

La nullité ne porterait que sur l'interligne, sur la rature, ou sur le renvoi qui n'aurait été ni approuvé ni signé.

IV. Cependant, et quoique la déposition ne fût pas nulle pour le tout, elle ne mériterait plus la même confiance : car, en rejetant l'interligne, la rature ou le renvoi, et en regardant comme non-venue la rature non approuvée, il reste nécessairement une déposition morcelée, sur le contenu de laquelle plane au moins une incertitude morale; et cette incertitude suffit pour que le Juge ne puisse fonder son opinion sur une pareille déposition.

La rature peut d'ailleurs être telle, que les mots ratés soient illisibles.

Comment, en regardant cette rature comme non-venue, pourrait-on rétablir la déposition dans son premier état?

Une seule phrase, un seul mot, peut en changer le sens, la rendre plus ou moins aggravante, plus ou moins favorable au prévenu.

V. Lorsqu'il y a lieu à des débats contradictoires sur la mise en accusation du prévenu, la déposition peut être rectifiée, et l'inconvénient cesse.

Mais dans l'espèce de l'art. 470, où l'arrêt se prononce contre le contumax sur la simple lecture des charges, l'inconvénient reste tout entier.

L'appréciation du témoignage est laissée à la sagacité des Magistrats.

VI. Le Greffier qui tient la plume étant spécialement chargé de remplir les formalités prescrites, ne peut avoir aucun motif pour excuser sa négligence.

Aussi ne peut-il faire valoir aucun moyen pour obtenir d'être déchargé de l'amende encourue par leur omission.

Le Juge d'instruction est bien tenu de surveiller le Greffier, mais il doit principalement soigner la rédaction de la déclaration faite par le témoin; et son esprit, occupé de ce travail important, peut être en défaut sur la surveillance qui lui est recommandée, sans qu'on puisse le réputer aussi coupable.

C'est sans doute par cette raison que l'art. 67, auquel renvoie l'art. 78, n'autorise la prise à partie contre le Juge d'instruction que *s'il y a lieu*, c'est-à-dire, s'il en est résulté un préjudice pour les parties intéressées.

Mais, nous ne saurions trop le répéter, le Juge d'instruction n'en doit pas être moins attentif à remplir un devoir qui lui est aussi impérieusement commandé.

ARTICLE LXXIX.

Les enfans de l'un et l'autre sexe , au-dessous de l'âge de quinze ans , pourront être entendus , par forme de déclaration et sans prestation du serment.

OBSERVATIONS.

I. Cet article n'est applicable qu'aux dépositions à recevoir par le Juge d'instruction : car si l'enfant de l'un ou l'autre sexe, quoiqu'au-dessous de l'âge de quinze ans, est porté sur la liste signifiée, et qu'il soit appelé comme *témoin* aux débats, il doit y prêter le serment prescrit par l'art. 317.

II. Quoique les enfans au-dessous de quinze ans puissent être entendus par le Juge d'instruction sans prestation de serment, et par forme de simple déclaration, il n'est pas interdit au Juge d'instruction d'exiger qu'ils le prêtent; mais, alors, ce n'est plus une simple déclaration qu'il reçoit; c'est une véritable déposition qui doit être revêtue de toutes les formalités requises.

III. Lorsque le Législateur a voulu que les enfans, au-dessous de quinze ans, pussent être entendus par forme de simple déclaration, il a suffisamment annoncé que les Juges ne doivent pas ajouter une entière confiance à leur témoignage.

Il leur a laissé le soin d'en apprécier le mérite; et, en effet, à cet âge encore tendre, un enfant peut très-bien se faire illusion.

Il peut n'avoir pas vu les choses avec le même sang-froid, la même intelligence, que l'homme doué de toutes ses facultés.

Il peut avoir été affecté de toute autre manière.

IV. L'art. 322 écarte le témoignage des père, mère, frère et sœur de l'accusé et des alliés au même degré.

Il exclut pareillement les époux divorcés.

Mais cet article n'est applicable qu'aux débats.

Aussi l'art. 80 veut-il, sans restriction, que le témoin cité devant le Juge d'instruction, soit tenu de comparaître sous peine d'amende; et il en était déjà ainsi sous l'empire du Code de brunaire an iv.

V. Les personnes, dépositaires par état des secrets qu'on leur confie, ne sont pas tenues d'en porter témoignage, hors le cas où la loi les oblige à se rendre dénonciateurs. (*Art. 378 du Code pénal.*)

Ainsi, l'époux même divorcé, l'ascendant, le descendant, les frères et sœurs, et les alliés au même degré des accusés et de leurs complices, lors même que les crimes qui leur sont imputés tendraient à compromettre la sûreté intérieure ou

extérieure de l'Etat; ne seraient pas tenus d'en faire leur déclaration, puisqu'ils ne le sont pas d'en faire la dénonciation. (*Art. 107 du Code pénal.*)

Cependant, s'ils avaient connaissance de crimes tendant à compromettre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, et qu'ils ne les eussent pas révélés, ils pourraient être mis, pour raison de leur silence, sous la surveillance de la haute police.

VI. Mais les secrets de la confession peuvent-ils être révélés par le Ministre auquel ils ont été confiés?

Il faut distinguer le cas où il s'agit de crimes tendant à compromettre la sûreté de l'Etat, de celui où il n'est question que de crimes ou de délits privés.

Dans le premier, l'art. 107 du Code pénal n'ayant pas fait d'exception en faveur des Ministres auxquels de pareils crimes auront été révélés sous le sceau de la confession, et l'art. 103 ayant déclaré que toutes personnes qui auraient connaissance d'un complot formé, ou de crime projeté contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, seraient tenus d'en faire la révélation, il n'est pas douteux que le Confesseur ne pourrait arguer des dispositions de l'art. 378, pour se dispenser d'en rendre témoignage.

VII. Dans le second, au contraire, non-seulement le Confesseur est autorisé à garder le silence sur les secrets qui lui ont été confiés; mais l'art. 378 lui en fait un devoir, auquel il ne pourrait manquer sans compromettre la dignité de son caractère.

La Jurisprudence a été plus loin: elle a toujours considéré de pareilles délations comme non écrites, et comme ne pouvant conséquemment produire aucun effet; de sorte que, sous ce rapport, l'art. 378 n'est pas introductif d'un droit nouveau, mais simplement déclaratif d'un point de doctrine respecté de tous les peuples, et aussi politique que moral.

Aussi, le Code pénal n'était point encore en activité, et nous vivions sous l'empire de l'ancienne législation, lorsque la Cour de cassation annula un arrêt rendu par la Cour de Justice criminelle du département de Jemmapes, qui avait ordonné à un Ministre de la religion de venir faire sa déclaration de faits qui lui avaient été confiés sous le sceau de la confession.

Voici dans quelle espèce:

Un vol considérable d'argent avait été commis.

Trois individus prévenus de ce vol avaient été mis en accusation.

Mais une partie de la somme volée avait été restituée au propriétaire par le Prêtre Laveine.

Un Juge de la Cour de Justice criminelle, délégué pour continuer l'instruction, ayant fait citer cet Ecclésiastique pour déposer devant lui comme témoin; le Prêtre Laveine se retrancha à dire qu'il ne pouvait rien déclarer des révélations qui lui avaient été faites sur la foi sacerdotale.

Il était établi par l'information, que cet Ecclésiastique n'avait pas reçu les révélations dont il s'agissait, dans le lieu ordinairement consacré à la confession; mais il en résultait également que l'individu qui l'avait chargé de faire la remise de l'argent, n'avait voulu lui confier son secret, que sous le sceau de cet acte religieux.

Dans un réquisitoire que présenta le Procureur-Général à la Cour criminelle, il demanda qu'il lui plût déclarer que le Prêtre Laveine devait à la Justice l'entière déclaration des faits qui étaient parvenus à sa connaissance, lors de la confession de la personne qui lui avait fait la remise de l'argent à restituer, et lui ordonna d'en venir déposer devant le Juge instructeur.

La Cour de Jemmapes rendit arrêt conforme, en ajoutant la considération particulière, qu'il est dû révélation à la Justice, lorsqu'elle l'ordonne, de tous les faits confiés sous tout autre secret que celui de la confession sacerdotale.

La Cour de Jemmapes reconnaissait donc bien elle-même, que le secret inviolable devait être gardé sur tout ce qui avait été confié sous le sceau de la confession.

Elle se fondait uniquement sur ce que le fait dont le Prêtre Laveine refusait de déposer, lui avait été confié dans un autre lieu que celui consacré d'ordinaire à recevoir la confession des fidèles, sans avoir égard à ce que le secret que le Prêtre Laveine refusait de révéler, lui avait été confié dans le secret de cet acte religieux.

Sur le recours du Prêtre Laveine contre cet arrêt, la Cour de cassation, au rapport de M. Vasse Saint-Onen, en prononça l'annulation, le 30 novembre 1810, dans les termes qui suivent :

» La Cour, vu les articles premier et suivans du Concordat du 26 messidor an ix, » et la loi du 3 germinal an x; et attendu qu'il en résulte que la religion catholique est » placée sous la protection du Gouvernement; que ce qui tient nécessairement à son » exercice doit conséquemment être respecté et maintenu; que la confession tient » essentiellement au rite de cette religion; qu'elle cesserait d'être pratiquée dès l'instant » où son inviolabilité cesserait d'être assurée; que les Magistrats doivent donc res- » pecter et faire respecter le secret de la confession, et qu'un Prêtre ne peut être tenu » de déposer ni même être interrogé sur les révélations qu'il a reçues dans cet acte de » sa religion; que, sans doute, les Prêtres sont soumis, comme les autres citoyens, à » l'obligation de rendre témoignage en justice des faits qui sont à leur connaissance, » lorsque cette connaissance leur est parvenue autrement que par la confiance » nécessaire de la confession; qu'il n'est pas dû, à cet égard, plus de privilège à la » foi sacerdotale qu'à la foi naturelle; mais que ce principe général ne peut être » appliqué à l'espèce sur laquelle il a été statué par la Cour de Justice criminelle de » Jemmapes; que, dans cette espèce, en effet, si la révélation faite au Prêtre » Laveine n'a pas eu lieu réellement dans un acte religieux et sacramentel de con- » fession, elle n'a été déterminée que par le secret qui était dû à cet acte; que c'est

» dans cet acte et sous la foi de son inviolabilité, que le révélant a voulu faire sa
 » révélation ; que de son côté, le Prêtre Laveino a cru la recevoir sous la foi et
 » l'obligation de cette inviolabilité ; que la bonne foi et la confiance de l'un et de
 » l'autre ne peuvent être trompées par une forme qui n'étant relative qu'à l'effet
 » sacramentel de la confession, ne peut en anéantir les obligations extérieures et
 » civiles ; qu'une décision contraire dans cette espèce, en ébranlant la confiance
 » qui est due à la confession religieuse, nuirait essentiellement à la pratique de cet
 » acte de la religion catholique ; qu'elle serait conséquemment en opposition avec
 » les lois qui en protègent l'exercice et qui sont ci-dessus citées ; qu'elle blesserait
 » d'ailleurs la morale et l'intérêt de la société. Casse, etc. »

VIII. Nous avons dit que ce point de doctrine était respecté de tous les peuples, et il l'est même par les ennemis les plus prononcés de la religion catholique.

Nous en trouvons une preuve sans réplique dans l'Essai sur l'Histoire générale des Tribunaux.

Nous ne ferons que copier :

« Une jeune Chrétienne d'une grande beauté, dont un jeune seigneur Turc était
 » éperdument amoureux, fut menacée par son amant qu'il la tuerait avec son mari,
 » si elle ne consentait à le satisfaire. Elle feignit de l'écouter, et lui donna un ren-
 » dez-vous pour un certain jour, où, disait-elle, son mari devait être absent. Le
 » Turc vint armé de deux pistolets et d'un sabre ; mais dans le moment où il croyait
 » satisfaire sa passion, le mari qui était peu éloigné parut tout-à-coup. Quoique le
 » galant fût armé, le mari, aidé par sa femme, parvint à le terrasser ; et celle-ci lui
 » donna un coup de sabre et le tua. S'étant confessée de ce meurtre à un Prêtre de sa
 » nation, ce Confesseur avarc profita de cette conjecture pour emprunter des péni-
 » tence et de son mari des sommes considérables, les menaçant de révéler leur crime
 » s'ils refusaient de satisfaire son avarice. Dépouillés enfin de tout ce qu'ils avaient,
 » ils ne furent plus en état de rien prêter ; alors le Prêtre alla les dénoncer au père
 » du jeune Turc ; le père qui était ami du Visir, alla le trouver et lui dit qu'il
 » connaissait les auteurs du meurtre de son fils par un Prêtre à qui les coupables
 » s'étaient confessés, et lui demanda justice.

» Le Visir conçut autant d'indignation contre le perfide délateur, que de pitié
 » pour les deux infortunés si indignement trahis. Ayant fait passer le Turc dans une
 » autre chambre, il envoya chercher sur-le-champ un Evêque Arménien, pour lui
 » demander ce que c'était que la confession. L'évêque répondit à sa question, et dit
 » que le secret de la confession étant inviolable, on punissait quiconque le révélait,
 » et qu'on renvoyait absous ceux qu'on accusait par cette voie. Les accusés ayant
 » comparu à leur tour, et s'étant justifiés sur la nécessité de défendre leur vie et
 » leur honneur, le Visir fit arrêter le Prêtre et le condamna à être brûlé vif dans
 » la place publique. »

IX. On trouve, dans le même Essai, un autre exemple aussi frappant du respect que l'on a porté dans tous les temps au secret de la confession.

« Un particulier condamné à mort, ne voulant point se confesser, Thomas de Villeneuve, Archevêque de Valence en Espagne, l'y détermina enfin à force d'exhortations; ce malheureux dit au Prélat qu'il refusait de se confesser, parce qu'il avait été condamné sur la révélation que son confesseur avait faite de son crime. L'Archevêque fit venir le confesseur. Cet ecclésiastique, qui était le frère de l'infortuné que l'accusé avait assassiné, convint qu'il avait trahi le secret de la confession. Le Prélat fut aussitôt vers les Juges, les détermina à révoquer la condamnation qu'ils avaient prononcée, et à absoudre le criminel; et pour faire un exemple du respect inviolable qu'on doit avoir pour le secret des confessions religieuses, et afin que cette révélation ne demeurât pas impunie, il fit punir légèrement le confesseur en considération de ce qu'il avait d'abord avoué son crime, et de l'occasion qu'il avait donnée de faire voir un exemple de la vénération que les Juges mêmes doivent avoir pour la confession. »

X. Il serait facile de multiplier les citations, mais nous nous bornerons à celles-ci, et à rappeler à l'exécution rigoureuse de l'art. 378 du Code pénal.

ARTICLE LXXX.

Toute personne citée pour être entendue en témoignage, sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation; sinon elle pourra y être contrainte par le Juge d'instruction, qui, à cet effet, sur les conclusions du Procureur-Impérial, sans autre formalité ni délai, et sans appel, prononcera une amende qui n'excédera pas cent francs, et pourra ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage.

OBSERVATIONS.

I. Il est d'un trop grand intérêt pour la société qu'aucun crime, qu'aucun délit ne reste impuni, pour que le Législateur n'ait pas cherché les moyens les plus efficaces d'en acquérir la preuve.

Il ne pouvait parvenir à ce résultat qu'en contraignant les personnes citées en témoignage, à comparaître devant le Juge d'instruction, pour y faire leurs déclarations.

Si la loi n'avait pas établi des moyens coercitifs pour les amener devant la Justice, il eût été rare que les personnes citées se fussent décidées à comparaître, soit par le désir que chacun a de se tenir à l'écart dans des occasions semblables, soit par la crainte qu'inspirent des scélérats, dont on se voit appelé à dévoiler les crimes.

Le Législateur n'a pas dû s'arrêter à ces craintes pusillanimes.

Le maintien de l'ordre public a dû prévaloir dans sa pensée.

Il a dû être sa règle.

Aussi a-t-il voulu que le témoin cité, qui fait défaut, fût condamné à l'amende, et qu'il pût même être contraint, par corps, à venir faire sa déclaration.

II. L'ordonnance que rend à ce sujet le Juge d'instruction, doit être précédée des conclusions du Procureur-Impérial.

Mais quelles que soient ses réquisitions, le Juge d'instruction n'est pas tenu de s'y conformer.

La loi lui fait un devoir de condamner le témoin à l'amende.

La voie de la contrainte par corps est seule abandonnée à sa discrétion.

III. Le motif du Législateur, en établissant cette distinction entre l'amende et la contrainte par corps, a été que la condamnation à l'amende est réparable en définitif, tandis que la contrainte par corps est une mesure dont le témoin ne pourrait être relevé lors même qu'il parviendrait à se justifier en comparaisant sur la seconde citation qui lui serait donnée.

Le Juge d'instruction ne doit donc user de cette mesure, que lorsqu'il lui apparaît clairement qu'il y a eu mauvaise volonté, désobéissance raisonnée aux ordres de la Justice.

IV. Pour condamner le témoin à l'amende, il ne faut aucune formalité ni délai.

Il suffit qu'il soit constaté par le cahier d'information, que le témoin a été cité et qu'il n'a pas comparu.

Comme cette condamnation intervient sans que le témoin ait été entendu, l'article 81 lui réserve le droit de produire ses excuses, lorsqu'il vient faire sa déclaration sur la nouvelle citation, ce qui ne l'engage dans aucuns frais.

Mais si le témoin néglige de se justifier dans ce moment, il n'y sera plus recevable par la suite.

Il aura couvert, par sa comparution, la voie de l'opposition qui lui était accordée, et celle de l'appel lui est formellement interdite.

V. Quoique l'art. 80 porte que le témoin défaillant sur la citation, peut être contraint par corps, il ne faut pas en conclure qu'il puisse être décerné contre lui un mandat d'arrêt.

L'art. 92 veut que ce soit seulement un mandat d'amener ; ce qui avait besoin d'être expliqué aussi clairement, attendu que l'art. 122 du Code de brumaire an IV, autorisait à décerner un mandat d'arrêt.

Le mandat d'amener est beaucoup plus conforme à la nature de la contravention.

La suite nécessaire des mandats d'arrêt et de dépôt, est, en effet, l'incarcération

du prévenu ; et l'art. 80 ne permet de contraindre le témoin par corps, qu'afin de le mettre dans l'obligation de venir porter son témoignage devant le Juge d'instruction.

VI. Si le témoin cité était en arrestation, pourrait-il être extrait de la maison d'arrêt ou de la maison de Justice, pour venir faire sa déclaration ?

S'il était sous le poids de condamnations civiles emportant la contrainte par corps, pourrait-il lui être accordé un sursis, à l'effet de venir faire sa déposition ?

Dans le premier cas, le Juge d'instruction devrait requérir celui du lieu où le témoin serait en arrestation, de recevoir sa déposition.

Dans le second, l'art. 782 du Code de procédure civile l'autorise à donner un sauf-conduit au témoin, à la charge d'en régler la durée.

En vertu de ce sauf-conduit, le témoin ne peut être arrêté, ni le jour fixé pour sa comparution, ni pendant le temps nécessaire pour aller et pour revenir.

Mais rien n'empêcherait qu'il le fût en vertu d'un mandat d'arrêt ou de dépôt, d'une ordonnance de prise de corps, ou d'un jugement qui l'aurait condamné à des peines afflictives ou infamantes.

Si le témoin porteur d'un sauf-conduit était arrêté pendant sa durée, il serait fondé à demander la nullité de son arrestation, devant le Tribunal du lieu où il serait détenu. (*Art. 794 du Code de procédure civile.*)

VII. L'enfant âgé moins de quinze ans peut, ainsi que tout autre témoin, être condamné à l'amende, et même contraint, par corps, à venir faire sa déclaration ; ce qui ne contrarie en rien les dispositions de cet article : car si l'enfant au-dessous de quinze ans peut n'être entendu que par forme de simple déclaration, le Juge d'instruction peut exiger de lui qu'il prête serment, et qu'il rende un véritable témoignage.

VIII. Le père et le tuteur, dans le cas de condamnation de l'enfant à l'amende, en sont-ils civilement responsables ?

Il n'y a de dommage causé ni par délit, ni par quasi-délit ; et la responsabilité n'est prononcée contre les père et tuteur, par le Code Napoléon, que dans le cas de délit et de quasi-délit. (*Art. 1384.*)

Le recouvrement de l'amende prononcée contre l'enfant au-dessous de quinze ans, qui n'aura pas répondu à la citation, ne pourra donc se faire que sur ses biens propres, et que par la voie de la contrainte par corps ; mais sans aucune responsabilité civile contre ses père et mère, tuteur ou curateur, instituteur ou autres, sous l'autorité desquels il se trouve.

IX. Mais le mari serait-il responsable de l'amende qui serait prononcée contre sa femme, et le maître de celle qui le serait contre son domestique ? Non, par la même raison.

Cela fut ainsi jugé en faveur des maîtres et des maris, par arrêts des 9 juillet 1807, 7 juin et 16 août 1811.

Ces arrêts ne furent pas rendus, il est vrai, relativement à des amendes encourues par défaut de comparution des femmes et des domestiques, sur des citations pour porter témoignage en Justice; mais ils furent fondés sur ce que les fautes sont personnelles, et sur ce qu'il n'y a responsabilité civile que lorsqu'elle est prononcée par la loi.

Dans les espèces jugées par les arrêts cités, les femmes et les domestiques avaient commis les contraventions à raison desquelles ils avaient été condamnés à l'amende, dans des circonstances étrangères à l'intérêt de leurs maris et de leurs maîtres.

ARTICLE LXXXI.

Le témoin ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira devant le Juge d'instruction des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du Procureur-Impérial, être déchargé de l'amende.

OBSERVATIONS.

I. Le témoin qui fait défaut sur la première citation, et qui n'a pas fait présenter d'excuses légitimes, doit être condamné à l'amende, qui peut être portée jusqu'à 100 francs, suivant l'art. 80.

Mais lors de sa comparution sur la seconde citation, s'il justifie de l'impossibilité où il avait été de comparaître sur la première, il devra être déchargé de la condamnation prononcée contre lui, sans qu'il soit besoin de revenir, par opposition contre le jugement qui l'aurait condamné.

II. Si le témoin ne justifiait pas d'excuses légitimes, lors de sa comparution sur la seconde citation, il serait non-recevable dans la demande qu'il pourrait former en décharge de la condamnation prononcée contre lui: car l'article 80 n'autorise pas l'appel en pareille matière, et l'art. 81 ne donne pouvoir au Juge d'instruction de revenir sur la condamnation qu'il a prononcée, que dans le cas où le témoin justifie d'excuses légitimes, en se présentant sur la seconde citation.

III. Quoique le Code rende le Juge d'instruction maître de révoquer la condamnation d'amende qu'il a prononcée contre le témoin défaillant, ce ne peut être néanmoins qu'après avoir ouï le Procureur-Impérial dans ses réquisitions: car s'il ne peut être gêné dans sa décision, il doit du moins, avant de la porter, s'entourer de toutes les lumières, pour ne statuer qu'en connaissance de cause.

IV. Le témoin cité à trop bref délai, aurait une excuse suffisante à présenter ; mais, comme le Code ne détermine aucun délai à accorder au témoin cité, ce serait au Juge d'instruction à apprécier si réellement le délai accordé aurait été insuffisant.

Le jour, l'heure et le lieu de la comparution du témoin, doivent être indiqués par la citation.

ARTICLE LXXXII.

Chaque témoin qui demandera une indemnité, sera taxé par le Juge d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. Le Juge d'instruction ne doit accorder une taxe au témoin que sur sa demande. Il doit en conséquence interroger le témoin pour savoir s'il entend ou non exiger l'indemnité que la loi lui accorde.

Le Code ne dit pas qu'il sera fait mention de cette interpellation, et cette mention n'était pas non plus exigée sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Mais la fixation de l'indemnité accordée au témoin, doit être mentionnée sur la copie qui lui tient lieu d'exécutoire ; de sorte qu'il lui suffise d'en faire la représentation au Receveur de l'enregistrement, pour s'en faire payer le montant.

Le Receveur ne pourrait s'y refuser ; car, les taxes des témoins sont des frais *urgens* qu'il est tenu d'acquitter, à première réquisition, lorsque le témoin a été cité à la requête de la partie publique. (Art. 133 du décret impérial du 18 juin 1809.)

III. Si le témoin se trouve hors d'état de fournir aux frais de son déplacement, il doit lui être délivré un mandat provisoire, à-compte de ce qui pourra lui être dû.

Ce mandat doit être délivré par le Président de la Cour ou du Tribunal du lieu de sa résidence ; et à défaut, par le Juge-de-paix du canton.

Le Receveur de l'enregistrement qui l'acquitte, doit faire mention de l'a-compte qu'il a payé, en marge ou au bas de la copie de la citation. (Art. 135, *ibid.*)

Cet article est commun à tous les cas où un témoin dans l'indigence, est appelé à faire sa déclaration ; qu'il le soit pour comparaître devant le Juge d'instruction, à la Cour d'Assises ou à la Cour spéciale, même aux Cours prévôtales et aux Tribunaux des Douanes. (Art. 186, *ibid.*)

IV. Si le témoin avait été cité à la requête de la partie civile ou de l'accusé, ce serait à la personne qui l'aurait fait citer, qu'il devrait s'adresser pour obtenir l'avance qui lui serait nécessaire.

V. Il n'est dû aucune taxe aux militaires en activité de service, si ce n'est pour séjour forcé. (Art. 31, *ibid.*)

Les personnes qui reçoivent un traitement de l'Etat, n'ont droit non plus qu'au

remboursement de leurs frais de voyage, et seulement lorsqu'elles le requièrent. (*Art. 32 du décret du 18 juin.*)

VI. L'indemnité est due à l'enfant au-dessous de quinze ans, comme aux autres témoins, puisqu'il est tenu de déférer à la citation, et que le Juge d'instruction est autorisé à l'entendre par forme de déposition. (*Art. 28, ibid.*)

Elle doit même être double, lorsque l'enfant mâle au-dessous de seize ans, et la fille au-dessous de vingt, se trouvent accompagnés de leurs père, mère, tuteur ou curateur. (*Art. 97, ibid.*)

ARTICLE LXXXIII.

Lorsqu'il sera constaté, par le certificat d'un Officier de santé, que des témoins se trouvent dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui leur aura été donnée, le Juge d'instruction se transportera en leur demeure, quand ils habiteront dans le canton de la Justice de paix du domicile du Juge d'instruction.

Si les témoins habitent hors du canton, le Juge d'instruction pourra commettre le Juge-de-paix de leur habitation, à l'effet de recevoir leur déposition, et il enverra au Juge-de-paix des notes et instructions qui feront connaître les faits sur lesquels les témoins devront déposer.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque l'impossibilité de comparaître de la part du témoin eût se trouve constatée par le certificat d'un Officier de santé, il ne peut y avoir lieu à le condamner à l'amende pour défaut de comparution, ni à décerner contre lui aucun mandat.

Mais si le Juge d'instruction acquiert la preuve que le témoin et l'Officier de santé lui en ont imposé, il devra décerner contre l'un et l'autre des mandats de dépôt, en conformité de l'article 86 du Code d'instruction criminelle, et les condamner à l'amende, aux termes de l'art. 80, sur les simples conclusions du Procureur-impérial.

Son jugement n'est pas susceptible d'appel.

II. Lorsqu'il y a impossibilité constatée que le témoin puisse se rendre sur la citation, et qu'il a sa résidence dans le canton où le Juge d'instruction exerce ses fonctions, ce Magistrat doit se transporter au domicile du témoin pour recevoir sa déclaration.

Le Code ne lui accorde pas alors la faculté de déléguer ses fonctions.

Il doit se faire assister de son Greffier. (*Art. 73.*)

III. Si le témoin est domicilié dans l'arrondissement du Juge d'instruction, mais hors du canton où ce Magistrat exerce ses fonctions, il est autorisé à déléguer au

Juge-de-paix du canton de la résidence du témoin, cette partie de ses fonctions, lorsqu'il ne croit pas nécessaire de se transporter lui-même sur le lieu.

IV. L'art. 84 indique la conduite à tenir par le Juge d'instruction, lorsque le témoin empêché réside *hors de son arrondissement*.

V. Lorsque le Juge d'instruction délègue ses pouvoirs au Juge-de-paix, pour l'audition des témoins, il doit lui adresser les notes et instructions nécessaires pour lui faire connaître les faits sur lesquels ils doivent déposer.

VI. On ne tirerait pas une conséquence juste de l'art. 83, si l'on voulait en induire que le Juge-de-paix délégué doit *interroger* le témoin sur les notes et pièces qui lui auraient été transmises.

Il doit se borner à lui donner connaissance des faits, et à recevoir sa déposition.

Aussi l'art. 83 ne dit-il pas que le Juge-de-paix *donnera* connaissance au témoin, des faits sur lesquels il devra *l'interroger*, mais des faits sur lesquels le témoin *devra déposer*.

L'interrogatoire fait au témoin aurait des inconvénients graves.

Il pourrait être captieux.

Le Juge pourrait y insinuer la réponse à faire ;

La déposition ne serait plus vraiment celle du témoin ;

Elle serait en quelque sorte celle du Juge, dont les fonctions doivent se borner à la recevoir.

A R T I C L E L X X X I V.

Si les témoins habitent hors de l'arrondissement du Juge d'instruction, celui-ci requerra le Juge d'instruction de l'arrondissement dans lequel les témoins sont résidans, de se transporter auprès d'eux pour recevoir leurs dépositions.

Dans le cas où les témoins n'habiteraient pas le canton du Juge d'instruction ainsi requis, il pourra commettre le Juge-de-paix de leur habitation, à l'effet de recevoir leurs dépositions, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

O B S E R V A T I O N S.

I. Nous venons de voir que l'art. 83 autorise le Juge d'instruction à commettre le Juge-de-paix du canton où réside le témoin, pour recevoir sa déposition, lorsque ce canton est situé dans son arrondissement.

Mais lorsque le canton où réside le témoin est hors de l'arrondissement du Juge

d'instruction, la réquisition doit être faite au Juge d'instruction de l'arrondissement de la résidence du témoin. (Art. 84.)

II. L'art. 83 se sert du verbe *commettre*, et l'art. 84 de celui de *requérir*; mais cette différence dans les termes n'en apporte aucune dans les effets.

Le Juge d'instruction commis, et le Juge-de-paix requis, sont également tenus de déférer à la commission qui leur est donnée, à la réquisition qui leur est faite.

III. Le Législateur n'a pas répété dans l'art. 84, qu'en requérant le Juge d'instruction de l'arrondissement où réside le témoin, il devra lui être adressé les notes et instructions nécessaires pour lui faire connaître les faits sur lesquels le témoin devra déposer; mais cela est suffisamment sous-entendu.

IV. Le Juge d'instruction requis doit personnellement entendre le témoin dans sa déposition, lorsque celui-ci réside dans le canton où il exerce ses fonctions.

Si le témoin réside hors du canton, le Juge d'instruction requis a la faculté de se transporter sur les lieux pour recevoir la déposition, ou d'en sous-déléguer le pouvoir au Juge-de-paix du canton de la résidence du témoin.

L'art. 84 renferme, sur ce point, les mêmes dispositions que l'art. 83.

V. Si le Juge d'instruction requis, ou le Juge-de-paix commis, n'obtempérât pas à la réquisition ou à la commission, ce ne serait pas au Juge d'instruction qui l'aurait faite ou donnée, qu'il appartiendrait de sévir contre cette négligence; le Juge requérant devrait se borner à en informer M. le Procureur-Général.

ARTICLE LXXXV.

Le Juge qui aura reçu les dépositions en conséquence des art. 83 et 84 ci-dessus, les enverra closes et cachetées au Juge d'instruction du Tribunal saisi de l'affaire.

OBSERVATIONS.

I. Comme ce n'est que par commission ou par réquisition que le Juge d'instruction et le Juge-de-paix reçoivent les dépositions des témoins, il était indispensable d'ordonner que l'envoi du procès-verbal serait fait au Juge d'instruction saisi; et comme c'est une pièce secrète, dans le principe de l'instruction, il convenait également d'ordonner qu'il serait envoyé clos et cacheté.

Le Juge chargé de faire cet envoi, doit y joindre les notes et instructions qu'il a reçues: car rien ne doit transpirer au dehors de ces communications nécessaires.

II. Lors même que le Juge-de-paix aurait été commis par un Juge d'instruction qui aurait été lui-même requis, et qu'il ne tiendrait pas directement sa commission du Juge d'instruction saisi, ce n'en serait pas moins à celui-ci qu'il devrait faire l'envoi de son procès-verbal, sans passer par l'intermédiaire du Juge d'instruction qui l'aurait commis.

L'art. 85 ne fait, dans ce cas, aucune distinction, et c'est le seul moyen d'éviter des frais en pure perte, et des longueurs inutiles.

III. Le Juge-de-paix qui a été commis par le Juge d'instruction requis, doit joindre à son envoi l'ordonnance en vertu de laquelle il a procédé, afin qu'il y ait preuve au procès qu'il était autorisé à agir, et que les formalités ont été observées.

IV. C'est la minute du procès-verbal qui doit être envoyée, et non une simple expédition : cela résulte des dispositions de l'art. 59 du décret impérial du 18 juin 1811.

ARTICLE LXXXVI.

Si le témoin auprès duquel le Juge se sera transporté, dans les cas prévus par les trois articles précédens, n'était pas dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui lui avait été donnée, le Juge décernera un mandat de dépôt contre le témoin et l'Officier de santé qui aura délivré le certificat ci-dessus mentionné.

La peine portée en pareil cas sera prononcée par le Juge d'instruction du même lieu, et sur la réquisition du Procureur-Impérial, en la forme prescrite par l'art. 80.

OBSERVATIONS.

I. Pour prononcer la condamnation du témoin et de l'Officier de santé, il n'y a ni formalité, ni délai à observer.

L'appel du jugement qui la prononce n'est pas même recevable. (Art. 80.)

Cependant, s'il y avait lieu d'appliquer les dispositions de l'article 236 du Code pénal, qui veut, qu'outre l'amende, le témoin soit condamné à un emprisonnement de six jours à deux mois, et de l'art. 160 du même Code contre l'Officier de santé, une simple ordonnance du Juge d'instruction ne suffirait pas.

Les prévenus devraient être renvoyés devant le Tribunal de police correctionnelle. Mais les art. 160 et 236 du Code pénal sont-ils applicables à l'espèce particulière ?

C'est ce que nous examinerons sous le N.º XIV.

II. Il fallait trouver le moyen d'empêcher que le témoin se fît un jeu de tromper la confiance du Juge d'instruction par une fausse allégation, et de le distraire ainsi des devoirs de sa charge en nécessitant son transport sur les lieux.

La menace d'une simple amende aurait été insuffisante sans celle du mandat de dépôt.

Le Juge saisi a donc dû être autorisé à le décerner.

III. La forme du mandat de dépôt est déterminée par l'art. 95.

L'individu contre lequel il est dirigé, doit être arrêté, traduit et gardé dans la maison d'arrêt près le Tribunal correctionnel de l'arrondissement. (Art. 107.)

IV. C'est à la maison d'arrêt près le Tribunal de première instance, auquel appartient le Juge d'instruction saisi de l'affaire, que l'Officier de santé et le témoin doivent être déposés.

L'art. 86 se borne bien à dire que ce sera le Juge d'instruction *du lieu* qui prononcera la condamnation, ce qui n'a rien de bien positif; mais comme l'art. 85 venait de parler du Juge d'instruction saisi, il est évident que c'est également de lui que le Législateur a entendu parler dans l'art. 86.

V. Lorsque c'est le Juge-de-paix qui se transporte sur les lieux, en vertu de la commission qu'il en a reçue, il est autorisé, comme le serait le Juge d'instruction, à décerner le mandat de dépôt : car l'art. 86 parle, sans restriction, *du Juge* qui se sera porté sur les lieux.

VI. Mais le Juge d'instruction requis ou le Juge-de-paix commis qui s'est transporté sur les lieux, et qui a reconnu qu'il n'y avait pas impossibilité que le témoin se rendît sur la citation, peut-il recevoir sa déposition, ou doit-il se borner à décerner mandat contre l'Officier de santé et le témoin?

Si c'est le Juge-de-paix qui s'est transporté sur les lieux, nous estimons qu'il doit se borner à décerner le mandat, sans faire aucun acte d'instruction; il n'a de mission que pour le cas d'impossibilité constatée.

Il en serait autrement si c'était le Juge d'instruction requis, qui s'y fût transporté; car il a caractère pour recevoir la déclaration des témoins.

VII. L'art. 86 ne porte pas que l'Officier de santé et le témoin seront condamnés, outre l'amende, aux *frais* qu'ils auront occasionnés.

Mais par le faux certificat qu'ils ont adressé au Juge d'instruction, l'Officier de santé et le témoin se sont constitués en délit; et l'art. 194 du Code d'instruction criminelle veut que tout individu condamné à des peines criminelles, correctionnelles ou de police, pour crimes, délits ou contraventions, le soit également aux frais d'instruction et de poursuites.

VIII. L'amende et les frais peuvent être exigés par toutes voies, même par corps.

Cela résulte, quant aux frais, du décret impérial du 20 septembre 1807 ; et, quant à l'amende, de l'art. 407 du Code pénal.

La manière de mettre la contrainte par corps à exécution, se trouve prescrite par l'article 175 du décret impérial du 18 juin 1811, nécessairement applicable à tous les cas où il s'agit de l'exercice de la contrainte par corps, pour le recouvrement des sommes adjugées au Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police.

IX. Le Procureur-Impérial, chargé de faire mettre à exécution les ordonnances rendues par le Juge d'instruction, peut retenir en arrestation l'Officier de santé et le témoin, jusqu'à ce qu'ils se soient entièrement libérés des condamnations prononcées contre eux.

Mais ce n'est plus par suite du mandat de dépôt qui aura produit tout son effet. Ce sera en vertu du jugement de condamnation.

X. Le Code d'instruction criminelle n'a pas prononcé la solidarité de l'amende pour le cas dont il s'agit ; et comme l'amende est une peine (*Art. 464 du Code pénal*), elle est personnelle au condamné, lorsqu'aucune loi n'en a autrement disposé.

L'officier de santé ou le témoin qui s'est libéré de l'amende mise à sa charge, ne pourrait dès-lors être retenu en arrestation, sous le prétexte que son co-accusé n'aurait pas lui-même payé celle à laquelle il aurait été personnellement condamné.

XI. Mais si l'Officier de santé et le témoin justifiaient de leur insolvabilité, ils ne pourraient être retenus plus de six mois en arrestation, soit pour le paiement de l'amende, soit pour le remboursement des frais : c'est la disposition de l'art. 53 du Code pénal ; sauf néanmoins à reprendre contre eux la voie de la contrainte par corps, s'il leur survenait quelque moyen de solvabilité.

L'art. 467 du même Code, qui ne permet pas de retenir plus de quinze jours le condamné insolvable en arrestation, n'est applicable qu'au condamné pour simple contravention de police.

XII. Il ne faudrait pas conclure cependant de ce que l'Officier de santé ou le témoin aurait justifié de son insolvabilité, qu'il en résultât que celui d'entre eux qui n'aurait pas fait la même justification, dût aussi être mis en liberté avant d'avoir payé son amende personnelle et tous les frais auxquels il aurait été *solidairement* condamné.

XIII. Si l'Officier de santé et le témoin payaient l'amende et les frais à l'instant de la condamnation, ils devraient être mis sur-le-champ en liberté, si la peine d'emprisonnement n'avait pas été prononcée, en leur appliquant les dispositions des art. 160 et 236 du Code pénal.

Mais ces articles peuvent-ils leur être appliqués ?

XIV. L'art. 160 porte que « tout Médecin, Chirurgien ou autre Officier de santé, » qui, pour favoriser quelqu'un, certifiera faussement des maladies ou infirmités » propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement de deux » à cinq ans. »

Et l'article 236, « que les témoins qui auront allégué une excuse reconnue fausse, » seront condamnés à un emprisonnement de six jours à deux mois. »

Ces articles renferment des dispositions générales ; ce qui pourrait faire penser qu'ils devraient s'appliquer à l'espèce particulière.

Cependant le Législateur ne semble avoir eu en vue, dans l'art. 236, que le cas de non-comparution des témoins *aux débats*.

Cela paraît résulter de leur assimilation aux *Jurés*.

L'article 160 ne paraît non plus avoir eu en vue que les faux certificats donnés pour dispenser d'un service *public*, celui auquel ils ont été délivrés ; ce qui ne peut s'appliquer à des témoins cités pour faire leurs déclarations dans une affaire particulière.

Il est donc très-difficile de déterminer la latitude que l'on doit donner à ces articles.

Nous eussions désiré trouver dans le discours de l'Orateur du Gouvernement au Corps-Législatif, lorsqu'il lui fit la présentation du projet du Code pénal, quelque chose qui pût nous guider ; mais on y lit simplement que le paragraphe qui traite du refus de remplir *un service dû légalement*, n'est pas susceptible d'observations. Il faut bien néanmoins prendre un parti, et notre opinion est que ce parti doit être le plus favorable aux prévenus.

C'est même entrer, pour le cas particulier, dans l'esprit de la législation : car, si les art. 160 et 236 du Code pénal pouvaient s'appliquer au cas des art. 80 et 86 du Code d'instruction criminelle, il en résulterait qu'un Juge d'instruction *seul* pourrait condamner sans *appel* à un emprisonnement ; qu'il pourrait même le prononcer de cinq ans contre l'Officier de santé, lorsque, dans aucun cas, la loi ne l'autorise à prononcer la peine d'emprisonnement même d'un seul jour ; tandis que le Code d'instruction criminelle ni le Code pénal ne fournissent aucun exemple que l'individu condamné à l'emprisonnement, soit privé de la faculté d'appeler du jugement qui l'a condamné.

Les lois générales ne dérogent d'ailleurs aux lois spéciales, que lorsqu'elles en renferment une disposition formelle ; et les art. 80 et 86 du Code d'instruction criminelle renferment des dispositions spéciales aux faits dont ils s'occupent.

Nous sommes donc d'avis que les articles 160 et 236 du Code pénal ne peuvent s'appliquer aux cas prévus par les art. 80 et 86 ; cependant nous ne pouvons nous dissimuler que les art. 160 et 236 sont conçus dans des termes bien généraux.

XV. Si le témoin avait fait usage d'un certificat faux pour tromper la confiance

du Juge d'instruction, ce ne serait plus une simple amende qui devrait lui être infligée ; il devrait être traduit devant le Tribunal correctionnel, pour lui faire appliquer les dispositions de l'art. 159 du Code pénal.

XVI. Si l'Officier de santé qui aurait délivré le faux certificat, avait été mû par *des dons ou promesses*, comme la peine du bannissement devrait lui être appliquée, ainsi qu'à ses corrupteurs, ils devraient être traduits à la Cour d'Assises.

XVII. L'art. 86 n'est donc applicable qu'au cas où, sans avoir employé aucunes manœuvres et par pure faveur, l'Officier de santé a constaté une impossibilité de comparaître qui n'existait réellement pas.

§. I V.

DES PREUVES PAR ÉCRIT ET DES PIÈCES DE CONVICTION.

A R T I C L E L X X X V I I.

Le Juge d'instruction se transportera s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des papiers, effets, et généralement de tous les objets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité.

O B S E R V A T I O N S.

I. Cet article ne s'occupe que du transport du Juge d'instruction au domicile du prévenu ; mais l'art. 88 étend cette mesure à tous les autres lieux où il présumerait que pourraient être déposés des objets utiles à la manifestation de la vérité.

II. Le juge d'instruction doit se transporter personnellement sur le lieu, lorsqu'il est situé *dans* son arrondissement.

Il ne pourrait commettre un autre Officier de police judiciaire pour le suppléer dans cette partie de ses fonctions, ainsi qu'il est autorisé à le faire lorsqu'il s'agit d'une simple audition de témoins. Cela résulte de la combinaison des articles 87, 88, 89 et 90, et principalement de ce que l'art. 89, en renvoyant à divers articles, pour son exécution, ne renvoie pas à l'art. 32 relatif aux délégations.

III. Si le lieu du transport se trouve situé *hors* de l'arrondissement du Juge d'instruction, il doit requérir le Juge d'instruction de cet arrondissement de procéder à l'opération. (Art. 90.)

IV. Le Juge d'instruction *doit* se transporter sur les lieux, lorsqu'il en est *requis*. Ainsi le veut l'art. 87.

Son transport n'est *facultatif* que lorsqu'il ne lui a été fait aucune réquisition,

Lorsque l'article parle de réquisition faite, il porte en effet que le Juge d'instruction se *transportera*, et lorsqu'il autorise son transport d'Office, il dit simplement que le Juge d'instruction *pourra* se transporter.

V. L'art. 87 n'indique pas dans quelle forme ni de quelle part devra être faite la réquisition, pour nécessiter le transport du Juge d'instruction sur les lieux ; ce qui fait naître la question de savoir si le Juge d'instruction est tenu de déférer non-seulement à la réquisition du Ministère public, mais aussi à celle de la partie civile et du prévenu.

Si l'on s'en tient rigoureusement aux termes de l'art. 87, il suffit qu'il y ait réquisition de quelque part qu'elle vienne, pourvu qu'elle procède d'une personne intéressée dans l'affaire.

Si cependant elle était faite par la partie civile ou par le prévenu, le Juge d'instruction devrait commencer par en ordonner la communication au Procureur Impérial.

Mais s'il paraissait évident au Procureur Impérial et au Juge d'instruction, que la réquisition émanée de la partie civile ou du prévenu, ne pourrait avoir aucun objet utile, nous ne pensons pas que le Juge d'instruction fût dans la nécessité d'y déférer.

Ce qu'il pourrait faire alors s'il ne voulait rien prendre sur lui, ce serait d'en référer à la Chambre du Conseil.

Mais quel que soit le parti qu'il prenne, et lors même qu'il n'aurait pas prononcé sur la réquisition, il n'en pourrait résulter aucun vice dans l'instruction, capable d'en faire prononcer l'annulation : car les dispositions de l'article 408 ne sont applicables qu'aux actes d'instruction et de procédure faits *depuis* la mise en accusation des prévenus.

VI. La forme de la réquisition est indifférente.

Il suffit qu'elle parvienne à la connaissance du Juge d'instruction, et qu'elle soit constatée d'une manière quelconque.

VII. Si elle émanait directement du *Procureur-Général*, le Juge d'instruction devrait y déférer sans examen : l'art. 279 le met sous la surveillance de ce Magistrat, et le Procureur-Général peut faire par lui-même une réquisition, qu'aux termes de l'art. 27, il pourrait charger le Procureur Impérial de faire, sans que celui-ci pût s'y refuser.

ARTICLE LXXXVIII.

Le Juge d'instruction pourra pareillement se transporter dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les objets dont il est parlé dans l'art. précédent.

OBSERVATIONS.

I. Cet article autorise le Juge d'instruction à se transporter dans *tous* les lieux où il présume que pourraient être déposés des objets utiles à la découverte de la vérité.

Ce n'est qu'à lui *seul* que la loi a confié ce pouvoir.

Elle ne l'a pas même accordé au Procureur-Impérial, dans le cas de flagrant délit, ainsi que nous l'avons fait remarquer dans nos observations sur l'art. 37.

II. Le Juge d'instruction doit être très-circonspect lorsqu'il s'agit d'ordonner son transport au domicile des citoyens, avant qu'aucune prévention plane encore sur eux.

Le respect dû au domicile doit néanmoins céder au maintien de l'ordre public qui exige qu'aucun crime ne reste impuni.

III. Le Juge d'instruction doit apporter dans ses recherches tous les ménagemens compatibles avec leur objet.

IV. Dans le cas prévu par l'art. 88, le Juge d'instruction peut, comme dans l'espèce de l'art. 87, ordonner d'office son transport.

Mais nous ne pensons pas qu'il soit tenu, dans le cas prévu en l'art. 88, de déférer aveuglément aux réquisitions qui pourraient lui être faites, lors même qu'elles émaneraient du Ministère public.

L'article 88 n'autorise en effet le Juge d'instruction à se transporter dans les autres lieux que celui du domicile du prévenu, que lorsqu'il présume qu'il y a été recélé des objets pouvant servir à la manifestation de la vérité.

La loi s'en remet entièrement à sa prudence.

Cependant, si la réquisition émanait du Procureur-Général, ou qu'elle fût faite par le Procureur-Impérial, d'après ses ordres, il faudrait que le Juge d'instruction eût de fortes raisons pour ne pas y déférer.

ARTICLE LXXXIX.

Les dispositions des art. 35, 36, 37, 38 et 39, concernant la saisie des objets dont la perquisition peut être faite par le Procureur-Impérial dans les cas de flagrant délit, sont communes au Juge d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 89 se borne à renvoyer, pour le cas de transport du Juge d'instruction sur les lieux, aux art. 35 et suivans, jusques et compris l'art. 39, sans renvoyer à l'art. 32, qui autorise le Procureur-Impérial, dans le cas de flagrant délit, à déléguer une partie de ses fonctions à un Officier de police auxiliaire.

La conséquence à en tirer, est que le Juge d'instruction ne peut déléguer cette partie de ses fonctions dans le cas de l'art. 87; ce qui se fortifie par les termes de ce même article : « Le Juge d'instruction se *transportera*. »

II. Si l'art. 52 autorise le Procureur-Impérial à déléguer, au cas de flagrant délit, c'est à raison de l'urgence des circonstances qui ne permettent pas toujours de choisir ce qu'il y a de mieux, mais seulement ce qu'il convient de faire dans l'état des choses.

Nous ne pensons pas, cependant, que les actes faits par l'Officier de police judiciaire, par suite de commission ou de délégation du Juge d'instruction, fussent radicalement nuls, et que, comme tels, ils dussent être rejetés du procès.

Mais ils perdraient beaucoup de la confiance qui leur serait accordée, s'il avait été régulièrement procédé.

Ils ne feraient pas pleine foi en Justice, contre la dénégation du prévenu qui réfuterait avec avantage les inductions que l'on prétendrait en faire résulter contre lui.

III. Les art. 35, 36, 37, 38 et 39, que l'art. 89 veut être exécutés par le Juge d'instruction, lors de son transport sur les lieux, sont relatifs à la saisie des objets;

A la recherche des papiers;

Aux soins à prendre pour en assurer l'identité et la conservation;

Et à la présence du prévenu ou de son fondé de pouvoir, à toutes ces opérations.

Il faut consulter sur chacun de ces articles, les observations que nous avons faites, pour en régulariser l'exécution.

IV. Le prévenu devant être présent aux recherches, lorsqu'il veut y assister, soit par lui-même, soit par son fondé de pouvoir, le Procureur-Impérial doit donner les ordres nécessaires pour qu'il soit amené sur le lieu avec une escorte suffisante pour ne pas craindre son évasion.

ARTICLE XC.

Si les papiers ou les effets dont il y aura lieu de faire la perquisition, sont hors de l'arrondissement du Juge d'instruction, il requerra le Juge d'instruction du lieu où l'on peut les trouver, de procéder aux opérations prescrites par les articles précédents.

OBSERVATIONS.

I. L'art. 464 apporte une exception à l'art. 90, en ce qu'il autorise le Juge d'instruction à se transporter hors de son arrondissement, pour faire la recherche

des pièces de conviction, lorsqu'il s'agit du crime de fabrication ou de distribution de fausse-monnaie, de faux papiers nationaux, de faux billets de la Banque de France, de celles des départemens, ou de contrefaçon du sceau de l'Etat.

II. Le Juge d'instruction requis en vertu de l'art. 90, doit se transporter lui-même sur le lieu, comme aurait dû le faire le Juge d'instruction saisi, si le transport avait dû s'effectuer dans son arrondissement.

III. L'art. 90 ne répète pas que le Juge d'instruction saisi doit adresser des notes et des instructions suffisantes au Juge d'instruction requis, pour procéder aux opérations; mais cette disposition se trouve rappelée dans l'art. 103.

IV. Le Code ne se sert pas indifféremment des mots *charger, commettre, requérir*; il les emploie toujours dans le sens qui leur est propre; et quoique le mot ne fasse pas la chose, il a néanmoins l'avantage de rendre la chose plus sensible, et de la présenter sous le point de vue qui lui convient; ce qui ne doit jamais être négligé dans la rédaction des lois.

Aussi voit-on qu'en autorisant le Juge d'instruction à se faire remplacer par le Juge-de-paix, les art. 83 et 84 portent qu'il pourra le *commettre*.

Et qu'au contraire, en l'autorisant, par les art. 84 et 90, à faire remplir les fonctions de sa charge par le Juge d'instruction d'un autre arrondissement, le Législateur s'est servi de cette autre locution, il *requerra*.

Qu'enfin, lorsque la délégation doit être faite par le Procureur - Impérial à un Officier de police judiciaire, il doit le *charger* d'y procéder. (Art. 52.)

IV. Dans l'ancien état de la législation, on délivrait de simples commissions rogatoires.

En supprimant cette ancienne formule, on ne pouvait mieux la remplacer que par celle de la réquisition, qui ne contient pas un ordre proprement dit, mais qui fait connaître au Juge requis, que la loi l'oblige à remplir telles ou telles fonctions qu'elle a mises dans ses attributions.

V. Si le Procureur-Impérial peut *charger* un Commissaire de police, un Juge-de-paix, un Maire, de procéder à certains actes de la police judiciaire, c'est que les Commissaires de police, les Juges-de-paix, les Maires, sont ses auxiliaires.

Si le Juge d'instruction *commet* un Juge-de-paix, c'est qu'il est son supérieur dans la hiérarchie judiciaire.

Ces nuances sont délicates, mais elles conservent les convenances, et en toutes matières elles doivent être maintenues.

C H A P I T R E V I I

Des Mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt.

A R T I C L E X C I.

Lorsque l'inculpé sera domicilié, et que le fait sera de nature à ne donner lieu qu'à une peine correctionnelle, le Juge d'instruction pourra, s'il le juge convenable, ne décerner contre l'inculpé qu'un mandat de comparution, sauf, après l'avoir interrogé, à convertir le mandat en tel autre mandat qu'il appartiendra.

Si l'inculpé fait défaut, le Juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'amener.

Il décernera pareillement mandat d'amener contre toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, inculpée d'un délit emportant peine afflictive ou infamante.

O B S E R V A T I O N S.

I. Le Code d'instruction criminelle autorise à décerner des mandats de différentes espèces, suivant les circonstances :

Mandat de comparution,
Mandat d'amener,
Mandat de dépôt,
Mandat d'arrêt.

II. Il ne peut en être décerné aucun en matière de simple police.

Cependant, le témoin qui ferait défaut sur la citation qui lui aurait été donnée pour comparaître devant le Tribunal de police, pourrait être frappé d'un mandat d'amener : car la règle établie par le Code d'instruction criminelle contre les témoins défaillans, est générale.

III. Le Code ne définit pas les diverses qualités de mandats qu'il autorise à décerner ; mais il est facile de s'en faire une juste idée

Le mandat de comparution n'est que l'*assigné pour être ouï*, de l'ordonnance de 1670.

L'individu contre lequel il est décerné, n'est point amené devant le Juge par

l'exécuteur des mandemens de Justice : il suffit que le mandat lui soit exhibé, et qu'il lui en soit laissé copie. (*Art. 97.*)

Il s'y rend de lui-même, au jour et à l'heure qui lui sont indiqués.

Il doit être interrogé de suite. (*Art. 93.*)

Si la personne contre laquelle il est décerné ne se présente pas, le mandat de comparution doit être converti en mandat d'amener, et même en tout autre que le Juge d'instruction trouve convenable, d'après les charges qui peuvent être survenues.

Nous devons cependant observer que le Juge d'instruction ne pourrait convertir le mandat de comparution en mandat d'arrêt, sans communication préalable de la procédure au Procureur-Impérial. (*Art. 61.*)

IV. Le mandat de comparution décerné ne lie les mains au Juge d'instruction, que dans le cas de défaut de comparution de la personne inculpée.

Il n'emporte pas nécessairement après lui le mandat d'amener, de dépôt ou d'arrêt : car, par sa comparution, celui contre lequel il a été décerné, peut détruire entièrement les présomptions qui auraient pu résulter contre lui de l'instruction.

Le Juge d'instruction, après avoir interrogé le prévenu, peut donc le laisser en liberté ; mais s'il veut convertir le mandat de comparution en un autre plus rigoureux, ce ne peut être qu'en celui de dépôt ou d'arrêt : car celui d'amener ne pourrait présenter aucun résultat.

V. Si le défaut de comparution du prévenu n'ajoute rien à sa culpabilité, il laisse au moins subsister à sa charge les indices qui avaient déterminé le Juge à décerner le mandat ; et, dans cet état de choses, il doit nécessairement être décerné contre lui un mandat d'amener.

VI. Le mandat de comparution, comme ceux de toute autre espèce, doit être signé du Juge qui l'a décerné, et muni de son sceau. (*Art. 95.*)

La personne contre laquelle il l'a été, doit y être nommée et désignée le plus clairement possible. (*Ibid.*)

Il doit être exhibé et notifié à personne ou à domicile, par un Huissier ou par un Agent de la force publique. (*Art. 97.*)

Il est exécutoire dans tout le territoire de l'Empire. (*Art. 98.*)

VII. Aucun de ces articles, cependant, n'est prescrit sous peine de nullité.

L'art 112 veut seulement que, dans le cas d'inobservation des formalités prescrites, le Greffier soit passible d'amende, et qu'il puisse être fait des injonctions au Juge.

VIII. Le mandat d'amener n'est pas précisément l'ancien *décret d'ajournement* personnel de l'ordonnance de 1670.

Il est beaucoup plus rigoureux sous divers rapports, et il l'est moins sous certains autres.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, le décret d'ajournement personnel ne pouvait être converti en décret de prise de corps, que dans le cas de survenance de nouvelles charges, tandis que sous la législation actuelle, lorsque le mandat d'amener est décerné contre un prévenu de crime, il doit nécessairement être converti en mandat de dépôt ou en mandat d'arrêt, lorsque le prévenu interrogé n'a pas détruit la prévention par ses réponses aux interrogatoires qu'il a subis.

IX. Pour l'exécution du décret d'ajournement personnel, on se bornait, sous l'empire de l'ordonnance de 1670, à citer le prévenu à comparaître devant le Juge instructeur, comme pour l'exécution du décret de soit ouï.

Il n'y avait de différence entre ces décrets, qu'en ce que celui d'*assigné pour être ouï* n'était considéré que comme simple citation, tandis que celui d'*ajournement personnel* produisait l'effet de rendre le Fonctionnaire public contre lequel il était décerné, incapable de remplir aucune des fonctions de sa charge, jusqu'à ce qu'il fût révoqué, ou qu'il eût été converti en décret de soit ouï.

Le simple mandat d'amener ne produirait pas aujourd'hui un pareil effet. Pour que l'Officier public se trouve provisoirement suspendu de ses fonctions, il faut qu'il ait été mis sous les liens d'un mandat d'arrêt ou de dépôt, d'une ordonnance de prise de corps, ou d'une condamnation correctionnelle. (*Art. 58 de la loi du 20 avril 1810.*)

Mais la condamnation fût-elle prononcée par un jugement appellable, et l'appel du jugement fût-il interjeté, il n'y en aurait pas moins suspension provisoire des fonctions du Magistrat inculpé. (*Ibid.*)

X. Le mandat d'amener ne se met pas à exécution par simple citation.

Le prévenu sur lequel il frappe, doit être amené devant le Juge qui l'a décerné, par un Huissier ou par un Agent de la force publique, lorsqu'il est arrêté dans son arrondissement, dans les deux jours de sa date, et à une distance moindre de cinq myriamètres du domicile de cet Officier. S'il s'est écoulé plus de deux jours, et que le prévenu ait été trouvé à plus de cinq myriamètres de distance hors de l'arrondissement du Juge qui a délivré le mandat, il est loisible au prévenu de se faire retenir dans la maison d'arrêt de l'arrondissement où il aura été trouvé, sous le poids d'un mandat de dépôt que décernera, dans ce cas, le Procureur-Impérial.

XI. Le prévenu contre lequel il n'a été décerné qu'un mandat d'amener, ne peut être mis en arrestation, comme dans le cas où il aurait été mis en état de mandat de dépôt ou de mandat d'arrêt, en attendant qu'il puisse être interrogé.

XII. Le Juge d'instruction a vingt-quatre heures pour interroger le prévenu mis sous le poids d'un mandat d'amener; (*Art. 93.*) ce qui le distingue encore du mandat de comparution, par suite duquel l'inculpé doit être interrogé à l'heure indiquée dans la citation.

XIII. Les mêmes formalités doivent être observées dans le mandat d'amener que dans le mandat de comparution.

XIV. Quoique l'Huissier ou l'Agent de la force publique qui est chargé de mettre le mandat d'amener à exécution, doive accompagner le prévenu pour veiller à ce qu'il ne s'évade pas, il ne peut requérir main forte pour l'assister dans cette opération, que dans le cas où le prévenu refuserait d'obéir, ou que, s'y étant soumis, il tenterait de s'échapper.

Le Code d'instruction criminelle n'autorise en effet l'Officier ministériel à se faire assister de la force publique, hors les deux cas ci-dessus, que lorsqu'il s'agit de mettre à exécution un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt. (*Art. 99 et 108*).

XV. Le mandat de dépôt est de nouvelle institution.

Il fut établi par la loi du 7 pluviôse an ix.

Il tient le milieu entre le mandat d'amener et le mandat d'arrêt.

En vertu de ce mandat, le prévenu est déposé dans la maison d'arrêt, mais il n'y est qu'en arrestation provisoire.

Il n'y est pas écroué.

XVI. Le Code d'instruction criminelle ne détermine aucun délai pour l'interrogatoire du prévenu mis en mandat de dépôt; il le laisse à la volonté du Juge d'instruction; il s'en tient à la recommandation générale qu'il lui fait de s'occuper sans retard de l'expédition des affaires dont il est chargé, et de s'en occuper avec toute l'exactitude qu'exige la nature de ses fonctions.

XVII. On observera les mêmes formalités dans la rédaction de cette espèce de mandat, que dans ceux de comparution et d'amener.

XVIII. Le Code exige quelque chose de plus pour les mandats d'arrêt.

Le mandat d'arrêt doit énoncer le fait dont l'inculpé est prévenu, et l'article de la loi qui caractérise ce fait un crime ou un délit. (*Art. 96.*)

Il doit être exhibé au prévenu, *lors même qu'il serait déjà détenu.* (*Art. 97.*)

Il doit lui en être délivré copie. (*Ibid.*)

XIX. Le prévenu mis en mandat d'arrêt, trouvé hors de l'arrondissement du Juge d'instruction qui l'a décerné, ne doit être transféré dans la maison d'arrêt où se fait l'instruction, que dans le cas où l'ordre s'en trouve consigné dans le mandat. (*Art. 104.*)

Le prévenu, arrêté par suite d'un pareil mandat, doit être écroué dans la maison d'arrêt. (*Art. 103.*)

Il doit y rester jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur la compétence par la Chambre du conseil.

XX. La qualification du mandat à décerner est donc une chose de la plus haute importance.

XXI. Nous avons dit qu'il ne pouvait être décerné aucun mandat en matière de simple police.

En matière correctionnelle, le Juge d'instruction peut se borner à décerner un mandat de *comparution*, lorsque le prévenu est domicilié, quand même il aurait son domicile hors de l'arrondissement.

• XXII. Mais lorsqu'il s'agit de crime emportant peine afflictive ou infamante, la même faculté n'est pas accordée au Juge d'instruction.

Il doit nécessairement décerner un *mandat d'amener* contre le prévenu, sans avoir aucun égard à sa qualité de domicilié.

Le Juge d'instruction doit donc commencer par s'assurer de quelle nature est le fait qui lui est dénoncé, et il doit consulter, pour cela, la classification des crimes et délits, qui se trouve dans le Code pénal.

XXIII. Si les peines qui doivent être appliquées sont, la mort, les travaux forcés à perpétuité, la déportation, les travaux forcés à temps, la réclusion, le carcan, le bannissement, la dégradation civique; comme toutes ces peines sont afflictives ou infamantes, aux termes des articles 7 et 8 du Code pénal, ce sera nécessairement le cas du mandat d'amener.

Toutes les autres peines prononcées par le Code, ne sont que correctionnelles ou de simple police.

XXIV. Elles sont de simple police, lorsque l'emprisonnement ne peut être de plus de cinq jours, et que l'amende ne peut excéder quinze francs. (*Art. 137 du Code d'instruction criminelle.*)

XXV. Elles sont de police correctionnelle, lorsque l'emprisonnement peut excéder cinq jours, et l'amende quinze francs, ou lorsqu'il y a lieu à l'interdiction à temps, de certains droits civils, civils ou de famille. (*Art. 9 du Code pénal.*)

XXVI. Nous avons fait remarquer que le mandat d'amener doit être nécessairement décerné, lorsque le fait imputé au prévenu peut emporter peine afflictive ou infamante.

Cette règle souffre néanmoins une exception dans le cas où le Juge saisi n'est pas autorisé, à raison de la qualité des personnes, à continuer l'instruction.

XXVI. Le Juge d'instruction encourrait la peine de la forfaiture, s'il décernait, hors le cas de flagrant délit ou de clameur publique, un mandat contre un Ministre, un Membre du Sénat, un Conseiller d'Etat, un Membre du Corps-Législatif, et il s'exposerait à la prise à partie, s'il en décernait contre un Agent du Gouvernement, avant d'en avoir obtenu l'autorisation nécessaire.

S'il y avait eu réclamation légale de la part de l'Agent inculpé ou de l'autorité administrative, le Juge qui aurait décerné le mandat pourrait même être condamné à l'amende par voie de police correctionnelle. (*Art. 129 du Code pénal.*)

XXVII. Le Juge d'instruction encourrait également la peine de la forfaiture,

d'après les dispositions de l'art. 109 du Sénatus-Consulte organique du 28 floréal an xii, s'il ne renvoyait pas, dans le délai de huitaine, au Procureur-Général-Impérial près la Haute-Cour, toutes les pièces de la procédure, lorsque le fait est de la compétence de cette Cour, soit à raison de la matière, soit à raison des personnes.

L'art. 101 de ce Sénatus-Consulte porte :

- « Une Haute-Cour Impériale connaît ,
- » 1.^o Des délits personnels commis par des Membres de la Famille Impériale, par des Titulaires des grandes dignités de l'Empire, par des Ministres et par le Secrétaire d'Etat, par des Grands-Officiers, par des Sénateurs, par des Conseillers d'Etat ;
- » 2.^o Des crimes, attentats et complots contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, la personne de l'Empereur et celle de l'héritier présomptif de l'Empire ;
- » 3.^o Des délits de responsabilité d'office commis par les Ministres et les Conseillers d'Etat chargés spécialement d'une partie d'administration publique ;
- » 4.^o Des prévarications et abus de pouvoir commis, soit par des Capitaines-Généraux des Colonies, des Préfets Coloniaux et des Commandans des établissemens Français hors du Continent, soit par des Administrateurs - Généraux employés extraordinairement, soit par des Généraux de terre ou de mer ; sans préjudice, à l'égard de ceux-ci, des poursuites de la juridiction militaire, dans les cas déterminés par les lois ;
- » 5.^o Du fait de désobéissance des Généraux de terre ou de mer qui contreviennent à leurs instructions ;
- » 6.^o Des concussion et dilapidations dont les Préfets de l'intérieur se rendent coupables dans l'exercice de leurs fonctions ;
- » 7.^o Des forfaitures ou prises à partie qui peuvent être encourues par une Cour d'appel, ou par une Cour de Justice criminelle, ou par des Membres de la Cour de cassation ;
- » 8.^o Des dénonciations pour cause de détention arbitraire et de violation de la liberté de la presse. »

XXIX. Les Grands-Officiers dont parle l'art. 101 du Sénatus-Consulte du 28 floréal an xii, sont :

- Les Maréchaux de l'Empire ,
- Les Inspecteurs et Colonels-Généraux de l'Artillerie et du Génie, des troupes à cheval et de la marine ,
- L'Inspecteur-Général des côtes de la mer de Ligurie ,
- L'Inspecteur-Général des côtes de la mer du Nord ,
- Le Grand-Aumônier ,
- Le Grand-Maréchal du Palais ,
- Le Grand-Ecuyer ,
- Le Grand-Chambellan ,
- Le Grand-Veneur ,

Le Grand-Maître des Cérémonies,
 Le Grand-Chancelier et le Grand-Trésorier de la Légion-d'Honneur,
 Le Grand-Chancelier et le Grand-Trésorier de l'Ordre des Trois-Toisons.

XXX. Les Grands Dignitaires sont au nombre de six :

Le Grand-Électeur.

L'Archi-Chancelier de l'Empire,

L'Archi-Trésorier,

Le Connétable,

L'Archi-Chancelier d'Etat,

Le Grand-Amiral.

Le Vice-Grand-Électeur, le Vice-Connétable et le Gouverneur-Général des départemens au-delà des Alpes, jouissent du même privilège.

XXXI. Ce serait par mesure conservatoire seulement que, *hors* le cas de flagrant délit, les Officiers de police judiciaire pourraient se permettre de faire une instruction contre des Juges prévenus de crimes ou de délits.

La procédure à suivre en pareil cas se trouve indiquée au chapitre III, titre 2, livre 2 du Code d'instruction criminelle.

XXXII. L'art. 75 de la Constitution a dit, en termes généraux, que les Agens du Gouvernement ne peuvent être poursuivis pour faits relatifs à leurs fonctions, sans qu'il soit intervenu une autorisation du Conseil d'État.

Il a laissé dans le vague ce qu'on doit entendre par *Agens du Gouvernement*, et les décrets des 11 juin et 3 août 1806, qui indiquent la manière dont cet art. 75 doit s'exécuter, ne donnent pas des renseignemens plus précis.

Celui du 3 août renferme cependant, art. 5, une disposition qu'il importe de rappeler. Il ne veut pas que l'article 75 de l'acte constitutionnel soit un obstacle à ce que les Magistrats chargés de la poursuite des délits, informent de ceux commis par les Agens du Gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions; il leur prohibe seulement de décerner contre eux aucun mandat, ni de leur faire subir aucun interrogatoire juridique, sans autorisation préalable.

XXXIII. Le décret du 3 août 1806 ne prévoit pas le cas du flagrant délit; mais cette exception doit être suppléée.

Comment pourrait-on supposer qu'il eût été dans l'intention du Législateur, de donner moins de latitude à l'Officier de police judiciaire, relativement à de simples Agens du Gouvernement, qui peuvent n'être que des employés subalternes, que relativement à des Fonctionnaires publics du premier ordre?

XXXIV. A l'époque où le décret impérial du 3 août 1806 fut publié, la loi n'avait pas encore établi une différence aussi marquée que l'a fait depuis le Code d'instruction

criminelle, entre les poursuites à faire dans les cas ordinaires, et celles qui doivent l'être dans les cas de flagrant délit.

Du moment qu'elle est établie, et qu'elle forme une des bases de notre législation, il est naturel d'y rattacher tout ce qui peut y être compris, sans contrarier le vœu du Législateur.

XXXV. On doit considérer comme *Agens du Gouvernement*, toutes les personnes que le Gouvernement a chargées de le représenter dans les fonctions qui leur sont déléguées.

La faveur que la loi leur accorde, de ne pouvoir être traduits en jugement sans autorisation préalable, est plus encore dans l'intérêt du Gouvernement que dans celui des individus.

Le Gouvernement ne peut être certain que ses ordres seront exécutés, qu'autant qu'il met sous sa sauve-garde spéciale ceux qui s'en trouvent porteurs, qu'en assurant à ses Agens qu'ils ne pourront être poursuivis, arrêtés et condamnés, lorsqu'ils se sont renfermés dans l'exercice des fonctions qu'il leur a confiées.

XXXVI. La disposition de la loi, qui exige l'autorisation en pareil cas, est donc toute de droit public.

Aussi la Cour de cassation annule-t-elle, pour défaut d'autorisation préalable, aussi bien sur le recours du Ministère public que sur celui de la partie.

Il y eut arrêt dans ce sens, le 22 juillet 1808.

XXXVII. Mais ce serait trop généraliser ces mots : *Agens du Gouvernement*, que de les appliquer à tous ceux que le Gouvernement charge d'agir en son nom et de le représenter ; ils ne peuvent s'appliquer aux Agens militaires ni à ceux de l'ordre judiciaire.

Ils ne peuvent s'entendre que des Agens administratifs.

XXXVIII. Les Juges n'ont jamais été considérés comme des Agens du Gouvernement, auxquels doit s'appliquer l'art. 75 de la constitution.

Les lois ont perpétuellement établi, pour ce qui les concerne, des formes particulières de procéder.

XXXIX. Il n'en a pas toujours été de même des Officiers du Ministère public.

Ils avaient été assimilés, sous l'empire du Code de brumaire an iv, aux Agens administratifs.

On en trouve la preuve dans deux arrêts des 30 frimaire an xii, et 26 frimaire an xiv.

Cette Jurisprudence était fondée sur ce que la loi n'avait établi aucun mode particulier de poursuites contre les Officiers du Ministère public près les Tribunaux, d'où il semblait résulter qu'elle les avait laissés dans la classe des Agens du Gouvernement.

Mais les choses ont changé.

Le Code d'instruction criminelle a mis les Officiers du Ministère public au niveau des Juges, sans exiger pour les uns, ni pour les autres, aucune autorisation du Conseil-d'Etat, préalable aux poursuites criminelles, correctionnelles ou de police, qui peuvent être dirigées contre eux.

XL. Cette autorisation se trouve remplacée pour les Juges et pour les Officiers du Ministère public, par les dispositions contenues dans le Chap. III du Code d'instruction criminelle, art. 479 et suivans; et cette nouvelle forme de procéder s'accorde beaucoup mieux avec le système général de la législation.

Les Tribunaux sont, par la nature de leurs fonctions, des corps indépendans, dans ce sens que leurs opinions doivent être parfaitement libres: ce qui ne permet pas de les assimiler aux Agens administratifs qui ne peuvent s'écarter des ordres qui leur sont transmis par l'autorité supérieure.

XLI. Les dispositions de l'article 479 du Code d'instruction criminelle ont été déclarées communes, par l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810, aux Grands-Officiers de la Légion d'Honneur, aux Généraux commandans une division ou un département; aux Archevêques et Evêques; aux Présidens des Consistoires; aux Membres de la Cour de cassation; à ceux de la Cour des comptes et des Cours Impériales, et aux Préfets.

Les Greffiers de la Cour de cassation, de celle des comptes et des Cours Impériales, entrent dans la composition de ces Cours, et la loi ayant parlé sans restriction des Membres qui les composent, ils se trouvent nécessairement compris dans sa disposition.

XLII. Quant aux Agens militaires, on n'a jamais pensé qu'ils pussent invoquer les dispositions de l'art. 75 de l'acte constitutionnel.

Aussi, toutes les fois qu'ils ont élevé cette prétention, a-t-elle été condamnée.

Les Agens militaires employés à la conscription, sont ceux qui, le plus souvent, ont prétendu que l'article cité leur était applicable; mais ils n'ont jamais été écoutés dans leurs réclamations. (*Arrêts des 12 septembre 1807, et 19 août 1808.*)

XLIII. Les Agens du Gouvernement dans l'ordre administratif sont si nombreux, que si le Conseil-d'Etat était resté chargé de l'examen de toutes les affaires dans lesquelles ils auraient pu se trouver compromis, il n'aurait pu s'occuper d'aucun autre objet.

Cela a été facilement senti, et en conséquence les pouvoirs du Conseil-d'Etat ont été délégués à l'égard d'un grand nombre de ces Agens, aux Directeurs-généraux des Administrations auxquelles ils appartiennent.

XLIV. Cette délégation fut donnée au Directeur-général de l'Enregistrement et des Domaines, par arrêté du 9 pluviôse an x.

Elle le fut à celui de l'Administration forestière, par arrêté du 28 pluviôse an xi.

A celui des Douanes, par arrêté du 29 thermidor de la même année.

A celui des Droits-Réunis, par décret impérial du 28 messidor an xiii.

Mais l'autorisation n'est requise qu'à l'égard des Agens et Préposés extérieurs des Administrations.

Les Employés dans les bureaux ne pourraient réclamer cette garantie; cependant elle est requise pour mettre en jugement un Secrétaire-général de Préfecture. (*Arrêt du 21 mai 1807.*)

XLV. C'est aux Préfets qu'il appartient de donner l'autorisation pour mettre en jugement les Employés aux Octrois. (*Arrêté du 29 thermidor an xi*); et les Percepteurs des contributions directes. (*Arrêté du 16 floréal an x.*)

Celle qui serait donnée par le Sous-Préfet serait insuffisante. (*Arrêt du 9 nivôse an xii.*) Mais le Sous-Préfet doit être consulté lorsqu'il est question de mettre en jugement un Percepteur des contributions directes. (*Même Arrêté du 16 floréal an x.*)

Si le Percepteur avait été destitué, il y aurait autorisation suffisante par le fait seul de sa destitution. (*Décret impérial du 4 pluviôse an xii.*)

XLVI. Il n'est pas besoin non plus d'autorisation pour exercer des poursuites contre un Maire ou contre un Adjoint de Maire poursuivi en sa qualité d'Officier de l'état civil. (*Autre décret impérial du même jour.*)

Elle n'est pas nécessaire pour mettre en jugement un Garde champêtre. (*Ainsi jugé le 19 août 1808.*)

Elle ne l'est pas pour y mettre les Greffiers des Tribunaux. (*Arrêt du 26 décembre 1807.*) Mais cet arrêt n'est point applicable aux Greffiers attachés à la Cour de cassation, à la Cour des comptes et aux Cours Impériales, contre lesquels il faut procéder, conformément aux dispositions de l'art. 479 du Code d'instruction criminelle, d'après le vœu de l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810.

Elle ne le serait pas davantage pour y mettre un Secrétaire de Municipalité, qui est un Agent interne de l'Administration.

XLVII. Il fut jugé, le premier juillet 1808, qu'il faut une autorisation spéciale à l'effet de poursuivre un garde-port sur une rivière navigable.

Il en faut de même une pour mettre en jugement un vérificateur du poids public. (*Arrêt de la Cour de cassation, au rapport de M. Chasle, du 3 février 1810.*)

XLVIII. L'autorisation serait de rigueur, lors même que l'Agent inculpé ne serait plus en place, s'il était recherché pour des crimes ou délits qu'il serait prévenu d'avoir commis dans l'exercice de ses fonctions. (*Arrêt du 9 nivôse an xii.*) Elle le serait également quand le délit qui lui serait imputé remonterait à une époque antérieure

à la loi qui a rendu l'autorisation nécessaire. (*Arrêt du 19 pluviôse an xii.*)

XLIX. Mais l'autorisation n'est requise que lorsqu'il y a lieu à poursuivre les Agens du Gouvernement, pour des crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

L. L'autorisation doit être *personnelle*.

S'il y avait plusieurs Agens du Gouvernement compromis dans la même affaire, il ne suffirait pas qu'elle eût été donnée contre *l'un* d'eux, et contre *ses fauteurs, complices et adhérens*.

Cela fût ainsi jugé par la Cour de cassation, après une mûre délibération, par arrêt du 21 mai 1807.

Ces mots *fauteurs, complices et adhérens* ne peuvent se rapporter qu'aux simples particuliers, et non à d'autres Agens pour lesquels il faut une autorisation spéciale.

LI. Le Législateur a attaché une si grande importance à l'exécution de cette formalité, que l'art. 129 du Code pénal a prononcé une amende assez forte contre les Juges qui rendraient des ordonnances, ou qui décerneraient des mandats contre des Agens du Gouvernement ou des Préposés prévenus de crimes ou de délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, lorsque leur qualité aurait été *connue*.

ARTICLE XCII.

Il peut aussi donner des mandats d'amener contre les témoins qui refusent de comparaître sur la citation à eux donnée, conformément à l'art. 80, et sans préjudice de l'amende portée en cet article.

OBSERVATIONS.

I. Le témoin cité qui ne comparaît pas, peut y être contraint, par corps, aux termes de l'art. 80; c'est-à-dire, par la voie du mandat d'amener, mais jamais par celle du mandat de dépôt ou d'arrêt qui ne doit être employée que contre les prévenus de crimes ou de délits extrêmement graves.

II. Quoique l'art. 92 soit rédigé dans les termes les plus généraux, il ne peut s'appliquer aux témoins dont il est parlé aux art. 510 et suivans.

III. Mais ses dispositions sont-elles applicables aux témoins militaires?

Une loi spéciale du 18 prairial an 11, a prescrit des règles particulières pour l'audition des témoins militaires, et cette loi n'a pas été rapportée d'une manière formelle : mais on prétend qu'elle l'a été implicitement par l'art. 514 du Code d'instruction criminelle, qui n'a compris, dans son exception, que les Généraux en chef des armées.

Si l'article 514 du Code d'instruction criminelle n'a pas rappelé l'exception

générale qui faisait l'objet de la loi du 18 prairial an 11, il ne l'a pas non plus révoquée; et, sans tomber en contradiction, les deux lois peuvent simultanément s'exécuter.

Quoique le Code de brumaire an iv, dans son art. 594, eût déclaré qu'il n'y aurait plus à l'avenir d'autres formes de procéder et de juger, que celles qui s'y trouvaient indiquées, et que l'on n'y trouvât rien qui fût relatif aux témoins militaires, cependant la loi du 18 prairial an 11, continua de recevoir son exécution sous l'empire de ce Code; on en trouve la preuve dans un arrêt rendu par la Cour de cassation, le 9 frimaire an xii.

IV. Dans l'espèce de cet arrêt, la déposition d'un militaire, reçue d'après les règles prescrites par la loi du 18 prairial an 11, avait été lue aux débats.

Le recours formé contre l'arrêt, était fondé sur ce que cette loi se trouvait implicitement révoquée par l'art. 594 du Code de brumaire an iv; et, qu'en faisant lecture aux débats de la déposition écrite d'un témoin absent, la Cour de Justice criminelle avait violé ouvertement l'art. 365.

Ce moyen fut rejeté, attendu les inconvéniens qu'il y aurait à se priver de la déposition de témoins militaires qui seraient dans l'impossibilité de se rendre aux débats, lorsqu'il ne peut y en avoir aucun à donner lecture de leurs dépositions reçues dans les formes prescrites par la loi du 18 prairial an 11, pour en assurer l'authenticité.

V. Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, il y a quelque chose de plus favorable au maintien de la loi du 18 prairial an 11, en ce qu'il ne reproduit pas la défense que faisait le Code de brumaire an iv, sous peine de *nullité*, de donner lecture au Jury des dépositions *écrites* des témoins *absens*.

VI. Le Code d'instruction criminelle établit bien, à la vérité, quelques exceptions au principe général que tout témoin cité pour comparaître aux débats, doit s'y présenter en personne: ce que ne faisait pas le Code de brumaire an iv; mais ces exceptions, loin d'écarter celles tirées de la loi du 18 prairial an 11, semblent, au contraire, les maintenir, puisque le Code d'instruction criminelle, dans les exceptions qu'il autorise, indique la même forme de procéder que celle prescrite par la loi du 18 prairial an 11, et que ces deux lois sont fondées sur le même motif, qui est de parvenir, par tous les moyens possibles, à la manifestation de la vérité, en conservant toutes les convenances.

VII. Nous devons cependant avouer que l'art. 514 du Code d'instruction criminelle, ayant mis dans sa disposition les seuls *Généraux en chef actuellement en service*, semble avoir exclu les militaires de tous autres grades, et, à plus forte raison, les personnes simplement attachées au service des armées.

Nous sommes même instruits que tel fut l'avis de la section de législation du

Conseil-d'Etat, lorsque fut discuté, dans son sein, l'art. 514 du Code d'instruction criminelle.

Mais ce qui autorise à penser que depuis on a changé d'avis, c'est que la loi du 18 prairial an 11 se trouve comprise dans la série de celles que Sa Majesté a ordonné de publier et de faire exécuter en Hollande, concurremment avec le Code d'instruction criminelle.

VIII. Si l'art. 3, N.º 2, du décret impérial du 18 juin 1811, indique la manière dont les indemnités de route des militaires en activité de service, appelés à porter témoignage en Justice, doivent être payées, il n'en résulte pas que leurs dépositions ne puissent être reçues dans les formes prescrites par la loi du 18 prairial an 11, mais seulement que, dans le cas où ils seraient autorisés à se rendre sur la citation qui leur serait donnée, ils devraient recevoir l'indemnité fixée par ce décret.

IX. Quoiqu'il y ait eu mandat d'amener décerné contre le témoin défaillant, cela ne dispense pas de le condamner à l'amende.

Mais y a-t-il également lieu de le condamner à l'emprisonnement prononcé par l'art. 236 du Code pénal ?

Nous nous en rapportons à ce que nous avons dit, à ce sujet, dans nos observations sur l'art. 86.

Nous ajouterons cependant que, lorsque nous avons parlé des témoins défaillans aux débats, nous avons entendu parler indistinctement de ceux qui ont été cités devant les Cours d'Assises et spéciales, et devant les Tribunaux correctionnels.

X. Mais doit-il en être de même en matière de simple police ?

Il s'établit des débats devant les Tribunaux de police, comme devant le Tribunal correctionnel.

N'est-il donné à ces Tribunaux aucun moyen pour contraindre les témoins à venir faire leur déposition devant eux ?

L'art. 157 déclare que le témoin défaillant, sur la première citation, devra être condamné à l'amende sur la réquisition du Ministère public, et que s'il fait défaut sur la seconde citation, il pourra être contraint par corps.

Mais le Juge-de-peace, le Maire, peuvent-ils condamner le témoin à l'amende fixée par l'art. 80, et qui excède visiblement leur compétence ?

Peuvent-ils le condamner à la prison, aux termes de l'art. 236 du Code pénal, alors que le *minimum* de l'emprisonnement est de six jours ?

Nous discuterons cette question dans nos observations sur l'art. 157.

ARTICLE XCIII.

Dans le cas de mandat de comparution, il interrogera de suite ; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons déjà fait remarquer la différence qu'établit l'art. 93, quant au délai accordé au Juge d'instruction pour procéder à l'interrogatoire du prévenu, dans le cas du mandat de comparution et dans celui du mandat d'amener.

Ces délais ont été fixés d'après la nature de chacun de ces mandats.

Celui de comparution n'étant qu'une simple citation à jour et heure fixes indiqués par le Juge d'instruction, il doit se trouver prêt à procéder à l'interrogatoire du prévenu lorsque celui-ci se présente.

II. Il n'en est pas de même dans l'espèce du mandat d'amener, qui ne peut indiquer ni jour ni heure fixes, puisque le Juge d'instruction qui le décerne ignore le jour que le prévenu pourra être trouvé, et l'heure à laquelle il pourra lui être amené.

Le Code d'instruction criminelle ne pouvait obliger le Juge d'instruction de quitter l'affaire dont il s'occupe, pour faire subir un interrogatoire au prévenu à l'instant de son arrivée.

Cependant il fallait déterminer un délai dans lequel le prévenu mis en mandat d'amener, conduit devant le Juge d'instruction, devrait être interrogé, et l'art. 93 l'a fixé à vingt-quatre heures, à compter de celle de son arrivée; ce qui suffit pour que le Juge d'instruction ne soit pas obligé de se distraire de ses occupations, et pour que le prévenu ne soit pas retenu sous la main de la Justice au delà du temps moralement nécessaire pour lui faire subir son interrogatoire.

III. En attendant que le Juge d'instruction procède à l'interrogatoire du prévenu, dans quel lieu sera-t-il gardé ?

Il ne peut être retenu en chartre privée. (*Art. 122 du Code pénal.*)

Il ne peut non plus être reçu dans la maison d'arrêt. (*Art. 609 du Code d'instruction criminelle.*)

Il doit donc être conduit et gardé dans la salle du Greffe, en attendant que le Juge d'instruction le fasse appeler pour l'interroger.

Il y sera gardé par l'Huissier ou par l'Agent de la force publique qui aura été chargé de mettre le mandat à exécution.

S'il était déposé dans la maison d'arrêt, le Juge-de-peace devrait agir, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 617,

IV. Avant l'interrogatoire du prévenu, le mandat de comparution décerné contre lui ne peut être converti en un mandat plus rigoureux.

Le Code ne le dit pas d'une manière formelle, mais cela s'induit naturellement de ce que le Code n'autorise pas cette conversion, tandis qu'il l'autorise en termes exprès par l'art. 94, lorsque l'interrogatoire a été subi.

Si cependant le délit avait changé de nature par suite de l'instruction; si le délit avait acquis un caractère plus grave, nous pensons que sans attendre la comparution du prévenu, il pourrait être mis en état de mandat de dépôt, mais non en état de mandat d'arrêt que l'article 94 n'autorise à décerner qu'après l'interrogatoire du prévenu, contre lequel il n'a encore été décerné qu'un mandat d'amener.

V. Si le Juge d'instruction négligeait d'interroger le prévenu dans les vingt-quatre heures, ou s'il ordonnait qu'en attendant son interrogatoire, il serait déposé dans la maison d'arrêt, il donnerait lieu contre lui à la prise à partie; il pourrait même être poursuivi comme coupable de détention arbitraire. (*Art. 114 et 117 du Code pénal.*)

ARTICLE XCIV.

Il pourra, après avoir entendu les prévenus, et le Procureur-Impérial ouï, décerner, lorsque le fait emportera peine afflictive ou infamante, ou emprisonnement correctionnel, un mandat d'arrêt dans la forme qui sera ci-après présentée.

OBSERVATIONS.

I. En laissant au Juge d'instruction la faculté de ne décerner qu'un mandat de comparution, lorsque le titre d'accusation ne peut emporter qu'une peine correctionnelle, et que le prévenu est une personne domiciliée, l'art. 91 lui donne néanmoins le droit de décerner contre lui le mandat d'amener.

Mais lorsqu'il y a simple mandat d'amener décerné, l'art. 94 n'en permet la conversion en mandat d'arrêt, que lorsque le fait reproché au prévenu peut emporter peine afflictive ou infamante, ou qu'il peut emporter celle d'un emprisonnement correctionnel.

II. Lors donc que le prévenu ne se serait pas justifié en répondant aux interrogatoires qui lui auraient été faits, le Juge d'instruction ne pourrait décerner contre lui, ni un mandat de dépôt, ni un mandat d'arrêt, si le fait qui lui est imputé ne pouvait emporter au moins la peine d'emprisonnement correctionnel.

III. Mais lorsque le titre d'accusation porte sur un fait de nature à emporter peine

afflictive ou infamante, l'art. 94 laisse-t-il au Juge d'instruction la faculté de ne pas convertir le mandat d'amener en mandat de dépôt ou d'arrêt, lorsque le prévenu ne s'est pas justifié ?

Le doute vient de ce que l'art. 94 se sert du mot *pourra* ; mais ce serait en tirer une fausse conséquence ; il n'a pu entrer dans la pensée du Législateur, qu'un prévenu de crime puisse être mis en liberté après son interrogatoire, lorsqu'il n'a pas détruit les inculpations qui ont déterminé à décerner contre lui le mandat d'amener.

Ce serait même aller directement contre la disposition de l'art. 91, qui exige du Juge d'instruction qu'il s'assure de la personne du prévenu, lorsqu'il y a prévention de crime.

IV. L'art. 94 doit donc être entendu dans ce sens, qu'il laisse au Juge d'instruction toute la latitude convenable pour apprécier les réponses faites par le prévenu ; en sorte que s'il pense qu'il s'est justifié, il est autorisé à ne pas convertir le mandat d'amener en un mandat plus rigoureux ; mais il est de son devoir de convertir le mandat d'amener en un mandat de dépôt ou d'arrêt, lorsque le prévenu ne s'est pas justifié.

C'est ce qui a été très-bien développé dans une lettre écrite par M. le Procureur-Général près la Cour Impériale de Paris, le 12 août 1811, aux Juges d'instruction du ressort. La faculté accordée par l'art. 94, ne tient, a dit ce Magistrat, qu'à l'incertitude des faits, à leur variété, à la multiplicité des circonstances, qui ne permettraient pas au Législateur de poser une règle fixe, absolue et invariable.

Mais ce qui est indéterminé aux yeux de la loi, acquiert souvent auprès du Juge la fixité et le caractère de certitude propre à entraîner son jugement ; et alors la faculté légale s'évanouit dans l'exécution, parce que la conscience et l'honneur du Magistrat lui prescrivent de suivre la vérité qui se dévoile à ses regards, et ne lui laisse point le choix d'appliquer ou de négliger arbitrairement la loi qui convient à la circonstance.

Ainsi le Magistrat se fait illusion lorsqu'il s'appuie sur les termes facultatifs de la loi, pour se laisser aller à des considérations ou à des affections personnelles ; car il n'y a plus de faculté pour qui a saisi ce point de la vérité, ou pour qui, en usant de ses moyens, aurait pu la découvrir. Alors commence pour le Magistrat l'obligation impérieuse d'agir déterminément, comme le lui eût prescrit le Législateur, s'il eût pu prévoir et décider tous les cas.

V. L'art. 94 ne dit pas, comme l'a fait l'art. 61, que la communication préalable de la procédure sera donnée au Procureur-Impérial, mais que le Procureur-Impérial sera ouï : ce qui suppose que le Procureur-Impérial peut être présent à l'interrogatoire.

S'il y est présent, il suffira de sa réquisition verbale, dont il sera fait mention dans le procès-verbal qu'il signera.

VI. Mais s'il a été procédé à l'interrogatoire en son absence, il faudra nécessairement lui donner communication de la procédure, avant que le mandat d'arrêt puisse être décerné.

Et comme en attendant les réquisitions du Procureur-Impérial, le prévenu ne peut être mis dans la maison d'arrêt, en vertu du mandat d'amener décerné contre lui, le Juge d'instruction devra convertir le mandat d'amener en mandat de dépôt, ainsi qu'il est autorisé à le faire, sans communication préalable de la procédure au Procureur-Impérial.

Cette autorisation donnée au Juge d'instruction, de décerner un mandat de dépôt contre le prévenu mis en mandat d'amener, était indispensable : car, le Procureur-Impérial ayant *trois jours francs* pour l'examen de la procédure, et pour donner ses réquisitions (Art. 61), que serait devenu le prévenu pendant ces trois jours, si le Juge d'instruction n'avait pas été autorisé à décerner provisoirement contre lui un mandat de dépôt ?

Cependant quelques personnes ont pensé que l'art. 94 ne parlant que de la conversion des mandats de comparution et d'amener, en mandat d'arrêt, et le mandat de dépôt ne devant être décerné que dans les mêmes cas que peut l'être le mandat d'arrêt, le Juge d'instruction excéderait ses pouvoirs, s'il convertissait le mandat de comparution ou d'amener en un mandat de dépôt, lors même que le prévenu ne se serait pas disculpé.

Mais l'art. 94, en autorisant le Juge d'instruction à décerner, en cet état de choses, un mandat d'arrêt, ne lui en a pas fait un devoir absolu ; ce qui se prouve par le mot *pourra*, dont s'est servi le Législateur ; et rien dans les dispositions de l'art. 94 n'est prohibitif de la conversion des mandats de comparution ou d'amener, en mandat de dépôt.

Nous venons de voir d'ailleurs que l'arrestation *provisoire* du prévenu peut être exigée par les circonstances, puisqu'en vertu du mandat de comparution ou d'amener, l'inculpé ne peut être retenu après son interrogatoire, et qu'il faudrait dès-lors le mettre en liberté, si le Juge d'instruction ne pouvait décerner contre lui un mandat de dépôt, lorsque le Procureur-Impérial ne serait pas *présent*, puisqu'il faudrait alors donner communication préalable de la procédure au Procureur-Impérial, et attendre ses réquisitions pour décerner le mandat d'arrêt.

VII. Si le prévenu n'avait pu être saisi en vertu du mandat d'amener, le Juge d'instruction devrait ordonner la communication de la procédure au Procureur-Impérial ; car le mandat de dépôt deviendrait, dans cet état de choses, un acte inutile, puisqu'en vertu du mandat d'amener, le prévenu se trouve sous la main

de Justice, comme il le serait en vertu du mandat de dépôt. Cependant rien n'empêcherait qu'un mandat de dépôt fût décerné.

ARTICLE XCXV.

Les mandats de comparution, d'amener et de dépôt, seront signés par celui qui les aura décernés, et munis de son sceau.

Le prévenu y sera nommé ou désigné le plus clairement qu'il sera possible.

OBSERVATIONS.

I. Quoique l'art. 95 exige, de la manière la plus impérative, l'observation des formalités qu'il prescrit, et de celles qui font l'objet des art. 96 et 97, cependant le Code n'y a pas attaché la peine de nullité.

Il n'en a même attaché aucune aux différens actes qui précèdent l'arrêt de mise en accusation.

II. Mais pour rendre le Juge d'instruction, le Procureur-Impérial et le Greffier, attentifs à la stricte observation des formalités prescrites par les art. 95, 96 et 97, l'art. 112 a voulu que le Greffier, dans le cas d'omission de quelques-unes d'elles, fût condamné à cinquante francs d'amende; et qu'il pût être fait injonction au Juge d'instruction et au Procureur-Impérial de se conformer à l'avenir aux dispositions du Code, sans préjudice de la prise à partie contre eux, lorsque le cas y échoit.

III. L'art. 95 ne s'occupe que des mandats de comparution, d'amener et de dépôt, sans parler de celui d'arrêt; mais les mêmes formalités n'en doivent pas moins être observées dans le mandat d'arrêt, d'après le vœu de l'art. 96.

Ainsi, quelle que soit la nature du mandat, il doit être signé de celui qui l'a décerné et muni de son sceau.

Le prévenu doit y être nommé ou désigné le plus clairement possible, afin d'éviter toute méprise dans l'exécution; ce qui ne pourrait arriver sans donner lieu à la prise à partie contre le Magistrat qui l'aurait décerné.

IV. Lorsque l'article 95 a dit que le prévenu serait nommé dans le mandat, ou qu'il y serait désigné clairement, il n'a pas entendu que le prévenu dont les noms et les qualités seraient connus, pût être seulement désigné.

L'esprit de cet article est que, lorsque le prévenu est *inconnu*, il suffit de le désigner de la manière la plus claire, d'après le résultat de l'instruction; mais non que s'il est connu, il suffise de le désigner de toute autre manière que par son nom et par sa qualité.

V. Le Code ne fait pas un devoir rigoureux au Juge d'instruction de donner dans les mandats le signalement du prévenu.

Il n'exige cette formalité que pour l'ordonnance de prise de corps. (*Art. 134.*)

Mais comme c'est un des meilleurs moyens de désigner le prévenu, lorsque sur-tout il porte un nom assez répandu pour craindre une méprise, le Juge d'instruction ne doit pas négliger de faire usage de ce moyen pour assurer l'exécution de son mandat.

VI. S'il n'y a aucun prévenu suffisamment désigné ; pour éviter toute méprise dans l'exécution du mandat, il faut continuer les recherches, jusqu'à ce que l'on ait obtenu des renseignemens plus positifs.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 9 pluviôse an x, en annulant une procédure instruite contre *des quidams*, auxquels il n'avait été donné d'autres qualifications que celles de *Chasseurs*, d'*Hussards* et de *Canonniers*, désignations qui pouvaient s'appliquer indistinctement à tous les militaires de ces différentes armes.

VII. Quoique le Code ne le dise pas d'une manière formelle, tout mandat doit être *daté*, et principalement le mandat d'amener, puisque le prévenu qui est trouvé deux jours après sa date, hors l'arrondissement du Juge qui l'a décerné et à une distance de plus de cinq myriamètres, ne peut être contraint de se rendre devant ce Juge pour y subir son interrogatoire, lorsqu'il préfère se faire retenir dans la maison d'arrêt de l'arrondissement où il a été trouvé, sous le poids d'un mandat de dépôt (*Art. 100*), et qu'il ne se trouve pas muni d'effets, de papiers ou d'instrumens qui puissent le faire présumer auteur ou complice du crime pour raison duquel il est recherché.

VIII. Si le mandat d'amener n'était pas daté, le prévenu pourrait, à quelque époque que ce fût, se faire retenir en la maison d'arrêt du lieu où il serait trouvé ; et s'il n'était pas fait droit à sa demande, il aurait action en prise à partie contre le Juge d'instruction, et en dommages-intérêts contre l'exécuteur du mandat.

IX. Les mandats, de quelque nature qu'ils soient, doivent être *notifiés* au prévenu par un Huissier ou par un Agent de la force publique, qui doit leur faire *exhibition* de l'original, et leur en délivrer *copie*. (*Art. 97.*)

Ils sont exécutoires dans toute l'étendue de l'Empire. (*Art. 98.*)

Ils doivent contenir réquisition à la force publique de prêter assistance pour leur exécution. (*Art. 99.*)

Mais le mandat d'arrêt est le seul qui doit énoncer le *fait* à raison duquel il est décerné, et la *loi* qui déclare que ce fait constitue un crime ou un délit. (*Art. 96.*)

ARTICLE XCVI.

Les mêmes formalités seront observées dans le mandat d'arrêt : ce mandat contiendra de plus l'énonciation du fait pour lequel il est

décerné, et la citation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou un délit.

OBSERVATIONS.

I. Les mêmes formalités exigées par l'art. 95 pour les mandats de comparution, d'amener et de dépôt, doivent être observés dans les mandats d'arrêt.

Ils doivent être signés de celui qui les décerne;

Ils doivent être revêtus de son sceau;

Le prévenu doit y être nommé s'il est connu, ou clairement désigné s'il ne l'est pas.

II. Il n'y a pas les mêmes motifs pour que le mandat d'arrêt soit daté, qu'à l'égard du mandat d'amener; mais il est de l'essence de tous les actes de l'être.

Il importe d'ailleurs que le mandat d'arrêt renferme la preuve qu'il n'a pas été décerné avant la communication faite de la procédure au Procureur-Impérial.

III. L'arrestation du prévenu, devenant la suite nécessaire du mandat d'arrêt, il faut qu'il soit conçu de manière que le Concierge de la maison d'arrêt ne puisse avoir aucun prétexte de refuser d'y recevoir l'individu contre lequel il est décerné; ce qui ne peut se faire qu'autant que le Juge d'instruction s'est conformé au vœu des articles 77 et 78 de l'Acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII, en énonçant dans le mandat le motif de l'arrestation et la loi qui autorise à le décerner.

IV. Le défaut d'observation de cette formalité n'emporterait pas cependant la nullité du mandat; mais cela ne peut dispenser le Juge d'instruction de la remplir, puisque le Concierge de la maison d'arrêt pourrait, et qu'il devrait même refuser de recevoir le prévenu, si elle n'avait pas été observée.

Le prévenu lui-même pourrait y puiser un motif de se refuser à l'exécution du mandat, et se croire fondé à employer tous les moyens qui seraient en son pouvoir pour s'y opposer, comme à l'exécution d'un acte arbitraire.

V. L'art. 97 exige que le mandat d'arrêt soit notifié au prévenu, par un Huissier ou par un Agent de la force publique.

Qu'il lui soit exhibé en original, et qu'il lui en soit laissé copie, lors même qu'il serait déjà détenu en vertu de mandat de dépôt, ou pour toute autre cause.

VI. Le Code ne fixe aucun délai au Juge d'instruction, pour interroger le prévenu contre lequel il a été décerné un mandat d'arrêt ou de dépôt.

Il n'en a fixé que pour les mandats de comparution et d'amener. (Art. 93.)

Mais il ne résulte pas de là, que le prévenu puisse être retenu pendant un temps indéfini, dans la maison d'arrêt, sans être interrogé.

Le Juge d'instruction devant, aux termes de l'art. 127, rendre compte, au moins une fois par semaine, à la Chambre du Conseil, de l'état des procédures crimi-

nelles qu'il instruit, il en résulte que le Juge d'instruction ne peut différer que de quelques jours l'interrogatoire du prévenu mis en mandat d'arrêt ou de dépôt.

VII. Pour que le mandat d'arrêt décerné pendant le cours de l'instruction, puisse autoriser l'Agent chargé de le mettre à exécution, à transférer le prévenu dans la maison d'arrêt établie près du Juge qui l'a décerné, il faut que le mandat en renferme une disposition *expresse*.

S'il ne renfermait pas cet ordre, le prévenu devrait être déposé dans la maison d'arrêt de l'arrondissement où se serait faite son arrestation, et il devrait y demeurer jusqu'à ce qu'il eût été prononcé sur son sort par la Chambre du Conseil, d'après le rapport du Juge d'instruction.

C'est la disposition de l'art. 104.

ARTICLE XC VII.

Les mandats de comparution, d'amener, de dépôt ou d'arrêt, seront notifiés par un Huissier ou par un Agent de la force publique, lequel en fera l'exhibition au prévenu, et lui en délivrera copie.

Le mandat d'arrêt sera exhibé au prévenu, lors même qu'il serait déjà détenu, et il lui en sera délivré copie.

OBSERVATIONS.

I. Nous nous sommes expliqués, en examinant l'article 72, sur ce que l'on doit entendre par Agent de la force publique.

Nous avons observé que l'Huissier chargé de mettre à exécution le mandat d'amener, ne peut requérir main-forte que dans le cas de résistance.

L'art. 108 l'y autorise, au contraire, et le lui ordonne même, dans tous les cas où il s'agit de mettre à exécution des mandats *de dépôt ou d'arrêt*.

II. Mais, quelle que soit la qualité du mandat, il faut que l'Huissier ou l'Agent chargé de le mettre à exécution, en fasse l'exhibition au prévenu, et qu'il lui en laisse copie; cela est ainsi ordonné, afin que le prévenu puisse se convaincre par lui-même qu'il n'est pas la victime d'un acte arbitraire.

III. Si l'Huissier ou l'Agent de la force publique, chargé de mettre le mandat à exécution, refusait d'en exhiber l'original au prévenu;

Si le mandat n'était pas revêtu des formalités prescrites par les art. 95 et 96;

Si il n'était pas signé;

Si il n'était pas muni du sceau du Juge d'instruction;

Si c'était un mandat d'arrêt, et que l'énonciation du fait à raison duquel il est

décerné, et la citation de la loi, qui déclare que ce fait est un crime ou un délit, ne s'y trouvaient pas;

Pourrait-on faire un reproche fondé au prévenu, de s'être opposé à son exécution, et d'avoir usé de tous les moyens qui auraient été en son pouvoir, pour s'y soustraire?

Cette question est importante;

IV. On peut dire en faveur du prévenu, que la résistance à l'oppression est de droit naturel;

Que ce n'est pas sans motif, que l'art. 97 a exigé que le mandat fût exhibé au prévenu;

Que ce motif a été évidemment de le rassurer contre les atteintes qui pourraient être portées à sa liberté et à sa sûreté.

On peut ajouter que l'art. 64 du Code pénal semble avoir autorisé, pour ce cas, la résistance du prévenu, en déclarant qu'il n'y a ni crime ni délit, lorsque le fait qui lui est imputé a été le résultat d'une force majeure à laquelle il n'a pu résister.

Y. Mais le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, l'importance de s'assurer de la personne d'un coupable, ne suffisent-ils pas pour balancer les motifs que le prévenu peut invoquer en sa faveur?

Nous ne le pensons pas : car la loi présume son innocence, jusqu'à ce qu'il ait été légalement condamné.

Cependant, si le prévenu qui aurait pu se dégager sans user de violences, en avait volontairement exercé, sa conduite ne serait point excusable.

Mais s'il ne s'était permis qu'une résistance autorisée par les circonstances, nous ne verrions pas qu'il pût lui en être fait un crime, quelque pût en avoir été le résultat.

VI. Si la mort de l'Huissier ou d'un Agent de la force publique, avait été la suite de la résistance du prévenu, et si cette résistance avait été motivée sur ce que le mandat n'était pas dans une forme légale, les représentans de l'homicide pourraient avoir une action en dommages-intérêts contre le Juge d'instruction qui aurait négligé de remplir les formalités prescrites par la loi, et contre l'Officier du Ministère public qui aurait chargé l'Huissier de le mettre à exécution.

VII. La conséquence à tirer de là, c'est que le Juge d'instruction et l'Officier du Ministère public doivent veiller soigneusement, dans leur propre intérêt, à ce que toutes les formalités exigées pour la régularité des mandats, soient rigoureusement observées, et que l'Agent chargé de les mettre à exécution, doit se conformer à tout ce que le Code exige de son ministère.

ARTICLE XC VIII.

Les mandats d'amener, de comparution, de dépôt et d'arrêt, seront exécutoires dans tout le territoire de l'Empire.

Si le prévenu est trouvé hors de l'arrondissement de l'Officier qui aura délivré le mandat de dépôt ou d'arrêt, il sera conduit devant le Juge-de-paix ou son Suppléant, et, à leur défaut, devant le Maire ou l'Adjoint de Maire, ou le Commissaire de police du lieu, lequel visera le mandat, sans pouvoir en empêcher l'exécution.

OBSERVATIONS.

I. La disposition de cet article a pour objet d'assurer la punition du coupable, qui échapperait souvent aux recherches de la Justice, si le mandat décerné contre lui ne pouvait recevoir son exécution sans *pareatis*.

II. Aussi l'art. 98 veut-il que le mandat reçoive son exécution, quelque part que soit trouvé le prévenu sur le territoire de l'Empire, à la charge du simple *visa* de l'Officier de police judiciaire du lieu.

Si le Juge-de-paix est sur les lieux, c'est à lui que le porteur du mandat doit s'adresser.

Ce n'est qu'à défaut du Juge-de-paix et de son Suppléant, que le Maire, l'Adjoint de Maire et le Commissaire de police, sont appelés à donner le *visa*.

Le Maire, l'Adjoint de Maire, ou le Commissaire de police qui le donne, doit dès lors y faire mention de l'absence ou de l'empêchement du Juge-de-paix et de son Suppléant.

III. Mais doit-on conclure de ces termes : *Qui visera le mandat sans pouvoir en empêcher l'exécution*, que l'Officier de police, au *visa* duquel serait présenté un mandat qui ne serait pas revêtu des formalités prescrites par le Code, ne pourrait refuser de le viser ?

Dans le cas de l'affirmative, autant vaudrait que le *visa* ne fût pas exigé.

Ce serait une formalité absolument inutile.

IV. Le *visa* n'a été prescrit que pour donner l'assurance au prévenu, qu'il existe un véritable mandat décerné contre lui ;

Que pour mettre un frein aux arrestations arbitraires ;

Que pour éviter les inconvénients qui pourraient en être la suite.

V. L'Officier de police auquel un mandat est présenté au *visa*, doit donc examiner s'il est dans une forme légale ;

S'il est signé du Magistrat qui l'a décerné ;

S'il est muni de son sceau ;

Si le prévenu y est nommé ou du moins désigné de manière à ne donner lieu à aucune méprise ;

Si celui qui en est porteur a caractère pour le mettre à exécution.

Lorsque toutes ces formalités ont été observées, l'Officier de police qui refuserait son *visa*, se rendrait coupable d'un délit de Justice, et s'exposerait à être suspendu de ses fonctions.

VI. Mais si le mandat n'était pas signé ;

S'il n'était pas muni du sceau du Juge qui l'a décerné ;

Si le prévenu n'y était pas assez clairement désigné pour craindre une méprise, et que la personne arrêtée déniât son identité :

Non-seulement l'Officier de police devrait refuser son *visa* ; mais il s'exposerait même à la prise à partie, s'il le donnait.

Il deviendrait responsable des événemens.

VII. L'Officier de police qui refuse son *visa*, doit exprimer les motifs de son refus, sur l'original qui lui est présenté.

VIII. Si le prévenu a déféré à un mandat irrégulier ;

Si sa résistance a été vaincue, et qu'il ait été déposé dans la maison d'arrêt, il lui restera la ressource de la prise à partie que lui réserve l'art. 112.

IX. On ne peut contester la justesse de ces raisonnemens ; mais on prétend que l'art. 98 ayant parlé sans restriction, il ne peut y avoir aucun motif assez puissant pour autoriser l'Officier de police auquel s'adresse le porteur du mandat, à refuser son *visa*.

Il nous semble que ce serait calomnier le Législateur, que de lui supposer l'intention d'avoir voulu une chose aussi déraisonnable que celle d'exiger d'un Magistrat, qu'il donne nécessairement son approbation à un acte contraire aux lois, et qui pourrait produire d'aussi fâcheux résultats.

Comment concilierait-on, d'ailleurs, les art. 77 et 78 de l'Acte constitutionnel qui ne permettent pas que le Concierge de la maison d'arrêt puisse recevoir le prévenu contre lequel il aurait été décerné un mandat illégal, avec l'injonction faite à l'Officier de police du lieu d'en autoriser l'exécution ?

Comment concilierait-on la disposition des art. 616 et 617 du Code d'instruction criminelle, qui chargent le Juge-de-peace de faire mettre en liberté l'individu qui aurait été reçu en la maison d'arrêt par suite d'un mandat illégal, avec l'obligation imposée à ce même Juge-de-peace d'autoriser, par son *visa*, l'incarcération de cet individu ?

X. Ce n'est qu'après que le prévenu a été saisi, que le mandat doit être présenté au *visa* ; ce qui peut avoir des inconvéniens ; mais ils seraient beaucoup plus graves, si le *visa* devait être préalable.

XI. Si le prévenu n'avait pas réclamé contre les vices du mandat, lors de son arrestation, et qu'il s'en prévalût lorsqu'il serait amené devant l'Officier de police pour le *visa*, ou qu'il l'opposât seulement lors de son entrée dans la maison d'arrêt, l'Officier de police devrait-il ordonner qu'il fût rendu à la liberté?

Le Concierge de la maison d'arrêt devrait-il refuser de l'y recevoir?

XII. L'Officier de police qui reconnaîtrait l'irrégularité du mandat, devrait, en refusant son *visa* et en motivant son refus, ordonner que le prévenu serait conduit devant le Juge d'instruction de l'arrondissement, pour être statué ce qu'il appartiendrait. (*Art. 616.*)

XIII. Quant au Concierge, il ne pourrait recevoir le prévenu dans la maison d'arrêt, sans se rendre coupable d'arrestation arbitraire. (*Art. 77 et 78 de la Constitution.*)

XIV. Que devrait donc faire l'Huissier ou l'Agent de la force publique chargé de l'exécution du mandat?

Il se rendrait coupable de détention arbitraire, s'il gardait le prévenu en chartre privée.

Il s'exposerait de plus à se voir enlever son prisonnier par ruse ou par violence, pendant qu'il le garderait ainsi.

Il pourrait même arriver qu'il eût fait une méprise, en arrêtant un individu pour un autre.

Tous ces motifs doivent déterminer, en pareil cas, l'Huissier ou l'Agent de la force publique à se dessaisir du prévenu, lorsque l'Officier de police qui a refusé son *visa*, n'a pas ordonné que le prévenu serait conduit devant le Juge d'instruction qui l'aurait décerné, sauf à instruire le Procureur-Impérial de ce qui se passe, et à faire surveiller le prévenu en attendant sa réponse.

Cependant, s'il y avait dans le lieu où se serait fait l'arrestation, le siège d'un Tribunal de première instance, l'Huissier ou l'Agent chargé de l'exécution du mandat pourrait conduire le prévenu devant le Procureur-Impérial ou le Juge d'instruction établi près ce Tribunal, et le Juge d'instruction devrait, dans ce cas, décerner contre le prévenu un mandat de dépôt, s'il ne lui restait aucun doute sur son identité et sur la réalité du mandat illégal en vertu duquel le prévenu aurait été arrêté : car tout Juge d'instruction est compétent pour décerner un mandat contre l'inculpé trouvé dans son arrondissement.

Il n'y aurait pas même besoin de réquisition préalable du Procureur-Impérial. (*Art. 61.*)

XV. L'art 109 indique la procédure à suivre, lorsque le prévenu mis en mandat d'arrêt n'a pu être saisi.

ARTICLE XCIX.

Le prévenu qui refusera d'obéir au mandat d'amener, ou qui, après avoir déclaré qu'il est prêt à obéir, tentera de s'évader, devra être contraint.

Le porteur du mandat d'amener emploiera, au besoin, la force publique du lieu le plus voisin : elle sera tenue de marcher, sur la réquisition contenue dans le mandat d'amener.

OBSERVATIONS.

I. Le porteur du mandat d'amener ne doit pas se faire assister de la force publique pour le mettre à exécution, parce que ce mandat n'est qu'une mesure provisoire qui doit être exécutée avec le moins de solennité possible.

L'emploi de la force publique cause toujours, en effet, un certain scandale, et il peut en résulter un tort souvent irréparable pour celui qui en est l'objet.

II. C'est par ce motif, et par suite de la disposition de l'art. 82 de la Constitution, qui répute crime toute rigueur employée dans les arrestations, détentions et exécutions, lorsqu'elles ne sont pas ordonnées par la loi, que l'art. 99 n'autorise le porteur du mandat d'amener à se faire assister de la force publique, que dans le cas où elle deviendrait nécessaire; tandis que l'article 108 non-seulement l'autorise, mais qu'il l'ordonne même, lorsqu'il s'agit de mettre à exécution un mandat d'arrêt ou un mandat de dépôt.

III. Le cas où le porteur du mandat d'amener est autorisé à recourir à l'emploi de la force publique, dépend de circonstances qui ne peuvent être appréciées qu'à l'instant même de l'exécution.

Il suffit qu'il y ait péril dans la demeure, sous quelque forme qu'il se présente.

L'acte arbitraire commencerait là seulement, où n'ayant à redouter aucune espèce de résistance, le porteur du mandat ferait emploi de la force publique, dans l'unique vue d'aggraver la condition du prévenu.

IV. L'art. 99 considère comme une résistance suffisante, le refus d'obéir au mandat, et la tentative d'évasion de la part du prévenu qui aurait déclaré être prêt à obéir; mais il ne porte pas que l'huissier porteur de la commission ne pourra employer la force publique que dans ces seuls cas.

V. Pour mettre sa conduite à l'abri de tout reproche, le porteur du mandat d'amener, qui se voit dans la nécessité d'employer la force publique, doit en consigner les causes dans son procès-verbal.

Il le doit même dans son propre intérêt : car, s'il avait requis la force publique,

sans motifs raisonnables, il se serait rendu punissable des peines qui doivent être prononcées contre les violateurs de l'art. 88 de la Constitution.

Le prévenu, ainsi scandaleusement arrêté, aurait contre lui une action bien fondée en dommages-intérêts qui pourraient devenir très-considérables dans le cas d'acquiescement du prévenu.

VI. Le porteur du mandat d'amener n'est pas tenu, comme les Gardes champêtres et forestiers, de s'adresser à l'autorité locale pour la réquisition de la force publique.

L'art. 99 l'autorise à la requérir directement, par suite de l'ordre qui doit en être consigné dans le mandat.

VII. Si l'ordre ne s'y trouvait pas consigné, le porteur du mandat devrait-il s'adresser à l'autorité locale pour cette réquisition?

Il y aurait même raison de le décider ainsi dans ce cas, que dans celui de l'art. 16, si les Huissiers et porteurs de mandats n'étaient autorisés à faire personnellement des réquisitions à la force publique, lorsqu'elles deviennent nécessaires. Mais en faisant injonction à la force publique de prêter main-forte aux Huissiers, toutes et quantes fois elle en est requise, l'art. 77 du décret impérial du 18 juin 1811, n'a-t-il pas sous-entendu que les Huissiers auraient le droit de réquisition, sans employer l'intermédiaire des Corps administratifs? Si ce droit ne peut leur être refusé lorsqu'ils procèdent à des contraintes, comment le leur refuserait-on, lorsque, procédant à la mise à exécution d'un mandat, ils courraient le risque de laisser évader le prévenu, en passant par l'intermédiaire de l'autorité locale?

VIII. C'est la force publique du lieu *le plus voisin*, que le porteur du mandat doit requérir; ce qui est une nouvelle preuve que l'intention du Législateur a été qu'elle ne fût employée que lorsque les circonstances du moment l'exigeraient impérieusement.

ARTICLE C.

Néanmoins, lorsqu'après plus de deux jours depuis la date du mandat d'amener, le prévenu aura été trouvé hors de l'arrondissement de l'Officier qui a délivré ce mandat, et à une distance de plus de cinq myriamètres du domicile de cet Officier, ce prévenu pourra n'être pas contraint de se rendre au mandat; mais alors le Procureur-Impérial de l'arrondissement où il aura été trouvé, et devant lequel il sera conduit, décernera un mandat de dépôt, en vertu duquel il sera retenu dans la maison d'arrêt.

Le mandat d'amener devra être pleinement exécuté, si le prévenu a

été trouvé muni d'effets, de papiers ou d'instrumens, qui feront présumer qu'il est auteur ou complice du crime ou délit, pour raison duquel il est recherché, quels que soient le délai et la distance dans lesquels il aura été trouvé.

OBSERVATIONS.

I. Ces termes de l'art. 100, *le prévenu pourra n'être pas contraint de se rendre au mandat*, doivent s'entendre en ce sens, que la chose dépend de sa volonté.

Il peut être en effet de son intérêt, que le mandat d'amener décerné contre lui ne soit pas converti en mandat de dépôt.

Il peut lui importer également de n'être pas mis en arrestation provisoire dans la maison d'arrêt du lieu où il est trouvé ;

De ne pas essayer tous les délais qui doivent être le résultat nécessaire de sa non comparution devant le Juge d'instruction qui a délivré le mandat.

II. C'est une faveur que l'art. 100 a voulu accorder au prévenu.

Le Législateur n'a pas entendu qu'elle pût tourner à son préjudice.

S'il restait quelques doutes à cet égard, ils seraient levés par les dispositions de l'art. 74 du Code de brumaire an IV, dont l'art. 100 du Code d'instruction criminelle a été emprunté.

Si donc le prévenu ne demande pas à être mis en dépôt dans la maison d'arrêt du lieu où il est trouvé, il y aurait vexation de l'y contraindre.

Cependant, les termes de l'article 100, *pourra n'être pas contraint de se rendre ; pris dans leur sens naturel et rigoureux, sembleraient donner le choix, non au prévenu, mais au porteur de mandat ; et on pourrait dire que, si telle n'avait pas été l'intention du Législateur, il se serait servi de la même locution que l'article cité du Code de brumaire, le prévenu ne peut être contraint de se rendre.*

Il serait difficile de répondre d'une manière bien catégorique à cette argumentation, en isolant les termes cités de l'art. 100 de sa dernière disposition.

Mais lorsqu'on lit, au second paragraphe de cet article, que lorsque le prévenu est nanti d'effets qui peuvent le faire présumer coupable, il doit être traduit devant le Juge d'instruction qui a décerné le mandat, on ne peut plus douter que l'intention du Législateur n'ait été de laisser au prévenu, dans tous les autres cas, la faculté de se faire retenir, sous le poids d'un mandat de dépôt, dans le lieu où il est trouvé.

Peut-on, d'ailleurs, supposer qu'il soit entré dans la pensée du Législateur, de laisser à l'Huissier, porteur du mandat, ou à un Agent quelconque de la force publique, le droit absolu de décider, d'après son caprice, du sort du prévenu ?

Tout concourt donc à ne laisser voir dans l'art. 100, que la disposition de l'art. 74 du Code de brumaire an IV, et à ne donner à ces mots, *pourra n'être pas con-*

traint, de l'article 100 du Code d'Instruction criminelle que la même signification de ceux-ci, *ne pourra être contrain*, du Code de brumaire an iv.

III. Mais il faut le concours de quatre circonstances, pour que le prévenu soit autorisé à faire usage de la faculté qui lui est accordée par l'art. 100.

Il faut : 1.^o que le mandat d'amener ait plus de deux jours de date ;

2.^o Que le prévenu ait été trouvé hors de l'arrondissement de l'Officier qui l'a décerné ;

3.^o Qu'il ait été trouvé à plus de cinq myriamètres de distance ;

4.^o Qu'il n'ait pas été nanti d'effets, de papiers ou d'instrumens qui puissent le faire présumer auteur ou complice du crime ou du délit.

IV. Pour qu'il se soit écoulé plus de deux jours depuis la date du mandat, il faut que l'on soit au quatrième : on ne doit compter ni celui auquel le mandat a été délivré, ni les deux suivans ; autrement, il ne se serait pas écoulé plus de deux jours depuis la date du mandat.

V. Il résulte de cette disposition de l'art. 100, que le mandat d'amener doit être *daté*, quoique cette formalité n'ait pas été rappelée dans l'art. 95 qui détaille les formalités à observer dans la confection des mandats de cette espèce.

Il n'y aurait cependant pas nullité, si la date s'y trouvait omise ; mais son omission devrait s'interpréter en faveur du prévenu ; de telle sorte qu'il faudrait supposer, dans son intérêt, que le mandat aurait été décerné plus de deux jours avant son exécution, si le prévenu demandait à jouir du bénéfice de l'art. 100.

VI. Le prévenu doit être trouvé *hors* de l'arrondissement de l'Officier qui a décerné le mandat, et à une distance de plus de cinq myriamètres du domicile de cet Officier ; c'est-à-dire, à plus de dix lieues anciennes.

Lorsque le cas se présente, deux choses sont à considérer :

La première, si le lieu où le prévenu est trouvé, est situé *dans* ou *hors* l'arrondissement de l'Officier qui a délivré le mandat.

La deuxième, quelle est la distance.

Si le Législateur n'avait pas expliqué son intention d'une manière aussi formelle, il aurait pu s'établir une contestation assez sérieuse sur le point de départ, pour mesurer la distance.

On aurait pu prétendre qu'elle aurait dû se calculer à partir du chef-lieu de l'arrondissement, ou du point de cet arrondissement le plus rapproché de celui de l'arrestation.

VII. Mais comment mesurer la distance ?

Sera-ce à vol d'oiseau ?

Sera-ce d'après les sinuosités des routes ordinaires ?

Le Code ne nous semble avoir parlé de la distance que dans ses rapports avec les chemins frayés.

Il n'a pas voulu que pour savoir s'il serait fait droit à la demande du prévenu, il fût préalablement procédé à des opérations géométriques.

VIII. On ne pourrait tirer un argument en sens contraire d'un arrêt rendu par la Section civile de la Cour de cassation, le 28 juillet 1806, qui a jugé en matière de douanes, que la distance du bureau aux frontières, devait être comptée à vol d'oiseau.

Cet arrêt eut pour unique motif la disposition de l'art. 42, titre 13, de la loi du 22 août 1791, qui a fait exception, pour ce cas, aux règles du droit commun.

IX. Mais l'art. 100 veut que lors même que le prévenu serait trouvé *hors* de l'arrondissement, et à plus de *cinq* myriamètres de distance, il soit conduit devant l'Officier qui a décerné le mandat d'amener, lorsqu'il se trouve porteur d'effets, de papiers ou d'instrumens qui peuvent faire présumer qu'il est l'auteur ou le complice du crime ou délit pour raison duquel il est recherché; ce qui peut prêter beaucoup à l'arbitraire.

Si le mandat d'amener devait être *motivé*, l'Agent qui en est le porteur pourrait facilement juger si les effets, papiers ou instrumens trouvés sur le prévenu, seraient de nature à le faire présumer auteur ou complice du crime ou du délit pour raison duquel il est poursuivi; mais il ne doit ni ne peut être *motivé*.

Si le prévenu soutient qu'aucun des effets ou papiers saisis sur lui, ne peut le faire présumer coupable, il doit en être référé au Procureur-Impérial; le porteur du mandat prendrait sur lui une grande responsabilité, s'il négligeait cette précaution.

X. Quoique toutes les circonstances requises dans l'art. 100 se réunissent en faveur du prévenu, et qu'il demande à jouir du bénéfice qui lui est assuré par cet article, l'Agent chargé de mettre le mandat à exécution, ne peut déposer le prévenu dans la maison d'arrêt établie près le Tribunal de première instance du lieu où s'est faite l'arrestation, avant de l'avoir conduit devant le Procureur-Impérial, afin que ce Magistrat décerne le mandat de dépôt; ce qu'il ne doit faire qu'après la vérification des faits que le porteur du mandat pourrait avoir mal appréciés.

XI. Lorsque le prévenu a été arrêté *hors* de l'arrondissement de l'Officier qui a décerné le mandat, et que, par la nature des circonstances, le prévenu doit être conduit devant lui, quels moyens doit-on employer pour sa translation?

L'Huissier qui s'est assuré de la personne du prévenu, n'ayant pas de caractère hors de son arrondissement, il doit s'adresser au Procureur-Impérial du lieu où il a fait l'arrestation, pour prendre ses ordres, et si ce Magistrat juge nécessaire de le charger de la conduite du prévenu au lieu de sa destination, il doit lui en donner mandement *spécial* et par *écrit*.

Le Procureur-Impérial est autorisé à lui délivrer ce mandement par l'art. 84 du décret impérial du 18 juin 1811; mais il doit être fort circonspect lorsqu'il s'agit de donner une pareille autorisation, toujours très-onéreuse au Trésor public.

XII. Si le porteur du mandat est un Gendarme, il doit accompagner le prévenu jusqu'à la résidence de la brigade la plus voisine, à laquelle il est chargé de le remettre, à moins d'un ordre exprès du Capitaine commandant la Gendarmerie dans le Département, cas auquel il peut conduire le prévenu à sa destination. (*Art. 11 du décret du 18 juin 1811.*)

XIII. Le prévenu sera conduit à pied, (*Art. 4, ibid.*) à moins d'impossibilité constatée. (*Art. 5.*)

Cependant, l'art. 7 l'autorise à se faire conduire en voiture à ses frais, en se soumettant aux mesures de précaution que prescrira le Magistrat ou le Chef d'escorte chargé d'exécuter la translation.

XIV. Quant à la surveillance à exercer sur le prévenu dans les lieux de repos, si le porteur du mandat a quelques craintes, il peut mettre en réquisition une force suffisante pour s'assurer que le prévenu ne lui échappera pas.

Dans le lieu où il y a des prisons, l'art. 10 du décret cité l'autorise à y déposer momentanément le prévenu.

Cet article étant conçu dans des termes généraux, s'applique aux personnes contre lesquelles il n'a encore été décerné qu'un mandat d'amener, comme à l'égard de tous autres prévenus. L'art. 10 du décret impérial du 18 juin 1811, met, en effet, sur la même ligne, pour ce cas particulier, les prévenus et les accusés; et l'art. 99 du Code d'instruction criminelle qualifie de prévenu celui qui est mis en état de mandat d'amener.

Si l'art. 91 parle des personnes *inculpées*, ce n'est que sous le rapport de celles qui ne se trouvent encore frappées que d'un mandat de comparution.

Celui-là n'est donc qu'*inculpé*, contre lequel il n'a encore été décerné qu'un mandat de comparution; mais c'est un véritable *prévenu*, aussitôt qu'il a été mis en état de mandat d'amener, de dépôt ou d'arrêt; et c'est un *accusé*, lorsqu'il a été rendu contre lui une ordonnance de prise de corps.

XV. S'il y a des prisons dans les lieux de repos, les alimens et autres secours doivent y être fournis au prévenu qui les réclame.

Dans les lieux où il n'y en a pas, c'est aux Officiers municipaux à y pourvoir.

C'est la disposition du même art. 10 du décret du 18 juin.

ARTICLE C I.

Dans les vingt-quatre heures de l'exécution du mandat de dépôt, le Procureur-Impérial qui l'aura délivré, en donnera avis, et transmettra les procès-verbaux, s'il en a été dressé, à l'Officier qui a décerné le mandat d'amener.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est le corollaire du précédent.

Il trace la marche à suivre par le Procureur-Impérial qui a décerné le mandat de dépôt, en vertu de l'art. 100.

Cette marche est simple.

Elle consiste à en donner avis à l'Officier qui a décerné le mandat d'amener, et à lui faire l'envoi des procès-verbaux.

II. Le délai de vingt-quatre heures accordé au Procureur-Impérial pour donner cet avis et pour faire l'envoi des procès-verbaux, n'est pas de rigueur; mais il a été évidemment dans l'intention du Législateur, que la formalité soit remplie dans le plus bref délai.

Ce serait, en effet, un attentat porté à la liberté individuelle du prévenu, que de le laisser dans la maison d'arrêt plus long-temps qu'il ne doit y rester; ce qui arriverait par la négligence du Procureur-Impérial à se conformer aux dispositions de cet article.

ARTICLE CII.

L'Officier qui a délivré le mandat d'amener, et auquel les pièces sont ainsi transmises, communiquera le tout, dans un pareil délai, au Juge d'instruction près duquel il exerce; ce Juge se conformera aux dispositions de l'art. 99.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 102 n'est relatif qu'au cas où le mandat d'amener a été délivré par le Procureur-Impérial, par suite des dispositions des art. 40 et 46, ou par des Officiers de police auxiliaires, en vertu des pouvoirs que leur en donnent les art. 49 et 50, ou par les Présidents des Cours ou Tribunaux; car, si le mandat avait été décerné par le Juge d'instruction, comme ce serait à lui directement que les pièces devraient être adressées, et que l'avis devrait être donné, il ne pourrait y avoir lieu à la communication ordonnée par l'art. 102.

Ce serait, au contraire, au Juge d'instruction à communiquer les pièces au Procureur-Impérial, aux termes de l'art. 61, puisqu'il ne peut faire aucun acte d'instruction et de poursuites sans cette communication préalable.

II. Si ce n'est pas le Procureur-Impérial qui a décerné le mandat, mais un Officier de police auxiliaire, ou un autre Fonctionnaire, c'est par l'intermédiaire du Procureur-Impérial qu'il doit donner la communication des pièces au Juge

d'instruction ; car c'est par lui que la correspondance doit s'établir entre le Juge d'instruction et les autres autorités.

III. L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* pense qu'il y a faute d'impression dans l'art. 102, en ce qu'il renvoie à l'art. 90, au lieu de renvoyer à l'art. 60 ; attendu que l'art. 90 ne peut être appliqué qu'au cas où il y a perquisition à faire hors de l'arrondissement, et que, dans l'espèce de l'art. 102, il ne s'agit pas de perquisitions.

Mais l'auteur cité n'a pas remarqué que l'art. 60 n'est relatif qu'au cas du flagrant délit : cependant, il est vrai de dire qu'il peut s'appliquer à l'art. 102, en ce qu'il a ordonné de faire au Juge d'instruction l'envoi de la procédure, et qu'il autorise celui-ci à refaire les actes qui lui paraissent incomplets ; mais la chose était de droit, et le renvoi à l'art. 60 devenait par conséquent inutile.

Nous ne voyons pas trop non plus, à la vérité, à quoi peut aboutir le renvoi fait à l'article 90, si ce n'est pour avertir le Juge d'instruction saisi, que, quoique le prévenu contre lequel il a décerné mandat, soit en arrestation dans un arrondissement étranger, cela ne lui donne aucun droit de poursuite dans cet arrondissement, et qu'il doit en user alors de la même manière que dans les cas ordinaires.

ARTICLE CIII.

Le Juge d'instruction saisi de l'affaire directement ou par renvoi en exécution de l'art. 90, transmettra, sous cachet, au Juge d'instruction du lieu où le prévenu a été trouvé, les pièces, notes et renseignemens relatifs au délit, afin de faire subir interrogatoire à ce prévenu.

Toutes les pièces seront ensuite également renvoyées, avec l'interrogatoire, au Juge saisi de l'affaire.

OBSERVATIONS.

I. Le Juge d'instruction saisi directement ou par renvoi, doit transmettre au Juge d'instruction du lieu où le prévenu a été trouvé, les pièces, notes et renseignemens relatifs au délit, afin de faire subir interrogatoire au prévenu.

II. Sans cette disposition de l'article 103, on aurait pu douter si le Juge d'instruction requis pour faire les recherches, perquisitions et saisies, n'aurait pas dû laisser au Juge d'instruction qui l'aurait requis, à faire personnellement l'envoi des pièces au Juge d'instruction du lieu où le prévenu aurait été trouvé.

Mais le Législateur a vu que ce circuit serait sans utilité réelle, et le seul moyen de l'éviter était d'accorder le même pouvoir au Juge d'instruction saisi par renvoi, qu'au Juge d'instruction directement saisi.

III. D'après le même motif d'économie de temps et de frais, l'art. 103 a dû vouloir aussi que, lorsque le Juge d'instruction du lieu où le prévenu a été trouvé, lui a fait subir interrogatoire, il fût tenu de faire le renvoi des pièces, notes et procès-verbaux au Juge d'instruction directement saisi.

IV. Tous envois et renvois de pièces et notes doivent être faits *sous cachet*, attendu que l'instruction doit rester secrète jusqu'à ce que le prévenu soit autorisé à en prendre communication, aux termes des art. 302 et 305 du Code d'instruction criminelle.

V. L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* croit encore que c'est par erreur que l'art. 103 a rappelé l'art. 90; il veut toujours qu'il faille substituer l'art. 60 à l'art. 90.

Nous connaissons d'autres personnes qui rejettent cette substitution proposée de l'art. 60 à l'art. 90, mais qui veulent y substituer l'art. 69; de sorte que les uns et les autres trouvent déplacé l'art. 90 dans la rédaction de l'art. 103.

Nous persistons à croire, au contraire, que l'art. 90 était le seul qui pût être cité dans l'art. 103: car il n'est pas question ici d'actes à refaire, comme il est dit en l'art. 60, ni de renvoi pour cause d'incompétence, comme en l'art. 69, mais de déterminer si le Juge d'instruction requis pour faire des recherches, doit faire passer par l'intermédiaire du Juge d'instruction saisi, les pièces, notes et renseignements relatifs au délit, pour qu'à son tour ce Magistrat les fasse parvenir au Juge d'instruction du lieu où le prévenu a été mis en dépôt; et l'art. 103 veut que le Juge d'instruction requis fasse cet envoi directement au Juge d'instruction du lieu où le prévenu a été mis en dépôt; ce qui nous semble très-clairement exprimé dans l'art. 103, combiné avec l'art. 90 auquel il renvoie.

ARTICLE CIV.

Si, dans le cours de l'instruction, le Juge saisi de l'affaire décerne un mandat d'arrêt, il pourra ordonner, par ce mandat, que le prévenu sera transféré dans la maison d'arrêt du lieu où se fait l'instruction.

S'il n'est pas exprimé dans le mandat d'arrêt, que le prévenu sera ainsi transféré, il restera en la maison d'arrêt de l'arrondissement dans lequel il aura été trouvé, jusqu'à ce qu'il ait été statué par la Chambre du Conseil, conformément aux art. 127, 128, 129, 130, 131, 132 et 133 ci-après.

OBSERVATIONS.

I. Il résulte des dispositions de cet article, que le Juge d'instruction saisi est autorisé à décerner un mandat d'arrêt contre le prévenu, pendant le cours de l'instruction.

Mais il ne peut le faire qu'après avoir donné communication préalable de la procédure au Procureur-Impérial. (*Art. 61.*)

Il ne doit même se porter à cette voie de rigueur que dans les cas extrêmement graves ; car le mandat de dépôt suffit pour s'assurer de la personne du prévenu.

II. Il en aurait été autrement sans doute, si, dans le système du Code d'instruction criminelle, comme sous l'empire du Code de brumaire an iv, le mandat d'arrêt avait dû toujours précéder l'ordonnance de prise de corps ; mais aucun article du Code d'instruction criminelle ne l'ordonne ainsi, et aucun même ne le suppose ; de sorte que l'on doit tenir pour certain qu'il n'y aurait pas irrégularité dans l'instruction de ce qu'il n'aurait pas été décerné mandat d'arrêt contre le prévenu avant sa mise en jugement devant la Cour d'Assises, ou devant la Cour spéciale.

III. Lorsque le Juge d'instruction qui délivre le mandat d'arrêt, croit important que le prévenu soit présent au lieu où se fait l'instruction, il doit ordonner que, quelque part qu'il soit trouvé, il sera amené et écroué dans la maison d'arrêt établie près le Tribunal correctionnel de son arrondissement.

Si le Juge d'instruction ne l'a pas ainsi ordonné par le mandat d'arrêt qu'il a décerné, le prévenu doit être écroué dans la maison d'arrêt de l'arrondissement où il est trouvé, et il doit y rester jusqu'à ce qu'il soit statué sur son sort par la Chambre du Conseil.

IV. Le Juge d'instruction ne pourrait légalement ordonner, par un acte *postérieur* au mandat, que le prévenu qui aurait été arrêté et constitué prisonnier dans la maison d'arrêt d'un autre arrondissement, en serait extrait pour être amené dans celle qui se trouve établie près de lui.

Cela résulte évidemment de ces termes de l'art. 104 : « S'il n'est pas exprimé » dans le mandat d'arrêt, que le prévenu sera ainsi transféré, il restera dans la » maison d'arrêt de l'arrondissement dans lequel il aura été trouvé, jusqu'à ce qu'il » ait été statué par la Chambre du Conseil, conformément aux art. 127 et suivants, » qui ont pour objet de déterminer s'il y a lieu à suivre contre le prévenu.

V. Le prévenu doit même rester dans la maison d'arrêt du lieu où il a été trouvé, quoiqu'il y ait eu ordonnance de prise de corps décernée par la Chambre du Conseil, en vertu de l'art. 134, jusqu'à ce que sa mise en accusation ait été prononcée, lorsque, dans le cours de l'instruction, il n'a pas été décerné contre lui mandat

d'arrêt portant qu'il sera conduit dans la maison d'arrêt établie près le Juge d'instruction saisi.

Ce n'est que par l'arrêt de mise en accusation qu'il peut être ordonné de conduire l'accusé dans la maison de justice établie près la Cour d'Assises ou spéciale devant laquelle il est renvoyé. (*Art. 123.*)

Les seules pièces du procès doivent être transmises à la Chambre d'accusation, qui n'a pas à interroger le prévenu; mais il est réservé à cette Chambre de réclamer l'envoi des pièces de conviction, (*Art. 228.*) sans que la même autorisation lui soit accordée relativement à la personne du prévenu.

Rien n'opposerait cependant à ce que la Chambre d'accusation déléguât au Juge d'instruction du lieu où le prévenu serait détenu, le droit de lui faire subir un nouvel interrogatoire.

VI. L'art. 104 ne s'occupe que du mandat d'arrêt; mais l'art. 110 lui assimile, pour ce cas, le mandat de dépôt.

VII. Pour obtenir les réponses du prévenu mis en arrestation dans un autre arrondissement que celui du Juge d'instruction saisi, il faut en user comme il est dit dans l'art. 103; c'est-à-dire, envoyer des notes et des renseignements au Juge d'instruction requis.

ARTICLE CV.

Si le prévenu contre lequel il a été décerné un mandat d'amener, ne peut être trouvé, ce mandat sera exhibé au Maire ou à l'Adjoint, ou au Commissaire de police de la Commune de la résidence du prévenu.

Le Maire, l'Adjoint ou le Commissaire de police, mettra son visa sur l'original de l'acte de notification.

OBSERVATIONS.

I. IL a été ordonné par l'art. 97, de délivrer copie du mandat d'amener au prévenu et de lui en exhiber l'original.

L'art. 105 prévoit le cas où ces formalités ne pourraient être remplies, à raison de ce que le prévenu n'aurait pas été trouvé, et il exige qu'alors elles le soient par équivalent, en exhibant le mandat à un des Officiers de police auxiliaire de la Commune, et en lui faisant viser l'original; ce qui ne dispense pas d'en faire la notification au dernier domicile du prévenu.

II. L'art. 105 parle de la résidence du prévenu, et non de son domicile, ce qui suppose qu'il suffit de notifier le mandat au lieu de sa résidence actuelle, sans qu'il soit besoin que le porteur du mandat se transporte à son véritable domicile; ce que

l'art. 109 dit encore plus clairement en parlant de la notification à faire à la dernière habitation du prévenu.

III. Le porteur du mandat d'amener peut s'adresser indifféremment au Maire, à l'Adjoint du Maire ou au Commissaire de police, sans être tenu de s'adresser en premier ordre à l'un plutôt qu'à l'autre : car tous ont caractère pour apposer le *visa* requis.

Mais si c'était un mandat d'arrêt qui eût été décerné, ce serait au Juge-de-peace ou à son Suppléant, et seulement, à leur défaut, au Maire, à son Adjoint, ou au Commissaire de police, que le porteur du mandat devrait s'adresser pour obtenir le *visa*. (Art. 109.)

Il devrait de plus laisser à l'Officier de police, qui l'aurait apposé, une copie du procès-verbal de perquisition.

IV. Le Code ne dit pas ce que doit faire le porteur du mandat, lorsque le prévenu n'a ni domicile ni résidence connue ; cependant il importe que le prévenu puisse être instruit des poursuites dirigées contre lui ; et c'est tellement le vœu du Législateur, que lors même que l'affaire s'instruit par *contumace*, l'accusé doit être appelé à cri public. (Art. 466.)

V. Mais doit-on observer, pour le cas de notification d'un simple mandat, les mêmes formalités qu'exige cet article pour la publication de l'ordonnance rendue contre un *contumax* ?

Il faut distinguer le cas où c'est un mandat d'arrêt qui a été décerné, de celui où il y a eu simple mandat de comparution, d'amener ou de dépôt.

Les mandats de comparution et d'amener n'étant, à proprement parler, que de simples citations, et le mandat de dépôt, qu'une mesure provisoire, nous estimons qu'il suffit, pour leur régularité, de suivre ce qui est prescrit par l'art. 69 du Code de Procédure civile, n.º 8, qui s'occupe des personnes à citer, dont la résidence n'est pas connue ; c'est-à-dire, que la copie de l'exploit soit affichée à la principale porte de l'auditoire du Tribunal saisi.

VI. Cet article du Code de Procédure civile exige bien encore qu'il soit laissé une seconde copie de l'exploit de citation au Procureur-Impérial, tenu de donner son *visa* sur l'original ; mais cela n'ajouterait rien dans l'espèce aux moyens d'en donner connaissance au prévenu, puisque c'est à la requête du Procureur-Impérial lui-même que la notification du mandat doit être faite.

Nous serions d'avis cependant que le porteur du mandat fût viser l'original de son exploit par le Maire du lieu, par son Adjoint, ou par le Commissaire de police, pour remplacer le *visa* du Procureur-Impérial, exigé par l'art. 105.

Ce serait concilier, autant qu'il est possible, les dispositions de l'art. 105 du Code d'instruction criminelle, avec celles de l'art. 69 du Code de Procédure civile.

VII. Mais une simple affiche de la copie du mandat d'arrêt serait insuffisante ; il

Il faudrait au préalable qu'il fût rédigé un procès-verbal de perquisition : car le porteur du mandat d'arrêt ne doit négliger aucun moyen de le mettre à exécution ; et, comme dans le cas de perquisition à la dernière habitation du prévenu, le porteur du mandat d'arrêt décerné contre un individu dont le domicile est connu, doit, aux termes de l'art. 109, faire signer son procès-verbal par deux voisins du lieu où s'est faite la perquisition, et en délivrer copie au Juge-de-peace ou à son Suppléant, et à leur défaut, au Maire, à l'Adjoint du Maire ou au Commissaire de police de la Commune où elle a été faite, en lui faisant viser l'original ; il n'y aurait aucun motif qui pût dispenser de prendre les mêmes précautions, lorsque la résidence du prévenu est ignorée.

VIII. Mais dans quel lieu faire la perquisition, lorsque la demeure habituelle du prévenu est inconnue ?

Ce sera au lieu où le crime a été commis.

Ce lieu doit être considéré comme étant celui de la dernière résidence du prévenu.

ARTICLE CVI.

Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne, sera tenue de saisir le prévenu surpris en flagrant délit, ou poursuivi soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit, et de le conduire devant le Procureur-Impérial, sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante.

OBSERVATIONS.

I. C'est un devoir civique pour toute personne, et un devoir de rigueur pour tout dépositaire de la force publique, de saisir le prévenu surpris en flagrant délit, lors même qu'il n'aurait été délivré contre lui aucun mandat.

Mais ce n'est, aux termes de l'art. 106, que dans le cas où il y a *crime ou délit*, et non simple *contravention*.

II. L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* pense même que le prévenu ne peut être saisi, aux termes de cet article, que lorsqu'il s'est rendu coupable d'un crime emportant peine afflictive ou infamante, et la rédaction de l'art. 106 peut, en effet, prêter à cette opinion.

Cependant, l'article parle de crimes et de délits ; et jamais délit ne peut emporter peine afflictive ou infamante.

Il faut donc retrancher de l'article le mot *délit*, ou entendre sa disposition de manière qu'il en résulte l'autorisation donnée à la force publique, et à toute personne, de se saisir du prévenu surpris dans l'aete d'un simple délit.

III. En faveur de cette opinion, on peut dire qu'il est difficile de supposer que le Législateur ait voulu que la force publique demeurât spectatrice tranquille d'un délit grave, qui se commettrait sous ses yeux, et qu'elle laissât échapper le prévenu dont elle pourrait se saisir, lorsqu'il a donné, en pareil cas, le droit d'arrestation aux Gardes champêtres et forestiers, (*Art. 16.*) ; mais les Gardes champêtres et forestiers ne sont pas de simples Agents de la force publique : ils ont le caractère d'Officiers de police judiciaire.

Nous adoptons, en conséquence, l'opinion de l'auteur du *Manuel d'instruction criminelle*, et nous supposons avec lui que le mot *délit*, qui se lit dans l'art. 106, n'y a été mis que comme l'équivalent du mot *crime* ; ce qui est le seul moyen de donner un sens raisonnable à cet article.

IV. L'art. 106 est le complément de l'art. 30, en ce qui concerne les simples particuliers.

Celui-ci leur impose le devoir de donner avis au Procureur-Impérial, des attentats dont ils ont été les témoins.

Celui-là les autorise à se saisir de la personne du prévenu de crime, lorsqu'ils se trouvent en mesure de le saisir.

Pourquoi voudrait-on voir, dans l'art. 106, une restriction qui ne se trouve pas dans l'art. 30 ?

V. Aussitôt que l'arrestation est faite, le prévenu doit être conduit devant le Procureur-Impérial ; mais ce Magistrat doit-il procéder, comme il est dit dans l'art. 32 et suivans, c'est-à-dire, comme dans le cas du flagrant délit ?

Il n'y est certainement pas autorisé, si le fait dont le prévenu est inculpé ne peut constituer qu'un simple délit : car, l'art. 32 ne l'autorise à faire l'instruction préliminaire, dans le cas même du flagrant délit, que lorsqu'il y a prévention de crime pouvant emporter peine afflictive ou infamante.

Il y aurait plus de difficultés, si la personne conduite devant le Procureur-Impérial, était prévenue d'un véritable crime qu'elle viendrait de commettre, et que l'on pourrait, en conséquence, assimiler au flagrant délit.

Cependant, comme le Juge d'instruction est sur les lieux, il semble que l'instruction doit reprendre son cours ordinaire ; c'est-à-dire, que le Procureur-Impérial doit se borner à requérir les informations qui doivent être faites par le Juge d'instruction.

Nous ne savons pas néanmoins que, dans un cas urgent, le Procureur-Impérial fit une procédure illégale, en se transportant sur le lieu pour y recueillir les premières traces du crime, mais sans qu'il pût décerner aucun mandat, et à la charge de donner avis sur-le-champ, de son transport, au Juge d'instruction.

VI. Si le Procureur-Impérial ne résidait pas dans le lieu de l'arrestation, le prévenu pourrait être conduit devant le Juge-de-paix du canton, devant l'Officier de Gendarmerie, le Commissaire de police, le Maire ou l'Adjoint du Maire, tous Offi-

ciers de police auxiliaires du Procureur-Impérial, que les art. 48 et 50 autorisent à commencer l'instruction dans le cas du flagrant délit.

VII. En donnant à la force publique et aux particuliers le droit d'arrestation, lorsqu'il y a flagrant délit, sans qu'il soit besoin de mandat préalable, l'art. 106 décide suffisamment qu'ils n'ont pas ce droit *hors* le cas de flagrant délit; et, en effet, toute arrestation qui se ferait dans un autre cas, serait arbitraire, si elle ne l'était pas en exécution d'un mandat régulier, d'une ordonnance de prise de corps ou d'un jugement.

ARTICLE CVII.

Sur l'exhibition du mandat de dépôt, le prévenu sera reçu et gardé dans la maison d'arrêt établie près le Tribunal correctionnel; et le gardien remettra à l'Huissier, ou à l'Agent de la force publique chargé de l'exécution du mandat, une reconnaissance de la remise du prévenu.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 107 ne dit pas dans quelle maison d'arrêt le prévenu mis en mandat de *dépôt* sera conduit; s'il doit l'être dans celle qui est établie près le Tribunal auquel appartient le Juge d'instruction saisi, ou dans celle du lieu où le prévenu aura été trouvé.

Mais l'art. 110 décide que ce sera dans la maison d'arrêt indiquée par le mandat.

II. Si le mandat n'a rien déterminé à cet égard, quelle marche faut-il suivre?

Le Code d'instruction criminelle a décidé, par l'art. 104, que, si le mandat d'*arrêt* n'a pas indiqué la maison dans laquelle le prévenu sera déposé, il devra l'être dans la maison d'arrêt du lieu où *il sera trouvé*.

L'art. 100 renferme la même disposition relativement au mandat d'*amener* mis à exécution hors de l'arrondissement du Juge d'instruction saisi.

Le vœu du Législateur est donc bien connu, et on peut en conclure qu'il faudrait en agir ainsi dans le cas du mandat de *dépôt*.

III. Le gardien de la maison d'arrêt, auquel est faite l'exhibition du mandat de *dépôt*, ne peut se refuser à recevoir et à garder le prévenu.

Il doit donner *reconnaissance* au porteur du mandat, de la remise qui lui en est faite; ce qui équivaut à la décharge dont il est parlé dans l'art. 111.

Le gardien doit de plus *transcrire* le mandat sur ses registres, en conformité de l'art. 78 de la Constitution.

IV. Mais si le mandat n'était pas en forme;

S'il n'était pas signé du Juge qui l'a délivré;

S'il n'était pas muni de son sceau;

Si le prévenu n'y était pas désigné suffisamment, et qu'il déniât son identité;

Le gardien pourrait-il refuser de recevoir l'individu qui lui serait amené ?

L'art. 78 de la Constitution, déjà cité, déclare que le gardien ne peut recevoir ni détenir aucune personne, qu'après avoir transcrit sur ses registres l'acte qui ordonne l'arrestation, et que cet acte doit être un mandat donné *dans les formes prescrites par l'art. 77.*

Or, d'après cet article, il faut, 1.^o que le mandat exprime le motif de l'arrestation, et la loi en vertu de laquelle elle est ordonnée; ce qui n'est exigé par le Code d'instruction criminelle, que dans les mandats d'arrêt. (*Art. 96.*)

2.^o Que le mandat émane d'un Fonctionnaire auquel la loi a donné caractère pour le décerner.

3.^o Qu'il ait été notifié à la personne arrêtée, et qu'il lui en ait été laissée copie : formalités dont le Code d'instruction criminelle exige également pour les mandats de dépôt, comme pour les mandats d'arrêt.

V. S'il apparaît donc au gardien de la maison d'arrêt, que la copie du mandat n'a pas été délivrée au prévenu, il doit refuser de le recevoir, jusqu'à ce que cette copie lui ait été délivrée. Et comme la signature de l'Officier de police qui a décerné le mandat et l'apposition de son sceau, peuvent seuls justifier aux yeux du gardien, que le mandat est vraiment émané d'une personne ayant caractère, il se rendra coupable d'attentat à la liberté individuelle du prévenu, s'il le reçoit dans la maison d'arrêt, et s'il l'y retient lorsque le mandat ne se trouve pas revêtu de la signature de l'Officier de police, ou s'il n'est pas muni de son sceau.

VI. Si le gardien a reçu l'individu qui lui aura été amené, lorsque ces formalités n'auront pas été observées, il devra aussitôt qu'il s'apercevra de la faute qu'il aura commise, en prévenir le Juge-de-paix du lieu, avec invitation de se transporter à la maison d'arrêt, pour y vérifier les faits, et se conformer aux dispositions des art. 616 et 617 du Code d'instruction criminelle.

ARTICLE CVIII.

L'Officier chargé de l'exécution d'un mandat de dépôt ou d'arrêt, se fera accompagner d'une force suffisante pour que le prévenu ne puisse se soustraire à la loi.

Cette force sera prise dans le lieu le plus à portée de celui où le mandat d'arrêt ou de dépôt devra s'exécuter; et elle est tenue de marcher sur la réquisition directement faite au Commandant, et contenue dans le mandat.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle n'autorise le porteur du mandat d'amener à se

faire assister de la force publique, que dans le cas de besoin; c'est-à-dire, lorsque le prévenu refuse d'obéir, ou qu'ayant déclaré vouloir obéir, il cherche à s'évader. (*Art. 99.*)

Mais il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de mettre à exécution un mandat de dépôt, ou un mandat d'arrêt.

L'art. 108 exige que le porteur du mandat se fasse accompagner d'une force suffisante, pour que le prévenu ne puisse se soustraire à son exécution; de sorte que si, faute de s'être fait assister d'une force suffisante, il arrive quelque événement fâcheux, ou que le prévenu vienne à s'évader, le porteur du mandat en sera personnellement responsable envers la partie civile, sans préjudice des poursuites criminelles auxquelles il se trouvera exposé, s'il y a des circonstances capables de faire présumer que c'est un moyen préparé pour favoriser l'évasion du prévenu.

II. La force dont le porteur du mandat doit se faire accompagner, doit être prise dans le lieu le plus à portée de l'exécution du mandat.

Elle est tenue de marcher sur la réquisition qui lui en est faite dans la personne de son Commandant.

III. Si la réquisition ne se trouve pas dans le mandat, l'Huissier qui en sera le porteur devra s'adresser au Maire du lieu, ou à l'Adjoint du Maire, pour qu'il fasse lui-même la réquisition; ce que celui-ci ne pourra se refuser de faire sans se compromettre.

L'art. 77 du décret du 18 juin 1811, semble même supposer aux Huissiers le droit de faire par eux-mêmes la réquisition; mais le porteur du mandat agira plus régulièrement en s'adressant à l'autorité locale, lorsqu'il n'y aura pas péril dans la demeure, c'est-à-dire, lorsqu'il n'aura pas à craindre l'évasion du prévenu, pendant le temps nécessaire pour prendre cette voie intermédiaire.

IV. Si le Commandant de la force publique refuse d'obtempérer à la réquisition faite dans le mandat, ou si l'autorité locale refuse de donner la réquisition qui lui sera demandée, le porteur du mandat devra en dresser procès-verbal et l'envoyer de suite au Magistrat qui l'aura chargé de le mettre à exécution, afin qu'il puisse en porter plainte à qui de droit.

L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* pense qu'une simple réquisition verbale au Commandant de la force armée est suffisante, et il cite, à ce sujet, l'art. 40 de la loi du 28 germinal an vi, et nous pensons comme lui, que, dans le cas d'urgence comme dans celui de l'art. 99, il n'est pas de rigueur que la réquisition soit faite par écrit, ni même qu'elle le soit au Commandant de la force publique; qu'il suffit qu'elle le soit à des individus qui en font partie, et qui se trouvent le plus à portée de prêter la main forte requise.

Mais dans l'espèce de l'art. 108, la réquisition doit être écrite, et elle doit être faite

au Commandant de la force publique : car le porteur du mandat ayant été mis, par le Code, dans l'obligation de la requérir, il doit avoir pris ses précautions à l'avance pour l'exécution de la commission dont il est chargé.

ARTICLE C I X.

Si le prévenu ne peut être saisi, le mandat d'arrêt sera notifié à sa dernière habitation ; et il sera dressé procès-verbal de perquisition.

Ce procès-verbal sera dressé en présence des deux plus proches voisins du prévenu que le porteur du mandat d'arrêt pourra trouver ; ils le signeront, ou, s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention, ainsi que de l'interpellation qui en aura été faite.

Le porteur du mandat d'arrêt fera ensuite viser son procès-verbal par le Juge-de-paix ou son Suppléant ; ou, à son défaut, par le Maire, l'Adjoint ou le Commissaire de police du lieu, et lui en laissera copie.

Le mandat d'arrêt et le procès-verbal seront ensuite remis au greffé du Tribunal.

OBSERVATIONS.

I. Si la dernière habitation du prévenu est connue, c'est là que doit lui être notifié le mandat d'arrêt, et que doit être faite la perquisition.

Deux des plus proches voisins doivent y être appelés.

Ils doivent être interpellés de signer le procès-verbal.

Qu'ils le signent ou qu'ils refusent de le signer, il doit en être fait mention.

Le procès-verbal doit, de plus, être visé par un des Officiers de police auxiliaires du lieu.

Il doit être déposé au greffé du Tribunal, avec l'original du mandat revêtu de l'exploit de signification.

II. Si la dernière habitation du prévenu était inconnue ;

Si son habitation était isolée ;

S'il n'y avait pas de voisins que le porteur du mandat pût appeler à la rédaction de son procès-verbal :

Quel parti devrait-il prendre ?

Il faudrait, dans le premier cas, en user comme il est dit aux observations sur l'art. 105 ; et dans le second, déclarer dans le procès-verbal que l'habitation est isolée.

III. L'habitation du prévenu pourrait n'être pas absolument isolée, et cependant il pourrait n'y avoir, pour l'instant, aucun voisin sur le lieu.

Après s'en être assuré, le porteur du mandat doit en faire la mention expresse dans son procès-verbal.

La mention dans le procès-verbal sera également suffisante, dans le cas où les voisins refuseront d'assister le porteur du mandat : car à l'impossible nul n'est tenu, et le Code n'a donné aucun moyen coercitif au porteur du mandat, pour contraindre les voisins à être présents à son opération.

IV. Il ne faut cependant pas conclure de là que cette formalité de la présence des voisins soit indifférente.

Si le porteur du mandat se dispense d'en appeler, lorsqu'il sera en son pouvoir de le faire, il se mettra dans le cas d'en être sévèrement réprimandé ; il pourra même être suspendu de ses fonctions, ou destitué, s'il a déclaré, dans son procès-verbal, qu'il a réellement appelé des voisins qui ont refusé de l'assister, lorsque dans le fait il n'en aura point appelé ; ce serait même un faux qu'il aurait commis, et pour raison duquel il devrait être poursuivi criminellement.

V. C'est au Juge-de-paix ou à son Suppléant que le porteur du mandat doit s'adresser pour faire viser son procès-verbal.

Il ne doit requérir le *visa* du Maire, de l'Adjoint du Maire ou du Commissaire de police, qu'à défaut du Juge-de-paix ou de son Suppléant.

Ainsi, pour procéder régulièrement, le Maire, l'Adjoint du Maire ou le Commissaire de police qui donne son *visa*, ne doit pas négliger d'y énoncer l'absence ou l'empêchement du Juge-de-paix et de son Suppléant.

VI. Les dispositions des art. 105 et 109 doivent être appliquées chacune à leur objet.

Si c'est un mandat *d'amener* qu'il s'agit de faire *viser*, il suffit de le présenter au *visa* du Maire, de l'Adjoint du Maire, ou du Commissaire de police, sans être tenu de s'adresser préalablement au Juge-de-paix ou à son Suppléant.

Si c'est un mandat *d'arrêt*, ces Fonctionnaires n'étant appelés à donner le *visa* qu'en l'absence ou par cause d'empêchement du Juge-de-paix et de son Suppléant, c'est à ceux-ci que le porteur du mandat doit d'abord s'adresser.

VII. L'art. 109 exige de plus que la copie du procès-verbal de perquisition faite par l'exécuteur d'un mandat *d'arrêt*, soit délivrée à l'Officier qui a visé l'original ; tandis que l'art. 105 se borne à exiger que le mandat *d'amener* lui soit *exhibé* sans que le porteur soit tenu de lui en délivrer copie.

VIII. Lorsque l'art. 109 parle du greffe du Tribunal, pour la remise du mandat et du procès-verbal de perquisition, c'est du Tribunal auquel appartient le Juge d'instruction de l'arrondissement où s'est faite la perquisition, sauf, dans le cas où ce Tribunal ne serait pas celui qui est saisi de l'instruction, à être fait renvoi du tout au

Procureur-Impérial du Tribunal saisi, pour être joint aux pièces de la procédure.

Ce serait donner lieu, en effet, à des déplacements et à des frais de voyage inutiles, que d'exiger de l'Huissier ou de l'Agent de la force publique qui a fait la perquisition, qu'il se transportât souvent fort loin de sa résidence pour y faire le dépôt de son procès-verbal au greffe du Tribunal saisi.

L'Huissier n'aurait même aucun caractère pour faire cet acte de dépôt *hors* de son arrondissement.

ARTICLE CX.

Le prévenu saisi en vertu d'un mandat d'arrêt ou de dépôt, sera conduit, sans délai, dans la maison d'arrêt indiquée par le mandat.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 110 n'a pas fixé et ne pouvait fixer le délai dans lequel le prévenu serait conduit dans la maison d'arrêt indiquée : car l'arrestation du prévenu peut être faite à une grande distance de cette maison.

Mais le Législateur a voulu que le prévenu y fût conduit *sans délai* ; c'est-à-dire, qu'il n'y fût apporté d'autre retard que celui que les circonstances peuvent exiger.

II. Si le mandat ne porte pas que le prévenu sera conduit dans la maison d'arrêt établie près l'Officier de police qui l'a décerné, il doit être mis en arrestation provisoire dans la maison d'arrêt de l'arrondissement du lieu où il a été trouvé.

C'est la disposition de l'art. 104, qui s'applique naturellement au mandat de dépôt, comme au mandat d'arrêt.

III. Si le mandat porte l'ordre de conduire et de déposer le prévenu dans la maison d'arrêt établie près le Juge d'instruction saisi, il faudra en user comme il est dit aux observations sur l'art. 100.

En deux mots, il faut suivre l'indication faite par le mandat, et lorsqu'il n'en a pas été fait, déposer le prévenu dans la maison d'arrêt du lieu où il a été trouvé.

Le porteur du mandat ni le prévenu ne peuvent rien changer à cet ordre de choses.

ARTICLE CXI.

L'Officier chargé de l'exécution du mandat d'arrêt ou de dépôt, remettra le prévenu au gardien de la maison d'arrêt qui lui en donnera décharge ; le tout dans la forme prescrite par l'art. 107.

Il portera ensuite au greffe du Tribunal correctionnel les pièces relatives à l'arrestation, et en prendra une reconnaissance.

Il exhibera ces décharge et reconnaissance dans les vingt-quatre

heures au Juge d'instruction : celui-ci mettra sur l'une et sur l'autre son vu, qu'il datera et signera.

OBSERVATIONS.

I. C'est au porteur du mandat à conduire le prévenu dans la maison d'arrêt.

Il doit en prendre décharge du gardien, après lui avoir donné communication de l'original du mandat, légalement notifié, afin que le gardien puisse en faire la transcription sur ses registres.

II. La remise du prévenu dans la maison d'arrêt étant faite, l'Huissier ou l'Agent de la force publique chargé de son arrestation, doit déposer les pièces au greffe du Tribunal correctionnel de l'arrondissement, et s'en faire délivrer une reconnaissance par le Greffier ou par le Commis assermenté chargé de cette partie.

III. L'art. CXI ne désigne pas la maison d'arrêt dans laquelle le prévenu sera déposé, ni le Tribunal auquel les pièces seront remises : mais il faut suivre à cet égard les distinctions que nous avons établies, et dire que la remise des pièces doit être faite au greffe du Tribunal dans l'arrondissement duquel se trouve établie la maison d'arrêt où le prévenu est déposé.

IV. Il est accordé vingt-quatre heures à l'Huissier ou à l'Agent qui a fait l'arrestation, pour justifier au Juge d'instruction de la décharge qu'il a dû prendre du gardien de la maison d'arrêt, et de la reconnaissance qui a dû lui être donnée de la remise des pièces au greffe.

Le Juge d'instruction doit viser ces deux pièces, dater et signer son *visa*, et remettre le tout à l'Huissier ou à l'Agent de la force publique, qui doit les placer au nombre de ses minutes, afin que, dans tous les temps, si la chose devient nécessaire, il puisse rapporter la preuve qu'il s'est conformé à ce que la loi exigeait de son ministère.

ARTICLE CXII.

L'inobservation des formalités prescrites pour les mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt, sera toujours punie d'une amende de cinquante francs au moins contre le Greffier, et, s'il y a lieu, d'injonctions au Juge d'instruction et au Procureur-Impérial, même de prise à partie s'il y échet.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons déjà souvent observé que les formalités prescrites par le Code d'instruction criminelle, relativement aux mandats, n'étaient pas prescrites à peine de nullité.

Cependant le Législateur y a attaché beaucoup d'importance, et leur inobservation pourrait entraîner les conséquences les plus fâcheuses.

C'est pour les prévenir que le Code a chargé le Juge d'instruction, le Procureur-Impérial et le Greffier d'une responsabilité personnelle dans le cas où les formalités exigées pour la régularité des mandats, n'auraient pas été remplies.

Leurs devoirs et leurs intérêts se réunissent donc pour les rendre attentifs à n'en négliger aucune.

II. L'art. 112 veut que le Greffier soit *toujours puni* d'une amende; lorsque le mandat n'est pas revêtu de toutes les formalités, et que l'amende soit au moins de cinquante francs.

Mais ces mots *toujours puni*, doivent-ils être entendus de manière que toutes les fois qu'il y a un mandat décerné dans une forme irrégulière, le Greffier soit nécessairement punissable d'une amende?

Nous pensons que ce serait donner à la loi une interprétation trop rigoureuse.

Il n'a pu entrer dans la pensée du Législateur, que le Greffier dût être condamné à l'amende pour un fait qui ne lui serait pas personnellement imputable, et qu'il lui aurait même été dans l'impossibilité de prévenir.

Le mot *toujours* de l'art. 112 doit être entendu dans ce sens, que lorsque le Greffier a dû avoir ou qu'il a pu prendre communication du mandat décerné, et qu'il ne l'a pas fait rectifier, il doit être puni d'une amende, à raison de sa négligence, mais qu'il ne peut encourir aucune responsabilité pour un fait qui lui est absolument étranger.

En pareil cas, si le Greffier se trouvait contraint, à la requête du Receveur de la Régie, au paiement de l'amende, il y aurait lieu de faire droit à son opposition et de le renvoyer de la demande.

III. Il faut conclure de l'explication que nous venons de donner à ces mots, *toujours puni*, de l'article 112, que le Greffier, n'ayant pas un droit de surveillance sur les Officiers de police judiciaire, s'il était établi au procès qu'il eût fait à l'Officier qui a décerné le mandat, les observations convenables, et que celui-ci eût refusé d'y déférer, il ne pourrait être rendu contre lui aucune condamnation, puisqu'alors il n'y aurait aucune négligence à lui imputer, et que c'est sa négligence seule que le Code a voulu punir.

IV. Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit dans nos observations sur l'art. 77, relativement à la réserve de la prise à partie contre le Juge d'instruction et contre le Procureur-Impérial; il y a même raison de décider pour le cas prévu en l'art. 112, que pour celui qui l'a été par l'art. 77.

CHAPITRE VIII.

De la Liberté provisoire et du Cautionnement.

ARTICLE CXIII.

La liberté provisoire ne pourra jamais être accordée au prévenu, lorsque le titre de l'accusation emportera une peine afflictive ou infamante.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle a maintenu le principe de la liberté provisoire, consacré par l'art. 222 du Code de brumaire an iv, pour le cas où il n'y a pas prévention de crime.

Mais il ne l'a maintenu que sous des modifications fort sages, et qu'appelait depuis long-temps le vœu des Magistrats.

La première consiste en ce que la liberté provisoire ne peut être accordée au prévenu, lorsque le titre d'accusation est de nature à emporter *peines afflictives ou infamantes*, tandis que, d'après le Code de brumaire an iv, il n'y avait d'exception que pour le cas où le délit pouvait emporter peine *afflictive*.

La loi entend par *peines afflictives et infamantes*, la mort, les travaux forcés à perpétuité, la déportation, les travaux forcés à temps, la réclusion. (Art. 7 du Code pénal.)

Le carcan, le bannissement, la dégradation civique, ne sont que des *peines infamantes*, sans être *afflictives*. (Art. 8, ibid.)

Dans tous ces cas, il ne peut y avoir lieu aujourd'hui à la mise en liberté provisoire.

II. Une seconde modification apportée par le Code d'instruction criminelle aux anciens usages, c'est que la liberté provisoire, qui *ne pouvait être refusée* au prévenu dans les cas déterminés par la loi, n'est plus que *facultative*.

Il ne suffit plus au prévenu de la requérir pour qu'elle doive nécessairement lui être accordée, lors même qu'il serait domicilié et qu'il offrirait une caution solvable.

Il faut qu'elle lui soit accordée par un jugement de la Chambre du Conseil, sur

le rapport du Juge d'instruction, après avoir ouï le Ministère public, et la Chambre du Conseil peut la refuser. (Art. 114.)

Elle doit même être refusée, lorsque le prévenu est un *vagabond*, ou lorsqu'il a été repris de Justice. (Art. 115.)

III. D'après le système adopté, le Code d'instruction criminelle ne pouvait laisser au Juge d'instruction le pouvoir de prononcer *seuls* sur la demande de mise en liberté provisoire du prévenu.

Elle devait être le résultat d'une délibération motivée.

IV. Le titre de l'accusation devant être d'abord consulté en cette matière, il importe de déterminer ce qui peut le constituer.

Sera-ce la plainte ?

Sera-ce la dénonciation ?

Sera-ce le mandat d'arrêt, lorsqu'il en aura été décerné ?

Nous observerons d'abord que ces mots de l'art. 113, titre de l'accusation, ne doivent pas être pris dans leur sens *absolu*.

Dans le système de cet article, ils ne signifient qu'*inculpation* : car, ce n'est que l'arrêt de renvoi aux Cours d'Assises ou Spéciales, qui peut constituer une véritable accusation.

Jusqu'à ce que cet arrêt soit rendu, il n'y a encore que des *inculpés* et des *prévenus*, quelle que soit la nature du crime qui leur est imputé.

S'il n'a pas été décerné mandat de dépôt ou d'arrêt, le prévenu n'a pas à s'occuper de recouvrer une liberté qu'il n'a pas encore perdue.

Si le prévenu est sous le poids d'un mandat d'arrêt, c'est d'après ses énonciations que la Chambre du Conseil doit juger quel est le titre de l'accusation.

La seule difficulté porte, dès-lors, sur le cas où il n'a été décerné contre le prévenu qu'un mandat de *dépôt* : car, le prévenu mis en mandat de dépôt, est autorisé à réclamer sa liberté provisoire, comme celui qui est mis sous le poids d'un mandat d'arrêt, et le mandat de dépôt n'étant pas motivé, ne peut donner aucuns renseignements sur le titre de l'accusation.

Faudra-t-il donc alors s'en rapporter à la qualification du fait, telle qu'elle se trouve dans la plainte ou dans la dénonciation ?

Ce n'est pas notre opinion : c'est le fait en lui-même qui doit être pris en considération, et non la qualification qu'il a plu à la partie intéressée de lui donner : il ne tiendrait sans cela qu'à un plaignant de rendre inutile l'autorisation donnée au prévenu de réclamer, en tout état de cause, sa liberté provisoire, lorsque le fait dont il est inculpé ne peut emporter ni peine afflictive ni peine infamante.

Dans un pareil état de choses, c'est à la Chambre du Conseil à qualifier le fait, d'après les preuves recueillies dans l'information, sur le rapport du Juge d'instruction, et sur les conclusions du Ministère public.

V. S'il survenait de nouvelles charges qui changeassent le caractère du délit, et qui le rendissent de nature à mériter peine afflictive ou infamante, quoique le prévenu eût été mis en liberté *provisoire*, rien n'empêcherait qu'il fût décerné un mandat d'arrêt contre lui, et que, malgré la liberté provisoire qu'il aurait obtenue, il fût réintégré dans les prisons : car le titre de l'accusation ne peut définitivement se constituer que par l'arrêt de renvoi qui doit être prononcé par la Chambre d'accusation, lorsque l'instruction de la procédure est entièrement achevée.

ARTICLE CXIV.

Si le fait n'emporte pas une peine afflictive ou infamante, mais seulement une peine correctionnelle, la Chambre du Conseil pourra, sur la demande du prévenu et sur les conclusions du Procureur-Impérial, ordonner que le prévenu sera mis provisoirement en liberté, moyennant caution solvable de se représenter à tous les actes de la procédure, et, pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis.

La mise en liberté provisoire avec caution pourra être demandée et accordée en tout état de cause.

OBSERVATIONS.

I. C'EST à la Chambre du Conseil à statuer sur la demande en liberté provisoire du prévenu ; mais la Chambre du Conseil ne peut le faire qu'après avoir entendu le Procureur-Impérial. Nous l'avons déjà fait observer sur l'article précédent, et nous avons également fait remarquer que la Chambre du Conseil ne peut accorder la liberté provisoire au prévenu, lorsque le titre de l'accusation est de nature à emporter peine *afflictive ou infamante*.

Nous ajouterons que la liberté provisoire pourrait être refusée au prévenu, lors même qu'il ne s'agirait que d'un simple délit, et que le prévenu ne serait ni un vagabond ni un repris de Justice ; ce qui résulte clairement du mot *pourra* dont se sert l'article 114 ; mais la Chambre doit avoir des motifs pour en user ainsi, et son jugement doit les exprimer.

II. Si la Chambre du Conseil est d'avis de l'accorder, elle ne peut le faire qu'à la charge par le prévenu de donner *caution solvable* de se représenter à tous les actes de la procédure, et, pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis.

III. L'art. 117 indique la forme de procéder pour la réception de la caution offerte.

IV. Si la caution qui s'est soumise à représenter le prévenu à tous les actes de la procédure, a été sommée de le faire, et qu'elle n'ait point exécuté l'engagement

qu'elle a contracté, elle peut être contrainte, à l'instant même, au versement de son cautionnement dans la caisse du Receveur de l'enregistrement.

Cela ne paraît pas susceptible d'un doute sérieux : la caution s'étant soumise à représenter le prévenu à tous les actes de la procédure, et, se trouvant légalement constituée en retard de remplir son obligation, elle ne pourrait avoir aucun motif raisonnable de contester le paiement qui lui serait demandé.

On opposerait en vain contre cette opinion un arrêt du 19 vendémiaire au 11, qui jugea que la caution qui n'avait pas représenté le prévenu à une première audience, mais qui l'avait représenté à la seconde, n'avait pu être contrainte au paiement de son cautionnement.

Dans l'espèce jugée par cet arrêt, il n'y avait eu aucune contrainte exercée contre la caution, *avant* la représentation qu'elle avait faite du prévenu.

En second lieu, il n'était intervenu à la première audience qu'un simple appointement de remise de cause.

Le prévenu enfin avait été *acquitté*.

Il sera bon, cependant, avant de fixer son opinion sur cette question, de se reporter à nos observations sur les art. 122 et 125.

V. La caution qui a été contrainte à verser le montant de son cautionnement dans la caisse du Receveur, pour n'avoir pas représenté le prévenu, et qui le représenterait pour l'exécution du jugement, serait-elle fondée à en demander la restitution ?

Si le prévenu était *acquitté*, nous ne verrions pas de motifs raisonnables pour refuser à la caution la restitution de la somme déposée : le cautionnement n'est exigé que comme une garantie des dommages-intérêts, de l'amende et des frais ; et dans le cas de l'acquittement, il ne peut y avoir lieu à payer ni dommages-intérêts, ni amende, ni frais.

Cependant, dans ce cas là même, les frais des contraintes exercées contre la caution, n'en devraient pas moins rester à sa charge, pour les avoir occasionnés, en ne remplissant pas l'obligation qu'elle avait contractée de représenter le prévenu à tous les actes de la procédure.

Mais il ne suffirait pas d'un acquittement du prévenu en première instance ; il faudrait qu'il eût été prononcé par un jugement irrévocable, puisque la caution s'est obligée à le représenter à tous les actes de la procédure ; or, la procédure ne prend réellement fin, que lorsqu'il est intervenu un jugement en dernier ressort. C'était ainsi qu'on l'entendait sous l'empire du Code de brumaire an iv, d'après les dispositions supplémentaires de la loi du 29 thermidor suivant.

VI. La question présenterait plus de difficulté, si le prévenu avait été *condamné*.

Nous serions, néanmoins, encore d'avis que la caution qui représenterait le prévenu, pour l'exécution du jugement, se trouverait dégagée de sa responsabilité, tant

envers la partie civile, qu'envers le Trésor public, sauf le paiement des frais auxquels elle aurait personnellement donné lieu, le cas de fraude excepté.

A l'appui de cette opinion, nous pouvons citer les circulaires des Ministres des finances et de la Justice, des 10 et 25 octobre 1808, portant, qu'à quelque époque que la caution représente l'accusé à la Justice, elle est déchargée du montant de son cautionnement, sauf le paiement des frais faits jusqu'alors.

Ces décisions, rapportées dans le Journal de l'enregistrement, p. 239, ont été rendues, il est vrai, sous le régime du Code de brumaire an iv; mais le Code d'instruction criminelle n'est pas, sous ce rapport, introductif d'un droit nouveau.

Elles reposent, d'ailleurs, sur des principes incontestables : car la caution ne s'est soumise qu'à représenter l'accusé, et non à payer pour lui, lorsqu'elle le représente.

La caution n'en doit pas être moins attentive à représenter le prévenu à tous les actes de la cause, lorsqu'elle en est requise, puisqu'aux termes de l'art. 120, elle peut y être contrainte *par corps*, et que si de pareilles contraintes avaient été exercées, ce serait pour elle un désagrément qui deviendrait irréparable.

VII. Lorsque la caution qui a versé le montant de son cautionnement dans la caisse du Receveur, est fondée à réclamer sa restitution, elle doit se pourvoir devant le Tribunal civil de l'arrondissement, contre l'Administration de l'enregistrement et des Domaines, dans la forme prescrite par les lois.

VIII. L'art. 114 autorise le prévenu à demander sa liberté provisoire *en tout état de cause*.

Faut-il en conclure que le prévenu est autorisé à réclamer sa mise en liberté, sous caution, devant le Tribunal correctionnel saisi par renvoi de la Chambre du Conseil, et qu'il le puisse même en cause d'appel?

On peut dire, pour l'affirmative, que l'art. 114 n'a fait aucune exception.

Cependant, le Code d'instruction criminelle ne semble attribuer qu'à la Chambre du Conseil, la faculté de prononcer sur la demande en liberté provisoire du prévenu.

Mais l'art. 114 ne doit-il pas être entendu dans ce sens, que, si la liberté provisoire est demandée avant le renvoi de l'affaire à la police correctionnelle, c'est à la Chambre du Conseil à y statuer; et, qu'au contraire, c'est au Tribunal saisi que le droit en appartient, lorsque la Chambre du Conseil s'est dépouillée de la connaissance de l'affaire par son ordonnance de renvoi?

La question est difficile,

L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* l'a tranchée, en s'attachant judiciairement aux termes de l'art. 114, qui charge la Chambre du Conseil de prononcer sur la mise en liberté provisoire du prévenu, sans donner la même attribution aux Tribunaux de première instance et d'appel.

Mais le véritable sens de l'art. 114 est-il bien de donner une attribution tellement exclusive à la Chambre du Conseil, que lors même qu'elle se trouve dépouillée, et lorsqu'elle n'a plus sous les yeux aucune pièce de l'instruction, elle puisse encore prononcer sur la demande en liberté provisoire du prévenu?

Dans le cas de l'affirmative, l'affaire devant être mise en délibération, devant être discutée et jugée, comme toutes les autres contestations qui peuvent s'élever entre les parties, il faudrait que les pièces du procès fussent renvoyées à la Chambre du Conseil.

Deux Tribunaux se trouveraient donc saisis concurremment de la même cause.

Nous ne pouvons croire que tel a été le vœu du Législateur.

Si l'art. 114 porte que la Chambre du Conseil *pourra* ordonner la mise en liberté du prévenu, il ajoute, par une nouvelle disposition, qu'elle pourra être demandée et accordée, *en tout état de cause*, sans dire que la demande sera formée devant la Chambre du Conseil, et que ce sera cette Chambre qui pourra l'accorder, sur l'appel comme en première instance; le Législateur n'aurait pas manqué de le dire, s'il avait voulu établir cette dérogation au droit commun, et rendre la Chambre du Conseil, quoique dépouillée par son jugement de renvoi, juge d'un incident qui pourrait s'élever dans la même affaire.

Mais quant à l'exécution, elle ne peut cesser, dans aucun cas, d'appartenir au Juge d'instruction, puisqu'il est nommément chargé de faire l'estimation du dommage, d'après laquelle doit être fixé le montant du cautionnement. (Art. 119.)

IX. Si le Tribunal saisi est compétent pour prononcer sur la demande formée par le prévenu, à l'effet d'obtenir sa liberté provisoire, et que la Chambre du Conseil la lui ait refusée, pourra-t-il l'accorder sur une nouvelle demande formée devant lui?

La raison de douter se tire de ce que le Code n'admet aucune espèce de recours contre les jugemens rendus en cette matière par la Chambre du Conseil : l'opposition autorisée par l'art. 135, n'a pas pour objet les ordonnances de mise en liberté provisoire *sous caution*, et le Code n'en autorise ni l'opposition, ni l'appel, en aucun cas.

Mais il suffit que le Code ne l'ait pas défendu, pour que l'on doive supposer qu'il en a donné l'autorisation, et sur-tout lorsqu'on trouve écrit dans l'art. 114, que le prévenu peut demander sa liberté provisoire, *en tout état de cause*.

Ce ne sera pas par voie de réformation, ni de révision, que la liberté provisoire sera prononcée; mais ce sera en statuant sur la nouvelle demande, et sur les nouveaux errements du procès.

Pour décider la question dans un sens contraire, il faudrait décider que le Tribunal saisi, l'affaire venant à changer de nature, et à prendre un degré de gravité qu'elle n'avait pas, lorsque la Chambre du Conseil a prononcé la liberté provisoire du prévenu, ne pourrait ordonner qu'il serait réintégré dans les prisons,

et rien cependant ne pourrait y mettre obstacle. L'arrestation du prévenu deviendrait même de rigueur, si le fait qui semblait d'abord ne constituer qu'un simple délit, avait pris le caractère d'un véritable crime, ou s'il était reconnu, ce qui aurait été ignoré par la Chambre du Conseil, que le prévenu avait été repris de Justice.

X. On cite un arrêt contraire du 3 frimaire an v; mais pour en écarter l'application, il suffit de rapprocher les dispositions du Code de brumaire an iv, sous l'empire duquel cet arrêt fut rendu, de celles du Code d'instruction criminelle dont l'art. 114 autorise le prévenu à réclamer sa mise en liberté provisoire *en tout état de cause*.

XI. Lors même que le prévenu aurait été condamné par le Tribunal de première instance, cela ne pourrait rien changer au droit qui appartiendrait au Tribunal saisi par la voie de l'appel; car, nous ne saurions trop le répéter, le Code autorise le prévenu à demander sa liberté provisoire *en tout état de cause*.

Ainsi, que l'affaire soit encore pendante devant la Chambre du Conseil; que le Tribunal correctionnel ou la Cour d'appel s'en trouve saisi; ou même que la liberté provisoire ait été déjà refusée, rien ne s'oppose à ce que la demande en soit formée devant la Cour ou le Tribunal saisi, et que la Cour ou le Tribunal devant lequel elle est formée, n'en retienne la connaissance et n'y statue d'après les règles de la Justice, en se conformant aux dispositions du Code.

La Cour de cassation l'a jugé ainsi, par arrêt du 24 août 1811, au rapport de M. Rataud, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général Merlin.

« Attendu que la mise en liberté provisoire, sous caution, pouvant être demandée » et accordée en tout état de cause, il suit nécessairement de cette disposition de la » loi, qu'elle peut être demandée et accordée en cause d'appel comme en première » instance.

» Mais que, lorsque la demande n'en a pas été faite et accordée en première instance, c'est devant la Cour ou le Tribunal saisi de l'appel qu'elle doit être formée, » et que c'est à cette Cour ou Tribunal qu'il appartient exclusivement d'y faire » droit, parce que l'appel est essentiellement dévolutif, qu'il dépouille les premiers » Juges de la connaissance entière de l'affaire sur laquelle ils ont prononcé; qu'ils » sont par conséquent desaisis du provisoire comme du principal, et qu'ils deviennent » sans pouvoir à l'égard de l'un comme à l'égard de l'autre.

» Que si l'article 124 dudit Code porte que la demande de mise en liberté ne » pourra être accordée au prévenu qu'après avoir, par lui, été domicilié dans le lieu » où siège le Tribunal correctionnel, par un acte reçu au greffe de ce Tribunal, » ou ne peut en induire que toujours, et, dans tous les cas, c'est au Tribunal correctionnel à statuer sur les demandes de ce genre.

» Qu'il est évident que par cette disposition, comme par plusieurs autres qui se » trouvent dans le même Chapitre, le Législateur ne s'est occupé que de la manière de

» procéder dans les cas les plus ordinaires, sans s'occuper du cas très-rare où le
 » prévenu d'un délit, attend jusqu'à après le jugement définitif pour demander d'être
 » provisoirement mis en liberté; mais que, dans ce dernier cas, si la loi n'a pas
 » prescrit expressément aux Cours et Tribunaux d'appel, de se conformer, autant
 » que la différence d'organisation peut le comporter, aux règles tracées pour les
 » Tribunaux de première instance, elle le leur a prescrit implicitement, d'après le
 » principe général établi par le Code de procédure civile, et par le Code d'instruction
 » criminelle, qui déclare communes aux Tribunaux d'appel, les règles de
 » procédure données aux Tribunaux de première instance.

» Qu'il est certain que, ni par ledit article 124, ni par aucune disposition du
 » chapitre dont cet article fait partie, le Législateur n'a ôté au prévenu le droit qui
 » lui est accordé d'une manière formelle par l'art. 114, de demander, en cause
 » d'appel, sa mise en liberté provisoire, ni attribué aux Tribunaux de première
 » instance une prérogative de juridiction sur des affaires dont l'appel les aurait
 » dépouillés.

» Que si avant le nouveau Code d'instruction criminelle, la Cour a annulé des
 » arrêts de Tribunaux criminels, qui avaient, pendant l'appel, ordonné la mise
 » en liberté provisoire, sous caution, d'individus condamnés par ces mêmes juge-
 » mens à la prison, ce n'est pas parce que le Code du 3 brumaire an IV ne parlait
 » relativement au droit d'accorder la liberté provisoire, que des Directeurs du
 » Jury, mais bien, et uniquement, parce que le pouvoir attribué à ces Magistrats
 » ne portait que sur de simples prévenus, non sur des condamnés; et que l'ancien
 » Code ne permettait pas, comme le nouveau, de demander et d'accorder l'élargis-
 » sement provisoire, en tout état de cause.

» Qu'ainsi, dans l'espèce, la Cour Impériale de Nancy, en refusant de statuer elle-
 » même sur la demande de mise en liberté provisoire, formée en cause d'appel par
 » la femme Sauffroi, et en renvoyant devant le Tribunal de première instance pour
 » être statué sur la demande, a violé les règles de compétence en méconnaissant
 » celle qui lui était attribuée par la loi, et en attribuant au Tribunal correctionnel
 » une juridiction qu'il ne pouvait plus exercer :

» Par ces motifs, la Cour, faisant droit sur le réquisitoire du Procureur-Général-
 » Impérial, casse, etc. »

XII. Nous avons vu soutenir par quelques personnes, que la demande en liberté provisoire doit être formée par requête, et qu'elle doit être répondue par une simple ordonnance d'admission ou de rejet; que ce n'est pas un jugement proprement dit qui doit être prononcé.

Nous pensons que c'est une double erreur. Le Code n'a établi aucune forme particulière pour la demande qu'il autorise le prévenu à former, afin d'obtenir sa liberté provisoire. Ce qu'exige uniquement l'art. 116, c'est qu'elle soit notifiée à la

partie civile à son domicile élu, et qu'elle soit remise au greffe : elle peut donc être formée par simple cédula, sans pouvoir être taxée d'irrégularité.

En second lieu, une simple ordonnance ne suffit que lorsque c'est un seul Juge qui est appelé à prononcer. Toutes les fois qu'il y a réunion de Juges, que la décision à rendre doit être portée à la majorité des suffrages, c'est un véritable jugement.

Il doit dès-lors en être gardé minute, et il doit être rédigé dans les formes des jugemens.

ARTICLE CXV.

Néanmoins les vagabonds et les repris de Justice ne pourront, en aucun cas, être mis en liberté provisoire.

OBSERVATIONS.

I. La restriction apportée à l'art. 114 par l'art. 115, n'avait pas été faite par le Code de brumaire an IV; mais il y avait été suppléé, quant aux *vagabonds*, par l'art. 5 de la loi du 21 floréal suivant.

II. Cette loi avait établi la même prohibition contre les *gens sans aveu*, sans l'étendre aux *repris de Justice*.

Le Code d'instruction criminelle en a jugé autrement : il ne s'occupe que des *repris de Justice*, et cette substitution des *repris de Justice* aux *gens sans aveu*, est fondée sur des motifs très-raisonnables.

Si les gens sans aveu étaient restés dans la prohibition de la loi, il aurait fallu étendre ses dispositions, à plus forte raison, aux gens réputés *suspects* et *mal intentionnés* : car il est plus important encore au maintien de l'ordre public, de retenir ces sortes de gens sous la main de la Justice, que les gens *sans aveu*, auxquels souvent on ne peut reprocher que leur insouciance et leur paresse.

III. L'art. 3, titre premier de la loi du 22 juillet 1791, qualifie *gens sans aveu* les personnes domiciliées, en état de travailler, mais qui n'ont ni moyens de subsistances, ni métier, ni répondans, c'est-à-dire, les mendiants valides; tandis qu'il qualifie de *gens suspects*, ceux qui ont refusé de faire les déclarations exigées par la loi, et *gens mal intentionnés*, ceux qui sont convaincus d'avoir fait une fausse déclaration.

IV. Mais de ce que le Code d'instruction criminelle n'a pas désigné dans sa prohibition les *gens sans aveu*, les *gens suspects* et les *mal intentionnés*, par la raison qu'il ne s'élève contre eux que de simples présomptions, il n'en est pas moins du devoir de la Chambre du Conseil et des Tribunaux, de n'accorder la liberté provisoire aux personnes ainsi notées, que lorsqu'il leur est bien démontré qu'elles ne peuvent en abuser.

Le Code leur a laissé, à cet égard, toute la latitude désirable.

V. L'art. 115 ne mettant dans l'exclusion que les *vagabonds*, en résulte-t-il que le fait du vagabondage doit être constaté, ou suffit-il qu'il y ait prévention de vagabondage?

Ce qui caractérise le vagabondage, aux termes de la loi du 10 vendémiaire an iv, c'est de voyager sans passe-port, et de ne pouvoir justifier son inscription sur les registres d'une commune.

Ainsi, lorsque le prévenu n'est pas muni de passe-port, et qu'il ne peut justifier de son inscription sur les registres d'une commune, les dispositions de l'art. 115 lui sont applicables.

VI. Il reste à savoir ce qu'on doit entendre par ces mots : *repris de Justice*.

Doit-on considérer comme repris de Justice, tous ceux qui ont essuyé quelques condamnations, de quelque nature qu'elles soient, lorsqu'elles ont été prononcées par des Tribunaux criminels, correctionnels ou de police?

Il aurait été à désirer que le Code d'instruction criminelle se fût expliqué sur ce point, de manière à prévenir toute équivoque.

Dans le silence du Code, il est naturel de donner à ses dispositions une interprétation qui se concilie avec le sens que les lois et les auteurs donnaient à ces mots, *repris de Justice*, sous l'ancienne législation.

Or, sous l'empire de l'ordonnance de 1670, on ne regardait comme repris de Justice, que ceux qui avaient été condamnés à des peines afflictives ou infamantes.

Aussi les commentateurs de cette ordonnance, en s'occupant des repris de Justice, se bornaient-ils à renvoyer à ce qu'ils avaient dit des condamnés à des peines afflictives; et l'art. 6 de la loi du 18 pluviôse an ix, en mettant dans les attributions des Cours spéciales, les crimes commis par les vagabonds, ne leur assimilait que les condamnés à des peines afflictives.

VII. Pour donner à l'art. 115 une plus grande extension, il faudrait dire que la plus légère condamnation, prononcée en police correctionnelle ou en simple police, imprimerait à celui qui en aurait été l'objet, la tache d'un repris de Justice; ce qui blesserait toutes les idées reçues. Ce n'était point là certainement la pensée du Législateur, lorsqu'il rendait sur-tout la liberté provisoire du prévenu purement facultative, et qu'il ne pouvait dès-lors résulter aucun inconvénient pour le maintien de l'ordre public, de la restriction de l'art. 115, aux seuls condamnés à des peines afflictives ou infamantes.

VIII. Mais si l'on poussait le rigorisme jusqu'à vouloir prendre ces termes, *repris de Justice*, dans un sens absolu, et en induire que tous les condamnés, même ceux qui l'auraient été par voie de simple police, se trouvent compris dans la disposition de cet article, on ne pourrait toujours se refuser à admettre une distinction entre les condamnations prononcées pour contraventions aux lois de police, et celles

304 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

qui l'auraient été pour contraventions à de simples lois fiscales, dont la répression, n'a été accordée aux Tribunaux correctionnels ou de police, que par exception, à la loi générale, d'après laquelle la connaissance aurait naturellement dû en appartenir aux Tribunaux civils.

IX. Mais dans notre opinion, ce serait évidemment s'écarter du vœu du Législateur, que de se borner à cette distinction; le Législateur n'a pu vouloir que celui qui aurait été condamné à une amende de simple police, pour avoir négligé d'illuminer sa maison ou de faire balayer devant sa porte, pût être considéré comme un repris de Justice.

Telle serait cependant la conséquence nécessaire du système contraire.

ARTICLE CXVI.

La demande en liberté provisoire sera notifiée à la partie civile, à son domicile ou à celui qu'elle aura élu.

OBSERVATIONS.

I. La demande en liberté provisoire doit être notifiée à la partie civile.

Mais la partie civile a-t-elle le droit de s'opposer à ce que le prévenu soit mis en liberté provisoire sous caution solvable?

La négative paraît fondée sur ce que l'intérêt de la partie civile se borne à obtenir une garantie suffisante de l'indemnité qui peut lui être due, et que cette garantie lui est suffisamment assurée par la réception d'une caution solvable.

Quel est donc l'objet de la notification que l'art. 116 exige?

Si cet objet avait été d'autoriser la partie civile à contester la demande, le Code ne se serait pas borné à dire que la demande en liberté provisoire lui serait *notifiée*; ou, ce qui revient au même, qu'il lui en serait donné connaissance: il aurait dit, comme en l'art. 117, que la partie civile serait *duement appelée*.

C'est donc d'un simple avertissement qu'il est parlé dans l'article 116; mais de ce que ce n'est qu'un simple avertissement, on ne peut pas en conclure que la partie civile fût non-recevable à présenter à la Chambre du Conseil ou aux Tribunaux appelés à prononcer sur la demande en élargissement provisoire, des mémoires capables d'éclairer la religion des Magistrats, soit sur la qualité du prévenu, soit sur la nature du fait dont il est inculpé.

II. Si la partie plaignante ne s'était pas rendue partie civile, il n'y aurait aucune notification à lui faire: l'art. 116 n'exige cette notification que pour la partie civile, et non pour la partie plaignante.

III. Si la partie civile demeurait hors de l'arrondissement communal du Juge.

d'instruction, et qu'elle n'y eût pas fait élection de domicile, la notification ne serait pas de rigneur. (Art. 68.)

IV. Lorsque la partie civile réside dans l'arrondissement, ou qu'elle y a élu domicile, la notification peut être faite indifféremment à son vrai domicile ou à son domicile élu, lorsqu'elle n'est pas faite à sa personne.

V. Pour rendre sa demande recevable, le prévenu doit joindre à sa requête, l'original de l'exploit de notification qu'il en a fait faire à la partie civile, ou un certificat du Greffier portant qu'elle réside hors de l'arrondissement, et qu'elle n'y a pas élu domicile.

A défaut de cette justification, le Tribunal saisi de la demande doit y déclarer le prévenu non-recevable *en l'état*.

ARTICLE CXVII.

La solvabilité de la caution offerte sera discutée par le Procureur-Imperial, et par la partie civile, dûment appelée.

Elle devra être justifiée par des immeubles libres; pour le montant du cautionnement et une moitié en sus, si mieux n'aime la caution déposer dans la caisse de l'Enregistrement et des Domaines. le montant du cautionnement en espèces.

OBSERVATIONS.

I. La solvabilité de la caution ne doit être discutée que lorsque le prévenu a obtenu sa liberté provisoire, à la charge de la fournir.

Cette discussion deviendrait inutile, en effet, si la liberté provisoire était refusée, et il ne doit rien se faire de frustratoire en Justice, lorsqu'il peut en résulter des longueurs et des frais.

II. C'est devant le Juge d'instruction que l'on doit discuter la solvabilité de la caution.

Le Code d'instruction criminelle ne le dit pas en termes formels, mais il n'a rien été innové sur ce point à ce qui se pratiquait sous l'empire du Code de brumaire an iv, et l'art. 222 de ce Code en faisait l'attribution au Directeur du Jury.

L'art. 119 du nouveau Code suppose également que ce droit appartient au Juge d'instruction, puisqu'il le charge d'arbitrer la valeur du dédommagement à prétendre par la partie civile, pour parvenir à la fixation du montant du cautionnement.

III. Cependant, s'il survenait des contestations, et que le Juge d'instruction les trouvât de nature à mériter un rapport à la Chambre du Conseil, nous ne pensons

pas que la Chambre outre-passât les bornes de ses pouvoirs, en y statuant, après avoir entendu les parties et le Procureur-Impérial.

Le Code ne le lui a pas interdit ; et il est dans la règle des convenances qu'il en soit ainsi ; car il ne s'agit plus alors d'un simple acte d'instruction, mais d'un véritable jugement à prononcer.

IV. Pour rendre sa demande en liberté provisoire recevable, l'art. 116 n'exige, de la part du prévenu, que d'en faire la *notification* à la partie civile.

Mais lorsque sa liberté lui a été accordée, c'est une *citation* qu'il doit faire donner à la partie civile, pour qu'elle vienne contester, si elle le juge convenable, la solvabilité de la caution offerte.

V. La citation pour contester la caution offerte, doit être donnée à la partie civile, en parlant à sa personne ou au domicile qu'elle a *élu*, lorsqu'elle réside *hors* de l'arrondissement.

La partie civile argumenterait vainement de ce qu'elle n'aurait pas été appelée à son véritable domicile, pour contester la caution, lorsque résidant hors de l'arrondissement, elle n'aurait pas fait élection de domicile dans le lieu où est établi le Tribunal saisi. (Art. 68.)

VI. Mais si la partie civile, qui n'aurait pas été citée, pour avoir négligé de faire une élection de domicile dans le lieu des séances du Tribunal saisi, se trouvait instruite par toute autre voie des diligences du prévenu, et si elle se présentait devant le Juge d'instruction avant que la caution fût reçue pour en contester la solvabilité, le prévenu ne serait pas recevable à demander qu'elle fût déclarée non-recevable dans sa réclamation.

VII. Dès que les notifications à faire à la partie civile, peuvent être faites à son domicile *élu*, lorsqu'elle réside *hors* de l'arrondissement, il faut en conclure que le Greffier est tenu de donner connaissance au prévenu, sur sa simple réquisition de l'élection de domicile qui a été faite par la partie civile ; et si la partie civile n'a pas fait élection de domicile, de lui en délivrer un certificat dans une forme authentique.

VIII. Pour que la caution qui se présente puisse être admise, il faut qu'elle justifie que sa fortune est assise sur des immeubles libres et non litigieux, (Art. 209 du Code Napoléon,) et que ces immeubles sont de la valeur non-seulement du montant du cautionnement, mais d'une moitié en sus, c'est-à-dire de quinze cents francs, si le cautionnement est de mille francs.

Le Juge d'instruction doit dès-lors commencer, avant qu'il s'établisse aucune discussion sur la solvabilité de la caution, par fixer le montant du cautionnement, en se conformant aux règles prescrites par l'art. 119.

IX. Pour faire la justification requise, la caution doit représenter ses titres de

propriété, et un certificat du Conservateur des hypothèques, portant qu'il n'existe sur les immeubles qu'elle offre en cautionnement, aucune inscription hypothécaire qui en réduise la valeur au-dessous du cautionnement à fournir.

Elle doit de plus administrer la preuve que ses immeubles ne sont grevés d'aucune hypothèque légale; ce qu'elle pourra faire par un acte de notoriété, sauf tous crédits de droit.

Ces préliminaires remplis, la valeur des immeubles offerts en cautionnement, doit être calculée d'après les rôles de la contribution foncière.

Il n'est pas nécessaire d'ordonner une estimation préalable qui exigerait des longueurs, et qui entraînerait des frais en pure perte, puisqu'il est une base certaine à laquelle on peut s'arrêter.

X. Quelques personnes pensent que la caution devant fournir des immeubles *libres* pour son cautionnement, elle en offrirait en valeur de 100,000 francs, pour répondre d'une modique somme de 1500 francs, qu'ils ne pourraient être acceptés s'ils se trouvaient grevés de la plus légère inscription.

Cela nous paraît absurde : car le Code n'exige des immeubles *libres* que jusqu'à concurrence d'une moitié en sus de la somme cautionnée; et ce serait une subtilité déplacée, que de vouloir conclure, de ce qu'un immeuble valant 100,000 francs, se trouverait hypothéqué pour une misérable somme de 5 à 600 francs, il ne resterait pas libre, pour le surplus de sa valeur, entre les mains du propriétaire.

Mais s'il était question d'une hypothèque légale, et conséquemment indéfinie, on ne pourrait dire que l'immeuble offert pour cautionnement fût réellement libre dans le sens de la loi, qu'autant qu'elle aurait été judiciairement restreinte à une somme déterminée.

XI. Si par un événement quelconque, la caution venait à être évincée des immeubles affectés au cautionnement, il pourrait être exigé un nouveau cautionnement du prévenu qui voudrait continuer à jouir de sa liberté provisoire.

C'est la disposition formelle de l'art. 2020 du Code Napoléon.

XII. Pour éviter toutes ces justifications, l'art. 118 autorise la caution à verser, en numéraire, le montant du cautionnement dans la caisse du Receveur de l'enregistrement.

Mais elle n'est tenue de faire ni versement, ni justification, qu'après que le prévenu a obtenu d'être mis en liberté provisoire sous cette condition, et que le cautionnement a été admis; ce qui résulte de ces termes de l'article 120 : *La caution admise fera ses soumissions.*

XIII. Lorsque le cautionnement se fait en numéraire, il suffit qu'il le soit de la somme à laquelle il a été arbitré.

Ce n'est que quand il se fait en immeubles, qu'il doit être de moitié en sus.

XIV. Mais il ne peut être fait qu'en *numéraire* ou en *immeubles*; il ne peut l'être

308 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

par forme de *nantissement*, ainsi que l'autorise l'art. 2041 du Code Napoléon, en matière civile.

La consignation d'un gage mobilier ne pourrait, en effet, remplir le vœu du Code que d'une manière imparfaite, l'effet consigné pouvant être soustrait, se détériorer ou se perdre.

XV. L'art. 120 exige, dans tous les cas, qu'une expédition, en forme exécutoire, du cautionnement soit remis à la partie civile, avant que le prévenu puisse jouir de la liberté provisoire qui lui a été accordée.

ARTICLE CXVIII.

Le prévenu sera admis à être sa propre caution, soit en déposant le montant du cautionnement, soit en justifiant d'immeubles libres pour le montant du cautionnement et une moitié en sus, et en faisant, dans l'un ou l'autre cas, la soumission dont il sera parlé ci-après.

OBSERVATIONS.

I. Tout ce qui a été dit sur l'art. 117, s'applique au cas où le prévenu se propose pour être sa propre caution.

II. Cette faculté ne lui était point accordée par le Code de brunaire an IV ; mais le Code d'instruction criminelle n'a rien négligé pour améliorer le sort du prévenu, autant que l'a permis le maintien de l'ordre public.

III. La soumission à faire par le prévenu, dont parle l'art. 118, consiste à s'obliger, par acte reçu au greffe du Tribunal, ou passé devant notaire, à payer entre les mains du Receveur de l'enregistrement, le montant du cautionnement, et à se soumettre, pour l'exécution, à la contrainte par corps. (*Art. 120.*)

IV. Le versement de la somme cautionnée doit être fait avant la mise en liberté du prévenu.

L'art. 120 laisserait bien planer quelque doute sur la question, si l'art. 121 ne parlait de sommes *déposées* : ce qui annonce suffisamment que le versement doit être effectué ; et, en effet, si le versement préalable n'était pas exigé, il n'y aurait aucune garantie pour le Trésor public, ni pour la partie civile.

ARTICLE CXIX.

Le cautionnement ne pourra être au-dessous de cinq cents francs.

Si la peine correctionnelle était à-la-fois l'emprisonnement et une amende dont le double exéderait cinq cents francs, le cautionnement

ne pourrait pas être exigé d'une somme plus forte que le double de cette amende.

S'il avait résulté du délit un dommage civil appréciable en argent, le cautionnement sera triple de la valeur du dommage, ainsi qu'il sera arbitré, pour cet effet seulement, par le Juge d'instruction, sans néanmoins que dans ce cas le cautionnement puisse être au-dessous de cinq cents francs.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS avoir décidé par l'article 114, que la liberté provisoire ne pourrait être accordée au prévenu qu'à la charge de fournir une caution solvable de se représenter, il restait à déterminer la nature des obligations que devait contracter la caution, dans le cas de non représentation du prévenu, et c'est ce qu'a fait l'art. 119.

II. Le cautionnement à fournir ne peut être, dans aucun cas, au-dessous de 500 francs; il peut être porté à une somme plus forte.

III. Lorsque le délit peut donner lieu à l'amende et à l'emprisonnement, la loi veut que le cautionnement soit *double* du montant de l'amende; c'est-à-dire, de 1000 francs, si le *maximum* de l'amende peut être porté à 500 francs: car c'est toujours le *maximum* de l'amende qu'il faut prendre en considération, puisque ce *maximum* peut être appliqué.

IV. Un second cas où le cautionnement peut être exigé d'une somme plus forte que celle de 500 francs, est celui où il est résulté du délit, un dommage civil appréciable en argent.

Le cautionnement doit être alors *triple* de la valeur présumée du dommage causé; c'est-à-dire, de 1500 francs, si cette valeur est présumée de 500 francs, lors même que le délit n'emporterait qu'une simple amende, et que son *maximum* doublé ne porterait pas la fixation du cautionnement à ces 1500 francs.

V. Mais faut-il qu'il y ait une demande en réparation du dommage causé, pour fixer, d'après cette base, le montant du cautionnement?

L'art. 119 ne dit pas qu'il n'y aura lieu à l'appréciation du dommage civil, que quand il y aura une partie civile en cause; d'où l'on pourrait induire qu'il suffirait de l'existence d'un dommage causé, quoique l'indemnité n'en fût pas réclamée, pour que le Juge d'instruction fût tenu d'en faire l'appréciation; mais, comme la réparation ne peut appartenir qu'à celui qui a souffert le dommage, et que l'on ne peut l'accorder qu'à la partie lésée qui la réclame, nous pensons que le Juge d'instruction ne doit se livrer à l'appréciation du dommage civil, que lorsqu'il y a partie civile en cause.

VI. Ce ne pouvait être d'après les conclusions prises par la partie civile, que pouvait se faire l'appréciation du dommage causé; car, en portant sa demande à une somme exorbitante, elle aurait pu mettre le prévenu dans l'impossibilité de fournir un cautionnement.

Le seul parti raisonnable pour rendre une justice exacte à toutes les parties, était de faire arbitrer provisoirement le dommage par une personne désintéressée, et cette personne devait être naturellement le Juge d'instruction.

C'est aussi à ce Magistrat que l'art. 119 du Code en a délégué le pouvoir.

VII. Mais cette évaluation provisoire ne doit avoir aucune influence sur la fixation des dommages-intérêts qui peuvent être adjugés en définitif.

Le Législateur s'en est expliqué d'une manière formelle, en disant que c'est pour cet effet *seulement*, c'est-à-dire, pour fixer le montant du cautionnement, que le Juge d'instruction est autorisé à arbitrer provisoirement les dommages-intérêts, réclamés par la partie civile.

VIII. Il ne faut pas perdre de vue, au surplus, que le cautionnement ne peut jamais être moindre de 500 francs; de sorte que, quand même, d'après l'évaluation provisoire du dommage causé, le cautionnement ne devrait être porté qu'à 3 ou 400 francs, il n'en faudrait pas moins qu'il fût fourni de 500 francs.

Mais, dans ce cas, il ne pourrait être exigé plus fort de 500 francs, si le *doublément* de l'amende encourue ne le portait pas au-delà.

IX. Si le délit imputé au prévenu devait emporter la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement, et que le *maximum* de l'amende fût de 500 francs, lorsque le *triple* de l'évaluation du dommage civil ne s'élèverait qu'à 900 francs, faudrait-il que le cautionnement fût de 1000 francs, ou suffirait-il qu'il fût de 900 francs?

L'art. 119 voulant que, si le délit imputé au prévenu, peut emporter une condamnation à l'amende et à l'emprisonnement, le cautionnement soit du *double* du montant de l'amende, et que, s'il y a dommage civil appréciable en argent, le cautionnement soit du *triple* de l'évaluation provisoire du dommage prétendu, lorsque les deux cas se rencontrent, c'est le cautionnement le *plus fort* qui doit être exigé; autrement, le vœu de la loi ne serait pas rempli.

Il ne serait pas vrai de dire, en effet, qu'il le fût, si le cautionnement le plus faible était seulement exigé, puisqu'alors il ne serait pas réellement donné *double* de l'amende ou *triple* du dommage causé, ainsi que l'exige impérieusement l'art. 119.

X. Mais de quelle somme doit être le cautionnement, lorsque le délit ne peut emporter qu'une condamnation à l'amende, et qu'il ne se présente aucune partie pour réclamer des dommages-intérêts?

Ce cas n'a pas été prévu par le Code qui n'ordonne le doublement de l'amende que lorsque le délit dénoté peut être puni de l'emprisonnement et de l'amende.

Cependant, dans l'une comme dans l'autre espèce, il y aura nécessairement des frais à recouvrer si le prévenu est condamné, et si le cautionnement ne pouvait être exigé que du montant fixe de l'amende, les frais pourraient rester en pure perte pour le Trésor public.

Ce serait dès-lors entrer dans les vues du Législateur, que d'exiger le cautionnement d'une somme plus forte que l'amende, lors même qu'il n'y aurait point de partie civile au procès, et que le délit ne pourrait emporter la peine de l'emprisonnement, s'il pouvait, dans ce cas, être exigé un cautionnement quelconque.

Mais en recourant aux dispositions des articles 130 et 131, on est convaincu, qu'en pareil cas, la liberté provisoire du prévenu doit lui être accordée, sans exiger qu'il fournisse *aucun cautionnement* : ces articles n'autorisent à retenir le prévenu en arrestation, que lorsque le fait qui lui est imputé peut emporter la peine de l'emprisonnement : si le délit ne peut emporter la peine de l'emprisonnement, le prévenu doit être mis en liberté, *à la charge de se représenter à jour fixe* : c'est la seule condition qui lui soit imposée.

XI. Qu'il y ait partie civile en cause, ou que l'affaire soit poursuivie à la requête du Ministère public seulement, cela ne peut changer le caractère du délit, ni faire retenir le prévenu en arrestation provisoire, plutôt dans un cas que dans l'autre.

Pour qu'il en pût être autrement, il faudrait que le Législateur s'en fût formellement expliqué, et c'est ce qu'il n'a pas fait.

Lorsque dans l'art. 119, il a parlé du dommage auquel la partie civile a le droit de prétendre pour fixer le montant du cautionnement, ce n'est qu'incidemment à la disposition par laquelle il venait de fixer au double le montant du cautionnement, pour le cas où le délit peut emporter la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement.

XII. Le cautionnement devant être porté au triple de l'appréciation faite par le Juge d'instruction du dommage civil, il peut être d'un grand intérêt pour celui qui a souffert ce dommage, de se rendre partie civile avant la réception du cautionnement.

S'il n'intervenait dans l'instance qu'après l'admission du cautionnement, il pourrait courir le risque d'être évincé des adjudications qu'il serait dans le cas d'obtenir.

XIII. Ce serait, en effet, une grande question que celle de savoir si la partie civile qui ne serait intervenue qu'après le cautionnement reçu, pourrait se prévaloir des dispositions de l'art. 121, qui lui accorde un privilège pour ses dommages-intérêts et ses frais, sur l'amende adjugée.

L'art. 121 n'a pas fait de distinction, il est vrai ; il contient une disposition générale ; mais a-t-il pu entrer dans la pensée du Législateur, que par son défaut d'intervention, la partie civile pût obtenir la préférence sur le Trésor public ?

Cette question sera examinée sur l'art. 121.

XIV. Mais il en est une qui doit l'être ici ; c'est celle de savoir ce que l'on doit entendre par ces mots, *dommage civil appréciable en argent*, dont s'est servi le Législateur.

Ces derniers termes, *appréciable en argent*, sont évidemment restrictifs ; ils supposent une distinction nécessaire entre les différents genres de dommages civils qui peuvent résulter du fait dont le prévenu se trouve inculpé.

Les dommages civils appréciables en argent, dont parle l'art. 119, sont ceux que la partie civile a réellement éprouvés, par suite du délit imputé au prévenu, et non ceux qui doivent lui tenir lieu d'une réparation purement honoraire.

XV. Cette distinction n'est pas généralement approuvée, attendu, dit-on, que tout dommage civil est *appréciable en argent*, et que les derniers termes de l'art. 119, *appréciable en argent*, n'ajoutent rien à ceux qui les précèdent.

Mais si le Législateur n'avait attaché aucune importance à ces mots, *appréciable en argent*, pourquoi les aurait-il ajoutés à ceux de *dommage civil* ; locution simple dont il s'était servi dans tous les autres articles du Code ?

On ne peut supposer dans la rédaction des lois, une superfétation de ce genre.

Ainsi, quoique tout dommage civil soit *appréciable en argent*, ce n'est pas dans un sens absolu, ni dans celui de l'art. 134 du Code d'instruction criminelle.

Lorsque le dommage causé n'est pas matériel, c'est une réparation qui est due à la personne offensée, et non un dédommagement proprement dit, qu'elle est fondée à réclamer.

Quelle que soit la somme adjugée à la personne offensée, le dommage qu'elle a souffert dans son honneur, ne s'en trouve pas plus réparé ; de sorte qu'on ne peut dire qu'un pareil dommage soit *appréciable en argent*.

On peut bien punir par des condamnations pécuniaires, celui qui a porté une pareille atteinte à la réputation d'autrui ; mais le dommage, pour cela, n'en est pas plus *appréciable en argent*.

XVI. La partie civile perdra donc, ajoute-t-on, la garantie de son action : car si la liberté provisoire peut être accordée au prévenu, sans qu'au préalable il ait assuré, par un cautionnement suffisant, le dédommagement auquel il peut être condamné, sur qui recourra-t-elle pour obtenir le paiement des sommes qui lui seront adjugées ?

Cette objection ne peut détruire la disposition formelle de l'art. 119.

Si la partie condamnée a des immeubles, la partie civile en poursuivra l'expropriation ; si le condamné n'en a pas, elle exercera contre lui la contrainte par corps, dont la liberté provisoire qu'il aura obtenue ne pourra le garantir.

XVII. Le Code d'instruction criminelle n'a point autorisé l'appel, ni le reconrs en cassation contre l'ordonnance émanée du Juge d'instruction ; mais si l'appel

n'est pas recevable, nous ne pensons pas que l'on puisse dire la même chose du recours en cassation : le Législateur n'a pu vouloir autoriser l'arbitraire en cette matière, lorsque, dans tous les autres cas, il prenait tant de soins pour que rien ne pût le favoriser.

XVIII. La partie civile citée pour venir contester la caution offerte, et qui aurait fait défaut, ne serait pas recevable à former *opposition* à l'ordonnance qui l'aurait admise, si cette ordonnance avait reçu son exécution; mais si les choses étaient encore entières, elle y serait recevable : l'opposition aux jugemens par défaut, étant de droit commun, lorsqu'elle ne se trouve interdite par aucune disposition législative.

ARTICLE CXX.

La caution admise fera sa soumission, soit au Greffier du Tribunal, soit devant Notaires, de payer entre les mains du Receveur de l'Enregistrement le montant du cautionnement, ou cas que le prévenu soit constitué en défaut de se présenter.

Cette soumission entraînera la contrainte par corps contre la caution : une expédition en forme exécutoire en sera remise à la partie civile, avant que le prévenu soit mis en liberté provisoire.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est que lorsqu'il est intervenu une ordonnance de la Chambre du Conseil, ou du Tribunal saisi, qui a prononcé la mise en liberté provisoire du prévenu à la charge de donner caution, et lorsque la caution présentée a été admise, qu'elle doit faire sa soumission de représenter le prévenu à tous les actes de la procédure.

Si c'est le prévenu qui s'est rendu sa propre caution, il doit contracter, dans la même forme, l'obligation de se représenter toutes les fois qu'il en sera requis.

II. La caution est autorisée à faire sa soumission devant Notaires, ou au greffe du Tribunal.

Il doit en être rédigé un acte authentique, en vertu duquel le Procureur-Impérial et la partie civile sont autorisés à prendre inscription hypothécaire (Art. 121.); d'où il suit que les immeubles affectés au cautionnement, doivent être désignés dans l'acte : car il ne s'agit pas ici d'une hypothèque *légale*, ni d'une hypothèque *judiciaire*, mais d'une hypothèque *conventionnelle*; et le Code Napoléon, art. 2129, n'accorde hypothèque aux obligations *volontaires*, que lorsqu'elles renferment une affectation *spéciale* des immeubles hypothéqués.

Si cette formalité avait été omise, elle pourrait être rectifiée par un acte subsé-

quent, que la caution ne pourrait refuser de souscrire, si elle voulait que le prévenu profitât de l'ordonnance de mise en liberté.

• Cela résulte du même article 2129, qui permet de spécialiser l'hypothèque par un acte *postérieur* à l'obligation.

III. La soumission ainsi faite dans une forme régulière, ne suffit cependant point encore pour que le prévenu soit mis en liberté.

Il faut, aux termes de l'art. 124, qu'il ait fait, par acte mis au greffe, une éléction de domicile dans le lieu où siège le Tribunal, et qu'il ait remis entre les mains de la partie civile, une expédition en forme exécutoire de l'acte de cautionnement.

Le prévenu doit prendre une décharge de cette remise, afin de la joindre à l'ordonnance de mise en liberté, et de justifier qu'il a rempli toutes les formalités prescrites par la loi : autrement, sa liberté pourrait lui être refusée; mais sur l'ordre du Procureur-Impérial, et à la simple vue de ces deux pièces dont le Concierge de la maison d'arrêt doit faire mention en marge de l'écrou du prévenu, celui-ci doit être mis en liberté, sans qu'il soit besoin d'autres formalités.

IV. L'art. 120 ne porte pas qu'une seconde expédition sera remise au Procureur-Impérial, ni même qu'il en sera déposé une au greffe du Tribunal, lorsque le cautionnement aura été fait devant Notaire; mais il est convenable et dans l'intérêt du prévenu d'en joindre une aux pièces de la procédure : c'est au Procureur-Impérial à faire exécuter l'ordonnance de mise en liberté, et cette exécution devant être précédée d'un acte de cautionnement, il faut nécessairement qu'il lui en soit justifié, avant qu'il puisse faire mettre l'ordonnance à exécution.

V. Les poursuites à faire pour le recouvrement du cautionnement, doivent l'être à la requête du Procureur-Impérial, mais à la diligence du Directeur de l'enregistrement, et le montant du cautionnement doit être versé dans la caisse du Receveur de l'enregistrement du lieu, lequel en reste dépositaire jusqu'à ce que l'ordre de distribution des deniers à provenir de la vente du fonds hypothéqué ait été fait par le Tribunal compétent.

VI. La seule question vraiment difficile que présente l'exécution de l'art. 120, est celle de savoir de quelle manière la contrainte par corps peut être exercée contre la caution : car, quoique le cautionnement ait été fait en immeubles, cela n'empêche pas que la caution ne puisse être poursuivie par la voie de la contrainte par corps qui peut être prise cumulativement avec celle de l'expropriation de l'immeuble hypothéqué.

Par son cautionnement, celui qui s'oblige contracte une double obligation : la *personnelle* et l'*hypothécaire*.

Doit-on suivre les règles prescrites par le Code de procédure civile, art. 780 et suivans?

Cette contrainte pourra-t-elle être exercée contre la caution, sans autre formalité que celle de la notification de l'ordonnance du Juge d'instruction ?

Une décision du Grand-Juge, Ministre de la Justice, sous la date du 12 septembre 1807, porte que l'on n'est pas tenu de se conformer aux dispositions du Code de procédure civile, pour l'exécution de la contrainte par corps en matière criminelle; et un décret impérial du 4 mars 1808, déclare qu'il n'y a aucune consignation à faire pour alimens, dans le cas d'emprisonnement pour recouvrement des deniers de l'Etat; il semble résulter de là que l'emprisonnement pour dettes envers l'Etat, ne doit pas se régir par les mêmes lois que l'emprisonnement en matière civile.

Mais il ne résulte pas nécessairement, de ce qu'il n'y a aucune consignation à faire pour alimens, et de ce qu'en matière criminelle il n'y a pas lieu à l'observation des formalités prescrites en matière civile, pour l'exercice de la contrainte par corps, que la caution qui est débitrice envers l'Etat, mais qui ne l'est pas à raison de poursuites criminelles dirigées contre elle, puisse être contrainte par corps, sans l'observation préalable des formalités prescrites en matière civile.

L'art. 175 du décret impérial du 18 juin 1811, porte à la vérité que, pour l'exécution de la contrainte par corps, en matière criminelle, correctionnelle et de police, il suffit de donner copie au débiteur, en tête du commandement qui lui est signifié, de l'ordonnance de liquidation de la somme à payer; mais on peut dire que cet article n'est point applicable à l'espèce d'un cautionnement à verser dans la caisse du Receveur de l'enregistrement; qu'il n'a pour objet que la restitution des sommes à recouvrer sur des Officiers ministériels, qui ont reçu au-delà du montant de leurs vacations.

Cependant, en combinant cet article avec le décret du 4 mars 1808, et avec la circulaire du Grand-Juge, du 3 novembre 1807, on ne peut douter que l'intention du Législateur n'ait été d'autoriser la contrainte par corps contre la caution, dans les formes simples qu'elle a prescrites pour le recouvrement des sommes dues au Trésor public.

VII. Mais si les formalités prescrites pour la validité de l'emprisonnement n'avaient pas été observées, la caution contre laquelle la contrainte par corps aurait été exercée, serait recevable à y former opposition, et à s'adresser, pour faire prononcer sur cette opposition, au Tribunal civil du lieu où l'arrestation aurait été faite.

Le Tribunal devrait y statuer à la première audience, sur les conclusions du Procureur-Impérial, et sans instruction préalable. (*Art. 805 du Code de procédure civile.*)

Si l'opposition était formée contre l'ordonnance elle-même, il faudrait la porter devant le Juge d'instruction qui l'aurait rendue.

Si elle était simplement à la contrainte, mais sur les moyens du fond, ce serait le Tribunal de première instance qu'il faudrait saisir, et faire juger la cause contradictoirement avec le Receveur de l'enregistrement, sur simples mémoires respectivement communiqués.

VIII. Si la caution constituée prisonnière offrait de déposer en numéraire, entre les mains du Concierge de la maison où elle est détenue, le montant de son cautionnement, et une somme quelconque pour subvenir aux frais, sauf à augmenter ou à retirer après liquidation, le Concierge ne pourrait refuser de la mettre en liberté, et s'il s'y refusait, il pourrait être cité à bref délai, en vertu d'une permission du Juge, devant le Tribunal civil du lieu, pour y être condamné, (*Art. 802 du Code de procédure civile*), lors même que la caution aurait fait des réserves expresses sur son action en nullité de l'emprisonnement.

L'offre de payer et le paiement effectif fait, ne rendraient pas la caution non-recevable à faire usage de ses réserves : ce ne serait pas le cas de l'application du principe, que les protestations contraires à l'acte ne peuvent produire l'effet de conserver les droits de celui qui les a faites.

IX. L'art. 118 porte que le prévenu sera admis à être sa propre caution, en déposant le montant du cautionnement; et l'art. 120, que la caution admise fera sa soumission de payer; ce qui semble traiter la caution plus favorablement que le prévenu : mais l'art. 120 s'explique naturellement par les dispositions de l'art. 117, qui exige de la caution, comme le fait l'article 118 du prévenu, qu'elle dépose le montant de son cautionnement dans la caisse du Receveur de l'enregistrement, lorsqu'elle préfère réaliser son cautionnement en argent.

Le cautionnement qui doit être fait en argent, doit être déposé dans la caisse du Receveur, avant que le prévenu puisse être mis en liberté. La soumission d'en payer le montant suffit seulement lorsque le cautionnement est fait en immeubles;

Telle est la théorie générale en cette matière.

ARTICLE CXXI.

Les espèces déposées et les immeubles servant de cautionnement, seront affectés par privilège, 1.^o au paiement des réparations civiles et des frais avancés par la partie civile; 2.^o aux amendes, le tout néanmoins sans préjudice du privilège du Trésor public, à raison des frais faits par la partie publique.

Le Procureur-Impérial et la partie civile pourront prendre inscription hypothécaire, sans attendre le jugement définitif. L'inscription prise à la requête de l'un ou de l'autre, profitera à tous les deux.

OBSERVATIONS.

I. Une loi du 5 septembre 1807 a accordé privilège au Trésor public, pour le recouvrement des frais de Justice, contre les condamnés, sur les biens, meubles et

immeubles qui peuvent leur appartenir ; mais ce privilège ne lui est accordé qu'à la charge de l'inscription sur les immeubles, dans les deux mois à compter du jour de la condamnation. (*Art. 3.*)

Si l'inscription n'est pas faite dans ce délai, le Trésor public ne perd pas pour cela son hypothèque, mais elle ne remonte qu'à la date de l'inscription.

II. Si le Trésor public exerce son privilège sur les meubles, il ne vient en ordre utile qu'après les créances que désigne l'art. 2101 du même Code.

III. Mais s'il n'y a pas de prix de mobilier à distribuer, et si les créanciers privilégiés désignés par l'art. 2101, se trouvent en concurrence avec le Trésor public sur la valeur des immeubles, les frais de Justice doivent être colloqués en premier ordre. (*Art. 2105.*)

IV. Lorsqu'il a été pris, au nom du Trésor public, une inscription dans les deux mois, elle conserve le privilège qui lui est accordé par l'art. 3 de la loi du 5 septembre 1807 ; mais ce privilège ne lui est acquis que pour venir en ordre utile après le paiement des créances énoncées en l'art. 2103 du Code Napoléon.

V. Les hypothèques *légales* sont également privilégiées sur celles du Trésor public, lorsqu'elles sont *antérieures* au mandat d'arrêt, et s'il n'en a pas été décerné, lorsqu'elles sont antérieures au jugement de condamnation. (*Art. 4 de la loi du 5 septembre 1807, N.º 3.*)

VI. Il en est de même des hypothèques judiciaires ou conventionnelles *inscrites*, lorsqu'elles résultent d'actes *antérieurs* au mandat d'arrêt, ou au jugement de condamnation, suivant la distinction ci-dessus. (*Ibid., N.º 4.*)

VII. Il n'a pas été dérogé aux dispositions de cette loi, par l'art. 3 du décret impérial du 8 juin 1811, qui déclare que les honoraires des Conseils ou Défenseurs des accusés, ne sont pas compris dans les frais de Justice criminelle, lors même que les Conseils et Défenseurs auraient été nommés d'office.

La disposition de cet article n'est relative qu'à celle de l'art. premier qui charge la Régie de faire l'avance des frais de Justice criminelle.

Il en résulte seulement que le Receveur de l'enregistrement n'est pas tenu de faire l'avance des honoraires des Défenseurs de l'accusé ; ce qui ne peut apporter aucun obstacle à l'exécution des articles de la loi du 5 septembre 1807, relatifs au privilège à exercer sur les biens des condamnés, pour le remboursement des frais faits pour leur défense.

VIII. La discussion dans laquelle nous venons d'entrer n'est pas étrangère au sujet que nous avons à traiter sur l'art. 121 du Code d'instruction criminelle, qui s'occupe du privilège accordé au Trésor public et à la partie civile, sur les biens affectés au cautionnement fourni par le prévenu lui-même, ou par sa caution.

IX. L'art. cité déclare que les espèces déposées et les immeubles servant de cautionnement seront affectés, par privilège, aux réparations civiles, aux frais et à l'amende; qu'en conséquence le Procureur-Impérial et la partie civile pourront prendre une inscription hypothécaire, sans attendre le jugement définitif, en ajoutant que l'inscription prise profitera à l'un et à l'autre, lors même qu'elle ne l'aurait été que par l'un d'eux.

Le Législateur n'a fait qu'établir le principe, sans en tirer les conséquences; cependant, ce principe peut présenter d'assez grandes difficultés dans son exécution.

X. Aux termes de l'art. 121, les frais faits par la partie publique doivent être payés en premier ordre, sur le montant du cautionnement, et par privilège, sur les réparations civiles; c'est là une conséquence des dispositions des lois qui donnent la partie civile tenue du remboursement des frais avancés par le Trésor public, lors même que l'accusé aurait été condamné, et de l'art. 157 du décret impérial du 18 juin 1811.

En accordant privilège au Trésor public, pour le recouvrement des frais dont il a fait l'avance, l'art. 121 n'a donc fait qu'éviter un circuit d'action qui aurait été le résultat d'un paiement fait à la partie civile, à la charge d'en verser le montant dans la caisse du Receveur de l'enregistrement.

XI. Mais il n'en est pas de même de l'amende à laquelle l'accusé ou le prévenu aurait été condamné.

Le Trésor public a privilège pour s'en faire payer; mais ce n'est qu'après l'entier paiement fait à la partie civile des réparations qui lui ont été adjugées, et des frais qu'elle est en droit de réclamer; ce qui donne lieu à l'examen de la question que nous avons déjà indiquée dans nos observations sur l'art. 119.

Si la partie civile n'était intervenue au procès qu'après le cautionnement fourni, et si par suite de cette intervention *taritive*, le cautionnement avait été plus faible qu'il n'aurait dû l'être, la partie civile devrait-elle jouir du privilège qui lui est accordé par l'art. 121, d'être payée du montant de ses dommages-intérêts et frais, *avant l'amende*?

Supposons que le cautionnement, qui aurait dû être de 1,500 fr. si la partie civile s'était intervenue au procès avant sa réception, n'ait été que de 500 fr. à défaut de son intervention, et qu'il lui ait été adjugé une somme de 1000 fr. pour réparations civiles, la partie civile prendra-t-elle toute la somme cautionnée?

XII. Ce cas n'a pas été prévu, et on ne peut suppléer au silence de la loi.

Le Législateur a pu même avoir des motifs de ne pas faire une exception à la règle générale, pour le cas particulier, afin de ne pas mettre des entraves

à la faculté illimitée qu'il accordait au plaignant de se rendre partie civile *en tout état de cause*.

Ainsi, tant que l'art. 121 n'aura pas reçu d'interprétation contraire, il faudra tenir que, sans examiner à quelle époque le plaignant a déclaré se rendre partie civile, il est en droit de réclamer le paiement de ses dommages-intérêts et, par privilège, à l'amende.

XIII. Si le privilège est acquis au Trésor public et à la partie civile sur les deniers déposés pour cautionnement, ce privilège ne se conserve sur les immeubles affectés au cautionnement, que par le moyen d'une inscription hypothécaire, dans la forme prescrite par le Code Napoléon.

C'est ce que dit assez clairement l'art. 121, en accordant à l'inscription l'avantage de conserver le privilège au Trésor public et à la partie civile, lors même qu'elle n'aurait été prise que par l'un d'eux.

Ce n'est point un privilège légal qui se conserve par lui-même, mais un privilège conventionnel qui ne peut être maintenu, à l'égard des tiers, que par la voie de l'inscription.

XIV. Suffisa-t-il qu'elle soit prise dans les deux mois, à compter du jour de la condamnation, suivant le vœu de l'art. 3 de la loi du 5 septembre 1807, pour faire remonter ce privilège au jour du cautionnement? Cette loi est *spéciale* au recouvrement des frais de justice; et comme elle déroge au droit commun, elle doit être renfermée dans le cas qu'elle a prévu.

XV. L'inscription prise sur les biens affectés au cautionnement n'en empêche pas la vente, et l'acquéreur, qui veut purger son acquisition, doit se conformer aux dispositions du chap. 8, titre 18, liv. 3 du Code Napoléon.

XVI. Mais les frais d'inscription doivent-ils être payés par la caution, avant que l'on sache quel doit être le résultat de son cautionnement?

Que l'inscription soit faite à la requête de la partie civile, qu'elle le soit à celle du Procureur-Impérial, la partie civile étant tenue d'avancer les frais de poursuites en matière correctionnelle, ce sera nécessairement à elle à en faire l'avance, si elle n'est pas une charge inhérente au cautionnement.

On opposerait vainement l'art. 127 du décret impérial du 18 juin 1811, pour en induire que les frais relatifs au cautionnement fournis doivent être avancés par le Receveur de l'enregistrement : cet article ne s'occupe que du cas où il n'y a point de partie civile en cause; et en effet, lorsqu'il y a partie civile, le Receveur de l'enregistrement n'a pas à s'occuper de la solvabilité du condamné, la loi lui donnant action, pour le recouvrement de ses avances, contre la partie civile.

XVII. La partie civile, dans tous les cas où il est pris inscription sur les immeubles affectés au cautionnement, serait donc tenue d'en avancer les frais, si l'avance ne devait pas en être faite par le prévenu ou par sa caution.

Mais comme l'inscription est le complément du cautionnement, et qu'il est dans les principes du droit, que celui qui contracte une obligation en paie les frais, lorsqu'il n'y a pas de stipulation contraire ;

Que d'ailleurs, une copie en forme de l'acte de cautionnement doit être remise à la partie civile, avant que le prévenu cautionné puisse obtenir sa liberté ; (*Art. 120.*)

Et que le bénéfice de cette loi est une pure faveur accordée au prévenu ;

Qu'elle est indépendante de la volonté de la partie civile ; nous ne voyons pas ce qui pourrait faire douter que les frais d'inscription fussent une charge inhérente au cautionnement.

XVIII. Le cautionnement fourni n'est, à la vérité, qu'*éventuel*, et pour le cas seulement où la caution ne remplirait pas ses obligations ; mais si l'on s'arrêtait à cette considération, il faudrait donc aussi charger la partie civile des frais d'enregistrement, et des droits du Notaire qui recevrait le cautionnement : ce qui ne serait pas proposable.

XIX. Celui qui cautionne sait à quoi il s'engage.

Il est libre de souscrire ou de ne pas souscrire le cautionnement.

S'il se décide à ce sacrifice, il reçoit en échange la liberté provisoire du prévenu.

XX. La caution serait-elle recevable dans l'appel qu'elle interjetterait de l'exécutoire décerné contre elle par le Juge d'instruction, en paiement des frais d'inscription ?

La négative fut jugée par arrêt du 17 germinal an x, au rapport de M. Vallée, sur le recours formé contre un arrêt rendu par la Cour de Justice criminelle du département du Jura, qui avait reçu l'appel d'une ordonnance portant que la caution serait contrainte au paiement de son cautionnement.

Les considérans de cet arrêt furent que « l'art. 222 du Code de brumaire an iv, » voulait que le paiement du cautionnement fût effectué sur l'ordonnance du Directeur du Jury, et qu'aucune loi n'attribuait aux Tribunaux criminels le droit de connaître, par appel, des ordonnances des Directeurs du Jury. »

Il y a, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, même raison de décider, puisque l'art. 123 autorise le Juge d'instruction à délivrer l'ordonnance de contrainte, et qu'aucun article de ce Code n'attribue à la Cour Impériale le droit de connaître, par appel, des ordonnances du Juge d'instruction.

XXI. Cependant l'opposition serait recevable ; mais elle devrait être portée devant le Juge d'instruction qui aurait rendu l'ordonnance.

L'opposition, en effet, est autorisée contre tous jugemens rendus par défaut, lorsqu'elle n'est pas interdite par une loi expresse, ainsi que nous l'avons déjà observé sur l'article précédent, et aucune loi ne l'interdit dans l'espèce particulière.

XXII. Si l'opposition était formée seulement aux contraintes exercées en vertu de l'ordonnance du Juge d'instruction, elle devrait être portée devant le Tribunal civil, instruite et jugée dans la forme prescrite pour l'instruction et le jugement des affaires en matière d'enregistrement.

XXIII. Si le montant du cautionnement était insuffisant pour payer toutes les sommes adjugées, le Trésor public et la partie civile conserveraient leurs droits pour les faire valoir suivant les circonstances; mais la caution ne pourrait être tenue au-delà des termes de son cautionnement.

ARTICLE CXXII.

Le Juge d'instruction rendra, le cas arrivant, sur les conclusions du Procureur-Impérial, ou sur la demande de la partie civile, une ordonnance pour le paiement de la somme cautionnée.

Ce paiement sera poursuivi à la requête du Procureur-Impérial, et à la diligence du Directeur de l'enregistrement. Les sommes recouvrées seront versées dans la caisse de l'enregistrement, sans préjudice des poursuites et des droits de la partie civile.

OBSERVATIONS.

I. C'est au Juge d'instruction que le Code délègue le droit de rendre l'ordonnance, pour le recouvrement de la somme cautionnée; de sorte que l'instruction, fût-elle achevée, le jugement de renvoi au Tribunal de police correctionnelle prononcé, le jugement de condamnation intervenu, la Cour Impériale fût-elle saisie de l'appel, le Juge d'instruction n'en serait pas moins toujours compétent, et seul compétent pour rendre cette ordonnance.

II. Elle peut être sollicitée par le Procureur-Impérial, ou par la partie civile; mais, lors même qu'elle interviendrait sur la demande de la partie civile, les poursuites contre la caution n'en devraient pas moins être faites à la requête du Procureur-Impérial et à la diligence du Directeur de l'enregistrement; les sommes recouvrées n'en devraient pas moins être versées dans la caisse du Receveur de cette administration, sauf à la partie civile l'exercice de ses droits, pour être autorisée à retirer de la caisse du Receveur ce qui pourrait lui être dû après le prélèvement des frais avancés par le Trésor public.

III. Les sommes déposées dans la caisse du Receveur doivent y rester jusqu'à ce qu'il soit intervenu un jugement définitif et en dernier ressort: car, c'est de cette époque seulement, que le montant du cautionnement appartient au Trésor public et à la partie civile.

IV. Si la caution qui a été contrainte à verser le montant de son cautionnement dans la caisse du Receveur de l'enregistrement, pour cause de refus ou de défaut de représenter le prévenu à quelques actes de la procédure, venait à le représenter pour l'exécution du jugement, les sommes qu'elle aurait versées devraient-elles lui être restituées, sauf les poursuites à faire contre le condamné, pour obtenir le paiement des adjudications prononcées?

Nous nous sommes déjà occupés d'une question à-peu-près semblable, et nous persistons à penser qu'il y aurait une trop grande rigueur à exiger de la caution au-delà du paiement des frais qu'elle aurait occasionnés.

Cependant, il faut excepter le cas de fraude : car, si le prévenu avait profité de son refus de comparaître pour dissiper le gage du Trésor public et celui de la partie civile, il serait naturel que sa caution en demeurât responsable, jusqu'à concurrence du montant de son cautionnement.

V. Si la somme versée par la caution dans la caisse du Receveur de l'enregistrement en avait été retirée et employée au paiement des condamnations prononcées, avant la représentation du prévenu pour subir sa condamnation, la caution ne serait plus recevable à demander qu'elle lui fût rendue : car le Trésor public et la partie civile qui en auraient obtenu le versement entre leurs mains, n'auraient reçu que ce qui leur était dû, et ils l'auraient reçu de la personne tenue de payer à l'instant qu'ils l'auraient touché.

La caution n'aurait plus alors que son action récursoire contre le condamné.

VI. Mais si le montant du cautionnement excédait celui des condamnations prononcées contre le prévenu, ce qui en resterait devrait-il être restitué à la caution?

Il faut distinguer le cas où les condamnations sont purement pécuniaires, de celui où le prévenu a été condamné à l'emprisonnement.

Dans le premier cas, pas de doute que ce qui resterait du cautionnement, après le prélèvement des frais, des réparations civiles et de l'amende, dût être restitué à la caution qui ne peut être tenue au-delà des condamnations prononcées contre l'individu qu'elle a cautionné.

Mais, dans le second, la caution ne serait ni recevable, ni fondée à réclamer ce qui pourrait rester de son cautionnement.

L'art 119 veut, en effet, que quand il peut y avoir lieu à l'emprisonnement du prévenu, le cautionnement soit double de l'amende ; ce qui serait sans objet, si la caution pouvait en être quitte, à défaut de représentation du prévenu, pour acquitter les simples condamnations pécuniaires.

VII. Si le Juge d'instruction refusait de rendre l'ordonnance de contrainte contre la caution qui serait en retard de représenter le prévenu, quel parti y aurait-il à prendre?

Il n'est pas présumable que la chose arrive jamais.

Elle est néanmoins possible, et il faut dès-lors savoir à quoi s'en tenir.

Sous le régime du Code de brumaire an iv, la Jurisprudence avait autorisé le recours en cassation contre les ordonnances des Directeurs de Jury, aujourd'hui remplacés par les Juges d'instruction.

Ce serait encore la seule marche régulière à suivre : car les ordonnances des Juges d'instruction ne sont pas plus sujettes à l'appel qu'elles ne l'étaient sous l'empire du Code de brumaire an iv.

VIII. Au lieu d'un refus positif, il pourrait se faire que le Juge d'instruction se bornât à ne rien statuer sur la demande qui lui serait faite, ce qui constituerait un déni de Justice, mais ce qui ne pourrait autoriser le recours en cassation : car le recours doit nécessairement porter sur une ordonnance ou sur un jugement.

Il faudrait attendre qu'il fût intervenu un jugement définitif, ou faire au Juge d'instruction des sommations en déni de Justice, et le prendre à partie, s'il persistait dans son refus.

Quand il n'aurait pas été fait de sommations en déni de Justice, si le jugement portait condamnation du prévenu, il y aurait lieu à la prise à partie contre le Juge d'instruction, dans le cas où il y aurait péril d'éviction.

Mais si le prévenu se trouvait acquitté, la partie civile n'ayant souffert aucun dommage du refus, la demande en prise à partie contre le Juge d'instruction serait infailliblement rejetée; ce qui n'empêcherait pas que le Juge d'instruction ne dût être sévèrement reprimandé sur sa conduite par l'autorité supérieure.

IX. Si, par l'effet d'une force majeure, la caution se trouvait hors d'état de représenter le prévenu, lorsqu'elle en serait requise, elle devrait être renvoyée de la demande sur l'opposition formée aux contraintes; mais la force majeure devrait être légalement constatée.

ARTICLE CXXIII.

Le Juge d'instruction délivrera, dans la même forme et sur les mêmes réquisitions, une ordonnance de contrainte contre la caution ou les cautions d'un individu mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement, lorsque celui-ci aura été condamné, par un jugement devenu irrévocable, pour un crime ou pour un délit commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement.

OBSERVATIONS.

I. Le Sénatus-Consulte organique du 28 floréal an xii, dans son art. 131, et le Code pénal dans plusieurs de ses dispositions, déterminent les cas dans lesquels les

condamnés se trouvent de droit, ou peuvent être mis par les Tribunaux sous la surveillance spéciale du Gouvernement.

Cette mesure, très-bonne sans doute, est d'institution nouvelle.

II. Lorsque l'individu, mis en surveillance, a subi sa peine, le Gouvernement peut exiger de lui, s'il est majeur, ou de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en minorité, une caution solvable de sa bonne conduite pour l'avenir. (*Art. 44 du Code pénal.*)

III. Le cautionnement peut même être exigé de la part des intéressés, c'est-à-dire, de celle des personnes qui pourraient avoir à craindre quelques actes d'hostilité de la part du condamné. (*Ibid.*)

IV. A défaut de fournir le cautionnement exigé, le condamné demeure à la disposition du Gouvernement qui a le droit d'ordonner, soit son éloignement d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé sur le territoire de l'Empire. (*Même article.*)

V. Si le condamné désobéit à cet ordre, le Gouvernement peut le faire arrêter et détenir, durant un intervalle de temps qui peut s'étendre jusqu'à l'expiration de celui fixé pour sa mise en état de surveillance spéciale. (*Art. 45, ibid.*)

VI. Les vagabonds et les gens sans aveu, légalement déclarés tels, demeurent, par le seul fait, lorsqu'ils ont subi leur peine, à la disposition du Gouvernement, pendant le temps qu'il détermine. (*Art. 271, ibid.*)

Si le vagabond condamné est né en pays étranger, le Gouvernement est autorisé à le faire conduire hors du territoire de l'Empire. (*Art. 272, ibid.*)

S'il est né en France, et qu'il soit réclamé par le Conseil municipal de la Commune où il est né, lorsqu'il se présente pour lui une caution solvable, il est loisible au Gouvernement d'accueillir ou de rejeter la demande (*Art. 273, ibid.*); de sorte qu'avant de recevoir la soumission de la caution offerte, le Juge d'instruction doit se faire représenter l'arrêté pris par le Gouvernement, portant qu'il n'entend pas s'opposer à la réception du cautionnement.

VII. Le Code d'instruction criminelle ne détermine pas à quelle somme le cautionnement exigé doit être porté; et les dispositions de l'art. 119 ne peuvent être prises pour base en cette matière, puisque lors du cautionnement, l'individu mis en surveillance n'est encore prévenu d'aucun crime ni délit.

C'est la Cour ou le Tribunal devant lequel est portée la demande tendante à faire agréer le cautionnement, qui doit en fixer le montant. (*Art. 44 du Code pénal.*)

Ce Tribunal est celui qui a mis l'individu cautionné en surveillance; mais c'est au Juge d'instruction à recevoir et à légaliser le cautionnement, conformément au jugement ou à l'arrêt qui l'a autorisé.

VIII. Si la caution offerte trouve le cautionnement trop onéreux, rien ne la force à prendre l'engagement de le fournir; mais lorsqu'elle l'a souscrit, elle ne serait pas recevable à demander la réduction de son obligation.

Nous estimons cependant que la caution qui viendrait à redouter les écarts de l'individu qu'elle aurait cautionné, pourrait solliciter, et qu'elle devrait obtenir la révocation de son engagement, en représentant cet individu, et en le remettant sous la main du Gouvernement, avant qu'il se fût rendu coupable d'aucun crime ou délit.

Le jugement de révocation, en ce cas, devrait être rendu contradictoirement avec le Ministère public et la partie intéressée, par le même Tribunal qui aurait reçu le cautionnement.

IX. L'art. 123, sur lequel portent nos observations, met dans les attributions du Juge d'instruction, le droit de délivrer l'ordonnance de contraintes contre la caution; ce qui est conforme aux principes généraux de la matière: mais cette ordonnance ne peut être rendue que lorsqu'il est intervenu un jugement *irrévocable de condamnation* contre l'individu cautionné. C'est aussi la disposition de l'art. 46 du Code pénal.

X. Les mêmes formalités doivent être observées dans ces sortes d'ordonnances, que dans celles dont il est parlé dans l'art. 122.

Elles doivent être précédées des réquisitions du Procureur-Impérial.

C'est toujours à sa requête et à la diligence du Directeur de l'enregistrement, que doit être poursuivi le versement à faire du montant du cautionnement dans la caisse du Receveur.

XI. Il y a néanmoins cela de particulier dans l'espèce de l'art. 123, que la caution ne peut être contrainte au paiement de son cautionnement, que lorsque l'individu cautionné a été condamné par un jugement *devenu irrévocable*; et qu'elle ne peut l'être qu'à raison de condamnations pour *crime* ou *délit* que cet individu aurait pu commettre dans l'*intervalle* du temps déterminé par l'acte de cautionnement.

Ainsi, trois circonstances doivent se rencontrer pour que le montant du cautionnement puisse être exigé.

La première, qu'il y ait eu un *crime* ou un *délit* commis par l'individu mis en surveillance, et non une simple *contravention*.

La seconde, que le crime ou le délit reproché à l'individu cautionné, ait été commis dans l'*intervalle* du temps déterminé par l'acte de cautionnement.

La troisième, qu'il soit intervenu un jugement de condamnation ayant acquis le caractère d'*irrévocabilité*.

XII. Lorsque ces trois circonstances se trouvent réunies, et que la caution est

326 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

contrainte au versement du montant de son cautionnement, dans la caisse du Receveur de l'enregistrement, serait-elle recevable dans l'offre qu'elle ferait de payer le montant de toutes les condamnations prononcées contre l'individu condamné, et à soutenir qu'elle ne peut être tenue à verser au-delà du montant de ces condamnations ?

La caution n'y serait évidemment pas recevable; car c'est la somme fixe portée dans l'acte de cautionnement, que la caution s'est obligée de payer, et non pas seulement le montant des condamnations qui pouvaient être prononcées.

La caution ne peut pas plus se dispenser de verser la totalité de son cautionnement, qu'on ne pourrait la contraindre à verser des sommes plus fortes que celles qu'elle aurait cautionnées, si les condamnations se trouvaient en excéder le montant.

Aussi, l'art. 123 se borne-t-il à dire que le Juge d'instruction *décerner* une ordonnance de contrainte contre la caution, sans ajouter que la contrainte ne sera exercée que jusqu'à *concurrency* des condamnations prononcées.

XIII. La caution contre laquelle il a été délivré une ordonnance de contraintes, serait-elle recevable à y former opposition, et, dans le cas de l'affirmative, devant quel Juge son opposition devrait-elle être portée ?

Il ne peut y avoir de doute que l'opposition soit recevable; personne ne peut être irrévocablement condamné, sans avoir été entendu ou mis à même de se faire entendre; et l'ordonnance de contraintes se rend sur la simple réquisition du Procureur-Impérial, ou sur la demande de la partie civile, sans que la caution y soit appelée; de sorte qu'elle est bien rendue par défaut contre elle.

XIV. Si la caution ainsi contrainte ne fait porter son opposition que contre l'ordonnance qui l'a autorisée, c'est au Juge d'instruction qui l'a rendue, que la caution doit s'adresser pour en obtenir le rapport; ce rapport doit être prononcé sur les conclusions du Procureur-Impérial, lorsqu'il est établi que toutes les conditions requises pour fonder les contraintes, ne se trouvent pas réunies conformément aux dispositions de l'art. 123.

Mais si la caution avait simplement formé opposition aux contraintes, elle devrait faire citer le Directeur de l'enregistrement devant le Tribunal d'arrondissement, pour les voir déclarer nulles; ce que le Tribunal saisi serait autorisé à prononcer, si elles étaient réellement nulles: car l'ordonnance rendue par le Juge d'instruction, n'est autre chose que le *visa* nécessaire pour rendre exécutoire l'acte de cautionnement, et tout Tribunal saisi de l'exécution des contraintes, peut les annuler sans blesser les règles de sa compétence, quoique le *visa* ait été donné par un Magistrat qui lui est étranger.

On en trouve un exemple dans le *visa* que doit donner le Juge-de-peace, lorsqu'il est question de l'exercice de la contrainte par corps pour dettes civiles, quoique la

validité des contraintes ne rentre pas dans sa compétence; et un second, dans le *visa* qu'il est également tenu de donner sur le titre constitutif des poursuites à faire, pour le recouvrement des droits d'enregistrement.

XV. Il ne suffit pas que la condamnation soit en *dernier ressort*, pour être réputée *irrévocable*, et, pour qu'aux termes de l'art. 123, la caution puisse être contrainte à verser le montant de son cautionnement dans la caisse du Receveur : car tout jugement n'est pas irrévocable, par cela seul qu'il est en dernier ressort.

Un jugement n'est réellement irrévocable, que lorsqu'il ne reste à la partie condamnée, aucun moyen de revenir contre la condamnation qu'il prononce.

Le Juge d'instruction doit donc, avant de rendre son ordonnance de contraintes, s'assurer que la condamnation prononcée a acquis le caractère d'irrévocabilité exigé par la loi; ce qui est particulier à l'espèce, et ce qui le met dans une autre catégorie, que les cautionnements ordinaires dont se sont occupés les art. 114 et 119 du Code d'instruction criminelle.

XVI. Il convient dès-lors de bien déterminer ce qui constitue l'irrévocabilité des condamnations en matière criminelle et correctionnelle, et pour le faire d'une manière à ne pas s'y tromper, il faut distinguer les crimes dont la répression appartient à la Justice criminelle proprement dite, des délits qui appartiennent à la police correctionnelle.

Cette distinction est sans objet, lorsque la condamnation a été *contradictoire* : car, une pareille condamnation devient irrévocable de la même manière dans les deux cas; c'est-à-dire, par défaut de recours en cassation dans le délai déterminé par le Code; et elle le devient également en matière de police correctionnelle, par défaut d'appel du jugement qui est intervenu en première instance.

XVII. Mais si l'affaire a été instruite et jugée contre un prévenu défaillant, c'est alors que vient s'appliquer la distinction dont nous venons de parler, entre les crimes et les délits.

La loi n'accorde, en effet, aux prévenus condamnés *par défaut*, en matière correctionnelle, pour appeler, et pour exercer le recours en cassation, que le même délai qu'elle accorde aux prévenus *contradictoirement* condamnés.

Elle leur réserve de même la faculté d'opposition, dans un délai donné; mais les délais d'opposition, d'appel et de recours expirés, la condamnation acquiert, *ipso jure*, le caractère d'irrévocabilité.

Elle l'acquiert également, lorsque le recours en cassation est rejeté.

Mais il n'en est pas de même en matière criminelle, dans le cas de condamnation *par contumace*.

L'arrêt de condamnation ne devient irrévocable que lorsque le condamné n'est plus recevable à se faire juger de nouveau.

XVIII. Il ne peut être question du cas où l'accusé *contradictoirement* condamné,

est parvenu à s'évader avant l'exécution de son jugement : car l'art. 123 ne porte pas que la caution ne sera poursuivie que lorsque le jugement, devenu irrévocable, aura été exécuté.

Il veut seulement qu'elle ne puisse l'être que lorsque le jugement sera devenu irrévocable.

Le vrai *contumax* est celui contre lequel il a été informé et rendu jugement *en son absence*, sur une prévention de crime emportant peines afflictives ou infamantes, ou celui qui est parvenu à s'évader avant le jugement, quoique la procédure ait été instruite contradictoirement avec lui.

L'art. 27 du Code Napoléon autorise le contumax à se représenter dans les cinq ans qui suivent l'exécution du jugement par effigie ; et l'art. 29 porte que, lorsqu'il se représente, ou qu'il est arrêté dans ce délai, le jugement de condamnation est anéanti de plein droit.

Ainsi, jusqu'à l'expiration *des cinq ans*, la condamnation prononcée n'est encore qu'éventuelle, et n'a pas le caractère d'irrévocabilité exigé par la loi.

XIX. Vainement dirait-on que suivant l'article 28 du même Code, le condamné par contumace se trouve privé de l'exercice de ses droits civils, et que ses biens doivent être régis comme ceux des absents.

Tout cela n'est que provisoire, et c'est d'une condamnation *irrévocable* que parle l'art. 123 du Code d'instruction criminelle.

XX. La difficulté ne peut donc porter que sur le cas où le condamné par contumace ne se serait pas représenté dans les cinq ans ; et elle est très-sérieuse.

XXI. L'art. 476 du Code d'instruction criminelle décide que, lorsque le condamné par contumace se représente, on qu'il est arrêté *avant* que la peine soit éteinte par la prescription, l'arrêt et la procédure faite contre lui, depuis l'ordonnance de prise de corps, ou de se représenter, sont anéantis de plein droit ; qu'il doit être procédé à son égard dans la forme ordinaire.

La seule exception est pour le cas où la condamnation prononcée emporte mort civile ; cette condamnation devant produire son effet, pour le temps intermédiaire qui s'est écoulé depuis l'expiration des cinq ans, jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en Justice.

Doit-on conclure de la disposition générale de cet article, que la condamnation ne devient réellement irrévocable qu'après l'expiration des vingt années ; en sorte que ce n'est qu'après l'expiration de ce délai, que la caution peut être contrainte à verser dans la caisse du Receveur, le montant de son cautionnement ?

Cela ne paraît pas faire la matière d'un doute, si l'on combine les dispositions de l'article 123, avec celles de l'article 476, lorsque la condamnation par contumace n'emporte pas la *mort civile*.

XXII. Mais lorsque la condamnation, prononcée par l'arrêt, emporte mort civile, et que le condamné ne s'est pas représenté dans les cinq ans, la caution peut-elle être contrainte au paiement de son cautionnement ?

Nous ne le croyons pas davantage ; le cautionnement ne peut être exigé qu'autant qu'il a été *irrévocablement jugé* que l'accusé, mis en surveillance, *s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit* ; et sa non représentation dans les cinq ans ne constitue pas cette irrévocabilité exigée par la loi, puisqu'en se représentant *après* les cinq ans, pourvu qu'il se représente *avant* la prescription acquise, il peut encore se faire *acquitter* de l'accusation portée contre lui, et faire juger conséquemment qu'il ne s'est point rendu *coupable* de crime ou de délit.

XXIII. Si l'art. 30 du Code Napoléon, et par suite l'art. 476 du Code d'instruction criminelle, veulent que les effets produits par la mort civile, depuis l'expiration des cinq ans, jusqu'à l'instant de la représentation de l'accusé en justice, soient *conservés*, c'est parce qu'il importe que les propriétés ne restent pas perpétuellement *incertaines*.

Mais cette disposition de la loi ne rend pas *irrévocable* le jugement de condamnation, dans ce sens que la culpabilité de l'accusé soit irrévocablement reconnue ; ce qui peut seul atteindre la responsabilité de la caution qui ne s'est engagée à verser le montant de son cautionnement, que dans le cas où le prévenu aurait été irrévocablement condamné pour crime ou délit, commis pendant la durée du cautionnement.

XXIV. Pour en juger autrement, il faudrait que l'on pût dire que toutes les fois que l'individu mis en surveillance aurait été poursuivi pour un crime ou pour un délit, et qu'il aurait été condamné, on pourrait exercer des contraintes contre la caution, en paiement de son cautionnement ; et ce serait aller évidemment contre le vœu de la loi, puisqu'il en résulterait qu'à l'instant qu'un arrêt de condamnation serait intervenu contre le contumax, il devrait recevoir son exécution contre la caution.

On dirait vainement que l'arrêt rendu contre le contumax est irrévocable, en ce sens que le contumax qui se représente dans les cinq ans, et qui parvient à se faire acquitter, doit néanmoins être condamné aux frais occasionnés par sa contumace (Art. 478.) car, la condamnation prononcée contre l'accusé, en pareil cas, ne l'est pas pour réparation d'un crime ; elle est simplement repressive de la contumace, qui ne suppose pas nécessairement l'existence d'un crime, et encore moins que ce crime a été commis par le contumax.

XXV. Il en serait de même si les nouveaux Codes avaient maintenu les dispositions de l'article 479 de celui de brumaire an iv, qui voulait que le contumax acquitté fût condamné à dix jours d'emprisonnement, pour avoir douté de la justice et de la loyauté de ses concitoyens.

Mais comme rien n'est plus naturel que de fuir la persécution, les nouveaux Codes n'ont pas maintenu cette disposition du Code de brumaire an iv.

XXVI. Le Législateur n'a voulu rendre la caution responsable de l'individu mis en surveillance, que dans un seul cas : c'est celui où cet individu a commis *un crime ou un délit*, et lorsque, pour raison de ce crime ou de ce délit, il est intervenu contre lui un jugement ou un arrêt de condamnation *irrévocable*.

Vouloir rendre la caution responsable dans tout autre cas, ce serait aller contre l'esprit et la lettre de la loi; ce serait ajouter à l'obligation de la caution, et aggraver sa condition.

XXVII. L'exécution de l'art. 123 fait naître encore d'autres questions fort importantes, notamment celles de savoir, 1.^o Si, lorsque l'accusé condamné par contumace, décède dans les cinq ans, sa mort décharge la caution de sa responsabilité ;

2.^o Si la caution se trouve également déchargée, lorsque l'accusé condamné meurt après les cinq ans, mais *avant* la prescription acquise ;

3.^o Si l'arrêt intervenu sur une prévention de crime contre un accusé contumax, et qui ne l'a condamné qu'à des peines correctionnelles, est irrévocable, comme le serait le jugement rendu par défaut en police correctionnelle, après le délai de l'opposition et de l'appel expiré.

XXVIII. La première de ces questions se trouve décidée par l'art. 31 du Code Napoléon, qui porte que si le condamné par contumace, décède dans le délai de cinq ans sans s'être représenté, ou sans avoir été saisi ou arrêté, il est réputé mort dans l'intégrité de ses droits.

On peut dire, cependant, que l'art. 31 du Code Napoléon, réservant à la partie civile l'exercice de ses droits contre les héritiers du condamné, il peut encore intervenir un jugement irrévocable, à raison du crime ou délit reproché à l'individu cautionné; mais les dommages-intérêts peuvent résulter d'un quasi-délit comme d'un véritable délit; de sorte que l'individu qui les a causés, peut y être condamné, sans qu'il doive pour cela nécessairement intervenir contre lui une condamnation pénale.

Les crimes ne se constituent pas, en effet, par la seule matérialité du fait : il faut qu'il y ait eu intention de les commettre.

L'art. 123 ne parle, d'ailleurs, que d'un jugement de condamnation devenu irrévocable, contre l'individu mis en surveillance; et le jugement à intervenir dans le cas prévu par l'art. 31 du Code Napoléon, ne peut être rendu, ni conséquemment devenir irrévocable que contre les héritiers de l'accusé.

D'un autre côté, ce n'est point en faveur de la *partie civile* que le cautionnement a été fait, puisqu'elle ne pouvait encore être connue lorsque le cautionnement a été

prêté; cependant, elle pourrait être la personne même qui aurait provoqué le cautionnement; et la question alors demeurerait entière à son égard.

XXIX. On peut dire, néanmoins, que le cautionnement ayant été prêté pour réparation du crime ou du délit qui serait commis par l'individu cautionné, il doit être présumé l'avoir été éventuellement au profit de tous ceux qui se trouveraient lésés par le crime ou par le délit.

Mais, ce qui doit décider en faveur de la caution, c'est qu'il devient impossible de soumettre l'accusé à de nouveaux débats, et que ce n'est que par des débats, que la criminalité de l'action reprochée à l'accusé pourrait s'établir.

Les héritiers peuvent bien être condamnés à des dommages-intérêts envers la personne offensée; mais celle-ci n'a autre chose à établir, pour faire prononcer leur condamnation, sinon qu'elle a souffert des dommages de l'action reprochée au prévenu; ce qui pourrait être arrivé, sans que l'action eût rien en soi de répréhensible, et sans que rien pût la faire considérer comme criminelle.

XXX. Il doit en être autrement, à ce qu'il nous semble, lorsque l'accusé condamné par contumace, est décédé *après* l'expiration des cinq ans, lors même qu'il serait décédé *avant* la prescription acquise.

Le Code Napoléon, ni le Code d'instruction criminelle ne le disent pas, à la vérité, d'une manière formelle; mais c'est une conséquence nécessaire de l'art. 31 du Code Napoléon.

Il résulte clairement, en effet, d'après la règle des inclusions, de ce que le Législateur a déclaré que l'accusé qui meurt dans les cinq ans, décède dans l'intégrité de son état, que la même faveur est refusée à l'accusé condamné qui décède sans s'être représenté, ou sans avoir été arrêté dans ce délai.

Aussi, l'art. 476 du Code d'instruction criminelle, ne déclare-t-il le jugement anéanti après les cinq ans, que lorsque l'accusé se constitue prisonnier, ou qu'il est arrêté avant la prescription acquise; ce qui est purement restrictif à ces deux cas, et ce qui ne peut s'étendre à celui du décès du condamné après les cinq ans expirés.

Le jugement de condamnation rendu contre un accusé contumax, devient donc irrévocable dans le sens de la loi, lorsque cet accusé est décédé après les cinq ans, sans s'être mis en état de purger sa contumace; et par suite, à l'instant même du décès de cet individu, la caution peut être contrainte au paiement de son cautionnement.

XXXI. Les jugemens rendus par défaut en matière correctionnelle, deviennent irrévocables, lorsqu'il n'y a pas été formé opposition, et qu'il n'en a pas été interjeté appel dans les délais déterminés par le Code.

Mais ne serait-ce pas aller trop loin, que d'en induire que lorsqu'il a été rendu un arrêt par contumace, sur une prévention de crime qui a condamné l'accusé à une

simple peine correctionnelle, l'arrêt devienne irrévocable à l'instant même que le délai du recours en cassation est expiré ?

Le Code refuse la faculté du recours en cassation à tous les condamnés par contumace, sans distinction et sans avoir égard à la nature des peines qui ont pu être prononcées contre eux. (*Art. 473.*)

Les dispositions de cet article s'appliquent généralement à tous les cas qui peuvent se présenter.

Aussi, la Cour de cassation a-t-elle constamment jugé, dans le sens de cet article, que la représentation de l'accusé condamné remet tout le procès en question, lors même que la peine qui lui aurait été appliquée ne serait que de simple police : de telle sorte que l'accusé qui se présente ne serait pas recevable à déclarer qu'il s'en tient aux condamnations prononcées contre lui, pour éviter d'être livré à de nouveaux débats. (*Arrêt du 29 venôse an x.*)

XXXII. Rien n'étant encore jugé que provisoirement par l'arrêt de contumace, et cet arrêt ne pouvant devenir irrévocable que par l'expiration du délai accordé au condamné pour se représenter, nous devons en conclure que la caution ne peut être contrainte à payer le montant de son cautionnement, qu'après ce délai expiré, lors même que, sur prévention de crime, l'accusé n'aurait été condamné qu'à des peines correctionnelles.

XXXIII. Si l'accusé prévient d'un crime ou d'un délit, n'avait été condamné sur cette prévention, qu'à des peines de *simple police*, l'irrévocabilité du jugement ou de l'arrêt pourrait-elle donner lieu à exercer des contraintes contre la caution, par suite de son cautionnement ?

Ce n'est pas notre avis; la caution n'a contracté d'engagement que pour le cas où l'individu qu'elle a cautionné se rendrait coupable de *crime* ou de *délit*; et lorsque l'accusé n'est condamné, pour raison du fait qui lui est reproché, qu'à des peines de simple police, il est jugé, pour cela même, qu'il ne s'est rendu coupable que d'une *contravention*; puisque, s'il avait été déclaré convaincu d'un crime ou d'un délit, le Tribunal ou la Cour saisie n'aurait pu se dispenser de le condamner à des peines afflictives, infamantes ou correctionnelles, suivant la nature de son crime ou de son délit.

Quand le crime ou le délit serait excusable, ce ne serait pas des peines de simple police qui pourraient être appliquées, mais des peines correctionnelles. (*Art. 326 du Code pénal.*)

XXXIV. Si c'était un enfant au-dessous de seize ans qui eût été mis en surveillance, s'il avait été poursuivi pour crime ou pour délit, et s'il avait été déclaré avoir agi *sans discernement*, il devrait être *acquitté* de l'accusation (*Art. 66 du Code pénal*); mais son acquittement devrait-il profiter à sa caution ? Oui, parce qu'il n'aurait pas été *condamné*, et qu'en l'acquittant, il aurait été jugé ne s'être

pas rendu coupable d'un véritable crime : aussi fut-il jugé par la Cour de cassation , le 21 juin 1811 , que l'art. 69 du Code pénal , qui veut que le prévenu âgé de moins de seize ans et qui a agi *avec discernement* , soit condamné à la moitié des peines qui auraient dû lui être infligées , s'il avait eu plus de seize ans , ne peut recevoir aucune application au cas où il a été déclaré que l'accusé âgé de moins de seize ans , a agi *sans discernement*.

XXXV. Quoique l'accusé d'un *crime* soit âgé de moins de seize ans , c'est néanmoins par la voie criminelle que son procès doit lui être fait ; car il peut être reconnu qu'il a agi *avec discernement* ; et le Code pénal veut qu'alors il puisse être condamné à des peines afflictives ou infamantes , que les Cours d'Assises ou spéciales sont seules autorisées à prononcer. Ainsi jugé par arrêts de la Cour de cassation , des 4 , 18 et 25 avril 1811.

ARTICLE CXXIV.

Le prévenu ne sera mis en liberté provisoire sous caution , qu'après avoir élu domicile dans le lieu où siège le Tribunal correctionnel , par un acte reçu au greffe de ce Tribunal.

OBSERVATIONS.

I. C'EST encore ici une formalité à ajouter à toutes celles prescrites par les art. 116 et suivans , et elle est de rigueur dans tous les cas , quoique l'art. 121 qui l'ordonne , ne semble se rapporter qu'à l'objet particulier de l'art. 123.

L'article 124 parle , en effet , de prévenu en général ; et si l'on pouvait admettre une exception , ce serait plutôt pour le cas de l'article 123 que pour tout autre , puisque l'individu mis en surveillance , n'est pas réellement un prévenu.

Mais le terme *prévenu* dont se sert l'art. 124 , est un mot générique qui s'applique naturellement à toute personne qui se trouve dans le cas de solliciter sa liberté provisoire.

II. L'élection de domicile doit être faite par le prévenu au greffe du Tribunal de l'arrondissement , et il doit être élu dans le lieu où le Tribunal tient ses séances.

Si le prévenu qui a obtenu sa liberté provisoire sous caution , n'avait pas fait cette élection de domicile , et s'il avait néanmoins été mis en liberté provisoire , il pourrait être réintégré dans la maison d'arrêt.

Mais il pourrait de nouveau la solliciter et l'obtenir , l'article 126 n'ayant déclaré le prévenu non-recevable à demander de nouveau son élargissement provisoire , que lorsqu'il a laissé contraindre sa caution au paiement de son cautionnement.

Il lui suffirait même, dans cet état de choses, de faire élection de domicile, sans qu'il dût recourir à l'autorité de la Chambre du Conseil, pour y solliciter une nouvelle ordonnance de mise en liberté.

ARTICLE CXXV.

Outre les poursuites contre la caution, s'il y a lieu, le prévenu sera saisi et écroué dans la maison d'arrêt, en exécution d'une ordonnance du Juge d'instruction.

OBSERVATIONS.

I. Quoique la caution soit poursuivie en paiement de son cautionnement, le prévenu peut être saisi et écroué dans la maison d'arrêt, en exécution d'une ordonnance du Juge d'instruction; les deux moyens peuvent concourir; et cela est très-juste; le paiement de la somme cautionnée ne peut en effet libérer le prévenu de la peine qu'il a encourue, et l'emprisonnement du prévenu ne peut décharger la caution des obligations qu'elle a contractées.

II. Cet article s'applique à tous les cas, soit que le cautionnement ait été fourni pour obtenir la liberté provisoire d'un prévenu, soit qu'il l'ait été dans le cas de mise en surveillance spéciale de l'individu cautionné.

Mais il ne déroge pas au principe établi dans l'art. 123; il faut, pour autoriser des poursuites contre la caution de l'individu mis en surveillance, qu'il soit intervenu contre lui une condamnation irrévocable, pour crime ou délit commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement.

ARTICLE CXXVI.

Le prévenu qui aurait laissé contraindre sa caution au paiement, ne sera plus à l'avenir recevable, en aucun cas, à demander de nouveau sa liberté provisoire, moyennant caution.

OBSERVATIONS.

I. La liberté provisoire du prévenu étant une grâce, le Législateur a pu la subordonner à toutes les restrictions qu'il a jugées convenables, et il était naturel qu'il privât de ce bienfait celui qui en aurait abusé.

Le cas prévu par cet article est le seul qui puisse rendre non-recevable le prévenu à solliciter de nouveau sa liberté provisoire; mais cette déchéance est si absolue, que le prévenu ne pourrait en être relevé, lors même qu'il ne serait ni vagabond, ni repris de Justice.

Ainsi, toutes les fois que le prévenu mis en liberté provisoire a laissé contraindre sa caution, et qu'il a été réintégré dans la maison d'arrêt, il doit y rester jusqu'à ce qu'il ait été prononcé définitivement sur son sort.

II. Mais il faut remarquer que l'art. 126 ne s'occupe que de la liberté *provisoire* du prévenu; de sorte que si le délit changeait de nature, et que, sous son nouveau rapport, il n'emportât pas la peine de l'emprisonnement, sa mise en liberté n'en devrait pas moins être ordonnée, lors même qu'il aurait laissé contraindre sa caution; puisqu'alors ce serait sa liberté *définitive* qui serait prononcée; ce qui ferait cesser l'application de l'art. 126.

III. Si depuis l'ordonnance qui aurait admis le prévenu à fournir caution pour obtenir sa liberté provisoire, et l'exécution de cette ordonnance, il était établi que le prévenu a été repris de justice, pourrait-il être rendu une nouvelle décision, pour le faire réintégrer dans la maison d'arrêt, moyennant quoi sa caution déchargée?

L'ordonnance de mise en liberté n'étant que *provisoire*, ne pourrait empêcher que, dans l'espèce particulière, il en fût rendu une nouvelle, non pas pour rapporter la première, mais, vu le changement arrivé dans la qualité des parties, pour ordonner que le prévenu serait mis en arrestation.

Il n'y aurait rien de contradictoire entre ces deux actes, dans lesquels la Chambre du Conseil, ou le Tribunal qui en serait l'auteur, se serait également conformé aux dispositions de la loi.

C H A P I T R E I X.

Du Rapport des Juges d'instruction quand la procédure est complète.

A R T I C L E C X X V I I.

Le Juge d'instruction sera tenu de rendre compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue.

Le compte sera rendu à la Chambre du Conseil, composée de trois Juges au moins, y compris le Juge d'instruction, communication préalablement donnée au Procureur-Impérial, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra.

OBSERVATIONS.

I. Si le chapitre IX n'était pas intitulé : *du rapport des Juges d'instruction quand la procédure est complète*, on pourrait induire de la première disposition de l'article 127, qu'au moins une fois par semaine, les Juges d'instruction devraient faire rapport, à la Chambre du Conseil, de l'état des procédures qu'ils instruisent, pour les suivre de la manière qui leur serait indiquée.

Mais quoiqu'il pût résulter un bien de cette mesure, elle entraînerait trop de longueurs et ferait perdre nécessairement au Juge d'instruction un temps qu'il peut employer beaucoup plus utilement.

Aussi, tous les articles de ce Chapitre ne se rapportent-ils qu'aux ordonnances à rendre après l'instruction *achevée*; ce qui annonce suffisamment que c'est dans ce sens que doit être entendue la première disposition de l'art. 127.

II. Il ne faut pas cependant conclure de là que la Chambre du Conseil, sur le rapport qui lui serait fait d'une procédure que le Juge d'instruction lui présenterait comme complète, ne pût ordonner qu'elle serait continuée en déterminant les actes à faire pour la compléter : car, en voulant la fin, la loi a voulu nécessairement les moyens, et le seul moyen de parvenir à une décision juste, est d'avoir sous les yeux tous les élémens qui peuvent contribuer à la manifestation de la vérité.

III. Le chapitre IX ne fait qu'autoriser la Chambre du Conseil à statuer sur la compétence, et provisoirement sur la prévention, après avoir entendu le rapport du Juge d'instruction.

Mais ce n'est pas à cela que se bornent ses pouvoirs; c'est à elle qu'il appartient de prononcer sur la mise en liberté provisoire du prévenu (Art. 114.), et qu'il appartient ensuite de statuer sur les incidens qui peuvent s'élever sur l'exécution de son ordonnance.

S'il n'en était pas ainsi, le Juge d'instruction se trouverait autorisé à recevoir une caution qui n'aurait pas les qualités requises, et par ce moyen, il rendrait illusoire la condition sous laquelle la liberté provisoire du prévenu aurait été accordée.

IV. La Chambre du Conseil doit être composée au moins de *trois* Juges, ce qui suppose qu'elle peut l'être d'un plus grand nombre; mais le Juge d'instruction doit nécessairement en faire partie.

Le Code ne dit pas comment sera fixé le nombre des Juges qui doivent composer la Chambre du Conseil : il doit l'être de tous ceux de la section du Tribunal auquel appartient le Juge d'instruction.

V. Il ne peut être au pouvoir de la Chambre du Conseil d'augmenter ou de restreindre, à son gré, le nombre des Juges dans chaque affaire : car la présence d'un

Juge, ou son absence, peut avoir une influence décisive, puisque l'opinion d'un seul suffit pour le renvoi du prévenu à la Cour impériale, et pour faire décerner contre lui une ordonnance de prise de corps.

Cependant, le nombre de trois Juges étant suffisant, aux termes du Code, pour compléter la Chambre du Conseil, il n'y aurait pas de nullité, lorsque pouvant se composer d'un nombre supérieur, elle n'aurait été réellement composée que de trois Juges; mais il est du devoir de tous les Juges qui composent la Section du Tribunal à laquelle appartient le Juge d'instruction, d'assister à toutes les délibérations de la Chambre, à moins qu'ils n'en soient empêchés pour des causes graves.

S'il restait trois Juges présens, le Juge d'instruction compris, il ne pourrait être appelé en remplacement des Juges absens, ni des Auditeurs, ni des Suppléans.

Si la Section se trouvait composée de moins de trois Juges, à raison d'absence ou d'empêchement, il faudrait appeler des Auditeurs pour les remplacer, et non des Suppléans, qui ne doivent l'être qu'à défaut des Auditeurs. (*Art. 14 du décret du 18 août 1810.*)

Il ne faudrait en appeler que pour compléter le nombre de *trois*, rigoureusement nécessaire pour composer la Chambre du Conseil.

VI. Ce n'est pas seulement à l'instant du rapport, et en présence de la Chambre du Conseil, qu'il doit être donné communication des pièces de l'instruction au Procureur-Impérial; c'est une communication *préalable* qu'ordonne l'art. 127.

VII. Cet article n'exige pas que le Procureur-Impérial donne ses réquisitions *par écrit*.

Il peut les donner verbalement ou par écrit; et le Juge d'instruction peut aussi faire son rapport, comme il le juge convenable.

Mais quoique le Code ne le dise pas, il doit être fait mention dans le procès-verbal, du rapport fait par le Juge d'instruction; il faut y déclarer aussi que le Procureur-Impérial a donné ses réquisitions, afin qu'il soit constant que ces formalités ont été observées.

L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* pense que la Chambre du Conseil peut se dispenser de dresser des procès-verbaux de ses séances, parce que l'article 127 ne l'exige pas; mais en exigeant que la Chambre du Conseil soit composée au moins de trois Juges; que le Juge d'instruction y fasse son rapport, et que le Procureur-Impérial y donne ses réquisitions, c'est bien implicitement exiger qu'il soit dressé un acte constatant que ces formalités ont été remplies.

VIII. On ne voit, ni dans l'art. 127, ni dans aucun autre du Chap. IX, qu'un Greffier assistera aux séances de la Chambre du Conseil; mais il ne peut exister de Tribunal sans Greffier, et le Code a dû supposer que le Commis-Greffier attaché au Juge d'instruction tiendrait la plume.

IX. Lors même que le Juge d'instruction et le Procureur-Impérial penseraient qu'il n'y a pas lieu à suivre sur une plainte ou sur une dénonciation, ils ne pourraient prendre sur eux de n'y donner aucune suite; ce qui est une grande amélioration dans le système d'instruction criminelle: car on voyait avec effroi, qu'il dépendait du seul Directeur du Jury, d'accord sur ce point avec le Magistrat de sûreté d'innocenter un coupable, ou de mettre un innocent dans les liens de la Justice.

L'homme le plus attaché à l'honneur et à ses devoirs ne peut-il pas se tromper?

La Chambre du Conseil, composée au moins de trois Juges, méritant nécessairement plus de confiance, cela suffisait pour que le Législateur dût mettre cette décision provisoire dans ses attributions.

Nous verrons dans les observations sur l'art. 182, que, si le Procureur-Impérial ne peut, de concert avec le Juge d'instruction, déclarer qu'il n'y a lieu à suivre sur une plainte ou sur une dénonciation, il peut, néanmoins, traduire directement le prévenu devant le Tribunal correctionnel, sans en avoir référé préalablement au Juge d'instruction, lorsque le délit rentre dans la compétence de ce Tribunal.

X. Le seul cas où le Procureur-Impérial soit le maître de requérir, ou de ne pas requérir qu'il soit informé, de traduire, ou de ne pas traduire directement le prévenu à la police correctionnelle, est celui où il acquiert la connaissance du délit, par une autre voie que celle de la plainte ou de la dénonciation; c'est à lui, pour lors, qu'il appartient de peser, dans sa sagesse, toutes les circonstances, afin de ne soumettre à la Chambre du Conseil, et de ne traduire devant le Tribunal correctionnel, que les personnes contre lesquelles il s'élève réellement des préventions suffisantes de crimes ou de délits.

Mais si le Procureur-Général a donné l'ordre au Procureur-Impérial de suivre, cet ordre tient lieu de plainte ou de dénonciation, et le Procureur-Impérial ne peut se dispenser de requérir qu'il en soit informé, ou de traduire directement le prévenu à la police correctionnelle. (Art. 27.)

XI. Dans le cas d'incompétence, le Juge d'instruction n'est pas tenu de faire son rapport de l'affaire à la Chambre du Conseil; il doit renvoyer d'office devant le Juge d'instruction compétent. (Art. 69.)

ARTICLE CXXVIII.

Si les Juges sont d'avis que le fait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé, il sera déclaré qu'il n'y a pas lieu à poursuivre; et si l'inculpé avait été arrêté il sera mis en liberté.

OBSERVATIONS.

I. Le premier point sur lequel doit porter l'examen de la Chambre du Conseil, est

celui de savoir si le fait dénoncé est de nature à constituer un crime, un délit, ou une contravention : car, si la prévention ne portait pas sur un fait de cette nature, il deviendrait inutile de rechercher dans l'instruction, s'il existe des charges contre l'inculpé.

II. Il importe, dès-lors, que la Chambre du Conseil soit parfaitement instruite de tout ce qui peut constituer un crime, un délit ou une contravention ; et pour cela, qu'elle ait fait une étude particulière du Code pénal et des autres lois de la matière : car l'art. 484 de ce Code confirme, pour tout ce qui ne s'y trouve pas réglé, les dispositions des lois et des réglemens qui étaient en vigueur lors de sa publication ; c'est-à-dire, des lois et réglemens spéciaux auxquels il n'avait pas été dérogé, soit d'une manière expresse, soit d'une manière indirecte, ou qui ne seraient pas tombés en désuétude.

Nous reviendrons sur cette question importante, dans nos observations sur l'article 212.

III. Le Code pénal porte, article premier :

« L'infraction que les lois punissent des peines de police, est une *contravention*. »

« L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles, est un *délit*. »

« L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante, est un *crime*. »

Il ne suffit donc pas qu'une action soit mauvaise en soi, pour constituer un crime, un délit, une contravention ; il faut que cette action soit prévue et mise au rang des crimes, des délits ou des contraventions, par une loi en vigueur à l'instant de la mise en activité du Code pénal, et promulguée avant l'action reprochée au prévenu (*Art. 4 du même Code.*)

IV. Les art. 7, 8, 9, 10 et 11, *ibid.* déterminent quelles sont les peines qui doivent être appliquées aux *crimes* et aux *délits*.

Le Code d'instruction criminelle avait déterminé d'avance, dans son art. 137, celles qui doivent l'être aux simples *contraventions*.

De sorte qu'en rapprochant la peine prononcée par la loi, du fait imputé au prévenu, il est facile de s'assurer si ce fait constitue réellement un crime, un délit ou une contravention, et quelle en est la nature.

V. Lorsque la Chambre du Conseil s'est assurée que le fait dont le prévenu est inculpé, constitue vraiment un crime, un délit ou une contravention, elle doit examiner s'il existe dans la procédure des *charges suffisantes* pour que le prévenu puisse en être présumé l'auteur ou le complice.

Nous disons, *charges suffisantes*, quoique l'art. 128 se serve seulement de ces mots, *s'il n'existe aucune charge* : car il pourrait s'en trouver de si légères, et tellement combattues par les circonstances et la moralité du prévenu, que ce serait une vexation de le faire poursuivre sur des présomptions de cette espèce.

Telle n'a pu être l'intention du Législateur.

Ce que dit l'art. 128 doit donc être entendu d'une *véritable charge* dont l'appréciation est laissée à la sagacité de la Chambre du Conseil.

Il était impossible de préciser toutes les charges qui peuvent résulter de l'instruction.

VI. Mais il suffit qu'il y ait des *charges*, c'est-à-dire, des *indices* et des *présomptions* capables d'établir un *soupçon raisonnable de culpabilité*, pour que la Chambre du Conseil doive renvoyer l'affaire et le prévenu à la Chambre d'accusation.

VII. Si des indices suffisent pour faire renvoyer le prévenu devant la Chambre d'accusation, il en faut de *graves* pour faire mettre le prévenu en accusation; et les présomptions, quelque fortes qu'elles soient, ne peuvent autoriser la condamnation de l'accusé.

Il faut une conviction *complète* pour faire prononcer la condamnation, et elle ne peut l'être lorsqu'elle ne se trouve fondée que sur de simples indices, que sur de simples présomptions, quelque imposantes qu'elles puissent être.

Nous établirons ce principe dans nos observations sur l'art. 342; mais nous pouvons dire d'avance, qu'il doit résulter des présomptions qui se réunissent contre l'accusé, l'*impossibilité* qu'il ne se soit pas rendu coupable du crime ou délit qui lui est reproché, pour qu'il puisse être condamné : car cette impossibilité seule peut opérer la *conviction*.

VIII. Lorsque la Chambre du Conseil a déclaré *n'y avoir lieu à suivre*, elle doit donner l'ordre de mettre le prévenu en liberté, et la liberté, dans ce cas, n'est pas simplement *provisoire*; le prévenu n'est tenu ni de faire la soumission de se représenter, ni de donner caution.

IX. La déclaration qu'il n'y a lieu à suivre ne peut être faite qu'à l'*unanimité*, lorsque la prévention porte sur un *crime*. (Art. 133.)

Lorsqu'il n'y a pas unanimité, l'affaire doit être renvoyée à la Chambre d'accusation, et le prévenu doit être mis sous le poids d'une ordonnance de prise de corps. (Art. 133 et 134.)

X. Le prévenu qui a obtenu sa liberté, par suite de la déclaration de la Chambre du Conseil, portant qu'il n'y a lieu à suivre, ne peut cependant en obtenir l'effet que quand il s'est écoulé vingt-quatre heures, sans qu'il y ait eu opposition à sa mise en liberté, de la part du Procureur-Impérial ou de celle de la partie civile. (Art. 135.)

Quelques Jurisconsultes prétendent que l'opposition n'est pas recevable de la part du plaignant, ni de celle du Ministère public, si le prévenu, à l'égard duquel il a été déclaré n'y avoir lieu à suivre, en vertu de l'art. 128, n'était pas en arrestation,

lorsque l'ordonnance a été rendue, et ils se fondent sur les termes de l'art. 135, qui n'autorise l'opposition que dans les vingt-quatre heures, *à compter du jour de l'ordonnance de mise en liberté.*

Cette proposition est insoutenable : l'article 135 autorise d'une manière générale l'opposition aux ordonnances rendues conformément à l'article 128 ; et si dans la suite de l'article il est dit que le délai de l'opposition courra du jour de l'ordonnance de mise en liberté, c'est que, d'une part, cette disposition est commune aux articles 128, 129 et 131, et que, d'autre part, c'est toujours une ordonnance de mise en liberté que rend la Chambre du Conseil, dans le cas de l'art. 128, quoique l'inculpé ne soit pas actuellement en arrestation, puisque la conséquence nécessaire d'une semblable ordonnance, est que l'inculpé ne pourra être incarcéré à raison du fait qui lui est imputé.

XI. Mais ne reste-t-il aucun moyen de revenir contre l'ordonnance de mise en liberté, rendue par la Chambre du Conseil, dans le cas des articles 128, 129 et 131, lorsqu'il n'y a pas été formé opposition dans le délai ?

Il n'en reste aucun à la partie civile ; mais quant au Ministère public, il faut distinguer le cas où la Chambre du Conseil a motivé son ordonnance de mise en liberté, sur ce qu'il n'existe pas des charges suffisantes contre le prévenu, du cas où elle ne s'est décidée que dans la supposition que le fait reproché au prévenu, ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention.

Dans la seconde hypothèse, c'est-à-dire, lorsque la Chambre du Conseil a déclaré n'y avoir lieu à suivre, parce qu'il n'existe aucune prévention de crime, de délit ou de contravention, l'ordonnance rendue par la Chambre du Conseil, ayant acquis le caractère d'un Jugement en dernier ressort par défaut d'opposition, le prévenu doit être mis définitivement en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause : ce que nous établirons dans un instant.

Mais aucun article du Code ne portant que le prévenu, en faveur duquel la Chambre du Conseil a déclaré n'y avoir lieu à suivre, pour n'avoir pas trouvé dans l'instruction des présomptions suffisantes de culpabilité, ne pourra être repris pour raison du même fait, dans le cas de survenance de nouvelles charges, sa liberté lui sera-t-elle assurée, de manière que l'ordonnance dont il s'agit devra être pour lui un brevet d'impunité ?

Une pareille ordonnance n'a jamais été considérée, ni pu l'être, comme ayant force de chose irrévocablement jugée, en ce sens, que s'il survenait de nouvelles charges, le prévenu ne pût être recherché et poursuivi.

Lorsque le Code d'instruction criminelle a autorisé la reprise des poursuites contre le prévenu, en faveur duquel il est intervenu arrêt de la Chambre d'accusation, portant qu'il n'y a lieu à suivre pour défaut de charges suffisantes, il a implicitement décidé que l'inculpé mis en liberté par ce motif, ou par un autre, n'est pas

342 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE:

sion de la Chambre du Conseil, pourra être également repris, s'il survient de nouvelles charges.

Ce serait, en effet, calomnier l'intention du Législateur, que de supposer qu'il a voulu accorder plus de faveur à l'ordonnance émanée de la Chambre du Conseil, qu'à l'arrêt rendu par la Chambre d'accusation.

Mais l'ordonnance de la Chambre du Conseil, doit être considérée comme ayant force de chose jugée, en cet autre sens, que les choses *demeurant en état*, il ne peut y avoir lieu à une nouvelle appréciation des preuves déjà déclarées insuffisantes.

Si le prévenu mis en liberté par ordonnance de la Chambre du Conseil, pouvait être remis en jugement pour le même fait, sans qu'il fût survenu de nouvelles charges, il se trouverait, chaque jour, exposé à être repris et jugé de nouveau : car, il n'y aurait pas plus de raison pour s'en tenir à la deuxième ordonnance, qu'il y en aurait eu pour s'en tenir à la première, et pas plus à la troisième qu'à la deuxième; ce qui irait à l'infini.

Jusqu'à la survenance de nouvelles charges, le prévenu doit donc jouir de sa liberté, l'ordonnance qui a déclaré n'y avoir lieu à suivre pour défaut de charges suffisantes, faisant disparaître provisoirement toute prévention.

XII. Sous le second rapport, c'est-à-dire, lorsque la Chambre du Conseil s'est décidée par le motif que le fait imputé au prévenu ne constitue ni un crime, ni un délit, ni une contravention, la question semble présenter plus de difficulté.

On conçoit difficilement, en effet, comment le recours en cassation étant recevable contre l'arrêt rendu par la Chambre d'accusation, qui a prononcé la mise en liberté de l'accusé, d'après un pareil motif, il ne le serait pas contre l'ordonnance de mise en liberté rendue par la Chambre du Conseil, d'après les mêmes considérations.

Si l'un des jugemens mérite plus de confiance, c'est nécessairement celui qui est prononcé par cinq Juges de la Cour Impériale, plutôt que l'ordonnance émanée de la Chambre du Conseil, qui peut n'avoir été composée que de trois Juges du Tribunal de première instance.

XIII. Cependant, il doit en être ainsi d'après les dispositions du Code d'instruction criminelle : l'art. 407 n'autorise le recours en cassation que contre les arrêts et jugemens rendus en dernier ressort; et les ordonnances de la Chambre du Conseil ne sont pas de cette nature, puisque *l'opposition* en est *recevable*, et que cette opposition devant être portée à la Cour Impériale, n'est qu'un véritable *appel*.

Le délai de l'opposition expiré, un pareil jugement peut bien être attaqué en cassation, *dans l'intérêt de la loi*, sur l'ordre formel qu'en donne le Grand-Juge, Ministre de la Justice, en conformité de l'art. 441 du Code d'instruction criminelle; mais, comme il ne peut l'être que dans l'intérêt de la loi, le prévenu n'en devra pas moins jouir du bénéfice de l'ordonnance qui aura prononcé sa mise en liberté, qu'on-

que la même faveur ne lui fût pas accordée, si sa mise en liberté avait été prononcée par la Chambre d'accusation, et que le recours en cassation eût été formé dans le délai utile.

XIV. Mais, comme ce ne serait que par la négligence du Procureur-Impérial, que l'ordonnance de la Chambre du Conseil aurait passé en force de chose jugée, et que, si le Procureur-Général commettait la même faute, en laissant passer le délai de se pourvoir en cassation contre l'arrêt rendu par la Chambre d'accusation, le prévenu serait définitivement libéré, il y a dans l'un et dans l'autre cas, même raison de décider; la fin de non-recevoir serait irrévocablement acquise à l'accusé.

XV. Ne serait-ce pas néanmoins tomber dans l'inconvénient que le Code d'instruction a voulu éviter, en rapportant les dispositions de la loi du 7 pluviôse an 9, qui réputait chose jugée, ce qui avait été décidé sur la compétence, par l'ordonnance du Directeur du Jury, lorsqu'elle se trouvait conforme aux réquisitions du Magistrat de sûreté?

Ce ne sera plus, il est vrai, l'opinion de deux seules personnes qui fera la loi; mais l'intention du Législateur n'a pas plus été de laisser à trois personnes qu'à deux une aussi grande latitude de pouvoir, puisqu'il ne l'a pas même accordée à la Chambre d'accusation, toujours composée au moins de cinq Juges.

Mais l'ordonnance que rendaient, de concert, le Directeur du Jury et le Magistrat de sûreté, n'était sujette à aucun recours, tandis que celle qui émane de la Chambre du Conseil, est susceptible d'opposition, et que l'arrêt de la Chambre d'accusation peut être attaqué par la voie du recours en cassation.

XVI. Le Procureur-Impérial qui n'aurait pas formé opposition, dans le délai, à l'ordonnance rendue par la Chambre du Conseil, portant qu'il n'y a lieu à suivre, sur le motif que le fait imputé au prévenu ne constitue ni un crime ni un délit, lorsqu'il en constitue réellement un, compromettrait sa responsabilité morale, et il pourrait en être blâmé par le Procureur-Général; mais cela ne pourrait réparer le mal qui résulterait de sa négligence.

Cela ne pourrait non plus couvrir le scandale qui résulterait de ce qu'un coupable aurait échappé au glaive de la Justice, et de ce qu'il y aurait échappé pour toujours.

XVII. Ces considérations sont importantes; mais elles ne peuvent suffire pour autoriser, dans l'état actuel de notre législation, le recours en cassation contre l'ordonnance de la Chambre du Conseil, contre laquelle il n'a pas été formé opposition dans le délai.

Le Code a ménagé un moyen de se pourvoir contre les ordonnances émanées de la Chambre du Conseil, comme il en a ménagé un pour recourir contre les arrêts émanés de la Chambre d'accusation; et il a fait en cela tout ce qu'il devoit faire.

Il n'y a donc pas d'imprévoyance à lui reprocher; le Législateur a dû compter

sur l'activité et sur le zèle des Officiers du Ministère public, à qui il a confié la recherche et la poursuite des crimes.

XVIII. Mais si la Cour de cassation pensait autrement, et si elle jugeait le recours recevable, quel serait le délai dans lequel il devrait être exercé ?

Serait-il de trois jours ?

Ne serait-il que de vingt-quatre heures ?

Le Procureur-Général ne pourrait avoir un délai plus long que le Procureur-Impérial : car, lorsque le Code a entendu donner au Procureur-Général un plus long délai que celui qu'il accordait au Procureur-Impérial, il s'en est expliqué d'une manière expresse, ainsi qu'il l'a fait en l'art. 205.

XIX. Le délai légal du recours en cassation, est celui de trois jours. (*Article 373.*)

On ne trouve dans le Code que deux exceptions à cette règle générale :

La première, dans les art. 296 et 298, qui l'étendent à cinq jours, lorsqu'il porte sur l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises, et de mise en accusation.

La deuxième, dans l'art. 374, qui le réduit à vingt-quatre heures lorsqu'il porte sur un jugement d'acquit ou d'absolution.

Ce sont des exceptions au droit commun qui doivent être renfermées dans les bornes que le Code a tracées. Elles ne peuvent être étendues, par induction, d'un cas à un autre ;

Et une ordonnance de mise en liberté, fondée sur ce que le fait imputé au prévenu, ne constitue ni un crime, ni un délit, ni une contravention, n'est pas un véritable jugement d'*acquit* ni d'*absolution* ;

D'ailleurs, l'art. 374 ne s'occupe que des arrêts rendus par les Cours d'Assises, et les art. 296 et 298 ne s'appliquent qu'aux arrêts de mise en accusation :

D'où il faut en conclure que l'art. 373 serait le seul à consulter dans l'espèce donnée.

Le Procureur-Général et le Procureur-Impérial auraient donc trois jours francs pour déclarer leur recours, à compter du jour de l'expiration du délai de l'opposition, si le recours était autorisé contre les ordonnances de mise en liberté émanées de la Chambre du Conseil ; mais ils n'auraient que ce délai de trois jours.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 7 juin 1811, sur le recours du Procureur-Général, contre une ordonnance émanée d'une Chambre d'accusation qui avait déclaré n'y avoir lieu à suivre, attendu qu'il n'existait ni crime, ni délit, ni contravention dans le fait imputé au prévenu.

Mais l'arrêt jugea en même temps que le délai ne devait courir que du jour que le Procureur-Général avait eu la connaissance officielle de l'ordonnance émanée de la Chambre d'accusation, toujours rendue *en son absence*, ce qui ne pourrait

convenir au recours fait contre une ordonnance émanée de la Chambre du Conseil, puisque cette ordonnance est rendue en la *présence* du Procureur-Impérial, qui en acquiert à l'instant même la connaissance officielle.

XX. Lorsque la partie civile a laissé passer le délai de l'opposition qui lui est réservée par l'art. 135 du Code d'instruction criminelle, est-elle recevable à revenir par action nouvelle, devant les Tribunaux civils ?

Oui, répond-on, attendu que la Chambre du Conseil n'a eu à examiner que le point de savoir si le fait constitue un crime ou un délit prévu par la loi, et s'il y a contre le prévenu des présomptions suffisantes de culpabilité; ce qui ne peut priver la partie civile, quelle qu'elle ait été la manière de voir de la Chambre du Conseil, du droit de former demande au civil, en paiement de ses dommages-intérêts.

Pour l'établir, on soutient que l'instruction qui a eu lieu devant la Chambre du Conseil n'a pas constitué une véritable instance, et comme la faculté de se pourvoir en pareil cas, par action civile, ajoute-t-on, ne serait pas refusée à la partie civile, si la Chambre d'accusation avait déclaré n'y avoir lieu à suivre, il ne pourrait y avoir aucun motif de le juger autrement, lorsque la même déclaration aurait été faite par la Chambre du Conseil.

S'il en était ainsi, ceux qui professent cette opinion auraient raison; mais où cela se trouve-t-il écrit dans le Code d'instruction criminelle ?

Celui qui se prétend lésé par un délit a le choix de deux actions; l'action criminelle et l'action civile : lorsqu'il a pris l'une, il faut qu'il s'y tienne.

Avant d'exercer son action, il doit peser les avantages et les inconvénients de l'une et de l'autre.

S'il a fait un mauvais choix, il ne peut l'impûter qu'à lui-même.

Quoi qu'on en dise, rendre plainte et se rendre partie civile, c'est exercer une action; et déclarer, sur la plainte, qu'il n'y a lieu à suivre, c'est juger le mérite de cette action.

ARTICLE CX XIX.

S'ils sont d'avis que le fait n'est qu'une simple contravention de police, l'inculpé sera renvoyé au Tribunal de police, et il sera remis en liberté s'il est arrêté.

Les dispositions du présent article et de l'article précédent ne pourront préjudicier aux droits de la partie civile ou de la partie publique, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

OBSERVATIONS.

I. Il résulte clairement de la disposition de cet article, que lorsque le prévenu n'est inculqué que d'une contravention de police, il ne peut être retenu en arrestation; de sorte qu'il n'a pas besoin de donner caution pour obtenir sa liberté.

II. Cependant, les condamnations prononcées pour simples contraventions de police, peuvent emporter la peine de l'emprisonnement ; mais le prévenu ne peut être retenu *éventuellement* sous le poids d'un mandat de dépôt ou d'arrêt.

S'il est contraignable par corps au paiement des sommes adjugées ; il ne peut être constitué prisonnier qu'en exécution du jugement qui a prononcé sa condamnation.

III. Lorsque nous ayons observé, sur l'art. 128, que la seconde disposition de l'art. 129, par laquelle il est dit que la mise en liberté du prévenu, dans les cas prévus par ces deux articles, ne peut préjudicier aux droits de la partie publique et de la partie civile, cela doit être entendu dans ce sens que *l'opposition* leur est réservée, à la charge de la former dans les vingt-quatre heures ; de sorte que, pendant ces vingt-quatre heures, il doit être sursis à la mise en liberté du prévenu. (Art. 136.)

La loi a bien voulu conserver les droits de la partie civile, mais non lui fournir un moyen de vexation qui ne peut être justifié dans aucun cas.

IV. Pour s'assurer si le délit reproché au prévenu n'est qu'une simple contravention de la compétence du Tribunal de police, la Chambre du Conseil n'a qu'à rapprocher l'art. 137 du Code d'instruction criminelle, des dispositions de l'art. 464 et suivans du Code pénal.

V. Les confiscations particulières que la loi autorise en certains cas ne font pas sortir les contraventions auxquelles elles se rattachent de la compétence des Tribunaux de police. (Art. 470 du Code pénal.)

La quotité de l'indemnité qui peut être due à la partie civile ne peut changer non plus la nature du fait imputé au prévenu.

VI. Mais lorsqu'il est intervenu un jugement de renvoi au Tribunal de police, par la Chambre du Conseil, et que ni la partie publique, ni la partie civile ne se sont pas opposées à la mise en liberté du prévenu, le Tribunal de police est-il saisi de manière à ce qu'il doive nécessairement retenir la connaissance de l'affaire, lors même qu'il reconnaîtrait que le délit constituerait un crime ou un véritable délit ?

Non ; ce serait aller contre le but de son institution, et violer les règles de sa compétence. (Arrêt du 27 juin 1811.)

Que doit donc faire, en pareil cas, le Tribunal de police ?

Doit-il renvoyer au Juge d'instruction, ou doit-il se borner à déclarer son incompétence ?

Cela dépend des circonstances.

Si l'affaire n'a pas changé de nature, c'est un conflit négatif qui s'établit entre le Tribunal de police et la Chambre du Conseil.

Le Tribunal de police doit alors se borner à déclarer, purement et simplement, son incompétence.

Au contraire, si le fait, qui n'était réellement qu'une contravention de police, d'après la première instruction, a pris dans la nouvelle, le caractère d'un délit, le Tribunal de police peut faire le renvoi de l'affaire au Juge d'instruction, pour instruire d'après les derniers errements.

Cependant la voie la plus régulière, celle qui présente le moins d'inconvéniens, est d'établir le conflit : car, la Chambre du Conseil pourrait voir encore comme la première fois; ce qui donnerait lieu à un nouveau renvoi au Tribunal de police, et à une involution de procédure inutile.

VII. Lorsque le conflit est établi, à quelle autorité faut-il s'adresser pour faire juger la compétence?

Le livre II, titre V, Chapitre premier du Code d'instruction criminelle, art. 526 et 540, s'occupe des réglemens de Juges, dans le cas de conflit proprement dit; c'est-à-dire, lorsque deux Cours ou Tribunaux se trouvent concurremment saisis de l'instruction de la même affaire.

Mais aucun article du Code n'a prévu le cas du conflit *négatif*; c'est-à-dire, de celui qui s'établit entre deux autorités judiciaires qui, s'étant trouvées simultanément ou successivement saisies, se sont l'une et l'autre déclarées incompétentes.

La Jurisprudence a assimilé ces deux genres de conflits, attendu que, dans les deux cas, il est également nécessaire de décider à laquelle des deux autorités doit rester l'instruction et le jugement.

VIII. L'art. 526 porte qu'il y aura lieu à règlement de Juges, par la Cour de cassation, en matière criminelle, correctionnelle et de police, lorsque des Cours, Tribunaux ou Juges d'instruction, ne ressortissant point les uns aux autres, seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, ou de la même contravention.

L'art. 540 déclare que, quand deux Juges d'instruction ou deux Tribunaux de première instance, établis dans le ressort de la même Cour Impériale, se trouvent saisis de la connaissance du même délit, ou de délits connexes, les parties doivent se pourvoir devant cette Cour.

Il déclare que le règlement de Juges doit être fait par le Tribunal de première instance du ressort, lorsque le conflit est établi entre deux Tribunaux de police du même arrondissement.

Ni l'un ni l'autre de ces articles ne s'occupe de l'espèce de conflit qui peut s'établir entre la Chambre du Conseil et un Tribunal de police qui se déclarent l'un et l'autre incompétens; mais on y trouve les principes généraux d'après lesquels il est facile de suppléer à leur silence.

- Il en résulte que, si les Tribunaux saisis ressortissent à la même Cour, ou au

même Tribunal, c'est à cette Cour ou à ce Tribunal qu'il faut s'adresser, et que, s'ils n'en relèvent pas, le conflit doit être porté à la Cour de cassation.

Et, comme dans l'espèce d'un conflit établi entre la Chambre du Conseil, qui a renvoyé au Tribunal de police de son arrondissement, et le Tribunal de police auquel a été fait le renvoi, les deux Tribunaux se trouvent dans le ressort de la même Cour Impériale, il faut en conclure que c'est à la Cour Impériale à juger le conflit, quoiqu'à proprement parler, le Tribunal de police n'y ressorte pas, puisque, dans aucun cas, la Cour Impériale ne peut connaître des jugemens émanés des Tribunaux de police, et que la Chambre du Conseil n'y ressorte que sous le rapport de l'opposition qui peut être formée aux ordonnances de mise en liberté.

Mais l'art. 540 n'exige pas, pour établir la compétence des Cours Impériales, en matière de conflit, que les Tribunaux saisis leur soient subordonnés.

Il exige simplement qu'ils soient établis dans le ressort de la même Cour, tandis que l'article 526 ne donne compétence à la Cour de cassation, pour juger les conflits, que quand les deux Tribunaux ou Juges saisis ne relèvent pas les uns aux autres.

IX. Si le conflit s'établissait entre la Chambre d'accusation et un Tribunal de police, ce serait nécessairement à la Cour de cassation à en connaître : car la Cour Impériale ne pourrait rester Juge dans sa propre cause.

X. Sur le conflit, l'instruction doit être sommaire, quel que soit la Cour ou le Tribunal qui soit appelé à y prononcer. (*Art. 525.*)

ARTICLE CXXX.

Si le délit est reconnu de nature à être puni par des peines correctionnelles, le prévenu sera renvoyé au Tribunal de police correctionnelle.

Si, dans ce cas, le délit peut entraîner la peine d'emprisonnement, le prévenu, s'il est en arrestation, y demeurera provisoirement.

OBSERVATIONS.

I. Ce que nous venons de dire sur l'article précédent, s'applique naturellement au cas où il s'établirait un conflit négatif entre la Chambre du Conseil et le Tribunal correctionnel.

II. Si le prévenu est en arrestation, et que le fait, par sa nature, puisse donner lieu à la peine de l'emprisonnement, l'art. 130 décide qu'il demeurera provisoirement incarcéré; d'où il suit, que si le fait reproché au prévenu ne peut emporter la peine

d'emprisonnement, il doit être mis en liberté, ce qui est, d'ailleurs, textuellement décidé par l'art. 131.

III. Mais de ce que l'art. 130 porte que le prévenu qui sera en arrestation, y demeurera provisoirement, lorsque le délit qui lui est imputé peut emporter la peine de l'emprisonnement, il ne s'ensuit pas que le prévenu arrêté soit non-recevable à réclamer sa liberté provisoire, en offrant de donner une caution solvable.

Ce serait mal saisir le sens de cet article, que de lui donner une autre interprétation ; elle contrarierait les dispositions de l'art. 114, puisque cet article autorise les Cours et Tribunaux à accorder au prévenu sa liberté provisoire, en tout état de cause, lorsque le délit qui lui est imputé n'emporte pas peine afflictive ou infamante, lorsqu'il n'est pas de la classe des vagabonds ou repris de Justice, et s'il n'a pas laissé contraindre sa caution au paiement de son cautionnement.

IV. Si le prévenu renvoyé à la police correctionnelle, pour un délit emportant la peine de l'emprisonnement, n'a pas été mis en état de mandat de dépôt ni d'arrêt, avant l'ordonnance de renvoi prononcée par la Chambre du Conseil, peut-il être mis en arrestation, et s'il peut y être mis, à quelle autorité appartient-il de décerner contre lui le mandat nécessaire ?

Si la Chambre du Conseil s'était bornée à prononcer un simple renvoi de l'affaire à la police correctionnelle, sans ordonner, qu'en conséquence, il serait délivré mandat de dépôt ou d'arrêt contre le prévenu par le Juge d'instruction, notre avis serait qu'il ne pourrait être décerné aucun mandat contre lui : le Juge d'instruction se trouverait dépouillé par l'ordonnance de renvoi, et aucun autre Magistrat n'aurait le droit de décerner ce mandat.

Mais rien ne s'opposerait à ce qu'en prononçant le renvoi de l'affaire à la police correctionnelle, la Chambre du Conseil ordonnât que le prévenu y serait traduit en état de mandat de dépôt ou d'arrêt, et qu'à cet effet, il en serait décerné un par le Juge d'instruction : car la Chambre du Conseil aurait pu l'ordonner par un préalable, avant de rendre son ordonnance définitive, et ce qu'elle aurait pu faire par une ordonnance préalable, elle peut également le faire par son ordonnance définitive.

ARTICLE CXXXI.

Si le délit ne doit pas entraîner la peine de l'emprisonnement, le prévenu sera mis en liberté, à la charge de se représenter, à jour fixe, devant le Tribunal compétent.

OBSERVATIONS.

I. Nous venons de faire remarquer la différence qui existe entre le cas où le délit, dont est prévenu l'inculpé, peut emporter la peine de l'emprisonnement, et celui où

il ne peut emporter que celle de l'amende, en observant que l'arrestation du prévenu doit être maintenue dans le premier cas, tandis que dans le second, sa liberté doit lui être accordée, lors même qu'il ne la demanderait pas, et sans qu'il puisse être exigé de lui aucune caution.

C'est le résultat nécessaire des articles 130 et 131 rapprochés et combinés.

II. Mais ce n'est toujours, même dans ce dernier cas, qu'une liberté *provisoire* qui est accordée au prévenu : car s'il n'est pas exigé de lui qu'il donne caution, il lui est enjoint de se représenter, à jour fixe, devant le Tribunal indiqué par l'ordonnance de renvoi ; de sorte qu'à défaut de se représenter conformément à cette ordonnance, le prévenu pourrait être de nouveau constitué prisonnier ; mais ce ne peut être, alors, qu'en vertu d'un jugement rendu par le Tribunal saisi.

III. La nouvelle arrestation du prévenu qui ne s'est pas représenté au jour indiqué, ne le rend pas non-recevable à solliciter sa liberté provisoire, *sous caution* : aucun article du Code ne le lui interdit ; et l'art. 126 ne prononce la déchéance d'une pareille demande, que pour le cas où le prévenu aurait laissé contraindre sa caution au paiement de son cautionnement, exception qui doit être renfermée dans son objet, comme les exceptions de toute nature.

Ille doit même l'être plus particulièrement dans l'espèce donnée que dans toute autre, à raison de la généralité des termes de l'art. 114, qui porte qu'en tout état de cause, le prévenu pourra demander sa liberté provisoire.

Mais en disant qu'il pourra la demander en tout état de cause, l'art. 114 ajoute que ce sera lorsqu'elle sera demandée avec soumission de donner *caution* solvable ; d'où naît la question de savoir si le prévenu réintégré en arrestation, pour ne s'être pas représenté à jour fixe, peut réclamer de nouveau sa mise en liberté provisoire, sans offrir de caution, en prenant seulement l'engagement de se représenter.

Cette question doit se résoudre contre le prévenu qui, ayant abusé de sa liberté, ne peut être recevable à la réclamer de nouveau sur sa simple parole ; c'est déjà bien assez qu'il lui soit permis d'user du bénéfice accordé par l'art. 114, de solliciter sa mise en liberté provisoire, *sous caution*.

IV. Si le prévenu était un vagabond ou un repris de Justice, la disposition de l'art. 131 ne lui serait pas applicable : car l'art. 115 ne permet pas que, dans *aucun cas*, les individus de cette classe puissent être mis en liberté provisoire ; de sorte que le délit qui lui serait reproché, n'emporterait pas la peine de l'emprisonnement, qu'il ne pourrait être mis en liberté à la charge de se représenter.

V. Quoique la mise en liberté du prévenu ne puisse lui être refusée dans le cas de l'art. 131, et qu'elle ne soit pas simplement facultative comme dans celui de l'art. 114, la partie civile et le Procureur - Impérial n'en ont pas moins le droit de former opposition à l'ordonnance qui l'a prononcée, en se conformant à ce que prescrit l'art. 135 qui rappelle nommément l'article 131.

Mais l'opposition ne pourrait être fondée qu'autant que le prévenu serait un *vagabond ou un repris de Justice*, ou que le délit qui lui serait imputé fût de nature à emporter la peine de l'emprisonnement.

VII. Il n'y aurait pas motif suffisant de s'opposer à la mise en liberté provisoire du prévenu, dans le cas prévu par l'art. 131, lors même qu'il n'offrirait aucune ressource pour le recouvrement de l'amende, de l'indemnité et des frais, sauf l'exécution du Jugement à intervenir par la voie de la contrainte par corps.

VII. L'art. 131 n'exige pas, comme le fait l'art. 124, que le prévenu mis en liberté, parce que le titre de l'accusation n'est pas de nature à emporter la peine de l'emprisonnement, fasse élection de domicile dans le lieu où siège le Tribunal saisi, ce qui aurait été sans objet : car il n'y a pas de nouvelle signification à lui faire, puisque l'ordonnance de la Chambre du Conseil qui lui est notifiée dans la maison d'arrêt, a dû nécessairement porter l'indication du jour auquel il lui est enjoint de se représenter.

ARTICLE CXXXII.

Dans tous les cas de renvoi, soit à la police municipale, soit à la police correctionnelle, le Procureur-Impérial est tenu d'envoyer dans les vingt-quatre heures au plus tard, au greffé du Tribunal qui doit prononcer, toutes les pièces, après les avoir cotées.

OBSERVATIONS.

I. Les vingt-quatre heures dans lesquelles le Procureur-Impérial doit faire l'envoi des pièces au Tribunal indiqué, ne commencent à courir que du jour de l'expiration du délai accordé par l'art. 135, pour former opposition à l'ordonnance de mise en liberté ; c'est-à-dire, après les vingt-quatre heures de sa date, si le Ministère public est seule partie au procès ; mais seulement après les vingt-quatre heures à compter du jour de la signification de l'ordonnance à la partie civile, lorsque celle-ci s'est rendue partie jointe au Ministère public, et qu'elle a élu domicile au greffé du Tribunal saisi, dans le cas prévu par l'art. 68.

Nous verrons sur l'art. 135, si le délai de vingt-quatre heures court contre la partie civile comme contre le Procureur-Impérial, lorsqu'elle n'a pas fait élection de domicile dans le lieu où siège le Tribunal saisi, et qu'elle est domiciliée *hors* de l'arrondissement.

II. Le Procureur-Impérial doit se conformer exactement à la règle qui lui est prescrite par cet article.

Ce n'est pas une vaine formalité que celle de l'envoi des pièces sans retard au Tribunal indiqué.

Il importe au maintien de l'ordre public, que la répression des délits soit aussi prompt qu'il est possible; il importe au prévenu innocent ou coupable, d'être jugé sans délai, puisque, s'il est innocent, il ne doit pas rester sous le poids d'une précaution injuste, et que, s'il est coupable, sa peine ne doit pas être aggravée par une plus longue détention que celle qui est prescrite par la loi.

III. Cependant, lors même que le Procureur-Impérial aurait retardé de quelques jours l'envoi des pièces, le prévenu ne pourrait en tirer aucun avantage pour sa défense;

Mais le Procureur-Général devrait blâmer le Procureur-Impérial de sa négligence, et le Procureur-Impérial qui en contracterait l'habitude, devrait être suspendu et même destitué de ses fonctions.

IV. Il faut en dire de même du cas où le Procureur-Impérial négligerait de coter les pièces dont il ferait l'envoi au Tribunal indiqué.

Cette formalité, qui est de nouvelle institution, est d'un intérêt majeur, en ce qu'elle donne la certitude qu'aucune des pièces de l'instruction ne pourra être distraite, et que l'affaire sera vue, examinée et jugée d'après tous ses errements.

V. Le Législateur a attaché une telle importance à l'observation de cette formalité, qu'il n'en a pas confié l'exécution au Greffier, quoiqu'il ne fût question que d'une opération purement mécanique; il l'a chargé seulement de faire l'inventaire qui doit demeurer annexé aux pièces, au desir de l'art. 483 du Code d'instruction criminelle, qui a été déclaré commun à tous les envois de pièces, par l'art. 60 du décret impérial du 18 juin 1811.

VI. Le délai fixé par l'art. 132, ne s'applique qu'au cas de renvoi de l'affaire aux Tribunaux correctionnels et de simple police.

Dans celui de renvoi à la Cour Impériale, l'art. 133 exige seulement du Procureur-Impérial, qu'il transmette les pièces au Procureur-Général, dans un bref délai.

ARTICLE CXXXIII.

Si, sur le rapport fait à la Chambre du Conseil, par le Juge d'instruction, les Juges, ou l'un d'eux, estiment que le fait est de nature à être puni de peines afflictives ou infamantes, et que la prévention contre l'inculpé est suffisamment établie, les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit, et un état des pièces servant à conviction, seront transmis sans délai, par le Procureur-Impérial, au Procureur-Général de la Cour Impériale, pour être procédé ainsi qu'il sera dit au Chapitre des mises en accusation.

*Les pièces de conviction resteront au Tribunal d'instruction, sans que
qui sera dit aux articles 248 et 291.*

OBSERVATIONS.

I. Cet article contient une exception aux principes généraux, en ce qu'il fait prévaloir l'avis de la minorité sur celui de la majorité.

Mais il faut observer qu'il n'est pas question ici de prononcer une condamnation.

L'unique objet du Législateur a été de déférer à un examen plus approfondi le point de savoir si le prévenu doit être mis en accusation ; cette mesure présente le léger inconvénient de retenir en arrestation le prévenu quelques jours de plus, tandis qu'il pourrait en résulter de plus graves pour le maintien de l'ordre public, du renvoi d'un coupable dans la société.

II. Le Législateur n'a fait, néanmoins, prévaloir l'opinion de la minorité sur celle de la majorité, que dans la réunion de deux circonstances.

La première, si les Juges en minorité sont d'avis que le fait reproché au prévenu, constitue un crime de nature à faire punir son auteur de peines afflictives ou infamantes.

La deuxième, si la prévention est suffisamment établie.

Nous pensons, en conséquence, que cette double déclaration doit être consignée dans l'ordonnance de renvoi à la Chambre d'accusation : car, lorsqu'une formalité est exigée par la loi, et que la validité de l'acte auquel elle se rattache, dépend de son observation, il doit nécessairement être constaté qu'elle a été remplie.

III. Comme ce n'est qu'à raison de la gravité de l'inculpation, que l'art. 133 fait exception au droit commun, le Législateur n'a pas cru devoir étendre son application aux délits et aux contraventions.

Relativement aux délits et aux contraventions, c'est toujours la majorité qui fait la loi.

IV. Dans le cas de partage d'opinions en matière correctionnelle et de police, c'est la plus favorable à l'inculpé qui doit prévaloir : cela fut ainsi jugé le 27 juin 1811, sur le recours contre un arrêt par lequel une Cour Impériale avait déclaré y avoir partage dans le jugement à porter sur un appel en matière correctionnelle.

Cet arrêt s'applique naturellement aux ordonnances à rendre par les Chambres du Conseil et d'accusation : car, un partage d'opinions ne peut s'établir qu'en matière civile.

V. Dans le cas de renvoi à la Cour Impériale, pour prononcer sur la mise en accusation du prévenu, il ne doit être transmis par le Procureur Impérial au Procureur-Général, que les pièces de l'instruction, le procès-verbal constatant le corps

du délit, l'ordonnance de prise de corps décernée contre le prévenu, et un état des pièces de conviction, sauf l'envoi de ces pièces, lorsqu'il est requis. (*Art. 228 et 133.*)

VI. Mais lorsque le prévenu a été mis en accusation, toutes les pièces doivent être transmises à la Cour d'Assises ou spéciale, indiquée par l'arrêt de renvoi, sans qu'il soit besoin de jugement qui l'ordonne.

Cet envoi doit se faire dans les vingt-quatre heures, à compter du jour de la notification faite à l'accusé de l'arrêt qui a prononcé sa mise en accusation.

C'est alors qu'il doit être transféré à la maison de Justice, sur la réquisition du Procureur-Impérial faite au Commandant de la Gendarmerie. (*Art. 243.*)

VII. L'art. 133 ne renferme pas la même disposition que l'art. 132, relativement à la formalité de coter les pièces dont l'envoi est ordonné.

Mais plus l'affaire présente de gravité, et plus les précautions deviennent nécessaires.

Il suit de là que ce serait donner une fausse interprétation à l'article 132, que d'en restreindre l'application aux matières de police correctionnelle et de simple police.

Le Greffier doit y joindre un inventaire exact, ainsi que nous venons de le dire sous le N.º 5 de l'art. précédent.

VIII. Dans les articles que nous venons d'analyser, le Code d'instruction criminelle n'a pas prévu le cas où la connaissance des crimes et délits dont le Juge d'instruction aurait informé, appartiendrait à la Haute-Cour impériale, à la Cour de cassation, à une Cour prévôtale, à un Tribunal militaire ou à tout autre Tribunal d'exception; mais il résulte de l'art. 200, que si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la Haute-Cour impériale, ou à la Cour de cassation, il doit lui en être fait renvoi; ce qui doit recevoir son application aux Chambres du Conseil et à celles d'accusation.

Le Législateur ne pouvait exprimer la même disposition relativement aux Cours prévôtales qui n'étaient point encore établies, lorsque le projet du Code d'instruction criminelle fut converti en loi, mais la raison dit assez qu'un pareil renvoi doit lui être fait dans l'occasion.

Cependant, si les Cours d'Assises ou spéciales avaient prononcé sur un crime de la compétence des Cours prévôtales ou d'un autre Tribunal d'exception, par suite du renvoi de la Chambre d'accusation et sans qu'il y eût réclamation de la partie publique ni du prévenu, il n'y aurait pas lieu de prononcer la nullité de l'arrêt pour cause d'incompétence; c'est ce que jugea la Cour de cassation, le 30 mars 1811.

Des conspirateurs avaient été traduits devant la Cour spéciale de Pise, et ils avaient été condamnés à mort, sans réclamer leur renvoi devant la Haute-Cour impériale, en vertu de l'art. 101, n.º 2, du Sénatus-Consulte du 28 floréal an 12.

Ils s'étaient pourvus en cassation, et ils se fondaient sur la violation de cet article; mais leur recours fut rejeté, au rapport de M. Brillat-Savarin.

« Attendu que les demandeurs ayant été accusés d'un délit prévu par le Code pénal, » sont non-recevables à se plaindre d'avoir été jugés par la Justice criminelle ordinaire, dont la juridiction s'étend sur tous les citoyens. »

IX. Quant aux délits militaires, il était inutile de répéter dans le Code d'instruction criminelle, qu'ils devaient être jugés d'après des formes qui leur sont particulières, et par des Tribunaux spécialement établis pour les réprimer, puisque lo principe en était consigné dans l'art. 85 de la Constitution.

Mais quel est le caractère des délits militaires ? C'est, porte l'art. 3, titre premier de la loi du 3 pluviôse an 11, « Tout délit, de quelque nature qu'il soit, commis » pendant la guerre, à l'armée, ou dans les camps, cantonnemens ou garnisons » qu'elle occupe, par des individus qui la composent, qui y sont employés ou qui » sont attachés à sa suite. »

Mais dans le cas même de contravention aux lois militaires, s'il se trouvait des individus non militaires compromis dans l'instruction, l'affaire appartiendrait entièrement aux Tribunaux ordinaires. (*Loi du 22 messidor an 11, art. 2.*)

Lorsque cette loi a parlé des individus non militaires, c'est dans ce sens qu'ils ne remplissent pas des fonctions qui les assimilent aux militaires : car les employés aux armées et les personnes attachées à sa suite, sont justiciables, comme les militaires, des Tribunaux militaires. (*Loi du 13 brumaire an 1, art. 10.*)

Cette loi entre dans un détail très-circonstancié ; mais il faut encore consulter sur la question, un avis du Conseil d'Etat du 25 janvier 1807, relatif aux Gardes-magasins des vivres, même à ceux des places ouvertes de l'intérieur qu'il déclare devoir être assimilés aux militaires.

Le même avis du Conseil d'Etat porte que la compétence des Tribunaux militaires ne peut s'étendre aux délits commis par les habitans employés momentanément et par circonstance aux armées, sans commission du Ministre ou du Munitionnaire général.

X. Les Officiers, Sous-Officiers et Gendarmes, quoique militaires ne sont justiciables des Tribunaux militaires que pour des délits relatifs au service et à la discipline militaire ; ils le sont des Tribunaux ordinaires, pour tous les délits relatifs à la police générale et judiciaire. (*Art. 97 de la loi du 28 germinal an 11.*)

Les militaires de tous grades le sont également des Tribunaux ordinaires, à raison des contraventions qu'ils peuvent commettre aux lois générales qui obligent tous les habitans de l'Empire. (*Avis du Conseil d'Etat du 7 fructidor an 12.*)

XI. Les Tribunaux maritimes créés par le décret impérial du 12 novembre 1806, ont la même autorité sur les Marins ou individus réputés tels, que les Conseils de Guerre sur les troupes de terre et autres personnes attachées aux armées.

Leur compétence est même plus étendue : car ils doivent connaître de tous les

délits commis dans les ports et arsenaux, envers quelque personne que ce soit, lorsqu'ils sont relatifs, soit à leur police et sûreté, soit au service maritime.

Les équipages des bâtimens en armement, sont également soumis à leur juridiction, pour tous délits relatifs au service maritime, jusqu'au moment de la mise en rade et au désarmement, et même jusqu'au licenciement de l'équipage.

Les Tribunaux maritimes doivent connaître encore de l'évasion des forçats, contre toutes personnes qui peuvent en être les auteurs ou les complices; mais lorsque les forçats ou les complices de leur évasion sont étrangers au département, le Tribunal maritime est tenu de s'adjoindre, pour le jugement, deux membres du Tribunal de première instance du lieu où il est établi.

XII. Il ne faut pas confondre le cas de l'évasion des forçats, avec celui de la désertion des Marins, pour raison duquel un arrêté du Gouvernement, du premier floréal an 12, a établi des règles particulières.

Cet arrêté porte, art. 49, que les individus non attachés à la Marine, qui se rendent complices de la désertion d'un matelot, doivent être jugés par les Tribunaux ordinaires.

La Cour de cassation a en l'occasion de faire l'application de cet article dans une affaire assez remarquable pour mériter d'être rapportée.

Trois individus, dont deux attachés au service de la Marine, et un troisième qui y était étranger, étaient prévenus d'avoir favorisé la désertion de quelques matelots.

Traduits devant le Conseil de Guerre maritime spécial, créé par l'arrêté du premier floréal an 12, ils y furent déclarés coupables du crime qui leur était imputé; mais le Conseil ne leur appliqua aucune peine, attendu que d'après l'art. 49 de l'arrêté du premier floréal an 12, le prévenu non militaire n'était pas son justiciable; et que d'après les articles 47 et 48 du même arrêté, le Conseil de Guerre maritime n'était autorisé à prononcer des peines contre les individus attachés à la Marine, que dans le cas de désertion à l'étranger.

Il n'y avait pas eu recours contre le Jugement de la part des accusés, ni de celle du Ministère public; mais sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général près la Cour de cassation, il fut annullé, en ce qu'il avait déclaré la culpabilité des prévenus, sans leur avoir infligé aucune peine.

L'annulation du jugement ne pouvait faire la matière d'un doute sous ce rapport; car il était impossible de supposer que le Gouvernement eût autorisé le crime de désertion des marins à l'intérieur, en ne déclarant punissable que les auteurs du crime de désertion à l'étranger; et si le Conseil de Guerre ne se croyait pas compétent pour juger l'individu non-militaire traduit devant lui, il ne devait pas le déclarer convaincu; il devait renvoyer la cause entière, à son égard, devant les Tribunaux compétens.

Mais l'arrêt de cassation devait-il produire l'effet de remettre les prévenus

en jugement devant d'autres Tribunaux, soit pour leur faire l'application des peines qu'ils avaient encourues par leur délit, d'après la déclaration de culpabilité qui se trouvait dans le jugement annulé, soit pour faire juger de nouveau l'affaire.

Ce dernier parti ne pouvait être adopté : car, un accusé ne peut être recherché ni poursuivi pour le même fait à raison duquel il a été jugé, lorsqu'il n'y a pas eu recours dans le délai contre l'arrêt annulé sur le réquisitoire du Procureur-Général près la Cour de cassation.

Mais, dans l'espèce, il n'y avait eu que le fait de la culpabilité des accusés qui avait été jugé ; de sorte qu'il restait à faire prononcer sur l'application des peines au délit reconnu, et, pour cet effet, la Cour de cassation renvoya les deux *Marins*, devant un Conseil de Guerre maritime, autre que celui qui avait jugé, et l'*individu*, étranger à la marine, devant les Tribunaux ordinaires.

Cet arrêt fut rendu le 18 juillet 1811, au rapport de M. Rataud.

ARTICLE CXXXIV.

La Chambre du Conseil décrètera, dans ce cas, contre le prévenu ; une ordonnance de prise de corps, qui sera adressée avec les autres pièces au Procureur-Général.

Cette ordonnance contiendra le nom du prévenu, son signalement, son domicile, s'ils sont connus, l'exposé du fait et la nature du délit.

OBSERVATIONS.

I. Soit que la Chambre du Conseil déclare, à la majorité des voix, que le délit est de nature à emporter peine afflictive ou infamante, et que l'inculpé est suffisamment prévenu de l'avoir commis ;

Soit que la minorité de la Chambre, et même un seul des Juges, fasse une pareille déclaration, il doit être décerné une ordonnance de prise de corps contre le prévenu, lors même qu'il n'aurait pas encore été mis en mandat d'arrêt : car le mandat d'arrêt n'est plus de rigueur dans l'instruction des procès criminels.

Cette ordonnance doit être rendue par la Chambre du Conseil, et non par le Juge d'instruction, qui n'a plus, à cet égard, les mêmes attributions que le Code de brumaire an iv donnait au Directeur du Jury.

II. Quoiqu'il y ait ordonnance de prise de corps décernée contre le prévenu, sa mise en accusation n'en est pas une conséquence nécessaire, en quoi la nouvelle loi diffère également du Code de brumaire an iv.

353 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

La Chambre d'accusation de la Cour Impériale peut voir autrement que la Chambre du Conseil, sous le rapport de la nature du délit, comme sur le plus ou le moins de gravité des preuves produites à l'appui de l'accusation.

Si la majorité des membres de la Chambre d'accusation reconnaît que le délit reproché au prévenu n'est pas de nature à emporter peine afflictive ou infamante, ou qu'il ne s'élève pas contre lui des charges suffisantes, l'ordonnance de prise de corps décernée par la Chambre du Conseil, doit être considérée comme non avenue, et, par suite, le prévenu doit être mis en liberté ou renvoyé devant le Tribunal compétent.

Il suffit même, pour cela, qu'il y ait égalité de voix : car la disposition de l'art. 133 ne peut être appliquée hors du cas qu'il a prévu.

III. Ainsi, la rigueur des dispositions de l'art. 133 se trouve tempérée par le droit qu'accorde l'art. 134 à la Chambre d'accusation, de réformer la décision de la Chambre du Conseil, et de rendre la liberté à celui qui en a été momentanément privé.

IV. Ce nouveau mode, substitué à l'ancien, n'a rien d'aggravant pour le prévenu.

Si un seul Juge peut aujourd'hui rendre nécessaire le renvoi de l'affaire à la Chambre d'accusation, il en était déjà de même sous le régime du Code de brumaire an iv, qui donnait le pouvoir au Directeur du Jury seul de renvoyer l'affaire au Jury d'accusation, remplacé, dans le système actuel, par la Chambre d'accusation.

V. L'art. 134 détermine dans quelles formes doit être décernée l'ordonnance de prise de corps.

Elles sont les mêmes que sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Le prévenu doit y être désigné de la manière la plus claire qu'il est possible.

Son nom, son domicile, son signalement, doivent y être exprimés, lorsqu'ils sont connus.

L'ordonnance de prise de corps doit contenir l'exposé du fait, et le genre de crime imputé au prévenu.

VI. Si le nom, le signalement et le domicile du prévenu sont inconnus, ce qui arrive presque toujours lorsque le procès s'instruit par contumace, il ne suffirait pas que l'ordonnance de prise de corps fût décernée contre un individu quelconque, sans une désignation particulière qui suffit pour le faire connaître.

Une pareille ordonnance serait une arme perfide entre les mains de ceux qui voudraient en abuser.

Aussi la Cour de cassation a-t-elle toujours annulé, en pareil cas, les ma-

datés d'arrêt et les ordonnances de prise de corps, qui ne contenaient pas d'indications précises.

C'est ce qu'elle jugea notamment à mon rapport, le 9 pluviôse an x, en annulant une ordonnance de prise de corps, rendue contre un *quidam* Chasseur ou Hussard, et contre un *quidam* Canonnier.

VII. Lorsque le prévenu n'a pu être saisi, il faut rechercher dans la déposition des témoins, ce qu'ils ont pu dire de sa figure, de sa taille, de son âge présumé, de sa corpulence, de la manière dont il était vêtu, et consigner ces divers renseignements dans l'ordonnance de prise de corps.

S'il n'existait pas, dans les pièces du procès, de renseignements particuliers, assez positifs pour désigner suffisamment le prévenu, il ne pourrait, *en l'état*, être donné suite à l'affaire : car, pour constituer un procès criminel, il ne suffit pas qu'il y ait eu un crime commis, il faut nécessairement aussi qu'il y ait un individu prévenu de l'avoir commis.

VIII. Ainsi, il n'y aurait pas lieu à suivre contre un prévenu que l'ordonnance de prise de corps n'aurait indiqué que sous une dénomination générique; et il n'y aurait pas lieu non plus à suivre contre de prétendus complices, qui ne seraient désignés que sous cette qualification *et autres*. (*Arrêts des 27 et 29 brumaire an x.*)

De sorte que, quoique l'art. 134 ne prononce pas la nullité pour défaut d'observation des formalités qu'il prescrit, elle devrait néanmoins être prononcée dans ce cas, parce qu'elle résulte de la nature des choses.

IX. Mais en annulant l'ordonnance ainsi viciée, la Chambre d'accusation peut en décerner une plus régulière, et même ordonner une plus ample instruction devant elle, avant que de statuer sur la mise en accusation, ou de déclarer qu'il n'y a lieu à suivre. (*Art. 228, 231 et 234.*)

Lorsque la Chambre d'accusation rend elle-même l'ordonnance de prise de corps, elle doit y observer les mêmes formalités que celles prescrites par l'art. 134.

X. La Chambre d'accusation doit également annuler l'ordonnance de prise de corps décernée par la Chambre du Conseil, lors même qu'elle est revêtue de toutes les formalités requises, si le délit n'est pas de nature à emporter peine afflictive ou infamante.

XI. Si la Chambre d'accusation n'avait pas annulé l'ordonnance de prise de corps, dans le cas où elle aurait dû l'être, les Cours d'Assises et Criminelles seraient-elles autorisées à en prononcer l'annulation?

Sous l'empire du Code de Brumaire an iv, art. 325 et 326, le Commissaire du Gouvernement, près la Cour de Justice criminelle, devait, *avant les débats*, prendre

communication des pièces de la procédure, et mettre au bas de l'ordonnance de prise de corps, l'une de ces formules, *la loi autorise, ou la loi défend*.

Lorsqu'il apposait celle-ci, *la loi défend*, la Cour de Justice criminelle était tenue d'en délibérer, avant de présenter l'accusé aux débats.

Mais cette formalité préalable n'est plus exigée par le Code d'instruction criminelle, qui ne dit même nulle part que les Cours d'Assises et spéciales doivent s'occuper de la régularité de l'instruction préliminaire à l'arrêt de mise en accusation, avant que de procéder aux débats.

XII. Il pourrait cependant résulter du défaut de pouvoirs, dans les Cours d'Assises et spéciales, à cet égard, des frais en pure perte pour le Trésor public, puisque si l'ordonnance de prise de corps irrégulière n'est pas annulée par la Cour d'Assises ou spéciale, elle pourra l'être par la Cour de cassation.

Mais l'ordonnance de prise de corps peut avoir été décernée par la Chambre d'accusation elle-même; et dans tous les cas, la Chambre d'accusation s'est appropriée celle décernée par la Chambre du Conseil, en ne l'annulant pas; et ce serait blesser toutes les convenances que d'autoriser une Cour d'Assises ou spéciale, à prononcer l'annulation des actes émanés de la Cour impériale dont elle tient ses pouvoirs.

XIII. Quoique pour la régularité de l'ordonnance de prise de corps, le Code d'instruction criminelle exige qu'elle renferme l'exposé du fait et le genre du délit, l'exécution rigoureuse de cette formalité n'est pas à beaucoup près de la même importance que celle de la désignation de l'accusé : car les Juges qui doivent prononcer ont les pièces de l'instruction sous les yeux, et il ne peut dès lors y avoir aucune méprise à craindre.

Cependant, l'exécution de la loi, sous ce dernier rapport, ne doit pas être négligée; il ne suffit pas, en effet, que la Cour qui doit juger soit instruite; il faut que l'accusé soit assuré qu'il n'est pas la victime d'un acte arbitraire.

XIV. On demande si l'ordonnance de prise de corps décernée par la Chambre du Conseil contre un prévenu qui n'a pas encore été mis en état de mandat de dépôt ou d'arrêt, peut recevoir son exécution, *avant* qu'elle soit confirmée par l'arrêt de mise en accusation?

Le Code d'instruction criminelle porte simplement que l'ordonnance décernée par la Chambre du Conseil sera *adressée*, avec les autres pièces du procès, au Procureur-Général, sans ajouter même qu'elle sera *notifiée*; et, en effet, elle ne doit l'être qu'avec l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises ou spéciale (*Art. 233 et 242.*)

L'ordonnance de prise de corps décernée par la Chambre du Conseil semble donc être un acte qui a besoin de la sanction de la Chambre d'accusation, pour pouvoir être mis à exécution.

XV. On ne doit pas se dissimuler, cependant, qu'il peut résulter de cette forme de procéder, de grands inconvénients : car, le prévenu qui pourrait être saisi par suite

de l'ordonnance de prise de corps décernée par la Chambre du Conseil, pourrait échapper aux recherches de la Justice, pendant le temps nécessaire pour l'envoi des pièces et l'obtention de l'arrêt de mise en accusation; et le Juge d'instruction ne pourrait suppléer au défaut d'exécution de l'ordonnance de prise de corps, en décernant un mandat d'arrêt ou de dépôt contre le prévenu, puisqu'il s'est trouvé dessaisi par l'ordonnance de renvoi.

Si, d'ailleurs, il n'est pas donné connaissance au prévenu de l'ordonnance de prise de corps décernée contre lui, comment fournira-t-il les mémoires que l'art. 217 l'autorise à présenter à la Chambre d'accusation?

L'ordonnance de prise de corps à décerner par la Chambre du Conseil, deviendra d'une parfaite inutilité, si elle ne peut être mise à exécution.

Dès que l'art. 134 autorise la Chambre du Conseil à la décerner, et qu'il lui en impose même l'obligation, il semble que l'on peut en conclure qu'elle doit produire un effet quelconque, et elle n'en produirait aucun, si elle ne pouvait être mise à exécution, avant d'avoir obtenu un caractère définitif, par l'arrêt de mise en accusation.

XVI. Mais ce ne sont là que des considérations qui ne peuvent établir un point de législation, et ces considérations, toutes puissantes qu'elles paraissent, peuvent être combattues par des considérations contraires, au moins de même force.

Et d'abord, s'il avait été dans l'intention du Législateur que l'ordonnance de prise de corps décernée par la Chambre du Conseil, dût recevoir son exécution avant d'avoir été confirmée par la Chambre d'accusation, il n'aurait pas omis de dire que l'ordonnance porterait l'indication du lieu où le prévenu, arrêté en vertu d'une pareille ordonnance, serait conduit, par qui et comment il serait procédé à son interrogatoire; et ce n'est que dans l'arrêt de mise en accusation, que le lieu du dépôt du prévenu mis en arrestation doit être désigné; ce n'est que lorsque le prévenu est traduit devant la Cour d'Assises ou spéciale qu'il doit être interrogé.

D'autre part, l'ordonnance de prise de corps à décerner par la Chambre du Conseil, peut l'être d'après le vœu d'un seul des membres qui l'a composé; et si le vœu d'un seul des Juges peut donner lieu à un nouvel examen de l'affaire, ce qui est déjà exorbitant du droit commun, il n'est pas étonnant que le Législateur n'ait pas regardé ce vœu comme suffisant pour mettre le prévenu en arrestation provisoire.

XVII. Lorsque le Juge d'instruction n'a pas décerné de mandat de dépôt ou d'arrêt contre le prévenu, et que la Chambre du Conseil, sur son rapport, ne lui a pas ordonné d'en décerner un, la présomption naturelle est que le fait qui lui est imputé n'est pas grave, ou que du moins il ne s'élève pas contre lui des indices suffisants de culpabilité.

XVIII. Dans un pareil état de choses, l'innocence du prévenu devant être

présuimée jusqu'à la preuve contraire, l'« Législateur devait-il user de la même rigueur que lorsque la Chambre d'accusation a déclaré à la *majorité*, qu'il y a contre le prévenu de fortes présomptions de culpabilité?

Mais quel qu'ait été le motif du Législateur, il suffirait qu'il n'eût pas formellement déclaré, que, par suite de l'ordonnance de prise de corps décernée par la Chambre du Conseil, le prévenu serait *provisoirement* mis en arrestation, pour que ce fût un acte arbitraire que d'user de cette voie de rigueur.

XIX. On dirait vainement que si l'ordonnance de prise de corps peut n'être décernée par la Chambre du Conseil, que sur la voix d'un *seul* des Juges, tous ont pu partager la même opinion : car, d'abord, si le Juge d'instruction, qui fait nécessairement partie des membres de la Chambre, était de cet avis, il n'aurait pas négligé de s'assurer de la personne du prévenu par un mandat de dépôt ou d'arrêt ; et, en second lieu, la loi ne pouvait établir une distinction pour le cas où il y aurait *majorité* de voix contre le prévenu, et pour celui où la simple minorité lui serait contraire ; il fallait établir le principe, et le principe puisé dans le respect dû à la liberté individuelle, devait être celui de ne considérer l'ordonnance de prise de corps à décerner par la Chambre du Conseil, que comme un acte préparatoire qui ne peut recevoir d'exécution, que lorsqu'il a reçu l'approbation de la Chambre d'accusation.

ARTICLE CXXXV.

Lorsque la mise en liberté des prévenus sera ordonnée conformément aux art. 128, 129 et 131 ci-dessus, le Procureur-Impérial ou la partie civile pourra s'opposer à leur élargissement. L'opposition devra être formée dans un délai de vingt-quatre heures, qui courra, contre le Procureur-Impérial, à compter du jour de l'ordonnance de mise en liberté, et contre la partie civile, à compter du jour de la signification à elle faite de ladite ordonnance au domicile par elle élu dans le lieu où siège le Tribunal. L'envoi des pièces sera fait, ainsi qu'il est dit à l'art. 132. Le prévenu gardera prison jusqu'après l'expiration dudit délai.

OBSERVATIONS.

I. Cet article réserve la voie de l'opposition au Procureur-Impérial et à la partie civile, contre les ordonnances de mise en liberté du prévenu, rendues par la Chambre du Conseil, dans les cas prévus par les art. 128, 129 et 131 ; c'est-à-dire :

- 1.^o Lorsque la Chambre du Conseil a déclaré n'y avoir lieu à suivre ;
- 2.^o Lorsqu'elle a reconnu que le fait ne constitue qu'une simple contravention de police ;

3.^o Lorsqu'elle a jugé que le délit, quoique correctionnel de sa nature, ne peut emporter la peine de l'emprisonnement.

II. La voie de l'opposition est réservée dans ces trois cas, parce que la mise en liberté du prévenu n'est point alors une simple mesure *provisoire*, et que le Trésor public, non plus que la partie civile, ne peuvent être privés de la garantie qu'ils doivent trouver dans la personne du prévenu ou dans une caution solvable, lorsqu'ils sont en droit de la réclamer.

III. Mais l'opposition, pour être recevable, doit avoir été formée dans le délai de vingt-quatre heures; et ce délai court contre le Procureur-Impérial, du jour de l'ordonnance de mise en liberté; parce que cette ordonnance étant rendue en sa présence, et étant lui-même chargé de la faire exécuter, il ne peut en ignorer l'existence.

Il n'en est pas de même de la partie civile qui n'est point appelée devant la Chambre du Conseil, et qui n'a pas même le droit d'y paraître.

IV. Aussi l'art. 135 veut-il que le délai de vingt-quatre heures qu'il accorde à la partie civile pour former son opposition, ne coure contre elle qu'à compter du jour où l'ordonnance de mise en liberté lui a été signifiée.

Mais il suffit que la notification lui en ait été faite à son domicile élu, lorsqu'étant domiciliée *hors* de l'arrondissement, elle en a constitué un conformément à l'art. 68.

V. Si la partie civile domiciliée hors de l'arrondissement, n'avait pas élu un domicile, le délai de vingt-quatre heures courrait contre elle comme il court contre le Procureur-Impérial, à compter du jour où l'ordonnance aurait été rendue.

L'art. 68 veut, en effet, que faite, par la partie civile, d'avoir fait élection de domicile au lieu où se fait l'instruction, lorsqu'elle n'a pas sa résidence dans l'arrondissement communal de ce lieu, elle ne puisse opposer le défaut de notification des actes qui aurait dû lui être faite.

VI. Mais qu'entend l'art. 135, lorsqu'il exige que l'opposition soit formée dans le délai de vingt-quatre heures, lequel commencera à courir à compter du jour de l'ordonnance ou de sa notification?

Le troisième jour sera-t-il utile; ou, ce qui revient au même, est-ce d'un jour franc que le Législateur a parlé?

Ce qui donne lieu de douter, c'est que l'article 135 parle d'heures, et non pas de jour.

Si l'article portait, *dans le jour* à compter de celui de l'ordonnance ou de sa notification, il n'y aurait pas de difficulté.

Il faudrait que l'opposition fût formée dans le jour même qui suivrait l'ordonnance ou sa notification, suivant les circonstances.

Le lendemain il serait trop tard.

364 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

VII. Mais y aurait-il un délai utile de vingt-quatre heures pour former l'opposition, si elle n'était plus recevable le troisième jour ?

Aucun exploit ne pouvant être fait avant le lever ni après le coucher du soleil, il n'y aurait, dans le jour, qu'un certain nombre d'heures plus ou moins grand, suivant les saisons, pour la former.

Le délai ne serait donc pas réellement de vingt-quatre heures.

VIII. Il faut néanmoins tenir pour constant que l'opposition doit être formée dans le jour qui a suivi celui de l'ordonnance ou de sa notification ; car l'art. 135 n'accorde qu'un délai de vingt-quatre heures qui, devant commencer à courir du jour de l'ordonnance ou de sa notification, finit nécessairement à l'expiration du jour suivant, puisqu'à l'expiration de ce jour il s'est bien réellement écoulé vingt-quatre heures, à compter de celui auquel l'ordonnance a été rendue ou signifiée.

IX. Il importe peu à quelle heure l'ordonnance ait été rendue, ou notifiée, puisque les vingt-quatre heures doivent commencer à courir du jour et non de l'heure où elle a été rendue ou notifiée.

X. L'art. 135 ne s'est occupé que du cas où la partie civile aurait élu domicile dans le lieu où siège le Tribunal, sans s'expliquer sur le point de savoir de quelle époque doit courir le délai, lorsque la partie qui a sa résidence dans l'arrondissement, n'a pas élu domicile dans le lieu où siège le Tribunal.

Mais le principe qu'il faut une notification à la partie civile, pour faire courir le délai, résulte de l'art. 135, et cet article ne souffre d'exception que pour le cas prévu dans l'art. 63.

D'où il suit que la notification de l'ordonnance doit être faite à la partie civile, à sa personne ou à son domicile réel, pour faire courir le délai, lorsqu'elle réside dans l'arrondissement communal, et qu'elle n'a pas fait élection de domicile dans le lieu où se fait l'instruction.

XI. En autorisant la notification au domicile élu, le Législateur a seulement dit et voulu dire que, dans l'hypothèse donnée, celle faite au domicile élu serait suffisante.

Lui supposer une autre intention, ce serait lui faire dire une chose absurde ; il en résulterait que la partie civile se trouverait privée de notification pour n'avoir pas fait une élection de domicile, lorsqu'elle ne lui avait pas été commandée, et lorsque le Législateur lui-même l'avait regardée comme inutile.

XII. Mais si la partie civile réside à plus de trois myriamètres du lieu où se fait l'instruction, quoique dans le même arrondissement, n'aura-t-elle toujours que le délai de vingt-quatre heures pour former son opposition ?

Si cette question s'agitait en matière civile, on la trouverait résolue par l'art. 1033 du Code de procédure civile, qui accorde une prolongation de délai à raison de la

distance, toutes les fois que la notification doit être faite *à personne ou à domicile*.

Mais les formes de procéder en matière civile n'ont rien de commun avec celles prescrites en matière criminelle; et dès que le Code d'instruction criminelle ne renferme pas la même disposition, elle ne peut y être suppléée.

Ce qui le prouve, c'est que le Code d'instruction criminelle, dans plusieurs de ses articles, a déclaré qu'il y aurait, outre le délai fixé, un jour par trois myriamètres de distance; ce qui serait une redondance inutile, si cette augmentation de délai était de droit.

Le Code d'instruction criminelle se serait borné, comme le Code de procédure civile, à énoncer les cas où cette prorogation de délai ne devrait pas avoir lieu.

XIII. Quand la chose pourrait paraître douteuse, en l'envisageant sous un point de vue général, nous ne penserions pas qu'elle pût l'être dans l'espèce particulière; la partie civile ayant été autorisée à élire domicile dans le lieu, et l'article 135 ayant décidé que lorsqu'elle aurait fait cette élection de domicile, elle n'aurait que vingt-quatre heures pour former son opposition, elle ne peut avoir plus de droit lorsqu'elle n'a pas usé de cette faculté.

XIV. Le Procureur-Général doit aussi notifier son appel des jugemens rendus en police correctionnelle, dans le mois ou dans les deux mois, suivant les circonstances, (*Article 205*); et très-assurément, s'il ne l'avait pas notifié dans ce délai, on n'hésiterait pas à l'y déclarer non-recevable, lors même qu'il l'aurait notifié dans le jour suivant, et qu'il serait constant que la personne à laquelle la notification aurait été faite, se trouvait domiciliée à plus de trois myriamètres de distance.

XV. L'art. 135 ne dit pas non plus dans quelle forme l'opposition doit être faite: Suffit-il qu'elle le soit par acte mis au greffe?

Doit-elle être signifiée au prévenu?

Nous pensons que la signification est de rigueur.

XVI. Le premier motif de notre opinion est tiré des dispositions de l'art. 136, qui porte que si la partie civile succombe dans son opposition, elle doit être condamnée aux dommages-intérêts du prévenu; ce qui suppose que le prévenu doit être mis à même d'en former la demande.

Notre deuxième motif est fondé sur l'art. 217, qui autorise le prévenu à fournir des mémoires devant la Chambre d'accusation: d'où il résulte bien évidemment qu'il doit être instruit que la Chambre est saisie.

XVII. L'art. 217, il est vrai, se trouve sous le titre des mises en accusation.

Mais si, lorsqu'il s'agit de la mise en accusation, le prévenu est autorisé à produire des mémoires devant la Cour Impériale, il y a même raison de décider qu'il en a le droit, lorsqu'il est question de décider si, dans l'état des choses, sa liberté a pu lui

être accordée, avec d'autant plus de raison que l'opposition peut avoir pour motif que, s'agissant d'un crime, sa liberté provisoire ne pouvait être prononcée.

XVIII. La partie civile doit également notifier son opposition au Procureur-Impérial : si elle lui en laissait ignorer l'existence, elle ne pourrait imputer qu'à elle seule la liberté que ce Magistrat aurait fait rendre au prévenu, après l'expiration des vingt-quatre heures.

XIX. L'art. 135 ne dit pas, en termes exprès, que c'est à la Chambre d'accusation qu'il appartient de connaître de l'opposition.

Mais cela s'induit naturellement de ses dispositions, puisqu'il charge le Procureur-Impérial de faire l'envoi des pièces au Procureur-Général.

Le Procureur-Impérial n'aurait, en effet, aucun renvoi à faire ; si c'était le Tribunal de première instance qui fût appelé à prononcer sur l'opposition.

XX. Il est vrai qu'en thèse générale, l'opposition à un jugement doit se porter devant le Tribunal qui l'a rendu.

Mais ici, c'est une révision de l'affaire qui est ordonnée ;

C'est un second degré de juridiction à parcourir ;

C'est un véritable appel, déguisé sous le nom d'une simple opposition.

Le Législateur n'a pas voulu que, dans une matière aussi grave, le même Tribunal fût appelé à prononcer de nouveau sur la même question.

Il était plus naturel d'en confier le soin à l'autorité supérieure.

XXI. Mais à laquelle des Chambres de la Cour Impériale doit être portée l'opposition ?

C'est nécessairement à la Chambre d'accusation, seul juge de la compétence, et seule chargée de prononcer la mise en accusation du prévenu, ou sa mise en liberté.

Cependant, la Chambre d'accusation de Colmar a cru devoir se déclarer incompétente, pour connaître d'une opposition formée par un Procureur-Impérial de son ressort, contre une ordonnance de la Chambre du Conseil qui avait renvoyé la connaissance de l'affaire au Tribunal civil, lorsqu'elle était de nature à être portée au Tribunal correctionnel.

Le motif de la Chambre d'accusation de Colmar a été qu'elle n'était compétente que pour connaître des mises en accusation, et non de la prévention de simples délits ou contraventions qui, suivant elle, appartiennent à la Chambre correctionnelle.

Le recours du Procureur-Général contre cet arrêt, n'est pas encore jugé ; mais il est vraisemblable que l'annulation en sera prononcée : car toutes les oppositions formées aux ordonnances rendues par la Chambre du Conseil, par suite des dispositions de l'art. 135, doivent être portées à la Chambre d'accusation, le Code n'ayant établi aucune distinction entre elles.

XXII. Il n'est pas nécessaire que l'opposition soit motivée pour être recevable.

Le Code d'instruction criminelle ne l'exige pas.

Et l'on ne peut induire qu'elle doit l'être, de ce qui se pratique en matière civile.

Il serait cependant mieux qu'elle le fût.

XXIII. Lorsqu'il y a opposition, le prévenu doit garder prison.

Si l'opposition est rejetée, il n'y a aucun délai à observer pour sa mise en liberté.

L'arrêt rendu et transmis au Procureur-Impérial, doit recevoir aussitôt son exécution. (*Art. 229.*)

XXIV. Mais si l'arrêt confirmatif du jugement qui a ordonné la mise en liberté du prévenu, est attaqué par la voie du recours en cassation, devra-t-il être sursis à son exécution, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur son recours ?

L'art. 229 décide d'une manière trop formelle, que le prévenu doit être mis en liberté pour autoriser un pareil sursis ; et en effet, ce serait vainement que le Code d'instruction criminelle aurait ordonné la mise en liberté du prévenu, si, par le moyen du recours en cassation, il pouvait être retenu dans la maison d'arrêt, plus de temps qu'il n'en faudrait souvent pour juger définitivement le procès. Cependant, si le Procureur-général avait fondé son recours sur ce qu'il y aurait prévention de crime contre la personne inculpée, nous pensons qu'elle pourrait être retenue en arrestation, jusqu'à ce que la Cour de cassation eût prononcé, sauf la prise à partie, s'il y avait lieu.

XXV. Il est du devoir du Procureur-Impérial de ne négliger aucun des moyens mis en son pouvoir, pour faire statuer le plus promptement possible sur l'opposition.

C'est par cette raison, qu'il lui est enjoint de faire l'envoi des pièces au Procureur-Général, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'opposition.

XXVI. Après nous être occupés de l'opposition qui peut être formée par le Procureur-Impérial et par la partie civile, au jugement qui a ordonné la mise en liberté du prévenu, il n'est pas hors de propos d'examiner la question de savoir si le prévenu serait lui-même recevable à former opposition au jugement qui aurait déclaré y avoir lieu à suivre.

Aucun article du Code n'autorise le prévenu à former une pareille opposition ; mais on peut dire aussi qu'aucun article ne le lui interdit, et que la chance ne serait plus égale entre son accusateur et lui, si la faculté lui en était refusée.

Cependant, comme c'est par exception au droit commun, que l'opposition est réservée à la partie civile et au Ministère public, et que la même exception n'a pas été faite en faveur du prévenu, nous ne pensons pas que son opposition fût recevable : car l'ordonnance portant qu'il y a lieu à suivre, est de pure instruction, et elle ne prive le prévenu d'aucun des moyens qu'il peut faire valoir, soit devant la

Chambre d'accusation, soit devant le Tribunal qui doit être saisi par suite de l'ordonnance de la Chambre du Conseil.

XXVII. Si c'était la Chambre d'accusation qui eût prononcé qu'il n'y a lieu à suivre, la partie civile serait-elle recevable à former opposition à l'arrêt?

Non : car l'opposition aux arrêts n'est recevable que lorsqu'ils ont été rendus par défaut ; et ce n'est pas juger par défaut le mérite d'une plainte, que de prononcer d'après l'instruction qui en a été la suite.

Aussi la voie de l'opposition n'a-t-elle pas été autorisée pour ce cas, par le Code d'instruction criminelle.

La seule voie autorisée est celle du recours en cassation, et l'on n'a pas même été généralement d'accord que cette voie fût ouverte, attendu que la Chambre d'accusation n'a fait que remplacer le Jury d'accusation, et que le recours en cassation n'était pas admis contre la déclaration du Jury d'accusation.

Mais la Cour de cassation a jugé, par plusieurs arrêts, que le recours était recevable de la part du Procureur-Général, lorsque la Chambre d'accusation avait motivé son arrêt, sur ce que le fait imputé au prévenu ne constituait ni crime, ni délit, ni contravention.

Nous reviendrons sur cette question au Chapitre des mises en accusation, article 246, et nous examinerons aussi celle de savoir si la partie civile serait également recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui aurait confirmé, sur son opposition, l'ordonnance portant qu'il n'y a lieu à suivre.

ARTICLE CXXXVI.

La partie civile qui succombera dans son opposition, sera condamnée aux dommages-intérêts envers le prévenu.

OBSERVATIONS.

I. Une remarque essentielle à faire sur cet article, c'est qu'il renferme une disposition impérative.

La partie civile qui succombe, doit nécessairement être condamnée aux dommages-intérêts envers le prévenu ; ce qui a pour objet d'empêcher que la partie civile emploie trop légèrement une parcelle mesure qui est vexatoire et attentatoire à la liberté individuelle, lorsqu'elle n'est pas fondée.

II. Mais, pour adjuger des dommages-intérêts au prévenu, faut-il qu'il en ait formé la demande?

Le Code d'instruction criminelle n'en impose pas l'obligation au prévenu. La condamnation de la partie civile aux dommages-intérêts est la conséquence nécessaire du débouté de son opposition.

On ne doit cependant pas en tirer la conséquence que l'opposition ne doive pas être notifiée au prévenu : car, il faut bien l'instruire du motif pour lequel il est retenu dans la maison d'arrêt, malgré l'ordonnance qui a prononcé sa mise en liberté.

Il lui importe, d'ailleurs, d'être entendu sur les moyens d'opposition qui peuvent être proposés par son adversaire.

Il ne serait pas juste que l'accusateur fût autorisé à proposer ses moyens d'attaque, lorsque le prévenu serait privé de la faculté de se défendre.

Ce serait prêter une idée bizarre au Législateur, que de supposer qu'il fût entré dans sa pensée d'obliger le prévenu à notifier à la partie civile l'ordonnance qui prononce sa mise en liberté, et de ne pas obliger celle-ci à notifier au prévenu son opposition tendante à arrêter l'exécution de cette ordonnance.

III. L'opposition de la partie civile devrait être déclarée non-recevable, par défaut de notification au prévenu, lors même qu'il serait constaté qu'elle aurait été faite au greffe dans le délai.

On dirait en vain que les fins de non-recevoir ne peuvent être prononcées que lorsqu'elles se trouvent écrites dans la loi, et que le Code d'instruction criminelle ne prononce pas la déchéance de l'opposition, par défaut de notification au prévenu.

Un acte rigoureusement exigé par la loi n'est présumé fait que lorsqu'il l'a été contradictoirement avec la partie intéressée, ou qu'il lui a été signifié dans une forme légale.

IV. Mais si l'opposition n'avait pas été notifiée, et si la Cour impériale ne se croyait pas autorisée à prononcer la déchéance, elle devrait au moins ordonner qu'il en serait donné communication préalable au prévenu.

Cette forme de procéder pourra occasionner des longueurs ; mais si l'opposition était accueillie, le recours que formerait le prévenu contre l'arrêt qui serait intervenu sur cette opposition aurait le même résultat.

LIVRE II.

DE LA JUSTICE.

TITRE PREMIER.

DES TRIBUNAUX DE POLICE.

CHAPITRE PREMIER.

Des Tribunaux de simple police.

ARTICLE CXXXVII.

Sont considérés comme contraventions de police simple, les faits qui, d'après les dispositions du quatrième Livre du Code pénal, peuvent donner lieu, soit à quinze francs d'amende ou au-dessous, soit à cinq jours d'emprisonnement ou au-dessous, qu'il y ait ou non confiscation des choses saisies, et quelle qu'en soit la valeur.

OBSERVATIONS.

I. **P**OUR qu'une contravention soit de la compétence du Tribunal de police, il faut non-seulement que le fait dénoncé soit du nombre de ceux dont les Tribunaux de police sont appelés à connaître, mais aussi que la peine prononcée par la loi contre l'auteur du fait dénoncé, ne puisse être plus forte que quinze francs d'amende et cinq jours d'emprisonnement.

D'où il suit qu'alors même que le jugement ne porterait qu'une condamnation d'amende moindre de quinze francs, ou cinq jours d'emprisonnement, il n'en aurait pas moins été incompétemment rendu, si le fait dénoncé pouvait être puni, aux termes de la loi, d'une peine plus forte.

C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation, par ses arrêts des 21 thermidor an 12, 18 juillet et 8 août 1806, et 8 juillet 1808.

Il n'y a pas de Jurisprudence mieux établie.

II. Quoique l'art. 137 porte, *sans restriction*, que l'on doit considérer comme contravention de police, les faits qui ne peuvent donner lieu qu'à une amende de quinze francs et à un emprisonnement de cinq jours, cette règle n'est pas cependant sans exception; l'art. 179 attribue *exclusivement* aux Tribunaux correctionnels la connaissance *des délits forestiers* poursuivis à la requête de l'Administration forestière, de sorte que toute contravention en cette matière constitue un véritable délit.

Aussi l'art. 139 n'a-t-il mis dans les attributions des Tribunaux de simple police, que les contraventions forestières poursuivies à la requête des particuliers.

III. Si le bois dans lequel le délit a été commis était tenu en gruerie, gémiric, tiers ou danger, ou de telle autre manière, que l'État fût personnellement intéressé à sa conservation, le Tribunal de police ne serait pas autorisé à en connaître, puis-que la poursuite devrait en être faite à la diligence de l'Administration forestière.

C'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 26 décembre 1806, en décidant que c'étaient les peines prononcées par l'ordonnance de 1669, qui devaient être appliquées au contrevenant, et non l'art. 38 du Code rural de 1791, qui n'est applicable qu'aux délits commis dans les bois des particuliers et des Communes.

IV. Lorsqu'il s'agit de prononcer sur l'appel ou sur le recours en cassation, en matière de police, doit-on juger la compétence d'après les faits consignés dans la citation, ou doit-on s'en tenir à ceux déclarés constants par le jugement attaqué?

C'est évidemment la citation qui doit être consultée; car c'est par la citation que le Tribunal se trouve saisi.

S'il en était autrement, il pourrait en résulter cet inconvénient, qu'une affaire qui ne serait pas réellement de la compétence du Tribunal de police, pourrait cependant y être instruite et jugée; et cet autre encore plus grave, que le Tribunal de police pourrait, en dénaturant les faits, les présenter de manière à ce qu'ils rentrassent dans sa compétence.

V. Deux arrêts rendus le 5 avril 1811, au rapport de M. Bailly, viennent à l'appui de cette proposition.

Il fut jugé, par ces arrêts, que les Tribunaux correctionnels, saisis par une demande formée à la requête de l'Administration des Droits Réunis, devaient retenir la connaissance de l'affaire et la juger, lors même qu'ils ne croyaient pas la demande bien dirigée, sauf à prononcer, dans ce cas, l'acquiescement du prévenu.

VI. On peut tirer un argument, pour le système contraire, des art. 192, 365 et 589 du Code d'instruction criminelle, qui autorisent les Cours d'Assises et spéciales à prononcer des peines correctionnelles ou de simple police, lorsque le fait, présenté d'abord comme pouvant emporter peine afflictive ou infamante, a changé de nature aux débats, et n'a plus présenté qu'un délit correctionnel ou une contravention de police, et qui donnent la même autorisation aux Tribunaux correctionnels, lorsqu'à la suite des débats, le délit ne se trouve plus être réellement qu'une contravention de police.

Le motif du Législateur a été que les Cours d'Assises ont pleine juridiction en matière criminelle, et que les Tribunaux correctionnels sont appelés, dans le nouvel ordre de choses, à connaître de l'appel des jugemens rendus en simple police; ce qui proroge leur juridiction en cette matière; tandis que, sous aucun rapport, les Tribunaux de police ne peuvent connaître des délits de la compétence des Tribunaux correctionnels.

VII. Il n'y avait pas même raison, à la vérité, pour donner cette autorisation aux Cours spéciales, que pour l'accorder aux Cours d'Assises et aux Tribunaux correctionnels; mais le Législateur a pensé que, se trouvant légalement saisies, il était naturel de leur donner le droit d'appliquer les peines correctionnelles ou de police au délit reconnu, pour éviter les longueurs et les dépenses d'un renvoi inutile.

VIII. Ainsi, toutes les fois que le fait dénoncé peut donner lieu à des peines plus fortes que celles prescrites par l'art. 137, le Tribunal de police doit se déclarer incompetent, sans autre examen, et sans se livrer à aucune instruction.

Il en aurait été de même des Cours spéciales, qui ne sont pas non plus des Tribunaux ayant pleine juridiction, si l'art. 589 ne leur en avait formellement concédé le droit qu'il a refusé aux Tribunaux de police.

IX. L'art. 606 du Code de brumaire an iv, laissait de l'incertitude sur la question de savoir si le Tribunal de police pouvait appliquer cumulativement la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement.

Mais la Cour de cassation jugeait constamment que cette faculté ne lui était interdite que lorsque la loi en avait autrement disposé. (*Arrêts des 15 octobre et 19 décembre 1807.*)

Cette jurisprudence a été sanctionnée par le Code d'instruction criminelle; de sorte qu'il est hors de doute, aujourd'hui, que les Tribunaux de police peuvent cumuler, pour raison du même fait, l'amende et l'emprisonnement, lorsque la loi particulière à la matière n'y apporte aucun obstacle, qu'ils peuvent aussi se borner, dans le même cas, à n'appliquer que la peine de l'amende ou celle de l'emprisonnement.

X. Mais si l'art. 137 autorise les Tribunaux de police à cumuler les peines de l'amende et de l'emprisonnement, il ne leur laisse pas la faculté de n'en appliquer aucune, lorsqu'il y a contravention reconnue.

Un arrêté du Directoire exécutif, du 27 nivôse an vi, a chargé les Officiers du Ministère public, établis près les Tribunaux, de se pourvoir en cassation contre les jugemens qui n'auraient pas prononcé des peines contre les délinquans déclarés tels; et cet arrêté a reçu une exécution constante, ainsi que cela résulte des arrêts rendus les 27 vendémiaire an ix, 20 ventôse an xiii, 9 brumaire an xiv, 23 février 1806 et 17 février 1809, qui ont annulé des jugemens de police qui s'étaient bornés à condamner les contrevenans aux dommages-intérêts de la partie civile et aux frais, sous le prétexte que la contravention était excusable.

XI. Ces jugemens étaient nuls encore sous un autre rapport : car, un Tribunal qui ne prononce pas une peine contre le prévenu, ne peut le condamner à des dommages-intérêts et aux frais qui ne sont que les accessoires de la condamnation pénale. (*Arrêt du 31 août 1810, au rapport de M. Vergès.*)

La Cour de cassation annule en pareil cas les jugemens, lors même qu'il n'y aurait pas eu de requisitions du Ministère public pour l'application des peines, attendu que, lorsque la loi commande, il n'est pas besoin de réquisition pour que les Tribunaux soient tenus de se conformer à ses dispositions. (*Arrêt du 24 nivôse an xi.*)

Et comme le Code d'instruction criminelle n'a pas dérogé à cette Jurisprudence, fondée d'ailleurs sur les principes, elle doit continuer à servir de règle dans la pratique.

XII. Les Tribunaux de police ne doivent appliquer au fait reconnu, que les peines prononcées par la loi : il ne leur est pas permis de les appliquer, par induction, d'un cas prévu à un autre cas qui ne l'a pas été.

XIII. Le Tribunal de police commettrait un excès de pouvoir, s'il faisait des défenses à telle ou telle personne d'exercer tel ou tel métier, telle ou telle profession, sous quelque prétexte que ce soit.

Aussi fut-il rendu un arrêt, le 8 thermidor an viii, qui prononça l'annulation d'un jugement par lequel il avait été fait défenses à un cabaretier de continuer son commerce, quoique le Tribunal de police les eût motivées sur ce que cet individu s'était rendu coupable d'une contravention de police, dans l'exercice de sa profession.

Il fut également jugé, le 23 floréal an ix, qu'un Tribunal de police n'avait pu faire défenses à un chandronnier d'exercer sa profession, dans tel ou tel quartier de la ville, et de laver ses cuivres à la fontaine publique.

La décision fut la même dans des espèces à-peu-près semblables, les 29 fructidor an x, 3 frimaire et 29 thermidor an xii, 27 avril 1806 et 19 février 1807.

Les jugemens annulés par ces arrêts, avaient fait défense à un Officier de santé de tenir une maison de consultation dans la ville ;

A une fille de boutique, de s'établir à la proximité du magasin de son ancien maître ;

A un Blanchisseur, de faire aucun blanchissage dans sa maison ;

A un Imprimeur, de prendre la qualité d'Imprimeur d'un tel ;

A un individu, d'approcher du domicile de tel autre individu.

C'était empiéter sur l'autorité administrative.

Les Tribunaux ne peuvent connaître que des contraventions aux réglemens *existans*.

XIV. Mais il ne suffit pas qu'il existe un règlement administratif qui prononce des peines, pour que les Tribunaux soient tenus de les appliquer dans le cas où il y serait contrevenu.

Il faut, de plus, que ces réglemens se rattachent à un loi qui ait elle-même prononcé des peines ; c'est ce qui fut jugé, au rapport de M. Rataud, le 3 août 1810, en annulant quatorze jugemens par lesquels un Tribunal de police avait condamné des individus à l'amende pour avoir contrevenu à des arrêtés de la Mairie approuvés par le Préfet, qui faisaient défenses de se livrer à aucun travail les jours de dimanches et de fêtes, sous des peines de police.

Ces jugemens n'avaient pas été attaqués à la requête des parties ; mais ils étaient trop contraires aux principes pour ne pas exciter la sollicitude de M. le Procureur-Général qui en requit l'annulation dans l'intérêt de la loi.

Les motifs de l'arrêt sont importants à recueillir, nous les transcrivons :

« Attendu que les Tribunaux criminels, applicateurs de la loi seulement, ne peuvent » puiser des condamnations que dans la loi ;

» Que si les Tribunaux ne peuvent pas connaître des actes administratifs, ni mettre » des entraves à leur exécution, ils ne peuvent aider cette exécution que par les » moyens qui rentrent dans le cercle de leur autorité ;

» Qu'en matière de police municipale, et en cas d'infraction aux réglemens faits » par les Administrateurs chargés de cette partie, les Tribunaux ne peuvent punir » ces infractions qu'autant que ces réglemens se rattachent à l'exécution d'une loi » existante et portant une peine contre les contrevenans, ou qu'ils rentrent dans » les objets confiés à la vigilance et à l'autorité des Administrations municipales, par » l'art. 3 du titre premier de la loi du 16 août 1790, qui, dans l'art. 5 du même » titre, ordonne que les contraventions à ces réglemens soient punis d'une peine de » police ;

» Que dans l'espèce, les réglemens de police rendus par les Maires de la Rochelle et » de Niell, et par le Préfet du département de la Charente-Inférieure, pour pro- » hibiter tous actes de travail et de commerce les jours de dimanches et fêtes, ne se » rattachaient à l'exécution d'aucune loi précédente en vigueur, et portaient sur un » objet non compris dans la disposition générale du susdit art. 3, titre premier, de la » loi du 16 août 1790 ;

- » Que l'infraction à ces réglemens ne pouvait donc rentrer dans l'application d'aucune loi pénale ;
- » Que néanmoins le Tribunal de police du canton de la Rochelle s'est permis de prononcer, contre cette infraction, des peines de police ;
- » Que par cette condamnation, ce Tribunal a commis un excès de pouvoir, qu'il a même violé l'arrêté du Gouvernement du 7 thermidor an 8, et la loi du 18 germinal an 10, qui laissent aux citoyens la faculté de se livrer, les jours de dimanches et fêtes, à leurs occupations ordinaires :
- » Par ces motifs, la Cour, faisant droit sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général-Impérial, casse et annule, dans l'intérêt de la loi, les jugemens rendus par le Tribunal de police du canton de la Rochelle, les 8 et 20 thermidor an 13, premier février et 24 mai 1806; 16 janvier, 20 février, 26 mars, 9 mai et 19 décembre 1808, 20, 24 avril et 19 août 1809 ;
- » Ordonne, etc.

XV. Mais si les Tribunaux ne peuvent condamner à des peines, pour contravention à des réglemens administratifs, qui ne se rattachent à aucune loi pénale, ils ne pourraient se dispenser d'en prononcer dans le cas de contravention à des réglemens administratifs, lors même qu'ils n'en auraient prononcé aucune, si la loi à laquelle ils se rattachent en avait prononcé : c'est ce que la Cour de cassation jugea le 3 mai 1811, au rapport de M. Benvenuti.

- » Attendu que l'ordonnance du Maire de la ville d'Aix, du 24 mars 1806, avait pour objet d'assurer la fidélité dans le débit des farines, et d'assurer la subsistance des citoyens confiés à son administration ;
- » Que dès-lors cette ordonnance rentrait dans les attributions confiées à la vigilance des Corps municipaux ;
- » Que les contraventions à cette ordonnance devaient donc être poursuivies devant le Tribunal de police ;
- » Que ce Tribunal, après avoir reconnu la contravention, devait lui appliquer les peines déterminées pour les Tribunaux de police, par les art. 605 et 606 du Code du 3 brumaire an 11 ;
- » Que la loi ayant ainsi fixé les peines que les Tribunaux de police sont autorisés de prononcer sur les délits et les contraventions qui sont de leur compétence, il était indifférent d'examiner si le règlement du Maire d'Aix avait déterminé les peines qui pouvaient être encourues, à raison de la contravention à ses dispositions.
- » D'où il suit qu'en se déclarant incompétent, pour connaître d'une plainte qui dénonçait une contravention à un règlement de police, sous le prétexte que le règlement ne déterminait pas la peine qui serait encourue pour contravention à ses dispositions, le Tribunal de police du canton d'Aix a violé les règles de compétence établies par la loi, ainsi que les art. 2 et 3 du titre 11 de la loi du 24 août 1790, et l'art. 600 du Code du 3 brumaire an 11.

» Par ces motifs, la Cour casse, etc. »

XVI. Que l'arrêté administratif auquel il a été contrevenu paraisse bon ou mauvais au Tribunal chargé d'en maintenir l'exécution, il doit condamner les contrevenans aux peines qu'il prononce, sauf aux parties intéressées à se pourvoir à l'autorité administrative supérieure pour en obtenir la révocation.

Nous nous bornerons à citer, sur ce point, les arrêts rendus les 16, 17 mai et 13 juin 1811.

Il fut même jugé le 3 mai de la même année, au rapport de M. Lamarque, qu'il ne suffisait pas au contrevenant d'alléguer pour sa défense, que l'exécution du règlement administratif avait été verbalement suspendue, lorsque la preuve de la suspension ne résultait pas de déclarations consignées dans la procédure.

Voici les termes de cet arrêt :

» Attendu qu'il existait un arrêté du Maire, approuvé par le Préfet du département, lequel, en renouvelant d'anciens réglemens de police municipale, défendait aux bouchers de vendre ou étaler ailleurs qu'à la boucherie, et de conserver dans leurs maisons des morceaux décomposés, dont le poids fût inférieur à celui du quart de la pièce entière;

» Attendu qu'il est constaté, par un procès-verbal du Commissaire de police et par le jugement attaqué, que Ferdinand Herichon et Jacques Vespoert, et le nommé Sacreleire, bouchers, tenaient dans l'intérieur de leurs maisons plusieurs pièces de viande de six à trois livres;

» Que les prévenus qui ont été renvoyés de l'action intentée contre eux, sur la supposition que le Maire avait momentanément suspendu l'exécution de son arrêté, n'auraient pu légalement, sur un pareil motif, prononcer le renvoi des prévenus, qu'autant que cette suspension aurait été constatée par écrit, ou que la preuve en serait résultée de déclarations données dans l'instruction du procès;

» Attendu que ce jugement n'enonce, à cet égard, aucune espèce de preuve;

» D'où il suit que le Tribunal a modifié arbitrairement l'arrêté émané de l'autorité administrative, et a, par cela seul, en violant les règles de compétence établies par la loi, commis un excès de pouvoir;

» D'après ces motifs, la Cour casse, etc.

XVII. L'art. 137 ne parle que des faits qui constituent une contravention de police, d'après les dispositions du quatrième Livre du Code pénal.

Mais il ne faut pas en induire que la compétence des Tribunaux de police ait été restreinte, par cet article, aux seuls faits prévus dans ce Livre, qui ne s'y trouve indiqué que par forme de démonstration, et non d'une manière limitative.

La seule disposition de cet article, qui soit limitative, est celle qui a établi le *maximum* des peines applicables par le Tribunal de police.

Lors donc que le fait dénoncé ne se trouverait pas prévu au quatrième Livre du

Code pénal, le Tribunal de police n'en serait pas moins compétent pour en connaître, si l'action reprochée au prévenu avait été défendue par un règlement particulier, sous des peines qui n'excéderaient pas la compétence de ce Tribunal.

C'est ce qui résulte des dispositions de l'art. 484 du Code pénal.

XVIII. Les contraventions militaires ne sont pas de la compétence des Tribunaux de police, (*Art. 5 du Code pénal*) ; mais il ne suffit pas que la contravention ait été commise par des militaires, pour être une contravention militaire : il faut que, par lui-même, le fait constitue une contravention militaire.

Pour déterminer la compétence, lorsque la contravention a été commise par un militaire, il faut commencer par vérifier s'il s'agit réellement d'une *contravention militaire* ; et pour cela, il faut consulter l'art. 3, titre premier de la loi du 3 pluviôse an II, qui porte :

« Tout délit, de quelque nature qu'il soit, commis, pendant la guerre, à l'armée
» ou dans les camps, cantonnement ou garnison qu'elle occupe, par les individus
» qui la composent, ou qui y sont employés ou attachés à sa suite, sera jugé par
» les Tribunaux criminels militaires, ou par les Tribunaux correctionnels égale-
» ment militaires, suivant la gravité du délit. »

XIX. Les tentatives en matière de simples contraventions, ne peuvent suffire pour saisir les Tribunaux de police.

Le Code pénal n'applique des peines qu'aux tentatives de crimes et de délits. (*Art. 2 et 3.*)

XX. Lors même que la contravention est en *récidive*, les Tribunaux de police doivent toujours en connaître.

Il a été dérogré en ce point à l'ancienne législation. (*Art. 474, 478 et 482 du Code pénal.*)

Il y a *récidive* dans tous les cas prévus dans le Livre IV du Code pénal, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédens, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même Tribunal. (*Art. 483, ibid.*)

En pareil cas, le *maximum* de l'emprisonnement doit nécessairement être prononcé lorsque la contravention rentre dans les dispositions de l'article 479. (*Art. 481, ibid.*)

Lorsque la contravention ne rentre pas dans l'application de l'art. 479, les Tribunaux de police ne sont pas rigoureusement tenus d'appliquer le *maximum* de l'emprisonnement, qui ne peut même être que de *trois jours*, lorsque le fait imputé au prévenu est atteint par les dispositions de l'art. 471.

XXI. La quotité des dommages-intérêts demandés ne change rien à la compétence du Tribunal de police : il en résulte seulement que, si la demande excède

15 francs, l'action doit être portée devant le Tribunal de police présidé par le Juge-de-peace.

XXII. Lorsque la loi pénale parle d'un *mois* d'emprisonnement, c'est comme si elle disait *trente jours*. (*Art. 40 du Code pénal*)

Lorsqu'elle parle d'un *jour*, c'est comme si elle disait *vingt-quatre heures*. (*Même article.*)

XXIII. Pour éviter toute fausse interprétation, l'art. 137 déclare que la confiscation de choses saisies, quelle qu'en soit la valeur, ne peut rendre le Tribunal de police incompetent.

Il était important que le Code d'instruction criminelle se prononçât d'une manière aussi formelle sur cette question, qui souvent avait été agitée, et qui, quoique toujours jugée dans ce sens, et spécialement les 9 mai 1806 et 6 février 1807, aurait pu se reproduire sous l'empire du nouveau Code.

Il n'est pas hors de propos de faire remarquer, au surplus, que l'art. 137 ne s'occupe que de la confiscation des choses *saisies*, et c'est, en effet, la seule que les Tribunaux de police sont autorisés à prononcer.

XXIV. Lorsque la loi ordonne la confiscation, et qu'elle n'a pas été prononcée par le jugement, il y a lieu de le réformer sur l'appel, et d'en prononcer l'annulation sur le recours en cassation. (*Arrêt du 16 janvier 1807.*)

La Jurisprudence, sur ce point, doit être d'autant plus religieusement maintenue, que son Excellence le Grand Juge, consulté sur la question de savoir si la confiscation est *de droit*, a décidé la négative, ainsi qu'on le voit dans le Journal de l'enregistrement de 1808, sous le N.º 358.

XXV. Le Code pénal a prévu les différens cas où la confiscation pouvait et devait être prononcée.

Il faut y ajouter ceux qui résultent de lois spéciales, telles que celles sur les Donations, les Droits-Réunis et les contraventions forestières; mais sans perdre jamais de vue que la confiscation ne peut être prononcée que lorsqu'elle se trouve fondée sur la disposition d'une loi positive, et qu'elle ne peut être suppléée dans les jugemens qui ne l'ont pas ordonnée.

XXVI. Il serait à désirer que le Code pénal fût tellement complet, qu'il eût réuni toutes les lois générales et particulières qui établissent des peines.

Mais cela présentait des difficultés presque insurmontables, relativement sur-tout aux délits et aux contraventions, qui ne prennent souvent ce caractère qu'à raison des circonstances.

Nous ne jouirons donc pas de l'avantage inappréciable d'avoir, dans un même Code, tout ce qui constitue la partie pénale de la législation criminelle.

Nous continuerons à nous trouver dans l'obligation de rechercher dans des lois

éparses, la peine ~~de~~ appliquer aux délits qui n'ont pas été prévus par le Code pénal.

Si les anciennes lois, les anciens réglemens, avaient pu passer au creuset de la discussion, la rédaction en serait devenue plus simple.

On en aurait fait disparaître toutes les antinomies qui embarrassent les Juges chargés d'en faire l'application, et auxquels il n'est pas même permis de recourir à l'autorité supérieure pour en déterminer le véritable sens. (*Art. 4 du Code Napoléon.*)

XXVII. Quoique la confiscation ne soit pas une peine proprement dite, elle ne doit cependant être appliquée que lorsqu'elle est prononcée par une loi expresse; nous en avons déjà fait l'observation.

Elle ne peut jamais l'être par *induction*.

XXVIII. La confiscation des choses saisies a principalement lieu en matière de Douanes, de Droits-Réunis et de délits forestiers.

Dans ces matières et autres semblables, lorsque la confiscation se trouve ordonnée par la loi, elle doit l'être par les Tribunaux, lors même que le procès-verbal constatant la contravention serait infecté d'une nullité radicale, si les choses saisies constituent par elles-mêmes la contravention.

Ainsi, par exemple, en matière de douanes, si les marchandises saisies sont Anglaises ou réputées telles;

En matière de Droits-Réunis, si le conducteur des liquides n'est pas porteur d'un acquit ou d'un passe-avant;

En matière forestière, si les arbres coupés en délit ont été saisis sur le lieu où la contravention a été commise;

La nullité du procès-verbal ne peut empêcher la confiscation des choses saisies.

XXIX. Mais si les choses saisies n'établissent pas nécessairement la contravention, l'aveu fait par la partie saisie suffirait-il, dans le cas de nullité du procès-verbal, pour faire prononcer la confiscation?

Plusieurs arrêts ont jugé que l'aveu du contrevenant serait suffisant; nous pouvons citer notamment ceux des 18 pluviôse an ix, 4 septembre 1806, 30 janvier 1807, 26 mars et 17 novembre 1808.

XXX. Mais dans le cas de désaveu du prévenu, le Tribunal saisi pourrait-il ordonner *d'office* qu'il serait fait preuve de la contravention?

Devrait-il l'ordonner si elle était offerte?

Ces deux questions exigent chacune un examen particulier.

Et d'abord, quant au point de savoir si le Tribunal saisi peut ordonner *d'office* la preuve dans le cas de nullité du procès-verbal, pour parvenir à la confiscation,

on peut invoquer l'article 254 du Code de procédure civile qui autorise les Tribunaux à ordonner d'office la preuve des faits qui leur paraissent concluans, lorsque la loi ne le défend pas.

Mais outre que les formes de procéder, en matière civile, n'ont rien de commun avec celles de procéder en matière correctionnelle, il faudrait toujours savoir, pour en faire une juste application, si la loi particulière de la matière ne défendrait pas l'admission de la preuve testimoniale.

Faudrait-il qu'elle la prohibât d'une manière formelle ?

Nous estimons qu'il y aurait une défense suffisante dans la loi, si elle portait que la contravention serait constatée par un procès-verbal, sans faire aucune réserve de la preuve, dans le cas de nullité de cet acte.

Or, en matière de Douanes et de Droits-Réunis, la loi exige impérieusement un procès-verbal ; et si le procès-verbal est nul, c'est comme s'il n'en avait été rapporté aucun.

Nous ne pensons pas, en conséquence, que dans ces matières les Tribunaux soient autorisés à ordonner, d'office, aucune preuve, quelque concluans d'ailleurs que les faits puissent leur paraître.

Cependant, s'il n'y avait pas une simple *fraude* à imputer au prévenu, mais un véritable *crime*, le Ministère public serait autorisé à en poursuivre la réparation, lors même qu'il n'aurait été dressé aucun procès-verbal. C'est la disposition des art. 5 et 6 du décret impérial du 18 octobre 1810, qui établit les Cours prévôtales de Douanes, et il y a même raison de décider en matière forestière et de Droits-Réunis.

XXXI. Mais lorsque le procès-verbal est simplement *insuffisant*, ce qui arrive, en matière forestière, lorsque, constatant un délit qui peut emporter une condamnation au-dessus de cent fr., il n'a été rédigé que par un *seul* Garde, la preuve de la contravention peut être ordonnée *d'office*, et, à plus forte raison, lorsqu'elle est *offerte* ; parce qu'alors elle n'est que *supplétive*, et que le procès-verbal n'en reste pas moins subsistant.

Cependant, dans ce cas là même, un Tribunal qui n'aurait pas ordonné la preuve *d'office*, ne pourrait pas être censuré, parce que c'est une simple faculté que la loi accorde au Juge, sans lui en imposer l'obligation. (*Arrêts des 18 novembre 1808, et 5 janvier 1809.*)

XXXII. Si la partie poursuivante ou le Ministère public avait offert de rapporter la preuve de la contravention dans le cas de nullité du procès-verbal, les Tribunaux pourraient-ils se refuser à l'admettre ?

La même distinction que nous avons faite sous le Numéro précédent, s'applique ici ; car une preuve ne peut être admise, lors même qu'elle est offerte, que quand elle est autorisée par la loi.

Lorsque son admission n'est pas autorisée, il y a excès de pouvoir dans le jugement

qui l'ordonne, comme il y a déni de Justice lorsque la loi l'autorise, et que le Tribunal refuse de l'ordonner.

XXXIII. Si la preuve testimoniale n'est pas prohibée en termes exprès par les lois sur les Douanes et sur les Droits-Réunis, elle l'est d'une manière implicite, puisqu'elle n'est pas autorisée dans l'absence d'un procès-verbal, et qu'un procès-verbal *nul* ne peut être pris en considération : *quod nullum est non producit effectum*.

Mais s'il pouvait rester quelques doutes à cet égard, ils se trouveraient levés par cette observation que, sans qu'il soit besoin de rapporter aucune preuve, la confiscation n'en doit pas moins être prononcée dans le cas de nullité du procès-verbal, lorsque la contravention se trouve d'ailleurs constatée par la représentation des choses saisies.

La loi n'a pas été plus loin, parce qu'elle ne l'a pas voulu.

Elle a attaché une confiance entière aux procès-verbaux réguliers des employés, et c'est là une mesure grave et sévère.

Elle devait faire également quelque chose pour le prévenu, et c'est pour cela qu'elle n'a pas voulu qu'il pût être poursuivi, dans le cas où le procès-verbal est nul.

XXXIV. Ainsi, lorsque le procès-verbal n'est pas nul, mais simplement *insuffisant*, la preuve peut être admise par voie *supplétive*; mais si le procès-verbal est *nul*, la preuve n'est point admissible, à moins que la preuve soit simplement *supplétive de l'aveu* que le contrevenant a pu faire.

XXXV. Dans tous les cas où la preuve offerte pourrait être accueillie, nous ne pensons pas que les signataires des procès-verbaux *annulés*, puissent être valablement produits comme témoins, lors sur-tout qu'ils peuvent profiter en tout ou en partie du bénéfice de la condamnation.

XXXVI. Une autre observation qui ne doit pas échapper, c'est que, quoique la confiscation ne semble être qu'un accessoire de l'amende, puisque la confiscation n'est pas une peine proprement dite, il est cependant des cas où elle doit être prononcée, quoique le contrevenant ne puisse être condamné à l'amende; l'un de ces cas est celui où le procès-verbal qui constate la contravention est déclaré *nul*.

Elle peut donc être prononcée contre les héritiers des contrevenans, quoique l'organe n'ait aucune action à exercer contre eux à raison du délit.

XXXVII. Mais est-il absolument nécessaire que l'objet confiscable ait été saisi, pour que la confiscation puisse être prononcée?

La question s'est présentée à la Cour de cassation, qui l'a décidée *négativement* par ses arrêts des 19 février 1807, et 17 février 1809.

Dans l'espèce du premier, il s'agissait de confiscation de liquides, prononcée en faveur de la régie des Droits-Réunis.

Il y avait cela de particulier, qu'il était constaté, par un procès-verbal en forme régulière, que s'il n'avait pas été procédé à la saisie des liquides, c'était à raison des empêchemens que le propriétaire y avait apportés.

Mais la Cour de cassation jugea en point de droit, qu'il suffit de la contravention constatée, pour que les objets qui la constituent soient confiscables.

Dans l'espèce du second, la confiscation prononcée portait sur une lance dont le prévenu s'était servi pour frapper; la confiscation était plutôt, dans ce cas, une mesure de police, qu'une véritable confiscation.

XXXVIII. Cette jurisprudence doit-elle être maintenue sous l'empire du Code pénal?

L'art. 137 du Code d'instruction criminelle veut que les peines soient appliquées au prévenu, indépendamment de la confiscation des choses *saisies*, ce qui semble supposer qu'il n'y a réellement lieu à la confiscation que quand les choses confiscables ont été saisies; et cette explication de l'art. 137 du Code d'instruction criminelle, se trouve confirmée par la disposition de l'art. 464 du Code pénal, qui porte que les peines de police sont l'emprisonnement, l'amende et la confiscation des objets *saisis*.

Nous estimons, d'après cela, que dans le nouvel ordre de choses, il faut qu'il y ait saisie de l'objet confiscable, pour que la confiscation puisse en être prononcée, sauf le cas d'obstacles apportés à la saisie par le fait du contrevenant, lorsque ces obstacles se trouvent constatés; car, le contrevenant ne doit pas profiter du fruit de sa violence et de ses voies de fait.

XXXIX. Il n'en est pas de même en matière de Douanes; il suffit que les objets confiscables se trouvent sous la main de la Justice, lors même qu'ils le seraient par suite d'un procès verbal nul; mais c'est par exception à la règle générale, et cette exception ne peut être étendue au-delà des bornes que la loi y a mises.

ARTICLE CXXXVIII.

La connaissance des contraventions de police est attribuée au Juge-de-peace et au Maire, suivant les règles et les distinctions qui seront ci-après établies.

OBSERVATIONS.

I. Cet article exigerait de grands développemens, si le Code n'avait pas fait des applications particulières du principe qui s'y trouve posé, aux divers cas qui peuvent se présenter, et si nous n'avions pas à les placer d'une manière plus utile sous les différens articles qui s'en occupent.

II. Nous nous bornerons, en conséquence, à observer, quant à présent, que c'est aux Juges-de-peace et aux Maires que le Code donne compétence pour connaître des contraventions de police, d'après leurs attributions respectives; mais qu'il ne la donne aux Maires que d'une manière infiniment restreinte.

Il ne leur donne même que la simple concurrence avec les Juges-de-peace qui sont investis de cette compétence, dans tous les cas, en matière de police.

III. Nous devons aussi rappeler que les Maires de toutes les Communes ne sont pas indistinctement appelés à connaître des contraventions de police; qu'il n'y a que ceux des Communes *autres que celles des chefs-lieux de canton*, auxquels le Code a confié ce pouvoir.

M. le Conseiller-d'Etat Treilhard en a donné la raison dans son discours de présentation du projet du Code d'instruction criminelle au Corps-législatif.

Le motif de proximité qui a déterminé à établir le Maire juge de police, a dit cet orateur, ne subsistant plus dans les Communes chefs-lieux de canton, on a dû laisser la connaissance exclusive des contraventions qui s'y commettent, aux Juges-de-peace qui doivent y résider.

§. I.^{er}

DU TRIBUNAL DU JUGE-DE-PAIX COMME JUGE DE POLICE.

ARTICLE CXXXIX.

Les Juges-de-peace connaîtront exclusivement,

1.^o *Des contraventions commises dans l'étendue de la Commune, chef-lieu du canton ;*

2.^o *Des contraventions dans les autres Communes de leur arrondissement, lorsque, hors le cas où les coupables auront été pris en flagrant délit, les contraventions auront été commises par des personnes non domiciliées ou non présentes dans la Commune, ou lorsque les témoins qui doivent déposer n'y sont pas résidans ou présents ;*

3.^o *Des contraventions à raison desquelles la partie qui réclame conclut, pour ses dommages-intérêts, à une somme indéterminée, ou à une somme excédant quinze francs ;*

4.^o *Des contraventions forestières poursuivies à la requête des particuliers ;*

5.^o *Des injures verbales ;*

6.^o *Des affiches, annonces, ventes, distributions ou débits d'ouvrages, écrits ou gravures contraires aux mœurs.*

7.^o *De l'action contre les gens qui font le métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes.*

OBSERVATIONS.

I. Cet article fait l'énumération des contraventions de police dont les Juges-de-
paix doivent connaître *exclusivement*.

Il commence par leur donner la connaissance exclusive de toutes les contraven-
tions qui se commettent *dans les chefs-lieux de canton*, ce qui est une conséquence
des dispositions de l'art. 166, qui n'accorde compétence aux Maires des Communes,
autres que celles des chefs-lieux, que dans le cas de contraventions commises dans
l'étendue de leurs Communes respectives.

II. C'est également par une conséquence d'autres dispositions du même article,
que les Juges-de-*paix* sont autorisés à connaître exclusivement du fait imputé au
prévenu, lorsque la partie réclamante conclut, pour ses dommages-intérêts, à une
somme indéterminée, on qui excède 15 francs.

III. Si les parties intéressées ou les témoins n'étaient pas domiciliés dans la Com-
mune, quand même la partie réclamante concluerait à des dommages-intérêts
au-dessous de 15 francs, l'affaire n'en rentrerait pas moins dans la compétence
exclusive du Juge-de-*paix*.

La compétence des Maires tenant le Tribunal de police, est donc très-restreinte,
ainsi que nous l'avons déjà observé.

Elle l'est même bien davantage encore sous d'autres rapports.

IV. Le N.^o 6 de l'art. 639 du Code d'instruction criminelle, met au nombre des
contraventions de police, les affiches, annonces, ventes, distributions et débits
d'ouvrages, écrits ou gravures *contraires aux mœurs*.

Mais ce n'est que relativement aux crieurs, afficheurs et distributeurs *avoués
par la police* : car s'ils n'en étaient pas avoués, lors même que l'auteur et l'im-
primeur seraient connus, les crieurs et afficheurs devraient être traduits devant les
Tribunaux correctionnels. (*Art. 290 du Code pénal.*)

V. Les crieurs, afficheurs, et distributeurs d'ouvrages ou gravures *contraires
aux mœurs*, seraient même avoués par la police, qu'ils n'en devraient pas moins
être traduits devant le Tribunal correctionnel, si les ouvrages ou gravures qu'ils
auraient criés, affichés ou distribués, ne portaient *aucun nom d'auteur ou d'im-
primeur*, lors même qu'ils feraient connaître celui qui les leur aurait remis pour les
crier, afficher ou distribuer; lors même que, de son côté, la personne qui les
leur aurait remis, ferait connaître l'imprimeur ou le graveur, et lors encore que
l'imprimeur ou le graveur indiquerait l'auteur.

L'auteur dénoncé devant être traduit devant le Tribunal correctionnel, il faudrait également y traduire les crieurs, afficheurs et distributeurs, à raison de l'indivisibilité de la procédure.

Mais dans ce cas, le Tribunal correctionnel n'aurait que des peines de simple police à appliquer aux crieurs, afficheurs et distributeurs avoués de la police, et même à l'imprimeur ou au graveur qui aurait indiqué l'auteur de l'ouvrage contraire aux mœurs, imprimé, crié, affiché ou distribué.

VI. Le seul cas où le Tribunal de police est compétent pour connaître de la prévention portée contre les crieurs, afficheurs et distributeurs de semblables ouvrages, est donc celui où, *étant avoués par la police*, ils ont crié, affiché ou distribué des ouvrages, écrits ou gravures *portant un nom d'auteur ou d'imprimeur*.

C'est alors une contravention isolée, qui n'a rien de commun avec le délit des auteurs, et qui peut dès-lors être instruite et jugée, sans que les auteurs y soient parties.

Il y a même raison de décider, à l'égard de l'imprimeur et du graveur, lorsque l'ouvrage imprimé ou gravé porte le nom de l'auteur.

VII. Mais dans aucun cas, même dans celui du flagrant délit, les Maires ne peuvent connaître, comme Tribunal de police, d'une semblable contravention : ce qui résulte de l'art. 166, qui porte que les Maires *ne pourront jamais connaître* des contraventions attribuées *exclusivement* aux Juges-de-paix, par l'art. 139.

VIII. Si l'ouvrage publié contenait *provocation* à des crimes ou à des délits, les crieurs, afficheurs ou distributeurs, fussent-ils avoués par la police, et l'ouvrage fût-il revêtu d'un nom d'auteur ou d'imprimeur, l'affaire serait de la compétence du Tribunal correctionnel, contre tous les contrevenans. (*Art. 285 du Code pénal.*)

L'art. 147 du Code d'instruction criminelle ne donne compétence, en effet, aux Tribunaux de police, que relativement aux ouvrages, annonces, écrits et gravures *contraires aux mœurs*.

IX. Par son N.º 7, l'art. 139 met dans la compétence exclusive des Juges-de-paix, toutes poursuites à faire contre les gens qui font métier de deviner et de pronostiquer, ou d'expliquer les songes.

Les anciennes lois n'étaient pas aussi indulgentes : elles punissaient de peines fort graves, ceux qui se permettaient de faire un pareil métier.

On peut voir à ce sujet, un édit du mois de juillet 1632.

Cet édit demeura sans exécution, il est vrai, lorsque le Code pénal de 1791 fut mis en activité.

Mais ces sortes de contraventions n'en furent pas moins sévèrement réprimées.

On leur appliqua les dispositions de l'art. 35 de la loi du 19 juillet 1791, répressives. *du délit d'escroquerie.*

Aujourd'hui ce n'est plus qu'une simple contravention de police, lorsque le fait ne se rattache à aucun crime ou délit.

X. Par le Code de brumaire an iv, article 605, les injures verbales avaient été mises au nombre des simples contraventions, sans autre restriction que celle résultante de ce qu'elles auraient été proférées contre des Fonctionnaires publics, *dans l'exercice de leurs fonctions*.

Le plus ou le moins de gravité de l'injure ne changeait rien à la compétence.

La Jurisprudence sur ce point était constante, ainsi que l'attestent une foule d'arrêts, parmi lesquels on peut consulter ceux des 30 nivôse an xi, et 22 mai 1810.

XI. La *calomnie* n'était pas même exceptée, et il y avait une telle lacune à cet égard dans les anciens Codes, que, lorsque la calomnie était *écrite*, elle ne pouvait donner lieu qu'à des poursuites *civiles*.

Mais le Code pénal a réparé cette omission.

XII. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, lorsque l'injure n'avait pas été faite à un Fonctionnaire public *dans l'exercice de ses fonctions*, la seule difficulté qui pouvait s'élever, était celle de savoir si le fait dénoncé constituait une véritable injure.

Voici à cet égard quelques monumens de la jurisprudence, qui ne sont pas étrangers aux nouveaux Codes, lesquels ne prononcent des peines que contre ceux qui se sont rendus coupables de *véritables injures*:

Un Prêtre avait rendu plainte au Tribunal de police, de ce qu'il lui avait été reproché de s'être *marié*, et le Tribunal avait condamné le prévenu à l'amende.

Mais, sur le recours du condamné, le jugement fut annulé par arrêt du 28 ventôse an ix; « Attendu que *dire à quelqu'un qu'il a fait ce que la loi ne lui défendait pas de faire, ne pouvait être considéré comme une véritable injure.* »

Ce principe n'est pas vrai, aujourd'hui, dans toute sa généralité : car l'art. 367 du Code pénal répute injure, toute imputation qui peut exposer celui contre lequel elle a été proférée au mépris ou à la haine des citoyens, lors même que le fait reproché au plaignant ne porterait pas l'empreinte d'une action réprouvée par la loi.

XIII. Gertrude Zendorf avait signé un contrat de mariage avec un nommé Ferdinand.

Peu de jours après, elle avait écrit une lettre à Ferdinand, dans laquelle, en professant pour lui une sincère estime, elle lui annonçait que des motifs particuliers, étrangers à lui et à sa famille, l'engageaient à retirer sa parole.

Ferdinand prenant le refus de Gertrude Zendorf pour une injure, la traduisit devant le Tribunal de police pour en obtenir réparation.

Gertrude Zendorf proposa un déclinatoire qui fut rejeté.

Elle se pourvut en cassation contre le jugement, et par arrêt rendu au rapport de

M. Porriquet, l'annulation en fut prononcée; « attendu que le refus consigné dans la » lettre de Gertrude Zendorf, adressée à Ferdinand lui-même, et qui était conçue » dans les termes les plus honnêtes et les plus modérés, ne pouvait constituer une » injure. »

XIV. Par autre arrêt rendu le 15 janvier 1808, au rapport de M. Oudot, il fut jugé que dire de quelqu'un qu'il est atteint d'une maladie qui n'a rien de déshonorant en elle-même, et qui ne suppose dans la personne qui s'en trouve alligée aucune immoralité, ce n'est point commettre une injure qui puisse autoriser des poursuites devant un Tribunal de police.

XV. Le 8 septembre 1809, au rapport du même Magistrat, il fut jugé que le desservant d'une paroisse n'avait pu compétemment saisir un Tribunal de police, pour obtenir réparation du Maire de sa Commune, qui lui avait dit, dans une discussion concernant les intérêts de la Commune, que les Ministres du Culte étaient fort experts à expliquer la Bible, mais qu'au surplus ils étaient des ânes.

Le motif de l'arrêt fut, « que les propos, mêmes grossiers, qui ne tendent point à » attaquer la probité, l'honneur et la réputation de quelqu'un, ou à porter atteinte » à son crédit et à la réputation dont il jouit, ne peuvent être considérés comme » injurieux dans le sens de la loi. »

Nous pourrions multiplier les citations; mais il suffit d'avoir posé le principe et d'avoir donné quelques exemples à l'appui.

Cependant, cela ne peut nous dispenser de citer encore l'arrêt rendu le 15 mars 1811, au rapport de M. le Baron Favard de Langlade, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général, en ce qu'il fut attributif de compétence, au Tribunal de police; le propos reproché aux prévenus devant être considéré comme constituant une véritable injure.

Un individu avait été qualifié de *sorcier*;

Il en avait rendu plainte devant le Tribunal de police, et le Tribunal s'était déclaré incompétent, attendu que c'était plutôt une absurdité qu'une injure, de traiter quelqu'un de sorcier.

Mais un pareil propos tendait à exposer celui qui en était l'objet, à la haine et au mépris de la classe ignorante du peuple; ce qui suffisait pour faire rentrer l'affaire dans les dispositions de l'art. 367 du Code pénal.

Ce motif fut adopté avec d'autant moins de difficulté, que la qualification de sorcier, donnée au demandeur, avait été accompagnée d'accusations assez graves.

Cependant, la Cour pour ne pas affaiblir le principe qu'elle voulait établir, ne parla pas de ces circonstances dans les considérans de son arrêt, ainsi conçu :

« Attendu que l'imputation de sorcellerie faite à Louis Ralassey, Jean Panison, » Etienne Moulin et Jean Dugui, par Claude Griffé, formait une injure grave qui » pouvait nuire à la réputation de ceux auxquels elle était adressée; que d'ailleurs

» cette imputation , en la laissant accréditer , pouvait égarer l'opinion du peuple ,
 » troubler l'ordre et la tranquillité publique , et occasionner des résultats fâcheux
 » au préjudice de ceux qui en avaient été l'objet ;
 » Que dès-lors , en refusant de prononcer sur une demande en réparation d'un
 » pareil propos , le Tribunal de police avait violé l'art. 471 du Code pénal. »

XVI. En prononçant cet arrêt , la Cour eut pour principal motif de faire cesser de semblables qualifications , et les crimes qui pouvaient en être la suite.

Le 19 août 1808 , elle s'était en effet trouvée dans la dure nécessité de confirmer un arrêt de mort , prononcé par la Cour de Justice criminelle du département de la Mayenne , contre le père , la mère et la sœur de Julien Horan , déclarés convaincus par le Jury , d'avoir introduit dans leur four , chauffé exprès , le nommé François Pillet , et de l'y avoir fait brûler , sur le refus qu'il avait fait de lever un prétendu sortilège qu'ils disaient avoir été mis sur ledit Horan , malgré les protestations de ce malheureux qu'il n'était pas sorcier , et qu'il ne méritait pas la réputation qu'on lui en avait faite.

XVII. Sous l'empire de l'ancienne législation , il n'y avait que les injures verbales faites aux Fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions , qui sortissent de la compétence des Tribunaux de police. (*Art. 19 , titre 2 de la loi du 19 juillet 1791.*)

Elles y restaient lorsqu'elles ne leur avaient été faites qu'à l'occasion de cet exercice.

Cette distinction devait disparaître dans les nouvelles lois.

Aussi l'art. 222 du Code pénal a-t-il assimilé les injures faites aux Fonctionnaires publics à l'occasion de leurs fonctions , à celles qui leur sont faites dans l'exercice de leurs fonctions. Toutes rentrent aujourd'hui dans la compétence des Tribunaux correctionnels.

La Cour de cassation le décidait ainsi toutes les fois qu'elle pouvait le faire , sans contrevenir à la loi.

Elle avait jugé , en conséquence , le 10 thermidor an 10 , qu'un Juge-de-paix qui avait été outragé sur le lieu où il s'était transporté pour dresser un procès-verbal , l'avait été dans l'exercice de ses fonctions , quoique son opération ne fût point alors commencée.

Elle l'avait jugé de même le 17 mai 1806 , à l'égard d'un Garde forestier qui avait été insulté lorsqu'il se rendait au canton de bois mis sous sa surveillance.

Et aussi le 28 décembre 1807 , en faveur d'un Adjoint de Maire insulté dans sa maison , par un individu qu'il venait de faire citer pour comparaître au Tribunal de police , et à raison de cette citation.

La Cour de cassation en avait rendu un quatrième dans le même sens , en faveur du Président d'un Tribunal qui , rentré de l'audience , avait été gravement insulté dans sa maison par un individu qui venait de perdre sa cause.

XVIII. Mais si le Fonctionnaire public insulté n'était pas revêtu des marques distinctives de sa qualité, et qu'il ne fût pas connu pour tel, l'action d'injure qu'il serait en droit d'exercer appartiendrait-elle à la police correctionnelle ou à la simple police ?

Les nouveaux Codes ne portent rien de plus précis à cet égard que les anciennes lois, de sorte que sur cette question il faut reconrir aux monumens de la Jurisprudence.

Or, il fut jugé les 9 nivôse an xi, et 9 février 1809, que l'outrage fait à un Fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, quoiqu'il ne fût pas revêtu des marques distinctives de sa qualité, lorsqu'il était connu *pour tel* de l'individu qui l'avait insulté, était réellement une injure faite à un Fonctionnaire public, dans le sens de la loi, et que la répression d'un pareil outrage appartenait à la police correctionnelle.

Mais il fut également jugé les 13 août 1807, et 13 avril 1809, que lorsque le Fonctionnaire public est déguisé, et que, d'après son déguisement, on peut présumer qu'il n'a pas été connu pour tel, l'injure qui lui a été faite doit être considérée comme si elle l'avait été à un simple particulier.

XIX. Si le Fonctionnaire public avait été outragé sur un autre territoire que celui où il exerce ses fonctions, pourrait-on dire que l'insulte aurait été faite à un Fonctionnaire public, dans le sens de la loi ?

La Cour de cassation jugea la négative, par arrêt du 10 décembre 1807, en regardant comme injure faite à un simple particulier, celle qui l'avait été à un Maire, dans une Commune voisine sur laquelle il avait poursuivi le contrevenant.

Mais il y avait cela de particulier, que la contravention dont le Maire prétendait avoir à se plaindre, et pour raison de laquelle il avait suivi le prévenu sur un territoire étranger, lui était *personnelle*; et dans les mêmes circonstances, notre avis est qu'il faudrait encore juger de la même manière.

Mais en faisant abstraction de cette circonstance, nous pencherions fortement pour l'opinion contraire; car si le Maire n'avait pas été personnellement intéressé à la chose, et s'il n'avait pas plutôt agi comme véritable partie que comme Magistrat, il aurait été nécessairement outragé à l'occasion de ses fonctions, puisque la contravention aurait été commise sur son territoire, et que ce serait à raison de cette contravention qu'il aurait suivi le contrevenant sur un territoire étranger.

XX. Nous pensons, en effet, que, dans quelque lieu que le Fonctionnaire public soit outragé, lorsqu'il l'est à l'occasion de ses fonctions, l'affaire appartient à la police correctionnelle; de telle sorte qu'un Conseiller de la Cour Impériale de Paris, qui aurait été outragé à Lyon, à Strasbourg ou à Anvers, à raison d'un anêt qu'il aurait rendu, l'aurait été réellement à l'occasion de ses fonctions, et que l'affaire rentrerait par là dans la compétence des Tribunaux correctionnels.

XXI. Nous pensons aussi que si l'outrage avait été fait à un individu qui aurait

cessé d'être dans l'exercice des fonctions publiques, ce serait au Tribunal correctionnel à en connaître, si l'injure lui avait été faite à l'occasion de ses anciennes fonctions.

XXII. Mais quels sont les Fonctionnaires publics qui ne peuvent être outragés dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, sans donner lieu à la compétence des Tribunaux correctionnels ?

Sous l'empire de la loi du 19 juillet 1791, il suffisait de remplir des fonctions publiques pour que l'injure rentrât dans la compétence des Tribunaux correctionnels; car l'art. 19, titre 2 de cette loi parlait des Fonctionnaires publics d'une manière générale.

Aussi la Cour de cassation jugea-t-elle, les 6 vendémiaire an x, et 13 février 1807, que les Préposés des Droits-Réunis et les Syndics des Marins, remplissant des fonctions publiques, les injures qui leur étaient faites devaient être dénoncées aux Tribunaux correctionnels.

XXIII. Doit-il en être de même sous l'empire du Code pénal ?

Ce n'est plus des Fonctionnaires publics sans restriction, que parle l'article 222; mais des Magistrats de l'ordre *administratif et judiciaire*, et de simples préposés ne peuvent être placés dans cette catégorie.

L'art. 223 ne parle non plus que de Magistrats :

Et si l'art. 224 s'occupe d'autres Fonctionnaires, ce n'est que des Officiers ministériels, ou des Agens dépositaires de la force publique.

Ce ne sont donc que les Magistrats de l'ordre administratif et judiciaire, que les Officiers ministériels et les Agens de la force publique, qui font exception à la règle générale établie par l'art. 139 du Code d'instruction criminelle : d'où il faut tirer la conséquence que les seuls outrages faits aux Magistrats de l'ordre administratif et judiciaire, aux Officiers ministériels et aux Agens de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions, ou à raison de cet exercice, sont de nature à être poursuivis devant les Tribunaux correctionnels, et, par suite, que toutes injures faites à d'autres personnes rentrent dans la compétence des Tribunaux de police, lorsqu'elles n'ont pas un degré de publicité et de gravité qui les en fasse sortir sous un autre rapport.

Un arrêt du 27 juin 1811 a fait l'application de cet article au Maire d'une Commune qui avait été outragé, pendant qu'il assistait, en sa qualité de Maire, le Sous-Inspecteur forestier, dans le recollement de la forêt communale.

Nous aurons bientôt l'occasion de rapporter cet arrêt, qui a encore jugé plusieurs autres questions très-importantes.

XXIV. Lorsqu'il a été proféré des injures soit à l'audience, soit dans tout autre lieu où se fait une instruction judiciaire, elles doivent être réprimées, *séance tenante*, par quelque Tribunal ou quelque Juge que ce soit, sauf l'appel, si la peine appliquée est celle de police correctionnelle. (*Art. 505 du Code d'instruction criminelle.*)

Si l'injure est faite à un Magistrat de l'ordre administratif, ou à un Officier de police administrative ou judiciaire, faisant *publiquement* quelques actes de leur ministère, ils doivent en dresser procès-verbal, et renvoyer l'affaire devant les Juges compétens. (*Art. 509, ibid.*).

XXV. Mais si l'outrage est fait au Juge-de-peace ou au Maire tenant l'audience de police; si l'on se permet de proférer devant eux des injures contre des particuliers, sont-ils autorisés à prononcer les peines que la loi veut être appliquées, suivant la nature du délit ou de la contravention?

L'art. 505 du Code d'instruction criminelle porte que la peine sera prononcée, *séance tenante*, par le Tribunal devant lequel l'outrage aura été fait, sauf l'appel, dans le cas où la peine appliquée aura été celle de police correctionnelle, si le Tribunal qui l'a prononcée n'est autorisé à juger qu'à la charge de l'appel.

L'art. 91 du Code de procédure civile accordait déjà le même pouvoir aux Tribunaux.

Mais l'art. 11 du même Code restreignait, à cet égard, la compétence du Juge-de-peace à l'application de la peine de l'emprisonnement pour trois jours, qui était celle de police, lorsque ce Code fut publié.

XXVI. Le Législateur a-t-il entendu donner une plus grande latitude de pouvoirs au Juge-de-peace et aux Maires, lorsqu'ils tiennent leurs audiences de police?

Ce qui rend cette question très-délicate, c'est que les Maires sont déclarés incompétens par l'art. 139, de connaître, *en aucun cas*, des matières exclusivement réservées aux Juges-de-peace, et que les injures verbales sont de cette nature.

Comment supposer, en effet, qu'après avoir donné aux Maires une exclusion aussi formelle, le Législateur ait entendu leur donner caractère par l'art. 505, non-seulement de prononcer des peines de police en pareille matière, mais même d'en prononcer de correctionnelles?

Si l'art. 139 autorise les Juges-de-peace à connaître de l'action d'injure, ce n'est qu'autant qu'elles peuvent être réprimées par des peines de simple police; c'est-à-dire, lorsque l'outrage ne leur a pas été fait personnellement, ou à d'autres Magistrats, Officiers ministériels ou Agents de la force publique, et que, sous un autre rapport, l'injure ne rentre pas dans la compétence des Tribunaux correctionnels.

Cependant, l'art. 505 parle du cas où la condamnation à des peines correctionnelles aurait été prononcée par un *seul* Juge; ce qui s'applique naturellement au Tribunal de police, puisqu'il est le seul qui ne soit composé que d'un Juge, d'où seul le résulter une véritable antinomie.

Mais, si l'on considère que l'art. 505 est purement exceptionnel, toute idée d'anti-

nomie disparaît ; car jamais une exception à la loi générale ne peut occasionner une antinomie.

Les Juges-de-peace, même les Maires qui tiennent l'audience de police, sont donc autorisés à prononcer, séance tenante, des peines correctionnelles, dans le cas prévu par l'art. 565.

XXVII. La *calomnie* fût-elle *verbale*, n'en rentrerait pas moins dans la compétence des Tribunaux correctionnels, puisque l'art. 367 du Code pénal a nommément excepté ce genre de délit, de la compétence des Tribunaux de police.

Reste à savoir ce qui peut la constituer.

Celui-là se rend coupable de calomnie, porte l'article cité, qui, dans des lieux ou réunions publiques, aura imputé à un individu quelconque, des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils auraient été articulés, à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou qui l'exposeraient au mépris ou à la haine des citoyens.

Le même article apporte cependant une exception à cette règle générale, pour le cas où la loi autorise la publicité des faits allégués, et où l'auteur de l'imputation serait, par la nature de ses fonctions ou de ses devoirs, obligé de les révéler ou de les réprimer.

La loi autorise cette publicité lorsqu'elle résulte d'un jugement ou d'un acte authentique. (Art. 370.)

La révélation en est même ordonnée, dans les cas prévus par la section III, titre premier, livre III du Code pénal, et par les articles 358 et 359 du même Code.

XXVIII. On trouve encore une nouvelle exception consignée dans l'art. 372, qui porte que, si les faits imputés à celui qui se prétend calomnié sont punissables, et que celui qui en a fait l'imputation les ait dénoncés, il doit être *sursis* à la poursuite et au jugement du délit de calomnie, pendant l'instruction de la procédure sur les faits dénoncés.

Sur quoi nous observerons, que la dénonciation doit avoir été faite officiellement.

Ainsi l'ont jugé deux arrêts des 24 frimaire an xiii et 11 vendémiaire an xiv.

XXIX. Il est essentiel de remarquer que l'article 372 ne parle de *sursis* que pour le cas de *dénonciation* et non pour celui où il y a eu *plainte* portée en Justice; et cette distinction n'est pas nouvelle, on la trouve établie dans plusieurs arrêts de la Cour de cassation.

Lorsqu'il y a simple dénonciation, il faut *surseoir*, sauf à reprendre les errements de l'instance, après le jugement ; la loi est formelle : ainsi point de difficulté.

Mais lorsqu'il y a *plainte*, il suffit d'en justifier pour faire cesser *irrévocablement* toutes poursuites sur le délit de calomnie, sauf à la personne injuriée, son recours

pour ses dommages-intérêts devant le Tribunal saisi, si le plaignant s'est rendu partie civile, ou devant les Tribunaux civils après le jugement d'acquit, s'il est resté simple partie plaignante. (*Arrêts des 3 juin 1808 et 12 juillet 1810*).

« Attendu, porte ce dernier arrêt rendu au rapport de M. Banchau, qu'aucune loi n'a mis dans la classe des délits, le défaut de justifier une plainte. »

L'espèce sur laquelle intervint l'arrêt que nous venons de citer, n'est pas absolument la même que celle sur laquelle portent nos observations; mais le principe posé dans l'arrêt est général, et il est facile à justifier: car il ne peut venir dans la pensée d'un homme raisonnable, que celui qui rend plainte en Justice, d'un fait qui lui a porté préjudice, puisse être réputé calomniateur, par le seul fait de l'acquiescement du prévenu.

XXX. Mais le prévenu de calomnie ne pourrait couvrir son délit par une plainte *subéquente et officieuse*.

Ce serait alors le cas de *surseoir* comme dans celui de la simple dénonciation.

XXXI. On a demandé si l'article 372 du Code pénal, qui ordonne le *sursis*, est applicable au cas où l'injure a été faite à un Fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice; et la Cour de cassation a jugé la négative, le 27 juin 1811, au rapport de M. Busschop.

« Attendu que de la combinaison des articles 222, 224, 367, 370 et 372 du Code pénal, il suit évidemment que le sursis ordonné par l'art. 372, n'est relatif qu'à la poursuite des injures faites à des individus comme particuliers, et abstraction faite de tout caractère de Fonctionnaires publics; qu'il ne peut être étendu aux outrages par paroles faits à des Fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice; que ces outrages ont été qualifiés par la loi de *délits contre la chose publique*; qu'on ne peut donc leur appliquer une disposition qu'elle n'a ordonnée que pour les délits contre les *particuliers*, et qu'elle n'a pas déclarée commune à des délits auxquels elle donnait un caractère plus grave, et qu'elle avait classés dans un titre différent;

« Qu'il s'ensuit que des outrages faits par des imputations injurieuses à des Fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, ne peuvent jamais être justifiés par la vérité de ces imputations; et que la dénonciation qui en a été faite ne peut donner lieu au sursis ordonné par l'art. 372, pour des injures faites à des particuliers, et en subordonnant la répression au résultat de l'instruction sur sa dénonciation. »

La Cour jugea, par le même arrêt, qu'il ne pouvait être fait application de l'art. 372 du Code pénal; lorsque l'imputation portait sur un *vice déterminé mais non précisé*; attendu que des faits *non précisés* ne peuvent être la matière légale de poursuites, qui ne peuvent porter sur des habitudes morales, mais seulement sur des faits circonstanciés.

XXXII. L'art. 367 du Code pénal prête beaucoup à l'argumentation.

Ce qui est clair dans cet article, c'est qu'il ne peut y avoir délit de calomnie, que lorsque celui qui en est prévenu s'en est rendu coupable *dans des lieux ou dans des réunions publiques*.

Ce qui est encore très-clair, c'est qu'il y a calomnie toutes les fois qu'il y a imputation de faits qui, dans le cas où ils existeraient, *exposeraient* celui qui en est l'objet à des poursuites *criminelles* ou *correctionnelles*.

Ce qui ne l'est pas moins, c'est qu'il n'y a pas calomnie lorsque la loi *autorise* la publication du fait, ou que, par la nature de ses fonctions ou de ses devoirs, l'auteur de l'imputation était *obligé* de les révéler ou de les réprimer.

Mais ce qui ne l'est pas autant, c'est la disposition par laquelle l'art. 367 déclare coupable de calomnie, celui qui a imputé des faits qui, s'ils étaient vrais, exposeraient le prévenu *au mépris ou à la haine des citoyens*.

Nous conviendrons qu'il était difficile de préciser une pareille disposition, parce que tous les cas sont impossibles à prévoir; mais il n'en résulte pas moins que la nature du délit sera plutôt dans l'opinion des Juges, que dans la loi elle-même.

XXXIII. Lorsque les premiers Juges auront énoncé une opinion sur la nature du fait imputé au prévenu;

Lorsque le Tribunal d'appel l'aura envisagé d'un autre oeil;

Et qu'il y aura eu recours en cassation pour fausse application de l'art. 367;

La Cour de cassation sera-t-elle autorisée à faire elle-même l'appréciation du *fait* ?

Souvent elle a jugé que non, et notamment par ses arrêts des 29 germinal an 9, et 30 octobre 1807.

Mais ces arrêts, et beaucoup d'autres, rendus dans le même sens, ne sont pas applicables à l'espèce particulière, en ce qu'ils rendraient les Tribunaux d'appel les maîtres absolus de la compétence.

Ce qui a été jugé par ces arrêts, doit être sainement entendu.

Les Tribunaux d'appel sont les Juges du point de *fait*; cela est vrai, dans ce sens, que la Cour de cassation ne peut rien changer à la déclaration qu'ils en ont faite :

Mais, en l'appréciant, les Tribunaux d'appel n'ont fait qu'émettre une *opinion*, et cette opinion peut se trouver en opposition avec la loi.

Aussi, la Cour de cassation a-t-elle constamment jugé qu'elle était dans le droit de déclarer *injurieux* des faits qui n'avaient pas été considérés comme tels par les Tribunaux; et *vice versa*.

L'arbitraire des Tribunaux, dans l'application de l'article 367 du Code pénal, n'est donc pas à craindre,

XXXIV. Mais cela ne décide pas la question sur la manière dont doivent s'entendre et s'appliquer les dispositions de l'art. 367.

Nous pensons qu'elles doivent s'expliquer par celles des art. 375, 376 et 471, N.º 11; car lorsqu'il y a réellement injures, il faut nécessairement leur appliquer les dispositions de l'un de ces articles; et celles qui ne rentrent pas dans les articles 375, 376 et 471, doivent dès-lors rentrer par suite dans la disposition de l'art. 367.

L'art. 375 est ainsi conçu :

« Quant aux injures et aux expressions outrageantes qui ne renfermeraient » l'imputation d'aucun fait précis, mais celle d'un vice déterminé, si elles ont » été proférées dans des lieux ou réunions publiques, ou insérées dans des écrits » imprimés ou non, qui auraient été répandus ou distribués, la peine sera une » amende de 16 à 500 fr. »

L'art. 376 porte que : « Toutes autres injures ou expressions outrageantes » qui n'auront pas eu ce double caractère de gravité et de publicité, ne donneront » lieu qu'à des peines de simple police, » lorsqu'il n'y en a pas eu *provocation*, » (art. 471); car cet article ne déclare punissable des peines de police, que ceux qui ont proféré des injures *sans y avoir été provoqués*.

XXXV. Le Code pénal divise donc les injures en trois classes bien distinctes.

Il met au premier rang, celles faites dans des lieux ou réunions publiques, portant imputation de faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés, à des poursuites criminelles ou correctionnelles, et même seulement au mépris ou à la haine des citoyens.

Il met au second, celles faites dans des réunions ou lieux publics, qui ne renferment l'imputation d'aucun fait *précis*, mais seulement celle d'un vice *déterminé*.

Et, dans le troisième, toutes les autres injures ou expressions outrageantes qui n'ont pas été provoquées.

Ainsi, toutes les fois qu'une injure n'a pas été proférée dans des lieux ou réunions publiques, quelque grave qu'elle puisse être, il n'y a pas délit de calomnie.

Ce n'est qu'une simple contravention, quoique faite dans des lieux ou réunions publiques, lorsqu'elle n'a pas la *gravité* dont parlent les art. 367 et 375, puisque l'art. 376 a voulu, *sans restriction*, que toutes les autres injures ou expressions outrageantes, qui n'ont pas le double caractère de *gravité* et de *publicité* dont il venait d'être parlé dans les articles précédents, fussent rangées dans la classe des simples contraventions de police, lorsqu'elles n'ont pas été faites à des fonctionnaires publics.

XXXVI. Les injures *écrites* qui ne renferment pas ce double caractère, appartiennent, comme les injures verbales, à la compétence des Tribunaux de police.

Elles n'ont pas été mises, il est vrai, d'une manière expresse, par l'art. 139 du

Code d'instruction criminelle, dans la compétence des Juges-de-peace; mais, comme elles rentrent dans les dispositions des art. 137 et 138, puisqu'elles ne peuvent être punies que de peines de simple police, (*Art. 376 et 471 du Code pénal*), nous ne faisons pas de doute qu'elles y rentrent naturellement, par le seul fait que ce ne sont que des contraventions de police.

Si l'art. 139 n'a parlé que des injures *verbales*, c'est que, dans les principes de l'ancienne législation, les injures *écrites* appartenaient à la Justice civile, et qu'aucune loi ne portait encore, comme l'a fait depuis le Code pénal, que toutes les injures sans exception, qui n'auraient pas le double caractère de publicité et de gravité dont venaient de parler les art. 367 et 375, ne seraient passibles que des peines de simple police.

Par ce moyen, se sont trouvées anéanties les difficultés sans cesse renaissantes, sur le point de savoir si l'injure était verbale ou par écrit.

XXXVII. On avait poussé le pyrrhonisme jusqu'à mettre en doute si l'injure contenue dans une lettre missive, constituait une injure verbale ou une injure écrite, et il fallut un arrêt de la Cour de cassation pour terminer cette contestation, toute absurde qu'elle était.

Cet arrêt jugea, comme cela devait être, que l'injure était écrite.

Il fut rendu le 22 thermidor an XIII.

Il en fallut un autre pour décider qu'il y avait injure écrite, lorsqu'elle était consignée dans un acte public. (*Arrêt du 11 vendémiaire an XIV.*)

Et il en fallut un troisième, pour convaincre les parties intéressées, que c'était également une injure écrite, que celle consignée dans une plainte faite par écrit. (*Arrêt du 21 germinal an XIII.*)

Ces contestations se subdivisaient à l'infini.

On demandait si c'était une injure verbale ou une injure écrite, que celle résultante de ce que l'on avait rappelé verbalement dans la société, des injures qu'on avait lues dans un Mémoire ou dans une Gazette;

Si c'en était une verbale ou par écrit d'avoir répété les faits contenus dans une plainte ou dans une dénonciation.

Les art. 376 et 471 du Code pénal ont mis fin à toutes ces argumentations.

Que l'injure ait été verbale, ou qu'elle ait été faite par écrit, c'est sa gravité et sa publicité qui doivent seules décider de la compétence du Tribunal chargé de les réprimer, lorsqu'elle a été faite de particulier à particulier.

XXXVIII. Lorsque l'injure résulte d'écrits relatifs à la défense des parties ou des plaidoyers de leurs défenseurs, il a été établi une règle particulière dans le chapitre IV, titre IV du livre II du Code d'instruction criminelle, et par l'article 377 du Code pénal. Le Tribunal saisi a caractère pour la réprimer.

Tout dépend donc de bien déterminer le caractère de l'injure, en ayant égard à la qualité des personnes, et au lieu où elle a été faite.

XXXIX. C'est la matérialité du fait, et non l'intention, qu'il faut considérer en matière d'injure, quant à la compétence du Tribunal qui doit en connaître : car une injure ne résulte pas de la seule intention d'injurier, et le défaut d'intention ne peut faire qu'une injure réelle ne soit pas vraiment une injure. (*Arrêt du 15 janvier 1808.*)

L'intention ne peut être prise en considération, que relativement à la quotité des dommages-intérêts, et au genre de réparation à ordonner.

XI. Il ne suffit pas qu'un mot soit impropre, grossier, qu'une qualification puisse déplaire, pour constituer une véritable injure.

Dire à un borgne qu'il est borgne, à un bossu qu'il est bossu, à une femme qu'elle est laide, c'est manquer à la politesse, aux égards, aux usages, aux devoirs de la société ;

Mais ce n'est point injurier dans le sens de la loi.

XII. Revenons à la distinction établie par les articles 367, 375 et 376 du Code pénal.

La *publicité* de l'injure est nécessaire pour la faire rentrer dans les dispositions des articles 367 et 375 ; de sorte que, sans examiner le plus ou le moins de gravité, lorsque l'injure n'a pas reçu de publicité ; c'est-à-dire, lorsqu'elle n'a pas été proférée dans un lieu ou dans une réunion publique, sa répression appartient à la simple police.

Mais qu'est-ce qui constitue la gravité de l'injure, dans le sens de ces deux articles ?

Cela est d'autant plus important à savoir, qu'il faut qu'il y ait *gravité et publicité* pour établir la compétence des Tribunaux correctionnels.

Il y a gravité, suivant l'art. 367 du Code pénal, lorsqu'il y a imputation de faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils seraient articulés, à des poursuites criminelles ou correctionnelles ;

Ou qui l'exposeraient au mépris ou à la haine des citoyens.

L'injure est de même réputée grave, suivant l'art. 375 du même Code, lorsqu'il y a imputation d'un vice déterminé, quoique non précisé, lorsqu'elle a été publique.

Le Code fait donc consister la distinction qu'il établit entre la calomnie et la simple injure, dans la précision ou la non précision des faits, lors même que l'injure a été faite publiquement.

Imputer à quelqu'un de s'être rendu coupable de tel ou tel meurtre, de tel ou tel vol, c'est exposer celui à qui cette imputation est faite, à des poursuites criminelles.

Lui imputer d'avoir commis telle escroquerie, telle soustraction de pièces, c'est l'exposer à des poursuites correctionnelles.

398. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

C'est conséquemment rentrer dans les dispositions de l'art. 367.

Il y a délit de calomnie.

Mais dire de quelqu'un que c'est un voleur, un ivrogne, un libertin, un joueur, un escroc, sans particulariser aucun fait, c'est l'injurier gravement, mais ce n'est pas l'exposer à des poursuites criminelles ni correctionnelles qui ne peuvent avoir lieu que sur la prévention d'un délit précisé.

XLII. Si donc l'art. 367 ne renfermait pas d'autres dispositions d'après lesquelles on pût établir le délit de calomnie, la chose serait si claire, qu'elle ne pourrait présenter aucune équivoque.

Mais l'art. 367 a ajouté qu'il y aurait calomnie non-seulement lorsque les faits imputés exposeraient celui qui en serait l'objet, à des poursuites criminelles ou correctionnelles, mais aussi lorsqu'ils l'exposeraient au mépris ou à la haine des citoyens.

Pour apprécier cet article dans son véritable sens, il faut le combiner avec l'art. 375 qui répute injure grave et non calomnie, l'imputation de faits non précisés, mais seulement d'un vice déterminé.

Imputer un vice à quelqu'un ne constitue donc pas, aux yeux de la loi, le délit de calomnie, lorsqu'il n'est pas précisé; c'est-à-dire, lorsqu'il s'applique à une généralité d'idées, sans reposer sur aucun fait particulier.

Ainsi, par exemple, dire de quelqu'un qu'il est sorcier; lui imputer d'être un accapareur, un faussaire, c'est lui faire l'imputation d'un vice déterminé, mais sans le préciser; c'est l'injurier gravement, mais ce n'est que l'injurier et non le calomnier; car la calomnie doit reposer non-seulement sur l'imputation d'un vice déterminé, mais en même temps sur celle d'un fait précisé.

De sorte que pour ne pas sortir des exemples donnés, si l'on impute à quelqu'un d'avoir ensorcelé un tel, d'avoir accaparé des grains, à l'effet d'en faire hausser le prix dans tel marché, d'avoir revêtu de fausses signatures des effets de commerce employés dans des paiemens faits à un tel, il y aura calomnie, parce que ce ne sera pas l'imputation d'un vice simplement déterminé, mais que ce vice aura été précisé.

C'est la seule manière de faire une juste application des art. 367 et 375.

XLIII. La compétence des Tribunaux, en matière d'injures, se trouve dès-lors très-bien établie, d'après les art. 367, 375 et 376 du Code pénal.

S'il y a imputation de crimes ou de délits précisés, ou de vices déterminés et précisés, dont la loi n'ait pas autorisé la publicité, et que l'imputation ait été faite dans un lieu ou dans une réunion publique, par une personne que ses fonctions et la nature de ses devoirs n'obligent pas à les révéler ou à les réprimer, il y a délit de calomnie.

Le Tribunal correctionnel doit être saisi.

On doit appliquer à ce genre de délit les art. 371 et 379 du Code pénal.

Si l'imputation a été faite avec la même publicité et par une personne sans caractère, comme dans l'espèce précédente, mais qu'elle n'ait pas porté sur un fait précisé, ce sera bien encore le Tribunal correctionnel qui devra être saisi, s'il a été fait imputation d'un vice déterminé; mais il n'y aura lien qu'à l'application des peines ordinaires, sans que celui qui se sera rendu coupable de l'injure puisse être interdit de l'exercice des droits mentionnés dans l'art. 42; car cet article ne s'applique qu'au condamné pour calomnie, aux termes de l'art. 374.

XLIV. Lorsque l'injure ne rentre pas dans l'un des art. 367 et 375, comme il n'y a que des peines de police à prononcer, c'est le Tribunal de police qui doit être saisi, sauf néanmoins les exceptions suivantes :

La première est tirée de ce que l'injure aurait été faite à un Fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice. (*Art. 222 et suivans du Code pénal.*)

La deuxième, de ce qu'elle l'aurait été devant un Tribunal ou un Juge occupé à faire une instruction. (*Art. 504 et suivans du Code d'instruction criminelle.*)

La troisième, des dispositions de l'art. 377 du Code pénal, pour le cas où des imputations injurieuses auraient été faites dans des écrits relatifs à la défense des parties, ou dans les plaidoyers.

Mais, nous le répétons, il faut que, dans tous ces cas, il y ait une véritable injure; et des propos même grossiers ne peuvent la constituer, lorsqu'ils n'attaquent pas l'honneur et la réputation des personnes contre lesquelles ils sont proférés.

Il n'y en a pas non plus, lorsque le fait imputé à celui qui en est l'objet se trouve établi par jugement ou par actes authentiques. (*Art. 310 du Code pénal.*)

Il n'y en a point, enfin, si les faits allégués sont nécessaires pour une défense légitime. (*Arrêt du 13 prairial an XII.*)

XLV. L'art. 377 du Code pénal autorise les Tribunaux saisis à prononcer sur l'action d'injure résultante des écrits faits par les parties pour leur défense et de leurs plaidoyers; mais si le caractère de la calomnie est grave, et que le Tribunal saisi n'ait pas reçu de la loi le pouvoir nécessaire pour prononcer en pareille matière, il doit faire le renvoi de l'incident devant les Juges compétens.

Ainsi les Tribunaux de commerce, les Chambres de Prud'hommes, les Tribunaux de paix et de police devraient faire ce renvoi, dans le cas de calomnie grave, devant les Tribunaux correctionnels.

Mais les Cours Impériales, d'Assises ou spéciales, et les Tribunaux de première instance, seraient-ils également tenus d'en faire le renvoi?

Nous ne le peisons pas : ils ont la plénitude de juridiction en matière correctionnelle, comme en matière civile.

XLVI. S'il n'était pas question de calomnie grave, et qu'il n'y eût que de simples peines de police à appliquer, il nous paraîtrait résulter des termes de l'article cité, que tous les Tribunaux, sans distinction, seraient autorisés à les prononcer, dès qu'il n'ordonne le renvoi que dans le cas d'injure grave; mais, sauf l'appel, si c'est un Tribunal appellable qui a rendu le jugement.

XLVII. Lorsque la personne qui prétend être insultée par les écrits ou dans les plaidoyers de ses adversaires, n'en a pas demandé la réparation devant le Tribunal saisi, est-elle recevable à le faire après que la cause a été jugée?

Au lieu de s'adresser au Tribunal saisi, pourra-t-elle en rendre plainte devant les Tribunaux correctionnels ou de police?

Notre opinion est que si la personne qui prétend avoir été insultée n'en a pas demandé la réparation devant le Juge saisi, elle est non-recevable à s'en plaindre, lorsque la cause a été définitivement jugée.

La présomption est, en effet, que la partie n'est pas sortie des bornes d'une légitime défense, puisque l'offensé n'a pas à l'instant réclamé, et que le Tribunal n'a pas imposé silence à celui qui s'est permis les imputations qui lui sont reprochées.

La Cour de cassation a jugé dans ce sens, par ses arrêts des 13 prairial an xix, 19 mai et 16 août 1806, et 9 février 1809.

Dans l'espèce de ce dernier arrêt, un Membre d'assemblée cantonale se disant avoir été injurié dans le lieu de la séance, par un autre Membre de la même assemblée, n'avait pas relevé les propos qu'il prétendait injurieux, lorsqu'ils avaient été tenus; et il avait ensuite traduit la personne à laquelle il les imputait, devant le Tribunal de police.

La Cour de cassation décida qu'il y était non-recevable.

Mais si le prévenu avait répété les mêmes propos hors de la séance, et qu'ils fussent vraiment injurieux, il y aurait lieu à des poursuites devant les Tribunaux correctionnels ou de police, suivant leur nature, quoique celui qui en aurait été l'objet ne les eût pas relevés dans la séance.

C'est ce que la Cour de cassation jugea par autre arrêt du 18 du même mois, la personne insultée ayant pu mépriser les propos en première fois, sans se rendre non-recevable à en poursuivre la réparation dans le cas de récidive.

XLVIII. Tous les arrêts cités qui ont déclaré non-recevables les plaintes portées après le jugement de la cause, l'ont été contre des plaignans qui avaient été *présens*, lorsque les imputations dont ils se plaignaient leur avaient été faites.

Faudrait-il juger de même si la personne injuriée avait été *absente*?

C'est notre opinion : car la présomption est que le prévenu s'est renfermé dans une défense légitime; puisqu'il ne lui a été fait aucune injonction par le Tribunal.

Mais si la personne injuriée n'était pas partie dans la cause, et qu'elle y fût tellement étrangère que l'on pût supposer que l'outrage lui aurait été fait par pure méchanceté, pourrait-on aussi lui opposer comme fin de non-recevoir, qu'il n'aurait été fait aucune injonction à celui qui se le serait permis?

La Cour de cassation l'a jugé ainsi contre un individu qui prétendait avoir été insulté à l'audience, par un mari plaidant contre sa femme, et sans qu'il fût partie dans la cause; mais il résultait des pièces du procès, que le plaignant avait mené une conduite qui avait pu autoriser le mari à tenir sur son compte les propos qui lui étaient reprochés.

Sans cette circonstance, nous doutons que la Cour se fût arrêtée à la fin de non-recevoir : car une présomption, quelque forte qu'elle soit, ne peut prévaloir sur la vérité.

XLIX. S'il avait été fait des réserves de la part de la personne insultée, et que le Tribunal saisi en eût donné acte, cela nous paraîtrait suffisant pour couvrir la fin de non-recevoir, et pour autoriser la partie offensée à porter sa plainte, suivant la nature de l'offense, devant les Tribunaux correctionnels ou de police.

L. Il est encore d'autres cas où l'action d'injure n'est pas recevable.

Par exemple, on ne serait pas recevable à se pourvoir en réparation d'injures contre un témoin, sous le prétexte qu'il aurait calomnié le plaignant en faisant sa déposition devant la Justice.

Si le plaignant prétend que le témoin en a imposé, il doit le poursuivre comme coupable de faux témoignage. (*Arrêt du premier août 1806.*)

LI. Mais, lorsqu'il y a une véritable injure, le Tribunal saisi par la plainte, et qui est compétent pour y prononcer, se rendrait coupable de déni de Justice, s'il refusait de statuer par le motif qu'une action de même nature se trouve portée contre le plaignant, à la requête du prévenu, devant un autre Tribunal; l'une des actions ne peut faire cesser l'autre : toutes deux doivent être jugées d'après leurs errements particuliers. (*Arrêt du 4 frimaire an x.*)

LII. Les Tribunaux correctionnels et de police, incompétemment saisis par une plainte en injures, doivent se déclarer incompétens sans y être provoqués, sous peine d'annulation de leurs jugemens, lorsque les faits allégués ne portent pas le caractère de l'injure. (*Arrêt du 11 thermidor an x.*)

LIII. Les injures constituant par elles-mêmes un délit ou une contravention, la

personne insultée déclarerait vouloir les pardonner ou les mépriser, que celui qui se les serait permises pourrait être traduit devant les Tribunaux correctionnels ou de police, à la requête du Ministère public, et il devrait être condamné aux peines prononcées par la loi.

C'est ce qui fut jugé par arrêt du 23 fructidor an x.

LIV. Le prévenu offrirait vainement de rapporter la preuve de la vérité des faits imputés au plaignant ; il ne pourrait y être admis, à moins que la preuve ne résultât d'un jugement ou d'un acte authentique.

C'est la disposition de l'art. 370 du Code pénal, qui ne fait qu'établir en point de doctrine, ce qu'une Jurisprudence constante avait déjà consacré. (*Arrêts des 20 février et 26 avril 1806.*)

Cet article ne semble s'appliquer, à la vérité, qu'au délit de calomnie ; mais il n'est que déclaratif du principe reçu de tous les temps, que *veritas conviciū non excusat à convicio*.

LV. La calomnie aurait été mise au jour par la voie des gazettes étrangères, que ceux qui auraient envoyé l'article au gazetier, qui auraient donné l'ordre de l'insérer, qui auraient contribué à l'introduction ou à la distribution de ces papiers, n'en devraient pas moins être poursuivis devant les Tribunaux correctionnels ou de police, suivant la qualité de l'injure. (*Art. 269, ibid.*)

Si le fait injurieux se trouvait inséré dans une Gazette française, la personne insultée aurait une action solidaire contre l'éditeur et l'imprimeur, sauf leur recours contre celui qui leur aurait fourni l'article.

Sans cette rigueur nécessaire, il n'y aurait ni éditeur ni imprimeur de Gazettes, qui ne pût calomnier impunément qui bon leur semblerait, en présentant, pour sauver sa responsabilité, la signature d'un individu ignoré, ou hors d'état de répondre de ses actions.

LVI. Il est encore un autre genre de contraventions, que l'art. 139 du Code d'instruction criminelle met dans les attributions exclusives du Juge-de-paix.

Ce sont les contraventions forestières, poursuivies à la requête des particuliers.

Il ne suffit pas que la contravention ait été commise dans les bois des particuliers, pour rendre le Juge-de-paix compétent ; il faut qu'elle soit poursuivie à la requête du particulier lésé : ce qui indique suffisamment qu'il est certains délits forestiers qui peuvent être poursuivis à la requête de l'Administration, ou à la diligence de la partie publique, quoiqu'ils aient été commis dans les bois des particuliers.

Tel est, par exemple, le délit de chasse en temps prohibé. (*Arrêts des 10 juillet 1807, et 12 février 1808.*)

Telle est la pêche avec des engins défendus. (*Arrêts des 5 février et 10 juillet 1807.*)

Tel est le pâturage des moutons et des chèvres dans les bois, en tous temps. (*Arrêts des 16 octobre et 5 novembre 1807, et 3 septembre 1808.*)

Il en est de même de toutes les autres contraventions aux lois générales forestières, telles que celles qui résulteraient, par exemple, de ce qu'on se seroit permis d'allumer du feu dans les forêts de particuliers, ou à leur approche;

De ce que l'on en aurait fait la coupe dans le temps de la sève;

De ce que l'on aurait abattu les futaies avant qu'il eût été fait choix des arbres propres à la marine. (*Arrêts des 29 fructidor an XI, et 29 mai 1807.*)

LVII. Lorsque dans ces cas et autres semblables, l'action est intentée à la requête de l'Administration ou du Ministère public, elle doit être portée devant les Tribunaux correctionnels.

LVIII. Ce serait tirer une fausse conséquence de ce que les poursuites pour contraventions forestières, faites à la requête des particuliers, ont été mises par le N.º 4 de l'art. 139 du Code d'instruction criminelle, dans la compétence exclusive des Juges-de-peace, que d'en induire que toutes les contraventions de cette nature, poursuivies à la requête des particuliers, sont nécessairement de la compétence des Tribunaux de police.

Cet article se modifie naturellement par les dispositions de l'art. 137 qui ne met au nombre des contraventions de police, que celles qui peuvent donner lieu à une amende au-dessous de 15 francs, et à un emprisonnement de cinq jours et au-dessous.

Lors donc que la contravention forestière, poursuivie à la requête d'un particulier, est de la nature de celles qui peuvent emporter une amende de plus de 15 fr., ou un emprisonnement de plus de cinq jours, elle rentre de plein droit dans la catégorie des délits dont la connaissance appartient aux Tribunaux correctionnels.

Le mot *exclusif* ne se trouve dans l'art. 139, que pour établir que les Juges-de-peace doivent connaître de ce genre de contravention, à l'exclusion des Maires; c'est ce que la Cour de cassation a jugé par arrêt du 27 juin 1811, sur le rapport de M. Lamarque, et sur les conclusions de M. le Procureur-Général.

Dans cette espèce, un Garde champêtre avait constaté, par procès-verbal, avoir trouvé la femme de Louis Fras, faisant paître six vaches dans un taillis au-dessous de six ans, appartenant à un particulier.

Louis Fras avait été cité au Tribunal de police, comme civilement responsable de la contravention imputée à sa femme.

L'amende encourue à raison du délit, était de 18 francs, et elle fut prononcée par le Tribunal saisi.

Il était question de savoir, sur le recours en cassation contre le jugement, si le Tribunal de police avait été compétent pour prononcer cette amende, aux termes de l'art. 139 du Code d'instruction criminelle.

M. le Procureur-Général établit clairement que l'art. 139 se modifiait nécessairement par les dispositions de l'art. 137.

Que, quoiqu'il fût question d'un délit *forestier* commis dans les bois d'un *particulier*, le Tribunal de police n'était pas compétent pour en connaître, dès que l'amende pouvait être portée à plus de 15 francs.

Et la Cour le décida ainsi, en annulant le jugement dénoncé, pour violation des règles de compétence.

LIX. Les lois à consulter pour s'assurer de la compétence du Tribunal appelé à connaître du délit ou de la contravention en matière forestière, sont l'ordonnance de 1669, et la loi du 28 septembre 1791.

La loi de 1791 n'ayant fait qu'établir des exceptions à l'ordonnance de 1669, ces exceptions doivent être renfermées dans leurs termes; elles se trouvent toutes réunies dans les art. 36, 37 et 38 du titre II.

L'article 36 n'est applicable qu'au cas de maraudage et d'enlèvement de bois à dos d'hommes, dans les bois ou autres plantations d'arbres des particuliers ou communautés; et cet article laisse à l'arbitrage du Juge, de prononcer, contre les délinquans, un emprisonnement de trois mois; de sorte que si le propriétaire du bois veut exercer des poursuites à raison d'un pareil délit, il doit le faire devant les Tribunaux correctionnels.

Il en est de même des délits forestiers indiqués dans l'art. 37, qui a pour objet les vols commis dans les bois taillis, futaies et autres plantations d'arbres des particuliers ou communautés, puisque cet article prononce un emprisonnement de trois jours à six mois, à l'arbitrage des Juges.

LX. Mais il en est autrement dans l'application de l'article 38, relatif aux dégâts commis par le bétail dans les bois taillis des particuliers: car cet article ne porte pas que l'amende sera fixée d'après la valeur du dédommagement dû au propriétaire; il décide qu'elle le sera d'après le nombre et la qualité du bétail surpris en délit; de sorte que si, d'après le nombre et la qualité du bétail, l'amende ne doit pas excéder quinze francs, c'est devant le Tribunal de police que l'affaire doit être portée.

LXI. Quoique l'art. 38 ne parle que des dégâts commis par le bétail dans les bois *taillis* des particuliers, et que relativement à ceux commis dans leurs *futaies*, ce soient les peines prononcées par l'ordonnance de 1669, qui doivent être appliquées; ces peines n'excédant pas toujours, pour la répression des délits de ce genre,

celles de simple police, le contrevenant doit être traduit devant le Tribunal correctionnel ou devant le Tribunal de police, suivant la quotité de l'amende à laquelle le délit ou la contravention peut donner lieu.

LXII. Nous avons insisté sur ce point, parce que la décision est importante, non seulement sous le rapport de la *compétence*, mais sous celui de la *prescription*, puisqu'aux termes des art. 638 et 640 du Code d'instruction criminelle, la prescription en matière de *police* est beaucoup moins longue que celle en matière *correctionnelle*.

Ces articles du Code ne sont point applicables, à la vérité, aux *matières rurales et forestières*, sous le rapport du délai qu'ils accordent pour *intenter l'action*; mais ils s'y appliquent comme à toutes les autres matières correctionnelles et de police, lorsque l'instance a été introduite dans le délai fixé par le Code rural et par la loi forestière de 1791.

Ainsi, les délits ruraux restés sans poursuites pendant *un mois*, et les délits forestiers qui n'auront pas été poursuivis dans les *trois mois*, seront prescrits, quoique le Code d'instruction criminelle ait accordé *un plus long délai* pour la poursuite des autres délits et contraventions; mais lorsque les poursuites des délits ou contraventions forestières et rurales ont été faites dans le mois ou dans les trois mois, suivant leur nature, il ne peut plus être opposé d'autres prescriptions que celles établies dans le Chapitre des *Prescriptions* du Code d'instruction criminelle.

LXIII. Lorsque la compétence du Tribunal de *police* est fondée sur la nature de la contravention, la qualité des personnes ne peut être prise en considération; c'est toujours la même peine qui doit être appliquée.

Telle est la disposition du dernier paragraphe de l'art. 198 du Code pénal.

Il est donc indifférent, pour régler la compétence, de s'occuper du point de savoir si la contravention a été commise par des Fonctionnaires ou Officiers publics, et même si elle l'a été par des Gardes chargés de surveiller ou de réprimer la *contravention* dont ils se seraient rendus coupables.

Mais si les Gardes ou autres Officiers publics s'étaient rendus coupables de *délits* prévus dans le chap. II, livre III, titre II du Code pénal, quoique leur qualité ne fit pas sortir l'affaire de la compétence des Tribunaux *correctionnels*, ils devraient être condamnés au moins à un mois de prison, et ils pourraient même l'être à *un tiers en sus* de la peine la plus forte prononcée par la loi, pour le genre de délit, dont ils se seraient rendus coupables. (*Art. 462 du Code pénal.*) Cet article présente une exception aux dispositions de l'art. 198 du même Code.

ARTICLE CXL.

Les Juges-de-paix connaîtront aussi, mais concurremment avec les Maires, de toutes autres contraventions commises dans leur arrondissement.

OBSERVATIONS.

I. L'art. 139 a déterminé les différens genres de contravention dont les *Juges-de-paix* doivent connaître *exclusivement*.

L'art. 140 donne au *Maire* la *concurrence* avec le *Juge-de-paix*, dans toutes les autres matières de la compétence des Tribunaux de police; de sorte que le premier saisi doit instruire et juger.

Cependant, l'article 166 a établi quelques modifications que les Maires doivent consulter avant de retenir la connaissance des affaires portées devant eux.

II. L'art. 140 parle des Maires *en général*; mais sa disposition doit être entendue dans le sens de l'art. 166 qui n'accorde qu'aux Maires des Communes, non chefs-lieux de canton, le droit de présider le Tribunal de police.

III. Il suffit pour fonder la compétence du Tribunal de police présidé par le Juge de paix, que la contravention ait été commise dans son arrondissement, c'est-à-dire, dans l'étendue de son canton.

Si c'est le Maire qui le préside, elle doit nécessairement avoir été commise sur le territoire de sa Commune.

IV. Le Juge-de-paix empêché ne pourrait se faire remplacer par le Juge-de-paix d'un canton voisin, ni le Maire par celui d'une Commune voisine: la Cour de cassation le jugea ainsi le 27 messidor an ix.

Mais le Juge-de-paix peut être remplacé par son *Suppléant*, quoique le Code d'instruction criminelle ne le dise pas.

C'est ce qui résulte du caractère imprimé aux *Suppléans*, par la loi du 9 ventôse an ix, qui porte, art. 3, qu'au cas de maladie, absence ou autre empêchement du Juge-de-paix, ses fonctions seront exercées par un *Suppléant*.

Le Maire peut l'être également par son Adjoint. (*Art. 167 du Code d'instruction criminelle.*)

V. L'incompétence du Tribunal de police, résultante de ce que la contravention n'aurait pas été commise dans son arrondissement, n'est toutefois que *relative*; de sorte qu'elle peut être couverte par la comparution volontaire des parties.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé par arrêt rendu au rapport de M. Lamarque, le 3 mai 1811.

VI. La *récidive* ne prive pas le Tribunal de police du droit de connaître de la contravention.

La législation contraire, établie par l'art. 607 du Code de brumaire an iv, a été changée par l'art. 482 du Code pénal lequel ne prononce que le *maximum* des peines de simple police contre le prévenu en récidive ; mais dans tous les cas de récidive, prévus par les arts. 474, 478 et 482, le Tribunal de police doit prononcer la peine de l'emprisonnement.

VII. Le Tribunal de police est également compétent pour connaître des contraventions de police, lors même qu'elles seraient imputées à des Gardes champêtres et forestiers, et que ces Gardes les aient commises sur le territoire confié à leur surveillance : car le Code d'instruction criminelle n'a fait aucune exception à leur égard, et le Code pénal ne leur a pas infligé d'autres peines que celles de simple police. (Art. 198.)

L'art. 462 ne doit être appliqué qu'aux délits de police *correctionnelle* dont ils peuvent s'être rendus coupables, et qui se trouvent prévus dans le chapitre II, livre III, titre II du Code pénal.

ARTICLE CXLI.

Dans les Communes dans lesquelles il n'y a qu'un Juge-de-paix, il connaîtra seul des affaires attribuées à son Tribunal. Les Greffiers et les Huissiers de la Justice de paix, feront le service pour les affaires de police.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle s'occupe, dans l'art. 141, de la composition du Tribunal de police.

Elle est la même lorsqu'il existe plusieurs Juges-de-paix établis dans le même canton, que lorsqu'il n'y en a qu'un.

Dans l'un et l'autre cas, le Tribunal n'est composé que d'un seul Juge ; dans l'un et l'autre aussi le Juge-de-paix doit être assisté d'un Greffier et d'un Huissier.

II. Le Greffier fait partie nécessaire du Tribunal de police, de sorte que le Juge de paix ne pourrait en cumuler les fonctions, sans commettre une irrégularité tellement grave qu'elle emporterait la nullité de son jugement. (Arrêt du 23 prairial an ix.)

Le Greffier ne pourrait même être remplacé à l'audience par l'Huissier, les deux fonctions étant incompatibles. (Arrêt du 29 messidor an ix.)

III. Mais le Greffier pourrait-il être appelé, comme *témoin*, devant le Tribunal de police, en continuant à remplir, dans la cause, les fonctions de Greffier ?

La Cour de cassation se décida pour l'affirmative, par arrêt du 2 février 1809 ; mais ce fut sous l'empire du Code de brumaire an iv, et par le motif que les dépositions des témoins n'étaient point écrites ; de sorte qu'on ne pouvait pas dire que le Greffier avait rempli deux fonctions incompatibles.

Dans l'état actuel des choses, au contraire, les déclarations des témoins doivent être écrites dans le procès-verbal, puisque les jugemens émanés des Tribunaux de police, peuvent être attaqués par la voie de l'appel.

Si le Greffier était appelé en témoignage, le Juge-de-paix devrait donc le faire remplacer temporairement dans ses fonctions de Greffier, par une personne âgée au moins de 25 ans, et dont il recevrait préalablement le serment.

ARTICLE CXLI.

Dans les Communes divisées en deux Justices de paix, ou plus, le service au Tribunal de police sera fait successivement par chaque Juge-de-paix, en commençant par le plus ancien ; il y aura, dans ce cas, un Greffier particulier pour le Tribunal de police.

OBSERVATIONS.

I. Le Code veut que dans les Communes divisées en plusieurs Justices de paix, il soit établi un Greffier spécialement attaché au Tribunal de police, parce qu'il est important que toutes les minutes des jugemens soient réunies dans un même dépôt.

Ainsi le voulaient déjà l'art. 14 de la loi du 28 floréal an x, et l'art. 4 de l'arrêté du Gouvernement du 30 fructidor suivant.

II. Il n'y avait pas la même raison pour établir des Huissiers particuliers près du Tribunal de police : car les Huissiers n'ont que des fonctions momentanées à remplir près le Tribunal de police ; ils ne sont chargés de la conservation d'aucun dépôt.

III. Lorsque l'art. 142 parle de l'ancienneté des Juges-de-paix, ce n'est que sous le rapport de leur entrée en exercice, et non sous celui de leur âge, qui ne doit être pris en considération qu'autant qu'ils sont entrés le même jour en exercice.

Ceci n'est, au surplus, que de police intérieure ; de sorte qu'il ne pourrait y avoir lieu à la réformation ni à l'annulation d'un jugement rendu par le Tribunal de police, lors même que le Juge-de-paix qui l'aurait rendu n'aurait pas été, par son ancienneté, celui qui aurait dû tenir l'audience du Tribunal de police. On supposerait, dans ce cas, que le Juge-de-paix moins ancien n'aurait fait que suppléer son collègue empêché.

IV. Le Code d'instruction criminelle se borne à dire que le service au Tribunal

de police se fera successivement par chaque Juge-de-paix, sans rien décider sur la durée de chaque session.

Mais le Code d'instruction criminelle n'ayant pas abrogé ce que prescrivait, à ce sujet, les art. 13 et 16 de la loi du 28 floréal an x, il faut en conclure qu'aujourd'hui, comme avant le Code d'instruction criminelle, chaque session doit être de trois mois; ce qui se trouve au surplus confirmé par les dispositions de l'art. 39 du décret impérial du 18 août 1810.

V. Si l'instruction d'une affaire était commencée lorsque le Juge-de-paix qui l'aurait faite devrait céder la place à son successeur, pourrait-il continuer à l'instruire et à la juger ?

S'il n'en continuait pas l'instruction, devrait-elle être entièrement recommencée par le Juge-de-paix qui viendrait le remplacer ?

Nous ne croyons pas qu'il y eût irrégularité, si le Juge-de-paix, d'abord saisi de la connaissance de l'affaire, en continuait l'instruction, et s'il rendait le jugement; car son remplacement au Tribunal de police ne lui ôte pas son caractère de Juge-de-paix, ni conséquemment celui de Président du Tribunal de police inhérent à cette qualité.

Le remplacement successif des Juges-de-paix dans la présidence du Tribunal de police, n'est d'ailleurs, comme nous l'avons déjà observé, qu'un simple règlement de police intérieure. C'est ce que la Cour de cassation a jugé les 8 mars 1807, et 12 août 1808, en confirmant une instruction faite par des Directeurs de Jury qui devaient, comme les Juges-de-paix, cesser leurs fonctions à une époque déterminée, et qui, cependant, les avaient continuées au-delà du terme fixé : il y a en effet même raison de décider.

VI. Mais si le Juge-de-paix qui a fait l'instruction n'est pas celui qui préside le Tribunal de police lors du jugement, celui qui le remplace doit la recommencer.

Ainsi, par exemple, si les témoins avaient été entendus, il devrait les faire citer de nouveau devant lui : car il doit prononcer sur une instruction orale, sous peine de nullité. (*Argument tiré de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810.*)

ARTICLE CXLIII.

Il pourra aussi, dans le cas de l'article précédent, y avoir deux Sections pour la police; chaque Section sera tenue par un Juge-de-paix, et le Greffier aura un Commis pour le suppléer.

OBSERVATIONS.

I. C'est au Gouvernement à déterminer, par des réglemens d'administration publique, les villes où il doit être établi plusieurs Sections du Tribunal de police.

L'article 144 lui en donne la faculté, tandis que l'article 16 de la loi du 28 floréal an x, ne la lui donnait que pour le cas où un Tribunal de police embrassait plus de quatre Justices de paix.

Mais par suite du système d'unité rappelé dans nos observations sur les articles précédens, le dépôt des minutes des jugemens rendus par les diverses Sections du Tribunal de police, doit rester sous la garde d'un Greffier spécialement attaché à ce Tribunal, et qui se fait suppléer dans les autres Sections par des Commis assermentés.

ARTICLE CXLIV.

Les fonctions du Ministère public pour les faits de police, seront remplies par le Commissaire du lieu où siègera le Tribunal : en cas d'empêchement du Commissaire de police, ou, s'il n'y en a point, elles seront remplies par le Maire, qui pourra se faire remplacer par son Adjoint.

S'il y a plusieurs Commissaires de police, le Procureur-Général près la Cour Impériale, nommera celui ou ceux d'entre eux qui feront le service.

OBSERVATIONS.

I. L'OFFICIER du Ministère public fait partie intégrante et nécessaire du Tribunal de police.

Il doit être présent à l'instruction, et donner ses réquisitions dans chaque affaire. (Art. 153.)

II. Les fonctions du Ministère public, près le Tribunal de police, appartiennent au Commissaire de police du lieu où siège le Tribunal ; ce qui doit s'entendre du chef-lieu de canton : car le lieu où doit siéger le Tribunal de police, est nécessairement la Commune du chef-lieu.

S'il en était autrement, la Commune du chef-lieu-serait la seule qui se trouverait privée d'avoir dans son sein un Tribunal de police, puisque l'art. 166 établit que le Maire de la Commune du chef-lieu ne pourra connaître des matières de police.

III. S'il n'y a pas de Commissaire établi dans le lieu où siège le Tribunal de police, ou si le Commissaire de police est empêché, il doit être suppléé par le Maire de la Commune, qui peut être remplacé par son Adjoint : d'où il suit que, si le Maire et l'Adjoint se trouvent en concurrence, c'est au Maire, s'il le veut, à remplacer le Commissaire de police, dans les fonctions du Ministère public.

IV. Lorsqu'il y a plusieurs Commissaires de police dans le lieu, c'est le Procu-

reur-Général près la Cour Impériale qui doit désigner celui d'entre eux qui doit faire le service près le Tribunal de police.

Mais si le Commissaire désigné se trouve empêché, le Code ne dit pas comment il sera momentanément remplacé.

Faudra-t-il recourir au Procureur-Général, ou celui des collègues du Commissaire de police empêché qui sera requis, devra-t-il le suppléer ?

Il sera plus régulier de s'adresser au Procureur-Général, lorsque cela pourra se faire sans retarder le jugement ; mais dans un cas urgent, nous ne pensons pas qu'il y eût irrégularité dans l'instruction, si le Commissaire empêché était suppléé par un de ses collègues.

V. Si tous les Commissaires de police étaient empêchés, pourraient-ils être remplacés par le Maire ou par son Adjoint ?

Dans les Communes où il est établi plusieurs Commissaires de police les Maires et les Adjointes ne sont que de simples Administrateurs ; aucune fonction de la police judiciaire ne leur est confiée.

Cela résulte des dispositions de l'art. 11 du Code d'instruction criminelle, qui porte que, dans les Communes où il n'y a point de Commissaires de police, les Maires, à leur défaut les Adjointes de Maires, rechercheront les contraventions de police, et recevront les dénonciations.

Cependant on peut dire que si les Commissaires de police sont empêchés, c'est comme s'il n'en existait pas, et que, dès-lors, les Maires et leurs Adjointes recouvrent la plénitude de leurs droits d'Officiers de police judiciaire.

VI. En supposant que les Maires et leurs Adjointes, dans les villes où il est établi plusieurs Commissaires de police, n'aient pas caractère pour remplir les fonctions d'Officiers de police judiciaire, lors même que les Commissaires de police se trouvent empêchés, doit-on s'adresser à l'autorité administrative ou à l'autorité judiciaire pour les faire suppléer ?

L'art. 144 restreint les pouvoirs du Procureur-Général au choix à faire entre les Commissaires établis ; et, en effet, la nomination, même provisoire, des Commissaires de police, n'est pas mise dans ses attributions.

La raison en est que les principales fonctions des Commissaires de police intéressent plutôt la police administrative, que la police judiciaire.

Nous estimons, en conséquence, que ce serait au Préfet du département qu'il faudrait recourir, sauf, après la nomination provisoire des Commissaires de police, à être fait un choix entre eux par le Procureur-Général.

VII. Lorsqu'il n'y a qu'un Commissaire de police dans le lieu, et qu'il se trouve empêché, l'art. 14 décide qu'il doit être remplacé par le Maire ou par son Adjoint.

Mais si le Maire et l'Adjoint étaient également empêchés, pourraient-ils être rem-

placés par un des membres du Conseil général de la Commune que nommerait le Procureur-Impérial ?

L'art. 167 donne bien cette autorisation aux membres du Conseil général de la Commune, dans le cas d'empêchement de l'Adjoint de Maire, lorsque son empêchement provient de ce qu'il préside le Tribunal de police, en remplacement du Maire.

Mais c'est pour ce cas seulement que le Procureur-Impérial est autorisé à désigner un membre du Conseil général de la Commune, en remplacement de l'Adjoint de Maire ; et il a été si peu dans l'intention du Législateur de donner la même autorisation, dans tous les cas, au Procureur-Impérial, que l'art. 144 la donne au Procureur-Général, lorsqu'il est question de désigner celui des Commissaires qui doit faire le service près le Tribunal de police.

Le Procureur-Impérial commettrait dès-lors un excès de pouvoir, s'il désignait un membre du Conseil général, ou tout autre individu pour remplacer le Commissaire de police, le Maire et son Adjoint empêchés, dans d'autres cas que celui qu'a précisé l'art. 167.

Le pouvoir n'en appartiendrait pas davantage au Procureur-Général, aucune loi ne l'ayant mis dans ses attributions.

Il faudra, comme dans le cas prévu par le N.º 6, s'adresser à l'autorité administrative supérieure.

VIII. Les membres du Conseil général des Communes n'ont aucun caractère pour remplir les fonctions du Ministère public, et encore moins celles d'Officiers de police judiciaire, lorsqu'ils n'en ont pas reçu de la loi une délégation spéciale.

Ce ne sont que de simples Administrateurs.

Il faudrait donc encore juger aujourd'hui, comme le fit la Cour de cassation, le 18 novembre 1808, en annulant un jugement rendu par un Tribunal de police, qui avait pris pour base de sa décision, un procès-verbal affirmé devant un membre du Conseil-général de la Commune, en l'absence du Maire et de son Adjoint.

L'exception renfermée dans l'article 167 ne doit ni ne peut recevoir aucune extension.

IX. Si le Juge-de-peace et ses Suppléans se trouvaient empêchés, dans un canton qui n'aurait qu'un Juge-de-peace, à qui appartiendrait-il de presider le Tribunal de police ?

Le Code n'a pas prévu le cas, et l'on n'y trouve même rien qui puisse servir à décider la question.

Elle doit l'être d'après les principes généraux.

Or, la loi pouvant seule imposer caractère à un individu, pour remplir des fonctions publiques, et la loi n'accordant qu'au seul Juge de paix, et à ses Suppléans, la capacité de presider le Tribunal de police dans la Commune du chef-lieu de

canton, il en résulte que, si tous se trouvent empêchés, ils ne peuvent être suppléés dans l'exercice de cette fonction.

On se trouve alors dans une position telle qu'il n'existe plus réellement de Tribunal de police, et la chose devient d'autant plus embarrassante, qu'il ne peut être nommé ni Juge-de-peace, ni Suppléans provisoires, puisque ces places ne sont pas réellement vacantes.

Cependant il faut bien pourvoir à l'administration de la Justice.

X. L'art. 139 ne donnant caractère au Tribunal de police que pour connaître des contraventions qui se commettent *dans l'étendue de son canton*, il n'y a pas moyen de faire juger la cause par le Tribunal de police du canton *voisin*.

Il faudra donc recourir à la voie du règlement de Juges, et ce sera au Tribunal de première instance à y procéder. (Art. 540.)

Cet article n'a pas prévu précisément le cas; mais il se lie nécessairement aux principes que le Code a établis en matière de règlement de Juges.

ARTICLE CXLV.

Les citations pour contraventions de police seront faites à la requête du Ministère public, ou de la partie qui réclame.

Elles seront notifiées par un Huissier; il en sera laissé copie au prévenu, ou à la personne civilement responsable.

OBSERVATIONS.

I. Le Tribunal de police est aussi légalement saisi par la citation donnée à la requête de la partie plaignante, que par celle donnée à la requête du Ministère public.

Il peut même l'être sans une citation préalable, lorsque les parties se présentent *volontairement*, ou qu'elles comparaissent sur un simple *avertissement*. (Art. 147.)

La partie plaignante ni l'Officier du Ministère public n'ont besoin de rapporter une cédula du Juge-de-peace, que dans le cas où il est question d'abréger les délais, pour cause d'urgence. (Art. 146.)

Dans aucun, il ne peut être décerné un mandat contre le contrevenant.

S'il en était délivré, il y aurait excès de pouvoir. (Arrêt du 19 avril 1806.)

Mais en résulterait-il la *nullité* de l'instruction et du jugement?

L'arrêt cité annula le tout; mais il y avait cela de particulier que le mandat avait été décerné sur une procédure instruite dans l'hôtel du Juge; ce qui la rendait *nulle*, indépendamment du mandat décerné.

Si le contrevenant n'avait à se plaindre que de ce qu'il aurait été décerné un mandat contre lui, et que la procédure fût d'ailleurs régulière, il suffirait de prononcer

l'annulation du mandat, sauf la prise à partie contre le Juge qui l'aurait délivré.

II. Hors le cas de comparution *volontaire* ou sur simple *avertissement*, il faut qu'il y ait une citation par le ministère d'un *Huissier*; il ne pourrait donc être régulièrement donné *défaut* contre le prévenu qui n'aurait été appelé devant le Tribunal de police présidé par le Juge-de-paix, que par un simple *avertissement*.

III. L'*Huissier* qui doit donner la citation est celui de la Justice de paix, lorsque le prévenu est domicilié ou qu'il est trouvé dans le ressort de cette Justice.

Mais si elle avait été donnée par un autre *Huissier*, elle ne serait pas nulle sous ce rapport : l'art. 145 exige seulement, pour sa validité, qu'elle le soit par un *Huissier*, bien entendu, cependant, qu'elle le soit par un *Huissier* ayant droit d'exploiter dans l'arrondissement communal : car sans cela il n'y aurait pas une véritable citation; c'est ce qui a été jugé par deux arrêts de la Section civile de la Cour de cassation, les 12 janvier 1808 et 17 juillet 1811.

Mais l'*Huissier* étranger au Tribunal de police, qui aurait donné la citation sans avoir été *commis*, pourrait être poursuivi en indemnité à la requête de l'*Huissier* de la Justice de paix, lors même qu'il aurait eu le droit d'exploiter dans l'arrondissement.

Il pourrait de plus être reprimandé par ses supérieurs, suspendu de ses fonctions et même interdit dans le cas de récidive.

IV. Si l'*Huissier* de la Justice de paix était empêché, le Tribunal de police devrait en commettre un pour le suppléer. (*Argument tiré de l'art. 4 du Code de Procédure civile.*)

Si la citation devait être donnée hors du ressort de la Justice de paix, et qu'il n'y eût pas dans ce ressort un *Huissier* que le Juge-de-paix pût commettre, le demandeur pourrait choisir celui qui lui inspirerait le plus de confiance dans l'arrondissement où la citation devrait être donnée.

V. L'*Huissier* de la Justice de paix ne peut instrumenter pour ses parens en ligne directe, pour ses frères, sœurs et alliés au même degré : c'est la disposition du deuxième paragraphe de l'article 4 du Code de Procédure civile.

VI. L'article 145 du Code d'instruction criminelle porte, « qu'il sera laissé » copie de la citation au prévenu, ou à la personne civilement responsable. »

Suffit-il d'une seule copie donnée à l'un ou à l'autre, pour que la condamnation puisse être valablement prononcée contre l'un et contre l'autre, et pour que le Jugement qui intervient puisse être mis à exécution contre tous les deux?

Ce qui résulte uniquement de la disposition de cet article, c'est que la personne *civilement responsable* peut être traduite devant le Tribunal de police, ce qu'aucune loi, jusqu'alors, n'avait déclaré d'une manière aussi formelle.

Mais peut-on en tirer la conséquence qu'une *seule* copie suffit pour appeler devant le Tribunal, le prévenu et la personne civilement responsable ?

Si on consulte les règles établies en matière civile, il faut citer chacun des défendeurs en personne ou à son domicile, et il ne peut être pris défaut contre celui qui n'a pas été cité, à moins que la citation n'ait été donnée à une Commune, en la personne du Maire, à une maison de commerce au lieu de l'établissement, ou en la personne de l'un des associés.

Mais l'art. 145 a établi une forme de procéder particulière, pour la citation à donner au prévenu et à la personne civilement responsable.

La conjonction *ou*, dont s'est servi le Législateur, est de sa nature *disjonctive* ; cependant, elle peut être quelquefois *conjonctive* : il y en a plusieurs exemples dans la rédaction des lois.

Ce qui pourrait faire croire que c'est dans ce dernier sens qu'elle a été employée dans l'art. 145, c'est qu'en répétant la même disposition dans son art. 182, le Code emploie la conjonction *et*.

Il faut tenir néanmoins pour certain, à ce qu'il nous semble, qu'il suffit qu'une *seule copie* ait été donnée, soit au prévenu, soit à la personne civilement responsable, lorsqu'il y a été énoncé qu'elle l'a été tant pour l'un que pour l'autre, et que l'exploit porte citation à tous les deux.

Ce qui paraît devoir lever tous les doutes à cet égard, c'est la manière dont se trouve rédigé l'art. 205 qui, s'occupant également des notifications à faire au prévenu et à la personne civilement responsable, porte qu'elle sera faite, *soit à l'un, soit à l'autre* ; ce que n'eût pas manqué de dire de même l'art. 145, s'il avait été dans l'intention du Législateur, qu'il leur fût fait à chacun une notification particulière.

Il importe même que la chose soit ainsi : car il pourrait arriver que la personne civilement responsable résidât à une grande distance, ou que le prévenu fût sans domicile connu, et qu'il se fût absenté à l'instant du délit, dans la prévoyance des poursuites auxquelles il allait se trouver exposé.

VII. Mais la personne que la loi répute *civilement responsable*, pourrait-elle être citée *seule* devant un Tribunal de police ; c'est-à-dire, sans que l'exploit portât que la copie de citation lui est délivrée, tant pour lui que pour le prévenu ?

Nous n'en doutons pas ; mais, alors, la condamnation ne devra être prononcée que contre la personne citée.

VIII. Ceci amène naturellement la discussion d'une question assez délicate, celle de savoir si, lorsque le contrevenant et la personne civilement responsable,

ont été cités et condamnés par le Tribunal de police, les réparations civiles prononcées contre eux, peuvent être portées plus haut qu'elles ne l'ont été par le jugement, lorsque le Ministère public n'a déclaré son appel qu'au regard de la personne civilement responsable.

Cette question s'étant présentée à la Cour de Justice criminelle du département de la Côte-d'Or, en matière forestière, cette Cour jugea que les condamnations ne pouvaient être aggravées, sur l'appel, contre la personne déclarée civilement responsable, dès qu'elles ne pouvaient l'être contre le délinquant, dont la personne civilement responsable n'était tenue qu'à garantir la solvabilité.

Il n'y eut recours contre cet arrêt, ni de la part du Procureur-Général, ni de celle de l'Administration, et les Annales forestières de l'année 1810, page 263, rapportent cet arrêt comme devant fixer la jurisprudence.

IX. Si la personne civilement responsable est *seule* citée, elle peut appeler en cause le prévenu, afin que l'affaire soit jugée en connaissance de cause.

Si c'est le prévenu *seul* qui l'a été, la personne civilement responsable pourra intervenir ou recevoir par *tierce opposition* contre le jugement qui aura prononcé sa condamnation, lorsqu'il lui sera fait des contraintes en conséquence.

Mais si la citation a été donnée à *tous les deux*, quoique par une seule copie, il n'y aura que la voie de l'*opposition* contre le jugement, de la part de celui qui se sera laissé condamner par défaut.

Cette distinction est importante : car la simple opposition n'est recevable que lorsqu'elle est formée dans un délai de rigueur, tandis que le Code n'en a déterminé aucun pour la tierce opposition.

X. Ainsi, le jugement sera régulier, soit que la citation ait été donnée au prévenu et à la personne civilement responsable, par une copie délivrée à chacun d'eux, soit qu'il ne leur en ait été délivré qu'une seule pour les deux. *

Mais le jugement ne peut être exécuté contre l'un et contre l'autre, que lorsqu'il a été prononcé contre tous les deux.

ARTICLE CXLVI.

La citation ne pourra être donnée à un délai moindre de vingt-quatre heures, outre un jour par trois myriamètres, à peine de nullité tant de la citation que du jugement qui serait rendu par défaut. Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, avant toute exception et défense.

Dans les cas urgens, les délais pourront être abrégés, et les parties

citées à comparaître même dans le jour, et à heure indiquée, en vertu d'une cédula délivrée par le Juge-de-paix.

OBSERVATIONS.

I. La première partie de cet article pose, en principe, que la citation devant le Tribunal de police ne peut être donnée à un délai moindre que celui de vingt-quatre heures, outre un jour par trois myriamètres de distance, sous peine de nullité, tant de la citation que du jugement *par défaut* qui pourrait intervenir.

Sur quoi deux observations sont à faire.

La première, que les trois myriamètres de distance doivent se compter à partir du lieu du domicile de la personne citée; de sorte que si son domicile se trouve éloigné de plus de trois myriamètres, ou six lieues communes, du lieu où le Tribunal de police tient ses séances, le délai doit être augmenté d'un jour.

La deuxième, qu'il suffit que la distance *excède* trois myriamètres, quand elle n'irait pas jusqu'à six.

Cet excédant emporterait un jour de plus, attendu que c'est par jour et non par heure que se comptent les délais des citations; et que si l'on n'avait pas égard à l'excédant de trois myriamètres, il en résulterait que le défendeur n'aurait pas réellement, pour comparaître, les vingt-quatre heures qui lui sont accordées.

II. On ne pourrait établir le système contraire, sur les dispositions de l'art. 92 du décret Impérial du 18 juin 1811, qui ne doit recevoir d'application qu'au cas de la taxe à faire aux Jurés, aux experts et aux témoins, pour fixer leurs indemnités de route.

III. La distance doit être calculée d'après les sinuosités des routes, et non pas à vol d'oiseau, comme en matière de Douanes, pour laquelle il existe une législation particulière.

IV. La nullité de la citation, résultant du défaut de délai suffisant, n'est pas de droit; il faut qu'elle soit proposée par le défendeur, et même qu'elle le soit à la première audience, *avant* toute exception au fond.

Il ne faut pas croire cependant que la partie condamnée ne puisse proposer utilement, sur son opposition, le moyen pris de ce qu'il ne lui aurait pas été accordé un délai suffisant pour comparaître; car, l'audience sur l'opposition est bien réellement la première relativement à lui; celle qui a été tenue *avant* l'expiration du délai doit être considérée comme non-avenue.

V. La seconde partie de l'art. 146 établit une exception, et c'est la seule à laquelle on puisse avoir égard.

Cette exception est pour le cas d'urgence.

Pour que la citation donnée à bref délai soit régulière, il faut qu'elle l'ait été en vertu d'une cédula délivrée par le Juge-de-peace.

Le Code ne définit pas et ne pouvait définir, ce que l'on doit considérer comme un cas *urgent*, sans se livrer à des abstractions.

Il a dû laisser au Juge-de-peace à se décider suivant les circonstances.

VI. Si le Juge-de-peace avait été induit à erreur par le demandeur, et que le prévenu établit, lors de sa comparution, qu'il n'y avait pas réellement urgence, il serait du devoir du Juge-de-peace de continuer la cause jusqu'après l'expiration du délai de la loi.

La citation ayant été donnée dans une forme régulière, en vertu d'ordonnance du Juge, ce ne serait pas le cas d'en prononcer la nullité.

VII. L'art. 146 n'autorise spécialement que les Juges-de-peace à abréger les délais dans le cas d'urgence; d'où il semblerait suivre que la faculté en est refusée aux *Maires*, lorsqu'ils sont appelés à présider le Tribunal de police. On peut dire, en effet, que c'est une exception au droit commun, qui doit être restreinte dans les termes de la loi; et que l'art. 171, rappelant les différents articles du Code d'instruction criminelle, qui doivent être observés par les *Maires*, n'a pas renvoyé à l'article 146. On peut ajouter que s'il y a réellement urgence, la partie offensée peut s'adresser au Juge-de-peace, toujours compétent en matière de police; et encore que le Législateur n'aurait pu donner aux *Maires* la même autorisation qu'aux Juges-de-peace, pour l'abréviation des délais, sans anéantir la concurrence qu'il a établie en faveur des Juges-de-peace.

Mais si l'art. 146 n'était point applicable, dans sa dernière disposition, aux Tribunaux de police présidés par les *Maires*, on ne pourrait dire non plus que sa première pût leur être appliquée, et c'est la première disposition de cet article qui fixe à vingt-quatre heures le délai des citations.

ARTICLE CXLVII.

Les parties pourront comparaître volontairement et sur un simple avertissement, sans qu'il soit besoin de citation.

OBSERVATIONS.

I. Le simple avertissement à comparaître ne suffit pas pour constituer le défendeur en défaut legal, lorsque l'audience de police est tenue par le Juge-de-peace: si celui auquel il est donné n'y défère pas, il faut le citer. (Art. 149.)

Le défaut qui serait pris contre lui, d'après un simple avertissement, serait nul.

II. Mais il n'en est pas de même devant le Tribunal de police présidé par le *Maire*. L'avertissement équivaut à la citation. (Art. 169.)

Nous dirons, sous cet article, comment et dans quelle forme cet avertissement doit être donné.

ARTICLE CXLVIII.

Avant le jour de l'audience, le Juge-de-paix pourra, sur la réquisition du Ministère public ou de la partie civile, estimer ou faire estimer les dommages, dresser ou faire dresser des procès-verbaux, faire et ordonner tous actes requérant célérité.

OBSERVATIONS.

I. Pour déterminer l'application de cet article, et pour autoriser le Juge-de-paix à procéder ou à faire procéder à l'estimation du dommage, le Code semble exiger que le Tribunal ait été saisi par une citation préalable.

Nous pensons néanmoins qu'il suffit qu'il y ait eu plainte portée ou cédula accordée, pour citer à bref délai, pour qu'il puisse être procédé régulièrement à l'estimation des dommages : car, quoique le Tribunal de police ne puisse être saisi que par l'exploit de citation, lorsque les parties ne comparaissent pas volontairement devant lui, comme il ne s'agit que d'une mesure provisoire, et qu'en attendant le moment de l'audience les traces de la contravention pourraient disparaître, il était important d'indiquer un moyen de la constater à l'instant même ; le but de la loi se trouverait manqué s'il fallait attendre une citation préalable.

II. Mais le Juge-de-paix n'est pas tenu de déférer à la réquisition qui lui est faite.

Le Code lui laisse une entière liberté à cet égard, et il ne doit même y déférer qu'avec circonspection, puisqu'il doit opérer *hors* la présence de la partie intéressée, et qu'une nécessité absolue peut seule autoriser une pareille forme de procéder.

Cependant, si le Juge-de-paix n'était requis que pour dresser de simples procès-verbaux, nous pensons qu'il ne lui serait pas permis de s'y refuser : car, en sa qualité d'Officier de police judiciaire, il doit déférer sans examen aux réquisitions qui lui sont faites, lorsqu'il s'agit de la constatation des délits et des contraventions.

Mais alors le Juge-de-paix ne pourra déléguer ses fonctions ; il doit les remplir pour lui-même.

Ce n'est, en effet, que pour l'estimation des dommages qu'il peut se faire suppléer.

III. Il ne faut pas conclure, cependant, de ce que le Juge-de-paix requis de se

transporter sur les lieux pour dresser procès-verbal d'une contravention, ne peut s'y refuser, que l'on puisse abuser de cette disposition de la loi, de manière à l'engager dans des démarches inutiles, et dans la seule intention de le distraire de ses occupations; une pareille conduite devrait être considérée comme un outrage fait au Juge-de-peace dans l'exercice de ses fonctions; elle devrait être poursuivie et punie comme telle.

Il y eut arrêt dans ce sens, le 9 décembre 1808.

Par cet arrêt, la Cour de cassation rejeta le recours qui avait été formé par des prévenus condamnés, auxquels il avait été fait application de l'art. 20, titre II de la loi du 19 juillet 1791, pour outrage fait à la Gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, en lui dénonçant mensongèrement un vol qui n'avait pas été commis, et en lui indiquant la route supposée prise par les prétendus voleurs, à l'effet de les engager dans des courses et des recherches inutiles.

IV. Le Juge-de-peace ne peut procéder à l'estimation du dommage, sans en avoir été requis par le Ministère public ou par la partie civile.

Il ne le peut même sur la réquisition de la personne citée.

Mais, si celle-ci se trouvait lésée par l'estimation provisoire qui aurait été faite en son absence, rien ne s'opposerait à ce que, lors de sa comparution, elle en requit une nouvelle, et elle pourrait être ordonnée si les choses étaient entières.

V. L'art. 148 autorise le Juge-de-peace à déléguer les pouvoirs qui lui sont confiés, relativement à l'estimation du dommage; mais à qui peut-il les déléguer?

C'est ce que le Code ne dit pas; ce qui semble lui laisser le choix de son Suppléant.

Il pourra donc nommer des gens de l'art pour y procéder; mais il devra leur faire prêter serment de remplir fidèlement leurs fonctions.

Le Juge-de-peace se conformera mieux néanmoins au vœu de la loi, lorsqu'il ne pourra procéder par lui-même à l'opération, s'il en renvoie la connaissance au Maire ou à l'Adjoint de Maire du lieu où l'opération doit être faite.

VI. Cet article et les précédens ne sont point applicables au cas où le *Maire* se trouve saisi comme Président du Tribunal de police; ce qui est fondé en raison: puisque le Maire ne pouvant connaître que des contraventions commises dans l'étendue de sa Commune, et qu'entre personnes domiciliées ou présentes, il peut les faire appeler devant lui au moment même, en vertu d'un simple avertissement, et procéder contradictoirement avec eux.

Ainsi l'art. 170 ne rend-il pas communes aux Maires les dispositions de l'art. 148.

Mais le Maire, comme le Juge-de-peace, a le droit de constater, même *d'office*, la contravention,

ARTICLE CXLIX.

Si la personne citée ne comparait pas au jour et à l'heure fixés par la citation, elle sera jugée par défaut.

OBSERVATIONS.

I. Cet article a été rendu commun, par l'article 171, au Tribunal de police présidé par le Maire; et cependant devant le Tribunal de police, présidé par le Maire, la citation n'est pas de rigueur.

Relativement au Tribunal de police présidé par le Maire, il doit donc être entendu dans ce sens que l'affaire doit être jugée par défaut, au jour et à l'heure fixés par l'avertissement qui tient lieu de citation.

II. L'art. 149 se sert du mot *jugé*, et non pas du mot *condamné*, parce qu'il ne s'agit pas que le prévenu fasse défaut, pour qu'il doive être nécessairement condamné; c'est par la même raison que le Législateur n'a parlé non plus que d'une manière hypothétique, dans l'art. 471, *si le contumax est condamné*.

C'est d'ailleurs un point de doctrine qui se trouve écrit dans tous les Codes; ils se servent tous du mot *juger*, c'est-à-dire, *apprécier*: aussi le Code de Procédure civile, article 150, porte-t-il que, dans le cas de défaut, les conclusions de la partie lui seront adjugées, *si elles se trouvent justes et bien vérifiées*.

La partie défaillante ne doit être condamnée que lorsqu'il résulte de l'instruction la preuve concluante du fait qui lui est imputé, et lorsque ce fait constitue une véritable contravention.

III. L'instruction doit se faire dans le cas de non comparution de la part du prévenu, avec la même solennité que si la cause était contradictoire.

Toutes les formes prescrites par l'art. 153 doivent y être observées.

IV. Si c'était la partie civile qui fit défaut, et si l'Officier du Ministère public déclarait ne vouloir pas suivre à sa requête, n'y aurait-il qu'un simple congé à prononcer en faveur de la personne citée?

Cela dépendrait de la manière dont le Tribunal envisagerait lui-même le fait imputé au prévenu: car, s'il le jugeait une contravention punissable, comme il aurait été *légalement saisi*, il pourrait ordonner la continuation des poursuites, et condamner le contrevenant, lors même qu'après l'instruction faite, l'Officier du Ministère public persisterait à ne requérir l'application d'aucune peine.

Nous avons cité plusieurs arrêts qui l'ont ainsi jugé de la manière la plus formelle.

V. Il n'y aurait pas lieu à donner défaut, lors même que le plaignant ou le prévenu ne comparait pas en *personne*, s'il s'était fait représenter par un fondé de procuration spéciale. (*Art. 152.*)

Il ne peut jamais être prononcé de défaut contre la partie publique. (*Arrêt du 17 décembre 1808.*)

Lorsqu'elle n'est pas présente à l'audience, il faut renvoyer la cause à un autre jour.

VI. Nous examinerons, sous l'article suivant, si la partie civile, qui a laissé rendre un jugement par défaut contre elle, est recevable à revenir par opposition, et si l'opposition de la partie civile autorise le Ministère public à requérir l'application de peines contre le prévenu acquitté par le premier jugement.

ARTICLE C L.

La personne condamnée par défaut ne sera plus recevable à s'opposer à l'exécution du jugement, si elle ne se présente à l'audience indiquée par l'article suivant, sauf ce qui sera ci-après réglé sur l'appel et le recours en cassation.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 151 réserve la voie de l'opposition à la personne condamnée, par défaut.

Mais si elle ne se présente pas pour plaider sur son opposition, à la première audience, elle n'est plus recevable à prendre de nouveau cette voie, même contre le jugement qui l'aurait déboutée de son opposition.

La première audience dont parle cet article, est celle qui suit l'expiration des délais : c'est la disposition de l'art. 151 ; mais quels sont les délais dont parle cet article ? C'est ce que nous expliquerons bientôt.

II. Si l'opposant ne comparait pas sur son opposition, il n'y a aucune nouvelle instruction à faire ; il suffit d'ordonner que le jugement contre lequel il aura formé opposition sera exécuté suivant sa forme et teneur.

III. Mais si la partie condamnée n'a plus la voie de l'opposition, lorsqu'elle a laissé rendre contre elle un second jugement par défaut, il lui reste celle de l'appel ou du recours en cassation.

Celle de l'appel, si le jugement a prononcé la peine de l'emprisonnement ou des réparations civiles pour une somme de plus de 5 francs, outre les dépens. (*Art. 172.*)

Celle du recours en cassation, pour le cas où l'appel n'est pas réservé. (*Art. 407.*)

IV. Qu'il y ait opposition, appel ou recours en cassation, l'exécution du jugement est suspendue, jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué.

Il n'en est pas, en effet, en matière criminelle, correctionnelle et de police, comme

en matière civile, où le jugement peut recevoir son exécution *provisoire* dans le cas d'appel, et qui l'obtient toujours, lorsque le jugement est attaqué par la voie du recours en cassation.

V. Le recours en cassation, formé pendant le délai de l'opposition, ne serait pas recevable : il n'est autorisé que comme un remède extrême.

C'est ainsi que la Cour de cassation le jugea sous l'empire du Code de brumaire an iv, les 8^e frimaire an ix et 15 janvier 1808. Comme on ne peut rien induire de contraire des dispositions du Code d'instruction criminelle, nous estimons qu'il faut s'en tenir à la Jurisprudence établie.

VI. Doit-il en être de même dans le cas de l'*appel*, que l'art. 174 veut être interjeté *dans les dix jours* de la signification de la sentence à personne ou à domicile ?

Si la personne condamnée laissait passer le délai de l'opposition sans la former, et qu'elle n'interjetât son appel que dans les dix jours suivans, elle ne se pourvoirait pas réellement *dans les dix jours*, à compter de la signification du jugement.

Aussi la Cour de cassation jugeait-elle, sous l'empire du Code de brumaire an iv, que le délai de l'appel courait pendant celui de l'opposition.

« Attendu que nulle part, dans le Code, la voie de l'appel ne se trouvait subordonnée à l'épreuve de celle de l'opposition; qu'au contraire, la faculté d'appeler » était accordée indéfiniment à la partie condamnée. »

Mais le Conseil d'Etat, consulté sur la question, ne partagea pas cette opinion, et; son avis approuvé par l'Empereur, le 18 février 1806, décida que l'appel étant une voie introduite pour réformer les erreurs des premiers Juges, on ne devait y recourir, que lorsque la partie lésée n'avait plus de moyens de les faire revenir eux-mêmes sur leur jugement.

VII. Le Code d'instruction criminelle n'a-t-il apporté aucun changement sur ce point de législation ?

L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* pense qu'il faut s'en tenir à la règle établie par l'avis du Conseil d'Etat du 18 février 1806, et il se fonde principalement sur la dernière disposition de l'art. 174 du Code d'instruction criminelle, portant que, sur l'appel des jugemens rendus par les Tribunaux de police, on doit suivre la même forme de procéder et de juger que sur les appels des sentences des Justices de paix.

Il ne s'agit pas de savoir quelle est la forme de procéder et de juger sur l'appel, mais si l'appel peut être interjeté pendant le délai de l'opposition; de sorte que cette dernière disposition de l'art. 174 est absolument étrangère à la question.

Reste donc l'avis du Conseil d'Etat qui serait une autorité bien respectable, s'il

pouvait être appliqué à la législation établie par le Code d'instruction criminelle ; mais il nous semble qu'il y a été dérogé d'une manière formelle par les art. 174 et 203 de ce Code.

Nous rapprochons ces deux articles, parce que s'il était établi que, par l'un ou par l'autre, l'appel ne fût recevable que lorsqu'il aurait été interjeté *dans les dix jours*, à compter de la signification du jugement, il faudrait nécessairement en conclure que celui des deux articles qui ne se serait pas expliqué aussi clairement que l'autre, devrait être entendu dans le même sens : car on ne pourrait supposer que le Législateur eût approuvé en matière de police, ce qu'il aurait condamné en matière correctionnelle.

Or, en se reportant à la disposition de l'art. 203, il ne paraît pas pouvoir exister de doutes sur la nécessité où l'on est d'interjeter appel *dans les dix jours de la signification du jugement*, soit qu'il ait été rendu contradictoirement, soit qu'il ait été rendu par défaut, puisqu'il porte, « qu'il y aura *déchéance de l'appel*, si la déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, » dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé, et si le jugement est rendu *par défaut*, dix jours au plus tard après celui de la signification qui en aura été faite à la partie condamnée..... »

VIII. L'art. 203 n'admet qu'une seule exception qui est celle par laquelle il accorde un plus long délai à l'Officier du Ministère public établi près la Cour où le Tribunal qui doit connaître de l'appel.

Vouloir en établir une nouvelle, pour le cas de l'opposition autorisée contre les jugemens par défaut, ce serait supposer dans la loi une disposition qui ne s'y trouve pas ; ce serait établir une déchéance qu'elle ne prononce pas.

L'art. 174 n'est pas conçu, il est vrai, dans des termes aussi impératifs ; il n'a pas établi de distinction entre les jugemens *contradictaires* et les jugemens *par défaut* ; mais tout ce qui peut résulter de là, c'est qu'il a voulu que, dans l'un comme dans l'autre cas, l'appel fût interjeté dans les dix jours de la signification du jugement.

Pour en induire que, lorsque le jugement a été rendu par défaut, le délai d'appeler ne peut commencer à courir que du jour de l'expiration de celui réservé pour l'opposition, il faudrait faire dire à l'article ce qu'il n'a pas dit ; ce serait accorder un plus long délai que celui qu'il autorise pour l'appel.

IX. Si le jugement a été rendu par défaut, la partie condamnée a deux voies pour l'attaquer, celle de l'opposition et celle de l'appel ; elle peut choisir celle qui convient le mieux à ses intérêts ; mais son choix fait, elle doit se conformer pour le délai, aux dispositions du Code qui établit des règles particulières pour chacune de ces formes de procéder.

Si la partie condamnée prend la voie de l'appel, le Tribunal de premier degré aura consommé son droit, lorsque l'appel sera porté au Tribunal supérieur, puisque le délai de l'opposition sera écoulé; ce sera le remède extrême dont a parlé l'avis du Conseil d'Etat du 18 février 1806.

Mais, quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur la question, ce qui nous semble évident, c'est que l'appel déclaré dans les dix jours de la signification du jugement par défiant, ne peut être déclaré non-recevable, lors même qu'il l'a été dans le délai accordé pour l'opposition, puisque le Code n'en a pas prononcé la déchéance; car il ne peut y avoir déchéance que lorsqu'elle résulte d'un texte de loi bien clair et bien précis; et si l'appel ne peut être déclaré non-recevable, quoiqu'il ait été interjeté pendant le délai de l'opposition, il en résultera que la position du condamné par défaut, sera beaucoup plus avantageuse que celle de la partie qui aura répondu à la citation, ce qui n'a pu entrer dans la pensée du Législateur, et ce qui rend évidente l'explication que nous en avons donnée.

X. L'opposition est-elle réservée à la *partie civile*, qui a laissé juger l'affaire par défaut contre elle, comme elle l'est à la personne citée?

L'art. 150 parle, en général, de la partie *condamnée*; ce qui semble supposer qu'il suffit d'avoir été condamné, pour être admis à former opposition; de sorte que, si la partie civile l'a été, elle doit être déclarée recevable à la former.

Cependant, il est de principe qu'un Tribunal de police ne peut être saisi que lorsqu'il existe une contravention à punir; et lorsque le prévenu a été acquitté contradictoirement avec le Ministère public, il est irrévocablement jugé que le fait qui lui était imputé, ne constitue pas une véritable contravention.

On peut ajouter que l'art. 187 du Code d'instruction criminelle, n'accorde nominativement la voie d'opposition qu'au seul prévenu, et conclure de là que, lorsque l'art. 150 a parlé de la personne condamnée, elle s'est uniquement occupée de la personne citée.

Mais, si le plaignant avait été lui-même condamné à l'amende ou à l'emprisonnement, ce qui ne pourrait se supposer, si la chose n'était arrivée, il y aurait certainement lieu à recevoir son opposition.

Nous sommes même d'avis que, dans tous les cas, l'opposition de la partie civile est recevable: car la voie de l'opposition est de droit commun, et il y aurait une espèce de contradiction à autoriser le plaignant à se pourvoir par la voie de l'appel, et à lui refuser celle de l'opposition.

S'il a été jugé contradictoirement avec le Ministère public, qu'il n'y a pas contravention, cela n'empêche pas que le Tribunal de police n'ait été saisi légalement par la citation, et cela suffit pour qu'il puisse rester Juge de l'affaire, relativement aux intérêts civils des parties qui étaient en instance devant elles, lors du jugement.

XI. A l'appui de cette opinion on peut citer un arrêt rendu , au rapport de M. Sieyes , le 29 floréal an ix.

Cet arrêt fut, à la vérité , rendu en matière correctionnelle ; mais les motifs de décider sont les mêmes.

Il y avait eu appel du jugement , tant de la part du plaignant , que de celle du Ministère public ; le plaignant avait fait défaut , et le jugement de renvoi du prévenu avait été confirmé contradictoirement avec le Ministère public ; de sorte qu'il était irrévocablement jugé que le fait imputé au prévenu ne constituait pas un délit.

Le plaignant était revenu par opposition contre l'arrêt , et sur son opposition , le prévenu avait été condamné à des peines et à des restitutions.

Le prévenu s'était pourvu en cassation contre l'arrêt ; et son recours présentait la question principale de savoir si l'opposition formée par la partie civile était recevable , dès - lors que tout était irrévocablement jugé sur le délit , par l'arrêt contradictoire qui était intervenu entre le Ministère public et le prévenu.

Sur quoi la Cour de cassation considéra , *qu'à l'égard de la partie civile défaillante , et sur son appelation , le Tribunal criminel avait pu examiner l'affaire , et revenir , sur son premier jugement , en ce qui concernait les intérêts civils des parties.*

Mais le Ministère public , avec lequel il aurait été contradictoirement jugé que le prévenu ne s'est pas rendu coupable de contravention , ne serait pas relevé de l'acquiescement qu'il aurait donné au jugement , par l'opposition de la partie civile ; tout serait irrévocablement jugé , quant à la vindicte publique.

ARTICLE CL I.

L'opposition au jugement par défaut pourra être faite par déclaration en réponse au bas de l'acte de signification , ou par acte notifié dans les trois jours de la signification , outre un jour par trois myriamètres.

L'opposition emportera de droit citation à la première audience après l'expiration des délais , et sera réputée non-avenue si l'opposant ne comparait pas.

OBSERVATIONS.

I. EN matière de police , le délai pour former opposition aux jugemens rendus par défaut , est de trois jours , à compter de la signification qui est faite du jugement à la partie condamnée , outre un jour par trois myriamètres de distance ; de sorte qu'elle doit être formée au plus tard le quatrième jour , en comptant celui de

la signification du jugement, sauf l'augmentation du délai, à raison de la distance.

La distance doit se calculer d'après l'éloignement du domicile de l'opposant, à la résidence de celui auquel l'opposition doit être notifiée.

II. Le Code ouvre une voie bien simple au défaillant pour former son opposition, lorsqu'il ne veut ou qu'il ne peut pas faire les frais de sa notification, par la voie ordinaire : c'est de la former par déclaration en réponse au bas de l'exploit de signification du jugement; ce qui ne change rien au délai, pour comparaître à l'audience sur la citation.

III. L'Huissier qui fait la notification du jugement, est tenu de recevoir l'opposition.

Il ne pourrait s'y refuser, sous prétexte que l'opposant ne lui ferait pas l'avance des droits d'enregistrement.

Ce serait un moyen indirect de priver l'opposant de la faveur que la loi lui accorde, et à laquelle le Législateur n'a pas mis cette condition.

IV. Quoique l'art. 151 ne fasse courir le délai de l'opposition qu'à compter du jour de la signification du jugement, il ne s'ensuit pas que le défaillant ne soit recevable à former son opposition que lorsque le jugement lui a été notifié.

Il en a le droit à l'instant même que le jugement a été prononcé. (*Arrêt, au rapport de M. Busschop, du 10 novembre 1808.*)

Il est même certaines circonstances dans lesquelles il importe à la partie condamnée d'user de ce droit.

Elle pourrait avoir à se plaindre de l'estimation provisoire des dommages-intérêts pretendus par le plaignant.

Cette estimation, quoique simplement *provisoire*, pourrait devenir *définitive*, si le condamné ne formait son opposition avant que l'état des lieux fût changé; mais tant que l'arrêt n'est pas signifié, le délai de l'opposition ne commence pas à courir; de sorte que si l'opposition formée avant la signification, était irrégulière, il n'en résulterait aucune fin de non-recevoir contre l'opposant qui pourrait la renouveller, tant que les trois jours, à compter de la notification du jugement, ne seraient pas expirés.

V. Il fut jugé, par l'arrêt déjà cité du 10 novembre 1808, que, sous aucun prétexte, l'opposition de la partie défaillante, en matière de police, ne peut être déclarée non-recevable, lors même que le jugement n'aurait prononcé que sur la *compétence*, pourvu qu'elle ait été formée dans le délai.

VI. Pour que l'opposition formée dans le délai soit recevable, il n'est pas nécessaire que l'opposant ait commencé par rembourser les frais du défaut.

C'est ce qui fut jugé le 25 février 1808.

Il ne doit pas même nécessairement supporter les frais du défaut; l'art. 151 ne le dit pas, comme le fait l'art. 187 pour les matières correctionnelles, et il nous semble résulter de la différence de rédaction entre ces deux articles du Code, qu'en matière de police, c'est à celui qui succombe en définitif à payer tous les frais; ce qui est d'ailleurs fondé sur les dispositions de l'art. 162 : *dedit locum inquirandi*.

VII. S'il y avait appel de la part du Ministère public, et opposition de celle d'une des parties, le Tribunal de police serait-il autorisé à prononcer sur l'opposition?

Cette question se présenta, en matière correctionnelle, à l'audience de la Cour de cassation, le 17 mars 1808; et il fut jugé que c'était sur l'appel du Ministère public qu'il fallait procéder, quoique l'appel eût été interjeté *dans le délai de l'opposition*; attendu que rien ne s'opposait à ce que l'Officier du Ministère public déclarât son appel dans le délai de l'opposition, et que la cause ne pouvait appartenir en même temps au Tribunal du premier degré pour prononcer sur l'opposition, et au Tribunal du second degré pour statuer sur l'appel.

Cet arrêt fut rendu à notre rapport; on le trouve, sous sa date, dans le bulletin des arrêts de la Cour de cassation.

VIII. Pour la validité de l'opposition, il n'est pas besoin qu'elle contienne citation.

La citation est de droit.

L'opposition n'a pas même besoin d'être motivée.

Le Code d'instruction criminelle ne l'exige pas.

IX. L'affaire sur l'opposition doit être portée à la *première audience* du Tribunal de police qui a rendu le jugement; c'est-à-dire, à la première audience *après l'expiration du délai* qui est de vingt-quatre heures, outre un jour par trois myriamètres de distance. (Art. 146.)

L'art. 151 laisse bien quelques doutes à cet égard, en parlant de l'expiration des délais, immédiatement après avoir fixé ceux de l'opposition, et sans renvoyer à l'art. 146. Mais l'opposition pourrait n'avoir été formée qu'un instant avant l'audience, et ce serait une surprise faite à la partie adverse, qui n'aurait pu être prévenue à temps que son affaire devait se juger.

X. Lorsque l'opposant ne se présente pas sur son opposition, elle doit être considérée comme non-venue.

Le Tribunal doit se borner à donner acte de la non-comparution de l'opposant; il n'y a aucune nouvelle instruction à faire.

Mais le défaut de comparution sur l'opposition, n'interdit pas la faculté d'appeler du jugement, ni celle de se pourvoir en cassation.

XI. Si l'opposant n'use pas de la faculté qui lui est accordée par l'art. 151,

de former son opposition par une réponse au bas de l'exploit de signification du jugement, doit-il la notifier tant à la partie civile, qu'à l'Officier du Ministère public ?

Le Code ne lui impose pas cette obligation ; il suppose même qu'il suffit d'une simple notification à l'un ou à l'autre, puisque l'art. 151, dans sa première disposition, déclare l'opposition valable, lorsqu'elle a été faite par une réponse au bas de l'exploit de signification du jugement.

XII. L'art. 474 du Code de procédure civile autorise à revenir, par la voie de la *tierce-opposition*, contre les jugemens lors desquels on n'a été ni représenté ni dûment appelé ; et l'art. 466 décide que l'intervention ne doit être reçue que lorsqu'elle est formée par ceux qui seraient recevables à former tierce-opposition.

Les dispositions de ces articles sont-elles applicables aux matières de police ?

La question s'est présentée deux fois à la Cour de cassation, sous le rapport de la *tierce-opposition*, et deux fois le recours exercé contre les jugemens qui l'avaient déclarée non-recevable, a été rejeté. (*Arrêts des 3 juin et 25 août 1808.*)

Cependant, rien n'empêcherait que la partie intéressée qui n'aurait pas été appelée devant le Tribunal de police, pût y intervenir ; et, par exemple, si des ouvriers commandés pour combler un fossé, avaient été cités devant le Tribunal de police, comme prévenus de s'être rendus coupables d'une voie de fait, à raison de ce comblement, rien ne pourrait s'opposer à ce que le maître qui les aurait employés, intervînt dans la cause, pour soutenir qu'il a usé de son droit, en donnant l'ordre de combler le fossé, et nous pensons qu'il serait recevable dans sa tierce-opposition.

Il devrait en être de même si la personne civilement responsable avait été seule citée et condamnée, et si le prétendu délinquant venait former tierce-opposition au jugement dont le poids devrait retomber sur lui.

XIII. Si la tierce-opposition n'a pas été formellement autorisée par le Code d'instruction criminelle, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne l'a pas prohibée ; et dès que l'on est forcé de convenir que l'intervention est recevable en certains cas, quoique l'intervention ne soit pas non plus spécialement autorisée par le Code, il serait difficile de trouver un prétexte pour refuser d'admettre la tierce-opposition, dans le cas où l'intervention serait recevable.

Il ne faut donc pas prendre, dans un sens absolu, les arrêts cités, ni en tirer la conséquence nécessaire que, dans aucun cas, la tierce-opposition ne puisse être reçue en matière de police.

Elle doit l'être, comme en matière civile, toutes les fois que les intérêts du tiers-opposant se trouvent blessés et ses droits compromis par un jugement dans lequel ni lui, ni ceux qu'il représente n'ont été appelés.

En refusant cette faculté à des tiers-opposans qui n'avaient aucun intérêt à être

appelés les arrêts cités ont parfaitement saisi le vœu du Législateur; mais ce serait s'en écarter, que de rendre la prohibition générale et absolue.

XIV. Ce n'est pas par suite des dispositions du Code de procédure civile, que la tierce-opposition doit être reçue en matière de police; mais parce que, de droit naturel, on ne peut être condamné directement ni indirectement, sans avoir été entendu; d'où nous tirons la conséquence que l'amende prononcée par l'art. 479 du Code de procédure civile, contre le tiers-opposant, déclaré non-recevable dans sa tierce-opposition, ne doit pas être appliquée au tiers-opposant déclaré non-recevable en matière de police; cet article n'est applicable qu'aux matières civiles.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé par arrêt du 25 août 1808.

ARTICLE CLII.

La personne citée comparaitra par elle-même, ou par un fondé de procuration spéciale.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 161 du Code de brumaire an IV renfermait déjà la même disposition; mais il ajoutait que la personne citée ne pourrait se faire assister d'un Défenseur officieux; ce qui donnait lieu à beaucoup de discussions.

On avait cependant fini par entendre l'article en ce sens que, lorsque la personne citée comparait *en personne*, elle ne pouvait se faire assister d'un Défenseur officieux, tandis qu'elle pouvait se faire *représenter* par une personne de son choix, lorsqu'elle la chargeait de sa procuration spéciale.

II. Doit-on en user de même sous l'empire du Code d'instruction criminelle, qui ne défend plus, comme le faisait celui de brumaire an IV, de se faire assister d'un Défenseur officieux?

Nous ne le pensons pas, car, il serait inconséquent que la personne citée se trouvât dans l'obligation de se servir, en appel, du ministère d'un Avoué, lorsqu'il lui serait interdit de se faire assister d'un Défenseur en cause principale; en appel comme en première instance, c'est toujours une matière de police qui est à juger.

Si la personne citée comparait en personne, elle pourra donc se faire assister d'un Défenseur de son choix; mais, si elle ne comparait pas en personne, elle ne pourra se faire représenter que par un fondé de procuration spéciale.

III. L'art. 152 ne dit pas que le demandeur pourra également se faire représenter par un fondé de procuration spéciale; mais aucun doute ne s'est jamais élevé à cet

égard, et il peut encore moins y en avoir aujourd'hui, qu'il n'y en avait sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Non-seulement le demandeur peut se faire *représenter*, mais lorsqu'il comparait en personne il peut se faire *assister* d'un Défenseur.

Ses droits, sous ce rapport, sont les mêmes que ceux de la personne citée.

IV. Le Code n'interdit pas au Tribunal de police d'ordonner la comparution personnelle des parties, lorsqu'il croit cette comparution utile pour éclairer sa religion.

Mais n'ayant à sa disposition aucun moyen pour contraindre les parties à comparaître, il se trouve réduit, dans le cas de non-comparution, à tirer de leur désobéissance les inductions qu'il croit convenables.

V. Dans le cas de non-comparution de l'une des parties, lorsqu'il est intervenu jugement qui lui a ordonné de se présenter *en personne*, le jugement qui intervient, en la présence de son fondé de procuration spéciale, doit-il être considéré comme un jugement contradictoire ou par défaut ?

Est-il susceptible d'opposition ?

Non : car le Code d'instruction criminelle ne considère comme défaillant, que celui qui ne comparait ni en personne, ni par un fondé de procuration spéciale.

Il n'y aura donc que l'appel ou le recours en cassation qui soit recevable contre un jugement de cette espèce.

Cela résulte de la combinaison des art. 149 et 152.

VI. La procuration doit être *spéciale*, c'est-à-dire *ad hoc*, pour se présenter devant le Tribunal de police.

Mais il n'est pas nécessaire que la procuration soit *motivée*, c'est-à-dire qu'elle indique les moyens que le Procureur spécial doit employer pour la défense de celui qu'il est chargé de représenter.

Si elle l'était, le chargé de pouvoir devrait se renfermer dans les termes de son mandat.

VII. Le Code n'ayant pas exigé que la procuration soit passée en forme *authentique*, elle ne pourrait être rejetée sur le motif qu'elle ne serait pas en cette forme.

Il suffit qu'elle soit écrite sur papier timbré, qu'elle soit enregistrée et que la signature soit légalisée.

VIII. Si la procuration n'était pas légalisée et que l'écriture fût déniée, elle devrait être rejetée et le jugement être rendu par défaut contre celui qui aurait négligé de remplir cette formalité, sauf à continuer la cause à l'audience suivante, si les circonstances le permettent, ce qui n'est pas interdit au Tribunal de police.

IX. L'art. 152 n'étant pas déclaré commun par l'art. 171, au Tribunal de police

présidé par le Maire, la personne citée serait-elle autorisée à s'y faire représenter par un fondé de sa procuration spéciale?

Nous ne voyons pas quel pourrait être le prétexte de refuser à la personne citée devant le Maire, la même faveur qu'à la personne citée devant le Juge-de-paix.

Si l'art. 171 ne renvoie pas à l'art. 152, c'est que cet article ne s'occupe que des formalités concernant l'instruction et le jugement et que l'art. 152 y est étranger.

Pour conclure du silence de l'art. 171, que la personne citée ne peut se faire représenter devant le Maire par un fondé de sa procuration spéciale, il faudrait conclure également de son silence, que la personne citée devant le Maire ne serait pas tenue de comparaître, puisque c'est le même art. 152 qui ordonne que la personne citée sera tenue de comparaître en personne, ou par un fondé de procuration spéciale.

Le défendeur comme le demandeur peut donc se faire représenter par un fondé de pouvoir, à l'audience du Maire, comme à celle du Juge-de-paix, sauf au Maire comme au Juge-de-paix à ordonner la comparution personnelle des parties, lorsqu'il la croit nécessaire.

X. Lorsque les parties ont besoin d'obtenir une copie de quelques pièces, elles doivent s'adresser au Procureur-Général, pour en faire autoriser l'expédition.

C'est la disposition de l'art. 56 du décret impérial du 18 juin 1811.

Cet article n'excepte que les plaintes, les dénonciations, les ordonnances et les jugemens définitifs, dont les parties peuvent se faire délivrer copie, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation du Procureur-Général; mais elles doivent en payer les frais.

XI. Une question que nous ne croyons pas s'être présentée sous le régime du Code de brumaire au iv, mais qui pourra se présenter sous l'empire du Code d'instruction criminelle, est celle de savoir si le fondé de procuration spéciale, qui ferait une concession préjudiciable à sa partie, pourrait être désavoué, et les parties remises dans le même état qu'avant le jugement.

Le Code de procédure civile porte, art. 352, « qu'aucune offre, aucun aven ou » consentement, ne pourront être faits, donnés ou acceptés sans un pouvoir spécial, » à peine de désaveu. »

Cet article n'est pas uniquement relatif aux avoués; il s'applique à tous les mandataires, ainsi que cela résulte de l'art. 353; et le porteur d'une procuration spéciale est aussi bien un mandataire que l'avoué; l'action en désaveu est purement civile de sa nature.

Elle ne peut cesser de l'être, parce que le désaveu porte sur un consentement donné en matière de police.

Nous pensons, en conséquence, que le désaveu est recevable, lorsque le fondé de pouvoir a fait des aveux, des offres, ou donné des consentemens préjudiciables à celui qu'il représente, s'il n'y était pas autorisé par son mandat.

XII. S'il y a désaveu, il doit être sursis au jugement, aux termes de l'art. 367 du même Code.

Mais si le jugement a été rendu, et s'il est devenu irrévocable par l'expiration du délai de l'opposition, de l'appel, ou du recours en cassation, l'action en désaveu doit-elle faire suspendre l'exécution ?

Si elle réussit, le jugement intervenu doit-il être considéré comme non avenue ?

XIII. D'une part, on peut dire que ce qui est jugé sur l'action en désaveu, ne peut avoir aucune influence sur ce qui a pu être prononcé sur le fond, lorsque le jugement a acquis la force de la chose jugée, sauf l'action en indemnité contre le Procureur spécial désavoué ;

Que celui qui a mal placé sa confiance, ne peut l'imputer qu'à lui seul ;

Que ce qui se passe après le jugement devenu irrévocable, ne peut produire l'effet de remettre en question ce qui a été définitivement jugé.

La réponse se trouve dans l'art. 360 du Code de procédure civile, qui porte que, « si la défense est déclarée valable, le jugement avec les dispositions du jugement » relatives aux choses qui ont donné lieu au désaveu, demeureront annulées et » comme non-avenues, et que le désavoué sera condamné, envers le demandeur et » les autres parties, en tous dommages-intérêts.... »

Cet article n'établit pas une distinction entre les Jugemens qui ont acquis la force de chose jugée, par défaut de recours dans le délai, et ceux qui sont encore susceptibles d'appel ou d'être attaqués par d'autres voies de droit.

Aussi, l'art. 480 du Code de procédure civile n'a-t-il pas mis au nombre des ouvertures de requête civile, le désaveu qui était un moyen autorisé par l'ordonnance de 1667.

Il faut donc tenir que le désaveu déclaré valable remet toute l'affaire en question, sauf l'indemnité à laquelle ont droit les parties contre le chargé de pouvoir qui a été désavoué.

Ne serait-il pas, en effet, contraire à toutes les règles de la Justice, que celui qui aurait été condamné à une peine, par le fait d'un fondé de pouvoir infidèle, fût tenu de la subir, après avoir fait juger que ce fondé de pouvoir a abusé de sa confiance, au point de le faire déclarer coupable, lorsqu'il était innocent du fait qui lui était imputé ?

XIV. Lorsqu'il y a désaveu, l'article 356 du Code de procédure civile veut que l'affaire soit portée au Tribunal devant lequel la procédure qui donne lieu au désaveu a été instruite.

434 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Dans ce système, le Tribunal de police se trouverait érigé en Tribunal ordinaire; ce qui le ferait sortir du cercle de ses attributions.

Mais on peut faire la même objection relativement aux Tribunaux de Commerce, qui ne sont que des Justices anormales.

Cependant le Code de procédure civile ne leur interdit pas de prendre connaissance des désaveux.

Si le désaveu ne constitue pas une contravention de police; s'il n'est pas d'une nature qui rentre dans la compétence des Tribunaux de commerce, il participe évidemment de l'une et de l'autre actions, lorsqu'il s'y rattache tellement que le succès de la plainte ou de la cause commerciale en devient la conséquence.

C'est un incident du procès principal, et même plus qu'un incident, puisque souvent le jugement au fond doit en dépendre.

XV. Notre opinion, sur ce point, est que si le désaveu est formé *avant* que le jugement soit devenu irrévocable, il doit être instruit et jugé par le Tribunal saisi.

Qu'au contraire, il doit être porté devant les Tribunaux ordinaires, lorsqu'il est formé, par action principale, *après* que le jugement rendu a acquis la force de la chose jugée.

XVI. Il ne faut pas confondre le cas du désaveu avec l'action en dommages-intérêts qui pourrait être formée par le mandant contre son fondé de pouvoir, pour toute autre cause que celles prévues par l'art. 352 du Code de procédure civile.

Cette action ne pourrait retarder le jugement.

Elle devrait être exercée contre le mandataire, devant son juge naturel, parce qu'elle se réduirait à des dommages-intérêts, si elle était fondée.

Pour savoir si elle l'est réellement, il faut consulter les dispositions du Code Napoléon, sur les obligations des mandataires. (*Art. 1991 et suivans.*)

XVII. La procuration donnée pour intenter une action ou pour défendre à une demande en matière de police, donne le droit indéfini au mandataire de suivre l'affaire dans tous les Tribunaux où elle peut successivement être portée, et conséquemment d'interjeter appel et de faire recours en cassation s'il y a lieu. (*L'auteur du Manuel d'instruction criminelle cite un arrêt du 20 messidor an xi, qui l'a ainsi jugé.*)

Cet arrêt est dans les principes: la Cour de cassation juge constamment, que l'autorisation donnée à une Commune pour défendre à une action intentée contre elle, lorsqu'elle a été accordée sans restriction, suffit à la Commune non-seulement pour se défendre en cause principale et en cause d'appel, mais même pour prendre la voie du recours en cassation.

ARTICLE CLIII.

L'instruction de chaque affaire sera publique , à peine de nullité.

Elle se fera dans l'ordre suivant :

Les procès-verbaux , s'il y en a , seront lus par le Greffier.

Les témoins , s'il en a été appelé par le Ministère public ou la partie civile , seront entendus s'il y a lieu ; la partie civile prendra ses conclusions ;

La personne citée proposera sa défense , et fera entendre ses témoins , si elle en a amené ou fait citer , et si , aux termes de l'article suivant , elle est recevable à les produire ;

Le Ministère public résumera l'affaire et donnera ses conclusions : la partie citée pourra proposer ses observations.

Le Tribunal de police prononcera le jugement dans l'audience où l'instruction aura été terminée , et , au plus tard , dans l'audience suivante.

OBSERVATIONS.

I. AVANT de commencer l'instruction , le Tribunal de police doit s'assurer de sa compétence.

Si l'on a proposé un déclinatoire , il doit préalablement y statuer.

Dans le cas où il est rejeté , l'instruction doit être suivie conformément aux dispositions de l'art. 153 , sauf l'appel ou le recours en cassation , dans les cas et dans les délais fixés par le Code.

II. Si le Juge-de-paix avait été saisi d'une affaire de police , comme Juge ordinaire , il devrait renvoyer les parties à se pourvoir devant le Tribunal de police , sans qu'il lui fût permis de la retenir et de la juger sous ce nouveau rapport , avant d'avoir été saisi , comme Tribunal de police , dans les formes exigées par le Code. (*Arrêts des 3 thermidor an xi , et 25 avril 1806.*)

III. L'instruction doit être faite *publiquement* , sous peine de nullité ; c'est la base principale de notre législation actuelle , comme c'était déjà ce le qu'avaient établi les lois de 1791 , et le Code de brumaire an iv.

L'instruction publique est , en effet , le moyen le plus assuré de parvenir à la connaissance de la vérité , et la meilleure sauve-garde de l'innocence.

Aussi le Législateur a-t-il voulu que la moindre atteinte portée à ce principe conservateur , fût sévèrement réprimée , et la Cour de cassation a toujours maintenu rigoureusement ce précepte de la loi.

Elle annulla en conséquence, le 19 avril 1809, un jugement rendu par un Tribunal de police, sur une information faite à huis clos par le Juge-de-peace.

Elle avait déjà rendu un semblable arrêt le 27 frimaire an x, quoiqu'il fût constaté que la lecture de l'information à laquelle il avait été procédé, avait été faite à l'audience publique. Une décision semblable a enfin été rendue le 24 mai 1811.

IV. Le Code d'instruction criminelle n'a pas prononcé la peine de nullité, pour l'inobservation des autres formalités prescrites par l'art. 153; mais ce n'est pas que le Législateur n'y ait attaché aucune importance. Le Tribunal de police qui négligerait de s'y conformer, devrait en être réprimandé; et, dans le cas de récidive, il devrait être dénoncé au Chef de la Justice.

Son jugement pourrait même être annullé, s'il y avait eu des réquisitions du Ministère public ou du prévenu tendantes à l'exécution des formalités qui n'auraient pas été remplies.

Il devrait être également cassé, si le Tribunal qui l'aurait rendu ne s'était pas trouvé composé de tous les membres qui en font une partie intégrante; c'est-à-dire, du Juge-de-peace ou du Maire, de l'Officier du Ministère public et du Greffier.

V. Il importe, dès-lors, que les Juges-de-peace et les Maires appelés à présider les Tribunaux de police, soient parfaitement instruits de ce qu'exige l'art. 153, pour la régularité de leurs jugemens. Nous allons en récapituler successivement les dispositions.

Toutes les formalités prescrites par cet article, doivent être remplies dans l'ordre qu'il indique.

VI. Après la lecture des procès-verbaux faite par le *Greffier*, et s'il n'en a pas été dressé, après qu'il a été donné lecture de la citation qui tient lieu de plainte, il doit être procédé à l'audition des témoins appelés, soit à la diligence de l'Officier du Ministère public, soit à la requête de la partie civile.

Le Code dit *appelés* et non *cités*, pour faire voir qu'il suffit d'un simple *avertissement*; c'est là un tempérament apporté à la rigueur du principe d'après lequel les témoins doivent être *cités*.

L'art. 163 du Code de brumaire an iv renfermait déjà la même disposition; elle a pour objet d'éviter des longueurs et des frais aux parties: ce qui n'empêche cependant pas que les témoins puissent être *cités*, et, par conséquent, que les frais de citation puissent entrer en taxe.

Il est même prudent aux parties de faire citer les témoins qu'elles veulent produire, lorsqu'elles ne sont pas bien assurées de leur comparution volontaire.

VII. L'art. 162 du Code de brumaire an iv, n'avait parlé que des témoins appelés à la requête du Ministère public, et non de ceux qui pouvaient l'être à la requête du

plaignant; ce qui pouvait faire supposer que le plaignant n'était pas autorisé à en produire.

Mais la Cour de cassation avait regardé cette disposition comme sous-entendue, et l'art. 153 du Code d'instruction criminelle a été rédigé dans ce sens.

VIII. Sous le régime du Code de brumaire an iv, le Tribunal de police ne pouvait refuser de procéder à l'audition des témoins diligentés, quelle que fût leur qualité, sans s'occuper des reproches fournis contre eux. (*Arrêt du 12 mai 1809.*)

Le Code d'instruction criminelle en a disposé autrement; l'audition des témoins devient inutile si la contravention se trouve constatée par le procès-verbal d'un agent de l'autorité auquel la loi veut qu'il soit ajouté foi, jusqu'à inscription de faux, ou si les témoins produits sont reprochables pour cause de parenté ou d'alliance au degré prohibé.

C'est pour cela que l'art. 153 n'a ordonné l'audition des témoins que *s'il y a lieu*; ce qui ne peut avoir aucun inconvénient, puisqu'aux termes de l'art. 175, les témoins peuvent être de nouveau produits sur l'appel, et que si le Tribunal de police avait mal apprécié les circonstances, il serait facile de faire rectifier son jugement.

IX. Dès que l'art. 153 autorisait le Ministère public et la partie civile à faire entendre des témoins sur l'accusation, il était naturel que la même faculté fût accordée à la personne citée; cette faculté n'avait pas même besoin d'être autorisée d'une manière spéciale.

Cependant, la disposition de l'art. 153 doit être entendue en ce sens que la personne citée ne peut être admise à faire preuve par témoins, contre le contenu aux rapports ou procès-verbaux auxquels la loi accorde pleine foi en Justice, jusqu'à inscription de faux, et même que le Tribunal peut refuser d'admettre le prévenu à la preuve offerte, lorsqu'il existe un procès-verbal *quelconque*, et s'il ne s'élève aucun doute sur la culpabilité du prévenu.

Mais lorsque le Tribunal admet le demandeur ou la partie publique à rapporter la preuve par témoins, à l'appui du procès-verbal, ce serait un véritable déni de Justice que de refuser d'entendre ceux que la personne citée aurait fait appeler dans son intérêt.

X. Lorsque les témoins à charge ont été ouïs, la partie civile doit prendre ses conclusions.

Elle ne doit pas attendre que les témoins à décharge aient déposé.

L'Officier du Ministère public n'a la parole, au contraire, qu'après l'instruction entièrement achevée, parce qu'avant de pouvoir faire son résumé, il doit être instruit de tous les faits et des moyens respectifs des parties.

Mais le prévenu peut faire de nouvelles observations sur le résumé de l'Officier du Ministère public, et il doit toujours avoir la parole le dernier, lorsqu'il la requiert, ce qui ne peut être accordé à la partie civile à laquelle elle doit être refusée, après que l'Officier du Ministère public a donné ses réquisitions; cependant elle pourrait remettre sur-le-champ de simples notes au Tribunal. (*Art. 87 du décret du 30 mars 1808.*)

XI. Si la personne citée n'avait pas demandé d'user de ce droit, elle ne pourrait se faire un grief d'appel ni tirer un moyen de cassation, de ce qu'elle n'aurait pas eu la parole la dernière: ce serait à elle seule qu'elle devrait l'imputer.

Il en serait autrement, si elle l'avait demandée et qu'elle lui eût été refusée.

XII. Sous l'empire de la législation actuelle, les témoins appelés devant le Tribunal de police peuvent être reprochés avant leur audition. (*Art. 156.*)

Il résulte du même article, qu'il y aurait nullité dans l'instruction, si le Tribunal avait rejeté un reproche fondé, puisqu'il porte que si le reproche n'était proposé qu'après l'audition des témoins reprochés, *la nullité serait couverte*; ce qui suppose nécessairement qu'il y aurait nullité dans le cas contraire.

Quoiqu'il ne soit pas question de reproches, ni de la manière de les proposer dans l'art. 153, il n'en est pas moins évident qu'ils doivent être proposés avant l'audition des témoins reprochables, si l'on veut qu'ils produisent leur effet.

XIII. L'art. 153 ne porte pas que le prévenu sera *interrogé*.

Cependant, il n'y aurait pas irrégularité dans l'instruction, si le Juge qui préside le Tribunal de police, avait fait au prévenu quelques interpellations nécessitées par les débats.

Mais elles ne doivent pas lui être faites dans la forme d'un véritable interrogatoire, qui n'est requis qu'en matière correctionnelle. (*Art. 190.*)

Le prévenu ne pourrait, dans tous les cas, être interrogé, avant que la partie civile et le Ministère public eussent fait entendre leurs témoins, et que la partie civile eût pris ses conclusions.

Le prévenu ne pourrait l'être non plus avant que les témoins appelés à sa requête eussent déposé.

Ce n'est qu'après l'audition des témoins et les pièces lues, qu'en matière correctionnelle il doit être procédé à l'interrogatoire du prévenu, quoiqu'en cette matière l'interrogatoire soit de rigueur.

Si le Législateur n'a pas exigé que le prévenu soit interrogé devant le Tribunal de police, c'est qu'il l'autorisait à se faire représenter par un fondé de procuration spéciale. (*Art. 152.*)

XIV. Ce ne sont pas de véritables débats qui s'établissent au Tribunal de police; tous les témoins produits par le Ministère public et par le plaignant, doivent être ouïs

avant que la parole puisse être accordée au demandeur, et le défendeur ne peut l'obtenir qu'après avoir produit les siens.

XV. Lorsque l'affaire est instruite, il ne suffit pas que l'Officier du Ministère public prenne ses conclusions.

Il doit commencer par résumer l'affaire.

L'art. 162 du Code de brumaire an iv l'exigeait déjà, et l'exigeait même, sous peine de nullité.

La Cour de cassation ne la prononçait cependant que lorsqu'il résultait du jugement que le Ministère public n'avait réellement fait aucun résumé.

Elle ne regardait pas comme suffisamment établi, que le résumé n'avait pas été fait par le silence qu'avait gardé le jugement sur l'exécution de cette formalité, lorsqu'il résultait de l'ensemble de sa rédaction que le vœu de la loi avait été rempli.

Mais, aujourd'hui, lors même que la preuve serait acquise que l'Officier du Ministère public se serait borné à prendre ses conclusions, la nullité du jugement ne pourrait être prononcée par ce motif, si le prévenu n'avait pas fait constater la réquisition qu'il aurait faite pour obtenir l'exécution de cette formalité.

XVI. Il en serait autrement, si l'Officier du Ministère public n'avait été entendu, ni dans son résumé, ni dans ses conclusions : car, quoique l'art. 153 du Code d'instruction criminelle ne prononce pas la nullité pour ce cas, elle résulte nécessairement de la seule omission de la formalité.

Il ne peut y avoir, en effet, un véritable jugement en matière de police, lorsque l'Officier du Ministère public n'a pas été entendu.

L'Officier du Ministère public faisant partie *intégrante* du Tribunal de police, (*Art. 144.*), aucun jugement ne peut être régulièrement rendu *hors sa présence*, lors même qu'il aurait été averti de se rendre à l'audience, et qu'il aurait été mis en demeure. (*Arrêt du 10 novembre 1808.*)

Il ne suffirait pas même que sa présence fût constatée par le jugement, s'il n'y était pas fait mention qu'il a été entendu : car il n'en résulterait pas nécessairement qu'il l'eût réellement été.

Il faut, pour la régularité du jugement, qu'il y soit fait mention que l'Officier du Ministère public a été entendu, ou que, du moins, cela puisse s'induire naturellement de la rédaction du jugement.

Cela fut ainsi jugé par la Section civile de la Cour de cassation, le 16 juillet 1808, dans une espèce où l'audition du Procureur-Général était de rigueur ; il y a même motif de le décider ainsi en matière de police, où le ministère public doit toujours être entendu.

XVII. Mais en serait-il de même, si l'Officier du Ministère public *présent*, avait déclaré ne vouloir, ni résumer l'affaire, ni conclure ?

Ce serait un déni de Justice de la part de l'Officier du Ministère public ; mais ce déni de Justice n'en paralyserait pas moins le Tribunal de police.

XVIII. Il fut jugé, le 16 janvier 1806, qu'il y a nullité dans le jugement rendu lorsque le Ministère public n'a pas été entendu, quand même ce jugement lui aurait fait réserve expresse de toutes ses actions, pour la vindicte publique. »

XIX. L'Officier du Ministère public ne se serait attaché qu'à un moyen de forme, que s'il avait pris la parole, cela suffirait pour la régularité de l'instruction; et pour autoriser le Tribunal à statuer définitivement.

Mais s'il avait été entendu à une première audience, à laquelle serait intervenu un jugement d'instruction, et s'il ne l'avait pas été ensuite de l'instruction achevée, il y aurait nullité dans le jugement définitif. (*Arrêt du 15 frimaire an xiv.*)

XX. Si les réquisitions du Ministère public sont de nécessité indispensable pour la régularité du jugement, elles ne peuvent cependant gêner, en aucune manière, l'opinion du Tribunal de police, qui peut condamner le prévenu en faveur duquel le Ministère public a conclu, comme il peut l'acquitter, quoique le Ministère public ait requis sa condamnation.

C'est ce qui fut jugé par arrêt du 24 nivôse an xi.

XXI. Mais en déclarant le fait constant, s'il constitue une véritable contravention, le Tribunal ne peut se borner à condamner le défendeur à des dommages-intérêts envers la partie offensée, il doit nécessairement lui appliquer la peine de la loi, lors même que le Ministère public aurait requis son renvoi.

S'il ne prononçait pas la peine, sous le prétexte qu'elle n'aurait pas été requise, il y aurait lien d'annuler son jugement. (*Arrêt du 20 nivôse an xiii.*)

XXII. Si l'Officier du Ministère public n'avait pas été présent à l'audition des témoins, que l'on se fût borné à lui donner lecture du retenu de leurs dépositions, le jugement qui interviendrait, sur sa réquisition, serait nul.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé par ses arrêts des 8 ventôse an x et 20 thermidor an xi, attendu que l'opinion du Ministère public, comme celle des Juges, doit se former sur une instruction *orale* qui ne peut être remplacée par la simple lecture des dépositions.

La Cour de cassation le jugea de même le 4 prairial an xii, dans une espèce où l'instruction commencée par le Suppléant du Juge-de-paix, avait été continuée par le Juge-de-paix lui-même, quoique celui-ci n'eût prononcé son jugement qu'après s'être fait donner lecture de l'instruction.

Le Tribunal de police doit, en pareil cas, considérer tout ce qui a été fait comme non-venu, et recommencer l'instruction.

Si cependant il n'était intervenu, à la première audience, qu'un jugement préparatoire ou d'instruction;

Si les témoins avaient été ouïs à l'audience suivante, en la présence de l'Officier du Ministère public et du Juge, et que les parties y eussent de nouveau discuté

leurs moyens et pris leurs conclusions, il n'y aurait pas lieu à l'annulation du jugement. (*Arrêt du 2 février 1809.*)

« Mais il faudrait décider le contraire si, dans l'absence du Ministère public, au lieu d'un simple jugement d'instruction, il avait été prononcé sur la compétence : c'est ce que la Cour de cassation jugea par ses arrêts des 19 février et 16 mars 1809.

XXIII. Il est un autre cas sur lequel il importe de se fixer.

L'Officier du Ministère public peut avoir résumé l'affaire à une première audience, et l'affaire n'y avoir pas été définitivement jugée ; ce qui doit arriver toutes les fois que, sur la réplique de la personne citée, le Tribunal ordonne que l'instruction sera continuée.

L'instruction achevée, l'Officier du Ministère public doit-il résumer de nouveau l'affaire, et prendre de nouvelles conclusions, sous peine de nullité ?

La Cour de cassation a jugé l'affirmative, par arrêt du 15 germinal an 8, attendu qu'il n'y avait pas eu un résumé et des conclusions dans le sens de la loi.

Si l'Officier du Ministère public n'avait pas été présent à la continuation de l'instruction, il y aurait bien plus évidemment nullité dans le jugement qui serait intervenu.

XXIV. L'art. 153 ne dit pas, comme le faisait l'art. 162 du Code de brumaire an iv, que le Tribunal de police doit prononcer son jugement *dans la même audience*, ou, au plus tard, *dans l'audience suivante* ; mais seulement que le jugement sera prononcé dans l'audience où l'instruction aura été terminée, et, au plus tard, *dans l'audience suivante* : ce qui est beaucoup mieux : car, il arrivait souvent que, dans la crainte de rendre un jugement nul, les Tribunaux de police refusaient une continuation de cause lorsqu'il aurait été nécessaire de l'accorder, et le mal était sans remède, puisque l'appel du jugement n'était pas autorisé, et que le recours en cassation ne pouvait être d'aucune utilité à la partie condamnée, la Cour de cassation ne pouvant s'occuper du fond des arrêts et jugemens qui lui sont dénoncés.

Quoique le Code d'instruction criminelle donne aux Tribunaux de police une plus grande latitude à cet égard, que ne le faisait le Code de brumaire an iv, ils n'en doivent pas moins faire tout ce qui dépend d'eux pour que les affaires reçoivent une prompte décision.

XXV. Le jour auquel la cause est continuée doit être indiqué ; car un renvoi indéfini est un déni de Justice qui emporte nullité.

Le recours en cassation contre un pareil jugement est recevable, quoique le jugement ne soit pas définitif en ce sens qu'il ne prononce ni l'absolution, ni la condamnation du prévenu. C'est ce qui fut jugé le 31 janvier 1811.

Nous disons le recours en cassation et non l'appel, parce que l'appel n'est rece-

vable contre les jugemens de police, que quand il est intervenu une condamnation à l'emprisonnement ou à des dommages-intérêts, restitutions et amendes au-dessus de cinq francs.

XXVI. La Cour de cassation a jugé, le 2 août 1810, que l'appel et le recours en cassation étaient autorisés, en matière de police correctionnelle, contre les jugemens interlocutoires qui préjugent le fond, par application de l'art. 451 du Code de procédure civile qui a établi un point de législation, et non une simple formalité.

Mais ce qu'a jugé la Cour de cassation, par cet arrêt, relativement à l'appel en matière correctionnelle, ne peut être appliqué aux matières de police.

Il ne peut y avoir lieu qu'au recours en cassation en matière de police, contre les jugemens interlocutoires.

Nous en avons donné le motif sous le N.^o précédent, en rappelant que l'appel n'est recevable, en cette matière, que quand il y a condamnation à l'emprisonnement, ou à des réparations civiles pour une somme de plus de cinq francs.

XXVII. L'art. 162 du Code de brumaire an iv voulait, de plus, que les Tribunaux de police motivassent leurs jugemens; et l'art. 163 du Code d'instruction criminelle l'exige également, sous peine de nullité.

Cette nullité se trouve de nouveau prononcée par l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810.

Mais si le Tribunal avait donné de mauvais motifs, et s'il en existait d'ailleurs de suffisans pour maintenir le jugement, ce ne serait le cas ni de le réformer, ni de l'annuler.

Il n'y a nullité que lorsqu'il n'en a point été donné.

Mais aussi, lorsqu'il n'en a été donné *aucun*, rien ne peut arrêter l'annulation du jugement.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé formellement, Section civile, le 23 mai 1811, en annulant un arrêt qui s'était borné à *confirmer* le jugement qui lui était dénoncé, sans en avoir donné aucun motif, et sans avoir même déclaré qu'il adoptait ceux des premiers Juges.

Le 15 mars précédent, la Section criminelle avait jugé, au rapport de M. *Liborel*, qu'il y avait motif suffisant déduit dans un jugement portant que la condamnation était causée *pour faits d'injures*, sans les avoir précisées :

« Attendu que la condamnation se référait naturellement à la plainte et aux qualifications du jugement. »

XXVIII. L'art. 153, dans son dernier *alinéa*, parle en général des jugemens qui peuvent intervenir en matière de police; mais nous avons observé sur l'art. 137,

que le Tribunal ne peut jamais prononcer par forme de règlement; et nous pouvons ajouter un nouvel exemple de cette vérité à ceux que nous avons cités.

Cet exemple se trouve dans l'annulation d'un jugement de police qui avait fixé le prix du pain, et qui avait condamné un boulanger à l'amende pour avoir excédé ce taux.

XXIX. Il ne suffit pas que l'affaire soit, par son objet, dans la compétence du Tribunal de police, pour que ce Tribunal puisse prononcer des peines contre ceux qui se sont rendus coupables de contraventions.

Il faut que l'individu condamné ait été légalement appelé devant le Tribunal de police, en qualité de prévenu, ou qu'il y ait comparu volontairement en cette qualité.

Aussi, par arrêt du 26 vendémiaire an ix, la Cour de cassation annula-t-elle un jugement rendu par un Tribunal de police qui avait prononcé une condamnation contre un individu qui n'avait pas été cité devant lui, et qui n'y avait pas volontairement comparu, quoiqu'il se trouvât réellement compromis dans l'instruction.

Et par autre arrêt du 21 novembre 1806, un jugement fut-il de même annulé, par le motif qu'il avait condamné le prévenu à des dommages-intérêts envers la personne offensée qui n'avait été, dans l'instance, ni demanderesse ni intervenante.

XXX. Il faut que le fait dont le prévenu est déclaré coupable, constitue réellement une contravention, pour que le Tribunal de police soit autorisé à instruire et à prononcer un jugement de condamnation.

Il fut jugé en conséquence les 24 ventôse an 12, 12 septembre 1806 et 3 septembre 1807, qu'il y avait lieu à l'annulation de jugemens qui avaient condamné des commerçans à l'amende pour ne s'être pas pourvus de patentes, des Gardes pour n'avoir pas fait enregistrer leurs procès-verbaux, des Huissiers attachés au Tribunal de première instance pour avoir donné des citations pour comparaître devant les Tribunaux de paix.

Par le même arrêt fut rendu le 13 novembre 1806, envers un jugement qui avait condamné un témoin à la prison, pour n'avoir pas déposé tout ce qu'il savait.

Si le témoin avait fait une fausse déposition, il fallait lui faire son procès comme faux témoin.

C'était un crime qui sortait de la compétence du Tribunal de police.

XXXI. Il faudrait également déclarer nul un jugement rendu par le Tribunal de police, qui condamnerait la partie plaignante à une peine en acquittant le prévenu, lors même que sa plainte serait jugée mal fondée; attendu qu'une plainte mal fondée n'est ni un délit, ni même une simple contravention. (*Arrêt du 18 messidor an xii.*)

Mais une dénonciation calomnieuse est un véritable délit, (*Art. 373 du Code*

pénal) et, sous ce rapport, elle sort naturellement des attributions du Tribunal de police.

XXXII. Il faudrait aussi déclarer nul, comme renfermant un excès de pouvoir, un jugement de police qui ferait défense à un Fonctionnaire de l'ordre administratif, de dresser des procès-verbaux, ou de faire des actes de son ministère; car les Tribunaux de police, non plus que les autres Tribunaux, n'ont aucune autorité sur les Membres des Administrations:

Ils ne peuvent pas plus leur donner des ordres, que leur faire des injonctions.

C'est ce qui fut jugé par arrêts des 25 germinal an xi et 4 novembre 1810.

Dans l'espèce de ce dernier arrêt, rendu au rapport de M. Vergès, le Tribunal de police avait ordonné aux administrations de tenir la main à l'exécution de son jugement.

XXXIII. Le 19 février 1807, un jugement rendu par un Tribunal de police fut attaqué par la voie du recours en cassation, pour avoir signalé comme *suspect* et mis sous la surveillance de la police administrative, un individu condamné aux peines qu'il avait encourues par sa contravention.

Le même jugement lui avait fait défense de se trouver à l'avenir *en tel ou tel lieu*.

Ce jugement fut annulé, en ce que le Tribunal n'avait pu prononcer ainsi, sans sortir des bornes de ses attributions.

Le Code pénal autorise bien à mettre sous la surveillance de la haute police les individus qui ont été déclarés coupables de certains crimes ou délits; mais il ne l'autorise, par aucun de ses articles, pour le cas de simple contravention de police; de sorte qu'il faudrait encore juger aujourd'hui comme le fit l'arrêt du 19 février 1807.

Aucun article du Code pénal n'autorise non plus le Tribunal de police à faire des défenses aux prévenus condamnés de se trouver en tel ou tel lieu.

Pour gêner ainsi les citoyens dans l'exercice de leur liberté, il faut pouvoir se fonder sur une loi spéciale, et le Code pénal ne l'a permis que pour des cas extrêmement graves qu'il a eu soin de bien préciser. (*Art. 44 et 229.*)

XXXIV. Si le fait déclaré constant n'est pas réputé par la loi une contravention de police, le prévenu devant être absous, quant à la peine, pourrait-il être condamné en des dommages-intérêts envers la partie plaignante?

Un arrêt du 6 vendémiaire an 10 jugea sous l'empire du Code de brumaire an iv, que les Tribunaux de police n'étaient compétens pour prononcer des indemnités que quand il y avait contravention reconnue et déclarée.

Mais l'art. 159 du Code d'instruction criminelle, n'en a-t-il pas autrement disposé en autorisant les Tribunaux de police à annuler la citation, et à statuer par le même jugement sur les demandes en dommages et intérêts, lorsque le fait dénoncé ne présente ni délit ni contravention?

La solution de cette question appartient aux observations à faire sur l'art. 159.

XXXV. Le Tribunal de police commettrait un excès de pouvoir s'il fixait lui-même le montant des dommages-intérêts qu'il adjugerait, dans le cas où la loi ne les prononcerait qu'à régler *par experts*; cela fut ainsi jugé par arrêt du 20 prairial an xi, dans l'affaire de la demoiselle Williams contre l'imprimeur Colignon, sur un recours contre un arrêt rendu en police correctionnelle; et il y aurait même motif de le juger ainsi en matière de police.

XXXVI. Le Tribunal de police ne peut statuer sur les dommages-intérêts que par le même jugement qui prononce sur la contravention.

C'est ce qui se jugeait déjà sous l'empire du Code de brumaire an iv, et ce que l'art. 161 du Code d'instruction criminelle vient d'ordonner de la manière la plus expresse.

XXXVII. Lorsque la loi autorise à prononcer des dommages-intérêts en faveur de la partie offensée, ces dommages-intérêts peuvent-ils être adjugés aux Hospices, du consentement et sur la réquisition de cette partie?

L'affirmative fut jugée par arrêts des 17 fructidor an ix et 10 novembre 1808, et elle le fut encore au rapport de M. Brillat-Savarin, le 16 août 1811, sur le recours contre un jugement rendu avant la mise en activité du Code pénal.

Mais cette Jurisprudence ne se trouve plus en harmonie avec la nouvelle législation criminelle.

Le Code pénal, art. 51, a tranché la question pour la négative, en ne permettant pas que, du consentement même de la partie, les dommages-intérêts qui lui sont adjugés puissent être appliqués à une œuvre quelconque.

Quoique cet article se trouve au Chapitre des peines et des condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes et délits, il n'en doit pas moins recevoir son application aux simples contraventions, puisque la raison de décider est la même, et qu'il n'y a rien dans la loi qui s'oppose à cette application.

XXXVIII. Mais quand l'impression et l'affiche du jugement ne sont pas ordonnées par la loi; le Tribunal de police peut-il les prononcer soit d'office, soit sur la réquisition du Ministère public, ou sur la demande des parties intéressées?

Avant la mise en activité du Code d'instruction criminelle et du Code pénal, la Cour de cassation jugeait qu'il y avait aggravation de peines, et conséquemment excès de pouvoir, de la part du Tribunal de police, lorsqu'il prononçait l'impression et l'affiche de son jugement, soit d'office, soit sur la réquisition du Ministère public.

Elle jugeait, au contraire, que ce n'était qu'une simple réparation civile, lorsqu'elles étaient prononcées sur la demande de la partie offensée.

Nous pouvons citer, sous ces différents rapports, les arrêts des 7 prairial an viii,

17 fructidor an ix, 1.^{er} thermidor an xii, 18 prairial an xiii, 10 avril et 11 décembre 1807, et premier avril 1808.

La Cour de cassation tenait tellement à cette distinction, qu'elle annulla, le 17 thermidor an xi, un jugement qui avait ordonné l'impression et l'affiche à *cent cinquante* exemplaires de son jugement, lorsque la partie civile n'avait conclu à l'impression et à l'affiche que de *cinquante* seulement.

Mais cette Jurisprudence doit-elle être maintenue sous l'empire des nouveaux Codes ?

On n'y trouve nulle part la distinction qu'elle établit.

Le Législateur n'a parlé de l'impression et de l'affiche des jugemens, que dans l'art. 36 du Code pénal, et cet article ne les ordonne que quand il y a condamnation à mort, aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, à la déportation et à la dégradation civique.

Le Code de commerce, en son art. 592, a également ordonné l'affiche et l'insertion dans les Journaux, des condamnations prononcées contre les banqueroutiers frauduleux.

En précisant ainsi les cas où l'impression et l'affiche doivent avoir lieu, le Code ne les a-t-il pas implicitement et suffisamment interdits dans tous les autres ?

Peut-on douter que telle a été l'intention du Législateur, lorsqu'il n'a pas même maintenu dans son art. 405, l'impression et l'affiche, qui étaient impérativement commandées en matière d'escroquerie, par l'art. 35, titre II de la loi du 17 juillet 1791 ?

Cependant, l'art. 1036 du Code de procédure civile, a autorisé les Tribunaux, suivant les circonstances, à ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugemens; et lorsque l'autorisation en est donnée aux Tribunaux civils, doit-on supposer qu'elle ait été refusée aux Tribunaux criminels, correctionnels et de police ?

XXXIX. Dans les cas où l'impression et l'affiche sont prescrites par un article exprès de la loi, les Tribunaux ne pourraient, sans la violer, se dispenser de l'ordonner; mais il n'en résulte pas nécessairement qu'ils ne puissent l'ordonner dans aucun autre cas.

Cependant, si l'on devait regarder comme une peine, l'impression et l'affiche du jugement de condamnation, elles ne pourraient être prononcées sans entreprendre sur l'autorité législative; sans créer une peine qui n'aurait pas été établie par la loi; sans commettre un excès de pouvoir.

Toute la question consistait, dès-lors, à savoir s'il y a réellement aggravation de la peine, lorsque l'impression et l'affiche du jugement sont ordonnées.

Quoique l'impression et l'affiche des jugemens n'aient pas été mises au nombre des peines proprement dites, il n'est cependant personne qui ne conçoive qu'elles en sont nécessairement une aggravation.

Telle personne préférerait de payer une amende beaucoup plus forte, et de subir

même un emprisonnement de quelques jours, au désagrément de se voir ainsi dénoncé à l'opinion publique.

XL. L'art. 161 du Code d'instruction criminelle n'autorise le Tribunal de police qu'à prononcer la peine, et qu'à statuer sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts des parties : si l'impression et l'affiche des jugemens ne sont pas des peines, ce ne sont pas non plus des restitutions, ni des dommages-intérêts proprement dits.

Il serait assez difficile de concevoir, d'ailleurs, comment la même condamnation pourrait être considérée comme une peine, ou comme une simple indemnité, suivant que ce serait la partie intéressée, ou l'Officier du Ministère public qui l'aurait provoquée.

La condamnation n'en reste pas moins la même ;

Elle n'en produit pas moins les mêmes effets ;

Elle n'en est pas moins aggravante pour la partie condamnée.

Si l'impression et l'affiche du jugement constituent une peine, lorsqu'elles sont prononcées d'office ou sur les réquisitions du Ministère public, comment ne constitueraient-elles qu'une simple indemnité, lorsqu'elles le sont à la requête de la partie offensée ?

Mais ce n'est pas une peine, puisque le Code n'a pas mis l'impression et l'affiche des jugemens au nombre des peines, et l'Officier du Ministère public ne peut requérir, ni le Juge prononcer d'office des condamnations que la loi n'a pas mises au nombre des peines. Lorsqu'ils le font, il y a excès de pouvoir, et, par suite, lieu à la cassation du jugement qui les a prononcées.

Au contraire, lorsque le Tribunal de police ordonne l'impression et l'affiche du jugement, sur la demande de la partie, il ne fait que prononcer une simple réparation civile, et le Code l'autorise à prononcer des réparations civiles, sans en déterminer la nature ni l'objet.

Malgré toutes les raisons qui peuvent être alléguées contre la Jurisprudence établie, il nous paraît donc qu'elle doit être maintenue.

Mais si le Tribunal de police ordonnait la lecture et la publication de son jugement, à la porte de l'Auditoire, au marché du lieu ou dans les communes environnantes, il commettrait un excès de pouvoir. C'est ce que la Cour de cassation jugea le 7 juillet 1809, au rapport de M. Oudot, et ce qu'elle avait déjà jugé le 7 pluviôse an x, en prononçant l'annulation d'un jugement qui avait ordonné qu'il serait lu dans des lieux et assemblées publiques.

XLI. Quoique le Code de brumaire an iv n'eût mis, comme le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, au nombre des peines de simple police, que l'amende et l'emprisonnement, il arrivait quelquefois que les Tribunaux de

police condamnaient le prévenu à comparaître à l'audience ou au greffe, pour y faire réparation d'honneur à la partie offensée.

Lorsque le Tribunal de police l'avait ainsi ordonné, la Cour de cassation admettait une distinction entre le cas où cette réparation avait été prononcée purement et simplement, et celui où le Tribunal avait déclaré qu'à défaut, par le contrevenant, d'y satisfaire, le jugement en tiendrait lieu. (*Arrêts des 24 frimaire et 6 pluviôse an 12, 20 et 26 vendémiaire an XIII, et 19 vendémiaire an XIV.*)

La Cour annula même, le 13 brumaire an XIII, un jugement qui donnait cette *alternative*, attendu que la réparation avait été exigée à l'audience même à laquelle le jugement avait été prononcé, ce qui avait rendu l'alternative illusoire.

Cette Jurisprudence rentre-t-elle dans le système actuel de la législation ?

Nous n'hésitons pas à répondre que non.

La partie civile ne peut exiger du contrevenant que des restitutions et des dommages-intérêts (*Art. 161*), et non des réparations *personnelles*.

Ce n'est pas là un simple mode d'exécution.

Lorsque le Code pénal a cru devoir autoriser ce genre de réparations, il l'a fait, comme cela se voit dans les art. 226 et 227, pour le cas d'outrages faits à des Fonctionnaires publics dans l'exercice, ou à raison de l'exercice de leurs fonctions.

Lorsqu'il ne l'a pas fait, c'est qu'il ne l'a pas voulu.

XLII. On dirait vainement qu'il ne tient qu'à la partie condamnée de s'exempter de cette réparation, lorsque le jugement ne lui a pas imposé la condition *nécessaire* de la faire personnellement : car, si le jugement tient lien de la réparation personnelle, c'est réellement aux yeux de la loi, comme si la réparation avait été faite ; et lorsque la loi n'autorise pas une réparation de cette espèce, c'est établir une peine contre sa volonté, que d'ordonner qu'à refus ou défaut de la faire, le jugement en tiendra lieu.

Le système contraire ne serait fondé que sur une misérable subtilité, et toute subtilité doit être bannie de l'application des lois qui ne doit rien avoir d'arbitraire.

Une réparation personnelle est une espèce d'amende honorable ; certains Tribunaux l'ont si bien considérée comme telle, qu'ils ont ordonné qu'elle serait faite par le prévenu, tête nue et à genoux, en présence du public à cet effet convoqué ; ce qui prouve qu'en tolérant une fois de s'écarter de la règle, il n'est pas possible de prévoir quel sera le terme auquel on s'arrêtera.

Une bonne législation ne souffre rien d'arbitraire ; et toute application de peine qui n'est point prononcée par la loi, est un acte arbitraire.

XLIII. En thèse générale, les Tribunaux doivent maintenir l'exécution des arrêtés administratifs.

Mais ce n'est qu'autant que ces arrêtés ordonnent l'exécution de lois ou de

réglemens préexistans, ou que le Législateur a autorisé l'Administration à les prendre, et à en ordonner l'exécution sous les peines qu'ils prononcent.

Dans ce dernier cas, les peines de police doivent être appliquées au contrevenant, lors même que le règlement administratif n'en aurait précisé aucune, si l'affaire rentre, par sa nature, dans la compétence des Tribunaux de police.

XLIV. Le Tribunal de police commettrait un excès de pouvoir, s'il se permettait une interprétation contraire aux termes d'un arrêté administratif, sous le prétexte d'en mieux saisir l'esprit; c'est sa volonté *exprimée* qui doit faire loi. C'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 5 pluviose an XIII.

Le Maire de Tournai avait pris un arrêté portant injonction aux boulangers de cuire leur pain de tel ou tel poids, suivant leur qualité, et de ne les exposer en vente que coupés en deux parties.

Le boulangier Delamalle ayant exposé en vente des pains qui n'étaient pas de poids, et qui étaient *entiers*, fut traduit au Tribunal de police, à raison de cette contravention.

Le Tribunal de police le renvoya de la demande, sur le motif qu'il avait rempli le vœu du règlement, en ne vendant son pain que d'après son poids réel.

Le Commissaire de police s'étant pourvu en cassation contre ce jugement, il intervint arrêt, au rapport de M. Aumont, qui en prononça l'annulation;

« Attendu. . . qu'en décidant qu'il n'y avait aucune contravention à reprocher » à Delamalle, dès qu'il ne vendait les pains dont il s'agit qu'en proportion de leur » poids réel, le Tribunal de police de Tournai s'était permis d'interpréter et de » modifier arbitrairement une disposition précise et formelle d'un règlement administratif dont son devoir l'obligeait de maintenir l'exécution *littérale*. »

XLV. Le Tribunal ne peut pas prendre en considération l'intention présumée du prévenu: car, en matière de contravention, c'est la matérialité du fait qui est seule à considérer; de sorte que si le fait est reconnu constant, il doit nécessairement y avoir condamnation du contrevenant.

Cela ne peut faire la matière d'un doute, lorsqu'il s'agit de contravention à des lois fiscales.

On en trouve le principe établi dans l'art. 16 de la loi du 9 floréal an IX sur les Douanes; et la Cour de cassation en fait une application rigoureuse dans toutes les circonstances; ce qui pourrait s'établir par des arrêts nombreux: cela fut ainsi jugé de la manière la plus solennelle, en Sections réunies, sous la présidence du Grand-Juge, le 29 mai 1811.

Pourquoi en serait-il autrement à l'égard des contraventions ordinaires?

C'est la contravention en elle-même, c'est la négligence apportée à se conformer au précepte de la loi que les Tribunaux ont à punir.

XLVI. Si le Tribunal de police refusait d'appliquer les peines de police pour

la contravention à un règlement administratif, sur le fondement que ce règlement n'avait pas reçu la sanction de l'autorité supérieure, au moment de la contravention, ou sur le motif que depuis la contravention constatée, l'autorité supérieure aurait refusé son homologation, il commettrait un excès de pouvoir; attendu que les réglemens administratifs doivent recevoir une exécution *provisoire*, et que le refus de sanction postérieur à la contravention, ne peut faire que le prévenu n'ait pas contrevenu à l'arrêt, lorsqu'il avait toute son autorité.

Cela fut ainsi jugé les 20 pluviôse et 25 ventôse an 12, et 6 juin 1807.

Le Tribunal de police rendrait, à plus forte raison, un jugement nul, s'il condamnait un individu pour avoir exécuté un règlement de police en vigueur, lors même que par la suite il aurait été révoqué. (*Arrêts des 28 messidor an 7 111, et 25 thermidor an x.*)

XLVII. Si le prévenu, traduit devant le Tribunal de police, soutenait n'avoir agi que par ordre de l'Administration, et qu'il en rapportât la preuve écrite, ou que l'Administration qui lui en aurait donné l'ordre intervînt pour attester qu'elle le lui avait réellement donné, le Tribunal de police qui condamnerait le prévenu attenterait à l'autorité administrative, et rendrait un jugement dont l'annulation devrait être prononcée. (*Arrêt du 29 pluviôse an xi.*)

Mais si le prévenu ne fondait sa défense que sur un ordre verbal, et si l'Administration n'intervenait pas pour appuyer sa réclamation, le Tribunal ne devrait pas s'y arrêter. (*Arrêt du 3 mai 1811.*)

XLVIII. Les Tribunaux de police ne peuvent ordonner l'exécution provisoire de leurs jugemens, sous peine de nullité; ce qui est fondé sur le principe consigné dans l'art. 173 du Code d'instruction criminelle, que l'appel est *suspensif*.

Cela se jugeait déjà de même sous l'ancienne législation. (*Arrêt du 21 thermidor an 12.*)

Mais si les autres dispositions du jugement étaient régulières, celle relative à l'exécution provisoire devrait seule être annulée, soit sur l'appel, soit sur le recours en cassation, (*argument tiré de l'art. 434, troisième alinéa,*) sauf l'action en dommages-intérêts contre la partie civile, ou en prise à partie contre l'Officier du Ministère public qui aurait fait exécuter le jugement, avant l'expiration du délai de l'appel ou du recours en cassation.

XLIX. Le Tribunal de police peut condamner le prévenu au paiement par corps, de l'indemnité et des dépens adjugés. (*Arrêts des 10 frimaire et 29 ventôse an 12.*)

Il fut même jugé le 2 janvier 1807, que la contrainte par corps peut être exercée contre le contrevenant condamné, lors même que le jugement ne l'a pas prononcée; ce qui ne peut plus souflrir aujourd'hui de difficulté, d'après les dispositions de l'art. 469 du Code pénal, qui porte que les restitutions, indemnités et frais, entraîneront la contrainte par corps.

Mais les formalités exigées par le Code de procédure civile pour la mise à exécution de la contrainte par corps, ne sont pas de rigueur en matière criminelle, correctionnelle et de police : Son Excellence le Grand-Juge, Ministre de la Justice, l'a décidé ainsi par sa circulaire du 12 septembre 1807, et le décret impérial du 18 juin 1811, art. 175, en renferme une disposition expresse.

L. Le condamné doit garder prison jusqu'au parfait paiement des adjudications prononcées en faveur de la partie civile, à moins que celle-ci ne consente à son élargissement. (*Article 469 du Code pénal.*)

Si les condamnations ont été prononcées au profit de l'État, par le Tribunal de police, et que le contrevenant condamné soit insolvable, il ne peut être détenu plus de quinze jours après avoir subi sa peine. (*Art. 467 et 469 du même Code.*)

Si elles avaient été portées pour répression d'un délit de police correctionnelle, le prévenu ne pourrait obtenir, dans le même cas, sa liberté provisoire, qu'après six mois révolus. (*Art. 53, ibid.*)

Et si elles l'avaient été pour crimes, elle ne devrait lui être accordée qu'après une année entière. (*Ibid.*)

Sauf, dans tous les cas, à reprendre l'exécution de la contrainte par corps, s'il survenait au condamné quelque moyen de solvabilité. (*Toujours même article.*)

L'art. 467 ne renferme pas, à la vérité, la même disposition relativement aux condamnations prononcées pour simples contraventions ; mais il n'en faut pas conclure que les quinze jours de prison qu'a subis le condamné, doivent entrer en compensation avec l'amende et les frais mis à sa charge ; si telle avait été l'intention du Législateur, il s'en serait clairement expliqué, ainsi que l'avait fait l'art. 5, titre 2, du Code rural de 1791.

La disposition de cet article du Code rural se trouve implicitement rapportée par l'art. 467 du Code pénal, qui en renferme une générale pour toutes les condamnations prononcées en matière de police.

LL Une Cour Impériale a pensé que, depuis la mise en activité du Code d'instruction criminelle, il était nécessaire de communiquer au prévenu traduit en police correctionnelle, vingt-quatre heures avant de porter la cause à l'audience, la liste des témoins que le Ministère public et la partie civile se disposaient à faire entendre contre lui ; si cela est ainsi, il doit en être de même devant le Tribunal de simple police.

Mais cette prétention est évidemment dénuée de fondement ; car le Législateur de 1808, comme celui de l'an IV, n'a ordonné la communication de la liste des témoins au prévenu, qu'en matière criminelle ; et si les formalités prescrites par la loi doivent être scrupuleusement observées, les Tribunaux ne peuvent y ajouter, sans commettre une usurpation du pouvoir législatif.

On ne serait pas préhensible, sans doute, de donner au prévenu traduit devant

les Tribunaux correctionnels et de police, la communication de la liste des témoins à faire entendre contre lui ; mais il y a loin de faire une chose que la loi ne défend pas, à être contraint de faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Le seul risque à courir dans le premier cas, est de voir rejeter de la taxe des frais, un acte de procédure inutile ; tandis que l'on ferait une procédure irrégulière, si l'on n'avait pas observé les formalités prescrites par la loi.

Vouloir qu'en matière correctionnelle et de police, le Ministère public et la partie civile signifiât la liste des témoins au prévenu, dans la forme et dans le délai fixé par l'art. 315 du Code d'instruction criminelle, c'est ajouter à ses dispositions.

Si les mêmes formes de procéder avaient dû être observées tant en matière correctionnelle et de police, qu'en matière criminelle, il aurait été inutile d'établir, dans le Code, des Chapitres particuliers pour les crimes, les délits et les contraventions.

On a jugé très-souvent, sous l'empire du Code de brumaire an iv, que l'art. 358, relatif aux reproches des témoins, n'était pas applicable aux matières correctionnelles et de police.

Pourquoi l'art. 315 serait-il plus susceptible de cette extension dans son application ?

Il n'y a rien de commun, quant à la forme de procéder, entre les matières criminelles et les matières correctionnelles et de police ; il y a moins d'analogie encore entre les formes de procéder dans les matières correctionnelles et de police, et celles qui doivent être observées dans les affaires civiles ; de sorte que l'art. 261 du Code de procédure civile, invoqué à l'appui du système contraire, ne peut être d'aucune considération.

L'art. 174 du Code d'instruction criminelle porte bien, à la vérité, qu'on procédera sur l'appel des jugemens émanés des Tribunaux de police, comme sur l'appel des jugemens des Justices de paix ; mais cela ne veut dire autre chose, sinon que les appels en matière de police doivent être jugés *sommairement*.

Cet article, d'ailleurs, n'a pas même été déclaré commun aux appels en matière correctionnelle, et on ne pourrait exiger, au Tribunal de police, l'exécution de l'art. 315 du Code d'instruction criminelle, sans l'exiger également en matière correctionnelle.

Le système adopté par la Cour Impériale, dont on réfute l'opinion, tendrait à introduire une innovation dont aucun Tribunal ne s'est encore avisé, et qui contrariait évidemment le vœu du Législateur, sous quelque rapport qu'on veuille l'envisager.

Comment concilierait-on, en effet, ce système avec les dispositions de l'art. 147, qui autorise les parties à comparaître *volontairement* et sans citation devant le Tribunal de police ; et avec celles de l'art. 169, qui n'exige qu'un simple *avertissement* ?

énonciatif, du fait et du jour de la comparution devant le Tribunal de paix, présidé par le Maire?

Aussi, la Cour Impériale dont il s'agit a-t-elle fini par abandonner son système.

ARTICLE CLIV.

Les contraventions seront prouvées, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

Nul ne sera admis, à peine de nullité, à faire preuve par témoins outre ou contre le contenu aux procès-verbaux ou rapports des Officiers de police ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les contraventions, jusqu'à inscription de faux. Quant aux procès-verbaux et rapports faits par des Agens, préposés ou Officiers, auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux, ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le Tribunal juge à propos de les admettre.

OBSERVATIONS.

I. Il résulte clairement des dispositions de cet article, que les contraventions de police peuvent s'établir, soit par des procès-verbaux, soit par témoins, soit cumulativement par ces deux voies.

Mais les dispositions de l'art. 154 peuvent-elles s'étendre aux délits *forestiers*, aux contraventions en matière de *Douanes*, de *Droits-Réunis*, d'*Octrois* et d'autres, qui sortent de la classe des délits ordinaires; en d'autres termes, ces contraventions peuvent-elles s'établir par la simple preuve testimoniale?

La constatation des contraventions de cette nature, est assujettie à des formes particulières qui sortent du droit commun.

S'il n'en a pas été dressé procès-verbal, il ne peut y avoir lieu à poursuites, à moins qu'elles n'aient pour objet la répression de crimes qui peuvent s'établir pour tous les genres de preuves.

Aussi, dans ces matières, le Législateur a-t-il donné foi aux procès-verbaux jusqu'à inscription de faux, et a-t-il poussé la prévoyance jusqu'à autoriser la confiscation des objets saisis en fraude, lors même que les procès-verbaux seraient déclarés nuls.

II. Dans le cas de nullité des procès-verbaux, en matière de *Douanes* et de *Droits-Réunis*, nous ne connaissons aucun arrêt qui ait admis, dans le cas de simples contraventions, la preuve testimoniale pour les remplacer; la loi a prévu

le cas de nullité, et elle a ordonné la confiscation sans autoriser à rapporter des preuves d'une autre espèce.

Mais comme on ne retrouve pas la même disposition dans les lois *forestières*, il est arrivé quelquefois que la preuve testimoniale a été admise, pour *suppléer* au défaut du procès-verbal *nul*; mais il faut qu'il existe un procès-verbal, pour autoriser les poursuites.

Les arrêts qui ont admis la preuve testimoniale, en matière forestière, dans le cas de *nullité* des procès-verbaux, sont cités dans le nouveau Répertoire de Jurisprudence, *V.^o procès-verbal*.

III. Mais les procès-verbaux des Gardes forestiers des *particuliers*, doivent-ils être crus jusqu'à inscription de faux, comme ceux de l'Administration et des Communes?

La question se présente à la Cour de cassation, le 15 décembre 1808; mais elle n'y fut pas jugée : la Cour fonda la cassation de son arrêt sur un autre motif.

M. l'Avocat-Général Leconteur, qui portait la parole, avait conclu pour la négative, et c'était l'opinion de la grande majorité de Messieurs de la Section criminelle, attendu que la loi du 29 septembre 1791, qui donne caractère aux Gardes forestiers pour dresser des procès-verbaux, qui doivent faire foi jusqu'à inscription de faux, n'a rien statué sur les bois des particuliers, et que ce ne peut être qu'en vertu d'une loi expresse, que des procès-verbaux, presque toujours dressés en l'absence des contrevenans, doivent être crus jusqu'à inscription de faux.

Il faut en dire de même des Gardes *champêtres*.

La Cour de cassation a jugé constamment que la preuve testimoniale est admissible contre leurs procès-verbaux. (*Arrêts des 30 janvier 1807, 17 mars, 28 octobre et 11 novembre 1809.*)

De tous les Officiers de police, les Gardes forestiers de l'Administration et des Communes, sont les seuls qui ont reçu caractère pour dresser des procès-verbaux, auxquels foi doit être ajoutée jusqu'à inscription de faux.

IV. Mais l'article 154 du Code d'instruction criminelle accorde aux procès-verbaux des Fonctionnaires publics qui n'ont pas le droit d'en dresser, auxquels il doit être cru jusqu'à inscription de faux, une faveur qu'ils n'avaient pas obtenue jusqu'à ce jour. Cet article autorise les Tribunaux correctionnels et de police à s'en rapporter à ces procès-verbaux pour les faits qu'ils constatent, et à rejeter toutes preuves testimoniales qui pourraient être proposées contre leur énonciation.

Cette innovation peut avoir quelques inconvéniens; mais elle tend à éviter beaucoup de frais et de longueurs presque toujours inutiles; ce qui a dû la faire

adopter : car une loi est nécessairement bonne ou du moins la meilleure dans l'état des choses, lorsque les avantages qu'elle présente, l'emportent sur les inconvénients qui en pourraient résulter.

Le Législateur a donné en cela une grande marque de confiance aux Juges.

Il faut espérer qu'ils n'en abuseront pas.

Ils ne perdront pas de vue, que la faculté de refuser la preuve offerte pour combattre les procès-verbaux, ne leur a été donnée que par exception au droit commun ; que dès-lors ils ne doivent en user, que lorsqu'il ne leur reste aucun doute sur la réalité de la contravention.

V. Si le procès-verbal ne semble ni assez clair, ni assez décisif au Tribunal, il doit admettre le défendeur à la preuve contraire, ou charger le demandeur d'en rapporter une à l'appui du procès-verbal.

L'art. 154 lui donne cette alternative ; la Cour de cassation ne pourrait donc annuler un arrêt par lequel la preuve vocale aurait été mise à la charge de celui qui aurait un procès-verbal en sa faveur.

VI. Il ne faut pas croire, au surplus, que les procès-verbaux doivent être crus jusqu'à inscription de faux dans tout leur contenu, lors même qu'ils sont l'ouvrage de Gardes forestiers ou d'employés qui ont reçu de la loi le caractère nécessaire pour leur donner cette autorité : la loi ne la leur donne que pour la constatation des délits ; c'est-à-dire, relativement à la matérialité du fait, et non quant aux conséquences qu'ils ont cru pouvoir en tirer.

Lorsque le Rédacteur du procès-verbal n'a pas parlé d'après lui-même, son procès-verbal ne contient qu'une simple déclaration extra-judiciaire, et cette déclaration ne peut avoir plus de force que celle qui serait faite en Justice, et qui devrait être appuyée de preuve dans le cas de dénégation.

VII. C'est dans ce sens qu'il faut entendre la disposition de l'art. 154, portant qu'il ne sera reçu aucune preuve outre et contre le contenu aux procès-verbaux des Officiers de police, ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits et les contraventions, jusqu'à inscription de faux.

Ces termes de l'art. 154 se réfèrent uniquement à la constatation *matérielle* du délit, par le fait *personnel* de l'Officier-rédacteur du procès-verbal.

Le Code d'instruction criminelle n'a fait que maintenir, sur ce point, les anciens principes.

Les fastes de la Jurisprudence de la Cour de cassation en fournissent mille exemples.

VIII. Si l'Officier de police, ou le préposé qui a dressé le procès-verbal, prétend avoir été insulté par le délinquant, il devient personnellement partie dans l'affaire, relativement au fait d'injures, et si son procès-verbal faisait foi sur ce point, jusqu'à inscription de faux, il en résulterait qu'il serait juge et partie dans sa propre cause ;

aussi jamais nu procès-verbal, en pareil cas, n'a été cru jusqu'à inscription de faux. (*Arrêts des 16 floréal an xi et 4 novembre 1808.*)

Cependant, si l'employé qui aura dressé le procès-verbal ne demande aucune réparation personnelle, et si l'Administration à laquelle il appartient se prévaut uniquement de l'injure faite à son préposé, pour en induire que le délinquant avait cherché à se soustraire à la constatation du délit dont il s'est rendu coupable, le procès-verbal devra en être cru, même sur le fait des injures, jusqu'à inscription de faux.

Le motif qui doit faire rejeter le procès-verbal dans le premier cas, ne subsiste plus : on ne pourra pas dire que le procès-verbal sera employé comme titre en faveur de celui qui l'aura rédigé.

IX. Si le procès-verbal contient l'aveu fait par le prévenu qu'il s'est véritablement rendu coupable de la contravention qui lui est imputée, et si cet aveu se rapporte à la matérialité de la contravention, il devra en être cru comme sur la matérialité du délit, jusqu'à inscription de faux.*

La raison en est que ce sera l'énonciation d'un fait positif que l'employé aura consigné dans son procès-verbal, et que ce fait se référera à la contravention à laquelle il ne sera pas personnellement intéressé.

C'est ce qui a été jugé les 12 août 1808, et 25 octobre 1811.

Cependant, le Rédacteur du procès-verbal agirait prudemment, en exigeant la signature du contrevenant au bas de son procès-verbal, et dans le cas de refus, en faisant mention de l'interpellation qu'il lui en aurait faite : car, quoique l'aveu se rattache à la matérialité du fait, il ne constitue cependant pas cette matérialité d'une manière absolue.

X. Nous avons dit que l'art. 154 défend d'admettre aucune preuve, outre et contre le contenu aux procès-verbaux qui doivent être crus jusqu'à inscription de faux.

Cette défense s'applique-t-elle à la partie plaignante comme au prévenu, de telle sorte qu'elle ne soit pas recevable à rapporter la preuve de faits que le Rédacteur du procès-verbal aura omis de constater ?

L'art. 154 n'établit aucun privilège en faveur de la partie civile, et la loi doit être égale pour tous ; mais comme il autorise les Tribunaux à ordonner qu'il sera rapporté des preuves à l'appui des procès-verbaux, nous ne pensons pas que le jugement qui autoriserait la partie civile à en rapporter une de cette espèce, fût en contravention à la loi.

Il en résulterait seulement que la partie civile étant admise à la preuve *directe*, la preuve *contraire* devrait être réservée au prévenu.

Nous pensons même que la preuve *contraire* lui serait réservée de droit, lors même que le jugement interlocutoire n'en contiendrait aucune réserve.

XI. Il ne faut pas conclure non plus de la défense faite par l'art. 154 de rapporter aucune preuve, outre et contre le contenu aux procès-verbaux qui doivent être crus jusqu'à inscription de faux, que le prévenu ne puisse jamais être admis à rapporter aucune preuve par écrit ni par témoins, des faits indépendans de ceux consignés dans les procès-verbaux, et qui tendraient à faire disparaître toute idée de contravention.

Ce serait aller trop loin ; car, si le prévenu faisant l'aveu du fait constaté par le procès-verbal, soutient qu'il n'a fait qu'user de son droit, et s'il se soumet à l'établir, il s'élèvera alors une question préjudicielle indépendante, sur laquelle il faudra préalablement instruire et procéder devant les Juges compétens.

Mais ce ne serait qu'autant que le fait constaté ne constituerait pas par lui-même un délit, et qu'il pourrait se justifier par le droit que le prévenu invoquerait en sa faveur.

XII. La preuve serait également admissible dans le cas de *force majeure* : car il ne peut y avoir un délit lorsqu'il n'y a pas eu liberté d'agir.

Supposons qu'un procès-verbal constate que le cheval de *Pierre* a été trouvé pâtreant dans un bois non défensable.

Pourra-t-on refuser d'admettre *Pierre* à la preuve que son cheval lui a été volé plusieurs jours auparavant ; de sorte qu'il ne peut, si le fait est vrai, y avoir aucune contravention à lui imputer ?

L'admettre à la preuve que son cheval lui a été volé, ce n'est pas ordonner une preuve outre et contre le contenu au procès-verbal.

Ce sera admettre celle d'un fait destructif de la contravention en elle-même, sans toucher à la matérialité du fait constaté par le procès-verbal.

La loi n'a pu prohiber la preuve en pareil cas, parce qu'il y aurait injustice à le faire.

Si cependant le cheval a causé du dommage, le maître qui viendra le réclamer ne pourra en obtenir la remise qu'en payant le dommage causé.

XIII. L'art. 154, au surplus, n'est applicable qu'au cas de délits et de contraventions de police. S'il y a prévention de *crime*, ce sera un simple procès-verbal de constatation du corps du délit, qui pourra être attaqué par tous les genres de preuves autorisées par la loi.

ARTICLE CLV.

Les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité ; et le Greffier en tiendra note, ainsi que de leurs noms, prénoms, âge, profession et demeure, et de leurs principales déclarations.

OBSERVATIONS.

I. La peine de nullité n'est prononcée que relativement au *serment* à prêter à l'audience par les témoins.

Cette nullité était une conséquence nécessaire des dispositions de l'art. 153, qui veut, sous peine de nullité, que l'instruction soit *publique*.

Il y aurait donc nullité dans l'instruction, s'il était donné lecture, à l'audience, de la déposition d'un témoin reçue en l'hôtel du Juge, ou que le témoin aurait envoyée par écrit, lors même qu'elle contiendrait sa prestation de serment.

On le jugeait ainsi dans l'ancien ordre des choses, comme cela se voit par les arrêts de la Cour de cassation, des 25 thermidor an VIII, et 24 mai 1811.

II. Mais faut-il également, sous peine de nullité, qu'il soit fait *mention* dans le jugement de cette prestation de serment ?

L'art. 155 dit qu'il en sera tenu *note* par le Greffier ; mais il n'ajoute pas que ce sera sous peine de nullité : cependant, comment justifier autrement que la formalité a été remplie ?

Il y a présomption de droit que la formalité a été remplie, lorsqu'il n'y a eu aucune réclamation de la part du prévenu ; et cette présomption est suffisante pour que la nullité de l'instruction ne doive pas être prononcée.

Nous ne pouvons néanmoins nous dissimuler qu'il y a de fortes raisons à opposer à ce système ; car, dans le droit commun, lorsqu'une formalité est exigée sous peine de nullité, il faut qu'elle soit constatée de manière à ce qu'il ne puisse rester aucun doute sur son observation.

III. Le Greffier doit également tenir note des noms, prénoms, âges, professions et demeures des témoins, et de leurs principales déclarations ; cette mesure n'était point exigée par le Code de brumaire an IV, et elle devenait nécessaire sous l'empire du Code d'instruction criminelle qui a autorisé l'appel des jugemens rendus par les Tribunaux de police.

Mais il n'y avait pas de motifs suffisans pour l'ordonner sous peine de nullité, dès que le Code autorisait les Tribunaux d'appel à faire citer de nouveau les témoins devant eux. (*Art. 175.*)

IV. Il suffirait qu'un *seul* témoin n'eût pas prêté serment à l'audience dans la forme prescrite par l'art. 155, pour que cette violation en appel, ou sur le recours en cassation, fit prononcer l'annulation du jugement : nous pouvons en preuve citer plusieurs arrêts, et notamment deux en date des 17 pluviose et 8 ventôse an IX.

Ces arrêts furent rendus sur des procédures instruites par voie de Jurés, mais il

y a même raison de décider; car les Tribunaux de police réunissent le double caractère de Jurés et de Juges dans les matières de leur compétence.

Il est possible, en effet, que la déposition nulle ait été prise en considération par le Juge, pour former son opinion; et cette possibilité suffit pour que le jugement soit annulé.

V. Mais si le Tribunal qui aura rendu le jugement, a déclaré ne s'être point arrêté à la déposition non-assermentée du témoin, il n'y aura pas lieu de prononcer la nullité du jugement, puisqu'il sera alors constant que le Tribunal n'aura pas fondé son opinion sur cet élément de la cause.

Dans le silence du jugement, le Tribunal d'appel doit en prononcer la nullité, et faisant ce que le premier Juge aurait dû faire, statuer définitivement, d'après la lecture des dépositions des autres témoins, s'il trouve sa religion suffisamment éclairée, ou ordonner la comparution du témoin non-assermenté, pour faire devant lui, à l'audience, une déclaration plus régulière.

Mais on n'aurait pas cette ressource devant la Cour de cassation; il faudrait nécessairement annuler.

ARTICLE CLVI.

Les ascendans ou descendans de la personne prévenue, ses frères et sœurs ou alliés en pareil degré, la femme ou son mari, même après le divorce prononcé, ne seront ni appelés, ni reçus en témoignage, sans néanmoins que l'audition des personnes ci-dessus désignées puisse opérer une nullité, lorsque, soit le Ministère public, soit la partie civile, soit le prévenu, ne se sont pas opposés à ce qu'elles soient entendues.

OBSERVATIONS.

I. Cet article, rendu commun aux matières correctionnelles par l'art. 189, et aux matières criminelles par l'art. 322, ne défend d'appeler en témoignage, et de recevoir la déposition des parens et alliés aux degrés qu'il détermine, que sous le rapport de leur parenté ou de leur alliance avec le *prévenu*.

Les parens ou alliés de la partie civile ne sont donc pas reprochables de ce chef; ce qui aurait de grands inconvéniens, si la conviction des Jurés et des Juges devait nécessairement résulter d'un nombre déterminé de témoignages.

Mais le Code d'instruction criminelle ayant laissé à la sagacité des Jurés et des Juges, d'apprécier, dans leur conscience, le plus ou le moins de foi qu'ils doivent accorder aux dépositions des témoins, tous les inconvéniens disparaissent.

II. Si le Code d'instruction criminelle interdit aux Tribunaux de recevoir la

déposition des témoins parens ou alliés du prévenu, c'est pour ne pas placer le témoin dans l'alternative de manquer à ce qu'il doit à la Justice ou à la parenté.

III. L'art. 283 du Code de procédure civile a mis sur la même ligne les parens et les alliés des deux parties; mais on ne peut en induire qu'en matière criminelle, il faille de même écarter les parens et les alliés de la partie civile; le Code de procédure civile n'a établi des règles que pour les matières civiles, et l'art. 156 est trop formel pour que l'on puisse se permettre une pareille extension aussi contraire à sa lettre qu'à son esprit.

En matière civile, il ne s'agit que du seul intérêt des parties, tandis qu'en matière criminelle, l'intérêt des parties est purement accessoire; ce serait souvent se priver des seules preuves que la partie publique pourrait administrer, que d'écarter le témoignage des parens et alliés de la personne offensée.

IV. L'art. 156 est plus dans les principes que ne l'était l'art. 162 du Code de procédure au IV qui ne permettait pas au Tribunal de police de refuser l'audition des témoins appelés devant lui, malgré les reproches qui pouvaient être proposés contre eux.

L'exécution de cet article était même prescrit sous peine de nullité; de sorte que la Cour de cassation se trouvait dans l'obligation d'annuler les jugemens, lorsqu'il y avait eu refus de recevoir la déposition d'un témoin justement reproché.

Le Tribunal de police devait, à la vérité, n'avoir que tel égard que de raison, aux dépositions des témoins reprochés; mais leurs dépositions recueillies établissaient nécessairement une prévention dans l'esprit du Juge; et cette prévention pouvait devenir funeste au prévenu.

V. Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, les Tribunaux de police ne peuvent se dispenser d'entendre en déposition les témoins produits, que lorsque les reproches portent sur leur parenté ou sur leur alliance au degré prohibé avec le prévenu.

Si le Tribunal se refuse à recevoir la déposition du témoin reproché, sur tout autre prétexte que celui de la parenté ou de l'alliance, son jugement devra être réformé sur l'appel, ou annulé sur le recours en cassation; il faudrait encore juger aujourd'hui, dans ce cas, conformément aux arrêts des 17 pluviôse, 8 et 9 ventôse, et 28 germinal an IX, qui prononcèrent l'annulation de jugemens par lesquels des Tribunaux avaient refusé de recevoir la déposition de témoins reprochés sur le motif qu'ils avaient un intérêt indirect à l'affaire: ce qui devait bien diminuer la foi due à leur témoignage, mais n'était pas suffisant pour écarter leur déclaration.

VI. Il est néanmoins certaines personnes dont le témoignage ne peut être reçu en Justice, aux termes des art. 28, 34, 374, 401, 405, 407 et 410 du Code pénal, quoiqu'ils ne soient ni parens ni alliés du prévenu.

Mais si elles ne peuvent être entendues comme témoins, il n'est pas défendu de recevoir leur déclaration par forme de renseignements.

C'est ainsi qu'il faudrait agir, dans le cas où un témoin de la qualité de ceux qui sont mentionnés dans les articles cités, se trouverait produit; on devrait seulement faire mention au procès-verbal, du motif pour lequel son *serment* n'aurait pas été reçu: car, c'est la prestation de serment qui distingue la simple déclaration de la véritable déposition.

L'art. 28 met au nombre de ces personnes, les condamnés à la peine des travaux forcés, au bannissement, à la réclusion ou au carcan; et l'art. 34, les condamnés à la dégradation civique;

L'art. 374 y met également les condamnés pour calomnie;

L'art. 401, les coupables de larcins et filouteries;

L'art. 405, les condamnés pour escroquerie;

L'art. 407, les condamnés pour abus de blancs-seings;

Et l'art. 410, ceux qui l'ont été pour avoir tenu des maisons de jeu de hasard: mais, dans le cas de l'application des art. 374, 401, 405, 407 et 410, l'interdiction de porter témoignage en Justice, doit avoir été prononcée par le jugement de condamnation.

VII. L'art. 156 n'a pas voulu que l'audition d'un témoin reprochable pût vicier la procédure, lorsque le reproche n'aurait pas été proposé avant son audition; le Code ne pouvait laisser à la volonté du prévenu de se taire sur le reproche qu'il aurait été dans le cas de proposer, pour s'en faire, dans la suite, un moyen d'annulation du jugement qui l'aurait condamné.

Si le prévenu n'a pas proposé contre le témoin le reproche qu'il était dans le droit de lui faire, c'est à lui seul qu'il peut en imputer la faute:

VIII. L'art. 156 n'autorise pas plus l'audition des parens ou alliés du prévenu, au degré prohibé, lorsqu'ils sont produits à sa requête, que lorsqu'ils le sont à celle du Ministère public ou de la partie civile.

Le motif de la loi est le même dans l'un comme dans l'autre cas.

IX. Mais le Tribunal pourrait-il, *d'office*, refuser d'entendre un témoin, parent ou allié du prévenu?

L'art. 156 ne l'autorise ni ne le défend; et ce que la loi n'autorise ni ne défend, peut être fait ou ne l'être pas, sans qu'on puisse en tirer aucune conséquence favorable ou contraire.

X. Quoiqu'il soit facultatif au Tribunal de recevoir ou de refuser d'entendre la déposition d'un témoin parent ou allié du prévenu au degré prohibé, lorsque le reproche n'a pas été proposé, nous pensons néanmoins qu'il est de son devoir de se refuser à l'entendre, lorsqu'il est notoire que la parenté ou l'alliance existe; mais le Tribunal doit alors faire mention, dans le jugement, du motif de son refus.

XI. Nous pensons également que le parent ou l'allié au degré prohibé, cité comme témoin, ne pourrait être *contraint* de faire sa déclaration, quand même il n'aurait pas été reproché, puisque son refus de déposer se trouverait en harmonie avec le vœu du Législateur.

XII. Ce n'est pas le seul cas où le témoin cité peut se dispenser de rendre témoignage, c'est-à-dire, de déposer du fait sur lequel porte la plainte : car toute personne appelée en Justice, soit comme partie, soit comme témoin, doit comparaître, sauf l'exercice de ses droits, aux termes des lois.

L'art. 378 du Code pénal défend aux Médecins, aux Chirurgiens et autres Officiers de santé, aux Pharmaciens, aux Sages-femmes, et à toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, de les divulguer, lorsque la loi ne les oblige pas à se porter *dénonciateurs*.

La disposition de cet article les autorise-t-elle à refuser de porter témoignage en Justice, lorsqu'ils en sont requis, des faits qui sont parvenus à leur connaissance par l'exercice de leur profession, et qui leur ont été confiés sous le sceau du secret ?

Les contraindre à déposer, ne serait-ce pas indirectement autoriser la violation d'un secret que l'art. 378 leur défend de trahir, sous les peines les plus graves ?

On peut dire que le Législateur ne peut avoir eu l'intention de priver la Justice des éléments de conviction les plus précieux, et de favoriser ainsi l'impunité du crime.

Mais que le dépositaire du secret le viole en Justice, ou qu'il le viole de toute autre manière, le secret n'en est pas moins divulgué, et l'art. 378 ne permet cette divulgation que dans le seul cas où celui auquel il a été confié est tenu de se porter dénonciateur.

Ainsi, par exemple, l'Officier de santé qui aurait administré des secours à une personne blessée, ne serait pas fondé dans le refus qu'il ferait de déposer des faits relatifs, puisque la loi lui enjoint d'en faire la déclaration à l'Officier de police, sous peine d'amende ; mais le Médecin qui aurait traité une personne d'une maladie secrète, n'étant pas obligé à dénoncer le fait, quelle que soit l'action dont la maladie aurait été le résultat, nous ne pensons pas qu'il puisse en porter témoignage en Justice, sans violer les dispositions de l'art. 378.

Il en serait de même de l'Avocat auquel des secrets auraient été confiés, et des Ministres du culte qui auraient acquis la connaissance du fait sous le sceau de la confession.

Avant la mise en activité du Code, c'était déjà un point de Jurisprudence bien établi : c'est aujourd'hui un point de doctrine.

XIII. Le Code d'instruction criminelle n'a cependant pas mis les Officiers de santé, les Avocats, les Confesseurs, dans la classe des témoins reprochables ; mais cela devenait inutile, dès qu'il était porté des peines contre eux, dans le cas où ils divulgueraient les secrets qui leur auraient été confiés.

Ce n'est pas, d'ailleurs, parce que l'on est Officier de santé, Avocat, Confesseur, que l'on est reprochable. On ne l'est que *relativement* aux secrets qui ont été confiés; et ce n'est que sous ce rapport seulement que l'on peut refuser de porter témoignage. Le Code d'instruction criminelle ne devait donc pas les mettre dans l'incapacité absolue d'être appelés comme témoins en justice.

Dans les cas que nous discutons, il faut combiner les dispositions de l'art. 378 du Code pénal, avec celles des art. 156 et 322 du Code d'instruction criminelle.

L'article 378 n'est point applicable au cas où la loi exige du dépositaire du secret qu'il en fasse la révélation; ce que nous avons déjà observé, en parlant de l'Officier de santé qui a traité des personnes blessées; et ce qui rentre, à plus forte raison, dans les dispositions de l'art. 103 et suivans du Code pénal, qui ont pour objet la révélation des secrets qui peuvent tendre à compromettre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

XIV. L'article 156 du Code d'instruction criminelle veut que l'audition du témoin, parent ou allié du prévenu, au degré prohibé, n'emporte pas la nullité des débats, lorsque la partie civile, l'accusé ou le Ministère public, ne se serait pas opposé à ce que sa déposition fût reçue.

Mais une question sur laquelle le Code d'instruction criminelle ne s'explique pas, est celle de savoir si la partie qui n'a pas proposé le reproche devant le Tribunal de police, est recevable à le proposer en appel.

L'affirmative ne nous semble pas douteuse. En appel, comme en première instance, l'affaire doit être examinée sous tous ses rapports; à la vérité, le reproche présenté n'aura pas l'effet de rendre nulle l'instruction, mais celui de faire juger la cause, abstraction faite de la déposition du témoin reprochable.

XV. Si le reproche avait été fourni, s'il avait été justifié, et si le parent ou l'allié reproché avait néanmoins été admis à faire sa déposition, le Tribunal d'appel ou la Cour de cassation qui se trouverait saisie, devrait prononcer l'annulation de toute l'instruction: car il y aurait eu violation ouverte de la loi.

La Cour de cassation devrait même annuler le jugement rendu sur l'appel, si le prévenu qui aurait négligé de proposer le reproche en première instance, avait demandé, devant le Tribunal d'appel, le rejet de la déposition faite par son parent ou par son allié au degré prohibé, et si la déposition avait été maintenue; mais alors la nullité du jugement ne procéderait pas de ce que le témoin parent ou allié, aurait été entendu: l'annulation aurait pour motif le refus fait par le Tribunal d'appel de déférer à une réquisition fondée sur un droit accordé par la loi.

XVI. En annulant l'instruction, le Tribunal d'appel doit-il se borner à renvoyer, pour en faire une nouvelle, devant un autre Tribunal de police, ou doit-il statuer sur le fond, après avoir réparé les vices de la première instruction?

C'est ce que le Code ne dit pas ; mais, comme dans son art. 215, il veut que le Tribunal d'appel, qui annulle le jugement en matière *correctionnelle*, pour violation ou omission non réparée des formes prescrites par la loi, sous peine de nullité, statue au fond, nous ne voyons pas comment le Tribunal d'appel n'aurait pas la même faculté en matière de simple *police*, dont les affaires ne présentent pas un aussi grand intérêt.

L'art. 174 nous paraît, au surplus, l'autoriser d'une manière implicite, en ordonnant que, sur l'appel, les affaires de police seront suivies et jugées dans la même forme que les appels des Justices de paix ; le Code de procédure civile (*Art. 473*) autorise, en effet, les Tribunaux d'appel, dans le cas d'infirmité des jugemens pour vice de forme, *ou pour toute autre cause*, à prononcer sur le fond par un seul et même jugement.

Cet article est commun à tous les appels ; sa disposition est générale : elle n'admet aucune exception.

Il fut jugé en conséquence, par la Section des requêtes de la Cour de cassation, le 15 novembre 1808, que l'article 473 du Code de procédure civile doit être appliqué, au cas même où la nullité serait radicale, quoique l'on puisse dire que, dans ce cas, il n'a pas été rendu un véritable jugement.

Dans l'espèce, le jugement attaqué par la voie de l'appel avait été rendu par un seul Juge assisté de deux hommes de loi ; et en l'annullant, la Cour d'appel avait statué définitivement au fond par un seul et même jugement.

Le recours en cassation fut rejeté.

La même Section de la Cour rendit une pareille décision le 11 janvier 1809, en rejetant le pourvoi contre un arrêt qui avait annulé un jugement pour cause d'*incompétence*, et qui avait prononcé sur le fond ; la Section civile en rendit un semblable le 22 janvier 1811.

Mais dans les espèces de ces arrêts, les Cours d'appel qui avaient prononcé au fond, étaient compétentes pour statuer, soit à raison de la matière, soit à raison des personnes.

Si elles avaient été incompetentes sous ces deux rapports, nous doutons que leurs arrêts eussent été confirmés.

Les Cours qui auraient statué au fond, auraient bien été les Juges naturels, et même les seuls Juges ayant caractère pour prononcer sur les appels, puisque les jugemens attaqués auraient été rendus par des Tribunaux de leur ressort ; mais elles ne l'auraient pas été pour prononcer définitivement sur le fond du droit.

Si le Tribunal de police n'avait été compétent ni à raison du lieu du délit, ni à raison de ce que le contrevenant aurait été résidant ou trouvé dans son arrondissement, et que le lieu du délit, ni celui de la résidence habituelle ou momentanée du

prévenu, ne fussent pas non plus dans le ressort du Tribunal d'appel, notre opinion serait que le Tribunal saisi par l'appel, devrait se borner à annuler le jugement pour cause d'incompétence, sauf aux parties à se pourvoir sur le fond, ainsi que de droit.

Lorsqu'en effet l'art. 473 du Code de procédure civile, et l'art. 215 du Code d'instruction criminelle, ont donné le pouvoir aux Juges d'appel de statuer au fond, en annulant le jugement, ils ne l'ont fait que dans la supposition qu'ils seraient eux-mêmes compétens pour en connaître.

Pour évoquer et juger le fond, il faut, de plus, que le Tribunal d'appel le fasse par un seul et même jugement. Il ne pourrait annuler et retenir l'instruction, pour statuer définitivement après l'avoir recommencée. C'est ce que la Cour de cassation jugea le 9 octobre 1811.

XVII. Si les parens de l'accusé produits comme témoins peuvent être reprochés, l'Officier du Ministère public agissant d'office, ne peut être *récusé* : c'est ce qu'a jugé un arrêt rendu par la Cour de cassation, le 14 février 1811, au rapport de M. Liborel, en ces termes :

« Attendu qu'aucune loi n'autorise la récusation contre le Ministère public, agissant d'office, et qu'ainsi une semblable récusation doit être considérée comme non-avenue. »

L'art. 381 du Code de procédure civile, renferme une disposition expresse à ce sujet. Il est ainsi conçu :

« Les causes de récusation relatives aux Juges, sont applicables au Ministère public, lorsqu'il est *partie jointe* ; mais il n'est pas récusable lorsqu'il est *partie principale*. »

L'arrêt du 14 février 1811 a appliqué les dispositions de cet article aux matières criminelles ; et, en effet, elles consacrent un point de législation générale.

XVIII. Mais quoique l'Officier du Ministère public ne puisse être valablement récusé lorsqu'il est *partie principale*, cela ne peut le dispenser de s'abstenir, lorsqu'il connaît dans sa personne des motifs valables de récusation.

Loin qu'une pureté de délicatesse puisse être blâmée, elle mérite des éloges.

XIX. Rien n'empêche, au contraire, que le Juge-de-paix qui tient le Tribunal de police, soit récusé.

S'il attend que la récusation soit formée, et qu'il ne juge pas à propos d'y déférer, elle doit être jugée par le Tribunal de première instance du ressort.

Le Juge-de-paix qui prononcerait avant que la récusation fût jugée, commettrait un excès de pouvoir qui emporterait la nullité de son jugement.

Il y eut arrêt qui le jugea ainsi, au rapport de M. Busschop, le 15 février 1811.

Mais ce ne serait pas un motif valable de récusation du Juge-de-paix, que celui

tiré de ce que la partie qui la proposerait, l'aurait injurié, quoique cela pût donner au Juge une action contre elle en réparation d'injures.

C'est ce qui fut jugé le 23 août 1810, au rapport de M. Minier; attendu que, dans le système contraire, il ne tiendrait qu'à une partie de récuser à son gré tous les Juges devant lesquels elle serait successivement traduite.

Il ne lui en coûterait que d'aggraver ses torts.

XX. L'art. 156 parlant, sans réserve, des ascendans et des descendans, des frères et sœurs, et de leurs alliés au même degré, des époux même après le divorce prononcé, il semblerait que son application ne pourrait être susceptible d'aucune difficulté.

Cependant, quoique l'art. 358 du Code de brumaire an iv, renfermât déjà les mêmes dispositions, et presque dans les mêmes termes, il y a peu d'articles de ce Code qui aient donné lieu à de plus nombreuses et à de plus sérieuses difficultés.

Le 6 avril 1809, la Cour de cassation eut à juger, dans la même cause, deux questions dont l'une sur-tout était de la plus haute importance.

Il s'agissait de savoir si le bâtard adultérin de la femme mariée depuis à un autre que le père de cet enfant, avait pu être entendu comme témoin en matière criminelle, contre le mari de sa mère.

La seconde question était celle de savoir si les alliés dans la ligne ascendante, se trouvaient dans l'exclusion de porter témoignage, comme les alliés dans la ligne collatérale.

Sur cette seconde question on fut bientôt d'accord.

La Cour décida que ces mots de l'art. 358 du Code de brumaire an iv, *et alliés au même degré*, qui se retrouvent dans les art. 156 et 322 du Code d'instruction criminelle, s'appliquent également à la ligne directe et à la ligne collatérale, et qu'il y aurait une espèce d'absurdité de ne l'appliquer qu'à la ligne collatérale, puisqu'il en résulterait que la belle-sœur du prévenu pourrait être reprochable de ce chef, tandis que sa belle-mère pourrait être entendue contre lui en témoignage.

XXI. Mais ce qui donna lieu à une discussion très-savante et très-vive, ce fut la question de savoir si le bâtard adultérin qui n'appartient à aucune famille proprement dite, peut avoir des alliés dans une famille où il ne peut avoir des parens.

S'il ne pouvait avoir des alliés, il en résultait qu'il ne pouvait être reprochable du chef d'une prétendue alliance, et que dès-lors il avait pu être entendu en témoignage contre le mari de sa mère.

Mais la Cour de cassation, après un long délibéré et à une très-grande majorité, décida, le 6 avril 1809, sur le rapport de M. Guieu, que le vice de la naissance illégitime de l'enfant, n'est d'aucune considération à l'égard du mari qui a contracté une union légale avec la mère de cet enfant.

Qu'il n'en existe pas moins un lien naturel entre la mère et son enfant, quoique cet enfant soit un bâtard adultérin;

Que l'existence de ce lien naturel est indépendant du droit positif ;

Qu'il existe, par cela seul qu'il est impossible qu'il n'existe pas ;

Que, dès-lors, on ne peut rien conclure contre sa réalité et contre ses effets, des dispositions de la loi concernant l'état et les droits de l'enfant adultérin, soit dans la société, soit envers les auteurs de sa naissance ; ces dispositions étant uniquement relatives à l'ordre civil, et ne pouvant rien changer aux règles immuables de la nature ;

Qu'en partant de ces principes, il faut dire que comme le bâtard adultérin ne pourrait, dans l'objet et dans l'esprit de la loi prohibitive, être admis à déposer sur le crime imputé à sa mère, il ne peut également être reçu à rendre témoignage sur l'accusation dirigée contre celui qui, devenu l'époux de sa mère, a acquis à l'égard de l'enfant, les rapports inaltérables d'une alliance naturelle ;

Qu'enfin, les motifs de prudence et les considérations morales qui ont dicté la prohibition de la loi, à l'égard du fils légitime de l'un des conjoints, s'appliquent aussi à l'enfant illégitime de la femme vis-à-vis du mari de celle-ci.

On ne peut rien ajouter à cette démonstration.

XXII. L'art. 156 n'a pas étendu sa prohibition au-delà des frères et sœurs du prévenu, et de ses alliés au même degré.

Mais les frères et les sœurs sont tous également dans l'exclusion, qu'ils soient germains, ou qu'ils soient seulement consanguins ou utérins.

Reste dès-lors à savoir ce que l'on doit entendre par ces mots, et leurs alliés au même degré.

Supposons que *Pierre* ait épousé *Jeanne*, et que *Claude* ait épousé la sœur de *Jeanne* ; y aura-t-il une alliance entre *Pierre* et *Claude* ?

Claude sera bien le beau-frère de *Jeanne*, mais il ne le sera pas de *Pierre*, mari de *Jeanne*.

Il ne suffit pas d'être parent ou allié de celui qui constitue la parenté ou l'alliance, pour être le parent ou l'allié de son parent ou de son allié.

Aussi, plusieurs arrêts ont-ils jugé que dans cette espèce, l'un des maris avait pu porter témoignage dans le procès de l'autre.

Nous pouvons citer particulièrement ceux des 6 frimaire an ix, 5 prairial an xiii, et 1.^{er} décembre 1808.

XXIII. Mais le mari de la sœur du prévenu en est réellement l'allié, tant que le mariage subsiste et même lorsqu'il est dissous, s'il existe des enfans du mariage. Arrêts des 27 vendémiaire an ix et 24 frimaire an xiii.)

Si la sœur qui constituait l'alliance était morte sans laisser d'enfans de son mariage, l'alliance aurait cessé. (Arrêt du 29 mai 1806.)

La Cour de cassation jugea, par autre arrêt du même jour, que la femme de l'omicide avait pu être entendue comme témoin aux débats qui s'étaient établis

contre le frère de son mari, prévenu de l'avoir homicide, attendu qu'il ne restait aucun enfant du mariage.

XXIV. La loi n'a pas étendu sa prévoyance au-delà des frères et sœurs de la personne du prévenu et de ses alliés au même degré ; de sorte que les *neveux et nièces, enfans et petits-enfans de frères ou de sœurs*, ne sont pas reprochables du chef de cette parenté ou de cette alliance : car, les prohibitions, les exclusions, les incompatibilités, les exceptions de toute espèce sont de droit étroit ; elles doivent être fondées sur une loi expresse, pour qu'elles puissent être accueillies.

XXV. Quoique le mariage ait été dissous par le divorce, les époux n'en sont pas moins incapables de porter témoignage l'un contre l'autre, lors même *qu'il n'existerait pas d'enfans de leur mariage* ; mais la prohibition leur est *personnelle*.

Les alliés des époux divorcés ne seraient pas reprochables de ce chef.

On le jugeait déjà ainsi sous le régime du Code de brumaire an iv ; nos recueils nous en fournissent la preuve dans un arrêt du 24 janvier 1808, qui rejeta le reproche proposé par l'époux divorcé, contre le *frère* de sa femme divorcée, quoiqu'il y eût des enfans existans du mariage.

XXVI. L'art. 156 n'a pas étendu les reproches qui peuvent être proposés contre les témoins en matière de *police*, aux *dénonciateurs* dont la dénonciation peut être récompensée pécuniairement par la loi.

Un pareil reproche ne serait donc pas recevable en cette matière, ainsi qu'il doit l'être en matière criminelle, aux termes de l'art. 322, qui ne peut être appliqué hors du cas qu'il a prévu.

Les dispositions de cet art. 322, relativement aux dénonciateurs, ne sont pas non plus applicables aux matières *correctionnelles* qui doivent se régir par l'art. 156, aux termes de l'art. 189.

ARTICLE CLVII.

Les témoins qui ne satisferont pas à la citation, pourront y être contraints par le Tribunal, qui, à cet effet et sur la réquisition du Ministère public, prononcera dans la même audience, sur le premier défaut, l'amende, et en cas d'un second défaut, la contrainte par corps.

OBSERVATIONS.

I. Tout témoin cité devant le Tribunal de police, est tenu de comparaître en personne pour faire sa déclaration.

S'il fait défaut, il peut être condamné à l'amende.

S'il fait un second défaut, il peut être contraint, par corps, à se présenter,

Mais il ne doit pas être nécessairement condamné à l'amende, ni contraint par corps.

Cela dépend des circonstances dont l'appréciation est laissée à la prudence du Tribunal.

II. S'il résultait de l'exploit de citation, ou s'il était de la connaissance particulière du Tribunal que le témoin s'est trouvé dans l'impossibilité de se rendre, il y aurait injustice à le condamner.

On ne peut tirer un argument en sens contraire, de ce mot *prononcera*, qui ne peut signifier autre chose, si ce n'est que si le Tribunal ne juge pas le témoin excusable, il doit le condamner.

III. Le Tribunal de police est-il autorisé à prononcer, soit l'amende, soit la contrainte par corps, s'il n'y en a pas eu de réquisition de la part de l'Officier du Ministère public ?

Ce qui donne lieu au doute, c'est que l'art. 157 porte que la condamnation sera prononcée *sur la réquisition du Ministère public*; mais l'article commence par dire que le témoin qui fera défaut *pourra être contraint* de satisfaire à la citation, ce qui semble indépendant de toutes réquisitions à faire par l'Officier du Ministère public; mais il est nécessaire qu'il soit entendu : les Tribunaux ne sont pas tenus de juger conformément aux réquisitions du Ministère public; mais, en matière criminelle, correctionnelle et de police, ils ne peuvent légalement statuer qu'après l'avoir entendu.

IV. Si l'Officier du Ministère public ne se trouve pas à l'audience, le Tribunal de police doit le faire appeler ou le faire remplacer, soit par un autre Commissaire de police, soit par un des Adjoints du Maire de la Commune, sous peine de nullité de son jugement. (*Arrêt, au rapport de M. Favard, du 7 décembre 1810.*)

V. Quoique l'art. 157 ne parle que du témoin *cité*, il s'applique également au témoin *averti* par le Maire, puisque l'avertissement à comparaître devant le Tribunal de police, présidé par le Maire, tient lieu de citation. (*Art. 170.*)

VI. L'art. 157 ne fixe pas la quotité de l'amende à laquelle le témoin défaillant peut être condamné, mais elle ne peut être arbitraire; et comme l'art. 137 n'autorise pas le Tribunal de police à prononcer des amendes *au-dessus de quinze francs*, il faut en conclure que l'amende contre le témoin défaillant, ne peut excéder le montant de cette somme; que même le Tribunal peut la réduire à un franc, *minimum* de celle qu'il est autorisé à prononcer. (*Art. 466 du Code pénal.*)

VII. L'art. 80, qui fixe à cent francs le montant de l'amende à laquelle le témoin défaillant doit être condamné, n'est point applicable au témoin qui ne comparait pas au Tribunal de police, mais uniquement à celui qui fait défaut devant le Juge d'instruction; il ne pourrait être appliqué au témoin qui ferait défaut

devant le Tribunal de police, sans violer les dispositions de l'art. 137 du Code d'instruction criminelle, qui fait dès-lors nécessairement *exception* aux dispositions de l'art. 80.

VIII. Le Tribunal de police qui prononce la contrainte par corps contre le témoin défaillant, ne peut décerner contre lui aucun mandat; il doit se borner à ordonner que le témoin sera tenu de comparaître, et qu'il pourra y être contraint par corps; ce qui autorise le porteur du jugement à se saisir de sa personne, afin que force reste à justice, s'il en a reçu l'ordre de l'Officier du Ministère public chargé de faire mettre le jugement à exécution.

IX. Lorsque l'art. 137 dit que, sur le second défaut, le témoin qui n'a pas comparu peut être contraint par corps, cela ne doit s'entendre que du cas où le témoin a été régulièrement cité; s'il ne lui avait été donné qu'un simple avertissement à comparaître devant le Tribunal de police, présidé par le Juge-de-peace, il n'y aurait pas lieu à le condamner à l'amende, et encore moins à user contre lui de la voie rigoureuse de la contrainte par corps.

X. Mais si, pour se dispenser de comparaître, le témoin a allégué une excuse reconnue fautive, il se sera alors rendu coupable, non pas seulement d'une simple désobéissance qui devra être réprimée de la manière prescrite par l'art. 157, mais d'un véritable délit, pour raison duquel il devra être traduit en police correctionnelle. L'art. 236 du Code pénal veut, en effet, qu'en pareil cas le témoin soit condamné, outre l'amende, à un emprisonnement *de six jours à deux mois*, ce qui fait nécessairement rentrer l'affaire dans la compétence du Tribunal correctionnel.

XI. L'art. 157 du Code d'instruction criminelle, ni les suivans, ne disent pas que le témoin condamné à l'amende sur son premier défaut, et contre lequel la contrainte par corps aura été prononcée par suite de sa non comparution sur la seconde citation, pourra se rendre appelant du jugement.

Doit-on suivre, à cet égard, la règle établie par l'art. 80, et dire que le jugement doit être exécuté sans appel, sauf l'opposition réservée par l'art. 158, et sauf le recours en cassation autorisé par l'art. 407, contre tout jugement de condamnation en dernier ressort?

Nous ne pensons pas que les dispositions de l'art. 80 soient applicables; mais l'appel du jugement rendu contre le témoin défaillant, au Tribunal de police, ne serait pas recevable, si l'amende à laquelle il aurait été condamné, n'était que de cinq francs et au-dessous; car l'appel des jugemens rendus par le Tribunal de police, n'est autorisé, par l'art. 172, que lorsqu'il y a condamnation à l'emprisonnement, ou à une amende au-dessus de cinq francs; et l'art. 157 ne prononce qu'une simple contrainte par corps sur le second défaut; ce qui n'est qu'une exécution de jugement, et non une condamnation à l'emprisonnement, dans le sens de l'art. 172.

ARTICLE CLVIII.

Le témoin ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira, devant le Tribunal, des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du Ministère public, être déchargé de l'amende.

Si le témoin n'est pas cité de nouveau, il pourra volontairement comparaître par lui, ou par un fondé de procuration spéciale, à l'audience suivante, pour présenter ses excuses, et obtenir, s'il y a lieu, décharge de l'amende.

OBSERVATIONS.

I. CET article renferme deux dispositions.

Dans la première, il prévoit le cas où le témoin condamné à l'amende sur son premier défaut, est réassigné; et il décide qu'il suffit alors au témoin, pour s'en faire décharger, de justifier d'excuses suffisantes lors de sa comparution.

Mais avant que de rétracter son jugement, le Tribunal doit entendre l'Officier du Ministère public dans ses réquisitions, comme il a dû l'entendre avant que de prononcer la condamnation.

Le Tribunal est juge de la validité ou de l'insuffisance de l'excuse.

L'appel du jugement que le Tribunal rend sur l'opposition, n'est recevable qu'autant que peut l'être celui du jugement de condamnation.

II. Dans sa seconde partie, l'art. 158 prévoit le cas où le témoin condamné à l'amende sur un premier défaut n'a pas été réassigné; il l'autorise à venir présenter ses excuses au Tribunal, soit par lui-même, soit par un fondé de procuration spéciale; mais il exige qu'il les présente à l'audience suivante : ceci demande une explication.

Si le témoin condamné à l'amende était non-recevable à présenter son excuse, après l'audience qui suivrait immédiatement sa condamnation, il pourrait en résulter une très-grande injustice; car son excuse pourrait être fondée sur ce qu'il aurait ignoré qu'il avait été cité, et par suite, qu'il aurait été condamné.

Lors donc que l'art. 158 a parlé de l'audience suivante, il a évidemment entendu celle qui suivrait la signification du jugement qui a condamné le témoin.

En donnant à l'article ce sens naturel, la loi se trouve pleinement exécutée, et de la manière dont le Législateur a voulu qu'elle le fût.

Cependant, rien ne s'opposerait à ce que le témoin condamné n'attendît pas la signification du jugement, pour demander à être déchargé de l'amende.

III. Dans le premier, comme dans le second cas, lorsqu'il y a réclamation de la

part du témoin, il faut nécessairement un jugement qui prononce le débouté de l'opposition, ou la décharge de l'amende.

ARTICLE CLIX.

Si le fait ne présente ni délit, ni contravention de police, le Tribunal annulera la citation et tout ce qui aura suivi, et statuera, par la même jugement, sur les demandes en dommages et intérêts.

• OBSERVATIONS.

I. Lorsque le Tribunal de police a été saisi d'un fait qui ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, il doit *annuler* la citation et tout ce qui a suivi.

L'art. 159 l'autorise de plus à prononcer, *par le même jugement*, sur les demandes en dommages-intérêts, sans entrer dans une plus grande explication; ce qui donne lieu d'examiner la question de savoir si le Tribunal de police est autorisé à prononcer non-seulement sur les dommages-intérêts réclamés par le prévenu, mais aussi sur ceux dont le demandeur aurait formé la demande.

Cette question offre des difficultés; il semble, cependant, qu'on peut en trouver la solution dans l'article 212 qui porte qu'en matière correctionnelle, si le jugement est réformé sur l'appel, à raison de ce que le fait imputé au prévenu n'est réputé par la loi, ni délit, ni contravention, le Tribunal saisi doit renvoyer le prévenu, et statuer *sur ses dommages-intérêts*, disposition évidemment restrictive aux seuls dommages-intérêts réclamés par le *prévenu*.

On peut bien opposer les dispositions de l'art. 366; mais si cet article s'occupe des dommages-intérêts respectivement prétendus par la partie civile et par le prévenu, ce n'est que d'une manière relative et non absolue; c'est-à-dire, suivant que le prévenu aura été condamné, acquitté ou absous; ce qui ne peut être un préjugé sur la question proposée.

Il faut donc s'en tenir rigoureusement aux termes de l'art. 159, et en conclure qu'en annulant la citation, à raison de ce que le fait imputé au prévenu ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, le Tribunal de police n'est autorisé à prononcer des dommages-intérêts, que dans l'intérêt de ce dernier, et non dans celui de la partie civile.

Dans le système contraire, il faudrait supposer que l'art. 159 aurait donné compétence au Tribunal de police, pour connaître des actions purement civiles; et pour établir une pareille dérogation au droit commun, il faudrait que le Législateur en eût manifesté son intention de la manière la plus expresse.

Il pourrait résulter les plus grands abus de ce système, s'il pouvait être adopté.

On verrait bientôt les Tribunaux de police saisis de toutes les actions personnelles,

soit à raison de la plus prompte expédition des affaires, soit à raison de la modicité des frais de poursuites.

La compétence judiciaire se trouverait absolument bouleversée par cette aberration des principes.

II. Lorsque le Tribunal annule la citation, il doit prononcer, *par le même jugement*, sur les dommages-intérêts.

Si le prévenu avait négligé d'en former la demande, il ne serait pas recevable à intenter une nouvelle action pour se les faire adjuger.

Il ne serait pas même recevable à exercer cette action au civil, quand il l'aurait formée devant le Tribunal de police, s'il n'y avait pas été statué, ou si le Tribunal ne lui avait pas fait la réserve de se pourvoir à fins civiles; il faudrait alors supposer que le prévenu en aurait été débouté, *formâ negand.*

Il n'y aurait pas même lieu au recours en cassation sur ce motif qui ne pourrait constituer qu'un simple mal-jugé.

III. L'art. 159 ne peut recevoir d'application qu'au cas où il y a partie civile en cause.

Si le prévenu avait été traduit au Tribunal de police, à la requête du Ministère public, et que la partie plaignante ne fût pas intervenue, le Tribunal ne pourrait, en annulant la citation, adjuger à la personne citée, ni dommages-intérêts, ni frais, dont le Ministère public n'est passible dans aucun cas.

IV. Mais si l'Officier du Ministère public avait agi dans un esprit d'injures, il pourrait être pris à partie.

Si la partie publique avait été excitée à faire des poursuites par une dénonciation, elle serait tenue d'en indiquer l'auteur, sur la demande du prévenu : car l'art. 358 n'est pas limitatif aux affaires jugées en matière *criminelle*, et si le Procureur-Général est tenu de nommer à l'accusé acquitté, son dénonciateur, à plus forte raison, le Commissaire de police est-il obligé de le faire, dans le même cas, lorsqu'il en est requis.

S'il s'y refusait, il devrait être considéré comme étant le véritable dénonciateur, et il pourrait être pris à partie, s'il avait agi dans un esprit d'injure ou de vexation.

ARTICLE CLX.

Si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave, le Tribunal renverra les Parties devant le Procureur-Impérial.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle, après avoir tracé dans l'art. 159, la conduite

à tenir par le Tribunal de police, lorsque le fait qui lui est dénoncé ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, lui indique, dans l'art. 160, ce qu'il doit faire lorsqu'il se trouve incompétemment saisi d'un crime ou d'un délit.

Il doit se borner à renvoyer l'affaire devant le Procureur-Impérial, sans annuler la citation, et sans rien prononcer sur les dommages-intérêts des parties.

II. Lorsque l'art. 160 parle du renvoi *des parties*, il n'entend pas que le Tribunal délaisse aux parties à se pourvoir devant le Procureur-Impérial; mais que le procès sera renvoyé à ce Magistrat, conformément aux dispositions des art. 53 et 54.

III. Le jugement de renvoi prononcé, c'est à l'Officier du Ministère public qui exerce près le Tribunal de police, à le faire mettre à exécution. (*Art. 165.*)

IV. L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* fait, sur cet article, la réflexion très-juste que le Tribunal de police ne peut saisir directement le Tribunal correctionnel, lorsqu'il reconnaît sa compétence; ce droit n'est accordé qu'à la partie civile, et à l'Officier du Ministère public, par l'art. 182, à la Chambre du Conseil, par l'art. 130, et à la Chambre d'accusation, par l'art. 230.

ARTICLE CLXI.

Si le prévenu est convaincu de contravention de police, le Tribunal prononcera la peine et statuera, par le même jugement, sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts.

OBSERVATIONS.

I. Pour qu'il y ait lieu à l'application de cet article, il faut qu'il y ait *contravention*, et que la personne citée soit *convaincue* d'en être coupable.

Ces deux points doivent nécessairement se trouver consignés dans le jugement; de sorte qu'il devrait être réformé en appel, ou annulé sur le recours en cassation, si le Tribunal de police n'avait fait qu'un simple vu de pièces, sans déclarer d'une manière claire et précise, le fait constant et la conviction du prévenu. (*Arrêt du 23 fructidor an x.*)

II. Il devrait en être à plus forte raison de même, si le jugement laissait entrevoir des doutes sur la culpabilité du prévenu, et si, néanmoins, il prononçait contre lui une condamnation: car l'art. 161 exige que la conviction soit expressément déclarée; ce qui était déjà de rigueur sous l'empire du Code de brumaire an iv, quoique l'art. 162 de ce Code portât seulement que le Tribunal *motiverait* son jugement. (*Arrêts des 18 germinal an x, et 15 germinal an xii.*)

III. C'est par le *même* jugement que le Tribunal doit statuer sur l'application de la peine et sur les demandes en dommages-intérêts.

S'il ne le faisait pas par le même jugement, il faudrait en user ainsi que nous l'avons dit sur l'art. 159.

Mais cette forme de procéder n'est point applicable aux matières criminelles : car l'art. 358 du Code d'instruction criminelle autorise expressément les Cours d'Assises, en jugeant le fond, à retenir l'instruction et le jugement des demandes en dommages-intérêts qui peuvent être formées.

IV. Lorsque la personne citée n'a pas été déclarée *convaincue* des faits qui lui sont imputés, elle ne peut être condamnée à des indemnités envers la partie civile, ni aux frais de la procédure ; il ne peut y avoir lieu à prononcer contre elle aucune condamnation que lorsqu'elle est déclarée *convaincue* : à défaut de cette déclaration, la condamnation serait purement arbitraire et le jugement devrait être annulé ; c'est ce que la Cour de cassation jugea le 20 nivôse an xiii, au rapport de M. Audier Massillon, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Giraud-Duplessis, d'après ces considérans :

« Que si le Juge-de-peace de Vassy avait reconnu qu'il y avait injure dans les » propos tenus par Burel, il aurait dû lui appliquer les peines portées par l'art. 606 » du Code de brumaire an iv..... Et que dans le cas contraire où le Juge-de-peace » reconnaissait que le fait n'était susceptible d'aucune des peines portées par la susdite » loi, il ne pouvait prononcer aucune condamnation sans tomber dans l'arbi- » traire. »

V. L'art. 161 laisse toute latitude au Tribunal de police, pour accorder ou pour refuser les dommages-intérêts auxquels il a été conclu, et pour les porter à telle somme qu'il juge convenable, pourvu que la fixation n'excède pas le montant de ceux dont la demande a été formée.

Il ne suffit donc pas que la personne soit acquittée pour qu'elle ait un droit acquis à des dommages-intérêts, ni que la personne citée soit déclarée *convaincue*, pour que la partie civile doive nécessairement en obtenir.

VI. Si le Tribunal de police condamne la partie civile à des dommages-intérêts *plus forts* que ceux dont la demande aurait été formée, et que le Jugement fût appellable, il devrait être réformé sur l'appel ; le recours en cassation serait également recevable, lors même que les dommages-intérêts adjugés ne seraient pas plus forts que ceux qui auraient été demandés, malgré la disposition de l'art. 412 qui ne reçoit d'application qu'aux condamnations prononcées sur des poursuites faites par la voie criminelle.

VII. En matière civile, ce serait seulement un moyen de requête civile, que celui tiré de ce qu'il aurait été adjugé des dommages-intérêts plus forts que ceux qui auraient été demandés. (*Art. 480 du Code de procédure civile.*) Mais les requêtes

civiles étant inconnues en matières criminelles, correctionnelles et de police, il a bien fallu y substituer un autre mode de recours.

VIII. Par dommages-intérêts, le Code d'instruction criminelle n'entend que les sommes qui peuvent être adjugées pour indemnité du dommage souffert.

Les Tribunaux ne peuvent condamner à des réparations *personnelles*, de quelque nature qu'elles soient.

On ne peut induire le contraire d'un arrêt rendu le 16 août 1811, au rapport de M. Brillac-Savarin, qui rejeta le recours d'un condamné à faire *réparation* à la partie civile par la voie du greffe, avec l'alternative, qu'à défaut, le jugement en tiendrait lieu; et qui, du consentement de la partie civile, avait adjugé *aux pauvres* le montant des dommages-adjugés prononcés : car le jugement contre lequel le recours avait été exercé était d'une date antérieure à la mise en activité du Code d'instruction criminelle, et l'affaire devait être jugée d'après les anciens principes.

IX. Nous avons observé que le Code d'instruction criminelle ne fixe pas le *maximum* des dommages-intérêts qui peuvent être adjugés par les Tribunaux de police.

Mais au moyen de l'appel que l'art. 172 autorise contre les jugemens rendus par ces Tribunaux, il n'y a plus à redouter de cette faculté illimitée les mêmes inconvéniens qui existaient sous l'empire du Code de brumaire an IV.

X. L'abus que faisaient les Tribunaux de police du silence de la loi, sur ce point, ne présentait aucune violation de la loi; il n'existait conséquemment aucun moyen de cassation, et le Juge qui se permettait une injustice, sous ce rapport, avait grand soin de régulariser si bien la procédure, qu'elle ne présentât aucun vice de forme capable de la faire annuler.

Un Tribunal de police avait poussé l'oubli des principes au point de condamner un malheureux Cultivateur à 3000 francs de dommages-intérêts; pour avoir introduit son bétail dans la prairie d'un propriétaire, lorsque la prairie, en fonds et superficie, ne valait pas le tiers de cette somme.

Un autre avait adjugé des dommages-intérêts qu'il avait fixés à 10,000 francs pour réparations d'injures légères.

Des injustices aussi révoltantes ne se reproduiront plus; la faculté de l'appel retiendra les Tribunaux de police dans les bornes du devoir.

On ne verra plus des Tribunaux de police condamner à des dommages-intérêts des personnes qui ne seront pas en cause.

On n'en verra plus condamner des parties civiles à des peines de police, quoiqu'il ne leur fût reproché aucune contravention personnelle.

Lorsque ces excès de pouvoir étaient dénoncés à la Cour de cassation, elle s'empressait d'annuler le jugement; mais combien de jugemens de ce genre ne recevaient pas leur exécution, par l'impuissance des condamnés, pour recourir à son autorité?

XI. Il faut que la personne condamnée ait été citée comme *contrevenante* ou comme *civilement responsable*, pour qu'elle puisse être légalement condamnée; il ne suffirait pas qu'elle eût été partie dans la cause sous une *autre qualité*. (*Arrêts des 26 vendémiaire an ix, 28 messidor an xii, et 21 novembre 1806.*)

La Cour de cassation le jugea ainsi le 13 novembre 1809, en annulant un jugement rendu par un Tribunal de police qui avait condamné un *témoin* à l'amende et à l'emprisonnement, comme complice de la contravention, quoiqu'il n'eût été appelé dans la cause qu'en qualité de témoin.

XII. C'est le seul fait imputé au prévenu que le Tribunal de police doit apprécier.

Si l'instruction de l'affaire lui donne la connaissance d'autres contraventions, il est sans pouvoir pour les juger, avant qu'il ait été fait à cet égard des poursuites régulières.

XIII. Mais pour condamner le prévenu qui s'est rendu coupable d'une contravention, il suffit qu'il y ait preuve qu'il l'a réellement commise : car la *matérialité* du fait suffit pour emporter sa condamnation.

La bonne-foi, le défaut d'instruction ne peuvent être pris en considération que pour la modération de la peine, et pour la quotité des dommages-intérêts.

Il s'est établi dès long-temps, sur ce point, une Jurisprudence constante à laquelle il n'a pas été innové par le Code d'instruction criminelle.

La seule exception que l'on admette, est celle tirée de la *force majeure*, lorsqu'elle est *légalement* constatée.

XIV. La condamnation aux restitutions, dommages-intérêts et frais, emporte de droit la contrainte par corps; la partie condamnée doit garder prison jusqu'à l'entier paiement de toutes les adjudications prononcées contre elle, au profit de la partie civile, lors même qu'elle justifierait de son *insolvabilité*.

L'insolvabilité du condamné ne peut avoir d'influence que sur les adjudications prononcées au profit de l'Etat. (*Art. 53 et 467 du Code pénal.*)

ARTICLE CLXII.

La partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie publique.

Les dépens seront liquidés par le jugement.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est rédigé d'une manière trop claire, pour être susceptible d'une fausse interprétation.

Toute partie qui succombe doit être condamnée aux frais, même envers la partie

publique; il en est de même en matière *correctionnelle*, (*Art. 194*), et en matière *criminelle*. (*Art. 368*.)

D'où il suit que le demandeur, comme la personne citée, doit être condamnée aux frais lorsque le prévenu est acquitté.

Mais il faut, pour cela, que le plaignant se soit rendu partie civile, ou qu'il soit intervenu dans l'instance; c'est ce qui fut jugé le 14 fructidor an xi, par arrêt rendu au rapport de M. Liger-de-Verdigny, sur le motif, « que la condamnation aux dépenses ne peut être prononcée que contre la partie qui, ayant figuré directement dans le procès, y a succombé. »

Une plainte, une dénonciation ne peut rendre passible le plaignant ou le dénonciateur, d'une condamnation en dommages-intérêts, à raison de sa plainte ou de sa dénonciation, sans au prévenu *acquitté* à en former la demande devant les Tribunaux civils. Cependant, si la dénonciation était connue de l'accusé acquitté avant la clôture de la session de la Cour d'assises, ce serait devant elle qu'il devrait porter son action. (*Art. 359*.)

II. Le plaignant aurait déclaré se rendre partie civile, que s'il avait fait son désistement dans les vingt-quatre heures, il ne pourrait être condamné qu'aux frais faits jusqu'à la notification de son désistement, sans préjudice, néanmoins, des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés par le prévenu. (*Art. 66*.)

III. Comme ce n'est que la partie qui succombe que l'on doit condamner aux frais, il faut en conclure que la personne citée ne peut y être condamnée qu'autant qu'elle est déclarée convaincue de la contravention dont elle est prévenue : car il n'y a qu'une conviction acquise, qui puisse la faire succomber.

Ainsi, pour qu'il y ait lieu à la condamnation aux frais de la personne citée, il faut non-seulement qu'il y ait eu contravention, mais que le prévenu en ait été déclaré convaincu, et qu'il soit condamné aux peines prononcées par la loi : la condamnation aux frais ne peut être que l'accessoire de la condamnation à la peine. (*Arrêt du 18 germinal an x.*)

Cet arrêt, rendu au rapport de M. Genevois, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Pons-de-Verdun, fut motivé, « sur ce que les frais de poursuites devant être à la charge de celui qui a été condamné à une peine, il est évident que celui qui est absous n'en doit supporter aucune partie. »

IV. Avant la loi du 18 germinal an vii, le prévenu ne pouvait, dans aucun cas, être condamné aux frais envers la partie publique.

Mais le Législateur ayant considéré que la condamnation aux frais n'était qu'une juste et nécessaire indemnité accordée au Trésor public, il déclara que la partie qui succomberait devrait nécessairement y être condamnée.

Depuis lors, cela s'est toujours pratiqué ainsi, et cela doit continuer à se pratiquer de même, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, qui a maintenu les dispositions de la loi du 18 germinal an vii.

V. Mais le Code d'instruction criminelle ne dit pas plus que ne l'avait fait la loi de germinal an vii, que la condamnation aux frais doit être prononcée *par corps*.

Lorsque cette loi fut mise en activité, il s'éleva de grands débats sur ce point.

Les Cours de Justice criminelle pensèrent presque unanimement, que la contrainte par corps ne devait pas être prononcée, puisque la loi ne l'avait pas ainsi formellement ordonné.

Mais la Cour de cassation fut d'une opinion contraire.

Elle rendit, en ce sens, une foule d'arrêts qu'il est inutile de rappeler, puisque la question a été décidée dans le même sens, par un décret impérial du 20 septembre 1809.

« Il serait en effet contre toute raison, porte ce décret, que le paiement des » frais, sans lesquels le délit serait resté impuni, n'emportât pas la contrainte par » corps, lorsqu'elle aurait lieu pour le paiement de l'amende; c'est à-dire, pour la » peine infligée au délit. »

Les principes consignés dans ce décret ont été maintenus par l'art. 469 du Code pénal.

VI. Mais si le jugement ne portait pas que le prévenu condamné serait contraint par corps au paiement des frais auxquels il aurait été condamné, cette contrainte pourrait-elle être exercée contre lui?

Le décret impérial du 20 septembre 1809 n'a pas décidé cette question; mais la Cour de cassation l'a résolue affirmativement, par son arrêt du 2 janvier 1807 :

» Attendu que la loi du 21 mars 1793 a maintenu la contrainte par corps envers » les redevables du fisc; d'où suit que cette contrainte est de droit, et qu'elle peut » être exercée lors même qu'elle n'aurait pas été prononcée par le jugement de » condamnation. »

Cette Jurisprudence a été convertie en point de doctrine par l'art. 52 du Code pénal, qui répute également de droit l'exercice de la contrainte par corps, pour le recouvrement des dommages-intérêts.

VII. Faut-il conclure de là que le prévenu, déclaré convaincu et condamné à la peine, mais qui ne l'a pas été au remboursement des frais, puisse être contraint à en payer le montant?

Non: il faut qu'il y ait eu condamnation: car l'art. 162 porte que la partie qui succombe sera *condamnée*.

Si la condamnation n'avait pas été prononcée, l'Officier du Ministère public aurait à s'imputer de ne s'être pas rendu appelant du jugement, ou de n'avoir pas recouru à la voie de la cassation.

L'art. 52 du Code pénal déjà cité ne parle non plus que du cas de *condamnation aux frais*.

VIII. La condamnation aux frais envers la partie publique est sans réciprocité.

Dans aucun cas, le Trésor public ne peut être condamné à les rembourser.

C'est un point trop constant, pour qu'il soit besoin de l'établir par des autorités.

Le prévenu acquitté n'aurait que la voie de la prise à partie contre le Magistrat qui aurait exercé contre lui des poursuites vexatoires.

IX. L'art. 162 exige que les frais auxquels la partie qui succombe est condamnée, soient liquidés par le jugement qui prononce la condamnation; ce qui est bien vu : car la taxe des dépens, très-dispendieuse par elle-même, ne ferait qu'entraîner des longueurs inutiles.

L'art. 194 renferme la même disposition, relativement aux jugemens à rendre par les Tribunaux correctionnels.

En matière criminelle, les frais ne se taxent qu'après le jugement; la liquidation en est rendue exécutoire par le Président de la Cour.

Le mode d'exécution se trouve dans le décret impérial du 18 juin 1811. Le Juge qui procède à la taxe, doit se conformer à ses dispositions.

X. Il ne faut pas cependant conclure de ce que les frais doivent être liquidés par le jugement en matière correctionnelle et de police, qu'ils doivent l'être à l'instant de la prononciation.

La chose serait presque toujours d'une difficile exécution, et elle serait même souvent impossible.

C'est ce qu'a jugé la Section des requêtes de la Cour de cassation, le 2 mai 1810, par application de l'art. 543 du Code de procédure civile, qui porte la même disposition que celles des art. 162 et 194 du Code d'instruction criminelle.

Les frais se liquident ensuite de la prononciation du jugement, et le montant de la liquidation est porté sur la minute.

XI. Il n'en est pas en matière correctionnelle et de simple police, comme en matière criminelle, relativement aux frais d'exécution des jugemens.

L'article 4 de la loi du 5 pluviôse an XIII, ne les met à la charge du Trésor public, que dans le cas où il y a condamnation pour crime, et c'est aussi la disposition du décret impérial du 18 juin 1811.

Dans le cas d'insolvabilité du condamné *aux frais*, il faut en user comme pour la condamnation à l'amende, et suivre ce qui est ordonné par les art. 53, 467 et 469 du Code pénal.

XII. S'il y a plusieurs prévenus de la même contravention, la condamnation aux frais doit être prononcée *solidairement* contre eux, et même contre les personnes déclarées civilement responsables. (Art. 156 du décret impérial du 18 juin 1811.)

XIII. On trouve au même décret un autre article très-important, en ce qu'il établit pour le recouvrement des frais de Justice, indument payés par le Trésor public, un genre de prescription qui avait été inconnu jusqu'alors.

Lorsque le Grand-Juge Ministre de la Justice reconnaît qu'il a été alloué, à titre de frais de justice, des sommes plus fortes que celles portées par les réglemens, il est autorisé par l'art. 178 du décret cité, à condamner à la restitution ceux qui en ont reçu le montant, lors même qu'il aurait ordonné les états; mais il ne peut plus exercer cette réclamation, lorsqu'il ne s'est pas écoulé deux années depuis la date de son ordonnance.

Les deux années écoulées, il n'y a plus lieu à revenir sur le paiement effectué.

Les sommes à restituer peuvent être exigées par toutes voies, même par corps, de la manière prescrite par l'art. 175, (*ibid.*)

ARTICLE CLXIII.

Tout jugement définitif de condamnation sera motivé, et les termes de la loi appliquée y seront insérés, à peine de nullité.

Il y sera fait mention s'il est rendu en dernier ressort ou en première instance.

OBSERVATIONS.

I. Tout jugement définitif de condamnation, rendu par les Tribunaux de police, qui ne serait pas motivé, et dans lequel les termes de la loi appliquée ne seraient pas transcrits, devrait être annulé.

L'art. 163 en renferme une disposition expresse, et elle se lit encore dans l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810.

La raison en est que le prévenu doit trouver dans le jugement qui prononce sa condamnation, la preuve qu'il n'a pas été le résultat d'un acte arbitraire, et il ne peut en être assuré qu'en comparant le fait qui motive sa condamnation, avec le texte de la loi dont il lui a été fait application.

II. Mais tous les jugemens qui interviennent au Tribunal de police, ne sont point assujettis à ces formalités; elles ne sont imposées qu'aux seuls jugemens *définitifs de condamnation*, et c'était déjà ainsi que la Cour de cassation appliquait l'art. 162 du Code de bramaire an iv, quoique cet article parlât des jugemens en général et sans restriction.

III. Le seul considérant qui puisse motiver un jugement de condamnation, est la déclaration de culpabilité du prévenu; de sorte qu'on ne pourrait dire qu'un jugement serait motivé, quelles que fussent, d'ailleurs, les considérations qui s'y trouvaient rappelées, si la culpabilité du prévenu n'y était pas expressément déclarée.

La transcription dans le jugement des plaidoyers des parties et des réquisitions du

Ministère public, ne pourraient en tenir lieu ; l'art. 58 du décret impérial du 18 juin 1811, ne permet pas, d'ailleurs, de les insérer dans le jugement.

IV. Mais ce serait vainement que le jugement serait attaqué, sous le prétexte qu'il n'aurait pas été suffisamment motivé, lors même que le Tribunal qui l'aurait rendu aurait pu entrer dans des détails plus circonstanciés : car si le Code exige que les jugemens de condamnation soient motivés, c'est dans l'unique objet que la personne condamnée soit instruite du fait qui a nécessité sa condamnation.

V. La rédaction de l'art. 162, pourrait donner lieu à l'examen d'une question plus sérieuse, si on n'en trouvait la solution dans l'art. 411, qui porte que « nul ne pourra demander l'annulation d'un jugement, *sous prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation du texte de la loi appliqué.* »

L'art. 162 exigeant, en effet, que les termes de la loi appliquée soient insérés dans le jugement, sous peine de nullité, on aurait pu en induire que la citation de tout autre texte de loi que celui applicable à l'espèce, n'aurait pas rempli le vœu du Législateur.

VI. Mais il faut que le texte de la loi que le Tribunal *aurait dû appliquer*, puisse motiver la condamnation : car il n'y a de contraventions punissables que celles que la loi déclare telles par une disposition expresse.

VII. La nullité prononcée par l'article 162 ne porte pas sur la disposition qui a pour objet la mention que le jugement a été rendu en premier ou en dernier ressort, et le Code de procédure civile ne la prononce pas non plus pour le même cas, en matière civile ; aussi la Cour de cassation, Section civile, ne s'arrêta-t-elle pas à ce moyen, le 14 août 1811 ; ce qui ne doit cependant pas dispenser le Tribunal de remplir cette formalité : car elle n'est pas sans intérêt pour la partie condamnée.

En ordonnant cette mention, le Législateur a voulu qu'à la simple lecture du jugement, la partie condamnée puisse savoir quelle est la voie qui lui est ouverte pour en faire prononcer la réformation ou l'annulation.

VIII. Lorsqu'à défaut de cette déclaration, la partie condamnée s'est trompée sur la forme de se pourvoir, et qu'au lieu d'interjeter appel, elle a fait recours en cassation, ou qu'au lieu de prendre la voie du recours en cassation elle a pris celle de l'appel, l'intention qu'elle a manifestée de réclamer contre le jugement doit-elle lui profiter de manière qu'elle soit recevable à convertir son appel en déclaration de recours en cassation, ou son recours en déclaration d'appel ?

Pour la négative, on peut dire que personne n'est présumé ignorer la loi, et que le Code ayant déterminé le cas de l'appel et celui du recours en cassation, la déclaration faite au jugement qu'il a été rendu en premier ou en dernier ressort, n'est que de pure forme, qu'il ne peut en résulter une excuse suffisante pour la partie qui n'a pas usé de la voie autorisée.

IX. Mais on peut répondre que si l'ignorance du droit n'est pas un motif suffisant d'excuse, elle peut le devenir, lorsque la loi a exigé qu'il soit donné aux parties une connaissance particulière des dispositions de la loi.

Qu'en exigeant que cette connaissance soit donnée, le Législateur a eu nécessairement un objet, et que sa prévoyance serait trompée si l'inobservation de cette formalité pouvait produire l'effet de rendre la partie intéressée non-recevable à se plaindre de la condamnation qui aurait été prononcée contre elle.

Qu'en convertissant, pour ce cas, l'appel en recours et le recours en appel, il n'est porté aucun préjudice à qui que ce soit; tandis qu'un jugement injuste au fond, ou irrégulier dans la forme, devrait nécessairement être exécuté, si l'on s'en tenait à la rigueur du principe qui doit rester sans application dans l'espèce.

X. Cependant, comme la qualification du premier ou du dernier ressort donnée au jugement, ne peut en changer la nature, qu'il n'en reste pas moins passible de l'appel ou du recours en cassation, dans les cas déterminés par la loi (*Art. 453 du Code de procédure civile*), nous estimons que c'est à la partie qui s'est mal pourvue, à s'imputer de n'avoir pas pris la voie de droit qui lui était offerte.

Nous partageons d'autant plus volontiers cette opinion, que la Cour de cassation interpréta, dans ce sens, l'art. 15 de la loi du 25 frimaire an VIII, par ses arrêts des premier mai et 26 juin 1806, en décidant que le prévenu condamné pour récidive, n'en devait pas moins être traduit devant le Tribunal criminel, pour raison de sa récidive, quoique le Tribunal correctionnel qui avait prononcé sa première condamnation, eût négligé de lui faire lecture de cet art. 15, qui exigeait cette lecture d'une manière formelle.

XI. Nous ne serions pas étonnés néanmoins que le système contraire prévalût; car il ne faut pas laisser à un condamné le droit de se plaindre de ne l'avoir été que par l'effet d'une surprise faite à sa bonne-foi et à la confiance qu'il devait prendre dans le jugement qui lui était signifié.

Il n'y a pas d'exemple cependant qu'un appel ait été converti en recours en cassation, ni qu'un recours en cassation ait été converti en appel, attendu que ces deux voies doivent saisir des Tribunaux différens.

XII. L'art. 453 du Code de procédure civile a établi en principe qu'il ne suffit pas qu'un jugement soit qualifié en dernier ressort, pour saisir la Cour de cassation, lorsque l'appel en est recevable. Si sa disposition ne se retrouve pas dans le Code d'instruction criminelle, c'est que l'art. 453 du Code de procédure civile a établi, sur ce point, une législation générale.

La Jurisprudence contraire à laquelle il a été dérogé par cet article, n'était, en effet, fondée sur aucune loi qui puisse aujourd'hui recevoir son exécution.

ARTICLE CLXIV.

La minute du jugement sera signée par le Juge qui aura tenu l'audience, dans les vingt-quatre heures au plus tard, à peine de vingt-cinq francs d'amende contre le Greffier, et de prise à partie, s'il y a lieu, tant contre le Greffier que contre le Président.

OBSERVATIONS.

I. La partie condamnée ne pourrait fonder un moyen d'appel ni une ouverture de cassation, sur ce que le jugement n'aurait pas été signé dans les vingt-quatre heures de sa prononciation.

Le Législateur n'en a pas moins mis une grande importance à ce que le Juge qui a tenu l'audience, signe son jugement dans le délai fixé par cet article, puisqu'il a voulu que le Greffier qui aura négligé de le présenter à la signature dans ce délai, soit puni d'une amende de vingt-cinq francs, et que pour cette négligence il puisse, ainsi que le Président du Tribunal, être pris à partie.

II. Ce n'est cependant que, *s'il y a lieu*, que la voie de la prise à partie est autorisée; de sorte qu'elle ne devrait pas être admise, s'il n'y avait que ce simple reproche à faire au Juge et au Greffier.

Mais s'il s'y rattachait d'autres circonstances tellement graves, que le sort de la partie condamnée s'en fût trouvé compromis, comme, par exemple, si, dans l'intervalle du jugement et de la signature, sa rédaction avait été changée, il n'y aurait pas de doute que le Juge et le Greffier pussent être pris à partie, et qu'ils dussent être sévèrement condamnés.

La forme de se pourvoir, en pareil cas, est déterminée par le titre III, première partie du Code de procédure civile.

III. Sur la question de savoir s'il faut que l'amende contre le Greffier, soit prononcée par un jugement, il faut consulter nos observations sur l'art. 195.

ARTICLE CLXV.

Le Ministère public et la partie civile poursuivront l'exécution du jugement, chacun en ce qui le concerne.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque le jugement est rendu, comme il n'y a plus rien de commun entre la partie publique et la partie civile, il était naturel de laisser le soin à chacune d'en poursuivre l'exécution pour ce qui la concerne.

II. S'il s'élève quelque incident sur l'exécution du jugement, devant quel Tribunal cet incident doit-il être porté ?

Le Code d'instruction criminelle ne le dit pas.

Il faut donc consulter le droit commun; et, de droit commun, le Tribunal de police ne peut connaître de l'exécution de ses jugemens. (*Arrêts des 23 frimaire an xiv, et 2 juillet 1807.*)

Le premier de ces arrêts, rendu au rapport de M. Lombard-de-Quincieux, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Lecontour, est ainsi conçu :

« Attendu que la compétence des Tribunaux de police étant circonscrite aux » délits dont la peine n'excède pas la valeur de trois journées de travail, ou trois » jours d'emprisonnement, il y a eu usurpation de pouvoir par le Tribunal de police » du canton de Boss, qui a pris connaissance de l'exécution de son jugement portant condamnation de dommages-intérêts, dont la partie condamnée soutenait » s'être libérée; contestation qui devoit être jugée par le Tribunal ordinaire. »

III. S'il y a opposition aux contraintes exercées à la requête de la partie civile, cette opposition doit être portée devant le Tribunal civil de l'arrondissement, et y être suivie dans la forme prescrite par le Code de procédure civile.

Si l'opposition est formée aux contraintes exercées à la requête de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, elle doit être jugée dans la forme déterminée par la loi, pour le jugement des affaires de cette nature; c'est-à-dire, par le Tribunal civil de l'arrondissement, sur simples mémoires, et sur le rapport d'un Juge, à bureau ouvert.

IV. Si l'opposition avoit pour objet une nullité résultante de la forme dans laquelle l'emprisonnement de la partie condamnée auroit été fait, il faudroit procéder, dans les formes ordinaires, sur cet incident, devant le Tribunal de première instance.

V. Sur la question de savoir qui doit être payé, par préférence, de la partie civile ou du Trésor public, des adjudications qu'ils ont respectivement obtenues sur les biens du condamné, il faut recourir à nos observations sur l'art. 197.

S. II.

DE LA JURIDICTION DES MAIRES, COMME JUGES DE POLICE.

ARTICLE CLXVI.

Les Maires de Communes non chefs-lieux de canton, connaîtront, concurremment avec les Juges-de-paix, des contraventions commises dans l'étendue de leur Commune, par les personnes prises en flagrant

délit, ou par des personnes qui résident dans la Commune ou qui y sont présentes, lorsque les témoins y seront aussi résidans ou présens, et lorsque la partie réclamante conclura, pour ses dommages-intérêts, à une somme déterminée qui n'excédera pas celle de quinze fr.

Ils ne pourront jamais connaître des contraventions attribuées exclusivement aux Juges-de-paix, par l'art. 139, ni d'aucune des matières dont la connoissance est attribuée aux Juges-de-paix considérés comme Juges civils.

OBSERVATIONS.

I. Les Maires des Communes, chefs-lieux de canton, ne peuvent, en aucun cas, présider les Tribunaux de police.

Les Maires des autres Communes y sont au contraire autorisés; mais ce n'est qu'en concurrence avec les Juges-de-paix; d'où il suit que c'est le premier saisi qui doit instruire et juger. La concurrence s'établit par la citation ou par l'avertissement donné aux parties dans une forme légale.

C'est ainsi que s'en expliqua M. Grenier, Orateur du Corps-Législatif, à la séance du 19 novembre 1808.

II. Mais l'art. 166 apporte de grandes modifications à cette concurrence qu'il accorde aux Maires des Communes non chefs-lieux de canton, avec les Juges-de-paix.

Ils ne peuvent connaître d'aucune des contraventions rappelées en l'art. 139, dont il est dès lors important de rappeler ici les dispositions.

Cet article porte :

« Les Juges-de-paix connaîtront *exclusivement* :

- « 1.^o Des contraventions commises dans l'étendue de la Commune, chef-lieu de canton;
- « 2.^o Des contraventions dans les autres Communes de leur arrondissement, lorsque, hors le cas où les coupables auront été pris en flagrant délit, les contraventions auront été commises par des personnes non domiciliées ou non présentes dans la Commune, ou lorsque les témoins qui doivent déposer n'y sont pas résidans ou présens;
- « 3.^o Des contraventions à raison desquelles la partie qui réclame conclut, pour ses dommages-intérêts, à une somme indéterminée, ou à une somme excédant 15 francs;
- « 4.^o Des contraventions forestières poursuivies à la requête des particuliers;
- « 5.^o Des injures verbales;
- « 6.^o Des affiches, annonces, ventes, distributions ou débits d'ouvrages, écrits ou gravures contraires aux mœurs;

» 7.^e De l'action contre les gens qui font le métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes. »

III. La compétence des Maires des Communes non chefs-lieux de canton, se réduit donc à la connaissance des contraventions commises dans l'étendue de leurs Communes respectives, lorsqu'elles ne rentrent pas dans les dispositions de l'art. 139; mais il faut de plus qu'elles l'aient été par des personnes surprises en flagrant délit, dans l'étendue de la Commune, lorsqu'elles n'y ont pas leur résidence, ou qu'elles n'y sont pas présentes : car il ne suffit pas que la contravention imputée au prévenu ait été commise sur le territoire de la Commune; il faut encore que la personne citée y soit domiciliée, ou qu'elle soit présente sur le lieu, à l'instant de l'avertissement qui lui est donné.

IV. Ce n'est pas tout encore; il faut que les témoins à entendre y soient aussi domiciliés ou présents, et que la partie civile ne conclue pas à des dommages-intérêts indéterminés, ou d'une valeur au-dessus de 15 francs.

Il faut, enfin, que ce soit d'une véritable contravention de police dont il soit question : car, s'il s'agissait d'une matière dont la connaissance appartient au Juge-de-peace, comme *Juge civil*, il y aurait incompétence dans la personne du Maire pour en connaître.

V. Les Maires, dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées par cet article, sont sous la surveillance du Procureur-Général, (Art. 279); ils restent sous celle de l'Administration supérieure, relativement à toutes les autres fonctions qu'ils sont chargés de remplir en leur qualité de Maires. (*Argument tiré des dispositions de l'art. 17.*)

VI. Ils doivent se conformer, au surplus, quant à l'instruction et au jugement des affaires portées devant eux, à ce qui est prescrit aux Juges-de-peace; cependant, sous quelques légères modifications, dont la principale est d'être autorisés à donner défaut contre les parties non comparantes, lors même qu'elles auraient été simplement averties et non citées par le ministère d'un Huissier.

VII. Les parties devant être domiciliées ou présentes dans la Commune, pour attribuer compétence au Maire, il ne pourrait se livrer à aucune estimation de dommages, sans les y avoir fait appeler : car l'article 148, qui autorise les Juges-de-peace à faire cette estimation, hors de la présence de la personne citée, n'a pas été déclaré commun aux Maires, par l'art. 171.

VIII. L'art. 171 ne leur déclare pas commun non plus les art. 146, 147 et 152; le premier, relatif à la faculté accordée aux Juges-de-peace d'abréger les délais dans les cas urgents; le deuxième, à celle accordée aux parties de comparaître volontairement; le troisième, à l'autorisation donnée à la personne citée de se faire représenter à l'audience par un fondé de procuration spéciale.

Mais il devenait inutile de déclarer communes aux Maires, les dispositions de

l'art. 147, puisque l'art. 169 venait de leur donner, de la manière la plus expresse, le droit de faire comparaître les parties devant eux, sur un simple avertissement, sans employer le ministère d'un Huissier.

IX. Si l'art. 152 ne leur a pas été déclaré comme par une disposition formelle, c'est qu'établissant un principe général, il devait naturellement s'appliquer à tous les cas, quel que fût l'Officier qui présidât le Tribunal de police.

On ne peut supposer, en effet, que la partie citée soit autorisée à se faire représenter devant le Tribunal de police, présidé par le Juge-de paix, et que cette faculté lui soit interdite, lorsque le Tribunal de police sera présidé par le Maire, dont la compétence ne s'étend que sur des affaires de la plus mince importance.

Si l'article 146 ne se trouve pas rappelé dans l'article 171, c'est que le Code n'a établi aucun délai de rigueur pour les avertissements à donner devant le Tribunal de police présidé par le Maire, lequel peut appeler toutes les parties à comparaître à l'instant devant lui.

X. Le Maire qui serait personnellement outragé à son audience, ou en présence duquel d'autres personnes seraient insultées, serait-il autorisé à prononcer contre les contrevenans des peines de police, et dans le cas de trouble accompagné de violences ou de voies de fait, des peines correctionnelles?

L'art. 505 qui est une loi spéciale fait-il exception, pour ce cas, aux dispositions générales des articles 137 et 139 qui ne mettent dans les attributions des Tribunaux de police, que les simples contraventions punissables d'une amende au-dessous de quinze francs, et d'un emprisonnement de cinq jours?

Cet article 505 donne-t-il aux Maires la capacité que leur refuse l'art. 139 de connaître de l'action d'injures?

Nous pensons que sous ces divers rapports, la compétence du Maire ne peut être contestée, et que l'art. 505 lui est applicable comme à tous les Juges, sauf l'appel ou le recours en cassation, suivant la nature des condamnations qui peuvent être prononcées.

S'il y avait cependant des injures graves, le Maire devrait renvoyer à procéder devant le Tribunal correctionnel. (*Art. 377 du Code pénal.*)

Nous serions également d'avis que si le Maire avait été personnellement outragé dans l'exercice de ses fonctions de Président de Tribunal de police, il devrait se borner à le constater par un procès-verbal et l'adresser au Procureur Impérial, pour faire les poursuites.

XI. Le Maire qui préside le Tribunal de police est compétent pour supprimer les écrits injurieux produits devant lui, et nous pensons même qu'il pourrait suspendre provisoirement de ses fonctions celui qui les aurait signés; nous ne croyons pas cependant que son pouvoir dût s'étendre jusqu'à suspendre de l'exercice de ses

fonctions administratives celui qui serait prévenu d'être l'auteur de ces faits injurieux.

XII. On a mis en question si les Maires pouvaient être investis du droit de juger sur les poursuites directes faites à la requête du Ministère public ; mais l'art. 166 ni aucun autre du Code d'instruction criminelle ne le défend ; et l'art. 3 porte, sans restriction, que l'action publique peut être exercée devant les mêmes Juges que l'action civile : d'où il nous paraît résulter que dans tous les cas où le Maire peut être saisi par l'exercice de l'action civile, il peut l'être par l'action publique.

XIII. Mais le Tribunal de police présidé par le Maire devant lequel aurait été portée une affaire de sa compétence, se trouverait-il dans l'obligation d'en renvoyer la connaissance au Juge-de-paix, s'il se présentait un intervenant qui conclurait à des restitutions au-dessus de 15 francs, ou si le Défendeur prenait des conclusions reconventionnelles, de nature à faire sortir l'affaire de sa compétence ?

Cette question nous semble décidée par la disposition de l'art. 166 qui porte que les Maires connaîtront de la contravention, lorsque la partie *réclamante* conclura, pour ses dommages-intérêts, à une somme déterminée et moindre de 15 francs ; il en résulte que c'est l'objet de la demande principale qui doit être pris en considération, sans que l'on puisse s'occuper des demandes reconventionnelles ; ce qui laisserait au libre arbitre du défendeur ou de l'intervenant, de détourner l'affaire de la compétence du Tribunal de police ; et c'est ce qui n'a été ni n'a pu être dans l'intention du Législateur.

ARTICLE CLXVII.

Le Ministère public sera exercé auprès du Maire, dans les matières de police, par l'Adjoint ; en l'absence de l'Adjoint, ou lorsque l'Adjoint remplacera le Maire comme Juge de police, le Ministère public sera exercé par un membre du Conseil municipal, qui sera désigné à cet effet par le Procureur-Impérial, pour une année entière.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est pas le Maire *exclusivement* qui est appelé en concurrence avec le Juge-de-paix, pour connaître des contraventions de police commises sur son territoire.

Si le Maire se trouve empêché, il doit être remplacé par l'Adjoint ; et dans le cas où l'Adjoint lui-même est empêché de remplir les fonctions du Ministère public, il doit l'être par un membre du Conseil municipal.

II. Le membre du Conseil municipal, chargé de remplacer l'Adjoint, doit être désigné par le Procureur-Impérial, qui lui confère le caractère de Magistrat.

Le Procureur-Impérial doit, à cet effet, désigner dans chaque Commune un membre du Conseil municipal, pour remplir dans l'occasion les fonctions du Ministère public.

La désignation qu'il en fait dure un an.

Mais le membre du Conseil municipal chargé de suppléer l'Adjoint lorsque celui-ci remplace le Maire, comme Président du Tribunal de police, est-il autorisé à remplacer l'Adjoint dans toutes ses autres fonctions?

Non, du moins en sa qualité d'Officier de police judiciaire; car la loi ne lui en a pas imprimé le caractère, et la désignation du Procureur-Impérial n'a pu le lui conférer.

C'est pour compléter momentanément le Tribunal de police, que le membre du Conseil municipal est nommé; de sorte qu'il ne pourrait même recevoir l'affirmation du procès-verbal d'un Garde champêtre ou forestier; mais à défaut on pour cause d'empêchement de l'Adjoint, le membre du Conseil municipal peut traduire le prévenu devant le Tribunal de police.

ARTICLE CLXVIII.

Les fonctions de Greffier des Maires dans les affaires de police ; seront exercées par un citoyen que le Maire proposera, et qui prètera serment en cette qualité, au Tribunal de police correctionnelle. Il recevra pour ses expéditions, les émolumens attribués au Greffier du Juge-de-paix.

OBSERVATIONS.

I. S'il avait existé des Secrétaires de Municipalité dans les Communes, le Législateur les aurait sans doute investis des fonctions de Greffier du Tribunal de police, mais il n'en existe plus. Ceux qui en exercent les fonctions ne sont que de simples Commis.

Il fallait dès-lors chercher un autre mode de nomination; car un Tribunal de police ne peut exister sans Greffier, et le mode le plus simple était de charger le Maire de présenter un sujet convenable pour en remplir les fonctions.

II. Il y aurait eu des inconvéniens à laisser au Maire le droit de nomination, au lieu de ne lui accorder que celui de présentation.

Le Maire est donc seulement autorisé à proposer un sujet au Tribunal correctionnel du ressort, pour lui servir de Greffier, et sa proposition doit être agréée pour produire son effet.

Rien n'empêcherait que le Tribunal refusât son agrément à l'individu présenté, s'il ne lui paraissait pas réunir, du côté de l'intelligence et des mœurs, les qualités requises.

III. La difficulté serait alors de savoir qui devrait décider, entre le Maire présentateur et le Tribunal correctionnel qui aurait refusé son agrément à l'individu présenté.

Si le Maire persistait à sa présentation, et si l'individu proposé se trouvait blessé par le refus fait de l'agréer, quelle voie leur resterait-il pour faire prononcer en définitif sur l'acceptation ou sur le refus ?

Le Maire n'ayant que le droit de *présentation*, ne serait pas recevable à se plaindre de ce que le Tribunal n'aurait pas voulu donner son agrément.

Mais l'individu proposé et éconduit pourrait avoir intérêt à faire reformer l'ordonnance rendue à cet effet par le Tribunal correctionnel.

IV. Si le jugement portant refus était motivé d'une manière *outrageante* pour l'individu présenté, et si cet individu n'avait réellement aucun reproche à se faire, il aurait une action *en prise à partie* contre les Juges qui l'auraient rendu ; mais il ne pourrait attaquer leur ordonnance ni par la voie de l'appel, ni par celle du recours en cassation ; il devrait suivre la forme de procéder indiquée par le Code de procédure civile, après avoir pris cependant la voie de la tierce-opposition.

V. Les Greffiers des Maires étant chargés des mêmes fonctions que les Greffiers établis près des Juges-de-paix, il était juste de leur accorder les mêmes émolumens ; mais ils se rendraient coupables d'exactions, s'ils exigeaient de plus forts droits que ceux attribués aux Greffiers des Tribunaux de police, par le Chapitre V. du décret impérial du 18 juin 1811, art. 42 et suivans.

La seule distinction qui existe entre les Greffiers des Tribunaux de police présidés par les Maires, et ceux des Tribunaux de police présidés par les Juges-de-paix, est celle qui résulte de ce que les Greffiers des Juges-de-paix sont à la nomination de l'Empereur ; tandis que ceux des Maires doivent être simplement agréés par le Tribunal correctionnel, sur la présentation des Maires.

VI. La personne présentée par le Maire, et agréée par le Tribunal correctionnel pour remplir les fonctions de Greffier, pourrait être remplacée sur une nouvelle présentation des Maires : car, l'art. 168 se borne à dire que les fonctions de Greffier seront exercées par un citoyen que le Maire présentera, et qui prêterait serment en cette qualité ; et non pas que la personne, une fois présentée et agréée, ne pourrait être remplacée.

VII. Le Greffier du Tribunal de police présidé par le Maire, comme celui du Tribunal de police présidé par le Juge-de-paix, ne peut délivrer aux parties sur leurs demandes, que la copie des plaintes ou dénonciations, des ordonnances et des jugemens définitifs.

S'il lui en était demandé d'autres, il devrait refuser de les délivrer, jusqu'à ce

qu'il lui fût justifié d'une autorisation du Procureur-Général. (Art. 56 du décret impérial déjà cité sous le N.^o V.)

ARTICLE CLXIX.

Le ministère des Huissiers ne sera pas nécessaire pour les citations aux parties ; elles pourront être faites par un avertissement du Maire , qui annoncera au défendeur le fait dont il est inculpé , le jour et l'heure où il doit se présenter.

OBSERVATIONS.

I. Cet article introduit une forme de procéder particulière, pour la traduction du prévenu devant le Maire.

Suivant l'art. 145, lorsque le Tribunal de police est présidé par le Juge-de-paix , il ne peut être régulièrement saisi qu'en vertu d'une citation donnée par un Huissier à la requête du Ministère public ou du plaignant, lorsque les parties ne comparaissent pas *volontairement*, ou lorsque le prévenu a refusé de se rendre à l'invitation qui lui en a été faite.

L'art. 169 déclare, au contraire, que le ministère des Huissiers n'est pas nécessaire pour les citations à donner devant le Tribunal de police présidé par le Maire; qu'il suffit d'un simple *avertissement*.

Si la personne ainsi appelée refusait de comparaître, le Maire n'en devrait pas moins instruire et juger l'affaire *par défaut*; ce qui est interdit au Tribunal de police présidé par le Juge-de-paix, lorsqu'il n'y a pas eu citation.

II. Mais il ne faut pas conclure, de ce que l'art. 169 déclare que le ministère des Huissiers n'est pas nécessaire lorsque le Tribunal de police est présidé par le Maire, que cet article interdise de faire donner les citations par leur ministère.

C'est seulement une facilité de plus accordée par l'art. 169, et qui est fondée sur l'embarras où l'on se trouverait souvent de se procurer un Huissier dans les Communes non chefs-lieux de canton.

III. Il ne faut pas conclure non plus de ce que l'art. 169 porte que les citations aux parties pourront être données par un simple avertissement du Maire, que le Maire fût autorisé à faire traduire d'office, devant lui, un individu qu'il supposerait prévenu d'une contravention de police.

Il faut qu'il ait été requis de donner l'avertissement, soit de la part du Ministère public, soit de la part du plaignant.

L'art. 169 n'a changé que la forme de procéder; il n'a pas donné plus d'autorité au Maire qu'au Juge-de-paix.

L'art. 169 doit donc être entendu en ce sens que le Ministère public et la partie offensée ont le choix de faire citer le prévenu par le ministère d'un Huissier, ou de prendre du Maire une cédula d'avertissement, indicative de l'objet de la demande, du jour, du lieu et de l'heure de l'audience.

IV. La difficulté est de constater la remise de l'avertissement, de manière à ce qu'il soit *judiciairement* établi que le prévenu et les témoins en ont eu connaissance : car, si le fait n'était pas suffisamment établi, il ne pourrait être donné défaut contre le prévenu, ni porté de condamnation contre le témoin non comparant, puisque l'art. 169 veut qu'ils aient été *avertis*.

Le seul moyen de mettre cet article à exécution, est que le Maire, par sa cédula d'avertissement, indique la personne qui est chargée d'en donner connaissance au prévenu et aux témoins, et que la personne indiquée en certifie la remise, soit par écrit, soit en se présentant à l'audience pour y déclarer, au cas de défaut de comparution, que la personne défaillante a été réellement avertie.

V. Ce n'est pas d'un avertissement *verbal* dont parle l'art. 169, puisque le Maire est tenu d'y énoncer le fait dont le prévenu est inculpé, et de lui indiquer l'heure, le jour et le lieu auxquels il doit se présenter.

VI. Si la citation est notifiée par la voie d'un Huissier, elle doit également contenir l'exposition du fait, et l'indication du jour, du lieu et de l'heure de l'audience ; de sorte que, même dans ce cas, nous pensons qu'il doit être pris cédula d'avertissement du Maire, et que l'Huissier doit en donner copie au prévenu et aux témoins : car, les Maires n'ayant aucun jour déterminé pour leurs audiences, c'est à eux nécessairement qu'il appartient d'indiquer celui de la comparution.

C'est à l'Huissier auquel l'avertissement est remis à en faire les copies qui doivent être *signifiées* : c'est la disposition de l'art. 70 du décret impérial du 28 juin 1811, dernier *alinéa*.

VII. Si c'est par toute autre personne que l'avertissement est donné, le Greffier du Tribunal sera chargé par le Juge-de-peace de faire les copies : car il pourrait arriver que celui qui devrait en faire la remise aux parties, ne sût pas écrire.

Mais alors il doit être passé en taxe, au Greffier, les frais de copie qui seraient alloués à l'Huissier ; c'est-à-dire, à raison de 20 centimes par rôle. (*Art. 22 du décret impérial du 16 février 1807.*)

VIII. Par qui le Juge-de-peace fera-t-il donner l'avertissement ?

S'il y avait une brigade de Gendarmerie établie dans le lieu, ce serait un des gendarmes que le Maire devrait en charger.

Si ce moyen lui manque, il doit en donner l'ordre au Garde champêtre, ou au Garde

494 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

forestier de la Commune, que la loi du 9 floréal an xi et le décret impérial du 11 juin 1806 déclarent faire partie de la force publique. Celui qui en est requis est tenu d'exécuter les ordres du Maire, sans pouvoir en exiger de rétribution. (*Art. 72 du décret impérial du 18 juin 1811.*)

Si le Maire est obligé d'employer le ministère d'un autre individu, nous pensons qu'il est autorisé à lui taxer de modiques salaires.

IX. Si tous ces moyens manquent au Maire, il peut requérir, pour ce service public, la première personne qui se présente et qui est tenue de déférer à sa réquisition; car en voulant la fin, la loi a voulu nécessairement les moyens d'y parvenir.

ARTICLE CLXX.

Il en sera de même des citations aux témoins; elles pourront être faites par avertissement qui indiquera le moment où leur déposition sera reçue.

OBSERVATIONS.

* Nous ne pouvons, pour l'application de cet article, que renvoyer aux observations que nous avons faites sur le précédent.

La seule remarque particulière que nous ayons à faire, c'est qu'il suffit que l'avertissement à donner aux témoins indique l'instant auquel leur déposition sera reçue, sans que le Maire soit tenu de leur donner connaissance du fait dont le contrevenant se trouve inculqué.

C'est ainsi que se donnent toutes les citations aux témoins.

ARTICLE CLXXI.

Le Maire donnera son audience dans la Maison Commune; il entendra publiquement les parties et les témoins.

Seront, au surplus, observées les dispositions des art. 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159 et 160, concernant l'instruction et les jugemens au Tribunal du Juge-de-paix.

OBSERVATIONS.

I. C'est à la Maison Commune que le Maire doit donner son audience.

S'il n'en existait pas, il devrait la donner dans le local où le Conseil municipal tient ordinairement ses séances, et ce local doit être indiqué dans l'avertissement.

Si le Maire se transportait sur les lieux pour y faire quelques vérifications, et

s'il y rendait son jugement, ce jugement serait *nul*; car il doit le rendre *publiquement* et à l'audience, sous peine de nullité, et en le rendant sur les lieux, le public n'aurait pas été appelé aux débats.

C'est ce que jugea la Cour de cassation, par arrêt du 9 thermidor an ix, parfaitement applicable au système actuel; puisque l'art. 153 du Code d'instruction criminelle a été déclaré commun, par l'art. 171, aux Tribunaux de police présidés par les Maires.

On opposa vainement, lorsque cet arrêt fut rendu, l'art. II du titre VII de la loi du 26 octobre 1790, qui autorise les Juges-de-peace à juger, sur le lieu contentieux, sans désemparer. Cet article n'est applicable qu'aux matières civiles.

II. Le Maire, comme le Juge-de-peace, doit entendre *publiquement* les parties et les témoins.

Le Code d'instruction criminelle n'a pas cru pouvoir trop le redire, parce que la publicité est la première base de notre législation criminelle, et que la plus légère atteinte portée à ce principe constitutionnel, emporte nécessairement la nullité de l'instruction et du jugement.

III. L'art. 171, dans sa seconde disposition, rend communs aux Maires les art. 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159 et 160; de sorte que tous ces articles doivent être exécutés par les Maires tenant le Tribunal de police, comme ils doivent l'être par les Juges-de-peace.

Les Maires doivent donc en prendre une connaissance particulière.

IV. On sera peut-être étonné de ce que l'art. 171 s'est borné à déclarer communs aux Tribunaux de police présidés par les Maires, les art. 149 et suivans, jusques et y compris l'art. 160, sous la réserve de l'art. 152, et de ce qu'il ne leur a pas également déclaré communs les art. 61, 62, 63, 64 et 65. Mais il ne faut pas en conclure que le Tribunal de police, présidé par le Maire, puisse se dispenser d'observer les formalités prescrites par ces articles qui ne font que rappeler les principes généraux de la matière.

La seule conséquence à en déduire est que l'on ne pourrait prononcer la nullité, ni condamner à l'amende les Maires et leurs Greffiers, dans le cas d'inobservation des formalités qu'ils prescrivent. D'ailleurs, si l'article 163 qui exige que les jugemens soient *motivés*, n'a pas été déclaré commun, d'une manière formelle, aux Tribunaux de police présidés par les Maires, l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 en a impérativement ordonné l'exécution à tous les Tribunaux, et par suite aux Tribunaux de police présidés par les Maires.

V. Quant à l'art. 164 relatif à la signature des jugemens dans les vingt-quatre heures, et à la déclaration qu'ils ont été rendus en premier ou en dernier ressort,

les Maires et les Greffiers ne pourraient contrevenir à sa disposition, sans encourir une responsabilité personnelle, lorsque, dans l'intervalle de la prononciation du jugement à sa signature, il y aurait été fait quelque altération, ou qu'il serait survenu quelque évènement qui ne laisserait plus la possibilité de faire revêtir le jugement de cette formalité.

VI. Quoique l'art. 165 n'ait pas été non plus déclaré commun aux Officiers du Ministère public, près les Tribunaux de police présidés par les Maires, ce n'en est pas moins à eux à poursuivre l'exécution du jugement, en ce qui concerne la vindicte publique.

S. III.

DE L'APPEL DES JUGEMENTS DE POLICE.

ARTICLE CLXXII.

Les jugemens rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel, lorsqu'ils prononceront un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions, et autres réparations civiles excéderont la somme de cinq francs, outre les dépens.

OBSERVATIONS.

I. Sous le régime du Code de brumaire an iv, l'appel des jugemens de police n'était autorisé dans aucun cas.

Il n'y avait d'autre voie pour les attaquer, que celle du recours en cassation.

Mais il en résultait de trop grands abus, pour que le Législateur ne dût pas chercher le moyen de les réprimer; et c'est ce qu'il a fait en autorisant l'appel dans le cas prévu par l'art. 172, le seul qui méritait d'être pris en considération.

Cependant, et quoique ce cas excepté, les autres présentassent une bien faible importance, le Code d'instruction criminelle n'a pas voulu priver la partie qui croirait avoir à se plaindre du jugement, de toute espèce de réclamation.

Il a maintenu, pour ce cas, la voie du recours en cassation, par son art. 177.

II. Les cas dans lesquels l'appel de police est recevable, sont :

- 1.° Celui où le jugement a prononcé un *emprisonnement*;
- 2.° Celui où il a prononcé des *amendes*, *restitutions* et autres réparations civiles d'une valeur au-dessus de cinq francs, outre les dépens.

Nous disons, lorsque le jugement a *prononcé*; car c'est ce qu'il *prononce* qui détermine soit le recours en cassation, soit l'appel.

Nous avons cependant vu quelques personnes en douter, sur le motif que c'est la demande qui fixe la compétence. Mais il n'est pas question ici de compétence ;

L'art. 172 s'occupe uniquement de déterminer la forme de procéder lorsque le jugement a été rendu.

Elles croient en trouver un second, dans la rédaction même de l'art. 172, en ce qu'il porte que les jugemens rendus en matière de police, pourront être attaqués par la voie de l'appel, lorsqu'ils *prononceront* la peine de l'emprisonnement; tandis qu'il porte simplement que l'appel sera recevable, lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles *excéderont*; ce qui ne peut, à ce qu'ils prétendent, se rapporter qu'aux conclusions prises avant le jugement.

Ce n'est là qu'une vaine subtilité: aussi l'Orateur du Gouvernement, en analysant cet article, s'est-il expliqué ainsi:

« Quelque confiance que puissent inspirer les Juges-de-peace et les Maires, il a bien fallu permettre l'appel de leurs jugemens.... Cependant, lorsque les restitutions et autres réparations civiles n'excéderont pas ensemble la somme de 5 fr., outre les dépens, le droit d'appel serait un présent funeste aux parties, et l'appel ne sera pas reçu. »

Il faut donc tenir pour constant que c'est aux condamnations qui ont été prononcées, qu'il faut s'arrêter pour juger si l'appel est recevable, et non aux conclusions qui peuvent avoir été prises. C'est ainsi que la Cour de cassation l'a jugé, le 5 septembre 1811, au rapport de M. Brillat-Savarin.

III. Mais il suffit, pour rendre l'appel recevable, que l'amende, les restitutions et autres réparations civiles *combinaées*, excèdent la valeur de 5 francs. Nous faisons cette observation, dans la crainte que quelques personnes se laissent induire en erreur sur ce point important, en se confiant à la rédaction de l'art. 172, telle qu'elle se trouve imprimée dans l'édition du Code d'instruction criminelle, faite par Hacquart, Imprimeur du Corps-Législatif, page 47.

IV. L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* incline à penser que le plaignant serait recevable dans l'appel qu'il interjetterait d'un jugement qui aurait condamné le prévenu à une somme moindre de 5 francs, ou qui n'aurait même prononcé contre lui aucune condamnation, s'il avait été formé une demande en dommages-intérêts ou en restitution au-dessus de 50 francs, et il fonde son opinion sur ce que, dans le même cas, son appel serait recevable, si le jugement avait été rendu en Justice de paix, attendu que les lois sur la Justice de paix doivent servir de complément pour régler la procédure en matière de police.

Nous sommes loin d'adopter cette distinction; car il ne peut dépendre de la volonté du plaignant, de rendre le jugement à intervenir, jugement en premier ou en dernier ressort.

Il serait, d'ailleurs, contre tous les principes, qu'un jugement fût en dernier ressort à l'égard de l'une des parties, et qu'il fût en premier ressort à l'égard de l'autre; ce qui arriverait, si le plaignant qui aurait formé une demande en domma-

ges-intérêts au-dessus de 50 francs, était recevable dans son appel, lorsque, dans le même cas, le prévenu ne le serait pas, s'il n'avait été condamné qu'à des réparations au-dessous de 5 francs, malgré les conclusions prises contre lui à une plus forte condamnation.

La procédure à suivre en Justice de paix, ne doit l'être au Tribunal de police, que dans le cas où la loi n'a pas établi, pour les Tribunaux de police, des règles spéciales; et l'art. 172 du Code d'instruction criminelle, n'autorise spécialement l'appel en matière de police, que lorsqu'il est intervenu des condamnations civiles qui excèdent 5 francs: son texte est clair et précis; il n'admet et ne suppose même aucune distinction possible.

V. Cependant on trouve une exception à la faculté d'appeler des condamnations prononcées en matière de police, dans l'art. 192; mais le motif en est que, dans l'espèce de cet article, c'est le Tribunal correctionnel qui prononce la peine, et, qu'en matière de police, les Tribunaux correctionnels jugent en dernier ressort.

VI. L'art. 172 n'ayant fait exception que pour les *frais*, dans la computation de la somme de 5 francs, il faut en conclure que, s'il y avait *confiscation* prononcée, la valeur des choses confisquées devrait entrer dans le calcul de cette somme; car la confiscation ne se prononce jamais que par forme d'indemnité ou de restitution; ce qu'indique suffisamment l'art. 137 qui répute contraventions de police, celles qui donnent lieu à une amende de 15 francs et au-dessous, ou à un emprisonnement de 5 jours et au-dessous, *outré la confiscation des choses saisies*, quelle qu'en soit la valeur.

VII. Si le jugement rendu par le Tribunal de police a prononcé le renvoi du prévenu, peut-il être attaqué par la voie de l'appel, ou ne peut-il l'être que par celle du recours en cassation?

La question s'est présentée à la section criminelle de la Cour de cassation, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général, et il a été jugé que le recours en cassation était la seule voie légale, attendu que l'art. 172 n'a autorisé l'appel que lorsqu'il y a *condamnation*, et que l'art. 177 réserve la faculté de recourir en cassation *sans restriction*, lorsque le jugement de police n'est point appellable.

VIII. Si le jugement avait ordonné la restitution d'un corps certain, dont la valeur n'aurait pas été appréciée, l'appel serait recevable.

ARTICLE CLXXIII.

L'appel sera suspensif.

OBSERVATIONS.

I. L'APPEL EST *suspensif*, c'est-à-dire, que le jugement ne peut être mis à exécution au préjudice de l'appel.

Mais l'art. 173 se borne à déclarer *l'appel suspensif*, sans rien statuer sur le temps *intermédiaire* depuis la signification du jugement à l'expiration du délai d'appel, tandis que l'art. 203, s'occupant de l'appel des jugemens rendus par les Tribunaux correctionnels, porte qu'il demeure sursis à leur exécution, pendant *le délai de l'appel*, et pendant l'instance d'appel.

Doit-on conclure de cette différence de rédaction entre les deux articles, qu'il a été dans l'intention du Législateur d'établir, en point de droit, que les jugemens émanés du Tribunal de police, peuvent être mis à exécution pendant le délai de l'appel?

Dans les principes, les jugemens de police ne sont pas plus susceptibles d'exécution *provisoire*, que ceux rendus en matière correctionnelle : car ceux-là, comme ceux-ci, ne sont pas réparables en définitif, lorsque, sur-tout, ils prononcent la peine de l'emprisonnement.

Ils pourraient même ne pas l'être, en ne prononçant que des réparations civiles, si la partie au profit de laquelle elles seraient adjugées, était hors d'état de répondre de ses actions.

II. Tous les jugemens de police ne prononcent pas, il est vrai, la peine de l'emprisonnement; toutes les parties en faveur desquelles il est prononcé des réparations civiles, ne sont pas dans l'impuissance de répondre des sommes dont elles pourraient exiger le paiement; mais il en est de même en matière de police correctionnelle.

Il y a donc même motif de décider en simple police, qu'en police correctionnelle, et il ne semble pas, dès-lors, qu'il puisse être établi aucune différence dans l'exécution des jugemens qui émanent des Tribunaux de police et des Tribunaux correctionnels.

III. Cependant, si l'on s'en tenait rigoureusement à la rédaction des art. 173 et 203, il semblerait que l'on devrait en tirer la conséquence que l'exécution des jugemens de police ne se trouverait pas suspendue pendant le délai accordé pour l'appel, puisque l'art. 173 a simplement déclaré *l'appel suspensif*, lorsque l'art. 203, s'occupant des jugemens émanés des Tribunaux correctionnels, a déclaré non-seulement l'appel suspensif, mais qu'il a étendu spécialement la suspension au temps *intermédiaire* entre le jugement et l'appel.

Mais la rédaction de ces articles, plus sommaire dans l'un et plus détaillée dans l'autre, présente évidemment les mêmes résultats.

Dans l'art. 173, il y avait une forme nouvelle à établir, puisque, sous l'empire du Code de brumaire an iv, il n'y avait d'autre recours autorisé contre les jugemens des Tribunaux de police, que celui en cassation, et le recours en cassation contre les jugemens rendus par les Tribunaux de police emportait sursis à leur exécution, à compter de l'instant qu'ils étaient intervenus, jusqu'à ce que le délai du recours fût expiré, ou, s'il y avait eu recours, jusqu'à ce qu'il eût été définitivement statué par la Cour de cassation.

En substituant la voie d'appel au recours en cassation, le Rédacteur de l'art. 173 aura sans doute pensé qu'il suffisait de déclarer l'appel *suspensif*, sans entrer dans une plus ample explication, qui sortait naturellement du sujet, si elle n'en était pas une conséquence *absolue*.

Le Rédacteur de l'art. 203 avait, au contraire, sous les yeux les dispositions de l'art. 194 du Code de brumaire an iv, qu'il avait été d'accord de maintenir, et il se borna à transcrire cet article 194, sans entendre mettre sa rédaction en opposition avec celle de l'art. 173, dont le rapprochement pourrait bien donner lieu à quelques arguties, mais toutes incapables de séduire de bons esprits.

Dès que le Code autorise l'appel en matière de police, comme en matière correctionnelle, et qu'il accorde un délai pour appeler, il n'a pu vouloir priver la partie condamnée du bénéfice de son appel.

ARTICLE CLXXIV.

L'appel des jugemens rendus par le Tribunal de police, sera porté au Tribunal correctionnel : cet appel sera interjeté dans les dix jours de la signification de la sentence, à personne ou domicile ; il sera suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences des Justices de paix.

OBSERVATIONS.

I. C'est au Tribunal de première instance du ressort, que doit être porté l'appel des jugemens rendus par le Tribunal de police ; mais le Tribunal de première instance ne peut être valablement saisi que par l'appel du jugement *définitif* ; l'art. 172 n'autorise, en effet, à attaquer par la voie de l'appel, que les jugemens qui prononcent des condamnations.

C'est la Chambre de police correctionnelle du Tribunal civil qui doit connaître de l'appel des Tribunaux de police ; cela résultait déjà d'une manière assez claire de

l'art. 174; cependant, le Législateur n'a pas craint de le redire encore dans l'art. 9 du décret impérial du 18 août 1810.

II. L'appel, pour être recevable, doit être interjeté *dans les dix jours*, c'est-à-dire, *au plus tard, le onzième*, en comptant celui de la signification du jugement.

Le douzième jour il serait trop tard, puisque l'art. 174 veut qu'il le soit *dans les dix jours*; ce qui exclut nécessairement le douzième, qui est évidemment hors le délai.

III. Que le jugement ait été rendu *contradictoirement* ou qu'il l'ait été *par défaut*, le délai est le même; il ne commence à courir dans l'un et dans l'autre cas qu'à compter du jour de la signification du jugement *à personne ou à domicile*; ce qui est particulier aux appels envers les jugemens des *Tribunaux de police*. En matière *correctionnelle*, l'art. 203 a établi une distinction entre les jugemens contradictoires et ceux rendus par défaut, en exigeant, sous peine de déchéance, que l'appel soit déclaré au plus tard dans les dix jours, à compter de celui de la *prononciation* du jugement, lorsqu'il est contradictoire; et seulement dans les dix jours, à compter celui de sa *signification*, lorsqu'il a été rendu par défaut.

IV. La signification de l'appel interjeté des jugemens émanés des Tribunaux de police, devant être faite à personne ou à domicile, il y a lieu à une augmentation de délai, à raison d'un jour par chaque trois myriamètres de distance, quoique l'art. 174 ne l'ait pas dit d'une manière positive; car, dès qu'il a décidé que les appels en matière de police doivent être suivis et jugés, comme les appels des justices de paix, il en résulte qu'il doit leur être fait application de l'art. 1033 du Code de procédure civile.

V. Les dix jours accordés pour l'appel commencent-ils à courir du jour de la signification du jugement, lorsqu'il a été rendu *par défaut*, ou commencent-ils à courir seulement de celui de l'expiration du délai accordé pour y former *opposition*?

Ce qui peut faire naître le doute, c'est que l'avis du Conseil-d'État du 11 février 1806, approuvé par l'Empereur le 18 du même mois, en déclarant que le délai de l'appel ne doit commencer à courir que du jour de l'expiration de celui de l'opposition, ne l'a ainsi déclaré que relativement aux *matières correctionnelles*; mais quoique l'appel en matière de police ne fût pas recevable, lorsque fut donné l'avis du Conseil-d'État, comme il y a même raison de décider, ses dispositions doivent être applicables aux deux cas, ou ne l'être à aucun.

Voici dans quels termes l'avis du Conseil-d'État est conçu :

- « L'appel étant une voie introduite pour réformer les erreurs des premiers Juges,
- » on ne doit y recourir que lorsque la partie lésée n'a plus le moyen de les faire
- » revenir eux-mêmes sur leurs jugemens.
- « L'appel ne doit donc être ouvert que lorsqu'on a perdu le moyen le plus simple
- » de l'opposition.

« C'est pour cela que dans le projet du Code de procédure civile, il est dit que » le délai pour interjeter appel d'un jugement par défaut, ne court que du jour où » l'opposition n'est plus recevable. »

Il paraîtrait, d'après cela, que le délai de l'appel ne devrait commencer à courir que du jour de l'expiration du délai de l'opposition; cependant, l'art. 174 du Code d'instruction criminelle est conçu dans des termes impératifs: il n'accorde qu'un délai de dix jours pour l'appel, et l'on ne peut pas dire dès-lors qu'il ait été dans l'intention du Législateur de rendre communes aux appels en matière de police, les dispositions de l'avis du Conseil-d'Etat du 11 février 1806, que nous ne croyons pas d'ailleurs pouvoir aujourd'hui servir de règle de conduite en matière correctionnelle.

Nous examinerons cette question importante sur l'art. CCIII.

VI. L'appel des jugemens rendus par les Tribunaux de police, doit être suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences des justices de paix, c'est-à-dire *sommairement*; (Art. 404 et suivans du Code de procédure civile) mais avec cette modification, cependant, qu'il doit y avoir même solennité dans l'instruction et dans le jugement sur l'appel, que devant le Tribunal de police. (Art. 176 du Code d'instruction criminelle.)

VII. Le Code d'instruction criminelle ne détermine pas dans quelle forme l'appel en matière de police doit être interjeté.

Doit-on suivre à cet égard ce qui est prescrit pour les appels en matière *correctionnelle* ?

Nous ne le pensons pas, par la raison que ce qui est prescrit, sous ce rapport, en matière correctionnelle, déroge au droit commun, et que toute dérogation au droit commun doit être renfermée dans les bornes que la loi a prescrites.

L'appel en matière de police comme en matière ordinaire, doit donc être *signifié* et non pas simplement *déclaré* au greffe, ainsi que le porte l'art. 203, relativement aux appels en matière correctionnelle.

VIII. Le Code d'instruction criminelle ne s'explique pas non plus sur la question de savoir si l'Officier qui a rempli les fonctions du Ministère public au Tribunal de police, est recevable à se rendre appelant du jugement, et cela fait naître une difficulté d'autant plus sérieuse, que l'art. 202 autorise spécialement l'appel du Ministère public contre les jugemens intervenus en police correctionnelle.

Mais si le Code d'instruction criminelle ne donne pas spécialement la même autorisation à l'Officier du Ministère public en matière de police, il ne lui interdit pas non plus la faculté d'appeler, et ce droit semble même résulter des termes indéfinis de l'art. 172.

Nous observerons, néanmoins, que l'Officier du Ministère public ne peut avoir des droits plus étendus que les parties; de sorte que son appel ne serait recevable qu'au-

tant qu'il serait intervenu des condamnations à la peine de l'emprisonnement, ou qu'il aurait été prononcé des adjudications civiles, au-dessus de 5 francs.

IX. Mais ce droit n'appartient qu'à l'Officier du Ministère public établi près le Tribunal de police qui a rendu le jugement.

Le Procureur-Impérial n'y serait pas recevable; il ne pourrait se fonder sur l'autorisation donnée au Procureur-Général, par l'art. 205 du Code d'instruction criminelle, de se rendre appelant des jugemens intervenus en police correctionnelle: car la loi établit sur ce point un droit particulier, qui doit être renfermé dans le cas qu'elle a prévu.

Le Procureur-Général lui-même n'en aurait pas le droit, puisqu'il ne lui est pas accordé par la loi.

X. L'Officier du Ministère public établi près le Tribunal de police, serait non-recevable dans son appel, s'il ne pouvait le fonder que sur ce qu'il aurait été accordé par le jugement des indemnités plus ou moins fortes que celles qu'il avait pensé devoir être adjugées, la vindicte publique étant satisfaite par la condamnation du prévenu au *maximum* des peines de police.

XI. Il faudrait de même déclarer la partie plaignante non-recevable dans son appel, si toutes les réparations auxquelles elle avait conclu lui avaient été adjugées, et qu'elle ne se plaignît que de ce qu'il n'aurait pas été appliqué au prévenu, des peines pour raison de sa contravention.

XII. Si l'appellation n'est pas recevable hors des cas prévus dans l'art. 172, le jugement qui est intervenu n'en acquiert pas pour cela le caractère d'irrévocabilité.

Par le fait seul que l'appel n'en est pas recevable, il devient un jugement en *dernier ressort*, qui peut être attaqué par la voie du recours en cassation, dans la forme et dans le délai prescrits.

XIII. L'art. 174 fixe le délai de dix jours, à compter de la signification du jugement rendu par un Tribunal de police, pour en interjeter appel; mais ce délai n'est ainsi restreint, que quant à l'appel *principal*.

On ne peut en conclure que l'appel *incident* fût également non-recevable, s'il n'avait pas été interjeté dans le même délai.

L'instruction sur l'appel devant se faire en matière de police, de la même manière qu'elle doit se faire sur l'appel des sentences émanées des Justices de paix, l'appel incident, quoique interjeté hors du délai, serait recevable. (*Art. 443 du Code de procédure civile.*)

XIV. Mais l'appel incident ne serait pas recevable en matière de police correctionnelle, s'il était interjeté hors du délai. (*Arrêt du 18 mai 1809.*)

Le même arrêt décida, comme l'avait déjà fait un précédent du 29 octobre 1808, que sans qu'il soit besoin de recourir à l'appel incident, la partie qui a gagné sa cause au Tribunal correctionnel, peut, sur l'appel de son adversaire, proposer tous les moyens qu'elle aurait pu faire valoir devant les premiers Juges, et se faire ad-juger par le Tribunal d'appel, les mêmes indemnités qui avaient été prononcées par le jugement annulé.

Le défaut d'appel, dans le délai, ne pourrait produire d'autre effet que de priver l'intimé d'augmenter ses prétentions, en prenant des conclusions tendantes à ce qu'il lui fût accordé de plus amples réparations.

XV. Résulte-t-il de ce que l'appel en matière de police doit être suivi et jugé dans la même forme que ceux interjetés envers les sentences des Juges-de-paix, que l'appelant qui succombe doit être condamné à l'amende du *fol appel*?

On ne peut supposer que le Législateur ait voulu traiter plus défavorablement l'appelant en matière de police, que l'appelant en matière correctionnelle, et celui-ci ne peut être condamné à l'amende, lors même qu'il n'obtient pas sur son appel la réformation du jugement.

L'art. 471 du Code de procédure civile ne nous semble donc pas applicable, à l'appel des Tribunaux de police : l'amende n'est pas une formalité *substantielle* du jugement; ce n'en est pas même une forme proprement dite : un jugement sur appel qui ne prononcerait pas l'amende, même en matière civile, n'en serait pour cela ni un ni même irrégulier.

XVI. Mais l'art. 456 du même Code qui exige, sous peine de nullité, que l'appel contienne assignation dans le délai de la loi, pour y voir prononcer, ne serait-il pas non plus applicable aux appels des jugemens de police?

Nous pensons qu'il est applicable; c'est une des formes déterminées pour suivre les appels des jugemens émanés des Juges-de-paix; et l'art. 174 porte que les appels des jugemens de police seront *suivis* dans la même forme que les appels des jugemens des Justices de paix.

XVII. Il faut aussi que l'appel contienne constitution d'Avoué;

Cela résulte de ce que les appels en matière de police doivent être *suivis et jugés* dans la forme des appels des Justices de paix, et que sur l'appel des jugemens émanés des Justices de paix, le ministère des Avoués est nécessaire. (Art. 404, 405 et 406 du Code de procédure civile.)

XVIII. Si la notification du jugement était faite par un autre Huissier que celui de la Justice de paix, ou qui n'aurait pas été commis pour la faire, le délai de l'appel commencerait-il à courir à compter du jour de cette signification?

Nous serions de cet avis si l'Huissier avait caractère pour exploiter dans le lieu où elle aurait été faite.

S'il n'avait pas caractère, la signification devrait être considérée comme non-avenue.

L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle*, n'est pas de cette opinion, et il se fonde sur l'art. 16 du Code de procédure civile; mais l'art. 174 du Code d'instruction criminelle exige seulement pour faire courir le délai de l'appel, que le jugement ait été signifié; et la signification du jugement est étrangère à la forme de procéder sur l'appel; ce qui rend sans application les dispositions de l'art. 16 du Code de procédure civile.

ARTICLE CLXXV.

Lorsque sur l'appel, le Procureur-Impérial ou l'une des parties le requerra, les témoins pourront être entendus de nouveau, et il pourra même en être entendu d'autres.

OBSERVATIONS.

I. Cette rédaction est beaucoup plus correcte que ne l'était celle de l'art. 202 du Code de brumaire an iv. On avait cependant fini par l'appliquer, dans le sens de l'art. 175 du Code d'instruction criminelle, en décidant que, non-seulement les témoins *désa ouïs*, mais que de *nouveaux* témoins pouvaient être entendus sur l'appel, et que l'intimé, comme l'appelant, pouvait requérir leur audition.

II. Mais pour qu'il y ait lieu à entendre de nouveau les témoins, et même de nouveaux témoins, sur l'appel, il faut qu'il y en ait eu réquisition de la part du Procureur-Impérial ou de celle de l'une des parties.

Le Tribunal saisi ne pourrait l'ordonner *d'office*; mais aussi le Tribunal saisi pourrait refuser l'autorisation de citer de nouveau les témoins devant lui, et à plus forte raison celle d'en citer de nouveaux.

III. Le 31 décembre 1808, il se présenta devant la Cour de cassation une question que l'art. 175, ni aucun autre du Code n'a prévue ni décidée.

Sur les réquisitions du Procureur-Général-Impérial près la Cour de Justice criminelle du département de la Seine, il avait été préparatoirement ordonné que *tous* les témoins entendus en première instance seraient de nouveau cités sur l'appel.

Le Procureur-Général n'en avait appelé que quelques-uns, et l'affaire avait été jugée ensuite de leur audition.

Il y avait eu recours en cassation contre l'arrêt, et le réclamant tirait son principal moyen de la violation de l'art. 202 du Code de brumaire an iv, qui laissait au Tribunal d'appel la faculté de refuser ou d'accueillir la réquisition du Procureur-Général et des parties intéressées, tendante à ce que les témoins fussent entendus de nouveau; mais qui ne l'autorisait pas à revenir sur sa détermination.

Mais le réclamant ne s'était pas plaint sur l'appel de ce que *tous* les témoins n'avaient pas été appelés ; il n'avait même fait *personnellement* aucune réquisition pour que les témoins fussent entendus ; et d'ailleurs , il résultait de l'arrêt attaqué que la Cour de Justice criminelle avait trouvé sa religion suffisamment éclairée. Par ces motifs , le recours en cassation fut rejeté.

Il ne le fut néanmoins qu'après une longue discussion , et l'on conçoit , en effet , combien il importe que la nouvelle instruction qui se fait sur l'appel , recommence en entier : la conviction des Juges ne doit pas se former en partie sur des dépositions *orales* , et en partie sur des dépositions *écrites*.

IV. S'il y avait eu simple réquisition pour que les témoins fussent entendus de nouveau , et si le Tribunal saisi n'avait rien statué à cet égard par forme de *disposition* , le recours en cassation contre son arrêt définitif serait-il fondé ?

Nous ne le pensons pas , par la raison que l'art. 175 ne renferme pas une disposition absolue , et que l'on ne peut pas dire dès-lors qu'il y ait eu réquisition pour user d'une formalité ou d'un droit accordé par la loi ; ce qui est le seul cas où il peut être fait application de l'art. 408 du Code d'instruction criminelle.

Ce n'est , en effet , que le droit de *requérir* qui est accordé par l'art. 175 au Procureur-Impérial et aux parties , et non celui d'*exiger* que les témoins soient de nouveau appelés.

ARTICLE CLXXVI.

Les dispositions des articles précédens sur la solennité de l'instruction , la nature des preuves , la forme , l'authenticité et la signature du jugement définitif , la condamnation aux frais , ainsi que les peines que ces articles prononcent , seront communes aux jugemens rendus sur l'appel par les Tribunaux correctionnels.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 176 se borne à déclarer communes aux jugemens à rendre sur l'appel , les dispositions des articles précédens , sans en désigner spécialement aucun ; mais comme il ajoute que les articles dont il ordonne l'exécution sont ceux relatifs à la solennité de l'instruction , à la nature des preuves , à la forme , l'authenticité et la signature du jugement définitif , à la condamnation aux frais , ainsi qu'aux peines que ces articles prononcent , il est facile de se convaincre que c'est des articles 149 et suivans , jusques et compris l'art. 165 , dont il a entendu parler ; de sorte que quoique l'art. 174 porte que l'appel sera suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences des Justices de paix , cela ne peut s'appliquer à l'instruction à faire à l'audience du Tribunal saisi de l'appel , qui doit être faite d'après le vœu de l'art. 153.

Le Tribunal d'appel ne pourrait donc refuser la parole au prévenu qui la demanderait après le résumé et les conclusions du Procureur-Impérial, et si les témoins devaient être entendus de nouveau, ce devrait être publiquement et à l'audience.

En renfermant chacun des articles 174 et 176 dans ses dispositions, ils se concilient parfaitement.

II. On a demandé s'il peut y avoir *partage d'opinions* en matière correctionnelle et de police; c'est-à-dire, si, dans le cas de partage d'opinions, il faut procéder comme en matière civile; il a été jugé que non, par arrêt du 27 juin 1811, au rapport de M. Busschop, sur les conclusions de M. le Procureur-Général :

« Attendu que les articles 347 et 583 du Code d'instruction criminelle n'ont pas introduit un droit nouveau; qu'ils n'ont fait que reproduire le principe établi par les lois antérieures, d'après lesquelles, tant en matière de petit que de grand criminel, on doit, en cas de partage d'opinions, suivre l'avis le plus favorable à l'accusé et aux prévenus. »

ARTICLE CLXXVII.

Le Ministère public et les parties pourront, s'il y a lieu, se pourvoir en cassation contre les jugemens rendus en dernier ressort par le Tribunal de police, ou contre les jugemens rendus par le Tribunal correctionnel, sur l'appel des jugemens de police.

Le recours aura lieu dans la forme et dans les délais qui seront prescrits.

OBSERVATIONS.

I. Tous les jugemens rendus *sur appel*, en matière de police, ne peuvent être attaqués que par la voie de la cassation : car ils sont tous nécessairement en dernier ressort; on ne connaît, en matière correctionnelle et de police, comme en matière civile, que deux degrés de juridiction.

II. Il n'y a non plus que la voie du recours en cassation contre les arrêts ou jugemens qui prononcent des peines de police dans le cas des articles 192 et 365.

Mais dans celle de l'article 589, le recours en cassation est-il recevable contre un arrêt de Cour *spéciale*?

Cette question sera traitée dans les observations sur cet article.

III. Il importe peu que le jugement soit *contradictoire*, ou qu'il ait été rendu par défaut, ce sont toujours les condamnations qui déterminent le *premier* ou le *dernier ressort*, et conséquemment s'il doit être attaqué par la voie de l'appel, ou par celle du recours en cassation.

508 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

IV. Mais les délais de l'appel et celle du recours en cassation commencent-ils à courir du jour de la signification du jugement par défaut, et pendant le temps accordé pour l'opposition ?

Ces deux questions ont été examinées dans les observations sur l'art. 150, et nous persistons dans l'opinion que nous y avons émise.

V. La partie civile et le prévenu sont également recevables à interjeter appel et à se pourvoir en cassation en matière correctionnelle et de police.

On en doutait, lorsque le Code de brumaire an iv fut mis en activité, quant au droit de recours en cassation du chef de la partie civile; mais les opinions se réunirent bientôt pour l'admettre, et l'art. 177 du Code d'instruction criminelle a confirmé la jurisprudence, en accordant à la partie civile la double faculté de l'appel et du recours en cassation, suivant les circonstances.

* VI. Mais dans quel délai le recours en cassation doit-il être exercé ?

L'art. 177, relatif aux jugemens rendus par les Tribunaux de police, porte que le recours aura lieu dans la forme et dans les délais qui seront prescrits.

L'art. 216, qui s'occupe de celui autorisé contre les jugemens de police correctionnelle, est de même purement déclaratif du droit de se pourvoir en cassation ?

Et le titre III du Code d'instruction criminelle, intitulé : *des Manières de se pourvoir contre les arrêts et jugemens*, ne dit rien de plus positif.

Le Code de brumaire an iv, art. 163 et 205, avait précisé davantage.

Il avait déclaré communs au recours en cassation en matière correctionnelle et de police, les art. 440, 441 et 442, qui fixaient le délai et la forme du recours en cassation, de sorte qu'il ne pouvait rester aucun doute sur le délai.

L'Officier du Ministère public n'avait que vingt-quatre heures pour se pourvoir en matière correctionnelle et de police, comme il n'avait que le même délai pour le faire en matière criminelle, dans le cas d'absolution du prévenu, et il ne pouvait exercer aucun recours contre les arrêts ou jugemens de renvoi et d'acquit.

VII. Doit-on supposer dans les art. 177 et 216 du Code d'instruction criminelle, le renvoi aux articles 373 et 374, en cherchant la pensée du Législateur dans la disposition des art. 163 et 205 du Code brumaire an iv ?

VIII. L'art. 373 porte : « Que le condamné aura trois jours francs après celui où son arrêt lui aura été prononcé, pour déclarer au Greffe qu'il se pourvoit en cassation : que le Procureur-Général pourra, dans le même délai, déclarer au Greffe qu'il demande la cassation de l'arrêt, et que la partie aura le même délai, mais qu'elle ne pourra se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils. »

L'art. 374 porte : « Que dans les cas prévus par les art. 409 et 412, le Procureur-Général et la partie civile n'auront que vingt-quatre heures pour se pourvoir. »

Et l'art. 418 : « Que si le recours en cassation est exercé par la partie civile ou par le Ministère public, ce recours, outre l'inscription, doit être notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé, dans le délai de trois jours, augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres, si le prévenu n'est pas en arrestation. »

Cet art. 418 n'est d'aucune importance.

S'il accorde trois jours dans tous les cas pour la *notification* du recours, il ne détermine pas le *délai* dans lequel il doit être exercé.

Les trois jours dont il parle ne commencent à courir que du jour de la déclaration du recours en cassation qui a dû être faite au Greffe, en exécution des art. 373 et 374, et la notification n'est pas même de rigueur dans le délai fixé.

IX. C'est donc dans la manière d'appliquer les articles 373 et 374 aux recours exercés en matière correctionnelle et de police, que l'on peut puiser les motifs de se décider.

Que l'art. 373 soit applicable aux matières correctionnelles et de police, cela est hors de doute ; car le délai ne peut être arbitraire, et de droit commun il est de trois jours, sauf les cas d'exception consignés dans les art. 374 et 296, et l'exception de l'art. 296 ne peut être étendue hors du cas qu'il a prévu ; elle ne peut s'appliquer aux matières correctionnelles et de police.

Mais celle portée en l'art. 374 doit-elle également être restreinte aux matières criminelles ?

C'est ce que doit nous apprendre sa combinaison avec les art. 409 et 412, auxquels il renvoie ; car c'est pour les seuls cas prévus par ces articles, que le délai du recours est réduit à vingt-quatre heures.

Or, l'art. 409 ne comprend, dans sa disposition, que le cas d'acquiescement de l'accusé, et il ne peut y avoir *acquiescement de l'accusé* en matière correctionnelle et de police ; dans ces matières, on ne connaît que des *prévenus* et non des *accusés* : ainsi, sous ce premier rapport, la restriction du délai à vingt-quatre heures ne peut recevoir aucune application.

D'autre part, l'art. 412 n'est relatif qu'au recours de la partie civile, et il semble ne se rapporter non plus qu'aux matières criminelles, puisqu'il ne parle que d'*ordonnance d'acquiescement et d'arrêts d'absolution* ; ce qui, dans le langage du Code, ne s'applique qu'aux matières criminelles.

L'ordonnance d'acquiescement ne peut se prononcer, en effet, que sur une déclaration du Jury, lorsque l'accusé n'est pas déclaré coupable ; et le Président de la Cour d'Assises doit la prononcer sans consulter les Juges (Art. 358) ; ce qui ne serait pas praticable en matière *correctionnelle*, puisque le renvoi du prévenu ne peut être que le résultat du vœu de la majorité des membres de la Cour ou du Tribunal qui le prononce.

Il y a bien, à la vérité, *arrêt d'absolution* en matière correctionnelle et de police, comme en matière criminelle, lorsque le prévenu est renvoyé des fins de la plainte, par la raison que le fait qui lui est imputé n'est ni prévu ni puni par la loi; et, sous ce second rapport, on pourrait dire que la partie civile, dans le cas d'absolution du prévenu, n'aurait que vingt-quatre heures pour déclarer son recours, au desir de l'art. 374.

Mais comme l'Officier du Ministère public a nécessairement trois jours francs dans tous les cas, pour déclarer son recours en matière correctionnelle et de police, il en résulterait une trop grande inconséquence, si le même délai n'était pas accordé à la partie civile; il en résulterait une bien plus forte encore, s'il ne lui était accordé que vingt-quatre heures pour déclarer son recours dans le cas d'*absolution* du prévenu, lorsqu'il lui serait accordé trois jours dans celui d'*acquiescement*: car, si le prévenu n'est qu'*absous*, il n'en reste pas moins constant qu'il s'est rendu coupable du fait qui lui est imputé; tandis qu'il ne peut être *acquitté* que lorsqu'il a détruit toutes les inculpations à sa charge.

Nous ne pouvons donc adopter l'opinion que le recours de la partie civile doive être fait dans les vingt-quatre heures, sous peine de déchéance, dans le cas de l'*absolution* de l'accusé.

Nous estimons, en conséquence, que la partie civile et la partie publique ont trois jours francs pour déclarer leur recours en cassation en matière correctionnelle et de police, qu'il y ait *renvoi*, ou simple *absolution* du prévenu; ou bien il faut dire que la partie civile n'est recevable dans son recours en matière correctionnelle et de police, comme en matière criminelle, que dans le cas où elle a été condamnée à une indemnité plus forte que celle à laquelle il aurait été conclu, ce qui serait insoutenable: car, la voie du recours en cassation est ouverte, en matière correctionnelle et de police, dans tous les cas, à la partie civile. (Art. 413.)

S'il avait été dans l'intention du Législateur de restreindre le délai accordé à la partie civile, pour faire son recours au cas de renvoi ou d'absolution du prévenu en matière correctionnelle et de police, le Code d'instruction criminelle aurait renvoyé à l'art. 412, comme il l'a fait à l'art. 411 par l'art. 414.

Ainsi, dans tous les cas, soit pour le Ministère public, soit pour le plaignant, soit pour le prévenu, le délai du recours en cassation est le même en matière correctionnelle et de police: il est de trois jours.

ARTICLE CLXXVIII.

Au commencement de chaque trimestre, les Juges-de-paix et les Maires transmettront au Procureur-Impérial, l'extrait des jugemens de police qui auront été rendus dans le trimestre précédent, et qui auront

prononcé la peine d'emprisonnement. Cet extrait sera délivré, sans frais, par le Greffier.

Le Procureur-Impérial le déposera au Greffe du Tribunal correctionnel.

Il en rendra un compte sommaire au Procureur-Général près la Cour Impériale.

OBSERVATIONS.

I. Les Juges-de-paix, les Maires, les Greffiers des Tribunaux de police et les Procureurs-Impériaux trouvent écrits, dans cet article, les devoirs qu'ils ont à remplir et qui sont d'une assez grande importance pour n'être pas négligés.

II. Les Greffiers doivent délivrer, dans les premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre, aux Juges-de-paix et aux Maires auxquels ils sont attachés, l'extrait des jugemens rendus par le Tribunal de police qui ont prononcé la peine de l'emprisonnement pendant le trimestre précédent.

Cet extrait doit être écrit sur papier libre, et délivré sans frais.

Il n'est pas besoin que les jugemens y soient copiés en entier; il suffit d'une notice qui fasse connaître les noms et les qualités des parties, l'objet de la plainte et les motifs de la condamnation.

Les jugemens doivent tous y être portés par ordre de date, à la suite les uns des autres, et consignés dans le même cahier.

III. Les Juges-de-paix et les Maires doivent tenir la main à ce que ces extraits leur soient exactement remis et ne pas négliger d'en faire eux-mêmes régulièrement l'envoi au Procureur-Impérial de l'arrondissement.

Si les Juges-de-paix et les Maires manquaient à ce devoir, ils devraient être réprimandés par le Procureur-Impérial, et ils devraient même être dénoncés à l'autorité supérieure, s'ils persistaient dans leur incurie.

IV. Le Procureur-Impérial doit déposer au greffe du Tribunal correctionnel, les jugemens qui lui sont adressés par les Juges-de-paix et par les Maires, pour servir de renseignemens; mais ce n'est qu'après en avoir extrait le compte sommaire qu'il doit rendre au Procureur-Général.

Ce compte doit être divisé en cinq colonnes.

Dans la première, doivent être consignés les noms, prénoms et qualités des condamnés;

Dans la deuxième, le genre de la contravention;

Dans la troisième, la nature de la condamnation, et l'article de la loi dont il a été fait l'application;

Dans la quatrième, il doit être dit, si le jugement a été exécuté;

Et dans la cinquième, de quelle Justice de paix il est émané.

V. Le Code ne charge pas le Procureur-Impérial de tenir un registre de renseignemens, d'après les notices de jugemens qui lui sont adressées; mais ces extraits, entassés dans le greffe, seraient sans utilité s'il ne prenait cette précaution.

Le Procureur-Impérial qui voudra entrer dans l'esprit du Code, ne négligera donc pas de faire établir au greffe un registre de renseignemens.

VI. L'art. 600 du Code d'instruction criminelle charge les Greffiers des Tribunaux correctionnels et des Cours d'Assises et spéciales, de tenir un registre de toutes les affaires qui y sont portées, et d'en faire parvenir tous les trois mois des copies au Grand-Juge-Ministre de la Justice, et au Ministre de la Police-générale, qui sont eux-mêmes chargés par l'art. 602, d'en composer un registre général.

La forme du registre à tenir par les Greffiers a été déterminée par un arrêté du Grand-Juge, et des feuilles du même format leur ont été envoyées, afin d'en assurer l'uniformité.

Il n'était pas possible de prendre plus de précautions pour que les malfaiteurs soient signalés.

CHAPITRE II.

Des Tribunaux en matière correctionnelle.

ARTICLE CLXXIX.

Les Tribunaux de première instance en matière civile, connaîtront en outre, sous le titre de Tribunaux correctionnels, de tous les délits forestiers poursuivis à la requête de l'Administration, et de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et quinze francs d'amende.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 34 de la loi du 20 avril 1810 porte que les Tribunaux de première instance continueront de connaître des matières civiles et de police, conformément aux Codes et aux lois de l'Empire.

II. Les Tribunaux de première instance devant continuer à connaître des matières de police, conformément aux Codes et aux lois de l'Empire, et l'art. 179 du Code d'instruction criminelle, ne s'occupant de leur compétence, que sous le rapport

des délits forestiers poursuivis à la requête de l'Administration, il serait fort utile que l'on pût réunir dans un même cadre, tout ce qui constitue réellement leur compétence en matière correctionnelle; mais le Législateur lui-même en a vu les difficultés; aussi a-t-il ordonné, par une disposition générale du Code pénal, que les Cours et les Tribunaux continueraient d'observer et de faire exécuter les dispositions des lois et des réglemens actuellement en vigueur. (*Art. 484 du Code pénal.*)

III. Lors même que la contravention forestière qui doit être poursuivie à la requête de l'Administration, ne pourrait emporter qu'une peine de police, elle n'en rentre-rait pas moins dans la compétence du Tribunal correctionnel.

IV. Dans les matières ordinaires, il suffit que l'emprisonnement puisse être de plus de cinq jours, et que l'amende puisse excéder 15 francs, pour établir sa compétence.

La valeur du dommage causé ne peut être pris en considération.

L'emprisonnement correctionnel ne peut excéder cinq années, que dans le cas de *récidive*, et dans quelques autres cas spéciaux qui font exception à la règle générale. (*Art. 40 du Code pénal.*)

V. Dans le cas de *récidive*, la peine de l'emprisonnement peut être portée jusqu'à dix années. (*Art. 57 et 58, ibid.*)

Aucun art. du Code d'instruction criminelle, ni du Code pénal, n'a déterminé le délai dans lequel le délit doit avoir été commis, depuis la première condamnation prononcée contre le prévenu, pour constituer la *récidive en matière correctionnelle*.

L'art. 483 du Code pénal portant qu'il n'y a *récidive* que lorsqu'il a été rendu un jugement contre le contrevenant, dans les douze mois précédens, n'est relatif qu'aux simples *contraventions*.

En matière correctionnelle, il y a *récidive* toutes les fois qu'il y a eu condamnation *antérieure* contre le prévenu pour *crime* ou pour *délit*, à quelque époque que la condamnation puisse remonter; mais la condamnation intervenue contre le prévenu pour simple *contravention*, ne peut constituer la *récidive en matière correctionnelle*.

VI. L'art. 15 de la loi du 25 frimaire an VIII qui déclarait n'y avoir *récidive* que lorsque le délit imputé au prévenu avait été commis *dans les trois années*, à compter du jour de l'expiration de la peine qu'il avait subie, n'avait ainsi restreint le délai, qu'à raison de ce que le prévenu, dans le cas de *récidive*, devait être traduit devant la Cour de Justice criminelle; et d'après les dispositions du Code pénal, le délit imputé au prévenu, ne change pas de nature, lors même qu'il a été commis par *récidive*; ce qui est plus conséquent et ce qui rend l'art. 15 de la loi citée sans application au système de la nouvelle législation.

VII. L'art. 174 du Code d'instruction criminelle ordonne que les appels des jugemens rendus par les Tribunaux de police seront portés au Tribunal correctionnel du ressort; c'est-à-dire, au Tribunal de première instance de l'arrondissement; car le Tribunal correctionnel ne forme qu'une section du Tribunal de première instance.

Mais l'appel des jugemens rendus par les Tribunaux de police n'est recevable, aux termes de l'art. 172, que lorsque le jugement attaqué prononce un emprisonnement, ou que lorsqu'il condamne à des amendes et autres réparations civiles *au-dessus* de cinq francs, outre les frais.

VIII. Les Tribunaux de première instance des chefs-lieux de département connaissent aussi de l'appel des jugemens émanés d'autres Tribunaux de première instance, en matière correctionnelle, dans le cas déterminé par l'art. 200 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire, lorsque la Cour Impériale ne siège pas dans le département où est établi le Tribunal qui a rendu le jugement, et lorsque le chef-lieu du département se trouve plus rapproché du lieu où est établi ce Tribunal, que de celui où siège la Cour Impériale.

Telles sont les attributions des Tribunaux de première instance, envisagés comme Juges d'appel en matière correctionnelle.

Mais ce n'est pas la partie la plus importante de leurs fonctions : car, sur l'appel, les affaires arrivent toutes instruites; il ne reste plus qu'à examiner si les premiers Juges ont bien ou mal apprécié le résultat des preuves, tandis que comme Juges du premier degré, les Tribunaux correctionnels sont chargés de toute l'instruction, et que c'est à eux à faire la première appréciation.

IX. L'art. 179 détermine très-clairement la compétence des Tribunaux correctionnels sous ce rapport.

Ils sont chargés d'instruire et de juger tous les délits dont la peine peut excéder cinq jours d'emprisonnement et quinze francs d'amende, c'est-à-dire, tous ceux que le Code ne qualifie ni crime ni contravention.

L'art. 463 du Code pénal autorise bien, en certain cas, les Tribunaux correctionnels à prononcer des peines au-dessous de cinq jours d'emprisonnement et de quinze francs d'amende; mais ce n'est pas *ce qui est jugé* qui constitue la compétence des Tribunaux : leur compétence est la première chose dont ils doivent s'occuper, et elle se détermine par la nature du délit.

X. Outre cette attribution générale, donnée par le Code aux Tribunaux de première instance, de connaître de tous les délits dont la peine peut excéder cinq jours d'emprisonnement et quinze francs d'amende, l'art. 179 leur donne spécialement celle de connaître de tous les délits forestiers poursuivis à la requête de l'Administration; de sorte que, dans cette matière, le Tribunal de première instance n'a plus à s'occuper du *maximum* de l'emprisonnement, ni de la quotité de l'amende; il

est compétent, par cela seul qu'il y a prévention de délits forestiers poursuivis à la requête de l'Administration.

XI. Cependant, ce serait tirer une fausse conséquence de l'art. 179 du Code d'instruction criminelle, que d'en induire l'attribution exclusive et spéciale aux Tribunaux de première instance de connaître de tous les délits forestiers, lors même qu'ils seraient de nature à emporter une peine plus forte que celle de l'emprisonnement et de l'amende; puisque, dans aucun cas, les Tribunaux correctionnels ne peuvent prononcer des peines afflictives ou infamantes.

D'ailleurs, l'art. 179 ne parle que de *délits* et non de *crimes*.

XII. Ces mots de l'art. 179 : *tous les délits forestiers poursuivis à la requête de l'Administration*, sont précieux; ils expliquent le sens du n.º 4 de l'article 139; qui autorise les Juges-de-peace, comme Juges de police, à connaître des contraventions forestières poursuivies à la requête des particuliers : car, comme nous l'avons observé sur cet article, il peut être commis dans les bois des particuliers des délits qui intéressent l'ordre public, et ces délits pouvant être poursuivis à la requête de l'Administration, rentrent nécessairement dans la compétence des Tribunaux correctionnels, lorsque c'est l'Administration elle-même ou le Ministère public qui se charge d'en faire la poursuite.

Ce n'est pas, en effet, des délits commis *dans les bois des particuliers* dont parle l'art. 139; mais des délits poursuivis *à la requête des particuliers*; ce qui n'est pas la même chose. (*Arrêt du 16 août 1811.*)

XIII. L'art. 139 n'ayant mis dans la compétence des Tribunaux de simple police, que les délits forestiers poursuivis *à la requête des particuliers*, il en résulte que les Tribunaux de simple police ne sont pas compétens pour connaître des délits qui peuvent avoir été commis dans les bois des Communautés ou des établissements publics que la loi a mis sous le régime et sous la surveillance de l'Administration forestière, et ils ne le sont pas non plus pour connaître des délits commis dans les bois tenus en gruerie, tiers et danger, ou de toute autre manière qui intéresse le Domaine public.

XIV. L'art. 607 du Code de brumaire an iv donnait l'attribution aux Tribunaux correctionnels pour connaître des simples contraventions en cas de *récidive*.

Le Code d'instruction criminelle n'avait pas dérogé à cette disposition du Code de brumaire an iv; mais l'art. 482 du Code pénal a enlevé cette attribution aux Tribunaux correctionnels, en ne portant la récidive qu'au *maximum* de peines de celles de simple police.

Dans le cas de récidive, c'est-à-dire, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant un jugement de police, dans les douze mois précédens, pour contravention commise dans le ressort du même Tribunal, il y a *nécessairement* lieu à condamner le prévenu à la peine de l'emprisonnement, lors même que l'emprisonnement ne serait pas prononcé par la loi, contre le genre de contravention dont il

se serait rendu coupable, lorsque la contravention rentre dans les dispositions des art. 471 et 479 du Code pénal. (Art. 474 et 482.)

Mais, pour qu'il y ait lieu à l'application de ces articles, il faut que deux choses concourent, qu'il y ait réellement *récidive*, aux termes de l'article 483, et que la contravention soit du nombre de celles qui sont prévues par les articles 471 et 479; c'est ce qu'a jugé la Cour de cassation, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général, au rapport de M. Favard de Langlade, le 16 août 1811.

Dans l'espèce de cet arrêt, la prévention portait sur un fait d'injures *sans provocation*, qui n'est punissable que d'une simple amende, et, cependant, la peine de l'emprisonnement avait été prononcée contre le prévenu, sans qu'il fût intervenu un *premier* jugement de condamnation, par le Tribunal de police du ressort, dans les douze mois précédents.

Le jugement fut annulé, attendu qu'aux termes des art. 471, 474 et 483, la peine de l'emprisonnement ne peut être prononcée pour injures verbales *sans provocation*, que dans le cas de *récidive*, et que le prévenu avait été condamné à deux jours d'emprisonnement, sans qu'il fût établi qu'il fût dans le cas de *récidive* déterminée par l'art. 483.

XV. Le Code pénal s'est occupé de la *récidive* en matière correctionnelle, dans trois de ses articles ainsi conçus :

« Art. 57 : Quiconque ayant été condamné pour un *crime*, aura commis un délit » de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au *maximum* de la » peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

« Art. 58 : Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement » de plus d'une année, seront aussi, en cas de nouveau délit, condamnés au » *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au » double; ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement, » pendant au moins cinq années et dix ans au plus. »

« Art. 200 : En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article » *précédent*, le Ministre des Cultes qui les aura commises sera puni, savoir :

» Pour la première récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans ;

» Et pour la seconde, de la déportation. »

L'article *précédent*, dont il est parlé dans l'art. 200, a prononcé l'amende de 16 à 100 fr., contre tout Ministre du culte qui a procédé aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les Officiers de l'état civil.

Dans tous ces cas, le Tribunal de première instance, comme Tribunal correctionnel, est seul compétent pour connaître du fait imputé au prévenu, malgré la *récidive*, à la réserve cependant de celui où la *déportation* doit être prononcée, par application des dispositions de l'art. 200, la déportation étant une peine afflictive et infamante.

XVI. L'art. 192 du Code d'instruction criminelle donne également le droit aux Tribunaux correctionnels, de prononcer des peines de simple police, lorsqu'ils reconnaissent que le fait imputé au prévenu ne caractérise qu'une contravention, et que l'Officier du Ministère public, ni la partie civile, n'ont point requis le renvoi de l'affaire à un Tribunal de police.

Le Tribunal correctionnel saisi est même autorisé, en pareil cas, à statuer sur les dommages-intérêts.

Le Tribunal correctionnel qui se bornerait à un simple renvoi au lieu de statuer définitivement, commettrait un déni de justice qui emporterait la nullité de son jugement : la Cour de cassation l'a ainsi jugé le 16 août 1811, au rapport de M. Basire.

L'art. 212 donne la même attribution aux Tribunaux correctionnels saisis par la voie de l'appel.

XVII. Les Tribunaux correctionnels peuvent encore prononcer des peines de simple police, dans les cas de l'art. 505 du Code d'instruction criminelle, et les prononcer en dernier ressort, quoiqu'ils se trouvent saisis au premier degré.

L'article cité a pour objet la répression d'injures commises pendant la tenue de l'audience de ces Tribunaux. Il est déclaré commun à tous les Tribunaux et à tous les Juges tenant l'audience, ou occupés à faire, en tout autre lieu, une instruction judiciaire.

ARTICLE CLXXX.

Ces Tribunaux pourront, en matière criminelle, prononcer au nombre de trois Juges.

OBSERVATIONS.

I. Le Code d'instruction criminelle n'avait rien dit de plus.

Il n'avait établi aucune distinction entre les matières correctionnelles qui se jugent en première instance, et celles qui se jugent sur l'appel; d'où il serait résulté que les affaires correctionnelles, sur l'appel, auraient pu être jugées au nombre de trois Juges, lors même qu'elles l'auraient été par quatre au Tribunal du premier degré, si cette lacune dans le Code n'avait pas été réparée.

Mais elle a été remplie par l'art. 40 de la loi du 20 avril 1810, portant qu'il ne pourrait être statué sur les appels, en matière correctionnelle, qu'au nombre au moins de cinq Juges.

Il était naturel, en effet, que le Tribunal chargé de prononcer sur l'appel, fût composé d'un plus grand nombre de Juges que le Tribunal qui aurait rendu le jugement attaqué; et que conséquemment un jugement rendu par trois Juges ne pût être réformé par des Juges en même nombre, comme cela se pratiquait sous l'empire

pire de la loi du 27 ventôse an VIII, où les Cours de Justice criminelle qui connaissaient des appels en matière correctionnelle, n'étaient composées que de trois Juges. Il arrivait souvent, sous l'empire de cette loi, qu'un jugement rendu par quatre Juges était réformé par trois; car il y avait des Tribunaux de première instance composés de quatre Juges.

II. Lorsque les Tribunaux de première instance, jugeant correctionnellement, et la Chambre criminelle de la Cour Impériale, statuant sur appel en matière correctionnelle, se trouvent composés de Juges en nombre pair, et qu'il y a partage d'opinions, faut-il que le partage soit levé dans la forme prescrite par les art. 118 et 463 du Code de procédure civile?

La question se présenta à l'audience de la Cour de cassation, le 27 juin 1811, et il fut jugé que l'opinion favorable au prévenu devait prévaloir. Nous avons rapporté cet arrêt sur l'art. 176.

III. L'art. 4 de la loi du 20 avril 1810 ne pouvait s'opposer à ce qu'il fût ainsi jugé : car, lors que cet article a voulu que le plus ancien des Suppléans, dans l'ordre de réception, fût appelé, il ne l'a prescrit que pour le cas où il y aurait lieu à lever un *partage*, et il ne peut jamais s'en établir en matière criminelle, correctionnelle et de police.

L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* n'est pas de cette opinion; il pense que si l'un des Suppléans avait assisté à l'audience, sa voix devrait être comptée; mais c'est une erreur, puisque les Suppléans ne peuvent être appelés que dans le cas de partage d'opinions, et qu'à égalité de voix il y a toujours jugement en faveur du prévenu.

L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* nous paraît être tombé dans une seconde erreur, lorsqu'il a posé en principe, sur l'art. 180, que le Juge d'instruction ne peut concourir au jugement des affaires correctionnelles qu'il a instruites, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, et que cela fut jugé par la Cour de cassation, le 17 août 1811, au rapport de M. Chasles.

IV. Les Suppléans, quoique présents, n'ont que voix *consultative*, lorsque leur présence n'est pas nécessaire, (*art. 41 de la loi du 20 avril 1810.*); de sorte qu'il y aurait nullité dans le jugement, si, *sans nécessité*, un Suppléant avait pris part au jugement : car alors il aurait été rendu par un individu sans caractère; mais, en quelque nombre que soient les Juges en titre, appartenant à la même Chambre, le jugement qu'ils rendent est régulier; l'art. 180 s'est borné à fixer le nombre des Juges dont la présence est nécessaire, sans ajouter que, dans aucun cas, ils ne pourraient se réunir en plus grand nombre.

V. Il y aurait nullité dans le jugement, si l'un des Juges s'était trouvé, dans l'instance où il y a coaccusé, sous le poids d'un mandat de dépôt ou d'arrêt, d'un

ordonnance de prise de corps, ou d'une condamnation correctionnelle, lors même qu'il se serait rendu appelant du jugement : l'art. 58 de la loi du 20 avril 1810, a déclaré le Juge, en pareil cas, suspendu provisoirement de ses fonctions.

Il serait resté un nombre suffisant de Juges, que le jugement n'en serait pas moins nul, attendu l'impossibilité où on se trouverait de savoir, d'une manière légale, si la majorité des voix aurait été en faveur du jugement, dans le cas où le Juge, suspendu de ses fonctions, se serait abstenu ; et que, d'ailleurs, l'opinion du Juge qui aurait dû s'abstenir, aurait pu déterminer celle de ses collègues.

VI. Le Code d'instruction criminelle, ni le Code pénal ne s'occupent pas de la récusation des Juges, en matière criminelle, correctionnelle et de police.

L'art. 542 du Code d'instruction criminelle prévoit seulement le cas de suspicion légitime du Tribunal saisi, et cet article ne peut recevoir d'application aux récusations *individuelles* ; mais on ne peut pas en conclure que les récusations individuelles ne soient pas recevables en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Il ne peut venir en effet à l'esprit d'un homme raisonnable, qu'un Magistrat contre lequel il s'élève des motifs de suspicion légitime, puisse rester Juge de l'affaire dans laquelle l'honneur, la vie, la fortune du prévenu sont intéressés, lorsqu'il ne pourrait connaître de l'affaire, si elle ne présentait que des intérêts civils à régler.

VII. Les Juges en matière criminelle, correctionnelle et de police, peuvent donc être récusés comme en matière civile, dès qu'aucune loi spéciale n'a dérogé sur ce point à la règle générale ; et comme le Code d'instruction criminelle, ni le Code pénal, n'ont établi de causes particulières de récusation, en matière criminelle, correctionnelle et de police, il faut en conclure qu'elles sont les mêmes en ces matières qu'en civil ; que, dès-lors, c'est le titre des récusations du Code de procédure civile qu'il faut consulter dans l'occasion.

VIII. C'est au Tribunal dont est membre le Juge récusé, à prononcer sur la récusation.

L'appel du jugement qui intervient sur la récusation, est recevable lorsqu'il est interjeté dans les *cinq* jours : c'est la disposition de l'art. 390 du Code de procédure civile.

L'art. 396, *ibid.*, porte que « l'appelant sera tenu, dans le mois du jour du jugement de première instance qui aura rejeté sa récusation, de signifier aux parties » le jugement sur l'appel, ou certificat du Greffier du Tribunal d'appel, contenant » que l'appel n'est pas jugé, et indication du jour déterminé par le Tribunal ; sinon, » le jugement qui aura rejeté la récusation, sera exécuté par provision, et, ce qui » sera fait en conséquence, sera valable, encore que la récusation fût admise sur » l'appel. »

IX. Si c'était une Cour dont les arrêts ne sont pas susceptibles d'appel, qui eût

prononcé sur la récusation, il n'y aurait que la voie du recours en cassation; ce qui n'empêcherait pas l'exécution provisoire de l'arrêt; de sorte que l'instruction de la procédure ne pourrait en être arrêtée; mais s'il y avait eu recours contre l'arrêt, nous ne pensons pas que l'accusé pût être mis en jugement.

X. Si la récusation était faite contre un Juge-de-paix ou contre un Maire tenant le Tribunal de police, ce serait au Tribunal de première instance du ressort à la juger d'après les formes déterminées par l'article 44 et les suivans du Code de procédure civile.

XI. Les Officiers du Ministère public peuvent aussi être récusés pour les mêmes causes que les Juges, mais seulement lorsqu'ils sont parties jointes : c'est la disposition de l'art. 381, *ibid.*

ARTICLE CLXXXI.

S'il se commet un délit correctionnel dans l'enceinte et pendant la durée de l'audience, le Président dressera procès-verbal du fait, entendra le prévenu et les témoins, et le Tribunal appliquera, sans déséparer, les peines prononcées par la loi.

Cette disposition aura son exécution pour les délits correctionnels commis dans l'enceinte et pendant la durée des audiences de nos Cours, et même des audiences du Tribunal civil, sans préjudice de l'appel de droit des jugemens rendus dans ces cas par les Tribunaux civils ou correctionnels.

OBSERVATIONS.

I. L'ART 181 ne s'occupe que des délits correctionnels qui peuvent se commettre dans l'enceinte et pendant la durée de l'audience; de sorte qu'il fait le concours de trois circonstances, pour rentrer dans l'application de cet article : 1.^o que le délit soit correctionnel; 2.^o qu'il soit commis dans le lieu où le Tribunal tient ses séances; 3.^o qu'il le soit pendant la durée de l'audience.

Lorsque ces trois circonstances se réunissent, le Magistrat qui préside doit dresser procès-verbal du fait, entendre le prévenu et les témoins, et prononcer le jugement sans déséparer.

II. Ce n'est pas seulement le Tribunal correctionnel que l'art. 181 investit de ce pouvoir; il le donne également au Tribunal de première instance tenant l'audience civile, et aux Cours souveraines, quelle que soit la nature des affaires portées devant elles.

III. La seule différence que le Législateur ait mise entre les Cours et les Tribunaux, c'est que les Cours prononcent *en dernier ressort*, quoiqu'elles n'aient pas été

saisies par la voie de *l'appel*, tandis que les Tribunaux ne peuvent juger qu'à la charge de *l'appel*.

IV. L'art. 181 ne s'est pas occupé des Tribunaux de commerce, des Justices de paix, ni des Tribunaux de police, parce que, dans aucun cas, les uns ni les autres ne sont compétens pour connaître des matières correctionnelles.

Ainsi, lorsqu'il se commet un délit à leur audience, ils doivent se borner à en dresser procès-verbal, et à faire traduire le prévenu devant le Procureur-Impérial.

V. Mais si le fait reproché au prévenu n'est qu'une contravention de police, les Cours, les Tribunaux de première instance, les Tribunaux de commerce, les Juges-de-paix et de police, seraient-ils compétens pour y prononcer dans la forme indiquée par l'art. 181 ?

Cela ne nous semble douteux qu'à l'égard des Tribunaux de commerce et des Justices de paix : car, si les Cours, les Tribunaux de première instance et de police n'étaient pas compétens, par suite des dispositions de cet article, ils le seraient par la nature de leurs attributions.

Les Tribunaux de police y seraient autorisés, parce que l'affaire rentrerait dans leur compétence, et qu'ils peuvent statuer en matière de simple police, sans citation préalable, et sans qu'aucun délai soit de rigueur.

Quant aux Tribunaux de première instance, ils le seraient, parce qu'ils réunissent le double caractère de Juges civils et de Juges correctionnels, et que, comme Juges correctionnels, ils sont autorisés, par l'art. 192, à appliquer les peines de simple police, lorsqu'ils se trouvent saisis.

Les Cours souveraines le sont, à plus forte raison, parce qu'elles ont la plénitude de juridiction, et qu'il serait inconséquent de dire qu'elles peuvent prononcer des peines correctionnelles à raison de délits commis à leurs audiences, et qu'elles ne peuvent, dans le même cas, prononcer des peines de police.

VI. Les Juges-de-paix réunissent, comme les Tribunaux de première instance, le double caractère de Juges civils et de Juges de police, et l'art. xi du Code de procédure civile les autorise à prononcer dans le cas qu'il prévoit, la peine de trois jours d'emprisonnement contre le prévenu.

A quoi tendrait, en effet, le renvoi qui serait fait, en pareil cas, au Tribunal de police ? A faire juger le procès, par le même Juge qui se trouverait déjà saisi ; ce qui serait une involution de procédure inutile, et contraire au vœu de la loi dont l'objet est que la punition soit aussi prompte que l'offense.

VII. Il y a plus de difficulté relativement aux Tribunaux de commerce, qui sont des justices purement anomales, que la loi n'a pas investies du pouvoir de prononcer en matière correctionnelle et de police.

Cependant, dans le cas prévu par l'art. 505 qui parle de tous les Juges sans distinction, nous pensons que les Tribunaux de commerce seraient autorisés à prononcer, sans appel, des peines de police, et même des peines correctionnelles; mais nous ne sommes pas du même avis dans le cas de l'art. 181.

VIII. L'art. 181 et l'art. 505 renferment des dispositions particulières qu'il ne faut pas confondre, si l'on veut en faire une juste application.

L'art. 505 a pour objet la répression des injures ou voies de fait qui se commettent aux audiences, par suite du tumulte que le Président n'a pu arrêter en vertu du pouvoir discrétionnaire qu'il lui confie l'art. 504.

L'article 181, au contraire, ne s'occupe que des délits et des contraventions qui peuvent se commettre à l'audience des Cours et Tribunaux, comme ils pourraient se commettre en tous autres lieux, sans être la suite d'aucun tumulte, c'est-à-dire, de délits ordinaires qui, n'ayant troublé la majesté de l'audience que par voie indirecte, rentrent de droit dans la compétence des Tribunaux chargés de les punir, lorsque ce ne sont pas les Tribunaux de cette qualité qui se trouvent en fonctions, au moment où le délit ou la contravention a été commise.

IX. Si le prévenu qui se serait rendu coupable du délit ou de la contravention, n'était pas justiciable des *Tribunaux militaires*, nous ne pensons pas que, dans le cas de l'art. 181, ces Tribunaux fussent compétens pour prononcer contre lui aucune peine; mais nous ne doutons pas qu'ils fussent compétens pour en prononcer même de correctionnelles, dans l'espèce de l'art. 505.

X. Les Préfets, les Sous-Préfets, les Maires et les Adjointes de Maires, les Officiers de police judiciaire et administrative, sont incompétens, dans tous les cas, pour prononcer des peines contre les délinquans : la conduite qu'ils doivent tenir leur est tracée par l'art. 509.

XI. Les *Cours prévôtales*, quoiqu'établies seulement par le décret impérial du 18 novembre 1810, n'en rentrent pas moins dans les dispositions des articles 181 et 505.

Mais la chose n'est pas aussi claire relativement aux *Tribunaux des Douanes* établis par le même décret, quant aux dispositions de l'art. 181; car l'art. 505 leur est évidemment applicable.

Ce ne sont pas, en effet, des Tribunaux civils dans le sens attaché à ce mot; et ce n'est que des *Tribunaux civils* dont parle l'art. 181.

Mais, comme les Tribunaux civils, ils sont compétens pour prononcer des peines correctionnelles, sauf l'appel aux Cours prévôtales; de sorte qu'il semblerait que ce serait rentrer dans l'esprit du Code d'instruction criminelle, que de leur accorder la même compétence qu'aux Tribunaux civils, pour prononcer des peines correctionnelles et de police, dans le cas de l'art. 181.

Cependant, les Tribunaux des Douanes n'étant que des Tribunaux d'exception, et n'étant autorisés à prononcer des peines que pour la répression de certains genres de délits, notre opinion n'est pas qu'ils soient compétens, dans le cas prévu par l'art. 181, qui contient une disposition restreinte aux Cours et aux Tribunaux civils. En effet, l'art. 9 du décret de leur institution qui fixe leur compétence, ne leur attribue que le droit d'*instruire et juger les affaires des Douanes*.

Si cet article ajoute que les Tribunaux des Douanes instruiront et jugeront selon les formes prescrites pour les affaires de police correctionnelle, ce n'est que sous le rapport de la forme de procéder; et non sous celui de la compétence.

XII. Dans l'application de l'art. 181, y a-t-il nécessité que le délit soit constaté par un procès-verbal?

Il y a toujours nécessité de faire ce que la loi commande.

Nous ne pensons cependant pas que le défaut de procès-verbal suffise pour faire annuler le jugement ou l'arrêt, soit sur l'appel, soit sur le recours en cassation, dans le cas, où le jugement ou l'arrêt aurait été suffisamment motivé.

Il pourrait néanmoins résulter de graves inconvéniens du défaut du procès-verbal : car si le jugement ou l'arrêt était annulé, le nouveau Tribunal ou la nouvelle Cour à laquelle serait fait le renvoi, n'aurait aucun guide pour établir les débats.

XIII. Par la même raison, les dépositions des témoins et les interrogatoires du prévenu, doivent être retenus par écrit dans le procès-verbal de la séance.

La nécessité s'en fait aisément sentir pour le cas des jugemens rendus à la charge de l'appel, et il en est de même lorsque la condamnation est prononcée en dernier ressort, puisque l'arrêt peut être annulé.

XIV. Dans le cas de l'annulation de l'arrêt, le renvoi de l'affaire doit-il être fait à une autre Cour, ou doit-il l'être à un Tribunal correctionnel, juge naturel dans cette matière?

Le Code ne dit rien à cet égard; mais les convenances exigent que le renvoi soit fait à une autre Cour : car il pourrait arriver que le Tribunal auquel serait fait le renvoi, jugât dans un autre sens que la Cour dont l'arrêt aurait été annulé, et il y aurait inconvenance qu'un Tribunal de première instance pût ainsi, indirectement, infirmer un arrêt de la Cour Impériale, sa supérieure immédiate.

Dans le cas d'annulation sur le recours en cassation, notre avis est que le renvoi doit être fait à un Tribunal de même qualité que celui qui a rendu l'arrêt ou le jugement attaqué.

XV. L'art. 181 ni l'art. 505 ne portent point que l'Officier du Ministère public fera des réquisitions, ni même qu'il assistera à l'instruction.

Peut-on en conclure que sa présence n'est pas nécessaire?

Le délit peut avoir été commis à une audience civile, et l'Officier du Ministère public n'être pas présent.

Il y a même des Tribunaux auxquels il n'est pas attaché d'Officier du Ministère public, tels que ceux de commerce et les justices de paix.

En autorisant ces Tribunaux à prononcer des peines, dans le cas de l'art. 505, le Législateur a donc évidemment sous-entendu qu'ils pourraient le faire sans réquisition préalable, et hors la présence de l'Officier du Ministère public.

Or, s'il en est ainsi dans l'application de l'art. 505, pourquoi n'en serait-il pas de même dans celle de l'art. 181 ?

C'est une dérogation aux lois générales, mais une dérogation devenue nécessaire dès que le Législateur voulait que le délinquant fût jugé *de suite et sans désenparer*.

Si le Ministère public était présent, et si l'on avait refusé de l'entendre, nous pensons néanmoins que le jugement de condamnation pourrait être annulé par ce motif; mais ce serait pour violation de l'art. 408, et non pour celle des art. 181 et 505.

XVI. Ces articles ne s'occupent pas des droits de la partie offensée, ce qui donne lieu à l'examen de deux questions : 1.^o de savoir, si son intervention est recevable ; 2.^o si dans le cas où elle ne serait pas intervenue, elle serait recevable à traduire le prévenu devant les Tribunaux civils, pour faire prononcer sur ses dommages-intérêts.

XVII. La solution de la première de ces questions nous paraît facile : car, les articles cités ne renferment aucune dérogation à l'art. 67 qui autorise la partie lésée à se rendre partie civile en tout état de cause.

XVIII. Nous ne voyons pas non plus que la seconde puisse donner lieu à une difficulté sérieuse, lorsque l'injure a été faite hors de la présence de la personne offensée, puisque, n'ayant pu la prévoir, il ne lui a pas été possible de se mettre en mesure de la faire réprimer dans son intérêt.

Mais la personne offensée aurait été présente, qu'il n'y aurait encore, à ce qu'il nous semble, aucune fin de non-recevoir à lui opposer : car si l'art. 3 porte que l'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes Juges que l'action publique, il ajoute qu'elle peut l'être séparément.

XIX. Il suffit d'une simple majorité de voix pour condamner le prévenu, dans le cas de l'art. 181; ce n'est que dans celui de l'art. 507, lorsque les voies de fait commises à l'audience ont dégénéré en *crime*, que l'article 508 exige la réunion des *deux tiers des voix*.

Dans le cas de partage d'opinion, le prévenu doit être acquitté.

ARTICLE CLXXXII.

Le Tribunal sera saisi, en matière correctionnelle, de la connaissance des délits de sa compétence, soit par le renvoi qui lui en sera fait, d'après les art. 130 et 160 ci-dessus, soit par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables du délit par la partie civile; et, à l'égard des délits forestiers, par le Conservateur, Inspecteur ou Sous-Inspecteur forestier, ou par les Gardes généraux, et, dans tous les cas, par le Procureur-Impérial.

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv exigeait que la citation fût précédée du *visa* du Directeur du Jury, qui ne devait le donner qu'après s'être assuré de la compétence du Tribunal correctionnel.

Cette formalité inutile avait déjà été singulièrement restreinte dans l'usage; elle n'était plus exigée dans les affaires qui entraient, par leur nature, dans la compétence des Tribunaux correctionnels.

Elle ne l'est plus aujourd'hui dans aucun cas.

II. Il y a, d'après le Code d'instruction criminelle, deux manières de saisir les Tribunaux correctionnels.

Ils peuvent l'être par renvoi ou par citation directe.

III. Les Chambres du Conseil et les Chambres d'accusation sont seules autorisées à prononcer ce renvoi.

Leurs pouvoirs se trouvent consignés dans les articles 130 et 230.

Les Tribunaux peuvent bien aussi, lorsqu'ils se trouvent saisis d'un fait qui rentre dans la compétence des Tribunaux correctionnels, se déclarer incompétents; mais ils ne peuvent en investir le Tribunal de police correctionnelle; ils doivent se borner à transmettre les pièces au Procureur-Impérial qui fait citer le prévenu, ou qui requiert le Juge d'instruction d'en informer. (*Art. 160.*)

IV. Sans passer par l'intermédiaire du Procureur-Impérial, la partie lésée peut porter *directement* sa plainte au Tribunal correctionnel, l'art. 182 l'y autorise de la manière la plus formelle.

Le Conservateur, l'Inspecteur, le Sous-Inspecteur et les Gardes-Généraux y sont également autorisés en matière forestière.

Le Procureur-Impérial lui-même l'est *dans tous les cas*: car, aucun article du Code ne l'oblige à faire au Juge d'instruction des réquisitions préalables pour informer, lors même que son ministère se trouve provoqué par une plainte, par une dénon-

ciation, ou par l'avis qui lui est donné lors même qu'il le recevrait de la part d'une autorité constituée.

V. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* ne partage pas cette opinion ; il pense que le Procureur-Impérial ne peut faire citer directement le prévenu devant le Tribunal correctionnel, lorsqu'il y a plainte ou dénonciation, et il se fonde sur les dispositions des articles 45, 54, 64, 70, 91, 127 et 130 du Code d'instruction criminelle.

Mais d'abord, l'art. 45 demeure sans application, en ce qu'il n'a rapport qu'aux véritables crimes et non aux simples délits.

Les autres articles se rapprochent davantage de la question : il paraîtrait en résulter, si l'on s'attachait rigoureusement à leurs expressions, que lorsqu'il y a plainte ou dénonciation, la transmission doit en être faite au Procureur-Impérial, chargé de requérir le Juge d'instruction d'en informer.

Mais ces articles ne disent pas que le Procureur-Impérial, dans le cas de plainte ou de dénonciation, ne pourra saisir directement le Tribunal correctionnel, et l'article 182 décide au contraire, en termes exprès, qu'il pourra le saisir *dans tous les cas*.

VI. Cet article placé dans le Code d'instruction criminelle, après les articles cités, en modifie nécessairement la généralité, et il y fait nécessairement exception. Il sert à en déterminer le véritable sens.

Il resterait cependant sans exécution, si l'on donnait aux articles cités toute l'extension qu'on prétend qu'ils doivent avoir ; il suit de là que la seule manière d'entendre sainement ces articles, c'est de dire que le Procureur-Impérial peut bien requérir le Juge d'instruction d'informer du fait dénoncé, mais qu'il ne lui est pas interdit de saisir directement le Tribunal correctionnel.

VII. Lorsque le Procureur-Impérial pense que l'affaire est assez importante pour s'assurer de la personne du prévenu, il est de son devoir de requérir qu'il soit informé ; mais ce serait multiplier les actes sans nécessité, ce serait faire des frais inutiles, ce serait entraver la marche des affaires, que d'exiger du Procureur-Impérial qu'il fit de pareilles réquisitions, lorsque le fait ne pourrait emporter que la peine d'amende, ou s'il n'était pas assez grave pour faire prononcer l'arrestation provisoire d'une personne domiciliée.

Le fait dénoncé n'acquiert pas plus de gravité parce qu'il est dénoncé, que lorsqu'il ne l'a pas été.

Pourquoi donc exigerait-on, dans un cas, plus de formalités que dans l'autre ?

Pourquoi en exigerait-on davantage du Procureur-Impérial que du plaignant qui peut saisir directement le Tribunal correctionnel, lors même que le délit est d'une nature à emporter la peine de l'emprisonnement ?

En deux mots, l'art. 182 est corré dans des termes qui n'admettent aucune restric-

tion, et dès-lors, il ne peut en être admise aucune; nous ne devons pas nous croire plus sages que le Législateur.

VIII. Ce que l'on doit seulement inférer de la combinaison des articles cités, c'est que lorsqu'il y a plainte ou dénonciation, il n'est pas au pouvoir du Procureur-Impérial de garder le silence; qu'il doit nécessairement requérir le Juge d'instruction d'informer du fait dénoncé, ou bien citer directement le prévenu à sa requête; tandis que lorsqu'il n'y a ni plainte ni dénonciation, le Procureur-Impérial n'est tenu ni de requérir ni de citer, si le fait dont la connaissance lui est parvenue, ne lui semble mériter aucune poursuite.

IX. Le simple renvoi fait en exécution des articles 130, 160 et 230, saisit le Tribunal Correctionnel, mais en ce sens seulement que l'affaire doit être portée devant lui; il faut toujours une citation préalable, si l'indication du jour auquel le prévenu doit comparaître n'est pas consignée dans l'ordonnance de renvoi fait par la Chambre du Conseil, aux termes de l'art. 131.

Dans ce cas particulier, l'indication du jour pour comparaître tient lieu de citation.

X. Le Tribunal correctionnel qui se trouve légalement saisi, soit par le renvoi de la Chambre du Conseil, ou de la Chambre d'accusation, soit directement par citation donnée à la requête des parties intéressées ou du Procureur-Impérial, peut-il se déclarer incompétent?

Lorsqu'il y a en citation directe, cela est indubitable : une simple citation n'est pas attributive de juridiction.

La difficulté est plus sérieuse lorsque le Tribunal correctionnel se trouve saisi par renvoi; mais elle doit également se résoudre pour l'affirmative.

C'est ce qui fut jugé le 27 juin 1811, au rapport de M. Busschop, dans l'espèce d'un renvoi fait par la Chambre du Conseil.

« Attendu que le renvoi fait au Tribunal correctionnel, en exécution de l'art. 130, n'est définitif qu'en ce qu'il saisit le Tribunal pour statuer sur le fait imputé au prévenu; mais que, sous tous autres rapports, il est purement provisoire, et ne peut, en aucune manière, lier le Tribunal auquel est fait le renvoi, ainsi que cela résulte évidemment de la combinaison des articles 191, 192 et 193 du Code d'instruction criminelle. »

XI. Mais si le renvoi avait été fait par la *Chambre d'accusation*, en vertu de l'art. 230, ne pourrait-on pas dire qu'il a été prononcé, en dernier ressort, sur la compétence?

Il faut toujours en revenir à ce principe posé dans l'arrêt du 27 juin 1811, que, sous tous autres rapports que celui de saisir le Tribunal, le jugement de renvoi est purement provisoire.

L'instruction et les débats peuvent, en effet, changer le caractère du délit, et de simple qu'il paraissait d'abord, le présenter sous le point de vue d'un véritable crime; et l'art. 193 veut que, si le Tribunal correctionnel se trouve saisi d'un fait qui peut emporter peine afflictive ou infamante, il soit tenu de décerner mandat de dépôt ou d'arrêt contre le prévenu, et de renvoyer l'affaire au Juge d'instruction, pour en faire un nouveau rapport à la Chambre du Conseil.

XII. Si le Tribunal correctionnel saisi, soit par renvoi de la Chambre du Conseil, soit par renvoi de la Chambre d'accusation, pense que le fait qui lui est dénoncé, ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, il doit se borner à prononcer son *incompétence*, sauf l'appel de son jugement.

XIII. Si le Tribunal correctionnel, saisi par action *directe* ou par *renvoi*, ne voit dans le fait dénoncé qu'une simple *contravention*, et si le Procureur-Impérial, ni la partie civile n'en requièrent pas le renvoi au Tribunal de police, le Tribunal correctionnel doit appliquer les peines de police, et prononcer sur les dommages-intérêts des parties. (Art. 192.)

Son jugement alors sera en dernier ressort, et l'appel n'en sera pas même recevable, lorsque l'appelant prétendrait que le fait imputé au prévenu constitue un véritable *délit*, et lorsqu'il en constituerait réellement un.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé le 16 août 1811, au rapport de M. Basire, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général, dans l'affaire de M. de Montmorency-Robecq, contre Pierre et Charles Colas.

Dans l'espèce, M. de Montmorency avait saisi directement le Tribunal correctionnel d'Avalon, par la citation qu'il avait fait donner aux frères Colas, prévenus d'avoir coupé et enlevé deux pieds d'arbres dans ses bois.

Ce délit rentrait dans les dispositions de l'article 445 du Code pénal, il était punissable d'une peine correctionnelle; cependant, le Tribunal d'Avalon avait pensé que le fait dénoncé ne constituait qu'une simple contravention; et comme ni le Procureur-Impérial, ni le demandeur n'avaient requis le renvoi au Tribunal de police, il s'était borné à prononcer contre le prévenu des peines de simple police.

Le Procureur-Impérial criminel du département de l'Yonne avait appelé du jugement, et le Tribunal d'Auxerre avait fait droit à son appel.

Aucune des parties intéressées ne s'était pourvue en cassation contre le jugement; mais M. le Procureur-Général en requit l'annulation dans l'intérêt de la loi, et la Cour de cassation la prononça sur le motif que le jugement était en *dernier ressort*, et que, dès-lors, l'appel n'en était pas recevable.

XIV. L'application de l'art. 182 donne lieu à l'examen d'une autre question qui consiste à savoir si, lorsque le Tribunal correctionnel a été saisi par la partie civile, et que le Procureur-Impérial déclare ne vouloir suivre dans l'intérêt

de la vindicte publique, le Tribunal peut retenir la connaissance de la plainte, ou s'il doit renvoyer le plaignant à se pourvoir devant les Tribunaux civils.

Dès que l'art. 182 autorise la partie civile à saisir directement le Tribunal correctionnel, il ne peut être au pouvoir du Procureur-Impérial, de la priver de l'effet de cette faculté, en déclarant qu'il ne veut pas poursuivre pour la vindicte publique.

La déclaration du Procureur-Impérial sur ce point, ne peut empêcher le Tribunal saisi de retenir la connaissance de l'affaire, lorsqu'elle est réellement de sa compétence, et, quoique le Procureur-Impérial refuse de conclure à l'application des peines, le Tribunal ne doit pas moins les appliquer.

Si le Tribunal se bornait à prononcer sur les dommages-intérêts de la partie civile, son jugement devrait être réformé sur l'appel; et s'il avait été confirmé, la Cour d'appel s'étant rendu propre le vice du jugement, son arrêt devrait être annulé.

C'est ce qui fut jugé au rapport de M. Busschop, le 27 juin 1811, dans l'espèce suivante.

Une citation avait été donnée en police correctionnelle, à la requête du sieur Rolland, contre le sieur Brissac père, comme civilement responsable des faits de son fils, auquel il était imputé d'avoir péché dans un ruisseau qui traversait les propriétés du demandeur.

Celui-ci avait demandé 50 francs de dommages-intérêts.

Le Procureur-Impérial n'apercevant pas de délit dans le fait imputé au prévenu, s'était borné à requérir sa condamnation aux dommages-intérêts.

Mais le Tribunal, jugeant qu'il y avait délit, avait condamné le prévenu à l'amende, aux dommages-intérêts et aux frais.

Sur l'appel, la Cour Impériale de Metz avait réformé le jugement, attendu que le Procureur Impérial n'ayant pas requis l'application de l'amende, et ayant au contraire déclaré ne vouloir suivre dans l'intérêt de la vindicte publique, le Tribunal correctionnel aurait dû ne statuer que sur les réparations civiles.

Sur le recours du Procureur-Général contre cet arrêt, la Cour de cassation en prononça l'annulation;

« Attendu qu'il résulte des dispositions des art. 1, 2 et 3 du Code d'instruction » criminelle, que les Tribunaux de police correctionnelle ne sont autorisés à » connaître de l'action civile, pour la réparation du dommage causé par un délit, » que lorsqu'ils sont en même-temps saisis de l'action publique pour l'application » de la peine; d'où suit que, toutes les fois que ces Tribunaux sont légalement et » directement saisis de l'action civile, ils le sont aussi, et en même temps, de l'action » publique; que, conséquemment, ils doivent, au cas de conviction, et aux » termes des articles 161 et 189 du même Code, prononcer la peine applicable aux » délits, quelles que soient d'ailleurs les conclusions du Ministère public.

» Que, suivant l'art. 182 dudit Code, les Tribunaux de police correctionnelle sont

» légalement saisis de la connaissance des délits de leur compétence, par la citation directement donnée par la partie civile, au prévenu ou à celui qui en est civillement responsable; qu'ainsi, lesdits Tribunaux doivent, dans ce cas, statuer à la-fois sur l'action publique et sur l'action civile.

» Que, dans l'espèce, le Tribunal de police correctionnelle de Metz a été légalement saisi de la connaissance du délit de pêche, dont était prévenu Brissac fils, par la citation directement donnée par le sieur Rolland, partie civile, à Brissac père, civillement responsable.

» Que, dans cet état, ledit Tribunal ayant reconnu la culpabilité du prévenu, a dû, comme il l'a fait, prononcer, et les condamnations civiles, et les condamnations pénales; d'où il suit qu'en reformant ce jugement sous le seul rapport des condamnations pénales, et en reconnaissant néanmoins la même culpabilité du prévenu, la Cour Impériale de Metz est expressément contrevenue aux articles ci-dessus cités du Code d'instruction criminelle. »

Si le fait dénoncé n'avait pas constitué un véritable délit, le Tribunal correctionnel n'aurait pas plus été compétent pour adjuger des dommages-intérêts à la partie civile, que pour condamner le prévenu à l'amende.

L'action aurait été purement civile.

XV. Nous nous sommes déjà occupés, sur l'art. 145, des notifications à faire aux personnes civillement responsables; mais une remarque essentielle, c'est que si cet art. 145 semble annoncer que les citations à donner pour comparaître au Tribunal de police, peuvent être indifféremment notifiées au prévenu *ou* à la personne civillement responsable, l'art. 182 exige, d'une manière très-positive, que celles en police correctionnelle soient données à l'un et à l'autre; ce qui nous confirme dans l'opinion que la conjonction *ou* qui se lit dans l'art. 145, n'est pas alternative dans le sens de cet article.

On pourrait peut-être distinguer la responsabilité *absolue*, de celle qui n'est que *relative*, et dire que, dans le premier cas, il suffit de citer soit l'un, soit l'autre, pour que l'action soit régulièrement exercée contre l'un et contre l'autre; tandis que, dans le second, la personne qui peut être déclarée civillement responsable, mais dont la responsabilité n'est pas de droit, doit être personnellement citée.

Sans attacher à cette distinction plus de prix qu'elle ne mérite, notre opinion est que, soit devant le Tribunal de police, soit devant le Tribunal correctionnel, la personne civillement responsable doit être citée: car si la responsabilité était prononcée, sans que la personne contre laquelle elle l'aurait été fût en cause, bien assurément on ne pourrait refuser de recevoir son opposition contre le jugement qui l'aurait condamnée; ce qui constituerait un nouveau procès; ce qui doublerait les frais, et ce qui entraînerait des longueurs inutiles.

XVI. On ne trouve, dans le Code d'instruction criminelle, aucuns renseignements sur la qualité des personnes civillement responsables.

Mais cette lacune du Code d'instruction criminelle se trouve réparée par les art. 73 et 74 du Code pénal, dont le dernier renvoie aux dispositions du Code Napoléon, liv. III, titre IV, chap. II.

Ce sera donc à ce Code qu'il faudra recourir, lorsqu'il s'agira de savoir si la personne citée, comme civilement responsable, peut être réputée telle, et si elle doit être condamnée en cette qualité.

XVII. La responsabilité civile n'est relative qu'aux dommages-intérêts, aux restitutions et aux frais.

C'est ce qu'indique suffisamment ces mots de l'art. 182, *aux personnes civilement responsables*.

Cependant, il fut jugé le 6 juin 1811, au rapport de M. Rataat, que le père d'un enfant *mineur* qui avait commis une contravention en matière de Douanes, était civilement responsable de la condamnation d'*amende* prononcée contre son fils, dès-lors qu'il ne pouvait justifier qu'il n'avait pu l'empêcher de la commettre.

Le motif de l'arrêt fut que l'amende, *en cette manière*, n'était qu'une simple *indemnité*, et non une véritable *peine*.

XVIII. Le 14 frimaire an XIV, il avait été jugé que le propriétaire du bétail confid au Pâtre de la Commune, n'était pas civilement responsable du délit que son bétail avait causé, attendu qu'il avait fait une chose commandée par la loi, en mettant son bétail sous la garde du Pâtre.

On ne peut être civilement responsable que des délits et des contraventions que l'on est présumé avoir autorisé, soit en ordonnant de le commettre, soit par défaut de surveillance.

XIX. La responsabilité civile n'est pas un simple cautionnement.

Celui qui a obtenu des adjudications contre la personne déclarée civilement responsable, n'est pas tenu de discuter le délinquant avant de s'adresser à elle.

La condamnation prononcée contre celle-ci, l'est d'une manière aussi directe que contre l'auteur du délit : l'un et l'autre sont *des co-obligés solidaires*.

ARTICLE CLXXXIII.

La partie civile fera, par l'acte de citation, élection de domicile dans la ville où siège le Tribunal : la citation énoncera les faits et tiendra lieu de plainte.

OBSERVATIONS.

I. La double formalité de l'élection de domicile dans la citation, et de l'énonciation des faits constitutifs de la plainte, sont d'institution nouvelle.

Elles sont l'une et l'autre très-importantes.

II. Comment la personne citée préparerait-elle sa défense, si elle n'était pas instruite de l'objet de la demande ?

Comment pourrait-elle notifier son opposition à la partie civile, dans les cinq jours, à compter de la signification qui lui aurait été faite du jugement, si cette partie n'avait pas fait élection de domicile dans la ville où siège le Tribunal ?

Ces formalités ne sont cependant pas prescrites sous peine de nullité : mais si la personne citée demandait la remise de la cause, sur le motif qu'il ne lui aurait pas été donné connaissance des faits qui lui seraient imputés, le Tribunal ne pourrait la lui refuser.

III. Si la partie civile avait négligé de faire élection de domicile dans le lieu où siège le Tribunal, et si la personne citée ne lui avait pas fait notifier son opposition, l'opposition serait-elle recevable ?

Oui, sans doute ; car la partie plaignante ne peut, par son fait, aggraver la condition du prévenu ; ce qui arriverait si, par défaut d'élection de domicile dans le lieu, elle le mettait dans la nécessité d'aller la chercher, à grands frais, à son véritable domicile. Nous reviendrons sur cette question sur l'art. 187, N.º 5.

IV. Quoique l'art. 183 n'impose l'obligation de consigner dans la citation, les faits constitutifs du délit, qu'à la seule partie civile, il s'applique naturellement aux Administrations, lorsqu'elles se chargent elles-mêmes de faire citer les délinquans ; si les Administrations stipulent les intérêts du Gouvernement, elles n'en sont pas moins les véritables parties du prévenu, le Procureur-Impérial est seul chargé de la vindicte publique.

V. Le Procureur-Impérial qui se charge lui-même de faire citer le prévenu, ne peut non plus se dispenser de lui donner connaissance du délit qu'il lui impute. Il ne peut le priver des moyens de préparer sa défense : et comment la préparerait-il, si la citation ne lui indiquait pas l'objet à raison duquel il se trouve traduit devant le Tribunal ?

Si le prévenu ne se plaint pas de ce que la citation n'a pas été motivée, le Tribunal peut passer au jugement : mais si le prévenu demandait la continuation de la cause sur ce motif, ce serait blesser les premières règles de la Justice, que de la lui refuser.

ARTICLE CLXXXIV.

Il y aura au moins un délai de trois jours, outre un jour par trois myriamètres, entre la citation et le jugement, à peine de nullité de la condamnation qui serait prononcée par défaut contre la personne citée.

Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, et avant toute exception ou défense.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 146 a autorisé l'abréviation des délais en matière de police, dans le cas d'urgence; mais en matière correctionnelle, il ne peut y avoir abréviation de délai, pour quelque cause que ce soit: l'article 189 veut d'une manière absolue, qu'il y ait *au moins un délai de trois jours* entre la citation et le jugement, outre un jour par trois myriamètres de distance, qui doit se calculer à partir du domicile de la personne citée, au lieu où siège le Tribunal saisi.

Ainsi, lors même que la personne citée demeurerait dans le lieu, il ne pourrait être régulièrement statué par défaut contre elle que le cinquième jour, y compris celui de la citation et celui du jugement, c'est-à-dire, qu'après la révolution de *trois jours francs*.

II. Si la personne citée à *trop bref délai* se présentait pour demander la remise de la cause, en s'appuyant de ce motif, il faudrait renvoyer, sous peine de nullité du jugement qui interviendrait par défaut contre elle.

Mais, dans ce cas, il faudrait prendre la voie de l'*appel* contre le jugement, et non celle de l'*opposition*: attendu que le jugement aurait été *contradictoire* au chef qui fonderait l'appel; et, d'ailleurs, il ne serait pas dans les convenances de retourner demander au Tribunal la nullité de son jugement, sur le même motif auquel il aurait déjà refusé de s'arrêter.

III. Nous pensons même qu'il serait dans l'intérêt de la personne citée de prendre la voie de l'appel, et non celle de l'opposition, lors même qu'elle n'aurait pas proposé la nullité: elle ne pourrait revenir par *opposition*, sans se soumettre implicitement à payer les frais du jugement par défaut, ainsi que ceux de la notification qui doivent rester en pure perte pour la partie civile.

IV. Cependant, la personne citée à *trop bref délai* et condamnée par *défaut*, peut avoir intérêt à conserver les deux degrés de juridiction qu'elle perdrait en prenant la voie de l'appel, puisque l'art. 215 veut que la Cour ou le Tribunal saisi par l'appel, prononce sur le fond, lors même qu'il annule le jugement pour violation, ou omission de formes prescrites, sous peine de nullité.

Si donc la partie condamnée veut se réserver les deux degrés de juridiction, elle doit revenir devant les mêmes Juges par simple opposition.

V. L'art. 184 ne prononce la nullité que des jugemens de *condamnation*. La personne citée n'aurait aucun intérêt à l'annulation d'un jugement qui

aurait prononcé son *renvoi*, et la partie civile ne pourrait se faire un moyen de l'inobservation d'une formalité qui aurait été de son fait.

Il en serait de même si le jugement intervenu n'était que de simple instruction.

Aucune des parties ne serait recevable à en appeler, ni à l'attaquer par opposition; car l'appel des jugemens ne devient nécessaire que lorsqu'il y a condamnation.

VI. Le moyen tiré de ce que la citation a été donnée à trop bref délai, peut-il être suppléé par le Tribunal?

Il faut répondre que *non*, lorsque la personne citée comparait et qu'elle ne se plaint pas.

Mais le Tribunal ne ferait que remplir un devoir de justice, s'il ordonnait un réassigné, dans le cas de non-comparution du prévenu cité à trop bref délai.

VII. Le Code veut que la nullité de la citation soit proposée à la première audience, c'est-à-dire, lors de la première comparution, et avant toute défense au fond.

Mais lorsqu'elle l'a proposée, peut-elle s'en faire un moyen en appel lorsqu'elle n'a pas été accueillie, si elle a plaidé au fond sur l'ordre qu'elle en a reçu du Tribunal?

Nous ne le pensons pas; la défense au fond de la personne citée a été *volontaire*, et l'on ne peut assimiler ce cas à celui où les parties se trouvant devant une Cour souveraine, peuvent défendre à toutes fins, sans compromettre leurs droits.

ARTICLE CLXXXV.

Dans les affaires relatives à des délits qui n'entraîneront pas la peine d'emprisonnement, le prévenu pourra se faire représenter par un Avoué; le Tribunal pourra néanmoins ordonner sa comparution en personne.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 185 distingue les délits qui emportent la peine de l'emprisonnement, de ceux qui n'emportent que celle de l'amende.

Dans le second cas, la personne citée peut se faire représenter par un Avoué; elle ne peut le faire dans le premier.

Mais, lorsqu'elle comparait en personne, rien ne l'empêche de se faire assister par un Défenseur, dès que le Code ne le lui interdit pas.

Elle doit même se faire assister d'un Avoué, lorsqu'elle conclut à des dommages-intérêts ou à d'autres réparations civiles.

Il est à remarquer qu'une condamnation à l'amende, que le Tribunal serait autorisé à ordonner au prévenu de comparaître en personne ; d'où naît la question de savoir si, lorsque le prévenu refuse de comparaître sur l'ordre qui lui en est donné, il peut continuer à se faire représenter par un Défenseur.

Pour la négative, on peut citer l'art. 186, portant que, lorsque le prévenu ne comparait pas, il est donné *défaut* contre lui.

Mais cet article ne dit pas qu'il sera donné défaut lorsqu'il se fera représenter ; et l'art. 185 ne lui interdit de se faire représenter que dans le cas où le délit qui lui est imputé peut emporter la peine de l'emprisonnement.

L'art. 185 ajoute, il est vrai, que le Tribunal peut ordonner la comparution *en personne* du prévenu ; mais il n'ordonne pas au prévenu de comparaître sur l'ordre qui lui est donné, sous peine d'être jugé *par défaut*.

Si le prévenu ne comparait pas, le Tribunal peut avoir tel égard que de raison à sa non-comparution, mais il ne peut rendre contre lui un jugement par défaut, lorsqu'un Défenseur se présente ; car l'audition du prévenu en matière correctionnelle n'est ordonnée qu'en sa faveur : ce fut l'un des considérans d'un arrêt rendu au rapport de M. Target, le 7 messidor an VIII, sur les conclusions de M. Merlin.

III. Le Code ne donne aucun moyen au Tribunal, pour contraindre le prévenu à comparaître *personnellement*, lors même que le délit qui lui est imputé peut emporter la peine de l'emprisonnement.

Le Tribunal saisi doit se borner à donner défaut et à juger, après l'instruction de l'affaire dans la forme prescrite ; c'est ce qui résulte de l'art. 186.

IV. Lorsque l'art. 185 parle de la représentation par *Avoué*, ce n'est ni pour imposer l'obligation au prévenu de s'en faire assister, ni pour dire que l'Avoué ne pourra se présenter *seul* pour défendre le prévenu, lorsque le délit n'emporte pas la peine de l'emprisonnement.

Le prévenu peut faire proposer sa défense par un de ses parens ou par un de ses amis, même par un simple fondé de pouvoir, quoique le Code d'instruction criminelle ne l'ait expressément autorisé que devant la Cour d'Assises, par son art. 295, et qu'il ne l'ait même autorisé qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Président ; aucun article du Code n'oblige, en effet, le prévenu à se faire assister d'un Avoué en matière correctionnelle.

V. Nous traiterons, dans nos observations sur l'art. 210, les questions de savoir :

1.° Si le Tribunal correctionnel peut donner l'ordre à la *partie civile* de comparaître en personne ;

2.° Si le Tribunal peut passer outre au jugement, lorsque le Procureur-Impérial ne se trouve pas présent à l'audience.

ARTICLE CLXXXVI.

Si le prévenu ne comparait pas, il sera jugé par défaut.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est commun aux deux cas prévus par l'art. 185, à celui où le prévenu d'un délit pouvant emporter la peine de l'emprisonnement, ne comparait pas en *personne*, et à celui où se trouvant prévenu d'un délit qui peut emporter seulement la peine de l'amende, il ne comparait et ne se fait pas représenter.

Il ordonne dans l'un, comme dans l'autre, que l'affaire soit jugée par défaut.

Mais il reste toujours la question de savoir si le prévenu d'un délit qui n'emporte pas la peine de l'emprisonnement, et qui se fait représenter par un Procureur fondé, peut être jugé par défaut, lorsqu'il refuse de comparaître en personne sur l'ordre du Tribunal.

Nous l'avons résolue pour la négative, et nous persistons dans notre opinion.

II. Si le prévenu d'un délit emportant la peine de l'emprisonnement faisait comparaître un fondé de pouvoir spécial pour soutenir l'incompétence du Tribunal, la parole pourrait-elle être refusée à ce Procureur fondé ?

Ce ne serait pas notre avis : car l'affaire ne peut s'engager au fond, qu'après qu'il a été statué sur la compétence, et ce n'est que pour parvenir au jugement sur le fond, que la comparution en personne est exigée du prévenu.

L'article 184 du Code de brumaire an iv exigeait, comme le fait l'article 190 du Code d'instruction criminelle, que le prévenu fût interrogé, et conséquemment sa comparution en personne; cependant, le 7 messidor an vii, par l'arrêt que nous avons indiqué sur l'article 185, la Cour de cassation annula un arrêt rendu par la Cour de Justice criminelle de Paris, attendu qu'il avait prononcé l'annulation d'un jugement de police correctionnelle, pour avoir statué sur un *déclinatoire*, sans avoir préalablement interrogé le prévenu.

Les considérans de l'arrêt de cassation furent, « que le jugement ne portait » que sur une question *préjudicielle*, et non sur le *fond* de l'affaire ; —

» Et que, d'ailleurs, l'audition du prévenu en matière correctionnelle n'est » ordonnée qu'en sa faveur. »

III. La Cour de cassation n'a jamais refusé au prévenu de se faire représenter, lors même qu'il était sous le poids d'une ordonnance de prise de corps ou d'un mandat d'arrêt, et qu'il ne se fût pas mis en état, lorsque son Défenseur déclarait réduire sa défense à contester la compétence du Tribunal saisi ; mais l'art. 421 du

Code d'instruction criminelle ne doit-il pas faire changer cette Jurisprudence? C'est ce que nous examinerons dans nos observations sur cet article.

pas sa condamnation de droit; le Tribunal n'en doit pas moins instruire comme si le prévenu était présent, et juger d'après la nature des preuves, sauf aux parties intéressées et au Ministère public à se prévaloir et à tirer telles inductions qu'ils croient convenables de la non-comparution de la personne citée.

ARTICLE CLXXXVII.

La condamnation par défaut sera comme non-avenue, si, dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution du jugement, et notifie son opposition tant au Ministère public qu'à la partie civile.

Néanmoins les frais de l'expédition, de la signification du jugement par défaut, et de l'opposition, demeureront à la charge du prévenu.

OBSERVATIONS.

I. Il ne suffit pas qu'il soit intervenu un jugement de condamnation, pour que l'opposition soit recevable; il faut qu'elle ait été formée dans les cinq jours, à compter de celui de la signification du jugement, outre un jour par cinq myriamètres de distance.

La signification du jugement doit avoir été faite au condamné, à sa personne ou à son domicile, pour faire courir le délai.

La distance doit être calculée, du domicile de l'opposant, au lieu où siège le Tribunal saisi, puisque c'est dans ce lieu qu'il doit faire notifier son opposition, soit au Procureur-Impérial, soit à la partie civile, qui a dû y élire son domicile. (Art. 183.)

II. Ce n'est pas de cinq jours francs dont parle l'art. 187, puisqu'il veut que l'opposition soit formée *dans les cinq jours*; ce qui est exclusif d'un plus long délai; mais celui de la signification du jugement ne doit pas être compté.

III. Si le délai de l'opposition est plus restreint en matière de simple police, quant au nombre de jours fixes, il peut devenir plus long par les circonstances, puisque, outre les trois jours accordés à l'opposant par l'art. 151, pour revenir par opposition contre un jugement rendu par défaut en matière de police, il lui est accordé un jour de plus par *trois* myriamètres de distance, tandis qu'en accordant cinq jours

pour l'opposition en matière correctionnelle, l'art. 187 ne donne qu'un jour de plus par cinq myriamètres.

qui serait la seule nécessité de ces différences, quoique minutieuses, à raison de la déchéance

IV. Il y a encore cette différence entre l'opposition formée au jugement par défaut, en matière de police, et celle formée contre les jugemens rendus par les Tribunaux correctionnels, qu'en matière correctionnelle, elle ne peut être valablement formée en réponse dans l'exploit de signification du jugement.

Il faut, de plus, en matière correctionnelle, que l'opposition soit notifiée, tant à la partie civile qu'au Ministère public; ce que le Code d'instruction criminelle n'exige pas en matière de police.

V. Si la partie civile n'avait pas fait élection de domicile dans le lieu où siège le Tribunal, l'opposant se trouverait dispensé de lui notifier son opposition, lors même que la partie civile résiderait dans l'arrondissement : car l'art. 183 exige pour tous les cas, que la partie civile fasse élection de domicile, par sa citation, dans le lieu où siège le Tribunal; de sorte que les dispositions de l'art. 68 ne reçoivent ici aucune application.

La notification à faire au Procureur-Impérial, doit l'être par la voie du greffe.

VI. Il ne résulte pas de ce que l'art. 187 ne fait courir le délai de l'opposition qu'à compter du jour de la notification du jugement, que l'opposition ne soit recevable qu'autant que le jugement a été préalablement notifié.

Le Législateur n'aurait pu l'ordonner ainsi sans blesser les intérêts de l'opposant, auquel il importe de diminuer les frais de notification qu'il doit supporter.

La Cour de cassation le jugeait ainsi sous l'empire du Code de brumaire an iv. (*Arrêt du 10 novembre 1808.*)

Mais les frais de notification du jugement doivent-ils rester nécessairement, et dans tous les cas, à la charge de l'opposant?

Cette question sera traitée sous le N.º 2 de l'art. 203.

VII. Le jugement par défaut devant être considéré comme non-venu, au moyen de l'opposition, il faut que l'affaire soit discutée et jugée de nouveau, lorsque l'opposant comparait pour plaider sur son opposition; de sorte qu'il ne suffirait pas d'ordonner que le jugement rendu par défaut sera exécuté suivant sa forme et teneur; mais si l'opposant faisait encore défaut, il suffirait d'ordonner l'exécution du jugement.

Il n'y a que le jugement qui doit être considéré comme non-venu; toute l'instruction faite doit être maintenue, sauf à la continuer, s'il en est besoin : c'est ce qui fut jugé par arrêt du 11 juin 1808.

VIII. L'art. 187 s'étant borné à mettre à la charge de l'opposant les frais d'expédi-

tion, de signification du jugement et ceux d'opposition, sans ajouter que, pour rendre son opposition recevable, l'opposant est tenu d'en faire le paiement préalable; le Tribunal correctionnel commettrait un excès de pouvoir, s'il refusait de recevoir l'opposition, sur le motif que l'opposant n'aurait pas payé ces frais avant de se présenter pour plaider sur son opposition. (*Arrêt du 25 février 1808.*)

IX. Il fut également jugé le 10 novembre de la même année, qu'un Tribunal n'avait pu refuser de recevoir l'opposition formée dans le délai, sous prétexte qu'en prononçant par défaut, il n'avait fait que juger un point de *compétence*, et qu'il n'aurait pu prononcer d'une autre manière sur l'opposition sans se *déjuger*.

Si l'affaire avait été jugée au fond, le Tribunal se trouverait exposé au même inconvénient, si cet inconvénient était réel; mais la loi suppose que l'affaire ayant été jugée par défaut, n'a pas été examinée sous tous les rapports qu'elle peut présenter, et par suite, que le Tribunal peut, sans tomber en contradiction avec lui-même, rendre une autre décision.

X. Mais l'arrêt cité a été rendu sous l'empire du Code de brumaire an iv qui ne portait pas comme le fait l'art. 187 du Code d'instruction criminelle, que les jugemens de *condamnation* seraient susceptibles d'opposition; il ne qualifiait pas les jugemens qui en étaient susceptibles.

Un jugement de *compétence* ne prononce pas, il est vrai, de condamnation; mais si les articles 150 et 187 parlent de jugemens de *condamnation*, ce n'est pas d'une manière *restrictive*; c'est uniquement pour faire entendre que la voie d'opposition n'est réservée que dans le cas où le jugement rendu par *défaut* peut faire grief à la partie défaillante.

Quelle que soit la nature du jugement, l'opposition est recevable lorsqu'il peut porter un préjudice quelconque à la partie défaillante.

XI. La rédaction de l'art. 187, fait naître la question de savoir si la partie civile est recevable à former opposition au jugement qu'elle a laissé rendre par défaut contre elle.

Ce qui donne lieu au doute, c'est que l'article ne parle que du *prévenu*.

Mais l'art. 188 est conçu dans des termes qui font disparaître toute équivoque, puisqu'il porte en général que le jugement qui interviendra sur l'opposition, ne pourra être attaqué *par la partie* qui l'aura formée, ce qui se rapporte également à la partie civile et au *prévenu*.

Aussi la Cour de cassation a-t-elle jugé par parité de raison, que l'appelant même est recevable dans son opposition contre l'arrêt qui a condamné son appel, quoiqu'il eût déduit ses griefs dans une requête déposée au greffe.

ARTICLE CLXXXVIII.

L'opposition emportera de droit citation à la première audience ; elle sera non-avenue si l'opposant n'y comparait pas ; et le jugement que le Tribunal aura rendu sur l'opposition , ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est par appel, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Le Tribunal pourra, s'il y échet, accorder une provision, et cette disposition sera exécutoire nonobstant l'appel.

OBSERVATIONS.

I. Si l'opposant ne comparait pas à la première audience, pour plaider sur son opposition, elle doit être considérée comme non avenue.

La nouvelle opposition qu'il pourrait former devrait être déclarée non-recevable, sans l'appel dans le délai de droit, c'est-à-dire, dans les dix jours à compter du premier jugement, et non pas seulement à compter de l'expiration du délai de l'opposition, ainsi qu'il sera établi sur l'art. 203.

Mais si le délai de l'opposition n'était pas encore expiré, pourrait-elle être réitérée malgré le défaut fait par l'opposant sur son opposition ?

Ce n'est pas notre avis, les termes de l'art. 188 y résistent : en anticipant le délai de l'opposition, le défaillant a consommé son droit.

II. Quelle est la première audience dont parle l'art. 188 ?

C'est celle qui suit immédiatement le jour où l'opposition a été signifiée, et non pas seulement celle qui se tient après l'échéance d'un délai quelconque, comme cela doit se pratiquer en matière de simple police ; ce qui pourra paraître un peu bizarre, mais ce qui n'en est pas moins certain. Si dans les matières de simple police, la première audience est celle qui se tient après l'expiration du délai ordinaire des citations, c'est que l'art. 151 renferme une disposition expresse sur ce point, tandis que l'art. 188 se borne à dire que l'opposition en matière correctionnelle emportera de droit citation à la première audience.

Si l'on recherche les motifs que le Législateur a eus pour établir cette différence, ils sont faciles à saisir : c'est qu'en matière correctionnelle l'opposition doit être signifiée à personne au domicile ; ce qui instruit suffisamment la partie du jour que l'affaire doit être portée à l'audience ; et qu'au contraire, en matière de simple police, il suffit que l'opposition soit formée par réponse dans l'exploit de signification du jugement ; de sorte que l'huissier porteur de la commission pourrait n'avoir pas le temps nécessaire d'en prévenir son client, qui risquerait par ce

moyen, d'être jugé lui-même par défaut sur l'opposition, sans qu'il pût cependant lui être imputé aucune négligence.

A ces raisons, l'on oppose l'art. 20 du Code de procédure civile, et l'art. 151 du Code d'instruction criminelle, et on fait valoir de plus des motifs de considération, tel que celui résultant de ce que l'opposition pourrait n'être signifiée que la veille de la première audience, ce qui mettrait la partie adverse hors d'état de venir défendre ses intérêts.

Mais des considérations particulières sont d'une faible importance, lorsque la disposition de la loi ne présente aucune équivoque, et les articles cités à l'appui de ces considérations sont entièrement étrangers aux matières correctionnelles.

III. Si l'opposant ne comparait pas à la première audience, il doit être donné un second défaut contre lui, et il doit être ordonné que le jugement sera exécuté suivant sa forme et teneur, sans qu'il soit besoin de procéder à aucune nouvelle instruction, ainsi que nous en avons déjà fait l'observation sur l'art. 186 : car, si, dans le cas de comparution de l'opposant, l'art. 187 porte que le jugement sera déclaré comme non-avenue, c'est l'opposition qui doit être déclarée comme non-avenue dans celui de l'an 188.

Le Tribunal commettrait donc un excès de pouvoir s'il se livrait de nouveau à l'examen du fond de l'affaire, ou s'il renvoyait à une autre audience pour faire droit sur l'opposition, dans le cas d'un second défaut de la part de celui qui l'aurait formée.

Que l'opposant fasse défaut, ou qu'il se présente pour plaider sur son opposition, il faut un jugement pour constater sa comparution ou son défaut ; c'est ce que l'art. 188 porte en termes trop exprès, pour qu'il puisse s'élever à ce sujet un doute raisonnable.

IV. Mais si l'opposant parvenait à gagner sa cause par défaut, sa partie adverse serait-elle recevable à former opposition au jugement ?

Cela nous semble hors de doute, aussi bien en matière de simple police qu'en matière correctionnelle : l'art. 150 ne déclare non-recevable dans son opposition en matière de police, que celui qui en ayant déjà formé une première, s'est laissé condamner une seconde fois par défaut ; et l'art. 188 renferme la même disposition relativement aux matières correctionnelles, puisqu'il déclare que le nouveau jugement ne pourra être attaqué par la partie *qui l'aura formée*, ce qui laisse entiers tous les droits de la partie défenderesse à l'opposition.

V. L'art. 188 permet au Tribunal correctionnel d'accorder une *provision* à la partie lésée, et il autorise celui auquel elle est adjugée, à en poursuivre le paiement, nonobstant l'appel.

Cette faculté est laissée à l'arbitrage et à la sagesse du Tribunal ; mais il ne

doit pas en abuser : car, la provision pouvant être exigée sans donner *caution*, et la partie qui l'obtient pouvant être hors d'état de la restituer en définitif, le Tribunal ne doit en accorder qu'avec la plus grande circonspection.

Il ne faut pas conclure, au surplus, de ce que l'art. 188 ne dit pas qu'il sera donné caution pour obtenir l'exécution provisoire du jugement, que le Tribunal qui adjuge la provision, ne puisse y mettre cette condition : dès qu'il peut refuser de l'accorder, il peut, à plus forte raison, ne l'adjuger qu'à cette condition.

VI. Mais l'autorisation donnée au Tribunal correctionnel d'accorder une provision, doit-elle être restreinte au cas où il est intervenu un jugement de condamnation par *défaut*, contre lequel la partie condamnée est revenue par opposition ?

Ce qui fait naître le doute, c'est que l'art. 203 porte que, pendant le délai d'appeler, et pendant l'instance d'appel, il demeure sursis à l'exécution du jugement, et que l'autorisation donnée au Tribunal par l'art. 188, ne semble relative qu'au cas de l'opposition.

Mais nous ne voyons pas qu'il y ait aucun motif d'accorder cette faculté au Tribunal, lorsqu'il y a opposition à son premier jugement, plutôt que par le cas où la cause est jugée contradictoirement : car l'affaire n'acquiert pas un degré de gravité de plus, lorsqu'elle a été jugée par défaut, que lorsqu'elle l'est contradictoirement.

Cette mesure semble donc devoir être étendue à tous les cas, ou devoir être restreinte à celui où la partie condamnée fait pour la seconde fois défaut sur son opposition ; et nous penchons pour cette dernière opinion.

Le Tribunal peut apercevoir, en effet, dans cette conduite de la part du condamné, un genre de vexation qu'il doit s'empresse de réprimer par une provision qui mette en état la partie lésée de suivre son adversaire dans les chicanes qu'il lui fait éprouver.

C'est la seule manière de concilier les principes avec l'intérêt des parties.

VII. Mais le paiement de la provision peut-il être exigé par toutes voies, même par corps, ou ne peut-il l'être que par la voie d'exécution, sur les biens de celui qui s'y trouve condamné ?

Le Législateur ayant voulu qu'il fût sursis à l'exécution du jugement définitif, en cas d'appel, c'est-à-dire à l'emprisonnement, lors même que le prévenu serait déclaré coupable, on ne peut supposer qu'il ait été dans son intention d'autoriser l'arrestation de l'appelant, pour en obtenir le paiement de la provision adjugée.

L'exécution de toute loi de rigueur doit se faire de la manière la plus favorable au prévenu.

VIII. Mais le Tribunal d'appel pourrait-il surseoir, pendant l'instance d'appel, à l'exécution du jugement, dans sa disposition provisoire ?

S'il en était ainsi, la provision ne serait plus exécutoire, *nonobstant l'appel*, au désir de l'art. 188.

Le Tribunal d'appel ne pourrait donc surseoir à cette exécution, sans excéder les bornes de sa compétence.

Le Code d'instruction criminelle ne s'en explique pas, il est vrai, d'une manière formelle; mais il laisse les choses dans les termes du droit commun, et, de droit commun, les Tribunaux d'appel ne peuvent surseoir l'exécution provisoire des jugemens, lorsque cette exécution a été ordonnée dans les cas prévus et autorisés par la loi. (*Art. 459 et 460 du Code de procédure civile.*)

ARTICLE CLXXXIX.

La preuve des délits correctionnels se fera de la manière prescrite aux art. 154, 155 et 156 ci-dessus, concernant les contraventions de police. Les dispositions des art. 157, 158, 159, 160 et 161, sont communes aux Tribunaux en matière correctionnelle.

OBSERVATIONS.

I. La preuve des délits en matière correctionnelle, doit être faite de la même manière que celle des contraventions de police; de sorte que, conformément aux dispositions de l'art. 154, elle peut résulter, soit de procès-verbaux, soit de dépositions de témoins, lorsqu'il n'existe pas de procès-verbaux, soit même de dépositions de témoins, à l'appui des procès-verbaux.

II. D'autre part, et toujours conformément au même article, nul ne peut être admis, sous peine de nullité, à rapporter aucune preuve, outre et contre le contenu aux procès-verbaux des Officiers de police ou des Préposés, ayant caractère pour en dresser, qui doivent être crus jusqu'à inscription de faux.

III. Quant aux procès-verbaux dressés par des Officiers de police qui n'ont pas reçu de la loi le même caractère, ils peuvent être débattus par des preuves contraires, lorsque le Tribunal saisi juge à propos de les admettre; ce qui est purement facultatif de leur part, et dépend des circonstances dont les Juges sont les appréciateurs.

IV. Conformément à l'art. 155, les témoins appelés doivent faire à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire la vérité, rien que la vérité, et le Greffier doit en retenir note, ainsi que de leurs noms, prénoms, âges, professions et demeure.

La nullité ne porte que sur le défaut de prestation de serment; elle ne s'étend pas au défaut de notes à tenir par le Greffier.

V. Mais il suit de ce que les témoins doivent prêter serment à l'audience, que

les dépositions des témoins absens, ne peuvent être lues aux débats, lors même qu'elles auraient été faites, sur la foi du serment, au cahier d'information.

C'est ce que la Cour de cassation a souvent jugé. (*Arrêts des 7 nivôse an ix, 27 février an x, 11 vendémiaire an xiv, et 9 avril 1806.*)

VI. Il y eut cependant arrêt le 17 novembre 1808, qui rejeta le moyen de cassation tiré de qu'il avait été fait lecture aux débats, en matière correctionnelle, de la déposition d'un témoin *absent*; mais le motif fut que l'art. 184 du Code de brumaire an iv ne l'avait pas formellement défendu, et ce ne pourrait être un moyenposable aujourd'hui, puisque l'art. 189 du Code d'instruction criminelle a déclaré commun l'article 155 à l'instruction et au jugement des affaires, en matière correctionnelle.

VII. Il est cependant quelques exceptions à cette règle; mais ces exceptions ne peuvent être étendues à d'autres cas qu'à ceux prévus par les lois qui les consacrent.

Elles sont au nombre de trois.

La première est fondée sur la disposition de l'art. 477 du Code d'instruction criminelle : elle a pour objet le cas où il s'agit de procéder au jugement d'un condamné par contumace et repris.

Quoique le Code de brumaire an iv renfermât déjà la même disposition, la Cour de cassation n'a jamais toléré que l'on en fît l'application aux matières correctionnelles et de police. (*Arrêt du 29 décembre 1808.*)

La seconde exception se tire de l'art. 510 qui règle ce qui doit se pratiquer lorsque des Princes et des Princesses du Sang impérial, des Grands-Dignitaires de l'Empire, et le Grand-Juge Ministre de la Justice sont appelés à porter témoignage.

Et la troisième de l'art. 514, qui renferme des dispositions particulières relatives aux Ministres, aux Grands-Officiers de l'Empire, et aux autres Fonctionnaires publics mentionnés en cet article, lorsque leur témoignage est requis *hors du lieu* où ils résident pour l'exercice de leurs fonctions.

VIII. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, tous les témoins appelés devaient être entendus devant le Tribunal de police correctionnelle, quelle que fût la nature des reproches proposés contre eux, tellement que, si sous prétexte d'un reproche quelconque, le Tribunal avait refusé d'entendre le témoin reproché, l'instruction et le jugement devaient être déclarés nuls. (*Arrêt du 18 juin 1807.*)

Le Code de brumaire an iv n'admettait aucun reproche en matière de police; et si l'art. 184 autorisait à en proposer en matière correctionnelle, comme il n'en déterminait pas le caractère, il ne pouvait y avoir aucun motif légal de refuser l'audition du témoin reproché.

Mais le Code d'instruction criminelle en a disposé autrement; non seulement il a

autorisé les reproches contre les témoins produits en matière correctionnelle et de police, mais il les a caractérisés.

Aussi, la partie qui a intérêt à les proposer, ne doit-elle pas négliger de le faire avant l'audition du témoin reprochable, puisque si elle ne le faisait pas, et que le témoin fût entendu, elle ne pourrait s'en prévaloir pour attaquer de nullité l'instruction et le jugement. (*Art. 156.*)

IX. L'art. 189 rend encore communs aux Tribunaux correctionnels les articles 157, 158, 159, 160 et 161 ; les deux premiers sont relatifs aux moyens que donne le Code d'instruction criminelle, pour contraindre le témoin qui refuse de comparaître à venir faire sa déposition ; et le troisième, au cas où le fait imputé au prévenu ne présente ni délit ni contravention, ce qui est de facile exécution.

X. L'application de l'article 161 ne présente pas de plus grandes difficultés.

S'il résulte des débats que le fait imputé au prévenu ne constitue qu'une contravention de police, le Tribunal correctionnel est autorisé à prononcer les peines de simple police, ce qui évite un circuit d'actions qui entraînerait des longueurs et des frais inutiles ; mais, pour autoriser cette application de peines, il faut que la partie publique et la partie civile n'aient pas demandé le renvoi de l'affaire au Tribunal de police. (*Art. 192.*)

XI. L'art. 160 ne reçoit d'application que dans le cas où le fait dénoncé peut emporter peine *afflictive ou infamante* ; c'est alors seulement qu'il y a lieu à faire le renvoi devant le Procureur-Impérial ou devant le Juge d'instruction, suivant les cas déterminés par les articles 160 et 193.

A R T I C L E C X C.

L'instruction sera publique, à peine de nullité.

Le Procureur-Impérial, la partie civile, ou son défenseur, et, à l'égard des délits forestiers, le Conservateur, Inspecteur ou Sous-Inspecteur forestier, ou, à leur défaut, le Garde-général, exposeront l'affaire ; les procès-verbaux ou rapports, s'il en a été dressés, seront lus par le Greffier ; les témoins pour et contre seront entendus, s'il y a lieu, et les reproches proposés et jugés ; les pièces pouvant servir à conviction ou à décharge, seront représentées aux témoins et aux parties ; le prévenu sera interrogé ; le prévenu et les personnes civilement responsables proposeront leur défense ; le Procureur-Impérial résumera l'affaire et donnera ses conclusions ; le prévenu et les personnes civilement responsables du délit pourront répliquer.

Le jugement sera prononcé de suite, ou, au plus tard, à l'audience qui suivra celle où l'instruction aura été terminée.

OBSERVATIONS.

I. QUANT à la publicité de l'instruction en matière correctionnelle, il nous suffira de renvoyer à nos observations sur l'art. 153, qui renferme la même disposition relativement à l'instruction à faire devant les Tribunaux de police.

Si l'instruction n'avait pas été *publique*, il y aurait *nullité* du jugement, lors même que le défaut de publicité n'aurait porté que sur un des actes de l'instruction : car en matière correctionnelle, comme en matière criminelle, tout est *indivisible*.

II. Si le Président du Tribunal correctionnel ou le Juge qu'il aurait commis, avait entendu les témoins, s'il avait interrogé les prévenus, s'il les avait confrontés ou accarés, avant que l'affaire fût portée à l'audience, cette forme de procéder, toute irrégulière qu'elle serait, ne vicierait pas l'instruction qui se ferait ensuite *publiquement* à l'audience.

Cependant, il pourrait arriver que les témoins se trouvassent gênés dans leurs dépositions orales, par celles qu'ils auraient faites précédemment par écrit, et qu'ils n'eussent pas dès-lors toute la liberté desirable; mais ce qui résulterait seulement de là, c'est que les Juges d'appel pourraient tirer de cette circonstance des moyens d'atténuation en faveur du prévenu.

III. Après avoir posé le principe que l'instruction doit être *publique*, l'art. 190 détermine la forme à suivre pour parvenir au jugement.

Quoique les Tribunaux soient tenus, pour obéir à la loi, de suivre rigoureusement la forme de procéder qu'elle indique et dans l'ordre qu'elle le prescrit; cependant il n'y aurait pas *nullité*, lors même que cette forme serait intervertie, s'il n'avait pas été fait des réquisitions tendantes à ce que l'ordre en fût exactement observé.

Ainsi, par exemple, il y aurait *nullité* de l'instruction, si le Tribunal avait *refusé* de recevoir la déclaration des témoins produits, dans le cas où il n'existerait pas de procès-verbaux, ou si le Tribunal avait reçu la déposition d'un témoin légalement reproché.

Il faudrait en dire de même si le condamné qui réclamerait contre le jugement, avait été gêné dans l'exposition de ses moyens de défense, puisqu'alors l'instruction n'aurait pas été complète; et, à plus forte raison, si le Procureur-Impérial ou son Substitut n'avait pas été entendu.

Mais si le Procureur-Impérial avait eu la parole, quand il n'aurait fait porter ses réquisitions que sur la compétence, ou que sur un simple vice de forme, le jugement

qui serait intervenu sur le *fond* n'en serait pas moins régulier : car le Procureur-Impérial aurait été réellement entendu , et c'est tout ce que le Code exige.

IV. L'art. 190 a donné au prévenu , en matière correctionnelle , la même latitude de défense que l'art. 335 a donné à l'accusé en matière criminelle.

Il l'autorise à prendre la parole le *dernier*, c'est-à-dire , après même que le Procureur-Impérial a fait ses réquisitions ; mais il doit en former la demande.

L'art. 190 accorde le même droit aux personnes *civilement responsables* ; mais la partie civile ne jouit pas des mêmes avantages , elle est simplement autorisée à faire remettre sur-le-champ des notes écrites au Tribunal. (*Art. 87 du décret impérial du 30 mars 1808.*)

V. C'est à la partie civile à faire l'exposé de l'affaire.

Si les poursuites étaient faites d'office , ce serait au Procureur-Impérial.

VI. La partie civile peut faire cet exposé par elle-même ou par un Défenseur.

L'Administration forestière peut se faire représenter par un de ses Agens ; mais lors même qu'aucun de ses Agens ne comparaitrait pour la représenter , elle ne pourrait être considérée comme défailante ; leur présence serait suffisamment suppléée par le Procureur-Impérial.

Voici comment s'en est expliqué son Excellence le Grand - Juge Ministre de la Justice , dans une lettre adressée au Directeur-général de l'Administration forestière , et que l'on trouve transcrite aux *Annales forestières* de 1811 , page 393.

« Les Agens forestiers , qui sont obligés de procéder aux balivage , martelage , » récolement et autres opérations de leur ministère , ne peuvent pas toujours assister » aux audiences , et le Législateur n'a entendu les astreindre à ce service particulier , » qu'autant qu'il peut se concilier avec l'exercice de leurs fonctions administra- » tives , et qu'il ne les oblige pas à de trop grands déplacements. La loi ne dit pas que » l'Administration forestière sera déchue de son action , faute d'avoir été représentée » par un de ses Agens ; elle charge , au contraire , le Procureur-Impérial de la recher- » che et de la poursuite de tous les délits dont la connaissance appartient au Tri- » bunal correctionnel. L'art. 182 du Code porte expressément , qu'à l'égard des » délits forestiers , le Tribunal est saisi par le Conservateur , Inspecteur , Sous-Ins- » pecteur , ou par les Gardes-généraux , et , *dans tous les cas* , par le Procureur-Impérial ; et cette disposition indique assez que le Ministère public doit » suppléer d'office à tous les actes de la procédure et d'instruction , qui n'auraient » pas été faits par les agens de l'Administration. »

Le décret impérial du 4 juin 1809 assigne aux Agens forestiers qui se présentent au nom de l'Administration , une place particulière aux audiences de police correctionnelle , à la suite de celle destinée au Procureur-Impérial et à ses Substitués.

Ils doivent s'y tenir découverts.

VII. Cette première idée de l'affaire donnée par l'exposé de la partie poursuivante, les procès-verbaux doivent être lus par le *Greffier*.

Les parties présentent ensuite respectivement la liste des témoins qu'elles ont fait appeler; s'il est proposé des reproches, ils sont jugés : c'est un préalable à leur audition, puisque, si le reproche est valable, la déposition du témoin reproché *ne doit pas être reçue*. (Art. 156.)

Il doit être prononcé en particulier sur chacun des reproches; les jugemens qui interviennent doivent être consignés sur le registre de l'audience.

VIII. Ce n'est qu'après l'audition de tous les témoins qui n'ont pas été légalement reprochés, que le prévenu doit être interrogé; mais il ne résulte pas de ce que l'art. 190 porte que le prévenu sera interrogé, que, s'il n'était pas *présent*, il dût être ordonné qu'il serait réassigné : car l'interrogatoire qu'il doit subir a été établi dans son intérêt, et rien ne s'oppose à ce qu'il n'use pas d'un droit qui lui est acquis.

Cependant, si le prévenu est *présent*, il ne pourra refuser de répondre aux demandes qui lui sont faites; et s'il est *absent*, rien n'empêche que le Tribunal ordonne sa comparution *personnelle* pour être entendu. (Art. 185.)

Mais si le prévenu refuse, soit de répondre lorsqu'il est présent, soit de comparaître sur l'ordre qui lui est donné, il ne pourra y être contraint par aucune voie de rigueur, sauf au Tribunal à tirer de son silence ou de son refus de comparaître, les inductions qu'il croira convenir. C'est la disposition de l'article 330 du Code de procédure civile, qui établit, sur ce point, une règle générale.

IX. L'art. 190 du Code d'instruction criminelle ne porte pas, comme le faisait l'art. 184 du Code de brumaire an iv, que le jugement doit être prononcé de suite, ou au plus tard, à l'audience *suivante*, sous peine de nullité.

Il se borne à dire que le jugement sera prononcé, au plus tard, à l'audience qui *suivra* celle où l'instruction aura été terminée; il n'y attache même plus la peine de nullité.

La Cour de cassation appliquait déjà, de cette manière, les dispositions de l'art. 184 du Code de brumaire an iv; elle n'annulait le jugement, que lorsqu'il s'était écoulé un temps moral assez long pour faire supposer que le Tribunal avait commis un véritable déni de Justice; aussi l'annulation sur un pareil motif, était-elle fort rare; cependant, elle n'a pas été sans exemple. (*Arrêt du 21 messidor an x.*)

X. Mais dans ce cas là même, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, la nullité ne devrait pas être prononcée, puisque l'art. 190 ne prescrit pas la peine de nullité; mais s'il y avait eu réquisition faite au Tribunal pour juger, et si cette réquisition était justifiée par écrit, nous ne ferions aucun doute qu'il fallût annuler, s'il n'y avait pas été *déféré*.

Ces sortes de réquisitions doivent être faites au Tribunal, par signification à son greffe : elles doivent être réitérées à diverses époques.

« Le déni de Justice sera constaté, porte l'art. 507 du Code de procédure civile ; » par deux réquisitions faites aux Juges en la personne des Greffiers, et signifiées » de trois en trois jours au moins, pour les Juges-de-peace et de commerce, et de » huitaine en huitaine au moins pour les autres Juges. Tout huissier requis sera » tenu de faire ces réquisitions, à peine d'interdiction. »

XI. L'art. 190 portant que la partie civile ou son *Défenseur* exposera l'affaire, et ne disant pas que le prévenu et la personne civilement responsable pourront de même se faire assister par un Défenseur, doit-on en tirer la conséquence que le prévenu et les personnes civilement responsables ne peuvent s'en faire assister et même se faire représenter par un Avoué ?

Si l'art. 190 n'autorise pas d'une manière expresse le prévenu et les personnes civilement responsables à se faire assister d'un Défenseur, il ne le leur interdit pas, et ce que la loi ne défend pas ne peut être empêché.

L'autorisation est même donnée au prévenu, par l'art. 185, de se faire *représenter* devant le Tribunal par un Défenseur, lorsque le délit qui lui est imputé ne peut emporter la peine de l'emprisonnement ; et la personne civilement responsable n'étant au procès que pour défendre à une simple action *civile*, nous ne voyons pas quel pourrait être le motif de lui refuser ce qui serait accordé à sa partie adverse.

Nous ne pensons pas même que l'on puisse refuser au prévenu de se faire *assister* d'un Défenseur, si le fait qui lui est imputé peut emporter la peine de l'emprisonnement ; mais cela ne peut le dispenser de comparaître en personne.

Nous persistons même dans l'opinion que nous avons émise, que le Tribunal correctionnel ne pourrait refuser d'entendre le Défenseur du prévenu, qui se présenterait *uniquement* pour proposer un déclinatoire : car ce n'est que lorsque le Tribunal procède aux débats et au jugement sur le fond, que le prévenu d'un délit emportant la peine de l'emprisonnement ne peut se faire représenter, et il est préalable de décider si le Tribunal est compétent pour y procéder.

XII. Il pourrait aussi s'élever une contestation sur le point de savoir si le fait imputé au prévenu est de nature à mériter la peine d'emprisonnement ; ce qui seul pourrait s'opposer à ce que le prévenu pût se faire représenter par un Défenseur, et ce serait juger la question contre le prévenu, sans l'avoir entendu, que de refuser à son Défenseur d'établir qu'aux termes de la loi, le fait reproché à son client n'est pas de nature à emporter une pareille peine.

Dans cette espèce, comme dans celle d'*incompétence*, il faudrait donc accorder

la parole au Défenseur; mais à la charge de se renfermer dans la compétence et dans l'application de la loi pénale au fait imputé au prévenu.

XIII. Le Greffier doit tenir une note sommaire, mais exacte, de tout ce qui se passe à l'audience, afin que, dans tous les temps, on puisse justifier que les formalités prescrites ont été observées.

Le procès-verbal de la séance doit contenir spécialement l'indication des noms, prénoms, âge, qualités et demeure des témoins, les reproches qui ont pu être proposés contre eux; ce qui a été décidé sur les reproches, les principales déclarations du témoin, les réponses faites par le prévenu, les réquisitions du Ministère public et des parties, enfin, tout ce qui peut éclairer la Justice, dans le cas d'appel du jugement à intervenir.

XIV. Le Tribunal ne peut se dispenser, en prononçant sur le fond de l'affaire, de condamner le prévenu aux peines prescrites par la loi, lors même que le Procureur-Impérial n'y aurait pas conclu; et qu'il aurait même déclaré ne vouloir suivre dans l'intérêt de la vindicte publique; il suffit que le Tribunal ait été légalement saisi, pour que non seulement il puisse, mais même qu'il soit dans l'obligation de se livrer à l'instruction de l'affaire, et de la juger d'après les règles du droit: c'est ce que jugea la Cour de cassation, au rapport de M. Busschop, le 20 juin 1811.

Dans l'espèce, le Tribunal correctionnel avait été saisi à la requête de la partie civile, et le Procureur-Impérial avait refusé de se rendre partie jointe, ne voyant pas de délit dans le fait dénoncé; ce qui n'avait pu lier les mains au Tribunal qui avait été légalement saisi, d'après les dispositions de l'art. 182.

XV. A égalité de voix, le renvoi ou l'absolution du prévenu doit être prononcé. Nous en avons déjà fait l'observation: la Cour de cassation le jugea *in terminis*, par son arrêt du 21 juin 1811.

ARTICLE CXCI.

Si le fait n'est réputé ni délit, ni contravention de police, le Tribunal annulera l'instruction, la citation, et tout ce qui aura suivi, renverra le prévenu, et statuera sur les demandes en dommages-intérêts.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 159, qui a été déclaré commun aux Tribunaux correctionnels, par l'art. 189, porte simplement que, dans la même hypothèse, le Tribunal de police annulera la citation et tout ce qui aura suivi; parce qu'en matière de police, la citation est le premier acte qui constitue le procès.

Mais, en matière correctionnelle, une instruction préliminaire peut avoir été faite, et si la citation seule avait dû être annulée, il en aurait résulté que cette instruction préliminaire aurait subsisté.

Aussi l'art. 191 a-t-il ajouté à la disposition de l'art. 159, et décide-t-il que si le fait imputé au prévenu n'est réputé ni crime, ni délit, ni contravention, par la loi, le Tribunal correctionnel, en prononçant le renvoi du prévenu, annulera l'*instruction*; ce qui comprend aussi bien celle qui aurait pu se faire *avant* l'ordonnance de renvoi, que celle faite *dépais*.

II. Le fait imputé au prévenu ne peut être considéré comme crime, délit, ou contravention, quelque immoral qu'il puisse être, s'il n'est qualifié tel par une loi existante.

C'est la disposition de l'art. 4 du Code pénal, et c'était déjà celle de l'art. 2 du Code de brumaire an iv.

Ainsi, lorsque le Tribunal se trouve saisi, il doit s'occuper, en premier ordre, du point de savoir si le fait imputé au prévenu est qualifié crime, délit ou contravention par une loi existante.

C'est pour cela que le Législateur a imposé l'obligation aux Cours et aux Tribunaux, d'insérer dans leurs arrêts et dans leurs jugemens de condamnation, l'article de la loi dont il est fait application. (*Articles 163, 195, 369 et 592.*)

III. Mais dans le cas de renvoi du prévenu, sur le motif que le fait qui lui est imputé n'est pas qualifié crime, délit ou contravention par la loi, le Tribunal correctionnel est-il autorisé, comme le Tribunal de police, à prononcer sur les dommages-intérêts, et se trouve-t-il dans l'obligation d'y prononcer *par le même jugement*?

L'art. 191 n'en fait pas une loi au Tribunal correctionnel, comme l'art. 159 en fait une au Tribunal de police; et dès-lors on pourrait dire, si l'on ne consultait que cet article, que le Tribunal n'excéderait pas ses pouvoirs s'il prononçait sur les demandes en dommages-intérêts par un jugement séparé.

Mais nous avons fait observer que l'art. 159 a été déclaré commun aux Tribunaux correctionnels par l'art. 186, dans toutes ses dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé d'une manière spéciale; de sorte que nous pensons que les Tribunaux correctionnels, comme les Tribunaux de police, doivent prononcer, par un seul et même jugement, sur le renvoi ou l'absolution du prévenu et sur les dommages-intérêts.

IV. Quand le Tribunal correctionnel ne prononcerait qu'à l'audience suivante sur les dommages-intérêts, l'appel qui serait interjeté de son jugement n'en serait pas moins recevable aux termes de l'art. 199, lors même que les dommages ne s'élèveraient pas au-dessus de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance, et l'appel n'en devrait pas moins être porté à la Cour ou au Tribunal qui doit connaître des appellations en matière correctionnelle, puisque ce sera;

comme Tribunal correctionnel, et accessoirement à une plainte portée devant lui, que le Tribunal aurait statué.

V. Si le Tribunal correctionnel refuse d'adjudger les dommages-intérêts auxquels il aura été conclu, ce pourra être un grief d'appel contre le jugement; mais le Tribunal d'appel aurait fait un pareil refus, qu'il ne pourrait en résulter qu'un mal jugé, qui ne pourrait offrir une ouverture de cassation.

VI. Quoique l'art. 191 parle en général des demandes en dommages-intérêts qui peuvent être formées dans le cas du renvoi du prévenu, sans restreindre sa disposition à celles qui peuvent l'être à sa requête; cependant, il ne peut recevoir son application qu'à celles-ci : nous en avons donné les motifs sur l'art. 159.

VII. Si le fait dénoncé se trouve dans la classe des crimes, ce ne sera pas le cas d'annuler la citation et de prononcer sur les dommages-intérêts; il faudra faire le renvoi pur et simple de l'affaire devant le Procureur-Impérial. (Article 193.)

ARTICLE CXCI.

Si le fait n'est qu'une contravention de police, et si la partie publique ou la partie civile n'a pas demandé le renvoi, le Tribunal appliquera la peine, et statuera, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts.

Dans ce cas, son jugement sera en dernier ressort.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 192 du Code d'instruction criminelle autorise les Tribunaux correctionnels à prononcer des peines de police, lorsque le fait imputé au prévenu ne constitue qu'une simple contravention; ce qui est fondé sur ce que les Tribunaux correctionnels ont pleine juridiction en matière de police, et sur l'inutilité de l'exercice d'une nouvelle action, pour parvenir aux mêmes fins.

II. Cependant, l'art. 192 ne l'a autorisé que dans le cas où il n'aurait été fait aucune demande en renvoi devant le Tribunal de police, de la part du Ministère public ou de celle de la partie civile.

III. L'art. 192 ne s'étant occupé que de la demande en renvoi qui peut être formée par le Ministère public ou par la partie civile, doit-on en induire que le Tribunal saisi pourrait refuser de prononcer le renvoi de l'affaire au Tribunal de police, sur la demande qui en serait faite par le prévenu, et le priver ainsi d'un second degré de juridiction?

L'Auteur du Manuel d'instruction criminelle pense qu'il doit être suppléé au

silence de la loi en faveur du prévenu ; par la raison qu'on ne peut le priver, contre sa volonté, des deux degrés de juridiction.

Nous ne voyons pas quel a été le motif du Législateur d'accorder à la partie civile et au Ministère public une faveur qu'il a refusée au prévenu ; mais l'art. 192 chargeant d'une manière impérative le Tribunal correctionnel saisi d'appliquer les peines de police, lorsque le renvoi n'a pas été demandé par la partie civile ou par l'Officier du Ministère public, nous devons supposer qu'il en a eu de bonnes raisons, et ce n'est pas aux Juges qu'il appartient de scruter sa pensée : uniquement chargés d'appliquer la loi, ils ne peuvent, sous aucun prétexte, s'écarter de ses dispositions.

IV. Cependant, s'il y avait incompétence absolue dans le Tribunal correctionnel, c'est-à-dire, s'il n'était ni le Juge du lieu du délit, ni celui du domicile habituel ou momentané du prévenu, et si celui-ci avait proposé un déclinatoire, nous serions d'avis que le Tribunal saisi, devant d'abord s'occuper de régler sa compétence, il n'aurait pas à caractériser la nature du fait imputé au prévenu, et que, par suite, il ne pourrait lui appliquer aucune peine, même de simple police.

V. Lorsque, dans le cas de l'art. 192, le Tribunal correctionnel fait l'application des peines de police, son jugement est en dernier ressort, c'est-à-dire qu'il ne peut être attaqué que par la voie du recours en cassation.

VI. Mais avant de faire l'application des peines de police, le Tribunal doit commencer par déclarer la conviction acquise, et par citer la loi de laquelle il résulte que le fait déclaré à la charge du prévenu est une véritable contravention : c'est ce que la Cour de cassation jugea, le 26 mars 1808, sur un recours exercé contre un arrêt de Cour de Justice criminelle qui avait condamné un prévenu à des peines de police, sur l'unique motif que sa conduite avait été *irrégulière*.

Sans déclaration de conviction préalable d'un fait qualifié crime, délit ou contravention par la loi, il ne peut y avoir ni peine à infliger, ni réparations civiles à adjuger, ni condamnations de dépens à prononcer.

VII. Les dommages-intérêts qui peuvent être adjugés à la partie civile dans le cas de l'art. 192, non plus que dans aucun autre cas, ne peuvent être déclarés applicables à une œuvre quelconque, même du consentement de la partie civile. (*Art. 51 du Code pénal.*)

ARTICLE CXCI II.

Si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, le Tribunal pourra décerner de suite le mandat de dépôt ou le mandat d'arrêt, et il renverra le prévenu devant le Juge d'instruction compétent.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS avoir tracé dans ses articles 191 et 192 la marche à suivre par les Tribunaux correctionnels, lorsque le fait dénoncé ne constitue ni délit ni contravention, ou lorsqu'il ne constitue qu'une simple contravention de police, le Code d'instruction criminelle, dans son art. 193, prévoit le cas où le fait imputé au prévenu a acquis, aux débats, le caractère de crime; et il veut que, sans autre examen, le Tribunal se déclare incompétent, et qu'il renvoie l'affaire pour être instruite en la forme de droit.

II. L'art. 193 autorise même, alors, le Tribunal saisi à renvoyer le prévenu devant le Juge d'instruction, en état de mandat de dépôt ou de mandat d'arrêt, ce qui établit une grande différence entre les pouvoirs accordés dans le même cas aux Tribunaux correctionnels et aux Tribunaux de police : car ceux-ci ne sont autorisés à prononcer qu'un simple renvoi devant le Procureur - Impérial, sans que, sous aucun prétexte, ils puissent décerner aucun mandat contre le prévenu. (*Art. 161.*)

III. Mais lorsque les Tribunaux correctionnels n'usent pas de la faculté que leur donne l'art. 193, de décerner mandat de dépôt ou mandat d'arrêt contre le prévenu, ils doivent se borner à un simple renvoi de l'affaire devant le Procureur-Impérial, aux termes de l'art. 160, que l'art. 189 a déclaré commun aux Tribunaux correctionnels.

IV. Le mandat doit être décerné par ordonnance du Tribunal, et non d'après le seul ordre du Président qui n'a que sa voix comme Juge.

Le mandat est un acte trop important pour que le Code ait autorisé les Tribunaux à le décerner sans une délibération préalable, lors, sur-tout, qu'il s'est trouvé saisi par suite du renvoi que lui a fait la Chambre du Conseil ou celle d'accusation.

V. En prononçant le renvoi, le Tribunal correctionnel doit se borner à le faire devant le Juge d'instruction compétent, sans le désigner; ce n'est point à lui à juger de la compétence du Juge d'instruction, sous ce rapport.

L'art. 214 en renferme une disposition expresse, pour le cas où le renvoi est fait par le Tribunal d'appel; et il y a même raison de décider dans l'espèce de l'art. 193.

Lorsque le Tribunal saisi de l'appel trouve que le fait imputé au prévenu constitue un crime, il doit renvoyer l'affaire devant le Juge compétent, autre que celui qui a rendu le jugement, ou qui a fait la première instruction.

L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* est néanmoins d'avis que rien ne s'oppose à ce que le Tribunal de première instance qui se trouve saisi, fasse le renvoi de l'affaire devant le Juge d'instruction qui a commencé d'informer avant que l'affaire fût portée au Tribunal correctionnel.

Mais cette opinion tend à accréditer une double erreur : la première, que le Tribunal de première instance peut indiquer le Juge d'instruction auquel il fait le renvoi ; ce qui est ajouter à la disposition de la loi.

La seconde, qu'il peut charger de la nouvelle instruction le Juge d'instruction qui a fait la première ; ce qui contrarie ouvertement la disposition de l'art. 214.

VI. L'appel du jugement de renvoi serait-il recevable ?

Pour décider cette question, il faut déterminer la nature d'un pareil jugement : car, s'il doit être considéré comme étant de pure instruction, il n'est pas appellable ; mais on peut dire qu'il est *définitif*, en ce sens, qu'il prononce sur la *compétence*.

Cependant, s'il prononce sur la compétence, ce n'est que d'une manière *provisoire*, et sauf ce qui sera ordonné en définitif par la Chambre du Conseil et par la Chambre d'accusation, et on peut en induire que ne s'agissant que d'une simple instruction préliminaire, toutes choses doivent rester en état jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué.

Mais l'art. 199 renferme une disposition générale qui reçoit ici naturellement son application : car, quoiqu'il n'y ait encore rien de jugé sur le fond, il est intervenu un jugement sur la compétence, et tout jugement qui prononce sur la compétence peut être attaqué par la voie de l'appel.

ARTICLE CXCV.

Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais, même envers la partie publique.

Les frais seront liquidés par le même jugement.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est rédigé avec plus de détails que ne l'a été l'art. 167, relatif aux jugemens émanés des Tribunaux de police ; mais il ne dit rien de plus ; il suffira dès lors de renvoyer à nos précédentes observations.

II. Nous ajouterons seulement, que si l'insolvabilité de la partie condamnée aux frais en matière correctionnelle, est constatée, elle ne peut être retenue plus de *six mois* en arrestation depuis l'expiration de sa peine, lorsque l'adjudication en a été faite au profit de l'Etat. (Art. 53 du Code pénal.)

III. Les dispositions des articles 389 et 590 du Code de Commerce, présentent cependant une question particulière à décider, relativement aux frais de Justice, en matière correctionnelle, et c'est ici le moment de nous en occuper.

L'art. 589 est ainsi conçu :

« Les frais de poursuite en banqueroute *simple* seront supportés par la masse ; dans le cas où la demande aura été introduite par les Syndics du failli. »

L'art. 590 ajoute :

« Dans le cas où la poursuite serait intentée par un créancier, il supportera les frais, si le prévenu est déchargé ; lesdits frais seront supportés par la masse, s'il est condamné. »

Ce n'est pas la *masse* qui doit être *condamnée*, la condamnation aux frais doit être prononcée *contre le failli*, sauf la responsabilité civile de la masse ; d'où il suit que le failli qui s'y trouve condamné peut être retenu en arrestation après l'expiration de sa peine, lorsqu'il n'a pas payé les frais auxquels il a été condamné, ou qu'ils ne l'ont pas été par la masse.

IV. Le failli ne serait pas recevable dans l'action qu'il intenterait contre la masse, pour la contraindre au paiement des frais à sa décharge.

Il serait absurde de supposer qu'un failli condamné pût avoir action contre des créanciers qu'il aurait ruinés, pour en exiger qu'ils payassent les frais auxquels sa conduite coupable aurait donné lieu.

Lorsque les articles cités du Code de commerce ont dit que la masse *supporte* les frais, dans le cas de condamnation du failli, ce n'a été que relativement au Trésor impérial, qui demeure autorisé à en poursuivre le recouvrement contre elle.

Mais cette faculté accordée au Trésor impérial, ne l'empêche pas d'exercer son action directement contre le failli.

Les frais auxquels celui-ci est condamné, sont une dette privilégiée de la faillite, et non une dette personnelle de la masse.

Cette question est importante : car les biens abandonnés par le failli à ses créanciers, peuvent être insuffisants pour acquitter les frais adjugés au Trésor impérial, et la masse ne peut être tenue que jusqu'à la concurrence des biens qui la composent ; de sorte que si le failli n'était pas *personnellement* condamné, il y aurait nécessairement une perte à éprouver pour le Trésor impérial, et le banqueroutier s'en trouverait libéré sans bourse délier, lorsqu'il est possible que des parens ou des amis viennent à son secours pour le tirer de prison, lorsqu'il a subi la peine en acquittant les frais à sa charge.

Les art. 589 et 590 du Code de commerce n'ont donc évidemment stipulé que les intérêts du Trésor impérial, et non ceux du banqueroutier qui ne peut mériter aucun ménagement.

V. Le Code de commerce ne s'est pas occupé des frais de poursuite à faire contre les banqueroutiers *frauduleux* ; mais les choses restent, à cet égard, dans les termes du droit commun.

Le banqueroutier *frauduleux* qui succombe doit y être condamné, et le Trésor

public doit en être colloqué en ordre privilégié, sur les deniers de la masse.

Ce qui peut uniquement résulter du silence de la loi sur ce point, c'est que, pour le recouvrement des frais auxquels le banqueroutier *frauduleux* a été condamné, le Trésor public doit attendre d'être utilement colloqué dans l'ordre de distribution; tandis que, dans le cas des articles 589 et 590, les Syndics sont tenus de verser les deniers qu'ils ont en mains, jusqu'à concurrence du montant des frais adjugés : c'est la conséquence de la condamnation prononcée contre la masse.

VI. On demande si les honoraires du Défenseur de la partie qui gagne sa cause, doivent entrer dans la taxe des frais.

Le Code ne s'est pas expliqué sur cette question; mais il nous semble que, dès qu'il autorise les parties à se faire assister d'un Défenseur, ses honoraires doivent entrer en taxe, en suivant, à cet égard, les dispositions du décret impérial du 16 février 1807.

ARTICLE CXCV.

Dans le dispositif de tout jugement de condamnation, seront énoncés les faits dont les personnes citées seront jugées coupables ou responsables, la peine et les condamnations civiles.

Le texte de la loi dont on fera l'application, sera lu à l'audience par le Président; il sera fait mention de cette lecture dans le jugement, et le texte de la loi y sera inséré, sous peine de cinquante francs d'amende contre le Greffier.

OBSERVATIONS.

I. Cet article renferme deux dispositions principales dont la première, relative à la déclaration des faits de culpabilité, est d'une exécution rigoureuse : car, quoique le Législateur n'y ait pas attaché la peine de nullité, elle résulte de la nature des choses; il y aurait, en effet, un excès de pouvoir évident, et par suite, une fautive application de la loi pénale, si la personne citée se trouvait condamnée à une peine, lorsque le jugement n'aurait déclaré aucun fait à sa charge.

II. Vainement dirait-on qu'il faudrait recourir aux preuves résultantes de la procédure, et voir si, par leur rapprochement de la condamnation, la peine aurait été justement appliquée : car, outre que la conviction des Juges ne doit se former que sur une discussion orale, et non sur les preuves qui peuvent résulter de l'instruction, il est de principe, dans notre législation, qu'il doit y avoir un fait de culpabilité déclaré, et auquel puisse se rattacher un article du Code pénal, pour que la condamnation du prévenu puisse être légalement prononcée.

Si l'on s'écartait une fois de ce principe, sauve-garde de l'honneur, de la vie et de la liberté des citoyens, on retomberait dans cette formule dangereuse, que nos lois ont sagement proscrire, de prononcer des anciens Tribunaux, *pour les cas résultans du procès*, et qu'il n'a certainement pas été dans l'esprit du Code d'instruction criminelle de reproduire.

III. Il faut que le dispositif du jugement justifie par lui-même, sans qu'il soit besoin de recourir à des élémens étrangers, que la loi pénale a été justement appliquée; ce qui ne peut résulter que de la déclaration formelle du fait dont le prévenu est convaincu par le résultat des débats.

Le Législateur l'a ainsi entendu, tellement que, par l'article 163, il a ordonné que tout jugement de condamnation, en matière de simple police, serait *motivé*, et que les termes de la loi appliquée y seraient insérés, sous peine de *nullité*.

L'art. 195, il est vrai, n'a pas dit comme l'art. 163, qu'à défaut de motifs donnés dans le jugement, en matière correctionnelle, il serait nul; mais le Législateur n'a pu vouloir légitimer, en matière correctionnelle, ce qu'il venait de proscrire en matière de police, lorsqu'il y avait même raison de décider.

La nullité d'un pareil jugement résulte d'ailleurs de la disposition de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, qui la prononce d'une manière *générale*, contre tous jugemens ou arrêts qui n'ont pas été *motivés*.

IV. Mais on conçoit aisément que ce n'est que du jugement de *condamnation* dont parle l'art. 195: car si le prévenu est *acquitté*, il suffit que le jugement énonce qu'il n'a pas été trouvé convaincu des faits qui lui étaient imputés, sans qu'il soit besoin que ces faits se trouvent rappelés dans le dispositif.

C'est ce que la Cour de cassation jugea le 20 brumaire an xi, quoique l'art. 188 du Code de brumaire an iv renfermât la même disposition que l'art. 195 du Code d'instruction criminelle, et que cet article prononçât textuellement la nullité du jugement, pour le cas où la formalité n'aurait pas été observée.

V. Quant à la seconde disposition de l'art. 195, concernant la lecture à faire par le Président du texte de la loi appliquée, et qui ordonne au Greffier de faire mention de cette lecture dans le jugement, quoique son exécution soit très-importante, il aurait été trop rigoureux de prononcer l'annulation du jugement, pour une semblable omission. Il a paru suffisant de prononcer la peine d'amende contre le Greffier qui n'aurait pas fait mention de cette *lecture*.

Le Greffier doit de plus y *insérer* et sous la même peine, le texte de la loi appliquée, lors même que le Président n'en aurait pas donné la lecture: car cette mention en est indépendante, et le Greffier ne couvrirait pas sa responsabilité, en offrant d'établir que le Président aurait négligé de donner la lecture exigée.

VI. L'art. 195 n'a pas établi de peine contre le Président qui se permet de

prononcer une condamnation, sans avoir donné lecture du texte de la loi pénale appliquée, mais il doit être censuré par l'autorité supérieure; et quoique l'art. 195 ne le dise pas, non-seulement le Président qui aurait prononcé le jugement sans avoir donné lecture de l'article de la loi applicable, mais chacun des Juges qui auraient voté la condamnation du prévenu, lorsque cette condamnation n'aurait pas été autorisée par la disposition d'une loi expresse, pourrait être pris à partie : puisqu'alors le Tribunal aurait substitué sa volonté à celle de la loi, et qu'il aurait ouvertement violé ce principe d'une éternelle justice, qu'aucune peine ne peut être appliquée, lorsqu'elle n'a pas été prononcée par une loi formelle, antérieurement promulguée.

Il n'en serait pas de même s'il y avait eu simplement *erreur* dans le texte de la loi, dont la lecture aurait été faite, et qui aurait été appliquée, s'il en existait un autre qui fût vraiment applicable au fait reconnu et déclaré. (*Art. 411.*)

VII. Mais quel est le Tribunal qui doit prononcer l'amende encourue par le Greffier ?

Est-il même nécessaire qu'elle soit prononcée par un jugement, pour qu'elle puisse être exigée ?

Nous nous sommes déjà occupés de cette question importante, sous les art. 77 et 112, et nous persistons dans l'opinion que nous avons énoncée.

C'est la *matérialité* seule du fait qui établit la contravention du Greffier, et cette matérialité, qui peut être constatée par un procès-verbal du Receveur de l'enregistrement et des Domaines, peut être poursuivie par voie de contrainte.

De quelle utilité serait, en effet, un jugement de condamnation préalable ?

Il ne ferait qu'occasionner des longueurs et des frais en pure perte : car, si la contravention existe, il y aurait condamnation nécessaire du Greffier; et si elle n'existe pas, le Greffier se fera décharger des contraintes sur son opposition, sans éprouver la moindre difficulté.

Ce moyen simple a le double avantage de rendre plus attentifs les Greffiers à remplir leurs devoirs, et de faciliter le recouvrement des amendes.

* VIII. Si l'art. 112 ne fixe pas la quotité de l'amende encourue d'une manière certaine, ce ne peut être un motif pour exiger qu'il soit rendu un jugement préalable de condamnation qui en détermine le montant.

Lorsque la quotité du droit est incertaine, la Régie de l'enregistrement, après avoir établi la contravention, peut faire commandement au Greffier qui l'a commise, de payer une somme quelconque, sauf à celui-ci à en demander la réduction sur son opposition.

C'est ainsi que cela se pratique dans le cas de mutation par décès, lorsque l'héritier a négligé de faire une déclaration, et qu'il est contraint au paiement du droit proportionnel.

L'incertitude de la somme à recouvrer ne change ni ne peut changer la forme de procéder.

IX. On opposerait en vain que les Receveurs de l'enregistrement n'ont pas le droit d'aller fouiller dans les greffes des Tribunaux criminels, correctionnels et de police, et qu'il y aurait même du danger à les y autoriser.

Si la loi du 21 ventôse au vii, qui a établi les droits de greffe, n'a parlé que des greffes civils et de commerce, et si ce n'est que dans ces greffes qu'elle ait spécialement autorisé les Receveurs à faire des recherches, elle ne l'a pas interdit dans les greffes criminels, correctionnels et de police.

D'ailleurs, les mandats devant être notifiés, les jugemens devant s'expédier, ces actes sortent du greffe pour être mis à exécution, et les exploits de notification doivent être enregistrés; les Receveurs peuvent donc constater les contraventions, sans qu'il soit besoin d'aller fouiller dans les greffes.

Ce n'est pas, au surplus, la question de savoir quel est le droit que les Receveurs de l'enregistrement peuvent exercer dans les greffes criminels, correctionnels et de police, que nous nous sommes proposé d'examiner; mais simplement celle de savoir si, lorsque la matérialité de la contravention est constatée par le procès-verbal d'un Receveur de l'enregistrement, elle peut donner lieu à des contraintes valables contre le Greffier contrevenant, et l'affirmative nous semble évidente.

Si la question pouvait être douteuse, ce ne serait que pour le cas où le Code n'aurait pas prononcé une amende *fixe et déterminée*; mais dès que le Législateur a voulu que le Greffier qui contrevient aux dispositions du Code qu'il est tenu d'observer sous peine d'amende, pût être poursuivi pour en payer le montant, il ne faut négliger aucun des moyens qui peuvent servir à en assurer le recouvrement, et ce recouvrement ne pourrait se faire si les Tribunaux négligeaient de condamner le Greffier à l'amende, et s'il était interdit à la Régie de l'enregistrement et des domaines d'en faire la poursuite par la voie de *contraintes*, la seule qu'elle est autorisée à exercer.

X. Nous ne prétendons pas conclure de là que les Tribunaux qui reconnaissent la contravention, soient incompétens pour condamner les Greffiers à l'amende : notre opinion est même, que tous les Tribunaux sont compétens pour prononcer cette condamnation, lorsqu'ils se trouvent légalement saisis; mais il n'en est pas moins important que les receveurs de l'enregistrement soient autorisés à exercer des contraintes contre les Greffiers négligeus, comme moyen supplétif, peut-être plus capable que tout autre d'assurer l'exécution des formalités prescrites.

ARTICLE CXCVI.

La minute du jugement sera signée au plus tard dans les vingt-quatre heures, par les Juges qui l'auront rendu.

Les Greffiers qui délivreront expédition d'un jugement avant qu'il ait été signé, seront poursuivis comme faussaires.

Les Procureurs-Impériaux se feront représenter tous les mois les minutes des jugemens, et, en cas de contravention au présent article, ils en dresseront procès-verbal, pour être procédé ainsi qu'il appar tiendra.

OBSERVATIONS.

I. Il faut bien apprécier ces termes de l'art. 196 : « Le jugement sera *signé* par les » Juges qui l'auront rendu. »

En résulte-t-il que tous les Juges qui ont coopéré au jugement, doivent le signer ?

En résulte-t-il que leur signature soit exigée, sous peine de nullité du jugement ?

II. La nullité n'étant pas prononcée, ne peut être suppléée.

Elle a été si peu dans l'intention du Législateur, qu'il ne l'a pas même prononcée en matière criminelle. (Art. 370 et 593.)

Cependant, si le jugement n'était pas signé d'un nombre de Juges en majorité, ce ne serait plus un véritable jugement ; ce serait un acte incomplet, qui ne pourrait produire aucun effet.

III. Les art. 370 et 593 se servent de la même locution que l'art. 196, le jugement sera *signé par les Juges qui l'auront rendu* ; on ne peut en conclure que tous les Juges qui ont coopéré à le rendre doivent le signer : car la minorité ne peut faire la loi à la majorité, et par son *refus de signer*, rendre nul un jugement qui aurait été rendu contre son avis.

Lorsque quelques Juges refusent de signer, le Greffier doit le constater par un procès-verbal, afin de couvrir sa responsabilité.

IV. Si le Juge qui a été d'une opinion contraire à celle de la majorité, craint de se compromettre en signant le jugement, il peut faire des protestations, ou consigner son avis sur le registre.

Si c'était un Juge dont l'avis aurait prévalu, qui refusait de signer, et que par ce moyen le jugement ne se trouve pas revêtu d'un nombre suffisant de signatures, il s'exposerait à la prise à partie ; ce serait, de sa part, un déni de Justice caractérisé.

V. L'art. 196 ne prononce pas d'amende contre le Greffier, à défaut de signature des Juges, sur la minute des jugemens en matière *correctionnelle* ; il lui défend seulement d'en délivrer des expéditions avant qu'ils soient signés.

Si le Greffier contrevient à cette défense, il peut être poursuivi comme *faussaire*, lors même que dans l'expédition qu'il aura délivrée, il n'aura pas déclaré

que le jugement a été signé : car il n'aura pas moins délivré comme jugement, un acte qui n'en aura pas le caractère...

VI. Si par l'effet d'un événement extraordinaire, l'un des Juges ou le Greffier se trouvait dans l'impossibilité de *signer*, le jugement qui aurait été rendu et prononcé devrait-il être considéré comme non-aveu?

Le Code d'instruction criminelle n'a pas décidé le cas ; mais il a été prévu pour les matières civiles, par l'art. 37 du décret impérial du 30 mars 1808. Cet article porte :

« Si par l'effet d'un accident extraordinaire, le Président se trouvait dans l'impossibilité de signer la feuille d'audience, elle devra l'être dans les vingt-quatre heures suivantes, par le plus ancien des Juges ayant assisté à l'audience ; dans le cas où l'impossibilité de signer serait de la part du Greffier, il suffira que le Président en fasse mention en signant. »

L'article cité doit être exécuté quant à la manière de constater le défaut de signature du Greffier ; mais en matière criminelle et correctionnelle, il ne peut recevoir son exécution, à l'égard des Juges qui *tous* doivent signer la minute du jugement.

Cependant, l'événement extraordinaire arrivé à l'un des Juges, ne pourrait produire l'effet d'annuler le jugement ou l'arrêt, puisque le Code ne prononce pas la nullité, pour défaut de signature, de *tous* les Juges qui ont assisté au jugement.

Cet événement ne serait même d'aucune importance, s'il restait des Juges en majorité qui l'eussent signé.

Si la signature du Juge mort ou empêché était nécessaire pour constituer la majorité, il faudrait en dresser procès-verbal qui serait signé par tous les Juges présents au Jugement, et si le Juge n'était qu'empêché, il faudrait y consigner sa déclaration.

VII. Le troisième alinéa de l'art. 196 est purement réglementaire.

Il se borne à indiquer au Procureur-Impérial ce qu'il doit faire pour s'assurer que les jugemens ont été revêtus des formalités prescrites, et pour faire réprimer les contraventions.

Il doit en dresser procès-verbal et procéder suivant les circonstances, soit en poursuivant le Greffier, soit en dénonçant à l'autorité compétente le Juge négligent à se conformer aux obligations qui lui sont imposées.

ARTICLE CXCVII.

Le jugement sera exécuté à la requête du Procureur-Impérial et de la partie civile, chacun en ce qui le concerne.

Néanmoins les poursuites pour le recouvrement des amendes et confiscations, seront faites, au nom du Procureur-Impérial, par le Directeur de la Régie des droits d'Enregistrement et des Domaines.

OBSERVATIONS.

I. TANT que l'affaire est encore indécise, les poursuites pour parvenir au jugement se font à la diligence du Procureur-Impérial; mais lorsqu'il ne s'agit plus que de son exécution, la partie civile et le Ministère public doivent en suivre l'exécution, chacun en ce qui le concerne.

Doit-on en tirer la conséquence que les poursuites faites à la requête de l'un d'eux, ne puissent produire l'effet d'arrêter le cours de la *prescription*, ni faire courir le délai de l'*appel* à l'égard de l'autre?

Relativement à la *prescription*, la question ne semble pas présenter une difficulté sérieuse: elle doit être résolue pour l'affirmative. La *prescription* doit avoir son cours.

Mais relativement à l'*appel*, la question peut être débattue: car, si l'art. 197 porte que la partie civile et le Procureur-Impérial seront exécuter le jugement, chacun en ce qui le concerne, l'art. 203 prononce la déchéance de l'*appel*, lorsqu'il n'a pas été déclaré dans les dix jours à compter de celui de la signification du jugement.

L'opinion de faire courir le délai de l'*appel*, à l'égard de toutes les parties, par la signification du jugement faite à la requête de l'une d'elles, paraît plus conforme à l'esprit du Code d'instruction criminelle: le Législateur n'a voulu, pour faire courir le délai d'appeler, que la connaissance donnée du jugement à la partie condamnée; ce qui le prouve, c'est qu'il suffit de sa *prononciation*, aux termes de l'art. 203, pour faire courir le délai de l'*appel* à l'égard de toutes les parties.

On ne peut supposer que le Législateur ait voulu favoriser le *défaillant*, plus que celui qui a obéi à la Justice, en *comparaissant* sur la citation.

II. Dans le cas de poursuites faites concurremment à la requête de la Régie de l'enregistrement, et à celle de la partie civile, pour l'exécution du jugement, l'article 468 du Code pénal veut que les restitutions et les indemnités dues à la partie civile soient préférées à l'amende.

Mais c'est l'amende seule que prennent les indemnités accordées à la partie civile, et non les *frais adjugés* au Trésor public.

III. La seconde partie de l'art. 197 indique la manière dont doit se faire le recouvrement des amendes et des confiscations.

C'est à la requête du Procureur-Impérial, mais à la diligence de la Régie de l'enregistrement et des domaines, que les contraintes doivent être exercées.

Il en est de même des poursuites à faire pour le recouvrement des *frais*, quoique le Code ne s'en explique pas d'une manière aussi formelle.

Il y a solidarité entre tous les accusés condamnés. (*Art. 54 du Code pénal.*)

La voie de la contrainte par corps peut être prise contre eux. (*Art. 52, idem.*)

IV. Les poursuites *directes* du Procureur - Impérial ne peuvent avoir pour objet que l'emprisonnement auquel le délinquant a pu être condamné.

L'appel étant *suspensif*, le Procureur - Impérial ne doit mettre le jugement à exécution qu'après l'expiration du délai accordé pour l'appel. (*Art. 203.*)

La partie civile n'a pas plus de droit.

Mais pendant le délai de l'appel, il peut être fait des actes conservatoires.

V. S'il s'élève quelques difficultés sur la validité des contraintes exercées, il faut se pourvoir devant les Tribunaux civils pour y faire prononcer.

ARTICLE CXCVIII.

Le Procureur - Impérial sera tenu, dans les quinze jours qui suivront la prononciation du jugement, d'en envoyer un extrait au Procureur - Général - Impérial.

OBSERVATIONS.

Le Procureur - Impérial doit transmettre au Procureur - Général un extrait du jugement, lors même que la Cour impériale ne serait pas Juge de l'appel.

En l'ordonnant ainsi, le Législateur a eu pour motif de donner au Procureur - Général des renseignemens qui peuvent lui être utiles, et de le mettre à même, lorsqu'il le croit convenable, de donner l'ordre au Procureur - Impérial attaché au Tribunal qui doit connaître de l'appel, de se rendre appelant du jugement. (*Art. 27.*)

L'art. 198 a dès-lors un grand objet d'utilité.

Il n'est pas de simple discipline.

L'extrait de jugement à transmettre au Procureur - Général est indépendant de celui qui doit être adressé au Procureur - Impérial établi près le Tribunal qui doit connaître de l'appel, au désir de l'art. 202.

ARTICLE CXCI.

Les jugemens rendus en matière correctionnelle pourront être attaqués par la voie de l'appel.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est conçu dans les termes les plus généraux; il semblerait dès-lors

ne devoir admettre aucune exception ; cependant il doit être sainement entendu , et il faut tenir pour constant que les jugemens *préparatoires* et *d'instruction* , en matière correctionnelle comme en matière civile , ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel.

II. Il en est autrement des jugemens *interlocutoires* ; c'est ce que la Cour de cassation jugea le premier février 1811 , et elle le jugea de même encore le 2 août suivant.

III. Le jugement qui prononce sur la compétence n'est pas un simple jugement d'instruction ; il décide d'une manière *définitive* un point très-important ; l'appel en est donc recevable : car , la première chose à savoir est si le Tribunal qui se trouve saisi a caractère pour juger.

IV. Mais l'appel des jugemens qui émanent des Tribunaux correctionnels , dans les cas prévus par les art. 192 et 505 , n'est pas recevable lorsqu'ils n'ont prononcé que des peines de simple police.

L'appel en serait-il recevable dans l'espèce de l'art. 193 , si le Tribunal correctionnel n'avait fait que prononcer le renvoi du prévenu devant le Juge d'instruction compétent ? (*Voyez nos Observations sur cet article* , n.º 7.)

V. Si le jugement avait été rendu par défaut , l'appel n'en serait recevable qu'après l'expiration du délai de l'opposition ; mais il n'en devrait pas moins être déclaré dans les dix jours , à compter de la *signification* du jugement à personne ou à domicile.

VI. S'il y avait opposition formée de la part du condamné , et appel de cello du Ministère public , faudrait-il plaider sur l'appel ou sur l'opposition ?

La Cour de cassation jugea , par arrêt du 17 mars 1808 , qu'il fallait procéder sur l'appel.

Dans l'espèce particulière , cette voie avait été prise *avant* que l'opposition eût été formée ; mais ce ne fut pas le motif principal de l'arrêt.

Son véritable motif fut que la voie de l'appel comme celle de l'opposition , étaient recevables , et que les parties ne pouvant plaider pour le même fait , dans deux Tribunaux différens , c'était le Tribunal supérieur qui devait rester juge.

La question était délicate , attendu qu'on ne pouvait juger , ainsi qu'il le fut par cet arrêt , sans priver le défaillant de la voie de l'opposition , et conséquemment d'un degré de juridiction : mais sous l'empire du Code de brumaire an iv , l'opposition n'était que tolérée en matière correctionnelle. Comme elle est *spécialement* autorisée par le Code d'instruction criminelle , si la question se représentait , elle mériterait d'être examinée de nouveau ; d'autant plus que dans l'espèce jugée par l'arrêt du 17 mars 1808 , il n'avait pas même été formé opposition au jugement depuis l'appel interjeté , la partie qui aurait été recevable à la former , s'étant bornée à

soutenir que l'Officier du Ministère public était non-recevable dans son appel, pour l'avoir interjeté pendant le délai de l'opposition.

ARTICLE C C.

Les appels des jugemens rendus en police correctionnelle, seront portés des Tribunaux d'arrondissement au Tribunal du chef-lieu du département.

Les appels de jugemens rendus en police correctionnelle au chef-lieu du département seront portés au Tribunal du chef-lieu du département voisin, quand il sera dans le ressort de la même Cour Impériale, sans néanmoins que les Tribunaux puissent, dans aucun cas, être respectivement Juges d'appel de leurs jugemens.

Il sera formé un tableau des Tribunaux de chefs-lieux auxquels les appels seront portés.

OBSERVATIONS.

I. Lors de l'établissement des Tribunaux de District, les appels de leurs jugemens se portaient à l'un des Tribunaux les plus voisins, d'après un tirage au sort ; mais c'était seulement en matière civile ; car en matière correctionnelle, c'était le Tribunal de District de l'arrondissement qui en était le juge naturel ; les affaires de cette nature étaient portées devant les Juges-de-peace du chef-lieu, qui les jugeaient en premier ressort, sous la présidence du Directeur du Jury.

Ce genre d'affaires ayant été mis, par le Code de brumaire an iv, dans les attributions des Tribunaux civils, l'appel en fut porté devant la Cour de Justice criminelle du département.

Le Code d'instruction criminelle vient d'établir de nouvelles formes de procéder ; elles sont l'objet des art. 200 et 201.

II. L'art. 200 détermine le cas où l'appel en matière correctionnelle doit être porté d'un Tribunal d'arrondissement à un autre Tribunal d'arrondissement, et l'art. 201, celui où l'appel doit être jugé par la Cour Impériale du ressort ; mais une remarque essentielle à faire, c'est que les seuls Tribunaux des chefs-lieux de départemens sont compétens pour connaître des appels en matière correctionnelle, et que, dans aucun cas, ils ne peuvent être Juges d'appel les uns à l'égard des autres.

III. Tous les Tribunaux des chefs-lieux de départemens, n'ont pas même dans leurs attributions la connaissance des appels en matière correctionnelle : cette connaissance est spécialement attribuée aux Cours Impériales ; 1.^o lorsque le jugement

a été rendu par un des Tribunaux d'arrondissement du département où siège la Cour Impériale;

2.^o Lorsque le Tribunal d'arrondissement qui a rendu le jugement n'est pas plus éloigné de la ville où siège la Cour Impériale, que de celle où est établi le chef-lieu de son département. (*Art. 201.*)

D'où il suit que jamais les Tribunaux des chefs-lieux des départemens où sont établies les Cours Impériales, ne peuvent connaître des appels en matière correctionnelle.

IV. L'art. 200 est, au reste, conçu dans des termes assez clairs, pour ne présenter aucun doute sur la manière d'en faire l'application.

Il en résulte en thèse générale, que les appels des jugemens rendus en police correctionnelle, par les Tribunaux d'arrondissement, doivent être portés au Tribunal du chef-lieu de département; et que ceux rendus par les Tribunaux des chefs-lieux de départemens, doivent être portés au Tribunal du département voisin, sans que, néanmoins, les Tribunaux de chefs-lieux puissent connaître *respectivement* de l'appel de leurs jugemens.

C'est la seule exception portée en l'art. 200; mais il faut y rattacher celles que nous venons de rappeler, et qui se trouvent mentionnées dans l'art. 201.

V. Pour éviter toute équivoque sur ce que l'on doit entendre par le Tribunal *du chef-lieu*, l'art. 40 de la loi du 20 avril 1810, a décidé que c'est celui qui se trouve établi dans la ville où siège habituellement la Cour d'Assises.

Comme toutes les Cours d'Assises ne sont pas établies dans les chefs-lieux de départemens; qu'elles le sont en général dans les villes où siegeaient les Cours de Justice criminelle, (*Art. 17 de la loi citée.*) cela aurait pu donner matière à difficulté, sans cette explication.

VI. Il existe même dans l'Empire une Cour d'Assises établie dans une ville où il n'y a pas de Tribunal de première instance; cette Cour d'Assises y a été placée par des considérations d'ordre public, et par la facilité qu'ont les membres du Tribunal de première instance de la ville voisine, de s'y rendre à volonté; les deux villes ne se trouvant séparées que par la Meuse: cette ville est *Mézière*, chef-lieu du département des Ardennes; *Charleville* est celle où est établi le Tribunal de première instance. (*Avis du Conseil-d'Etat, du 2 août 1811, approuvé de l'Empereur, le 6 du même mois.*)

VII. En exécution de l'art. 200 du Code d'instruction criminelle, il a été formé un tableau des Tribunaux de chefs-lieux auxquels les appels doivent être portés: ce tableau se trouve, au Bulletin des lois de 1810, deuxième volume, page 173.

ARTICLE C C I.

Dans le département où siège la Cour Impériale, les appels des jugemens rendus en police correctionnelle seront portés à ladite Cour.

Seront également portés à ladite Cour les appels des jugemens rendus en police correctionnelle dans le chef-lieu d'un département voisin, lorsque la distance de cette Cour ne sera pas plus forte que celle du chef-lieu d'un autre département.

OBSERVATIONS.

I. C'est à la Cour Impériale à connaître des appels des jugemens rendus en matière correctionnelle, par les Tribunaux d'arrondissement du département où elle est établie, et, conséquemment, de ceux qui l'ont été par le Tribunal du chef-lieu, comme de ceux émanés des autres Tribunaux du même département.

II. C'est également à la Cour Impériale à connaître des appels exclusivement aux Tribunaux civils des chefs-lieux des autres départements de son ressort, lorsque la ville où elle siège n'est pas à une plus grande distance du lieu où est établi le Tribunal qui a rendu le jugement attaqué, que ne l'est de ce Tribunal, celui du chef-lieu du département voisin.

C'est ainsi que s'en expliqua l'Orateur de la Commission du Corps-Législatif, dans son discours sur le Livre II, Chapitres I et II du Code d'instruction criminelle, et ce que l'art. 201 dit d'ailleurs assez clairement.

III. Mais quelque rapprochée que puisse être la ville où siège la Cour Impériale, de celle où se trouve établi le Tribunal d'arrondissement qui a rendu le jugement, elle ne serait pas compétente pour connaître de l'appellation qui en serait interjetée, si ce Tribunal était établi dans le ressort d'une autre Cour Impériale: car les Cours Impériales n'ont, ainsi que les autres Tribunaux, de juridiction que dans l'étendue de leur territoire, à moins d'une attribution spéciale, comme dans le cas de renvoi fait par la Cour de cassation.

IV. Il est des cas où la Cour Impériale connaît des matières correctionnelles en premier et en dernier ressort. (*Voy. nos Observations sur l'art. 479.*)

ARTICLE CCII.

La faculté d'appeler appartiendra :

- 1.^o *Aux parties prévenues ou responsables ;*
- 2.^o *A la partie civile , quant à ses intérêts civils seulement ;*
- 3.^o *A l'Administration forestière ;*
- 4.^o *Au Procureur-Impérial du Tribunal de première instance, lequel, dans le cas où il n'appellerait pas, sera tenu, dans le délai de quinzaine, d'adresser un extrait du jugement au Magistrat du Ministère public près du Tribunal, ou de la Cour qui doit connaître de l'appel ;*

5.^o *Au Ministère public près le Tribunal ou la Cour qui doit prononcer sur l'appel.*

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 193 du Code de brumaire an IV accordait la faculté d'appeler, en matière correctionnelle, au condamné, à la partie *plaignante*, au Commissaire du pouvoir exécutif, et à l'Accusateur public près le Tribunal criminel du département.

C'est aussi la disposition de l'art. 202 du Code d'instruction criminelle; mais cet article est rédigé de manière à lever tous les doutes que faisait naître l'application de l'art. 193 du Code de brumaire an IV.

II. Ce n'est plus seulement, en effet, à la partie *condamnée* que la faculté d'appeler est accordée, mais aux parties *prévenues ou responsables* sans restriction; de sorte que leur appel serait recevable, lors même qu'étant renvoyées de la prévention, elles ne le fonderaient que sur le refus de leur adjuger les réparations civiles auxquelles elles auraient conclu.

III. Si l'art. 193 du Code de brumaire an IV avait donné la même faculté à la partie *plaignante*, c'est que, dans le système de ce Code, la partie plaignante qui ne s'était pas *départie* de sa plainte dans les vingt-quatre heures; était réputée *partie civile*; tandis que, dans celui du Code d'instruction criminelle, il faut une *déclaration formelle* de la part du plaignant qu'il se rend partie civile, pour qu'il puisse être considéré comme tel.

L'art. 193 du Code de brumaire an IV avait donc été conséquent, en autorisant l'appel de la partie *plaignante*, et le Code d'instruction criminelle l'a été également, en restreignant la faculté d'appeler à la *seule partie civile*, et en la refusant par suite au simple *plaignant*. L'appel d'un jugement ne peut être recevable, en effet, que de la part de ceux qui ont été parties dans l'instance devant les premiers Juges, et le plaignant qui ne s'est pas rendu partie civile, n'a pas été partie dans la cause; il n'a pas même dû y être appelé.

IV. Quoique l'art. 193 du Code de brumaire an IV ne portât pas, comme le fait l'art. 202 du Code d'instruction criminelle, que la partie civile n'est recevable à appeler que dans ses *intérêts civils*, la Jurisprudence l'avait appliqué dans ce sens; de sorte que, si le Ministère public ne s'était pas rendu appelant, le prévenu qui avait été acquitté en première instance, ne pouvait être condamné à aucune peine, sur l'appel de la partie plaignante.

Si le Ministère public s'était rendu *seul* appelant, on jugeait de même que l'affaire ne pouvait être examinée sur l'appel, que sous le rapport de la vindicte publique.

L'art. 202 n'a donc fait que convertir en point de doctrine, un point de Jurisprudence bien établi.

V. Le Tribunal d'appel commettrait un déni de Justice, s'il refusait de prononcer sur l'appel de la partie civile, sous prétexte que, ne s'agissant plus au procès que d'intérêts civils, l'affaire sort de sa compétence : la cause ayant été jugée en première instance par un Tribunal correctionnel, il n'y a qu'un Tribunal du même ordre qui puisse être autorisé à connaître de l'appel du jugement qui est intervenu, quel que soit l'objet de l'appel.

VI. La personne *civilement responsable*, condamnée sans avoir été préalablement citée, et poursuivie en paiement des condamnations prononcées contre elle, ne serait pas recevable dans l'appel du jugement qui l'aurait condamnée, puisqu'elle n'y aurait pas été partie, et, par la même raison, elle n'aurait pas même la voie de l'opposition contre le jugement.

Mais comme il faut qu'elle puisse faire valoir ses droits, elle aura nécessairement la voie de la *tierce-opposition* : nul ne peut être condamné sans avoir été entendu, et tout doit être ramené à ce principe fondamental d'une bonne législation.

Si la personne civilement responsable avait été citée, lors même qu'elle aurait été condamnée *par défaut*, son appel serait recevable après le délai de l'opposition expiré ; ce ne serait plus alors le cas de la tierce-opposition.

VII. Si la personne civilement responsable n'avait été ni citée, ni condamnée, et s'il avait été simplement décerné des contraintes contre elle, à raison de sa responsabilité, il lui suffirait d'y former *opposition*, et cette opposition devrait être vidée par les Tribunaux civils, en se conformant aux dispositions du Code Napoléon, auquel renvoie l'art. 74 du Code pénal. (*Voy. l'art. 79 du Décret impérial du 15 novembre 1811, sur la responsabilité des chefs de l'établissement dans les Lycées.*)

VIII. L'art. 202 réserve spécialement à l'Administration forestière, la faculté d'appeler ; ce qui donne lieu d'examiner plusieurs questions d'un assez grand intérêt.

La principale est celle de savoir s'il peut être prononcé des peines contre le délinquant acquitté en première instance, lorsque l'Administration forestière s'est rendue seule appelante du jugement.

Une seconde, qui n'a pas moins d'importance, consiste à savoir si les autres Administrations et Régies doivent jouir du même avantage que l'Administration forestière ; c'est-à-dire, si elles sont recevables à se rendre appelantes du jugement qu'elles prétendent leur faire grief.

Une troisième de savoir si, lorsque l'action a été introduite à la requête d'une Administration, le Procureur Impérial est recevable à se rendre appelant du jugement ?

IX. La solution de cette dernière question repose sur des principes si certains, que

nous n'aurions pas osé la proposer, si elle n'avait pas paru faire l'objet d'un doute sérieux dans l'esprit d'une Cour de Justice criminelle, et si cette Cour ne l'avait pas résolue pour la *négative*.

Mais son arrêt fut annulé, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général Merlin, au rapport de M. Vergès, le 4 avril 1806 :

« Attendu qu'il faut distinguer dans les délits forestiers, comme dans les autres » délits, l'action publique de l'action privée ou civile ;
 » Que, quoique les Agens de l'Administration générale aient incontestablement » le droit de poursuivre les délits forestiers, sous le rapport des intérêts privés ou » civils, le Ministère public, qui a pour objet la répression des délits, n'en a pas » moins celui d'agir pour la vindicte publique. »

X. Le Code de brumaire an iv ne renfermait aucune disposition particulière qui autorisât l'Administration forestière à se pourvoir, par appel, contre les jugemens rendus en cette matière ; cependant, jamais la faculté ne lui en fut contestée, lorsqu'elle avait été partie *poursuivante* ou *intervenante* en cause *principale* ; mais lorsqu'elle ne l'avait pas été, on la déclarait non-recevable dans son appel. (*Arrêt du 29 brumaire an xiv.*)

Il faudrait le juger de même aujourd'hui : en autorisant l'appel de l'Administration forestière, l'art. 202 a supposé nécessairement qu'elle a été partie en cause principale.

XI. On jugeait, sous l'empire du Code de brumaire an iv, que l'appel de l'Administration forestière remettait tout le procès en question ; de sorte que, fût-elle seule appelante, il y avait lieu de condamner le délinquant à l'amende qu'il avait encourue. (*Arrêts au rapport de M. Guieu, des 9 mai 1807, et 28 janvier 1803.*)

« Attendu que le Ministère public est toujours partie recevable, et même nécessaire, dans les causes qui intéressent le Gouvernement, pour y requérir l'exécution des lois, et prendre toutes les conclusions que l'ordre public peut rendre » nécessaires. »

Dans l'espèce de ces arrêts, il n'était question que d'amende et non d'emprisonnement. Le Tribunal d'appel commettrait un excès de pouvoir, s'il prononçait la peine de l'emprisonnement sur le seul appel de l'Administration forestière : si la condamnation à l'amende est autorisée, c'est que, dans cette matière, l'amende est moins une peine proprement dite, que l'indemnité du dommage causé.

XII. Mais le prévenu qui aurait obtenu son renvoi par jugement du Tribunal de première instance, pourrait-il être condamné à l'amende, sur le seul appel des Administrations des Douanes, des Droits-Reunis, des Octrois ?

L'amende prononcée contre les contrevenans en ces matières, est une véritable peine ; ce n'est pas une simple indemnité.

Cependant ces Administrations seraient recevables dans leur appel, comme par-

tés civiles, si elles avaient figuré dans la cause en première instance, quoique l'art. 202 n'ait parlé spécialement que de l'Administration forestière.

Les Administrations qui n'auraient pas été parties en cause principale, mais seulement leurs Employés ou Préposés dans leur intérêt particulier, seraient non-recevables dans l'appel qu'elles interjetteraient du jugement : c'est ce qui résulte de deux arrêts des 23 juillet 1807, et 3 novembre 1808, qui déclarèrent non-recevables des recours en cassation exercés par des Administrations, envers des arrêts rendus contre leurs Agens, pour des faits qui leur étaient *personnels*.

XIII. Le seul appel du Ministère public autorise les Tribunaux d'appel à condamner les contrevenans aux restitutions et aux confiscations prononcées par la loi, lorsqu'elles doivent profiter au Trésor public.

Mais si les Octrois étaient affermés, comme les restitutions et les confiscations appartiendraient au Fermier, les seules peines applicables à la contravention devraient être prononcées sur l'appel du Ministère public. (*Arrêt du 13 mars 1809.*)

XIV. Les N.ºs 3 et 4 de l'art. 202 autorisent le Procureur-Impérial et l'Officier du Ministère public près le Tribunal qui doit connaître de l'appel, à se rendre appelans des jugemens rendus en police correctionnelle ; mais le Code ne leur accorde pas le même délai ; il en était déjà de même sous l'empire du Code de Brumaire an IV. (*Art. 203 et 205.*)

La marche indiquée par le Code d'instruction criminelle est mieux combinée, en ce qu'elle assure, par une double voie, que le jugement parviendra à temps à la connaissance de l'Officier du Ministère public établi près le Tribunal d'appel, pour qu'il puisse en appeler dans le délai utile, lorsque le Procureur-Impérial du Tribunal qui l'a rendu ne l'a pas lui-même attaqué.

Si, dans les dix jours accordés au Procureur-Impérial pour appeler, ce Magistrat ne juge pas à propos de le faire, l'art. 202 lui impose l'obligation d'adresser, dans les cinq jours suivans, un extrait du jugement à l'Officier du Ministère public attaché au Tribunal d'appel du ressort, qui peut s'en rendre appelant dans les *deux mois* de sa *prononciation*, en observant les formalités prescrites par l'art. 205.

Le délai de *deux* mois est réduit à *un*, lorsque le jugement a été notifié à ce Magistrat.

L'envoi à faire d'un extrait du jugement à l'Officier du Ministère public du Tribunal qui doit connaître de l'appel, est indépendant de l'envoi à faire au Procureur-Général, en exécution de l'art. 198.

XV. La même faculté d'appeler n'est pas cependant réservée au Procureur-Général, lorsque ce n'est pas la Cour Impériale qui doit connaître de l'appel ; mais l'art. 274 l'autorise à charger les Procureurs-Impériaux de son ressort, de poursuivre les délits dont la connaissance lui est parvenue ; ce qui revient au même, puisque le Procureur-Impérial qui en reçoit l'ordre est tenu d'y déférer. (*Art. 27.*)

XVI. L'art. 202 réservant l'appel au Ministère public, d'une manière *indéfinie*,

en résulte-t-il que le Procureur-Impérial soit recevable dans celui qu'il interjette d'un jugement qui a prononcé conformément à ses réquisitions?

Si le Procureur-Impérial, dont les conclusions ont été suivies, n'y est pas recevable, la même fin de non-recevoir peut-elle être opposée à l'Officier du Ministère public près le Tribunal d'appel?

Ces deux questions se sont souvent présentées à la Cour de cassation, qui a jugé par arrêts des 18 ventôse et 21 floréal an xii, au rapport de M. Aumont, 23 messidor de la même année, au rapport de M. Minier, et 18 avril 1806, au rapport de M. Barris, que l'appel du Procureur-Général était recevable, quoique le jugement eût été conforme aux réquisitions du Procureur-Impérial:

« Attendu, porte l'arrêt du 18 ventôse, qu'aucune loi n'interdit aux Commissaires du Gouvernement près les Tribunaux criminels, l'appel des jugemens des Tribunaux de police correctionnelle, rendus conformément aux conclusions prises par les Commissaires près ces Tribunaux;

» Et qu'en rejetant l'appel du Commissaire près le Tribunal criminel, sans en examiner les moyens, par l'unique motif que le Tribunal correctionnel aurait accordé au Ministère public tout ce qu'il aurait demandé, le Tribunal criminel du Tarn aurait créé une fin de non-recevoir; ce qu'il n'aurait pu faire sans une usurpation manifeste de la puissance législative. »

On disait, en faveur de la fin de non-recevoir, que le Ministère public était indivisible; que, dès-lors, le Procureur-Général ne pouvait réclamer contre le jugement qui avait accordé au Procureur-Impérial tout ce qu'il avait demandé.

Mais on répondait que ce système tendrait à donner le caractère d'irrévocabilité aux jugemens de première instance, toutes les fois qu'ils auraient été conformes aux réquisitions du Ministère public; ce qui n'avait été, et ce qui n'avait pu être dans l'intention du Législateur.

La Cour de cassation juge au contraire, que le Procureur-Général est non-recevable dans son *recours*, lorsqu'il le fonde sur une *nullité* qui provient de son fait. (*Arrêt du 18 juin 1807.*)

XVII. Cet arrêt n'est pas précisément dans l'espèce d'un Procureur-Impérial qui revient par voie d'appel, contre un jugement conforme à ses réquisitions; mais le principe de décider n'est-il pas le même? Peut-on autoriser le Procureur-Impérial à se jouer ainsi de la Justice, en provoquant un jugement qu'il viendrait ensuite attaquer par la voie de l'appel?

Cependant, on peut dire que l'arrêt du 18 juin 1807 ne préjuge pas nécessairement la question, et qu'il faut distinguer entre le cas de *nullités* procédant du fait du Procureur-Impérial, et les *réquisitions* qu'il peut avoir faites, tendantes à ce que le prévenu fût déchargé de la peine qu'il aurait méritée, puisque, lors même que le Procureur-Impérial n'a requis l'application d'aucune peine, il

est du devoir du Tribunal saisi de la prononcer ; à quoi l'on peut ajouter que l'appel et le recours ne portent pas sur les *réquisitions* faites pour la vindicte publique ; mais sur le *jugement*, ou *l'arrêt en lui-même*, et que c'est, conséquemment, dans le jugement et dans l'arrêt attaqué, que l'on doit uniquement en chercher la justification.

Ces motifs pour établir une distinction entre les deux cas, nous semblent puissans ; ils méritent toute l'attention de la Cour de cassation.

XVIII. Quoique l'on tînt pour constant, avant la publication du Code de procédure civile, que l'appel n'était pas recevable des jugemens qualifiés *en dernier ressort*, la Cour de cassation jugeait néanmoins que cette qualification dans les jugemens rendus en police correctionnelle, n'était pas *prohibitive* de l'appel, attendu que l'art. 194 du Code de brumaire an iv déclarait recevables, sans faire aucune exception, les appels en matière correctionnelle.

La question ne pourrait faire aujourd'hui difficulté, puisque la qualification des jugemens ne peut autoriser ni interdire l'appel. (*Art. 453 du Code de procédure civile.*)

XIX. Nous avons déjà dit un mot sur l'art. 1.^{er} de l'avis du Conseil-d'Etat, du 12 novembre 1806, relatif aux appels en matière correctionnelle ; mais il nous reste à l'examiner sous un rapport plus important ; celui de savoir s'il en résulte que le Tribunal d'appel doit tenir pour *constant* tout ce qui constitue le *fait*, tel qu'il a été *déclaré* par le jugement attaqué, et même les *motifs* relatifs au fait déclaré, lorsque le Ministère public ne s'est pas rendu appelant, et qu'il ne s'agit que des intérêts civils des parties.

Le Conseil-d'Etat a pensé qu'il devait en être de la sorte ; ce qui contrarie un usage généralement établi ; mais ce ne serait pas une raison suffisante pour s'écarter de ses dispositions : car il en est ainsi de toutes les lois qui établissent un droit nouveau.

Le seul point dès-lors à examiner est de savoir si le Conseil-d'Etat l'a décidé de la sorte *en point de droit* ;

S'il l'a décidé, il faut s'y soumettre, puisque son avis a reçu l'approbation de l'Empereur, à moins que des lois nouvelles n'y aient apporté quelques modifications.

XX. Le Conseil-d'Etat consulté sur la question de savoir si les Tribunaux d'appel, en matière correctionnelle, étaient autorisés à prononcer des peines, lorsque l'Officier du Ministère public ne s'était pas rendu appelant du jugement de renvoi ou d'absolution du prévenu, répondit pour la négative, attendu que lorsqu'il y avait eu acquiescement au jugement, de la part du Ministère public, les Cours d'appel devaient tenir pour *constans*, les *faits et les motifs qui avaient déterminé le chef du jugement relatif au délit*, et ne s'occuper de l'intérêt civil des parties, que d'après ces bases.

XXI. Il résulterait de ce système, s'il était adopté, que la partie civile ne serait pas recevable, sur son appel, à demander la rectification des erreurs dans lesquelles les premiers Juges auraient pu tomber, soit en fait, soit dans ses considérans relatifs au délit : ce qui ne laisserait plus à juger au Tribunal d'appel que le point de savoir si le fait déclaré et les motifs qui auraient déterminé ce chef du jugement, auraient autorisé les conséquences tirées par les premiers Juges, dans l'intérêt des parties.

Mais le Conseil-d'Etat ne l'a pas déclaré ainsi par forme de *disposition* ; et si les lois sont d'obligation rigoureuse dans leurs *dispositions*, elles n'établissent un point de législation dans leurs *considérans*, qu'autant qu'ils ont un rapport direct et nécessaire à leurs *dispositions*. (Art. 1320 du Code Napoléon.)

Aussi, la Cour de cassation, fidèle à ce principe, ne prononce-t-elle jamais l'annulation des arrêts, lorsqu'ils ont respecté la *disposition de la loi*, quand ils en auraient violé les *considérans*, lorsqu'ils ne s'y rattachent pas d'une manière directe et nécessaire.

On conçoit assez quelles seraient les conséquences funestes qui résulteraient d'une Jurisprudence contraire.

Les *considérans* de la loi ne constituent pas plus la *loi*, que les *considérans* d'un arrêt ne constituent l'*arrêt* ; et c'est sur la seule *violation de la loi*, comme sur le seul *dispositif du jugement*, que la Cour de cassation est appelée à exercer sa censure.

XXII. Les considérans de l'avis du Conseil-d'Etat, du 12 novembre 1806, quelque respectables qu'ils soient, d'ailleurs, ne peuvent donc être une autorité *décisive*.

Cependant, ils doivent être pris en grande considération, et si la question présente un doute sérieux, il faut s'y conformer.

Il y a donc nécessité d'examiner la question.

XXIII. Le Conseil-d'Etat s'est fondé principalement sur ce que les Cours de Justice criminelle ne sont appelées à prononcer en matière correctionnelle, sur l'appel de la partie civile, que comme exerçant des fonctions qui appartiennent, de droit commun, aux Tribunaux civils ; il en a conclu que du moment que le Tribunal civil, appelé à prononcer sur une demande en dommages-intérêts, par suite d'un jugement rendu en police correctionnelle, devrait tenir pour constants les faits et les motifs du jugement, en tout ce qui s'y trouverait relatif au délit ; de même, aussi, les Tribunaux d'appels, jugeant correctionnellement, doivent les tenir pour constants, lorsque l'appel n'a plus pour objet que l'intérêt civil des parties, et qu'il y a chose jugée sur le délit.

N'y aurait-il pas, en effet, de l'inconvenance qu'un individu acquitté,

sur le délit qui lui était imputé, par un jugement passé en force de chose jugée, pût cependant être déclaré *coupable* de ce même délit, sur l'appel de la partie civile, et que, déclaré coupable, il ne fût pas au pouvoir des Juges de le condamner aux peines prononcées par la loi ?

Si l'esprit se révolte contre l'acquiescement d'un coupable déclaré innocent par un jugement, ce qui sauve du moins le scandale, c'est que la loi le répute *innocent*, par cela seul que les Tribunaux ne l'ont pas déclaré *coupable*; mais rien ne peut justifier la remise de la peine prononcée par la loi, dans le cas de *conviction déclarée* par un jugement en dernier ressort.

XXIV. On répond à cette considération que si la peine est la *réparation publique* du délit, il suffit de la déclaration faite au jugement que le prévenu est *coupable*, pour entacher son honneur, et pour lui imprimer une *flétrissure morale* qui remplace la peine que le défaut d'appel de la part du Ministère public ne permet pas de lui infliger.

Que si le prévenu rentre dans la société, il n'y est reçu que comme un coupable échappé à la peine qu'il a méritée, par la seule force des circonstances, comme dans le cas d'*absolution*, de *prescription* et d'*amnistie*; ce qui n'a jamais été regardé comme une inconvenance, et encore moins comme un scandale.

XXV. Quant à l'objection principale, on répond qu'elle repose sur un principe qui ne peut recevoir d'application à l'espèce, attendu que ce n'est pas par simple *délégation* que les Cours de Justice criminelle connaissent de l'appel des jugemens de police correctionnelle, lors même que la partie civile est *seule* appelante.

Que la loi donne à cet égard aux Cours de justice criminelle, une attribution *directe et nécessaire*;

Que tout ce qui tient à la répression des délits sort, par la seule force des choses, de la compétence des Tribunaux civils.

On conclut de là qu'il n'y a aucun argument à tirer de la manière dont les Tribunaux civils doivent juger, pour en induire que telc doit être aussi la manière de juger des Tribunaux criminels en matière correctionnelle, sur le seul appel de la partie civile.

XXVI. Si les Tribunaux civils qui se trouvent saisis d'une demande en dommages-intérêts, résultans d'un délit sur lequel il a été prononcé par les Tribunaux criminels, doivent tenir pour constans les faits et les motifs sur lesquels ces Tribunaux ont fondé leur décision, c'est que l'appréciation du délit n'a jamais pu entrer dans leurs attributions.

XXVII. L'art. 202 du Code d'instruction criminelle n'a pu autoriser l'appel de la partie civile, et lui refuser les moyens d'établir sa demande, ce qui arriverait

si l'appelant se trouvait privé sur son appel, de rétablir les faits et de combattre les motifs du jugement déferé à la censure du Tribunal supérieur.

Il n'y aurait plus réellement, dans ce cas, pour la partie civile, qu'un seul degré de juridiction, lorsque le prévenu pourrait remettre sur son appel tout le procès en question ;

Il n'y aurait plus égalité de droits.

XXVIII. S'il avait été dans l'intention du Législateur que le silence du Ministère public rendît irrévocable le jugement de renvoi ou d'absolution du prévenu, et que la partie civile devînt non-recevable sur son appel à demander une nouvelle appréciation des faits, un nouvel examen des motifs des premiers Juges ; au lieu d'autoriser l'appel de la partie civile, il aurait ordonné le renvoi de l'affaire devant les Tribunaux civils, comme dans le cas d'annulation du jugement, lorsque le fait ne constitue pas un délit qualifié par la loi. (*Art. 429.*)

XXIX. On réplique que la partie civile ayant eu le choix de porter l'affaire devant le Tribunal correctionnel, ou de suivre son action au civil, c'est à elle seule qu'elle peut imputer, si, par l'effet de sa plainte ou de son intervention, elle n'a pas conservé les mêmes droits qu'elle aurait eus au civil.

Qu'il n'est pas d'ailleurs exact de dire que la partie civile ne conserve pas les deux degrés de juridiction, quoiqu'elle se trouve privée sur l'appel, de contester les points de faits et les motifs qui ont déterminé le chef du jugement relatif au délit ; puisque son appel est recevable et qu'elle est autorisée à soutenir devant le Tribunal d'appel, qu'il a été mal jugé, *dans son intérêt*, en tirant une fausse conséquence des faits déclarés et des motifs déduits au jugement.

XXX. On ajoute qu'il n'y a aucune inconséquence dans la faculté d'appeler, accordée à la partie civile par l'article 202, et le refus qui lui est fait de remettre en question sur son appel la culpabilité du prévenu.

Que si la loi pouvait être taxée d'inconséquence, ce serait dans le système contraire, par l'impossibilité qu'il y aurait de concevoir qu'une partie civile pût remettre en question, sur son appel, la réalité du délit.

Qu'il est beaucoup plus raisonnable de conclure, de ce que la partie civile n'a le droit d'appeler *que dans son intérêt*, que tout ce qui a été jugé sur le fait relatif au délit, l'a été d'une manière irrévocable.

Que l'appel est une faveur accordée à la partie civile, et que le Législateur, en la lui accordant, a pu y mettre toutes les modifications qu'il lui a plu.

XXXI. Dès que l'on est forcé de convenir, que le prévenu qui serait déclaré coupable, sur l'appel de la partie civile, n'en demeurerait pas moins entaché *dans l'opinion publique*, quoiqu'il ne pût lui être appliqué aucune peine, il n'en faudrait pas davantage pour sapper, dans sa base, le système opposé, puisque cette espèce de flétrissure serait le résultat nécessaire de l'appel de la partie

civile, lorsque cet appel ne peut en avoir d'autre que les *intérêts civils* des parties.

XXXII. L'objection tirée de ce qu'en autorisant l'appel de la partie civile, on doit supposer qu'il lui est accordé le droit d'employer tous les moyens qu'elle croit favorables à son système, ne mérite pas une réfutation sérieuse.

Cette supposition est aussi contraire à l'esprit qu'à la lettre de la loi, puisque le Code n'autorise l'appel que dans le seul intérêt de la partie civile, et que les intérêts civils ne peuvent être que l'accessoire de ce qui est jugé sur le délit.

L'article 412 autorise de même la partie civile à se pourvoir en cassation dans ses intérêts civils; et certainement on ne peut en conclure que la partie civile, sur son recours, puisse être admise à contester sur le point de fait déclaré par l'arrêt attaqué.

Le Code a tracé une ligne de démarcation entre ce qui constitue les délits et ce qui rentre dans les intérêts civils des parties.

XXXIII. La question ne s'est jamais présentée nuement à la Cour de cassation; mais la Section criminelle de cette Cour eut occasion de l'examiner et de la discuter dans l'affaire Isnel, les 27 nivôse et 12 thermidor an x, en opinant sur une espèce qui s'en rapprochait beaucoup.

Isnel, après avoir exercé son action devant les Tribunaux civils, était intervenu sur les poursuites dirigées en police correctionnelle contre la veuve Dolivet, à la requête du Ministère public.

La veuve Dolivet avait été acquittée des faits de la plainte, et le Procureur-Impérial ne s'était pas rendu appelant.

Sur l'appel de la partie civile, la Cour de Justice criminelle du département de la Seine-Inférieure, avait annulé le jugement pour vice de forme, et renvoyé les parties à procéder devant un autre Tribunal correctionnel qu'elle avait indiqué.

C'était avoir fait revivre une action publique irrévocablement éteinte, puisqu'il n'y avait pas eu appel du jugement de la part du Ministère public.

Ainsi, l'arrêt de renvoi fut-il annullé au rapport de M. Sicyès, le 27 nivôse an x, sur le recours de la dame Dolivet.

La Cour de Justice criminelle de l'Eure, à laquelle l'affaire fut renvoyée, déclara la veuve Dolivet *coupable des faits de la plainte*; elle annula, en conséquence, le contrat de vente qui en faisait l'objet, et condamna cette femme *en des réparations civiles*, sans prononcer aucune peine contre elle.

La veuve Dolivet se pourvut de nouveau en cassation, et le 12 thermidor an x, au rapport de M. Ratant, sur les conclusions de M. Arnault, la Cour prononça l'annulation de l'arrêt attaqué en ces termes :

« Attendu que la veuve Dolivet ayant été *déchargée des faits de la plainte*, par un jugement du 21 germinal an ix, sans qu'il y eût appel de ce jugement de la part

» des Fonctionnaires chargés de la poursuite de l'action publique, cette action publique s'est trouvée irrévocablement jugée et éteinte, et que dans cet état, les parties ne pouvaient procéder sur l'action civile que devant le Tribunal civil qui en avait été saisi. »

» D'où il suit que le Tribunal criminel de l'Eure, en se permettant, dans l'es-
» pèce, de statuer *sur les faits de la plainte et sur les réparations civiles* demandées
» par le plaignant, a commis un excès de pouvoir. Casse, etc. »

XXXIV. N'y a-t-il pas même raison de décider, lorsque la partie civile a porté *directement* son action à la police correctionnelle, que lorsqu'elle y est simplement *intervenue* sur les poursuites du Ministère public, après l'avoir introduite devant les Tribunaux civils?

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'appel est *réserve* à la partie civile, et il serait difficile de supposer que dans l'un, le Tribunal saisi de la connaissance de l'appel serait autorisé à apprécier de nouveau les faits, lorsque cette faculté lui serait interdite dans l'autre.

XXXV. Cependant, la Jurisprudence uniforme des Cours de Justice criminelle était, sous l'empire du Code de brumaire an iv, de remettre en question, sur l'appel de la partie civile, l'appréciation *des faits et des motifs* qui avaient déterminé les premiers Juges à déclarer qu'il n'y avait pas délit dans le fait imputé au prévenu; et cette Jurisprudence pouvait se justifier par les dispositions générales de l'art. 193 de ce Code.

XXXVI. Mais le Code d'instruction criminelle ayant déclaré que la partie civile ne serait recevable à appeler *que dans ses intérêts civils*, le Législateur n'a-t-il pas suffisamment manifesté son intention de faire cesser un état de choses qu'il regardait comme contraire aux véritables principes?

XXXVII. C'est dans le Conseil-d'Etat que s'est mûri le projet du Code d'instruction criminelle.

C'est le Conseil-d'Etat qui l'a présenté à la sanction du Corps-Législatif.

Et c'était lui qui avait rédigé l'avis du 12 novembre 1806.

Ne doit-on pas en tirer la conséquence, que le Code d'instruction criminelle a été rédigé dans l'esprit de l'avis du Conseil-d'Etat, du 12 novembre 1806; que, par suite, la Cour ou le Tribunal saisi par le seul appel de la partie civile, ne peut se livrer à une nouvelle appréciation des faits et des motifs qui ont déterminé le renvoi du prévenu; qu'il ne peut et qu'il ne doit s'occuper que de la question de savoir si les faits déclarés et les motifs des premiers Juges tenus pour constants, il en a été fait une juste application dans l'intérêt de l'appelant?

XXXVIII. Cette opinion n'est pas celle d'un Magistrat, plus recommandable encore par sa profonde érudition, que par la haute magistrature dont il est revêtu; mais, la question pouvant paraître problématique, sa grande importance a dû nous engager à la présenter sous tous ses points de vue.

ARTICLE CCIII.

Il y aura, sauf l'exception portée en l'art. 205 ci-après, déchéance de l'appel, si la déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé; et si le jugement est rendu par défaut dix jours au plus tard après celui de la signification qui en aura été faite à la partie condamnée, ou à son domicile, outre un jour par trois myriamètres.

Pendant ce délai et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 194 du Code de brumaire an iv, n'avait établi aucune distinction entre les jugemens contradictoires et les jugemens par défaut.

Il s'était borné à prononcer la déchéance de l'appel, lorsqu'il n'avait pas été déclaré, dans les dix jours qui suivaient celui de la prononciation du jugement, sans admettre d'autre exception que celle résultante de l'art. 197, qui accordait à l'Accusateur public, *un mois* au lieu de *dix jours*.

Il y avait lacune dans la loi, relativement aux jugemens *par défaut*.

Il était possible que la copie de la citation ne fût pas parvenue au prévenu en temps utile.

Cette lacune avait été remplie par une Jurisprudence constante de la Cour de cassation, qui ne faisait courir le délai de l'appel contre les jugemens *par défaut*, qu'à compter du jour de leur *signification* à la personne ou au domicile du prévenu.

L'art. 203 du Code d'instruction criminelle en a disposé de même.

II. L'art. 203 a pareillement rectifié la rédaction ambiguë de l'art. 194 du Code de brumaire an iv, quant au délai accordé pour l'appel; mais on avait fini par l'entendre dans ce sens, que le *douzième* jour était encore utile.

L'art. 203 ne présente plus d'équivoque; l'appel doit être interjeté, *au plus tard* dans les *dix jours* qui suivent la prononciation du jugement contradictoire, ou la signification du jugement par défaut, outre un jour par trois myriamètres de distance; c'est-à-dire, le *onzième* jour au plus tard, compris celui de la prononciation du jugement ou de sa signification : car la prescription est acquise, lorsque le dernier jour du terme est accompli; (*Art. 2260 du Code Napoléon.*) et dans l'espèce de l'art. 203 du Code d'instruction criminelle, le dernier jour du terme est le *dixième* jour, puisque c'est *au plus tard* dans les *dix jours* que l'appel doit être interjeté; ce qui n'est pas l'équivalent de dix jours *francs*, qui rendraient le *onzième* encore utile.

III. Si l'appel n'était pas interjeté *dans ce délai*, la déchéance devrait être prononcée, lors même que l'intimé ferait défaut, ou que comparaissant sur la citation, il ne l'aurait pas opposée : cette nullité est *absolue*; le Tribunal ne peut être légalement saisi que par un appel interjeté dans le délai.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé, par arrêts des 22 germinal an XIII, 19 décembre 1807, et 15 avril 1808, en admettant comme ouverture suffisante de cassation, le moyen tiré de ce qu'il avait été fait droit sur des appels interjetés *hors le délai de la loi*, attendu qu'il y a, dans ce cas, violation de la chose jugée.

IV. L'art. 483 du Code de procédure civile autorise l'appel *incident*, interjeté hors le délai.

La Cour de Justice criminelle du Calvados, se fondant sur les dispositions de cet article, avait déclaré recevable un appel incident interjeté hors le délai, en matière *correctionnelle*.

Mais le 18 mars 1809, la Cour de cassation improuva cette disposition de l'arrêt, sur le motif que l'art. 483 du Code de procédure civile ne pouvait recevoir d'application aux appels en matière correctionnelle, qui sont régis par des règles particulières.

La Cour de cassation n'annulla cependant pas l'arrêt de la Cour de Justice criminelle du Calvados, par la raison qu'en déclarant l'appel incident *recevable*, cette Cour ne l'avait pas pris pour base de sa décision, qu'elle avait fondée sur des circonstances *indépendantes et suffisantes* pour la faire maintenir.

Ainsi l'on peut conclure de cet arrêt :

1.^o Qu'en matière correctionnelle, l'appel *incident* n'est pas recevable lorsqu'il n'a pas été interjeté dans le délai.

2.^o Qu'il n'est pas nécessaire que l'intimé se rende incidemment appelant, pour être autorisé à proposer toutes ses exceptions, et pour faire valoir tous ses moyens dans le cas d'annulation du jugement.

V. C'est ce que la Cour de cassation avait déjà jugé en plus forts termes encore, le 29 octobre 1808; en décidant que la partie publique et la partie civile étaient autorisées, dans le cas où le jugement attaqué par la voie de l'appel se trouvait annulé, *pour vice de forme*, à prendre des conclusions tendantes à l'application des mêmes peines et à l'adjudication de la même indemnité que celles qui avaient été prononcées par le jugement annulé, attendu que le Tribunal d'appel devant juger *au fond* dans le cas d'annulation du jugement, il faut bien que toutes les parties se trouvent à même d'y faire contradictoirement statuer.

VI. Si l'appel incident n'est pas recevable lorsqu'il est interjeté *hors* du délai, il

l'est bien certainement s'il l'a été dans le *délai*, lors même que la partie incidemment appellante aurait fait notifier le jugement sans réserves.

Il n'y aurait qu'une approbation *formelle* et *volontaire* qui pourrait établir contre elle une fin de non-recevoir.

C'est un principe consigné dans l'art. 443 du Code de procédure civile, qui a établi un point de législation générale et qui doit être appliqué aux matières correctionnelles, comme aux matières civiles.

VII. Lorsque le prévenu n'a pas comparu en personne, mais par un *Défenseur*, le jugement intervenu contre lui doit-il être réputé *contradictoire* ou *par défaut*?

Le délai de l'appel commence-t-il à courir dans ce cas du jour de la *prononciation* du jugement, ou ne commence-t-il à courir que du jour de sa *notification* à *personne* ou *domicile*?

Il fut jugé, le 8 brumaire an ix, que le délai courait du jour de la *prononciation* du jugement.

Mais aujourd'hui, qu'aux termes de l'art. 185 du Code d'instruction criminelle, le prévenu d'un délit emportant la peine de *l'emprisonnement*, ne peut se faire représenter, et que, si le fait à raison duquel il est poursuivi, n'est passible que d'une condamnation à l'amende, il peut lui être enjoint de comparaître en *personne*, peut-on dire que le jugement a été rendu *contradictoirement* avec lui, s'il n'a pas personnellement comparu?

Nous pensons qu'il convient d'établir une distinction entre le cas où la loi *interdit* au prévenu de se faire représenter, et celui où, en même temps qu'elle l'y autorise, elle permet au Tribunal d'ordonner sa comparution en *personne*.

Dans le premier, on peut dire que le jugement doit être considéré comme ayant été rendu *par défaut*, l'Avoué n'ayant pas eu qualité pour représenter le prévenu.

Mais, dans le second, si le prévenu a été représenté par un Avoué qui ait pris des conclusions et plaidé, nous estimons que le jugement est contradictoire, dès que le Code n'a pas dit que le prévenu qui ne comparaitra pas en personne, sur l'ordre qui lui en aura été donné, sera privé de faire défendre ses intérêts par le ministère d'un Avoué.

VIII. Lorsque le jugement doit être *signifié*, suffit-il qu'il le soit au domicile *élu*, pour faire courir le délai de l'appel?

Non, puisque l'art. 253 veut que la signification soit faite à la personne ou au domicile de la partie condamnée; ce qui exclut nécessairement tout autre domicile que le sien.

Il ne peut rester aucun doute sur ce point, si l'on rapproche la disposition de cet

article de celle de l'art. 68 du Code de procédure civile, qui ne reçoit d'exception que dans le cas de l'art. 584.

Plus la matière est grave, plus le Législateur a dû s'assurer que le prévenu a réellement eu connaissance du jugement qui a prononcé sa condamnation.

IX. La faculté d'appeler étant *personnelle*, on a demandé si l'appel interjeté par le mari pour sa femme, est recevable.

La Cour de cassation a jugé pour l'affirmative, par son arrêt du 3 septembre 1808, lorsque l'appel a été interjeté par le mari *sous le nom* de sa femme.

Il faudrait le décider de même si l'appel avait été interjeté par le père *sous le nom* de son fils qui serait encore sous sa puissance, et par le tuteur *sous le nom* de son pupille.

Ce n'est pas là plaider par Procureur.

X. L'art. 17, titre IX de la loi du mois de septembre 1791, sur le régime forestier, voulait que l'Inspecteur qui avait suivi l'affaire en première instance ne pût appeler sans en avoir obtenu l'autorisation de l'Administration forestière ; mais la disposition de cet article avait été implicitement rapportée par l'art. 193 du Code de brumaire an IV qui n'accordait que *dix jours* pour appeler, et elle se trouve également rapportée par les dispositions de l'art. 203 du Code d'instruction criminelle ; car il serait impossible de concilier les dispositions de ces deux lois ; le délai de *dix jours* n'est pas suffisant pour obteir l'autorisation du Directeur-général de l'Administration forestière dont la résidence est à *Paris*, lorsque le jugement a été rendu par des Tribunaux établis dans d'autres départemens que ceux qui avoisinent cette ville.

Aussi, toutes les fois que l'on a prétendu faire résulter une fin de non-recevoir de ce que l'Inspecteur a déclaré son appel sans y avoir été préalablement autorisé par le Directeur-général, a-t-elle été rejetée. (*Arrêt du 18 décembre 1807.*)

XI. L'appel en matière de Droits-Réunis, doit-il être interjeté dans le délai déterminé par l'art. 203 du Code d'instruction criminelle, et dans les formes prescrites par ce Code ?

La question s'est présentée souvent sous l'empire du Code de brumaire an IV, et elle a toujours été jugée pour la négative, attendu qu'il existe un décret *spécial* du premier germinal an XIII qui a établi des formes particulières de procéder en cette matière. (*Arrêt du 3 mai 1806.*)

Cependant, quoique l'art. 31 du décret cité porte que la citation sur l'appel sera donnée à comparaître *dans les trois jours*, le contrevenant ne serait pas écouté dans la fin de non-recevoir qu'il proposerait contre l'appel, et qu'il ferait résulter de ce qu'il n'aurait pas été cité à comparaître dans ce délai, qui n'a pas été établi en sa faveur, et qui ne l'a pas été d'ailleurs sous peine de déchéance. (*Arrêt du 15 décembre 1803.*)

XII. Nous avons dit que l'appel doit être signifié au *véritable domicile* de la partie; mais ne doit-il pas être fait exception à cette règle pour les Droits-Réunis qui sont régis par des lois spéciales?

Cette question se présente à la Cour de cassation, le 23 mars 1809; le demandeur en déchéance se fondait sur les dispositions de l'art. 13 du décret du premier germinal an XIII, portant que l'appel sera notifié à *personne ou domicile*, et dans l'espèce la notification avait été faite à un domicile *élu*.

La question ne fut pas jugée, la Cour s'étant attachée à la circonstance que l'iminé avait comparu sur la citation, ce qui aurait couvert la nullité, lors même qu'elle aurait été fondée.

Cet arrêt jugea seulement que la nullité résultante de ce que l'appel n'a pas été signifié au *véritable domicile* est purement *relative*, et il n'y a pas de motifs pour la faire considérer comme *absolue* sous le régime du Code d'instruction criminelle.

XIII. Si la question se représentait, et s'il n'y avait pas de fin de non-recevoir à opposer, notre opinion serait que la déchéance devrait être prononcée, attendu que le décret de germinal an XIII n'a pas autorisé la notification de l'appel au domicile *élu*; ce qui a laissé les choses, à cet égard, dans les termes du droit commun; et, comme dans le droit commun, l'appel doit être notifié à personne ou à domicile réel, sous peine de déchéance, il n'y aurait aucun motif de le juger autrement en matière de Droits-Réunis, qu'en matière ordinaire.

XIV. L'art. 203 du Code d'instruction criminelle exige une déclaration d'appel faite au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, tant de la part du Procureur-Impérial que des parties intéressées, et le Code de brumaire an IV établissait déjà le même mode de procéder.

Cependant, l'art. 207 qui s'occupe de l'envoi des pièces au greffe de la Cour ou du Tribunal qui doit prononcer sur l'appel, semble avoir mis sur la même ligne la déclaration faite au greffe, et la remise que l'appelant est autorisé à y faire de l'exploit de notification de son appel; d'où l'on pourrait induire que la remise faite au greffe de l'exploit de notification de l'appel, pourrait tenir lieu de la déclaration d'appel exigée par l'art. 203.

Mais l'art. 203 renferme une disposition trop absolue, pour que l'on puisse admettre cet équivalent : l'art. 207 parlant de la notification de l'appel, se réfère uniquement à l'art. 205 qui ne s'occupe que de l'appel du Procureur-Général ou du Procureur-Impérial criminel dont la notification doit être faite aux parties.

XV. Quoiqu'il soit accordé dix jours pour appeler; si la partie condamnée déclare son appel avant le dixième jour, et si elle fournit ses griefs dans un plus bref délai, rien ne s'oppose à ce qu'elle soit citée pour plaider sur son appel avant

l'expiration des dix jours, et même que l'instruction sur l'appel commence dans les dix jours. (*Arrêt du 31 décembre 1808.*)

L'art. 203 du Code d'instruction criminelle ne détermine, en effet, aucun délai pour citer ni pour plaider sur l'appel; cependant, il faut accorder au moins le délai donné par l'art. 184, pour les citations devant le Tribunal correctionnel, c'est-à-dire celui de trois jours francs, outre un jour par trois myriamètres de distance.

XVI. Si le prévenu venait à décéder pendant l'instance d'appel ou pendant le délai du recours en cassation, le Tribunal saisi devrait-il statuer ?

Il fut jugé pour l'affirmative, les 11 floréal an x et 18 mars 1809; mais le Tribunal n'y serait autorisé que quant aux réparations civiles *seulement*; de sorte que les héritiers assignés en reprise d'instance ne pourraient être condamnés à l'amende que le contrevenant aurait encourue.

Il en serait autrement de la *confiscation* des objets saisis en contravention, et des *frais*.

XVII. L'appelant qui est sous le poids d'un mandat d'arrêt ou de dépôt, et qui ne s'est pas mis en état, est-il recevable dans son appel ?

Oui : dès que la loi ne lui en a pas interdit la faculté. (*Arrêt du 19 ventôse an xi.*)

Mais le Code d'instruction criminelle a été plus sévère dans le cas du recours en cassation, lorsqu'il y a eu condamnation à l'emprisonnement. (*Art. 421.*)

XVIII. L'art. 203 veut qu'il soit sursis à l'exécution du jugement pendant le délai de l'appel et pendant l'instance d'appel; ce qui lève tous les doutes qu'aurait pu faire naître l'art. 173 qui a déclaré simplement l'appel suspensif en matière de police.

XIX. Le délai pour appeler, dont parle l'art. 203, est celui de dix jours.

Ce délai passé sans qu'il y ait eu appel, le jugement peut être mis à exécution; sans attendre l'expiration de celui d'un mois ou de deux mois que l'art. 205 accorde à l'Officier du Ministère public près le Tribunal qui doit connaître de l'appel.

Il peut même être mis de suite à exécution lorsqu'il a prononcé une provision dans le cas prévu par l'art. 188.

Le prévenu condamné qui se serait rendu appelant du jugement dans le délai que la loi lui accorde, ne pourrait donc être mis en arrestation en vertu de ce jugement, et il ne pourrait non plus être mis en liberté lors même qu'il aurait été renvoyé absous. (*Arrêt du 3 germinal an xi.*)

Mais le prévenu condamné pourrait être arrêté en exécution du mandat d'arrêt ou de dépôt décerné contre lui avant le jugement, si sa liberté provisoire ne lui avait pas été accordée sous caution; car l'art. 203 ne suspend que l'exécution du jugement, et non celle des mandats qui ont pu être décernés contre le prévenu.

XX. L'appel en matière correctionnelle est recevable, quoique la partie condamnée par défaut n'ait pas pris la voie de l'opposition (*Arrêts des 19 ventôse an xi et 3 septembre 1808*); les deux voies lui étant ouvertes elle a pu choisir celle qui lui paraissait être la plus dans ses intérêts.

ARTICLE CCIV.

La requête contenant les moyens d'appel pourra être remise, dans le même délai, au même greffe; elle sera signée de l'appelant ou d'un Avoué, ou de tout autre fondé de pouvoir spécial.

Dans ce dernier cas, le pouvoir sera annexé à la requête.

Cette requête pourra aussi être remise directement au greffe du Tribunal où l'appel sera porté.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 195 du Code de brumaire an iv renfermait les mêmes dispositions; mais il ajoutait qu'il y avait *déchéance* de l'appel, si la requête n'avait pas été déposée au greffe du Tribunal qui avait rendu le jugement dans le délai accordé pour l'appel.

Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, au contraire, la déchéance de l'appel ne peut être prononcée que lorsque l'appel n'a pas été déclaré dans le délai de dix jours, dans la forme prescrite par l'art. 203.

Cet article ne dit pas que la déclaration d'appel sera signée de l'appelant ou d'un fondé de sa procuration spéciale; mais cela est suffisamment sous-entendu, puisque l'article 204 l'exige ainsi, pour la requête qui ne demande pas la même solennité.

La mention faite par le Greffier que le comparant a déclaré ne savoir signer, tient lieu de signature.

II. Si l'appelant veut établir ses griefs par requête, il doit en faire le dépôt dans le même délai de dix jours, soit au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, soit au greffe du Tribunal d'appel.

Quand la requête aurait été présentée hors du délai, le Tribunal d'appel ne pourrait refuser d'y avoir égard.

Les Juges ne doivent négliger aucun moyen de connaître la vérité.

Ce qui pourrait seulement résulter de ce que la requête n'aurait pas été présentée dans le délai, c'est que l'appelant ne serait pas en droit de se plaindre de ce que le jugement aurait été prononcé avant que sa requête eût été déposée.

III. Le dépôt fait par l'appelant de sa requête ne le rend pas non-recevable

à revenir par opposition contre le jugement auquel il n'a comparu ni en personne, ni par un fondé de pouvoir ; le dépôt qu'il en a fait n'empêche pas qu'il ait été condamné par défaut.

L'art. 186 porte, en effet, que si le prévenu *ne comparait pas*, il sera jugé par défaut ; et cet article a été déclaré commun aux Tribunaux d'appel, par l'art. 211.

IV. On chercherait vainement à induire le contraire, de ce que celui qui s'est pourvu *en cassation* doit être déclaré non-recevable dans son opposition à l'arrêt qui en a prononcé le rejet, lors même qu'il n'aurait produit aucuns moyens à l'appui, ni verbalement, ni par écrit. (*Arrêt du 19 août 1803.*)

Si l'opposition, dans ce cas, n'est pas admise, c'est qu'aucune loi n'oblige les demandeurs en cassation à se présenter en personne, ou à se faire représenter à l'audience de la Cour ; tandis qu'en matière correctionnelle il faut une comparution *réelle* pour rendre le jugement *contradictoire* ; de sorte que l'opposition n'est recevable, de la part même du *défendeur*, à la cassation, que lorsqu'il n'a pas fourni de défenses, soit verbales, soit par écrit.

Aussi, la Cour de cassation a-t-elle jugé par deux arrêts rendus le 22 août 1811, au rapport de M. Bailly, sur les conclusions de M. le Procureur-Général, que l'opposition est recevable sur l'appel en matière correctionnelle, lors même qu'il y a eu requête en griefs déposée au Greffe ;

« Attendu que le droit d'opposition en matière correctionnelle, étant réservé, »
 » d'une manière générale, par l'art. 208, il s'ensuit qu'il doit être commun à » l'appelant et à l'intimé ;

» Que l'appelant ne peut en être exclu pour avoir produit une requête contenant » des moyens d'appel, puisque l'art. 210 veut que toutes les parties soient entendues » à l'audience, à la suite du rapport ;

» Qu'un jugement rendu contre un appelant qui n'a pas été entendu à la suite du » rapport et à l'audience, personnellement ou par un Défenseur, ne peut donc » prendre le caractère d'un jugement contradictoire, de la production aujourd'hui » *purement facultative* d'une requête contenant des moyens d'appel. »

V. On jugeait, sous l'empire du Code de brumaire an iv, que la requête en griefs tenait lieu de la déclaration d'appel, et de même, que la déclaration d'appel tenait lieu de la requête, lorsqu'elle était motivée.

Nous pensons qu'il faudrait le juger encore de la même manière aujourd'hui, si le dépôt de la requête avait été fait dans le délai au greffe du Tribunal qui aurait rendu le jugement : car une pareille requête est une véritable déclaration d'appel.

Mais si le dépôt de la requête avait été fait au greffe du Tribunal d'appel, il ne pourrait tenir lieu de l'appel, qui doit être nécessairement déclaré au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement attaqué.

ARTICLE CCV.

Le Ministère public près le Tribunal ou la Cour qui doit connaître de l'appel, devra notifier son recours soit au prévenu, soit à la personne civilement responsable du délit, dans les deux mois à compter du jour de la prononciation du jugement, ou si le jugement lui a été légalement notifié par l'une des parties, dans le mois du jour de cette notification, sinon il sera déchu.

OBSERVATIONS.

I. Le délai qu'accordait l'art. 197 du Code de brumaire an iv, au Procureur-Général, pour se rendre appelant des jugemens en matière correctionnelle, était d'un mois; l'art. 205 du Code d'instruction criminelle l'étend à deux, lorsque le jugement ne lui a pas été légalement notifié; mais il importe peu à la requête de laquelle des parties la signification ait été faite, pour faire courir le délai; il suffit qu'elle l'ait été.

II. Le mois accordé pour appeler à l'Officier du Ministère public près la Cour ou le Tribunal qui doit connaître de l'appel, lorsqu'il y a eu notification du jugement, ne commence à courir que du jour qu'elle a été faite; mais le délai ne peut s'étendre au-delà de deux mois, qui est le plus long terme qui soit accordé.

Ainsi la notification du jugement, faite le quarantième jour, ne pourrait produire l'effet de prolonger le délai à trente jours au-delà; c'est-à-dire, à soixante-dix jours; mais si elle avait été faite le vingtième jour, elle le restreindrait à cinquante.

III. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas si les mois dont il parle sont des mois de trente jours ou des mois tels qu'ils sont fixés par le calendrier Grégorien; mais l'art. 40 du Code pénal, portant que la peine de l'emprisonnement à un mois sera toujours celle de l'emprisonnement à trente jours, nous croyons que le délai accordé à l'Officier du Ministère public doit également se compter par mois de trente jours.

Pendant, on peut objecter que l'art. 40 du Code pénal, comme l'art. 132 du Code de commerce, qui fixe à trente jours l'usage des lettres de change, n'ont disposé que pour ces cas particuliers; que ce sont des exceptions au droit commun, qui doivent être prises dans leur sens littéral et restrictif.

La question nous semble mériter une explication de l'autorité législative; mais, en attendant, notre opinion est qu'il faut s'en tenir à celle qui se tire de

l'article 40 du Code pénal : car il nous paraîtrait bizarre que le condamné à l'emprisonnement d'un mois, et dont la peine aurait commencé le 1.^{er} février, ne l'eût subi entièrement que le 3 mars, lorsque le Procureur-Général, qui aurait un mois pour se rendre appelant, et dont le délai commencerait à courir le 1.^{er} février, se trouverait cependant en déchéance le 1.^{er} mars ; ou, si l'on veut que le condamné à un mois de prison, dont la peine aurait commencé à courir le 1.^{er} janvier, dût être mis en liberté le 30, tandis que le Procureur-Général, qui n'aurait non plus qu'un mois pour appeler, se trouverait encore le 31, recevable à déclarer son appel.

IV. L'Officier du Ministère public établi près le Tribunal qui doit connaître de l'appel, doit non-seulement déclarer dans le délai fixé, qu'il se rend appelant, mais il doit *notifier* son appel aux parties intéressées, dans le même délai, sous peine de déchéance.

V. S'il y a dans la cause un prévenu et une personne civilement responsable, la notification doit être faite à l'un et à l'autre.

Cette notification doit être faite à personne ou à domicile, mais sans augmentation de délai, à raison de la distance : c'est à l'Officier du Ministère public à prendre des précautions pour faire sa notification en temps utile.

La notification doit être revêtue de toutes les formalités exigées pour les ajournemens ; c'est ce que juge constamment la Cour de cassation ; elle le jugea spécialement ainsi, Section civile, le 25 juin 1810, en annulant un exploit de signification de jugement qui n'avait pas été faite dans la forme exigée par le Code de procédure civile, c'est-à-dire, à personne ou à domicile *réel*.

VI. Le délai accordé au Ministère public pour déclarer son appel, est très-suffisant, puisque le Procureur-Impérial attaché au Tribunal qui a rendu le jugement, est tenu de lui en adresser un extrait aussitôt *la première quinzaine* expirée, à compter du jour de sa *prononciation*. (Art. 202, N.º 4.)

Tous les jours sont *utiles* pour déclarer l'appel et pour en faire la notification, même les jours de fêtes solennelles. (*Arrêt du 27 août 1807, fondé sur les dispositions de la loi du 27 thermidor an 5.*)

L'Officier du Ministère public, attaché au Tribunal qui doit connaître de l'appel, a donc tout le temps nécessaire pour se mettre en règle.

Mais le délai qui lui est accordé expire le *dernier jour* du mois ou des deux mois, puisque c'est dans le mois ou dans les deux mois, suivant les circonstances, que l'appel doit être interjeté et notifié : ce n'est pas un délai *franc* d'un mois ou de deux mois que lui donne le Code.

VII. La notification *au seul prévenu* serait suffisante, lors même qu'il y aurait eu des *intervenans* en cause dans l'intérêt du prévenu : c'est ce qui fut jugé par arrêt du 15 avril 1811, au rapport de M. Bailly.

VIII. La déchéance de l'appel pour défaut de notification, a toujours été considérée comme tellement de rigueur, que par arrêt du 29 brumaire an x, rendu au rapport de M. Dutocq, la Cour de cassation déclara l'Officier du Ministère public déchu d'un appel incident qu'il avait déclaré à l'audience, quoique le mois qui lui était accordé pour le déclarer, ne fût pas encore expiré, et que dans le mois il eût fait notifier son appel au prévenu; mais la notification n'en avait été faite qu'après le jugement rendu sur l'appel.

L'arrêt fut ainsi motivé :

« Attendu qu'il est constant que le jugement du Tribunal criminel du département » des Vosges, ayant été rendu *avant* que le Commissaire du Gouvernement ait fait » notifier son appel à Léopold Blat, ce dernier n'a pas pu se mettre en état de répondre » à ses moyens d'appel : que quoiqu'il paraisse par le prononcé du jugement du » 2 floréal, que l'appel incident du Commissaire a été notifié audit Léopold Blat » dans *un délai compétent*, cependant, il résulte de la signification qu'il en a fait » faire, qu'elle n'a eu lieu que le 5 floréal, trois jours *après* la prononciation du » jugement ; que dès-lors le vœu des articles 197 et 199 précités du Code des délits » et des peines, n'a pas été rempli. »

Nous ne doutons pas qu'il fallût le juger de même sous l'empire du Code d'instruction criminelle, puisqu'à défaut de notification de l'appel, le prévenu n'a pu se mettre en état de préparer sa défense.

L'article 209 du Code d'instruction criminelle ne porte pas, à la vérité, comme le faisait l'art. 199 du Code de brumaire an iv, que le jugement sera rendu dans le mois, *à compter de la notification de l'appel*.

Mais en exigeant que l'appel soit notifié au prévenu, le Législateur a en pour objet de lui faire connaître l'adversaire qu'il aurait à combattre, et de le mettre en mesure de préparer sa défense.

Le Tribunal saisi devant prononcer sur l'appel, et ne pouvant y statuer qu'autant qu'il est revêtu de toutes les formalités exigées par le Code, il en résulte que celui qui n'a pas été notifié, *lors du jugement*, ne se trouvant pas revêtu de toutes ses formalités, doit être déclaré comme non-venu.

Un jugement rendu sur la foi d'un acte nul, se trouve lui-même affecté du même vice; il ne peut devenir valable, par une formalité remplie après coup. Tout ce qui peut se faire *après* que le jugement a été prononcé, ne peut le rendre vicieux ni plus régulier; c'est dans le jugement même, et dans le jugement *seul*, qu'il faut chercher les moyens capables d'en opérer la confirmation ou l'annulation.

IX. Ce n'est qu'au prévenu et à la personne civilement responsable, que l'art. 205 exige que l'appel soit notifié, parce que ce sont les seuls que l'appel du Ministère public puisse intéresser.

Il suffit que la partie civile soit citée pour plaider sur l'appel, il n'est même néces-

saire de l'y appeler que lorsque le prévenu s'est rendu appelant : car, si la partie civile ni le prévenu n'ont interjeté appel, il y a chose jugée entre eux; l'un et l'autre seraient non-recevables à former aucune demande sur l'appel du Ministère public.

X. Suffit-il de signifier une seule copie de l'appel, tant au prévenu qu'aux personnes civilement responsables, en déclarant que la notification est faite soit à l'un, soit à l'autre, en parlant à l'un d'eux ?

Dans le droit commun, il doit être délivré une copie particulière à chacune des parties intéressées; ce n'est que par exception à ce principe général, que la loi autorise, en certains cas, à n'en délivrer qu'une seule à plusieurs individus; il faut pour cela qu'elle en renferme une disposition expresse.

La question est dès-lors toute de fait; et si l'on s'en réfère aux dispositions de l'art. 205, l'on n'y trouve pas d'exception de cette nature; on y trouverait plutôt l'obligation contraire, celle de faire la notification de l'appel individuellement à toutes les parties intéressées.

On peut opposer la disposition de l'article 145, dont la rédaction présente quelques expressions équivoques; mais cet article a un objet étranger à celui de l'art. 205.

D'ailleurs, si l'un de ces articles doit être interprété par l'autre, c'est plutôt l'art. 145 qui doit l'être par l'art. 205 dont la rédaction plus soignée et plus claire rentre dans les principes du droit commun.

Nous estimons, en conséquence, qu'il ne suffirait pas à l'Officier du Ministère public de faire notifier son appel au prévenu et aux personnes civilement responsables, par une *seule* copie; que si la chose arrivait, l'appel devrait être rejeté à l'égard de celle des parties à laquelle la copie n'aurait pas été laissée. L'appel devrait même être déclaré nul à l'égard de toutes les parties, si la copie avait été laissée au portier de la maison ou à un serviteur commun à toutes, sans en désigner *particulièrement* aucune; car alors il n'y aurait pas de certitude que la copie eût été laissée à l'un plutôt qu'à l'autre des intéressés.

Il n'y aurait qu'une seule chose certaine; c'est qu'il n'aurait été délivré qu'une *seule* copie, et comme cette copie ne serait pas plus applicable à l'une qu'à l'autre des parties; que, dès-lors, on ne pourrait savoir laquelle devrait figurer au procès, aucune ne pourrait y être contrainte.

La Cour de cassation l'a souvent jugé ainsi.

XI. Le 11 juin 1808, elle eut à prononcer sur une question de responsabilité assez singulière.

Dodonne avait été surpris coupant des arbres dans une forêt nationale.

Il avait répondu, lors du procès-verbal, qu'il en avait reçu l'ordre de l'Agent du fermier du domaine qu'il exploitait, en qualité de sous-fermier.

L'Administration forestière avait traduit cet Agent, nommé Aubert, à la police correctionnelle, en qualité de *complice* du délit dont Dodonne s'était rendu coupable. Aubert avait été condamné, en cette qualité, par le Tribunal correctionnel, à l'amende, à la restitution et aux frais.

Sur l'appel, il avait été déclaré, en point de *fait*, qu'Aubert n'était pas le *complice* du délit imputé à Dodonne, et, en conséquence, il avait été renvoyé des demandes formées contre lui, avec dépens.

L'Administration forestière avait recouru en cassation contre l'arrêt, et il y avait eu recours aussi à la requête du Procureur-Général, fondé sur ce que, si Aubert n'avait pas dû être condamné comme *complice*, il avait dû l'être comme *civilement responsable*, par suite des ordres qu'il avait donnés.

Mais comme c'était réellement en qualité de *complice*, qu'Aubert avait été poursuivi, et non comme *civilement responsable*, la Cour de cassation maintint l'arrêt dénoncé.

XII. La Cour de Justice criminelle avait encore fondé sa décision sur deux autres moyens.

Le premier tiré de ce que, lors même qu'Aubert aurait été civilement responsable des faits de Dodonne, il n'aurait pu être traduit devant le Tribunal correctionnel, puisque le délinquant lui-même n'y était pas appelé.

Le second, de ce que la responsabilité des *maîtres* n'est que *subsidaire*.

Mais la Cour de cassation improuva ces deux considérans.

XIII. Ainsi, trois questions furent jugées par cet arrêt.

La première, qu'en laissant à l'écart la responsabilité civile de la personne citée, pour ne s'attacher qu'à sa prétendue complicité, le Ministère public, et la partie plaignante, se rendent non-recevables à se plaindre de ce que le prévenu acquitté du chef de la *complicité*, n'a pas été condamné comme *civilement responsable*.

La deuxième, que la personne civilement responsable peut être *seule* traduite devant les Tribunaux correctionnels, pour raison de sa responsabilité civile.

La troisième, que la condamnation prononcée contre la personne déclarée civilement responsable, est une condamnation *directe*, et non simplement *subsidaire* : d'où il suit qu'il n'est pas besoin de *discuter* le prévenu condamné, avant d'exercer des contraintes contre la personne déclarée civilement responsable.

ARTICLE CCVI.

La mise en liberté du prévenu acquitté ne pourra être suspendue, lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré ou notifié dans les dix jours de la prononciation du jugement.

OBSERVATIONS.

I. PENDANT le délai accordé pour l'appel, et pendant l'instance d'appel, il doit être sursis à l'exécution du jugement, qu'il y ait eu condamnation ou renvoi du prévenu; de sorte que, s'il est en liberté, il ne peut être arrêté, et que, s'il est détenu, il ne peut être mis en liberté.

Toutes choses doivent rester en état.

II. Le délai qui fait suspendre l'exécution du jugement est celui *de dix jours*; celui d'un et de deux mois, accordé au Ministère public attaché au Tribunal qui doit connaître de l'appel, ne doit être pris en aucune considération.

Les dix jours expirés sans appel, à compter de la prononciation du jugement, s'il est contradictoire, ou à compter de sa notification, s'il a été rendu par défaut, il peut être mis à exécution, soit en faveur, soit contre le prévenu.

III. Ces mots de l'art. 206, *lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré*, donnent lieu à la question de savoir si, lorsque la partie civile a seule appelé, le prévenu contre lequel la peine de l'emprisonnement n'a pas été prononcée, et qui cependant se trouve en arrestation, peut être mis en liberté.

Cette question est difficile, et cependant elle nous paraît devoir se décider en faveur du prévenu : car, l'appel de la partie civile ne peut produire d'effet que dans son intérêt, et l'arrestation du prévenu intéresse uniquement l'ordre public.

La partie civile objecterait vainement que le prévenu doit demeurer en arrestation, pour garantie des réparations civiles qui pourront être prononcées contre lui, et pour le recouvrement desquelles la loi accorde à la partie civile la voie de la contrainte par corps : ce n'est que par voie d'exécution, que la contrainte par corps est accordée à la partie civile, et il ne peut être question de l'exécution d'un jugement en matière correctionnelle, tant que dure l'instance d'appel, puisque l'appel est suspensif.

Cependant on peut dire que la disposition de l'art. 206 est *générale*, et que s'il ne porte pas que le prévenu sera mis en liberté lorsque la partie civile est seule appelante, c'est parce que le droit étant réservé au Ministère public attaché au Tribunal qui doit connaître de l'appel, de se rendre lui-même appelant dans le mois ou dans les deux mois, le Législateur a voulu que l'appel de la partie civile suffît pour tenir en suspens l'action de la vindicte publique.

Mais cette argumentation ne nous touche pas. Il y a présomption légale que le prévenu ne s'est rendu coupable d'aucun délit lorsqu'il est intervenu un jugement en-

sa faveur, et que l'Officier du Ministère public, attaché au Tribunal qui l'a rendu, ne s'en est pas rendu appelant : on ne peut en tirer une contraire de la réserve faite à l'Officier du Ministère public attaché au Tribunal qui doit connaître de l'appel, de se rendre appelant du jugement ; dès que le Code ne l'a pas dit, c'est que le Législateur ne l'a pas voulu.

Tout doit s'interpréter en faveur de la liberté.

IV. Il ne suffit pas, pour suspendre l'exécution du jugement, après le délai accordé pour l'appel, qu'il ait été déclaré *dans les dix jours* : il faut qu'il ait été *notifié* dans le même délai ; mais en résulte-t-il qu'il n'y ait d'appel recevable de la part du plaignant ou de l'Officier du Ministère public, qu'autant qu'il a été *notifié* dans ce délai ?

L'art. 205 a déclaré qu'à défaut de *notification* de l'appel déclaré par l'Officier du Ministère public attaché au Tribunal qui doit connaître de l'appel, il y aura *déchéance*.

Mais les art. 206 et 207, qui s'occupent de la notification de l'appel réservé à la partie civile et au Ministère public attaché au Tribunal qui a rendu le jugement, ne renferment pas la même disposition. Ils supposent seulement la nécessité d'une notification, sans en déterminer le délai ; si ce n'est pour dire qu'à défaut de notification dans les dix jours, la mise en liberté du prévenu ne pourra être suspendue.

Les déchéances étant de droit étroit, elles ne peuvent être suppléées dans le silence de la loi ; et comme, dans l'espèce particulière, aucun article du Code ne la prononce, que l'art. 206 se borne même à préciser un cas où le défaut de *notification* de l'appel doit produire un effet, notre opinion est qu'il y aurait usurpation de pouvoirs et fausse application de cet article, si la déchéance de l'appel interjeté par la partie civile ou par le Procureur-Impérial, dans les dix jours, était prononcée sur le motif qu'il n'aurait pas été notifié.

Cependant, si l'appel n'avait pas été notifié *avant* le jugement par lequel il y aurait été fait droit, nous n'hésiterions pas à penser qu'il y aurait lien de prononcer l'annulation du jugement ; parce que si le Code n'exige pas la signification de l'appel dans les dix jours, sous peine de déchéance, il n'en exige pas moins qu'il soit notifié.

V. L'art. 206, portant que la mise en liberté du prévenu ne pourra être suspendue, lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré et notifié *dans les dix jours*, il en résulte que, quoiqu'il ait été accordé un mois et deux mois, suivant les circonstances, à l'Officier du Ministère public, attaché au Tribunal d'appel, pour déclarer et pour notifier le sien, s'il le déclarait et qu'il le notifiât *dans les dix jours*, il devrait produire le même effet que l'appel qui l'aurait été dans ce délai, par le Procureur-Impérial, ou par la partie civile.

VI. Le Procureur-Impérial près le Tribunal qui a rendu le jugement, ne doit pas attendre la réquisition du prévenu, pour le faire mettre en liberté, lorsqu'il n'y a pas eu appel dans les dix jours du jugement qui a prononcé son renvoi.

Si le Procureur-Impérial refusait de donner des ordres en conséquence, au Gardien de la maison d'arrêt, lorsque le prévenu ne serait pas retenu en arrestation pour autre cause, il se rendrait coupable de détention arbitraire; il s'exposerait à la prise à partie.

ARTICLE CCVII.

La requête, si elle a été remise au greffe du Tribunal de première instance, et les pièces seront envoyées, par le Procureur-Impérial, au greffe de la Cour ou du Tribunal auquel l'appel sera porté, dans les vingt-quatre heures après la déclaration ou la remise de la notification d'appel.

Si celui contre lequel le jugement a été rendu est en état d'arrestation, il sera dans le même délai, et par ordre du Procureur-Impérial, transféré dans la maison d'arrêt du lieu où siège la Cour ou le Tribunal qui jugera l'appel.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque l'appel a été déclaré, et que la requête a été remise au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, lors même que ce serait avant l'expiration des dix jours, le Procureur-Impérial doit les transmettre dans les vingt-quatre heures, avec toutes les pièces du procès, au greffe du Tribunal ou de la Cour qui doit connaître de l'appel, afin que l'affaire puisse recevoir jugement sans éprouver de retard.

La requête d'appel peut être adressée directement au Tribunal qui doit être saisi de l'appel; mais lorsqu'elle n'a pas été remise au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, l'envoi des pièces ne doit être fait par le Procureur-Impérial au Tribunal d'appel, qu'après les dix jours expirés.

Nous avons déjà observé que le dépôt de la requête d'appel n'est plus de rigueur; nous en avons rapporté un arrêt du 22 août 1811.

II. Mais qu'entend l'art. 207 par ces mots, *dans les vingt-quatre heures après la déclaration ou la remise de la notification de l'appel?*

Le Législateur a-t-il voulu donner à l'appelant la faculté de faire sa déclaration d'appel au greffe, ou de faire notifier son appel, à la charge seulement, dans ce dernier cas, de faire dans les dix jours, la remise de l'original de l'exploit de notification au greffe du Tribunal?

On ne peut donner cette interprétation à l'art. 207, puisque l'art. 203 déclare qu'il y a déchéance de l'appel, lorsque, dans les dix jours, il n'en a pas été fait la déclara-

tion au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement attaqué. La remise de l'exploit de notification ne peut remplacer cette formalité.

III. Ce n'est que dans le cas où le prévenu est en *arrestation*, qu'il doit être transféré dans la maison d'arrêt du lieu où siège le Tribunal qui doit connaître de l'appel; de sorte que, s'il avait été reçu à caution, il y aurait excès de pouvoir de la part du Procureur-Impérial de le faire arrêter, et de l'y faire transférer : l'art. 203 veut que, pendant le délai accordé pour appeler, et que, pendant l'instance de l'appel, il soit sursis à l'exécution du jugement.

Il faudrait en dire de même, à *contrario sensu*, dans le cas où le prévenu condamné serait en arrestation : le Tribunal de première instance excéderait les bornes de sa compétence, s'il ordonnait qu'il serait mis en liberté, lors même qu'il ne la lui accorderait qu'à la charge de donner caution : il a été dessaisi par le jugement qu'il a rendu.

Les choses doivent rester pendant le délai d'appeler, et pendant l'instance d'appel, au même état qu'au moment du jugement, sans cependant que le prévenu qui est en arrestation, puisse être privé de la faculté que lui accorde l'art. 114, de demander, en tout état de cause, sa liberté provisoire sous caution ; mais c'est au Tribunal d'appel qu'il doit s'adresser.

IV. Quand le Tribunal de première instance aurait ordonné que le prévenu mis en liberté provisoire, sous caution, serait réintégré dans la maison d'arrêt, notwithstanding l'appel qui pourrait être interjeté et sans y préjudicier, cette disposition de son jugement ne pourrait recevoir d'exécution, ni pendant le délai de l'appel, ni pendant le cours de l'instance sur l'appel ; cela contrarierait trop ouvertement le vœu, l'esprit et les termes de l'art. 203.

Le jugement qui l'aurait ainsi ordonné, quoique renfermant, sous ce rapport, une usurpation de pouvoirs, n'en devrait pas pour cela être annulé dans ses autres dispositions, si elles n'offraient pas des moyens particuliers d'annulation. C'est ce que la Cour de cassation jugea par arrêt du 31 décembre 1808, et ce qui ne pourrait faire un doute sérieux sous l'empire du Code d'instruction criminelle, d'après les dispositions du troisième alinéa de l'art. 434.

ARTICLE CCVIII.

Les jugemens rendus par défaut sur l'appel, pourront être attaqués par la voie de l'opposition, dans la même forme et dans les mêmes délais que les jugemens par défaut rendus par les Tribunaux correctionnels.

L'opposition emportera de droit citation à la première audience, et sera comme non-avenue, si l'exposant n'y comparait pas ; le jugement

qui interviendra sur l'opposition, ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est devant la Cour de cassation.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 208 renferme les mêmes dispositions que les art. 187 et 188 qui ont autorisé l'opposition envers les jugemens rendus par défaut en première instance ; nous nous bornerons, en conséquence, à renvoyer à nos observations sur cet article, pour tous les cas qui n'ont reçu d'ailleurs aucune modification.

La principale que le Code d'instruction criminelle a établie, est relative à la *provision* que le Tribunal de première instance est autorisé à prononcer, et qui doit recevoir son exécution nonobstant l'appel.

Il n'était pas possible d'autoriser le Tribunal d'appel à prononcer par provision ; cela aurait blessé trop ouvertement le principe que le recours en cassation emporte une surseance de droit à l'exécution des jugemens intervenus en matière criminelle, correctionnelle et de police, jusqu'à l'arrêt qui fait droit sur le recours exercé : principe formellement maintenu par le dernier paragraphe de l'art. 373.

C'est à la Cour de cassation seule qu'il appartient de juger si le recours est recevable et s'il est fondé ; de sorte que, fût-il irrégulier dans la forme, la partie publique ni la partie civile ne pourraient en prendre prétexte pour mettre le jugement à exécution. (*Arrêt du 6 avril 1810.*)

II. Quoique l'article 208 ne dise pas que les frais de la signification du jugement rendu par défaut, et ceux de l'opposition, doivent être à la charge du prévenu, la disposition relative de l'art. 187 n'en doit pas moins recevoir son application au jugement intervenu sur l'appel ; il y a même raison de le décider : il n'était pas même nécessaire d'en trouver une disposition particulière dans l'art. 187, pour qu'on dût le juger ainsi, les frais de poursuites devant nécessairement rester à la charge de celui qui y a donné lieu *par son fait*.

Nous disons *par son fait*, parce que, malgré la disposition formelle de l'art. 187, les frais d'expédition du jugement, ceux de signification et d'opposition, ne pourraient être mis à la charge de l'opposant, s'il était établi qu'ils ont été occasionnés par le fait du demandeur.

Ainsi, par exemple, si le défendeur n'avait pas été cité en sa personne ou à son domicile ; s'il avait été cité à trop bref délai, ce serait au demandeur à supporter les frais qu'il aurait occasionnés.

Mais si l'opposant n'avait été empêché de comparaître que par l'effet d'une *force majeure*, à la charge de laquelle des parties devraient être mis les frais frustrés ?

Nous pensons qu'ils devraient rester à la charge de celle des parties qui succomberait en fin de cause, puisqu'aucune d'elles n'aura de fautes à se reprocher.

III. L'art. 208 ne portant pas que l'opposant sera tenu de faire le remboursement des frais occasionnés par son défaut de comparution, pour être admis à faire prononcer sur son opposition, le Tribunal qui l'y déclarerait non-recevable, par défaut de paiement de ces frais, rendrait un jugement qui devrait être annulé; ce serait de la part du Tribunal un vrai déni de justice.

IV. Toutes ces questions ne sont pas susceptibles de grandes difficultés; mais il en est une plus sérieuse à laquelle peut donner lieu la rédaction de l'art. 208, et qui consiste à savoir si l'appelant, qui ne s'est pas présenté à l'audience pour plaider sur son appel, est recevable dans son opposition, lorsqu'il a produit ses griefs, par requête déposée au greffe.

On peut dire que l'appelant est non-recevable à revenir contre le jugement par la voie de l'opposition, puisqu'il a été entendu dans ses moyens d'appel.

Mais l'art. 186 du Code d'instruction criminelle, porte que la partie qui ne comparaitra pas, sera condamnée par défaut; et l'art. 208 que celui qui aura été condamné par défaut pourra former opposition au jugement, sans ajouter que sa requête en griefs équivaudra à sa comparution.

Cependant, un Tribunal d'appel ayant eu à prononcer sur la question, déclara l'opposition non-recevable, en se fondant sur ce que l'art. 208 ne pouvait recevoir d'application qu'à l'égard de l'intimé.

Mais, par arrêt rendu au rapport de M. Bailly, le 22 août 1811, le jugement qui l'avait ainsi jugé fut annulé, d'après ces motifs :

« Que le droit d'opposition en matière correctionnelle, étant accordé d'une manière générale par l'art. 208, il s'ensuit qu'il doit être commun à l'appelant et à l'intimé;

» Que l'appelant ne peut être exclu pour avoir produit une requête contenant des moyens d'appel, puisque l'article 210 veut que toutes les parties soient entendues à l'audience, à la suite du rapport;

» Et qu'un jugement rendu contre un appelant qui n'a pas été entendu à la suite du rapport et à l'audience, personnellement ou par un Défenseur, ne peut prendre le caractère de jugement contradictoire de la production, aujourd'hui purement facultative, d'une requête contenant des moyens d'appel. »

ARTICLE CCIX.

L'appel sera jugé à l'audience, dans le mois, sur un rapport fait par l'un des Juges.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 199 du Code de brumaire an iv portait déjà que l'appel serait jugé à l'audience dans le mois, sur le rapport fait par l'un des Juges.

Mais il ajoutait que ces formalités seraient observées sous peine de nullité; cette disposition ne se trouve pas reproduite dans l'art. 209 du Code d'instruction criminelle.

La Cour de cassation ne prononçait même jamais l'annulation des arrêts rendus sur appel en matière correctionnelle, sous l'empire du Code de brumaire an iv, sur l'unique motif qu'ils n'avaient pas été rendus dans le mois.

Elle n'annulait pas non plus, lors même qu'il était prouvé que le Juge-Commissaire n'avait pas rendu compte de l'affaire dans toutes ses ramifications, lorsqu'il était constaté qu'il en avait réellement fait le rapport; « attendu que, si le Code avait exigé un rapport, il n'en avait pas déterminé le mode. (*Arrêt du 22 octobre 1808.*) »

Ik Mais lorsque l'affaire avait été jugée *sans ce préalable*, la cassation de l'arrêt était prononcée, (*Arrêts des 17 juillet 1806, et 22 octobre 1807.*), et elle l'était également toutes les fois qu'il y avait preuve acquise que l'arrêt avait été rendu *hors l'audience*, en la Chambre du Conseil ou ailleurs, (*Arrêts des 10 juillet et 13 août 1807, et 2 septembre 1808.*); elle l'était, enfin, lorsque, sans motifs raisonnables, la Cour de Justice criminelle avait retardé le jugement long-temps après le mois expiré, depuis l'instruction achevée.

III. L'art. 209 n'ayant pas prononcé la nullité pour le cas d'inobservation de ces formalités, les Tribunaux d'appel pourraient-ils impunément se jouer de l'obligation que la loi leur impose d'y satisfaire?

Cette question, d'un grand intérêt, doit se décider par des principes particuliers à chacun des cas.

IV. L'omission du rapport fait par l'un des Juges, et le retard apporté au jugement, ne peuvent emporter nullité que lorsque le Ministère public ou le prévenu a requis que ces formalités soient observées, et qu'il n'a pas été fait droit à la réquisition.

Mais, alors, la nullité du jugement se tire des dispositions de l'art. 408, et non de celles de l'art. 209.

Nous observerons, néanmoins, que, si le renvoi du prévenu avait été prononcé, nul ne pourrait se prévaloir contre lui de la réquisition qu'il aurait pu faire pour l'observation des formalités prescrites par l'art. 209. (*Art. 413.*)

V. Quant à la disposition de l'art. 209 portant que le jugement sera rendu à l'audience, il y aurait nullité, s'il n'y avait pas réellement été rendu, quoique cet

article ne l'ait pas dissertement prononcée : car toute l'instruction en matière criminelle, correctionnelle et de police, doit être publique ; et le défaut de publicité emporte nullité, aux termes de l'art. 190, déclaré commun à l'instruction sur l'appel en matière correctionnelle, par l'art. 210.

Le Législateur a même attaché un tel degré d'importance à cette formalité, qu'il y est encore revenu dans l'art. 7 de la loi sur l'organisation judiciaire du 20 avril 1810, et qu'il a déclaré, dans les termes les plus formels, que les arrêts ou jugemens seraient nuls, s'ils n'avaient pas été rendus *publiquement*.

L'arbitraire est, en effet, une suite presque inévitable de la *clandestinité*, et tout arbitraire, tout ce qui peut le favoriser, doit être proscrit dans les jugemens.

Cependant, après l'instruction achevée, et la clôture des débats, les Juges peuvent se retirer dans la Chambre du Conseil pour délibérer, mais ils doivent rentrer à l'auditoire, pour la prononciation de l'arrêt.

ARTICLE C C X.

A la suite du rapport, et avant que le Rapporteur et les Juges émettent leur opinion, le prévenu, soit qu'il ait été acquitté, soit qu'il ait été condamné, les personnes civilement responsables du délit, la partie civile et le Procureur-Impérial seront entendus dans la forme et dans l'ordre prescrits par l'art. 190.

OBSERVATIONS.

I. Sur la nécessité du rapport à faire par l'un des Juges, il faut recourir à ce que nous avons dit sur l'art. 209.

C'est un préalable indispensable dont l'inobservation emporterait l'annulation du jugement, s'il avait été *requis*, et si le Tribunal saisi de l'appel n'avait point eu égard à la réquisition.

II. Le rapport est le premier acte de l'instruction sur l'appel.

Après le rapport qui sert à l'exposition du fait, s'il a été amené des témoins, ils doivent être entendus lorsque les reproches ont été fournis et qu'ils ont été jugés.

S'il y a des pièces de conviction, elles doivent être représentées au prévenu et aux témoins.

C'est ensuite que le prévenu doit être interrogé, que les débats s'établissent, et que l'Officier du Ministère public doit faire son résumé et donner ses conclusions.

Le prévenu et les personnes responsables peuvent lui répliquer : on ne pourrait

même leur refuser d'interpeler les témoins. (*Arrêt du 28 germinal an 1x, au rapport de M. Seignette.*)

Toutes ces formalités remplies, le Tribunal procède au jugement qu'il prononce de suite, ou au plus tard, à l'audience suivante.

III. À égalité de voix, le jugement doit passer à l'avis le plus favorable au prévenu. (*Arrêt du 27 juin 1811.*)

IV. Pour le rendre, les Juges doivent être au moins au nombre de cinq. Le Code d'instruction criminelle ne l'a pas dit, mais la loi du 20 avril 1810, et l'art. 2 du décret Impérial du 6 juillet suivant renferment une disposition expresse sur ce point.

V. Nous avons dit qu'ensuite du rapport, les témoins doivent être entendus lorsqu'il en a été appelé; cependant, l'art. 175 qui autorise une nouvelle audition de témoins, sur l'appel des jugemens de police, n'a pas été déclaré commun à l'instruction à faire sur l'appel en matière correctionnelle, par l'art. 210.

Mais l'art. 211 veut que les dispositions des articles précédens, c'est-à-dire, de ceux qui précèdent l'art. 190, soient exécutés sur l'appel en matière correctionnelle, dans toutes les formalités qu'ils exigent, et l'art. 175 est du nombre.

Il n'est donc pas douteux que les témoins peuvent être réassignés, et même qu'il peut en être produit de nouveaux sur l'appel.

Mais pour être recevable à produire des témoins en appel, même pour faire réassigner ceux qui ont été ouïs en première instance, il faut en avoir obtenu l'autorisation du Tribunal saisi.

L'Officier du Ministère public et les parties sont également recevables à en former la demande.

Et comme l'article 175 ne dit pas que la réquisition devra être faite à l'audience, nous pensons qu'elle peut l'être par requête, et que c'est même le moyen le plus propre à accélérer la marche des affaires.

VI. Mais la requête présentée à cet effet, peut-elle être valablement répondue par le Président?

Si la demande en était faite à l'audience, le Président ne pourrait y statuer qu'après avoir recueilli les suffrages des Juges; et s'il ne peut, dans ce cas, prendre sur lui seul la décision, comment pourra-t-on supposer qu'il en a le pouvoir lorsque la demande aura été formée par requête?

Cependant, nous ne croyons pas qu'il y eût nullité dans l'ordonnance que rendrait le Président, sauf l'opposition qui pourrait y être formée, et sur laquelle le Tribunal saisi serait autorisé à prononcer.

Nous pensons même que c'est la forme la plus simple de procéder; car, pour que le Tribunal pût faire droit à la demande, il faudrait qu'il se réunît en audience publique, et que les parties y fussent appelées; ce qui entraînerait beaucoup de longueurs et des frais inutiles.

VII. Quoique l'art. 190, auquel renvoie l'art. 210, porte que le prévenu sera *interrogé*, il n'en faut pas conclure qu'il y ait nécessité de l'entendre avant de juger ; car c'est dans son intérêt que la loi ordonne qu'il sera interrogé ; et il peut renoncer à son droit.

VIII. Mais si le délit reproché au prévenu pouvait emporter la peine de l'emprisonnement, ou s'il avait été ordonné qu'il comparaitrait en personne, ainsi que l'autorise l'article 211 qui déclare commun à l'instruction à faire sur l'appel, tout ce qui se rapporte à la nature des preuves et à la solennité de l'instruction en première instance, le prévenu pourrait-il faire proposer sa défense par le ministère d'un Avoué ?

Il n'y serait pas recevable, si le délit dont il est prévenu pouvait emporter la peine de l'emprisonnement, puisque l'article 185 ne lui accorde cette faculté que dans le cas où le fait qui donne lieu aux poursuites n'est punissable que d'une simple amende.

Mais s'il comparait, aucun article du Code ne lui interdit la faculté de se faire assister d'un Défenseur, quelle que soit la gravité du fait qui lui est reproché.

Notre opinion est même que le prévenu pourrait faire plaider par un Défenseur *Fincompétence* du Tribunal saisi, s'il prétendait qu'elle est absolue, mais sans que le Défenseur pût plaider autre chose que l'incompétence, ou que le délit imputé au prévenu n'est pas punissable, aux termes de la loi, de la peine de l'emprisonnement.

IX. Il y aurait plus de difficulté dans le cas où la loi n'exigeant pas la comparution personnelle du prévenu, il lui serait néanmoins ordonné de comparaître en personne.

Nous avons déjà examiné cette question sur l'art. 185, N.º XI, et nous persistons dans l'opinion que nous y avons énoncée, que la défense est de droit naturel ; de sorte que le Code ne l'interdisant pas en termes formels, le Tribunal saisi commettrait un excès de pouvoirs s'il refusait d'entendre le Défenseur qui se présenterait chargé de la procuration spéciale du prévenu, sauf au Ministère public, à la partie civile et aux Juges, à tirer du refus fait par le prévenu de comparaître en personne, toutes les inductions qu'ils croiraient convenables.

X. Le Tribunal d'appel n'a pas plus de moyens que le Tribunal de première instance pour obliger le prévenu à comparaître en personne.

Il doit donc instruire et juger, dans le cas de non-comparution du prévenu, comme s'il était présent ; c'est-à-dire, en observant les formalités prescrites pour faire une instruction régulière.

Il ne résulte pas, en effet, de ce qu'un prévenu fait défaut, qu'il soit réellement

coupable, et ce n'est que dans le cas de culpabilité reconnue et déclarée, qu'il peut être condamné.

XI. L'art. 185 ne dit pas que la *partie civile* sera tenue de comparaître en personne.

Elle peut, dès-lors, se faire représenter à l'audience par un *Avoué*.

Mais il n'est pas interdit au Tribunal saisi d'ordonner sa comparution personnelle : cela devient même souvent nécessaire pour l'instruction des Jugés.

Le Tribunal ne pourrait cependant, après l'avoir ainsi ordonné, refuser d'entendre le Défenseur de la partie civile qui n'aurait pas comparu.

Le prévenu, le Ministère public et les Jugés pourraient simplement tirer de son refus de comparaître, comme dans le cas de non-comparution du prévenu, toutes les inductions qui leur paraîtront raisonnables.

XII. Si l'Officier du Ministère public ne se présentait pas à l'audience, le Tribunal ne serait pas complet.

Il ne pourrait être prononcé aucun jugement, ni même être fait aucun acte d'instruction.

En pareil cas, le Tribunal saisi doit nommer un de ses membres pour remplir les fonctions du Ministère public, s'il ne trouve pas plus convenable de continuer la cause à un autre jour.

Ce dernier parti est le plus régulier, et c'est celui qu'il faut prendre dans les cas ordinaires ; mais les circonstances peuvent être pressantes, et, dans cet état de choses, le Tribunal ne doit pas hésiter à faire suppléer le Ministère public par un de ses membres : c'est ce que la Cour de cassation jugea le 29 mars 1806.

Mais elle jugea aussi, le 13 avril 1809, au rapport de M. Bauchau, que le Tribunal ne peut faire remplacer l'Officier du Ministère public par un *Avocat* ni par un *Avoué*.

La question se trouve, au surplus, décidée par l'art. 26 du Code d'instruction criminelle, dans le sens des deux arrêts que nous venons de rapporter.

Cet article porte, qu'au cas d'empêchement du Procureur-Impérial et de son Substitut, le *Président* doit faire remplacer le Ministère public par un des Jugés qu'il commet à cet effet ; ce qui a encore été confirmé par les art. 20 et 21 du décret impérial du 18 août 1810, sous cette seule modification que ce n'est plus au *Président*, mais au *Tribunal*, que ce droit appartient.

ARTICLE CCXI.

Les dispositions des articles précédens, sur la solennité de l'instruction, la nature des preuves, la forme, l'authenticité et la signature du jugement définitif de première instance, la condamnation aux frais,

ainsi que les peines que ces articles prononcent, seront communes aux jugemens rendus sur l'appel.

OBSERVATIONS.

I. Il aurait été à désirer qu'au lieu de renvoyer simplement aux articles précédens, l'art. 211 eût indiqué les divers articles auxquels était fait le renvoi.

Cela aurait évité toute méprise, et facilité aux Tribunaux l'application qu'ils ont à en faire.

Quant à la solennité de l'instruction, c'est évidemment l'art. 190 qu'il faut consulter.

Nous en avons rappelé les dispositions sur l'art. 210 ; nous y avons ajouté quelques réflexions qui sortaient naturellement du sujet ; mais nous devons faire encore remarquer que la seconde disposition de l'art. 190 exige que le jugement soit prononcé de suite, ou au plus tard à l'audience qui suit celle où l'instruction a été terminée ; ce qui doit être exécuté en appel, comme en première instance, conformément à tout ce que nous avons dit sur cet article.

II. Sur la nature des preuves, il faut consulter les art. 154, 155 et 156, que l'art. 189 a déclarés communs aux Tribunaux correctionnels.

III. Sur la forme, l'authenticité et la signature du jugement, il faut recourir aux art. 163, 195 et 196, mais non pas à l'art. 180, quoique l'art. 211 ne l'ait pas nommément excepté, parce qu'il y a été dérogé pour le cas d'appel, en matière correctionnelle, par l'art. 40 de la loi du 20 avril 1810, qui veut qu'aucun jugement rendu sur appel, en cette matière, ne puisse être prononcé qu'au nombre au moins de cinq Juges.

IV. Sur la condamnation aux frais, c'est à l'art. 194 qu'il faut se reporter ; de sorte qu'en appel, comme en première instance, les frais doivent être liquidés par le jugement ; mais sans qu'il soit nécessaire que la taxe ait été arrêtée avant la prononciation du jugement.

Il suffit qu'elle soit portée sur la minute.

V. Sur l'application des peines, c'est aux art. 179 et 213, à l'art. 179, en ce qu'il détermine le genre des peines à prononcer par les Tribunaux correctionnels ; et à l'art. 213, en ce qu'il ordonne que lorsque le délit a perdu de sa gravité aux débats, il soit appliqué au contrevenant des peines de simple police.

Cependant, quoique l'art. 179 ait déclaré que les peines correctionnelles sont les amendes au-dessus de 15 francs, et l'emprisonnement à plus de cinq jours, les Tribunaux correctionnels jugeant en première instance et en appel, ne sont pas toujours dans l'obligation de prononcer une amende au-dessus de 15 francs, ni un

emprisonnement de plus de cinq jours; l'art. 463 du Code pénal les autorise à prononcer des peines *moindres*, lorsque le dommage causé n'excède pas 25 francs, et qu'il y a des circonstances atténuantes; mais, alors, le Tribunal correctionnel ne peut prononcer des peines au-dessous de celles de simple police.

Le Tribunal correctionnel peut même n'appliquer que l'une des peines de simple police au cas dont il s'agit.

Cela tempère la rigueur du principe admis en matière de délits et de contraventions, que la matérialité du fait suffit pour les rendre punissables.

VI. Il ne faut pas croire, cependant, que la disposition de l'art. 463 soit applicable aux délits ruraux et forestiers, aux contraventions aux Droits-Réunis, aux Douanes, aux Octrois et aux autres délits ou contraventions régis par des lois *spéciales*.

Cet article ne doit recevoir son application qu'aux délits *ordinaires* prévus et punis par les lois *générales* : pour celles-ci, lorsqu'elles auraient prononcé une peine fixe et déterminée, cette peine pourrait être réduite, dans le cas de l'art. 463 qui en a donné la faculté, *sans restriction*, aux Tribunaux correctionnels. (*Arrêt du 12 octobre 1811.*)

Mais faut-il, pour rentrer dans l'application de l'art. 463, le concours des deux circonstances; que le dommage causé n'excède pas 25 francs, et qu'il y ait des circonstances atténuantes du délit?

La conjonction *et*, qui se trouve dans l'article, semble exiger ce concours; mais est-il dans les attributions du Tribunal correctionnel d'apprécier le dommage causé, comme il a nécessairement le droit d'apprécier les circonstances du délit?

Il faut distinguer le cas où le dommage causé est d'une valeur certaine, fixe et déterminée, de celui où il dépend d'une appréciation morale et en quelque sorte arbitraire.

Dans ce second cas, il n'est pas douteux que l'appréciation en est laissée à l'entière disposition du Tribunal saisi; mais dans le premier, la valeur du dommage causé étant connue et reposant sur une base fixe, elle sort, par cela même, du domaine des Tribunaux qui ne peuvent substituer la fiction à la réalité.

La Cour de cassation se trouva dans le cas de prononcer sur cette question, le 12 octobre 1811, et, sur le rapport de M. Busschop, elle rejeta le recours formé par le Procureur-Général, contre un arrêt qui avait fait l'application de l'art. 463 du Code pénal au délit de loterie clandestine, prévu et puni d'une peine fixe par l'art. 410.

Par l'arrêt contre lequel était dirigé le recours en cassation, l'individu déclaré convaincu d'avoir tenu une loterie clandestine, avait été condamné à une indem-

606 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

nité seulement de la somme de 10 francs envers l'Etat, ensuite de l'appréciation qu'avait faite la Cour du dommage causé.

Comme il résultait du relevé des livres tenus pour l'établissement de la loterie clandestine, qu'il n'y avait eu que pour 10 francs de recette, et que la Cour avait pu, dès-lors, ne porter la valeur du dommage causé qu'à cette somme, le recours du Procureur-Général fut rejeté.

Deux questions furent jugées par cet arrêt : la première, que l'art. 463 est applicable au cas même où le Code pénal a prononcé des peines déterminées pour le genre de délit à réprimer.

La deuxième, que le Tribunal correctionnel peut apprécier le dommage causé, lorsqu'il n'a pas une valeur certaine et déterminée.

VII. Lorsque l'art. 463 décide que, dans aucun cas, la peine appliquée ne pourra être au-dessous de celle de simple police, entend-il qu'elle sera nécessairement de cinq jours d'emprisonnement, ou de 15 francs d'amende, qui est le *maximum* des peines de police ?

L'art. 463 ne peut recevoir cette explication : car, la latitude qu'il aurait accordée aux Tribunaux pour l'application des peines, n'aurait porté que sur la différence de cinq jours à six pour l'emprisonnement, et de 15 francs à 16 pour l'amende; ce qui n'aurait pas mérité que le Législateur s'en occupât.

Le sens naturel de cet article est que les Tribunaux correctionnels peuvent réduire l'amende et l'emprisonnement, ainsi que les Tribunaux de police sont autorisés à le faire; c'est-à-dire à un franc, quant à l'amende, et à un jour d'emprisonnement, (*Art. 465.*), en observant que le jour d'emprisonnement est un jour complet de vingt-quatre heures, aux termes du même article.

A R T I C L E C X C X I I .

Si le jugement est réformé, parce que le fait n'est réputé délit ni contravention de police, par aucune loi, la Cour ou le Tribunal renverra le prévenu, et statuera, s'il y a lieu, sur ses dommages-intérêts..

O B S E R V A T I O N S .

I. Si l'article n'est pas rédigé dans les mêmes termes que l'art. 191, il l'a été dans le même esprit.

Le Tribunal de première instance prononce l'annulation de la citation, lorsque le fait dénoncé ne présente ni délit, ni contravention, parce que c'est la citation qui l'a saisi.

Le Tribunal d'appel prononce celle du jugement, parce que c'est sur l'appellation du jugement qu'il doit statuer.

Dans l'un et dans l'autre cas, le but que s'est proposé le Législateur est également rempli; l'action est anéantie.

II. Il existe une seconde différence bien plus remarquable dans la rédaction des deux articles : l'art. 191 semble autoriser le Tribunal de première instance à prononcer sur les dommages-intérêts respectifs des parties, tandis que l'art. 212 restreint cette faculté sur l'appel, aux seuls dommages-intérêts du *prévenu*.

Mais a-t-il été dans l'intention de la loi d'établir cette distinction? N'est-elle pas plutôt dans les mots que dans la chose?

En analysant l'art. 191, nous avons établi qu'il ne pouvait avoir eu pour objet que les dommages-intérêts du prévenu. S'il était nécessaire d'ajouter une nouvelle preuve aux observations que nous avons faites, on la trouverait dans l'art. 212 : on ne pourrait supposer, en effet, un motif raisonnable à l'autorisation qui serait donnée au Tribunal de première instance de prononcer sur les demandes en dommages-intérêts respectivement formées, lorsque la même autorisation, pour le même cas, serait refusée au Tribunal d'appel.

Si le plaignant est privé, par suite de la fausse voie qu'il a prise des indemnités qui lui sont dues, c'est à lui seul qu'il peut en imputer la faute; il n'en est d'ailleurs privé que momentanément : car son action au civil lui est nécessairement réservée : le point de compétence est le seul qui soit jugé.

III. Une observation qui ne doit pas échapper, c'est que le Code d'instruction criminelle, dans ses art. 159, 191 et 212, s'est occupé, *en général*, du cas où le fait dont le prévenu est inculpé, ne présente *ni délit, ni contravention*; de sorte qu'il ne suffirait pas, pour faire l'application de cet article, que le fait reproché au prévenu ne fût pas déclaré délit ou contravention, *par le Code pénal*, s'il se trouvait prévu et considéré comme tel, par la disposition d'anciennes lois ou d'anciens réglemens encore existans.

« En tout ce qui n'a pas été réglé par le présent Code, en matière de crime, » délits et contraventions, porte l'art. 481 du Code pénal, les Cours et Tribunaux continueront d'observer et de faire exécuter les dispositions des lois et des réglemens actuellement en vigueur. »

Aussi l'art. 212 s'est-il servi de ces expressions : si le fait n'est réputé délit ni contravention *par aucune loi*.

IV. Mais quelles sont les lois et réglemens dont l'exécution est ordonnée? L'art. 484 du Code pénal n'y met d'autres conditions que celle d'être *actuellement en vigueur*; ce qui peut présenter, dans l'application, de grandes difficultés.

Malgré tout le soin apporté par le Législateur, à rassembler dans le Code pénal les crimes, les délits et les contraventions dont il a donné une nomenclature très-

étendue, il ne pouvait être assuré de les avoir tous prévus; et s'il n'avait pas ordonné que les lois et réglemens en vigueur seraient exécutés, il en serait nécessairement résulté l'impunité d'un grand nombre de coupables.

V. Mais il faut craindre de tomber d'un extrême dans un autre, et de faire revivre comme crimes, délits ou contraventions, des faits depuis long-temps considérés comme indifférens, ou du moins comme n'étant pas de nature à constituer des crimes, des délits ou des contraventions aux yeux de la loi.

C'est ce point de démarcation difficile à saisir, sur lequel nous allons présenter quelques notions générales.

VI. Il est aisé d'appanir les difficultés qui peuvent s'élever relativement aux crimes; c'est-à-dire, aux faits qui peuvent emporter peines afflictives ou infamantes; et cependant l'on n'a pas même encore, sur ce point, de bases tellement certaines, que l'on ne puisse craindre quelquefois de s'égarer.

L'article d'appendice du Code pénal de 1791, auquel il faut principalement se rattacher, déclare ne plus reconnaître d'autres crimes que ceux que le Code venait de déclarer tels.

Cet article décida en principe, que tout accusé devait être acquitté, lorsque le fait qui lui était imputé ne se trouvait pas qualifié *crime* par une disposition formelle du Code.

Ainsi, les seules lois *existantes* pour la répression des crimes, à l'époque de la mise en activité du Code pénal de 1810, étaient le Code pénal de 1791 et les lois additionnelles, publiées depuis et encore *en vigueur* à cette époque. Toutes les lois pénales antérieures au Code pénal de 1791, ne peuvent donc être prises en considération.

VII. Les termes de l'art. 484, *actuellement en vigueur*, sont précieux; ils écartent toutes les lois pénales que des circonstances particulières avaient amenées, bien même qu'elles n'auraient pas été formellement révoquées, lorsqu'elles l'ont été *de fait*, par le changement survenu dans le système du Gouvernement, ou par d'autres voies de droit, telles que la désuétude ou la contradiction où elles se trouvaient avec les lois nouvelles.

Ce ne sera donc plus un crime aujourd'hui de couper l'arbre de la liberté dans les lieux où il peut en exister encore, de provoquer au rétablissement de la monarchie.

Les lois révolutionnaires ont perdu leur autorité, par la seule substitution d'un Gouvernement régulier à celui dont elles émanaient, et auquel elles se rattachaient.

Il en est de même de celles qui, quoique n'étant pas le résultat des principes de l'ancien Gouvernement, ne peuvent se concilier avec la nouvelle législation.

Ce n'est donc pas de ces lois dont s'est occupé l'art. 484 du Code pénal.

VIII. Il ne faut pas même croire que les Tribunaux soient autorisés à consulter les anciennes lois pénales, qui étaient en vigueur lors de la mise en activité du Code pénal, lorsque le fait imputé à l'accusé a été prévu par ce Code, quand même les lois anciennes y auraient attaché une aggravation de peines, pour le cas de circonstances qui ne se trouveraient plus rappelées dans le Code.

Il suffit que le Code se soit occupé du genre de crime qui est à réprimer, pour que lui seul doive être consulté sur l'application de la peine.

L'art. 484 n'est susceptible d'application qu'aux cas où le Code pénal n'a prévu ni puni le genre de délit dont l'accusé peut être prévenu.

IX. Une question relative se présenta le 7 juin 1811 à la Cour de cassation, sur le recours du Procureur-Général de la Cour d'appel d'Amiens, contre un arrêt du 7 mai précédent.

La Chambre d'accusation avait jugé que l'art. 2 de la loi du 22 floréal an 2 ne devait plus recevoir d'application.

Cet article est ainsi conçu : « à l'avenir, les peines portées au Code pénal de 1791, » auront lieu et seront infligées à quiconque emploiera, même après l'exécution » des actes émanés de l'autorité publique, soit des violences, soit des voies de fait, » pour interrompre cette exécution ou en faire cesser l'effet. »

La Cour de cassation sur le rapport de M. Busschop, annulla l'arrêt qui l'avait ainsi jugé, d'après les considérans que voici, et qui suffirent pour donner connaissance du fait imputé au prévenu.

Ils portent :

« Considérant, 1.^o que l'art. 209 et les suivans du Code pénal de 1810, n'ont » prévu et puni que la résistance avec violence et voies de fait, envers les Agens de » la loi ou de la force publique, agissant pour l'exécution des lois, des ordonnances » de l'autorité, des mandats de Justices ou jugemens;

» Que la deuxième disposition de l'art. 2 de la loi du 22 floréal an 2, a pour » objet le cas où, après l'exécution des actes émanés de l'autorité publique, il serait » employé des violences ou des voies de fait, pour interrompre cette exécution ou » en faire cesser l'effet;

» Que cette disposition de l'art. 2 porte donc sur une matière qui n'a point été » réglée par le Code pénal de 1810 : qu'aux termes de l'art 484 de ce Code, elle est » donc maintenue.

» Considérant, 2.^o que ladite loi du 22 floréal an 2 prononce des peines » afflictives et infamantes, pour les faits déterminés dans sa seconde disposition ;

» Que, d'après l'art. 1.^{er} du Code pénal de 1810, ces faits constituent donc un » crime, et que, dès-lors, ils sont passibles d'une instruction et d'un jugement au

» grand criminel, conformément à l'art. 232 du Code d'instruction criminelle de 1808 :

» Considérant, 3.^o que Pierre-Prosper Baloucher, Catherine Caboche sa femme, et Adrien Benoist, étaient prévenus d'avoir, par voie de fait, ensemencé des terres dont ils avaient été dépossédés par des jugemens qui leur faisaient défense de s'immiscer dans la culture de ces terres, et qui avaient reçu leur exécution ;

» Que ces faits, qui ont été reconnus résulter de l'instruction, dans l'arrêt de la Chambre d'accusation de la Cour Impériale d'Amiens, constituaient lesdits Baloucher, sa femme et Benoist, dans la prévention d'avoir employé, après l'exécution d'un acte émané de l'autorité publique, soit des violences, soit des voies de fait, pour interrompre cette exécution, ou en faire cesser l'effet, et, conséquemment, dans la prévention d'un crime emportant peine afflictive et infamante ;

» Que, néanmoins, l'arrêt de la Chambre d'accusation de la Cour Impériale d'Amiens, a ordonné la mise en liberté des susdits prévenus, sur le motif que le fait à eux imputé, ne présentait les caractères d'aucun crime, délit ou contravention ; que cet arrêt a donc manifestement violé les règles de compétence établies par la loi :

» D'après ces motifs, la Cour casse, etc., etc. »

L'affaire renvoyée à la Cour Impériale de Douai, la Chambre d'accusation de cette Cour a rendu un arrêt dans le même sens que la Cour Impériale d'Amiens, et le Procureur-Général s'est de nouveau pourvu.

La Cour de cassation usant de la faculté qui lui est accordée par la loi du 16 septembre 1807, a renvoyé l'affaire au Conseil d'État pour obtenir l'interprétation de la loi, dans la forme d'un règlement d'administration publique.

X. Pour ce qui concerne les délits et les contraventions de police, nous n'avons rien d'aussi positif.

Cependant, il est quelques points d'appui auxquels il convient de se rattacher.

Avant la mise en activité du Code pénal, la loi du 22 juillet 1791 était la loi générale en matière de simple police et de police correctionnelle, mais cette loi ne renfermait pas la même disposition que l'article d'appendice du Code pénal.

Le Législateur concevait trop bien les inconvéniens qui en seraient résultés.

Craignant même que l'on abusât de son silence, pour en tirer un argument contraire à son vœu, il eut soin d'insérer dans la loi, une disposition par laquelle il établissait, sur ce point, un système absolument contraire à celui du Code pénal de 1791.

Cette disposition de la loi du 22 juillet 1791, se trouve art. 29 du titre I.^{er} ; elle est ainsi conçue :

« Les réglemens actuellement existans sur le titre des matières d'or et d'argent ,
 » sur la vérification de la qualité des pièces fines ou fausses, la salubrité des comes-
 »tibles et des médicamens, sur les objets de serrurerie, continueront d'être exé-
 »cutés jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Il en sera de même de ceux
 » qui établissent des dispositions de sûreté, tant pour l'achat et la vente des ma-
 »tières d'or et d'argent, des drogues, médicamens et poisons, que pour la présen-
 »tation, le dépôt et adjudication des effets précieux dans les Monts-de-Piété,
 » Lombards et autres maisons de ce genre. Sont également confirmés provisoire-
 »ment les réglemens qui subsistent touchant la voirie, ainsi que ceux actuelle-
 »ment existans et relatifs à la solidité et sûreté. »

Et comme la loi dont cet article est extrait, était encore en vigueur en février 1810, lors de la mise en activité du Code pénal, il suit que tout ce qui était considéré comme délit et contravention, par ces réglemens maintenus, doit l'être encore aujourd'hui, malgré le silence du Code pénal.

XI. La loi du 22 juillet 1791, art. 40 du même titre, autorisait, de plus, les Corps municipaux à faire des arrêtés lorsqu'il s'agissait, 1.^o d'ordonner des précautions locales sur les objets confiés à leur vigilance et à leur autorité, par les art. 3 et 4 du titre XI du décret sur l'organisation judiciaire des 16, 24 août 1790.

2.^o De publier de nouveau les lois et réglemens de police, ou de rappeler les citoyens à leur observation.

L'art. 4 de la loi du mois d'août 1790, n'avait rapport qu'aux spectacles qui ne peuvent s'établir que de l'autorité des Administrations locales.

Mais l'art. 3 en avait un *général* à tous les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des Corps administratifs.

Cet article autorise les Administrations à faire des réglemens :

« Sur tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues,
 » quais, places et voies publiques ; ce qui comprend le nettoiemnt, l'illumination ;
 » l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des bâtimens
 » menaçant ruine, l'interdiction de rien apposer aux fenêtres ou autres parties de
 » bâtimens, qui puisse nuire par sa chute, et celle de rien jeter qui puisse blesser
 » ou endommager les passans, ou causer des exhalaisons nuisibles. »

Il leur confie « le soin de réprimer et de punir les délits contre la tranquillité
 » publique, tels que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les
 » rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblées publiques, les bruits et attrou-
 »pemens nocturnes qui troublent le repos des citoyens, le maintien du bon ordre
 » dans les endroits où il se fait de grands rassemblemens d'hommes, tels que les
 » foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, café,
 » églises et autres lieux publics. L'inspection sur la fidélité du débit des denrées
 » qui se vendent au poids, à l'aune ou à la mesure, et à la salubrité des comes-

» tibles exposés en vente publique, de prévenir par des précautions convenables,
 » et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidens et
 » fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies, les épizooties; en pro-
 » voquant aussi, dans ces deux derniers cas, l'autorité des Administrations de
 » département et de district; d'obvier ou de remédier aux évènements fâcheux qui
 » pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, et par
 » la divagation des animaux malfaisans ou féroces. »

XII. Ainsi l'art. 484 du Code des délits et des peines, maintient les arrêtés des Corps administratifs, relatifs à tous les objets dont nous venons de faire l'analyse.

Il maintient également toutes les lois relatives à des matières *spéciales*, et tel a même été son principal objet.

M. le Conseiller-d'Etat Réal en fit l'observation précieuse, lorsqu'il présenta cet article du Code à la sanction du Corps-législatif; la disposition de l'art. 484, dit cet Orateur du Gouvernement, maintient les lois et réglemens actuellement en vigueur, relatifs :

- « Aux dispositions du Code rural, qui ne sont point entrées dans ce Code ;
- » Aux taxes, contributions directes ou indirectes, Droits-Réunis, de Douanes et d'Octrois ;
- » Aux tarifs pour le prix de certaines denrées ou de certains salaires ;
- » Aux calamités publiques, comme épidémies, épizooties, contagions, disettes, inondations ;
- » Aux entreprises de services publics, comme coches, messageries, voitures publiques de terre et d'eau, voitures de place, numéros ou indications de noms sur voitures, postes-aux-lettres et postes aux chevaux ;
- » A la formation, entretien et conservation des rues, chemins, voies publiques, ponts et canaux ;
- » A la mer, à ses rades, rivages et ponts, et aux pêcheries maritimes ;
- » A la navigation intérieure, à la police des eaux et aux pêcheries ;
- » A la chasse, aux bois, aux forêts ;
- » Aux matières générales de commerce, affaires et expéditions maritimes, bourses ou rassemblemens commerciaux, police des foires et marchés ;
- » Aux commerces particuliers d'orfèvrerie, bijouterie, joaillerie, de serrurerie et des gens de marteau, de pharmacie et apothicairerie, de poudres et salpêtres, des arquebusiers et artificiers, des cafetiers, restaurateurs, marchands et débitans de boissons, des cabaretiers et aubergistes ;
- » A la garantie des matières d'or et d'argent ;
- » A la police des maisons de débauches et de jeu ;
- » A la police des fêtes, cérémonies et spectacles ;
- » A la construction, entretien, solidité, alignement des édifices, et aux matières de voieries ;
- » Aux lieux d'inhumation et sépulture ;

- » A l'Administration, police et discipline des Hospices, Maisons sanitaires et
- » Lazarets, aux Ecoles, aux Maisons de dépôt, d'arrêt, de justice et de peine, de
- » détention correctionnelle et de police; aux maisons ou lieux de fabrique, manu-
- » factures ou ateliers; à l'exploitation des mines et des usines,
- » Au port d'armes;
- » Au service des Gardes nationales;
- » A l'état civil, etc., etc. »

Nous avons cru devoir transcrire ce passage en entier du discours de M. Réal, parce qu'il donne des notions également simples et exactes sur l'esprit qui a dicté l'art. 484 du Code pénal, qui ne doit pas plus être restreint qu'étendu au-delà des intentions du Législateur.

XII. La question s'est présentée sous le rapport du *port d'armes*, devant la Cour de cassation, le 23 février 1811, dans l'espèce suivante :

Le 9 décembre 1810, le sieur Guillard avait été surpris chassant avec un fusil à deux coups, sur le terrain d'autrui, mais avec le consentement du propriétaire. Il n'était pas muni d'un permis de port d'armes, et cependant le Préfet du département de la Loire, dans l'étendue duquel le sieur Guillard avait chassé, avait renouvelé les défenses du port d'armes à tous ses administrés qui n'en avaient pas obtenu l'autorisation, sous peine d'une amende de la valeur de trois journées de travail.

Le sieur Guillard, pour raison de sa contravention, avait été traduit devant le Tribunal de police qui l'avait condamné à l'amende, mais qui avait refusé de prononcer la confiscation du fusil.

Le jugement n'avait pas été attaqué par la voie du recours en cassation; mais M. le Procureur-Général, en ayant eu connaissance, en requit d'office l'annulation qui fut prononcée sur le rapport de M. Bailly.

Les considérans de cet arrêt sont trop importants pour n'être pas ici consignés. Les voici :

» Attendu que la déclaration du Roi, du 14 juillet 1716, défend le port d'armes de quelque espèce que ce soit, à peine de dix francs d'amende pour la première fois, et de cinquante francs pour la seconde, outre un mois de prison et la confiscation des armes ;

» Attendu que si cette loi et les autres lois de même nature n'ont pas été exécutées pendant la révolution, le Gouvernement n'en a pas moins eu le droit de les remettre en vigueur, en vertu de l'art. 46 du titre I de la loi du 22 juillet 1791, qui a autorisé les simples Maires à publier de nouveau les lois et les réglemens de police, et à rappeler les citoyens à leur observation ;

» Attendu, qu'en conséquence de cette loi, depuis l'an 1x, les Préfets ont été chargés par le Gouvernement de prendre, et ont pris en effet des arrêtés qui ont

- » Interdit le port d'armes à quiconque n'en aurait pas obtenu la permission expresse, sous les peines portées par les lois, ce qui a ramené à exécution ladite déclaration du 14 juillet 1716, et les autres lois rendues sur le port d'armes sans permission ; et que tel a été et dû être le résultat, notamment de l'arrêté du Préfet du département de la Loire, du 29 juin 1807 ;
- » D'où il suit qu'en portant, sans permission, le fusil avec lequel il avait été trouvé chassant, le 9 décembre 1810, Maurice Guillard avait encouru les peines prononcées par la déclaration dudit jour 14 juillet 1716, et entre autres celle de dix francs d'amende ;
- » Attendu, que la quotité de cette amende étant au-dessus de la valeur de trois journées de travail, la connaissance du délit imputé à Guillard excédait la compétence du Tribunal de police municipale, et ne pouvait appartenir qu'au Tribunal de police correctionnelle, aux termes de l'art. 168 du Code des délits et des peines, du 3 brumaire an iv.
- » Attendu, qu'il était indifférent que l'arrêté du Préfet du département de la Loire ne portât qu'une amende de trois journées de travail, au lieu de celle de dix francs, établie par la déclaration de 1716, parce que les arrêtés des Préfets, obligatoires pour les Tribunaux, lorsqu'ils contiennent règlement sur les objets de police municipale, spécifiés dans l'art. 3, titre II de la loi du 24 août 1790, ne doivent et ne peuvent aucunement servir de boussole aux Juges pour fixer la juridiction ou la peine, toutes les fois que, comme dans l'espèce, ces arrêtés s'écartent des dispositions de la loi ; d'où il résulte que l'incompétence absolue du Tribunal de simple police du canton de Feurs, subsistait malgré la disposition de l'arrêté du Préfet relative à l'amende ; et qu'ainsi ce Tribunal a commis un excès de pouvoir, en statuant, par son jugement du 15 décembre 1810, sur le délit de port d'armes, pour lequel Guillard avait été mal-à-propos cité devant lui :
- » Considérant, sous un second point de vue, qu'eût-il été compétent, il ne pouvait ni se permettre de modérer l'amende de dix francs, établie par la déclaration de 1716, ni se dispenser de prononcer la confiscation de fusil du chasseur ;
- » Qu'en modérant l'amende, il a usurpé un pouvoir qu'aucune loi n'a donné aux Tribunaux ;
- » Qu'en faisant remise de la confiscation du fusil, sous prétexte qu'il n'avait pas été saisi par le Garde ; d'une part, il a supposé une condition que la déclaration ci-dessus rappelée, du 14 juillet 1716, n'a pas exigée ; et d'autre part, il a oublié que, par son article 5, la loi du 30 avril 1790, concernant la chasse, a maintenu la peine de confiscation des armes, en même temps qu'elle a défendu aux Gardes de désarmer les chasseurs ;
- » Par tous ces motifs, la Cour faisant droit sur le réquisitoire de M. le Procureur Général-Impérial, casse, etc. »

XIII. La Cour de cassation rendit un second arrêt, le premier août 1811, sur le rapport de M. Favard, et sur les réquisitions de M. le Procureur-Général Merlin, duquel il résulte, comme du précédent, que le *port d'armes* est encore aujourd'hui un délit, lorsque, dans le lieu où il est exercé, les anciens réglemens ont été remis en activité, et qu'il ne se prescrit que par le délai d'un an sans poursuites, conformément aux dispositions de l'art. 640 du Code d'instruction criminelle, lors même qu'il se rattache à la chasse ou à une contravention au Code rural.

Dans l'espèce, huit individus avaient été surpris, chassant avec des fusils qu'ils n'avaient pas la permission de porter.

Ils n'avaient été traduits devant le Tribunal de police, que plus d'un mois après le délit commis; de sorte que si la contravention qui leur était imputée pouvait être considérée comme un délit de chasse ou comme un délit rural, la prescription en était acquise.

Le Tribunal, jugeant que le port d'armes imputé aux défendeurs se rattachait nécessairement soit à un délit de chasse, soit à un délit rural, les renvoya de la demande.

Le Maire qui avait exercé les fonctions du Ministère public au Tribunal de police, n'ayant pas recouru contre le jugement, M. le Procureur-Général le dénonça à la censure de la Cour de cassation, qui en prononça l'annulation :

« Attendu que le port d'armes sans permission ne peut être considéré ni comme » un délit de chasse, ni comme un délit rural; qu'il constitue une infraction à » des lois de haute police et un délit de police; que dès-lors on ne saurait lui appli- » quer ni la loi du 30 avril 1790, sur la chasse, ni celle du 28 septembre 1791, sur » la police rurale, non plus que les règles de prescription fixées par ces lois pour » les délits qui en sont l'objet;

» Que néanmoins, le Tribunal de police du canton de Villeneuve-sur-Vannes, a » déclaré prescrite la demande du Maire de cette Commune, en vertu de l'art. 12 » de la loi du 30 avril 1790; que par conséquent il a fait une fausse application de » cette loi. »

» Par ces motifs, la Cour casse, etc. »

XIV. Un avis du Conseil-d'Etat du 11 mai 1811, approuvé par l'Empereur le 17 du même mois, a décidé, sur le rapport du Ministre de la Police, tendant à établir qu'il est nécessaire de se pourvoir de permis pour exercer la faculté de porter en voyage des armes pour sa défense personnelle : « Que les gens non domiciliés, » vagabonds et sans aveu doivent être examinés et poursuivis par la Gendarmerie » et tous Officiers de police, lorsqu'ils sont porteurs d'armes, à l'effet d'être désar- » més et même traduits devant les Tribunaux, pour être condamnés, suivant les » cas, aux peines portées par les lois et réglemens.

ARTICLE CCXIII.

Si le jugement est annulé, parce que le fait ne présente qu'une contravention de police, et si la partie publique et la partie civile n'ont pas demandé le renvoi, la Cour ou le Tribunal prononcera la peine, et statuera également, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts.

OBSERVATIONS.

I. Nous n'aurions aucune observation à faire sur cet article, d'après celles que nous avons faites sur l'art. 192, si l'art. 213 n'avait substitué la conjonction *et* à la conjonction alternative qui se trouve dans l'art. 192.

Mais ce changement n'a pu s'opérer sans dessein ; et il en résulte que, s'il suffit en première instance qu'il y ait réquisition faite par le Ministère public, *ou* par la partie civile, pour le renvoi au Tribunal de police, il faut la réunion des deux volontés pour dépouiller le Tribunal d'appel, et l'autoriser à prononcer ce renvoi.

II. Ce qui prouve que c'est ainsi que l'art. 213 doit être entendu, c'est que sa rédaction entière est conforme à cette manière d'en appliquer les dispositions : si la partie publique *et* la partie civile *n'ont pas demandé*, porte-t-il, lorsque l'art. 192 avait parlé isolément de chacune d'elles, en disant, si la partie publique *ou* la partie civile *n'a pas demandé*.

III. Mais sur quels motifs cette distinction peut-elle être établie ?

Nous pourrions répondre que le Législateur l'ayant ainsi ordonné, ce n'est pas aux Tribunaux qu'il appartient d'en scruter les motifs ; que par cela seul que la loi l'ordonne, il faut s'y conformer.

Mais le motif en est que l'affaire sur l'appel a déjà subi un premier degré de juridiction, tandis qu'elle est encore à son premier degré devant le Tribunal correctionnel, et qu'il peut être dans l'intérêt de la partie publique *ou* de la partie civile que l'affaire soit discutée de nouveau : qu'au contraire, la loi a dû présumer que toutes les preuves ont été rassemblées dans la double instruction qui a eu lieu en cause principale et en cause d'appel.

IV. Si donc la partie publique *seule* ou la partie civile *seule* demandait, sur l'appel, le renvoi de l'affaire au Tribunal de police, le Tribunal saisi ne devrait voir dans cette demande, qu'un dessein de traîner l'affaire en longueur ; il ne devrait pas s'y arrêter.

Mais lorsque la partie publique et la partie civile se réunissent pour conclure au renvoi, la présomption est qu'elles en ont des raisons suffisantes, et le Tribunal doit l'ordonner.

V. Le prévenu n'est jamais consulté, parce que le Législateur a dû supposer que pour éloigner sa condamnation, il ne manquerait jamais de requérir son renvoi, et que de pareilles requisitions sont indignes de fixer les regards de la Justice.

ARTICLE CCXIV.

Si le jugement est annulé, parce que le délit est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, la Cour ou le Tribunal décernera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt, ou même le mandat d'arrêt, et renverra le prévenu devant le Fonctionnaire public compétent, autre toutefois que celui qui aura rendu le jugement ou fait l'instruction.

OBSERVATIONS.

I. Il n'existe de différence que dans les termes entre cet article et l'art. 193 qui indique aux Tribunaux correctionnels saisis au premier degré, ce qu'ils doivent faire lorsque le délit imputé est de nature à emporter peine afflictive ou infamante.

L'art. 193 porte que le renvoi sera fait devant le Juge d'instruction compétent, sans rien ajouter de plus; l'art. 214 ordonne, au contraire, que le renvoi sera fait devant le Fonctionnaire public compétent, autre que celui qui aura fait la première instruction ou qui aura rendu le jugement.

Nous avons fait observer sur l'art. 193, que cette dernière disposition de l'art. 214 doit y être suppléée : car il serait absurde de penser que le Juge qui aurait fait la première instruction, pourrait être chargé de la nouvelle, dans le cas de renvoi ordonné par le Tribunal de première instance, lorsqu'il serait sans caractère pour la faire, si le renvoi était prononcé par le Tribunal d'appel.

II. Mais le Tribunal d'appel est-il autorisé à indiquer le Juge d'instruction auquel il fait le renvoi ?

Le Tribunal d'appel ne peut en faire aucune indication nominale ; il doit, comme le Tribunal de première instance, se borner à renvoyer devant le Juge d'instruction compétent ; toujours celui du lieu du délit, ou celui de la résidence habituelle ou momentanée du prévenu.

C'est au Procureur-Impérial à faire l'envoi des pièces et du prévenu au Tribunal chargé de l'instruction.

III. Le recours en cassation est recevable contre un pareil jugement : car, quoiqu'il semble purement d'instruction, puisqu'il ne statue rien au fond, c'est pourtant un jugement définitif et en dernier ressort sur la compétence, et l'art. 408 autorise le recours en cassation, indistinctement, contre tous les jugemens en dernier ressort, lorsqu'ils sont fondés sur l'incompétence.

IV. Quoique le Code ait posé en principe qu'en matière criminelle, correctionnelle et de police, les jugemens ne doivent s'exécuter ni pendant le délai de l'appel, ni pendant celui du recours en cassation, jusqu'à ce qu'il y ait été statué; ce ne serait pas en faire une juste application que d'en induire que le mandat décerné contre le prévenu dans le cas de l'article 214, ne pourrait être mis à exécution à l'instant même qu'il serait rendu; car c'est une simple mesure conservatoire et de prévoyance autorisée par la loi.

L'instruction doit même être faite en conséquence du renvoi, attendu que les preuves pourraient périr; mais il ne pourrait être procédé à la mise en jugement de l'accusé au préjudice de son recours en cassation ou de son appel.

V. Le Tribunal saisi par l'appel pourrait même faire le renvoi de l'affaire devant le Juge d'instruction, pour être suivie par la voie *criminelle*, lors même qu'il n'y aurait eu appel du jugement que de la part du prévenu: c'est ce qui fut jugé au rapport de M. Busschop, le 27 mars 1811.

ARTICLE CCXV.

Si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi, à peine de nullité, la Cour ou le Tribunal statuera sur le fond.

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv, article 202, avait décidé que quand le jugement serait annulé pour vice de forme, il y aurait lieu à faire le renvoi de l'affaire à un autre Tribunal correctionnel que celui qui aurait rendu le jugement attaqué.

C'était éterniser les affaires, c'était leur faire parcourir sans aucuns motifs raisonnables trois ou quatre degrés de juridiction, souvent même plus, puisque le Tribunal auquel se trouvait fait le renvoi, pouvait, comme le premier, violer de nouveau les formes de procéder.

II. Aussi, la loi du 29 avril 1806 avait-elle rapporté la disposition de l'art. 202 du Code de brumaire an iv, et le Code d'instruction criminelle a été rédigé dans le sens de cette loi; de sorte que le Tribunal d'appel qui annule, pour violation ou omission non réparée des formes prescrites sous peine de nullité, doit retenir la connaissance de l'affaire et la juger définitivement.

Si le Tribunal d'appel se permettait d'annuler purement et simplement, et de faire le renvoi de la cause devant un autre Tribunal, il rendrait un jugement qui devrait être annulé, comme violant la règle des deux degrés de juridiction, et comme renfermant un déni de Justice.

III. Mais pour annuler le jugement dont est appel, il faut qu'il y ait eu réelle-

ment violation ou omission non-réparée de formes prescrites à peine de nullité, soit dans l'instruction, soit dans le jugement même; ce qui exige quelques explications.

Il résulte de ces termes de la loi : *violation non-réparée* de formes prescrites à peine de nullité, que le Tribunal de première instance qui s'aperçoit d'une omission de cette nature, peut revenir sur ses pas et la réparer; ce qui est bon à remarquer, et ce que le Législateur a bien fait de dire d'une manière aussi expresse, quoique la raison fit assez connaître qu'il devait en être ainsi.

Mais ce serait aller trop loin que d'induire de ces termes que le Tribunal de première instance pourrait réparer, *après* la prononciation de son jugement, les omissions qu'il aurait pu faire.

Le jugement prononcé, le droit en est acquis aux parties, et il y aurait *faux*, si quelques-uns des actes de la procédure, ou quelques-unes des dispositions du jugement étaient rectifiés *depuis* sa prononciation, lors même que la rectification serait faite *avant* l'appel ou le recours en cassation.

IV. Il résulte pareillement de la disposition de l'art. 215, que toutes les violations ou omissions non réparées de formes prescrites à peine de nullité, doivent entraîner l'annulation du jugement, lors même qu'elles n'auraient pas été proposées; la loi les considère comme *absolues*.

Le Tribunal saisi de l'appel qui n'y aurait point égard, sur le motif qu'elles n'auraient pas été proposées, se les rendrait propres; ce qui donnerait lieu à l'annulation de son jugement, sur le recours en cassation.

V. Mais il n'en est pas de même des formes qui ne sont pas prescrites par le Code, sous peine de nullité, et dont l'observation n'a pas été requise par les parties intéressées : elles se trouvent couvertes par le jugement, et le Tribunal d'appel ne pourrait l'annuler sur un pareil motif.

VI. Par argument en sens contraire, le Tribunal ne pourrait refuser d'annuler le jugement de première instance, qui n'aurait pas fait droit aux réquisitions du Ministère public ou des parties, si ces réquisitions avaient eu pour objet l'exécution d'une formalité ou l'usage d'un droit autorisé, lors même que le Code n'aurait pas prononcé la peine de nullité pour inobservation de cette formalité.

Si le prévenu avait obtenu son renvoi du Tribunal de première instance, et que l'appel eût été interjeté par le Ministère public ou par la partie civile, l'appelant ne serait pas recevable à se plaindre de ce qu'il n'aurait pas été fait droit aux réquisitions du *prévenu*, ni même de ce qu'il y aurait eût violation des lois faites pour assurer sa défense. (Art. 413.)

VII. L'art. 215 ne restreint pas l'annulation du jugement de première instance au seul cas où il y a eu violation ou omission de formes non réparées et prescrites par le Code d'instruction criminelle, sous peine de nullité; il peut s'être glissé dans l'instruction et dans le jugement, des irrégularités telles, qu'elles doivent en faire

prononcer l'annulation, d'après d'autres textes de lois; aussi l'art. 215 parle-t-il, en général, des violations de formes prescrites *par la loi*, et non restrictivement de celles prescrites *par le Code*.

Si le Tribunal qui a rendu le jugement s'était trouvé composé *en majorité* d'Avocats ou d'Avoués, il serait évident qu'il aurait été rendu par des Juges sans caractère; ce qui en emporterait nécessairement la nullité. (*Arrêts des 11 prairial an XIII, 26 vendémiaire an XIV, et 30 janvier 1806.*)

Le motif de ces arrêts a été que l'art. 16 de la loi du 30 germinal an V n'a autorisé les Tribunaux civils à appeler des hommes de loi à défaut de Juges et de Suppléans, en matière civile, que pour éviter l'interruption du service, et que sous la condition expresse que les Juges et les Suppléans demeureraient en majorité pour la composition du Tribunal.

VIII. La disposition de cette loi avait été étendue aux Tribunaux correctionnels, par identité de motifs.

Mais, sous l'empire du Code d'instruction criminelle et des lois additionnelles, qui ont réglé la marche à suivre dans le jugement des affaires en matière correctionnelle, peut-on encore appeler des Avocats ou des Avoués, pour compléter le Tribunal?

C'est notre opinion, et nous la fondons sur les dispositions du deuxième paragraphe de l'art. 49 du décret impérial du 30 mars 1808, qui, s'occupant du remplacement des Juges empêchés aux Tribunaux de première instance, porte qu'à défaut de Suppléans, on appellera un Avocat ou un Avoué, en suivant l'ordre du tableau.

Cet article n'ayant été modifié par aucune loi subséquente, doit continuer à recevoir son exécution; mais un *seul* Avocat ou un *seul* Avoué peut être appelé (*Arrêt rendu par la Section civile de la Cour de cassation, au rapport de M. Liger-Verdigny, sur les conclusions conformes de M. Daniels, le 30 octobre 1811*); il ne peut même en être appelé qu'à défaut d'Auditeurs ou de Suppléans.

Les Auditeurs doivent l'être *avant* les Suppléans.

IX. Il y aurait de même nullité dans le jugement, si le Procureur-Impérial n'avait pas été *présent*, ou s'il n'avait pas été *entendu*, quoique l'article 190 ne l'ordonne pas sous peine de nullité; le Procureur-Impérial fait, en effet, partie intégrante et nécessaire du Tribunal correctionnel; un Tribunal de cette qualité ne peut être légalement constitué, que par la présence de l'Officier du Ministère public qui s'y trouve attaché.

Tels ont été les motifs de nombre d'arrêts intervenus sur cette matière, et notamment de celui du 16 janvier 1806, lequel, quoique rendu sur le recours exercé contre

un jugement de simple police, n'en reçoit pas moins son application aux Tribunaux correctionnels.

Tous les doutes à cet égard disparaîtront, si l'on prend la peine de recourir à un arrêt du 19 floréal an viii, qui prononça l'annulation d'un jugement rendu sur appel en matière correctionnelle, et qui fut motivé sur ce que le Procureur-Général avait été *géné* par la Cour dans l'exposition de ses moyens et dans son résumé.

X. Il faudrait le juger de même s'il n'avait pas été accordé au prévenu toute la latitude convenable pour sa défense : c'est ce qui fut jugé le 11 août 1808, au rapport de M. Baille.

Un prévenu d'homicide avait obtenu la consultation d'un médecin, à l'effet d'établir que l'individu que l'on prétendait avoir été homicide, était décédé de sa mort naturelle.

Son Défenseur prenant la parole pour faire lecture de cette consultation, en avait été empêché par arrêt de la Cour de Justice criminelle, sur le motif que tout devait être *oral* aux débats.

Mais la loi n'ayant mis aucune borne à la défense du prévenu, et ne lui ayant pas interdit ce moyen de justification, la Cour avait commis un excès de pouvoir : son arrêt devait être annulé ; il le fut.

L'excès de pouvoir serait le même en matière correctionnelle ; il devrait dès-lors conduire au même résultat.

XI. Ce fut toujours par suite du même principe que le 11 brumaire an xii, la Cour de cassation annula un arrêt par lequel, sous le prétexte que le Défenseur du prévenu avait manqué, dans sa plaidoirie, aux égards qu'il devait à la Cour, les débats avaient été annulés, et l'affaire renvoyée à une autre session.

La Cour de Justice criminelle aurait dû se borner à rappeler le Défenseur à la décence et à ses devoirs, et s'il y avait manqué de nouveau, à lui interdire la parole, en nommant un autre défenseur si l'accusé n'en eût pas désigné pour le remplacer.

XII. Le 3 thermidor an x, un autre arrêt de Cour de Justice criminelle avait été annulé, pour avoir refusé d'entendre un *second* Défenseur qui se présentait pour le prévenu, attendu qu'il n'avait pas *assisté aux débats*.

La défense du prévenu doit être pleine et entière, sous peine de nullité ; cependant aujourd'hui il n'y aurait pas lieu d'annuler un arrêt de Cour d'Assises, parce que la parole n'aurait pas été accordée à un second Défenseur, le Code n'ayant autorisé l'accusé qu'à s'en choisir un seul.

Mais le Président de la Cour ne pourrait être blâmé s'il accordait la parole à un second Défenseur, dans l'intérêt de l'accusé.

XIII. Si le Tribunal avait violé les règles de sa compétence, il faudrait annuler

le jugement ; car il n'y a pas de nullité plus péremptoire que celle qui résulte du défaut de pouvoir.

Le Tribunal aurait même encouru la forfaiture, d'après les dispositions de l'article 127, N.º II du Code pénal, s'il avait permis de citer devant lui des administrateurs, pour raison de l'exercice de leurs fonctions ; et il l'aurait également encourue aux termes du N.º I.º, dans le cas où il se serait permis de faire des réglemens.

Si l'incompétence n'était que *relative*, et si l'appelant avait volontairement comparu devant le Tribunal, il n'y aurait pas lieu à l'annulation du jugement.

XIV. Le Tribunal de première instance aurait encore commis un excès de pouvoir qui devrait faire annuler son jugement, s'il ne s'était pas borné à statuer sur la prévention ; si, par exemple, il avait condamné un Garde à l'amende, pour n'avoir pas fait enregistrer son procès-verbal (*arrêt du 4 ventôse an xii*) ; un Huissier, pour n'avoir pas pris de patentes (*arrêts du 27 août et 3 novembre 1807*) ; s'il avait condamné la partie civile à une peine, en prononçant le renvoi du prévenu (*Arrêt du 29 thermidor an xii*.) Mais l'annulation alors ne devrait porter que sur cette disposition du jugement. (*Art. 434 du Code d'instruction criminelle.*)

ARTICLE CCXVI.

La partie civile, le prévenu, la partie publique, les personnes civilement responsables du délit, pourront se pourvoir en cassation contre le jugement.

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv n'avait autorisé que la partie condamnée à se pourvoir en cassation contre les arrêts rendus en matière correctionnelle ; et la section criminelle de la Cour de cassation avait refusé jusqu'en l'an xi, d'admettre le recours de la partie civile ; mais la question portée aux sections réunies, y fut jugée dans un sens contraire, et depuis, le recours de la partie civile a été constamment admis.

L'art. 216 du Code d'instruction criminelle a maintenu cette jurisprudence.

II. Les voies d'annulation sont les mêmes en matière correctionnelle et de police, qu'en matière criminelle (*Art. 413.*)

Elles se trouvent énumérées dans l'art. 408.

III. Lors même que le jugement aurait prononcé le renvoi du prévenu, la partie civile n'en serait pas moins recevable dans son recours en cassation en matière correctionnelle.

Cela résulte de ces termes de l'art. 413 : *sans distinction des jugemens qui ont prononcé le renvoi de la partie ou sa condamnation* ; ce qui établit une différence remarquable entre les affaires jugées en matière criminelle, et celles jugées en

police correctionnelle ; car, en matière criminelle, le recours de la partie civile n'est admis que dans le cas où il a été prononcé contre elle des condamnations supérieures aux demandes de la partie acquittée ou absoute. (*Art. 412.*)

IV. Le Ministère public, ni la partie civile, ne pourraient fonder leur recours sur la violation ou sur l'omission des formes prescrites, pour assurer la défense du prévenu, ces formes n'ayant été établies que dans son intérêt particulier. (*Deuxième partie de l'art. 413.*) Cette disposition de l'article 413 est applicable aux matières correctionnelles comme aux matières criminelles.

V. Mais quel est le délai accordé pour le recours en cassation en matière correctionnelle ?

Nous avons donné la solution de cette question, dans nos observations sur l'art. 177, en discutant le délai que le Code d'instruction criminelle accorde pour l'exercice du recours en cassation en matière de police ; le délai est de trois jours pour tous les cas, soit de condamnation, soit d'acquiescement.

VI. Outre la *déclaration* que la partie publique et la partie civile doivent faire au greffe de leur recours en cassation, dans les trois jours, elles sont tenues d'en faire la *notification* au prévenu, dans les trois jours suivants, qu'il soit détenu ou qu'il soit en liberté. (*Art. 418.*)

Le délai accordé pour cette notification doit être augmenté d'un jour par chaque trois myriamètres de distance, calculées du lieu où siège le Tribunal saisi, à celui de la résidence du prévenu : elle n'est pas même de rigueur. (*Arrêts des 13 juin et 18 octobre 1811.*)

VII. La partie civile qui se pourvoit, doit joindre aux pièces une expédition authentique de l'arrêt, et non pas une simple copie, lors même qu'elle serait en forme probante pour lui avoir été signifiée. (*Art. 419.*)

Elle doit de plus, sous peine de *déchéance*, consigner une amende de 150 francs, si le jugement contre lequel elle fait son recours est *contradictoire*, et de 75 francs s'il a été rendu *par défaut*.

Pour autoriser la consignation d'une amende de 75 francs, il suffit qu'il y ait eu une partie défaillante : l'art. 419 n'a établi, sur ce point, aucune distinction, et il ne s'en trouve non plus aucune dans l'art. 436, relatif à la condamnation à l'amende, lorsque le recours est rejeté.

La partie civile peut cependant être dispensée de la consignation d'amende, dans le cas prévu par l'art. 40 ; c'est-à-dire, en justifiant de son *indigence*.

VIII. La partie civile qui se pourvoit, s'expose encore, dans le cas de rejet de son recours en cassation, à payer à la partie acquittée, absoute ou renvoyée, une

indemnité de 150 francs et les frais (*Art. 436.*); de sorte qu'elle doit faire de sérieuses réflexions avant de risquer un recours en cassation.

IX. Quoique les Administrations et Régies de l'Etat soient réellement des parties civiles, dans le sens propre attaché à ce mot, puisqu'elles ne peuvent suivre dans l'intérêt de la vindicte publique, elles ne sont cependant pas tenues à consigner l'amende; et il ne peut en être prononcé contre elle, (*Art. 420.*); mais lorsqu'elles succombent dans leur recours, elles n'en doivent pas moins être condamnées à l'indemnité et aux frais. (*§. 11 de l'art. 436.*)

X. La partie condamnée en matière correctionnelle, non plus que la partie civile, n'est dispensée de la consignation de l'amende de 150 ou de 75 francs, suivant la distinction que nous venons d'établir, que lorsqu'elle joint à sa requête en cassation :

1.^o Un extrait du rôle des contributions, constatant qu'elle en paie moins de 6 francs, ou un certificat du Percepteur de la Commune de son domicile, portant qu'elle n'est pas imposée;

2.^o Un certificat d'indigence qui doit lui être délivré par le Maire de la Commune de son domicile, ou par l'Adjoint de Maire, visé par le Sous-Préfet de l'arrondissement, et approuvé par le Préfet du département. (*Art. 420.*)

XI. Si le réclamant avait consigné l'amende sur les lieux, et s'il en avait déposé la quittance avec sa déclaration de recours; si cette quittance n'avait pas été transmise avec les pièces à la Cour de cassation, et si, sur le motif du défaut de consignation de l'amende, le réclamant avait été déclaré non-recevable, pourrait-il revenir par opposition contre l'arrêt qui aurait rejeté son recours?

Nous avons vu plusieurs fois la question se présenter, et toujours l'arrêt qui a déclaré le réclamant non-recevable, a été considéré comme non-venu : c'est ce qui fut encore jugé au rapport de M. Brillat-Savarin, le 21 février 1811.

XII. La partie condamnée qui se pourvoit n'est pas tenue, comme la partie civile, de joindre aux pièces, une expédition authentique du jugement.

Mais si le jugement contre lequel la partie condamnée réclame, enporte privation de la liberté, son recours ne peut être reçu qu'autant qu'elle justifie de son écrou dans la maison d'arrêt, ou de l'ordonnance qui l'a mis provisoirement en liberté. (*Art. 421.*)

Cependant, si son recours était motivé sur l'incompétence, il suffirait au réclamant de justifier qu'il est actuellement détenu dans la maison de Justice du lieu où siège la Cour de cassation. (*ibid.*)

Cet article indique la manière dont le réclamant doit s'y prendre pour s'y faire recevoir.

XIII. Le Ministère public n'a besoin, pour rendre son recours recevable, que de

le déclarer et de le notifier dans la forme et dans le délai prescrits par l'art. 418.

Il n'est tenu de consigner aucune amende. *

Il ne peut être condamné ni à l'amende, ni à l'indemnité, ni aux frais, sauf la prise à partie, *s'il y a lieu*.

XIV. Nous avons remarqué que le prévenu condamné à l'emprisonnement, et qui se pourvoit en cassation, doit se mettre en état, ou justifier qu'il a été mis en liberté sous caution; ce qui donne lieu d'examiner si le prévenu qui n'était sous le poids d'aucun mandat, lorsque le jugement qui a prononcé sa condamnation, a été rendu; et qui conséquemment n'a pas été dans le cas de solliciter sa liberté provisoire, est recevable à en former la demande après le jugement, pour se dispenser de se mettre en état.

On peut dire, pour l'affirmative, que l'art. 114 autorisant à accorder la liberté provisoire au prévenu, *en tout état de cause*, lorsque le fait qui lui est imputé n'emporte pas peine afflictive ou infamante, et lorsqu'il ne se trouve pas dans une des exceptions mentionnées dans les articles 115 et 126, rien ne peut s'opposer à ce qu'il en forme la demande sur son recours contre le jugement qui a prononcé sa condamnation.

Mais on peut répondre que l'art. 114 ne parle que du *prévenu* et non du *condamné*; qu'il n'y a plus de cause pendant lorsque tout a été jugé *en dernier ressort*.

Cependant l'article 421 parle des condamnés *en général*, et il décide que le recours en cassation qu'ils sont autorisés à former, est recevable lorsqu'ils justifient avoir été mis en liberté sous caution, *sans en déterminer l'époque*; ce qui semble mettre les *condamnés*, sous ce rapport, au même rang que les *prévenus*.

On peut dire, d'ailleurs, que tant qu'il reste quelque chose à juger, il y a réellement contestation en cause; et qu'en matière correctionnelle, tant qu'il n'a pas été prononcé sur le recours en cassation, il n'y a rien encore de jugé *définitivement*, puisque le jugement intervenu ne peut recevoir aucune exécution, et que, dans le cas d'annulation, il y a lieu à une nouvelle instruction et à un nouveau jugement; de sorte qu'on ne pourrait pas dire que ce fût une chose frustratoire que l'obligation imposée à la caution de représenter le cautionné à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement.

La faveur accordée à la partie condamnée de justifier qu'elle a obtenu sa liberté provisoire, sous caution, pour se dispenser de se mettre en état, ne peut être rendue inutile par une fiction qui contrarierait ouvertement le vœu du Législateur.

Malgré toutes ces raisons, le Juge d'instruction et les Tribunaux de première instance et d'appel se trouvant *dessaisis*, nous ne pensons pas que le condamné fût recevable dans la demande qu'il formerait pour que sa liberté provisoire sous caution lui fût accordée.

Si le recours en cassation peut produire l'effet de renouveler l'instance, dans le cas d'annulation du jugement, il n'existe plus réellement d'instance *au moment* que le recours est exercé : toute la cause a été jugée par l'arrêt ou par le jugement attaqué, et l'art. 114 demeure dès-lors sans application.

XV. Nous ne nous dissimulons pas néanmoins que la question peut présenter des doutes assez sérieux, et qu'en la décidant, pour l'opinion contraire, on rentrerait peut-être mieux dans le système général de la législation, qui ne permet pas qu'en matière criminelle, correctionnelle et de police, un jugement puisse être exécuté pendant le recours en cassation.

Si l'art. 421 semble y apporter une exception, si sa rédaction peut présenter un double sens, ne doit-il pas être appliqué d'après les principes généraux, et de manière à ne recevoir son exécution rigoureuse, qu'autant que le Code n'offre aucun moyen de s'en affranchir ?

Si l'on devait entendre l'article 421 de cette manière restreinte, ce serait au Juge d'instruction que le réclamant devrait s'adresser pour faire prononcer sur sa demande en liberté provisoire.

LIVRE II.

DE LA JUSTICE.

TITRE II.

DES AFFAIRES QUI DOIVENT ÊTRE SOUMISES AU JURY.

CHAPITRE PREMIER.

Des mises en accusation.

ARTICLE CCXVII.

Le Procureur-Général de la Cour Impériale sera tenu de mettre l'affaire en état, dans les cinq jours de la réception des pièces qui lui auront été transmises, en exécution de l'art. 133, ou de l'art. 135, et de faire son rapport dans les cinq jours suivans au plus tard.

Pendant ce temps, la partie civile et le prévenu pourront fournir tels mémoires qu'ils estimeront convenables, sans que le rapport puisse être retardé.

OBSERVATIONS.

I. LA Cour Impériale ne peut être saisie de l'instruction et du jugement des affaires en matière criminelle et correctionnelle, que dans les cas déterminés par le Code.

Dans tous les autres, les Cours Impériales commettraient un excès de pouvoirs, si elles s'entremettaient dans l'instruction, et dans le jugement des affaires criminelles,

correctionnelles et de police; les arrêts qu'elles prononceraient devraient être annulés pour cause d'incompétence.

II. Lorsque la Cour Impériale est appelée à connaître de l'affaire, dans le cas de renvoi, en exécution des art. 133 et 135, l'art. 217 du Code d'instruction criminelle impose le devoir au Procureur-Général, de mettre le procès en état dans les cinq jours que les pièces lui sont parvenues, et de faire son rapport à la Chambre d'accusation, au plus tard dans les cinq jours suivans.

Mais on conçoit que les dix jours qu'accorde cet article au Procureur-Général, ne sont pas tellement de rigueur, qu'à défaut de faire son rapport dans ce délai, il en résultât une irrégularité capable de faire annuler l'arrêt.

Cependant, quoique le délai ne soit pas de rigueur, sous le rapport de la régularité de la procédure, il l'est nécessairement sous celui de l'intérêt des parties et de la vindicte publique; ce qui suffit pour que le Procureur-Général ne doive pas se permettre de l'enfreindre.

III. Devant la Chambre du Conseil, c'est au Juge d'instruction à faire le rapport, aux termes de l'art. 127, parce que c'est lui qui est chargé d'instruire.

Par la même raison, c'est au Procureur-Général à le faire à la Chambre d'accusation, parce qu'alors l'instruction est achevée, et qu'il n'y a plus qu'à prononcer sur la compétence ou sur le bien ou mal fondé de l'opposition, et que c'est le Procureur-Général qui est chargé d'activer les poursuites.

IV. La Cour Impériale peut néanmoins ordonner qu'il sera procédé à une nouvelle instruction (art. 228), et charger un de ses membres de remplir les fonctions de Juge instructeur en cette partie. (Art. 236.)

Mais c'est un cas extraordinaire, et d'ailleurs la Chambre d'accusation ne peut l'ordonner ainsi qu'en opinant sur le foud, après avoir ouï le rapport du Procureur-Général, et à la vue des pièces.

V. Le rapport du Procureur-Général doit être fait à huis-clos, c'est-à-dire, en la seule présence des Juges et du Greffier, sans que la partie civile, le prévenu et les témoins puissent y être appelés. (Art. 223.)

VI. L'art. 217 ne dit pas que le Procureur-Général fera son rapport *par écrit*, mais ses réquisitions doivent être *écrites* : il doit les signer et les déposer sur le bureau, puis se retirer, ainsi que le Greffier, afin de laisser pleine et entière liberté dans les opinions (art. 204); ce qui n'est pas une nouveauté, puisque déjà l'art. 238 du Code de brumaire an iv exigeait, qu'après avoir exposé le fait au Jury d'accusation, le Directeur du Jury et le Procureur-Impérial se retirassent.

VII. Les réquisitions du Procureur-Général ne peuvent gêner le suffrage des Juges, mais ils doivent y prononcer d'une manière quelconque, pour la régularité de la procédure.

Il n'est cependant pas d'une nécessité absolue, que la Chambre d'accusation y prononce d'une manière *expresse* ; elle ne commettrait pas une nullité si elle ne l'avait fait que d'une manière *indirecte* : mais il faut qu'elle ait réellement *prononcé* ; il ne suffirait pas qu'elle eût donné, dans les *considérons* de son arrêt, les motifs de son refus. C'est ce que la Cour de cassation jugea le 16 août 1811, au rapport de M. Basire. Mais elle jugea, le 14 novembre suivant, que la Cour n'est pas tenue de *décliner* à la réquisition, lorsqu'elle ne porte pas sur une formalité prescrite sous peine de nullité.

VIII. L'art. 217 autorise la partie civile et le prévenu à fournir des *mémoires*, soit dans le cas de l'art. 133, soit dans celui de l'art. 135.

S'ils en fournissent, le Procureur-Général ne doit pas négliger de les analyser dans son rapport.

Il ne pourrait les mettre à l'écart sans commettre un acte arbitraire.

IX. S'il est du devoir du Procureur-Général de faire son rapport à la Chambre d'accusation, dans les dix jours de la réception des pièces, il ne peut le faire *plus tôt* ; il ne peut priver les parties du délai qui leur est accordé pour fournir des *mémoires*.

L'art. 217 dit bien que l'autorisation donnée aux parties de fournir des *mémoires*, ne leur est accordée que sous la condition que le rapport ne pourra en être retardé ; mais cette disposition de l'art. 217 est parfaitement en harmonie avec son système général ; car on ne peut supposer qu'en accordant aux parties l'avantage de fournir des *mémoires*, le Législateur ait cependant voulu qu'elles pussent en être privées par la seule volonté du Procureur-Général.

Ces derniers mots de l'article 217, *sans que le rapport puisse être retardé*, signifient que si, dans les dix jours accordés au Procureur-Général pour mettre l'affaire en état et pour préparer son rapport, les parties n'ont pas fourni de *Mémoires*, leur silence ne pourra mettre obstacle à la réunion des Membres de la Chambre d'accusation, pour entendre le rapport du Procureur-Général.

Lorsque M. le Conseiller - d'Etat Faure a dit que le délai de dix jours accordé au Procureur-Général, par l'art. 217, pour mettre l'affaire en état et pour préparer son rapport, ne devait pas empêcher *qu'il fasse son rapport plus tôt, toutes les fois qu'il y en a possibilité* ; il ne l'a dit évidemment que pour le cas où les parties auraient fourni leurs *Mémoires* avant l'expiration des dix jours, et dans ce cas, en effet, loin que les parties puissent avoir à se plaindre de ce que le Procureur-Général aura fait son rapport avant l'expiration du délai, elles lui en devront, au contraire, de la reconnaissance.

X. Si le rapport du Procureur-Général n'a pas été fait dans les dix jours, et si *postérieurement*, mais *avant* qu'il l'ait fait, les parties produisent des *mémoires*, le Procureur-Général ne pourra se dispenser de les soumettre à l'examen de la

Chambre d'accusation : car l'art. 217 ne prononce pas de *déchéance* pour le cas où les Mémoires n'auraient pas été fournis dans les dix jours, et s'il peut être imputé quelque retard aux parties, le Procureur-Général n'est pas non plus exempt de blâme.

L'objet de la loi étant la manifestation de la vérité, tout ce qui peut y conduire doit être examiné et apprécié.

XI. L'opposition serait-elle recevable, de la part du prévenu, contre l'arrêt qui aurait prononcé sur celle formée par le Procureur - Impérial, ou par la partie civile envers l'ordonnance de la Chambre du Conseil, et qui l'aurait réformée?

Le cas n'a pas été prévu, et l'art. 135 n'exige pas même que l'opposition formée à la requête du Ministère public ou de la partie civile, soit notifiée au prévenu.

Mais en donnant la faculté au prévenu de fournir des Mémoires pour établir le bien jugé de l'ordonnance qui a prononcé sa mise en liberté, le Législateur a nécessairement voulu qu'il fût instruit qu'il existe une opposition à sa charge; de sorte qu'il résulte de la nature des choses, que l'opposition doit lui être notifiée, ou que, de toute autre manière, il doit lui en être donnée une connaissance officielle.

Il paraît que l'on peut induire de là que, s'il ne peut être justifié légalement que cette connaissance a été donnée, le prévenu est recevable à revenir par opposition, contre l'arrêt rendu par la Chambre d'accusation : il ne faut pas de surprise dans une matière aussi grave.

Mais le prévenu n'est-il pas suffisamment averti, par cela seul qu'il est tenu en arrestation?

Le prévenu ignore toujours l'instant auquel se fait le rapport de son affaire à la Chambre du Conseil où il n'est ni appelé ni représenté.

Il doit croire que, s'il est tenu en arrestation, c'est qu'il n'a pas encore été prononcé par la Chambre du Conseil.

Si le Code n'autorise pas l'opposition du prévenu, il ne la lui interdit pas non plus; et ce n'est pas ajouter sans nécessité à la loi, mais y suppléer une disposition juste qui rentre dans ses principes, que de réserver au prévenu l'usage d'une faculté que la loi lui a donnée, celle de se faire entendre, lorsqu'il en a été privé par le fait de l'opposant.

XII. Mais si l'opposition avait été notifiée au prévenu, ou s'il lui en avait été donné connaissance, son opposition à l'arrêt de la Chambre d'accusation serait-elle également recevable?

La question serait plus problématique, et, quoique l'on pût très-bien soutenir que le Code n'ayant pas interdit la voie de l'opposition, elle devrait être reçue, cependant, comme ce serait à lui seul que le prévenu aurait à imputer de n'avoir pas usé du bienfait de la loi, notre avis serait que son opposition ne devrait pas être admise.

XIII. Mais les arrêts rendus par la Chambre d'accusation de la Cour Impériale, sont-ils susceptibles du recours en cassation?

Ils le sont bien certainement, lorsqu'ils prononcent la mise *en accusation* du prévenu; c'est ce que décide en termes exprès l'article 299 qui détermine les cas dans lesquels le recours en cassation est autorisé contre les arrêts de mise en accusation.

Mais ce recours ne peut être exercé que lorsque la Cour d'Assises se trouve saisie par la réception des pièces, et dans le délai prescrit par les art. 296 et 298.

Si le renvoi avait été fait à la Cour *spéciale*, la Cour de cassation se trouverait saisie de droit de la connaissance de l'arrêt qui l'aurait prononcé, (*Art. 568 et 569.*); mais, en faisant l'examen de l'arrêt de renvoi, la Cour de cassation ne peut s'occuper que des nullités prononcées par l'art. 299, si l'on doit s'en tenir rigoureusement aux termes de l'art. 570.

Mais le Code d'instruction criminelle ne pouvait renvoyer à l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, qui n'existait pas, et suivant cet article, il y a lieu de prononcer l'annulation des arrêts qui contreviennent à ses dispositions : notre opinion est en conséquence, qu'en se livrant à l'examen des arrêts de mise en accusation, la Cour de cassation doit faire porter son attention, tant sur les nullités qui peuvent résulter de la violation de l'art. 299 du Code d'instruction criminelle, que sur celles qui peuvent être fondées sur les dispositions de l'article cité de la loi du mois d'avril 1810.

XIV. Lorsque la Chambre d'accusation, en prononçant sur l'opposition à la mise en liberté du prévenu, a renvoyé l'affaire à la police correctionnelle ou au Tribunal de police, son arrêt peut-il être attaqué par le recours en cassation?

L'arrêt est en *dernier ressort*, et, sous ce rapport, on peut dire que le recours en cassation est admissible, aux termes de l'art. 407.

Mais l'art. 413 ne restreint-il pas les dispositions de l'art. 407, en n'autorisant le recours en cassation, en matière correctionnelle et de police, que contre les Jugemens et les arrêts qui ont prononcé la condamnation ou le renvoi du prévenu?

L'arrêt qui a prononcé sur la demande en mise en liberté du prévenu, soit pour la lui accorder, soit pour la lui refuser, n'est pas ce que l'on peut appeler un jugement de condamnation ou de renvoi : ce n'est qu'un jugement d'instruction; il ne préjuge rien sur la culpabilité, ni sur l'innocence du prévenu.

XV. Cependant, l'arrêt qui intervient sur l'opposition pourrait avoir autorisé la mise en liberté provisoire d'un vagabond ou d'un repris de Justice.

Il pourrait être nul dans la forme.

Le Procureur-Général se trouvera-t-il dans la nécessité de le faire mettre à exécution, sans qu'il lui soit permis de l'attaquer par le recours en cassation?

La faculté d'user du recours en cassation sera-t-elle également refusée à la partie civile ?

XVI. Quant au prévenu à qui le Code n'a pas même accordé la faculté de revenir par opposition contre l'ordonnance de la Chambre du Conseil, il est évident qu'il n'est pas recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la Chambre d'accusation qui a refusé de lui accorder sa liberté provisoire. Un pareil arrêt est purement provisoire ; s'il prononce sur la compétence, ce n'est pas d'une manière définitive, puisque le Tribunal auquel est fait le renvoi peut se déclarer incompétent.

XVII. Mais le Procureur - Général serait certainement recevable dans son recours, s'il le fondait soit sur ce que la Chambre d'accusation aurait déclaré que le fait imputé au prévenu ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, soit sur ce qu'elle aurait qualifié simple délit ou contravention un fait que le Code pénal aurait qualifié crime.

Le recours du Procureur-Général ne pourrait être déclaré non-recevable que dans le cas où l'arrêt de la Chambre d'accusation aurait été motivé sur ce qu'il n'existe pas, dans l'instruction, d'indices suffisants de culpabilité du prévenu ; ce qui ne serait qu'une décision provisoire soumise à la survenance de nouvelles charges.

Le Procureur-Général ne se serait pas rendu opposant à l'ordonnance de la Chambre du Conseil, qui aurait prononcé n'y avoir lieu à suivre contre le prévenu, ou qui aurait prononcé sa liberté provisoire, qu'il ne serait pas pour cela non-recevable à se pourvoir contre l'arrêt de la Chambre d'accusation qui aurait confirmé l'ordonnance, sur l'opposition que la partie civile y aurait formée ; parce que sur cette opposition le Procureur-Général serait devenu partie nécessaire devant la Chambre d'accusation, et que toute partie dans un arrêt peut l'attaquer par les voies de droit, si la loi ne lui en a pas interdit la faculté d'une manière expresse.

XVIII. Il n'en serait pas de même de la partie civile qui n'aurait pas formé opposition à l'ordonnance rendue par la Chambre du Conseil : car, sur l'opposition de l'Officier du Ministère public, il n'aurait plus été question, devant la Chambre d'accusation, des intérêts civils des parties.

Mais si la Chambre du Conseil avait motivé le renvoi fait à la Chambre d'accusation, sur ce que le fait imputé au prévenu constitue un crime emportant peine afflictive ou infamante ; et si la Chambre d'accusation avait, de son côté, motivé son arrêt de renvoi du prévenu, sur ce que le fait ne constitue pas même un délit ni une contravention, la partie civile qui aurait été partie dans l'affaire devant la Chambre d'accusation, serait-elle recevable à recourir contre l'arrêt qui aurait déclaré n'y avoir lieu à suivre ? La Cour de cassation a jugé que *non*,

lorsque la plainte a porté sur un *crime* : mais si la plainte n'avait porté que sur un *délit* ?

Nous reviendrons sur ces questions , qui sont d'une haute importance.

ARTICLE CCXVIII.

Une section de la Cour Impériale spécialement chargée à cet effet , sera tenue de se réunir , au moins une fois par semaine , à la Chambre du Conseil , pour entendre le rapport du Procureur-Général , et statuer sur ses réquisitions.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 5 de la loi du 20 avril 1810 porte que la division des Cours Impériales en Chambres ou Sections, et l'ordre du service, seront déterminés par des réglemens d'administration publique; et l'article 2 du décret impérial du 6 juillet suivant, ordonne que les Cours Impériales composées de vingt-quatre Conseillers, formeront trois Chambres, dont une connaîtra des affaires civiles, une des mises en accusation, et une des appels en matière correctionnelle.

Le même article veut que le nombre des Magistrats qui doivent siéger à la Chambre d'accusation ne puisse être moindre de *cinq*.

S'il se trouvait quelques-uns des Magistrats attachés à cette Chambre, qui fussent récusés ou empêchés, ils devraient être remplacés par des Juges d'une autre section, ou par des Auditeurs ayant atteint l'âge requis et pris dans l'ordre de leur réception.

II. Il peut être établi deux Chambres d'accusation dans la même Cour Impériale : cela résulte des dispositions de l'art. 3 du décret cité; et dans des circonstances graves, les deux Chambres peuvent se réunir pour prononcer sur la mise en accusation des prévenus. (*Art. ib.*) Il peut même être établi une Chambre *temporaire* d'accusation. (*Art. 12, ibid.*)

Lorsqu'il n'existe qu'une Chambre d'accusation, la Chambre chargée de juger les appels en matière correctionnelle peut s'y réunir.

Mais la réunion doit avoir été requise par le Procureur-Général. (*Même article 3.*)

Cet article est ainsi conçu :

« Lorsque notre Procureur-Général estimera qu'à raison de la gravité des circonstances dans lesquelles une affaire se présente, ou à raison du grand nombre des prévenus, il est convenable que le rapport qu'il doit faire en conséquence de l'art. 213 du Code d'instruction criminelle, soit présenté à deux Chambres d'accusation réunies, dans les Cours où il y a plusieurs Chambres d'accusation, ou à la Chambre d'accusation dans les Cours où il n'y en a qu'une, réunie à la Chambre

» qui doit connaître des appels de police correctionnelle, lesdites Chambres seront
 » tenues de se réunir, sur l'invitation qui leur en sera faite par notre Procureur-
 » Général, après en avoir conféré avec le premier Président : elles entendront le
 » rapport, et délibéreront sur la mise en accusation; le tout dans les délais fixés
 » par l'art. 219 du Code d'instruction criminelle.»

III. Lors même que la Cour Impériale ne serait composée que d'une Chambre civile, la Chambre d'accusation ne pourrait être appelée aux audiences solennelles pour le jugement des affaires civiles. (*Art. 19 du décret cité.*)

Le même article l'interdit également à la Chambre de police correctionnelle; mais l'une et l'autre doivent être convoquées aux audiences solennelles indiquées pour l'entérinement des lettres de grace, ou de commutation de peines. (*Art. 20, ibid.*)

IV. La Chambre d'accusation doit se réunir au moins une fois la semaine.

La réunion doit se faire dans la Chambre du Conseil, pour entendre le rapport du Procureur-Général, et statuer sur ses réquisitions.

Les parties ni les témoins ne peuvent y être présents. (*Art. 223.*)

Le Procureur - Général et le Greffier doivent se retirer pendant les opinions. (*Art. 224.*)

Il en était déjà ainsi sous l'empire du Code de brumaire an iv, et sous celui de la loi du 7 pluviôse an ix.

La Chambre d'accusation ne doit être influencée en aucune manière dans sa délibération.

V. Ainsi, la réunion de la Chambre d'accusation a deux objets : celui d'entendre le rapport que doit lui faire le Procureur-Général, et la lecture des pièces que doit donner le Greffier; et celui de prononcer soit sur le renvoi que lui a fait la Chambre du Conseil, soit sur l'opposition qui a pu être formée à l'ordonnance qu'elle a rendue.

La Chambre d'accusation doit rendre son arrêt au plus tard dans les trois jours, à compter de celui du rapport. (*Art. 229.*)

VI. Quelles que soient les réquisitions du Procureur-Général, la Chambre d'accusation n'est pas tenue de s'y conformer; mais pour la régularité de l'instruction et de son arrêt, elle doit y prononcer.

C'est pour s'assurer que le Procureur-Général a été réellement entendu dans ses réquisitions, que l'art. 224 exige qu'il les dépose par écrit sur le bureau : il importe d'ailleurs que la Chambre d'accusation les ait sous les yeux, pour y puiser les renseignements qu'une lecture fugitive n'aurait pas suffisamment fixée dans la mémoire des juges.

ARTICLE CCXIX.

Le Président sera tenu de faire prononcer la Section au plus tard dans les trois jours du rapport du Procureur-Général.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 219 met au nombre des devoirs du Président de la Chambre d'accusation, de la faire prononcer dans les trois jours du rapport.

Ce n'est pas un simple conseil que donne le Législateur; c'est une obligation qu'il impose. Le prévenu ne doit pas rester dans les liens de la Justice, plus long-temps que ne l'exige l'instruction de son procès, et il importe que les Magistrats prononcent, pendant que le rapport du Procureur-Général et que la lecture des pièces sont encore présents à leur souvenir.

Le Législateur a pu prendre aussi en considération, la crainte qu'en retardant sa décision, la Chambre d'accusation se laissât influencer par des préventions étrangères dont l'esprit le plus sage se défend difficilement; ce qui avait fait établir en principe rigoureux, par le Code de brumaire au IV, que le Jury d'accusation aujourd'hui remplacé par la Chambre d'accusation de la Cour Impériale, devait faire sa déclaration sans désemparer, et sans avoir aucune communication au dehors.

II. Si l'art. 219 accorde un délai de trois jours à la Chambre d'accusation, pour prononcer son arrêt, c'est par une faveur spéciale, et dans la juste confiance que des Magistrats, continuellement occupés à remplir d'aussi nobles et d'aussi pénibles fonctions, sont moins susceptibles de préventions que les simples citoyens; mais cette faveur ne doit pas dégénérer en abus.

III. Le Législateur a pu avoir encore pour motif d'accorder ce délai à la Chambre d'accusation, qu'elle n'a pas à juger la simple prévention qui pèse sur le prévenu; mais la question de compétence qui peut présenter des difficultés sérieuses, et exiger une étude des lois de la matière qui ne peut être bien faite que dans le silence du cabinet.

IV. Il ne faut pas croire, cependant, qu'il résulte de ces termes de l'article 219, *le Président sera tenu*, que si la Chambre d'accusation n'avait pas prononcé son arrêt dans les trois jours, le prévenu fût fondé à s'en faire un moyen de cassation.

Mais si le délai avait été prolongé de manière à faire présumer qu'il y aurait eu mauvaise volonté de la part de la Chambre d'accusation, et une intention marquée de reteuir le prévenu dans les liens de la Justice, au-delà du terme nécessaire, et si l'accusé parvenait à se faire acquitter, il pourrait être fondé dans la prise à partie qu'il exercerait contre le Président, pour cause de détention arbitraire: car il y a

détention arbitraire, toutes les fois que l'accusé est retenu en arrestation, sans cause légitime.

Ce n'est ici, au surplus, qu'une simple supposition : car l'amour de ses devoirs et le désir de les remplir avec exactitude, seront toujours des motifs assez puissans sur l'esprit des Magistrats, pour les décider à faire exécuter à la rigueur ce que commande l'art. 219.

V. La disposition de l'art. 219 ne s'applique pas au cas où la délibération est commencée; lorsqu'elle l'a été, elle doit être continuée sans désenparer. (Art. 225.)

ARTICLE CCXX.

Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la Haute-Cour Impériale ou à la Cour de cassation, le Procureur-Général est tenu d'en requérir la suspension et le renvoi, et la section de l'ordonner.

OBSERVATIONS.

I. Lors même que l'affaire appartiendrait évidemment à la Haute-Cour Impériale, ou à celle de cassation, le Procureur-Général ne pourrait prendre sur lui de leur en faire le renvoi.

L'art. 220 le charge seulement d'en requérir la suspension : c'est à la Chambre d'accusation à la prononcer.

L'un et l'autre doivent se conformer à la volonté de la loi, sous peine de *forfai-ture*.

L'article 220 ne le dit pas aussi formellement que le faisait l'article 295 du Code de brumaire an iv; mais cela résulte des dispositions de l'art. 121 du Code pénal et de l'ensemble de la législation.

II. Il importe dès-lors de bien déterminer quelles sont les affaires qui sont de la compétence de la Haute-Cour Impériale, et de celle de la Cour de cassation.

Celles qui appartiennent à la Haute-Cour Impériale, se trouvent mentionnées dans l'art. 101 du Sénatus-Consulte du 28 floréal an xii, ainsi conçu :

- « Une Haute-Cour Impériale connaîtra, 1.^o des délits personnels commis par des » membres de la famille impériale, par des Titulaires des grandes dignités de l'Em- » pire, par des Ministres et par le Secrétaire d'Etat, par des Grands-Officiers, par » des Sénateurs, par des Conseillers-d'Etat ;
- » 2.^o Des crimes, attentats et complots contre la sûreté intérieure et extérieure » de l'Etat, la personne de l'Empereur ;
- » 3.^o Des délits de responsabilité d'offices commis par des Ministres et des » Conseillers-d'Etat chargés spécialement d'une partie d'Administration publique ;

- » 4.° Des prévarication et abus de pouvoir commis, soit par des Capitaines-généraux des Colonies, des Préfets coloniaux et des Commandans des établissemens Français hors du continent, soit par des Administrateurs-généraux employés extraordinairement, soit par les Généraux de terre et de mer, sans préjudice, à l'égard de ceux-ci, des poursuites de la juridiction militaire, dans les cas déterminés par les lois ;
- » 5.° Du fait de désobéissance des Généraux de terre et de mer, qui contreviennent à leurs instructions ;
- » 6.° Des concussion et dilapidations dont les Préfets de l'intérieur se rendent coupables dans l'exercice de leurs fonctions ;
- » 7.° Des forfaitures et prises à parties, qui peuvent être encourues par une Cour d'appel, ou par une Cour de Justice criminelle, ou par des membres de la Cour de cassation ;
- » 8.° Des dénonciations pour cause de détention arbitraire, et de violation de la liberté de la presse. »

Les articles suivans déterminent la composition de la Haute-Cour Impériale, et la manière de procéder devant elle.

III. Quant aux affaires de la compétence de la Cour de cassation, voici ce qu'on lit dans l'art. 80 de la loi du 27 ventôse an VIII :

- « Le Gouvernement, par la voie de son Commissaire, et sans préjudice du droit des parties intéressées, dénonce au Tribunal de cassation, Section des requêtes, les actes par lesquels les Juges auront excédé leurs pouvoirs, ou les délits par eux commis relativement à leurs fonctions. »

Le Sénatus-Consulte du 16 thermidor an X, a ajouté aux attributions de la Cour de cassation, par son art. 82 :

- « Le Tribunal de cassation, porte cet article, présidé par le Grand-Juge, a droit de censure et de discipline sur les Tribunaux d'appels et criminels ; il peut, pour cause grave, suspendre les Juges de leurs fonctions, les mander près du Grand-Juge, pour y rendre compte de leur conduite. »

Mais il n'est pas question ici de délits proprement dits.

Lorsqu'il y a crime ou délit, il faut recourir aux dispositions du Chapitre III, titre 4, livre II, du Code d'instruction criminelle, qui détermine les cas où l'instruction de l'affaire appartient à la Cour de cassation.

Il faut consulter notamment les art. 481, 482, 485, 486 et suivans.

IV. Le droit de censure a été plusieurs fois exercé par la Cour de cassation, sous la présidence du Grand-Juge, par suite des dispositions de l'article cité du Sénatus-Consulte du 16 thermidor an X.

Il le fut une première fois contre trois membres d'une Cour de Justice criminelle spéciale qui furent déclarés convaincus d'avoir voté, par faiblesse, l'acquiescement d'un faussaire.

L'arrêt qui intervint le 15 prairial an xi, les condamna à être censurés par Son Excellence le Grand-Juge, séance tenante; ce qui fut exécuté.

Il y eut cela de particulier dans cette affaire, que tous les Juges qui avaient coopéré à l'arrêt, avaient été mandés pour rendre compte de leur conduite; mais, comme il fut établi que l'arrêt qui avait prononcé l'acquiescement de l'accusé, n'avait passé qu'*in mitiorem*, la censure ne porta que contre les trois Magistrats qui avaient partagé cette opinion.

Par un second arrêt, en date du 6 pluviôse an xiii, un Juge de première instance fut suspendu de ses fonctions pendant cinq ans, pour cause d'immoralité grave.

Il en fut rendu un troisième, en 1810, contre un Juge-de-peace qui avait été condamné à l'emprisonnement par voie de police correctionnelle.

V. Quoique l'art. 220 ne s'occupe que des affaires dont la connaissance appartient à la Haute-Cour Impériale et à la Cour de cassation, il ne faut pas en induire que la Chambre d'accusation doive nécessairement prononcer, dans tous les autres cas, sur la mise en accusation du prévenu.

Elle doit examiner sa compétence personnelle sous tous les rapports qu'elle peut présenter : car l'ordonnance de renvoi rendue par la Chambre du Conseil ne juge pas la compétence d'une manière *absolue*.

Si l'affaire appartenait à un Tribunal militaire;

S'il n'y était question que d'intérêts civils;

Si c'était une affaire administrative;

La Chambre d'accusation, au lieu de prononcer la mise en accusation du prévenu, devrait renvoyer à se pourvoir devant qui de droit, sauf à faire le renvoi devant le Tribunal correctionnel, ou devant le Tribunal de police, dans le cas où elle estimerait que le fait imputé au prévenu ne constituerait qu'un délit ou une contravention.

Si la Chambre d'accusation ne suivait pas cette marche, son arrêt devrait être annullé; il devrait l'être également, s'il avait prononcé la mise en accusation d'un Agent du Gouvernement, sans autorisation préalable; ou celle des personnes qui ne peuvent l'être par la Chambre d'accusation, à raison de leur qualité.

VI. Mais la Chambre d'accusation ne peut s'occuper des affaires, lors même qu'il lui en est fait un rapport par le Procureur-Général, si elle ne s'en trouve saisie, ni par renvoi ni par l'opposition, à une Ordonnance de la Chambre du Conseil.

S'il n'avait pas été formé d'opposition dans le délai à l'ordonnance rendue par la Chambre du Conseil, de la part du Procureur-Impérial, ou de celle de la partie civile, le Procureur-Général ne serait pas recevable à soumettre cette ordonnance à la Chambre d'accusation. (*Arrêt rendu au rapport de M. Favard, le 13 septembre 1811.*)

Mais toutes les fois qu'il y a eu opposition dans le délai, n'importe l'objet de la plainte, c'est à la Chambre d'accusation à en connaître : nous en avons déjà fait l'observation, et nous aurons encore à y revenir.

ARTICLE CCXXI.

Hors le cas prévu par l'article précédent, les Juges examineront s'il existe contre le prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié crime par la loi, et si ces preuves ou indices sont assez graves pour que la mise en accusation soit prononcée.

OBSERVATIONS.

I. Ce serait aller beaucoup trop loin, comme nous venons de l'observer sur l'art. 220, que de conclure de ces termes de l'art. 221 *hors les cas prévus par l'article précédent*, que toutes les fois que l'affaire n'appartient pas à la Haute-Cour Impériale ou à la Cour de cassation, la Chambre d'accusation n'ait autre chose à examiner que les points de savoir si le fait imputé au prévenu est qualifié crime par la loi, et s'il existe contre lui des indices assez graves de culpabilité pour le faire mettre en accusation.

Les termes cités de l'art. 221, doivent être entendus et modifiés de la manière dont nous nous sommes expliqués sur l'art. 220, n.º 5.

II. Le Code de brumaire an iv, ni aucune autre loi n'avait déterminé aussi clairement que l'a fait l'art. 221 du Code d'instruction criminelle, le cas où il y a lieu de prononcer la mise en accusation du prévenu; ce qui avait fait penser à quelques personnes qu'il suffisait qu'il y eût existence d'un crime, pour que celui qui en était prévenu dût nécessairement être mis en accusation, sans qu'il fût besoin de se livrer à l'examen des indices qui pouvaient l'en faire présumer l'auteur ou le complice.

La Cour de cassation avait toujours combattu ce système qui faisait dépendre la liberté individuelle des citoyens, de l'erreur ou de la prévention de l'Officier de police judiciaire chargé de faire la première instruction.

Mais la Cour de cassation n'étant pas appelée à prononcer sur la mise en accusation, ni à diriger le Jury dans ses opérations, il devenait important que cette lacune dans les anciennes lois fût remplie, et elle l'a été, d'une manière satisfaisante, par l'art. 221 du Code d'instruction criminelle, qui exige la réunion des deux circonstances pour que le prévenu puisse être mis en accusation.

Il faut donc non-seulement que le fait soit qualifié *crime* par la loi, mais aussi qu'il existe au procès des indices assez graves contre le prévenu, pour le faire présumer coupable.

En suivant ce mode de procéder, il y aura bien quelques crimes qui demeureront sans poursuites ; mais ce sera par la force naturelle des choses : car il ne peut en être exercé que dans le cas de culpabilité au moins présumable de l'individu dénoncé.

III. Le Législateur ne pouvait déterminer, d'une manière précise, la nature des indices assez graves pour nécessiter la mise en accusation du prévenu.

Les indices naissent des circonstances particulières à chaque genre de crime, et ils deviennent plus graves ou plus légers, suivant le plus ou le moins de rapport qu'ils ont avec le fait principal de l'accusation.

Le Législateur devait donc en laisser l'appréciation à la sagacité et à la conscience des Magistrats.

La qualité des personnes, leur moralité, le défaut d'intérêt, tout doit, en pareil cas, être mis dans la balance, et influer sur la décision de la Chambre d'accusation.

Le Magistrat doit voir, d'un côté, ce qu'exige de lui le maintien de l'ordre social ; et de l'autre, l'effet désastreux que peut produire la mise en accusation d'un prévenu innocent.

IV. Il faut avoir une grande habitude des affaires, une grande connaissance du cœur humain, beaucoup de prudence et de maturité pour prendre un parti dans des circonstances aussi délicates. Le Code d'instruction criminelle ne pouvait mieux faire que de s'en rapporter sur ce point à des Magistrats du premier ordre.

Le Législateur a plus fait ; il a voulu que la Chambre d'accusation eût tout le temps nécessaire pour combiner ses idées, pour faire les rapprochemens convenables, pour s'interroger dans le recueillement, lorsque l'affaire lui paraîtrait présenter des doutes sérieux, et c'est pour cela que l'art. 220 lui accorde trois jours pour préparer sa décision.

V. Ce serait mal saisir l'esprit de la loi, que d'en induire qu'il fallût des preuves assez fortes, des indices assez graves, lorsqu'il s'agit de prononcer sur la mise en accusation du prévenu, pour qu'il dût nécessairement en résulter sa condamnation.

Il suffit que les preuves acquises, que les indices qui sortent de l'instruction soient de nature à établir une prévention de culpabilité qui, sans atteindre le degré de perfection nécessaire pour opérer la condamnation de l'accusé, soient néanmoins assez fortes pour le faire présumer coupable.

VI. Si l'individu contre lequel il s'élèverait des présomptions graves, même des preuves suffisantes de culpabilité, était dans un état de *démence* lorsqu'il a commis l'action qui lui est reprochée, il n'y aurait pas lieu à prononcer sa mise en accusation ; car il faut qu'il y ait *crime* pour donner lieu à la mise en accusation d'un

prévenu ; et l'art 64 du Code pénal déclare *qu'il n'y a ni crime ni délit*, lorsque le prévenu était en *démence au temps de l'action*.

VII. Le même article déclare qu'il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu a été *contraint* de commettre l'action qui lui est reprochée, *par une force à laquelle il n'a pu résister*.

Mais une crainte purement *révérencielle* ne peut produire cet effet : c'est une force *réelle* qu'exige la loi, et une force telle que l'on se soit trouvé contraint d'agir.

Le terme *contraint* dont s'est servi le Législateur, signifie, « obligé par violence, » ou par quelque considération qui tient lieu de force, à faire quelque chose contre son gré. Ce qui fait dire proverbialement que la nécessité contraint *la loi*, pour dire que la nécessité contraint de passer par-dessus les lois. (*Dict. de l'Académie, verbo contraindre.*) »

C'est ce que la Cour de cassation a jugé le 8 novembre 1811, au rapport de M. Vasse, en rejetant l'excuse proposée par un domestique prévenu de vol, qui prétendait n'avoir agi que par obéissance aux ordres de son maître.

VIII. Si le prévenu n'avait qu'une *excuse* à opposer, il devrait être mis en accusation ; ce serait au Jury de jugement à en apprécier le mérite ; car un crime *excusable* n'en est pas moins un crime aux yeux de la Justice.

Aussi l'art. 65 du Code pénal ne dit-il pas, comme le fait l'art. 64, qu'il n'y a ni crime, ni délit lorsqu'il peut y avoir excuse suffisante, mais seulement que le crime ou le délit peut être excusé dans les cas où la loi déclare le fait excusable.

Le prévenu âgé de moins de seize ans, contre lequel il s'élève des présomptions suffisantes de culpabilité, doit être mis en accusation, sans examiner s'il a agi *avec ou sans discernement*. C'est ce que la Cour de cassation a jugé les 4, 18 et 25 avril 1811.

IX. Ce n'est pas une simple *excuse* que l'exception qui se tire des art. 327, 328 et 329 du Code pénal ; de sorte que dans les cas prévus par ces articles, il ne peut y avoir lieu à la mise en accusation du prévenu.

Il devient dès-lors indispensable d'avoir une connaissance particulière des cas prévus par ces articles ; et nous ne pouvons mieux faire que d'en donner ici le texte en entier.

ART. 327. « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi et commandés par l'autorité légitime.

ART. 328. « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups, étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

ART. 329. « Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense les deux cas suivans :

1.

» 1.° Si l'homicide a été commis , si les blessures ont été faites , ou si les coups ont été portés en repoussant , pendant la nuit , l'escalade ou l'effraction des clôtures , murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité , ou de leurs dépendances.

2.° Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence. »

X. Il est d'autres cas encore où il ne peut y avoir lieu à la mise en accusation du prévenu.

Ces cas sont mentionnés dans l'art. 380 du même Code, qui porte que :

« Les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes , par des femmes au préjudice de leurs maris , par un veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé , par des enfans ou autres descendans au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendans , par des pères et mères ou autres ascendans au préjudice de leurs enfans ou autres descendans , ou par des alliés au même degré , ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.

Aucune loi antérieure ne l'avait ainsi décidé ; de sorte que , par arrêt du 24 mai 1811 , il fut jugé , au rapport de M. Dutocq , qu'une Cour de Justice criminelle avait été compétemment saisie de la prévention d'un vol dont un fils s'était rendu coupable envers son père avant la mise en activité du Code pénal.

XI. L'art. 380 n'ayant fait aucune distinction entre les différens genres de vols , celui que l'on reprocherait au père , à la mère , à l'épouse , à l'enfant , aurait été commis avec effraction , escalade ou fausses clefs , qu'il n'en sortirait pas moins de la compétence de la Cour d'Assises ; car ce ne sont là que des circonstances aggravantes , qui ne constituent pas par elles-mêmes un crime , et qui ne peuvent être poursuivies ni punies comme tel.

Mais il en serait autrement , s'il y avait eu violence ou voies de fait qui eussent constitué un crime indépendant du vol. (*Arrêt rendu le 26 juillet 1811 , au rapport de M. Lamarque.*)

XII. Des étrangers , complices de vols commis par les pères , mères , maris , femmes ou enfans , n'en devraient pas moins être mis en accusation , si le vol était qualifié , et qu'ils eussent recélé les choses volées ou qu'ils en eussent profité (*même art. 380*) ; car ce serait un crime particulier qu'ils auraient commis et dont ils devraient être punis.

S'ils n'avaient fait qu'aider les pères , mères , maris , femmes ou enfans dans l'action du vol , ils ne devraient être poursuivis comme ceux-ci , que par la voie civile

XIII. C'est principalement sur les complices que l'attention de la Chambre d'accusation doit se porter ; car tous les faits qui peuvent être imputés à un prévenu , ne sont pas de nature à constituer la complicité. Pour qu'il y ait complicité

cité aux yeux de la loi, il faut que les faits que le Code pénal a déclaré la constituer, résultent de l'instruction.

Mais toutes les fois qu'il y a des indices suffisans de complicité d'une action qui peut emporter des peines afflictives ou infamantes, il y a lieu à la mise en accusation de celui qui est prévenu d'en être le complice, puisque les mêmes peines doivent lui être appliquées. (*Art. 59, ibid.*)

L'art. 63 du même Code modifie bien, relativement aux *complices*, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation prononcée, suivant les circonstances, contre les auteurs des vols commis à l'aide d'un crime ou d'un délit ; mais, dans ce cas-là même, la peine des travaux forcés à temps ne doit pas moins leur être appliquée, et, conséquemment, c'est toujours aux Cours d'*Assises* ou *spéciales* qu'il appartient de la prononcer.

XIV. Ce n'est pas l'instant de nous occuper de ce qui peut constituer la complicité en matière correctionnelle ou de police : nous avons seulement à examiner, ce qui la constitue en matière criminelle.

L'art. 60 du Code pénal laisse, sur ce point, peu de chose à désirer.

Une simple analyse ne suffirait pas pour donner l'idée que l'on doit en prendre.

Il faut nécessairement en connaître les termes, pour en faire une juste application ; l'article est ainsi conçu :

« Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui
» par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou
» artifices coupables, auront *provoqué* à cette action, ou donné des instructions
» pour la commettre ;

» Ceux qui auront procuré des armes, des instrumens ou tout autre moyen qui
» aura servi à l'action, *sachant qu'ils devaient y servir* ;

» Ceux qui auront, *avec connaissance*, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de
» l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'au-
» ront consommée ; sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le
» présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la
» sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était
» l'objet des conspirateurs ou des provocateurs, n'aurait pas été commis. »

L'art. 61 veut aussi que « ceux qui *connaissent* la conduite criminelle des mal-
» faiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la
» paix publique, les personnes ou les propriétés, qui leur fournissent habituelle-
» ment logement, lieu de retraite ou de réunion, soient punis comme leurs
» complices. »

Et l'art. 62, que « ceux qui *sciemment* auront recelé, en tout ou en partie, des
» choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, soient
» aussi punis comme complices de ce crime ou délit. »

Ainsi, toutes les fois qu'un des faits rappelés dans les trois articles précédens se
»

trouve suffisamment justifié aux yeux de la Chambre d'accusation, contre l'individu mis en prévention, elle doit prononcer sa mise en accusation.

L'art. 388 du Code pénal a admis un genre de complicité particulière, pour le cas d'adultère. « Les *seules* preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité, seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces » écrites par le prévenu ; » mais l'adultère n'ayant pas été mis au nombre des crimes, nous ne rappelons les dispositions de cet article que pour mettre en garde la Chambre d'accusation, lorsqu'elle se trouve saisie de la connaissance d'un pareil fait, sur l'application qu'elle pourrait faire des principes *généraux* en matière de complicité.

XV. Receler ou faire receler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte, et que l'on a *reconnus pour tels*, c'est également se rendre complice de leurs crimes. (Art. 83, *ibid.*)

XVI. L'art. 99 établit un autre genre de complicité.

Il déclare complices des individus composant une bande armée, à dessein de commettre des dévastations ou des vols, « ceux qui, *connaissant* le but et le caractère » desdites bandes, leur auront, *sans contrainte*, fourni des logements, lieux de » retraite ou de réunion, etc. »

XVII. Le simple usage d'une pièce fausse, établit la complicité du crime de faux ; mais seulement lorsque celui qui s'en sert *sait* qu'elle est fausse. (Art. 148 et 151.)

Le Code pénal ne le dit pas d'une manière aussi précise que le faisait l'art. 45 du Code pénal de 1791 ; mais le mot *sciement* est sous-entendu : car il ne peut y avoir *crime*, que lorsqu'il y a eu intention de le commettre.

L'usage des pièces fausses n'est cependant pas toujours capable de constituer une complicité de nature à faire mettre le prévenu en accusation : les art. 149 et 152 du Code pénal exceptent les faux commis dans les passe-ports et feuilles de route, et dans les certificats dont il est parlé aux art. 153 et suivans.

Ce n'est pas non plus le seul genre de complicité en cette matière. On se rend complice d'un faux, par tous les faits qui constituent la complicité des autres crimes.

XVIII. Le Code de commerce a établi un genre particulier de complicité en matière de banqueroute, dans ses art. 555 et 597, auxquels renvoie l'art. 403 du Code pénal.

Nous en avons rapporté textuellement les dispositions sur l'art. 3, N.º 3.

XIX. Il n'est pas nécessaire que le crime ait été *consummé*, pour que le prévenu et ses complices doivent être mis en accusation ; il suffit qu'il y en ait eu *tentative*, et que la *tentative* ait porté sur un *crime*.

Le Code pénal de 1791 n'avait prévu ni puni la tentative des crimes, que dans le cas d'*assassinat* et dans celui d'*empoisonnement*.

Une loi du 22 prairial an IV y avait suppléé en ces termes :

« Toute tentative de *crime* manifestée par des actes extérieurs, et suivie d'un commencement d'exécution, sera punie comme le *crime*, si elle n'a été suspendue que par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté du prévenu. »

La loi du 25 frimaire an VIII, art. 17, déclara commune aux *délits* dont elle venait de s'occuper dans ses précédents articles, et à ceux prévus par l'art. 32 de la loi du 19 juillet 1791, la disposition de celle du 22 prairial an IV.

Cette loi étant *restrictive*, on n'en faisait l'application ni aux contraventions de police, ni aux délits qui ne s'y trouvaient pas nommément spécifiés; mais, si l'on n'en faisait pas l'application à l'*escroquerie*, on la regardait comme consommée, lorsque celui qui en était prévenu avait fait tout ce qui avait dépendu de lui pour s'approprier tout ou partie de la fortune d'autrui. (*Arrêt du 24 frimaire 1809.*)

XX. Pour faire l'application de la loi du 22 prairial an IV, la Cour de cassation exigeait que la tentative portât sur le fait, et non pas seulement sur l'un des circonstances du crime, attendu qu'aucune circonstance, quelque aggravante qu'elle soit, ne peut constituer un véritable crime. (*Arrêt du 12 août 1808.*)

Ainsi, l'effraction, la fabrication de fausses-clefs, l'escalade, qui étaient sous l'empire du Code pénal de 1791 de simples circonstances aggravantes du vol, auraient pu être tentées, sans que leur tentative pût donner lieu à des poursuites criminelles contre le prévenu, si elles ne s'étaient pas rattachées à une prévention de vol.

Il faudrait encore le décider de même aujourd'hui : car l'effraction, la fabrication de fausses-clefs, l'escalade ne constituent pas plus un crime sous l'empire du nouveau Code pénal, qu'ils n'en constituaient un sous le Code de 1791.

XXI. Le Code pénal a maintenu la même distinction qu'avait établie les lois des 22 prairial an IV et 25 frimaire an VIII, entre la tentative des crimes et celle des délits.

En matière de *délit*, la tentative ne peut donner lieu à des recherches et à des poursuites, que dans les cas déterminés par une disposition *spéciale* de la loi. (*Art. 3.*)

Le Code pénal n'en a pas autorisé la poursuite en matière de simple *contravention*.

Mais « toute tentative de crime, porte l'art. 2, qui aura été manifestée par des actes extérieurs, et suivie d'un commencement d'exécution; si elle n'a été suspendue, ou n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur, est considérée comme le crime même. »

Il y a une chose remarquable dans la rédaction de cet article; c'est qu'il n'établit plus aucune différence, entre la tentative d'assassinat ou d'empoisonnement, et celle d'autres crimes, ainsi que le faisaient le Code pénal de 1791, et la loi du 22 prairial an IV : il les comprend tous indistinctement dans sa disposition,

XXII. La loi du 22 prairial an iv n'avait parlé que de la *suspension du crime par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté du prévenu*; ce que l'art. 2 du Code pénal a rendu d'une manière plus expressive, en ajoutant : « *ou qui n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de son auteur.* »

Il suffira donc dorénavant, pour constituer une tentative de crime, qu'il n'y en ait eu *suspension*, ou qu'elle n'ait *manqué son effet* que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté du prévenu; ce qui lève tous les doutes sur l'application du principe aux différens faits qui peuvent se présenter.

Mais il faudra toujours que la tentative ait été *manifestée par des actes extérieurs, et suivie d'un commencement d'exécution.*

XXIII. La Chambre d'accusation à laquelle sera soumise une prévention de tentative, aura dès-lors deux choses principales et préliminaires à examiner et à juger, avant de s'occuper de la culpabilité du prévenu.

La première, de savoir si les faits que l'on prétend constituer une tentative sont vraiment de nature à la constituer.

La deuxième, si ces faits se rattachent à un véritable crime.

Ce n'est qu'ensuite, et lorsque la Chambre d'accusation se sera prononcée pour l'affirmative sur ces deux questions, qu'elle devra s'occuper du point de savoir s'il y a des *indices suffisans* de culpabilité contre le prévenu.

XXIV. Pour qu'un arrêt de mise en accusation soit bien motivé en cette matière, il faut qu'il le soit sur tous ces différens points, puisque l'un se trouvant décidé en faveur du prévenu, il ne peut y avoir lieu à sa mise en accusation.

XXV. Si tout ce qu'exige le Code pour constituer la tentative ne se trouvait pas énoncé dans l'arrêt de mise en accusation, il devrait être annulé sur le recours formé par le prévenu, lors même qu'il ne l'aurait formé *qu'après* l'arrêt qui aurait prononcé sa condamnation : car il ne peut être porté à la Cour d'Assises que la prévention de véritables *crimes*, et pour déterminer s'il y a réellement prévention de crime, l'arrêt de mise en accusation est seul à consulter.

L'art. 271 du Code d'instruction criminelle ne veut pas, en effet, que le Procureur-Général puisse poursuivre devant la Cour d'Assises, d'autres personnes que celles qui ont été mises en accusation, suivant la forme prescrite *au Chapitre premier du présent titre*; et l'art. 221, qui fait partie de ce Chapitre, n'autorise à mettre en accusation le prévenu, que lorsqu'il y a des indices suffisans contre lui, *d'un fait qualifié crime par la loi.*

L'acte d'accusation que l'art. 241 charge le Procureur-Général de rédiger doit exposer la nature du fait qui forme la base de l'accusation, et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine; mais il ne peut présenter à la Cour d'Assises *aucune autre accusation* que celle portée dans l'arrêt de

renvoi, (*Art. 271.*) ; de sorte que , lors même que l'acte d'accusation porterait toutes les circonstances constitutives d'une véritable tentative , si ces circonstances ne se trouvaient pas rappelées dans l'arrêt de renvoi , ou s'il n'en résultait pas une prévention suffisante de tentative , aux termes du Code pénal , il y aurait nécessairement lieu à l'annulation de toute la procédure , à commencer par l'arrêt de mise en accusation.

Il est donc bien important que l'arrêt de mise en accusation soit rédigé de manière à justifier la prévention d'un véritable crime ; et il importe également que l'acte d'accusation présente *le même crime* à juger , que celui qui est porté dans l'ordonnance de prise de corps et dans l'arrêt de renvoi.

XXVI. Si le Procureur-Général changeait , dans l'acte d'accusation , le caractère du crime précisé dans l'ordonnance de prise de corps et dans l'arrêt de renvoi ; et que de la manière dont le fait serait déduit dans l'acte d'accusation , il n'en résultât plus un véritable crime , l'annulation de l'arrêt devrait être prononcée , et l'affaire renvoyée devant une autre Cour d'Assises , pour être procédé à la rédaction d'un nouvel acte d'accusation , et à un nouveau jugement.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé le 26 juillet 1811 , au rapport de M. Liborel , dans une affaire où la prévention portait sur une *tentative* de vol ; l'arrêt fut ainsi motivé :

« Vu les art. 221 , 271 et 249 du Code d'instruction criminelle , et l'art. 2 du Code pénal :

» Attendu , 1.^o qu'il ne peut être dressé d'acte d'accusation que sur un fait qualifié crim. par la loi ;

» Que , d'après l'art. 2 du Code pénal , la tentative d'un crime n'est considérée comme le crime même , que lorsqu'elle réunit toutes les circonstances déterminées dans cet article , c'est - à - dire , lorsqu'elle a été manifestée par des actes extérieurs , suivie d'un commencement d'exécution , et qu'elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté du prévenu ;

» Que l'arrêt de la Cour Impériale de Paris , qui avait mis François-Hubert Gommard en accusation , et qui l'avait renvoyé devant la Cour d'Assises du département de l'Aube , avait fondé sa mise en accusation et en renvoi , sur la prévention d'une tentative de crime , caractérisée avec toutes les circonstances qui , d'après le susdit article du Code pénal , devaient l'assimiler , pour la poursuite et la peine , au crime consommé ;

» Que néanmoins , dans l'acte d'accusation dressé contre lui d'après cet arrêt , Gommard n'a été accusé que d'avoir tenté de voler dans la maison habitée par le sieur Jean-Baptiste Carreau ; laquelle tentative n'a été suspendue que par des circonstances fortuites , indépendantes de la volonté du prévenu ;

» Que la tentative du vol , qui a fait la base et l'objet de cet acte d'accusation , ne

- » réunit pas les circonstances exigées par l'art. 2 du Code pénal, pour lui donner
- » le caractère criminel, et la faire considérer comme le crime même ;
- » Que cet acte d'accusation a donc été dressé sur un fait qui n'est pas qualifié
- » crime par la loi, et qu'il a été soumis aux débats et au jugement une accusation
- » autre que celle qui était portée dans l'arrêt de renvoi de la Cour Impériale ;
- » Que cet acte d'accusation est donc nul ; que les débats dont il a été la matière,
- » sont frappés de la même nullité.
- » Attendu, 2.^e que les questions ont été posées conformément à cet acte d'accu-
- » sation ; que les Jurés n'ont décidé que le fait qui y est porté ; que de leurs déclara-
- » tions, conséquemment, il n'est pas résulté un fait qualifié crime par la loi ;
- » Que sur ce fait, néanmoins, la Cour d'Assises du département de l'Aube, a
- » prononcé contre Command une condamnation pénale, par application de l'ar-
- » ticle 2 et de l'art. 336 du Code pénal ; que cette condamnation est une fausse
- » application de la loi pénale :
- » D'après ces motifs, la Cour casse et annule l'acte d'accusation dressé contre
- » François-Jubert Command ; casse, par suite, les débats qui ont eu lieu contre
- » lui devant la Cour d'Assises du département de l'Aube ; casse spécialement l'arrêt
- » de cette Cour, etc. »

XXVII. La *revêche* en matière de simples *délits*, ne peut autoriser la mise en accusation du prévenu : les art. 57 et 53 du Code pénal ne prononcent, pour ce cas, que des peines correctionnelles plus ou moins fortes ; mais ces peines ne peuvent être moindres que le *maximum* de celles portées par la loi, lorsque le prévenu a déjà été condamné pour crime, ou qu'à raison de son premier délit, il a été condamné à plus d'une année d'emprisonnement.

Dans ces deux cas, le prévenu peut même être condamné *au double* de la peine, et il doit être mis sous la surveillance du Gouvernement, pendant au moins cinq années, et dix ans au plus.

Ces articles du Code pénal ont révoqué, par le fait, les dispositions de l'art. 15 de la loi du 25 frimaire an viii.

XXVIII. Tous les vols ne rentrent pas dans la compétence de la Cour d'Assises ; il faut qu'ils soient qualifiés ; c'est-à-dire, qu'ils aient été accompagnés de quelques-unes des circonstances mentionnées dans l'art. 379 et les suivans du Code pénal.

ARTICLE CCXXII.

Le Greffier donnera aux Juges, en présence du Procureur-Général, lecture de toutes les pièces du procès ; elles seront ensuite laissées sur le bureau, ainsi que les mémoires que la partie civile et le prévenu auront fournis.

OBSERVATIONS.

I. C'est le Greffier que l'article 222 charge de donner la lecture des pièces du procès, après le rapport fait par le Procureur-Général, et en sa présence.

Cependant, il n'est pas tellement de rigueur que la lecture soit donnée par le Greffier, que si elle l'avait été par l'un des Juges, il en résulterait une nullité dans l'arrêt.

Ce n'est pas néanmoins sans motifs que le Législateur a chargé le Greffier de cette lecture.

C'est le seul qui joue un rôle absolument passif dans l'affaire; le Procureur-Général ayant à requérir, et les Juges à prononcer.

Ce ne doit donc être que dans le cas d'impossibilité que le Greffier doit être suppléé dans cette partie intéressante de ses fonctions.

II. La lecture des mémoires doit être donnée, puisqu'ils font partie des pièces du procès : ils doivent être laissés sur le bureau, comme toutes les autres pièces de l'instruction, afin que les Magistrats puissent y recourir et les apprécier.

III. La permission accordée au prévenu de présenter des mémoires pour sa défense *avant* sa mise en accusation, est une institution qui doit rassurer l'innocence et la justice.

Cette heureuse innovation dans le système d'instruction criminelle suffirait seule pour donner au nouveau Code la préférence sur l'ancienne législation; car s'il ne doit être négligé aucun moyen pour parvenir à la punition du coupable, il ne doit non plus en être négligé aucun pour ne pas livrer un innocent à la rigueur d'une instruction criminelle.

ARTICLE CCXXIII.

La partie civile, le prévenu, les témoins ne paraîtront point.

OBSERVATIONS.

I. L'INSTRUCTION orale, la discussion publique, ne doivent avoir lieu que lors du jugement définitif.

Tout ce que pouvait faire le Législateur de plus favorable pour le prévenu, lorsque l'affaire est portée devant la Chambre d'accusation, était de l'autoriser à proposer sa justification par écrit.

L'article 217 accorde aussi la faculté à la partie civile de fournir des mémoires à l'appui de l'accusation.

Mais ni cette partie, ni le prévenu, ni les témoins ne doivent être appelés, ni comparaître devant la Chambre d'accusation.

II. Lorsque l'affaire ne paraît pas suffisamment instruite, la Chambre d'accusation est autorisée à ordonner que l'instruction sera continuée (*art. 228*); mais la nouvelle instruction doit se faire par un Juge commis, et non par la Chambre d'accusation.

III. En défendant la comparution des parties et des témoins devant la Chambre d'accusation, le Code d'instruction criminelle s'est conformé aux dispositions de l'art. 21 de la loi du 7 pluviôse an ix, qui avait dérogé en ce point à l'art. 238 du Code de brumaire an iv, qui exigeait non-seulement la comparution des témoins devant le Jury d'accusation, mais qui autorisait même la partie plaignante ou dénonciative à venir renouveler sa déclaration devant lui, en privant le seul prévenu d'y présenter sa défense.

IV. Si les parties ou les témoins avaient été ouïs devant la Chambre d'accusation, soit avant, soit après le rapport fait par le Procureur-Général, il y aurait *irrégularité* dans cette partie de l'instruction ; mais cette irrégularité en porterait-elle *nullité* ?

Nous n'en doutons pas, lors même qu'il n'y aurait pas eu réquisition tendante à l'exécution rigoureuse de l'art. 223, attendu que la mise en accusation du prévenu aurait été prononcée sur des élémens qui n'auraient pas dû être consultés.

V. Cette nullité ne se trouverait pas couverte par l'exécution donnée à l'arrêt de mise en accusation ; aucune fin de non-recevoir ne peut être opposée à celui que la loi a mis dans l'incapacité d'agir ; et le Code n'autorise le recours pour cause de nullité dans l'instruction, et même dans l'arrêt de mise en accusation, qu'après que l'arrêt définitif est intervenu, lorsque la nullité proposée n'est pas du nombre de celles mentionnées dans l'art. 299.

VI. Ici se reproduisent les observations que nous avons faites sur le droit acquis au condamné par la Cour d'Assises, de proposer, sur son recours contre l'arrêt définitif, les moyens de nullité qui peuvent résulter de l'instruction.

Mais la Cour de cassation se trouvant saisie, en vertu de l'art. 569, de la connaissance de l'arrêt de renvoi à la Cour *spéciale*, ne serait-elle pas autorisée à prononcer l'annulation de cet arrêt, si l'instruction avait été faite devant la Chambre d'accusation, d'une manière contraire au vœu de la loi ?

La question est délicate, d'après la rédaction de l'art. 570, qui semble restreindre les attributions de la Cour de cassation, à l'examen des seuls points mentionnés en l'art. 299.

Nous l'examinerons sur l'art. 570.

ARTICLE CCXXIV.

Le Procureur-Général, après avoir déposé sur le bureau sa réquisition écrite et signée, se retirera, ainsi que le Greffier.

OBSERVATIONS.

I. Le Procureur-Général est tenu de laisser sur le bureau ses réquisitions écrites

et signées, afin que dans tous les temps elles puissent être consultées par le prévenu, et qu'il puisse s'assurer qu'il y a été statué par la Chambre d'accusation; d'où il suit qu'il doit être fait mention de cette remise dans le procès-verbal.

Mais si la remise n'en avait pas été faite, et s'il était prouvé d'ailleurs que le Procureur-Général aurait été entendu, en résulterait-il un moyen de nullité contre l'arrêt de mise en accusation?

L'art. 299 ne prononce la peine de nullité que pour le cas où le Procureur-Général n'a pas été entendu.

Mais l'art. 408 la prononce, lorsqu'il n'a pas été fait droit aux réquisitions du Procureur-Général; et comment s'assurer qu'il y a été fait droit, lorsque rien ne peut légalement constater quelles ont été les réquisitions?

II. Le rapport fait en exécution de l'art. 218, la lecture donnée des pièces, et la remise faite sur le bureau, des réquisitions du Procureur-Général, conformément aux dispositions de l'art. 222, le Procureur-Général et le Greffier doivent se retirer: car la Chambre d'accusation ne doit être influencée en aucune manière, et elle pourrait être gênée dans sa délibération, par la présence du Procureur-Général et par celle du Greffier.

L'art. 299 n'attache cependant pas à l'inobservation de cette disposition de l'art. 224, la peine de nullité, et elle ne résulte non plus d'aucun autre article du Code.

Mais le Procureur-Général et le Greffier, qui se seraient permis de violer ainsi la loi, en restant présents à la délibération de la Cour, ne pourraient se plaindre des inductions que le prévenu pourrait en tirer pour sa défense, quelque désagréables qu'elles pussent être pour eux.

III. La Chambre d'accusation peut-elle prononcer sur le fond de l'affaire, lorsque le Procureur-Général n'a fait porter ses réquisitions que sur la forme de procéder?

Par exemple, dans le cas d'opposition formée par la partie civile à une ordonnance de la Chambre du Conseil, rendue en conformité des art. 128, 129 et 131 du Code d'instruction criminelle, si le Procureur-Général s'était borné à requérir qu'elle y fût déclarée non-recevable, la Chambre d'accusation, après avoir rejeté la fin de non-recevoir, serait-elle tenue d'entendre de nouveau le Procureur-Général, avant de s'occuper du mérite du fond?

Aucun article du Code ne porte que, si la Chambre d'accusation ne juge pas à propos de s'arrêter aux réquisitions du Procureur-Général, elle doit l'interpeler de prendre de nouvelles conclusions.

Il faudrait pour cela que la Chambre d'accusation fût autorisée à appeler de nouveau devant elle le Procureur-Général, puisqu'elle ne peut se livrer à l'examen

de l'affaire, qu'après que ce Magistrat s'est retiré; et c'est ce que n'a pas dit, et même ce que n'a pu vouloir le Législateur.

Le Procureur-Général a consommé son droit en faisant ses réquisitions.

IV. Si le Procureur-Général croit que la Chambre d'accusation s'est trompée en refusant d'avoir égard à ses réquisitions, la voie du recours en cassation lui est ouverte; mais il ne peut interrompre le cours de la Justice, en exigeant des communications successives.

Rien ne l'empêche, lorsqu'il donne ses réquisitions, de les donner à toutes fins, dans la forme et au fond.

Il suffit qu'il ait été entendu, pour que l'affaire soit en état de recevoir jugement.

V. On cite en faveur du système contraire, un arrêt du 10 novembre 1808, qui a prononcé l'annulation d'un jugement de police, rendu en l'absence de l'Officier du Ministère public, quoiqu'il eût été averti et interpellé de s'y rendre.

Mais l'application de cet arrêt à l'espèce se réfute d'elle-même : il ne peut y avoir aucune analogie entre un jugement rendu en l'absence du Ministère public, quel qu'ait été le motif de son absence, et celui qui l'a été sur des réquisitions formelles du Ministère public, lorsqu'il lui a plu de se borner à de simples réquisitions sur la forme, ou seulement sur quelques-unes des questions qui sont à juger.

ARTICLE CCXXV.

Les Juges délibéreront entr'eux sans déssemparer, et sans communiquer avec personne.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est une conséquence des art. 223 et 224; et, en effet, le Procureur-Général, le Greffier, les parties et les témoins ne pouvant demeurer présens à la délibération de la Cour, à plus forte raison les étrangers ne peuvent-ils y être admis.

II. L'art. 225 veut que les Juges délibèrent *sans déssemparer*, et sans communiquer avec personne; ce qui semble établir une antinomie avec l'art. 219 qui accorde un délai de trois jours à la Chambre d'accusation, pour prononcer sur le rapport fait par le Procureur-Général.

Cette antinomie existerait réellement, si les Juges étaient tenus de se mettre en délibération, aussitôt que le rapport du Procureur-Général a été fait; mais ce n'est pas ainsi que le Législateur l'a voulu, puisqu'il a accordé trois jours à la Chambre d'accusation pour prononcer.

L'explication naturelle de l'art. 225 est donc que si la Chambre d'accusation a commencé l'examen de l'affaire, elle doit la juger *sans déssemparer*; mais elle peut en remettre l'examen à un jour indiqué, pourvu que ce jour soit un des trois premiers, à compter de celui auquel le Procureur-Général a fait son rapport.

Lorsqu'il y a possibilité de juger à l'instant, la Chambre d'accusation doit le faire; mais le Code d'instruction criminelle lui a laissé l'appréciation de cette possibilité.

ARTICLE CCXXVI.

La Cour statuera, par un seul et même arrêt, sur les délits connexes dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle.

OBSERVATIONS.

I. L'ART. 227 explique ce qu'on doit entendre par délits *connexes*.

L'application en sera facile, en consultant et en méditant ses dispositions.

II. Le motif qui a dicté l'art. 226 est d'obtenir, sur l'affaire présentée aux débats, tous les renseignements qu'il est possible de se procurer.

Il est d'ailleurs des crimes qui acquièrent de la gravité par leur réunion avec d'autres crimes; et si la Chambre d'accusation chargée de prononcer sur la mise en accusation du prévenu, ne prononçait pas, *par le même arrêt*, sur les délits connexes, s'il lui était permis de les *isoler*, il en résulterait que, sur chacun d'eux, il faudrait établir un débat particulier; que le prévenu pourrait être présenté, sur chacun d'eux, à un Jury particulier; ce qui détruirait l'unité de poursuites et d'actions, nécessaire pour parvenir à la manifestation de la vérité.

III. Pour que la Chambre d'accusation soit autorisée à statuer sur des délits connexes, il faut que les pièces relatives se trouvent, en même temps, produites devant elle.

Que l'affaire ait été instruite *contradictoirement* ou par *contumace*, la Chambre d'accusation n'en doit pas moins prononcer par le même arrêt, à l'égard de tous les accusés.

IV. Si la juridiction *ordinaire* a été saisie, le contumax repris *depuis* le jugement rendu contre ses co-accusés, n'en doit pas moins être jugé par la même Cour que celle qui a prononcé sur leur sort, lors même qu'il serait justiciable, par sa *qualité*, d'une Cour spéciale, ou d'un autre Tribunal d'exception.

C'est ce que la Cour de Cassation jugea implicitement le 16 frimaire an XII, dans l'affaire de Pradel, militaire, prévenu d'un délit commun pour lequel il avait été traduit, avec ses complices, devant un Tribunal ordinaire.

Quoique le Jury d'accusation eût déclaré n'y avoir lieu à suivre contre ses complices, il n'en fut pas moins décidé qu'ayant été soumis avec eux à un même Jury d'accusation, il n'était pas recevable à demander son renvoi devant un Conseil de guerre, son Juge naturel.

L'arrêt fut motivé sur ce que :

- » L'ordonnance de compétence rendue par le Directeur du Jury, était conforme
- » aux règles prescrites par l'art. 2 de la loi du 22 messidor an IV ; »
- » Que, lors de cette ordonnance, un individu *non militaire* était en prévention
- » du même délit, conjointement avec Pradel ;
- » Que la juridiction ordinaire saisie par cette ordonnance, l'avait conséquem-
- » ment été dans les termes de la loi ; et que dès-lors elle ne pouvait devenir incom-
- » pétente par les modifications réelles ou personnelles, que le procès pouvait rece-
- » voir des errements ultérieurs ;
- » Qu'ainsi le Tribunal criminel devait procéder aux débats et au jugement contre
- » Pradel, *militaire*, quoique, par l'effet de la déclaration du Jury d'accusation,
- » cet individu fût seul dénommé dans la prévention ;
- » Que l'ordonnance de compétence, légitime dans ses élémens, s'opposait irré-
- » vocablement à tout renvoi du militaire devant la juridiction extraordinaire. »

V. Lorsque c'est une Cour spéciale qui a été saisie, et qu'elle a prononcé définitivement sur le sort de l'accusé dont la *qualité* l'avait rendue compétente, la Cour de cassation juge que son complice, arrêté depuis l'arrêt de condamnation, doit être traduit devant les Tribunaux ordinaires.

- » Attendu que si, dans les crimes qui sont de la compétence des Cours de Jus-
- » tice criminelles spéciales, à raison seulement de la *qualité* de celui qui en est
- » prévenu, les complices doivent, en règle générale, être aussi jugés par la Cour
- » spéciale, quoiqu'ils n'aient pas eux-mêmes la qualité personnelle qui a saisi cette
- » Cour ; cette règle qui a sa base dans l'indivisibilité de l'instruction, cesse d'avoir
- » ce motif, et conséquemment cette application, dans le cas où le complice n'est
- » mis en jugement qu'après que le procès de l'auteur principal, personnellement
- » justiciable de la Cour spéciale, a été instruit et jugé par elle ; qu'alors, en effet,
- » il ne reste plus de fondement ni d'intérêt à la juridiction de cette Cour, vis-à-vis
- » les complices qui lui sont eux-mêmes étrangers ; que ceux-ci doivent donc être
- » poursuivis et jugés devant la juridiction ordinaire. » (*Arrêt au rapport de*
- » *M. Dutocq, du 22 avril 1808.*)

VI. Les deux arrêts que nous venons de citer, n'impliquent pas contradiction ; car si, dans le premier, la compétence de la Cour saisie a été maintenue, c'est que la Cour saisie était le Tribunal *ordinaire* ; tandis que, dans le second, la Cour saisie était un Tribunal *d'exception* ; or, pour autoriser un Tribunal d'exception à retenir la connaissance d'une affaire, il faut que la loi lui en ait donné une attribution *spéciale*.

VII. L'art. 555 du Code d'instruction criminelle a été plus loin encore que l'arrêt du 22 avril 1808, en déclarant que lorsque l'affaire ne rentre dans la compétence de la Cour spéciale, qu'à raison de la *qualité* des personnes, le procès, à l'égard de tous les prévenus, doit être renvoyé devant les Tribunaux ordinaires, lorsque l'un des complices ne se trouve pas lui-même justiciable de cette Cour.

Mais, le Législateur ne l'ayant décidé ainsi que pour ce cas, il faut en conclure que si c'est le *crime* en lui-même qui donne l'attribution de compétence à la Cour spéciale, tous les complices doivent être traduits devant cette Cour, sans en excepter ceux qui ne seraient punissables que de peines correctionnelles.

VIII. Si, pour raison de *connexité*, un prévenu avait été mis en accusation et renvoyé soit devant la Cour d'Assises, soit devant la Cour spéciale, quoique le fait *personnel* qui lui serait imputé ne pût emporter que des peines correctionnelles, et si l'affaire avait été jugée contre lui par *contumace*, mais contradictoirement avec ses co-accusés, devrait-il, lorsqu'il serait repris ou qu'il viendrait à se représenter, être mis en jugement devant la Cour d'Assises ou devant la Cour spéciale qui aurait prononcé sur son sort et sur celui de ses complices ?

Le motif tiré de la *connexité* et de l'*indivisibilité* de l'instruction, ne subsiste plus : il n'y a plus qu'un délit sur lequel, en thèse générale, il ne peut être établi des débats devant une Cour d'Assises ou devant une Cour spéciale.

Cependant, l'arrêt en accusation ne pourrait être annulé que par la voie du recours en cassation.

Mais ce recours serait-il fondé ?

Il ne pourrait l'être que sur le motif qu'à l'égard de l'accusé il n'y a pas prévention de crime emportant peine afflictive ou infamante ; mais à l'époque de l'arrêt il y en avait une prévention suffisante pour autoriser le renvoi, d'où il semblerait naturel de conclure qu'il faut se reporter à cette époque.

Cependant nous ne pensons pas que cette fiction puisse l'emporter sur la réalité, et qu'en pareil cas, l'arrêt de renvoi doive être maintenu.

Notre opinion est même que, sans recourir au remède extrême du recours en cassation, le contumax, repris après le jugement de ses complices, doit être traduit directement au Tribunal correctionnel, pour lui faire appliquer les peines correctionnelles qu'il a encourues ; la cause ayant cessé, l'effet doit également cesser ; et la cause de la traduction du prévenu à la Cour d'Assises ou à la Cour spéciale a évidemment cessé, dès que tout a été jugé avec l'individu qui y avait attiré son complice.

L'arrêt de renvoi se trouve d'ailleurs annulé par le seul fait de la représentation du contumax, lorsqu'il est *postérieur* à l'ordonnance de prise de corps, c'est-à-dire, lorsque régulière dans sa forme, l'ordonnance de prise de corps a été maintenue par la Chambre d'accusation. (Art. 426.)

ARTICLE CCXXVII.

Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même en différens temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité.

OBSERVATIONS.

I. L'INDIVISIBILITÉ résultante de la connexité des crimes n'est plus laissée dans le vague, comme sous l'ancienne législation.

Il y a connexité, et conséquemment indivisibilité, aux termes de cet article, dans trois cas qu'il précise d'une manière très-claire.

Elle existe, 1.^o lorsque les crimes ou délits ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies;

2.^o Lorsqu'ils l'ont été par suite d'un concert formé à l'avance, quand il l'aurait été en différens temps, en différens lieux et par différentes personnes;

3.^o Lorsque l'un des crimes ou délits a été commis pour se procurer les moyens d'en commettre d'autres, ou d'en assurer l'impunité.

Rendons ceci sensible par des exemples.

II. Plusieurs individus s'introduisent dans le domicile d'un citoyen; l'un se saisit de sa personne, et le maltraite pendant que d'autres commettent un vol dans la maison.

Voilà deux crimes commis au même instant par différentes personnes, mais ils ont une connexité évidente; car l'atteinte portée à la sûreté individuelle, n'a eu évidemment pour objet que de faciliter le vol.

III. Il y a eu concert formé entre plusieurs brigands, pour commettre des vols sur les propriétés d'un particulier situées en différens lieux.

Ce particulier est attendu sur la route par deux ou trois de la bande qui le dépouillent, pendant que leurs complices consacrent les vols qu'ils ont prémédités, dans les différentes maisons de ville et de campagne qui lui appartiennent.

Il y a autant de crimes particuliers que de vols commis en des temps et en des lieux différens; cependant ce sont des délits *connexes*, parce qu'ils ont été le résultat d'un concert formé à l'avance pour en assurer l'exécution.

IV. Un voyageur est arrêté par des brigands qui cherchent à le voler.

Il se défend; on le tue et on le dépouille.

Il y a assassinat et vol.

Ces deux crimes sont devenus connexes par leur *réunion* ; parce que l'un a été la suite de l'autre ; l'assassinat a été le moyen employé pour parvenir à la consommation du vol.

V. Hors ces trois cas et les semblables, il n'y a plus connexité aux termes de la loi.

Elle ne pourrait résulter d'une simple association de brigands, quoique cette association eût pour objet de commettre des vols ou des assassinats, si cet objet était *indéterminé*, et que les vols et les assassinats prémédités n'eussent pas eu celui de se procurer la facilité d'en commettre d'autres, ou d'assurer l'impunité des crimes commis.

Il devrait alors être procédé, par instruction séparée, sur chacun d'eux.

VI. L'Auteur du *Manuel d'instruction criminelle* rapporte pour exemple de crimes commis pour assurer l'impunité d'autres crimes, celui d'évasion de prisonniers ; et cet exemple est en effet celui qui se présente le plus naturellement à l'esprit : car, en favorisant ainsi l'évasion de l'accusé, l'objet nécessaire est de lui assurer l'impunité de son crime.

Voici une autre espèce qui s'est présentée, et qui, par sa singularité, mérite d'être rapportée.

Des brigands s'étaient réunis pour commettre un vol dans un magasin.

Au moyen de l'enlèvement du seuil de la porte, un des brigands passe son bras dans le magasin, pour en ouvrir les fermetures ;

Le bras qu'il avait avancé est retenu par un nœud courant, de manière à ne pouvoir le retirer.

En abandonnant leur camarade, les brigands couraient le risque d'être ou dénoncés ou reconnus par leur liaison avec lui.

Ils lui enlevèrent ses vêtements, lui coupèrent la tête et l'emportèrent.

Cet assassinat était bien certainement un crime connexe avec la tentative de vol, puisqu'il avait eu réellement pour objet d'en assurer l'impunité.

VII. Mais si plusieurs individus se trouvaient prévenus de crimes et poursuivis dans le ressort de différentes Cours Impériales, pour raison de divers crimes qu'ils auraient commis de complicité, la Cour de cassation pourrait-elle donner attribution pour les instruire et les juger *tous* à l'une des Cours Impériales saisies ?

Les art. 526 et 527 du Code d'instruction criminelle portent que la Cour de cassation pourra statuer en règlement de Juges, lorsque des Cours, Tribunaux ou Juges d'instruction qui ne relèvent pas de la même Cour Impériale, se trouvent saisis de la connaissance du même délit, ou de délits connexes, ou de la même contravention.

Si c'était là toute l'étendue des pouvoirs attribués à la Cour de cassation, il faudrait s'adresser à l'autorité souveraine, en laquelle réside la puissance législative.

Cependant, lorsqu'il fut question de faire le procès à une bande de brigands qui désolaient le département du Rhin, la Cour de cassation en fit l'attribution spéciale à la Cour de Justice criminelle de Mayence, pour cause de *sûreté publique*, sur le réquisitoire de M. le Procureur-Général; et le même droit a été maintenu à la Cour de cassation, par l'art. 544 du Code d'instruction criminelle, sur la transmission qui lui est faite des pièces, par le Grand-Juge Ministre de la Justice.

VIII. Dans les cas qui sortent de la règle commune, il a été réservé à l'Empereur, par l'art. 23 de la loi du 20 avril 1810, d'établir des Cours spéciales *extraordinaires*, composées de huit membres de la Cour Impériale du lieu où elles sont établies (art. 25); mais ces Cours ne peuvent être établies que pour un an (art. 29); et leur compétence doit être *déterminée* par un *règlement d'administration publique*. (*Même article.*)

IX. S'il avait été dressé plusieurs actes d'accusation, à raison de délits connexes, le Procureur-Général pourrait en requérir la jonction, et le Président de la Cour pourrait l'ordonner d'office. (*Art. 307 du Code d'instruction criminelle.*)

X. Si le même acte d'accusation portait sur des crimes qui n'auraient pas de connexité, le Procureur-Général pourrait, au contraire, requérir que les accusés ne fussent mis en jugement, *quant à présent*, que sur l'un ou sur plusieurs de ces crimes, et le Président pourrait également l'ordonner d'office (*Art. 308.*); ce qui est purement *facultatif* de leur part.

Dans l'espèce de l'article 226, au contraire, la Chambre d'accusation est tenue de prononcer, par un seul et même arrêt, sur les délits connexes dont les pièces se trouvent produites devant elle.

ARTICLE CCXXVIII.

Les Juges pourront ordonner, s'il y échet, des informations nouvelles.

Ils pourront également ordonner, s'il y a lieu, l'apport des pièces servant à conviction, qui seront restées déposées au greffe du Tribunal de première instance.

Le tout dans le plus court délai.

OBSERVATIONS.

1. En autorisant les Juges à ordonner qu'il sera procédé à des nouvelles informations, l'art. 228 ne déroge pas aux dispositions des art. 219 et 225 qui exigent qu'il soit prononcé dans les trois jours; car c'est réellement statuer que de rendre une pareille ordonnance,

Mais les Juges ne doivent user de la faculté que leur accorde l'art. 228, que dans les cas où ils en reconnaissent la nécessité, et s'il existe déjà quelques indices de culpabilité : car l'art. 229 veut que, lorsqu'il ne se trouve pas d'indices suffisans, la Cour ordonne la mise en liberté du prévenu.

C'est ce que M. Faure, Conseiller-d'Etat, a très-bien développé dans son discours au Corps-Législatif, à la séance du 29 novembre 1808, en ces termes :

« Les présomptions sont-elles vagues ou légères ; n'existe-t-il aucun moyen d'en acquérir de plus fortes ; la Cour Impériale doit mettre le prévenu en liberté : une rigueur plus longue ne serait pas seulement inutile, elle serait encore injuste à l'égard de la personne poursuivie, et alarmante pour la société entière. »

Ce serait faire revivre, en effet, le *plus amplement informé* de l'ancien régime, qui était une mesure purement *arbitraire* ; et ce serait même le faire revivre d'une manière plus pesante pour le prévenu : car il était rare qu'en le prononçant, il fût ordonné que le prévenu garderait prison.

II. Lorsque de nouvelles informations sont ordonnées, par quels Juges doivent-elles être faites ?

L'art. 228 ne le dit pas ; il semblerait de là résulter qu'il devrait y être procédé par le Juge d'instruction ; mais il a été dépouillé par l'ordonnance de la Chambre du Conseil, et il ne pourrait, dès-lors, se trouver saisi de la nouvelle instruction, que par une attribution particulière ; aussi l'art. 236 en charge-t-il nommément un des membres de la Chambre d'accusation.

Cependant l'article 236 ne l'en charge pas d'une manière absolue : cet article n'est que le corollaire de l'art. 235, qui porte que la Cour Impériale pourra informer ou faire informer ; et, d'ailleurs, le Juge commis remplissant à cet égard, les fonctions de Juge d'instruction, peut, de même que le pourrait celui-ci, faire une délégation à un autre Officier de police judiciaire pour le suppléer, dans les cas déterminés par les art. 83, 84, 85 et 90.

III. L'art. 133 n'a exigé, dans le cas de renvoi de l'affaire à la Cour Impériale, pour prononcer sur la mise en accusation du prévenu, que la transmission d'un état des pièces servant à conviction ; mais l'art. 228 prévoit le cas où la Chambre d'accusation penserait que la représentation des pièces pourrait lui donner quelques lumières, et, pour ce cas, il l'autorise à ordonner qu'elles seront apportées à son greffe.

Mais, dans aucun, la Chambre d'accusation ne peut ordonner que le prévenu sera amené devant elle ; il doit rester dans la maison d'arrêt, jusqu'à ce qu'il ait été *définitivement* prononcé sur sa mise en accusation.

Si la déclaration de la Chambre d'accusation lui est favorable, il doit être mis de suite en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause. (Art. 229.)

S'il est mis en accusation, il doit être transféré dans la maison de Justice établie près la Cour qui doit le juger. (Art. 243.)

L'autorisation accordée à la Chambre d'accusation, d'ordonner des informations nouvelles, ne peut y apporter aucun obstacle : car les nouvelles informations, dans le cas de l'art. 228, ne peuvent avoir pour objet que le crime qui a fait la matière de l'ordonnance de prise de corps, et le prévenu a déjà subi des interrogatoires sur ce point.

Si la Chambre d'accusation desire qu'il soit interrogé de nouveau, elle doit en faire la délégation à l'un des Juges du Tribunal près duquel est établie la maison d'arrêt où le prévenu est déposé.

IV. La mise en liberté du prévenu ne doit être effectuée que lorsqu'il n'y a pas eu recours en cassation contre l'arrêt qui a déclaré n'y avoir lieu à accusation ; le prévenu doit rester sous la main de Justice, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement, lorsqu'il y a eu déclaration de recours.

Nous supposons ici que le recours en cassation est recevable contre l'arrêt portant *qu'il n'y a lieu à accusation contre le prévenu* ; nous nous réservons de l'établir dans nos observations sur l'art. 229.

Nous devons cependant faire remarquer dès-à-présent, que le recours ne serait recevable qu'autant que la Chambre d'accusation n'aurait motivé son jugement que sur ce que le fait imputé au prévenu ne constitue *ni crime, ni délit, ni contravention*, ou qu'autant qu'elle aurait déclaré simple *délit* ou *contravention* un fait qualifié *crime* par la loi : car, si la Chambre d'accusation ne s'était décidée que sur le motif du *défaut de preuves suffisantes*, elle n'aurait rendu qu'un arrêt *provisoire*, quoique *définitif* en l'état, et les recours en cassation, ne sont pas recevables contre les arrêts provisoires.

V. La Chambre d'accusation qui se trouve saisie par l'ordonnance de renvoi de la Chambre du Conseil, pourrait-elle ordonner des informations sur d'autres faits que ceux portés dans l'ordonnance de prise de corps, à la charge du prévenu ?

Serait-elle autorisée à en ordonner contre de prétendus complices en faveur desquels il aurait été déclaré n'y avoir lieu à suivre, ou contre lesquels il n'aurait encore été fait aucunes poursuites.

Ces questions présentent un grand intérêt.

VI. La Chambre d'accusation ne pouvant être légalement saisie (*Art. 217*), que par la voie de l'*opposition*, dans le cas de l'art. 155, ou que par une ordonnance de *renvoi*, dans celui de l'art. 133 ; et l'ordonnance de la Chambre du Conseil devant porter sur un fait *déterminé*, il semblerait en résulter que la Chambre d'accusation ne pourrait s'occuper que du fait qui a été soumis à son examen par la Chambre du Conseil, et que, par suite, elle ne pourrait ordonner de nouvelles informations sur des faits étrangers à celui qui aurait fait l'objet de l'ordonnance qui l'aurait saisi.

Ce serait ainsi, en effet, que la Chambre d'accusation devrait en user, s'il n'avait pas été ajouté aux dispositions des art. 133, 135 et 217, par l'art. 235, qui a donné à la Chambre d'accusation une compétence beaucoup plus étendue.

L'art. 235 se trouvant au Chapitre des mises en accusation, se rattache évidemment à la compétence des Chambres d'accusation; il porte que, *dans toutes les affaires*, les Cours Impériales, tant qu'elles n'ont pas décidé s'il y a lieu à accusation, peuvent d'office, *soit qu'il y ait ou non* une instruction commencée, ordonner des poursuites, *informer ou faire informer* et statuer sur la mise en accusation, sans l'intermédiaire de la Chambre du Conseil; ce qui résulte des dispositions de l'art. 239. Or, comment la Chambre d'accusation pourrait-elle exécuter l'art. 226, qui lui ordonne de prononcer, *par un seul et même arrêt*, sur les délits *connexes* dont les pièces se trouvent produites devant elle, si elle se trouvait dans l'obligation de restreindre son examen au seul fait et aux seules personnes sur lesquelles a prononcé la Chambre du Conseil?

Il pourrait arriver que la Chambre du Conseil n'eût fait porter l'ordonnance de prise de corps par elle rendue, que sur l'un des crimes qui résulteraient de l'instruction; qu'elle n'eût prononcé qu'à l'égard de l'un des prévenus, lorsque tous auraient dû être mis en accusation.

C'est pour suppléer à ces omissions, qu'a été décrété l'art. 235.

Ainsi, lorsque la Chambre d'accusation se trouve saisie, soit par la voie de l'opposition, soit par une ordonnance de renvoi de la Chambre du Conseil, elle peut ordonner de nouvelles informations, non-seulement sur le fait porté dans l'ordonnance de renvoi, non-seulement à l'égard de l'individu mis sous le poids d'une ordonnance de prise de corps, mais sur tous les faits *connexes*, et à l'égard de toutes les personnes qui peuvent y avoir *coopéré*, soit comme auteurs, soit comme complices.

Mais cette autorisation n'est donnée à la Chambre d'accusation, qu'autant qu'elle n'a pas encore prononcé sur la mise en accusation du prévenu : car, lorsqu'elle a prononcé, elle se trouve dépouillée; c'est une autre marche à suivre; elle est tracée dans l'art. 11 de la loi du 20 avril 1810, et dans l'art. 64 du décret impérial du 6 juillet suivant.

Tout ceci nous semble ne pouvoir pas donner lieu à une difficulté sérieuse; mais si la Chambre du Conseil avait prononcé sur le sort de *tous* les prévenus, si elle avait déclaré n'y avoir lieu à suivre que contre *l'un d'eux*, et s'il n'avait pas été formé d'opposition dans le délai à son ordonnance, la Chambre d'accusation qui ne serait saisie de l'affaire que par une ordonnance de prise de corps, portant sur *un seul* individu, serait-elle autorisée à ordonner de nouvelles informations à l'égard de ceux dont la mise en liberté aurait été ordonnée, et même à les mettre en accusation, sans procéder à de nouvelles informations, si elle trouvait, dans les pièces, des indices suffisants de culpabilité contre eux?

VII. Si la Chambre du Conseil avait déclaré n'y avoir lieu à suivre contre aucun des prévenus, ce serait chose définitivement jugée *en l'état*, à l'égard de *tous*, s'il

n'avait pas été formé d'opposition à son ordonnance ; de sorte qu'il n'y aurait plus que la *survenance de nouvelles charges* qui pourrait faire renouveler les poursuites contre eux, et la Chambre d'accusation ne serait pas autorisée à prendre l'initiative des nouvelles poursuites.

Comment concevoir, d'après cela, que les mêmes indices que la Chambre du Conseil aurait trouvés insuffisants à l'égard de *quelques-uns* des complices, pussent être autrement appréciés par la Chambre d'accusation, sans que l'ordonnance de la Chambre du Conseil eût été attaquée par la voie de l'opposition, *en ce qui les concerne*, sur le seul motif qu'elle se trouverait saisie par le renvoi qui lui aurait été fait de l'affaire, relativement à l'un d'eux ?

Comment concevoir que la Chambre d'accusation fût autorisée à ordonner de nouvelles informations *contre eux*, sans y avoir été provoquée, et lorsque les choses seraient encore dans le même état que quand l'ordonnance de la Chambre du Conseil, non attaquée par les voies de droit, aurait été rendue ?

Rien assurément ne pourrait y autoriser la Chambre d'accusation, si l'on retranchait du Code d'instruction criminelle l'art. 235 ; mais cet article ayant déclaré que, *dans toutes les affaires*, et tant que la Chambre d'accusation n'a pas prononcé sur la mise en accusation, elle peut *d'office*, soit qu'il y ait en une instruction *commencée ou non par les premiers Juges*, ordonner de nouvelles informations, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra ; il serait difficile de lui contester le droit de se livrer à un nouvel examen de la culpabilité des prévenus, en faveur desquels la Chambre d'accusation a déclaré n'y avoir lieu à suivre.

L'art. 235 ne dit pas bien précisément, il est vrai, que la Chambre d'accusation pourra ordonner de nouvelles informations contre ceux des prévenus *en faveur desquels* il a été déclaré *n'y avoir lieu à suivre* ; mais ne le suppose-t-il pas en parlant de *toutes les affaires*, sans réserve, et de *toutes* celles qui auraient même *commencé à être instruites par les premiers Juges* ?

Cependant, cela semble établir un second degré de juridiction, lorsque, dans les principes du Code, les affaires ne peuvent être soumises à la Chambre d'accusation, que dans le cas de *renvoi* par la Chambre du Conseil, ou d'*opposition* qui doit être formée dans les vingt-quatre heures, *sous peine de déchéance*, ainsi que la Cour de cassation l'a jugé le 13 septembre 1811, au rapport de M. Favard ; attendu que le défaut d'opposition dans le délai, constitue la *chose jugée, jusqu'à survenance de nouvelles charges* ; mais il n'était pas question, dans cette affaire, de l'application de l'art. 235.

L'arrêt fut rendu dans les vrais principes, et nous nous emparons de la restriction qui termine ses considérans, *jusqu'à survenance de nouvelles charges*, pour établir une distinction que nous croyons concilier parfaitement les dispositions de l'art. 235, avec celles des art. 133, 135 et 217.

Lorsqu'il a été déclaré par la Chambre du Conseil *qu'il n'y a pas lieu à suivre*

contre *quelques-uns des prévenus*, en mettant, par la même ordonnance, *d'autres prévenus* du même crime, sous le poids d'une ordonnance de prise de corps, la Chambre d'accusation qui se trouvo saisie de l'affaire par ce renvoi, a plein pouvoir pour ordonner de *nouvelles* informations, et, dans le cas de survenance de nouvelles charges contre les prévenus mis en liberté, de prononcer leur mise en accusation, sans renvoi à la Chambre du Conseil, pour l'appréciation des nouvelles charges. (*Art. 239.*)

Mais la Chambre d'accusation ne pourrait mettre en accusation les individus contre lesquels la Chambre du Conseil a déclaré n'y avoir lieu à suivre, sans avoir ordonné préalablement qu'il serait procédé à de nouvelles informations, puisque, *dans l'état*, la Chambre du Conseil était la seule autorité compétente pour prononcer sur le sort des prévenus, et que son ordonnance n'a pas été attaquée par les voies de droit.

ARTICLE CCXXIX.

Si la Cour n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou si elle ne trouve pas des indices suffisans de culpabilité, elle ordonnera la mise en liberté du prévenu; ce qui sera exécuté sur-le-champ, s'il n'est retenu pour autre cause.

Dans le même cas, lorsque la Cour statuera sur une opposition à la mise en liberté du prévenu, prononcée par les premiers Juges, elle confirmera leur ordonnance; ce qui sera exécuté comme il est dit au précédent paragraphe.

OBSERVATIONS.

I. Cet article se compose de deux dispositions particulières.

La première est relative au cas où la Chambre d'accusation n'aperçoit aucune trace du délit prévu par la loi dans le fait dénoncé, et où, lors même qu'elle en apercevrait, elle ne trouve pas, dans l'instruction, des indices suffisans de culpabilité.

La deuxième l'est au jugement à rendre par la Chambre d'accusation, sur l'opposition formée contre l'ordonnance émanée de la Chambre du Conseil, portant qu'il n'y a lieu à suivre.

II. Lorsque la Chambre d'accusation n'aperçoit dans le fait imputé au prévenu ni crime, ni délit, ni contravention, elle n'a plus rien à examiner.

Mais lorsqu'elle trouve dans l'instruction quelques *traces* d'un délit prévu par la loi, elle est tenue de rechercher s'il existe des indices suffisans de culpabilité.

Les deux choses doivent concourir pour qu'il puisse y avoir lieu à la mise en

accusation du prévenu ; car un délit ne peut être poursuivi lorsqu'il n'y a pas une personne désignée, contre laquelle il s'élève des indices suffisans de culpabilité. (*Arrêt du 27 brumaire an xi.*)

III. Mais il suffit qu'il existe quelques *traces* d'un délit prévu par la loi, pour que la Chambre d'accusation doive se livrer à l'examen des preuves de culpabilité de la personne indiquée pour en être l'auteur ou le complice : c'est ce qui résulte de ces termes de l'art. 229, *si la Cour n'aperçoit aucune trace d'un délit.*

Le motif que le Législateur a eu pour n'exiger que des traces du crime pour la mise en accusation du prévenu, c'est qu'il a réservé à la Cour d'Assises à juger d'après des débats publics, la culpabilité de l'accusé ; et qu'accorder sur ce point l'initiative à la Chambre d'accusation, eût été la rendre juge du fond de l'affaire, lorsqu'elle doit se borner, d'après son institution, à préparer la décision du Jury.

IV. Mais s'il suffit que la Chambre d'accusation aperçoive quelques *traces* du fait dénoncé, pour qu'elle doive se livrer à l'appréciation des circonstances qui tendent à faire présumer le prévenu coupable de l'avoir commis, il faut que le fait qui forme l'objet des poursuites soit de nature à constituer un *délit prévu par la loi* ; car une action peut être blâmable, sans qu'il en résulte nécessairement qu'elle constitue un véritable délit, et les seuls délits sont soumis à l'action de la justice.

V. En supposant l'existence d'un délit prévu par la loi, ce n'est point encore assez pour faire mettre le prévenu en accusation, ni pour le faire renvoyer aux Tribunaux correctionnels ou de police : il faut que le prévenu soit désigné de manière à éviter toute méprise dans l'exécution.

VI. L'art. 229 ne parle pas, il est vrai, de la *désignation* du prévenu ; mais il n'y a pas besoin de lois pour ordonner ce que la raison et la justice commandent.

On en trouve néanmoins l'ordre formel dans l'art. 243, portant que l'ordonnance de prise de corps doit contenir le nom, le signalement et le domicile du prévenu, lorsqu'ils sont connus ; et dans l'art. 95, qui veut également que dans les mandats le prévenu soit nommé ou désigné le plus clairement possible.

Toutes les fois que les Cours et les Tribunaux se sont écartés de ce précepte de la loi, la Cour de cassation les a rappelés à son exécution, en annulant leurs ordonnances et leurs jugemens.

Nous avons déjà cité un arrêt qui prononça l'annulation d'un jugement de condamnation rendu contre des *quidams*, soldats, hussards et canoniers, et nous pouvons citer encore ceux rendus dans des circonstances à-peu-près semblables, les 27 et 29 brumaire an x, et 27 brumaire an xi.

VII. Ce ne sont pas des *preuves* de la culpabilité du prévenu que la loi exige, pour qu'il puisse être mis en accusation ; il suffit d'*indices suffisans*, c'est-à-dire, de

fortes présomptions qui se rattachent au fait dénoncé ; car l'immoralité seule du prévenu ne serait pas un indice suffisant et capable de le faire mettre en accusation : ce n'est pas en effet une inquisition sur sa vie que la loi autorise , mais l'examen unique de sa culpabilité sur le fait dont la Justice fait , dans ce moment , la recherche.

VIII. En se livrant au double examen de savoir s'il y a quelques *traces* d'un délit prévu par la loi , et des *indices suffisans* de culpabilité d'un prévenu clairement *désigné*, la Chambre d'accusation doit combiner et apprécier toutes les circonstances qui peuvent résulter de l'instruction, qu'elles soient *à la charge* ou *à la décharge* du prévenu ; car, s'il importe qu'un coupable n'échappe pas au glaive de la Justice, il n'importe pas moins à la tranquillité des citoyens , que sur des indices insignifiants , que sur des présomptions vagues , un père de famille , un individu quelconque ne soit pas inconsidérément livré à la rigueur d'une instruction criminelle qui , dans le cas même d'acquittement , laisse toujours dans l'esprit une suspicion involontaire contre celui qui en a été l'objet.

Les auteurs du Code d'instruction criminelle ont suffisamment manifesté leur intention à cet égard , en autorisant le prévenu à fournir des *mémoires justificatifs* devant la Chambre d'accusation (*art. 217*) ; idée libérale , innovation heureuse qui devait nécessairement trouver place dans un Code fait sous les auspices d'un Héros Législateur.

IX. Lorsque la Chambre d'accusation ne découvre , dans la procédure , aucune trace de délit prévu par la loi , ou qu'elle n'y trouve pas d'indices suffisans de culpabilité du prévenu ;

Lorsqu'elle ne présume pas pouvoir obtenir des renseignemens plus étendus par de nouvelles informations ;

Elle doit ordonner de suite la mise en liberté du prévenu s'il n'est pas retenu pour autre cause.

X. L'arrêt par lequel la Chambre d'accusation l'ordonne ainsi , doit recevoir son exécution dans le plus court délai ; le Procureur-Général doit donner les ordres en conséquence :

XI. Mais serait-ce un motif suffisant pour faire envoir à la mise en liberté du prévenu ; que le recours en cassation qui serait dirigé contre l'ordonnance portant qu'il n'y a lieu à suivre ?

Cette question dépend de celle de savoir si le recours en cassation est recevable contre une ordonnance de ce genre ; et secondairement , s'il est recevable aussi bien de la part du plaignant qui s'est rendu partie civile , que de celle du Procureur-Général.

Il convient dès-lors d'examiner la question sous ce double rapport.

XII. Si le recours est recevable, il doit être formé *dans les trois jours* ; nous nous en sommes expliqués dans nos observations sur le chapitre LX du livre I.^{er}, et nous ne pouvons que nous référer à ce que nous avons dit à cet égard.

Nous ajouterons cependant un mot sur une difficulté qui peut s'élever pour déterminer le jour à compter duquel le délai de recours doit commencer à courir.

Sera-ce de celui seulement que le Procureur-Général et la partie civile en auront eu la connaissance officielle ?

XIII. On peut dire, d'une part, que le Code d'instruction criminelle n'exige pas du prévenu qu'il fasse la notification de l'ordonnance qui a prononcé sa mise en liberté.

Que c'est, au contraire, au Procureur-Général à lui en donner connaissance.

Que faire dépendre le délai du recours en cassation de la notification qui serait faite de l'ordonnance de mise en liberté par le prévenu, ce serait aggraver sa condition contre le vœu de la loi, qui ne lui accorderait plus une justice entière.

XIV. Mais, d'autre part, on peut dire que si le recours est recevable, il faut que celui qui est autorisé à le former soit instruit qu'il existe un jugement qui préjudicie à ses droits, et que ne pouvant être présent lorsque ce jugement est rendu, il devient indispensable qu'il lui en soit donné connaissance.

XV. Si le Législateur s'était occupé du recours à former contre l'ordonnance de la Chambre d'accusation, portant qu'il n'y a lieu à suivre, il aurait sans doute aplani cette difficulté ; ce qui eût été facile, en faisant injonction au Greffier de donner avis au Procureur-Général, que la Chambre d'accusation a prononcé, et de consigner cet avis à la suite de l'arrêt.

Cette lacune, dans le Code, peut aisément se réparer, et les Chambres d'accusation doivent s'empressez de le faire, en ajoutant à leurs arrêts, par une disposition expresse, qu'il en sera sur-le-champ donné connaissance par le Greffier au Procureur-Général, et que le Greffier certifiera l'exécution de cette formalité par procès-verbal, en marge ou à la suite de la minute de l'arrêt.

C'est l'unique moyen de prévenir l'arbitraire qui résulterait nécessairement d'un délai qui deviendrait indéfini par le fait, s'il ne devait commencer que du jour de la connaissance officielle donnée de l'arrêt au Procureur-Général, lorsque le Code n'a chargé personne de donner cette connaissance, et que le prévenu qui est en arrestation est moins dans le cas de l'avoir lui-même que de la donner aux autres.

XVI. Mais la discussion dans laquelle nous venons d'entrer serait sans objet, si le recours n'était pas recevable.

Dans les premiers instans de la mise en activité du Code d'instruction criminelle, on a douté qu'il le fût, soit à raison de ce que le Code ne l'avait pas spécialement autorisé, soit parce que la Chambre d'accusation, remplaçant le Jury d'accusation,

dont la déclaration ne pouvait être attaquée par aucune voie, il ne semblait pas que son arrêt dût avoir moins d'autorité.

Mais le Jury d'accusation ne motivait pas sa déclaration; elle ne devait porter d'ailleurs que sur la culpabilité du prévenu; le Jury d'accusation ne pouvait s'occuper du point de savoir si le fait dénoncé était de nature à mériter une instruction criminelle; tandis que la Chambre d'accusation doit motiver son arrêt, et qu'elle est chargée du double examen du point de droit et du point de fait.

XVII. Ce changement dans la forme de procéder devait nécessairement en apporter un dans le résultat; ce qui a fait établir une distinction entre le cas où la Chambre d'accusation a motivé son arrêt, sur le défaut d'indices suffisans de culpabilité, et celui où elle l'a motivé, sur ce que le fait dénoncé ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention.

Dans le premier, le recours est évidemment non-recevable, puisque la Chambre d'accusation n'a prononcé que sur un point de *fait* qui sort nécessairement des attributions de la Cour de cassation; une pareille déclaration, d'ailleurs, quoique émanée d'une Cour souveraine, ne peut être un brevet d'impunité en faveur du prévenu qui, par la suite, serait reconnu coupable, puisqu'elle ne pourrait empêcher qu'il fût repris et poursuivi à raison du même fait, dans le cas où il surviendrait contre lui de nouvelles charges. (*Art. 246.*)

L'arrêt motivé sur le défaut d'indices suffisans, n'est en effet qu'un simple jugement préparatoire et d'instruction: il n'emporte qu'une décision provisoire.

La difficulté ne pouvait donc porter que sur le recours contre les arrêts motivés sur ce que le fait dénoncé ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention.

Et comme, dans cette hypothèse, c'est une véritable question de compétence qui a été jugée, et qu'elle l'a été définitivement, la Cour de cassation a décidé que le recours du Procureur-Général était recevable, attendu qu'en le jugeant ainsi, la Chambre d'accusation a pu violer les règles de compétence, en donnant à la loi une fautive interprétation; et une semblable violation des principes ne pouvait rester impunie, dès qu'il était dans l'intention du Législateur qu'il s'établît une uniformité de jurisprudence et d'actions en matière criminelle comme en matière civile; or, le seul moyen à prendre pour que la loi fût entendue et appliquée de la même manière par toutes les Cours de l'Empire, était celui d'autoriser le recours en cassation.

Il importe, en effet, que dans tel département un fait ne puisse être réputé *crime*, lorsque dans tel autre la même action imputée au prévenu serait considérée comme *innocente*.

XVIII. La Cour de cassation ne pouvait donc hésiter à recevoir le recours du Procureur-Général, lorsqu'il le fondait sur ce que la Chambre d'accusation avait

motivé son arrêt, sur ce que le fait dénoncé ne constituait pas un crime, si réellement il se trouvait en constituer un, aux termes des lois pénales.

Il y en eut un premier arrêt, le 4 avril 1811, et un second rendu par les sections réunies, sous la présidence du Grand-Juge, le 27 juin suivant.

Dans l'espèce du premier de ces arrêts, un enfant âgé *moins de seize ans*, avait été mis en prévention d'un vol qui rentrait dans les dispositions de l'art. 386 du Code pénal; mais attendu son âge, et que le prévenu avait agi *sans discernement*, dans la manière de voir de la Chambre d'accusation, elle avait renvoyé l'affaire à la police correctionnelle.

Dans l'espèce du deuxième, il était question d'un vol commis dans un *hôtel garni*; et la Chambre d'accusation avait déclaré que ce vol ne constituait pas un crime, attendu qu'il ne pouvait être rangé dans la classe des vols commis dans les *hôtels*.

Il y avait eu recours contre ces deux arrêts, de la part du Ministère public : ils furent déclarés recevables et fondés.

Les Chambres d'accusation d'Orléans et d'Amiens, auxquelles la connaissance de la deuxième affaire fut successivement renvoyée, jugèrent, comme l'avait fait la Chambre d'accusation de Paris, que les vols commis dans les *hôtels garnis* ne devaient pas être assimilés aux vols faits dans les *hôtels*; mais ces Cours n'élevèrent aucun doute sur la *recevabilité* du recours en cassation.

XIX. Il ne fut pas élevé non plus de doute sur le point de savoir si l'annulation de l'arrêt pouvait être prononcée dans l'intérêt des parties, ou seulement dans l'intérêt de la loi : dès qu'en effet on est forcé de convenir que le recours du Procureur-Général est recevable, comme il ne porte pas sur un arrêt *d'acquiescement* d'après des débats établis devant une Cour d'Assises ou spéciale, c'est nécessairement le cas de prononcer dans l'intérêt des parties. La Cour de cassation n'a pas hésité à le juger ainsi, par les deux arrêts que nous venons de rappeler, en renvoyant les prévenus à subir une nouvelle épreuve devant les nouvelles Chambres d'accusation (1).

(1) Les arrêts des 4 avril et 27 juin 1811, ont jugé d'autres questions très-importantes, mais qui appartiennent plus au Code pénal qu'au Code d'instruction criminelle; cependant, comme ils établissent des points de compétence, il ne sera pas inutile de les faire connaître.

En voici les considérans :

Par le premier, rendu au rapport de M. Buschop, la Cour,

« Considérant, que Daniel et Ferdinand sont prévenus d'un vol de complicité dans une maison habitée, qui, d'après l'art. 386 du Code pénal, emporte la peine de la réclusion; que cette peine étant afflictive et infamante, selon l'art. 7, il s'ensuit, d'après l'art. premier du même Code, que le vol dont il s'agit est un crime; qu'ainsi la connaissance en appartient aux Cours criminelles, suivant le prescrit de l'art. 231 du Code d'instruction criminelle;

XX. Ce n'est que lorsqu'un arrêt ou un jugement est dénoncé à la Cour de cassation, par le Procureur-Général établi près d'elle, après que les délais de recours

» Que lesdits prévenus ne peuvent être soustraits à la poursuite criminelle, à raison de leur âge qui est au-dessous de seize ans, puisque cette circonstance d'âge doit, selon les articles 340 et 346 dudit Code d'instruction criminelle, donner matière à une question dont la décision entre dans les attributions du Jury, et qu'il ne peut y avoir de Jury que dans les affaires qui s'instruisent criminellement devant les Cours d'Assises ;

» Qu'il suit delà qu'en renvoyant les prévenus devant le Tribunal de police correctionnelle, la Cour Impériale de Paris a violé les règles de compétence établies par la loi. »

Par le deuxième, rendu au rapport de M. Oudant, la Cour,

« Considérant que les mots *hôtelleries, auberges*, employés dans l'art. 386, sont des expressions générales qui comprennent, selon leur acception commune et reconnue, les hôtels et maisons, ou parties d'hôtel et de maison où l'on est reçu moyennant un prix ou une rétribution pour y prendre le logement ou la nourriture ;

» Que cet art. 386, et les art. 475, 154 et 73, ont pour objet toutes les personnes que l'on entend ordinairement sous les noms d'*aubergistes, hôteliers, logeurs et loueurs en maison garnie* ; que ces articles prononcent contre eux les mêmes peines, leur imposent les mêmes obligations, et les soumettent à la même responsabilité civile ; que si deux de ces articles emploient seulement les expressions générales *aubergistes et hôteliers*, l'art. 154 emploie les mots *logeurs et aubergistes*, et que l'art. 475 emploie cumulativement les mots *hôteliers, logeurs et loueurs en maison garnie* ; que cet art. 475 après avoir ainsi nommé les *hôteliers, aubergistes, logeurs et loueurs en maison garnie*, rappelle la responsabilité prescrite par l'art. 73, relativement aux personnes qui logent chez eux : d'où il suit qu'il faut entendre cet art. 73, ainsi que l'art. 386, comme s'ils énuméraient aussi les *hôteliers, aubergistes, logeurs et loueurs en maison garnie*, quoiqu'ils emploient seulement les mots *hôteliers et aubergistes* ;

» Que ces dispositions du Code pénal sont fondées sur la confiance nécessaire que le voyageur doit accorder durant son voyage, tantôt à un *aubergiste*, tantôt à un *logueur*, tantôt à un *loueur d'hôtel garni* ; qu'elles ne lui ont pas refusé dans un lieu la garantie qu'elles lui ont accordée dans un autre ; qu'elles n'ont pas voulu que le *loueur d'hôtel garni*, coupable du vol des effets d'un voyageur, fût puni d'un simple emprisonnement, tandis que l'*aubergiste*, dans le même cas, doit subir une peine afflictive et infamante.

» Considérant qu'Anne Bernard, femme Colin, est prévenue d'avoir commis plusieurs vols dans une maison garnie où elle était reçue : que l'art. 386 du Code pénal porte contre cette action la peine de la réclusion ; que suivant les art. 1, 6 et 7, cette peine étant afflictive et infamante, la femme Colin, en exécution de l'art. 231, a dû être renvoyée à la Cour d'Assises, s'il existe contre elle des charges suffisantes pour motiver la mise en accusation ; que néanmoins la Cour Impériale d'Orléans, par son arrêt du 21 mai 1811, a renvoyé la femme Colin devant le Tribunal correctionnel d'Orléans ; qu'elle a ainsi violé les règles de compétence établies par la loi.

» Par ces motifs, la Cour, faisant droit sur le recours du Procureur-Général près la Cour Impériale d'Orléans, casse et annule, etc., etc. »

sont expirés, que le droit étant acquis aux parties, l'annulation ne doit être prononcée que dans l'intérêt de la loi.

XXI. Si le recours du Procureur-Général est recevable, celui de la partie civile l'est-il également ?

Cette question ne peut avoir d'importance dans l'intérêt de la partie civile, que lorsqu'il n'y a pas eu de recours par le Procureur-Général.

On oppose contre la régularité du recours de la partie civile, qu'elle n'est pas partie principale en cause : que si le Code l'autorise à intervenir dans son intérêt devant les Tribunaux criminels, ce n'est que par exception au droit commun qui ne lui donne réellement action qu'au civil ;

Qu'il résulte de là que si le Procureur-Général ne voit, comme l'a fait la Chambre d'accusation, qu'un fait non qualifié crime, délit, ou contravention par la loi, il ne peut appartenir à la partie civile de prétendre lui donner une autre qualification.

XXII. Mais comment refuser à la partie civile la voie du recours en cassation contre l'arrêt de la Chambre d'accusation, portant que le fait imputé au prévenu ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, lorsque le Code d'instruction criminelle, art. 135, l'autorise à former opposition, dans le même cas, à l'ordonnance émanée de la Chambre du Conseil, et qu'il l'autorise même à former cette opposition, lorsque la Chambre du Conseil ne s'est fondée que sur ce qu'elle n'a pas trouvé, dans l'instruction, d'indices suffisants de culpabilité ?

Si la partie civile peut soumettre à la révision de la Chambre d'accusation, l'ordonnance rendue par la Chambre du Conseil, pourquoi se trouverait-elle privée de soumettre à la Cour de cassation, la révision de l'arrêt de la Chambre d'accusation, intervenu sur son opposition ?

Pour lui refuser cette faculté, ne faudrait-il pas trouver dans le Code une disposition expresse à ce sujet ?

XXIII. Que la partie civile qui n'a pas formé opposition à l'ordonnance rendue par la Chambre du Conseil, ne soit pas recevable à se pourvoir contre l'arrêt qui en aura prononcé la confirmation, lors même que cette ordonnance aura été déférée à la Chambre d'accusation, sur l'opposition du Procureur-Impérial, cela se conçoit, l'ordonnance de la Chambre du Conseil ayant passé contre elle, en force de chose jugée.

Mais lorsque la Chambre du Conseil a déclaré *y avoir lieu à suivre* ; lorsqu'elle a décerné une ordonnance de prise de corps contre le prévenu, l'ordonnance de la Chambre du Conseil s'étant trouvée soumise de droit, dans l'intérêt de toutes les parties, à la révision de la Chambre d'accusation, n'y a-t-il pas même raison pour accorder à la partie civile le droit de se pourvoir contre l'arrêt

de la Chambre d'accusation, qu'il y en a pour lui accorder la faculté de se pourvoir contre l'ordonnance de la Chambre du Conseil ?

XXIV. Cela ne répond pas à l'objection tirée de ce que le Procureur-Général ne s'est pas lui-même pourvu contre l'arrêt émané de la Chambre d'accusation, et de ce qu'il a reconnu par son acquiescement que le fait dénoncé ne constitue pas un véritable délit.

Cette objection fut présentée et rejetée dans l'affaire Ragoulleau, jugée par arrêt du 9 mars 1811, sur les conclusions de M. le Procureur-Général Merlin. Mais ce n'était pas par la voie du recours contre l'arrêt de la Chambre d'accusation, que la Cour de cassation avait été saisie.

La question du procès était uniquement celle de savoir si, lorsque le Ministère public acquiesce à l'arrêt rendu sur appel en matière *correctionnelle*, portant qu'il n'y a lieu à suivre, la partie civile est recevable à recourir en son nom contre l'arrêt qui l'a prononcé ainsi.

XXV. Ragoulleau avait porté plainte en banqueroute contre Lagorce.

En vertu d'ordonnance rendue par le Directeur du Jury, conforme aux réquisitions du Magistrat de sûreté, le Tribunal correctionnel avait été saisi.

Sur l'appel de Lagorce, il était intervenu arrêt par lequel Ragoulleau avait été déclaré non-recevable dans sa plainte, par défaut d'intérêt et de qualité.

Il avait été déclaré, au surplus, qu'il n'y avait lieu à suivre.

Le Procureur-Général n'avait pas attaqué cet arrêt par la voie de la cassation. Ragoulleau s'était pourvu dans le délai de la loi, Dans la forme, son recours était régulier.

Lagorce opposa pour fin de non-recevoir, contre le recours de Ragoulleau, que sa cause était si intimement liée à celle du Ministère public, que *l'une et l'autre étaient asservies à la même marche et à la même destinée*; que, comme le Ministère public n'avait pas tenté de recours contre l'arrêt dénoncé, on devait en conclure que le réclamant était non-recevable à se présenter *seul* pour l'attaquer; que, par conséquent, toute audience devait lui être déniée, sur le mérite de l'arrêt qu'il dénonçait à la Cour de cassation.

Mais la Cour de cassation rejeta cette fin de non-recevoir,

« Attendu que Ragoulleau ayant été partie dans le jugement de police correctionnelle, et dans l'arrêt rendu sur l'appel de ce jugement, il avait essentiellement le droit de se pourvoir contre ledit arrêt. »

XXVI. Bien jugé, dit-on, pour le cas du recours contre les arrêts rendus sur appel en matière *correctionnelle*; mais ce principe ne peut être applicable aux matières *criminelles*.

On répond que le principe posé dans l'arrêt du 9 mars 1811, est *absolu*; qu'il

suffit d'avoir été partie dans un arrêt, pour avoir le droit de prendre toutes les voies autorisées pour faire réparer dans son intérêt l'injustice que l'on prétend en résulter.

Aussi, ajoute-t-on, l'art. 135 du Code d'instruction criminelle accorde indifféremment à la partie civile le droit d'opposition, soit que les poursuites aient porté sur un crime, soit qu'elles aient eu pour objet un délit ou une simple contravention.

Vainement objecte-t-on que l'art. 412 du Code d'instruction criminelle n'autorise le recours en cassation de la partie civile, que *dans ses intérêts civils*, et seulement lorsque les condamnations prononcées contre elle sont *supérieures* aux demandes de la partie acquittée ou absoute.

Cet art. est inapplicable à l'espèce : il ne dispose que pour le cas où il y a eu ordonnance d'acquit ou arrêt d'absolution ; et sur le recours contre l'arrêt de la Chambre d'accusation qui déclare n'y avoir lieu à suivre, il ne peut être question que du point de savoir si le fait dénoncé peut donner lieu à des recherches et à des poursuites.

Cette doctrine a été condamnée par un arrêt solennel, rendu dans l'affaire Rancés dont nous rapporterons l'espèce sur l'art. 246.

XXVII. Le prévenu doit demeurer en arrestation, jusqu'à ce qu'il ait été statué par la Cour de cassation sur le recours ; puisque si le recours était accueilli, le procès devrait être renvoyé à un nouvel examen, et que dès-lors il importe que le prévenu reste sous la main de la Justice.

XXVIII. Le recours serait non-recevable s'il avait été formé *hors le délai*, ou s'il portait sur un arrêt qui aurait fait une simple *appréciation des preuves et des indices* à la charge du prévenu : cependant, dans ce cas-là même, la liberté ne pourrait être rendue au prévenu avant que la Cour de cassation eût déclaré le recours non-recevable ; car il n'appartient qu'à elle de prononcer sur l'admissibilité ou la non recevabilité du recours en cassation.

XXIX. Dès qu'il y a recours contre un arrêt ou contre un jugement qui en est susceptible, toutes choses doivent rester en état, jusqu'à ce qu'il y ait été légalement prononcé.

C'est ce qui fut jugé le 6 avril 1811, Section criminelle, au rapport de M. Liborel, et ce que la Cour de cassation avait déjà jugé, en Sections réunies, au rapport de M. Vergès, le 30 brumaire an xiv.

Par ce dernier arrêt,

La Cour faisant droit sur les réquisitions de M. le Procureur-Général-Impérial, cassa et annula *spécialement* le procès-verbal dressé par l'Huissier Royer, le 29 vendémiaire an xiv ; déclara l'emprisonnement du receveur Danségure, ainsi que l'acte d'écrou de sa personne, nuls et de nul effet, et prononça l'interdiction de l'Huissier Royer pendant un mois.

Attendu que l'Huissier Royer, au lieu de surseoir, ainsi que la loi le lui commandait, au lieu de laisser aux parties le droit de faire décider, par l'autorité compétente, la question élevée, s'était permis arbitrairement d'emprisonner le receveur et de l'écraser; et qu'un procédé aussi illégal, aussi vexatoire et un abus aussi étrange de pouvoir, devaient être réprimés.

XXX. Par l'arrêt rendu au rapport de M. Liborel, la Cour de cassation prononça ainsi :

- « Attendu que la déclaration de pourvoi a été faite dans le délai prescrit par » la loi ;
- » Que le jugement rendu au préjudice de ce pourvoi a été déterminé, parce » que la réclamante s'y était rendue *non-recevable*, faute d'avoir consigné l'amende, » et d'avoir déposé sa requête en pourvoi dans le délai de dix jours ;
- » Attendu qu'en le jugeant ainsi, le Tribunal de police du canton d'Oudenaarde » a violé tout à-la-fois les règles de compétence, en s'attribuant un pouvoir qui » était exclusivement dans les attributions de la Cour de cassation, et contrevenu » aux dispositions de l'art. 440 du Code de brunaire an iv :
- » La Cour casse et annulle, etc. »

XXXI. Si le prévenu avait été mis en liberté, en exécution de l'arrêt de la Chambre d'accusation, avant la déclaration du recours en cassation, il ne devrait pas être réintégré dans la maison d'arrêt : car, en vertu de quelle ordonnance, ou de quel jugement pourrait-il l'être ?

Il ne subsiste plus, contre lui, de mandat ni d'ordonnance de prise de corps. En déclarant qu'il n'y a lieu à suivre, la Chambre d'accusation a implicitement déclaré qu'ils devaient être considérés comme non-avenus. Un simple recours en cassation ne peut avoir la force ni d'une ordonnance de prise de corps, ni d'un décret d'accusation, ni d'un jugement ; et aucune arrestation ne peut être faite qu'en vertu de mandat, d'ordonnance de prise de corps, de décret d'accusation ou de jugement. (*Art. 78 de l'Acte constitutionnel.*)

XXXII. Le Procureur-Général et la partie civile qui, par suite d'un recours *non-recevable*, auraient induement retenu l'accusé en arrestation, se trouveraient exposés, le premier à la prise à partie, le second à une action en dommages-intérêts.

Il y a lieu à prise à partie, toutes les fois qu'il y a détention arbitraire, par le fait d'un Fonctionnaire public (*Art. 505 du Code de procédure civile.*) ; et, si l'art. 136 veut que la partie civile qui succombe dans l'opposition qu'elle a formée contre l'ordonnance de mise en liberté du prévenu, soit condamnée à des dommages-intérêts, à plus forte raison doit-elle y être condamnée, lorsqu'elle succombe dans un recours en cassation qu'elle n'a pas le droit de former, et qui est, dès lors, un procédé vexatoire.

ARTICLE CCXXX.

Si la Cour estime que le prévenu doit être renvoyé à un Tribunal de simple police, ou à un Tribunal de police correctionnelle, elle prononcera le renvoi et indiquera le Tribunal qui doit en connaître.

Dans le cas de renvoi à un Tribunal de simple police, le prévenu sera mis en liberté.

OBSERVATIONS.

I. APRÈS s'être occupé, dans l'art. 229, du cas où le fait imputé au prévenu ne constitue pas un crime prévu par la loi, le Code détermine ce que doit faire la Chambre d'accusation, lorsque l'individu contre lequel il a été décerné une ordonnance de prise de corps ne se trouve prévenu que d'un délit correctionnel, ou d'une contravention de police.

L'art. 230 veut qu'alors le prévenu soit renvoyé devant le Tribunal qui doit en connaître et qui doit être indiqué, afin d'éviter toute difficulté dans l'exécution.

II. La Chambre d'accusation étant autorisée à faire le renvoi de l'affaire devant le Tribunal qu'elle indique, il en résulte qu'elle peut faire ce renvoi devant tout autre Tribunal que celui qui a fait la première instruction; ce que ne peut faire la Chambre du Conseil, qui doit toujours renvoyer devant le Tribunal du lieu. (*Art. 129 et 130.*)

III. Mais la Chambre d'accusation pourrait-elle régulièrement indiquer un Tribunal pris hors de son ressort?

L'art. 230 ne le défend pas.

Cependant nous ne pensons pas que la Chambre d'accusation le pût régulièrement, à moins que le Tribunal auquel serait fait le renvoi, ne fût celui du lieu du délit ou de la résidence du prévenu, et qu'aucun Tribunal de son ressort ne fût compétent pour en connaître.

IV. Le motif qui a fait établir la différence qui existe entre les dispositions des articles 129 et 130, c'est que la Chambre du Conseil n'a qu'un pouvoir restreint à son arrondissement, tandis que la Chambre d'accusation en a un qui s'étend sur tout le ressort de la Cour Impériale.

Lorsque la Chambre du Conseil renvoie devant le Tribunal correctionnel établi près d'elle, elle ne fait qu'un acte d'instruction; tandis qu'en décernant contre le prévenu une ordonnance de prise de corps, elle préjuge sa culpabilité; ce qui peut être un motif pour la Chambre d'accusation de ne pas renvoyer devant les mêmes Juges.

676 CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Cependant l'art. 230 laisse la faculté à la Chambre d'accusation de renvoyer devant le Tribunal dont la Chambre du Conseil a décerné l'ordonnance de prise de corps : mais il est convenable que la Chambre d'accusation ne renvoie le jugement de l'affaire au même Tribunal, que lorsqu'il y reste d'autres Juges en nombre suffisant pour en connaître.

Si l'art. 230 ne dit pas que les Juges qui ont coopéré à rendre l'ordonnance de prise de corps, ne peuvent rester Juges de l'affaire, dans le cas de renvoi par la Chambre d'accusation au Tribunal correctionnel, cela semble résulter assez clairement des dispositions de l'art. 257 qui ne permet pas que les Magistrats de la Cour Impériale qui ont voté sur la mise en accusation puissent demeurer Juges de l'affaire aux débats.

La Chambre du Conseil qui a rendu l'ordonnance de prise de corps contre le prévenu, n'a pas, il est vrai, voté l'accusation du prévenu ; mais elle a préparé ce vœu, autant qu'il était en elle de le faire ; et en décernant l'ordonnance de prise de corps, elle a énoncé une opinion défavorable au prévenu, ce qui établit, à son égard, une suspicion légitime.

V. Le Code d'instruction criminelle ne dit pas non plus que la Chambre d'accusation doit prononcer l'annulation de l'ordonnance de prise de corps, lorsqu'elle ne voit dans le fait imputé au prévenu qu'un délit ou une contravention ; mais cela devenait inutile, dès qu'il avait déclaré qu'il ne pouvait être décerné d'ordonnance de prise de corps, que dans le cas de prévention de *crime*.

Le simple renvoi de l'affaire au Tribunal correctionnel ou au Tribunal de police anéantit l'effet de l'ordonnance de prise de corps, laquelle demeure comme non-avenue.

VI. Lorsque la Chambre d'accusation n'aperçoit qu'une contravention dans le fait imputé au prévenu, elle doit ordonner sa mise en liberté, lors même que par le résultat du jugement définitif, le prévenu pourrait être condamné à l'*emprisonnement* ; le prévenu de simple contravention ne peut être éventuellement retenu en arrestation.

VII. Si le Code refuse aux Chambres du Conseil et d'accusation le pouvoir qu'elle accorde au Tribunal correctionnel qui se trouve saisi d'une affaire de la compétence du Tribunal de police, d'appliquer au prévenu les peines de police, la raison en est qu'il s'est établi des débats devant le Tribunal correctionnel, ce qui l'a mis à même d'apprécier la culpabilité du prévenu, tandis qu'il ne peut s'en établir devant les Chambres du Conseil et d'accusation.

VIII. Quant aux délits dont la connaissance est attribuée à la police correctionnelle, la Chambre d'accusation doit-elle suivre ce qui est prescrit, en pareil cas, à la Chambre du Conseil, par les art. 130 et 131 ?

Pour l'affirmative, on peut dire que la Chambre d'accusation n'est appelée à

faire que ce que la Chambre du Conseil aurait dû faire ; que la condition du prévenu ne peut empirer de ce que la Chambre du Conseil se serait trompée sur l'appréciation de son délit.

Mais on peut répondre que l'art. 230 a restreint les pouvoirs de la Chambre d'accusation, quant à la mise en liberté du prévenu, au seul cas où il s'agit d'une simple *contravention* ; d'où il suit que le prévenu de *délit* doit nécessairement être renvoyé en état d'arrestation devant le Tribunal indiqué.

Il nous semble que ce serait aller beaucoup trop loin, que de faire une application aussi rigoureuse de la disposition de l'article 230 qui, ne s'étant pas occupé de la question, l'a laissée toute entière dans les termes du droit commun ; et la Chambre d'accusation, ne faisant que remplir une fonction attribuée à la Chambre du Conseil, le prévenu ne peut pas être plus sévèrement traité par elle, qu'il n'aurait pu l'être par la Chambre du Conseil.

Ainsi, l'art. 230 doit être combiné avec les art. 130 et 131, et rien ne s'oppose à ce que la Chambre d'accusation ordonne la mise en liberté du prévenu, en prononçant le renvoi de l'affaire à la police correctionnelle, dans les mêmes cas où la Chambre du Conseil pourrait elle-même l'ordonner.

IX. Nous ne dissimulons pas, cependant, que cette opinion peut être combattue par des raisonnemens assez plausibles ; et, en effet, l'art. 131 n'autorise la Chambre du Conseil à mettre le prévenu en liberté, qu'à la charge de se représenter à *jour fixe* devant le Tribunal compétent, et l'art. 230 n'a pas mis d'une manière expresse, dans les attributions de la Chambre d'accusation, de révoquer les mandats qui ont pu être décernés.

Mais l'art. 230 lui en suppose nécessairement le pouvoir, puisque, quand il y aurait eu mandat d'*arrêt* contre le prévenu qui se serait rendu coupable d'une simple contravention, il n'en devrait pas moins être mis en liberté, en vertu de l'arrêt de la Chambre d'accusation portant renvoi de l'affaire au Tribunal de police.

Si la Chambre d'accusation ne peut, par son arrêt de renvoi au Tribunal correctionnel, indiquer *un jour fixe* pour la comparution du prévenu, elle peut dire que le prévenu se représentera au jour qui sera indiqué par la citation ; ce qui sera bien réellement l'indication d'un jour fixe.

La Chambre du Conseil n'étant autorisée par l'art. 131 à prononcer la mise en liberté du prévenu, que dans le cas où le délit n'emporte pas l'application de l'emprisonnement *correctionnel*, la Chambre d'accusation ne pourrait non plus la prononcer que dans le même cas.

X. Le prévenu qui se trouve sous le poids d'une ordonnance de prise de corps, ou d'un mandat de dépôt ou d'arrêt, peut n'être pas en *arrestation*, lorsque la Chambre d'accusation prononce sur son sort, et l'art. 130 porte simplement que,

si le prévenu est en *arrestation*, il sera renvoyé en cet état devant le Tribunal correctionnel.

Doit-on conclure de là que si le prévenu n'a pas été constitué prisonnier, il doit continuer à jouir de sa liberté ?

Cette proposition serait insoutenable ; il serait contre toute raison, que celui qui serait parvenu à se soustraire aux ordres de la Justice, fût mieux traité que celui qui s'y serait conformé.

XI. Mais la Chambre d'accusation excéderait-elle ses pouvoirs, en ordonnant la mise en liberté du prévenu, sous *caution* solvable de se représenter, si le délit pouvait emporter la peine de l'emprisonnement correctionnel ?

L'art. 114 porte que le prévenu pourra demander sa liberté provisoire, sous *caution*, *en tout état de cause* ; mais on peut dire que la cause ne se trouve liée devant le Tribunal correctionnel, que par l'arrêt de renvoi, et que l'arrêt de renvoi désaisit la Chambre d'accusation ; de sorte qu'elle n'a plus caractère pour statuer sur la demande du prévenu, tendant à obtenir sa liberté provisoire.

On peut répondre que ce qui résulte uniquement de cette observation, c'est que la Chambre d'accusation ne peut ordonner la mise en liberté provisoire du prévenu, par un arrêt *subséquent* à celui par lequel elle a prononcé le renvoi au Tribunal correctionnel, puisqu'en l'ordonnant par le même arrêt, elle le prononce pendant qu'elle est encore saisie ; que d'ailleurs il y a cause liée aussitôt que le délit imputé au prévenu a saisi la Justice.

Mais l'art. 130 ayant déclaré, *sans restriction*, que le prévenu d'un délit qui peut emporter la peine de l'emprisonnement correctionnel, doit être renvoyé devant le Tribunal correctionnel, *en état d'arrestation*, nous pensons qu'il doit y être renvoyé en cet état, sauf à lui de demander devant ce Tribunal, sa mise en liberté provisoire.

ARTICLE CCXXXI.

Si le fait est qualifié crime par la loi, et que la Cour trouve des charges suffisantes pour motiver la mise en accusation, elle ordonnera le renvoi du prévenu, soit aux Assises, soit à la Cour Impériale, dans le cas où cette Cour serait compétente, d'après les règles établies au titre VI du présent Livre.

Si le délit a été mal qualifié dans l'ordonnance de prise de corps, la Cour l'annulera et en décrètera une nouvelle.

Si la Cour, en prononçant l'accusation du prévenu, statue sur une

opposition à sa mise en liberté, elle annulera l'ordonnance des premiers Juges, et décrètera une ordonnance de prise de corps.

OBSERVATIONS.

I. Après avoir dit, dans l'art. 220, ce que doit faire la Chambre d'accusation, lorsque le fait dénoncé est de la compétence de la Haute-Cour, ou de celle de cassation ;

Après avoir dit, dans l'art. 229, ce qu'elle doit faire lorsqu'il n'existe pas de délit ;

Et dans l'art. 230, la manière dont elle doit prononcer lorsque le fait ne constitue qu'un délit ou qu'une contravention, l'art. 231 détermine la manière dont la Chambre d'accusation doit agir lorsque le fait imputé au prévenu constitue la prévention d'un crime.

La première chose dont la Chambre d'accusation doit alors s'occuper, est de savoir si l'affaire appartient à la Cour de Justice criminelle ordinaire, à une Cour spéciale, ou à tout autre Tribunal d'exception, tels qu'un Tribunal militaire, ou une Cour prévôtale.

II. Aucune affaire ne doit être renvoyée aux Cours spéciales, que lorsque leur compétence se trouve établie sur une disposition formelle de la loi : il doit en être ainsi de tous renvois à faire aux Tribunaux d'exception.

La Chambre d'accusation doit donc renvoyer à la Cour d'Assises, toutes les fois qu'aucune loi ne donne une attribution particulière à un Tribunal d'exception.

III. Les attributions des Cours spéciales ordinaires se trouvent déterminées par les art. 553 et 554. Elles sont fort restreintes.

Les Cours spéciales ordinaires ne sont compétentes à raison de la *qualité* des personnes, que lorsque le crime a été commis par des vagabonds, par des gens sans aveu, ou par des condamnés à des peines afflictives ou infamantes ; et, à raison de la *matière*, que lorsqu'il s'agit de rébellion armée contre la force armée, de contrebande à main armée, de fausse monnaie et d'assassinats préparés par des attroupemens armés.

L'art. 555 apporte même une restriction à la compétence des Cours spéciales ordinaires, pour le cas où l'affaire n'y rentrerait que par la *qualité* des personnes ; c'est aux Cours d'Assises à en connaître, lorsque l'un des prévenus n'en est pas personnellement justiciable.

IV. Les Cours spéciales ordinaires établies par le Code d'instruction criminelle, sont composées de huit Juges, de *cinq* pris dans les Tribunaux civils, et de trois militaires. (Art. 556.) Il peut en être établi d'*extraordinaires*. (Art. 23 de la loi du 20 avril 1810.)

Les Cours spéciales extraordinaires se composent en entier de Magistrats de la Cour Impériale, également au nombre de *huit*, tous à la nomination du premier Président, lorsqu'ils n'ont pas été désignés par le Grand-Juge Ministre de la Justice. (*Art. 25 de la même loi.*)

Les Cours spéciales *extraordinaires* n'ont d'attribution que celles qui leur sont données par le décret de leur établissement. Elles ne sont que *temporaires*; leur durée est fixée à *un an*. (*Art. 29, ibid.*)

V. L'art. 33 de la loi citée confère pour *cinq ans* à la Cour spéciale de Paris, les attributions qu'elle avait avant la nouvelle organisation judiciaire; de sorte qu'elle doit continuer à connaître de toutes les matières déclarées spéciales par les lois des 18 pluviôse an ix, 23 floréal an x, 13 floréal an xi, et 19 pluviôse an xiii, et exclusivement à toutes autres Cours, des crimes prévus par les lois des 2 floréal an xi, et 23 ventôse an xii.

Ainsi rien, quant à présent, n'est changé à l'ancien ordre de choses, pour ce qui concerne la Cour spéciale de Paris.

VI. Cette Cour avait élevé la prétention de juger sa *compétence*, dans la même forme que sous l'empire des lois des 18 pluviôse an ix, 23 floréal an x.

Mais si la Cour spéciale de Paris a été maintenue dans le droit de connaître des affaires dont se trouvait investie la Cour de Justice criminelle spéciale de la Seine, lors de la mise en activité du Code d'instruction criminelle, ce n'a été qu'à la charge de juger d'après la nouvelle forme de procéder.

Et comme les Cours spéciales établies par le Code d'instruction criminelle, ne peuvent être saisies des affaires que par le renvoi que leur en fait la Chambre d'accusation, la Cour de cassation prononça le 23 mars 1811, l'annulation d'un arrêt de la Cour spéciale de Paris, qui avait jugé le contraire.

L'arrêt fut rendu au rapport de M. Rataut, sur les conclusions conformes de M. le Procureur-Général, et motivé ainsi :

» Attendu qu'il suit du rapprochement des art. 231, 560, 561, 566 et 567, que les Cours spéciales ne peuvent être saisies directement et immédiatement de la connaissance des crimes qui rentrent dans leurs attributions ;

» Que ces crimes sont soumis à une première instruction, conforme à celle des crimes ordinaires ; que leur caractère doit être apprécié par la Cour Impériale, qui, après avoir jugé qu'ils appartiennent à la juridiction spéciale, doit en ordonner le renvoi à cette juridiction ;

» Que si l'art. 231 dispose que ce renvoi doit être fait d'après les règles établies au titre 6 du Code d'instruction criminelle, cette disposition est relative aux attributions déterminées par ce Code ; mais qu'elle n'est point limitative, qu'elle n'a point exclu les attributions qui pourraient être conférées aux Cours spéciales par des lois postérieures ;

» Que l'art. 33 de la loi du 20 avril 1810, en maintenant en faveur de la Cour
 » spéciale de la Seine, indépendamment des attributions communes à toutes les
 » Cours spéciales, les attributions dont était investie la ci-devant Cour de Justice
 » criminelle du département de la Seine, aux termes des lois et réglemens, n'a pas
 » renouvelé, pour ces attributions particulières, les lois anciennes sur la forme
 » d'instruction; qu'il n'a pas non plus créé, à cet égard, de dispositions nouvelles;
 » que ces attributions particulières ont donc été subordonnées, pour la forme
 » d'instruire et de juger, aux règles générales établies par le Code d'instruction
 » criminelle, pour l'instruction et le jugement des crimes dont l'attribution est
 » commune à toutes les Cours spéciales; qu'il s'ensuit que pour les attributions
 » particulières maintenues en faveur de la Cour spéciale de la Seine, le Procureur-
 » Impérial, les Juges d'instruction, et le Tribunal de première instance du départe-
 » ment de la Seine, et la Cour Impériale de Paris, ont été nécessairement investis
 » par ledit art. 33 de la loi du 20 avril, du caractère, des droits et des fonctions
 » qui leur sont attribuées par le Code d'instruction criminelle, pour la recherche
 » et la poursuite des crimes qui rentrent dans les attributions communes des Cours
 » spéciales;

» Que la première instruction ne pourrait, en effet, se faire, ni la compétence
 » être déclarée par la Cour spéciale, qui, aux termes de l'art. 560, ne peut être
 » convoquée que lorsque l'instruction est complète;

» Que renvoyer cette première instruction et la déclaration de compétence, aux
 » Juges et aux Cours qui auraient compétence, d'après la loi, sur les accusés et sur
 » les crimes dont ils sont prévenus, si ces crimes étaient restés dans la juridiction
 » commune et ordinaire, ce serait contrarier la prévoyance, et anéantir l'objet de
 » la loi et des réglemens qui ont fait sortir ces crimes de la juridiction ordinaire,
 » pour les placer dans les attributions particulières de la Cour spéciale de la Seine;

» Qu'en maintenant ces attributions particulières, la loi du 20 avril 1810 a néces-
 » sairement maintenu les lois qui avaient dépourvu les Juges ordinaires des lieux,
 » du droit de faire la première instruction, et de régler la compétence sur ces attri-
 » butions particulières;

» Qu'en les conservant à la Cour spéciale de la Seine, cette loi a nécessaire-
 » ment aussi transmis le droit d'instruire et de fixer la compétence sur ces attri-
 » butions particulières aux Fonctionnaires et à la Cour Impériale, dont le concours et
 » l'autorité sont nécessaires à cette Cour, spécialement pour se former et agir dans
 » l'exercice de ses attributions;

» Qu'il en résulte qu'en déclarant elle-même sa compétence sur la prévention
 » existante contre les nommés Solier fils, Delarue, Dossier, Pelletier jeune, Cousin
 » et Isnard aîné, la Cour spéciale du département de la Seine a violé les règles de
 » compétence établies par la loi, et a contrevenu aux art. 231 et 567 du Code d'in-
 » struction criminelle, casse, etc., etc.»

VII. L'art. 5 du Code pénal porte que ses dispositions ne s'appliquent pas aux crimes, délits et contraventions *militaires*; il en est de même de celles du Code d'instruction criminelle, quoique le Législateur ne l'ait pas dit d'une manière aussi expresse : cela résulte de l'art. 290 de l'Acte constitutionnel de l'art. 4, ainsi conçu :

» Les délits qui se commettent dans l'armée de terre et de mer, sont soumis à des lois particulières, pour la forme des procédures et des jugemens, et pour la nature des peines. »

On retrouve la même disposition dans l'art. 85 de la Constitution de l'an VIII, en ces termes :

« Les délits des militaires sont soumis à des Tribunaux spéciaux et à des formes particulières de jugement. »

Si le fait imputé au prévenu constitue un crime, un délit ou une contravention *militaire*, la Chambre d'accusation doit se déclarer incompétente, et délaisser au Procureur - Général à faire l'envoi des pièces du procès à qui de droit.

VIII. Si l'affaire appartenait à une Cour prévôtale ou à un Tribunal des Douanes, la Chambre d'accusation devrait prononcer de même; elle n'est autorisée à faire *renvoi* qu'aux Cours d'Assises et spéciales, et aux Tribunaux correctionnels et de police.

IX. Les Cours prévôtales ont été instituées par un décret impérial du 18 octobre 1810.

Ce sont des Cours d'un genre *mixte*; ce ne sont ni des Cours spéciales *ordinaires*, ni des Cours spéciales *extraordinaires*; leur composition n'est pas la même; et, quoiqu'elles doivent suivre la même forme de procéder, il y a néanmoins des formes de juger qui leur sont particulières.

X. Si le crime poursuivi se trouvait mal qualifié par l'ordonnance de prise de corps, il serait du devoir de la Chambre d'accusation de l'annuler et d'en décerner une nouvelle; ce qu'elle doit faire aussi lorsqu'elle est irrégulière dans la forme : car c'est une des pièces les plus importantes de l'instruction, puisque c'est sur elle que doit être assis l'acte d'accusation.

XI. L'art. 231 prévoit le cas où la Chambre d'accusation se trouvant saisie par l'opposition formée à l'ordonnance de mise en liberté du prévenu, elle réforme cette ordonnance, sur le motif que le fait reproché au prévenu constitue un *crime* : il décide que, dans ce cas, la Chambre d'accusation doit décerner l'ordonnance de prise de corps, et, par suite, faire le renvoi de l'affaire à la Cour d'Assises ou à la Cour spéciale compétente.

Ce serait, en effet, une involution de procédure inutile, que de renvoyer à une autre Chambre du Conseil pour la décerner.

ARTICLE CCXXXII.

Toutes les fois que la Cour décernera des ordonnances de prise de corps, elle se conformera au second paragraphe de l'art. 134.

OBSERVATIONS.

I. Les formalités prescrites par cet article, pour la régularité des ordonnances de prise de corps, sont d'y consigner le nom du prévenu, son signalement, son domicile, s'ils sont connus, l'exposé du fait et la nature du délit.

II. Si le nom du prévenu, son signalement et son domicile étaient inconnus, il faudrait le désigner de manière à éviter toute méprise; il ne suffirait pas de l'indiquer sous la dénomination générique de *Quidam*, ou autre désignation aussi vague.

Si la Chambre n'a pu obtenir de renseignements assez précis, elle doit attendre qu'elle s'en soit procurés : aucun délit, quelque constant qu'il soit, ne peut donner lieu à des poursuites, lorsque la prévention ne peut porter sur un individu clairement désigné.

ARTICLE CCXXXIII.

L'ordonnance de prise de corps, soit qu'elle ait été rendue par les premiers Juges, soit qu'elle l'ait été par la Cour, sera insérée dans l'arrêt de mise en accusation, lequel contiendra l'ordre de conduire l'accusé dans la maison de Justice établie près la Cour où il sera renvoyé.

OBSERVATIONS.

I. L'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises ou à la Cour spéciale, serait incomplet, si l'ordonnance de prise de corps ne s'y trouvait pas insérée en entier, qu'elle ait été rendue par la Chambre du Conseil, ou qu'elle l'ait été par la Chambre d'accusation.

II. Le défaut de son insertion n'emporterait cependant pas la nullité de l'arrêt de mise en accusation, en ce sens que la Cour d'Assises se trouvait dans l'obligation de renvoyer l'affaire à un nouvel examen de la Chambre d'accusation, s'il y avait eu réellement ordonnance de prise de corps contre l'accusé, et qu'elle se trouvât jointe aux pièces; car c'est principalement pour être assuré de son existence, que le Code exige son insertion dans l'arrêt de mise en accusation.

III. Mais s'il n'avait pas été rendu d'ordonnance de prise de corps, ou que celle

qui aurait été rendue ne portant pas l'indication du crime pour raison duquel elle aurait été décernée, la Cour d'Assises saisie devrait se déclarer incompétente *en l'état*, puisqu'alors sa compétence n'aurait pas été établie dans la forme prescrite par la loi, et qu'elle ne pourrait s'assurer, d'une manière légale, que le fait présenté dans l'acte d'accusation est le même que celui qui aurait déterminé le renvoi fait à la Cour d'Assises.

IV. Si le renvoi avait été fait à une Cour spéciale, la Cour de cassation chargée, par l'art. 570 du Code d'instruction criminelle, de prononcer d'office sur l'arrêt de mise en accusation, devrait adopter le même système sur-tout si le motif du défaut d'insertion résultait de ce qu'il n'aurait pas été rendu d'ordonnance de prise de corps, puisqu'alors la Cour spéciale aurait été incompétemment saisie, aucun fait à la charge de l'accusé ne se trouvant prouvé au procès dans la forme prescrite.

V. L'arrêt qui prononce la mise en accusation du prévenu doit, de plus, contenir l'ordre de le conduire à la Maison de Justice près la Cour où il est renvoyé; mais cette formalité n'aurait pas été observée, que le Procureur-Général n'en devrait pas moins faire transférer l'accusé dans la Maison de Justice établie près la Cour qui devrait le juger.

ARTICLE CCXXXIV.

Les arrêts seront signés par chacun des Juges qui les auront rendus ; il y sera fait mention , à peine de nullité , tant de la réquisition du Ministère public , que du nom de chacun des Juges.

OBSERVATIONS.

I. La peine de nullité que prononce cet article, ne porte pas sur la signature exigée de chacun des Juges; mais uniquement sur la mention à faire dans l'arrêt, des *réquisitions* du Ministère public, et *du nom* de chacun des Juges.

Il ne peut dépendre, en effet, de l'un des Juges, par le refus de sa signature, d'annuler l'arrêt qui a été rendu. Pour appliquer la peine de nullité au défaut de signature de l'un des Juges, il aurait fallu décider que la minorité aurait pu faire la loi à la majorité.

Nous nous sommes déjà occupés de cette question sur l'art. 196, qui exige, comme l'article 234, la signature de chacun des Juges; nous nous bornons à y renvoyer.

II. Quant à la mention à faire dans l'arrêt, des réquisitions du Ministère public, et du nom de chacun des Juges qui ont coopéré à le rendre, elle est exigée sous peine de nullité, parce que c'est le seul moyen d'établir la régularité de l'arrêt, dont l'art. 299 prescrit l'annulation, s'il a été rendu sans que le Ministère public ait été préalablement entendu, et lorsqu'il l'a été par un nombre de Juges moindre que celui que la loi exige.

Il ne suffirait pas que l'arrêt fit mention qu'il a été rendu par un tel nombre de Juges, lors même que ce nombre serait suffisant; il faut que le nom de chacun de ceux qui ont coopéré à le rendre soit consigné dans l'arrêt même, afin que l'on puisse s'assurer que tous avaient caractère pour juger; ce qui ne peut être constaté d'une manière officielle et légale que par cette énonciation.

III. Il n'a pas paru suffisant au Législateur d'obliger le Procureur - Général à déposer sur le bureau ses réquisitions écrites et signées, parce qu'il importait d'éviter jusqu'à l'ombre du soupçon que les réquisitions eussent été changées ou jointes, après coup, aux pièces de la procédure.

L'arrêt doit justifier par lui-même que toutes les formalités qui tiennent à sa substance ont été rigoureusement observées; et le seul moyen de parvenir à ce but, c'est qu'il soit fait mention dans l'arrêt que le Procureur-Général a fait ses réquisitions, et qu'elles ont porté sur tel objet.

ARTICLE CCXXXV.

Dans toutes les affaires, les Cours Impériales, tant qu'elles n'auront pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourront d'office, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers Juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

OBSERVATIONS.

I. Pour bien saisir l'esprit de cet article, il faut en rapprocher les dispositions de l'art. 11 de la loi du 20 avril 1810, dont voici les termes :

- « La Cour Impériale pourra, toutes les Chambres assemblées, entendre les dénon-
- » ciations qui lui seraient faites par un de ses membres, de crimes ou de délits.
- » Elle pourra mander (1) le Procureur-Général pour lui enjoindre de poursuivre,

(1) Il résulterait de la disposition de cet article, que le Procureur-Général ne devrait pas assister à l'assemblée des Chambres où se ferait la dénonciation; qu'il devrait attendre qu'il y fût mandé pour venir y prendre séance; mais l'art. 66 du décret impérial du 6 juillet 1810, a expliqué

» à raison de ces faits, ou pour entendre le compte que le Procureur-Général lui
 » rendra des poursuites qui seraient commencées. »

Il convient également de consulter le discours de l'Orateur du Gouvernement, qui présente ce chapitre du Code d'instruction criminelle à la sanction du Corps-Législatif.

« Comme la Cour Impériale, disait M. le Conseiller-d'Etat Treilhard, est à
 » portée, par la nature de ses attributions, de connaître la relation des affaires
 » entre elles, et les points souvent délicats par lesquels elles se rapprochent et se
 » tiennent, elle peut informer et faire informer *d'office* sur les faits survenus à sa
 » connaissance; le soin d'apprécier les cas qui l'exigent est abandonné à sa pru-
 » dence. En un mot, le projet lui donne tous les moyens nécessaires pour empê-
 » cher qu'aucun crime reste impuni. »

L'intention du Législateur est donc bien connue.

Le but auquel tendent tous ses efforts est qu'aucun crime ne reste impuni; et pour y parvenir, il ne pouvait prendre une voie plus sûre que de charger les Cours Impériales des poursuites, dans le cas de négligence des Fonctionnaires à qui la recherche en est confiée.

Les Cours Impériales, loin du foyer des intrigues, sont des sentinelles constamment surveillantes; et le droit que leur accorde l'art. 235, est le meilleur stimulant qui pouvait être donné aux Officiers du Ministère public et aux Juges d'instruction, pour remplir, sans acception de personnes, les fonctions de leur ministère.

II. Ce n'est pas seulement lorsqu'il n'a pas été commencé de poursuites, que les Cours Impériales sont autorisées à en faire ou à en ordonner : elles le sont même à continuer celles qui l'auraient été toutes les fois qu'il n'a pas encore été prononcé sur la mise en accusation du prévenu.

III. Lorsqu'un crime ou un délit a été dénoncé aux Chambres assemblées, par un des membres de la Cour, et que le crime ou le délit dénoncé semble assez grave pour faire désirer quelques nouveaux renseignemens, la Cour doit les demander au Procureur-Général; et s'il n'a pas encore été fait de poursuites, elle doit lui ordonner d'en faire.

IV. L'art. 11 de la loi du 20 avril 1810 ne s'occupe pas des simples *contraventions* qui ne peuvent jamais avoir un assez haut degré d'importance pour mériter cette mesure extraordinaire : mais tout *crime*, tout *délit* peut faire l'objet d'une dénonciation.

V. Lorsqu'un Magistrat de la Cour se décide à en faire une, il est tenu de s'adres-

cette disposition de la loi du 20 avril, en disant que lorsque l'assemblée serait formée, le Procureur-Général y serait appelé, et qu'il y assisterait.

ser au premier Président, et de lui demander la convocation des Chambres; mais le premier Président n'est pas tenu de déférer à la demande. (*Article 64 du décret impérial du 6 juillet 1810.*)

Cependant, lorsque le premier Président refuse de convoquer la Cour, le Magistrat qui a requis la convocation peut instruire la Chambre à laquelle il appartient, du motif qui l'a déterminé à la demander; et si la Chambre, *après en avoir délibéré*, demande l'assemblée, le premier Président est obligé de la convoquer. (*Art. 65, ibid.*)

Mais il faut une délibération de la Chambre; il faut que cette délibération soit communiquée au premier Président, afin qu'il soit assuré que c'est réellement son vœu.

Cette communication doit lui être faite par la remise d'un extrait en forme de la délibération, soit par le Président de la Chambre, soit par l'un des Conseillers délégués à cet effet.

Cela est plus convenable, que de donner la communication par la voie du Greffe.

VI. La Cour Impériale peut ordonner que les poursuites seront faites par un de ses membres, lors même qu'elles auraient été commencées par un Juge d'instruction; mais elle peut se borner à ordonner qu'elles seront continuées par le Juge saisi, en se bornant à charger le Procureur-Général d'y tenir la main.

Avant de prendre aucun parti, les Chambres assemblées peuvent ordonner l'apport des pièces de la procédure au greffe de la Cour.

VII. La Cour Impériale doit retenir la connaissance de l'affaire, lorsqu'il lui paraît qu'il y a eu de l'affectation à ne pas comprendre dans les poursuites, tous les auteurs ou complices du crime ou du délit dénoncé.

VIII. Mais si la Chambre d'accusation avait prononcé sur la mise en accusation du prévenu, ou sur sa mise en liberté, il n'y aurait plus lieu à recevoir la dénonciation à raison du même fait, à l'égard des personnes qui se seraient trouvées comprises dans l'ordonnance sur laquelle la Chambre d'accusation aurait prononcé.

IX. Lorsque la Cour Impériale se décide à Informer, elle dépouille, par le fait, le Juge d'instruction ordinaire de ses fonctions, pour en investir celui de ses membres qu'elle indique par la délibération; mais toutes les dispositions du Code d'instruction criminelle, relatives aux divers actes de la procédure, n'en doivent pas moins être observées comme si c'était le Juge d'instruction lui-même qui continuât à en demeurer chargé.

X. Le Magistrat de la Cour chargé de l'instruction, peut déléguer l'audition des témoins à un Juge du Tribunal de première instance du lieu de leur résidence; mais c'est à lui personnellement à interroger les prévenus, et à décerner les mandats, (*Art. 237.*)

Par exception à la règle générale établie par l'art. 134, il ne peut, dans ce cas, être décerné aucune ordonnance de prise de corps, *avant* la mise en accusation du prévenu. (*Art. 239.*)

XI. L'affaire ne doit pas, en effet, être rapportée à la Chambre du Conseil, l'arrêt de la Cour Impériale tient lieu de l'ordonnance de renvoi à prononcer dans les cas ordinaires.

Le Code d'instruction criminelle ne le dit pas en termes positifs; mais cela résulte implicitement de l'ensemble de ses dispositions.

Il y aurait même de l'inconvénient qu'il en fût autrement : car si la Chambre du Conseil devait être consultée sur le renvoi à faire, ce ne pourrait être que sur le rapport du Juge-instructeur, ce qui mettrait le Magistrat de la Cour Impériale qui serait chargé de l'instruction, dans la nécessité de descendre de son siège pour aller prendre séance en la Chambre du Conseil du Tribunal de première instance. Nous rev endrons à cette question sur l'art. 481.

L'affaire doit donc être rapportée à la Chambre d'accusation.

Ce n'est pas le seul cas où la Chambre d'accusation peut être directement saisie : elle doit l'être également, lorsqu'il y a prévention de faux témoignage contre un témoin ouï aux débats. (*Art. 230.*)

Ce que porte cet article sert à expliquer les dispositions de l'art. 235 : en effet, si le rapport devait être fait aux Chambres assemblées, et que les Chambres assemblées dussent prononcer sur la mise en accusation, il ne resterait plus de Juges de la Cour Impériale, pour la composition de la Cour d'Assises ou spéciale, à laquelle l'affaire serait renvoyée, puisque les Juges qui ont voté sur la mise en accusation ne peuvent en être membres (*Art. 257.*) ; tandis que le Code ne met pas dans l'exclusion, les membres de la Chambre du Conseil qui ont prononcé l'arrêt de renvoi à la Chambre d'accusation ; et les Chambres assemblées n'ont pas rempli d'autres fonctions.

C'est ainsi que doit être entendue la dernière disposition de l'art. 235, portant que la Cour statuera ce qu'il appartiendra, après qu'il aura été procédé aux informations qu'elle aura ordonnées : car c'est effectivement elle qui statue, puisque c'est la Chambre d'accusation établie dans son sein à laquelle il appartient de le faire.

XII. Le Magistrat de la Cour, chargé de l'instruction, doit être pris dans la Chambre d'accusation, aux termes de l'art. 236 qui renvoie à l'article 218 lequel se combine avec l'art. 2 du décret du 6 juillet 1810.

XIII. Si la Chambre est d'avis qu'il y a lieu de mettre le prévenu en accusation, elle décernera l'ordonnance de prise de corps. (*Art. 239.*)

Si elle pense qu'il n'y ait pas lieu à suivre, ou que le fait imputé au prévenu ne

constituée qu'un délit, elle renverra le prévenu, ou elle ordonnera sa traduction devant le Tribunal correctionnel. (*Ibid.*)

Elle n'aura aucun renvoi à faire, s'il ne s'agit que d'une simple contravention ; elle délaissera au Ministère public et aux parties à se pourvoir ainsi qu'elles le jugeront convenable.

Cependant, si la Chambre d'accusation renvoyait l'affaire au Tribunal de police, elle devrait y être suivie, le Code ne lui ayant pas formellement interdit de prononcer un pareil renvoi.

Voyez, au surplus, pour l'entière intelligence de cet article, nos observations sur l'art. 228.

ARTICLE CCXXXVI.

Dans le cas du précédent article, un des membres de la Section dont il est parlé en l'art. 218, fera les fonctions de Juge-instructeur.

OBSERVATIONS.

I. C'est de la Chambre d'accusation dont il est parlé dans l'art. 218 ; de sorte que c'est un des membres de cette Chambre qui doit être désigné pour faire les fonctions de Juge-instructeur, dans le cas de l'art. 235 ; c'est-à-dire, lorsqu'avant de prononcer sur la mise en accusation du prévenu, la Cour Impériale a décidé qu'il y a lieu de procéder à une instruction, soit sur le fait imputé au prévenu, soit sur d'autres crimes ou délits venus à sa connaissance.

II. L'art. 235 ne dit pas quel sera celui des Magistrats de la Chambre qui fera les fonctions de Juge-instructeur : si l'arrêt qui ordonne de procéder aux poursuites ne l'a pas désigné, il le sera par le Président.

Le Président ne pourrait personnellement s'en charger ; cela s'induit naturellement des dispositions de l'art. 248.

III. Le Magistrat de la Chambre d'accusation qui remplit les fonctions de Juge-instructeur doit observer les mêmes formalités que celles qui sont exigées du Juge d'instruction (article 240.) ; cependant, il n'est pas chargé du rapport de l'affaire ; c'est un devoir imposé au Procureur-Général. (Art. 238.)

ARTICLE CCXXXVII.

Le Juge entendra les témoins, ou commettra pour recevoir leurs dépositions, un des Juges du Tribunal de première instance dans le ressort duquel ils demeurent, interrogera le prévenu, fera constater par écrit toutes les preuves ou indices qui pourront être recueillis, et décer-

nera , suivant les circonstances , les mandats d'amener , de dépôt ou d'arrêt.

OBSERVATIONS.

I. Cet article donne un aperçu aussi exact que succinct de tout ce que doit faire le Magistrat de la Chambre d'accusation, désigné pour procéder à l'information.

Les actes d'instruction qu'il est chargé de faire, s'y trouvent divisés en trois classes qu'il ne faut pas confondre.

Il en est qu'il ne peut déléguer ;

Il en est qu'il ne peut déléguer qu'à des Juges de première instance ;

Il en est dont il peut faire la délégation à tout Officier de police judiciaire ayant caractère pour y procéder.

II. Les actes que le Magistrat de la Chambre d'accusation, remplissant les fonctions de Juge instructeur, ne peut déléguer, sont les interrogatoires du prévenu, et les mandats à décerner : ce qui est fondé en raison ; car, ces actes peuvent être faits au lieu où siège la Cour Impériale, sans qu'il puisse en résulter ni inconvénient, ni retard ; ils sont, d'ailleurs, d'une importance trop grande, pour être confiés à d'autres qu'au Juge-instructeur lui-même.

III. Le seul acte que le Magistrat de la Chambre d'accusation, chargé de l'instruction, peut déléguer à des Juges de première instance, est l'audition des témoins, lorsqu'ils résident dans le ressort du Juge requis.

La délégation, alors, ne doit pas même nécessairement être faite au Juge d'instruction ; il est laissé au Magistrat-instructeur de désigner à son choix, dans le Tribunal de première instance, le Juge qu'il charge de le suppléer : cela résulte suffisamment de ces termes de l'art. 237 : *commettra un des Juges de première instance*, sans aucune autre limitation que celle de faire porter son choix sur l'un des Juges du lieu de la résidence des témoins.

IV. Les actes que le Magistrat auquel l'instruction se trouve confiée peut déléguer à l'Officier de police judiciaire qu'il lui plaît indiquer sont la rédaction de tous procès-verbaux, et les diverses recherches à faire pour parvenir à la manifestation de la vérité.

Il ne pourrait cependant en charger les Gardes champêtres ou forestiers qui n'en ont pas reçu le pouvoir de la loi.

S'il était même question de faire des visites domiciliaires en des maisons tierces, le Juge-instructeur ne pourrait en faire la délégation qu'au seul Juge d'instruction : car ce n'est qu'à lui que la loi a donné le caractère nécessaire pour y procéder.

V. Nous avons fait remarquer, sur l'art. 133, que le prévenu mis sous le poids d'une ordonnance de prise de corps, doit rester dans la maison d'arrêt établie près

la Chambre du Conseil, qui a prononcé le renvoi de l'affaire à la Cour d'Assises ou spéciale, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur sa mise en accusation; mais cela est subordonné au cas de l'article 235 : car le prévenu devant être interrogé sur les nouveaux faits à sa charge, et le Magistrat de la Chambre d'accusation chargé de l'instruction, devant procéder par lui-même à son interrogatoire, il faut bien qu'il soit amené devant lui.

Le Magistrat chargé de l'instruction doit donc, en pareil cas, donner l'ordre de transférer le prévenu dans la Maison d'arrêt établie dans le lieu où siège la Cour Impériale; c'est là une conséquence nécessaire de la nouvelle instruction à faire.

VI. On conçoit facilement que lorsque l'art. 237 parle de mandats à décerner, ce n'est que pour le cas où le prévenu ne serait pas encore sous la main de la Justice, sous le poids d'un mandat ou d'une ordonnance de prise de corps; c'est-à-dire, pour celui où l'information aurait pour objet, soit la recherche des complices qui ne seraient point encore au procès, soit de crimes ou de délits pour raison desquels il n'aurait encore été commencé aucune poursuite. Le prévenu se trouve nécessairement, en effet, sous le poids d'une ordonnance de prise de corps, ou d'un mandat de dépôt ou d'arrêt, toutes les fois que la Chambre d'accusation est saisie, par suite de renvoi, de la Chambre du Conseil, ou par une opposition formée à l'ordonnance de mise en liberté provisoire du prévenu.

ARTICLE CCXXXVIII.

Le Procureur-Général fera son rapport dans les cinq jours de la remise que le Juge-instructeur lui aura faite des pièces.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est pas devant la Chambre du Conseil du Tribunal de première instance, que le Magistrat chargé de l'instruction doit faire le rapport de l'affaire; ce n'est pas même à lui qu'il appartient de le faire devant la Chambre d'accusation, mais au Procureur-Général, en vertu de l'art. 217 qui met dans ses attributions personnelles les rapports à faire, pour la mise en accusation du prévenu, et lors même qu'il n'est question de prononcer que sur une simple opposition à l'ordonnance de mise en liberté provisoire.

Il n'y a dans l'espèce particulière, à la vérité, ni renvoi ordonné par la Chambre du Conseil, ni ordonnance de mise en liberté provisoire du prévenu; mais ce qui en tient lieu, c'est la délibération de la Cour Impériale, par laquelle il est ordonné qu'il sera fait une nouvelle instruction, et par suite le renvoi à la Chambre d'accusation, pour juger du mérite de la prévention.

II. Le Procureur-Général n'a plus alors les dix jours qui lui sont accordés, par

l'art. 217, pour l'examen des pièces et pour faire son rapport; l'art. 238 ne lui en donne plus que cinq.

Ainsi, dans les cinq jours de la remise qui est faite au Procureur-Général des pièces de l'instruction, il doit en faire son rapport à la Chambre.

III. Quoique l'art. 238 ne le dise pas, la partie civile et le prévenu peuvent fournir des mémoires dans leurs intérêts respectifs; l'art. 217 reçoit ici son application naturelle et nécessaire.

IV. L'art. 238 ne reproduit pas en détail toutes les formalités à observer lors du rapport; mais elles sont les mêmes que celles qui sont rappelées aux articles 217 et suivans; c'est-à-dire, que les parties ni les témoins ne doivent y être présens; que le rapport doit être suivi de réquisitions écrites et signées du Procureur-Général; que les pièces doivent être lues par le Greffier; que le Procureur-Général et le Greffier doivent se retirer, et qu'il doit être fait mention expresse dans l'arrêt des réquisitions du Procureur-Général.

V. Les pièces doivent être remises au parquet du Procureur-Général, ensuite d'une ordonnance du Juge-instructeur, par le Commis-Greffier qui lui est attaché.

C'est la conséquence de ces termes de l'art. 238, *dans les cinq jours de la remise que le Juge d'instruction aura faite des pièces au Procureur-Général.*

Le Législateur n'a dit ni voulu dire que la remise des pièces serait faite au Procureur-Général, par le Juge-instructeur en personne: les communications qui sont faites de Magistrats à Magistrats appartenant à une même Cour, doivent toutes se faire par la voie du Greffe.

ARTICLE CCXXXIX.

Il ne sera préalablement décerné aucune ordonnance de prise de corps; et s'il résulte de l'examen, qu'il y a lieu de renvoyer le prévenu à la Cour d'Assises, ou à la Cour spéciale, ou au Tribunal de police correctionnelle, l'arrêt portera cette ordonnance, ou celle de se représenter si le prévenu a été admis à la liberté sous caution.

OBSERVATIONS.

I. Si l'art. 239 ne s'était pas expliqué en termes aussi précis, on aurait pu croire que l'affaire n'aurait dû être portée à la Chambre d'accusation, pour être prononcée sur la compétence, que lorsqu'il aurait été décerné contre le prévenu une ordonnance de prise de corps par le Juge-instructeur.

Mais ce n'est plus un seul Juge qui est appelé, par le Code d'instruction criminelle, à rendre les ordonnances de prise de corps. Lorsqu'elles ne l'ont pas été par

la Chambre du Conseil, c'est à la Chambre d'accusation à les rendre sur le rapport du Procureur-Général.

Quoique la chose résultât déjà d'une manière assez claire de la combinaison des divers articles du Code, le Législateur a dû le dire dans l'art. 239, pour ne pas laisser matière à équivoque.

II. Si la nouvelle instruction, faite de l'autorité de la Cour Impériale, a donné les preuves de l'existence d'un crime ou d'un délit *connexe* au fait dénoncé, ou de complices qui n'étaient pas encore connus, lors de l'ordonnance de renvoi à la Chambre d'accusation; si même la nouvelle instruction a donné connaissance de circonstances aggravantes du crime dénoncé, la Chambre d'accusation doit les préciser dans son arrêt.

Lorsque la Chambre d'accusation décerne une ordonnance de prise de corps, elle doit l'insérer en entier dans l'arrêt : car elle doit observer toutes les formalités prescrites par le Code, lorsqu'elles n'ont rien de contraire aux dispositions du présent chapitre.

III. Si les nouvelles informations ont eu pour objet une affaire déjà pendante à la Chambre d'accusation, et que l'instruction n'ait produit aucunes charges qui ait changé la nature du délit, la Chambre d'accusation doit examiner s'il y a lieu de maintenir l'ordonnance de mise en liberté provisoire, ou de la réformer.

Dans le premier cas, la Chambre d'accusation doit seulement ordonner que le prévenu sera tenu de se représenter lorsqu'il en sera requis.

Dans le deuxième, faisant droit à l'opposition, la Chambre doit ordonner que le prévenu restera en arrestation, jusqu'à ce qu'il ait été définitivement prononcé par le Tribunal correctionnel auquel il est renvoyé.

IV. Le Tribunal correctionnel saisi par suite de l'arrêt de la Chambre d'accusation, peut se déclarer incompétent, ainsi qu'il en a le droit, lorsque le renvoi de l'affaire lui a été fait par la Chambre du Conseil, sauf l'appel de son jugement qui doit être porté à la Chambre correctionnelle de la Cour Impériale, lorsque c'est à la Cour Impériale à en connaître.

Mais le Tribunal, saisi par renvoi de la Chambre d'accusation, peut-il ordonner la mise en liberté provisoire du prévenu, à la charge de donner caution?

On peut dire que tout a été jugé sur ce point, par l'arrêt qui a fait droit à l'opposition, et qu'il ne peut y avoir lieu conséquemment à accorder la liberté provisoire au prévenu.

Mais la réponse se trouve consignée dans l'art. 114 qui autorise le prévenu à demander sa mise en liberté provisoire, sous caution, en tout état de cause.

La Chambre d'accusation n'a prononcé qu'une décision *provisoire*.

ARTICLE CCXL.

Seront , au surplus , observées les autres dispositions du présent Code , qui ne sont point contraires aux cinq articles précédens.

OBSERVATIONS.

I. Les principales dispositions dont parle cet article , sont celles de l'art. 134 , pour la forme de l'ordonnance de prise de corps , et celles de l'art. 234 , pour la rédaction de l'arrêt.

II. Il résulte de plus de cet article , ainsi que nous l'avons déjà observé sur l'art. 238 , N.º 3 , que les parties sont autorisées à fournir des Mémoires , aux termes de l'art. 217 , et qu'il doit être procédé à l'instruction et au jugement , avec la même solennité que celles exigées par les art. 235 , 236 , 237 , 238 et 239 , lorsqu'il n'y a pas été dérogé par une disposition formelle.

ARTICLE CCXLI.

Dans tous les cas où le prévenu sera renvoyé à la Cour d'Assises ou à la Cour spéciale , le Procureur-Général sera tenu de rédiger un acte d'accusation.

L'acte d'accusation exposera , 1.º la nature du délit qui forme la base de l'accusation ; 2.º le fait et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine ; le prévenu y sera dénommé et clairement désigné.

L'acte d'accusation sera terminé par le résumé suivant :

En conséquence , N.... est accusé d'avoir commis tel meurtre , tel vol ou tel crime , avec telle et telle circonstance.

OBSERVATIONS.

I. Ce fut d'abord le Directeur de Jury qui fut chargé de la rédaction de l'acte d'accusation ; la loi du 7 pluviôse an ix en chargea le Magistrat de sûreté , et celle du 18 du même mois mit cette rédaction dans les attributions du Procureur-Général , lorsque l'affaire rentrait dans la compétence des Cours spéciales.

Le Code d'instruction criminelle n'admet plus aucune distinction ; aujourd'hui , tous les actes d'accusation doivent être rédigés par le Procureur - Général ; il ne peut en être dressé que pour crimes emportant peines afflictives ou infamantes , et qu'après une accusation admise.

II. Sous l'empire du Code de brumaire an iv, l'acte d'accusation se rédigeait aussitôt que le Directeur du Jury avait rendu son ordonnance de compétence; cet acte était soumis au Jury d'accusation: dans le nouvel état de choses, l'acte d'accusation ne doit être dressé que lorsque la mise en accusation du prévenu a été prononcée.

III. Dans le système du Code de brumaire an iv, c'était l'acte d'accusation qui servait à motiver l'ordonnance de prise de corps; sous le régime actuel, c'est l'ordonnance de prise de corps qui doit servir à motiver l'acte d'accusation; tellement, que l'acte d'accusation ne peut porter que sur le fait compris dans l'ordonnance de prise de corps, sauf à y rattacher les circonstances qui peuvent en aggraver ou en atténuer la culpabilité.

IV. Le Code de brumaire an iv exigeait, sous peine de nullité, qu'il fût fait mention dans l'acte d'accusation, de l'annexe des procès-verbaux constatant le corps du délit, afin d'avoir la certitude que ces procès-verbaux seraient mis sous les yeux du Jury d'accusation; cette mesure devenait inutile dans le nouveau système, puisque toutes les pièces doivent être laissées sur le bureau de la Chambre d'accusation, chargée de prononcer sur la mise en accusation du prévenu, et que toutes ces pièces doivent être cotées par le Procureur-Impérial, lors de l'envoi qu'il en fait au Procureur-Général.

V. Antérieurement à la mise en activité du Code d'instruction criminelle, le prévenu de crime devait avoir été mis en état de mandat d'arrêt, avant l'ordonnance de renvoi au Jury d'accusation, et il n'est pas même nécessaire aujourd'hui de décerner un mandat contre l'accusé qui peut être présenté aux débats sans ce préalable.

VI. Le Code d'instruction criminelle a maintenu les dispositions du Code de brumaire an iv, relatives à l'exposé que le Rédacteur de l'acte d'accusation doit faire du crime et de toutes ses circonstances, et à la désignation du prévenu, de manière à éviter toute méprise sur son application, mais sans attacher la peine de nullité à l'inobservation de ces formalités.

Cependant elles sont importantes, et ce ne peut être un motif suffisant pour se dispenser de les observer.

En n'y attachant pas la peine de nullité, le Législateur a voulu seulement éviter que l'on tombât dans l'inconvénient de prononcer la nullité des actes d'accusation, sous des prétextes frivoles, soit en supposant que le fait n'y a pas été suffisamment indiqué, soit en alléguant que l'accusé n'y a pas été assez clairement désigné.

La Cour de cassation faisait justice, il est vrai, de ces prétendues nullités, toutes les fois que l'accusé ne pouvait contester son identité, et lorsque les circonstances omises n'avaient pu lui nuire; mais lorsque des circonstances essentielles ne s'y

trouvaient pas rappelées, la Cour de cassation n'hésitait pas à prononcer l'annulation de l'acte d'accusation, et par suite celle de l'arrêt de condamnation.

VII. La Cour de cassation le jugeait de même, lorsque l'acte d'accusation ne présentait pas le fait de manière à constituer un crime emportant peine afflictive ou infamante, et elle le jugerait encore ainsi, sous l'empire du Code d'instruction criminelle : on en trouve la preuve dans son arrêt rendu au rapport de M. Liborel, le 26 juillet 1811.

Dans l'espèce de cet arrêt, la Chambre d'accusation avait renvoyé à la Cour d'Assises, la prévention d'une *tentative* de vol, bien qualifiée par l'ordonnance de prise de corps ; mais le Rédacteur de l'acte d'accusation n'y avait pas rappelé la circonstance que la tentative avait été manifestée par des actes extérieurs, *suivis d'un commencement d'exécution* ; ce qui seul pouvait constituer la tentative aux yeux de la loi.

L'acte d'accusation, et tout ce qui avait suivi furent déclarés nuls.

VIII. La plus parfaite impartialité doit guider le Rédacteur de l'acte d'accusation, dans le récit des faits et dans son résumé : il doit y recueillir avec le même soin, ce qui est favorable au prévenu, et ce qui peut tendre à établir sa culpabilité.

Il doit, sur-tout, s'abstenir du langage de la déclamation et de la passion.

Sa narration doit être claire, précise ; elle doit être l'image fidèle du résultat de l'instruction.

IX. Si l'accusé a fourni des Mémoires, le rédacteur de l'acte d'accusation doit les analyser ; il ne doit pas négliger non plus de rappeler les circonstances à décharge qui peuvent résulter des autres pièces de l'instruction, lors même que l'accusé aurait omis de les relever.

Si l'acte d'accusation n'avait présenté que le fait imputé à l'accusé, sans rappeler les circonstances qui peuvent venir à sa décharge, son annulation devrait être prononcée : car ce ne serait plus réellement un acte d'accusation dans le sens de la loi.

La cassation d'un acte ainsi rédigé n'aurait pas donné lieu à difficulté sous l'empire du Code de brumaire an iv ; nous pouvons citer à l'appui les arrêts des 28 frimaire et 6 ventôse an 9, 8 frimaire an x, 12 prairial an xii, 24 messidor an xiii, et 5 mai 1808 ; et il ne pourrait y avoir, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, aucun motif pour valider un acte, dans lequel les intérêts de l'accusé auraient été évidemment compromis.

L'arrêt du 5 mai 1808, rendu sur le rapport de M. Lefessier de Grandpré, fut fondé sur ce que l'acte d'accusation ne faisait pas mention d'une circonstance importante que l'accusé avait présentée à sa décharge.

X. L'article 341 du Code d'instruction criminelle exige bien que les pièces du

procès soient remises au Jury, lorsqu'il passe dans sa chambre pour former sa délibération ; mais la circonstance omise dans l'acte d'accusation peut se trouver consignée dans les dépositions *écrites* des témoins, et les dépositions *écrites* des témoins ne doivent pas être remises au Jury.

Les pièces du procès ne sont d'ailleurs remises au Jury que pour y faire la vérification des faits portés dans l'acte d'accusation ; car il n'est pas entré dans la pensée du Législateur, que les Jurés, réunis dans leur chambre, en prendraient une lecture entière avant de former leur délibération ; de sorte que si l'acte d'accusation n'a pas parlé de la circonstance atténuante, le Jury peut très-bien ne s'en être pas occupé.

L'annulation, sur un pareil motif, peut être rigoureuse ; mais si la loi use de toute sa sévérité contre l'accusé déclaré coupable, elle doit user de la même sévérité en sa faveur, lorsqu'il n'a pas été déclaré tel ; et l'accusé n'a pas été déclaré coupable, par une voie légale, lorsque le Jury n'a pas prononcé avec connaissance de cause, c'est-à-dire, lorsqu'il n'a pas été environné de toutes les lumières qui résultent de l'instruction.

XI. L'acte d'accusation doit être terminé par un résumé qui présente au Jury un point fixe auquel il puisse ramener toute la discussion.

Le Rédacteur ne doit y entrer dans aucun détail ; il doit se borner à y rappeler sommairement la nature du fait, les circonstances aggravantes qui peuvent s'y rattacher, et les moyens d'atténuation proposés par l'accusé.

Cela est d'autant plus nécessaire, que la question à faire au Jury doit lui être posée en termes généraux (*art. 337*) ; de sorte que le Jury doit uniquement rattacher sa pensée au résumé fait dans l'acte d'accusation.

XII. Plus un acte d'accusation sera clair, précis, et cependant complet, plus le Rédacteur sera entré dans les vues du Législateur ; plus il sera certain que le Jury ne s'égara pas dans sa décision.

ARTICLE CCXLII.

L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation seront signifiés à l'accusé, et il lui sera laissé copie du tout.

OBSERVATIONS.

I. Le Code n'a pas attaché la peine de nullité au défaut de notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation.

Mais si, à raison de ce défaut de notification, l'accusé demandait le renvoi

des débats à une autre session, et si ce renvoi lui était refusé, il y aurait nécessairement lieu à l'annulation de l'arrêt de condamnation. (*Art. 408.*)

Si l'accusé n'avait pas réclamé contre l'inobservation de l'art. 242, il aurait couvert cette irrégularité par son silence; il ne pourrait tirer un moyen de cassation, de ce que l'acte d'accusation ne lui aurait pas été notifié.

II. Si l'accusé avait été mis en jugement devant une Cour spéciale, dont les arrêts définitifs ne sont pas susceptibles du recours en cassation, avant qu'il lui eût été délivré copie de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, ne lui resterait-il aucun moyen de revenir contre l'arrêt de condamnation rendu au préjudice de sa réquisition de n'être jugé qu'après que la notification lui en aurait été faite?

L'accusé ne pourra pas sans doute se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui aura rejeté sa demande et prononcé sa condamnation, puisque les arrêts définitifs rendus par les Cours spéciales ne peuvent être attaqués par cette voie; mais il lui restera un moyen de faire tomber l'arrêt qui l'aura condamné, sans l'attaquer directement.

Ce moyen sera celui de revenir par *opposition* contre l'arrêt de la Cour de cassation qui aura maintenu l'arrêt de renvoi à la Cour Impériale.

L'opposition sera recevable : car, l'art. 567 exige que l'arrêt de renvoi à la Cour spéciale, et que l'acte d'accusation soient signifiés dans les trois jours à l'accusé, afin qu'il puisse faire parvenir ses moyens à la Cour de cassation, chargée, par l'art. 569, de prononcer sur la compétence et sur les nullités qui ont pu se glisser dans l'arrêt de renvoi. (*Art. 570.*)

L'arrêt de la Cour de cassation devant être considéré comme non-venu, au moyen de l'opposition, il en résultera que la Cour spéciale aura rendu un arrêt inutile; puisqu'aux termes de l'art. 571, il ne peut être procédé au jugement de l'accusé par les Cours spéciales, qu'ensuite de l'arrêt par lequel la Cour de cassation a confirmé le renvoi fait par la Chambre d'accusation; et que, dans l'espèce, l'arrêt définitif de condamnation aurait été rendu avant que la Cour de cassation eût statué d'une manière irrévocable.

III. On opposerait vainement que le Code n'a pas autorisé l'opposition dans ce cas; mais s'il ne l'a pas autorisée en termes exprès, il ne l'a pas non plus prohibée; de sorte que les choses sont restées dans le droit commun : et de droit commun, l'opposition est recevable contre tous jugemens et arrêts en dernier ressort qui ont été rendus contre une partie qui n'y a été présente, ni dûement appelée.

Or, la seule manière d'appeler l'accusé devant la Cour de cassation, pour voir prononcer sur l'arrêt de renvoi, est de lui notifier cet arrêt et l'acte d'accusation, (*Art. 567.*) Ainsi, par la seule force des choses, l'opposition est évidemment recevable.

IV. La loi du 18 pluviôse an ix ne parlait pas non plus de l'opposition contre

l'arrêt à rendre par la Cour de cassation sur la compétence des Cours spéciales ; et cependant, elle était admise lorsqu'il était constant que l'arrêt de compétence *n'avait pas été notifié à l'accusé*. Si le 30 juin 1809, l'opposition d'un accusé fut rejetée, ce fut uniquement par le motif qu'il était *justifié* qu'il avait *reçu copie* de l'arrêt de compétence dans les vingt-quatre heures.

Sous l'empire de cette loi, la Cour de cassation avait même poussé la prévoyance jusqu'à surseoir à prononcer sur la compétence, jusqu'à ce qu'il lui fût justifié dans une forme légale, que l'arrêt soumis à sa censure avait été notifié à l'accusé.

La Cour de cassation persistera sans doute dans cette Jurisprudence, fondée sur la raison et sur la Justice. En effet, dès que l'accusé est autorisé à contester la compétence devant la Cour de cassation, il faut bien qu'il soit instruit qu'il y a eu renvoi ordonné à la Cour spéciale, et que la Cour de cassation se trouve saisie de l'arrêt qu'il a prononcé.

V. Mais il sera prudent de la part de l'accusé, auquel la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation n'aura pas été faite, de se faire donner acte de ce qu'il forme opposition à l'arrêt de la Cour de cassation, qui a maintenu l'arrêt de renvoi.

Cet acte arrêtera l'exécution de l'arrêt de condamnation qui pourrait être prononcé contre lui.

VI. Si le prévenu était contumax, la signification faite à son domicile, ou s'il n'en avait pas, celle qui lui serait faite dans la forme prescrite en pareil cas, serait aussi valable que s'il l'avait reçue en personne.

Si l'accusé se constituait prisonnier, ou s'il était arrêté avant que la peine se trouvât éteinte par la prescription, toutes les procédures faites contre lui, depuis l'ordonnance de prise de corps, se trouveraient anéanties de plein droit ; il faudrait un nouvel arrêt de renvoi, un nouvel acte d'accusation, un nouvel examen à faire par la Cour de cassation et un nouvel arrêt. (*Art. 475.*)

VII. Il faudrait un nouvel acte d'accusation, puisque l'acte d'accusation ne se rédige qu'après l'ordonnance de prise de corps et que toutes les procédures faites depuis l'ordonnance de prise de corps, doivent être regardées comme non-avenues. (*Même article.*)

ARTICLE CCXLIII.

Dans les vingt-quatre heures qui suivront cette signification, l'accusé sera transféré de la Maison d'arrêt dans la Maison de Justice établie près la Cour où il doit être jugé.

OBSERVATIONS.

I. Cette translation doit s'effectuer dans les vingt-quatre heures, lors même que le renvoi serait fait à la Cour spéciale, quoique les arrêts de renvoi à cette Cour soient soumis de droit à la révision de la Cour de cassation.

Le motif en est que, si les débats ne peuvent s'ouvrir avant que la Cour de cassation ait confirmé l'arrêt de renvoi, l'art. 571 veut que, sans attendre que la Cour de cassation ait prononcé, il soit procédé à l'instruction.

II. Le délai de vingt-quatre heures fixé par l'art. 243, n'est pas de rigueur; il résulte seulement de la disposition de cet art., qu'il ne doit être usé d'aucun délai pour faire opérer la translation de l'accusé: car sa culpabilité n'étant encore qu'un problème, il ne doit pas rester sous le poids d'une accusation, plus long-temps que la nature de l'affaire l'exige; s'il est coupable, sa punition doit être prompte; s'il est innocent, sa liberté doit lui être rendue sans retard.

III. Le moindre délai apporté à la translation de l'accusé dans la maison de Justice pourrait mettre obstacle à cette mesure d'ordre public, puisque l'accusé arrivé au lieu où doivent se tenir les Assises, *avant leur ouverture*, doit être jugé dans la session qui va s'ouvrir, tandis qu'il faut le consentement du Président, et que le Procureur-Général l'ait requis, pour qu'il puisse l'être, lorsqu'il n'est arrivé à la maison de Justice que depuis l'ouverture de la session.

De son côté, l'accusé peut refuser d'être jugé à la session actuelle, lors même que le Président et le Procureur - Général en témoigneraient l'intention. (*Art. 261 du Code d'instruction criminelle.*)

ARTICLE CCXLIV.

Si l'accusé ne peut être saisi ou ne se présente point, on procédera contre lui par contumace, ainsi qu'il sera réglé ci-après au Chapitre II du Titre IV du présent Livre.

OBSERVATIONS.

I. La contumace du prévenu ne commence qu'à l'instant où il n'a pu être saisi, en vertu de l'arrêt qui a prononcé sa mise en accusation, ou lorsqu'après avoir été saisi, il est parvenu à s'évader (*art. 465.*); d'où il suit que lorsque le fait imputé au

prévenu ne peut emporter peine afflictive ou infamante, il ne peut être fait aucune instruction par contumace, lors même qu'il n'aurait pu être saisi en exécution des mandats décernés contre lui. La Cour de cassation le jugea ainsi, le 29 décembre 1808.

II. On ne peut tirer un argument en sens contraire, de ce qu'il est dit dans l'art. 476, que si l'accusé se constitue prisonnier, le jugement par contumace et les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter, seront anéantis de plein droit : car l'ordonnance de se représenter, dont parle cet article, est celle qui est rendue en conformité de l'art. 465, et non celle dont s'occupent les art. 131 et 239.

III. Nous avons dit à la page 655, dernier alinéa, et à la page 699, sous les N.^{os} VI et VII, que si l'arrêt de renvoi était *postérieur* à l'ordonnance de prise de corps, il se trouverait annulé par la représentation de l'accusé, et qu'il faudrait prononcer un nouvel arrêt de renvoi, dresser un nouvel acte d'accusation, et recommencer toute la procédure faite depuis l'ordonnance de prise de corps : c'est une erreur dans laquelle nous avons été induits, pour n'avoir pas assez réfléchi sur ces mots de l'art. 476, *ou de se représenter*, qui maintiennent tout ce qui a été fait, jusqu'à l'ordonnance qui est rendue en conformité de l'art. 465, et conséquemment l'arrêt de mise en accusation, celui de renvoi, et même l'ordonnance de prise de corps qui pourrait en avoir été la suite.

Nous reviendrons sur cette question dans nos observations sur l'art. 476, à laquelle elle appartient plus particulièrement.

ARTICLE CCXLV.

Le Procureur-Général donnera avis de l'arrêt de renvoi à la Cour d'Assises ou à la Cour Spéciale, tant au Maire du lieu du domicile de l'accusé, s'il est connu, qu'à celui du lieu où le délit a été commis.

OBSERVATIONS.

I. Cet avis doit être donné par le Procureur-Général au Maire du lieu du domicile de l'accusé, et à celui du lieu où le délit a été commis, parce que l'un et l'autre peuvent avoir des renseignemens à fournir, soit sur le fait en lui-même, soit sur la moralité de l'accusé.

II. Le devoir du Maire est de donner connaissance de cet avis à la famille de l'accusé, et d'adresser au Procureur-Général les renseignemens qu'il a pu se procurer.

III. La même disposition se trouvait dans le Code de Brumaire an iv; mais c'était le Directeur du Jury qui était chargé de donner l'avis (art. 261 et 591 de ce Code.) L'art. 592 exigeait de plus que le Président de la Cour de Justice criminelle adressât au Maire une copie du jugement d'absolution ou de condamnation de l'accusé.

Cet envoi est un mode d'exécution, qui rentre plus naturellement dans les attributions du Procureur-Général, et dont il était plus convenable de le charger.

ARTICLE CCXLVI.

Le prévenu à l'égard duquel la Cour Impériale aura décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi à l'une de ces Cours, ne pourra plus y être traduit à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges.

OBSERVATIONS.

I. Il résulte des dispositions de cet article, que l'arrêt portant qu'il n'y a lieu à suivre n'est que *provisoire*, en ce sens que le prévenu peut être recherché à raison du même fait, dans le cas de survenance de nouvelles charges; il en était déjà ainsi sous l'empire du Code de brumaire an iv.

Ce n'est pas un arrêt d'absolution ni d'acquit, que la déclaration faite par la Chambre d'accusation que, *dans l'état*, il n'y a lieu à suivre, lorsque cette déclaration est fondée sur ce que le fait dénoncé n'est pas *suffisamment* constaté, ou sur ce qu'il n'y a pas d'*indices assez graves* pour faire présumer la culpabilité du prévenu.

II. Mais si la Chambre d'accusation avait prononcé *qu'il n'y a lieu à suivre*, sur le motif que le fait imputé au prévenu n'est pas de nature à constituer un crime, un délit ou une contravention, l'arrêt serait *définitif*; de sorte que, s'il n'avait pas été attaqué par la voie de la cassation, il y aurait chose *irrévocablement* jugée. Ce ne serait plus le cas de l'application de l'art. 246.

Le Code d'instruction criminelle ne fait pas cette distinction; mais elle résulte des principes généraux, qui ne permettent pas que ce qui a été définitivement et irrévocablement jugé puisse être mis de nouveau en question.

A quoi pourrait aboutir la survenance de nouvelles charges sur un fait qui ne constituerait réellement ni crime, ni délit, ni contravention?

Avant d'examiner si les charges sont suffisantes pour faire présumer la culpabilité du prévenu, il faut s'assurer qu'il y a un crime, un délit ou une contravention à réprimer; de sorte que s'il est jugé qu'il n'existe ni crime, ni délit, ni contravention, tout examen des charges devient sans objet.

III. Si le Code de brumaire an iv n'avait pas établi cette distinction, c'est que le Jury d'accusation ne pouvait motiver sa déclaration. Lorsqu'il était appelé, la compétence était jugée; il n'avait à consulter que les preuves résultant de l'instruction. La réponse du Jury ne consistait, en effet, que dans un *oui* ou dans un *non*; de sorte qu'il n'était pas possible de dire qu'il y eût rien de jugé sur la nature et sur l'existence matérielle du fait.

IV. Quoique l'art. 246 ne fixe point le temps pendant lequel le prévenu peut être recherché à raison de nouvelles charges, ce temps ne peut être plus long que celui de la prescription du crime : car si la prescription peut s'établir en faveur du prévenu, lorsqu'il n'a été fait contre lui aucunes poursuites, lorsque sa conduite n'a pas encore été appréciée, il doit en être de même, à plus forte raison, lorsqu'il est intervenu, en sa faveur, un arrêt portant qu'il n'y a lieu à suivre, après un examen réfléchi des preuves résultantes de l'instruction.

V. Nous verrons sous l'art. suivant, ce que l'on doit considérer comme nouvelles charges. Il est important de ne rien laisser à l'arbitraire dans une matière qui intéresse aussi essentiellement la liberté des citoyens, et sur-tout lorsque leur conduite a déjà été scrupuleusement examinée.

VI. Mais une question non moins importante est celle de savoir s'il peut être exercé un recours en cassation contre l'arrêt de la Chambre d'accusation portant qu'il n'y a lieu à suivre; et dans le cas de l'affirmative, si cette faculté est accordée à la partie civile, comme au Procureur-Général.

VII. Il est certain que le recours en cassation *ne serait pas recevable*, s'il était fondé sur ce que la Chambre d'accusation aurait déclaré n'y avoir pas de charges suffisantes contre le prévenu; il n'entre pas dans les attributions de la Cour de cassation de reviser les arrêts *quant aux faits*; mais seulement de les apprécier, sous le rapport des formes et de la violation des lois.

VIII. Si l'arrêt de la Chambre d'accusation était *motivé* sur ce que le fait imputé au prévenu ne constitue *ni crime, ni délit, ni contravention*, le Procureur-Général serait recevable à le déférer à la censure de la Cour de cassation : alors il y aurait une question de droit à juger; il y aurait à examiner s'il a été fait par la Chambre d'accusation une juste application de la loi. Aussi, sur ce point, la Jurisprudence de la Cour de cassation est-elle constante. (*Arrêts des 4 avril et 27 juin 1811.*)

IX. La difficulté ne peut donc porter que sur le point de savoir si la partie civile est elle-même recevable à se pourvoir en cassation contre un pareil arrêt, et cette question a partagé les opinions; mais il a été jugé par un arrêt de la Cour de cassation, le 17 octobre 1811, que le recours de la partie civile est non-recevable, lorsque la plainte a porté sur un fait qualifié *crime* par la loi.

X. Dans l'espèce, le sieur Rancès avait porté plainte en *faux* contre les sieurs Saraille, Bayard, et autres prévenus.

L'information faite par un des Juges d'instruction de Paris, la Chambre du Conseil avait rendu, le 9 mai 1811, une ordonnance par laquelle elle avait déclaré n'y avoir lieu à suivre; elle l'avait motivée sur ce que les détails de l'affaire ne laissaient apercevoir ni crime, ni délit.

Le sieur Rancès avait formé opposition à cette ordonnance qui avait été confirmée par la Chambre d'accusation.

Le Procureur-Général ne s'était pas pourvu contre l'arrêt attaqué par le sieur Rancès.

L'affaire se présenta, dans cet état, au jugement de la Cour de cassation qui déclara le recours du sieur Rancès non-recevable :

« Attendu qu'il résulte des dispositions des art. 1 et 3 du Code d'instruction criminelle, que l'exercice de l'action civile qui naît d'un *crime*, est essentiellement subordonnée à l'exercice de l'action publique; que conséquemment la partie privée ne peut poursuivre son action devant les Tribunaux criminels, lorsque le Ministère public n'agit point, ou qu'il acquiesce au jugement rendu sur ses premières poursuites ;

» Que l'intérêt de l'ordre social est en effet l'objet principal de la juridiction criminelle ; que les intérêts privés n'en sont que l'objet accidentel et accessoire ;

» Que si l'art. 135 du Code d'instruction criminelle autorise la partie civile à se pourvoir, par opposition, contre les ordonnances des Chambres d'instruction, dans les cas et dans le délai portés dans cet article, c'est une exception au droit commun qui doit être restreinte dans sa disposition, et dont on ne peut induire, en faveur de la partie civile, aucun droit d'action directe et principale, ni par conséquent, le droit de se pourvoir en cassation contre des arrêts définitifs d'un Tribunal supérieur, contre lesquels le Ministère public ne réclame pas ;

» Qu'aucun des articles du Code d'instruction criminelle, relatifs aux attributions des Chambres d'accusation, ne conserve aux parties civiles le droit de se pourvoir en cassation contre leurs arrêts; que le droit des parties civiles doit donc être apprécié et jugé suivant les principes généraux et les règles particulières fixées par ledit Code ;

» Que d'après les principes généraux, il ne peut y avoir devant les Tribunaux criminels, d'action civile là où il n'y a pas d'action publique ;

» Que d'après les règles particulières établies dans les art. 408 et 412, relatives au droit de pourvoi des parties civiles en matière criminelle, ce droit n'est accordé aux parties civiles que relativement aux condamnations civiles qui pourraient avoir été prononcées contre elles ;

» Que le Ministère public ne s'est point pourvu en cassation contre l'arrêt de la Chambre d'accusation de Paris, contre lequel est dirigé le pourvoi des demandeurs, et que cet arrêt n'a prononcé contre lui aucune condamnation civile ;

» Qu'il suit de là que, sous aucun rapport, la Cour n'est légalement saisie du droit de connaître dudit arrêt. »

XI. On combattait ce système par la disposition de l'art. 135 du Code d'instruction criminelle qui réserve à la partie civile le droit d'opposition contre l'ordon-

nancé de la Chambre du Conseil, lors même que la plainte porte sur un crime, et par la disposition de l'article 217 qui l'autorise à fournir des mémoires devant la Chambre d'accusation, au soutien de son opposition.

On se prévalait d'un arrêt rendu le 9 mars 1811, par lequel la partie civile avait été déclarée recevable dans son recours en cassation, contre un arrêt rendu sur appel en matière correctionnelle, quoique le Ministère public eût acquiescé, par son silence, à l'arrêt qui avait prononcé le renvoi du prévenu, et quoique la plainte eût porté sur une banqueroute *frauduleuse*, placée par la loi au nombre des crimes.

On pouvait aussi se prévaloir d'un arrêt rendu le 14 pluviôse an xii, à notre rapport, sur le réquisitoire de M. Merlin, et sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Pons, lequel jugea que quand l'information a été suivie à la requête du Ministère public, le désistement de son action ne peut arrêter la marche de l'instruction, ni le jugement.

Un nommé Cuesne avait été traduit devant le Tribunal de police correctionnelle; le Procureur-Impérial avait conclu à ce qu'il fût renvoyé; mais le Tribunal l'ayant trouvé coupable, lui avait appliqué les peines prononcées par la loi.

Sur l'appel interjeté par le condamné, la Cour de Justice criminelle du département du Jura avait réformé le jugement, attendu le désistement de l'action publique fait par le Procureur-Impérial, ce qui n'avait pas permis au Tribunal correctionnel de prononcer aucune peine contre le prévenu.

Par un arrêt du 14 pluviôse an xii, faisant droit au réquisitoire de M. le Procureur-Général, la Cour de cassation prononça l'annulation de l'arrêt de la Cour de Justice criminelle du Jura, d'après les motifs suivans :

« Attendu quela Cour de Justice criminelle a fait une fausse application du principe que l'action publique à laquelle donne essentiellement lieu toute espèce de délit, ne peut être exercée que par les Fonctionnaires spécialement établis à cet effet;

« Qu'il résulte bien de ce principe que les Officiers du Ministère public ont seuls qualité pour intenter, au nom de la société, une action pénale contre le délinquant; mais qu'il ne s'ensuit pas que les Tribunaux se trouvant légalement saisis de l'action, il dépende des Officiers du Ministère public de la rendre illusoire par des conclusions tendantes à la décharge du prévenu;

« Qu'il faut distinguer, dans un Officier du Ministère public, deux caractères différens : celui d'agent de la société pour la poursuite des délits, et celui d'organe de la loi pour requérir l'application des peines;

« Que si les prévenus lui paraissent *coupables*, ses fonctions d'organe de la loi se trouvant en harmonie avec celles d'agent de la société, il donne, sous le *premier* rapport, son avis en faveur de l'action qu'il a intentée sous le *second*.

« Que si les prévenus lui paraissent *innocens*, ou s'il pense qu'aucune disposition du Code pénal ne leur est applicable, alors l'organe de la loi, impassible comme

elle, doit proposer en cette qualité le rejet de la demande qu'il a formée comme agent de la société ; mais la demande qu'il a formée comme agent de la société, n'en subsiste pas moins, et le Tribunal qu'il en a constitué Juge n'en demeure pas moins saisi ; de sorte que c'est à la conscience des Magistrats à décider si c'est à tort ou avec raison que l'organe de la loi opine contre l'agent de la société ;

« Que s'il en était autrement, après que le Ministère public aurait, à la suite des débats, donné des conclusions en faveur d'un prévenu, il deviendrait impossible au Tribunal de rendre même un jugement d'absolution, puisque ses conclusions emporteraient désistement de l'action publique, et que l'action publique se trouvant éteinte, il ne resterait plus rien à juger : »

Par ces motifs, la Cour cassa dans l'intérêt de la loi, l'arrêt qui lui était dénoncé.

XII. On réfutait les objections tirées de ces arrêts, par une distinction entre le cas de poursuites sur prévention de *crime*, et celui de poursuites sur prévention de *délit* ; et cette distinction fut adoptée par la Cour de cassation, en déclarant non-recevable la partie civile, dans le recours contre l'arrêt rendu par la Chambre d'accusation, portant qu'il n'y avait lieu à suivre contre Saraille et autres ; car ce fut ainsi que la Cour de cassation motiva son arrêt.

Il n'est pas à notre connaissance que la question ait été jugée d'une manière plus directe en faveur du recours qui peut être exercé par la partie civile, contre les arrêts de la Chambre d'accusation qui n'ont prononcé que sur une prévention de délit ; mais si elle se présentait, il nous paraît que l'on devrait puiser les moyens de décider, dans les dispositions de l'art. 182, qui autorise la partie civile à porter directement son action devant le Tribunal correctionnel, ce qui lui suppose nécessairement le droit de la suivre dans tous les degrés de juridiction qu'elle doit parcourir.

XIII. Pour déclarer qu'il n'y a lieu à suivre, la Chambre d'accusation pourrait-elle se fonder sur ce que le crime ou le délit qui ferait l'objet des poursuites, serait prescrit, amnistié, ou qu'il y aurait chose jugée ?

C'est notre opinion : car la loi n'autorise des poursuites que contre les auteurs des crimes et délits auxquels il peut être appliqué des peines, et il ne peut en être appliqué dans les trois cas ci-dessus : c'est ce que la Cour de cassation a jugé dans l'affaire Ragoulean, contre Lagorce, par arrêt rendu le 12 octobre 1811, sur le rapport de M. Aumont, en rejetant le recours exercé contre l'arrêt de la Chambre d'accusation de Paris, portant qu'il n'y avait lieu à suivre, attendu qu'il y avait eu chose jugée, pour raison du même fait.

C'est aussi ce que la Cour de cassation a jugé, le 8 novembre 1811, sur le rapport de M. Busschop, pour le cas de *prescription*, attendu que c'est un moyen *péremptoire*.

La question ne s'est pas encore présentée pour le cas d'amnistie ; mais il y aurait même raison de décider : car un fait amnistié a perdu son caractère de crime, par la même autorité que celle qui le lui avait imprimé.

XIV. Si le Procureur-Impérial ni la partie civile ne s'étaient rendus opposans dans le délai fixé par l'article 135, le Procureur-Général ne serait pas recevable à déférer l'ordonnance de la Chambre du Conseil à la Chambre d'accusation.

La Cour de cassation le jugea ainsi, le 13 septembre 1811, en rejetant le recours du Procureur-Général contre un arrêt de la Cour Impériale de Nancy, du 12 juillet, par lequel il avait été dit n'y avoir lieu à délibérer sur l'opposition du Procureur-Général, contre l'ordonnance de la Chambre du Conseil du Tribunal de Neufchâteau, en date du 15 juin, à laquelle, ni le Procureur-Impérial, ni la partie civile n'avaient formé opposition.

La Cour Impériale de Nancy avait motivé son arrêt, sur ce que les délais pour se pourvoir contre les jugemens, sont de rigueur ; qu'après leur expiration, les jugemens sujets au pourvoi, acquièrent la force de chose irrévocablement jugée ; que ce principe est applicable au jugement émané de la Chambre du Conseil, exécuté sans opposition dans le délai prescrit.

L'arrêt de la Cour de cassation, rendu sur le rapport de M. Favard, et sur les conclusions de M. Pons-de-Verdun, porte :

« Attendu que, par son arrêt du 12 juillet, la Chambre d'accusation de la Cour » d'appel de Nancy a fait une juste application de l'art. 135 du Code d'instruction » criminelle, rejette. »

XV. La Cour de cassation jugea deux autres questions très-importantes, sur la matière des oppositions autorisées contre les ordonnances émanées des Chambres du Conseil, par son arrêt du 25 octobre 1811, au rapport de M. Bauchau, sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Lecoutour.

La première, que la Chambre d'accusation doit connaître, sans exception, de toutes les oppositions qui peuvent être formées contre les ordonnances rendues par la Chambre du Conseil ; c'est-à-dire, lors même que la plainte n'aurait porté que sur une prévention de délit ou de contravention ; et déjà la même chose avait été jugée le 13 septembre 1811, sur le rapport de M. Favard, en accueillant un recours exercé contre un arrêt rendu par la Chambre d'accusation de la Cour Impériale de Colmar, qui s'était déclarée incompétente pour connaître d'une opposition, sur le motif que la plainte n'avait porté que sur un délit.

La deuxième, que l'opposition est recevable, lors même que le prévenu n'est pas en arrestation, et qu'il n'y aurait encore aucun mandat décerné contre lui :

« Attendu que le droit d'opposition aux ordonnances des Chambres du Conseil, » accordé par l'art. 135 au Ministère public et aux parties civiles, n'est pas exclu- » sivement borné au seul cas où la mise en liberté du prévenu a été ordonnée par

» la Chambre du Conseil ; que ce cas n'est énoncé, dans cet article, que dans un sens démonstratif, et non dans un sens limitatif ; que l'opposition à une ordonnance de mise en liberté, ne peut, en effet, être jugée que par l'appréciation des charges et de la qualification donnée au fait qui lui a servi de base ; que le Législateur ayant voulu que cette appréciation pût être faite par la Chambre d'accusation, dans le cas de mise en liberté du prévenu, il l'a voulu, à plus forte raison, dans le cas où le prévenu n'aurait pas été arrêté, ou que sa mise en liberté n'aurait pas été prononcée ; que l'opposition aux ordonnances des Chambres du Conseil doit donc être reçue et jugée devant les Chambres d'accusation, soit que le prévenu ait été arrêté ou qu'il ne l'ait pas été, soit que sa mise en liberté ait été prononcée par la Chambre du Conseil, ou qu'elle ait été par elle refusée. »

ARTICLE CCXLVII.

Sont considérés comme charges nouvelles, les déclarations de témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à l'examen de la Cour Impériale, sont cependant de nature, soit à fortifier les preuves que la Cour aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développemens utiles à la manifestation de la vérité.

OBSERVATIONS.

I. Le Code de brumaire an iv s'était borné, dans son art. 254, à déclarer que le prévenu pourrait être repris, dans le cas de survenance de nouvelles charges, sans rien décider sur la nature des nouvelles charges ; il en était souvent résulté des discussions très-épineuses sur la question de savoir ce qu'on devait entendre par survenance de nouvelles charges.

Quelques personnes prétendaient que les nouvelles charges ne pouvaient résulter que de procès-verbaux ou d'écrits quelconques, sans que l'on pût considérer comme telles, les dépositions de témoins, dans l'impossibilité où l'on était de vérifier si les déclarations faites devant le Jury d'accusation, avaient porté ou non sur les mêmes faits et sur les mêmes circonstances, puisqu'elles n'avaient pas dû être consignées dans l'instruction.

Cette opinion s'était accréditée ; elle se fortifiait par les dispositions de l'art. 594 du Code de brumaire an iv, portant qu'à l'avenir il n'y aurait plus d'autres formes de procéder en matière criminelle, correctionnelle et de police, que celles que ce Code venait d'introduire ; ce qui était une révocation implicite de la loi du 6 ventôse an ii, de laquelle il résultait que la survenance de nouvelles charges pouvait se consi-

tituer par la déclaration de témoins qui n'avaient pas été ouïs devant le Jury d'accusation, lorsqu'elle était de nature soit à fortifier les preuves que le Jury d'accusation avait pu croire trop faibles en l'état, soit à donner aux faits des développemens utiles à la manifestation de la vérité.

Mais la loi du 7 pluviôse an ix ayant changé la forme de procéder devant le Jury d'accusation, en décidant que les déclarations *écrites* des témoins ouïs dans l'information seraient mises sous ses yeux, la loi du 6 ventôse an xi dût nécessairement reprendre vigueur.

Aussi, depuis la mise en activité de la loi du 7 pluviôse an ix, celle du 6 ventôse an xi fut généralement consultée.

II. Ce n'est plus aujourd'hui la loi de ventôse an xi, ni le Code de brumaire an iv qui doivent être appliqués; c'est l'art. 247 du Code d'instruction criminelle.

Or, cet article considère comme charges nouvelles, aussi bien celles qui résultent des déclarations des témoins, que celles qui peuvent résulter de pièces ou procès-verbaux qui n'auraient pas été mis sous les yeux de la Chambre d'accusation, lorsqu'elle a déclaré n'y avoir lieu à suivre.

III. Mais il ne suffit pas qu'il existe de nouvelles dépositions, de nouvelles pièces, de nouveaux procès-verbaux; il faut que les nouvelles dépositions, que les pièces nouvellement produites soient de nature à fortifier les preuves regardées comme insuffisantes, lors du premier examen, ou qu'elles tendent à donner des développemens utiles à la manifestation de la vérité.

C'était bien aussi ce que supposait l'art. 255 du Code de brumaire an iv; mais il en rendait seul Juge le Directeur du Jury; c'était lui donner un pouvoir dont l'abus était aussi facile que dangereux.

Ce pouvoir se trouvait tempéré par la loi du 7 pluviôse an ix qui faisait dépendre le jugement de compétence, de la réunion des opinions du Magistrat de sûreté et du Juge d'instruction; mais ce n'était pas encore atteindre le but que le Législateur s'était proposé.

Il n'était cependant pas possible de faire mieux dans l'état des choses, puisque le Jury d'accusation, n'exerçant que des fonctions temporaires, ne pouvait être réuni pour déclarer s'il existait réellement de nouvelles charges dans les pièces communiquées, et si ces nouvelles charges étaient de nature à faire changer son opinion.

IV. Ce pouvoir, aujourd'hui confié à la Chambre d'accusation, n'est plus à redouter, ou du moins le mal ne peut être que très-passager, puisque le seul droit confié au Juge d'instruction, dans le nouvel ordre de choses, est de décerner un mandat de dépôt contre le prévenu dont la conduite doit être de nouveau appréciée par les Juges mêmes qui ont prononcé sa mise en liberté; de sorte que, dans le nouveau système, tous les intérêts se trouvent ménagés.

V. Si le Juge d'instruction est autorisé par l'art. 248, dans le cas de survenance de nouvelles charges, à décerner un mandat de dépôt contre le prévenu mis en liberté par la Chambre d'accusation, c'est afin qu'il ne puisse échapper aux recherches; mais comme l'arrêt rendu par la Chambre d'accusation *portant qu'il n'y a lieu à suivre*, est une présomption légale de l'innocence du prévenu, le Juge d'instruction ne doit user de cette faculté, que lorsqu'il lui paraît bien démontré que le prévenu est réellement coupable.

VI. Sous le prétexte de se procurer de nouvelles charges, le Procureur-Impérial peut-il requérir, et le Juge d'instruction peut-il ordonner qu'il sera procédé à une nouvelle information?

Si l'on autorise cette forme de procéder, il n'y aura pas de raison pour que l'instruction ne se renouvelle trois, quatre, cinq, six fois, et qu'elle ne se renouvelle tous les mois, tous les trois mois, jusqu'à ce qu'enfin la prescription soit acquise: car le Code d'instruction criminelle ne porte pas qu'après un second arrêt de mise en liberté, la survenance de nouvelles charges ne pourra plus être prise en considération.

Si le Législateur a réservé la faculté de faire de nouvelles poursuites, dans le cas de survenance de nouvelles charges, il semble que c'est seulement pour le cas où il en est réellement survenu de nouvelles, sans avoir été directement provoquées.

Cependant, l'usage contraire a prévalu, et d'après la bonne composition des Tribunaux, on ne doit pas en redouter les suites.

VII. Les nouvelles charges peuvent résulter de procès-verbaux, ou d'autres pièces inconnues lors des premières poursuites: elles peuvent résulter de déclarations de témoins ouïs dans d'autres affaires; d'informations faites par un Officier de police judiciaire d'un autre arrondissement; de recherches et de poursuites faites contre les complices du prévenu mis en liberté.

VIII. Mais, pourrait-on considérer comme nouvelles charges, quelques propos échappés au prévenu depuis sa mise en liberté?

Cette question présente de grandes difficultés. S'il est de principe qu'en matière criminelle un prévenu ne peut être condamné sur son aveu, il n'en est pas moins certain que si l'aveu du prévenu ne peut, par lui seul, emporter sa condamnation, il peut du moins servir à fortifier les preuves acquises, et l'art. 247 considère, comme charges suffisantes, celles qui peuvent tendre à fortifier des anciennes preuves, ou à donner de nouveaux développemens utiles à la manifestation de la vérité.

Vainement dirait-on que l'art. 247, en parlant de nouvelles charges, ne s'occupe que des déclarations de témoins, des plèxes et des procès-verbaux qui n'ont pas été mis sous les yeux de la Chambre lors de sa délibération; et que cette loi

étant de rigueur, ne peut être étendue des cas qu'elle a prévus à ceux qui ne l'ont pas été.

La réponse est que l'aveu du prévenu ne pouvant parvenir, d'une manière officielle jusqu'au Magistrat, que par la déclaration des témoins, cela suffit pour le faire rentrer dans les dispositions de l'art. cité.

IX. Une nouvelle plainte dans laquelle se trouveraient rappelées des circonstances graves, ignorées lors de la première instruction, suffirait-elle pour constituer de nouvelles charges dans le sens du Code d'instruction criminelle?

Si ces circonstances n'étaient que de simples allégations, sans appui dans des de pièces justificatives, lors même que la preuve en serait offerte avec indication de témoins, nous ne serions pas d'avis qu'elles pussent autoriser de nouvelles poursuites; car si une nouvelle plainte pouvait produire cet effet, ce serait donner à une simple plainte de la partie intéressée, une autorité destructive des arrêts de la Chambre d'accusation, et il n'a certainement pas été dans l'intention du Législateur de la lui accorder.

Ce ne sont pas de simples allégations, quelque graves qu'elles puissent être, qu'exige l'art. 247, mais de véritables charges résultantes soit de déclarations de témoins, soit de procès-verbaux ou de pièces; et une plainte, une dénonciation ne prouvent rien par elles-mêmes; elles ne peuvent donc constituer de nouvelles charges.

Dans le système contraire, on verrait chaque jour se renouveler la scène scandaleuse que donna un Magistrat de sûreté qui, pendant que le Jury d'accusation prononçait *n'y avoir lieu* à suivre contre le prévenu, discernait contre lui un nouveau mandat de dépôt pour le même fait, et le retenait, par ce moyen, dans les liens de la Justice, afin de se réserver la faculté de présenter de nouveau la prévention à un autre Jury qu'il espérait trouver plus sévère.

Le Ministère public doit l'être sans doute envers les coupables, mais il n'est pas leur Juge; et lorsque l'autorité compétente les a déclarés innocens, il doit respecter sa décision tant que les choses restent entières; et la loi les répute innocens jusqu'à la survenance de nouvelles charges.

X. La survenance de nouvelles charges ne pourrait produire l'effet d'autoriser des poursuites contre un prévenu mis en liberté par la Chambre d'accusation, sur le motif que le fait qui lui est imputé ne constitue *ni crime, ni délit, ni contravention*: car de nouvelles charges ne peuvent changer la nature du fait, déjà irrévocablement apprécié par la Chambre d'accusation.

ARTICLE CGXLVIII.

En ce cas , l'Officier de police judiciaire ou le Juge d'instruction adressera , sans délai , copie des pièces et charges au Procureur-Général de la Cour Impériale ; et sur la réquisition du Procureur-Général , le Président de la Section criminelle indiquera le Juge devant lequel il sera , à la poursuite de l'Officier du Ministère public , procédé à une nouvelle instruction , conformément à ce qui a été prescrit.

Pourra toutefois le Juge d'instruction décerner , s'il y a lieu , sur les nouvelles charges , et avant leur envoi au Procureur-Général , un mandat de dépôt contre le prévenu qui aurait été déjà mis en liberté , d'après les dispositions de l'art. 229.

OBSERVATIONS.

I. On pourrait induire de la disposition de l'art. 248, qui charge le Président de la Chambre d'indiquer le Juge devant lequel il doit être procédé à la nouvelle instruction, que la survenance de nouvelles charges doit précéder la nouvelle instruction : car, si la nouvelle instruction, dans le cas de survenance de nouvelles charges, doit être faite d'autorité de la Cour Impériale, par un Juge délégué, il semble en résulter que les nouvelles charges, qui peuvent seules autoriser cette nouvelle instruction, doivent lui être préalables.

Cependant, comme l'art. 248, ni aucun autre du Code d'instruction criminelle, ne déclare, en termes exprès, que la survenance de nouvelles charges doit précéder la nouvelle instruction à faire, et que l'instruction faite par les Juges inférieurs, n'est que provisoire, l'induction contraire tirée de l'article 248, ne peut être un motif suffisant pour n'autoriser la nouvelle instruction, que dans le cas de nouvelles charges préexistantes.

II. La survenance de nouvelles charges peut être dénoncée au Procureur-Général, par tout Officier de police judiciaire, à la connaissance duquel elles sont parvenues, sans passer par l'intermédiaire du Juge d'instruction.

Si c'est le Juge d'instruction qui donne l'avis au Procureur-Général, il peut commencer par mettre le prévenu en mandat de dépôt ; ce qu'il ne doit faire, néanmoins, ainsi que nous l'avons déjà observé, que dans des circonstances extrêmement graves, sur-tout si le mandat doit porter sur une personne domiciliée qui jouit d'une bonne réputation.

III. Si les pièces que l'Officier de police judiciaire adresse au Procureur-Général,

ne paraissent pas à ce Magistrat constituer la survenance de nouvelles charges, est-il autorisé à ne pas faire de réquisition à la Chambre d'accusation?

Notre opinion serait pour l'affirmative, si le Juge d'instruction n'était pas lui-même autorisé à décerner un mandat de dépôt contre le prévenu : car il est difficile de se faire à l'idée que le Procureur-Général puisse être contraint de requérir une instruction, lorsqu'il n'aperçoit pas, dans les pièces qui lui sont transmises, des indices suffisants de culpabilité contre le prévenu.

Mais si le Procureur-Général ne soumettait pas l'affaire à la Chambre d'accusation, que deviendrait le prévenu mis en mandat de dépôt?

Il n'est pas dans ses attributions de prononcer sa mise en liberté.

Or si, dans le cas du mandat de dépôt décerné, le Procureur-Général ne peut se dispenser de soumettre l'affaire à la Chambre d'accusation, quelle que puisse être sa manière de voir, sur quels motifs pourrait-il s'en dispenser, lorsqu'il n'a pas été délié de mandat? Le Code n'a établi, pour les deux cas, que la même forme de procéder.

IV. Le Président de la Chambre d'accusation ne peut non plus se dispenser, sur les réquisitions du Procureur-Général, de désigner le Juge devant lequel il doit être procédé à la nouvelle information : il n'entre pas dans ses attributions, de juger du mérite de la survenance des nouvelles charges; mais rien ne s'oppose à ce que le Président réunisse en conseil les Magistrats de la Chambre d'accusation, pour examiner la prétendue survenance de nouvelles charges, avant de faire sa délégation.

V. Le Juge délégué par le Président, doit être pris dans la Chambre d'accusation; il doit être procédé, comme dans le cas de l'art. 237, sauf au Magistrat délégué à requérir un Juge du Tribunal de première instance, d'entendre les témoins qui seraient domiciliés dans son arrondissement.

Dans le cas d'information pour survenance de nouvelles charges, il ne faut pas d'ordonnance de renvoi à la Chambre du Conseil.

La Chambre d'accusation se trouve suffisamment saisie, tant par l'ordonnance de renvoi qui a été rendue sur la première information, que par la réquisition du Procureur-Général.

VI. Ce ne sont pas les *minutes* des pièces qui constituent les nouvelles charges quel'art. 248 charge le Magistrat qui les a recueillies d'adresser au Procureur-Général, mais de simples *copies*; ce qui est fondé sur ce que les pièces peuvent appartenir à une autre affaire dont les poursuites ne doivent pas être interrompues, ni même ralenties; mais si la survenance de nouvelles charges se trouvait résulter de pièces qui n'appartinssent à aucune autre affaire, elles devraient être adressées en minutes, et non par simples copies, pour se conformer aux dispositions de l'art. 59 du décret impérial du 18 juin 1811.

Si la Chambre d'accusation desire prendre connaissance des *minutes*, elle peut ordonner qu'elles seront apportées à son greffé. (Art. 228.)

ARTICLE CCXLIX.

Le Procureur-Impérial enverra tous les huit jours au Procureur-Général une notice de toutes les affaires criminelles, de police correctionnelle ou de simple police ; qui seront survenues.

OBSERVATIONS.

I. Cet article n'est que le développement de l'art. 27 ; mais ce développement devenait nécessaire en ce que l'art. 27 ne parle que de *délits*, tandis que l'art. 249 s'occupe en général des *crimes*, des *délits* et des *contraventions*.

L'art. 249 impose l'obligation au Procureur-Impérial d'en adresser tous les huit jours *une notice* au Procureur-Général ; ce qui est indépendant de l'avis qu'il doit lui donner, à l'instant que les crimes et délits parviennent à sa connaissance, au desir de l'art. 27.

II. Par une conséquence nécessaire des dispositions de l'art. 249, les Commissaires de police, les Maires et Adjoints de Maires qui remplissent les fonctions du Ministère public près les Tribunaux de police, doivent également adresser, tous les huit jours, au Procureur-Impérial, la notice des affaires de police survenues dans leurs arrondissemens respectifs.

L'art. 1.^{er} de l'arrêté du Directoire exécutif, du 20 pluviôse an iv, leur en impose le devoir et cet arrêté, qui n'a jamais été rapporté, doit continuer à recevoir son exécution.

III. On trouve dans les art. 27 et 250, les motifs qui ont déterminé les dispositions de l'art. 249.

C'est afin que le Procureur-Général puisse donner ses ordres pour l'instruction des procédures criminelles, correctionnelles et de police, et que s'il aperçoit de la gravité dans les affaires portées en police correctionnelle ou en simple police, ou de la négligence dans les poursuites, il puisse les activer ou faire traduire les prévenus devant les tribunaux auxquels est attribuée la répression des délits dont ils se sont rendus coupables.

ARTICLE CCL.

Lorsque, dans la notice des causes de police correctionnelle ou de simple police, le Procureur-Général trouvera qu'elles présentent des caractères plus graves, il pourra ordonner l'apport des pièces dans la

quinzaine seulement de la réception de la notice, pour ensuite être par lui fait, dans un autre délai de quinzaine du jour de la réception des pièces, telles réquisitions qu'il estimera convenables, et par la Cour être ordonné, dans le délai de trois jours, ce qu'il appartiendra.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article ne se réfèrent qu'aux affaires correctionnelles ou de simple police.

L'art. 27 avait déjà pourvu à ce qui concernait les affaires poursuivies par la voie criminelle, en autorisant le Procureur-Général à donner ses ordres relativement à tous les actes de la police judiciaire.

II. Mais comme il peut arriver que des affaires de nature à être suivies par la voie criminelle soient cependant portées en police correctionnelle, ou en simple police, et qu'il est important de prévenir un pareil abus, l'art. 250 autorise le Procureur-Général, à la vue des notices qui lui sont adressées, à ordonner que les pièces lui seront envoyées, afin de pouvoir juger par lui-même de la gravité du fait dénoncé.

III. Si le Code s'en était tenu là, sans fixer un terme au Procureur-Général pour ordonner l'apport des pièces, on aurait substitué un abus réel à un abus purement éventuel, puisque le Procureur-Général, de son autorité, aurait pu arrêter le cours de la Justice, en ordonnant de lui adresser les pièces, lorsque toute la procédure se trouvant instruite, il n'y aurait plus que le jugement à prononcer.

Aussi n'a-t-on accordé que le délai de quinzaine au Procureur-Général, pour ordonner que les pièces lui seraient adressées, et une seconde quinzaine pour en faire l'examen et son rapport à la Cour Impériale, c'est-à-dire, à la Chambre d'accusation de cette Cour, lorsqu'il pense que l'affaire est de nature à être poursuivie par la voie criminelle.

Si le Procureur-Général s'est convaincu, par la communication des pièces, que l'affaire appartient réellement au tribunal saisi, il doit se borner à lui en faire le renvoi pour être procédé au jugement.

IV. Mais si dans la quinzaine accordée au Procureur-Général, pour requérir que les pièces lui soient envoyées, il est intervenu un jugement, quel devra en être l'effet ?

Celui qui sera intervenu en simple police aura pu acquérir dans ce délai la force de la chose jugée, puisque le Code n'accorde que celui de dix jours pour en interjeter appel (art. 174), et qu'il n'accorde que celui de trois jours pour l'attaquer par la voie du recours en cassation. (Art. 373.)

Le délai d'appeler est plus long en matière correctionnelle, puisque le Code accorde celui de deux mois au Procureur-Général, pour appeler des jugemens qui émanent des Tribunaux correctionnels. (*Art. 205.*) Mais l'Officier du Ministère public, près le Tribunal d'appel, pourrait ne pas user de la faculté que la loi lui accorde.

Des jugemens ainsi passés en force de chose jugée, rendraient-ils non-recevables les poursuites du Procureur-Général, et devrait-on juger comme le fit la Cour de cassation, par arrêt du 30 juin 1806, que le Procureur-général ne serait plus recevable à prétendre que le fait ne rentrait pas dans les attributions des Tribunaux qui auraient statué?

V. Cette question nous semble devoir se décider, d'après une distinction entre le cas où le Procureur-Général a fait ses réquisitions pour l'envoi des pièces, dans le délai fixé, et celui où il n'a fait ses diligences qu'après l'expiration du délai.

VI. Si le Procureur-Général n'a pas usé de la faculté que lui accorde l'art. 250, soit pour ordonner dans la quinzaine que les pièces lui seront adressées, soit pour faire ses réquisitions à la Cour dans la quinzaine de la réception des pièces, nous ne doutons pas que le jugement intervenu doive sortir son entier effet, lorsqu'il n'a été attaqué ni par la voie de l'appel, ni par celle du recours en cassation. Les choses restent alors dans les termes du droit commun.

Il n'y a plus à examiner si le Tribunal qui a rendu le jugement, était compétent ou non.

La présomption est que l'affaire rentrait dans ses attributions.

VII. Mais si le Procureur-Général a usé, dans le délai fixé, du pouvoir que lui accorde l'art. 250, notre avis est que le jugement intervenu, lors même qu'il n'aurait pas été attaqué par les voies de droit, ne serait que *provisoire*, et qu'il ne pourrait acquiescer la force de la chose jugée que dans le cas où la Chambre d'accusation n'adopterait pas l'opinion du Procureur-Général sur la nature du fait imputé au prévenu, ou que, sur les nouvelles poursuites, il serait reconnu que l'affaire ne rentrait réellement pas dans la compétence des Cours d'Assises ou spéciales.

VIII. Nous pensons que la même distinction doit être faite dans le cas où la Chambre d'accusation appelée à prononcer sur les réquisitions du Procureur-Général, n'a rendu son arrêt qu'après l'expiration des trois jours qui lui sont accordés pour statuer, lorsque le jugement intervenu a acquis la force de la chose jugée, depuis l'expiration de ces trois jours.

Les délais accordés, soit au Procureur-Général, pour ordonner l'apport des pièces et pour faire ses réquisitions, soit à la Chambre d'accusation, pour juger, n'ont pas été fixés, il est vrai, sous peine de déchéance : mais nous ne croyons pas que l'on puisse tirer de cette circonstance d'autre induction que celle que la

déchéance n'est point acquise, tant que les choses sont encore entières; mais elle le serait bien certainement, s'il était intervenu un jugement qui eût passé en force de chose jugée.

IX. Mais, comment s'assurer que le Procureur-Général a demandé l'apport des pièces dans la quinzaine de la réception de la notice qui a dû lui être transmise, et qu'il a fait sa réquisition dans la quinzaine de la réception des pièces?

Aucun article du Code ne lui enjoint de tenir registre du jour de la réception des notices et des pièces; le seul registre que le Code d'instruction criminelle oblige le Procureur-Général à tenir, est celui où il inscrit les avertissemens qu'il donne aux Officiers de police judiciaire du ressort. (*Art. 280.*)

Devra-t-il donc en être cru sur sa parole?

Les prévenus ne peuvent être laissés dans une incertitude perpétuelle sur leur sort; il faut, pour les rassurer, quelque chose de plus positif que la confiance que peut mériter le Procureur-Général.

X. Dans le silence du Code, en conciliant son esprit avec sa lettre, il faut compter le temps moralement nécessaire pour que les notices parviennent au Procureur-Général: on doit supposer que le Procureur-Impérial en fait régulièrement l'envoi.

C'était ainsi que la Cour de cassation le jugeait sous l'empire du Code de brumaire an iv; elle ne recevait le recours du Procureur-Général, contre les ordonnances des Directeurs du Jury, dont les copies devaient également lui être transmises, que dans les trois jours, à compter du temps moral que l'on présumait avoir été nécessaire pour leur envoi et pour leur réception (*Arrêt du premier avril 1808.*)

Le Législateur, pénétré de la nécessité de ne rien laisser à l'arbitraire dans une matière aussi grave, s'empressera sans doute de déterminer la forme de procéder en pareil cas; la chose lui sera facile, en chargeant le Procureur - Général et les Procureurs-Impériaux de tenir registre des envois et des réceptions des notices et des pièces.

XI. Lorsque le Procureur-Général a fait ses réquisitions, la Chambre d'accusation est tenue de délibérer et de prononcer dans les *trois jours*: quoique ce délai ne soit pas de rigueur, il peut le devenir; de sorte que, s'il y a possibilité de le faire, la Chambre d'accusation ne doit pas se permettre de renvoyer à un plus long délai.

XII. La Chambre d'accusation n'est pas tenue de déférer aux réquisitions du Procureur-Général.

Elle doit examiner, si le fait constitue réellement un crime, d'après la nature de la prévention.

Si ce n'est pas l'opinion de la Chambre, elle doit ordonner que l'affaire soit suivie d'après ses derniers errements.

Lorsqu'elle partage l'avis du Procureur - Général, elle doit ordonner, que la procédure soit instruite dans la forme prescrite.

XIII. Dans ce dernier cas, la Chambre d'accusation peut-elle se charger elle-même de l'instruction ?

Le Code n'autorise spécialement que dans deux cas la Chambre d'accusation à faire par elle-même l'instruction ; et, comme il ne lui donne cette autorisation que par une dérogation spéciale au droit commun, on peut dire que, hors de ces cas, il y a lieu au renvoi devant le Juge d'instruction.

Ces deux cas sont ceux dont il est fait mention dans les art. 228 et 235 du Code d'instruction criminelle.

Cependant cela ne serait pas, dans l'espèce, sans inconvénient : car, dans le cas de renvoi au Juge d'instruction, c'est à la Chambre du Conseil à prononcer sur la compétence, et elle peut voir la chose d'une autre manière que la Chambre d'accusation.

Le Procureur-Impérial peut bien, à la vérité, former opposition à l'ordonnance ; mais c'est un circuit d'action qui nous paraît inutile, et d'ailleurs il serait inconvénient de soumettre à la révision de la Chambre du Conseil, un arrêt émané de la Chambre d'accusation.

Le Tribunal dépouillé peut, d'ailleurs, avoir été saisi en vertu d'une ordonnance de la Chambre du Conseil ; de sorte que notre avis est que, dans l'espèce particulière, la Chambre d'accusation doit faire par elle-même l'instruction : cela nous paraît rentrer dans le texte et dans l'esprit de l'art. 235.

XIV. Lorsque la Chambre d'accusation n'a pas adopté l'opinion du Procureur-Général, ce Magistrat est autorisé à se pourvoir en cassation contre l'arrêt, lorsqu'il fonde son recours sur ce que le fait dénoncé constitue réellement un crime.

Mais, si la Chambre d'accusation, en reconnaissant qu'il y a crime, s'était bornée à déclarer n'y avoir lieu à suivre, attendu qu'il n'existe pas des charges suffisantes contre le prévenu, le recours du Procureur-Général ne serait pas recevable, à moins qu'il ne le fondât sur quelques vices intrinsèques de l'arrêt.

XV. Lorsque la Chambre d'accusation a ordonné qu'il soit procédé à l'information, le prévenu est-il recevable à se pourvoir contre l'arrêt ?

Il semblerait assez naturel que ce droit, étant acquis au Procureur-Général, fût également accordé au prévenu ; cependant le prévenu n'y serait pas recevable ; car, si le recours du Procureur-Général est autorisé, c'est qu'il y a chose jugée en dernier ressort sur la compétence, en faveur du prévenu, tandis qu'un arrêt portant qu'il y a lieu à suivre, est purement d'instruction.

Mais la Chambre d'accusation ne peut refuser de recevoir les mémoires qui lui sont présentés par le prévenu, aux termes de l'art. 217, et le Procureur-Général

doit en faire l'analyse dans son rapport.

Quoique le Procureur-Général ait saisi la Chambre d'accusation par son réquisitoire, cela ne peut tenir lieu du rapport qu'il est chargé de faire.

C'est dans la Chambre du Conseil que toutes ces formalités doivent être remplies ; les parties, les témoins, le Procureur-Général, ni le Greffier ne doivent être présents à la délibération.

FIN DU TOME PREMIER.

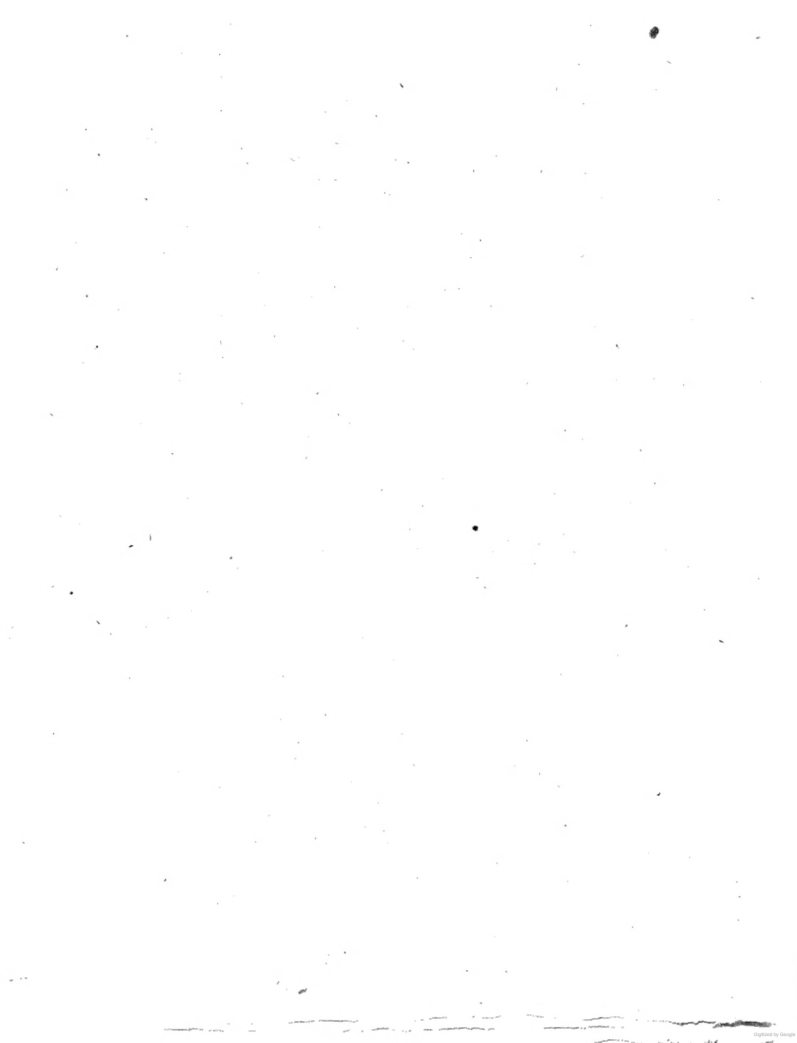


TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

Note. Le premier chiffre indique l'article du Code, et les autres chiffres qui se trouvent après le signe — indiquent les n^{os} des observations sur ce même article. Par exemple, les chiffres 23 — 4, 5, renvoient aux 4^e et 5^e observations sur l'article 23.

Accusé doit avoir copie, et de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, 242. Il est ensuite transféré dans la prison du lieu où il doit être jugé, 243. S'il est absent, on procède contre lui par contumace, 244.

Acte d'accusation est rédigé par le procureur général, 221 — 25; doit présenter le vrai caractère du crime, *ibid.*, 26.

Acte d'accusation est rédigé par le procureur général, 241; que doit contenir cet acte, *ibid.*

Action diffère de réquisition, 2 — 2.

Action civile, devant quels juges peut être portée, 3. Exception à ce sujet, tirée du Code de Commerce, 3 — 1.

Administration forestière est représentée ou par ses agents, ou par le procureur impérial, 150.

Adulter, ne peut être poursuivi que sur la plainte du mari, 1 — 18.

Affirmation. Voyez *Procès-verbal*, *Garde*.

Agents du gouvernement, quand peuvent être poursuivis, 1 — 17.

Agents du gouvernement, que doit-on entendre par ces paroles, 91 — 32, 35 et suiv. Distinction sur les formes à observer avant de lancer contre eux aucun mandat d'amener ou autre, *ibid.*

Alliance. Voyez *Témoins*.

Amende contre les témoins qui ne comparaissent pas, 80.

Amende encourue par le greffier, doit-elle être préalablement prononcée par jugement ? 77 —

2 et suiv. Quel recours est ouvert au greffier contre un tel jugement, *ibid.* 8.

Amende en matière forestière est moins une peine que l'indemnité du dommage causé, 202 — 11.

Amnistie affranchit de l'action publique ceux auxquels elle est accordée, 1 — 10.

Arrêt de la part du condamné peut aggraver sa condition, 1 — 20.

Appel du chef de la partie civile seulement, ne peut être suivi d'aucune condamnation nouvelle, 1 — 20.

Appel (La voie d') est interdite au témoin condamné à l'amende, 80.

Appel suppose que la voie d'opposition ne peut plus être employée, 150 — 6.

Appels des jugemens de police, en quels cas peuvent être interjetés, 172.

Appel en matière de police est suspensif, 175. Se porte au tribunal correctionnel, 174. Il doit être interjeté dans les dix jours de la signification, *ibid.* Soit que le jugement soit contradictoire, ou par défaut, *ibid.* 3. A qui doit-il être signifié, *ibid.* 4. Manière de compter ce délai de dix jours, *ibid.* 5. Formes à observer pour cet appel, *ibid.* 6 et suiv.

Appels en matière correctionnelle, 199. Où doivent être portés, 200. Tableau formé à ce sujet, *ibid.* 7. A quelles personnes appartient la faculté d'appeler, 202. Dans quel délai, 203. En quelle forme, 204.

Appel en matière correctionnelle. La législation sur ce point s'est améliorée, 202 — 1 et suiv.

APPEL en matière correctionnelle est suspensif, 203.

Appels correctionnels, comment et dans quel délai doivent être jugés, 209 et suiv.

ARBITRAIRE dangereux dans tout ce qui tient à la liberté individuelle, 246.

ARMES. Quelles sont celles qui peuvent faire soupçonner d'un crime celui qui les porte, 41—5.

ARRÊT contre lequel on peut se pourvoir en cassation n'est pas irrévocable, 2—32.

Arrête de la chambre d'accusation, par qui doivent être signés, 234.

ARTICLES d'une loi doivent s'interpréter mutuellement, 24—2.

ASILE (Droit d') n'est pas un droit personnel au réfugié, mais un droit de souveraineté : il cesse, *ipso facto*, par la réunion de la patrie du condamné au pays où il s'est réfugié, 6—12.

AUDIENCES solennelles, quelles chambres peuvent ou non y être appelées, 218—3.

Audience. Voyez *Injures*.

AUTRUI de cet ouvrage a exercé les fonctions de procureur général, 61—4. Remarque importante qu'il a en occasion d'y faire, *ibid*.

AUTOGRAPHIS nécessaire à la femme demanderesse 2—37 et suiv. Secus, si elle est défenderesse, 1—40.

AUTORITÉ administrative. Le ministère public peut-il poursuivre devant les tribunaux ceux qui sont prévenus de contravention aux arrêtés de cette autorité ? 1—12.

AUXILIAIRES du procureur impérial ont tous les mêmes droits que lui, 30—19.

Auxiliaires du procureur impérial. On nomme ainsi les juges de paix, officiers de gendarmerie, commissaires généraux de police, maires, adjoints. Art. 48 et 50. (Voyez chacun de ces mots) doivent recevoir les dénonciations à eux faites, 48. En quels lieux, *ibid*, 41; en quelle forme, *ibid*, 5; doivent les transmettre au procureur impérial, *ibid*, 6.

Auxiliaires du procureur impérial. Ce qu'ils doivent faire en cas de flagrant délit, 49. En cas de délégation, 52. Renvoi de la procédure qu'ils doivent faire au procureur impérial, 53. Voyez *Officiers de police judiciaire*.

AVERTISSEMENT du maire équivalait à citation devant lui, 169. Par qui cet avertissement doit-il être donné, *ibid*, 4 et suiv.

AVIS du contrevenant, suffit-il pour faire prononcer la confiscation ? 137—29. La preuve en ce cas peut-elle être ordonnée d'office, *ibid*, 30 et suiv.

AVIS que doit donner le procureur impérial au procureur général, art. 27. Avis qu'on doit donner au procureur impérial, art. 29, 50. Ces avis diffèrent des dénonciations, art. 29—9. Voyez *Tribunal*.

AVOCATS toujours prêts à justifier le choix de la justice, 3—74.

BAQUETAUT peut être poursuivi d'office, quoiqu'elle n'ait pas été déclarée, 1—32.

BANQUEROUTE. Cas où les faillis sont réputés banqueroutiers simples ou frauduleux, 3—3, 43—7.

BICAMÉ peut proposer pour défense la nullité de l'un de ses mariages, on la fausseté des pièces qu'on lui oppose, 5—40 et suiv. Y a-t-il dans l'un ou l'autre cas question *préjudicielle*, 5—45 et suiv. Sa bonne foi reconnue l'absout, et sa mauvaise foi, non soutenue du fait, ne peut suffire à le condamner, 5—44 et suiv.

BICAMÉ. Voyez *Musulman*, *Mariage*.

BOIS. Est-il besoin que le propriétaire dénonce les délits commis dans ses bois, pour donner lieu à l'action publique ? 1—27.

Le propriétaire peut-il en certains cas être réputé délinquant et poursuivi comme tel, pour abus de sa propriété, 1—27 et 28.

BOIS ne sont réputés défensables que lorsqu'ils ont été déclarés tels par l'administration forestière, 16—40, 18—21, 22.

BOIS des communes, assimilés aux bois nationaux, 18—15 et suiv.

CALOMNIE, quoique verbale est punissable, 159—27.

Calomnie par la voie des journaux étrangers, 159—55.

CAUTION. Voyez *Etranger*.

Caution en cas d'élargissement provisoire, 114. Engagement que contracte cette caution, *ibid*, 4. Quid, si elle n'a pas représenté le prévenu,

mais qu'il soit acquitté, *ibid.* 5. *Quid*, si elle le représente, mais tardivement, *ibid.* 6, 129 — 4 et suiv. Comment peut-elle répéter son cautionnement? 114—7. Quelle doit être sa solvabilité, et comment elle en doit justifier? 117. Prévenu peut être caution de lui-même, 118. Ceux du cautionnement, 119. Comment doit être faite la soumission de la caution? 120. Elle entraîne la contrainte par corps, *ibid.* Règles sur l'exercice de cette contrainte, *ibid.* 6. Emploi du cautionnement, 121. Caution d'individus mis sous la surveillance de la police, à quoi tenue, 125.

CASSATION. Délai pour se pourvoir en cassation suivant les divers cas, 128 — 29. Voyez *Pourvoi*.

CÉLÉBRATION d'un mariage peut être prouvée par le résultat d'une procédure criminelle, 3—70.

CESSURE exercée par la cour de cassation contre les juges prévaricateurs, 220 — 3. Exemple de ce droit exercé par elle, *ibid.* 4.

CHAMBRE d'accusation. Cas dans lequel on peut se pourvoir en cassation contre ses arrêts, 3 — 60.

CHAMBRES d'accusation substituées aux chambres criminelles, 3 — 60 (1).

CHAMBRE d'accusation, sa composition, 218 — 1 et 2, doit s'assembler au moins une fois la semaine, *ibid.* 4. Sur quoi doit-elle prononcer? *ibid.* 5. Liberté dont elle jouit à cet égard *ibid.* 6. Elle doit prononcer dans les trois jours du rapport par le procureur général, 219. Motifs du législateur, *ibid.* 1, 2, 3. Cependant il n'y aurait pas nullité, si la chambre prononçait plus tard, *ibid.* 4. Dans tous les cas, une fois assemblée pour délibérer, elle doit prononcer sans désemparer, *ibid.* 5 et 255. En prononçant, elle considère la nature du délit, et renvoie, suivant les cas, ou à la haute cour impériale et à la cour de cassation, 220, ou à un tribunal militaire, *ibid.* 5, ou à tout autre tribunal, *ibid.* et 230, ou enfin elle prononce la mise en liberté, 239.

Elle doit examiner s'il existe des preuves ou indices assez graves d'un fait qualifié crime pour autoriser la mise en accusation, 221. Cette appréciation est confiée à sa sagesse, *ibid.* 3. Étendue de ses devoirs à cet égard, *ibid.* 4 et suiv. *Quid*, si le prévenu était en délinquance lors de l'action, 221 — 6. *Quid*, s'il a été contraint, *ibid.* 7. *Quid*, s'il propose une excuse, *ibid.* 8 et 9. *Quid*, s'il

s'agit d'un vol fait par une femme, un fils, etc. *ibid.* 10.

CHAMBRE d'accusation délibère et prononce hors la présence de la partie civile, du prévenu et des témoins, 223; à peine de nullité, *ibid.* 4. Le procureur général et le greffier doivent se retirer. Il n'y aurait cependant pas nullité s'ils restaient, *ibid.* 5. Elle prononce par un seul et même arrêt sur les délits connexes, 236. Elle peut ordonner un plus simple informe, 238.

CHAMBRE d'accusation peut ordonner une instruction et des poursuites d'office, 255. Injonction qu'elle peut à cet égard donner au procureur général, *ibid.* 1. Un de ses membres, en ce cas, fait fonctions de juge instructeur, 256. Elle entend le rapport du procureur général, 258. Ensuite elle prononce. Comment, 259.

CHAMBRE d'accusation. Voyez *Pourvoi*.

CHAMBRE du conseil. Sa composition, 127. Entend les rapports des juges d'instruction, *ibid.* Peut leur ordonner de continuer l'instruction, *ibid.* 2. Statue sur les mises en prévention et liberté provisoire, *ibid.* 3. Sur les mises en liberté définitive, 128. Elle doit surtout s'attacher à bien qualifier le fait imputé au délit, *ibid.* 2. Distinction à cet égard entre les contraventions, les crimes et les délits, *ibid.* 3. Elle doit ensuite examiner s'il y a charges suffisantes, *ibid.* 5. Ce qu'on doit entendre par ces mots *charges suffisantes*, *ibid.* 6 et suiv. Par quelles voies peut-on attaquer les ordonnances de la chambre du conseil, 128 — 10 et suiv. Dans quels cas elle doit renvoyer au tribunal de police, 129. Au tribunal correctionnel, 130. Quand peut-elle prononcer la mise en liberté du prévenu, 131. Quand décerne-t-elle contre eux une ordonnance de prise de corps, 134. Différence à cet égard entre l'ancienne et la nouvelle législation, 134 — 2.

CHAMBRE du conseil décide seule s'il y a lieu ou non à suivre, art. 127. *Quid*, si le juge d'instruction avec ou sans l'attaché du procureur impérial, décidait qu'il n'y a lieu, 28—5. *Quid*, si le procureur impérial voulait révoquer un mandat d'amener qu'il aurait une fois donné, 40—11.

CHAMBRE du conseil n'est gênée, ni par le rapport du juge d'instruction, ni par les réquisitions du procureur impérial, 70 — 4.

CHASSIS. Qu'appelle-t-on ainsi, 128 — 6 et suiv.

CHASSE (Les délits de) ne peuvent être poursuivis que sur la plainte du propriétaire, 1 — 22. *Quid, s'il s'agit de chasse dans les bois communs, ibid.*

CHER de maison ou d'appartement peut requérir le procureur impérial de s'y transporter, art. 46.

CROSS jugée met un terme à la poursuite des délits, 1 — 10, 20.

Chose jugée au criminel est-elle également chose jugée au civil? 202 — 26.

CITATION. Voyez *Gardes champêtres et forestiers*. *Citation.* Arrestement donné par le maire en tant lieu, 21 — 6.

CITATIONS en police sont notifiées par huissier à la requête du ministère public, 145. Quel délai y doit-on observer? 146.

CITOYENS. Leurs droits sont toujours menacés, lorsqu'une trop grande masse d'autorité est placée dans les mains d'un seul homme qui ne reconnaît pas de supérieur, art. 27 — 6.

CIVILEMENT responsables (Les personnes) peuvent être traduites en police correctionnelle, 1 — 30.

CLAMEUR publique. *Quid*, 21 — 26.

Clameur publique. Il est faux qu'on doive céder aux cris de la populace, 41 — 2.

CODE de Commerce en matière de faillites forme une loi spéciale à laquelle il n'a pas été dérogé par le Code d'Instruction criminelle, 5 — 2.

Code Pénal n'a pas prévu tous les délits. Comment on doit y suppléer, 212 — 4 et suiv.

Code Pénal. Il serait à désirer qu'il comprît tous les délits et toutes les peines, 157 — 26.

COMMISSAIRES de police, leurs attributions en matière de police judiciaire, 11. Ils ont la prévention sur les gardes champêtres, *ibid.* Ce qu'ils doivent constater par leur procès-verbal, *ibid.* Doivent céder la place au procureur impérial, 11 — 5. Ils se suppléent entre eux réciproquement, 12, 13. Peuvent suppléer les maires, et être suppléés par eux, 11 — 5, 6, 14.

Commissaire de police reçoit la remise qui lui est faite des procès-verbaux constatant des contraventions, 20. Et ra en arant sur ces procès-verbaux, 21. Fait fonction de procureur impérial, 21 — 7. quant à la rindictie publique seulement, *ibid.* 8. Il ne peut appeler, 21 — 9.

Commissaire de police doit signer les procès-verbaux du procureur impérial, 42.

COMMISSAIRES des relations commerciales peuvent connaître des délits commis entre Français en pays étranger, 5 — 9.

COMPARUTION peut être volontaire devant le tribunal de police, 147.

COMPÉTENCE se règle par la nature des faits, et non par la mesure des condamnations, 157 — 4 et suiv.

COMPLICITÉS peuvent être poursuivies malgré le décès du principal accusé, 2 — 34.

COMPLICITÉS peuvent être poursuivies, quoiqu'il n'y ait lien à suivre contre l'auteur principal, 221 — 12.

COMPLICITÉ ne peut ordinairement avoir lieu en fait de banqueroute simple, 3 — 5.

COMPLICITÉ en matière criminelle, ce qui la constitue, 221 — 14 et suiv.

CONFESION (Le secret de la) peut-il être révélé en justice? Distinction à ce sujet, 79 — 6. Arrêt sur la question, 79 — 2. Les ennemis même de la religion chrétienne ont rendu hommage au secret de la confession, 79 — 8. Exemple de la rétractation d'un arrêt rendu sur une confession révoquée, 79 — 9.

CONFISCATION n'est qu'un accessoire des autres peines, 2 — 14. Quand la confiscation des choses saisies peut-elle être prononcée contre les héritiers du prévenu, 2 — 14 et 12. Cette confiscation n'est pas une peine, mais une simple indemnité, 2 — 15. D'où il suit qu'elle peut être prononcée cumulativement avec une peine qui, de sa nature, n'emporterait pas avec soi confiscation, 2 — 18.

Confiscation est séparée de l'amende, 16 — 16.

Confiscation ne doit être prononcée qu'en vertu d'une loi expresse, 157 — 27. A lieu principalement en matière de douanes, droits-réunis et délits forestiers, 157 — 28.

Confiscation en matière de simple police, 157 — 24 et suiv.

Confiscation n'a régulièrement lieu que pour objets saisis, 157 — 38. Règle particulière aux douanes, *ibid.* 39.

CONSEILS en matière criminelle, 226 — 8. Quand existe-t-elle? 227.

CONSERVATEUR des forêts. Les gardes lui remettent leurs procès-verbaux, 18 — 4.

Conservateur des forêts poursuit les délits constatés par les procès-verbaux, 19. Fait citer les prévenus sans employer le ministère d'huissier, 19 — 5.

CONTRAINTA. Caractère qu'elle doit avoir pour produire une exécution, 231 — 7.

CONTRAINTA par corps contre les témoins récalcitrans, 80, quoique âgés de moins de 15 ans, *ibid.* 7. Exécutions qu'ils peuvent proposer, 81.

Contrainte par corps pour indemnité et dépens peut être prononcée par le tribunal de police, 153 — 49 et 50.

CONTRAVENTIONS en quoi diffèrent des crimes et des délits, 1 — 6.

CONTRAVENTIONS de police. Leur définition, 157. Elles s'étendent par la nature du fait et l'étendue de la peine, *ibid.* 1. Nombres distinctions à cet égard, *ibid.* 12 et suiv.

Contraventions de police, qui doit en connaître, 158 et suiv.

Contraventions. Comment sont prononcées, 154.

CONTRACTIONS peut être poursuivie en police correctionnelle, même d'office, 1 — 531.

CONTUMACE. En quels cas procède-t-on par contumace, 244.

CONTUMAX. Voyez *Ordonnance de prise de corps*.

CONVENANCES. Pour les garder, il ne faut pas confondre ces trois mots, *charger*, *commettre*, *requérir*, 90 — 4 et 5.

CORIS de pièces qui doivent être données aux prévenus, 51 — 11.

COUSS d'appel en matière correctionnelle prononcent ou par mise en liberté avec dommages-intérêts, s'il y a lieu, 215. Ou par renvoi, si le délit est plus grave, 214. Ou statuent sur le fonds même en annulant l'instruction, 215.

Cours de cassation ne sort pas de ses attributions, en examinant si les jugemens et arrêts attaqués ont bien ou mal à propos déclaré injurieux des faits qui ne l'étaient pas, et vice versa, 159 — 33.

Cours impériale régularise et dirige tout dans son ressort et par son procureur général, 9 — 1.

Cours prévôtales. Leur institution, 251 — 9.

Cours spéciales. Leurs attributs, 251 — 5 et 311.

COURTIS, procureur impérial à Paris, son instruction pour les agens et syndics des faillites, 3 — 8 (1).

Son instruction aux commissaires de police, 11 — 10.

CRIMES, afficheurs, distributeurs, non associés personnellement, ou distribuant des écrits anonymes ou défendus, 159 — 6.

CRIMES. En quoi diffèrent des contraventions et des délits, 1 — 6.

DÉBATS ne peuvent s'établir que contradictoirement avec l'accusé, 2 — 4.

Débats (Aux) sont devenus oraux, 67 — 2.

DÉCRET d'ajournement. En quoi diffère du mandat d'amener, 91 — 8.

DÉFAUT en matière de simple police, 149. Donne toujours lieu à jugement, mais pas nécessairement à condamnation, 149.

DÉFUT contre le prévenu non comparant, 186. Tombe devant l'opposition, 187.

DÉFENSEURS est renvoyé faute de preuve, 16 — 21. Principe à cet égard : *Actore non probante, reus absolvitur. Ibid.*

DÉFENSEURS peuvent-ils être ouïs au tribunal de simple police, 152 — 2.

Défenseurs admis en police correctionnelle, 185, 190 — 11 et suiv.

Défenseurs. Voyez *Honoraires*.

DÉLAIS. Comment se compte le délai de vingt-quatre heures accordé aux gardes pour affirmer leurs procès-verbaux, 18 — 8, 9.

DÉLAIS de vingt-quatre heures doit-il se compter à momento ad momentum, 66 — 6, 11 et suiv.

DÉLAIS d'un jour. Comment se compte, 66 — 14. Voyez le mot *Jour*.

DÉLAIS sont toujours de rigueur en matière criminelle, à moins que la loi ne dise le contraire, 66 — 16.

Délais. *Quid*, lorsqu'un délai expire un jour férié, 46 — 17.

Délais peuvent être abrégés en cas d'urgence, 146.

Délai de trois jours entre la citation et le jugement en matière correctionnelle, 184.

DÉLITS. En quoi diffèrent des contraventions et des crimes, 1 — 6.

Délits. Ne peuvent être poursuivis qu'en vertu d'une loi antérieure, 1 — 11.

Et qu'autant qu'une loi les a qualifiés délits, 1 — 15.

DÉLITS. Doivent être dénoncés par tous ceux qui en ont connaissance, 1—35.

Délit, synonyme du mot *crime* dans l'art. 106, p. 285.

Délit. Ce mot doit être suppléé dans les articles 5, 6 et 9 du Code d'Instruction criminelle, 24—2.

Délits graves. Qu'entend-on par là ? 6—9.

Délits en matière de douanes doivent être portés devant les tribunaux correctionnels, 16—35. Doivent être constatés par des procès-verbaux réguliers, *ibid.* Ces procès-verbaux sont foi jusqu'à inscription de faux, à la différence des procès-verbaux en matière forestière, *ibid.* 24.

Délits militaires. Quels sont ceux que l'on doit qualifier ainsi, 135—9 et suiv., 137—18.

Délits d'audience punis sur-le-champ, 181. Restriction, *ibid.* 9 et suiv.

Délits forestiers sont de la compétence exclusive des tribunaux correctionnels, 137—2.

Délits forestiers pourraient-ils se prouver uniquement par témoins, sans le secours de procès-verbaux, 16—22, 25.

Délits forestiers sont tantôt de la compétence du tribunal de police, tantôt de celle du tribunal correctionnel, 179—12.

Délits forestiers. Questions diverses sur leur nature, leur poursuite et la compétence des tribunaux qui doivent en connaître, 159—56. et suiv.

Dénégations du prévenu empêche sa mise en accusation, 221—6.

Déni de justice. Comment constaté, 100.

Déni de justice peut résulter d'un renvoi inadéquat, 133—23.

Dénoncations. Comment doivent être faites et rédigées, art. 29—30. Voyez *Procuration.*

Dénunciation. Quand doit-on en donner copie, soit au dénonciateur, soit au prévenu, 31—11.

Dénunciation seule ne suffit pas pour autoriser l'arrestation des prévenus, art. 40.

Dépens sont supportés par la partie qui succombe, 162. Doivent être liquidés par le jugement, *ibid.*

FRAIS Voyez *Dépens.*

DÉPOSITIONS. Voyez *Témoins, Faux témoignage, Interdiction, Ratures, Renvois.*

DÉROG. doit être prouvé, quant au fait qu'il a existé, avant qu'on ne puisse arguer de sa prétendue violation, 3—29 et suiv.

Désaveu. Voyez *Fondé de pouvoir.*

Désertion des marins ne doit pas être confondue avec l'évasion des forçats, 135—12.

Désistement de la partie civile, son effet, 66— de la somme, 66—6, 26 et suiv.

Désistement peut être total ou partiel, 66—5.

Désistement du plaignant n'arrête pas l'action publique, 1—24.

Désistement à qui doit-il notifié, 66—8.

Désistement après le jugement, quoique dans les 24 heures de l'intervention, ne vaut, 67.

Désuétude abroge les lois pénales, 1—11.

DISTANCES. Doivent-elles se calculer à vol d'oiseau, ou par les sinuosités des routes praticables, 100—7.

DISPOSITIF se réfère nécessairement à la plainte et aux qualités de jugemens, 153—27.

DOMESTIQUES. Ce mot comprend celui de serviteur, 75—5.

DOMMAGES. Comment constatés devant le tribunal de police, 148.

DOMMAGES-INTÉRÊTS dus aux prévenus acquittés, sont alloués par le tribunal, ou par la cour qui connaît de l'affaire, 212.

Domages-intérêts. Peuvent être demandés par tous ceux qui ont souffert d'un délit, 1.

Domages-intérêts sont une conséquence de la déclaration de culpabilité, 6—13.

Domages-intérêts encourus par la partie civile, 136.

Domages-intérêts. Leur qualité n'entre point dans la fixation de la compétence du tribunal de police, 137—21.

Domages-intérêts. Dans quels cas, et comment peuvent être alloués par le tribunal de police, 153—25 et suiv.

Domages-intérêts : par quels tribunaux doivent-ils être adjugés, en cas de décès du prévenu, 2—7 et suiv.

DROIT COMMUN (Ce qui est de) se sous-entend dans les actes, 66—12.

ELISION DE DOMICILE exigée du prévenu qui demande son élargissement sous caution, 124, à peine d'être repris, *ibid.* 2.

Election de domicile. Voyez partie civile.

ENFANS peuvent poursuivre l'assassin de leur père, 1 — 36.

ENFANS. Si et comment ils peuvent être entendus, 29.

ENGINS prohibés, 1 — 28.

ENFONCE (Est-ce par) qu'on a indiqué l'art. 99 dans l'art. 103, page 380.

ÉTANCHÉES sont-ils punissables pour des délits attentatoires à la sûreté de la France? Oui, 6. Différence à ce sujet entre les Français et les étrangers, *ibid.* 1. Autres distinctions, *ibid.* 2 et suiv.

ÉTRANGER. Quand et comment peut-il être cité en France comme témoin, 6 — 9 et suiv.

ÉTRANGER qui se rend partie civile doit donner caution, 63 — 17.

EXCEPTION DE PROPRIÉTÉ emporte ordinairement sursis à l'action publique, 3 — 24, 25, 26, 27, 28.

EXCEPTION ne peut être étendue par assimilation à d'autres cas, 8, 4.

EXCLUSIONS doivent être prononcées par la loi, 55 — 7 et suiv.

EXCUSES que peut proposer le témoin condamné à l'amende pour défaut de comparution, 81. Donnent lieu à une preuve si elles sont trouvées fausses, 86.

EXCUSES. Quelles sont celles admises par le Code, 221 — 8 et suiv.

EXCUSE ne peut être appréciée que par le jury, 221 — 8.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS DE POLICE est suspendue en cas d'opposition, appel ou pourvoi en cassation, 120 — 4.

EXÉCUTION PROVISOIRE n'a lieu pour les jugements de police, 152 — 48.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS en matière de police; comment poursuivie, 165.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS. Voyez *Procureur impérial*.

EXTRAORDINAIRE. En quels cas s'accorde, 6 — 7. Traité d'alliance à ce sujet avec les Suisses, *ibid.* 8.

EXTRAIT DES JUGEMENTS DE POLICE à qui doit être adressé, 178.

FAIT. Voyez *Cour de cassation*.

FAUX TÉMOIGNAGE ne résulte pas des dépositions faites devant le juge d'instruction, 73 — 5, 75 — 16. Motifs de cette décision, 75 — 17, etc.

FEMME ne peut agir sans l'autorité de son mari ou de justice, 1 — 37.

Délai qui lui est accordé pour rapporter cette autorisation, lorsqu'elle s'est pourvue en cassation avant de l'avoir obtenue, *ibid.*

FEUILLET. Voyez *Page*.

FIN DE NON RECEVOIR a lieu au criminel contre celui qui d'abord a agi au civil, 3 — 9, 10, 11, 12, 13. Exceptions à cette règle, 3 — 14 et suiv.

FLAGRANT DÉLIT. Quid., 16 — 26, 27.

Flagrant délit. Quid., 41. Que doit faire le procureur impérial en cas de flagrant délit, art. 32 et 46.

FONCTIONNAIRES PUBLICS. Voyez *Injure*.

FOIXÉ DE POUVOIR. Quand peut représenter le prévenu, 39. Voyez *Procuration*.

FONDÉ DE POUVOIR qui fait une concession préjudiciable à sa partie, peut-il être démissionné par elle? 152 — 11. Survis en ce cas, *ibid.* 12.

FORÇATS. Leur évation diffère du crime de désertion, 133 — 12.

FORCE PUBLIQUE. Par qui peut-elle être requise? 25. Comment? 25 — 3. Quand peut-elle l'être par les huissiers? 25 — 5.

FOURNISSEURS. En quel cas peuvent être poursuivis, 1 — 16.

FAIS, en matière criminelle sont-ils solidaires par ceux qui ont coopéré au même délit, 2 — 6. Ou qui en sont civilement responsables, *ibid.* Quid., à l'égard des héritiers, *ibid.* En sont-ils tenus même par corps? Non. 2 — 33.

FRAIS. De quels frais le plaignant qui se désiste peut-il être tenu? 66 — 29.

FRAIS DE CONTUMACE sont dus irrévocablement par le défaillant, 187.

FRAIS sont nécessairement dus par le prévenu condamné en matière correctionnelle, 194.

FRANÇAIS. Crimes commis par un Français en pays étranger; quand peuvent être poursuivis, 1 — 14.

Français peut être poursuivi en France pour certains crimes commis même en pays étranger, 5. Quand même il ne serait pas rentré en France, 5 — 1. Devant quels juges peut-il être poursuivi, 5 — 2, 5. Autres cas dans lesquels un Français prévenu d'un crime commis hors

du territoire de l'empire peut être poursuivi et jugé en France, 7.

FRANÇAIS qui portent les armes contre leur pays, 5—6.

Français rebelles, comment poursuivis, 24—4.

GADES champêtres ordinairement peu instruits, 9—3. Officiers de police judiciaire, *ibid.* Cas dans lesquels ils peuvent arrêter un délinquant, 9—4, 16. Leurs attributions comme officiers de police judiciaire, 16. Dressent des procès-verbaux, *ibid.* Suivent les choses volées, assistés, pour plus de régularité, du maire ou de son adjoint, *ibid.* 11, 12. Ils les arrêtent, *ibid.* 4. Les mettent en séquestre, mais seulement dans le territoire confié à leur garde, *ibid.* 5. Hors de là sont simples particuliers, 16—9, 28.

Gades champêtres. Quand leurs procès-verbaux doivent-ils être accompagnés de témoins, 16—10, 17, 18. Quels témoins, *ibid.*, 20. Doivent affirmer leurs procès-verbaux, *ibid.*, 19—30. Les faire enregistrer, *ibid.*, 31.

GADES champêtres et forestiers appartiennent aux communes ou aux particuliers, 16—32. Diffèrent quant au mode de prestation de serment, *ibid.*, 33. Quelle est la foi due à leurs procès-verbaux, *ibid.*, 34.

Gades champêtres et forestiers ne peuvent juger du mérite d'une excuse qui leur serait proposée, mais ils doivent toujours dresser procès-verbal, 16—42 et 43. Sont sous la surveillance du procureur impérial, 17. Etendue de cette surveillance, *ibid.*, 1. Manière de l'exercer, *ibid.*, 2.

GADES. En quoi diffèrent ceux de l'administration des communes, des particuliers, 18—37 et suiv.

GADES champêtres et forestiers ne sont pas auxiliaires du procureur impérial, 16—1. Peuvent arrêter les délinquants en cas de flagrant délit, *ibid.* Et requérir main-forte auprès du maire, 16—6 et 7. S'exposent à des dommages-intérêts en cas d'arrestation illégale, *ibid.* 7. Doivent être assermentés, 16—10. Explication d'un arrêt de cassation rendu à ce sujet, *ibid.* Ils doivent se suppléer réciproquement, *ibid.* 28. Age qu'ils doivent avoir, *ibid.* 29. Ne peuvent s'introduire de force dans un domicile sans être assistés du maire ou de son adjoint, *ibid.* 13. Même lorsqu'il ne s'agit pas

d'un domicile fixe, mais d'une résidence dans les bois, ou sur la rivière, *ibid.* 14—15, 16.

GADES champêtres et forestiers. A qui doivent-ils remettre leurs procès-verbaux? 18—1. Doivent les affirmer dans les vingt-quatre heures, 18—2. Devant qui cette affirmation doit-elle se faire, 18—3 et 4. Comment se compte le délai de vingt-quatre heures, 18—8, 9, 10 et 13. Peuvent donner des citations à la requête du conservateur, 19—5. Ne sont pas tenus de suivre les formalités du Code de Procédure, 19—6 et suiv.

GARDIEN de la maison d'arrêt. Quand et comment doit-il ou ne doit-il pas recevoir le prévenu qu'on lui présente? 107—3 et suiv.

Gardien de la maison d'arrêt donne décharge des prévenus qu'on lui amène, 111.

GESS de l'art qui doivent accompagner le procureur impérial, 43—44. Serment qu'ils doivent prêter, 43—2, 44.

GRADES sont subordonnées aux restrictions du législateur, 126—1.

GREFFIER. Doit assister le juge d'instruction lors de l'audition des témoins, à peine de nullité, 73—8.

Greffiers. Amende contre eux pour omission des formalités prescrites pour les mandats d'arrêt ou autres, 112. Cas où elle ne peut être prononcée contre eux, *ibid.*, 2 et 3.

Greffiers condamnés à l'amende pour la faute du juge, 195.

Greffier lit les pièces devant la chambre d'accusation, 222. Importance de son rôle en cette occasion, *ibid.*, 1.

Greffier (Office de) par qui rempli auprès du maire, 168.

GREFFIERS de la justice de paix font le service près le tribunal de police, 141 et suiv.

GREFFIER. Voyez *Témoin. Amende.*

HAUTE COUR impériale. Sa compétence, 91—28. Personnes soumises à sa juridiction, *ibid.*, 29 et 31.

HÉRITIERS. Voyez *Mort. Prescription.*

HONORAIRES des défenseurs des prévenus entrent en taxe, 194—6.

HUISSIERS circonscrits dans leur ressort; comment doivent faire s'il s'agit de transférer un prévenu au-delà, 43—10.

Huissiers citent les témoins à la requête du procureur impérial, 72. Ne peuvent le faire hors de leur ressort, sans un mandement spécial et par écrit, soit du ministère public, *ibid.* 8; soit du juge d'instruction, *ibid.* 10; soit d'un conseiller-commissaire de la cour impériale, ou du procureur général, *ibid.* 11.

Huissier ne peut instrumenter pour ses parents, 145-5.

Huissiers. Leur ministère n'est pas requis devant le maire connaissant des affaires de police, 169.

Incompatibilités ne se suppléent point, 55-7 et suiv.

Inconnu. Voyez *Ordonnance de prise de corps*.

Indices ne peuvent pas être écartés sur le seul prétexte qu'ils sont le résultat d'une opération vicieuse, art. 56 — 15.

Indivisibilité de l'instruction, 226-8.

Injures. Sont plus ou moins graves, 159-10. Voy. art. 140. Injures faites à un fonctionnaire en exercice, *ibid.* 12-17 et suiv. A quels caractères peut-on reconnaître qu'il y a injures, *ibid.* 13 et suiv., notamment 40.

Injures proferées à l'audience doivent être réprimées sur-le-champ, 159-24.

Injures se divisent en trois classes, 159-35. Injures écrites, *ibid.* 36. Injures proferées ou écrites à l'occasion de la défense des parties, *ibid.* 38. Injure publique, *ibid.* 41.

Injures. Fin de non recevoir contre celui qui se plaint après coup de prétendues injures proferées devant un tribunal, 159-47, 48 et suiv.

Impression et affiche. Dans quels cas peuvent être ordonnées par le tribunal de police, 155-38 et suiv.

Instruction des procès criminels doit être faite à charge et à décharge, 37-11, 2.

Instruction en matière correctionnelle doit être publique. Sa forme, 190. Indivisible, 226-8.

Instruction peut être continuée et étendue; si la chambre d'accusation l'ordonne, 12-38. Comment y procède-t-on? *ibid.* 2 et suiv.

Instruction Voyez *Courtin*.

Intention n'est pas une excuse en fait d'injures, 159-39. Ni en fait de contravention, 155-45.

Intelligibles défendus, 28.

Interprétation ne peut porter sur l'intention présumée de la loi, mais sur sa volonté exprimée, 157-44.

Irregularité de l'instruction préliminaire ne donne pas ouverture à cassation contre l'arrêt de mise en accusation, 73-9; mais fournit des moyens à l'accusé, *ibid.*

Irrevocable. Il n'y a de condamnation irrévocable que celle contre laquelle il ne reste plus aucun moyen de se pourvoir, 125-13. Application de cette règle aux divers genres de condamnations contradictoires ou par contumace, *ibid.* 16 et suiv.

Jour comprend vingt-quatre heures, 66-15. Voyez le mot *Delai*.

Jour (Un) est synonyme de vingt-quatre heures, 157-23.

Jours fériés. Quels sont-ils? 66-18. Ne sont pas observés en matière criminelle, 66-18. Arrêts sur ce point qui appliquent le principe à l'appel interjeté par le procureur général, 66-20. Au recours du condamné, 66-21, 22. Modifications, 66-23, 24, 25.

Juge ne doit pas confondre ses différentes qualités, 3-32. Mais il doit les distinguer avec soin, 3-35.

Juges ne peuvent refuser de juger, sous prétexte de l'insuffisance de la loi, 2-35.

Juge du *PAIX* qui tient le tribunal de police peut être récusé, 156-19.

Juges de paix. De quelles contraventions peuvent-ils connaître? 159 et suiv.

Juge d'instruction. Ses fonctions sont plus concentrées que celles du procureur impérial, 28-1. Celui-ci doit lui donner avis de son transport en cas de flagrant délit, 32. Peine que le juge d'instruction peut prononcer contre les contrevenants dans l'espèce de l'article 34. Peut-il seul, ou de concert avec le procureur impérial, déclarer qu'il n'y a lieu à suivre? art. 30. (Add. art. 40, 11.) Pièces et actes que doit lui transmettre le procureur impérial, 45, 53, 54. Il peut être raquis par le procureur impérial, 47.

Juge d'instruction peut refaire et compléter l'instruction commencée par le procureur impérial, en cas de flagrant délit, 60. Soit qu'il recommence ou ne recommence pas l'instruction, il s'en approprie les vices et les vertus, *ibid.* 4. Il doit communiquer l'instruction au

procureur impérial, *ibid.* 5. Il peut, sans conclusions préalables du procureur impérial, délivrer mandat d'amener ou de dépôt, 61.

Juge d'instruction peut-il seul, ou même de concert avec le procureur impérial, déclarer qu'il n'y a lieu à suivre sur une plainte ou une dénonciation? 61 — 5 et suiv. Différence à cet égard entre eux et les anciens directeurs du jury, 64 — 9. Il ne doit pas se croire plus sage que la loi, 61 — 15. Régulièrement il doit toujours être accompagné dans ses expéditions, du procureur impérial et du greffier, 62. *Quid*, si le procureur impérial ne défère pas à sa réquisition, *ibid.* 2. Même question à l'égard du greffier, *ibid.* 5.

Juge d'instruction, lorsqu'il n'est pas compétent, doit renvoyer à celui qui doit en connaître, 69. Peut-il le faire directement et sans rapport à la chambre du conseil? 69 — 1. Doit-il en communiquer préalablement au procureur impérial? 69 — 2, 70.

Juge d'instruction n'est pas tenu de déférer aux réquisitions du procureur impérial, 70 — 3. Quelles personnes doit-il faire citer en témoignage? 71. Ancienne jurisprudence sur ce point, 71 — 4, 5. Le juge d'instruction doit surtout ménager les frais et éviter les lenteurs, 71 — 6.

Juge d'instruction, en cas de doute, doit référer à la chambre du conseil, 71 — 8; doit entendre les témoins séparément et hors la présence du prévenu, 73; comme aussi hors de la présence du procureur impérial, 75 — 3; et surtout de la partie civile, *ibid.* 4; taxe les témoins, 82. Peut-il prononcer la peine d'emprisonnement contre ceux qui ont refusé de comparaître et se sont faussement excusés? 86 — 14. Doit réunir toutes les pièces et tous les indices qui peuvent conduire à la manifestation de la vérité, 87. Peut se transporter, soit au domicile du prévenu, *ibid.*; soit partout ailleurs où il espère trouver des preuves ou indices, 88. Circonspection dont il doit user à cet égard, *ibid.* 2. Ménagemens qu'il doit garder, *ibid.* 5. Il a, dans cette circonstance, les mêmes droits que ceux accordés au procureur impérial, en cas de flagrant délit, 89. *Quid*, s'il y a lieu à faire des perquisitions hors de l'arrondissement du juge d'instruction, 91.

Juge d'instruction. Délit dans lequel il doit interroger, suivant qu'il a lancé tel ou tel mandat, 95. Quelles peines il encourt s'il néglige de se conformer à cette obligation, *ibid.* 5.

Doit sceller et cacheter les pièces, notes et renseignemens qu'il envoie ou qu'il retourne à un autre juge d'instruction, 103. Motifs de cette disposition, *ibid.* 4. Peut ordonner la translation du prévenu au lieu où se fait l'instruction, 104. Mais doit l'ordonner dans son mandat d'arrêt, et non séparément, *ibid.* 4. Sujet à injonctions pour omission des formalités prescrites pour les mandats d'arrests ou autres, 112. Prise à partie dans le même cas, *ibid.* Délivré ordonnance pour le versement des cautionnemens, 122, 123.

Juge d'instruction. Rapports qu'il doit faire à la chambre du conseil, 127, quand la procédure est complète, *ibid.* 1.

Juges d'instruction remplacent les directeurs du jury et les magistrats de sûreté, pag. 157. En quel nombre sont-ils établis près chaque tribunal? pag. 157. A quelle chambre doivent-ils faire leurs rapports, lorsqu'il y en a plusieurs? pag. 158. Ils n'ont pas de vacances, *ibid.* Comment pourvoit-on à leur remplacement en cas d'empêchement? *ib.* et art. 58. Ils sont sous la surveillance du ministère public, *ib.*, pag. 151 et art. 57. Étendue de cette surveillance, et manière dont elle s'exerce, 57 — 1 et suiv. Peuvent-ils juger les affaires qu'ils ont instruites? *ibid.* et art. 55 — 3 et suiv. Ancienne jurisprudence sur ce point, 55 — 11. Il y en a au moins un par arrondissement, art. 55. Il peut y en avoir deux, art. 56. *Quid*, à Paris? *ibid.* Il est nommé par S. M. pour trois ans, *ibid.*

Juge d'instruction. Ses fonctions en cas de flagrant délit, 59. Elles sont obligées, et non pas seulement facultatives, *ibid.* 2. Est préférentiel au procureur impérial pour l'instruction en cas de flagrant délit, *ibid.* 3. Il n'y a du reste entre eux ni concurrence ni prévention, parce qu'ils ne sont pas fonctionnaires du même ordre, *ibid.* 2.

Juge instructeur peut être pris parmi les membres du la chambre d'accusation, 236. Fonctions de ce juge, 237.

Jurés des tribunaux étrangers ne sont pas exécutoires en France de plein droit, 7 — 6. Doivent être revêtus d'un *exequatur* national, 7 — 2, 11, 12. Et s'ils ont été rendus contre un Français, il peut débattre de nouveau son droit comme entier, *ibid.*, à moins que les traités n'en disposent autrement, 7 — 10.

Jugemens définitifs doivent être motivés, renfermer le texte de la loi appliquée, et l'énonciation, s'ils sont rendus au premier ou dernier

ressort, 163. Doivent être signés sur la minute par le président et le greffier, 164.

Jugemens en matière criminelle doivent contenir les qualités, les faits, le texte de la loi, 195.

Jugemens sur l'appel, sont soumis aux mêmes formes qu'en première instance, 211.

JURY (La déclaration du) est un jugement sur le fait; 67 — 11. Mais ce jugement n'est plus franchi de la revision, *ibid.*, et art. 251 et 252.

Justice séparée de la police, 8 — 5.

LETTERES injurieuses, 159 — 37.

LIBERTÉ provisoire. Cas où elle ne peut être accordée, 113. Différence à cet égard entre l'ancienne et la nouvelle législation, *ibid.* 2. Cas où cette liberté peut être accordée, et en quelle forme, 114. Par qui, *ibid.* 8 et 9. Elle peut être demandée en tout état de cause, *ibid.* 10. Même en appel, *ibid.* 11. Arrêt sur ce point, *ibid.* Comment doit-elle être demandée, *ibid.* 12. Personnes à qui cette liberté doit être refusée, 115. Rapprochement avec l'ancien droit, *ibid.* 3 et suiv. La demande doit être notifiée à la partie civile, 116. Qui ne peut s'y opposer *ibid.* 1. Election de domicile exigée du prévenu avant son élargissement, 124. A peine d'être ressaisi s'il avait été élargi sans cela, *ibid.* 2.

Liberté provisoire ne peut plus être accordée à celui qui a laissé contraindre une première fois sa caution, 126. Secus de la liberté définitive, *ibid.* 2.

Lois ne sont obligatoires que dans leurs dispositions, et non dans leurs considérations, 202 — 21. Cela s'applique surtout aux avis du conseil d'état. *ibid.* 32.

Loi plus sage et plus prévoyante que le magistrat, 61 — 13.

Lois pénales par circonstance, se trouvent abrogées de fait par le changement de gouvernement, 215 — 7.

Loi. Voyez *Interprétation*.

MAGISTRAT doit rechercher et punir tous les crimes, 8 — 3. Exceptions, *ibid.* 3 et 4.

MAIRES. Contraventions qu'ils doivent rechercher, 11. Ont concurrence et prévention vis-à-vis des gardes forestiers et champêtres, *ibid.* Remplacent le commissaire de police, en cas d'empêchement, *ibid.* 5 et suiv. Doivent assister les officiers de police, *ibid.* 9. Instruction qu'ils

doivent suivre, *ibid.* 10. Doivent remettre les procès-verbaux et documents à l'officier remplissant le ministère public près le tribunal de police 15. Dans le plus bref délai, *ibid.* 5.

Maire connaît des contraventions constatées par procès-verbaux des gardes champêtres et forestiers des particuliers, 20, 21. Limitation, 21, 1.

Maire doit signer les procès-verbaux du procureur impérial, 42.

Maires en quels cas peuvent connaître des contraventions de police, 166. Peuvent-ils, lorsqu'ils jugent, punir les outrages commis envers eux à l'audience, *ibid.* 10. Peuvent-ils supprimer les écrits produits devant eux, *ibid.* 11.

Maires doivent donner audience dans la maison commune, 171. Dispositions qui leur sont communes avec les juges de paix, *ibid.*

Maires sont avertis du renvoi devant la cour d'assise ou devant la cour spéciale d'un prévenu domicilié dans leur commune, 245.

MANDATS. Il y en a de quatre espèces, 91 — 1. Il n'en peut être décerné aucun en matière de police, sinon contre les témoins récalcitrans, *ibid.* 2.

Mandat. Ce que doit faire le porteur d'un mandat lorsqu'il ne trouve pas le prévenu, 103.

Mandat il n'en peut être délivré aucun en matière de police, 145 — 1.

Mandats ne doivent être décernés qu'à propos, 91 — 30. Règles pour discerner les cas où l'on doit décerner l'un plutôt que l'autre, 91 — 31 et suiv. Risques que court le juge qui se méprend en pareille matière, 91 — 37, 38. Distinction à ce sujet entre les diverses classes de personnes, *ibid.* 39 et suiv.

Mandats en général doivent être signés, 95. Contenir le nom ou la désignation du prévenu, *ibid.* Suivant qu'on le connaît ou qu'on ne le connaît pas, *ibid.* 5. Mais cette désignation ne doit pas être vague et indéterminée, *ibid.* 6. Mandats doivent être datés, *ibid.* 7. Argument tiré de l'art. 100. Ils doivent être exhibés et notifiés, 95 — 9. 97. Disposition spéciale pour les mandats d'arrêt, 96. Peut-on résister à l'exécution d'un mandat illégal? 97 — 3 et suiv.

Mandats, quels qu'ils soient, sont exécutoires dans tout l'Empire, 98. *Etiams manu militari*, 99, 108.

Mandats. Voyez *Fias*.

MANDAT d'amener. Quand et comment peut être décerné contre un témoin étranger, 6 — 11.

Mandat d'amener. En quoi diffère de l'ancien décret d'ajournement, 91 — 8. Comment se met à exécution, *ibid.* 10 et suiv.

Mandat d'amener contre les témoins récalcitrans, 80 — 5.

Mandat d'arrêt. Formalités qu'il comporte, 91 — 18. Son effet, *ibid.* 19.

Mandat d'arrêt. Quand peut être décerné, 94.

Mandat de comparation. *Quid*, 91 — 3. Doit être signé et scellé, *ibid.* 6.

Mandat de comparution. Quand peut être converti en mandat d'amener ou d'arrêt, 93 — 4.

Mandat de dépôt est de nouvelle institution, 91 — 15. En quoi consiste, *ibid.*

Mandat de dépôt qui peut être décerné par le procureur impérial, art. 34, art. 100.

Mandat de dépôt peut être décerné pendant que le procureur impérial prend communication de la procédure, 94 — 6.

Mandat de dépôt est exécuté par la remise du prévenu dans la maison d'arrêt, 107.

MARI peut agir pour sa femme, 1 — 36 et suiv.

MARIAGE nul n'en est pas un, 3 — 49, 50, 66.

Mariage contracté seulement en face de l'église, depuis que la loi exige qu'il le soit devant l'officier civil, ne peut motiver une accusation de bigamie, 3 — 62. Limitation à cette règle, *ibid.* 63.

MARQUE d'or et d'argent. Les contraventions en cette matière ne peuvent être poursuivies que par le ministère public, 1 — 10.

MÉMOIRES. Voyez *Prévenu*, *Partie civile*.

MÉTIER. Voyez *Profession*.

MINOR ÉMANCIPÉ, peut agir en matière criminelle sans l'assistance de son curateur, 1 — 41.

MINISTÈRE public. Par qui exercé près les tribunaux de police, 144. Plusieurs questions relatives aux cas d'empêchement de la part de ceux qui sont appelés à se suppléer dans l'exercice de ces fonctions, *ibid.* 4 et suiv.

Ministère public ne doit pas se contenter de requérir et de conclure; il doit résumer les affaires dans lesquelles il porte la parole, 153 15. *Quid*, s'il refuse, soit de résumer, soit de conclure, *ibid.* 17. Les témoins doivent être entendus en sa présence, *ibid.* 22.

Ministère public ne peut être récusé, 156 — 17.

Ministère public. Par qui exercé auprès du maire dans les matières de police, 167.

Ministère public est indivisible, 202 — 16.

MINORITÉ l'emporte sur la majorité lorsqu'il ne s'agit que de prévention, 153 — 2. Conditions pour qu'il en soit ainsi, *ibid.* 2, 3.

MINUTES des jugemens en matière correctionnelle, quand, comment, et par qui doivent être signées, 196.

MORURS. Annonces, affiches, écrits, gravures contraires aux mœurs, 159 — 4.

MOIS, signifie trente jours, 157 — 22.

MORT du prévenu éteint l'action publique, 2. L'action civile dure contre les héritiers, *ibid.*

MUSULMAN, devenu Français, qui contracte un second mariage, peut-il être accusé de bigamie, 3 — 54.

NOUVELLES charges survenues peuvent donner lieu à une nouvelle mise en accusation, 246. Qu'entend-on par charges nouvelles, 247.

Nouvelles charges. Procédure à suivre lorsqu'il en survient, 248.

NULLITÉS absolues et relatives, en quoi diffèrent, 3 — 64.

Nullités. Le Code omet souvent de les prononcer, 112 — 1.

Nullité résultant du défaut d'observation de délai, ne peut être proposée qu'à la première audience, 184.

OFFICIERS. Ce mot n'est pas exclusif de celui de *sous-officier*. Voyez ce dernier mot.

OFFICIERS de police. Voyez *Auxiliaires du procureur impérial*.

OFFICIERS de police judiciaire, leur énumération, 9. Sont tous soumis au procureur général, 9 — 7. Exception en faveur des préfets, *ibid.*, et de leurs agens délégués, 10 — 11. Sont punis plus sévèrement que les simples particuliers, 9 — 8. *Secus* autrefois, 9 — 9. Conciliation de dispositions en apparence contraires à cet égard, 9 — 10. Peuvent se suppléer, 11 — 5 et suiv.

OFFICIERS de santé qui donnent de faux certificats aux témoins, 86 — 14, 17.

OPPOSITION a lieu contre un arrêt de même que contre un jugement, 208.

OPPOSITION aux jugemens par défaut, en matière de police, 150.

Opposition aux jugemens de police, en quelle forme doit être faite, 151.

Opposition en matière correctionnelle, doit être formée dans les cinq jours de la signification du jugement, 187. Elle emporte de plein droit citation à la première audience, 188.

Opposition de la partie civile à l'ordonnance de la chambre du conseil, 128—129 et suiv. Cette opposition n'est au fond qu'un appel, *ibid.* 15.

Opposition. Voyez Procureur impérial et partie civile.

ORDONNANCES de prise de corps. En quelle forme sont décernées, 252. Doivent être insérées dans l'arrêt de mise en accusation, 253.

Ordonnance de prise de corps décernée par la chambre du conseil; en quels cas, 154. Ce qu'elle doit contenir, *ibid.* 5. *Quid*, si le prévenu est contumax, *ibid.* 6. *Quid*, s'il est inconnu, *ibid.* 6 et suiv.

Ou. Cette particule, naturellement disjunctive, peut quelquefois être conjonctive, 145—6.

PAGE n'est pas la même chose que feuillet, art. 31—5. 42—5. 76.

PARAIS peuvent être entendus devant le juge d'instruction, 79—1. 3.

Parent peut être appelé par le procureur impérial pour donner des éclaircissements en cas de flagrant délit, art. 35.

PARENTÉ Voyez Témoin.

PARTIE plaignante n'est pas nécessairement partie civile, 66—2.

PARTIE civile. Qui peut se rendre partie civile, 65. Est-on en ce cas obligé de rendre plainte, *ibid.* 18.

Partie civile. Comment on doit se rendre partie civile, 66. Des réserves ne suffisent pas, *ibid.* 3.

Partie civile doit consigner les frais présumés de l'instruction en matière correctionnelle, mais non en matière criminelle, 66—32.

Partie civile doit élire domicile dans l'arrondissement où se fait l'instruction, 68.

Partie civile doit être désignée aux témoins, 75—3.

Partie civile doit élire domicile dans la ville où siège le tribunal correctionnel, 183.

L'ARTIE civile qui s'est désistée, est non recevable dans une nouvelle action, 66—33. Ne fût-elle que civile? 66—34. *Quid*, cependant si la partie civile est restée en cause après son désistement? Il n'y a pas nullité, 66—35. Le désistement en matière criminelle n'a pas besoin d'être accepté. L'acceptation se présume toujours de la part de l'accusé, 66—35.

Partie civile peut former opposition à l'élargissement d'un prévenu, 135. Dans quel délai, *ibid.* 4 et suiv. A quel domicile, *ibid.* 12. Où se porte cette opposition, *ibid.* 21. N'a pas besoin d'être motivée, *ibid.* 22. Empêche l'élargissement, *ibid.* 23. Sujette aux dommages-intérêts si elle succombe, 136. Doivent-ils être demandés, *ibid.* 24.

Partie civile peut fournir des mémoires au procureur général, 217.

Partie civile peut-elle se pourvoir en cassation contre un arrêt portant qu'il n'y a lieu à suivre sur l'accusation, 246—92. 10, 11 et suiv.

Partie civile. Voyez Désistement.

Partie civile. Voyez Opposition.

PATURAGE. Quand doit-il être réputé délit? 18—24.

PÊCHE (Les délits en matière de) dans les eaux des particuliers, ne peuvent être poursuivis que sur leur dénonciation, 1—23.

PÊCHE (Les délits de) en rivières navigables peuvent être poursuivis d'office, 1—35.

PEINES. Leur application n'appartient qu'aux fonctionnaires publics, 1.

Peines. Énumération des diverses sortes de peines, 1—6.

Peines afflictives et infamantes. Leur définition, 113—1.

Peines ne peuvent être prononcées qu'en vertu d'une loi, 137—14.

Peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'une loi formelle antérieurement promulguée, 105—6.

PÈRE. Peut agir pour ses enfans mineurs, 1—36. Pour ses domestiques, 1—36.

PERSONNES civilement responsables ne sont pas tenues des amendes prononcées pour défaut de comparution des personnes appelées en témoignages, qui sont sous leur autorité, 80—8. Arrêts sur ce point, *ibid.* 9.

PERSONNES civilement responsables sont plus qu'o
caution, 182 — 19.

Personne civilement responsable peut se pour
voir contre le jugement qui la condamne, ou
qu'on voudrait exécuter contre elle, 202 — 6
et suiv.

PLAIGNANT diffère du dénonciateur, 67 — 1.

Plaignant peut se porter partie civile en tout
état de cause, jusqu'à la clôture des débats, 67.
Ancienne jurisprudence sur ce point, 67 — 4.
Variation de la jurisprudence intermédiaire,
67 — 5. En quelle forme doit intervenir, 67 —
2. Avec quelle précaution, 67 — 9. Quand est-
il non recevable à intervenir? *ibid.* 14 et suiv.

Plaignant n'est pas nécessairement partie civile,
67 — 12. *Ex diverso*, partie civile est néces
sairement plaignante, *ibid.*

Plaignant, Voyez **Portie civile**.

PLAINTES assimilées aux dénonciations, 31 — 7.
Différence entre elles, *ibid.* — 11.

Plaintes. Celui qui se prétend lésé par un crime,
peut se constituer partie civile, et rendre
plainte devant le juge d'instruction, 63. Une
plainte, quoique reçue par un officier incom
pétent, n'entraîne pas la nullité de la procé
dure, *ibid.* 3. Plainte faite par une personne
qui se prétend lésée, sans avoir réellement inté
rêt, vaut toujours comme dénonciation, 63 — 9,
16. *Quid*, en cas de plaintes respectives des
deux parties, *ibid.* 19. Comment les plaintes
qui n'ont pas été reçues par le juge d'instruction
lui sont transmises, 64. L'art. 31, concer
nant la forme des dénonciations, est commun
aux plaintes, 63.

Plainte portée, rend non recevable l'action en
calomnie, 159 — 29.

Police administrative diffère de la police judi
ciaire, 8, 5. Se borne à prévenir les délits,
ibid.

Police judiciaire. Son objet, 8. Par quels offi
ciers elle est exercée, 9. Attributions de ces
officiers, 11 et suiv. Elle diffère de la police
administrative, 8, 1.

Pont d'armes. Arrêts sur la matière, 212 — 12,
13. Avis du conseil d'État, *ibid.* 14.

Pontes de mandat d'arrêt ou dépôt. Ce qu'il
doit faire, 109 — 111.

POSSÉSION ne prévaut contre le droit public, 1
— 28.

POURSUITES des crimes et délits varient suivant
la nature des faits, 22 — 7 et suiv.

Pourruites. Définition de ce mot par opposition
au mot procédure, 61 — 11.

Pourvoi contre les arrêts de la chambre d'accu
sation peut-il être motivé sur ce que la chambre
n'aurait pas en égard à une nullité relevée par
l'accusé? 75 — 10 et suiv.

Pourvoi. Voyez **Recours**.

Pourvoi en cassation est autorisé contre les in
terlocutoires qui préjugent le fonds, 153 — 26.

Pourvoi en cassation autorisé contre les juge
ments de police, 177.

Pourvoi en cassation est-il admis contre les arrêts
de mise en liberté prononcés par la chambre
d'accusation, 217 — 14 et suiv.

Pourvoi en cassation autorisé contre les juge
ments d'appel de police correctionnelle, 216.

Pourvoi en cassation. Est-il permis à la partie
civile contre un arrêt, portant qu'il n'y a lieu
à suivre, 246 — 9 et suiv.

Pouvoir à l'effet de rendre plainte doit être spé
cial, 63 — 1, 3.

Préfets de département. Actes qu'ils peuvent
faire en matière de police judiciaire, 10. No
peuvent rien entreprendre au-delà, 10 — 3. A
peine d'exercice de pouvoir, 10 — 5. Motifs de
cette restriction, 10 — 6. Ils peuvent déléguer
leurs fonctions à leurs agents, 10 — 7, et 10,
11. On requiert d'autres fonctionnaires, 10 — 8.
Mais ne peuvent jurer, *ibid.* Du reste, ils peu
vent quelquefois plus que le procureur impé
rial, 10 — 12. *Hône* sont pas officiers de police
judiciaire, mais en font les fonctions, 10 — 13.

Préfets de département. Les officiers par eux
requis ne doivent compte qu'au procureur impé
rial, 10 — 14, 15. Raison de cette décision,
10 — 16 et suiv.

Préfet de police. Actes qu'il peut faire en ma
tière de police judiciaire, 10. Voyez **Préfet
de département**.

PRÉJUDICIELLES (Questions) emportent sursis en
certains cas, 3 — 19. Exemple, *ibid.* 20. Règle
à cet égard, *ibid.* 21. Mesures provisoires au
torisées alors, *ibid.* 22. Restriction, 3 — 34.

PRÉSCRIPTION en matière pénale, 1 — 9. Elle
diffère suivant la nature des délits, 1 — 9. Le
Code d'instruction criminelle ne déroge pas
aux lois spéciales relatives à certains délits,
1 — 9.

Prescription éteint les actions civiles et criminelles, 2.

Prescription court toujours malgré les réserves, 18 — 41. Ne court pas pendant qu'on sollicite l'autorisation de l'administration pour pour-
suirre, *ibid.* 40. La plainte non suivie d'instruction n'arrête pas la prescription, *ibid.* 45.

Prêtres. La loi ne leur défend pas de se marier, 159 — 12.

Prévention entraîne provisoirement arrestation, 6 — 12.

Prévention entre fonctionnaires : comment s'ac-
quiert, 59 — 6.

Prévenu est réputé innocent jusqu'à ce qu'il s'élève des indices assez graves pour le faire présumer coupable, 40 — 12.

Prévenu peut toujours se faire transférer en voi-
ture, à ses frais, avec les précautions requises, 45 — 9.

Prévenu surpris en flagrant délit doit être arrêté et conduit au procureur impérial, sans qu'il soit besoin de mandat préalable, 106. Autour du *Manuel* révisé sur cet article, *ibid.* 2.

Prévenu saisi en vertu de mandat d'arrêt ou de dépôt, doit être incarcéré sans délai, 110.

Prévenu peut-il se faire représenter par un
avoué ? on est-il tenu de comparaître en per-
sonne ? 185. Latitude accordée à cet égard au
prévenu, *ibid.* 3 et 4.

Prévenu acquitté doit être mis en liberté, s'il n'y
a pas d'appel, 206.

Prévenu peut fournir des mémoires au procureur
général pour empêcher sa mise en accusation,
217. Cette faculté est une heureuse innovation,
222 — 3.

Prêtres au correctionnel : comment sont admi-
nistrés, 189.

Prés à partie contre le juge d'instruction. Com-
ment doit être intentée et suivie, 77 — 11. Cette
voie n'est pas permise indistinctement, 77 — 12.

Privilège du trésor public sur les biens des con-
damnés, pour les frais, 121 et suiv.

Procédures. Voyez *Poursuites*.

Procès-verbal de perquisition doit être dressé
par le porteur du mandat d'arrêt qui ne trouve
pas le prévenu, 109.

Procès-verbal. Son insuffisance peut-elle être
suppléée par d'autres preuves, 132 — 30 et suiv.

Procès-verbaux peuvent-ils être démentis par
témoins ? ou doivent être censés jusqu'à inscrip-
tion de faux ? Distinction à cet égard, 16 — 24,
34 et suiv.

Procès-verbaux de gardes. Dans quel délai doi-
vent-ils être enregistrés ? 18 — 28 et suiv. L'affir-
mation n'est pas sujette à l'enregistrement,
ibid. 32. Doivent-ils être sur papier timbré ?
ibid. 34. Ces procès-verbaux diffèrent de ceux
de l'administration pour recèlement des ven-
tes, etc., *ibid.* 35. Circulaire à ce sujet, *ibid.*
65.

Procès-verbaux des officiers de police sont foi
jusqu'à inscription de faux, 154. *Secus*, des
procès-verbaux des gardes forestiers et chain-
pières, *ibid.* 3. *Quid*, des procès-verbaux des
autres fonctionnaires qui n'ont pas droit d'en
dresser, *ibid.* 4. Questions diverses sur la foi
due aux procès-verbaux, *ibid.* 5 et suiv.

Procès-verbaux du procureur impérial. Voyez
Procureur impérial.

Procureur à l'effet de dénoncer doit être spé-
ciale, art. 31. Doit rester annexée à la dénon-
ciation, *ibid.*

Voyez *Fondé de pouvoir*.

Procuration doit être spéciale à l'effet de repré-
senter la personne citée au tribunal de police,
152. Peut être sous seing-privé, *ibid.* 7.

Procuration spéciale. *Quid*, 152 — 6.

Procureur général doit mettre les pièces en état,
et faire son rapport dans les cinq jours de leur
réception, 217. Reçoit les mémoires qui lui
sont présentés par la partie civile ou le prévenu,
ibid. Il doit les analyser dans son rapport, *ibid.*
8. Rédige l'acte d'accusation, 221 — 25. Ne
peut y changer le caractère du crime, *ibid.* 26.
Doit les retirer lorsque la chambre d'accusation
délibère, 224. L'est se pourvoir en cassation
contre les arrêts de cette chambre, *ibid.* 4 et
246 — 8. Peut être mandé par la chambre d'ac-
cusation pour ordonner des poursuites,
235 — 1. Rapport qu'il doit faire de la procé-
dure instruite devant la chambre d'accusation,
238. Rédige les notes d'accusation, 241. Donne
avis aux maires du prévenu de l'arrêt de renvoi
aux assises ou à la cour spéciale, 245. Reçoit
les notices des affaires criminelles, correction-
nelles ou de police, 249. Ce qu'il doit faire,
s'il trouve qu'un délit n'a pas été puni suivant
sa gravité, 250.

Procureurs impériaux. Observations générales
sur ce qui les concerne, sur leurs substituts et

le mode de leur remplacement, tom. 1, pag. 101 et 102. Ils ne sont que les substitués du procureur général près le cours impériale du ressort, pag. 102. Sont chargés de la poursuite, et de la recherche des délits, art. 22. Ce qui s'entend aussi des crimes, *ibid.* — 5. Mais non pas des contraventions de simple police, *ibid.* — 4. Ils doivent seulement surveiller à cet égard les officiers chargés spécialement de la poursuite, *ibid.* — 5. Hors le cas de flagrant délit, ils n'ont pas caractère pour constater les délits, 22 — 9. Il en est de même de leurs auxiliaires, *ibid.* — 10. Dans quels lieux ils sont compétents pour exercer leurs fonctions, 23 et 24. Le Code d'instruction vaut mieux à cet égard que les lois antérieures, 23 — 2 et 3. Mais il ne prononce rien sur la prévention en cas de concurrence, *ibid.* 4. *Quid*, en cas de conflit? *ibid.* 6, 24 — 5.

Les procureurs impériaux peuvent requérir directement la force publique, 25. Comment remplacés en cas d'empêchement, 26. *Quid*, si l'on intervertit l'ordre de remplacement, 26 — 6. *Quid*, si l'empêchement n'est pas simplement momentané, mais s'il y a vacance ou maladie? *ibid.* — 8. Cas où les procureurs impériaux doivent donner au procureur général avis des délits dont ils ont connaissance, et exécuter ses ordres, 27. Cette hiérarchie vaut mieux que l'insubordination des anciens magistrats de sûreté, *ibid.* — 1 et suiv. Cette obligation imposée aux procureurs impériaux est commune à tous les officiers de police judiciaire, *ibid.* — 10. Ils doivent pourvoir à l'exécution des ordonnances du juge d'instruction, 28. En quoi leurs fonctions diffèrent de celles du juge d'instruction, *ibid.* 1 et 2. Mode de procéder des procureurs impériaux dans l'exercice de leurs fonctions, 29 et suiv. Avis qui doivent leur être donnés par les fonctionnaires publics, *ibid.* par les particuliers, 30. Différence entre ces avis par rapport à ceux dont ils émanent, 29 — 9 et suiv., 30 — 1 et suiv.

Les procureurs impériaux doivent agir ou requérir par suite des avis qui leur sont donnés, 30 — 9. *Quid*, s'ils n'agissent pas, *ibid.* 10. Doivent tenir registre des dénonciations qu'ils reçoivent, 31 — 9. Ce qu'ils doivent faire en cas de flagrant délit, 32, 46. Quelles personnes les procureurs impériaux doivent-ils appeler à leurs procès-verbaux, 33. *Quid*, si ceux qu'ils appellent ne viennent pas, ou si ceux qu'il a consignés s'éloignent, 34. Il doivent s'emparer des armes et de tout ce qui a pu

servir d'instrument au crime, 35 et suiv. et notamment des papiers, 36 — 37. Mais pour cela, ils ne peuvent se transporter qu'au domicile du prévenu, et non dans une maison étrangère, art. 36 — 5 et suiv. A peine de dommages-intérêts et de prise à partie, *ibid.* 13 — 14. Peuvent-ils entrer de nuit? art. 36 — 20 et suiv. Peuvent-ils suivre les traces du délit hors de leur ressort? *ibid.* — 25. Les objets saisis par le procureur impérial doivent être constatés par un procès-verbal, 37, détaillé, *ibid.* — 1. Puis être clos et cachetés, 38, après toutefois qu'ils ont été représentés au prévenu, *ibid.* — 1.

Procureur impérial. Opérations auxquelles le procureur impérial ne peut procéder qu'en présence du prévenu ou de son fondé de pouvoir, ou lui dûment appelé, art. 39. Cas où il peut donner un mandat d'amener, art. 40. Il ne peut révoquer ce mandat, 40 — 11. Règle générale sur le pouvoir qu'a ou non le procureur impérial de décréter des mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt, 40 — 12. Hors le cas de flagrant délit, le procureur impérial ne peut que rechercher et poursuivre, c'est-à-dire, requérir le juge d'instruction, 41 — 8. En présence de qui et en quelle forme les procureurs impériaux doivent-ils dresser leurs procès-verbaux, 42. Gens de l'art qu'ils peuvent appeler, art. 43, notamment en cas de mort violente, 44. Procureur impérial ne doit pas trop prodre sur lui, *ibid.* 4. Comment doit-il se comporter en cas de réquisition d'un chef de maison pour un délit commis dans l'intérieur? 46. Hors le cas de flagrant délit, il ne peut que requérir le juge d'instruction, 47. *Quid*, cependant si'il agit même dans les autres cas, *ibid.* et suiv.

Procureur impérial. Ce qu'il doit faire lorsqu'il y a concurrence entre lui et ses auxiliaires. *Quid*, s'il y a concurrence avec le préfet, 49 — 5, 51 — 1. Peut déléguer ses auxiliaires pour faire certains actes, 52. Mais il ne peut déléguer les préfets, *ibid.* 2. Il ne doit même, en général, confier à d'autres que ce qu'il ne peut pas faire lui-même, *ibid.* 3. Renvoi qui doit lui être fait par ses auxiliaires, et qu'il doit faire lui-même au juge d'instruction, 53, 54. Réquisitions qu'il peut faire en pareil cas, *ibid.* 55. Latitude dont il joint à cet égard, *ibid.* 4. Cas où le procureur impérial peut saisir directement le tribunal correctionnel, 54 — 3. Doit rédiger l'instruction au juge d'instruction, même dans les cas de flagrant délit, quoiqu'il semble lui être spécialement

attribués, 59—3 et suiv. L'instruction doit être communiquée au procureur impérial, 60—5. Réquisitions qu'il peut faire après cette communication, 61. Jusqu'à quel point est-il obligé de suivre, sans exception, sur les plaintes et dénonciations qui lui sont faites? *ibid.* 5 et suiv., 64—6.

Procureur impérial n'est pas autorisé à assister à l'audition des témoins, 75—3. Peut, en certains cas, remplacer le mandat d'amener par un mandat de dépôt, 100. Mais à la charge d'en donner avis dans les vingt-quatre heures à l'officier qui a décerné le mandat d'amener, 101. Est sujet à prise à partie pour omission des formes prescrites pour les mandats d'arrêt ou autres, 112. Veille au versement des cautionnements en matière d'élargissemens provisoires, 130—5 et 182. Prend inscription sur les biens des cautions, 121.

Procureur impérial poursuit les délits forestiers, 19—10 et suiv. A cet effet, on doit lui en donner avis, 18. Et lui remettre les procès-verbaux, 20. C'est par son canal que les plaintes arrivent au juge d'instruction, lorsqu'elles n'ont pas été faites directement à ce juge, 64. Ses réquisitions ne sont pas des lois pour le juge d'instruction, 70—3.

L'instruction doit être communiquée au procureur impérial, 187. Il peut former opposition aux ordonnances d'acquit rendues par la chambre du conseil, 128—10. En cas de renvoi à la police correctionnelle, il doit renvoyer les pièces au greffe dans les vingt-quatre heures, 152. Cependant, s'il les envoie plus tard, le prévenu ne peut en tirer avantage, *ibid.* 3.

Il transmet les pièces au procureur général, si le délit doit emporter peine afflictive ou infamante, 133. Quelles pièces, *ibid.* *Quid*, si l'affaire doit être renvoyée à la haute cour ou à tout autre tribunal d'exception, *ibid.* 8.

Il peut former opposition à l'élargissement des prévenus, nonobstant l'ordonnance de la chambre du conseil, 155. Dans quel délai, et comment, *ibid.* 3 et suiv.

Il reçoit l'extrait des jugemens de police, les dépose au greffe du tribunal de police correctionnelle, et en rend compte au procureur général, 178.

Il conclut en matière forestière et dans toutes les affaires soumises au tribunal correctionnel, 190.

— Il fait exécuter les jugemens des tribunaux

correctionnels, 197. Il en envoie l'extrait au procureur général, 198.

Eu quels cas et comment peut-il appeler des jugemens correctionnels? 202—8 et suiv. Dans quel délai, 205. Ce qu'il doit faire sur cet appel, 207.

Il envoie tous les huit jours au procureur général une notice de toutes les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, 219.

PROTESTES. Son exercice ne peut être défendu par le tribunal de police; il doit se borner à punir les contraventions, 137—13.

PROPOS TENUS par le prévenu depuis sa mise en liberté, peuvent-ils être considérés comme de nouvelles charges? 247.

PROVISON en matière correctionnelle, 188. Peut-elle être arrêtée par le tribunal d'appel? *ibid.* 8.

PROVISOIRE n'a lieu on fait de peines, 3—51.

PROSECUT. Voyez *Instruction*.

QUALITÉ DE JUGEMENT. Voyez *Dispositif*.

QUESTION PRÉALABLE diffère de question préjudicielle, 3—35, 36.

QUESTIONS D'ÉTAT. Jusqu'à quel point sont-elles préjudicielles? 3—37, 39 et suiv.

QUIOLM. Voyez *Ordonnance de prise de corps*.

RAPPORT DU PROCUREUR GÉNÉRAL se fait à huis clos, 217—5. Par écrit, *ibid.* 6.

RATURAS doivent être approuvées et signées, 78.

RAVISSEMENT. Fin du non-recevoir établie en leur faveur, 1—15.

RECHERCHES des délits. En quoi consiste, 22—6.

RÉCUSITS. En quels cas a lieu, 179—5, 185.

RÉCIDIVE. Cas où elle ne peut autoriser la mise en accusation, 281—37.

RÉCIDIVE ne dessaisit pas les tribunaux de police de la connaissance des contraventions de leur compétence, 127—20, 140—6.

RECOURS. Voyez *Pourvoi*.

RECOURS EN CASSATION n'empêche pas l'élargissement des prévenus dans l'espèce de l'art. 133—84.

RECOURS EN CASSATION. Différence à ce sujet entre les cours d'assises et les cours spéciales, 75—16, 408 et 597.

RECOURS en cassation prévient l'arbitraire, 119 — 17. Ne peut porter sur un déni de justice, 122 — 8.

RÉCUSATION en matière correctionnelle, criminelle et de police, 180 — 6 et suiv.

RÈGLEMENTS ne peuvent motiver une condamnation pénale, à moins qu'ils ne se rattachent à une loi, 137 — 14 et suiv.

RÈGLEMENTS pénaux. Quels sont ceux qui sont maintenus par le dernier article du code pénal, 212 — 10 et suiv.

RENONCIATION à l'action civile n'arrête pas l'action publique, 4.

RENOI ou SOUSIS. Quand doit être prononcé d'office, 3 — 38.

RENOIS doivent être approuvés et signés, 78.

Renoi fait à un tribunal, ne l'empêche de se déclarer incompétent, 182 — 10.

Renoi par la chambre d'accusation à la haute cour, 220. Ou à la cour de cassation, *ibid.* 5. Ou à un tribunal militaire, *ibid.* 5. Ou à un tribunal de police, 250. Ou à la cour d'assises, 251.

RÉPARATION d'honneur. Peut-elle être ordonnée par le tribunal de police? 153 — 41.

REPROCHES ne peuvent être proposés qu'aux débats, 67 — 18.

Reproche non proposé en première instance, peut-il l'être en appel? 156 — 14.

RÉQUISITION diffère de l'action, 1 — 2.

RÉSIDENCE habituelle. Ce mot a une signification plus étendue à l'égard des officiers de gendarmerie, 48 — 12 et 13.

RESPONSABILITÉ est absolue ou relative, 182 — 15.

REPRIS de justice. Qui peut-on appeler ainsi? 113 — 6 et suiv.

Repris de justice ne peuvent être élargis par provision, 115.

RESTITUTIONS ne sont que l'accessoire de la peine, 19, 15. Exception, *ibid.* 14 et 15. Voyez *Confiscation*.

RUSSIE. Voyez *Successions*.

SANTÉ. (Officiers de) Voyez *Gens de l'art*.

SACRÉ ne peut être violé par une déposition en justice de la part de ceux qui, par état, sont

tenus de le garder, 79, 5 et suiv. Voyez *Avocat*, *Confesseur*.

SERMENT doit être exigé de tous ceux qui déposent en justice, 43 — 5. En quelle forme, *ibid.* 4, 9. Chacun doit le prêter suivant sa religion, *ibid.* 5. Arrêts sur ce point, *ibid.* 6, 7. Secus, s'il s'agit d'un culte prohibé, *ibid.* 8.

Serment donne aux déclarations le caractère de dépositions, 79 — 2.

Serment des témoins à l'audience du tribunal de police, 155.

Serment distingue la déposition de la simple déclaration, 156 — 6.

SIGNALEMENTS. Comment sont transmis à la police administrative, 23 — 3.

SIGNATURES des arrêts et jugements. Voyez *ces mots*.

SIGNIFIER dans le Code d'Instruction criminelle, est synonyme des mots *notifier*, *donner copie*, *communiquer*, tom. 1, p. 196, note (1).

SOACIAS. Ce mot renferme-t-il une injure? 159 — 15.

SOUS-Officiers de gendarmerie sont compris sous le nom d'officiers, 48 — 8, 9 et suiv.

SUCCESSIONS de Français morts en Russie sont réglées par les tribunaux russes, 3 — 55.

SUPPLÉANS n'ont pas toujours voix délibérative, 180 — 4.

SUPPRESSION d'écrits. Voyez *Maire*.

SURPRISE ne doit pas profiter à son auteur, 77 — 17.

SURIS, pour être accordé, doit être basé sur des motifs *plausibles*, 3 — 71.

Sursis (En cas de) le procureur impérial peut poursuivre le jugement de la question préjudicielle devant les tribunaux civils, 3 — 72. Et même devant le tribunal de cassation, *ibid.* 73.

Sursis sur l'action en calomnie pendant l'instruction de la procédure sur les faits dénoncés, 139 — 28.

Sursis. Voyez *Fondé de pouvoir*, *Renoi*, *Questions préjudicielles*.

TAXE de l'indemnité demandée par le témoin doit être faite par le juge, 82. Cette indemnité doit être payée sans délai, *ibid.* 1. *Quelquefois* même on doit lui en faire l'avance, *ibid.* 2. N'est due aux militaires ni à ceux qui reçoivent un traitement, *ibid.* 5. Est du double pour les enfants qui viennent assistés de leurs père, mère, tuteur ou curateur, *ibid.* 6.

Taux des témoins militaires, 92 — 8.

Témoins sont cités devant le juge d'instruction, 71. Mais à la requête du procureur impérial, *ibid.* 72. Par le ministère de qui ? *Ibid.* 5 et suiv.

Témoins. Amende contre ceux qui ne comparaissent pas sur la citation, 80. Motifs de cette peine, *ibid.* 1. En quelle forme doit être appliquée, *ibid.* 2. Témoins en état d'arrestation. Comment doivent être entendus, *ibid.* 6. Témoins sont taxés s'ils le demandent, 82. Comment doit-on procéder à l'audition des témoins empêchés, ou dont la résidence est éloignée ? 83 et 84. A qui les dépositions ainsi reçues doivent-elles être adressées, 85. Peine contre le témoin qui s'est dit faussement empêché, 86. Frais auxquels ils doivent être condamnés, *ibid.* 7. Même par corps, *ibid.* 8 et 9. Mais sans solidarité, *ibid.* 10. *Quid*, s'ils sont insolubles, *ibid.* 11. Il peut être donné des mandats d'amener contre les témoins, 92. *Secus*, des témoins militaires, *ibid.* 5. et suiv.

Témoins doivent prêter serment, 75. Exceptions, 75 — 6. En quelle forme le témoin doit-il prêter le serment ? Suivant sa religion, 75 — 7. Que doit-il promettre ? La vérité, 75 — 8. Questions qui doivent leur être faites par le juge d'instruction, *ibid.* L'omission de ces formalités, lorsqu'elles ont été relevées par le prévenu, et que la chambre d'accusation n'y a pas eu égard, peut-elle donner lieu à cassation contre l'arrêt de cette chambre ? 75 — 10 et suiv. Par qui les dépositions doivent-elles être signées ? 76.

Témoins doivent représenter la citation à eux donnée, et mention doit en être faite, 74 ; à peine de nullité, 74 — 1 ; et d'amende contre le greffier, et de prise à partie contre le juge, 74 — 4 et 77. Suspects lorsqu'ils se présentent *proprio motu*, 73 — 6, 74 — 1. Arrêtés pour la nullité rendus en pareil cas, 74 — 1.

Témoins sont entendus par le juge d'instruction, séparément et hors la présence du prévenu, 75. Y a-t-il nullité en cas de contravention ? Non, 73 — 3 et 6. *Quid*, si la déposition d'un témoin est lue à un autre ? Il n'y a pas nullité, 73 — 7.

Témoin. Voyez *Etranger, Enfant, Secret, Confession, Serment.*

Témoins contumaces ; comment contraints, 157.

Moyen qui leur est accordé de se faire décharger des peines encourues par leur défaut de comparution, 158.

Témoins. Les noms de ceux qui doivent être ouïs devant le tribunal de police doivent-ils être préalablement communiqués au prévenu ? 153 — 5.

Témoins sont reprobables pour cause de parenté ou d'alliance avec la personne prévenue, au degré prohibé par les art. 153 et 322. Mais si le reproche n'est pas propagé, l'audition du témoin parent ou allié n'opère pas nullité, *ibid.* Il y a des témoins qui ne peuvent pas déposer, mais donner de simples renseignements, 156 — 6.

Témoins, tels que chirurgiens, confesseurs, avocats, peuvent se reprocher eux-mêmes, 156 — 12 et suiv.

Témoins sont cités devant le maire par simple avertissement, 170.

Témoins peuvent être entendus sur l'appel, 175.

Témoins doivent déposer à l'audience, 189 — 5. Trois exceptions, *ibid.* 7. Ajoutez-en une quatrième ; savoir : si le témoin était mort subitement dans l'intervalle entre sa déposition écrite et sa comparution à l'audience.

Témoins doivent prêter serment, 189 — 4.

Texas. On ne peut rien faire qui leur porte préjudice, 1 — 28, 29.

Tirax d'accusation. Définition, 113 — 4.

Traité d'Amiens a été révoqué de droit par la reprise des hostilités, 6 — 15.

Tribunal, lorsqu'il doit dénoncer un délit, doit le faire par un acte séparé du jugement qu'il rend, art. 29 — 12.

Tribunal d'appel. Voyez *Cours.*

Tribunaux correctionnels. Leur compétence, 179. Peuvent prononcer au nombre de trois juges, 180. Mais lorsqu'ils jugent sur appel, il en faut cinq, *ibid.* 1. Peuvent statuer, sans désemparer, sur les délits commis dans leur enceinte, 181. Sont saisis de la connaissance des délits par le recrovi qui leur en est fait, ou par la citation donnée devant eux, 182. Peuvent accorder une provision, 188. Comment procèdent à l'instruction et au jugement, 190. Différence entre l'ancienne et la nouvelle législation sur le jour de la prononciation du jugement, 190 — 9. Comment prononcent, lorsqu'il n'y a ni délit ni contravention, 191, 212.

Quid, lorsqu'il y a simple contravention de police, 192. *Quid*, lorsqu'il y a crime, 193. Voyez *Délits forestiers*.

TRIBUNAUX. Quand sont-ils légalement saisis de la connaissance d'un délit, 1 — 3 et suiv. Peuvent appliquer les peines prononcées par la loi, lors même que le ministère public n'y aurait pas conclu, 1 — 4. Arrêts sur ce point, *ibid*.

Tribunaux. Ne peuvent destituer un agent administratif, tel qu'un garde forestier, 17 — 4.

Tribunaux criminels ne peuvent pas connaître, quant aux intérêts civils, de l'exécution de leurs jugemens, 2 — 31.

Tribunaux criminels et correctionnels ne sont pas juges de la validité des actes; ils peuvent déclarer un acte nul par suite d'un *délit* reconnu, mais non pas annuler un acte, pour en faire résulter un délit, 63 — 15.

Tribunal de police. Sa composition, 141 et suiv.

Tribunal de police ne peut, sans excéder ses pouvoirs, refuser d'appliquer un règlement administratif, sous prétexte qu'il n'a pas encore la sanction de l'autorité supérieure, 153 — 46.

Tribunal de police. Comment on doit y procéder à l'instruction et au jugement des affaires, 153.

Tribunal de police : comment doit juger, s'il n'y a ni délit ni contravention, 159; ou s'il y a délit correctionnel, 160; ou s'il y a contravention, 161.

Tribunaux de police. Dispositions qui leur sont communes avec les tribunaux correctionnels, 176.

Tribunaux de police. Conditions pour qu'ils puissent prononcer, sans commettre d'excès de pouvoir, 153 — 28 et suiv.

Tribunaux maritimes. Leurs attributions, 133 — 11.

Tribunaux militaires. Quelles personnes sont sujettes à leur juridiction, 133. — 10.

Urges. Ce qui la constitue, 63 — 13, etc.

Usure (Le délit d') consiste dans l'habitude de l'usure, 3 — 15.

Veuves peuvent pourvoir l'assassin de leurs maris, 1 — 36.

Visa auquel les mandats d'amener ou autres sont assujettis, 98. En quels cas doit-il être donné? *ibid*. 5. Peut-il être refusé? *ibid*. Raisonnement à l'appui, *ibid*. 9. Motifs de refus doivent être exprimés, *ibid*. 7. Conduite à tenir lorsque, l'individu ayant été saisi, le visa est refusé pour cause légitime, *ibid*. 14.

Vacations ne peuvent être élargies par provision, 115.

Vacations ne peuvent obtenir son élargissement provisoire, 131 — 4.

ERRATA.

- PAGE 4, ligne 37, au lieu de, particulièrement, lisez, portent.
- 13 — 9 — ait — eût.
- 15 — 8 — auquel seul il — qu'il.
- 44 — 11 — dont l'art. — que l'art.
- Id. — 21, 22 — au même degré — dans la même ligne.
- 49 — 32, après, monnaies, ajoutez, nationales.
- 56 — 1 — le fait — la faute.
- 63 — 18 — l'art. 8 — l'art. 9.
- 64 — 36 — dont un — qu'un.
- 68 — 31 — (Art. 61.) — (Art. 60.)
- 75 — 37, 38 — dont parle — que parle.
- 82 — 30 — La négative — L'affirmative.
- 105 — 8 — l'art. 61 — l'art. 60.
- 106 — 32 — celui où — celui du lieu où.
- 123 — 26 — soient — fussent.
- 129 — 35 — Banques étrangères — Banques de département.
- 136 — 4 — Sera aussi réputé — Seront aussi réputés.
- 141 — 24 — l'art. 202 — l'art. 262.
- Id. 36 — 1810 — 1811.
- 149 — 31 — (Art. 15.) — (Art. 12.)
- 150 — 19 — (Art. 54 et 55) — (Art. 53 et 54.)
- 176 — 11 — (Art. 27.) — (Art. 279.)
- 178 — 21 — ARTICLE LXIII. — ARTICLE LXII.
- 181 — 33 — L'art. 67 — L'art. 66.
- 187 — 18 — l'art. 14 — l'art. 182.
- 198 — 31 — 310 — 406.
- 200 — 23, 25, 28 — 251 et 252 — 351 et 352.
- 208 — 12 — (Art. 264.) — (Art. 324.)
- 212 — 53 — leur a été — leur aura été.
- 216 — 18 — observation — inobservation.
- 217 — 15 — se fût pourvu — se soit pourvu.
- 223 — 26 — l'art. 78 — l'art. 77.
- Id. — 34 — l'art. 113 — l'art. 310.
- 225 — 34 — l'art. 67 — l'art. 77.
- 228 — 8 — lui ordonna — qu'elle lui ordonnât.
- Id. — 24 — du 8 — du 18.
- 237 — 5 — Juge d'instruction commis — Juge d'instruction requis.
- Id. — 5 — Juge-de-paix requis — Juge-de-paix commis.
- 240 — 2 — l'art. 407 — l'art. 407.
- 243 — 27 — l'art. 32 — l'art. 32.
- PAGE 244, ligne 7, au lieu de, l'art. 57, lisez ; l'art. 26.
- Id. — 34 — l'art. 32 — l'art. 52.
- 248 — 27 — nommée et — nommée ou.
- 253 — 16 — titre 2 — titre 4.
- Id. — 22, 24, 30, 36 — 3 août — 9 août.
- Id. — 24 — art. 5 — art. 3.
- 268 — 2 — ne s'y trouvaient pas — ne s'y trouvaient pas.
- 271 — 7 — serait — fût.
- 282 — 5 — (Art. 123.) — (Art. 243.)
- 287 — 12, après, également, ajoutez, l'observation.
- 304 — 27 — pas en conclure — pas conclure.
- Id. — 28 — fût — soit.
- 307 — 29 — l'art. 118 — l'art. 117.
- 312 — 19 — l'art. 134 — l'art. 119.
- 317 — 7 — du même Code — du Code Napoléon.
- 320 — 36 — auraient — avaient.
- 336 — 33 — auquel — à laquelle.
- 344 — 26 — il faut en conclure — il faut conclure.
- 346 — 13 — (Art. 136.) — (Art. 135.)
- 347 — 21 — doit — doivent.
- 352 — 20 — l'art. 483 — l'art. 423.
- 354 — 22 — de l'art. 200 — de l'art. 220.
- 360 — 34 — (Art. 233...) — (Art. 134...)
- 366 — 11 — renvoi — envoi.
- 384 — 22 — l'art. 639 — l'art. 139.
- 385 — 25 — l'art. 149 — l'art. 139.
- 391 — 21 — l'art. 134 — l'art. 106.
- 392 — 22 — articles 358 et 359 — articles 136, 139 et 144.
- 399 — 2 — et 379 — et 574.
- Id. — 25 — (Art. 310...) — (Art. 370...)
- 402 — 19 — (Art. 269, ibid.) — (Art. 359 du Code pénal.)
- 409 — 33 — un Commis — un Commis assermenté.
- 410 — 1.^{re} — l'Article 144 — l'Article 143.
- 419 — 10 — faire et — faire ou.
- 425 — 38 — devant elles — devant lui.
- 433 — 4 — l'art. 367 — l'art. 357.
- Id. — 19 — si la défense est déclarée — si la défense est déclarée.

Page 453, ligne 19, au lieu de, jugement avec les, lisez, jugement ou les.

- Id. — 20 — aux choses — aux chefs.
- 458 — 54 — prévenu soit — prévenu fût.
- 467 — 35 — le montant — le *maximum*.
- 481 — 8 — lorsqu'il ne s'est pas — lorsqu'il s'est.
- 482 — 25 — puisse — pût.
- 483 — 2, 4 — soit — fût.
- Id. — 57 — puisse — pût.
- 484 — 15 — soit... puisse... — fût... pût.
- Id. — 21 — pussent... dussent... — ne pussent... ne dussent.
- 492 — 30 — fût autorisé — soit autorisé.
- 495 — 25 — art. 61, 62, 63, 64 et 65 — art. 161, 162, 163, 164 et 165.
- 496 — 27 — ce cas — ces autres cas.
- 505 — 37 — du 18 mai — du 18 mars.
- 506 — 33 — dont il a — qu'il a.
- 508 — 34 — la partie aura — la partie civile aura aussi.
- 512 — 16 — soient signalés — fussent signalés.
- 516 — 2 — art. 471 et 479 — art. 471, 475 et 479.
- Id. — Id. — (Art. 474 et 482.) — (Art. 474, 478 et 482.)
- Id. — 5 — articles 471 et... — articles 471, 475 et...
- Id. — 29 — Ministre des Cultes — Ministre du Culte.
- 517 — 22 — criminelle — correctionnelle.
- Id. — 20 — qu'ils fussent — qu'ils ne soient.
- 528 — 4 — il soit tenu de — il puisse.
- Id. — 5 — et de renvoyer — et soit tenu de renvoyer.
- 532 — 25 — ne nout — ne pent.
- 533 — 6 — l'article 189 — l'article 184.
- 534 — 17 — Mais lorsqu'elle — Mais si la personne citée.
- 536 — 35 — se fût — se serait.
- 541 — 14 — sur l'art. 186 — sous le N.° 2 de l'art. 187.
- 550 — 18 — le 20 juin — le 27 juin.

Page 551, ligne 29, au lieu de, l'art. 186, lisez ; l'art. 189.

- 554 — 15 — (Art. 161.) — (Art. 160.)
- 555 — 25 — l'art. 167 — l'art. 162.
- Id. — 32 — articles 589... — articles 589...
- 556 — 3 — du failli — de la faillite.
- 561 — 30 — se trouve — se trouvât.
- 562 — 20 — de tous les — de chacun des
- 564 — 3 — (Art. 54...) — (Art. 55...)
- 565 — 16 — N.° 7. — N.° 6.)
- 580 — 32 — (Art. 2260...) — (Art. 2261...)
- 581 — 10, 16 — l'art. 483 — l'art. 443.
- 589 — 25 — aussitôt la première quinzaine expirée — avant l'expiration de la première quinzaine.
- 590 — 24 — soit notifié — fût notifié.
- 596 — 37 — si l'exposant — si l'opposant.
- 597 — 6, 7 — sur cet article — sur ces deux articles.
- 598 — 16 — sera condamnée — sera jugée.
- 599 — 29 — soient observées — fussent observées.
- 602 — 25 — N.° XI — N.° II.
- 606 — 14 — est le *maximum* — sont le *maximum*.
- 625 — 34 — l'art. 40 — l'art. 420.
- 628 — 10 — en résultat — en résultat.
- Id. — 33 — (art. 204.) — (art. 224.)
- 653 — 5 — spécialement chargée — spécialement formée.
- 640 — 24 — l'art. 220 — l'art. 219.
- 645 — 12 — frimaire — février.
- 655 — 39 — (Art. 426.) — (Art. 476.)
- 657 — 22 — nœud courant — nœud coulant.
- 664 — 26 — l'art. 243 — l'art. 134.
- 675 — 28, après ces mots, et 150, ajoutez, et celles de l'art. 230.
- 678 — 30 — Cour Impériale — Cour Spéciale.
- 688 — 18 — (Art. 230.) — (Art. 330.)
- 694 — 23 — tel crime — tel autre crime.
- 699 — 27 — (Art. 475.) — (Art. 476.)
- 700 — 16 — l'exige — ne l'exige.

V A 11524906

168
C
5-6

